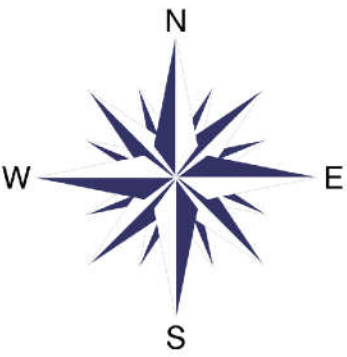
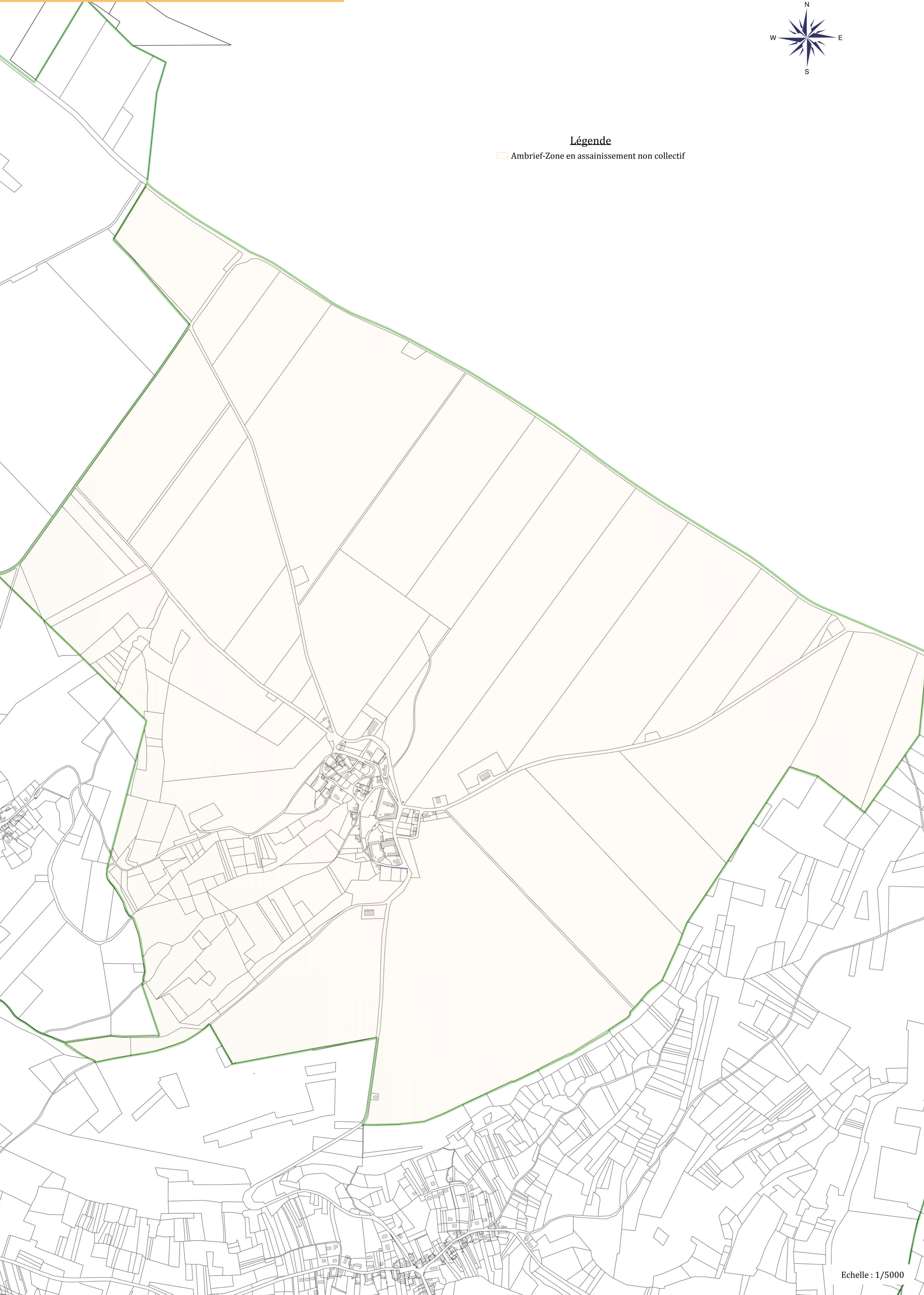




Légende

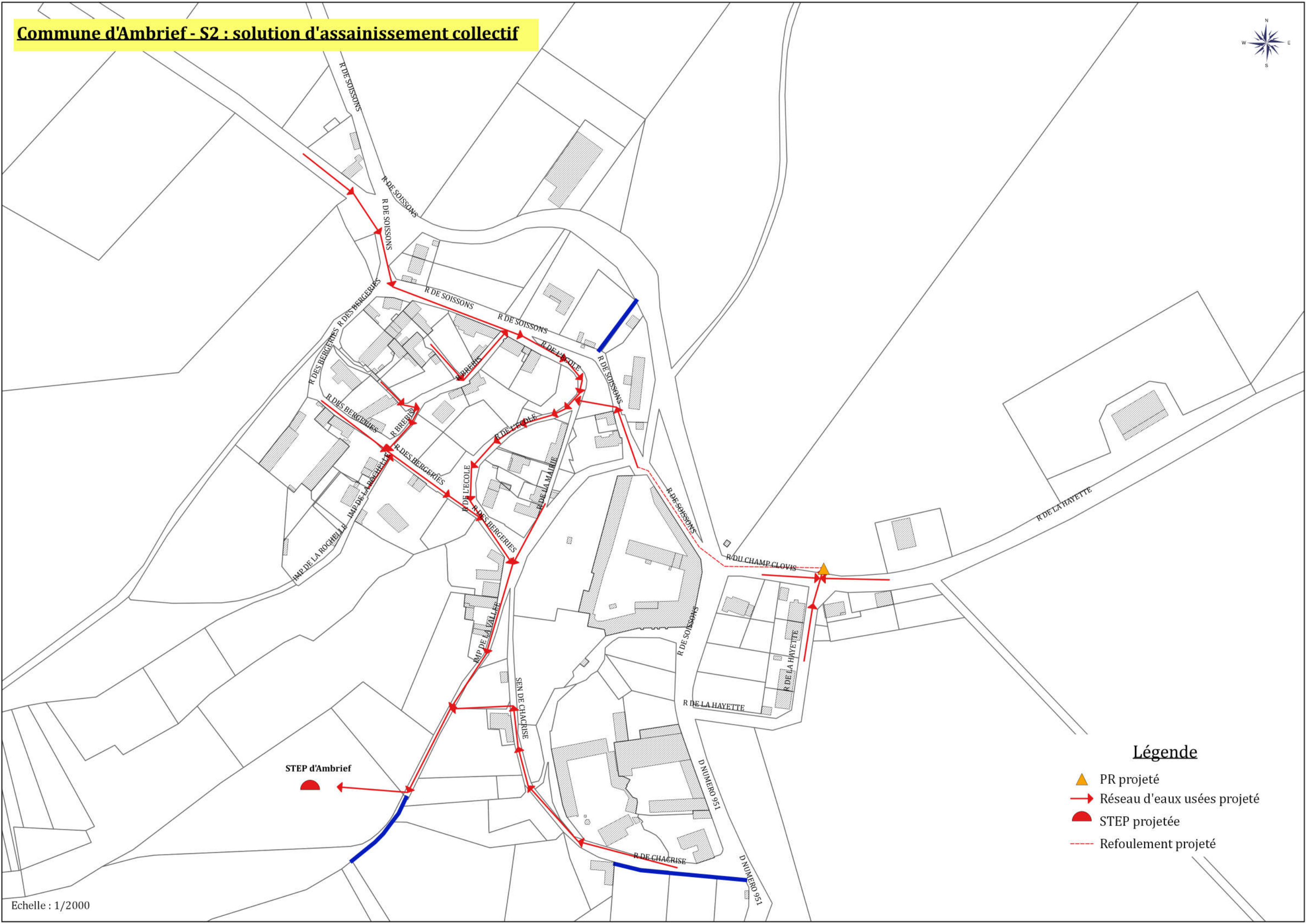
Ambrief-Zone en assainissement non collectif



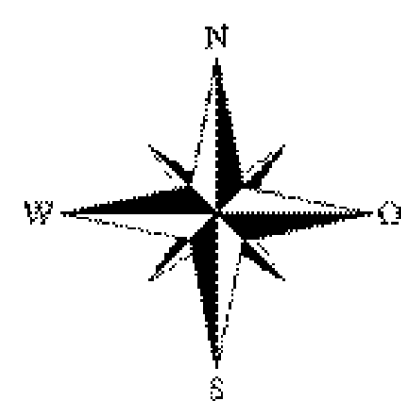
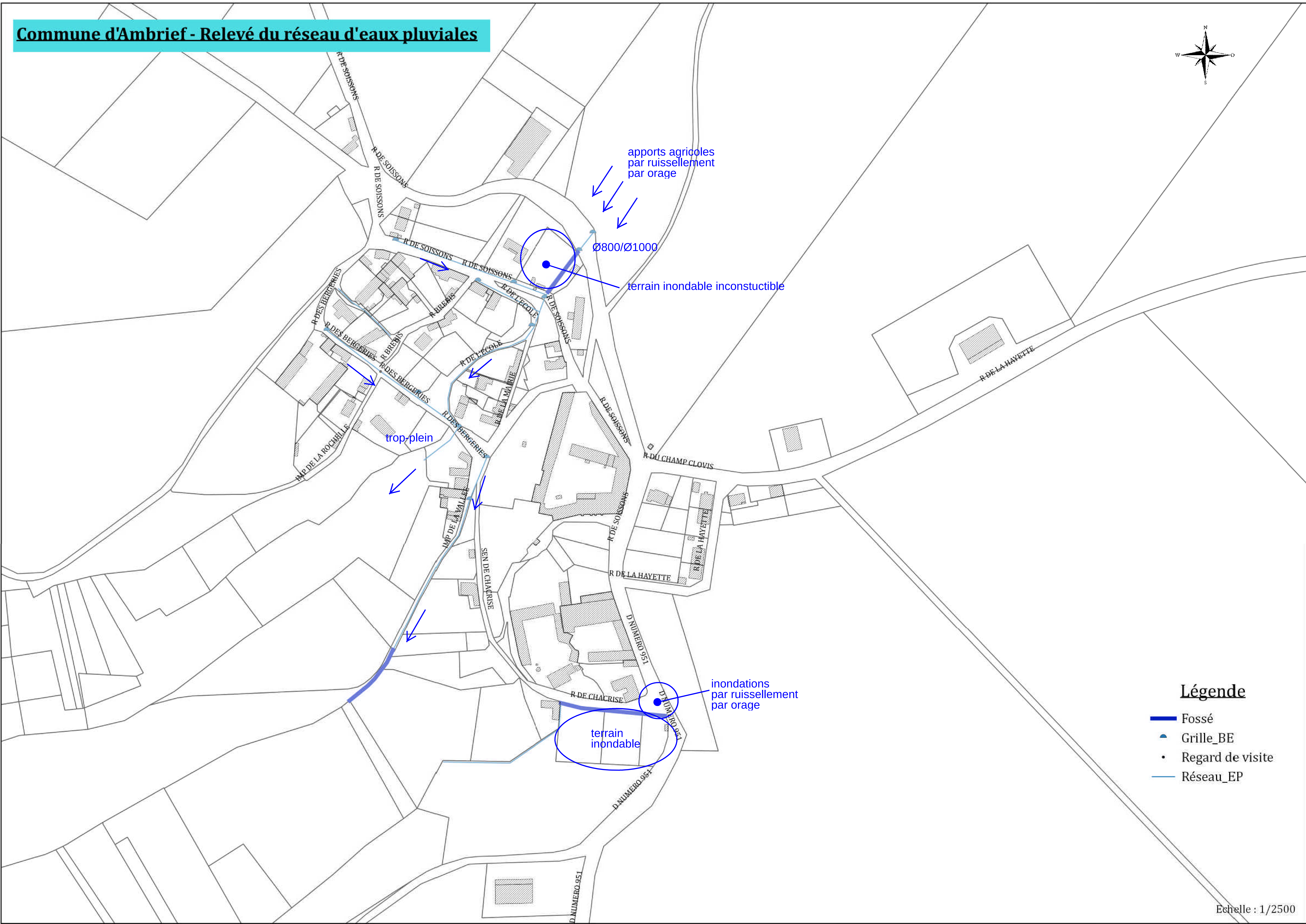
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF COMMUNE D'AMBRIEF				
FICHE DE SYNTHESE DES VISITES D'INSTALLATION				
Nombre d'installations pour cette commune	35			
Nombre de visites de contrôle effectuées	35			
Refus	0			
Non contrôlés	0			
Dates de réalisation de la filière	avant 1983 : 27		1983 à 1996 : 8	
Type de résidence				
Résidence principale	29	soit	82,86 %	
Résidence secondaire	2	soit	5,71 %	
Inhabité	1	soit	2,86 %	
Autres (mairie, gîte, café,...)	3	soit	8,57 %	
CARACTERISTIQUES DES EQUIPEMENTS				
PRE-TRAITEMENT	43 Dispositifs de prétraitement			
Nombre d'installation avec prétraitement	32	soit	91,43 %	
Dont toutes les eaux sont prétraitées	18	soit	51,43 %	
Dont une partie des eaux sont prétraitées	14	soit	40,00 %	
Nombre d'installation sans pré-traitement	3	soit	8,57 %	
<u>Dispositifs de pré-traitement</u>				
Fosse septique	12	soit	27,91 %	
Fosse toutes eaux	16	soit	37,21 %	
Séparateur à graisse	7	soit	16,28 %	
Microstation	2	soit	4,65 %	
Préfiltre	3	soit	6,98 %	
Fosse étanche	3	soit	6,98 %	
TRAITEMENT	6 Dispositits de traitement			
Nombre d'installation avec traitement	6	soit	17,14 %	
Nombre d'installation sans traitement	29	soit	82,86 %	
<u>Dispositifs de traitement conformes</u>				
Tranchée d'infiltration	4	soit	66,67 %	
Lit d'épandage	1	soit	16,67 %	
Filtre compact	1	soit	16,67 %	
EVACUATION	55 dispositifs de rejet			
Dans un cours d'eau		soit	0,00 %	
Dans un puisard	18	soit	32,73 %	
Par infiltration	6	soit	10,91 %	
Sur le terrain	3	soit	5,45 %	
Non localisé	6	soit	10,91 %	
Réseau pluvial	13	soit	23,64 %	
Fosse étanche	4	soit	7,27 %	
Voisin		soit	0,00 %	
Dans la rue		soit	0,00 %	
Drain	1	soit	1,82 %	
Fossé	4	soit	7,27 %	
<u>Eaux usées séparées des eaux pluviales</u>				
OUI	28	soit	80,00 %	
NON	7	soit	20,00 %	

RESULTAT DU CONTRÔLE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (APPLICATION DE L'ARRETE DU 27 AVRIL 2012)			
NIVEAU 3			
Installation Conforme en bon état de Fonctionnement	6	soit	17,14 %
Le dispositif d'assainissement fonctionne correctement et au moment du contrôle aucun risque sanitaire et environnemental n'a été décelé. Cependant, lors du contrôle certaines recommandations ont peut-être été précisées.			
Installation Conforme	0	soit	0,00 %
"La consommation humaine de l'eau du puits privé est cependant interdite"			
Le dispositif d'assainissement est installé à moins de 35m d'un puits privé déclaré et ne peut être déplacé. L'immeuble est desservi par le réseau de distribution d'eau potable.			
Installation Conforme	0	soit	0,00 %
"La consommation humaine de l'eau du puits privé est cependant proscrite"			
Le dispositif d'assainissement est installé à moins de 35m d'un puits privé NON déclaré . L'immeuble est desservi par le réseau de distribution d'eau potable.			
Installation conforme à surveiller	0	soit	0,00 %
Le dispositif d'assainissement est à surveiller et/ou doit faire l'objet d'aménagement. L'installation présente des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs.			
NIVEAU 2			
Installation non-conforme	26	soit	74,29 %
Le dispositif d'assainissement présente certaines anomalies qui conduisent à suggérer de réaliser des travaux (cas des installations hors zones à enjeux sanitaire et environnementaux).			
L'installation est non-conforme si au moins un des point ci-dessous a été identifié :			
Installation significativement sous-dimensionnée			
Dysfonctionnement majeur			
Installation incomplète			
NIVEAU 1			
Installation non-conforme avec risque environnemental avéré (cas des installations en zones à enjeu environnemental).	0	soit	%
Installation non-conforme avec danger pour la santé des personnes (cas des installations en zones à enjeu sanitaire).	0	soit	%
Installation non-conforme avec danger pour la santé des personnes & risque environnemental avéré. (cas des installations en zones à enjeux sanitaire et environnemental).	0	soit	%
Le dispositif d'assainissement présente certaines anomalies qui conduisent à suggérer de réaliser des travaux afin de supprimer le risque sanitaire et / ou environnemental			
L'installation est non-conforme si au moins un des point ci-dessous a été identifié :			
Installation significativement sous-dimensionnée			
Dysfonctionnement majeur			
Installation incomplète			
Défaut de sécurité sanitaire			
Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages			
Puits privé si l'immeuble n'est pas desservi par le réseau de distribution d'eau potable (le dispositif d'assainissement est situé à moins de 35m du puits)			
Installation inexistante ou non vérifiable	3	soit	8,57 %
Non respect de l'article L.1331-1-1 du code de la santé publique. Les travaux sont à réaliser dans les meilleurs délais.			

Commune d'Ambrief - S2 : solution d'assainissement collectif



Commune d'Ambrief - Relevé du réseau d'eaux pluviales



~~Echelle : 1/2500~~

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE D'AMBRIEF

Annexe 5 – Compte-rendu de la réunion publique du 6 septembre 2018

Communauté de Communes du Canton d'Oulchy-le-Château

Révision du zonage d'assainissement de 21 communes

-O-O-O-O-O-

Commune d'AMBRIEF

Phase 3 – Notice pour la mise à enquête publique

Bordereau des pièces

- Mémoire justificatif
- Annexes
 1. Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale concernant l'évaluation environnementale
 2. Les filières de traitement de l'assainissement non collectif
 3. Détail des coûts des solutions proposées
 4. Délibération du conseil municipal
- Plan de zonage des eaux usées
- Plan de zonage des eaux pluviales

SOMMAIRE

I. PREAMBULE.....	4
1.1. Objet du dossier.....	4
1.2. Examen au cas par cas	5
II. DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT.....	6
2.1. Notice justifiant l'assainissement collectif.....	6
2.1.1. Définition.....	6
2.1.2. Responsabilités et obligations de la collectivité et des particuliers.....	7
2.1.3. Plan de zonage d'assainissement collectif d'Ambrief.....	7
2.1.4. Incidences financières du projet d'assainissement collectif.....	8
2.2. Notice justifiant l'assainissement non collectif	10
2.2.1. Définition.....	10
2.2.2. Responsabilités de la collectivité et des usagers	10
2.2.3. Organisation du SPANC.....	12
2.2.4. Plan de zonage d'assainissement non collectif d'Ambrief.....	13
2.2.5. Incidences financières du projet d'assainissement non collectif	14
III. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU ZONAGE PROPOSE.....	15
3.1. Coûts des projets	15
3.1.1. Investissement	15
3.1.2. Fonctionnement.....	15
3.1.3. Coûts des différentes solutions envisagées	15
3.2. Choix de la collectivité	17
3.2.1. Détail des coûts de la solution retenue S1	17
IV. ZONAGE PLUVIAL.....	19
4.1. Droits et devoirs de la collectivité et des usagers relatifs à la gestion des eaux pluviales.....	19
4.2. Principes du zonage pluvial	19
4.2.1. Principes généraux.....	19
4.2.2. Zones d'urbanisation existante.....	21
4.2.3. Zones à urbaniser	22
4.2.4. Zones naturelles et agricoles (bassins versants ruraux).....	23
4.3. Etat de l'assainissement pluvial à AMBRIEF	24
4.4. Zonage pluvial à AMBRIEF	25

GLOSSAIRE

AC : Assainissement Collectif

Ae : Autorité environnementale

AEP : Adduction d'Eau Potable

ANC : Assainissement Non Collectif

C.C.C.O.C. : Communauté de Communes du Canton d'Oulchy le Château

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

EH : Equivalent-Habitant

EP : Eaux Pluviales

EU : Eaux Usées

HT : Hors Taxe

MRAe : Mission Régionale d'Autorité environnementale

PEHD : Polyéthylène Haute Densité

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PPRI : Plan de Prévention du Risque d'Inondation

PR : Poste de Refoulement/Relèvement

PVC : Polychlorure de Vinyle

SPANC. : Service Public d'Assainissement Non Collectif

STEP : Station d'épuration, station de dépollution

I. PREAMBULE

Le zonage d'assainissement répond au souci de préservation de l'environnement. Il doit permettre également de s'assurer de la mise en place des modes d'assainissement les mieux adaptés à la configuration locale et au milieu naturel. Ce zonage va permettre à la commune de disposer d'un schéma global de gestion des eaux usées et pluviales sur son territoire. Il constituera aussi un outil pour la gestion de l'urbanisme.

D'autre part, le zonage va permettre d'orienter le particulier pour la mise en place d'assainissement conforme à la réglementation, tant dans le cas de constructions nouvelles que dans le cas de restaurations.

1.1. Objet du dossier

L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, modifié par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, a attribué de nouvelles obligations aux communes et à leur groupement. Conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- ✓ les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- ✓ les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- ✓ les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- ✓ les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

L'article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales fait référence aux articles R123-1 à R123-27 du Code de l'Environnement pour la conduite de l'enquête publique à laquelle est soumis le zonage.

Les objectifs du dossier d'enquête publique consistent en l'information du public et au recueil des observations de celui-ci sur les règles techniques et financières qu'il est proposé d'appliquer en matière d'assainissement sur le territoire concerné.

1.2. Examen au cas par cas

Les procédures d'élaboration, de révision et de modification des quatre zones mentionnées précédemment (article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales), doivent faire l'objet d'une procédure d'examen au cas par cas préalable à une évaluation environnementale conformément à l'article R.122-17 du Code de l'Environnement.

Selon les dispositions de l'article R.122-18-I du Code de l'Environnement, la personne publique responsable doit saisir l'Autorité environnementale (Ae) qui se prononce, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour cette personne publique de réaliser une évaluation environnementale.

L'Ae dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande pour notifier sa décision, qui prend la forme d'un arrêté préfectoral. Aux termes des articles R122-17 et R 122-18 susvisés, l'Ae compétente pour les zonages d'assainissement est la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable; la DREAL (dont les agents sont placés, pour ces activités, sous l'autorité fonctionnelle du Président de la MRAe), instruit pour son compte les demandes d'examen au cas par cas.

Pour la région Hauts-de-France, les modalités de fonctionnement de la MRAe ont fait l'objet d'une convention entre le Président de la MRAe et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), et d'une décision portant délégation conformément à l'article 17 du décret n° 20 15-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable.

La décision de la MRAe de ne pas soumettre Ambrief à une évaluation environnementale est jointe en annexe 1 de ce document.

II. DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT

Assainissement non collectif

La totalité des bâtiments rejetant des eaux usées est en assainissement non collectif.

Depuis 2012, la C.C.C.O.C. effectue dans le cadre du SPANC des contrôles sur les dispositifs d'assainissement non collectif existants. Les caractéristiques des installations figurent dans le tableau ci-contre (synthèse de 2017). La majorité d'entre elles est équipée de fosses toutes eaux (37,21 %) en prétraitement, de tranchées d'infiltration (66,67 %) en traitement et de rejets au puisard (32,72 %).

Assainissement collectif.

Actuellement, le bourg ne dispose pas de réseau de collecte des eaux usées.

Les habitations à desservir sont au nombre de 41.

2.1. Notice justifiant l'assainissement collectif

2.1.1. Définition

L'assainissement collectif a pour objet la collecte, le transport et le traitement des eaux usées vers une station d'épuration. Le réseau de collecte peut être de deux types :

- réseau séparatif : les eaux pluviales (toitures, chaussées...) et usées (domestiques, industrielles...) sont collectées séparément et acheminées par un double réseau au milieu naturel pour les eaux pluviales et à la station d'épuration pour les eaux usées ;
- réseau unitaire : les eaux pluviales et usées sont collectées par un réseau unique et dirigées vers la station d'épuration ; pendant les périodes pluvieuses le trop plein peut être rejeté dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de bassins d'orage.

Le niveau de traitement de la station d'épuration dépend des contraintes environnementales du site, et doit permettre de respecter les objectifs de qualité assignés au milieu naturel récepteur des eaux épurées. L'assainissement collectif convient particulièrement bien pour des zones d'habitats regroupés, de densité moyenne ou forte.

2.1.2. Responsabilités et obligations de la collectivité et des particuliers

Le présent chapitre a pour but de préciser les principales attributions de chacune des parties (collectivités et particuliers) en matière d'assainissement collectif. L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment les stations d'épuration des eaux usées et l'élimination des boues qu'elles produisent. En contrepartie, la présence d'un réseau réalisé en domaine public contraint l'usager à s'y raccorder et à payer la redevance correspondante aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

L'article L1331-1 du Code de la Santé Publique précise :

- qu'à partir du moment où un système d'assainissement collectif est réalisé, les particuliers disposent de 2 ans pour s'y raccorder (un délai jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé par dérogation pour un immeuble antérieur au réseau collectif et équipé d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme) ;
- qu'en attendant la réalisation de l'assainissement collectif, les habitations doivent être dotées d'un assainissement non collectif conforme et en état de fonctionnement.

Peuvent être exonérés de l'obligation de raccordement, par arrêté approuvé par le représentant de l'Etat dans le département :

- les immeubles abandonnés ou les immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés ;
- les immeubles difficilement raccordables, dès lors qu'ils sont équipés d'une installation d'assainissement autonome conforme (arrêté du 19 juillet 1960 modifié relatif au raccordement des immeubles aux égouts).

Un règlement intercommunal d'assainissement collectif peut définir les droits et obligations de la collectivité et de l'usager.

2.1.3. Plan de zonage d'assainissement collectif d'Ambrief

En l'absence de réseau collectif, l'assainissement doit provisoirement être assuré par un système d'assainissement non collectif aux normes conçu pour être raccordé ultérieurement au réseau public.

Dans ce cas, un délai dérogatoire jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé pour le raccordement au réseau posé postérieurement à la construction de l'immeuble. En cas de création d'un assainissement collectif sur la commune, les habitations desservies sont tenues de se raccorder au réseau collectif dès lors qu'il existe, et au plus tard dans les 2 ans suivant sa mise en service.

Certains immeubles peuvent être exonérés de cette obligation de raccordement par la C.C.C.O.C. au vu des contraintes techniques et financières et à condition que les habitations non raccordées soient dotées d'une installation d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement.

La totalité des habitations de la commune peut être desservie par un réseau d'eaux usées. En effet, aucune habitation n'est éloignée du centre bourg ou isolée et Ambrief ne possède pas de hameaux.

2.1.4. Incidences financières du projet d'assainissement collectif

Ambrief est concernée par des projets d'assainissement collectif mis en œuvre par la C.C.C.O.C. Les usagers de la commune participent aux coûts d'investissement et d'exploitation par le versement de :

- ✓ la redevance d'assainissement collectif: le montant de la redevance d'assainissement tient compte d'une part fixe et d'une part variable dont le montant est voté chaque année;
- ✓ la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées domestiques. Conformément à l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées sont astreints à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif. Celle-ci s'élève au maximum à 80% du coût de fourniture et de pose d'un assainissement non collectif. Les modalités techniques et financières de cette participation seront déterminées par délibération de la C.C.C.O.C. Elle concerne les producteurs d'eaux usées domestiques. Cette participation se substitue à la participation pour le raccordement à l'égout depuis le 1^{er} juillet 2012.

La participation est exigible à compter de la date de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires ;

- ✓ la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées assimilés domestiques. Les usagers concernés sont ceux définis par l'article R213-48-1 du Code de l'Environnement et de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte. Ils ne sont pas soumis à un arrêté d'autorisation de rejet. Les établissements industriels sont assujettis à la même participation financière si une partie de leurs locaux produit des eaux usées assimilables à une utilisation domestique (bureaux, salle de restauration, WC, etc.). Cette participation financière est exigible à la délivrance de l'autorisation de déversement ordinaire.

Bordereau des prix unitaires pour la mise en place d'un assainissement collectif

Vous trouverez ci-dessous le bordereau des prix appliqués pour la solution d'assainissement collectif :

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml
Plus-value pour encorbellement	1 500,00	U
Passage cours d'eau et ouvrage (fonçage ou microtunnelier)	12 000	U
Plus-Value pour surprofondeur du réseau PVC diamètre 200 mm	60,00	ml
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m
PR EU < 7 logements	8 000,00	U
PR EU < 50 logements	20 000,00	U
50 logements < PR EU < 100 logements	30 000,00	U
100 logements < PR EU < 200 logements	42 000,00	U
PR EU > 200 logements	50 000,00	U
Branchement au réseau (Boîte de Branchement+canalisation)	1 500,00	U
STEP	1 000,00	EH
Branchement en domaine privé	2 000,00	U

2.2. Notice justifiant l'assainissement non collectif

2.2.1. Définition

Conformément à l'article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation, ainsi que des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celles des immeubles d'habitation, est obligatoire dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées pour quelque cause que ce soit (absence de réseau public de collecte ou, lorsque le réseau existe, immeuble dispensé de l'obligation de raccordement).

L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel superficiel ou souterrain, ou leur rejet en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit. Le présent article s'applique même en l'absence de zonage d'assainissement. Le non-respect de cette disposition par le propriétaire d'un immeuble peut donner lieu à des mesures administratives et/ou des sanctions pénales.

Les dispositions relatives à l'assainissement non collectif ne s'appliquent pas aux immeubles abandonnés ni aux immeubles qui en application de la réglementation doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la collectivité et le propriétaire.

2.2.2. Responsabilités de la collectivité et des usagers

L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes ou leur groupement doivent obligatoirement prendre en charge le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif, afin de protéger la salubrité publique. Par contre, le choix ou non d'assurer l'entretien de ces dispositifs reste à l'initiative de la collectivité.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif est financé par une redevance d'assainissement non collectif payée par les usagers qui se compose comme suit :

- la redevance pour le diagnostic initial des installations existantes ;
- la redevance pour le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes (tous les 10 ans au maximum) ;

- la redevance pour le contrôle de fonctionnement à l'occasion de la cession d'un immeuble. Le redevable est le propriétaire vendeur comme l'indique l'article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, ou son mandataire ;
- la redevance pour le contrôle de la conception et la réalisation des installations neuves. Pour toutes les installations neuves, le service d'assainissement non collectif instruit les dossiers de demande d'installation et suit l'exécution des travaux par des interventions sur le terrain. Le redevable est le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter, qui présente au SPANC le projet. Elle est exigible après l'exécution des prestations ;
- la redevance de contre-visite : il s'agit de l'examen préalable de la conception suivi de la vérification de l'exécution des travaux obligatoires prescrits par le SPANC à la suite d'un contrôle périodique. Le redevable de la redevance de contre-visite est le propriétaire de l'immeuble, ou le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif.

Outre les redevances ci-dessus, le SPANC peut aussi percevoir :

- s'il est mandaté par l'usager pour la réalisation ou la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, le remboursement du coût des travaux, déterminé selon les modalités fixées par une convention conclue entre le propriétaire et le SPANC, en tenant compte des subventions éventuellement perçues pour ces travaux ;
- la part destinée à couvrir un déplacement inutile du fait de l'absence du propriétaire ou de son mandataire alors même qu'un rendez-vous avait été formalisé selon les dispositions réglementaires. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble ;
- le remboursement des frais de prélèvement et d'analyses sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel lorsque l'analyse révèle un rejet non conforme à la réglementation. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble.

2.2.3. Organisation du SPANC

Le SPANC est un service à caractère industriel et commercial organisé en régie. Les usagers sont soumis à une redevance d'assainissement. Celle-ci est un montant forfaitaire dû après service rendu et finance en totalité le service.

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire et vidangées régulièrement par des personnes agréées par le préfet, de manière à maintenir :

- leur bon fonctionnement et leur bon état ;
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux ;
- l'accumulation normale des boues.

Notamment, la périodicité de vidange d'une fosse septique doit être adaptée à la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Concernant les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange.

Le propriétaire, ou le cas échéant le locataire, qui ne connaît pas la réglementation applicable à l'entretien et à la vidange de son installation d'assainissement non collectif, ou qui ne possède plus la notice du fabricant ou le guide d'utilisation obligatoire dans le cas d'une installation agréée par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, doit contacter le SPANC pour bénéficier du maximum d'informations disponibles et commercialement fiables.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, choisit librement l'entreprise ou l'organisme agréé par le préfet qui effectuera la vidange des ouvrages. Il est rappelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires.

2.2.4. Plan de zonage d'assainissement non collectif d'Ambrief

Les dispositions en matière d'assainissement non collectif s'appliquent en l'absence de collecteur public au droit de propriété. Ambrief ne possède aucun réseau de collecte des eaux usées, la totalité de la commune est en assainissement non collectif.

De plus, 7 habitations ne seraient pas à réhabiliter car elles ont été contrôlées conformes par le SPANC.

Les habitations non desservies par un réseau de collecte font l'objet d'une étude prenant en compte les critères suivants :

1 – la structure de l'habitat, à savoir :

- l'isolement ou le regroupement des bâtiments,
- la distance à un exutoire existant,
- la taille de la parcelle, son aménagement et son accessibilité,
- la situation de chaque immeuble sur la parcelle et le dénivelé entre l'immeuble et le terrain recevant l'ANC,
- les projets de développement de l'habitat.

La structure de l'habitat définit la localisation du traitement, à la parcelle privée ou sur le domaine public dans le cas de système de traitement autonome regroupé.

2 - les contraintes du milieu naturel, à savoir :

- la nature et la perméabilité des sols,
- la profondeur de la nappe,
- la géologie,
- la pente du terrain,
- l'existence de contraintes spécifiques (périmètre de protection de captage d'eau potable, zone naturelle à protéger, zone inondable),
- la disponibilité foncière.

Les contraintes du milieu imposent des techniques de traitement.

3 - contraintes relevées sur Ambrief

Le tableau ci-après reprend l'ensemble des contraintes parcellaires à Ambrief ainsi que la solution à apporter pour y remédier.

Contraintes de l'habitat pour la mise en place de l'ANC à Ambrief		
Dénomination	Solution	Nombre
Contraintes de surface (CS)	Filière compacte (zéolithe, micro-station, coco...)	6
Contraintes topographiques (CT)	Poste de relevage	0
Contraintes d'accès (CA)	Filière compacte (zéolithe, micro-station, coco...) et plus-value	1
Contraintes de captage (CC)	Filière drainée ou compacte, rejet si possible en milieu superficiel	Pas de captage
Contraintes d'Inondation (CI)	Tertre ou filière compacte	Pas de PPRI
Contraintes d'exutoire (CE)	Plus-value pour puits d'infiltration	9

Les contraintes technico-économiques de raccordement orientent le choix vers l'assainissement collectif ou non collectif.

2.2.5. Incidences financières du projet d'assainissement non collectif

En ce qui concerne le SPANC de la Communauté de Commune du Canton d'Oulchy le Château, les tarifs 2017 pour les redevances d'assainissement non collectif sont les suivants :

1) Installation existante

- ❖ Redevance annuelle : 17,22 € HT/an

2) Cas particuliers

- ❖ Redevance pour le contrôle lors de la conception : 105,30 € HT
- ❖ Redevance pour le contrôle de bonne exécution : 157,94 € HT
- ❖ Coût d'un contrôle dans le cadre d'une vente : 157,94 € HT.

La mise aux normes des installations d'assainissement non collectif est à la charge exclusive du propriétaire. Un prix indicatif par filière pour un équipement standard est indiqué ci-après :

- Epandage souterrain : 7 000 €HT,
- Lit filtrant vertical drainé : 9 000 €HT,
- Lit filtrant vertical non drainé : 8 000 €HT,
- Filière compacte traditionnelle (type zéolite) : 9 000 €HT,
- Micro-station : 11 000 €HT.

Les fiches des différentes filières d'assainissement non collectif sont consultables en annexe 2 de ce document

III. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU ZONAGE PROPOSE

3.1. Coûts des projets

3.1.1. Investissement

Les coûts d'investissement présentés ci-après prennent en compte la remise en état de la parcelle pour les habitations en assainissement non collectif.

Il s'agit donc d'une estimation maximaliste puisque la réhabilitation des dispositifs existants pourra être dans certains cas inutile ou partielle (réutilisation d'une fosse toutes eaux réglementaire par exemple et mise en place de la filière de traitement uniquement).

3.1.2. Fonctionnement

Pour les réseaux d'assainissement collectif, ces coûts comprennent l'entretien régulier des réseaux gravitaires (curage des canalisations, regards de visite, boîtes de branchement, bouches-avaloirs), ainsi que l'entretien des stations de pompage et de leur consommation électrique.

Pour l'assainissement non collectif, dans le cadre de l'intervention du SPANC en matière de contrôle, les visites seront réalisées tous les dix ans. Les installations dotées d'une pompe de relèvement seront contrôlées sur la même base que les autres installations.

3.1.3. Coûts des différentes solutions envisagées

Les différentes solutions envisagées pour la commune d'Ambrief correspondent à :

- ✓ **Solution S1 : assainissement non collectif pour la totalité de la commune.**

Réhabilitation ou mise en place d'un traitement à la parcelle pour les eaux usées de chaque habitation de la commune qui n'a pas été contrôlée conforme par le SPANC et dont la parcelle peut recevoir un assainissement collectif.

- ✓ **Solution S2 : assainissement collectif pour la totalité de la commune**

Assainissement collectif pour le centre bourg, avec transit et traitement des effluents sur place. Pour cette solution, nous privilégions la pose de réseau d'eaux usées, le réseau pluvial existant étant maintenu.

Les 6 habitations à l'Est d'Ambrief seront acheminées gravitairement à un poste de refoulement rue du Champs Clovis. Ces effluents seront refoulés jusqu'au réseau principal d'eaux usées rue de Soissons.

La totalité des eaux usées de la commune transiteront ainsi gravitairement à la station de dépollution, impasse de la Vallée, où elles seront traitées.

La parcelle pressentie pour ce projet n'appartient pas à la commune. Il s'agira donc de prévoir un coût d'acquisition foncière pour celle-ci. Ce coût n'est pas pris en compte dans le coût d'investissement de la solution S2 présentée. Des études de faisabilité et d'incidence devront être réalisées si la commune projette de choisir ce scénario.

L'exutoire étant un ruisseau temporaire (son écoulement n'est pas continu), il sera très important de valider son utilisation avant tout rejet dans le milieu naturel.

Les contraintes pouvant exister en domaine privé pour le raccordement à la boîte de branchement en domaine public seront à identifier. Un forfait de 2 000,00 € HT/branchement pour le particulier a donc été pris en compte dans la solution d'assainissement collectif. Il s'agit d'un prix moyen, variable en fonction des contraintes sur la parcelle (distance, accès, pente, aménagement au sol...).

Les tableaux ci-dessous synthétisent les différents coûts pour les 2 solutions proposées :

N° Solution	S1	S2**
Nbr d'habitations concernées	34	41
Nbr d'habitations en AC	0	41
Nbr d'habitations en ANC	34	0
Coût d'investissement (€ HT)	319 750,00	636 625,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 404	15 527
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	2 890,00	5 701,00

** Hors coût d'acquisition foncière pour la mise en place de la STEP

N° Solution	S1		S2	
	Domaine privé	Domaine public	Domaine privé	Domaine public
Nbr d'habitations	34	0	41	41
Coût d'investissement (€ HT)	319 750,00	0,00	82 000,00	554 625,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 404	0,00	2 000	13 527
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	2 890,00	0,00	0,00	5 701,00

Le détail des coûts affectés aux différentes solutions est repris dans les tableaux en annexe 3 de ce document.

3.2. Choix de la collectivité

Après délibération de son conseil municipal le **19 avril 2018** dont l'extrait du registre est joint en annexe 4, la commune d'Ambrief a décidé de retenir le zonage d'assainissement suivant :

Assainissement non collectif pour l'ensemble de la commune (solution S1)

Le choix du zonage d'assainissement a été réalisé sur la base de l'étude technico-économique des solutions proposées dans le cadre de l'étude de schéma directeur d'assainissement. Il a été motivé par l'important écart financier entre les deux solutions tant en coût d'investissement qu'en coût de fonctionnement.

Sur le plan technique, la solution d'assainissement non collectif S1 se justifie par la non réhabilitation des 7 habitations contrôlées conformes par le SPANC.

3.2.1. Détail des coûts de la solution retenue S1

Assainissement non collectif pour la totalité de la commune à l'exception des 7 habitations contrôlées conformes, soit 34 habitations.

Coût d'investissement de la solution S1

L'assainissement non collectif à la parcelle pour la totalité de la commune nécessite l'implantation de :

- Une **(1)** filière traditionnelle de type épandage souterrain 7 000,00 € HT
- Dix-neuf **(19)** filières traditionnelles de type lit filtrant drainé
171 000,00 € HT
- Cinq **(5)** filières compactes traditionnelles 45 000,00 € HT
- Une **(1)** filière compacte traditionnelle avec 1 plus-value pour contrainte
10 350,00 € HT
- Huit **(8)** lits filtrant verticaux drainés avec 1 plus-value pour contrainte
86 400,00 € HT

Coût total en investissement de la solution S1 : 319 750,00 € HT et 9 404 Euros HT/Habitation en moyenne.

Coût de fonctionnement de la solution S1

Après analyse des prestations effectuées entre 2012 et 2016, le coût de fonctionnement d'un assainissement autonome peut donc être estimé à 85,00 € HT par dispositif et par an (redevance annuelle + coût de vidange lissé sur 4 ans).

A ce coût induit par les redevances diverses, nous pouvons ajouter un coût moyen de la consommation électrique nécessaire au fonctionnement des micro-stations et postes de relevage (contrainte topographique). Nous estimons la consommation électrique de ces équipements à environ 1 kW/jour/station, soit un coût moyen de 60,00 € HT/an pour une micro-station et/ou un poste de relevage.

Le coût de fonctionnement de cette solution S1 est donc de l'ordre de 2 890,00 € HT par an pour l'ensemble des installations non conformes auquel s'ajoutent les redevances lors de la conception et de la bonne exécution la première année. Le coût du contrôle dans le cadre d'une vente n'étant pas inclus.

A noter également, le coût de fonctionnement sera de 595 € HT par an pour les 7 habitations contrôlées conformes par le SPANC

IV. ZONAGE PLUVIAL

4.1. Droits et devoirs de la collectivité et des usagers relatifs à la gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales appartiennent en pleine propriété au propriétaire du terrain qui les reçoit (article 641 du Code Civil). Il n'y a donc pas d'obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif dans les secteurs qui en sont équipés (réseau unitaire collectant à la fois les eaux usées et pluviales, ou réseau séparatif collectant les seules eaux pluviales, selon les cas).

Les terrains sont assujettis à recevoir les eaux qui s'écoulent naturellement. Cependant, le propriétaire du terrain supérieur ne peut rien faire qui aggrave cette servitude (article 640 du code Civil).

La commune, ou le cas échéant la collectivité à laquelle elle adhère pour la compétence en matière de gestion des eaux pluviales, a la possibilité de réglementer les rejets sur la voie publique dans le cadre de ses pouvoirs de police en matière de lutte contre les accidents, les inondations et les pollutions (article L2212-2 du code Général des collectivités Territoriales).

Elle peut éventuellement interdire ou limiter les rejets sur la voie publique.

S'il existe un réseau pluvial ou unitaire, les conditions de son utilisation peuvent être fixées par un arrêté municipal ou figurer dans le règlement du service d'assainissement.

4.2. Principes du zonage pluvial

4.2.1. Principes généraux

Le raccordement systématique des eaux pluviales à un réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé d'un projet d'envisager d'abord une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle ou par opération n'est pas satisfaisante, les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans une réseau public.

Ces dispositions s'appliquent aux zones urbanisées ou à urbaniser. Dans le cas où ces dispositions ne peuvent être réalisées, le demandeur est autorisé à rejeter ses eaux pluviales selon les trois (3) niveaux de contraintes ci-après :

- 1 – en zone de non-aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel ;
- 2 – en zone de contrôle du ruissellement : le rejet dans un réseau existant ne peut être autorisé que dans la limite de la capacité de collecte et de transport des ouvrages de la collectivité, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel ;
- 3 – en zone de compensation du ruissellement : le réseau existant n'est pas en capacité d'accueillir de nouveaux rejets. Le demandeur doit envisager une gestion à la parcelle ou par opération de ses eaux pluviales. En cas d'insuffisance d'une gestion à la parcelle ou par opération, le demandeur peut être autorisé à rejeter dans le réseau. Cette autorisation est conditionnée par des travaux pouvant porter sur la collecte et le transport.

En parallèle au zonage, certaines opérations d'aménagement, selon leur importance, peuvent être soumises à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement et notamment de la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du même code :

- rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface de la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (déclaration) ou supérieure ou égale à 20 ha (autorisation).

C'est dans le cadre du dossier réglementaire d'incidence à réaliser que les aménagements spécifiques à prévoir devront être établis. Pour les opérations plus modestes n'entrant pas dans le cadre de ces procédures, c'est à l'aménageur qu'il revient de prendre les mesures nécessaires permettant de satisfaire le règlement du PLU et le présent zonage.

Dans les secteurs ruraux, les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, en particulier par les fossés et cours d'eau existants. Trois niveaux de contraintes sont définis dans ces secteurs:

- 1 – zone sans prescriptions particulières : il s'agit des secteurs où le ruissellement et l'évacuation des eaux pluviales ne présentent pas de problème particulier, compte tenu de la nature du sol, de la topographie et/ou de la présence d'un milieu récepteur à proximité. Les eaux de ruissellement doivent être limitées autant que possible en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables. ;

2 – zone de non-aggravation du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont d'ouvrages hydrauliques, existants ou projetés (bassins de rétention, collecteurs), dont le dimensionnement est suffisant pour permettre la gestion des eaux pluviales sans débordement ni problème d'évacuation, sous réserve de ne pas accroître les flux. Les éléments de paysage existants (fossés, haies, bois, bosquets, vergers, fonds plats...) constituant des freins au ruissellement et/ou favorisant l'infiltration sont à préserver, tandis que les interventions susceptibles d'aggraver le ruissellement doivent donner lieu à des mesures compensatoires, principalement agro-environnementales ;

3 – zone de réduction du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont de zones urbanisées ou à urbaniser équipées de collecteurs déjà saturés ou sensibles à des dysfonctionnements hydrauliques (coulées de boues, inondations), où toute disposition visant à réduire le ruissellement contribue à l'amélioration de la situation et à la réduction des risques. Les dispositions à prendre sont principalement des aménagements d'hydraulique douce (bandes enherbées, haies, fossés...) et des modifications des pratiques agricoles (labours perpendiculaires aux pentes...).

Dans tous les cas (zones urbanisées, à urbaniser, naturelle ou agricole), un prétraitement (débourbeur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

4.2.2. Zones d'urbanisation existante

Les zones agglomérées sont souvent les plus sensibles au ruissellement et aux inondations. En effet, la concentration des eaux de ruissellement par la pose de collecteurs, l'extension de l'urbanisation et l'accroissement de l'imperméabilisation au fil du temps conduisent les réseaux pluviaux et unitaires, souvent anciens, à la limite de leur capacité, voire les rendent insuffisants. Il s'agit de zones où le ruissellement ne doit pas être aggravé.

Les réseaux d'assainissement par temps de pluie sont souvent à l'origine de 2 types majeurs de dysfonctionnement :

- pour des pluies d'occurrence fréquente, dans le cas de réseaux unitaires collectant à la fois les eaux usées et pluviales, rejet d'eaux usées de temps de pluie du fait de l'insuffisance des ouvrages à transiter la totalité des flux vers les ouvrages de traitement (l'occurrence de pluie mensuelle est souvent retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement)
- pour des pluies d'occurrence plus rare (10/20/30/50 ans), débordements et inondations du fait de l'insuffisance hydraulique des ouvrages, avec remontée de l'eau chez les riverains par les branchements sur les réseaux en charge et/ou inondation des voiries lorsque que la ligne d'eau atteint le terrain naturel (l'occurrence de pluie décennale est souvent retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement).

Généralement, pour les constructions et infrastructures existantes, les aménagements possibles pour limiter les débits, le ruissellement et ne pas aggraver les inondations sont :

- la réduction des apports amont par écrêtement (bassins tampons)
- la déconnexion de bassins versants des zones de collecte (mise en séparatif, séparation de réseaux d'eaux pluviales et unitaires...)
- la modification de la répartition des flux d'amont en aval et la dispersion des rejets
- la suppression d'insuffisances locales par remplacement/renforcement d'ouvrages incriminés
- à l'occasion d'opportunités de travaux ou d'aménagements (aménagement des sous-sols, réfection de voirie, secteurs de requalification...), toute possibilité de techniques alternatives, faisant appel soit à l'infiltration, soit au stockage et à l'épandage superficiel :
 - ✓ assainissement à la parcelle : puisards, fossés, noues, tranchées drainantes, citernes, toitures terrasses, lits d'épandage
 - ✓ assainissement par groupe de parcelles : fossés, noues, tranchées pour recueillir et infiltrer les eaux de ruissellement des espaces collectifs, tranchées filtrantes ou drainantes, chaussées poreuses ou sur fondation drainante
 - ✓ assainissement par opération : bassins de retenue, chaussées réservoirs.
- l'installation de clapets anti-retour pour éviter les remontées dans les branchements.

4.2.3. Zones à urbaniser

Pour les mêmes raisons que dans les zones urbanisées (éléments limitants), afin d'éviter des mises en charge des réseaux avec aggravation ou apparition de nouveaux risques de débordement, le rejet des eaux pluviales en infiltration (après tamponnement éventuel en fonction des capacités d'absorption du sol) ou dans un milieu superficiel proche (après tamponnement éventuel en fonction de la capacité d'acceptation du milieu) doit être privilégié chaque fois que possible pour éviter la concentration des flux.

Deux cas de figure se présentent pour la gestion des eaux pluviales :

- zones de compensation du ruissellement : dans les secteurs sensibles où les réseaux déjà saturés ne peuvent pas admettre d'augmentation des débits collectés, afin de ne pas aggraver la situation existante et les risques déjà évoqués, toute possibilité de solutions "alternatives" ou "compensatoires" au ruissellement, déjà énumérées pour les zones urbanisées, doit être envisagée pour collecter et évacuer les eaux pluviales des nouvelles constructions et infrastructures, publiques ou privées, collectives ou individuelles.

Dans ce cas, les solutions locales d'évacuation doivent être privilégiées : recherche d'un exutoire local (ruisseau, fossé, infiltration) sous réserve de vérifier les risques de pollution ou de contamination du milieu récepteur, notamment en fonction des usages de l'eau.

Les techniques alternatives énumérées précédemment doivent être privilégiées pour réduire et/ou différer les rejets d'eaux pluviales (rétention à la parcelle, par opération, avec débit de fuite limité).

- zones de contrôle du ruissellement : quand la capacité des réseaux existants et l'acceptabilité du milieu naturel le permettent, les solutions classiques d'assainissement pluvial par la pose de collecteurs restent envisageables, moyennant le cas échéant des prétraitements et/ou tamponnements. L'aménageur doit néanmoins au préalable vérifier l'acceptabilité des réseaux et avoir reçu l'agrément du gestionnaire des réseaux.

Dans ce cas, l'utilisation des mesures alternatives précédentes ne doit pas être négligée pour éviter une saturation des réseaux à terme.

4.2.4. Zones naturelles et agricoles (bassins versants ruraux)

Sur ces zones, le ruissellement a pour conséquence de concentrer les flux dans le temps (réduction du temps de parcours et augmentation des vitesses d'écoulement) et dans l'espace (convergence en quelques points de rejet à l'aval).

Compte tenu, en outre, du cumul des flux issus de plusieurs bassins versants naturels, des conséquences graves peuvent être à craindre si aucune précaution n'est prise et si la gestion des flux n'est pas concertée :

- * risques d'inondation pour les populations à l'aval des bassins versants, jusqu'au milieu récepteur final
- * risques d'inondation d'ouvrages d'infrastructure importants, et par suite pour la sécurité des usagers
- * risques d'inondation de terrains cultivables
- * érosion des sols et pollution des milieux récepteurs :

Ses effets sont observables le long des lignes d'écoulement principal où le ruissellement emporte les terrains et provoque des affaissements, ainsi qu'à l'aval des bassins versants dans le fond des vallons, où ils se manifestent par l'accumulation de terre, le colmatage d'ouvrages hydrauliques, des apports de boues dans les milieux superficiels. On les observe en particulier aux points d'accumulation des eaux au droit de dépressions naturelles, ou aux ouvrages canalisant les écoulements sous des chemins agricoles ou des chaussées.

L'érosion résulte de la combinaison de plusieurs facteurs :

- pentes importantes de bassins versants agricoles
- composition des terrains superficiels
- pratiques culturelles, et remembrement :
 - ✓ labourages et cultures dans le sens des pentes, concentrant et accélérant les écoulements

- ✓ arrachage de haies forçant l'infiltration et freinant les écoulements
 - ✓ comblement de fossés permettant la rétention et l'infiltration
 - nudité des sols cultivés en période hivernale
 - insuffisance d'obstacles naturels aux écoulements (*bois, talus, haies,...*), en particulier à l'aval des bassins versants
- * mauvaise recharge des aquifères.

Pour ces zones naturelles et agricoles, les aménagements envisageables pour améliorer le fonctionnement du réseau hydraulique superficiel consistent principalement en des mesures agri-environnementales visant à ralentir les écoulements. Il peut s'agir de:

- modification des pratiques culturales
 - labourages et cultures perpendiculairement aux pentes
 - plantation de haies...
- création, recalibrage ou réouverture de fossés comblés
- mise en place de bandes enherbées
- mise à fond plat de terrains favorables à une bonne infiltration
- utilisation de dépressions naturelles et d'obstacles naturels aux écoulements (*bois, talus, haies,...*), par dérivation locale des écoulements
- création de bassins de tamponnement ou d'infiltration...

4.3. Etat de l'assainissement pluvial à AMBRIEF

Le bourg AMBRIEF est équipé d'un réseau pluvial assez bien développé (plan ci-contre) qui reprend en amont, au niveau de la RD951, le ruissellement agricole drainé par un talweg (Cul de Bateau). Son rejet s'effectue impasse de la Vallée vers un vallon sec en amont du fossé du Louvre.

Une coulée de boue est survenue à ce niveau en mai 1993, liée à la pluie. Un terrain non constructible entre la RD951 et la rue de Soissons reste inondable par fort orage. De même en aval en sortie du bourg, la voirie peut être inondée par ruissellement par fort orage, à l'intersection de la rue de Chacrise et de la RD951 au niveau d'un talweg drainant le ruissellement de la Montagne d'Ambrief et de la Hayette. Des terrains non bâtis à proximité sont inondables.

AMBRIEF a fait l'objet de plusieurs arrêtés de catastrophe naturelle d'inondation :

Type de catastrophe	Début	Fin	Arrêté	Publication JO
Inondations et coulées de boue	16/05/88	16/05/88	02/08/88	13/08/88
Inondations et coulées de boue	08/05/93	09/05/93	20/08/93	03/09/93
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99

Elle n'est pas soumise à la réglementation relative à l'Information Acquéreur Locataire en application des articles L125-5 et R125-23 à 27 du Code de l'Environnement.

4.4. Zonage pluvial à AMBRIEF

La zone urbanisée du bourg a été rangée en zone de non-aggravation du ruissellement, pour éviter les risques de saturation des réseaux à terme. Le zonage inclut aussi les secteurs non équipés de réseaux mais dont le ruissellement peut parvenir, par le réseau viaire et la topographie naturelle, dans ceux existants en aval.

A défaut de document d'urbanisme fixant des contours précis des zones urbanisées, urbanisables, naturelles et agricoles, la délimitation a été effectuée en fonction de la structure viaire et de celle des réseaux, des pentes, des limites des parcelles bâties ou potentiellement constructibles, et du registre parcellaire graphique agricole de 2016 (RPG).

En amont des zones identifiées comme sensibles aux inondations et coulées de boue (y compris vers les communes limitrophes), les bassins versants ruraux ont été rangés en zone de réduction du ruissellement. Les secteurs dont le ruissellement est susceptible de parvenir aux réseaux ont également été inclus.

La délimitation a été effectuée par recoupement des limites parcellaires et des lignes de crête et de talweg définies à partir des courbes de niveau des cartes IGN au 1/25000^{ème}.

Le reste des bassins versants ruraux est rangé en zone sans prescriptions particulières.

Actuellement, compte tenu de rejets dans les réseaux pluviaux de dispositifs d'ANC non conformes, des rejets d'eaux usées sont potentiellement observables aux exutoires de ces réseaux dans le milieu naturel. Cependant, dans le cadre de la solution retenue de réhabilitation des dispositifs d'ANC non conformes, ces rejets polluants potentiels sont amenés à progressivement disparaître.

Par ailleurs, le caractère rural de la commune et l'origine des eaux de ruissellement ne sont pas susceptibles de générer une pollution significative des eaux pluviales.

En conséquence, aucun point sensible quant à la pollution des eaux pluviales n'a été identifié sur la commune.

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE D'AMBRIEF

**Annexe 1 – Décision de la MRAe concernant
l'évaluation environnementale sur la commune**



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale
d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
sur la révision des zonages d'assainissement
des communes de**

**Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy,
Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy,
Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouttes,
Nampteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise,
Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire (02)**

n°MRAe 2018-2415 ; 2018-2416 ; 2018-2417 ; 2018-2418 ; 2018-2419 ; 2018-2420 ; 2018-2421 ;
2018-2422 ; 2018-2423 ; 2018-2424 ; 2018-2425 ; 2018-2426 ; 2018-2427 ; 2018-2428 ; 2018-2429 ; 2018-
2430 ; 2018-2431 ; 2018-2432 ; 2018-2433 ; 2018-2500

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement Européen et du Conseil concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-4, R122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015, relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 5 mai 2017 et du 16 octobre 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les demandes d'examen au cas par cas, déposées complètes par la communauté de communes du canton d'Oulchy-le-Château le 23 avril 2018, concernant la révision des 20 zonages d'assainissement des communes d'Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy, Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouettes, Nampsteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire, dans le département de l'Aisne ;

Vu les avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France des 25 et 29 mai 2018 ;

Considérant que la révision des zonages d'assainissement de ces vingt communes consiste à classer en assainissement non collectif l'ensemble du territoire de chacune de ces communes ;

Considérant la présence sur la commune d'Arcy du site Natura 2000 n°FR2200399 « coteaux calcaires du Tardenois et du Valois » lequel ne sera pas impacté par les projets de zonage d'assainissement ;

Considérant la présence de zones à dominante humide définies par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine Normandie, lesquelles ne seront pas impactées par les projets de zonage d'assainissement ;

Considérant la présence de périmètres de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine sur les communes de Beugneux, Droisy, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy et l'absence d'habitation au sein de ces périmètres de protection rapproché et éloigné ;

Considérant la présence d'une habitation à l'intérieur du périmètre de protection du captage d'eau potable de la commune d'Arcy, habitation dont les effluents épurés seront rejetés en dehors du périmètre de protection ;

Considérant que l'état chimique des nappes souterraines du Lutétien-Yprésiens du Soissonnais-laonnois, de l'Eocène du bassin versant de l'Ourcq, et de la Craie de Champagne nord est médiocre, alors que la nappe de l'Albien-Néocomien captif est en bon état ;

Considérant la réglementation garantissant le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif en application de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 dans l'objectif de maintenir la conformité des installations et d'informer le public sur les conditions de réhabilitation des équipements vieillissants ;

Considérant la présence sur toutes les communes, sauf Ambrief, Arcis, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chaudun et Le Plessier-Huleu, d'âges de remontée de nappe élevés à très élevé et qu'il conviendra de prévoir des dispositifs d'assainissement adéquats pour que l'efficacité de l'assainissement soit assurée ;

Considérant dès lors que la révision du zonage d'assainissement des vingt communes précitées n'est pas susceptible d'entraîner des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

La procédure de révision des zonages d'assainissement des communes d'Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy, Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouettes, NampTEUIL-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire dans le département de l'Aisne n'est pas soumise à évaluation environnementale stratégique.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles un projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à Lille, le 19 juin 2018

La Présidente
de la mission régionale d'autorité
environnementale
Hauts-de-France



Patricia Corrèze-Lénée

<i>Voies et délais de recours</i>

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.
Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Recours gracieux (formé dans le délai de deux mois) auprès de :
Madame la Présidente de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France
DREAL Hauts-de-France – Service IDDEE
44, rue de Tournai
CS 40259
F 59019 LILLE Cedex

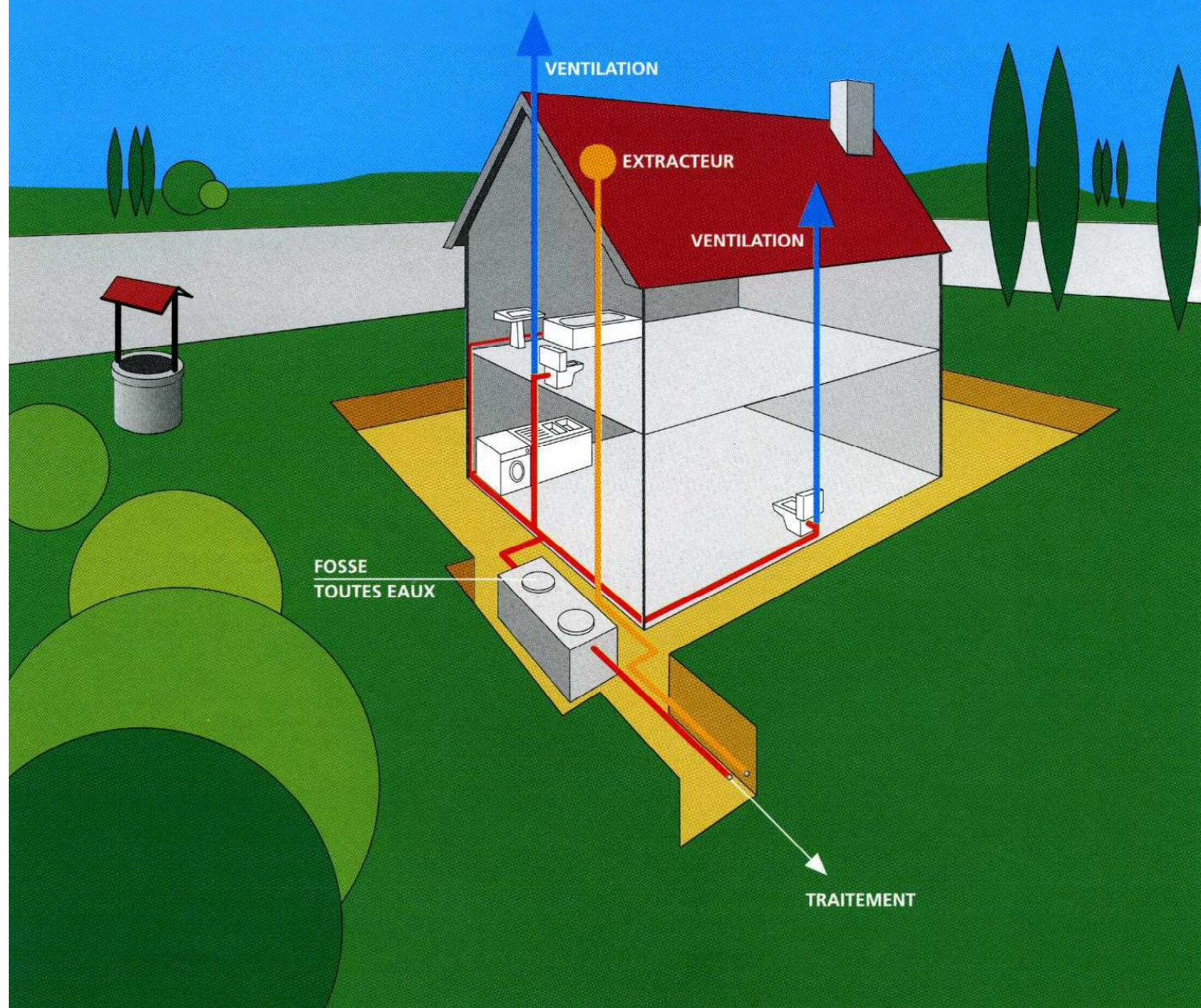
Recours contentieux (formé dans le délai de deux mois) auprès du :
Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
CS 62039
59014 Lille cedex

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE D'AMBRIEF

**Annexe 2 – Fiches descriptives des installations
d'assainissement non collectif**

FOSSE TOUTES EAUX



Une fosse toutes eaux est un appareil destiné à la collecte, à la liquéfaction partielle des matières polluantes contenues dans les eaux usées et à la rétention des matières solides et des déchets flottants.

Elle reçoit l'ensemble des eaux usées domestiques.

La fosse toutes eaux doit débarrasser les effluents bruts de leurs matières solides afin de protéger l'épandage contre un risque de colmatage.

Elle doit également liquéfier ces matières retenues par décantation et flottation.

La hauteur d'eau ne doit pas être inférieure à 1 m.

La fosse toutes eaux génère des gaz qui doivent être évacués par une ventilation efficace.

L'évacuation de ces gaz est assurée par un extracteur placé au-dessus des locaux habités.

Le diamètre de la canalisation d'extraction sera d'au moins 10 cm.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

A défaut de justifications fournies par le constructeur de la fosse toutes eaux, la vidange des boues et des matières flottantes doit être assurée au moins tous les 4 ans.

DIMENSIONNEMENT :

Le volume minimum de la fosse toutes eaux sera de 3 000 l pour les logements comprenant jusqu'à 5 pièces principales.

Il sera augmenté de 1 000 l par pièce supplémentaire.

FOSSE TOUTES EAUX

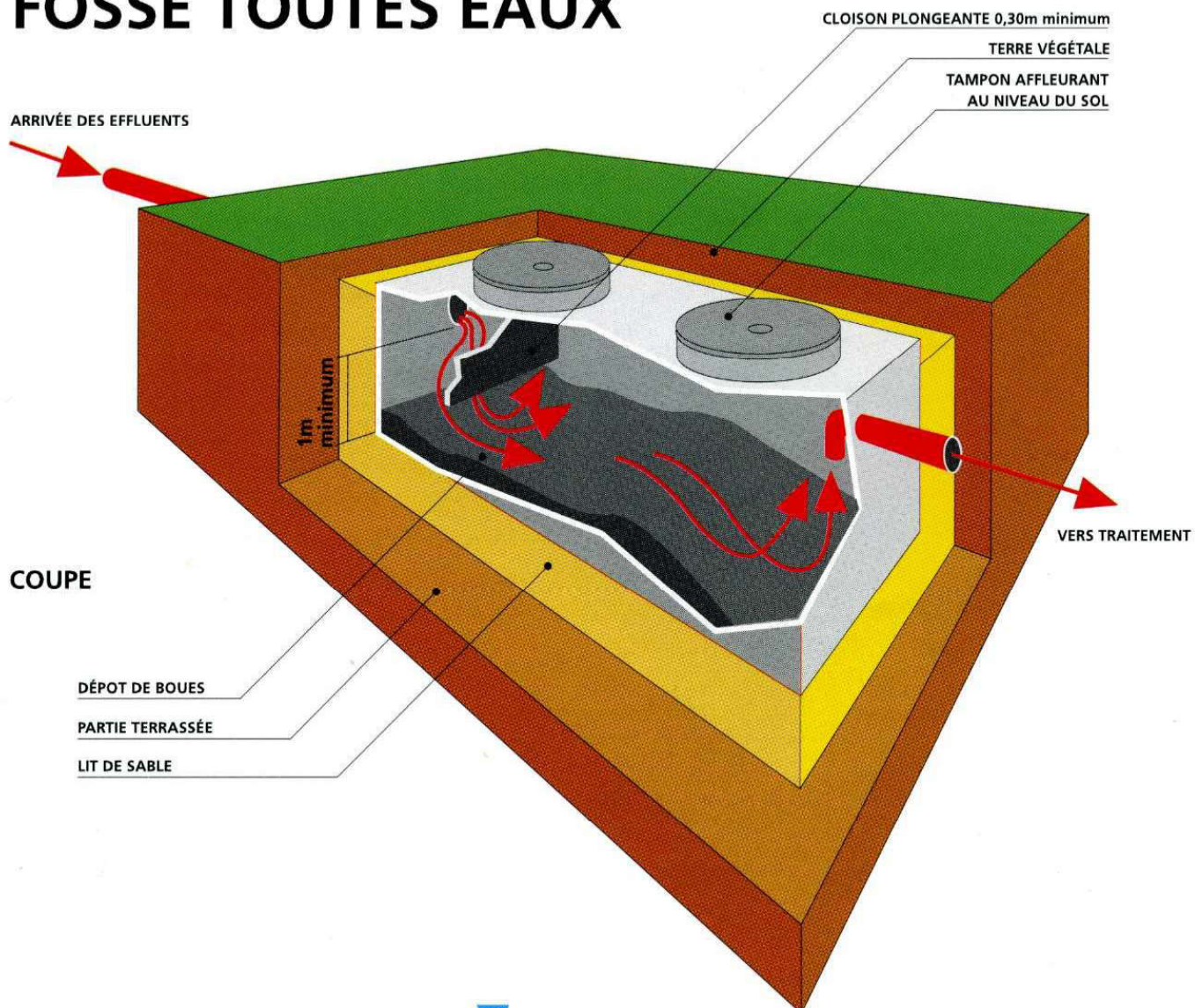
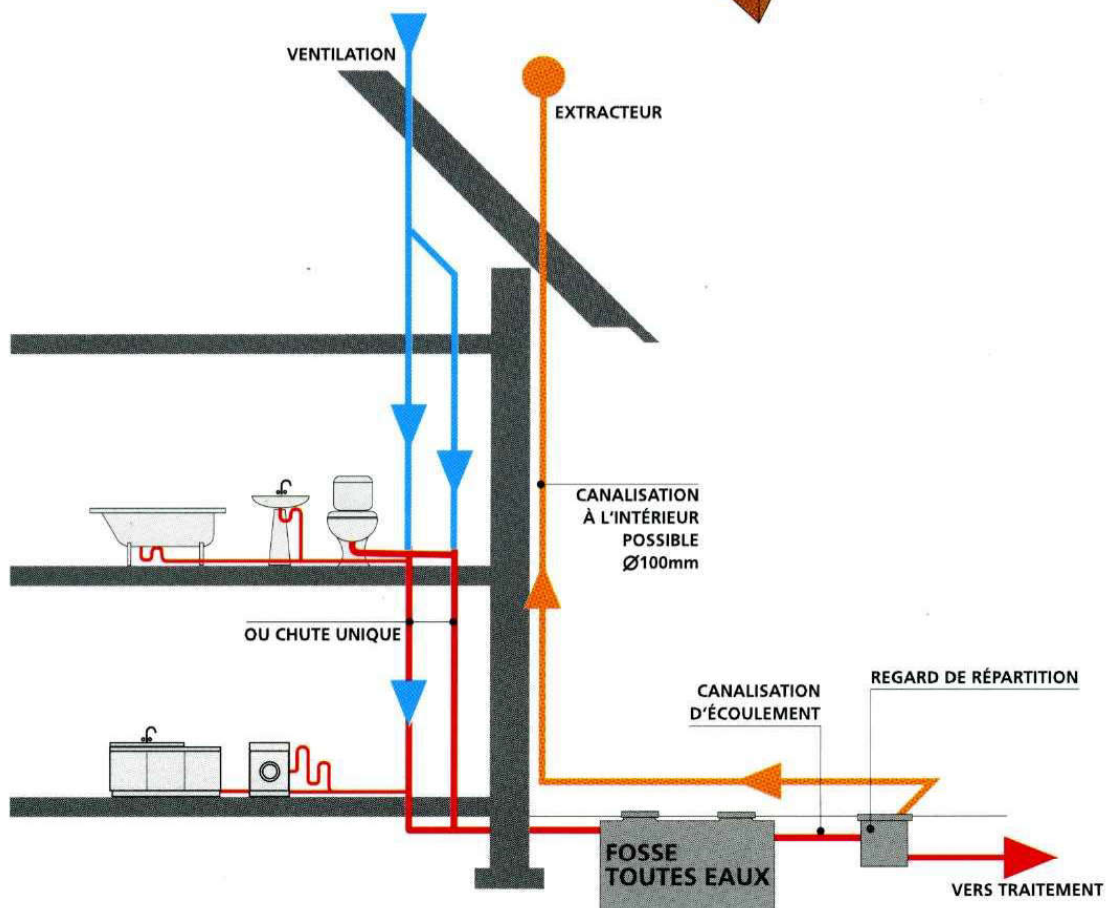
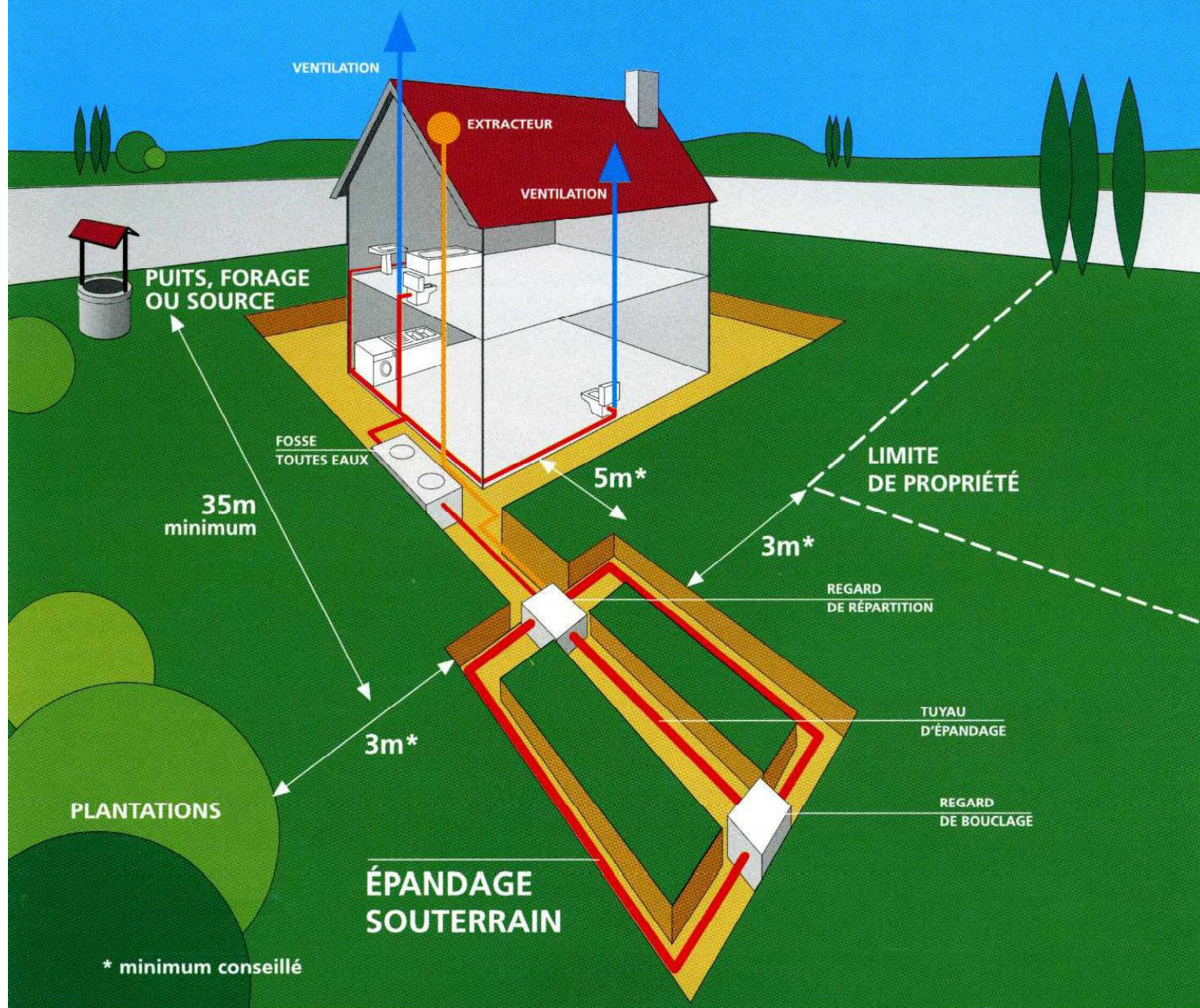


SCHÉMA DE PRINCIPE DE VENTILATION

ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL



Les tranchées d'épandage reçoivent les effluents de la fosse toutes eaux.

Le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme moyen dispersant.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

L'épandage souterrain doit être réalisé par l'intermédiaire de tuyaux placés horizontalement dans un ensemble de tranchées.

Il doit être placé aussi près de la surface du sol que le permet sa protection.

- ◆ Les tuyaux d'épandage doivent avoir un diamètre au moins égal à 100 mm. Ils doivent être constitués d'éléments rigides en matériaux résistants munis d'orifices dont la plus petite dimension doit être au moins égale à 5 mm.

- ◆ La longueur d'une ligne de tuyaux d'épandage ne doit pas excéder 30 m.

- ◆ La largeur des tranchées d'épandage dans lesquelles sont établis les tuyaux est de 0,50 m minimum.

- ◆ Le fond des tranchées est garni d'une couche de graviers lavés.

- ◆ La distance d'axe en axe des tranchées doit être au moins égale à 1,50 m.

- ◆ Un feutre imputrescible doit être disposé au-dessus de la couche de graviers.

- ◆ Une couche de terre végétale.

L'épandage souterrain doit être maillé chaque fois que la topographie le permet.

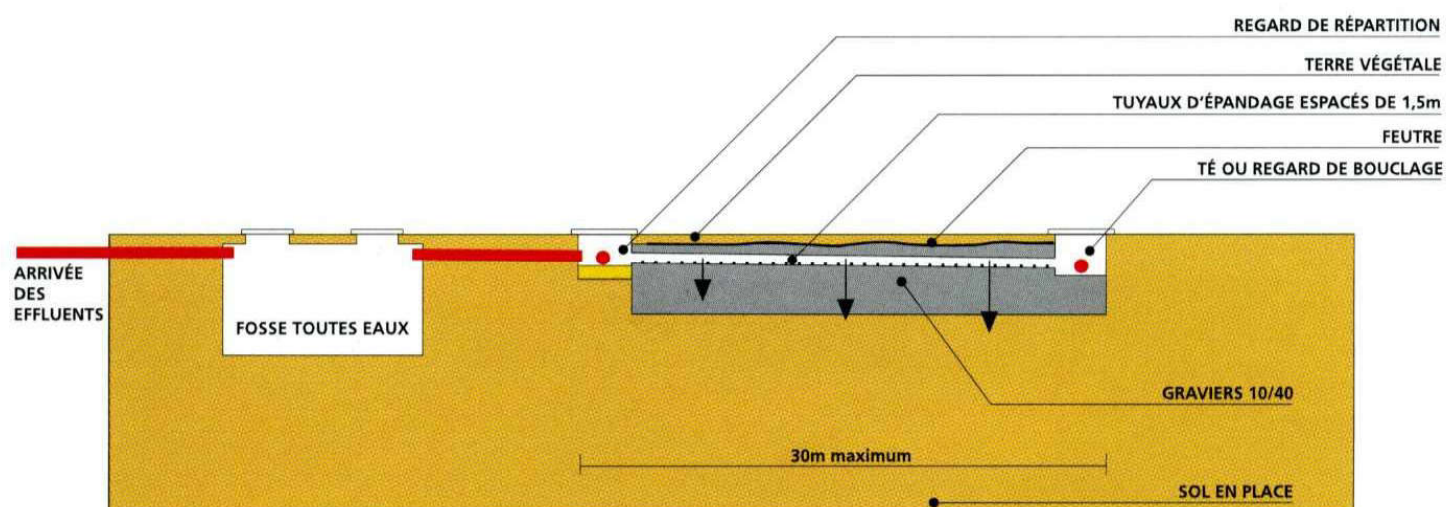
Il doit être alimenté par un dispositif assurant une égale répartition des effluents dans le réseau de distribution.

DIMENSIONNEMENT :

La surface d'épandage (fond des tranchées) est fonction de la taille de l'habitation et de la perméabilité du sol. Elle est définie par l'étude pédologique à la parcelle.

ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL

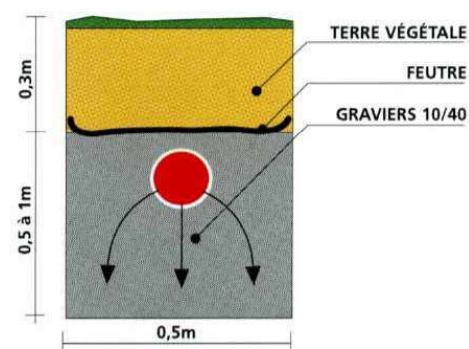


COUPE LONGITUDINALE EN TERRAIN PLAT

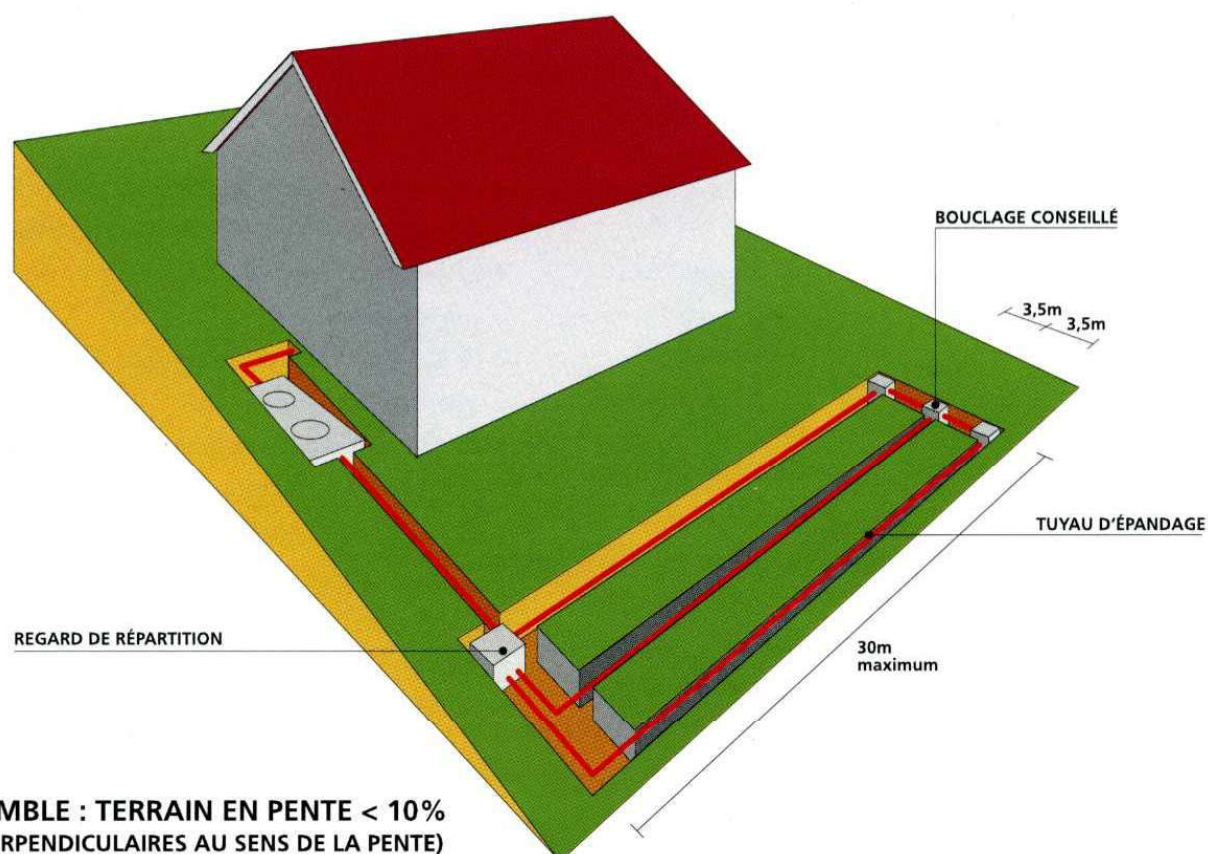


CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm minimum
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



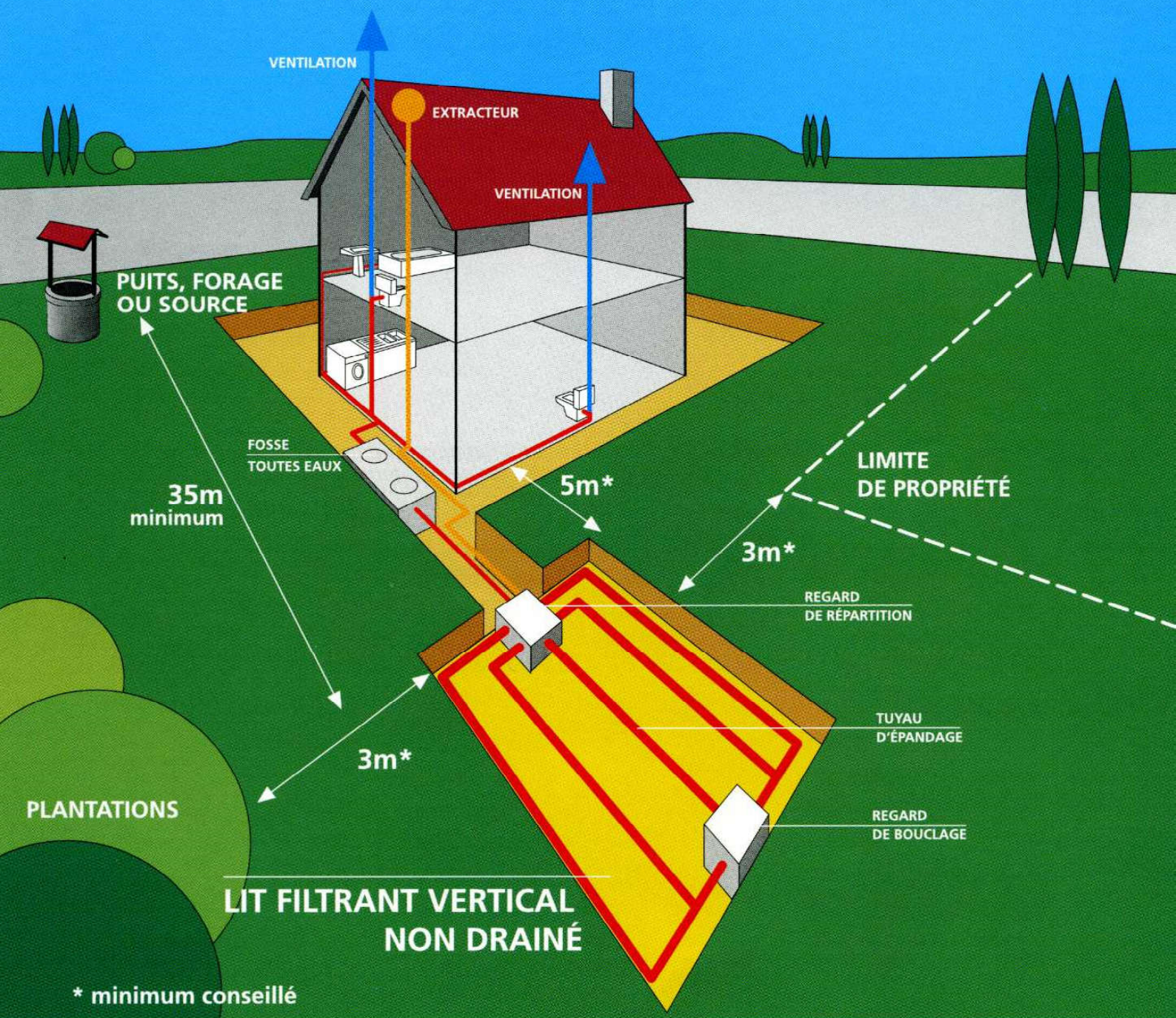
COUPE D'UNE TRANCÉE



VUE D'ENSEMBLE : TERRAIN EN PENTE < 10%
(TRANCÉES PERPENDICULAIRES AU SENS DE LA PENTE)

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ



Dans le cas où le sol présente une perméabilité insuffisante ou à l'inverse, si le sol est trop perméable (craie), un matériau plus adapté (sable siliceux lavé) doit être substitué au sol en place sur une épaisseur minimale de 0,70 m.

La répartition de l'effluent est assurée par des tuyaux munis d'orifices, établis en tranchées dans une couche de graviers.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant vertical non drainé se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1 m minimum sous le niveau

de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

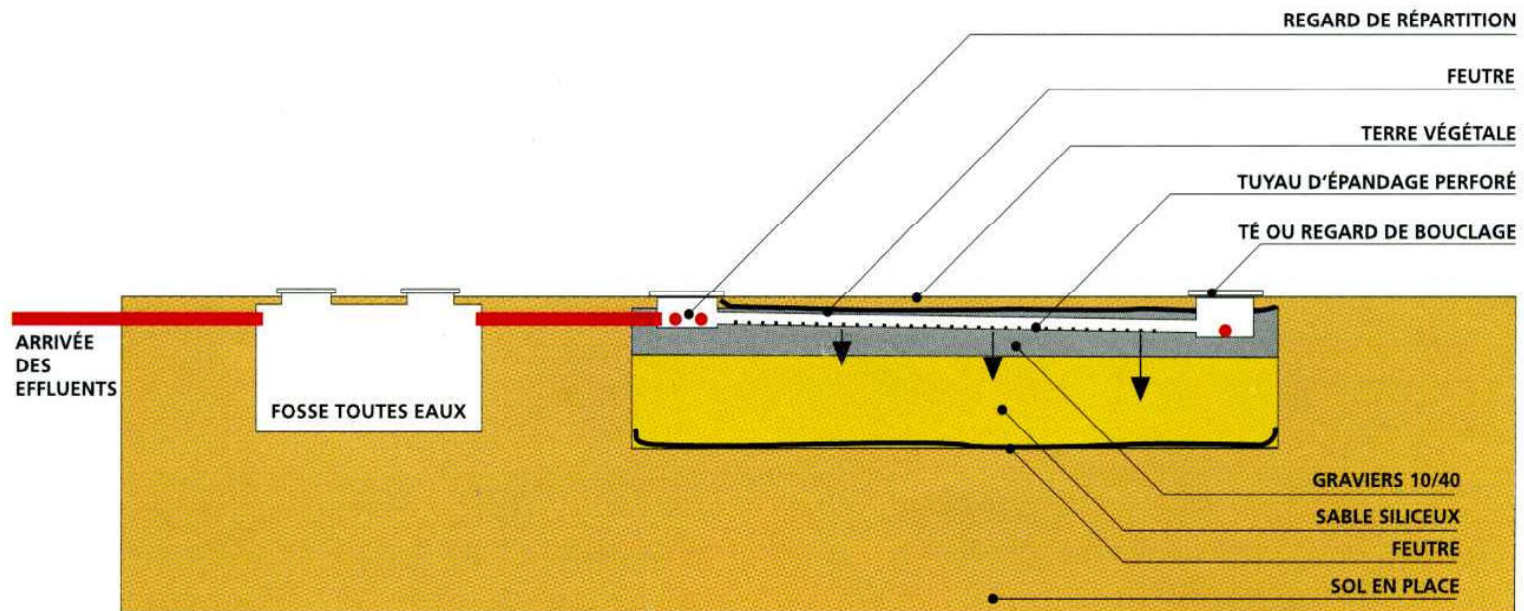
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de sable lavé de 0,70 m minimum d'épaisseur,
- ◆ une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit,
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air qui recouvre l'ensemble,
- ◆ une couche de terre végétale d'une épaisseur de 0,20 m.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant vertical non drainé doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ

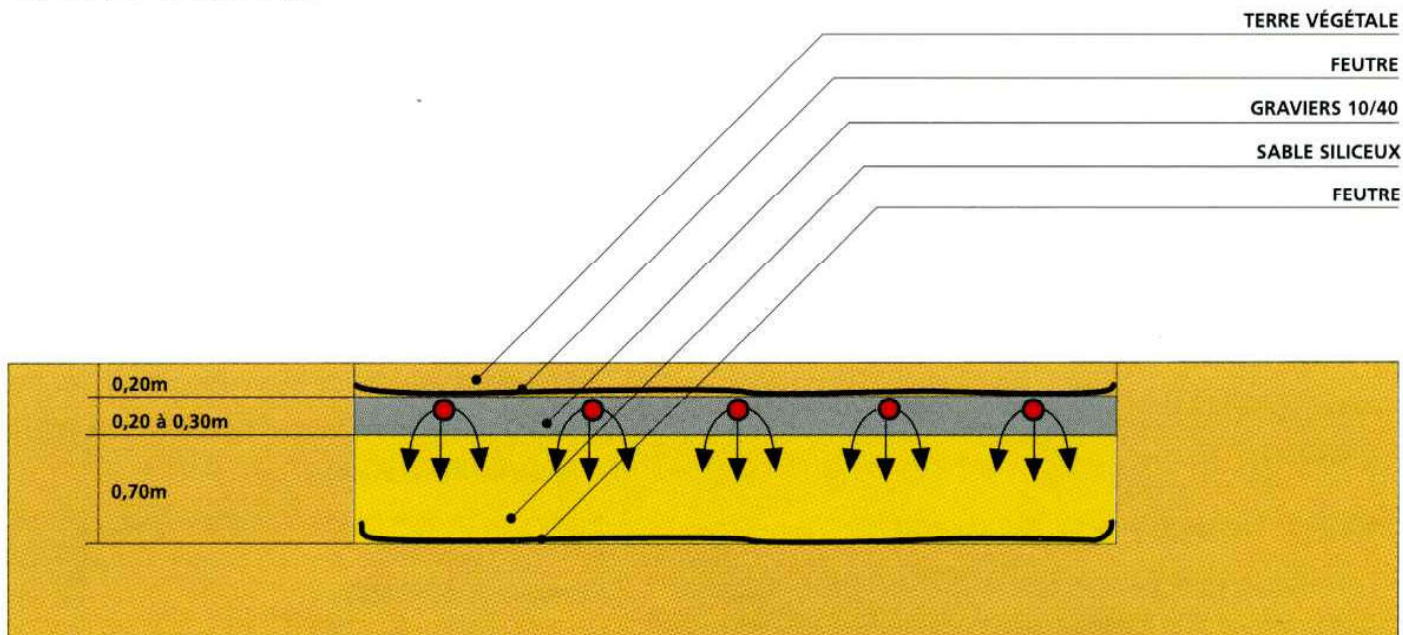


COUPE LONGITUDINALE



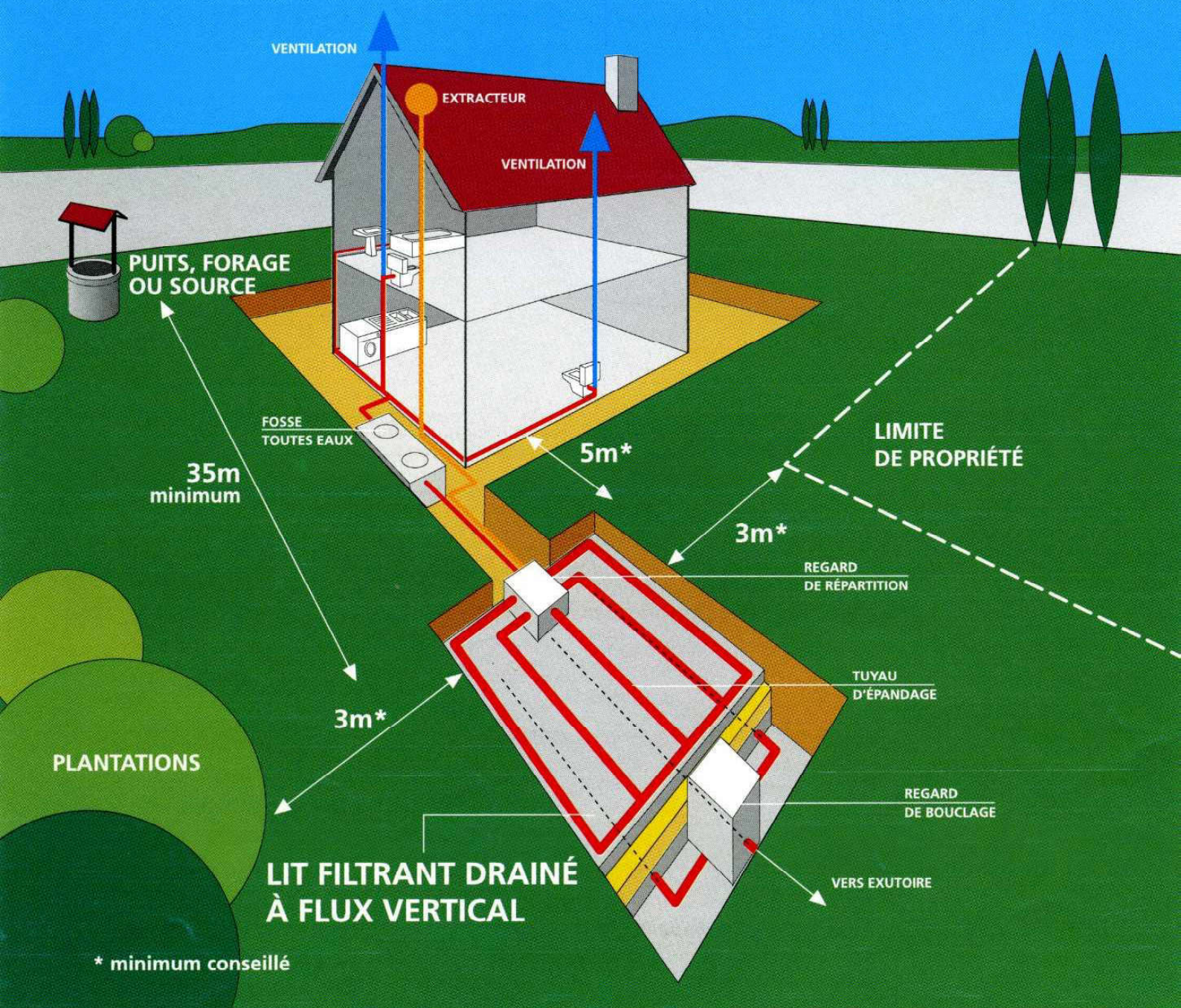
CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm minimum
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



COUPE TRANSVERSALE

LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL



Ce dispositif est à prévoir lorsque le sol est inapte à un épandage naturel et lorsqu'il existe un exutoire pouvant recevoir l'effluent traité.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant drainé à flux vertical se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1,00 m sous le niveau de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

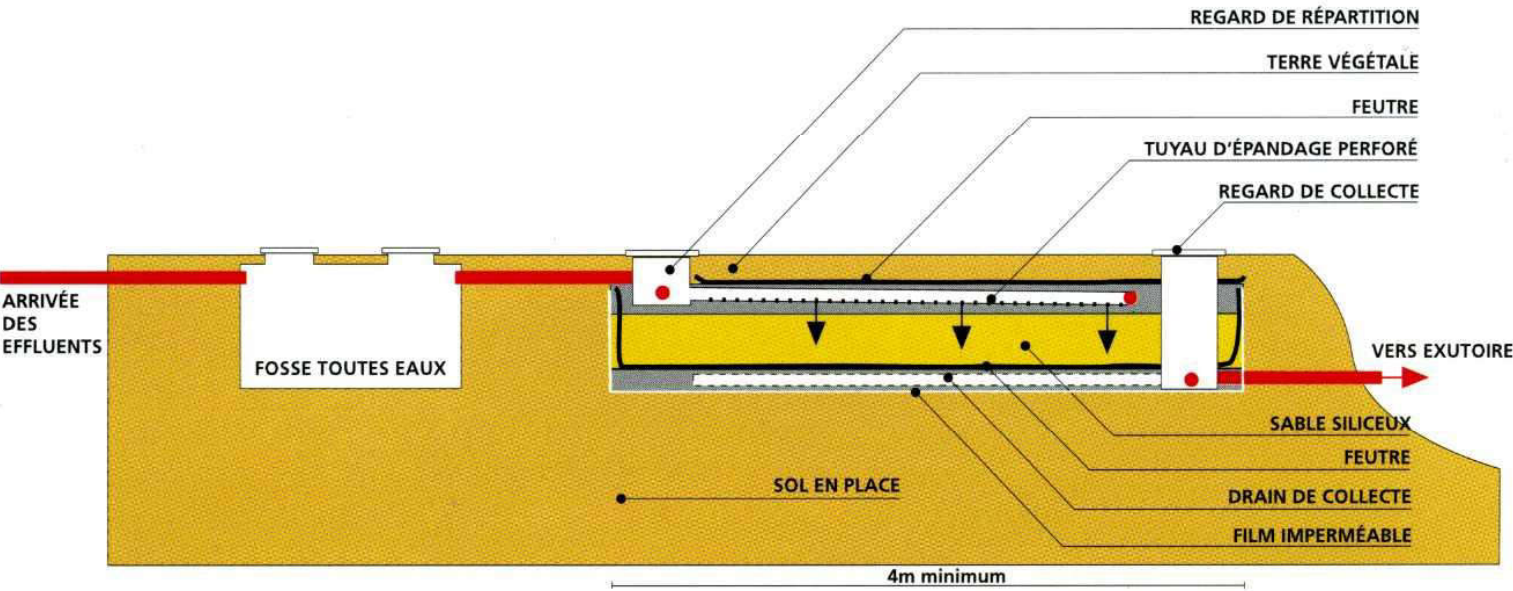
- ◆ un film imperméable,
- ◆ une couche de graviers d'environ 0,10 m d'épaisseur au sein de laquelle des canalisations drainent les effluents traités vers l'exutoire,

- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de sable siliceux lavé de 0,70 m d'épaisseur,
- ◆ une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit filtrant,
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de terre végétale.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant drainé à flux vertical doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL

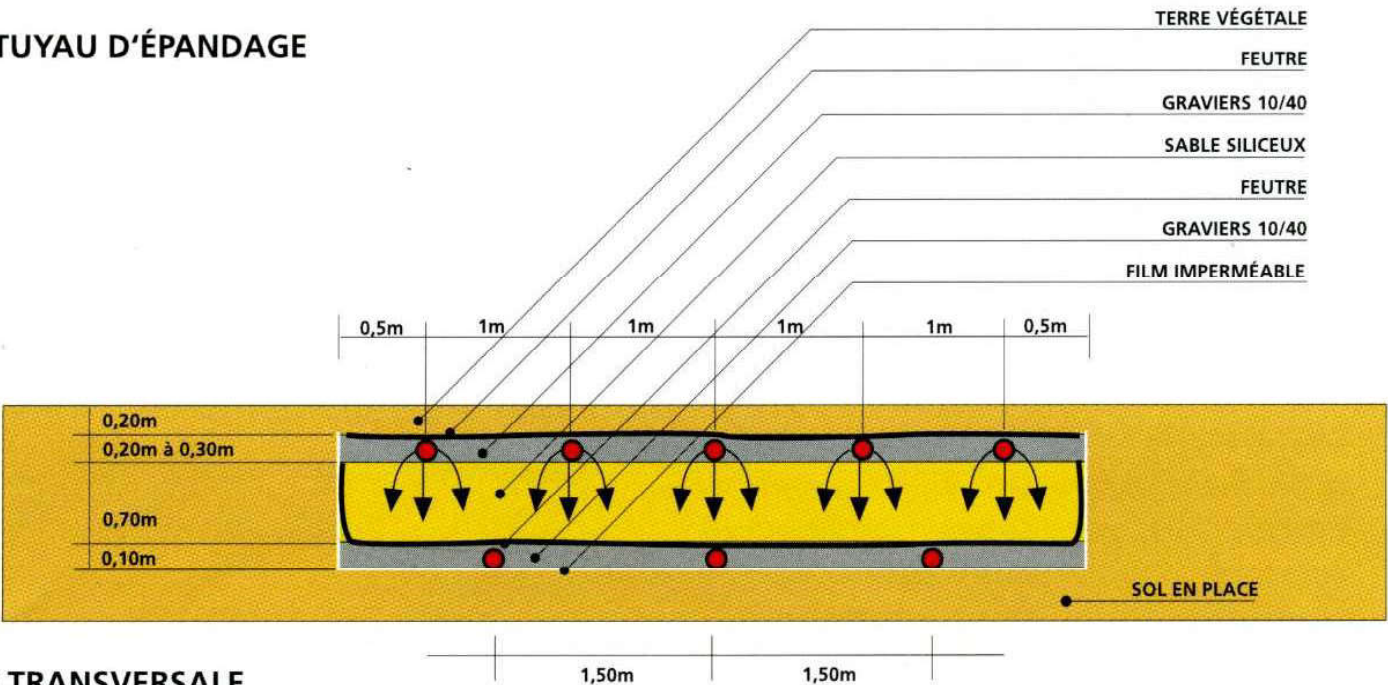


COUPE LONGITUDINALE



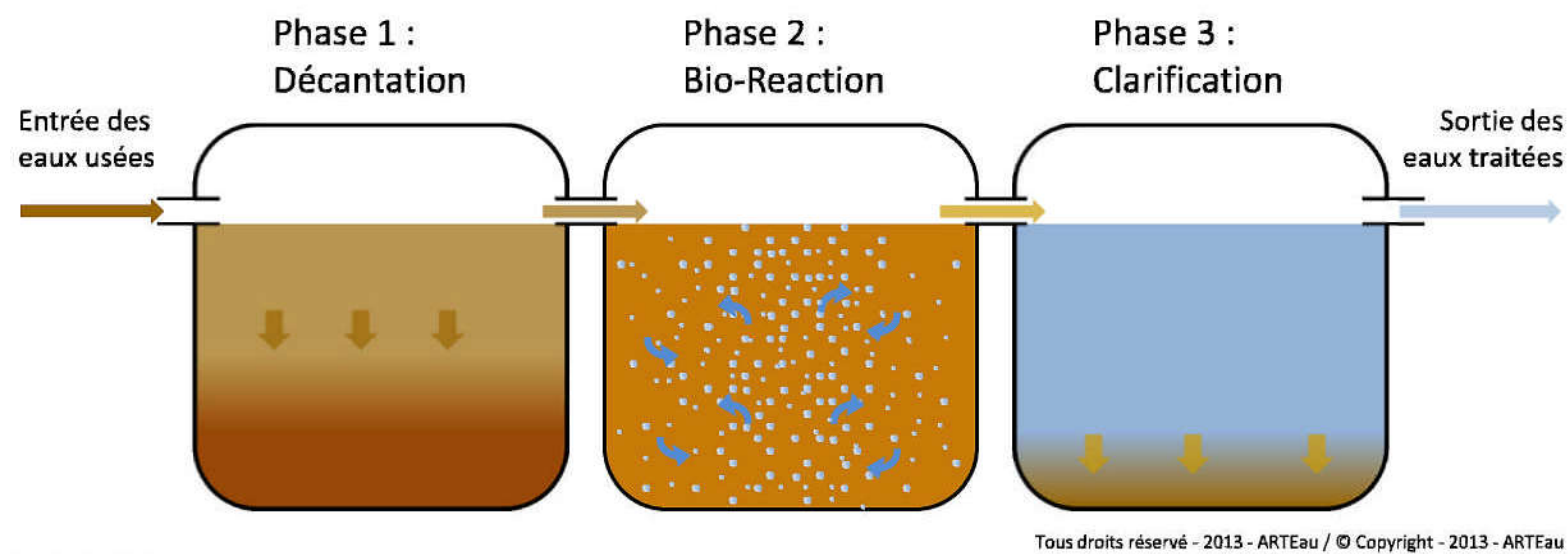
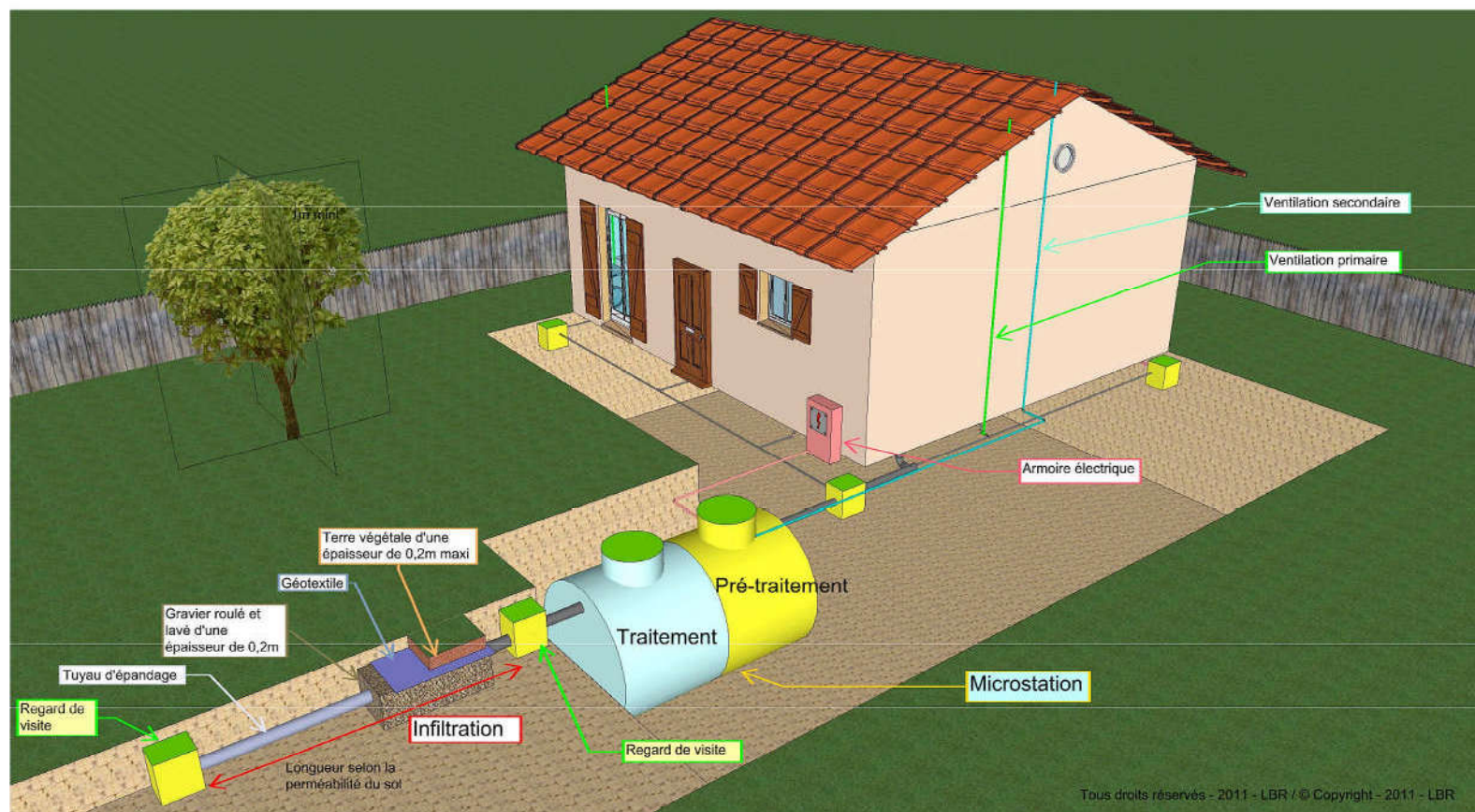
CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm MINIMUM
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



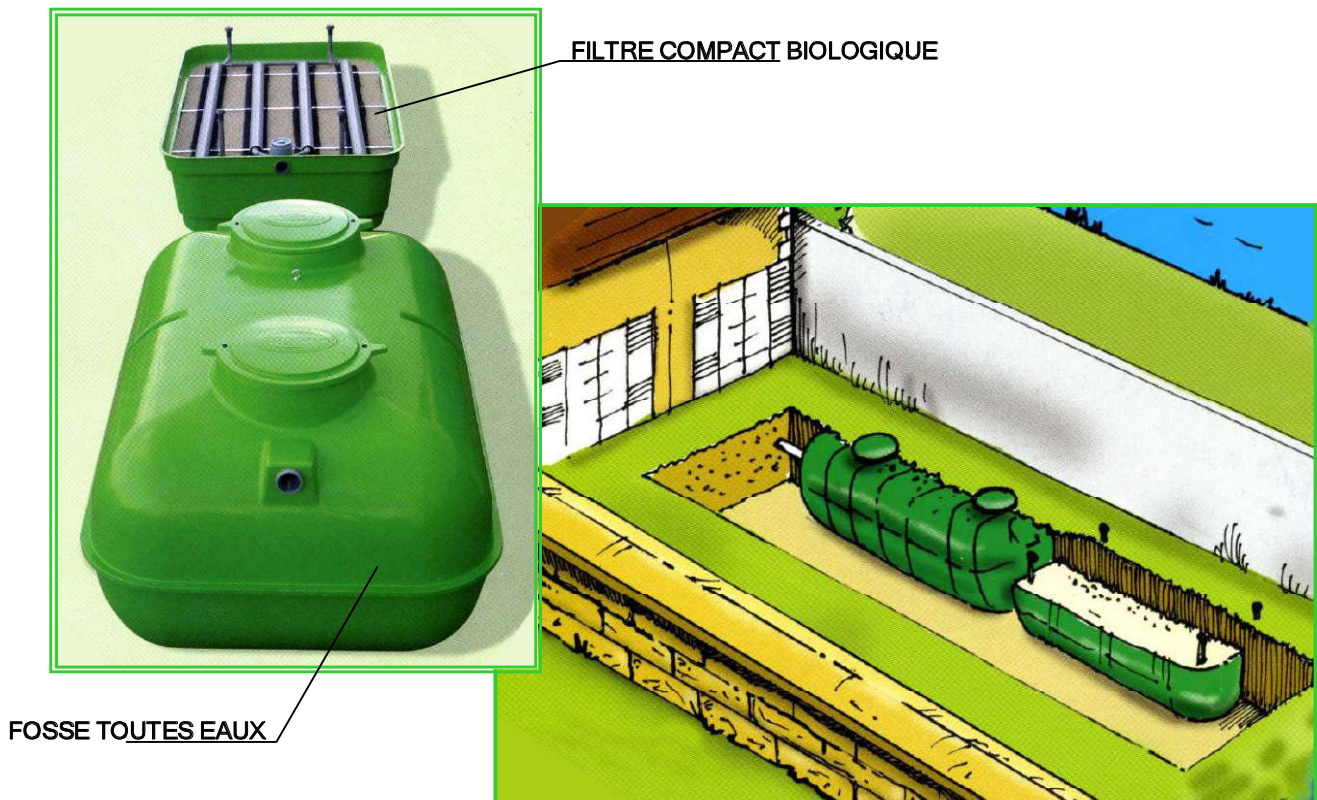
COUPE TRANSVERSALE

La Micro-Station et son fonctionnement



FILTRE A ZEOLITHE (Filtre compact)

La solution aux problèmes de place pour l'assainissement des eaux usées de votre maison



- * Ce système convient aux petits terrains dont le sol est inapte à un épandage naturel.
- * Cette filière d'assainissement compact se compose d'une fosse septique Toutes Eaux et d'un filtre compact biologique. L'emprise au sol ne dépasse pas 15 m²

CARACTERISTIQUES: *Fosse toutes eaux : H = 1.47 m, L = 2.98 m, l = 2 m*
 Filtre Compact : H = 0.86 m, L = 2.98 m, l = 1.87 m

- * Peu d'entretien, les intervalles de vidange pouvant dépasser 10 ans. Pas de bac dégraisseur ou de filtre décolloïdeur à nettoyer. Pas d'électricité ni d'électromécanique à entretenir.
- * Système facile à installer : entièrement préfabriqués, les matériels ne demandent plus sur le site qu'un assemblage, limitant ainsi fortement les travaux dans le jardin de l'habitation et le temps d'installation.
- * *En option* et si la configuration du terrain le permet, cette filière peut être équipée d'un système d'infiltration dans le sol pour l'irrigation d'une pelouse ou de végétaux.

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE D'AMBRIEF

Annexe 3 – Détail des coûts des différentes solutions proposées

Coûts assainissement non collectif - Commune d'Ambrief - Solution S1

Coûts d'investissement

Filières	Prix unitaire en € HT	Quantité	TOTAL en € HT
Epandage (E)	7 000,00	1	7 000,00
Lit filtrant vertical non drainé (LFND)	8 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical drainé (LFD)	9 000,00	19	171 000,00
Filière compacte (FC)	9 000,00	5	45 000,00
Filière compacte + plus-value pour contrainte (FCPV)	10 350,00	1	10 350,00
Poste de refoulement individuel pour habitation en contrebas du terrain (PR)	2 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical drainé avec plus-value (LFDPV)	10 800,00	8	86 400,00
Filière compacte avec 2 plus-values	12 150,00	0	0,00
TOTAUX		34	319 750,00

Coûts de fonctionnement annuel

	Nbr	Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)
ANC	34	85,00	2 890,00
PR	0	60,00	0,00
			2 890,00

Coûts assainissement non collectif - Commune d'Ambrief - Solution S1

Coûts d'investissement

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml		0,00
Conduite suspendue PVC diamètre 200 mm	250,00	ml		0,00
Forage dirigé PEHD 160 ou 200 mm (800 € par chantier + 250 €/ml)	250,00	ml		0,00
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m		0,00
PR EU < 7 logements	8 000,00	U		0,00
PR EU < 50 logements	20 000,00	U		0,00
50 logements <PR EU < 100 logements	30 000,00	U		0,00
100 logements <PR EU < 200 logements	42 000,00	U		0,00
PR EU > 200 logements	50 000,00	U		0,00
Branchement au réseau (BB+canalisation)	1 500,00	U		0,00
STEP	1 000,00	EH		0,00
Total				0,00

Coûts de fonctionnement annuel

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
Entretien réseau gravitaire	1,00	ml	0	0,00
Entretien PR	1 000,00	U	0	0,00
Entretien STEP	45,00	EH	0	0,00
Total				0,00

Commune d'Ambrief - Coûts pour la solution S1

Nbr d'habitations concernées	34
Nbr d'habitations en AC	0
Nbr d'habitations en ANC	34
Coût d'investissement (€ HT)	319 750,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 404
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	2 890,00

Coûts assainissement non collectif - Commune d'Ambrief - Solution S2

Coûts d'investissement

Filières	Prix unitaire en € HT	Quantité	TOTAL en € HT
Epandage (E)	7 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical non drainé (LFND)	8 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical drainé (LFD)	9 000,00	0	0,00
Filière compacte (FC)	9 000,00	0	0,00
Filière compacte + plus-value pour contrainte (FCPV)	10 350,00	0	0,00
Poste de refoulement individuel pour habitation en contrebas du terrain (PR)	2 000,00	0	0,00
Forfait pour travaux de branchement en domaine privé	2 000,00	41	82 000,00
Lit filtrant vertical drainé avec plus-value (LFDPV)	10 800,00	0	0,00
Filière compacte avec 2 plus-values	12 150,00	0	0,00
TOTAUX		0	82 000,00

Coûts de fonctionnement annuel

	Nbr	Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)
ANC	0	85,00	0,00
PR	0	60,00	0,00
			0,00

Coûts assainissement collectif - Commune d'Ambrief - Solution S2

Coûts d'investissement

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml	1 326	397 800,00
Conduite suspendue PVC diamètre 200 mm	250,00	ml		0,00
Forage dirigé PEHD 160 ou 200 mm (800 € par chantier + 250 €/ml)	250,00	ml		0,00
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m	145	12 325,00
PR EU < 7 logements	8 000,00	U	1	8 000,00
PR EU < 50 logements	20 000,00	U		0,00
50 logements < PR EU < 100 logements	30 000,00	U		0,00
100 logements < PR EU < 200 logements	42 000,00	U		0,00
PR EU > 200 logements	50 000,00	U		0,00
Branchement au réseau (BB+canalisation)	1 500,00	U	41	61 500,00
STEP	1 000,00	EH	75	75 000,00
Total				554 625,00

Coûts de fonctionnement annuel

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
Entretien réseau gravitaire	1,00	ml	1 326	1 326,00
Entretien PR	1 000,00	U	1	1 000,00
Entretien STEP	45,00	EH	75	3 375,00
Total				5 701,00

Commune d'Ambrief - Coûts pour la solution n°2

Nbr d'habitations concernées	41
Nbr d'habitations en AC	41
Nbr d'habitations en ANC	0
Coût d'investissement (€ HT)	636 625,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	15 527
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	5 701,00

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE D'AMBRIEF

Annexe 4 – Délibération du Conseil Municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'AMBRIEF

En exercice : 6

Présents : 6

Votants : 6

Date de convocation : 12/04/2018

Date d'affichage : 12/04/2018

L'an deux mille dix-huit le dix-neuf avril à dix-huit heures ; le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique sous la présidence de Monsieur BERTIN Nicolas.

Etaient présents : Mme FELCZAK Murielle ; Mme ALEXANDRE Suzanne, Mr CESVET Christian,, Mr REMY Simon, Mr DAGAS Jérôme

Etaient Absents :

Mme FELCZAK Murielle a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

OBJET : zonage d'assainissement non collectif

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal du rapport concernant le zonage d'assainissement.

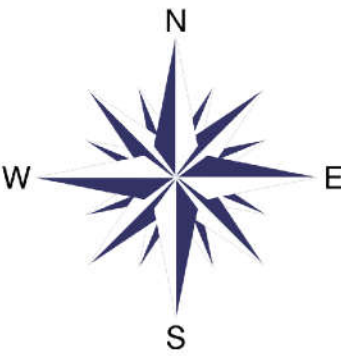
Après en avoir délibéré et voté, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité des membres de choisir le zonage assainissement non collectif.



Le Maire certifie que la présente délibération
a été déposée en Préfecture de l'Aisne au titre du
contrôle de légalité le
et qu'elle a été notifiée aux intéressés le
Le Maire,
N BERTIN

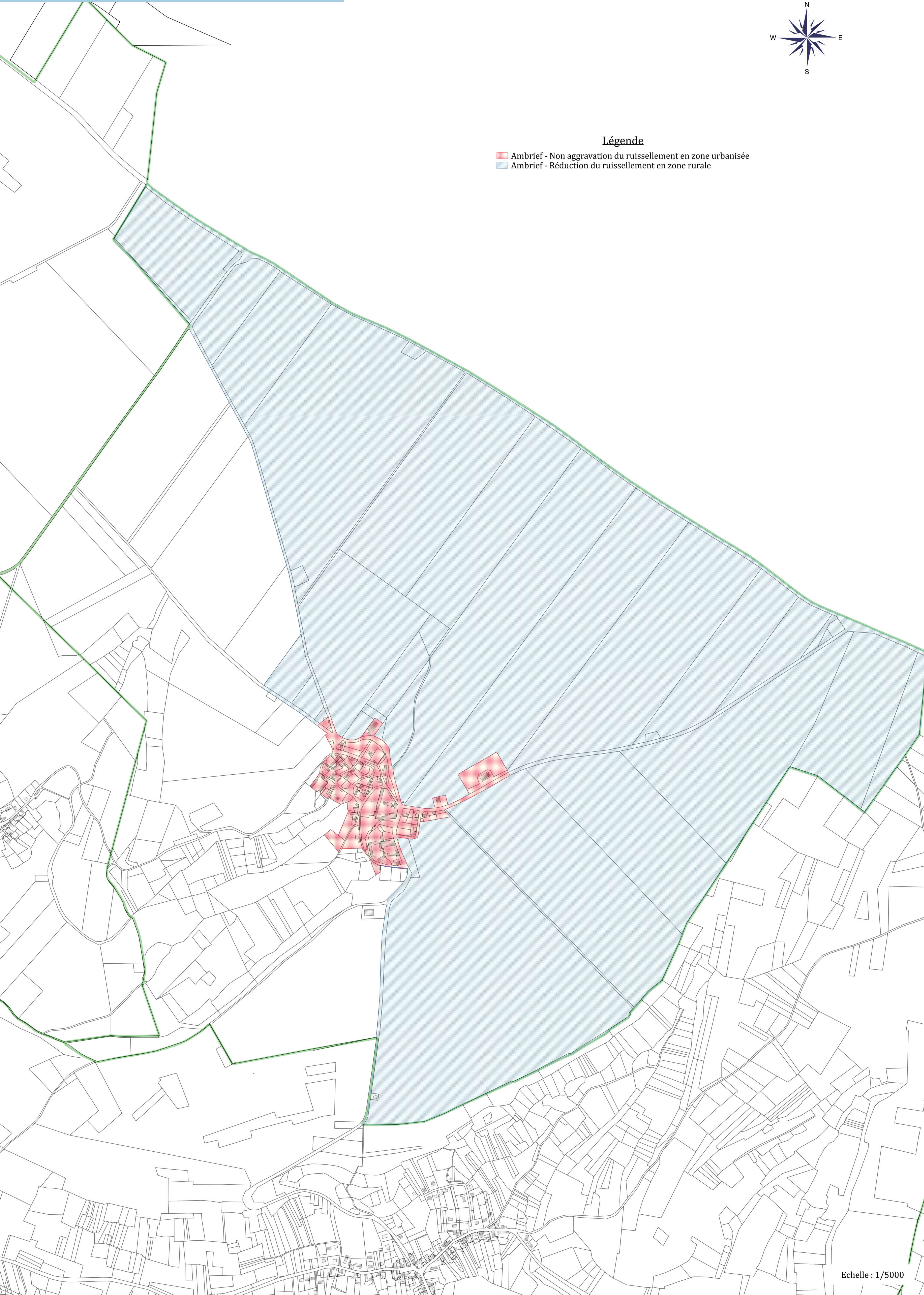
REÇU A LA SOUS-PREFECTURE
DE SOISSONS

27 AVR. 2018



Légende

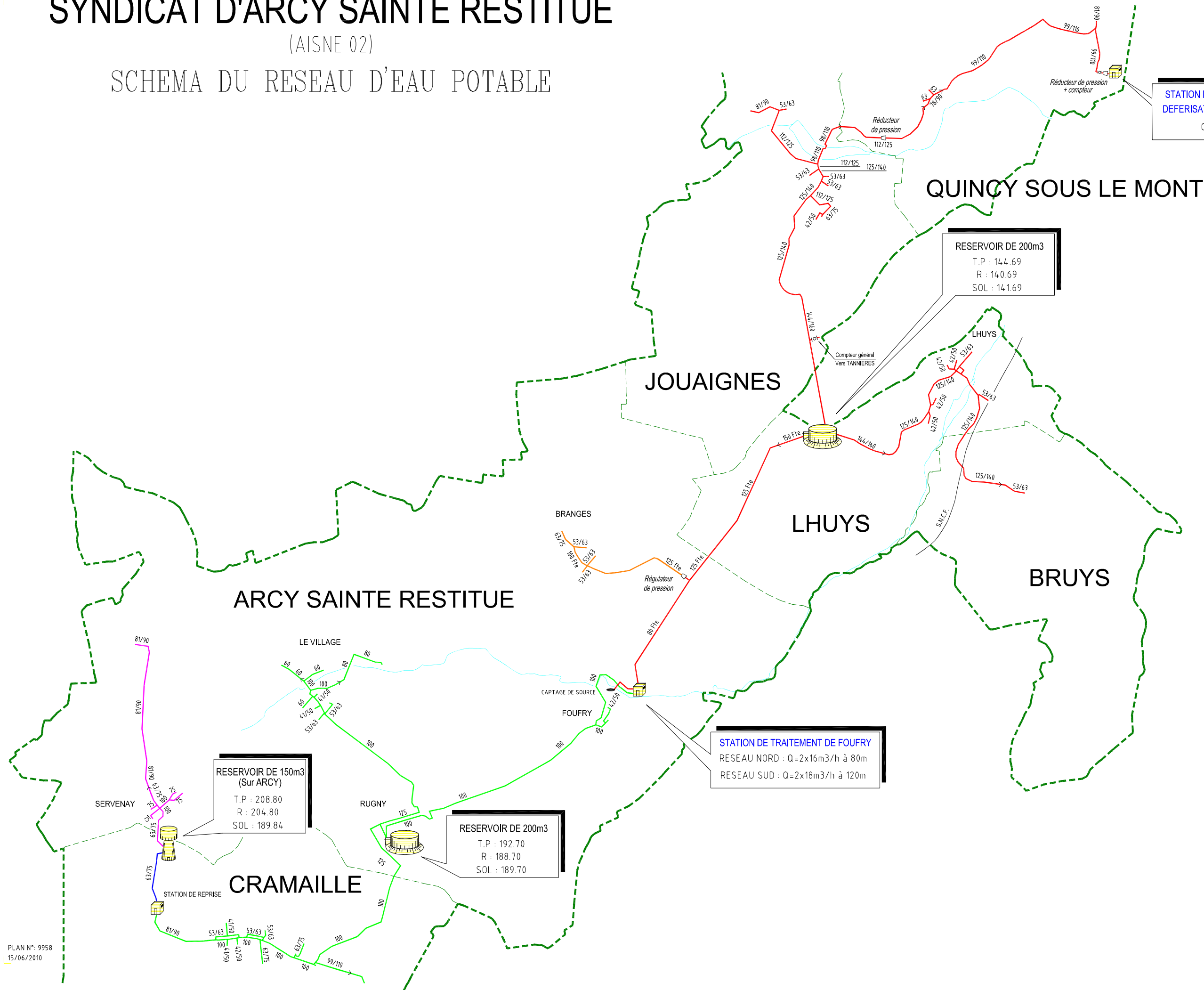
- Ambrief - Non aggravation du ruissellement en zone urbanisée
- Ambrief - Réduction du ruissellement en zone rurale



SYNDICAT D'ARCY SAINTE RESTITUE

(AISNE 02)

SCHEMA DU RESEAU D'EAU POTABLE





Diagnostic du forage de captage

Réf. : BSS000KBNV

Arcy Sainte Restitue (02)

Compte rendu de diagnostic

C24184 rapport Version 1 / Décembre 2024

Pôle

Diagnostic



Fiche Qualité

Document

Nom	Rapport de diagnostic du forage de captage d’Arcy Sainte Restitue (02)	
Client	SUEZ	
Référence	C24184 version 1 – Décembre 2024	
Responsable	Production	-
	Pascal CHEVRIER Responsable Diagnostic	-
Signature		-

Mise à jour

Date	Version	Auteur	Remarques
Décembre 2024	1	Pascal CHEVRIER	Création du document

Distribution

Nom	Client	Nombre de copies
Monsieur Remy BERNA	SUEZ	1

Sommaire

1. PREAMBULE	5
2. FICHE RECAPITULATIVE DE L'INTERVENTION	6
3. DONNEES TECHNIQUES DISPONIBLES	8
3.1. Documents antérieurs disponibles	8
3.2. Coupe technique d'origine.....	8
3.3. Données de pompage d'origine et actuelles.....	8
4. INVESTIGATIONS MENEES DANS LE CADRE DU DIAGNOSTIC.....	9
4.1. Journal d'intervention.....	9
4.2. Repère des mesures.....	10
4.3. Protection de la tête de l'ouvrage	11
4.4. Caractéristiques du système d'exploitation.....	12
4.5. Inspection télévisée	13
5. BILAN DU DIAGNOSTIC	19
5.1. Conformité de la tête de l'ouvrage avec l'arrêté forage.....	19
5.2. État des équipements	20
6. RECOMMANDATIONS	21
6.1. Diagnostic complémentaire	21
6.2. Préconisations.....	21

Liste des Figures

Figure 1 : Localisation du site d'intervention (extrait carte IGN 1/25 000ème via Infoterre)	7
Figure 2 : Localisation du forage (Extrait Orthophotographie InfoTerre)	7
Figure 3 : Localisation du repère des mesures	10
Figure 4 : Vues sur le génie civil de tête	11
Figure 5 : Vues sur le système d'exploitation.....	12
Figure 6 : Atelier d'inspection télévisée	13
Figure 7 : Schéma d'une tête d'ouvrage conforme à l'arrêté interministériel du 11/09/2003.....	19

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Documents disponibles sur l'ouvrage et sources	8
Tableau 2 : Descriptif technique d'origine de l'ouvrage.....	8
Tableau 3 : Données d'exploitation disponibles	8
Tableau 4 : Planning d'intervention sur l'ouvrage	9
Tableau 5 : Observations issues de l'inspection télévisée	17
Tableau 6 : Descriptif technique de l'ouvrage issu de l'inspection télévisée	18

Liste des Annexes

Annexe 1 – Documents antérieurs disponibles.....	23
Annexe 2 – Extrait de l'arrêté du 11 septembre 2003	27

1. PREAMBULE

À la demande de SUEZ Eau France, représentée par Monsieur Remy BERNA, l'entreprise SONDALP-HYDROFORAGE a réalisé, en date du 16 décembre 2024, le diagnostic du forage de captage, situé sur la commune de Arcy Sainte Restitue (02).

Ce diagnostic est réalisé dans le cadre d'un contrôle décennal, préconisé par l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif à la nomenclature Eau.

Le présent rapport constitue le compte-rendu de diagnostic du forage.

2. FICHE RECAPITULATIVE DE L'INTERVENTION

Données générales	
Dénomination de l'ouvrage	Forage de captage
Indice BSS	BSS000KBNV
Coordonnées en Lambert 93 et altimétrie	X : 737037 Y : 6905902 Z : 94 m (coordonnées BRGM)
Commune	Arcy Sainte Restitue (02)
Lieu-dit / site	Station de pompage La Belle Fontaine - Foufry
Cadastre	Section : AH ; parcelle n°0021
Type d'ouvrage	Forage de captage
Profondeur d'origine	-65,0 m/TN (TN = Terrain Naturel) d'après le BRGM
Aquifère capté	Sables Tertiaire
Année de création	31 juillet 1992
Déroulement du diagnostic	
Date d'intervention	16 décembre 2024
Repère des mesures	Sommet du tube inox du forage
Position du repère	-0,61 m/TN
Profondeur sondée	-65,3 m/tube, soit -65,9 m/TN
Niveau statique	-2,52 m/tube, soit -3,13 m/TN
Date de la mesure	16 décembre 2024
Durée d'arrêt avant la mesure	Forage déséquipé pour le diagnostic
Programme de diagnostic réalisé	
Inspection télévisée (ITV)	☒
Contrôle de cimentation (CBL)	☐
Diagraphie géochimique	☐
Diagraphie de flux	☐
Pompage d'essai par paliers	☐

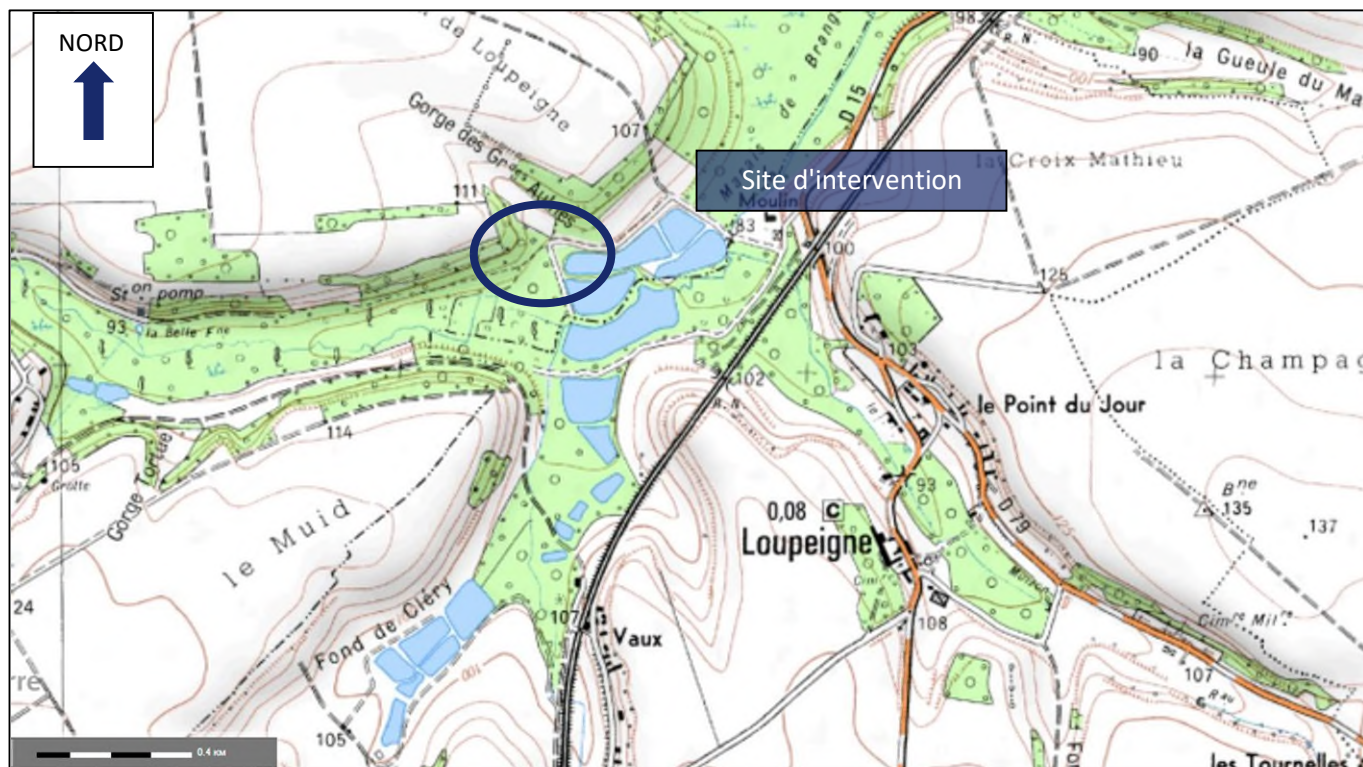


Figure 1 : Localisation du site d'intervention (extrait carte IGN 1/25 000ème via Infoterre)

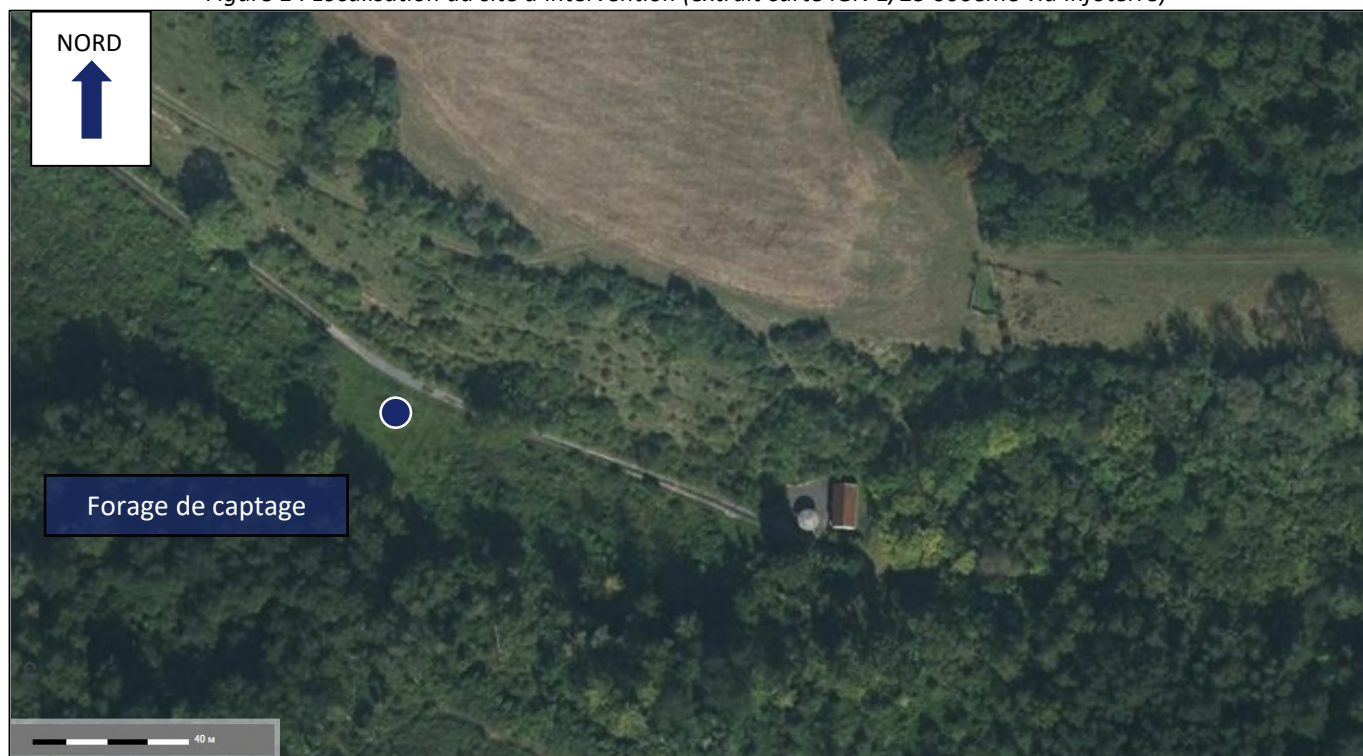


Figure 2 : Localisation du forage (Extrait Orthophotographie InfoTerre)

3. DONNEES TECHNIQUES DISPONIBLES

3.1. Documents antérieurs disponibles

Type de documents	Disponibilité	Source (date)
Coupe géologique	Oui	BRGM/SUEZ (1992)
Coupe technique	Oui	BRGM/SUEZ (1992)
Données de pompage	Non	-
Compte-rendu de diagnostic	Non	-
Autre :	Non	-

Tableau 1 : Documents disponibles sur l'ouvrage et sources

3.2. Coupe technique d'origine

De	A	Diamètre	Tubage / Espace annulaire
0	-15,0 m/TN	Ø 265 mm	Tube plein en acier inoxydable
-15,0	-60,0 /TN	Ø 265 mm	Crépine à fil enroulé en acier inoxydable
-60,0	-65,0 m/TN	Ø 265 mm	Tube plein en acier inoxydable

Tableau 2 : Descriptif technique d'origine de l'ouvrage

La coupe technique d'origine est présentée en annexe 1.

3.3. Données de pompage d'origine et actuelles

Type de données	Données	Remarque
Données antérieures	-	-
Données actuelles	<u>Niveau statique à -3,13 m/TN</u> Pompe de 30 m³/h	SONDALP HYDROFORAGE (16 décembre 2024)
Problème d'exploitation rencontré	Sans objet	-

Tableau 3 : Données d'exploitation disponibles

4. INVESTIGATIONS MENEES DANS LE CADRE DU DIAGNOSTIC

4.1. Journal d'intervention

Date	Actions
16 décembre 2024	Mise en place vers 14h00
	Inspection télévisée 
	Repli vers 16h00

Tableau 4 : Planning d'intervention sur l'ouvrage

4.2. Repère des mesures

Le repère des mesures, ou niveau zéro des mesures, (sur photographies et fichier vidéo) est pris au sommet du tube inox du forage à -0,61 m/TN.

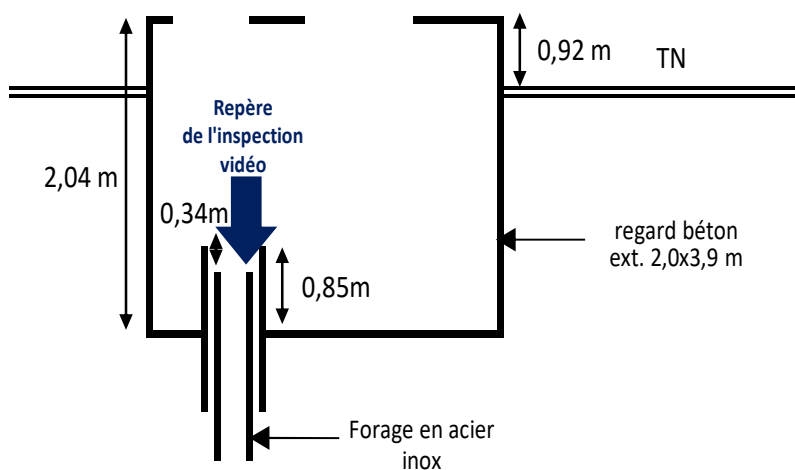


Figure 3 : Localisation du repère des mesures

4.3. Protection de la tête de l'ouvrage

La tête de l'ouvrage correspond à un regard de visite en béton semi-enterré de dimensions extérieures 2,02 x 3,94 m (int. 1,68x3,60 m) et de profondeur 2,04 m. Il est recouvert d'une dalle en béton dont le sommet est situé à +0,92 m/TN. La dalle béton présente deux ouvertures de dimensions 0,7x0,9 m et 1,2x1,2 m : la première permettant l'accès au regard via une échelle et la second au droit du forage. Elles sont fermées par deux trappes métalliques verrouillées et sous alarme. Les trappes dépassent de +0,17 m/dalle.

Le sommet du forage se situe à +0,51 m/radier du regard, soit à -0,61 m/TN.

Visuellement, les parements béton semblent en état correct. Les passages des canalisations d'exhaure à travers la paroi du regard semblent correctement refermés. Les trappes sont verrouillées par un cadenas et semblent bien couvrantes. L'intérieur du regard présente de l'humidité.



Figure 4 : Vues sur le génie civil de tête

4.4. Caractéristiques du système d'exploitation

Le forage présente une pompe immergée Grundfos SP30-4. Elle est raccordée à une colonne Wellmaster 3" de 14,6 ml. La pompe est disposée entre -15,4 et 16,6 m/tube. Elle est munie d'une jupe de refroidissement.

Visuellement, la colonne et la pompe sont en état correct. La colonne immergée montre un recouvrement minéral de type oxyde de fer. La crépine d'aspiration est bien dégagée.



Figure 5 : Vues sur le système d'exploitation

4.5. Inspection télévisée

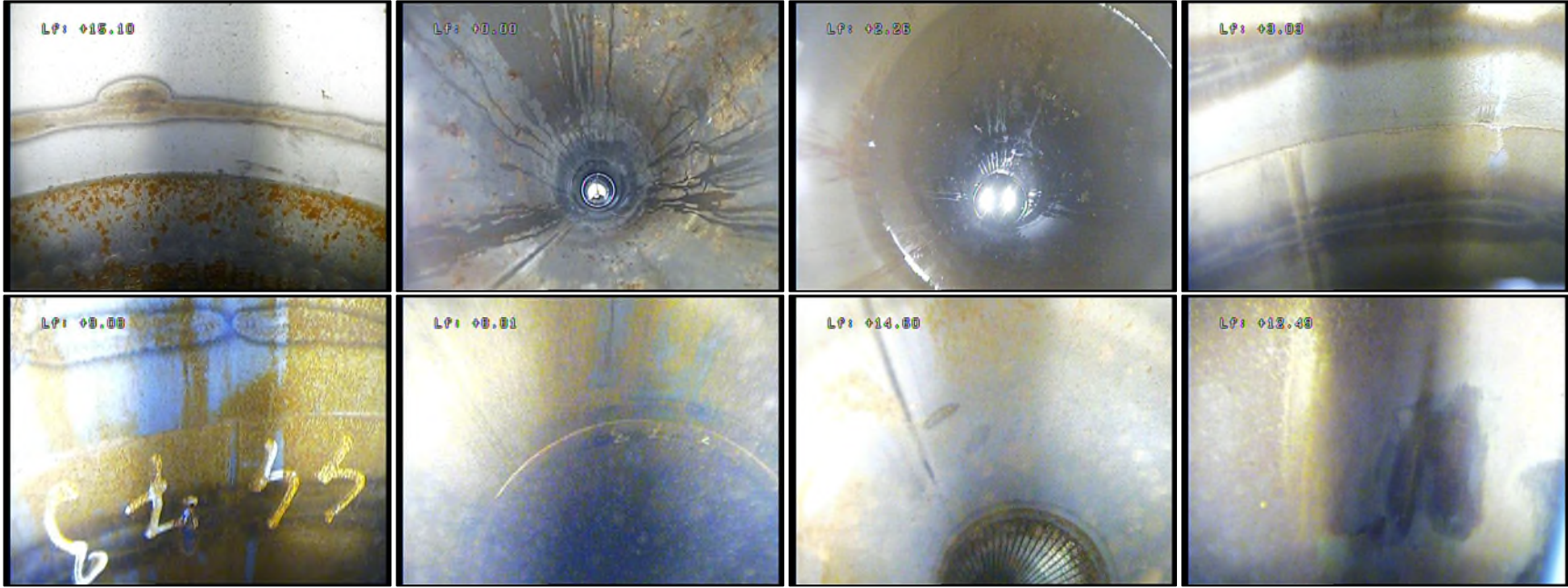
Afin de connaître avec précision l'état visuel de l'ouvrage et des équipements en place, une inspection télévisée a été réalisée au moyen de l'atelier suivant :

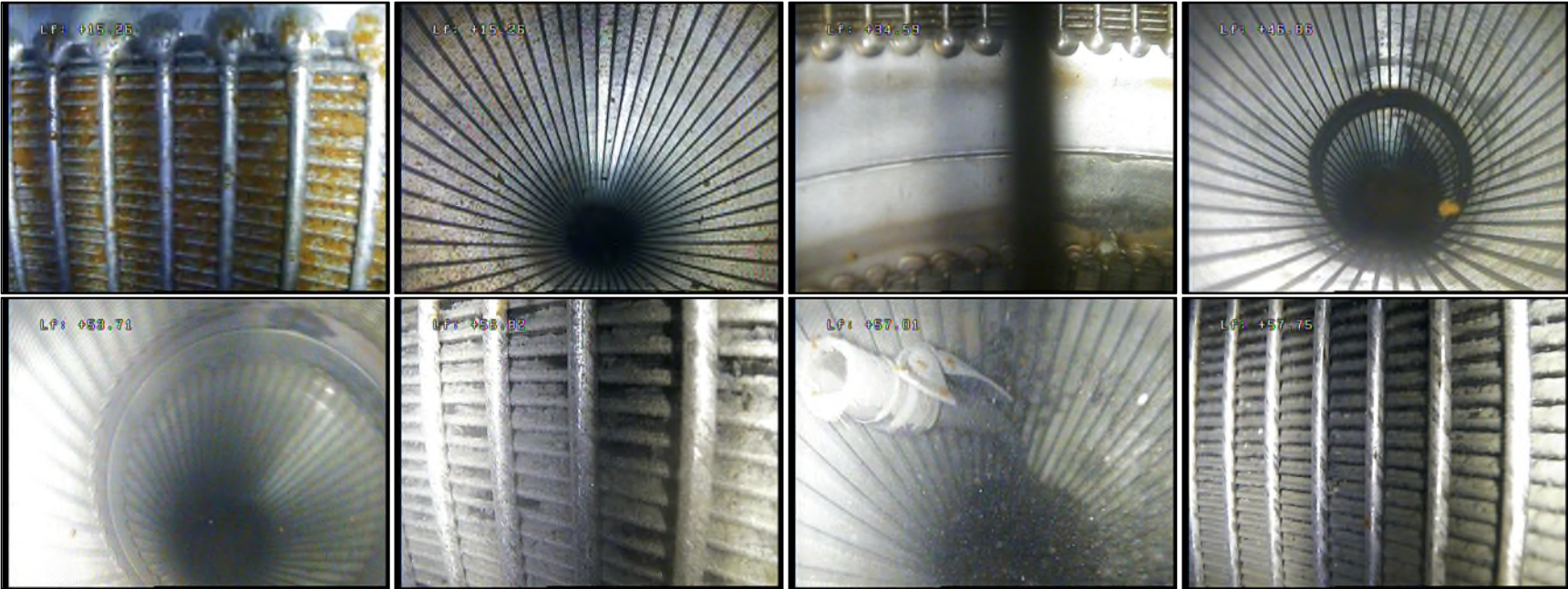
- 🔊 Caméra de marque Eca Robotics $\varnothing$ 85 mm : éclairage par diodes électroluminescentes intégrées ;
- 🔊 Régie de contrôle Eca Robotics, composée d'un écran et enregistrement sur carte SD et fichier vidéo ;
- 🔊 Câble de liaison sur touret motorisé de 200 ml.

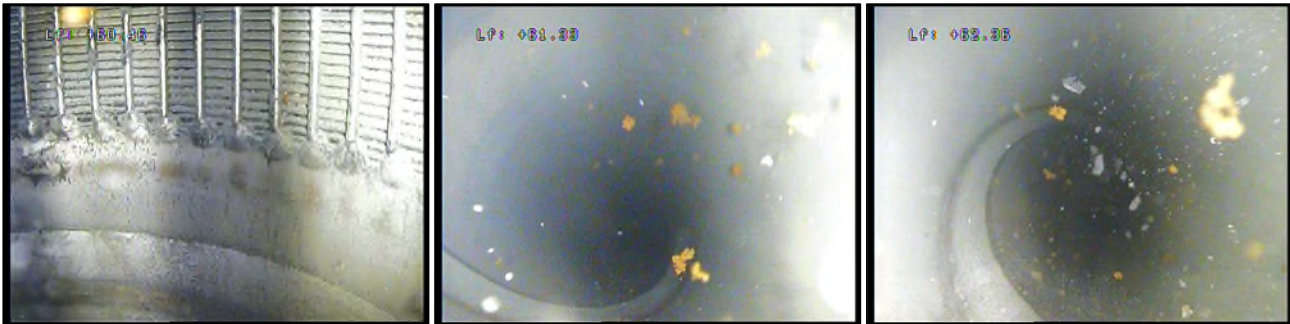


Figure 6 : Atelier d'inspection télévisée

Les observations issues de l'inspection télévisée et leurs illustrations par des clichés photographiques sont présentées dans le tableau ci-après.

de	à	Observations
0	-15,1 m/tube	<p>Tube plein en acier inoxydable ø 265x273 mm</p> <ul style="list-style-type: none"> Visuellement, le tube plein est en état correct. On observe en partie immergée, des dépôts minéraux de type oxyde de fer sur la paroi. Des jonctions sont rencontrées à -3,0, -9,1 et -15,1 m/tube. Elles sont en état correct. De -12,0 à -15,0 m/tube, on remarque quelques soudures correspondant potentiellement à un centreur externe. À -2,52 m/tube, le niveau statique est atteint (le 16 décembre 2024).  <p>The photographs show the interior of the tube at various depths. The top row shows the tube wall with mineral deposits (rust) and a central well. The bottom row shows the tube wall with some markings and a fan-like structure at the bottom. Each photo has a depth reading in the top left corner.</p>

De	à	Observations
-15,1	-60,4 m/tube	<p>Crépine à fil enroulé en acier inoxydable ø 265 mm</p> <ul style="list-style-type: none"> Visuellement, la crépine semble peu colmatée. On relève de -15,1 à -17,0 m/tube, de légers développements bactériens orange (± position de la pompe). De -50,0 à -60,4 m/tube, des dépôts de fines sont présents sur le fil enroulé avec quelques légers développements bactériens noirs. Un tube plastique souple (?) est rencontré à partir de -57,1 m/tube et descend jusqu'au fond. Les jonctions à -21,6 ; -28,1 ; -34,5 ; -41,0 ; -47,5 ; -53,9 et -64,0 m/tube sont en état correct. 

de	à	Observations
-60,4	-65,3 m/tube	<p>Tube plein en acier inoxydable ø 265x273 mm</p> <ul style="list-style-type: none"> Visuellement, le tube plein est en état correct. On voit le tube plastique souple serpenter contre la paroi. 

à	Observations
-65,3 m/tube	<p>Fond de l'ouvrage</p> <ul style="list-style-type: none"> À -65,3 m/tube, le fond de l'ouvrage est rencontré. Le fond présente une accumulation de floccs bactériens orange et des fines grises avec la base du tube plastique. L'épaisseur maximale des dépôts serait de 0,1 m, d'après les linéaires de tubes. 

Tableau 5 : Observations issues de l'inspection télévisée

Compte tenu des éléments identifiés lors de l'inspection télévisée, la coupe technique actuelle du forage a pu être reconstituée. Elle est décrite dans le tableau ci-dessous.

de	à	Diamètre	Tubage / espace annulaire
0	-15,1 m/tube (-15,7 m/TN)	ø 265x273 mm	Tube plein en acier inoxydable
-15,1	-60,4 m/tube (-61,0 m/TN)	ø 265 mm	Crépine à fil enroulé en acier inoxydable
-60,4	-65,3 m/tube (-65,9 m/TN)	ø 265x273 mm	Tube plein en acier inoxydable

Tableau 6 : Descriptif technique de l'ouvrage issu de l'inspection télévisée

La coupe technique observée de l'ouvrage correspond à la coupe technique d'origine.

5. BILAN DU DIAGNOSTIC

5.1. Conformité de la tête de l'ouvrage avec l'arrêté forage

La conformité de la tête de l'ouvrage s'évalue sur 6 critères :

- ☛ Margelle bétonnée
- ☛ Chambre de Réinjection
- ☛ Tête de forage
- ☛ Capot de fermeture
- ☛ Mesure des niveaux
- ☛ Identification du forage

Le schéma suivant, tiré de l'arrêté interministériel du 11.09.2003, illustre une tête de puits conforme :

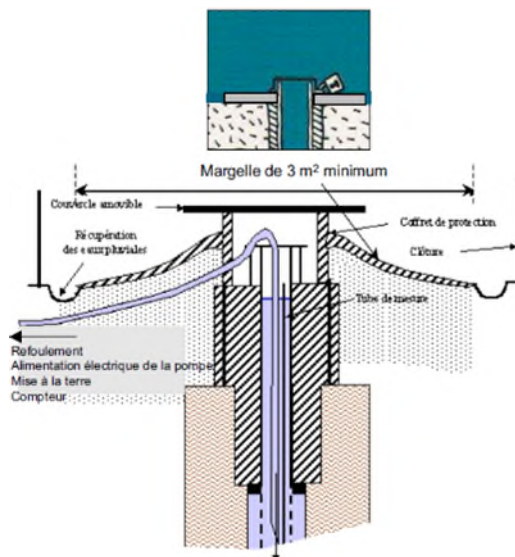


Figure 7 : Schéma d'une tête d'ouvrage conforme à l'arrêté interministériel du 11/09/2003

Au vu de tous les éléments, la protection de l'ouvrage est conforme à la réglementation.

5.2. État des équipements

- 🔊 **Visuellement, la colonne d'exhaure et la pompe** sont en état correct. La colonne immergée montre un recouvrement minéral de type oxyde de fer. La crépine d'aspiration est bien dégagée.
- 🔊 **Visuellement, le tube plein en acier inoxydable du forage** est en état correct. On observe en partie immergée, des dépôts minéraux de type oxyde de fer sur la paroi.
Visuellement, la crépine du forage semble peu colmatée. On relève de -15,1 à -17,0 m/tube, de légers développements bactériens orange ($\pm$ position de la pompe). De -50,0 à -60,4 m/tube, des dépôts de fines sont présents sur le fil enroulé avec quelques légers développements bactériens noirs. Un tube plastique souple (?) est rencontré à partir de -57,1 m/tube et descend jusqu'au fond.
- 🔊 **Le fond de l'ouvrage** présente une accumulation de floccs bactériens orange et des fines grises avec la base du tube plastique. L'épaisseur maximale des dépôts serait de 0,1 m, d'après les linéaires de tubes.

6. RECOMMANDATIONS

6.1. Diagnostic complémentaire

Sans objet.

6.2. Préconisations

Au vu de l'état actuel de l'ouvrage, le forage ne nécessite pas de travaux de nettoyage. Il convient de confirmer le bon état fonctionnel de l'ouvrage avec le suivi des niveaux d'eau en pompage.

De manière générale, en exploitation, il convient de maintenir :

- 🔊 une surveillance régulière des paramètres de pompage : débit, rabattement, profondeur, contrôle régulier de la qualité des eaux (sable, amas gélatineux, ...) ;
- 🔊 une consignation des mesures réalisées, dans le carnet de suivi du forage ;
- 🔊 une surveillance régulière de l'état de l'équipement : inspection télévisée tous les 5 à 10 ans.

ANNEXES

Annexe 1 – Documents antérieurs disponibles

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

SYNDICAT DES EAUX D'ARCY

SAINTE RESTITUE

Implantation
d'un nouveau forage

n° 130-3-59

COUPE TECHNIQUE

de l'ouvrage réalisé

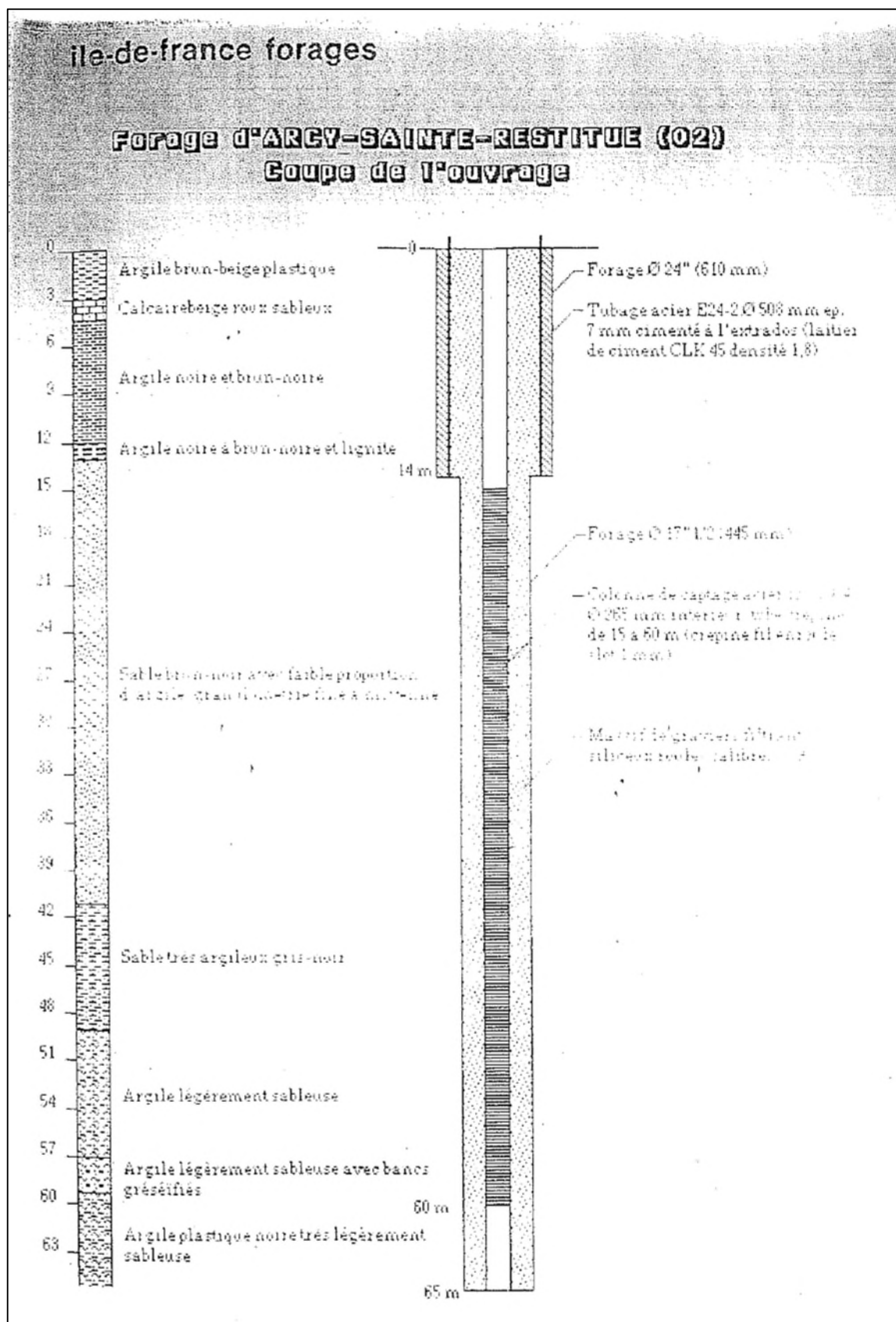
Service du génie rural
eaux et des forêts
de l'Aisne

Modifié	dates	Modifications	Indices

SAF DE L'AISNE

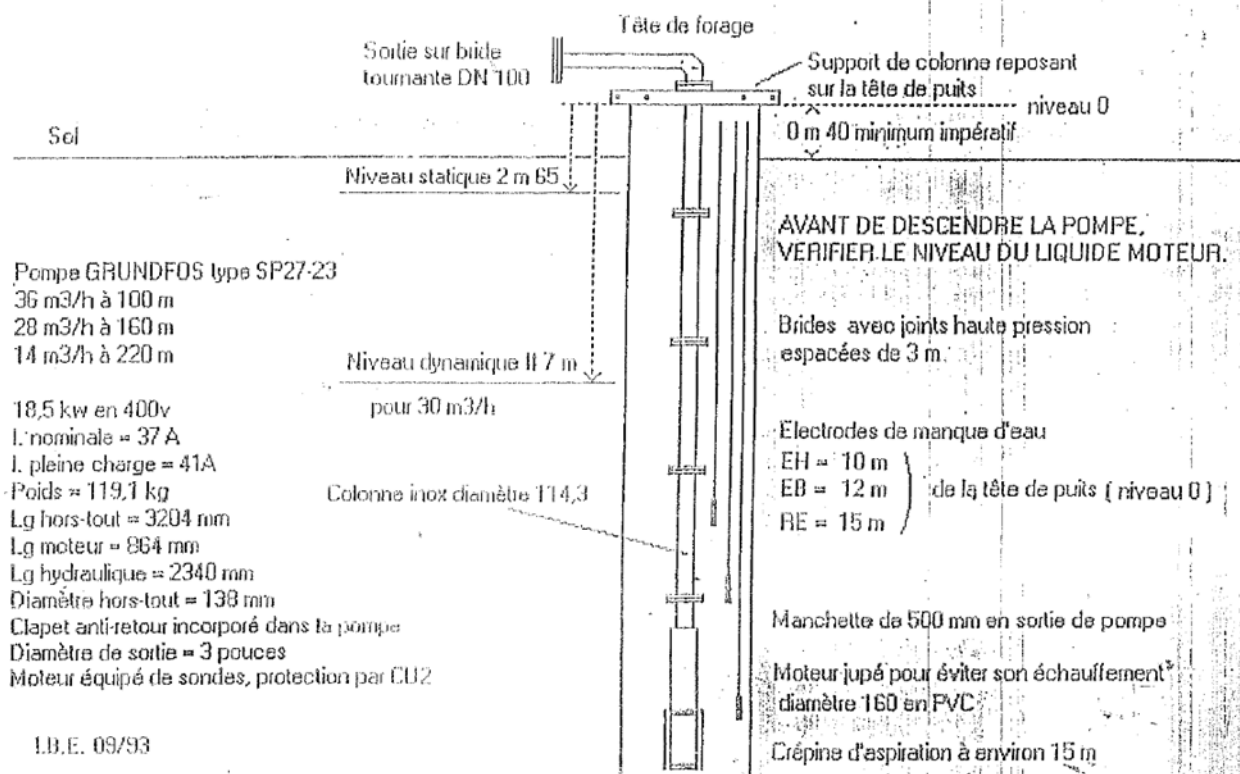
ADMINISTRATIVE 02016 LAON

Dessiné par	Vérifié par	Echelle
M CATILLON		1/



NOUVELLE STATION DE FOUFRY
DETAILS COLONNE & SONDÉS

Page 1/7



Annexe 2 – Extrait de l'arrêté du 11 septembre 2003

17/2/2016 Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, f...



Chemin :

Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

- ▶ Chapitre II : Dispositions techniques spécifiques
- ▶ Section 3 : Conditions de surveillance et d'abandon.

Article 11

- ▶ Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Les forages, puits, ouvrages souterrains et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.

Les forages, puits, ouvrages souterrains utilisés pour la surveillance ou le prélèvement d'eau situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine et ceux qui interceptent plusieurs aquifères superposés, doivent faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages ...). Le déclarant adresse au préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.

Dans les autres cas, le préfet peut, en fonction de la sensibilité de ou des aquifères concernés et après avis du CDH, prévoir une inspection périodique du forage, puits, ouvrage souterrain dont la réalisation est envisagée et en fixer la fréquence.

Liens relatifs à cet article

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=281095D1E2F14C9D9D315FF73A009622.tpdila22v_1?IdArticle=LEGIARTI000006877464&... 1/1

Guide d'application de l'arrêté interministériel du 11/9/2003 relatif à la rubrique 1.1.0 de la nomenclature eau : sondage, forage, puits, ouvrage souterrain non domestique

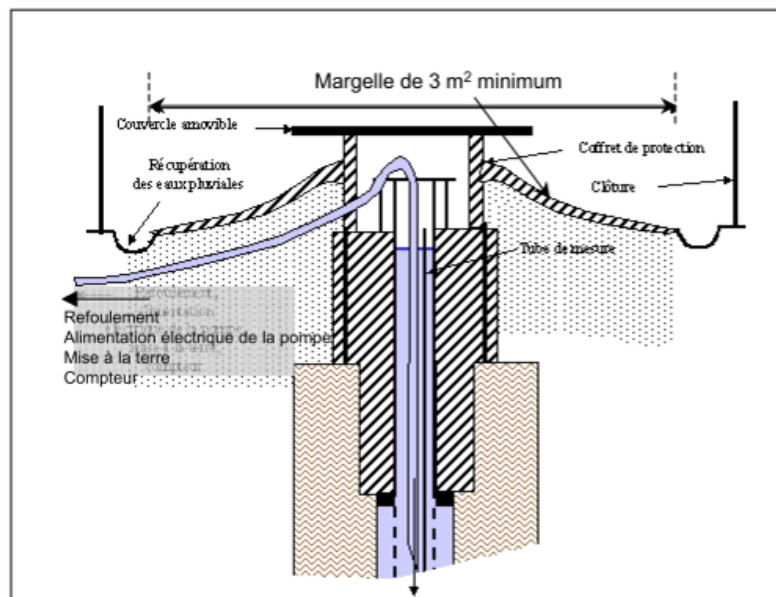


Illustration 15 - Protection de la tête de forage
Source documentaire BRGM : d'après la plaquette « Le forage en Bretagne »

Dispositif permettant les mesures de niveau

- Les conditions de réalisation et d'équipement d'un forage doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe, au minimum par sonde électrique.

Pour répondre à cette prescription on installera le cas échéant un tube guide de la sonde de mesure dans le forage, notamment lorsque l'objet principal du forage est la surveillance des eaux souterraines.

Identification du forage

- Le forage doit être identifié par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.

Cas particulier d'un forage destiné à l'usage AEP

- Des prescriptions spécifiques, notamment au regard des règles d'hygiène applicables, modifient ou complètent les prescriptions générales.

Guide d'application de l'arrêté interministériel du 11/9/2003 relatif à la rubrique 1.1.0 de la nomenclature eau : sondage, forage, puits, ouvrage souterrain non domestique

Captage en zone inondable

1) Tête de puits au-dessus des plus hautes eaux connues.

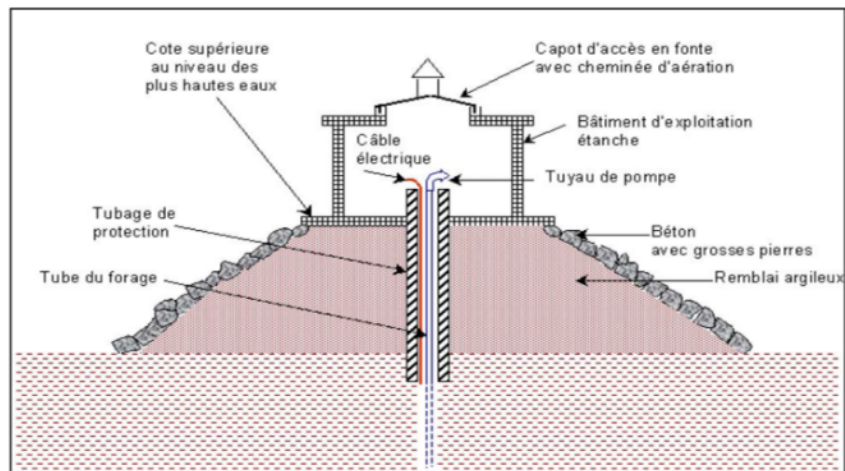


Illustration 16 - Configuration de captage en zone inondable.
Source documentaire BRGM

Ce dispositif n'est à envisager qu'en cas d'impossibilité stricte de mise en œuvre d'autres solutions. Les installations électriques sont placées hors de la zone inondable. Le câble de la pompe immergée doit passer à travers un presse-étoupe.

39

Guide d'application de l'arrêté interministériel du 11/9/2003 relatif à la rubrique 1.1.0 de la nomenclature eau : sondage, forage, puits, ouvrage souterrain non domestique

Captage en zone inondable

2) Tête de puits submersible

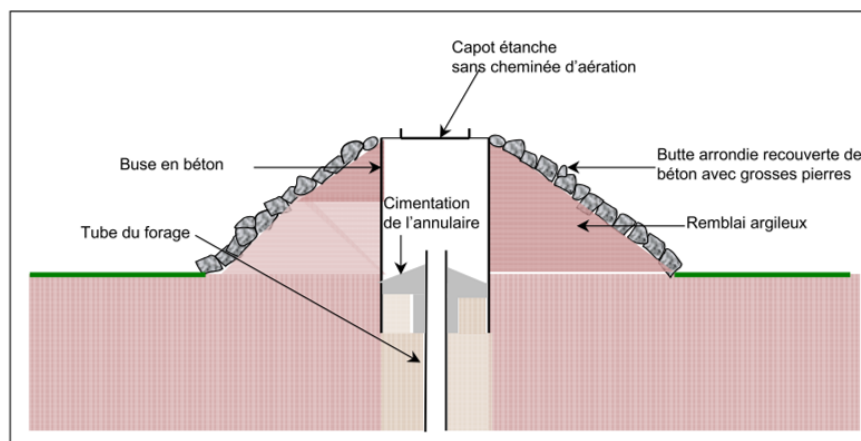


Illustration 17 - Configuration de captage en zone inondable .
Tête de puits submersible
Source documentaire BRGM

Ce dispositif n'est à envisager qu'en cas d'impossibilité stricte de mise en œuvre d'autres solutions.

40

ANNEXE 2

I- SITUATION DU CAPTAGE

Commune : Arcy-Sainte-Restitué

lieu-dit: Foufry

parcelle cadastrale: section AE parcelle N°26

Indice national: 0130-4X-0065

coordonnées Lambert:

x= 685.37

y= 173.10

Altitude (N.G.F): z= 95m

site topographique : pied de versant en bordure de la vallée du ruisseau de Crouy

Carte géologique au 1/50 000: Fère-en-Tardenois

II CRACTERISTIQUES TECHNIQUES/EXPLOITATION

nature de l'ouvrage: captage de source

profondeur: 6 m

exécuté en: 1968,

niveau statique: sol

essai de débit m3/h : /

rabattement m: /

Débit d'exploitation: 20 m3/h

Débit pris en compte pour réaliser les calculs: 25 m3/h (débit naturel)

III- GEOLOGIE

calcaire grossier du Lutétien subaffleurant

substratum : argile de Laon du Cuisien

IV- HYDROGEOLOGIE

natures et épaisseurs des couches non saturées: /

nature de la couche aquifère: calcaire du Lutétien

épaisseur de la couche mouillée: 6 m environ

profondeur du niveau statique: sol

régime: libre

substratum imperméable: argiles de Laon

alimentation: pluie efficace

écoulement: vers le Sud

gradient de la nappe:/

transmissivité: /

coefficient d'emménagement : /

Calcul du rayon d'action:

$$r = 2,764 \cdot \sqrt{\frac{Q \cdot t}{e \cdot m}}$$

r: rayon d'action

Q: débit en m3/h (25 m3/h)

t: 50 jours

ANNEXE 2

I- SITUATION DU CAPTAGE

Commune : Arcy-Sainte-Restitué

lieu-dit: Foufry

parcelle cadastrale: section AH parcelle N°19

Indice national: 0130-4X-0090

coordonnées Lambert:

x= 685.25

y= 173.13

Altitude (N.G.F): z= 101m

site topographique : pied de versant en bordure de la vallée du ruisseau de Crouy

Carte géologique au 1/50 000: Fère-en-Tardenois

II CRACTERISTIOUES TECHNIQUES/EXPLOITATION

nature de l'ouvrage: forage

profondeur: 65 m

exécuté en: 1992, crépiné de 15 à 60 m

niveau statique: 2 ;250m en 1992

essai de débit m3/h : 25.5 48.5 77.8 96.5 79(pdt 24 heures)

rabattement m: 3.83 7.6 12.7 15.73 13.65

Débit d'exploitation: 40 m3/h

Débit pris en compte pour réaliser les calculs: 450 m3/j

III- GEOLOGIE

0 à 3 m : remblais et alluvions

3 m à 4 m : calcaire grossier du Lutétien

4 m à 13 m : argile de Laon du Cuisien

13 m à 49 m : sables du Cuisien

49 m à 65 m : argiles du soissonnais du Sparnacien

IV- HYDROGEOLOGIE

natures et épaisseurs des couches non saturées: /

nature de la couche aquifère: sable du Cuisien

épaisseur de la couche mouillée: 36 m environ

profondeur du niveau statique: 2.250 m

régime: captif

substratum imperméable: argiles du Sparnacien

alimentation: pluie efficace

écoulement: vers le Nord-Est.

gradient de la nappe:/

transmissivité: 3. 10-3 m2/s

coefficient d'emmagasinement : 0.5%

Calcul du rayon d'action:

$$r = 2,764 \cdot \sqrt{\frac{Q \cdot t}{e \cdot m}}$$

r: rayon d'action

PREFECTURE DE L' AISNE

Direction Départementale des
Affaires Sanitaires et Sociales
Pôle des Actions de Santé Publique
Service SANTE-ENVIRONNEMENT
Tél.: 03 23 21 52 31

Réf.: PREF-DUP/EAU/2008-017

ARRETE relatif à la Déclaration d'Utilité Publique de travaux de captage et de dérivation des eaux, d'autorisation d'utiliser l'eau à fin de consommation humaine, de détermination de périmètres de protection, d'institution de servitudes et mesures de police sur les terrains compris dans ces périmètres de protection.
Syndicat des Eaux d'Arcy-Sainte-Restitue .

LE PREFET DE L' AISNE

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L210-1, L211-1, L214-1, L215-13 ;

VU le Code de l'expropriation et notamment ses articles L11-2, L13-2, R11-4 à R11-14 et R11-21;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2212-1;

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L1321-2, R1321-8, R1321-13 et R1321-13-1 ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L126-1 et R126-1 et 2 ;

Vu le Code Minier et notamment son article 131 ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment les articles L1 et L3111-1 ;

VU la Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;

VU l'Ordonnance 2004-637 du 1^{er} juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre ;

VU l'Ordonnance 2005-727 du 30 juin 2005 portant diverses mesures relatives à la simplification des commissions administratives ;

VU le Décret 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le Décret 55-22 du 4 janvier 1955, portant réforme de la publicité foncière et le Décret d'application 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le Décret du Président de la République du 09 juillet 2007 nommant Stéphane FRATACCI, Préfet de l'Aisne ;

VU l'Arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU l'Arrêté préfectoral du 24 octobre 2003 relatif aux conditions de réalisation du contrôle sanitaire ;

VU l'Arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2004, relatif au programme d'actions à mettre en œuvre dans le département de l'Aisne en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'Arrêté préfectoral du 27 décembre 1978 modifié relatif au Règlement Sanitaire Départemental ;

VU l'Arrêté préfectoral du 2 janvier 2006 portant répartition des compétences en matière de police de l'eau et des milieux aquatiques et de police de la pêche ;

VU la Circulaire du 24 juillet 1990, relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie, approuvé par le Préfet, coordonnateur de bassin, le 20 septembre 1996 ;

VU la délibération du conseil syndical des eaux d'Arcy-Sainte-Restitue , en date du 03 septembre 2002 ;

VU le rapport de Monsieur Erick CARLIER, Hydrogéologue agréé, en date du 30 juin 2005 ;

VU l'Arrêté préfectoral, en date du 02 septembre 2008, portant ouverture d'enquêtes publiques ;

VU les dossiers d'enquête publique et parcellaire ;

VU les conclusions et l'avis émis par le Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU le rapport et l'avis favorable de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU l'avis favorable de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis de la Commission Départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologique (CODERST) du 19 décembre 2008 ;

Considérant que la qualité des eaux souterraines doit être sauvegardée et que la préservation des ouvrages de pompage d'eaux destinées à la consommation humaine est impérative ;

Considérant que ces opérations sont soumises à déclaration au titre des rubriques 1.1.1.0 et 1.1.2.0 du code de l'environnement ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que l'usage de l'eau est soumis à autorisation en application du code de la santé ;

Considérant que la dérivation des eaux souterraines, entreprise dans un but d'intérêt général par une collectivité publique ou son concessionnaire, est autorisée par un acte déclarant d'utilité publique les travaux en application de l'article L.215-13 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 : Sont déclarés d'utilité publique au profit du Syndicat des eaux d'Arcy-Sainte-Restitue, la dérivation d'une partie des eaux souterraines, les travaux du captage et ceux liés à sa protection ainsi que les trois périmètres de protection instaurés autour de l'ouvrage de prélèvement sis sur la parcelle cadastrée AH-59 du territoire de la commune d'Arcy-Sainte-Restitue, référencé :

indice de classement national : 0130-4X-0090

coordonnées Lambert 1 : X : 685.250 Y : 173.130 Z : + 101

coordonnées Lambert 2 : X : 685.399 Y : 2473.302 Z : + 101

ARTICLE 2 : Autorisation de prélèvement

Article 2-1 : Le Syndicat des eaux d'Arcy-Sainte-Restitue est autorisé à dériver les eaux souterraines à partir de l'ouvrage cité à l'article 1.

Le volume annuel prélevé ne pourra excéder 180 000 m³.

Article 2-2 : La présente autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Avant l'expiration de la présente autorisation, la commune, si elle souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis dans le Code de l'Environnement.

Article 2-3 : Le Syndicat des eaux devra permettre à toute autre collectivité dûment autorisée par arrêté préfectoral d'utiliser l'ouvrage susvisé par le présent arrêté en vue de la dérivation des eaux à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront en charge tous les frais d'installation de leurs propres installations sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation.

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Le préfet sera informé, dans les plus brefs délais, de tout incident risquant de compromettre la qualité de l'eau, même temporairement.

ARTICLE 3 : Ouvrage et installation de prélèvement

Article 3-1 : Conditions de réalisation et d'équipement de l'ouvrage

Afin d'éviter les infiltrations d'eau depuis la surface, la réalisation de l'ouvrage doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace inter annulaire, compris entre le cuvelage et les terrains forés, sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Cette cimentation doit être réalisée par injection sous pression par le bas durant l'exécution du forage. Un contrôle de qualité de la cimentation doit être effectué ; il comporte à minima la vérification du volume du ciment injecté. Lorsque la technologie de foration utilisée ne permet pas d'effectuer une cimentation par le bas, d'autres techniques peuvent être mises en œuvre sous réserve qu'elles assurent un niveau équivalent de protection des eaux souterraines.

Un même ouvrage ne peut en aucun cas permettre le prélèvement simultané dans plusieurs aquifères distincts superposés.

Afin d'éviter tout mélange d'eau entre les différentes formations aquifères rencontrées, si l'ouvrage traverse plusieurs formations aquifères superposées, sa réalisation doit être accompagnée d'un aveuglement successif de chaque formation aquifère non exploitée par cuvelage et cimentation.

Il sera réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.

La tête de l'ouvrage s'élève au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,20 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur comptée à partir du niveau du terrain naturel.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête de l'ouvrage. Il doit permettre un parfait isolement de l'ouvrage des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles.

En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur de l'ouvrage est interdit par un dispositif de sécurité.

Les conditions de réalisation et d'équipement de l'ouvrage doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

Article 3-2 : Conditions d'exploitation

Un système permettant d'afficher, en permanence ou pendant toute la période de prélèvement, les références de l'arrêté préfectoral d'autorisation sera installé.

Le préfet sera informé, dans le délai d'un mois, de tout changement d'exploitant et/ou de mode d'exploitation.

Le Syndicat des eaux prend toutes les dispositions nécessaires, notamment par l'installation de bacs de rétention ou d'abris étanches, en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par des produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

L'ouvrage sera régulièrement entretenu de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine.

Chaque installation de prélèvement doit permettre le prélèvement d'échantillons d'eau brute.

Article 3-3 : Conditions d'arrêt d'exploitation des ouvrages et installations de prélèvement

Durant les périodes de non-exploitation et en cas de délaissement provisoire :

- les installations et ouvrages de prélèvement sont soigneusement fermés ou mis hors service afin d'éviter tout mélange ou pollution des eaux par la mise en communication des eaux de surface et notamment de ruissellement,

- les produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont évacués du site ou confinés dans un local étanche.

En cas de cessation définitive des prélèvements :

- le Syndicat des eaux en fait la déclaration auprès du préfet au plus tard dans le mois suivant la décision de cessation définitive des prélèvements.

- les produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, les pompes et leurs accessoires sont définitivement évacués du site.

- L'ouvrage ne pourra être comblé qu'après avis de la Direction Régionale de l'Industrie et de l'Environnement (DRIRE), celui-ci pouvant représenter un intérêt particulier ou collectif dans le cadre d'un réseau de surveillance pour le suivi des nappes, de l'environnement ou de la qualité des eaux. Les travaux éventuels de remise en état des lieux sont portés à la connaissance du préfet un mois avant leur démarrage.

ARTICLE 4 : Conditions de suivi et de surveillance des installations

Le Syndicat des eaux s'assure de l'entretien régulier de l'ouvrage utilisé pour les prélèvements, de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle ou souterraine.

L'ouvrage et les installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façon à éviter le gaspillage d'eau. A ce titre, le Syndicat des eaux prend des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages de dérivation, des réseaux et installations alimentés par le prélèvement dont elle a la charge.

Tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont déclarés au préfet dans les meilleurs délais.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le Syndicat des eaux doit prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou l'accident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

Le Syndicat des eaux est tenu de laisser libre accès, aux installations, aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L.216-4 du Code de l'Environnement, L.1324-1 du Code de la Santé Publique et aux officiers de police judiciaire.

ARTICLE 5 : Conditions de suivi et de surveillance des prélèvements

Le Syndicat des eaux surveille régulièrement les opérations de prélèvements par pompage.

Compte tenu de la présence de plusieurs points de prélèvement, dans cette même ressource et convergent vers l'unique réseau, un compteur volumétrique, après la pompe ou à l'entrée du réseau, sera installé. Ce compteur doit tenir compte de la qualité de l'eau prélevée, des conditions d'exploitation et notamment du débit moyen et maximum de prélèvement et de la pression du réseau à l'aval de l'installation de pompage. Le choix et les conditions de montage doivent permettre de garantir la précision des volumes mesurés.

Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Toute modification ou tout changement de type de moyen de mesure ou d'évaluation par un autre doit être préalablement porté à la connaissance du préfet.

Le Syndicat des eaux consigne sur un registre ou un cahier, les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement, ci-après :

- les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile (ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvement saisonnier) ;

- les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ;

- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation ;

Ce registre ou ce cahier est tenu à la disposition des agents chargés du contrôle ; les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans.

ARTICLE 6 : Eaux destinées à la consommation humaine

Article 6-1 : Autorisations

Article 6-1-1 : Autorisation consommation humaine

Le Syndicat des eaux d'Arcy-Sainte-Restitue est autorisé à utiliser cette eau en vue de la consommation humaine.

Article 6-1-2 : Autorisation de distribution

Le Syndicat des eaux d'Arcy-Sainte-Restitue est autorisé à distribuer l'eau au public.

En l'absence de mise en service de l'installation dans un délai de cinq ans à compter de la notification de l'autorisation mentionnée à l'article 6-1-1, l'autorisation est réputée caduque.

Article 6-1-3 : validité des autorisations

Toute modification significative susceptible d'intervenir sur les installations de pompage, de stockage, de traitement ou de distribution devra faire l'objet d'une déclaration, au préalable, au préfet, accompagnée d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

Le préfet fera connaître si ces modifications sont compatibles avec la présente autorisation et la réglementation en vigueur ou si une nouvelle demande devait être déposée.

La mise en service d'une nouvelle ressource en eau de substitution ou en mélange, même temporaire, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du préfet. Cette nouvelle ressource ne peut avoir pour effet d'accroître directement ou indirectement la dégradation de la qualité actuelle.

Le Syndicat des eaux aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

Article 6-2 : Conditions d'exploitation

Le Syndicat des eaux devra se conformer en tous points aux dispositions du Code de la Santé Publique et des règlements pris en application de celui-ci, pour ce qui concerne :

- le programme de contrôle de la qualité de l'eau ;
- la surveillance en permanence de la qualité de l'eau ;
- l'examen régulier des installations ;
- les mesures correctives, restrictions d'utilisation, interruption de distribution, dérogations ;
- l'information et conseils aux consommateurs ;
- les règles d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- les matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution ;
- l'utilisation des produits et procédés de traitement ;

- les règles particulières relatives au plomb dans les installations de distributions. A ce titre, le Syndicat des eaux devra notamment:
 - réaliser une étude de dissolution du plomb conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 novembre 2002. Celle-ci devra être transmise au préfet ;
 - informer les consommateurs du caractère agressif de l'eau distribuée et leur faire part des recommandations de consommation, de remplacement des canalisations en plomb et de mise en conformité des installations intérieures par rapport à la réglementation sanitaire ;
 - procéder à un inventaire des canalisations, branchements publics en plomb et réseaux intérieurs en plomb des lieux ouverts au public relevant de sa responsabilité et à l'identification des changements prioritaires à effectuer dans tous les lieux publics recevant des enfants en bas âge et des populations sensibles. Les résultats, mis à jour annuellement, de ce recensement et des actions entreprises doivent être adressés au préfet.

Article 6-3 : Contrôle sanitaire

Le Syndicat des eaux devra se conformer en tous points au programme de contrôle de la qualité de l'eau défini en annexe du Code de la Santé Publique et tel que précisé par l'arrêté préfectoral relatif aux conditions de réalisation du contrôle sanitaire dans le département de l'Aisne.

Les frais d'analyse et les frais de prélèvement seront supportés par l'exploitant, selon des tarifs et des modalités fixées par arrêté des ministres chargés de la santé, de l'économie, de la consommation et des collectivités territoriales.

Le Syndicat des eaux tiendra à jour un registre des visites et un carnet sanitaire qui seront tenus à la disposition des agents chargés du contrôle.

Un tableau récapitulatif des résultats analytiques de la surveillance de la qualité des eaux réalisée par le gestionnaire de l'installation devra être transmis, sur sa demande, à l'autorité sanitaire.

Article 6-4 : Qualité de l'eau

La qualité des eaux prélevées, traitées et distribuées doit répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et à tous règlements existants ou à venir.

Tout dépassement significatif d'une limite de qualité des eaux brutes fixées par le Code de la Santé Publique entraîne la révision de la présente autorisation.

Si une évolution défavorable et notable de la qualité des eaux brutes est observée, la recherche des causes de contamination doit être entreprise et les mesures de prévention mises en place. Lorsqu'une interconnexion existe, celle-ci doit être mise en œuvre dans les meilleurs délais.

Le préfet se réserve le droit, à tout moment, selon les résultats des analyses :

- d'augmenter ou de diminuer la fréquence du contrôle sanitaire ;
- d'imposer la mise en place de traitement complémentaire ;
- de suspendre l'utilisation de cette eau en vue de la consommation humaine.

L'utilisation d'eau devenue impropre à la production d'eau en vue de la consommation humaine est interdite.

Article 6-5 : Installation de traitement

L'eau destinée à la consommation humaine, à partir de cet ouvrage, et avant distribution subira un traitement de déferrisation et de désinfection après mélange avec l'eau de la source de Belle Fontaine.

Des dispositifs, destinés à contrôler les processus de la filière de traitement, et notamment certains paramètres doivent être installés dès la mise en service de l'installation.

Les taux de traitement des différents produits utilisés, ainsi que les résultats des mesures de surveillance de la qualité des eaux seront conservés pendant 3 ans et regroupés dans un cahier d'exploitation. Ce cahier sera tenu à la disposition du service chargé du contrôle.

ARTICLE 7 : PERIMETRES DE PROTECTION

Il est établi, autour de l'ouvrage précité à l'article 1, les périmètres de protection délimités conformément aux plans annexés avec les servitudes suivantes, prononcées sur les parcelles incluses dans chacun des périmètres.

Tout déversement de produit susceptible de nuire à la qualité des eaux souterraines doit être immédiatement déclaré au maire de la commune, à l'exploitant de l'ouvrage, à l'autorité sanitaire et au service chargé de la police des eaux souterraines.

Tout projet, dans les limites des périmètres de protection devra être porté à la connaissance du préfet qui se réserve le droit de consulter un hydrogéologue agréé, aux frais de l'intéressé, afin de s'assurer de sa compatibilité par rapport à la préservation de la qualité des eaux.

Article 7-1 : PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Ce périmètre sert à éviter toute contamination directe de l'eau prélevée dans l'ouvrage.

La parcelle de terrain délimitée par ce périmètre (parcelle cadastrée n° AH-59) doit être la propriété exclusive de la commune ou du Syndicat des eaux. Elle devra être entourée d'une clôture grillagée élevée à deux mètres de hauteur. L'accès doit se faire par une porte munie d'un système de fermeture à clef.

La surface extérieure de la station de pompage sera maintenue en herbe et régulièrement entretenue par fauchage saisonnier. La plantation d'arbres ou d'arbustes à feuilles persistantes sur le pourtour de ce périmètre est autorisée.

L'utilisation et le stockage de produits phytosanitaires, d'engrais ainsi que toutes activités autres que celles nécessitées par la présence du captage, sont interdites.

Aucune servitude de droit de passage, vis à vis de tiers, ne peut-être accordée ou maintenue.

Article 7-2 : PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Ce périmètre, adapté à l'importance de l'exploitation et aux paramètres hydrogéologiques locaux, définit une zone de protection permettant de mettre le captage à l'abri des contaminations bactériologiques et à le prémunir contre toutes activités susceptibles de nuire rapidement à la qualité des eaux souterraines.

Prescriptions relatives aux activités existantes et futures

Sont interdites :

- l'épandage de fumier, de lisier, de matières de vidange et de boues de station d'épuration, compost urbains et déchets végétaux ;
- l'épandage de produits ou sous-produits industriels ;
- le stockage de matières fermentescibles destinées ou non à l'alimentation du bétail ;
- le stockage d'engrais organiques ou chimiques, et de tout produit ou substance destinée à la fertilisation des sols et à la lutte contre les ennemis des cultures ;

- le brûlage des emballages des produits de supports de cultures et produits anti-parasitaires ;
- le nettoyage des récipients et citernes ayant contenu des produits de supports de cultures et produits anti-parasitaires ;
- la suppression des prairies permanentes ;
- le défrichement ou le déboisement, la coupe ou l'abattage d'arbres, d'arbrisseaux et arbustes (sauf opérations d'entretien ou type d'exploitations soumises à un régime de déclaration ou d'autorisation au titre d'une autre réglementation) ;
- l'extension de carrières, gravières, ballastières et toutes autres excavations ;
- le remblaiement des carrières et excavations existantes, à l'aide de matériaux susceptibles de polluer les eaux souterraines ;
- l'abandon ou le stockage de déchets domestiques ou industriels même temporaires ;
- le déversement ou le rejet de tous produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines ;
- l'infiltration d'eaux usées brutes d'origine domestique, agricole ou industrielle.

Sont autorisées,

en respect des prescriptions suivantes :

- le pacage des animaux s'effectuera sans apport de nourriture complémentaire à la production fourragère de la parcelle, du 01/07 au 01/10, afin d'assurer le maintien de la couverture végétale au sol ;
- l'ouverture d'excavations provisoires avec remblaiement à l'aide des matériaux extraits et remplacés dans l'ordre de leur présence dans le sol ;
- les chemins ruraux devront être entretenus régulièrement pour éviter la formation d'ornières, l'entretien ou la recharge des zones de roulement se fera en matériaux neutres ;
- les opérations de débroussaillage ;
- les pratiques culturales seront effectuées conformément aux prescriptions relatives à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (Code des bonnes pratiques agricoles, arrêté préfectoral relatif aux programmes d'actions dans les zones vulnérables).

Les autres activités seront autorisées sous réserve :

- du respect de la réglementation générale,
 - que celles-ci ne soient pas susceptibles d'entraîner une pollution de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux souterraines,
- et après avis du préfet. Celui-ci pourra, en cas de nécessité, émettre des prescriptions particulières afin de préserver la qualité des eaux souterraines.

Prescriptions relatives à la création des installations ou dispositifs suivants

sont interdits :

- les nouvelles constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles nécessaires à l'entretien ou à l'exploitation du captage ;
- les ouvrages de captage d'eau non reconnus d'utilité publique ;
- les ouvrages d'infiltration et de stockage des eaux usées d'origine domestique, agricole ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées ;
- les ouvrages de transport des eaux usées, qu'elles soient brutes ou épurées ;
- les fossés ou bassins d'infiltration des eaux routières ou en provenance d'importantes surfaces imperméabilisées (surface > à 1000 m²) ;
- les mares et étangs ;
- les canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ;
- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques ;
- les dépôts de déchets domestiques, industriels et de produits radioactifs, même temporaires ;
- les dépôts de produit et matière susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ;
- les terrains aménagés ou non pour l'accueil des campeurs et des caravanes ;
- les cimetières ;
- les nouvelles voies de communication routières, fluviales et ferroviaires ;
- les carrières, gravières, ballastières.

sont autorisés,

en respect des prescriptions suivantes :

- les abreuvoirs et abris pour animaux seront installés, dans les parcelles considérées, à la distance la plus éloignée possible par rapport au périmètre de protection immédiate ;
- les nouvelles voies de communication routières : les eaux collectées seront évacuées hors des limites de ce périmètre et en aval du captage ;
- la modification des voies de communication routières : les eaux collectées seront évacuées hors des limites de ce périmètre et en aval du captage ;
- les opérations de curage des fossés existants et la création de nouveaux fossés : mise en place de matériaux compactés, de perméabilité inférieure à 1.10^{-8} m/s sur 20 cm d'épaisseur minimum ou utilisation de matériaux de qualité similaire.

Les autres installations ou dispositifs seront autorisés, sous réserve :

- du respect de la réglementation générale,
 - que leur destination ou leur utilisation puissent respecter les prescriptions du présent arrêté,
 - que des dispositifs, si nécessaire, soient mis en place afin que les activités ne puissent entraîner une pollution de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux souterraines,
- et après avis du préfet. Celui-ci pourra, en cas de nécessité, émettre des prescriptions particulières afin de préserver la qualité des eaux souterraines.

Article 7-4 : Pour les activités, dépôts et installations existants sur les terrains compris dans les périmètres de protection, à la date du présent arrêté, il devra être satisfait aux obligations prévues aux articles 7-1 à 7-3 dans le délai de deux ans à compter de la date de notification de cet arrêté.

Les propriétaires des terrains précités devront subordonner la poursuite de leur activité au respect des obligations imposées.

Article 7-5 : TRAVAUX NECESSAIRE A LA PROTECTION DE LA RESSOURCE

Le Syndicat des eaux devra procéder, dans le délai de deux ans à compter de la date de signature de cet arrêté, à la mise en place d'une clôture de 2 mètres de hauteur et d'un portail fermant à clef.

Une déclaration d'achèvement de travaux sera transmise au préfet.

ARTICLE 8 : Toute modification notable apportée à l'ouvrage ou aux installations de prélèvement, à leur localisation, leur mode d'exploitation, aux caractéristiques principales du prélèvement lui-même (débit, volume, période), tout changement de type de moyen de mesure ou de mode d'évaluation de celui ci, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

Toute modification significative susceptible d'intervenir sur les installations de stockage, de traitement ou de distribution doit faire l'objet d'une déclaration, au préalable, au préfet, accompagnée d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

Le Syndicat des eaux aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

Le préfet fera connaître si ces modifications sont compatibles avec la présente autorisation et la réglementation en vigueur ou si une nouvelle demande devait être déposée.

ARTICLE 9 : Le Syndicat des eaux ne pourra s'opposer ou solliciter une quelconque indemnité, ni dédommagement et en particulier pour les investissements qu'elle aurait réalisés si le préfet reconnaît nécessaire de retirer, suspendre ou modifier la présente autorisation :

- en cas de non-respect des dispositions de la présente autorisation,
- dans l'intérêt de la santé publique,
- pour prévenir ou faire cesser tout risque pour la sécurité publique,
- en cas de menace majeure pour la nappe phréatique,
- lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier,
- dans le cadre des mesures prises au titre de la réglementation relative à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

ARTICLE 10 : Sont instituées au profit du Syndicat des eaux les servitudes ci-dessus grevant les terrains compris dans les périmètres de protection délimités conformément aux plans annexés au présent arrêté.

Le Syndicat des eaux indemniserà, les propriétaires, les détenteurs de droit d'eau et autres usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causé par la dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection du captage cité à l'article 1, conformément au Code de l'Expropriation.

ARTICLE 11 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues:

- par l'article L.1324 du Code de la Santé Publique,
- par l'article L.216-1, L.216-6 et suivants du Code de l'Environnement.

ARTICLE 12 : Les dispositions du présent arrêté seront annexées au Plan Local d'Urbanisme ou à la Carte Communale en cours d'élaboration ou à venir, de la commune d'Arcy-Sainte-Restitue.

ARTICLE 13 : En matière de voies et délai de recours, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif d'Amiens, sis 14 rue Lermerchier:

- par le demandeur, dans les deux mois qui suivent sa notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 14 : Le présent arrêté sera opposable après avoir été :

- affiché, pendant deux mois, en mairie d'Arcy-Sainte-Restitue ;
- notifié individuellement, par lettre recommandée avec accusé de réception, aux propriétaires des terrains compris dans lesdits périmètres de protection ;
- inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

Par ailleurs, une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux.

ARTICLE 15 : l'arrêté préfectoral, en date du 16 janvier 1995, relatif à l'autorisation d'utiliser pour la consommation humaine l'eau du captage 0130-4X-0090 sis à Arcy-Sainte-Restitue, est abrogé.

ARTICLE 15 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture, le Sous-Préfet de Soissons, le Maire de la commune d'Arcy-Sainte-Restitue, le Président du Syndicat des eaux d'Arcy-Sainte-Restitue, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur des Services Vétérinaires, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Régional de l'Environnement de Picardie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à chacun d'eux.

Fait à LAON, le **29 DEC. 2008**

Pour le Préfet

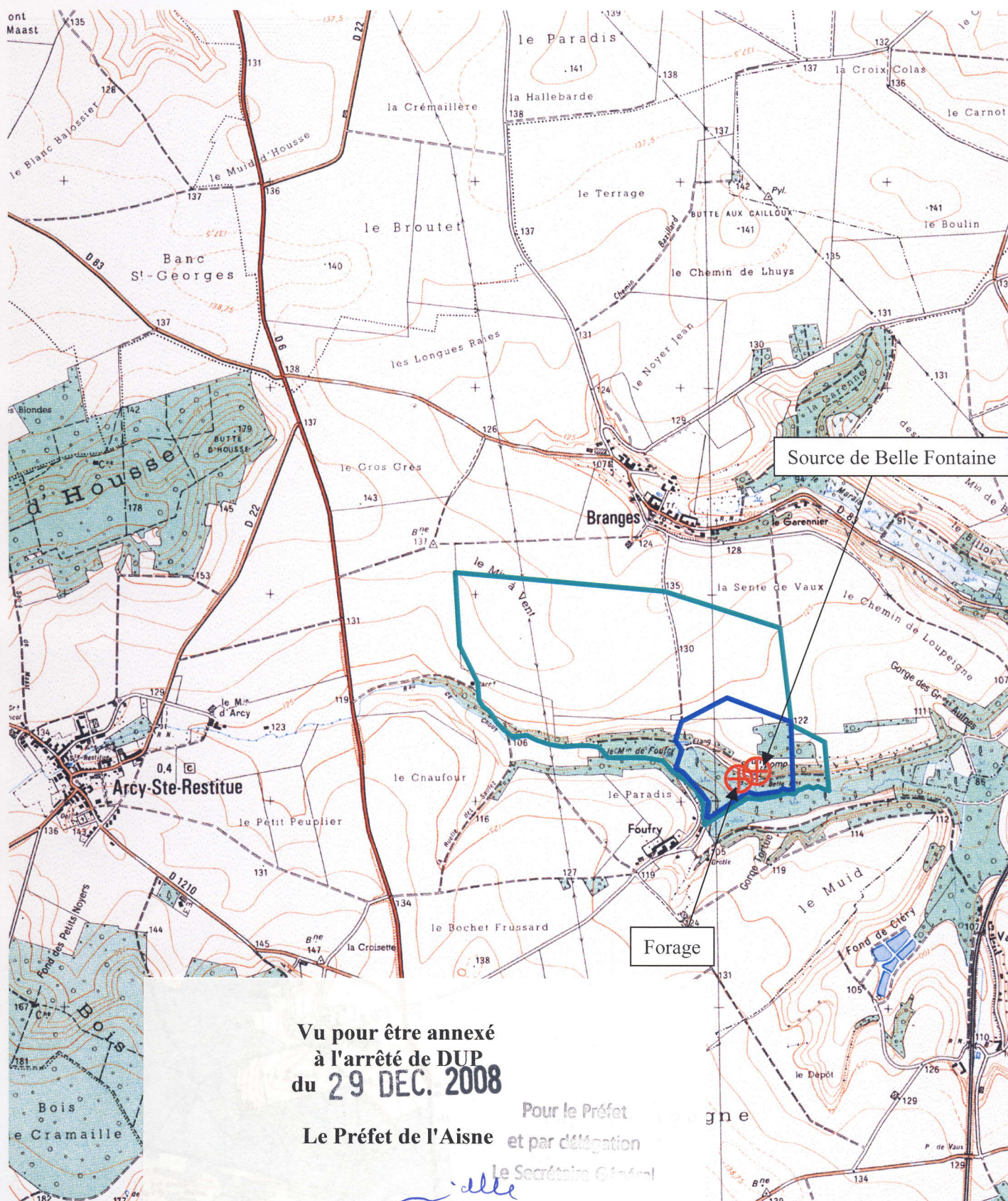
et par délégation

Le Secrétaire Général


Simone MIELLE

SE D'ARCY-SAINT-RESTITUE

PROCEDURE DE PROTECTION DES CAPTAGES SYNDICAUX

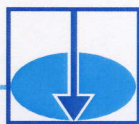


**Vu pour être annexé
à l'arrêté de DUP
du 29 DEC. 2008**

Le Préfet de l'Aisne et par délégation
Le Secrétaire Général

Simone MIELLE

-  Captage
- Périumètre de protection éloignée
- Périumètre de protection rapprochée



AMODIAG ENVIRONNEMENT

Syndicat des eaux d'Arcy-Sainte-Restitué

**DETERMINATION DES PERIMETRES DE PROTECTION DU
CAPTAGE SITUE A ARCY-SAINTE-RESTITUE (AISNE)**

=====

**Expertise d'Hydrogéologue Agréé
en matière d'hygiène publique**

=====

130 - 4 x 6090

Par
Erick CARLIER
*Hydrogéologue Agréé en matière
d'hygiène publique pour le département*

UNIVERSITE D'ARTOIS
LABORATOIRE D'HYDROGEOLOGIE
FACULTE DES SCIENCES JEAN PERRIN
Rue Jean SOUVRAZ
SP 18 62307 LENS CEDEX.

Le 30/6/05

Syndicat des eaux d'Arcy-Sainte-Restitue

Alimentation en eau potable

**DETERMINATION DES PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE SITUE A
ARCY-SAINTE-RESTITUE (AISNE)**

Indice national: 0130-4X-0090

Expertise d'Hydrogéologue Agréé
en matière d'hygiène publique.

==--==--==--==--

Suite à la désignation par Monsieur le Préfet du Département de l'Aisne, Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, je me suis rendu le 29/6/05 à Arcy-Sainte-Restitue pour effectuer sur place l'étude pour la protection du captage d'alimentation d'eau potable. Une réunion technique et administrative s'est tenue en mairie à la même date.

Cette expertise s'appuie sur les recherches sur dossiers en archive, la visite des lieux, sur le dossier technique élaboré par le bureau d'étude AMODIAG ENVIRONNEMENT qui m'a été remis en mars 2004 et se substitue à tout rapport établi antérieurement sur ce sujet.

Sont joints en annexe:

Annexe 1 : Localisation et report succinct des périmètres sur fond topographique au 1/25000

Annexe 2: caractéristiques géographiques, géologiques, hydrogéologiques, bactériologiques, physico-chimiques et environnementales du captage et de l'eau pompée

Annexe 3 : limites des périmètres de protection sur fond topographique au 1 /2000 .

I- CARACTERISTIQUES DE LA NAPPE ET DU CAPTAGE.

Les principales caractéristiques de la nappe et de l'ouvrage sont résumées dans l'annexe 2 à laquelle je renvoie.

La nappe captée est contenue dans les sables de Cuise. Elle est captive sous les argiles de Laon. Le niveau statique était à une profondeur 2.25 m en 1992. Le sens d'écoulement souterrain est dirigé vers le Nord-Est.

La nappe est alimentée par la pluie efficace (partie de la pluie disponible pour l'infiltration, essentiellement en période hivernale, non évapotranspirée directement dans l'atmosphère ou par l'intermédiaire de la végétation) depuis la surface du sol. Les zones d'alimentation sont situées à l'Est et au Nord des bassins hydrographiques de l'Aisne et de la Vesle.

L'ouvrage, créé en 1992, a une profondeur de 65 m environ. Les besoins à prendre en compte sont 450 m3/j, 40 m3/h et 110 000 m3/an. Ces besoins intègrent l'hypothèse pessimiste d'un abandon à terme de l'exploitation de la source voisine.

II- VULNERABILITE DE LA NAPPE.

La vulnérabilité est l'ensemble des caractéristiques d'un aquifère et des formations qui le recouvrent, déterminant la plus ou moins grande facilité d'accès puis

de propagation d'une substance dans l'eau circulant dans les pores ou fissures du terrain. La nappe est captive ; elle bénéficie d'un recouvrement argileux d'une bonne douzaine de mètres et est donc très peu vulnérable vis à vis des pollutions superficielles.

III. ENVIRONNEMENT

L'environnement proche est constitué par des prairies et des bois. L'habitation la plus proche est située à 200m au Sud-Ouest du captage.

IV. QUALITE DE L'EAU

La concentration actuelle en nitrates est nulle. La présence de fer est naturelle (0.1 mg/l, norme : 0.2 mg/l). Il y a eu présence de coliformes et streptocoques en septembre 1992, février 1994, janvier 2003.

V- DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION ET PRESCRIPTIONS

Les périmètres de protection sont établis conformément à l'article L 1321-2 du code de la Santé Publique et son décret d'application (décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001). Ils sont définis comme suit en fonction des caractéristiques géologiques, hydrogéologiques, bactériologiques et physico-chimiques mentionnées dans l'annexe 2 ainsi qu'en tenant compte de l'environnement et des risques potentiels de pollution.

1- PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE (limite sur le plan en annexe 3)

Il doit être acquis en pleine propriété par l'exploitant, clôturé et interdit d'accès à toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien de l'ouvrage.

En particulier, tout épandage d'engrais, produits chimiques ou phytosanitaires y est interdit. L'accès du périmètre de protection immédiate est interdit aux personnes non mandatées par le propriétaire du (des) captage(s). Cet accès est réservé à l'entretien du captage et de la surface du périmètre de protection immédiate.

Est interdit dans ce périmètre le stockage de matériels et matériaux même réputés inertes.

Dans le cas où un transformateur électrique équiperait les captages, on veillera à sa compatibilité avec le règlement sanitaire.

L'aire de ce périmètre pourra être plantée d'arbres.

2- PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE (limite sur le plan en annexe 3)

Dans ce périmètre seront interdits:

- Le forage de puits, autres que ceux nécessaires à l'alimentation en eau potable et à la surveillance de la qualité de l'eau souterraine.
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou d'excavations autres que carrières
- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes, sauf cas exceptionnel par des matériaux adéquats après avis de l'administration compétente.
- l'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.
- L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.
- Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature

- L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle et de tous les produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux.
- L'épandage de sous-produits urbains et industriels (boues de station d'épuration, matières de vidange...)
- L'épandage de fumier
- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols et à la lutte contre les ennemis des cultures.
- Le retournement des pâtures existantes.
- L'implantation de nouveaux bâtiments d'élevage.
- Le camping même sauvage et le stationnement de caravanes, ainsi que toute habitation temporaire de loisir.
- L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau.
- La création et l'agrandissement de cimetière.
- La création de nouvelles voies de communication à grande circulation.
- Le défrichement, sauf pour l'entretien des bois et espaces boisés.
- La création de mares ou d'étangs
- Toute activité industrielle nouvelle.
- La réalisation de fossés ou de bassins d'infiltration des eaux routières ou en provenance d'importantes surfaces imperméabilisées.

Dans ce périmètre, peuvent être spécifiquement réglementés:

- Les pratiques culturales de manière à ce qu'elles soient compatibles avec le maintien de la qualité des eaux souterraines (respect du code des bonnes pratiques agricoles)
- Le pacage des animaux de manière à ne pas détruire la couverture végétale.
- L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter au point le plus éloigné du captage)
- La modification des voies de communications existantes ainsi que leurs conditions d'utilisation.

3- PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE (limite sur le plan en annexe 3)

La bonne protection naturelle dispense la mise en place d'un tel périmètre.

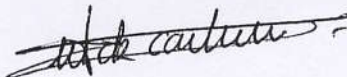
VI- CONCLUSION

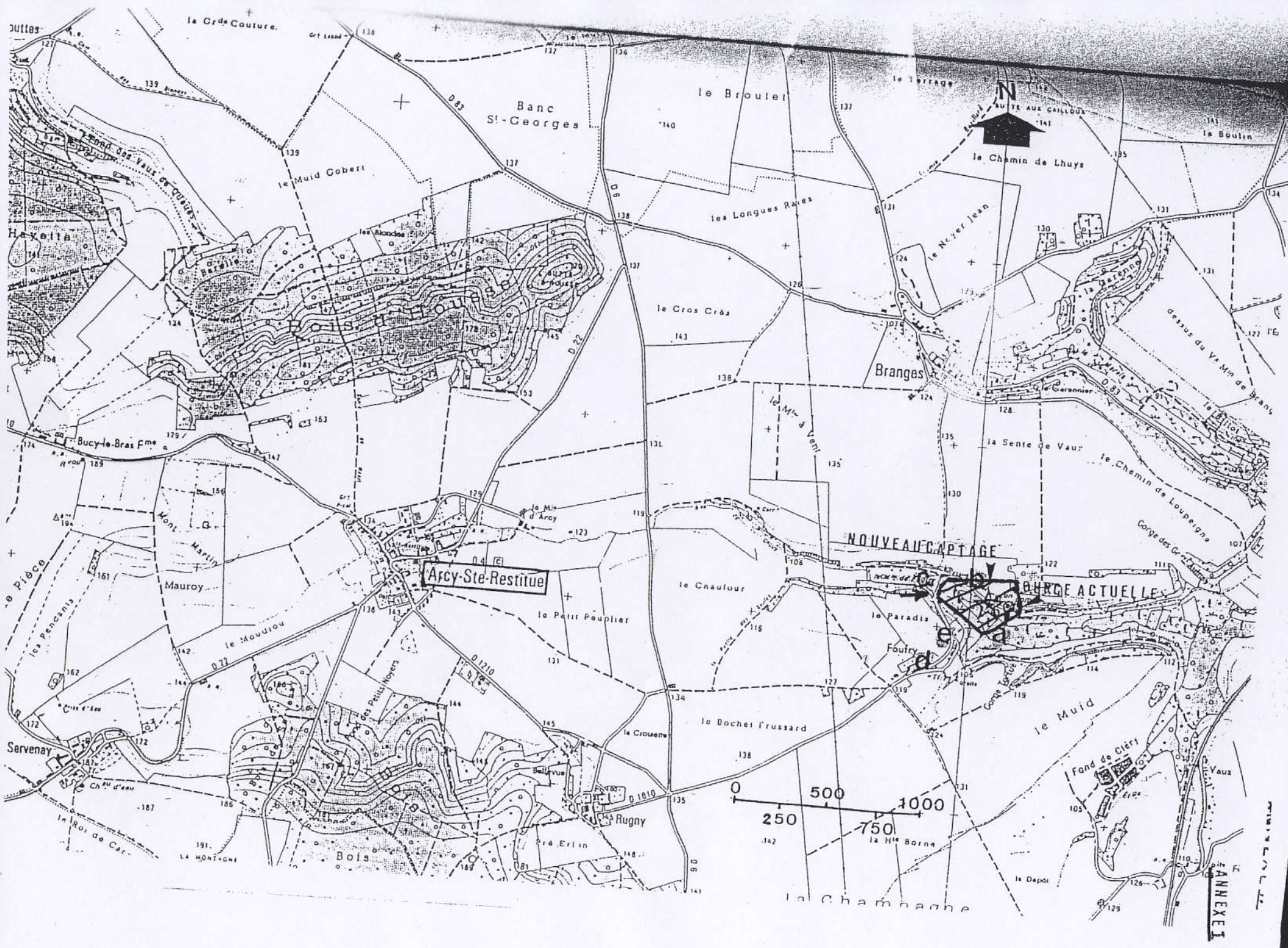
Je donne un avis favorable sur l'exploitation du captage, associé aux périmètres de protection définis dans ce rapport. Une clôture de 2 m de hauteur devra être installée et munie d'un portail cadénassé.

Lens, le 30/6/05

E. CARLIER

Hydrogéologue Agréé en matière
d'hygiène publique pour le département





ANNEXE I

ANNEXE 2

I- SITUATION DU CAPTAGE

Commune : Arcy-Sainte-Restitué

lieu-dit: Foufry

parcelle cadastrale: section AH parcelle N°19

Indice national: 0130-4X-0090

coordonnées Lambert:

x= 685.25

y= 173.13

Altitude (N.G.F): z= 101m

site topographique : pied de versant en bordure de la vallée du ruisseau de Crouy

Carte géologique au 1/50 000: Fère-en-Tardenois

II CRACTERISTIQUES TECHNIQUES/EXPLOITATION

nature de l'ouvrage: forage

profondeur: 65 m

exécuté en: 1992, crépiné de 15 à 60 m

niveau statique: 2 ;250m en 1992

essai de débit m³/h : 25.5 48.5 77.8 96.5 79(pdt 24 heures)

rabattement m: 3.83 7.6 12.7 15.73 13.65

Débit d'exploitation: 40 m³/h

Débit pris en compte pour réaliser les calculs: 450 m³/j

III- GEOLOGIE

0 à 3 m : remblais et alluvions

3 m à 4 m : calcaire grossier du Lutétien

4 m à 13 m : argile de Laon du Cuisien

13 m à 49 m : sables du Cuisien

49 m à 65 m : argiles du soissonnais du Sparnacien

IV- HYDROGEOLOGIE

natures et épaisseurs des couches non saturées: /

nature de la couche aquifère: sable du Cuisien

épaisseur de la couche mouillée: 36 m environ

profondeur du niveau statique: 2.250 m

régime: captif

substratum imperméable: argiles du Sparnacien

alimentation: pluie efficace

écoulement: vers le Nord-Est.

gradient de la nappe:/

transmissivité: 3. 10⁻³ m²/s

coefficient d'emmagasinement : 0.5%

Calcul du rayon d'action:

$$r = 2,764 \cdot \sqrt{\frac{Q \cdot t}{e \cdot m}}$$

r: rayon d'action

Q: débit en m³/h (18.75 m³/h soit 450 m³/j)
 t: 50 jours
 e: épaisseur productrice (estimée à 36m)
 m: porosité cinématique (1 %)
 r= 141 m

V- ENVIRONNEMENT

L'environnement proche est constitué par des prairies et des bois. L'habitation la plus proche est située à 200m au Sud-Ouest du captage.

VI- QUALITE DES EAUX

A- Qualité bactériologique

L'analyse bactériologique de l'eau renseigne sur la présence ou non d'une pollution fécale:

- plus ou moins lointaine en cas de présence de streptocoques fécaux
- très proche dans le temps et donc dans l'espace lorsqu'il y a présence d'*Escherichia coli* et de bactéries coliformes.

- *Bactérie coliforme*: micro-organisme commun dans l'appareil intestinal de l'homme et des animaux à sang chaud. Les bactéries coliformes servent généralement d'indicateurs de la présence possible de bactéries nocives car, là où elles se trouvent, on peut supposer que des bactéries de la typhoïde, de la dysenterie et autres bactéries nocives de l'appareil intestinal, peuvent être présentes.

- *Escherichia coli*: type de bactérie coliforme qui peut infester le système urinaire de l'homme et provoquer la cystite.

- *Bacillus coli fécal*, coliforme fécal: termes d'ensemble pour désigner les bactéries dont l'habitat naturel est l'appareil intestinal de l'homme et des animaux.

- *Streptocoque fécal*: bactérie qui entraîne la dissolution des globules rouges des animaux supérieurs. Le terme général est entérocoque.

analyses effectuées par le laboratoire d'hydrologie de l'Aisne à Belleu (1992-2003)

coliformes et streptocoques en septembre 92, février 94 et janvier 2003

B- Qualité physico-chimique.

L'analyse physico-chimique de l'eau renseigne sur les caractéristiques du milieu naturel et la présence d'éventuelles pollutions qui résultent des activités économiques: urbaines, agricoles ou industrielles.

- *Nitrates, nitrites*: les concentrations excessives en nitrates dans l'eau d'alimentation entraînent la maladie bleue des nourissons. De plus, un certain nombre d'études épidémiologiques semblent mettre en évidence des risques de cancer liés à des concentrations trop élevées de nitrates dans les eaux.

Enfin, l'excès de nitrates peut conduire à une forte baisse de la fécondité des animaux et à des effets nocifs sur la grossesse et le fœtus.

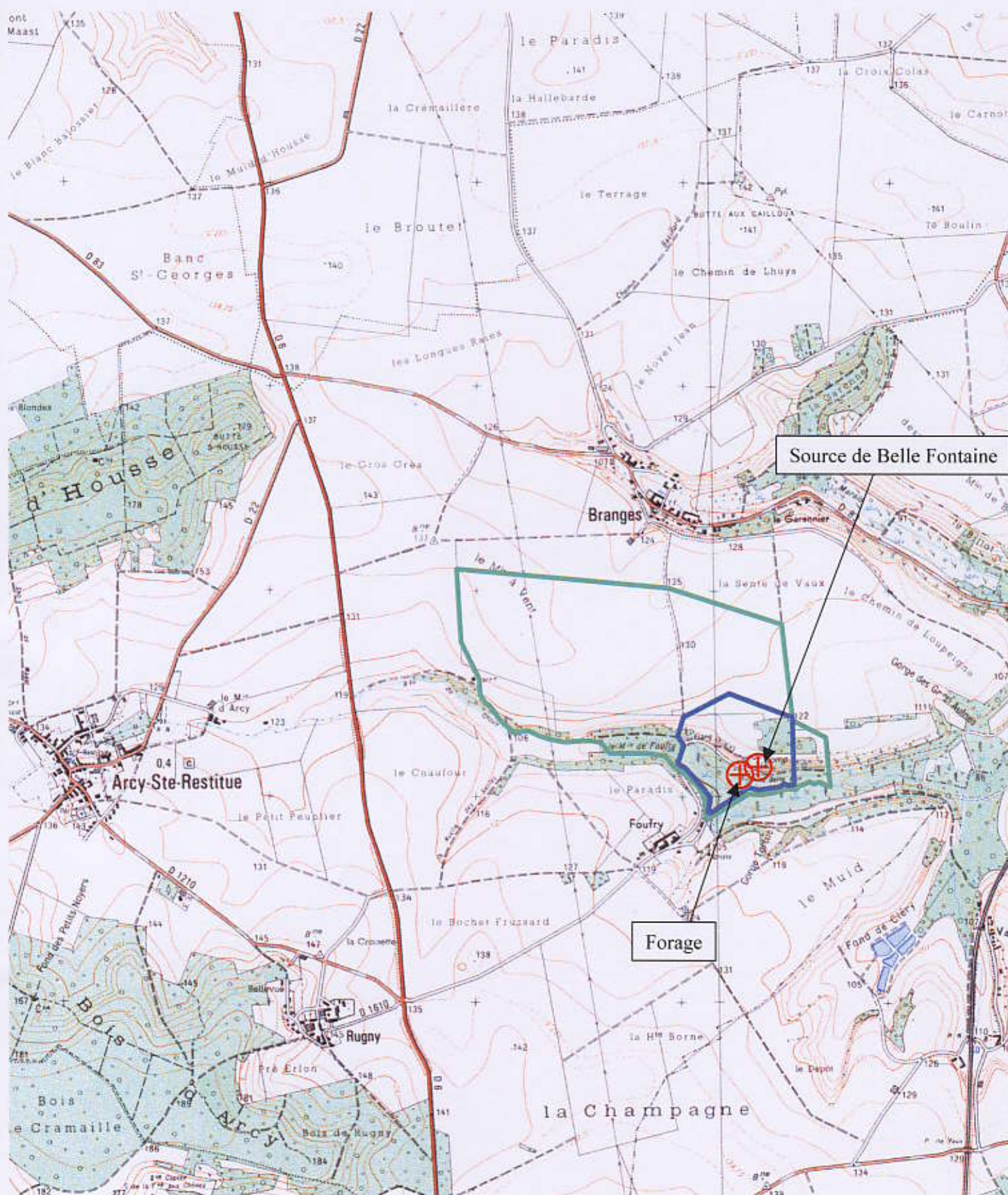
- *Sulfates*: les concentrations excessives en sulfates peuvent occasionner des troubles diarrhéiques notamment chez les enfants.

organisme ayant réalisé les analyses: laboratoire d'hydrologie de l'Aisne à Belleu (1992-2003)

	valeurs impératives à ne pas dépasser (normes CEE)	<u>Valeurs minimales</u>	<u>Valeurs maximales</u>	<u>valeurs actuelles</u>
résidu sec	1500 mg/l (séchage à 180°)	360	380	370
NO3	50 mg/l	0	0	0
NO2	0,1 mg/l	<0.02	<0.02	<0,02
SO4	250 mg/l	37.2	41	40
Cl	250 mg/l (conseillé)	8.8	9.9	9.1
NH4	0,5 mg/l	<0.02	<0.02	<0.02
Mn	0,05 mg/l	/	/	/
Fe	0,20 mg/l	0.07	0.11	0.1
F	1,50 mg/l	0.3	0.3	0.29

SE D'ARCY-SAINTE-RESTITUE

PROCEDURE DE PROTECTION DES CAPTAGES SYNDICAUX



-  Captage
-  Périmètre de protection éloignée
-  Périmètre de protection rapprochée



AMODIAG ENVIRONNEMENT

**Commune d'implantation
du captage 0130-4X-0090 :
ARCY-SAINTE-RESTITUE**

Unité de gestion :
SIAEP D'ARCY-SAINTE-RESTITUE

0 250 500 1 000 Mètres

carte éditée en mars 2007
rapport hydrogéologique de 2005

source et réalisation :
DDASS de l'Aisne

fond : SCAN 25[®] - copyright © IGN - Paris - 2003

PREFECTURE DE L' AISNE

Direction Départementale des
Affaires Sanitaires et Sociales
Pôle des Actions de Santé Publique
Service SANTE-ENVIRONNEMENT
Tél.: 03 23 21 52 31

Réf.: PREF-DUP/EAU/2008-016

ARRETE relatif à la Déclaration d'Utilité Publique de travaux de captage et de dérivation des eaux, d'autorisation d'utiliser l'eau à fin de consommation humaine, de détermination de périmètres de protection, d'institution de servitudes et mesures de police sur les terrains compris dans ces périmètres de protection.
Syndicat des Eaux d'Arcy-Sainte-Restitue .

LE PREFET DE L' AISNE

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L210-1, L211-1, L214-1, L215-13 ;

VU le Code de l'expropriation et notamment ses articles L11-2, L13-2, R11-4 à R11-14 et R11-21;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2212-1;

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L1321-2, R1321-8, R1321-13 et R1321-13-1 ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L126-1 et R126-1 et 2 ;

Vu le Code Minier et notamment son article 131 ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment les articles L1 et L3111-1 ;

VU la Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;

VU l'Ordonnance 2004-637 du 1^{er} juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre ;

VU l'Ordonnance 2005-727 du 30 juin 2005 portant diverses mesures relatives à la simplification des commissions administratives ;

VU le Décret 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le Décret 55-22 du 4 janvier 1955, portant réforme de la publicité foncière et le Décret d'application 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le Décret du Président de la République du 09 juillet 2007 nommant Stéphane FRATACCI, Préfet de l' Aisne ;

VU l'Arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU l'Arrêté préfectoral du 24 octobre 2003 relatif aux conditions de réalisation du contrôle sanitaire ;

VU l'Arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2004, relatif au programme d'actions à mettre en œuvre dans le département de l'Aisne en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'Arrêté préfectoral du 27 décembre 1978 modifié relatif au Règlement Sanitaire Départemental ;

VU l'Arrêté préfectoral du 2 janvier 2006 portant répartition des compétences en matière de police de l'eau et des milieux aquatiques et de police de la pêche ;

VU la Circulaire du 24 juillet 1990, relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie, approuvé par le Préfet, coordonnateur de bassin, le 20 septembre 1996 ;

VU la délibération du conseil syndical des eaux d'Arcy-Sainte-Restitue , en date du 03 septembre 2002 ;

VU le rapport de Monsieur Erick CARLIER, Hydrogéologue agréé, en date du 30 juin 2005 ;

VU l'Arrêté préfectoral, en date du 02 septembre 2008, portant ouverture d'enquêtes publiques ;

VU les dossiers d'enquête publique et parcellaire ;

VU les conclusions et l'avis émis par le Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU le rapport et l'avis favorable de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU l'avis favorable de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis de la Commission Départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologique (CODERST) du 19 décembre 2008 ;

Considérant que la qualité des eaux souterraines doit être sauvegardée et que la préservation des ouvrages de pompage d'eaux destinées à la consommation humaine est impérative ;

Considérant que ces opérations sont soumises à déclaration au titre des rubriques 1.1.1.0 et 1.1.2.0 du code de l'environnement ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que l'usage de l'eau est soumis à autorisation en application du code de la santé ;

Considérant que la dérivation des eaux souterraines, entreprise dans un but d'intérêt général par une collectivité publique ou son concessionnaire, est autorisée par un acte déclarant d'utilité publique les travaux en application de l'article L.215-13 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 : Sont déclarés d'utilité publique au profit du Syndicat des eaux d'Arcy-Sainte-Restitue, la dérivation d'une partie des eaux souterraines, les travaux du captage et ceux liés à sa protection ainsi que les trois périmètres de protection instaurés autour de l'ouvrage de prélèvement sis sur la parcelle cadastrée AE-26 du territoire de la commune d'Arcy-Sainte-Restitue, référencé :

indice de classement national : 0130-4X-0065

coordonnées Lambert 1 : X : 685.370 Y : 173.100 Z : + 100

coordonnées Lambert 2 : X : 685.449 Y : 2473.342 Z : + 100

ARTICLE 2 : Autorisation de prélèvement

Article 2-1 : Le Syndicat des eaux d'Arcy-Sainte-Restitue est autorisé à dériver les eaux souterraines à partir de l'ouvrage cité à l'article 1.

Le volume annuel prélevé ne pourra excéder 100 000 m³.

Article 2-2 : La présente autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Avant l'expiration de la présente autorisation, la commune, si elle souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis dans le Code de l'Environnement.

Article 2-3 : Le Syndicat des eaux devra permettre à toute autre collectivité dûment autorisée par arrêté préfectoral d'utiliser l'ouvrage susvisé par le présent arrêté en vue de la dérivation des eaux à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront en charge tous les frais d'installation de leurs propres installations sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation.

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Le préfet sera informé, dans les plus brefs délais, de tout incident risquant de compromettre la qualité de l'eau, même temporairement.

ARTICLE 3 : Ouvrage et installation de prélèvement

Article 3-1 : Conditions de réalisation et d'équipement de l'ouvrage

Afin d'éviter les infiltrations d'eau depuis la surface, la réalisation de l'ouvrage doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace inter annulaire, compris entre le cuvelage et les terrains forés, sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Cette cimentation doit être réalisée par injection sous pression par le bas durant l'exécution du forage. Un contrôle de qualité de la cimentation doit être effectué ; il comporte à minima la vérification du volume du ciment injecté. Lorsque la technologie de foration utilisée ne permet pas d'effectuer une cimentation par le bas, d'autres techniques peuvent être mises en œuvre sous réserve qu'elles assurent un niveau équivalent de protection des eaux souterraines.

Un même ouvrage ne peut en aucun cas permettre le prélèvement simultané dans plusieurs aquifères distincts superposés.

Afin d'éviter tout mélange d'eau entre les différentes formations aquifères rencontrées, si l'ouvrage traverse plusieurs formations aquifères superposées, sa réalisation doit être accompagnée d'un aveuglement successif de chaque formation aquifère non exploitée par cuvelage et cimentation.

Il sera réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.

La tête de l'ouvrage s'élève au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,20 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur comptée à partir du niveau du terrain naturel.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête de l'ouvrage. Il doit permettre un parfait isolement de l'ouvrage des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles.

En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur de l'ouvrage est interdit par un dispositif de sécurité.

Les conditions de réalisation et d'équipement de l'ouvrage doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

Article 3-2 : Conditions d'exploitation

Un système permettant d'afficher, en permanence ou pendant toute la période de prélèvement, les références de l'arrêté préfectoral d'autorisation sera installé.

Le préfet sera informé, dans le délai d'un mois, de tout changement d'exploitant et/ou de mode d'exploitation.

Le Syndicat des eaux prend toutes les dispositions nécessaires, notamment par l'installation de bacs de rétention ou d'abris étanches, en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par des produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

L'ouvrage sera régulièrement entretenu de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine.

Chaque installation de prélèvement doit permettre le prélèvement d'échantillons d'eau brute.

Article 3-3 : Conditions d'arrêt d'exploitation des ouvrages et installations de prélèvement

Durant les périodes de non-exploitation et en cas de délaissement provisoire :

- les installations et ouvrages de prélèvement sont soigneusement fermés ou mis hors service afin d'éviter tout mélange ou pollution des eaux par la mise en communication des eaux de surface et notamment de ruissellement,

- les produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont évacués du site ou confinés dans un local étanche.

En cas de cessation définitive des prélèvements :

- le Syndicat des eaux en fait la déclaration auprès du préfet au plus tard dans le mois suivant la décision de cessation définitive des prélèvements.

- les produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, les pompes et leurs accessoires sont définitivement évacués du site.

- L'ouvrage ne pourra être comblé qu'après avis de la Direction Régionale de l'Industrie et de l'Environnement (DRIRE), celui-ci pouvant représenter un intérêt particulier ou collectif dans le cadre d'un réseau de surveillance pour le suivi des nappes, de l'environnement ou de la qualité des eaux. Les travaux éventuels de remise en état des lieux sont portés à la connaissance du préfet un mois avant leur démarrage.

ARTICLE 4 : Conditions de suivi et de surveillance des installations

Le Syndicat des eaux s'assure de l'entretien régulier de l'ouvrage utilisé pour les prélèvements, de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle ou souterraine.

L'ouvrage et les installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façon à éviter le gaspillage d'eau. A ce titre, le Syndicat des eaux prend des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages de dérivation, des réseaux et installations alimentés par le prélèvement dont elle a la charge.

Tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont déclarés au préfet dans les meilleurs délais.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le Syndicat des eaux doit prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou l'accident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

Le Syndicat des eaux est tenu de laisser libre accès, aux installations, aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L.216-4 du Code de l'Environnement, L.1324-1 du Code de la Santé Publique et aux officiers de police judiciaire.

ARTICLE 5 : Conditions de suivi et de surveillance des prélèvements

Le Syndicat des eaux surveille régulièrement les opérations de prélèvements par pompage.

Compte tenu de la présence de plusieurs points de prélèvement, dans cette même ressource et convergent vers l'unique réseau, un compteur volumétrique, après la pompe ou à l'entrée du réseau, sera installé. Ce compteur doit tenir compte de la qualité de l'eau prélevée, des conditions d'exploitation et notamment du débit moyen et maximum de prélèvement et de la pression du réseau à l'aval de l'installation de pompage. Le choix et les conditions de montage doivent permettre de garantir la précision des volumes mesurés.

Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Toute modification ou tout changement de type de moyen de mesure ou d'évaluation par un autre doit être préalablement porté à la connaissance du préfet.

Le Syndicat des eaux consigne sur un registre ou un cahier, les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement, ci-après :

- les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile (ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvement saisonnier) ;

- les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ;

- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation ;

Ce registre ou ce cahier est tenu à la disposition des agents chargés du contrôle ; les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans.

ARTICLE 6 : Eaux destinées à la consommation humaine

Article 6-1 : Autorisations

Article 6-1-1 : Autorisation consommation humaine

Le Syndicat des eaux d'Arcy-Sainte-Restitue est autorisé à utiliser cette eau en vue de la consommation humaine.

Article 6-1-2 : Autorisation de distribution

Le Syndicat des eaux d'Arcy-Sainte-Restitue est autorisé à distribuer l'eau au public.

En l'absence de mise en service de l'installation dans un délai de cinq ans à compter de la notification de l'autorisation mentionnée à l'article 6-1-1, l'autorisation est réputée caduque.

Article 6-1-3 : validité des autorisations

Toute modification significative susceptible d'intervenir sur les installations de pompage, de stockage, de traitement ou de distribution devra faire l'objet d'une déclaration, au préalable, au préfet, accompagnée d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

Le préfet fera connaître si ces modifications sont compatibles avec la présente autorisation et la réglementation en vigueur ou si une nouvelle demande devait être déposée.

La mise en service d'une nouvelle ressource en eau de substitution ou en mélange, même temporaire, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du préfet. Cette nouvelle ressource ne peut avoir pour effet d'accroître directement ou indirectement la dégradation de la qualité actuelle.

Le Syndicat des eaux aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

Article 6-2 : Conditions d'exploitation

Le Syndicat des eaux devra se conformer en tous points aux dispositions du Code de la Santé Publique et des règlements pris en application de celui-ci, pour ce qui concerne :

- le programme de contrôle de la qualité de l'eau ;
- la surveillance en permanence de la qualité de l'eau ;
- l'examen régulier des installations ;
- les mesures correctives, restrictions d'utilisation, interruption de distribution, dérogations ;
- l'information et conseils aux consommateurs ;
- les règles d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- les matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution ;
- l'utilisation des produits et procédés de traitement ;
- les règles particulières relatives au plomb dans les installations de distributions. A ce titre, le Syndicat des eaux devra notamment :
 - réaliser une étude de dissolution du plomb conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 novembre 2002. Celle-ci devra être transmise au préfet ;
 - informer les consommateurs du caractère agressif de l'eau distribuée et leur faire part des recommandations de consommation, de remplacement des canalisations en plomb et de mise en conformité des installations intérieures par rapport à la réglementation sanitaire ;
 - procéder à un inventaire des canalisations, branchements publics en plomb et réseaux intérieurs en plomb des lieux ouverts au public relevant de sa responsabilité et à l'identification des changements prioritaires à effectuer dans tous les lieux publics recevant des enfants en bas âge et des populations sensibles. Les résultats, mis à jour annuellement, de ce recensement et des actions entreprises doivent être adressés au préfet.

Article 6-3 : Contrôle sanitaire

Le Syndicat des eaux devra se conformer en tous points au programme de contrôle de la qualité de l'eau défini en annexe du Code de la Santé Publique et tel que précisé par l'arrêté préfectoral relatif aux conditions de réalisation du contrôle sanitaire dans le département de l'Aisne.

Les frais d'analyse et les frais de prélèvement seront supportés par l'exploitant, selon des tarifs et des modalités fixées par arrêté des ministres chargés de la santé, de l'économie, de la consommation et des collectivités territoriales.

Le Syndicat des eaux tiendra à jour un registre des visites et un carnet sanitaire qui seront tenus à la disposition des agents chargés du contrôle.

Un tableau récapitulatif des résultats analytiques de la surveillance de la qualité des eaux réalisée par le gestionnaire de l'installation devra être transmis, sur sa demande, à l'autorité sanitaire.

Article 6-4 : Qualité de l'eau

La qualité des eaux prélevées, traitées et distribuées doit répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et à tous règlements existants ou à venir.

Tout dépassement significatif d'une limite de qualité des eaux brutes fixées par le Code de la Santé Publique entraîne la révision de la présente autorisation.

Si une évolution défavorable et notable de la qualité des eaux brutes est observée, la recherche des causes de contamination doit être entreprise et les mesures de prévention mises en place. Lorsqu'une interconnexion existe, celle-ci doit être mise en œuvre dans les meilleurs délais.

Le préfet se réserve le droit, à tout moment, selon les résultats des analyses :

- d'augmenter ou de diminuer la fréquence du contrôle sanitaire ;
- d'imposer la mise en place de traitement complémentaire ;
- de suspendre l'utilisation de cette eau en vue de la consommation humaine.

L'utilisation d'eau devenue impropre à la production d'eau en vue de la consommation humaine est interdite.

Article 6-5 : Installation de traitement

L'eau destinée à la consommation humaine, à partir de cet ouvrage, et avant distribution subira un traitement de déferrisation et de désinfection après mélange avec l'eau du forage d'indice national 0130-4X-0090.

Des dispositifs, destinés à contrôler les processus de la filière de traitement, et notamment certains paramètres doivent être installés dès la mise en service de l'installation.

Les taux de traitement des différents produits utilisés, ainsi que les résultats des mesures de surveillance de la qualité des eaux seront conservés pendant 3 ans et regroupés dans un cahier d'exploitation. Ce cahier sera tenu à la disposition du service chargé du contrôle.

ARTICLE 7 : PERIMETRES DE PROTECTION

Il est établi, autour de l'ouvrage précité à l'article 1, les périmètres de protection délimités conformément aux plans annexés avec les servitudes suivantes, prononcées sur les parcelles incluses dans chacun des périmètres.

Tout déversement de produit susceptible de nuire à la qualité des eaux souterraines doit être immédiatement déclaré au maire de la commune, à l'exploitant de l'ouvrage, à l'autorité sanitaire et au service chargé de la police des eaux souterraines.

Tout projet, dans les limites des périmètres de protection devra être porté à la connaissance du préfet qui se réserve le droit de consulter un hydrogéologue agréé, aux frais de l'intéressé, afin de s'assurer de sa compatibilité par rapport à la préservation de la qualité des eaux.

Article 7-1 : PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Ce périmètre sert à éviter toute contamination directe de l'eau prélevée dans l'ouvrage.

La parcelle de terrain délimitée par ce périmètre (parcelle cadastrée n° AE-26) doit être la propriété exclusive de la commune ou du Syndicat des eaux. Elle devra être entourée d'une clôture grillagée élevée à deux mètres de hauteur. L'accès doit se faire par une porte munie d'un système de fermeture à clef.

La surface extérieure de la station de pompage sera maintenue en herbe et régulièrement entretenue par fauchage saisonnier. La plantation d'arbres ou d'arbustes à feuilles persistantes sur le pourtour de ce périmètre est autorisée.

L'utilisation et le stockage de produits phytosanitaires, d'engrais ainsi que toutes activités autres que celles nécessitées par la présence du captage, sont interdites.

Aucune servitude de droit de passage, vis à vis de tiers, ne peut-être accordée ou maintenue.

Article 7-2 : PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Ce périmètre, adapté à l'importance de l'exploitation et aux paramètres hydrogéologiques locaux, définit une zone de protection permettant de mettre le captage à l'abri des contaminations bactériologiques et à le prémunir contre toutes activités susceptibles de nuire rapidement à la qualité des eaux souterraines.

Prescriptions relatives aux activités existantes et futures

Sont interdites :

- l'épandage de fumier, de lisier, de matières de vidange et de boues de station d'épuration, compost urbains et déchets végétaux ;
- l'épandage de produits ou sous-produits industriels ;

- le stockage de matières fermentescibles destinées ou non à l'alimentation du bétail ;
- le stockage d'engrais organiques ou chimiques, et de tout produit ou substance destinée à la fertilisation des sols et à la lutte contre les ennemis des cultures ;
- le brûlage des emballages des produits de supports de cultures et produits antiparasitaires ;
- le nettoyage des récipients et citernes ayant contenu des produits de supports de cultures et produits antiparasitaires ;
- la suppression des prairies permanentes ;
- le défrichement ou le déboisement, la coupe ou l'abattage d'arbres, d'arbrisseaux et arbustes (sauf opérations d'entretien ou type d'exploitations soumises à un régime de déclaration ou d'autorisation au titre d'une autre réglementation) ;
- l'extension de carrières, gravières, ballastières et toutes autres excavations ;
- le remblaiement des carrières et excavations existantes, à l'aide de matériaux susceptibles de polluer les eaux souterraines ;
- l'abandon ou le stockage de déchets domestiques ou industriels même temporaires ;
- le déversement ou le rejet de tous produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines ;
- l'infiltration d'eaux usées brutes d'origine domestique, agricole ou industrielle.

Sont autorisées,

en respect des prescriptions suivantes :

- le pacage des animaux s'effectuera sans apport de nourriture complémentaire à la production fourragère de la parcelle, du 01/07 au 01/10, afin d'assurer le maintien de la couverture végétale au sol ;
- l'ouverture d'excavations provisoires avec remblaiement à l'aide des matériaux extraits et replacés dans l'ordre de leur présence dans le sol ;
- les chemins ruraux devront être entretenus régulièrement pour éviter la formation d'ornières, l'entretien ou la recharge des zones de roulement se fera en matériaux neutres ;
- les opérations de débroussaillage ;
- les pratiques culturales seront effectuées conformément aux prescriptions relatives à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (Code des bonnes pratiques agricoles, arrêté préfectoral relatif aux programmes d'actions dans les zones vulnérables).

Les autres activités seront autorisées sous réserve :

- du respect de la réglementation générale,
 - que celles-ci ne soient pas susceptibles d'entraîner une pollution de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux souterraines,
- et après avis du préfet. Celui-ci pourra, en cas de nécessité, émettre des prescriptions particulières afin de préserver la qualité des eaux souterraines.

Prescriptions relatives à la création des installations ou dispositifs suivants

sont interdits :

- les nouvelles constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles nécessaires à l'entretien ou à l'exploitation du captage ;
- les ouvrages de captage d'eau non reconnus d'utilité publique ;
- les ouvrages d'infiltration et de stockage des eaux usées d'origine domestique, agricole ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées ;
- les ouvrages de transport des eaux usées, qu'elles soient brutes ou épurées ;
- les fossés ou bassins d'infiltration des eaux routières ou en provenance d'importantes surfaces imperméabilisées (surface > à 1000 m²) ;
- les mares et étangs ;
- les canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ;
- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques ;
- les dépôts de déchets domestiques, industriels et de produits radioactifs, même temporaires ;

- les dépôts de produit et matière susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ;
- les terrains aménagés ou non pour l'accueil des campeurs et des caravanes ;
- les cimetières ;
- les nouvelles voies de communication routières, fluviales et ferroviaires ;
- les carrières, gravières, ballastières.

sont autorisés,

en respect des prescriptions suivantes :

- les abreuvoirs et abris pour animaux seront installés, dans les parcelles considérées, à la distance la plus éloignée possible par rapport au périmètre de protection immédiate ;
- les nouvelles voies de communication routières : les eaux collectées seront évacuées hors des limites de ce périmètre et en aval du captage ;
- la modification des voies de communication routières : les eaux collectées seront évacuées hors des limites de ce périmètre et en aval du captage ;
- les opérations de curage des fossés existants et la création de nouveaux fossés : mise en place de matériaux compactés, de perméabilité inférieure à 1.10^{-8} m/s sur 20 cm d'épaisseur minimum ou utilisation de matériaux de qualité similaire.

Les autres installations ou dispositifs seront autorisés, sous réserve :

- du respect de la réglementation générale,
 - que leur destination ou leur utilisation puissent respecter les prescriptions du présent arrêté,
 - que des dispositifs, si nécessaire, soient mis en place afin que les activités ne puissent entraîner une pollution de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux souterraines,
- et après avis du préfet. Celui-ci pourra, en cas de nécessité, émettre des prescriptions particulières afin de préserver la qualité des eaux souterraines.

ARTICLE 7-3 : PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

Ce périmètre enveloppe le précédent. Il se justifie par la nécessité d'établir une zone de protection plus large, dans laquelle les activités futures et existantes peuvent être la cause de pollutions diffuses et chroniques.

A cet effet :

Activités, installations ou dispositifs existants :

- les pratiques culturales seront effectuées conformément aux prescriptions relatives à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (Code des bonnes pratiques agricoles, arrêté préfectoral relatif aux programmes d'actions dans les zones vulnérables) ;
- Les ouvrages de stockages de produits liquides susceptibles de polluer les eaux, quel qu'en soit le volume, doivent être stockés dans des cuves aériennes à doubles parois munies d'un détecteur de fuite ou sur des bassins de rétentions étanches, capable de contenir le volume stocké et également les produits d'extinction d'un éventuel incendie ;
- les aires de betteraves ne seront utilisées que pour le stockage des betteraves.

Les autres activités, installations ou dispositifs existants ou futurs sont autorisés :

- en respect des prescriptions suivantes :
 - être conforme à la réglementation générale,
 - des dispositifs devront être prévus pour éviter toutes pollutions de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux souterraines,
- et après avis du préfet. Celui-ci pourra, en cas de nécessité, émettre des prescriptions particulières afin de préserver la qualité des eaux souterraines.

Article 7-4 : Pour les activités, dépôts et installations existants sur les terrains compris dans les périmètres de protection, à la date du présent arrêté, il devra être satisfait aux obligations prévues aux articles 7-1 à 7-3 dans le délai de deux ans à compter de la date de notification de cet arrêté.

Les propriétaires des terrains précités devront subordonner la poursuite de leur activité au respect des obligations imposées.

ARTICLE 8 : Toute modification notable apportée à l'ouvrage ou aux installations de prélèvement, à leur localisation, leur mode d'exploitation, aux caractéristiques principales du prélèvement lui-même (débit, volume, période), tout changement de type de moyen de mesure ou de mode d'évaluation de celui-ci, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

Toute modification significative susceptible d'intervenir sur les installations de stockage, de traitement ou de distribution doit faire l'objet d'une déclaration, au préalable, au préfet, accompagnée d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

Le Syndicat des eaux aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

Le préfet fera connaître si ces modifications sont compatibles avec la présente autorisation et la réglementation en vigueur ou si une nouvelle demande devait être déposée.

ARTICLE 9 : Le Syndicat des eaux ne pourra s'opposer ou solliciter une quelconque indemnité, ni dédommagement et en particulier pour les investissements qu'elle aurait réalisés si le préfet reconnaît nécessaire de retirer, suspendre ou modifier la présente autorisation :

- en cas de non-respect des dispositions de la présente autorisation,
- dans l'intérêt de la santé publique,
- pour prévenir ou faire cesser tout risque pour la sécurité publique,
- en cas de menace majeure pour la nappe phréatique,
- lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier,
- dans le cadre des mesures prises au titre de la réglementation relative à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

ARTICLE 10 : Sont instituées au profit du Syndicat des eaux les servitudes ci-dessus grevant les terrains compris dans les périmètres de protection délimités conformément aux plans annexés au présent arrêté.

Le Syndicat des eaux indemniserà, les propriétaires, les détenteurs de droit d'eau et autres usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causé par la dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection du captage cité à l'article 1, conformément au Code de l'Expropriation.

ARTICLE 11 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues :

- par l'article L.1324 du Code de la Santé Publique,
- par l'article L.216-1, L.216-6 et suivants du Code de l'Environnement.

ARTICLE 12 : Les dispositions du présent arrêté seront annexées au Plan Local d'Urbanisme ou à la Carte Communale en cours d'élaboration ou à venir, de la commune d'Arcy-Sainte-Restitue.

ARTICLE 13 : En matière de voies et délai de recours, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif d'Amiens, sis 14 rue Lermerchier :

- par le demandeur, dans les deux mois qui suivent sa notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 14 : Le présent arrêté sera opposable après avoir été :

- affiché, pendant deux mois, en mairie d'Arcy-Sainte-Restitue ;
- notifié individuellement, par lettre recommandée avec accusé de réception, aux propriétaires des terrains compris dans lesdits périmètres de protection ;
- inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

Par ailleurs, une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux.

ARTICLE 15 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture, le Sous-Préfet de Soissons, le Maire de la commune d'Arcy-Sainte-Restitue, le Président du Syndicat des eaux d'Arcy-Sainte-Restitue, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur des Services Vétérinaires, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Régional de l'Environnement de Picardie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à chacun d'eux.

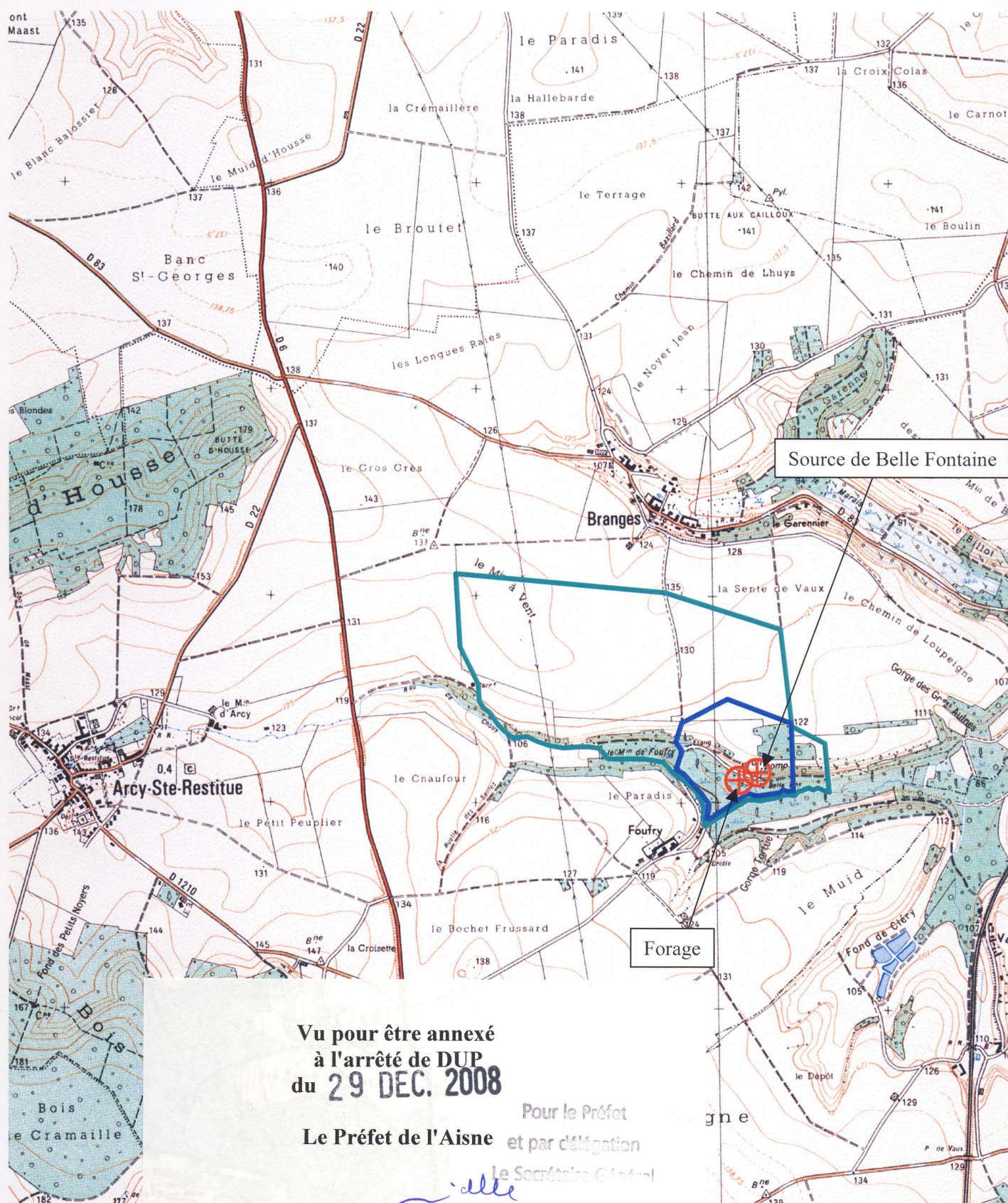
Fait à LAON, le **29 DEC. 2008**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général


Simone MIELLE

SE D'ARCY-SAINTE-RESTITUE

PROCEDURE DE PROTECTION DES CAPTAGES SYNDICAUX



Vu pour être annexé
à l'arrêté de DUP
du 29 DEC. 2008

Le Préfet de l'Aisne et par délégation
Le Secrétaire Général

Simone MIELLE

- ⊕ Captage
- Périmètre de protection éloignée
- Périmètre de protection rapprochée



AMODIAG ENVIRONNEMENT

Syndicat des eaux d'Arcy-Sainte-Restitué

**DETERMINATION DES PERIMETRES DE PROTECTION DE LA
SOURCE DE BELLE FONTAINE SITUEE A ARCY-SAINTE-RESTITUE
(AISNE)**

**Expertise d'Hydrogéologue Agréé
en matière d'hygiène publique**

130. 4 X - 0065

Par
Erick CARLIER
*Hydrogéologue Agréé en matière
d'hygiène publique pour le département*

UNIVERSITE D'ARTOIS
LABORATOIRE D'HYDROGEOLOGIE
FACULTE DES SCIENCES JEAN PERRIN
Rue Jean SOUVRAZ
SP 18 62307 LENS CEDEX.

Le 30/6/05

Syndicat des eaux d'Arcy-Sainte-Restitue

Alimentation en eau potable

**DETERMINATION DES PERIMETRES DE PROTECTION DE LA SOURCE DE
BELLE FONTAINE SITUEE A ARCY-SAINT-RESTITUE (AISNE)**

Indice national: 0130-4X-0065

Expertise d'Hydrogéologue Agréé
en matière d'hygiène publique.

==--==--==--==--==--

Suite à la désignation par Monsieur le Préfet du Département de l'Aisne, Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, je me suis rendu le 29/6/05 à Arcy-Sainte-Restitue pour effectuer sur place l'étude pour la protection de la source de Belle Fontaine servant à l'alimentation en eau potable. Une réunion technique et administrative s'est tenue en mairie à la même date.

Cette expertise s'appuie sur les recherches sur dossiers en archive, la visite des lieux, sur le dossier technique élaboré par le bureau d'étude AMODIAG ENVIRONNEMENT qui m'a été remis en mars 2004 et se substitue à tout rapport établi antérieurement sur ce sujet.

Sont joints en annexe:

Annexe 1 : Localisation et report succinct des périmètres sur fond topographique au 1/25000

Annexe 2: caractéristiques géographiques, géologiques, hydrogéologiques, bactériologiques, physico-chimiques et environnementales de l'eau pompée

Annexe 3 : limites des périmètres de protection sur fond topographique au 1 /2000 .

I- CARACTERISTIQUES DE LA NAPPE ET DU CAPTAGE.

Les principales caractéristiques de la nappe et de l'ouvrage sont résumées dans l'annexe 2 à laquelle je renvoie.

La nappe captée est contenue dans les calcaires grossiers du Lutétien. Elle est libre. Le niveau statique est au sol. Le sens d'écoulement souterrain est dirigé vers le Sud.

La nappe est alimentée par la pluie efficace (partie de la pluie disponible pour l'infiltration, essentiellement en période hivernale, non évapotranspirée directement dans l'atmosphère ou par l'intermédiaire de la végétation) depuis la surface du sol.

L'ouvrage, créé en 1968, a une profondeur de 6 m. Le débit naturel est de 25 m³/h. Les besoins à prendre en compte sont 225 m³/j, 20 m³/h et 55 000 m³/an.

II- VULNERABILITE DE LA NAPPE.

La vulnérabilité est l'ensemble des caractéristiques d'un aquifère et des formations qui le recouvrent, déterminant la plus ou moins grande facilité d'accès puis de propagation d'une substance dans l'eau circulant dans les pores ou fissures du terrain. La nappe est libre ; elle ne bénéficie pas d'un recouvrement protecteur et est donc très vulnérable vis à vis des pollutions superficielles.

III. ENVIRONNEMENT

L'environnement proche est constitué par des prairies et des bois. L'habitation la plus proche est située à 300m au Sud-Ouest.

IV. QUALITE DE L'EAU

La concentration actuelle en nitrates est de 60 mg/l (norme : 50 mg/l). La présence, en trace, de simazine et de déséthylatrazine a été détectée entre 1998 et 2000.

V- DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION ET PRESCRIPTIONS

Les périmètres de protection sont établis conformément à l'article L 1321-2 du code de la Santé Publique et son décret d'application (décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001). Ils sont définis comme suit en fonction des caractéristiques géologiques, hydrogéologiques, bactériologiques et physico-chimiques mentionnées dans l'annexe 2 ainsi qu'en tenant compte de l'environnement et des risques potentiels de pollution.

1- PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE (limite sur le plan en annexe

3)

Il doit être acquis en pleine propriété par l'exploitant, clôturé et interdit d'accès à toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien de l'ouvrage.

En particulier, tout épandage d'engrais, produits chimiques ou phytosanitaires y est interdit. L'accès du périmètre de protection immédiate est interdit aux personnes non mandatées par le propriétaire du (des) captage(s). Cet accès est réservé à l'entretien du captage et de la surface du périmètre de protection immédiate.

Est interdit dans ce périmètre le stockage de matériels et matériaux même réputés inertes.

Dans le cas où un transformateur électrique équiperait les captages, on veillera à sa compatibilité avec le règlement sanitaire.

L'aire de ce périmètre pourra être plantée d'arbres.

2- PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE (limite sur le plan en annexe 3)

Dans ce périmètre seront interdits:

- Le forage de puits, autres que ceux nécessaires à l'alimentation en eau potable et à la surveillance de la qualité de l'eau souterraine.
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou d'excavations autres que carrières, sauf celles nécessaires aux travaux autorisés dans ce rapport.
- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes, sauf cas exceptionnel par des matériaux adéquats après avis de l'administration compétente.
- l'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.
- L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.
- Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature
- L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle et de tous les produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux.

- L'épandage de sous-produits urbains et industriels (boues de station d'épuration, matières de vidange...)
- L'épandage de fumier
- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols et à la lutte contre les ennemis des cultures.
- Le retournement des pâtures existantes.
- L'implantation de nouveaux bâtiments d'élevage.
- Le camping même sauvage et le stationnement de caravanes, ainsi que toute habitation temporaire de loisir.
- L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau.
- La création et l'agrandissement de cimetière.
- La création de nouvelles voies de communication à grande circulation.
- Le défrichement, sauf pour l'entretien des bois et espaces boisés.
- La création de mares ou d'étangs
- Toute activité industrielle nouvelle.
- La réalisation de fossés ou de bassins d'infiltration des eaux routières ou en provenance d'importantes surfaces imperméabilisées.

Dans ce périmètre, peuvent être spécifiquement réglementés:

- Les pratiques culturales de manière à ce qu'elles soient compatibles avec le maintien de la qualité des eaux souterraines (respect du code des bonnes pratiques agricoles)
- Le pacage des animaux de manière à ne pas détruire la couverture végétale.
- L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter au point le plus éloigné du captage)
- La modification des voies de communications existantes ainsi que leurs conditions d'utilisation.

3- PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE (limite sur le plan en annexe 3)

A l'intérieur de ce périmètre, les activités et travaux interdits en périmètre de protection rapprochée pourront être soumis à des prescriptions particulières après avis de l'administration compétente.

L'application du code des bonnes pratiques agricoles y est vivement conseillée.

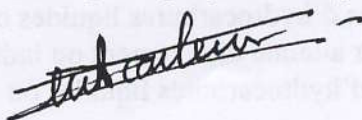
VI- CONCLUSION

La concentration en nitrate ne permet pas de distribuer l'eau de la source en l'état. Je conseille néanmoins de maintenir les périmètres de protection afin de reconquérir une eau de qualité dans le futur. Cette eau pourrait être mélangée à celle du forage, exempte de nitrate, afin de satisfaire les besoins si le volume prélevé par le forage devenait insuffisant.

Lens, le 9/3/2004

E. CARLIER

Hydrogéologue Agréé en matière
d'hygiène publique pour le département



ANNEXE 2

I- SITUATION DU CAPTAGE

Commune : Arcy-Sainte-Restitué

lieu-dit: Foufry

parcelle cadastrale: section AE parcelle N°26

Indice national: 0130-4X-0065

coordonnées Lambert:

x= 685.37

y= 173.10

Altitude (N.G.F): z= 95m

site topographique : pied de versant en bordure de la vallée du ruisseau de Crouy

Carte géologique au 1/50 000: Fère-en-Tardenois

II CRACTERISTIQUES TECHNIQUES/EXPLOITATION

nature de l'ouvrage: captage de source

profondeur: 6 m

exécuté en: 1968,

niveau statique: sol

essai de débit m3/h : /

rabattement m: /

Débit d'exploitation: 20 m3/h

Débit pris en compte pour réaliser les calculs: 25 m3/h (débit naturel)

III- GEOLOGIE

calcaire grossier du Lutétien subaffleurant

substratum : argile de Laon du Cuisien

IV- HYDROGEOLOGIE

natures et épaisseurs des couches non saturées: /

nature de la couche aquifère: calcaire du Lutétien

épaisseur de la couche mouillée: 6 m environ

profondeur du niveau statique: sol

régime: libre

substratum imperméable: argiles de Laon

alimentation: pluie efficace

écoulement: vers le Sud

gradient de la nappe:/

transmissivité: /

coefficient d'emmagasinement : /

Calcul du rayon d'action:

$$r = 2,764 \cdot \sqrt{\frac{Q \cdot t}{e \cdot m}}$$

r: rayon d'action

Q: débit en m3/h (25 m3/h)

t: 50 jours

e: épaisseur productrice (estimée à 6m)
 m: porosité cinématique estimée (3 %)
 r= 230 m

V- ENVIRONNEMENT

L'environnement proche est constitué par des prairies et des bois. L'habitation la plus proche est située à 300m au Sud-Ouest.

VI- QUALITE DES EAUX

A- Qualité bactériologique

L'analyse bactériologique de l'eau renseigne sur la présence ou non d'une pollution fécale:

- plus ou moins lointaine en cas de présence de streptocoques fécaux
- très proche dans le temps et donc dans l'espace lorsqu'il y a présence d'escherichia coli et de bactéries coliformes.

- *Bactérie coliforme*: micro-organisme commun dans l'appareil intestinal de l'homme et des animaux à sang chaud. Les bactéries coliformes servent généralement d'indicateurs de la présence possible de bactéries nocives car, là où elles se trouvent, on peut supposer que des bactéries de la typhoïde, de la dysenterie et autres bactéries nocives de l'appareil intestinal, peuvent être présentes.

- *Escherichia coli*: type de bactérie coliforme qui peut infester le système urinaire de l'homme et provoquer la cystite.

- *Bacillus coli fécal*, coliforme fécal: termes d'ensemble pour désigner les bactéries dont l'habitat naturel est l'appareil intestinal de l'homme et des animaux.

- *Streptocoque fécal*: bactérie qui entraîne la dissolution des globules rouges des animaux supérieurs. Le terme général est entérocoque.

analyses effectuées par le laboratoire d'hydrologie de l'Aisne à Belleu (1978-2002)

aucune depuis 1979

B- Qualité physico-chimique.

L'analyse physico-chimique de l'eau renseigne sur les caractéristiques du milieu naturel et la présence d'éventuelles pollutions qui résultent des activités économiques: urbaines, agricoles ou industrielles.

- *Nitrates, nitrites*: les concentrations excessives en nitrates dans l'eau d'alimentation entraînent la maladie bleue des nourissons. De plus, un certain nombre d'études épidémiologiques semblent mettre en évidence des risques de cancer liés à des concentrations trop élevées de nitrates dans les eaux.

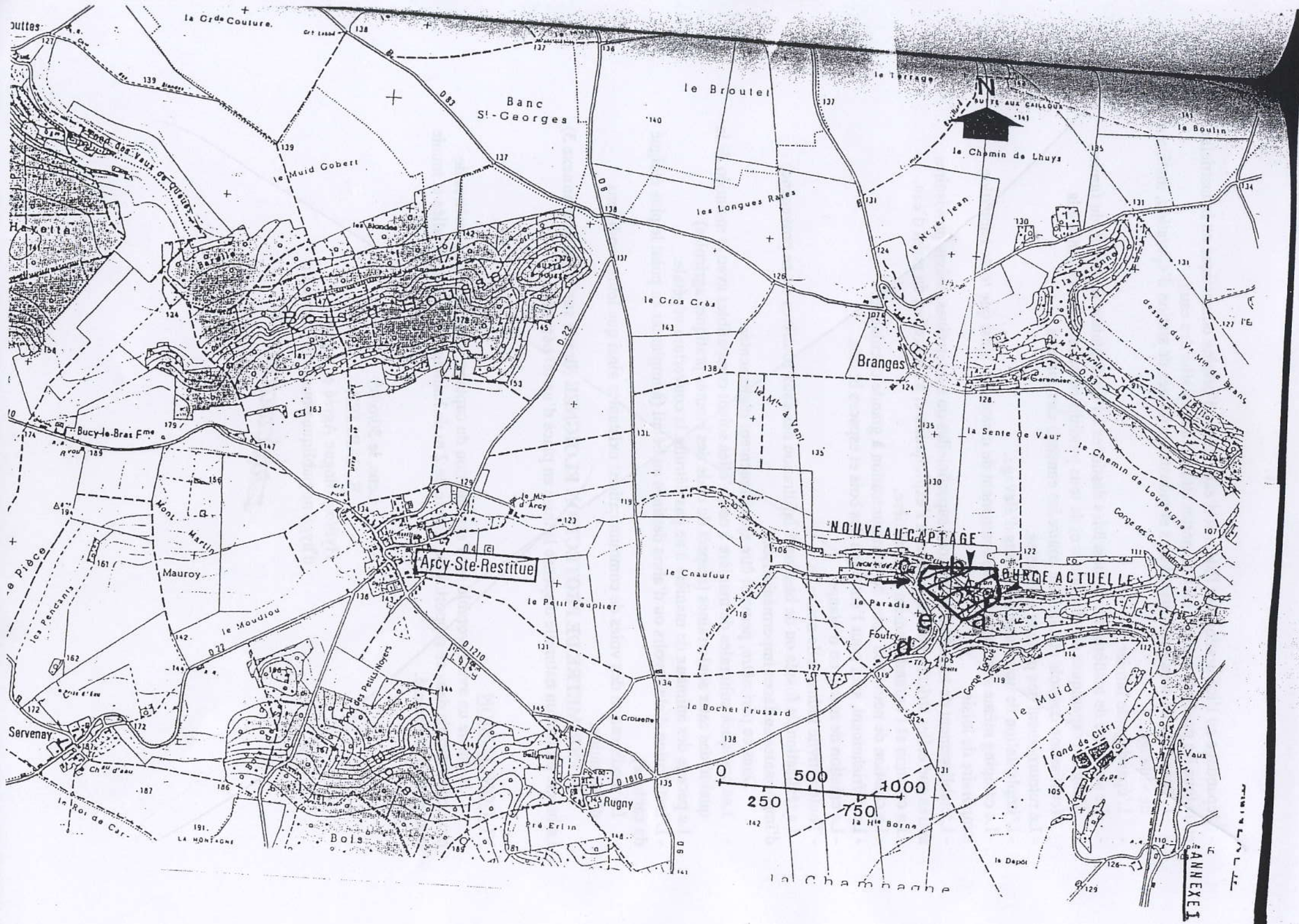
Enfin, l'excès de nitrates peut conduire à une forte baisse de la fécondité des animaux et à des effets nocifs sur la grossesse et le fœtus.

- *Sulfates*: les concentrations excessives en sulfates peuvent occasionner des troubles diarrhéiques notamment chez les enfants.

organisme ayant réalisé les analyses: laboratoire d'hydrologie de l'Aisne à Belleu (1978-2002)

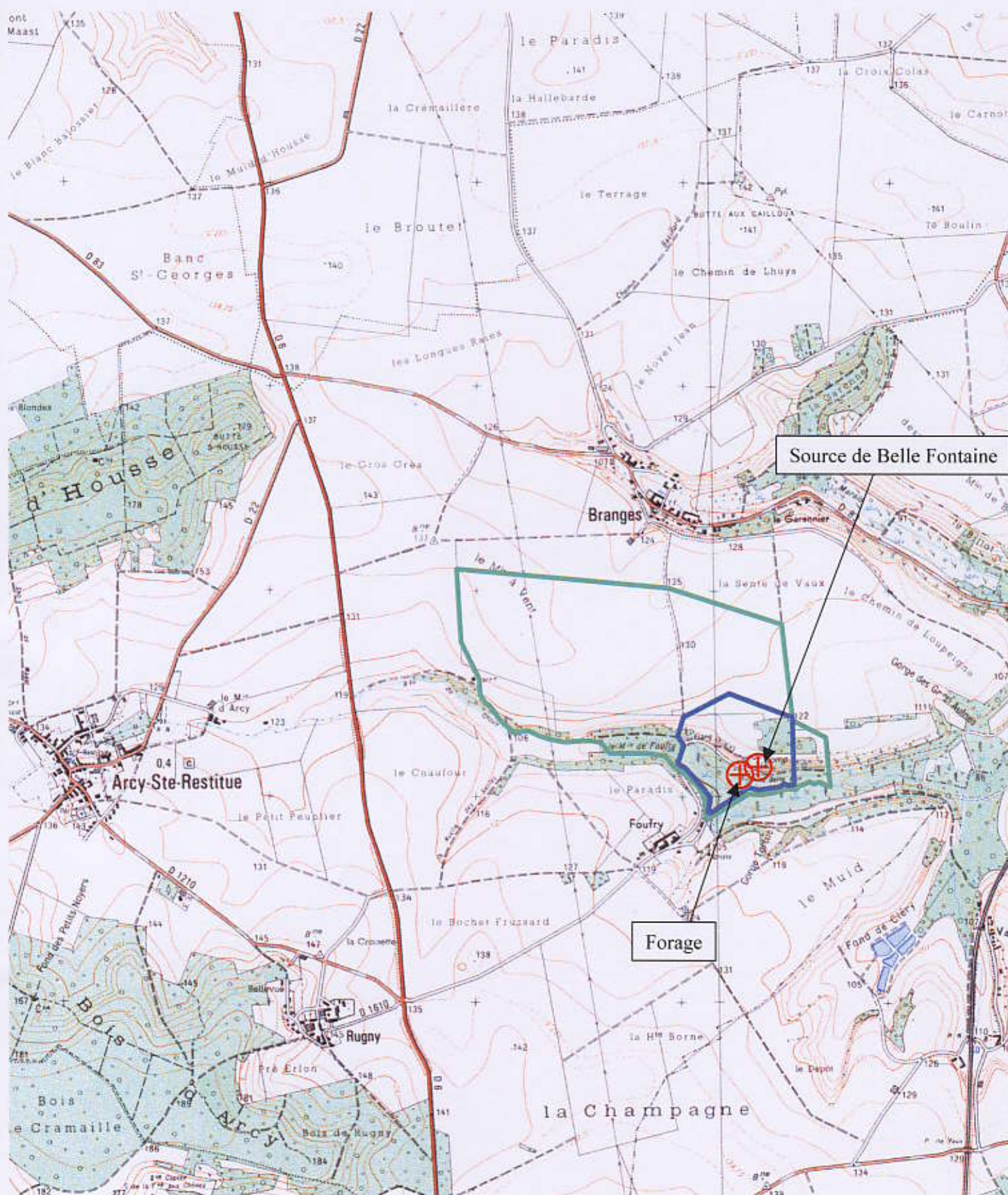
	valeurs impératives à ne pas dépasser (normes CEE)	<u>Valeurs minimales</u>	<u>Valeurs maximales</u>	<u>valeurs actuelles</u>
résidu sec	1500 mg/l (séchage à 180°)	370	375	375
NO3	50 mg/l	33	62	60
NO2	0,1 mg/l	<0.02	<0.02	<0,02
SO4	250 mg/l	14.8	24.8	22
Cl	250 mg/l (conseillé)	13	19	19
NH4	0,5 mg/l	<0.02	<0.02	<0.02
Mn	0,05 mg/l	/	/	/
Fe	0,20 mg/l	<0.02	0.17	<0.02
F	1,50 mg/l	0.12	0.13	0.12

La présence, en trace, de simazine et de déséthylatrazine a été détectée entre 1998 et 2000.



SE D'ARCY-SAINTE-RESTITUE

PROCEDURE DE PROTECTION DES CAPTAGES SYNDICAUX



- ⊕ Captage
- Périmètre de protection éloignée
- Périmètre de protection rapprochée



AMODIAG ENVIRONNEMENT

**Commune d'implantation
du captage 0130-4X-0065 :
ARCY-SAINTE-RESTITUE**

Unité de gestion :
SIAEP D'ARCY-SAINTE-RESTITUE

0 250 500 1 000 Mètres

carte éditée en mars 2007
rapport hydrogéologique de 2005

source et réalisation :
DDASS de l'Aisne

fond : SCAN 25[®] - copyright © IGN - Paris - 2003

Sommaire

I - Introduction

II - Caractéristiques techniques de l'ouvrage, géologie

II/1 - Caractéristiques techniques

II/2 - Géologie, lithologie

III - Développement, essais de pompage

IV - Conclusions



116678
01304X0090

Liste des planches

- Plan de situation
- Coupe technique du forage
- Courbe caractéristique
- Courbes de pompage longue durée



116679

01304X0090

I - Introduction

La Société ILE DE FRANCE FORAGES a réalisé du 31 Août au 18 Septembre 1992 un ouvrage d'essai aux sables de l'Yprésien au lieu-dit Le Moulin de Foulry (commune d'Arcy-Sainte-Restitue - 02) pour le compte du Syndicat des Eaux d'Arcy-Sainte-Restitue; la maîtrise d'œuvre des travaux était assurée par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de l'Aisne.

L'ouvrage est implanté en bord du Chemin Rural dit Sente de Loupeigne , à 106 m à l'ouest de la station de pompage de "la Belle Fontaine".

Le présent rapport rend compte des travaux exécutés.



I - Caractéristiques techniques de l'ouvrage, géologie

Le mode de creusement utilisé a été le rotary sous protection de fluide polymère biodégradable (Flogel).

L'appareil de forage utilisé est de type EWBANK 75.

II/1 - Caractéristiques techniques :

Diamètre de forage :

0,00 à 4,00 m : Ø 700 mm

4,00 à 14,00 m : Ø 24" (610 mm)

14,00 à 65,00 m : Ø 17"1/2 (445 mm)

Tubages :

+ 0,50 à 14,00 m : Acier E24-2, Ø 508 mm épaisseur 7 mm, cimenté à l'extrados sous pression par la base (laitier de ciment CLK 45 densité 1,8).

0,00 à 65,00 m : Colonne d'équipement en acier inox 304, Ø 265 mm intérieur, tube plein de 0,00 à 15,00 m et de 60,00 à 65,00 m, crépine à fil enroulé de 15,00 à 60,00 m (slot 1 mm, coef. d'ouverture 27 %, résistance au collapse 7 bars); l'espace annulaire a été garni d'un massif de graviers filtrants siliceux roulés (0,95 mm); cette colonne est munie de 6 centreurs (dont un diélectrique en tête).

II/2 Géologie et lithologie

Coupe lithologique :

0,00 à 3,00 m : Argile brun-beige plastique

3,00 à 4,00 m : Calcaire beige-roux, sableux



4,00 à 12,00 m : Argile noire et brun noirâtre
12,00 à 13,00 m : Argile noire et brun-noirâtre et lignite
13,00 à 41,00 m : Sable brun-noir avec faible proportion d'argile, grains fins à moyen
41,00 à 49,00 m : Sable très argileux gris-noir
49,00 à 57,00 m : Argile légèrement sableuse
57,00 à 59,00 m : Argile légèrement sableuse avec bancs gréséifiés
59,00 à 65,00 m : Argile plastique noire très légèrement sableuse

Interprétation géologique :

0,00 à 3,00 m : Remblais et colluvions
3,00 à 4,00 m : Lutétien inférieur
4,00 à 13,00 m : Argile de Laon
13,00 à 49,00 m : Cuisien, Yprésien supérieur
49,00 à 65,00 m : Sparnacien, Yprésien inférieur



III - Développements, essai de pompage

La mise en eau claire a été réalisée le 11/09/92 (niveau statique à 2,15 m/sol).

Le forage a été développé par pompage à l'air-lift double colonne, puis traité par injection de 500 Kg d'eau oxygénée; le nettoyage et développement à l'émulseur s'est poursuivi après le traitement chimique.

Une pompe immergée ($Q = 100 \text{ m}^3/\text{h}$ à 70 m de HMT) a été mise en place dans l'ouvrage, et un pompage par paliers a été effectué; les résultats de cet essai sont les suivants:

Débit (m^3/h)	Rabatement (m)
25,50	3,83
48,50	7,60
77,80	12,70
96,50	15,73

La courbe caractéristique définie selon les débits et rabattements des pompes par paliers ne permet pas de définir le débit critique de l'ouvrage (supérieur à $100 \text{ m}^3/\text{h}$), toutefois, il importe de ne pas dénoyer la crépine en cours de pompage, et il a donc été décidé de réaliser le pompage longue durée à un débit de $79,00 \text{ m}^3/\text{h}$.

En cours de pompage longue durée (24 heures), nous observons que le niveau dynamique était pseudo-stabilisé; il s'établissait à 17,40 m en fin de pompage ($\Delta = 13,65 \text{ m}$).

L'analyse des courbes de descente et de remontée du niveau de la nappe nous permettent de calculer la transmissivité de l'aquifère; nous utilisons pour ce calcul la formule de THEIS :

$$T = (0,183 \times Q) / \Delta s$$



Ou :

- T est la transmissivité en m^2/s
- Q est le débit en m^3/s
- Δs est la pente/rabattement par cycle logarithmique

La transmissivité obtenue lors de cet essai est de l'ordre de $3 \times 10^{-3} m^2/s$.

La perméabilité est donnée par la formule suivante :

$$K = T/e$$

Ou :

- K est la perméabilité en m/s
- T est la transmissivité en m^2/s
- e est l'épaisseur de l'aquifère considéré (dans ce cas, de 14 m à 49 m, soit $e = 35 m$)

La perméabilité est de l'ordre de $8,5 \times 10^{-5} m/s$

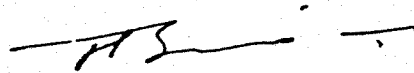


V - Conclusions

Les tests réalisés sur cet ouvrage nous indiquent que le débit potentiel que l'on peut extraire de cet ouvrage se situe entre 75 et 80 m³/h; il importe, en cours d'exploitation, de ne pas dépasser 15 m de rabattement (pour ne pas dénoyer la crépine).

La transmissivité et la perméabilité confirment la présence d'une fraction argileuse non négligeable dans l'aquifère, ainsi que la granulométrie assez fine des sables.

Michel BRIANÇON
Ingénieur Hydrogéologue



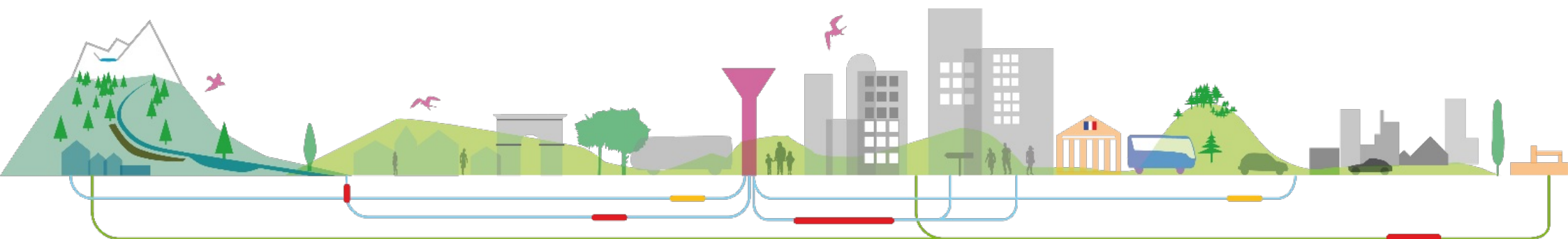


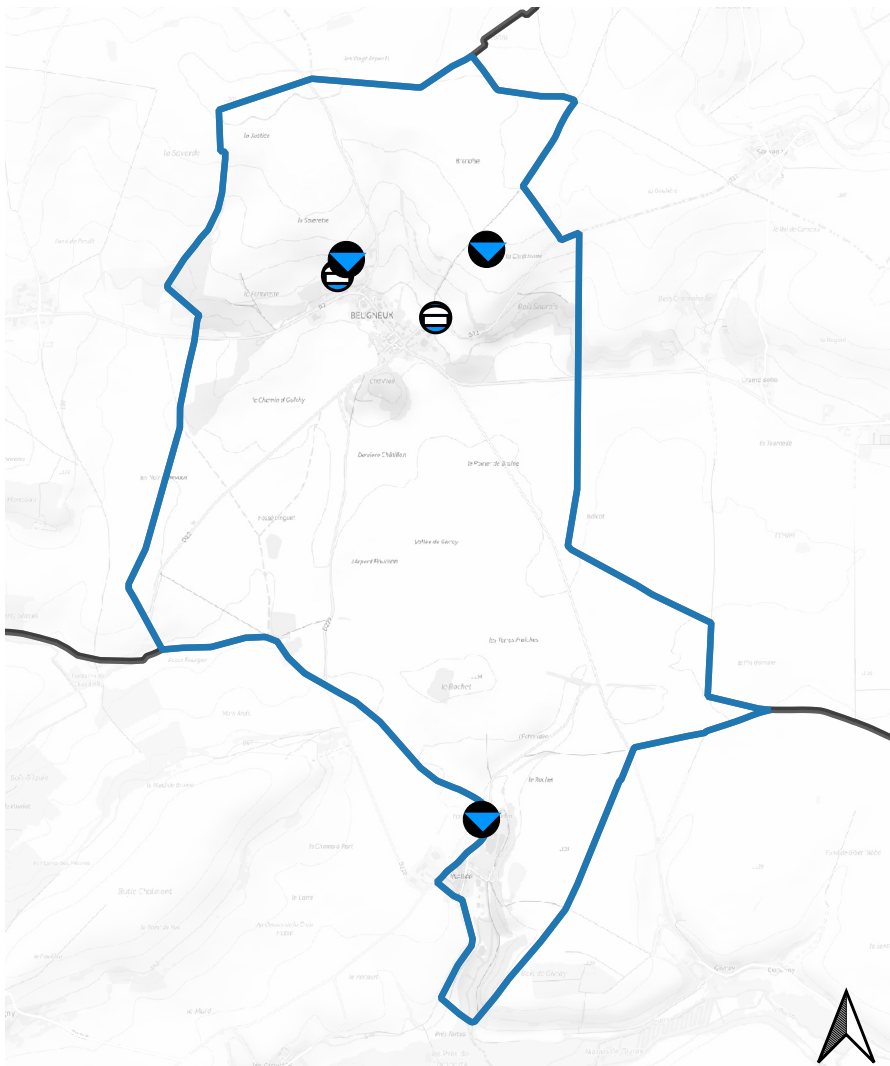
STRATÉGIE DÉPARTEMENTALE DE SÉCURISATION DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION D'EAU POTABLE



Fiche PRPDE - Beugneux

Mai 2025





Ressources **Ouvrages de stockage** — Réseau d'eau potable

— Réseau d'eau potable

Forage / Puits

Réservoir au sol

Source / Prise d'eau

Réservoir sur tour

Traitement

Mode de gestion :

Régie

Prix de l'eau en 2023 (€TTC/m³) :

2.2

Endettement éventuel des structures :

Non communiqué

Provision pour renouvellement :

Non communiqué

Nombre d'abonnés :

61

Plan numérisé :

Non - Format : Papier

Utilisation de la nappe (BNPE) :

Eau potable - Agriculture - Industrie

Linéaire de réseau :

2.1 km

Nombre de captages EDCH en service :

3

Nombre d'unités de traitement :

2

Nombre de captages EDCH
hors-service :

0

Nombre de réservoirs :

2

Capacité totale de production : Non communiquée

Nombre de
reprises/suppressions :

1

Capacité totale de stockage : 45 m³

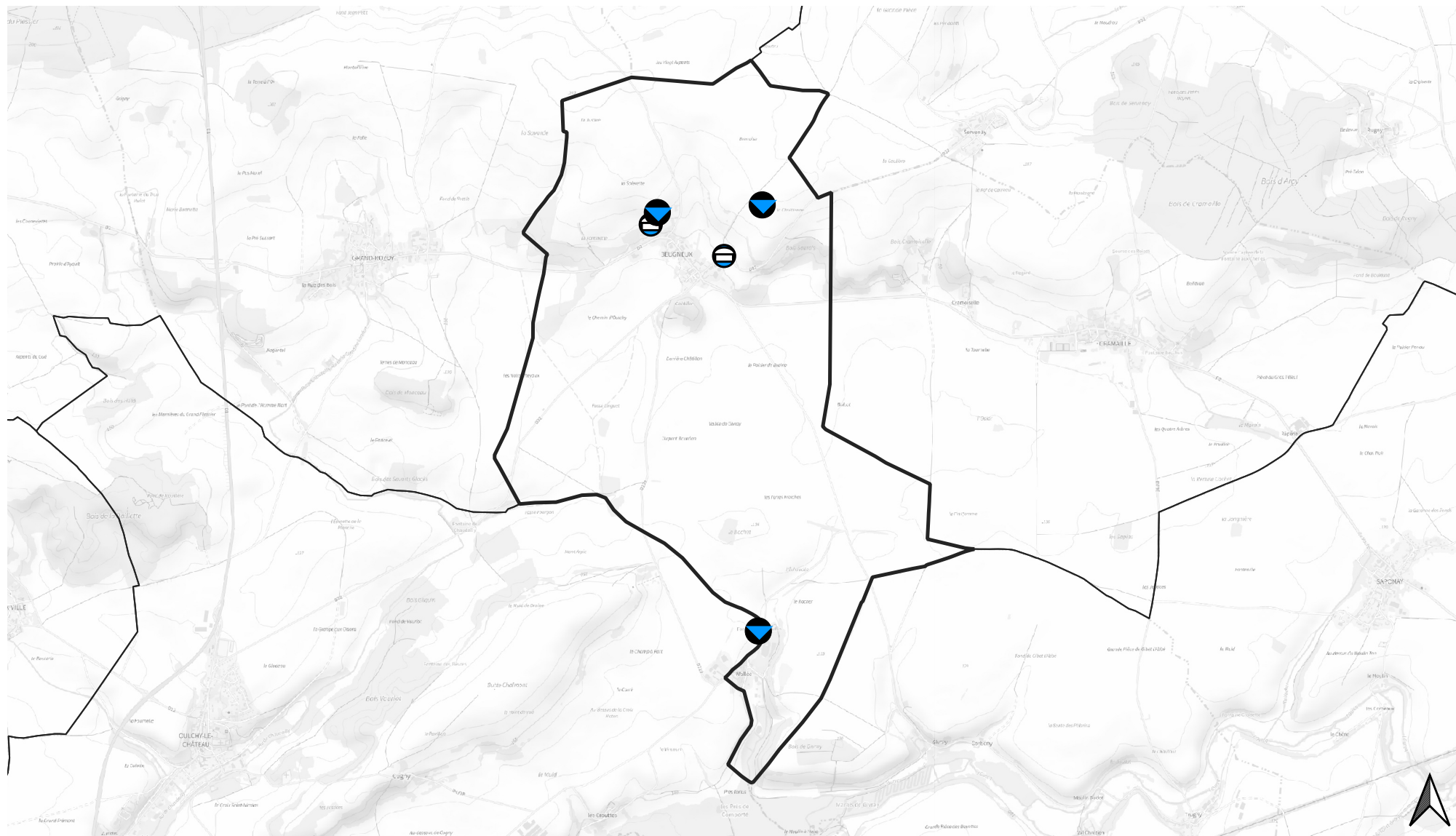
45 m³

Sectorisation existante :

Non communiquée

Matériau		Diamètre		Année de pose	
Amiante-ciment (AC)	0 %	Inférieure à 100 mm	100 %	Avant 1980	NC
Fonte	50 %	Entre 100 et 150 mm	0 %	Entre 1980 et 2000	NC
PVC	0 %	Supérieure à 150 mm	0 %	Après 2000	NC
Polyéthylène (PE)	50 %	Inconnu	0 %	Inconnu	NC
Autres	0 %				
Inconnu	0 %	NC : Non communiqué			

NC : Non communiqué



Ressources

-  Forage / Puits
-  Source / Prise d'eau
-  Traitement

Ouvrages de stockage

-  Réservoir au sol
-  Réservoir sur tour

Schéma de fonctionnement

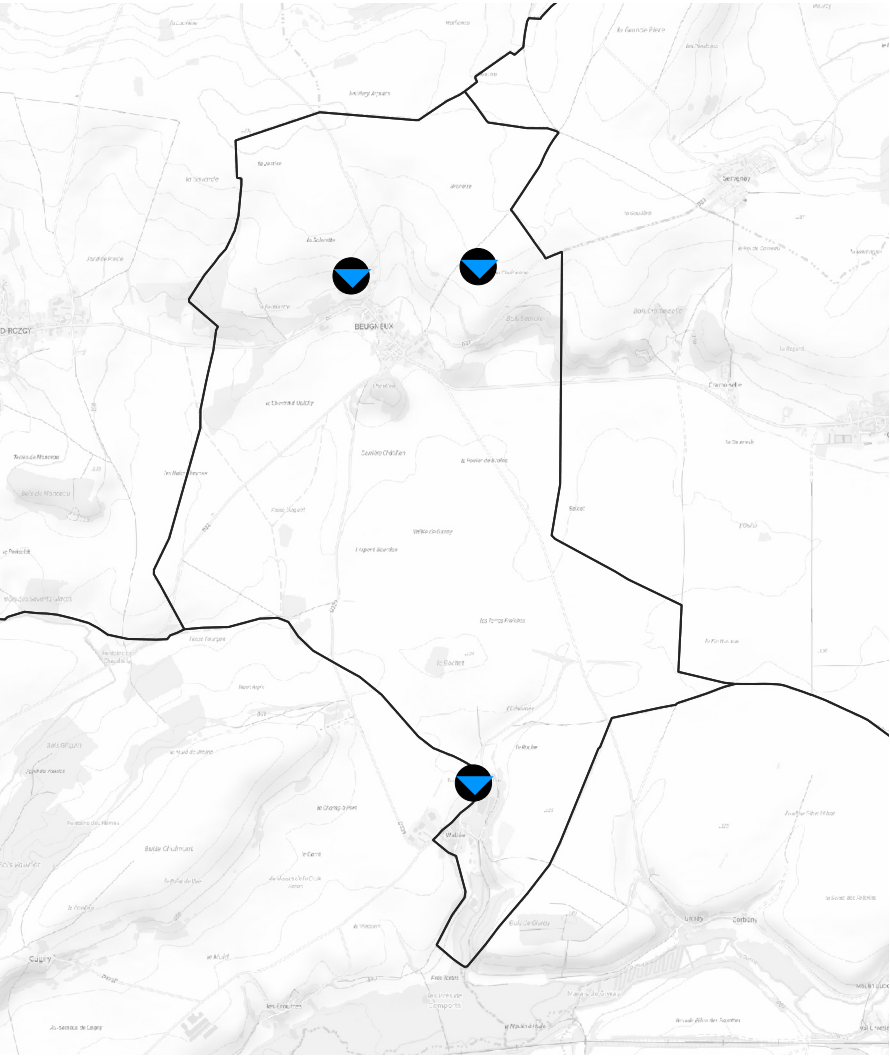
-  Schéma de fonctionnement

-  Vente ou achat d'eau

-  Vente et achat d'eau

-  Réseau principal

-  Limite des Agences de l'eau avec l'AE Artois-Picardie au nord et l'AE Seine-Normandie au sud



Légende :

Réalisation du SDAEP

- Réalisé
- En cours de réalisation
- Non réalisé
- Non communiqué

Réalisation AAC

- Réalisé
- Non réalisé
- En cours de réalisation
- Non communiqué

Volumes entre 2019 et 2023 (Sources : RAD, RPQS et SISPEA)



Volume moyen produit :	6 447 m³/an	Volume moyen importé :	0 m³/an
Volume de pointe produit :	7 856 m³/an	Volume de pointe importé :	0 m³/an
Volume moyen distribué :	6 447 m³/an	Volume moyen exporté :	0 m³/an
Volume de pointe distribué :	7 856 m³/an	Volume de pointe exporté :	0 m³/an
Volume moyen comptabilisé domestique :	5 646 m³/an	Volume de service moyen déclaré :	0 m³/an
Volume de pointe comptabilisé domestique :	6 837 m³/an	Volume de service de pointe déclaré :	0 m³/an
Volume moyen comptabilisé non domestique :	0 m³/an		
Volume de pointe comptabilisé non domestique :	0 m³/an		

NC : Non communiqué

Interconnexions

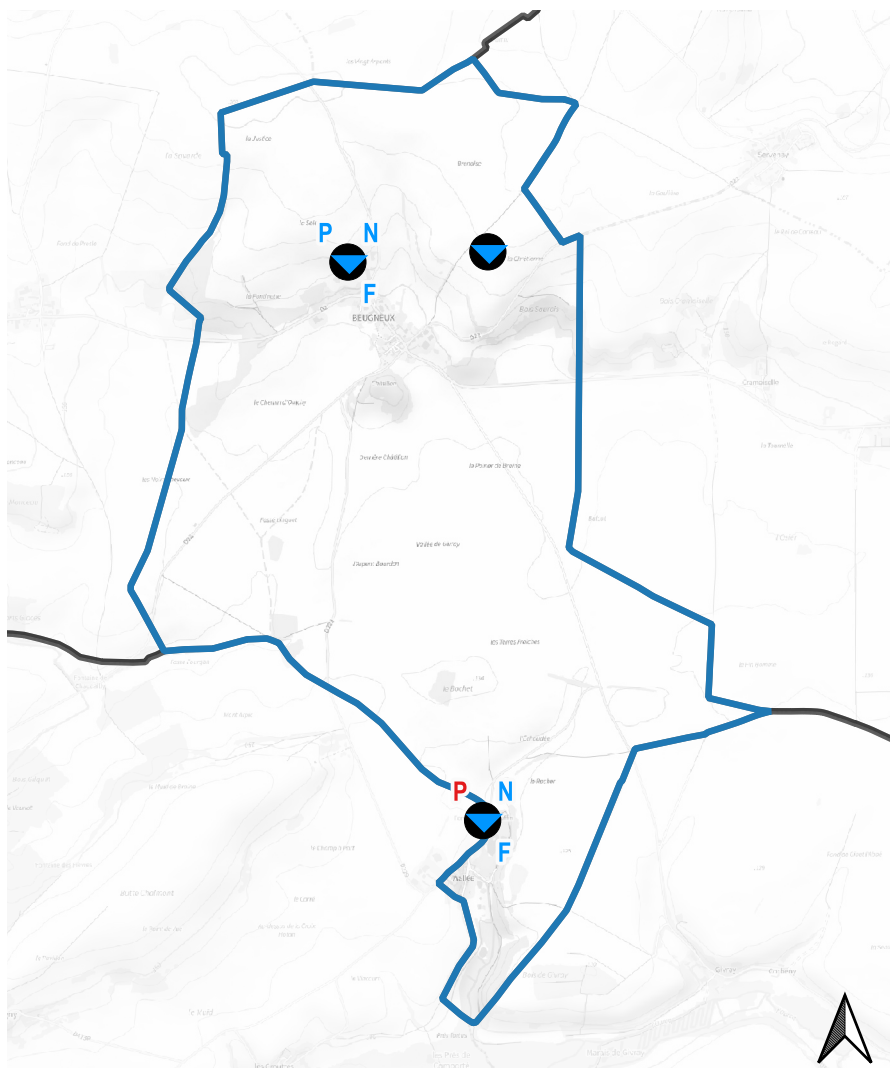


Achat d'eau :	Non	Vente d'eau :	Non
Nombre de points de livraison :	0	Nombre de points de livraisons :	0

Etudes



SDAEP :	Absence de données
Conclusions :	Absence de données
PGSSE :	Absence de données
Conclusions :	Absence de données
Etude AAC :	Absence de données
Conclusions :	Absence de données



Légende :

Types de ressources



Forage



Source

 PRPDE concernée

P Aucun dépassement de la limite de qualité

P Mesures à 75% de la limite de qualité

P Moins de 25% des mesures dépassent la limite de qualité

P Plus de 25% des mesures dépassent la limite de qualité

P : Pesticides totaux ; N : Nitrates ; F : Fluor

Indicateurs de performance



- : Pas de données

	Moyenne sur la PRPDE (2019-2023)	Moyenne nationale 2023
P103.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	93	102
P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)	0	0.65
P108.3 - Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	-	76.1
P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau ILP (m³/lj/km)	1.15	3.2
P104.3 - Rendement du réseau de distribution (%)	87	81.3
VP.224 - Indice Linéaire de Consommation ILC (m³/lj/km)	7.37	-

Qualité de l'eau traitée (ARS - 2019 à 2023)



Existence d'une dérogation de limite de qualité ? Non communiqué

Qualité physique :

pH Moyenne : 7.24 Maximum : 7.5 Conductivité (µS/cm) : Moyenne : 806.4 Maximum : 890
 TAC (°F) : Moyenne : 31.58 Maximum : 32.8

Qualité microbiologique :

Absence d'enterocoques et d'E.coli. Présence de coliformes sur 6 analyses (1 à 100 U/100 ml).

Qualité chimique :

	Moyenne	Maximum	Nombre de dépassement de la LQ	LQ / RQ
Nitrates (mg/L) :	53.22	63.2	35	50 mg/L
Fer (µg/L) :	0	0	0	200 µg/L
Fluor (mg/L) :	0.44	0.44	0	1.5 mg/L
Chlore (mg/L) :	0.12	0.98	24	< 0.1 mg/L*
Pesticides totaux (µg/L)	2.88	10.1	16	0,5 µg/L
Atrazine (µg/L) :	0	0	0	0.1 µg/L
Chlorothalonil R471811 (µg/L) :	2.46	3.68	9	0.9 µg/L
Desphényl-chloridazone (µg/L) :	1.09	5.55	17	0.1 µg/L
Méthyl-desphényl-chloridazone (µg/L) :	0.73	2.67	11	0.1 µg/L

* Uniquement en cas de déclenchement du plan Vigipirate : 0,1 mg/L en tout point du réseau de distribution et 0,3 mg/L en sortie des réservoirs.

Qualité de l'eau brute (ARS - 2019 à 2023)



Qualité physique et microbiologique

Case vide : Absence de données

Nom de la ressource	TAC moyen (°F)	TAC max (°F)	pH moyen	pH max	Conductivité moyenne (µS/cm)	Conductivité max (µS/cm)	Paramètres microbiologiques
Source de Beugneux	33,8	33,8	7,23	7,3	766	785	Présence d'enterocoques en 2022 (1 U/100 ml).
Source Saint-Pierre			7,2	7,2	885	885	Absence de données
Source Saint-Ruffin	34,1	34,1	7,25	7,3	849	855	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.

Qualité de l'eau brute (ARS - 2019 à 2023)



Qualité chimique

* Limite de qualité pour les nitrates : 50 mg/L pour les sources et 100 mg/L pour les forages.

NOM	Conc. moyenne en nitrates (mg/L)	Conc. max en nitrates (mg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en fer (µg/L)	Conc. max en fer (µg/L)	Conc. moyenne en fluor (mg/L)	Conc. max en fluor (mg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en chlore (mg/L)	Conc. max en chlore (mg/L)
Source de Beugneux	42,4	45,7	0	0	0	0,497	0,497	0	0	0
Source Saint-Pierre				0	0				0	0
Source Saint-Ruffin	62,47	64	0	0	0	0,346	0,346	0	3,14	0,014

Qualité de l'eau brute (ARS - 2019 à 2023)



Qualité chimique

* DC : Desphényl-chloridazone
**MDC : Méthyl-desphényl-chloridazone

NOM	Conc. moyenne en atrazine (µg/L)	Conc.max en atrazine (µg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en R471811 (µg/L)	Conc. max en R471811 (µg/L)	Conc. moyenne DC (µg/L)	Conc. max en DC (µg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en MDC (µg/L)	Conc. max en MDC (µg/L)	Nombre de dépassement de la LQ
Source de Beugneux	0	0	0	2,857	2,857	0,046	0,092	0	0,018	0,036	0
Source Saint-Pierre											
Source Saint-Ruffin	0	0	0	3,14	3,14	2,724	2,77	2	1,578	1,626	0

Liste du patrimoine



Captages



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

Nom de l'installation	Commune d'implantation	Type de ressource	Code BSS	Année de mise en service	Classement SDAGE et CUP	Etat de la procédure de DUP	Date arrêté DUP
Source Saint-Pierre	BEUGNEUX	SOURCE	01303X0082		-	Procédure non poursuivie	
Source de Beugneux	BEUGNEUX	SOURCE	01302X0032	1 936	Sensible	Procédure non poursuivie	
Source Saint-Ruffin	BEUGNEUX	SOURCE	01307X0133	1 966	Sensible	Procédure non poursuivie	

Liste du patrimoine



Captages



Case vide : Absence de données
- : Non concerné
* : Débit de la DUP rapporté en m³/an sur la base d'un fonctionnement de 20h/j

Nom de l'installation	Débit autorisé dans la DUP (m³/an)	Volume maximal prélevé (m³/an)	Volume prélevé / Volume maximum autorisé	Etude AAC	Avancement AAC	ITV réalisée	Essais de pompages	Problème(s) rencontré(s)
Source Saint-Pierre								
Source de Beugneux	31 536*							
Source Saint-Ruffin								

Liste du patrimoine



Ouvrages de stockage



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

Nom de l'ouvrage	Commune d'implantation	Type	Année de construction	Volume de stockage (m³)	Nombre de cuve	Etat général	Date du dernier diagnostique	Côte radier (m)	Côte trop plein (m)	Diamètre (m)
Réservoir de Sourdon	BEUGNEUX	Réservoir semi-enterré		40						
Réservoir de Saint Ruffin	BEUGNEUX (WALLEE)	Réservoir semi-enterré		5						

Liste du patrimoine



Stations de traitement



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Capacité de production rapportée en m³/j sur la base d'un fonctionnement de 20h/j

Nom de l'ouvrage	Origine de l'eau	Capacité de traitement (m³/j)	Nombre de ressource	Traitement n°1	Traitement n°2	Traitement n°3
Station de production Beugneux	Ressource		1	Chloration	-	-
Station de production Wallée	Ressource		1	Chloration	-	-

Liste des interconnexions



Achats d'eau



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Volume maximal établi rapportée en m³/j sur la base d'un fonctionnement de 20h/j

Vendeur	Point de livraison - Départ	Point de livraison - Arrivée	Convention	Date de la convention	Usage	Volume moyen de 2019 à 2023 (m³/an)	Capacité minimale de transit (m³/h)	Volume maximal établi (m³/j)	Longueur (km)	Diamètre (mm)	Présence de vannes d'interconnexion
---------	--------------------------------	---------------------------------	------------	-----------------------	-------	-------------------------------------	-------------------------------------	------------------------------	---------------	---------------	-------------------------------------

Liste des interconnexions



Ventes d'eau



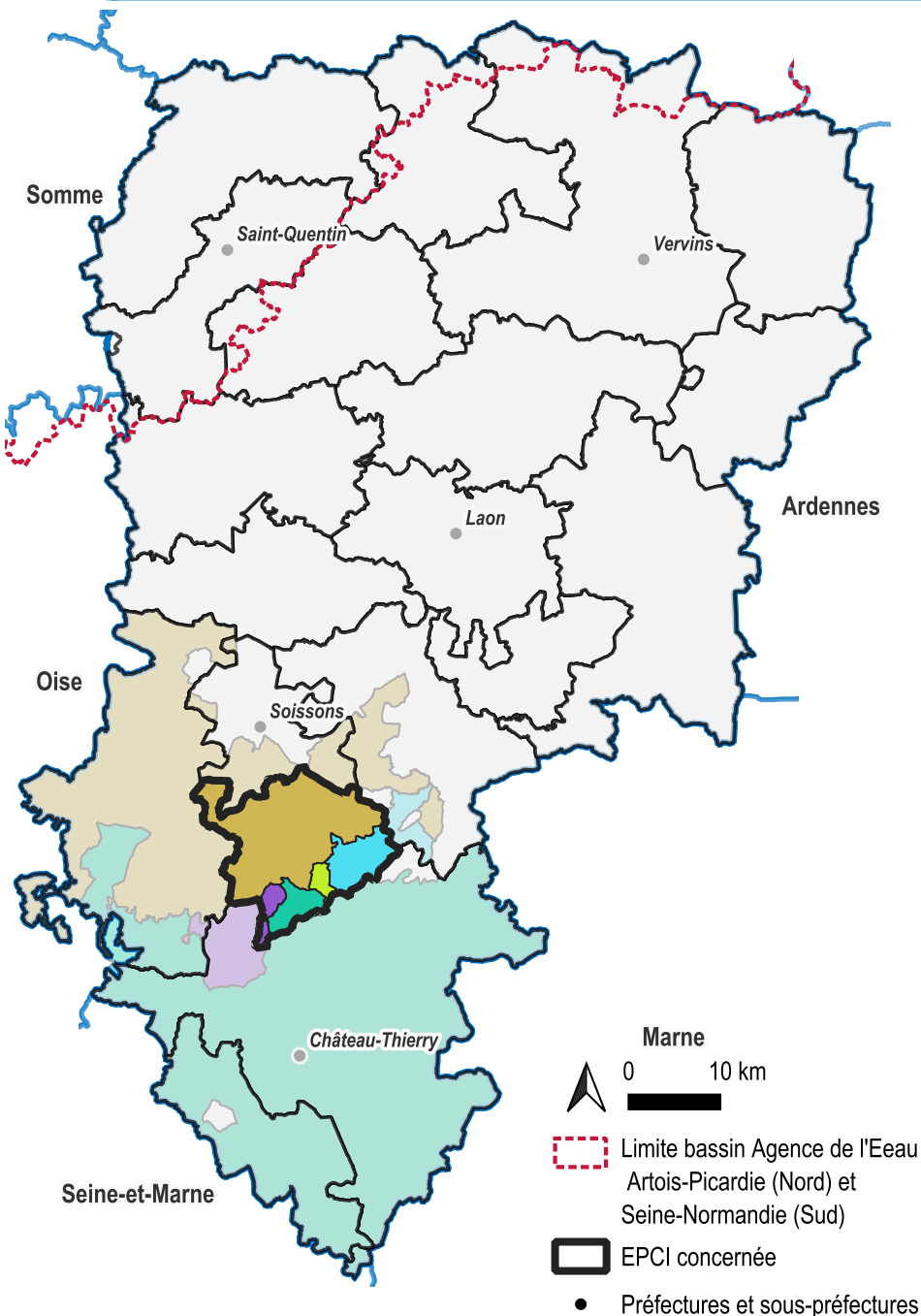
Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Volume maximal établi rapportée en m³/j sur la base d'un fonctionnement de 20h/j

Acheteur	Point de livraison - Départ	Point de livraison - Arrivée	Convention	Date de la convention	Usage	Volume moyen de 2019 à 2023 (m³/an)	Capacité minimale de transit (m³/h)	Volume maximal établi (m³/j)	Longueur (km)	Diamètre (mm)	Présence de vannes d'interconnexion
----------	-----------------------------	------------------------------	------------	-----------------------	-------	-------------------------------------	-------------------------------------	------------------------------	---------------	---------------	-------------------------------------

Fiche EPCI - CC du Canton d'Oulchy-le-Château

Stratégie départementale de sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable



* Les valeurs sont prises sur l'entièreté des PRPDE, qu'elles soient sur plusieurs EPCI ou non. En revanche, pour le SIDEN-SIAN les valeurs prises en compte sont celles des UDI faisant partie de l'EPCI concernée.

Données administratives

Type de collectivité :	Communauté de communes	Nombre de PRPDE sur le territoire de l'EPCI :	5
Président(e) :	M. Hervé MUZART	Nombre d'Unité de Distribution (UDI) desservies :	13
Tél :	-	Nombre de communes desservies :	26
Mail :	-	Nombre d'abonnés desservis* :	56 254
Adresse du siège :	17, rue Potel 02210 Oulchy-le-Chateau	PRPDE sur plusieurs départements :	☒ Oui ☐ Non
Estimation de la population desservie (INSEE 2021) :	8 567		
Prix moyen du m ³ d'eau potable en 2023 (en € TTC)* :	2.82		
Agence de l'Eau :	☐ Artois-Picardie ☒ Seine-Normandie		

Liste des PRPDE entièrement dans l'EPCI :

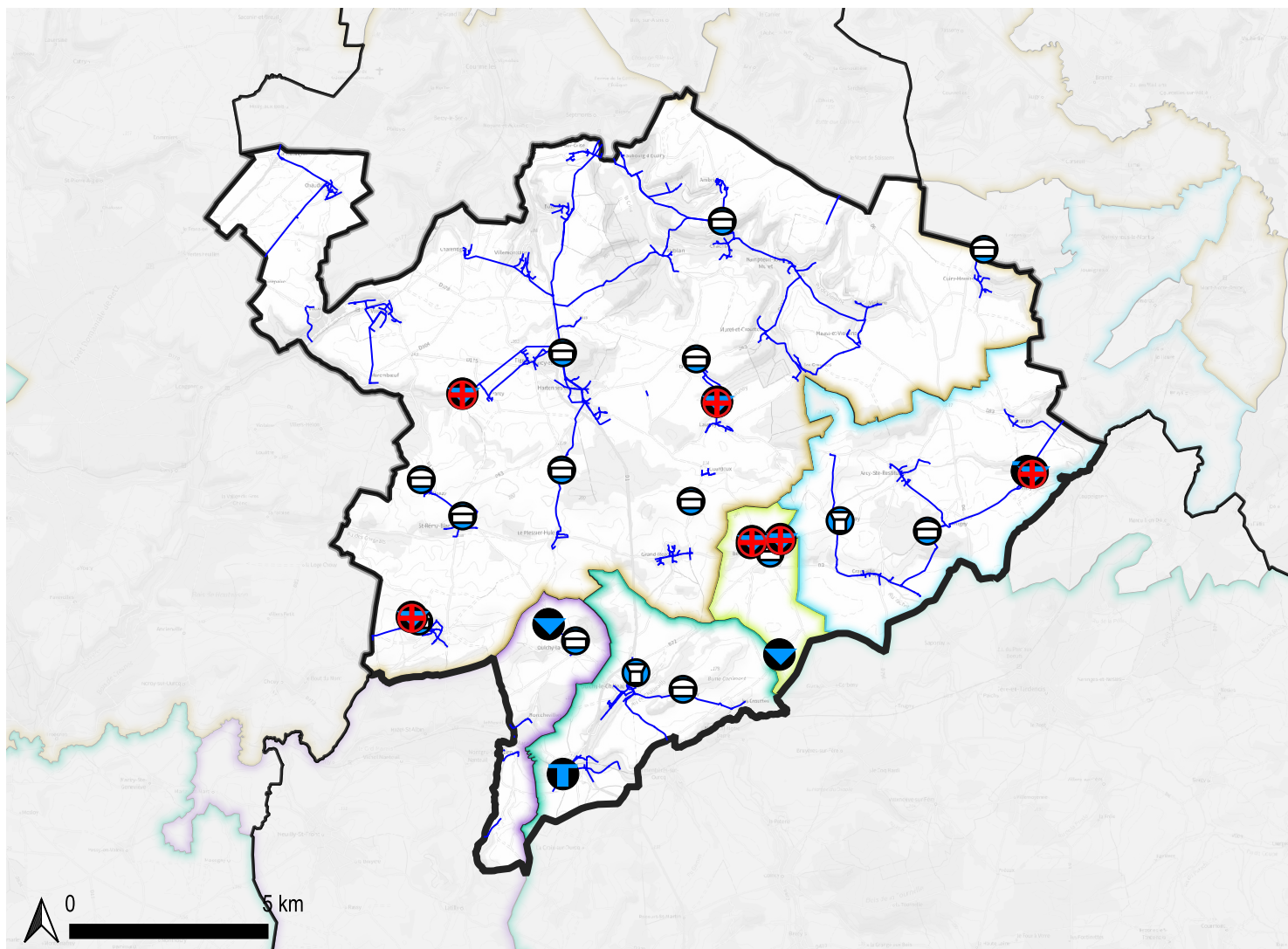
☒ Beugneux

Liste des PRPDE à cheval sur l'EPCI :

☒ SE de la Région d'Arcy-Sainte-Restitutue	☒ SE du Soissonnais et du Valois
☒ SE de la Région de Neuilly-Saint-Front	☒ Union des Services d'eau du Sud de l'Aisne

Fiche EPCI - CC du Canton d'Oulchy-le-Château

Stratégie départementale de sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable



Légende :

Ouvrages de production

- Forage / Puits
- Source
- Traitement

Ouvrages de stockage

- Réservoir au sol
- Réservoir sur tour
- Réseau d'eau potable

- Limite de l'EPCI
- Limite bassin Agence de l'Eau Artois-Picardie (Nord) et Seine-Normandie (Sud)

Caractéristique des ouvrages d'eau potable

Linéaire de réseau (km) :	148 km
Nombre d'unités de traitement :	6
Nombre de réservoirs :	16
Nombre de captages EDCH en service :	10
Nombre de captages EDCH hors-service* :	3
Capacité totale de production (m³/j)* :	60 743 m³/j <i>Incomplet</i>
Capacité totale de stockage (m³) :	2 115 m³
Indice Linéaire de Pertes ILP moyen sur l'EPCI (2019-2023) (m³/j/km)* :	2.33 m³/j/km
Rendement moyen du réseau sur l'EPCI (2019-2023) (%)* :	74.4 %
<i>Inférieur à 50 %</i>	
<i>Entre 50 et 70%</i>	
<i>Supérieur à 70%</i>	

Dernière mise à jour : 27 mai 2025

Abréviations



CA	Communauté d'Agglomération
CC	Communauté de Communes
EDCH	Eaux Destinées à la Consommation Humaines
EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale (Communauté d'Agglomération, Communauté de Communes, etc.)
PRPDE	Personne Responsable de la Production et Distribution de l'Eau (Syndicats, Communes, Communauté d'Agglomération, etc.)
SDAEP	Schéma D'Alimentation en Eau Potable
UDI	Unité de Distribution d'eau potable

Abréviations pour les différents types de syndicats

SAE	Syndicat d'Adduction d'Eau
SAEP	Syndicat d'Alimentation d'Eau Potable
SE	Syndicat des Eaux
SIAE	Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau
SIAEP	Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable
SIDEP	Syndicat Intercommunal de Distribution d'Eau Potable
SIE	Syndicat Intercommunal des Eaux
SME	Syndicat Mixte des Eaux
SIVOM	Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
SIVU	Syndicat Intercommunal à Vocation Unique



BANQUE des
TERRITOIRES



Stratégie départementale de sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable

RAPPORT DE PHASE 1

Mai 2025

ALTEREO

Agence Nord
ZA des Chemins Croisés
12 Rue René Cassin
62223 Saint-Laurent-Blangy
Tél : 06 09 01 34 11

IDEES-EAUX

Agence du Jura
20 rue Paul Gauguin
39170 Saint-Lupicin
Tél : 03 84 42 07 08



Identification du document

Élément	
Titre du document	Stratégie départementale de sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable - Rapport de Phase 1
Nom du fichier	2025_05_14 - CD02 - RP1 - V4.docx
Version	19/05/2025 10:54:00
Rédacteur	JR – BAM – EJ
Vérificateur	JELE – MMB – JB
Valideur	BM

Sommaire

1. PRESENTATION DE L'ETUDE	13
1.1. Contexte	13
1.2. Objectifs	13
1.3. Contenu	13
1.4. Rapport de phase 1	14
2. CONTEXTE DU DEPARTEMENT	15
2.1. Contexte administratif.....	15
2.2. Contexte environnemental	17
2.2.1. Topographie	17
2.2.2. Hydrologie	18
2.2.3. Géologie	19
2.2.4. Hydrogéologie.....	24
2.2.5. Climatologie.....	40
2.2.6. Protection de l'environnement.....	47
2.2.7. Risques naturels	51
2.3. Contexte économique	53
2.3.1. Démographie.....	53
2.3.2. Activités du département.....	57
2.4. Cadre réglementaire.....	65
2.5. Actions locales	67
2.5.1. SDAGE.....	67
2.5.2. SAGE.....	69
3. GESTION DE L'EAU POTABLE DANS LE DEPARTEMENT	73
3.1. Recueil des données.....	73
3.1.1. Méthodologie.....	73
3.1.2. Synthèse des données collectées	76
3.1.3. Analyse critique des données collectées	79
3.2. Gestion de l'eau	80
3.2.1. Distribution de la compétence	80
3.2.2. Modes de gestion	84
3.3. Répartitions des captages dans l'Aisne	87
3.4. Qualité des eaux brutes et distribuées	91
3.4.1. Préambule.....	91
3.4.2. Définition des différents paramètres.....	91
3.4.3. Références et limites de qualité.....	94
3.4.4. Résultats sur le territoire de l'Aisne	96
3.4.5. Captages prioritaires et restriction d'eau	169
3.4.6. Des nouvelles molécules à surveiller : Les PFAS	176
3.5. Stockage.....	177

3.6. Stations de traitement	180
3.7. Réseau et canalisations	182
3.7.1. Caractéristiques	182
3.7.2. Interconnexions	183
3.8. Volumes facturés et mis en distribution	185
3.8.1. Contexte	185
3.8.2. Nombre d'abonnés	185
3.8.3. Volumes produits	186
3.8.4. Volumes importés/vendus	188
3.8.5. Volumes mis en distribution	190
3.8.6. Volumes comptabilisés	192
3.8.7. Rendement du réseau de distribution	194
3.8.8. Indice linéaire de consommation	195
3.8.9. Indice linéaire de pertes	197
3.9. Gestion du patrimoine.....	199
3.9.1. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale.....	199
3.9.2. Taux moyen de renouvellement annuel des réseaux.....	201
3.9.3. Indice d'avancement de la protection des ressources	202
3.9.4. Schémas directeurs eau potable	204
3.9.5. Aire d'alimentation du captage	206
3.9.6. Plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux	207
3.9.7. Etudes de transfert de compétences	208
3.10. Tarification	209
4. BILAN DE LA SITUATION DE L'EAU DANS LE DEPARTEMENT	210
5. ANNEXES.....	212
5.1. Annexe 1 – Liste des données collectées, février 2025	212
5.2. Annexe 2 – Fiches de synthèse par EPCI et par PRPDE	212

Table des illustrations

Figure 1 : Répartition des communes selon le territoire des Agences de l'Eau sur le département de l'Aisne	15
Figure 2 : Localisation du territoire du département de l'Aisne (Source : Altereo).....	16
Figure 3 : Carte de la topologie du département de l'Aisne (source : IGN).....	17
Figure 4 : Carte des cours d'eau du département (source : Altereo)	18
Figure 5 : log lithostratigraphique des faciès rencontrés dans le département de l'Aisne (source : BRGM) ...	20
Figure 6 : Carte géologique du département de l'Aisne (source : BRGM)	21
Figure 7 : Coupe géologique nord-sud du département de l'Aisne (source : BRGM).....	22
Figure 8 : Schéma des 3 types d'aquifère (source : glossaire eau et biodiversité)	24
Figure 9 : Schéma conceptuel des différents types de nappes (source : ResearchGate)	25
Figure 10 : Carte des différentes masses d'eau dans l'Aisne	26
Figure 11 : Extensions complètes des masses d'eau présentes dans l'Aisne	27
Figure 12 : Prélèvement des eaux souterraines suivant l'activité (source : BNPE)	32
Figure 13 : Prélèvement des eaux superficielles suivant l'activité économique (Source : BNPE).....	32
Figure 14 : Productions d'eau issues des ressources souterraines et superficielles dans l'Aisne de 2008 à 2022 (source BNPE)	33
Figure 15 : Répartition géographique des captages utilisés pour l'irrigation, et volumes prélevés sur ces captages en 2022.....	34
Figure 16 : Volume prélevé sur chaque masse d'eau dans l'Aisne	37
Figure 17 : Répartition des stations météo	40
Figure 18 : Rose des vents de Fontaine-lès-Vervins (Source : meteoblue)	41
Figure 19 : Rose des vents de Braine (Source : meteoblue).....	41
Figure 20 : Courbes des températures sur Aulnois-sur-Laon (données : Météo-France)	42
Figure 21 : Courbes des températures sur Blesmes (données : Météo-France)	42
Figure 22 : Courbes des températures sur Braine (données : Météo-France)	42
Figure 23 : Courbes des températures sur Chauny (données : Météo-France)	42
Figure 24 : Courbes des températures sur Fontaine-lès-Vervins (données : Météo-France).....	42
Figure 25 : Courbes des températures sur Nizy-le-Comte (données : Météo-France)	42
Figure 26 : Courbes des températures sur Saint-Quentin (données : Météo-France)	42
Figure 27 : Pluviométrie à Aulnois-sur-Laon (données : Météo-France)	43
Figure 28 : Pluviométrie à Blesmes (données : Météo-France).....	43
Figure 29 : Pluviométrie à Braine (données : Météo-France)	43
Figure 30 : Pluviométrie à Chauny (données : Météo-France)	43
Figure 31 : Pluviométrie à Fontaine-lès-Vervins (données : Météo-France)	43
Figure 32 : Pluviométrie à Nizy-le-Comte (données : Météo-France).....	43
Figure 33 : Pluviométrie à Saint-Quentin (données : Météo-France)	44
Figure 34 : Modélisation de la diminution du niveau de la nappe de la craie sur la période 2046-2065 (moyenne de 7 modèles de climat) (source : rapport EXPLORE 2070)	45
Figure 35 : Projection de l'évolution du niveau moyen annuel des nappes selon 4 futurs pour un scénario de fortes émissions de GES à la fin du siècle, selon le modèle AquIFR (source: EXPLORE 2)	46
Figure 36 : Carte des zones Natura 2000 (source : IGN)	47
Figure 37 : Carte des ZNIEFF de type I et II (source : IGN).....	49

Figure 38 : Répartition des ENS sur le territoire (Source : CD02).....	50
Figure 39 : Carte des risques d'inondations par remontées de nappes (source : BRGM).....	51
Figure 40 : Carte d'exposition au retrait du gonflement des argiles (source : BRGM)	52
Figure 41 : Evolution de la population du territoire entre 1968 et 2021 (Données : INSEE, Graphique : Altereo)	53
Figure 42 : Répartition de la population dans l'Aisne (Source : INSEE 2021)	54
Figure 43 : Répartition de la population du département suivant les PRPDE	55
Figure 44 : Graphique représentant les établissements actifs par secteur d'activité (Données : INSEE 2021)	57
Figure 45 : Répartition des activités agricoles sur le département (Source : AGRESTE).....	59
Figure 46 : CORINE Land Cover 2018 de l'Aisne (source : IGN).....	61
Figure 47 : Sites classés pour la protection de l'environnement dans l'Aisne (source : Géorisques).....	62
Figure 48 : Carrières exploitées actuellement dans l'Aisne (source : BRGM).....	64
Figure 49 : Répartition des communes suivant les Agences de l'Eau et ainsi des SDAGE	67
Figure 50 : Répartition des SAGE sur le département (Source : Altereo)	69
Figure 51 : Infographie du nombre de PRPDE et délégataires rencontrés	74
Figure 52 : Infographie du nombre de commune ayant répondu au questionnaire	74
Figure 53 : Collecte des données à l'échelle du département de l'Aisne (Source : Altereo)	75
Figure 54 : Premier page Rapport Cour des Comptes La gestion quantitative de l'eau en période de changement climatique de juillet 2023	79
Figure 55 : Evolution du nombre de PRPDE dans le département entre 2008 et 2023.....	80
Figure 56 : Répartition de la compétence sur le département.....	81
Figure 57 : Répartition de la compétence eau potable dans l'Aisne.....	82
Figure 58 : Répartition du mode de gestion dans l'Aisne	84
Figure 59 : Différents modes de gestion des PRPDE sur le département de l'Aisne (Source : Altereo)	85
Figure 60 : Répartition des délégataires et du SIDEN-SIAN sur le territoire (Source : Altereo).....	86
Figure 61 : Répartition des captages sur le département	87
Figure 62 : Statut des captages sur le département de l'Aisne (Source : ARS, Cartographie : Altereo)	88
Figure 63 : Ratio du nombre de captages exploités par km ² de masse d'eau dans le département de l'Aisne	90
Figure 64 : Utilisation des captages dans l'Aisne	90
Figure 65 : Cartographie des captages selon la limite de bon état sur le paramètre de la conductivité (Source : ARS, Cartographie : Altereo).....	98
Figure 66 : La qualité de l'eau brute selon le paramètre du TAC (Source : ARS, Cartographie : Altereo)....	100
Figure 67 : Qualité de l'eau distribuée selon le paramètre du TAC (Source : ARS, Cartographie : Altereo) .	101
Figure 68 : Qualité des captages selon la limite de bon état du paramètre des nitrates (Source : ARS, Cartographie : Altereo)	103
Figure 69 : Qualité de l'eau distribuée sur les UDI selon le paramètre des nitrates (Source : ARS, Cartographie : Altereo)	106
Figure 70 : Qualité de l'eau brute selon le paramètre du fer sur le département de l'Aisne (Source : ARS : Cartographie : Altereo)	110
Figure 71 : Qualité de l'eau sur le territoire en fonction du paramètre du fer (Source : ARS, Cartographie : Altereo)	113
Figure 72 : Qualité des captages selon la limite de qualité du paramètre du fluor (Source : ARS, Cartographie : Altereo)	117

Figure 73 : Qualité de l'eau distribuée selon le paramètre du fluor (Source : ARS, Cartographie : Altereo) .	119
Figure 74 : Qualité des captages selon la limite de qualité du paramètre des pesticides totaux (Source : ARS, Cartographie : Altereo)	121
Figure 75 : Qualité de l'eau traitée selon le paramètre des pesticides totaux (Source : ARS, Cartographie : Altereo)	124
Figure 76 : Qualité des captages selon la limite de bon état du paramètre de l'Atrazine (Source : Altereo) .	128
Figure 77 : Qualité de l'eau traitée en fonction de l'atrazine (Source : ARS, Cartographie : Altereo)	130
Figure 78 : Qualité de l'eau des captages selon la limite de qualité du déshétyl-atrazine (Source : ARS, Cartographie : Altereo)	132
Figure 79 : Qualité de l'eau distribuée selon le déshétyl-atrazine (Source : ARS, Cartographie : Altereo)	134
Figure 80 : Qualité des captages selon la limite de bon état du paramètre du Chlorothalonil R471811 (Source : Altereo)	136
Figure 81 : Qualité de l'eau distribuée selon le chlorothalonil R471811 (Source : Altereo)	140
Figure 82 : Qualité de l'eau distribuée selon le chlorothalonil R417888 (Source : ARS, Cartographie : Altereo)	143
Figure 83 : Qualité des captages selon la limite de qualité du paramètre du desphényl-chloridazone (Source : ARS, Cartographie : Altereo)	148
Figure 84 : Qualité de l'eau traitée selon le desphényl-chloridazone (Source : Altereo)	152
Figure 85 : Politique de priorisation de dérogation de l'ARS	157
Figure 86 : Qualité des captages selon la limite de qualité du paramètre de Méthyl-desphényl-chloridazone (Source : Altereo)	158
Figure 87 : Qualité de l'eau distribuée selon le méthyl-desphényl-chloridazone (Source : ARS, Cartographie : Altereo)	160
Figure 88 : Qualité de l'eau distribuée en fonction des paramètres microbiologiques (Source : ARS, Cartographie : Altereo)	165
Figure 89 : Cartographie montrant la présence de chlore dans l'eau distribuée sur le département de l'Aisne (Source : ARS, Cartographie : Altereo)	167
Figure 90 : Qualité de l'eau distribuée en fonction du chlore libre (Source : ARS, Cartographie : Altereo) ...	168
Figure 91 : Répartition des captages prioritaires	170
Figure 92 : Répartition des captages sensibles (Source : Altereo)	173
Figure 93 : Carte des captages classés ultra-prioritaire sur le département (Source : Altereo)	174
Figure 94 : Répartition des ouvrages de stockage suivant leurs classes de volume	177
Figure 95 : Localisation des réservoirs sur le département	178
Figure 96 : Répartition du type d'ouvrage sur le département	179
Figure 97 : Répartition des stations traitement sur le département	180
Figure 98 : Répartition de la date de pose des canalisations dans le département (part des délégataires) ..	182
Figure 99 : Interconnexions recensées sur le territoire du département de l'Aisne (Source : Altereo)	184
Figure 100 : Schéma représentatif des différentes notions de volumes	185
Figure 101 : Graphique représentant les volumes produits sur les 5 dernières années (Source des données : RAD, RPQS, SISPEA)	186
Figure 102 : Moyenne des volumes produits par PRPDE sur les 5 dernières années (Source : Altereo)	187
Figure 103 : Volume moyen importé sur le département entre 2019 et 2023 (Source des données : RAD, RPQS, SISPEA)	188
Figure 104 : Volume moyen exporté sur le département entre 2019 et 2023 (Source des données : RAD, RPQS, SISPEA)	189

Figure 105 : Volume moyen mis en distribution sur le département entre 2019 et 2023 (Source des données : RAD, RPQS, SISPEA)	190
Figure 106 : Volumes moyens distribuées par PRPDE sur les 5 dernières années (Source : Altereo)	191
Figure 107 : Graphique représentant les volumes comptabilisés sur les 5 dernières années (Source des données : RAD, RPQS, SISPEA)	192
Figure 108 : Volumes moyens consommés sur les 5 dernières années rapportés au nombre d'habitant par PRPDE	193
Figure 109 : Rendement moyen sur le département entre 2019 et 2023 (Source de données : RAD, RPQS, SISPEA)	194
Figure 110 : ILC moyen sur le département entre 2019 et 2023 (Source des données : RAD, RPQS, SISPEA)	195
Figure 111: Répartition de l'ILC en fonction des PRPDE	196
Figure 112 : ILP moyen sur le département entre 2019 et 2023 (Source des données : RAD, RPQS, SISPEA)	197
Figure 113 : Répartition des ILP en fonction des PRPDE	198
Figure 114 : Répartition des indices de gestion patrimoniale suivant les PRPDE	200
Figure 115 : Répartition du renouvellement moyen du réseau suivant les PRPDE	201
Figure 116 : Avancement de la protection de la ressource	203
Figure 117 : SDAEP dans le département	204
Figure 118 : AAC sur le département	206
Figure 119 : PGSSE sur le département	207
Figure 120 : Etudes de transfert de compétences sur le département de l'Aisne	208
Figure 121 : Prix de l'eau dans le département TTC (Source : RAD, RPQS, SISPEA)	209

Table des tableaux

Tableau 1 : Légende de la carte géologique (Source : Rapport du BRGM du département de l'Aisne)	22
Tableau 2 : Synthèse des masses d'eau	27
Tableau 3 : Etat quantitatif des masses d'eau	35
Tableau 4 : Volume prélevé sur chaque masse d'eau dans l'Aisne	36
Tableau 5 : Récapitulatif des différentes masses d'eau (Source SDAGE Artois-Picardie et Seine-Normandie 2022-2027)	38
Tableau 6 : Stations météo-france.....	41
Tableau 7 : Répartition des zones Natura 2000 dans le département.....	48
Tableau 8 : Communes de plus de 10 000 habitants (Source INSEE 2021).....	53
Tableau 9 : Documents urbanismes dans le département	56
Tableau 10 : Synthèse de l'activité agricole du territoire	58
Tableau 11 : Types de couvertures retrouvés dans les périmètres de protection des captages	60
Tableau 12 : Sites classés Seveso de l'Aisne (source : Wikipédia et Géorisques)	63
Tableau 13 : Répartition des captages dans les masses d'eau de l'Aisne	89
Tableau 14 : Limites et références de qualité des eaux brutes et destinées à la consommation humaine	95
Tableau 15 : Captages au-dessus du seuil de qualité pour la conductivité	99
Tableau 16 : Captages au-dessus de la limite de bon état pour les nitrates	104
Tableau 17 : UDI avec des dépassements de la limite de qualité des nitrates.....	107
Tableau 18 : UDI en contentieux européen nitrates	108
Tableau 19 : Captages au-dessus du seuil de bon état pour le fer	111
Tableau 20 : Tableau des PRPDE concernées par un dépassement de la référence qualité du fer	114
Tableau 21 : Captages au-dessus du seuil réglementaire pour le fluor	118
Tableau 22 : PRPDE avec des concentrations en fluor supérieur à la limite de qualité	120
Tableau 23 : Captages dépassants la limite de qualité des pesticides totaux	122
Tableau 24 : UDI étant non-conformes sur l'ensemble des analyses.....	125
Tableau 25 : Captage au-dessus du seuil réglementaire pour l'atrazine	129
Tableau 26 : UDI présentant des dépassements de la limite de qualité de l'atrazine	131
Tableau 27 : Captages non-conformes au déshétyl-atrazine	133
Tableau 28 : UDI ayant des dépassements de la limite de qualité du déshétyl-atrazine	135
Tableau 29 : Captages au-dessus du seuil réglementaire pour le chlorothalonil R471811.....	137
Tableau 30 : UDI ayant un taux de conformité de 0 % pour le chlorothalonil R471811.....	141
Tableau 31 : UDI présentant des dépassements de la limite de qualité	144
Tableau 32 : Captages au-dessus du seuil réglementaire pour le desphényl-chloridazone	149
Tableau 33 : UDI systématiquement au-dessus de la limite de qualité du desphényl-chloridazone	153
Tableau 34 : Captages au-dessus de la limite de qualité pour le méthyl-desphényl-chloridazone	159
Tableau 35 : UDI dépassant systématiquement la limite de qualité du méthyl-desphényl-chloridazone.....	161
Tableau 36: UDI concernées par des dépassements de la limite de qualité des CVM.....	163
Tableau 37 : Liste des 119 UDI dépassant les limites de qualité microbiologiques	166
Tableau 38 : Liste des captages prioritaires dans l'Aisne (Source : SDAGE Seine-Normandie et Artois-Picarde 2022-2027)	169



Tableau 39 : Captages dits "sensibles" sur le bassin de l'agence Seine-Normandie (Source : SDAGE Seine-Normandie 2022-2027).....	171
Tableau 40 : Classification du réseau en fonction de l'ILC.....	195
Tableau 41 : Classification de l'ILP.....	197

Liste des acronymes

A	AAC / BAC :	Aire d'Alimentation de Captage / Bassin d'Alimentation de Captage
	AE-AP / AE-SN :	Agence de l'Eau Seine Normandie / Agence de l'Eau Artois Picardie
	ARS :	Agence Régionale de Santé
B	BNPE :	Banque Nationale des Prélèvements quantitatif en Eau
C	CA :	Communauté d'Agglomération
	CC :	Communauté de Commune
	CVM :	Chlorure de Vinyle Monomère
D	DCE :	Directive Cadre sur l'Eau
	DDT :	Direction Départementale des Territoires
	DSP :	Délégation de Service Public
E	EDCH :	Eau Destinée à la Consommation Humaine
	ESN :	Espaces Naturels Sensibles
	EPCI :	Etablissement Public de Coopération Intercommunale (communauté de communes ou communauté d'agglomération)
G	GIEC :	Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
I	IGN :	Institut Géographique National
	INSEE :	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
N	NOTRe :	Nouvelle Organisation Territoriale de la République
P	PFAS :	Substances Per-et Polyfluoroalkylées
	PGSSE :	Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux
	pH :	Potentiel Hydrogène
	PLU :	Plan Local d'Urbanisme
	PLUI :	Plan Local d'Urbanisme Intercommunal
	PRPDE :	Personne Responsable de la Production et de la Distribution de l'Eau (entité ayant la compétence eau potable : syndicat, commune, communauté d'agglomération)
R	RAD :	Rapport Annuel du Délégué
	RPQS :	Rapport sur le Prix et la Qualité du Service
	RU :	Règlement d'Urbanisme
S	SAGE :	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (couvrant une unité hydrographique cohérente (rivière, bassin versant, nappe))
	SCoT :	Schéma de Cohérence Territoriale
	SDAEP :	Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable
	SDAGE :	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (à l'échelle d'un grand bassin hydrographique)
	SISPEA :	Système d'Information sur les Services Publics d'Eau et d'Assainissement
T	TAC :	Titre Alcalimétrique Complet
U	UDI :	Unité de Distribution (réseau de distribution dans lequel la qualité de l'eau est réputée homogène)
	UGB :	Unité de Gros Bétail
	UV :	Ultraviolet
Z	ZNIEFF :	Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

Différentes formes et noms de syndicats :

SAE(P) :	Syndicat d'Alimentation en Eau (Potable)
SE(P) :	Syndicat des Eaux (Potable)
SIAE(P) :	Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau (Potable)
SIE(P) :	Syndicat Intercommunal d'Eau (Potable)
SIVOM :	Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
SIVU :	Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
SME :	Syndicat Mixte d'Eau
SENA :	Syndicat des Eaux du Nord de l'Aisne
SIDEN-SIAN :	Syndicat Intercommunal de Distribution d'Eau du Nord - Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Nord
SPENS :	Syndicat de Production d'Eau potable du Nord de Soissons
SIPRODES :	Syndicat Intercommunal de Production et de Distribution d'Eau du Soissonnais
USESA :	Union des Services d'Eau du Sud de l'Aisne

Acronymes des Communautés d'Agglomération :

CACTLF :	Communauté d'Agglomération Chauny – Tergnier – La Fère
CAPL :	Communauté d'Agglomération du Pays de Laon
CARCT :	Communauté d'Agglomération de la Région de Château-Thierry
CASQ :	Communauté d'Agglomération du Saint-Quentinois
GSA :	Grand Soissons Agglomération

1. Présentation de l'étude

1.1. Contexte

Un premier Schéma Directeur Départemental de production et de distribution de l'eau a été réalisé en 2002-2003 et terminé en 2009. Il a permis d'étudier et de fixer les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux besoins en termes de qualité, de quantité ou de sécurité.

Fin 2022 – début 2023, un épisode de pollution de captages et de sources par un produit phytosanitaire (métabolites du chloridazone) a occasionné la restriction d'usage de l'eau potable dans plusieurs communes du département de l'Aisne. Des difficultés ont été rencontrées pour maintenir l'alimentation en eau potable.

C'est dans cette optique que le Conseil Département de l'Aisne (02) a souhaité réaliser une étude stratégique départementale pour la sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable sur son territoire, en co-construction avec les services de l'Etat.

1.2. Objectifs

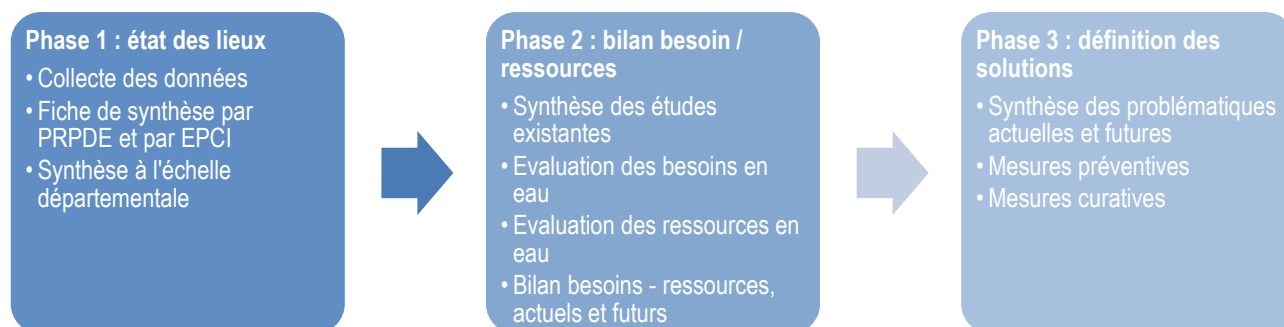
Cette étude a un double objectif :

- Définir des solutions de sécurisation qualitative et quantitative de l'alimentation en eau potable par secteur d'étude/échelle départementale tout en prenant en considération la reconquête et la préservation de la qualité de l'eau ;
- Être un outil d'aide à la décision des collectivités compétentes en eau potable ou à venir.

Ce document doit permettre au Conseil Départemental, en partenariat avec les Agences de l'Eau Artois-Picardie et Seine-Normandie ainsi que l'ARS des Hauts de France de définir une politique d'investissement équilibrée entre la préservation de la ressource et la sécurisation de la production et la distribution de la ressource.

1.3. Contenu

Le présent schéma départemental se compose de trois phases :



1.4. Rapport de phase 1

Cette première phase d'étude comprend le recueil de l'ensemble des données auprès des PRPDE (Personne Responsable de la Production et de la Distribution de l'Eau) en place au moment de l'étude (année 2024). Pour chaque PRPDE, un état des lieux est réalisé et une synthèse est ensuite rédigée dans le but de permettre au Conseil Départemental de mettre en évidence les actions techniques et financières prioritaires à réaliser à l'avenir (phase 3).

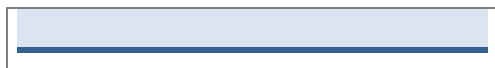
En amont de cette phase, le rapport comprend une partie sur le contexte du département (administratif, environnemental, économique et les actions locales).

Ensuite, le rapport comprend :

- Un point sur le recueil des données ;
- Une synthèse sur la compétence et les modes de gestion ;
- Une synthèse sur la qualité des eaux brutes et distribuées ;
- Les caractéristiques des différents ouvrages et du réseau ;
- Un point sur les différents volumes (prélevés, distribués) ;
- La gestion du patrimoine ;
- Et pour terminer, une partie sur la tarification.

Cette analyse sert de base aux phases suivantes du schéma.

Guide de lecture :



En fin de chaque partie ou sous-partie, les points d'attention et les synthèses sont mentionnées dans un encadré bleu.



Tout au long du rapport les explications ou définitions sont mentionnées dans un encadré gris avec le logo d'un point d'interrogation.

2. Contexte du département

2.1. Contexte administratif

Deux Agences de l'eau sont présentes sur le territoire pour l'accompagnement des collectivités, avec des modalités d'aides similaires mais des différences de taux d'aides sur certaines actions. Les 797 communes se répartissent entre les deux agences de la façon suivante :

- 115 communes sont situées sur le territoire de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie (14 %) ;
- 682 communes sont situées sur le territoire de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (86 %).

La carte suivante présente la répartition des communes selon l'Agence de l'Eau.

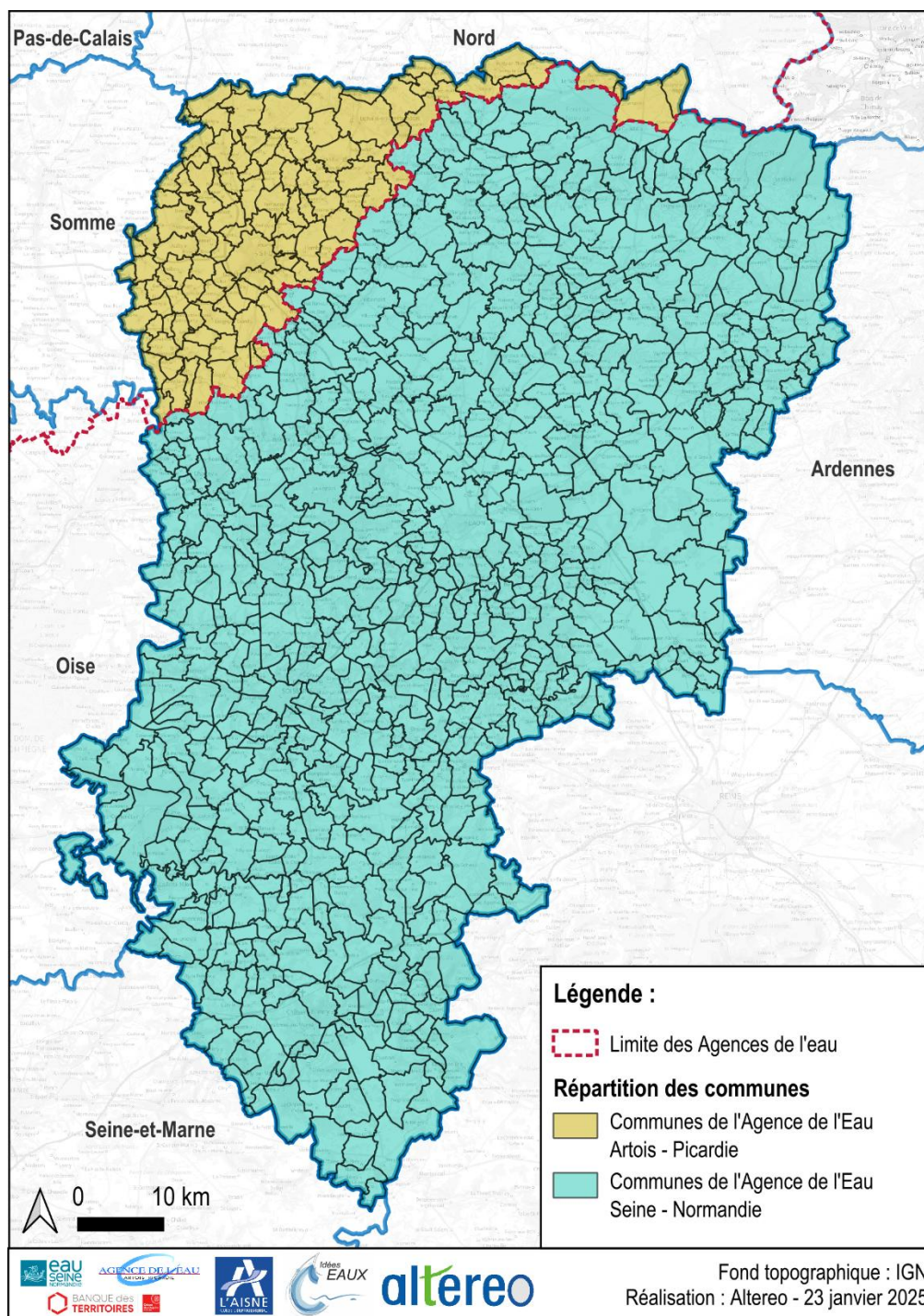


Figure 1 : Répartition des communes selon le territoire des Agences de l'Eau sur le département de l'Aisne

Le département de l'Aisne, d'une superficie de 7 369 km², se situe au sein de la région Hauts de France.

L'Aisne est entourée par les départements suivants : le Nord, la Somme, l'Oise, la Seine-et-Marne, la Marne et les Ardennes. Au nord-est, le département possède une frontière avec la Belgique.

La préfecture du département est la ville de Laon et les sous-préfectures sont Château-Thierry, Saint-Quentin, Soissons et Vervins. Le département compte 797 communes en 2025.

En France, la superficie moyenne des communes est de 15,8 km², tandis que dans l'Aisne, elle est de 9,8 km². Cela indique qu'il existe un plus grand nombre de petites communes dans l'Aisne par rapport à la moyenne nationale. **Cette particularité reflète un morcellement du territoire, où le nombre d'acteurs locaux est historiquement plus élevé.**

La cartographie suivante présente la localisation du territoire dans la région, ainsi que ses villes principales (préfecture et sous-préfectures).

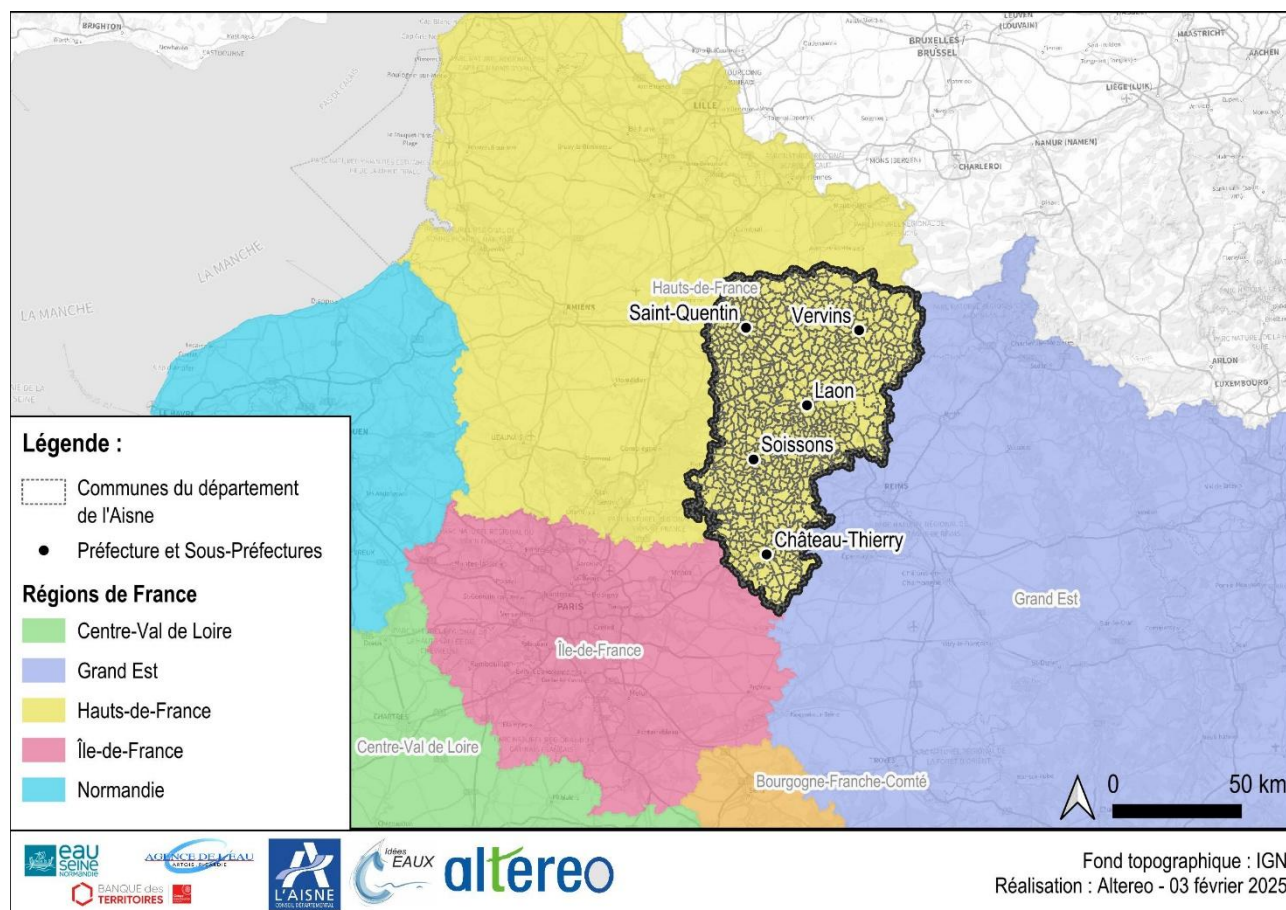


Figure 2 : Localisation du territoire du département de l'Aisne (Source : Altereo)

2.2. Contexte environnemental

2.2.1. Topographie

D'un point de vue topographique, l'altitude du département varie entre 36 m et 297 m, avec une moyenne comprise entre 100 m et 150 m.

Le département peut se décomposer en trois parties :

- La partie **nord-est** du département est la plus haute du département. Cette zone est marquée par les premiers contreforts du massif ardennais. Le point culminant du département est situé dans la forêt domaniale de Saint-Michel à 297 m d'altitude au nord-est de Hirson ;
- La partie **centrale et nord** est une zone de plaine de basse altitude caractéristique du bassin parisien ;
- Le **sud** du département est marqué par différents plateaux et il est creusé par la vallée de la Marne. La même topographie se trouve dans le Soissonnais marqué par la vallée de l'Aisne. Les plateaux sont moins hauts que dans le sud du département ;

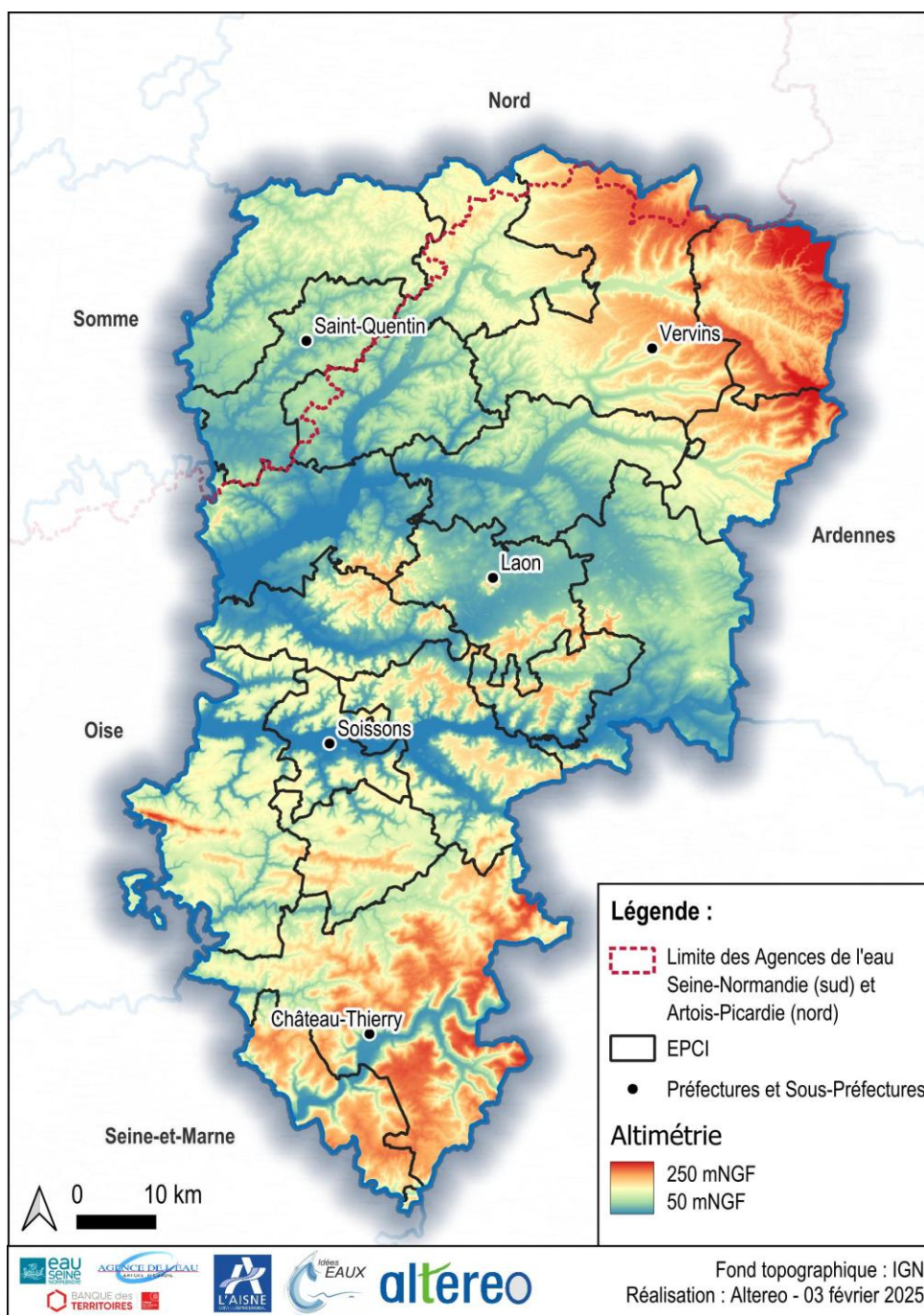


Figure 3 : Carte de la topologie du département de l'Aisne (source : IGN)

2.2.2. Hydrologie

Le département est imprégné d'une omniprésence de l'eau. La quasi-totalité de son territoire est traversé par des cours d'eau. Il est parcouru par plusieurs cours d'eau importants, appartenant aux différents bassins avoisinants, tels que les bassins de la Seine, de la Somme, de l'Escaut et de la Meuse.

Le département est influencé par le bassin de la Seine. Trois affluents ou sous affluents de la Seine traversent son territoire : l'Aisne, la Marne et l'Oise. Son territoire est aussi marqué par la présence d'un fleuve, la Somme, qui prend sa source à Fonsommès (nord-est de Saint-Quentin). L'Escaut prend aussi sa source dans le département sur la commune de Gouy (au nord de Saint-Quentin).

Le territoire est également ponctué de nombreux étangs et d'autres zones humides comme par exemple le lac de l'Ailette ou encore le marais de l'Isle.

La carte suivante montre le réseau hydrologique du département de l'Aisne :

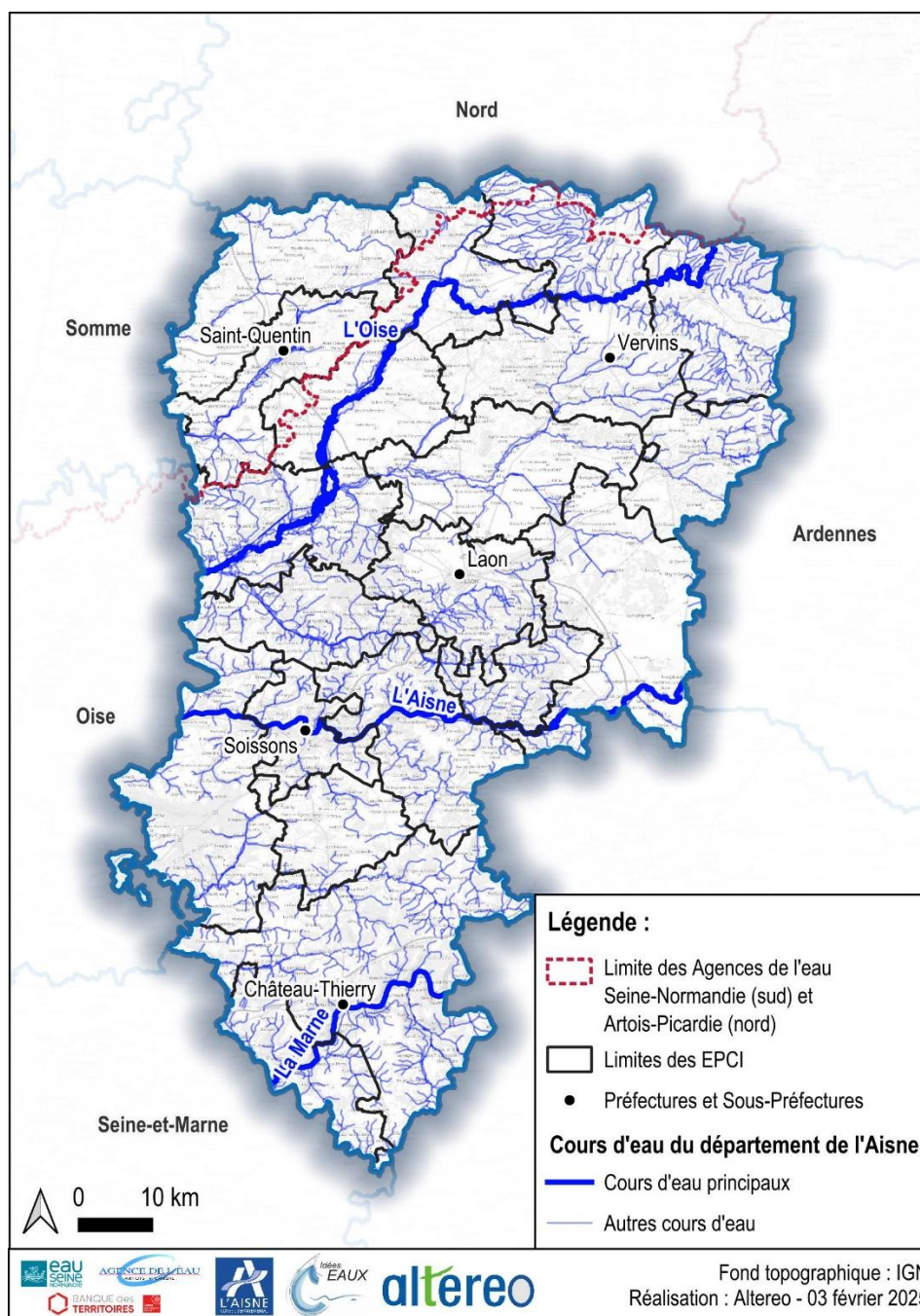


Figure 4 : Carte des cours d'eau du département (source : Altereo)

2.2.3. Géologie

Le département de l'Aisne se trouve au nord-est du Bassin parisien, allant des formations de l'Oligocène jusqu'au Jurassique inférieur, avec un lambeau de formations métamorphiques du Cambrien et du Dévonien inférieur des Ardennes.

Du plus jeune au plus ancien, on retrouve :

- Les formations de sables de Fontainebleau et d'argiles vertes de l'Oligocène (Stampien) ;
- Des alternances de calcaires, marnes et sables de l'Eocène ;
- Au Crétacé, on retrouve des faciès crayeux du Campanien au Cénomanien, plus des alternances de marnes et sables du Valanginien à l'Hauterivien ;
- Des alternances de calcaires oolithiques et de marnes du Jurassique ;

La série connaît ensuite une lacune et passe au Dévonien puis au Cambrien, avec des formations schisteuses, calcaires et des grès plissés.

Structuralement, les couches sont légèrement pentées vers le sud-ouest, en direction du centre du Bassin parisien, et reposent sur le socle Dévonien (Figure 5, Figure 6, Figure 7). Les formations du Jurassique et du Crétacé sont peu épaisses au nord mais s'épaississent vers le sud en profondeur. Ces formations Mésozoïques sont recouvertes en allant vers le sud par les formations Cénozoïques de l'Eocène et de l'Oligocène, du Thanétien au Quaternaire, localement plissées et recoupées par l'Aisne, l'Oise et la Marne.

La figure page suivante présente le log lithostratigraphique synthétique du département.

Log lithostratigraphique synthétique du département de l'Aisne

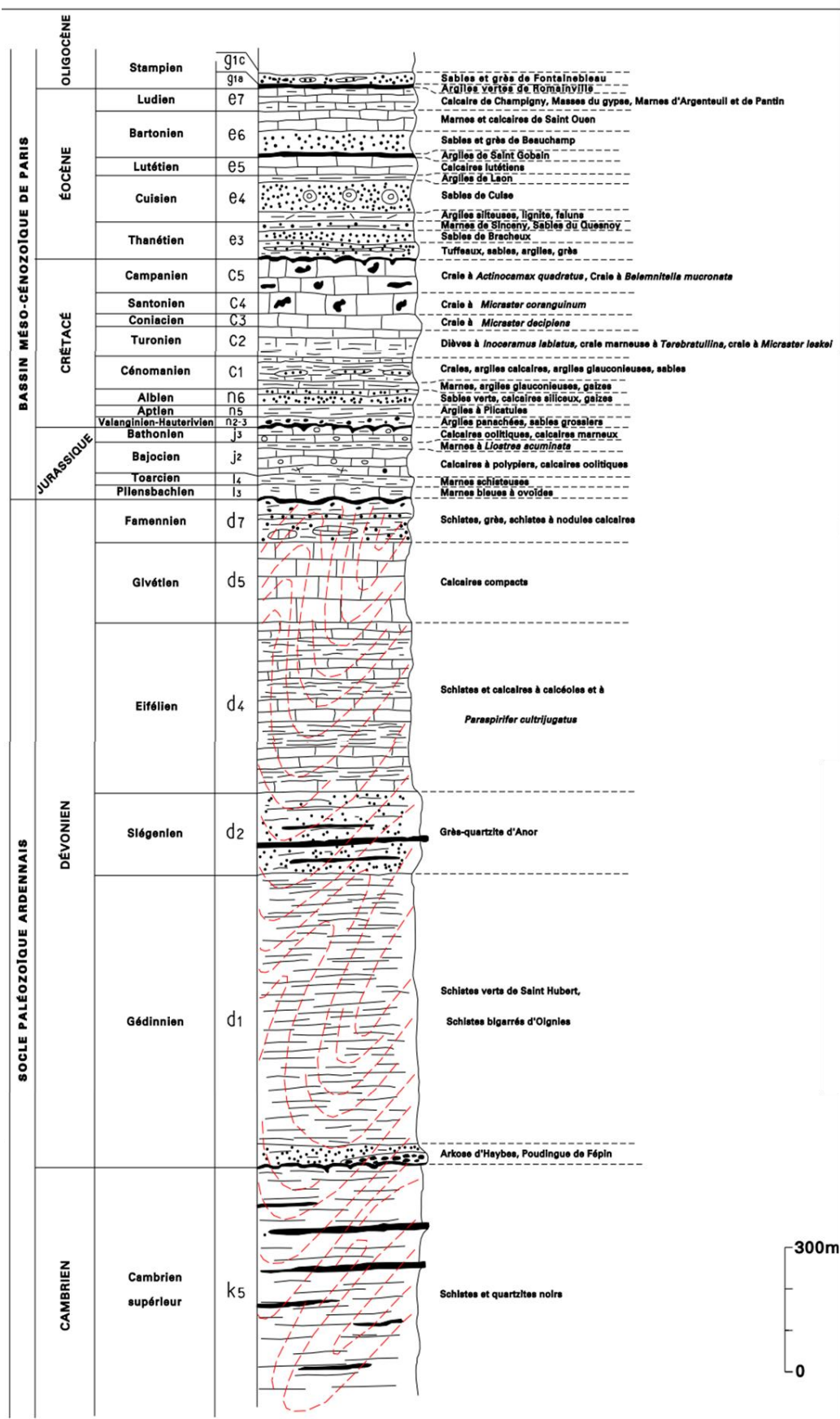
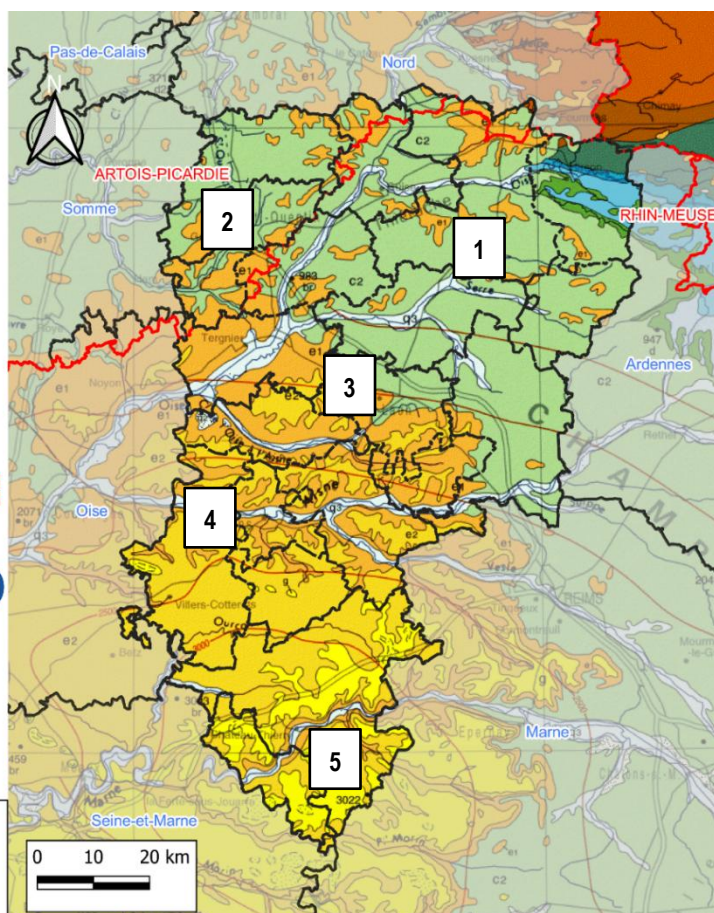


Figure 5 : log lithostratigraphique des faciès rencontrés dans le département de l'Aisne (source : BRGM)

fond de carte:
 BRGM
 Réalisation:
 des Eaux, 02/02/2025



légende de la carte géologique
de la France au million

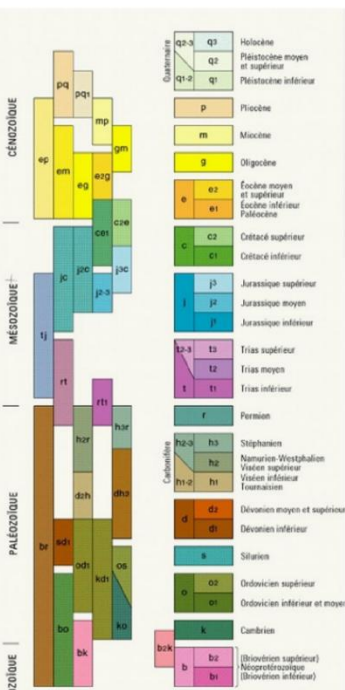


Figure 6 : Carte géologique du département de l'Aisne (source : BRGM)

Tableau 1 : Légende de la carte géologique (Source : Rapport du BRGM du département de l'Aisne)

N° cartographique	Secteur	Description
1	La Thiérache	La Thiérache est majoritairement formée par les craies et les marnes du Cétacé.
2	Le Vermandois	Il est principalement formé par des plateaux crayeux recouverts de limons. La craie est localement recouverte de sables et d'argiles tertiaires.
3	Le Laonnois et le Chaunois	Ces secteurs sont représentés par des plateaux crayeux ainsi que des buttes et placages de sables tertiaires. Ces plateaux sont parfois surmontés de calcaires lutétien découpés par l'érosion. L'ensemble peut être recouvert par des limons plus ou moins épais ;
4	Le Soissonnais et le Valois	Plateaux de calcaires éocènes, souvent surmontés de sables et recouverts de limons.
5	L'Omois	Il est composé d'argiles à meulières, de marnes, de calcaire, de sable et de grès, recouverts de limons.

En complément, la figure suivante présente la coupe géologique nord-sud du département.

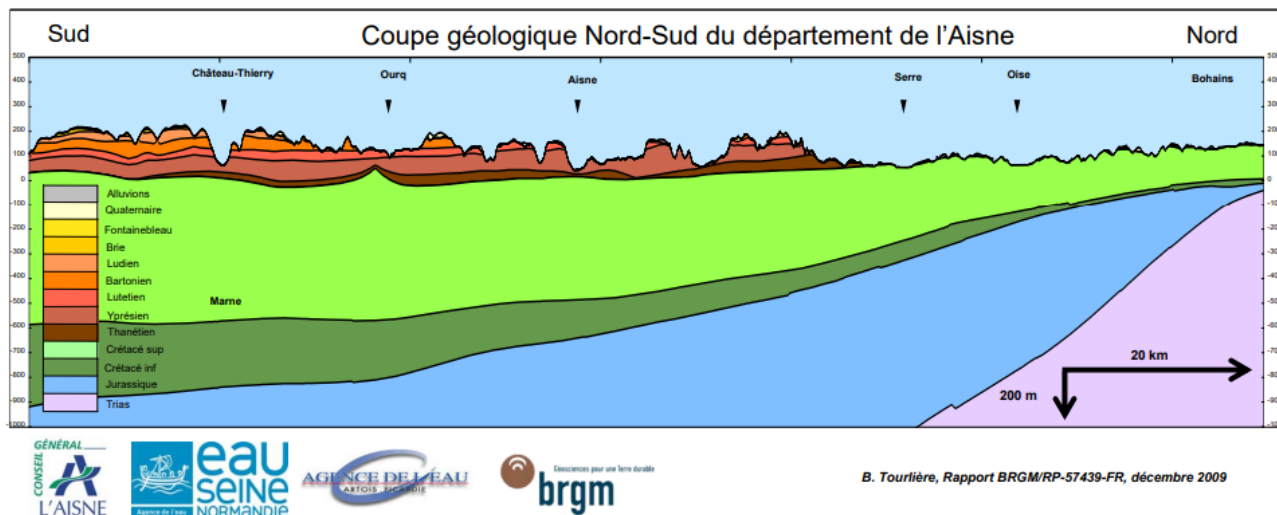


Figure 7 : Coupe géologique nord-sud du département de l'Aisne (source : BRGM)

Les principales formations géologiques présentes dans le département sont les suivantes :

➤ **La Craie (Crétacé supérieur)**

La craie est une des formations dominantes sur le département. Elle se trouve majoritairement dans le centre et le nord du département. Cette roche sédimentaire est formée principalement de carbonate de calcium. La craie est une roche qui peut être relativement poreuse et perméable, mais surtout très fracturée ; de ce fait, elle constitue un aquifère important pour l'approvisionnement en eau potable dans l'Aisne

➤ **Le Calcaire (Crétacé)**

Les calcaires sont présents dans la moitié sud du département. Ces roches sont similaires à la craie mais avec des caractéristiques légèrement différentes, souvent plus dures et plus compactes ; l'eau peut dissoudre le calcaire au niveau des zones faillées, formant ainsi des karsts, galeries permettant le passage de l'eau.

➤ **Les Marnes et Argiles (Crétacé et Tertiaire)**

Les marnes et les argiles sont des couches sédimentaires caractérisant certaines zones du département. Elles sont surtout présentes en zone basse et dans les vallées. Elles contiennent principalement de l'argile et forment des couches relativement imperméables. Ces formations géologiques sont moins perméables que la craie et agissent donc, comme des couches de confinement des aquifères situés en dessous. Elles contribuent à la protection de l'eau souterraine

➤ **Les Sables et les Grés (Paléogène et Miocène)**

Dans certaines zones axonaises, des formations de sable et de grés sont présentes. Elles se distribuent un peu partout sur le territoire. Ces formations géologiques sont perméables et peuvent abriter également des aquifères, bien que le rendement en eau soit généralement moins important que celui de la craie.

La géologie axonaise, avec ces différentes formations géologiques (craies, calcaires, argiles, ...), joue un rôle clé dans la configuration du territoire et de la ressource en eau. Ainsi, la diversité géologique de l'Aisne influe directement sur la distribution et la qualité de l'eau disponible, déterminant les zones où les ressources en eau sont abondantes ou limitées.

2.2.4. Hydrogéologie

2.2.4.1. Préambule



Un aquifère est une formation géologique souterraine qui se compose de roche poreuse et perméable. L'aquifère contient et permet la circulation de l'eau. Il se définit comme le contenant où l'eau circule.

Les eaux souterraines constituent une ressource en eau majeure pour l'alimentation en eau des populations et des industries. Leur fonctionnement est cependant souvent peu visible, et dépend essentiellement de la géologie. Les eaux souterraines peuvent être classées en 3 types d'aquifères, qui constituent les réservoirs d'eau, permettant la circulation et le stockage de cette ressource :

- **Les aquifères poreux** : on retrouve ce type d'aquifère surtout dans les plaines alluviales composées d'alluvions, ainsi que dans les bassins sédimentaires composés de sables, tel que certains faciès du centre du Bassin Parisien, comme les sables de Fontainebleau. Ce type d'aquifère fonctionne grâce à la porosité créée par les vides entre les grains qui constituent le sol : l'eau va circuler dans ces vides, comme dans une éponge. Dans ce type d'aquifères, les vitesses de circulation sont en général assez lentes.
- **Les aquifères fissurés** : ces aquifères se retrouvent dans les roches magmatiques ou métamorphiques (issues d'un magma ou de la transformation en profondeur d'une roche sous des conditions de haute pression et température) comme les granites, ainsi que dans certaines roches sédimentaires, comme les grès ou la craie. Dans ce type d'aquifère, la circulation se fait par des réseaux de fractures, et est donc localisée : les vitesses de circulation sont en général rapides.
- **Les aquifères karstiques** : ce type d'aquifère spécifique se retrouve dans les calcaires, ainsi que dans certaines roches volcaniques localement. Un aquifère karstique est constitué de galeries creusées au fil du temps, notamment par le biais de fissures ouvertes ; la recharge est très localisée au niveau de grottes, de gouffres, de lapiez, de dolines... et l'exurgence de ces aquifères se trouve au niveau de sources ou de réseaux de sources. Dans ce type d'aquifères, les vitesses de circulation sont en général très rapides et donc fortement soumises à la pluviométrie.

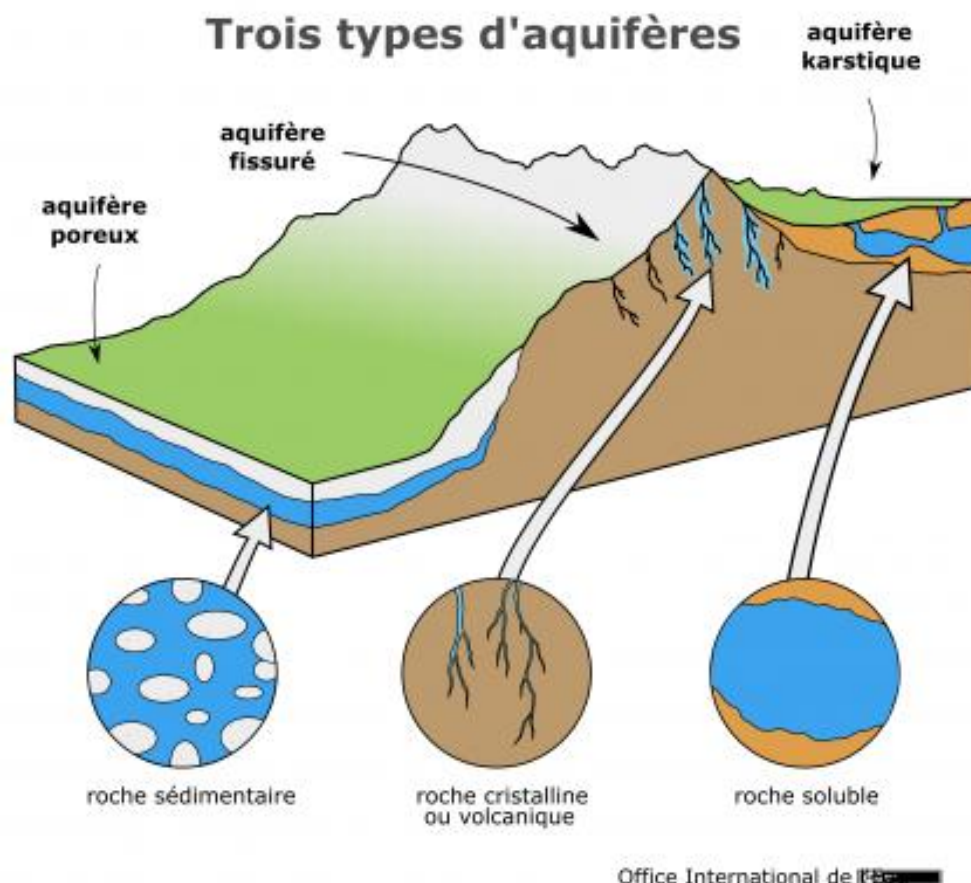


Figure 8 : Schéma des 3 types d'aquifère (source : glossaire eau et biodiversité)

Les aquifères, qui sont des réservoirs d'eau souterrains, se composent de deux zones principales :

- **La zone saturée**, qui se trouve plus en profondeur. Dans cette zone, tous les espaces entre les grains de roche ou de sable sont complètement remplis d'eau. Cette eau forme le réservoir principal de l'aquifère ;
- **La zone non saturée**, située juste sous la surface du sol, où les espaces entre les grains contiennent de l'air et un peu d'eau. Cette zone joue un rôle important, car c'est là que l'eau de pluie s'infiltre pour alimenter l'aquifère.

Lorsque l'eau peut circuler librement dans les formations géologiques, la nappe est dite libre.

L'aquifère repose sur un substratum généralement imperméable, très souvent composé d'argiles ou de marnes. Cette couche forme une barrière naturelle qui empêche l'eau de s'infiltrer davantage en profondeur et la retient dans la couche perméable au-dessus.

Dans certains cas, une autre couche imperméable peut se trouver au-dessus de l'aquifère. Cela crée une situation où l'eau est "emprisonnée" entre deux couches imperméables. Lorsque cela se produit, on parle de nappe captive ou de nappe semi-captive, selon que l'eau est totalement ou partiellement confinée.

La figure suivante présente ces différents types de nappe.

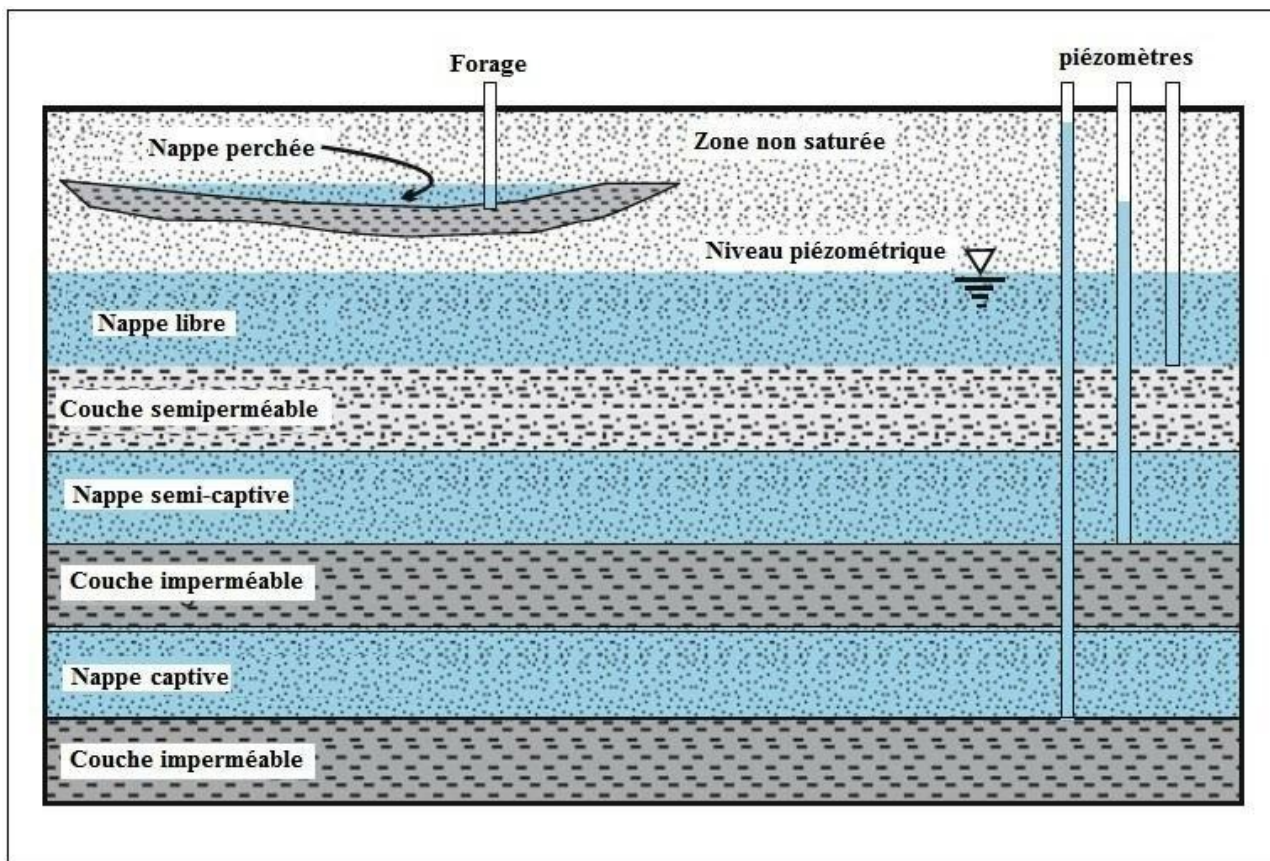


Figure 9 : Schéma conceptuel des différents types de nappes (source : ResearchGate)

2.2.4.2. Ressources en eau du département

Dans cette première phase, nous présentons une vision globale des ressources en eau du département de l'Aisne. Dans la phase 2, une analyse captage par captage sera effectuée, permettant de caractériser les forces et les faiblesses de chacun, leur productivité, leur qualité, leur vulnérabilité, mais aussi l'état des captages suivants les données bibliographiques récoltées durant cette première phase. Cette analyse permettra d'identifier le potentiel futur de chaque captage, et de proposer d'éventuelles études complémentaires ou actions à mener afin de sécuriser l'alimentation en eau potable.

Si le niveau des nappes fluctue naturellement de façon saisonnière, ces variations peuvent être fortement influencées par les activités anthropiques. En effet, quel que soit leur usage, les prélèvements d'eau sont susceptibles d'influencer les niveaux piézométriques locaux. Les aménagements et les activités menées dans le bassin versant sont également susceptibles de modifier en partie le cycle naturel de l'eau.

La carte suivante montre la répartition des 16 masses d'eau souterraines sur le département de l'Aisne :

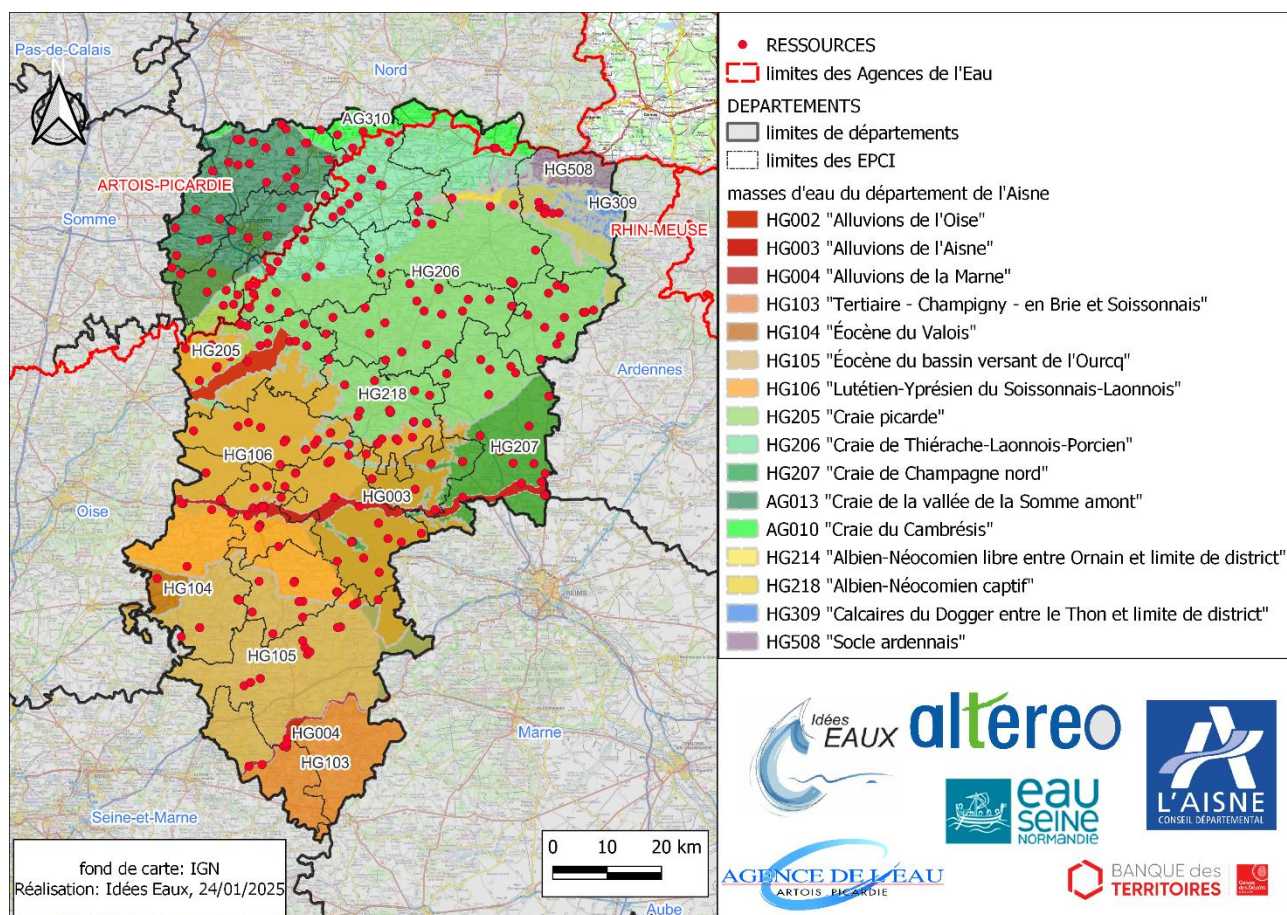


Figure 10 : Carte des différentes masses d'eau dans l'Aisne

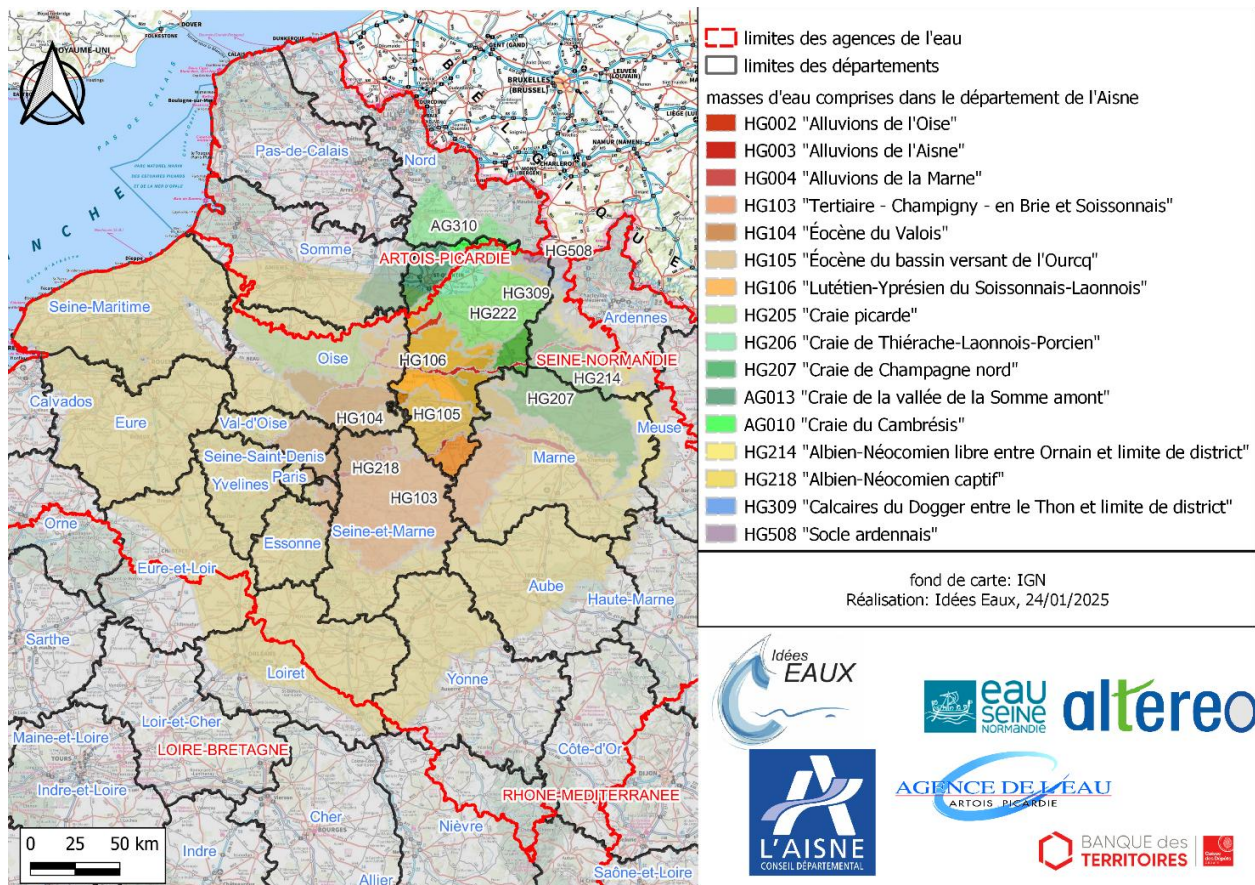


Figure 11 : Extensions complètes des masses d'eau présentes dans l'Aisne

Dans le département de l'Aisne, tous les types d'aquifères mentionnés sont représentés (cf. tableau suivant).

Tableau 2 : Synthèse des masses d'eau

Code	Masse d'eau	Superficie dans le département (km ²)	Géologie	Type d'aquifère
AG 010	Craie du Cambésis	158,8	Craie	Fissuré
AG 013	Craie de la Vallée de la Somme Amont	659,3	Craie	Fissuré
HG 002	Alluvions de l'Oise	61,9	Alluvions	Poreux
HG 003	Alluvions de l'Aisne	115,9	Alluvions	Poreux
HG 004	Alluvions de la Marne	28,4	Alluvions	Poreux
HG 103	Tertiaire – Champigny-en Brie et Soissonnais	382,7	Calcaires de Champigny, St-Ouen et du Lutécien, sables de Cuise	Karstique/fissuré et poreux
HG 104	Eocène du Valois	58,9	Calcaire de St-Ouen et du Lutécien, sables de Beauchamp et de l'Yprésien	Karstique/fissuré et poreux
HG 105	Eocène du bassin versant de l'Ourcq	1 003,5	Calcaires de St-Ouen et du Lutécien, sables de Beauchamp et du Cuisien	Karstique/fissuré et poreux
HG 106	Lutétien-Yprésien du Soissonnais-Laonnois	1 720,9	Calcaires du Lutécien et sables du Cuisien	Karstique/fissuré et poreux
HG 205	Craie Picarde	189,5	Craie du Sénonien au Cénomanien	Fissuré
HG 206	Craie de Thiérache-Laonnois-Porcien	3 386,6	Craie du Sénonien au Cénomanien	Fissuré
HG 207	Craie de Champagne Nord	904,5	Craie du Sénonien et du Turonien	Fissuré
HG 214	Albien-néocomien libre entre Ormain et limite de district	175,6	Sables et gaizes du Cénomanien inférieur et de l'Albien	Poreux
HG 218	Albien-Néocomien captif	5796,5	Sables verts de l'Albien, sables et grès argileux du Néocomien	Poreux
HG 309	Calcaire Dogger entre le Thon et limite de district	226,9	Calcaires du Bathonien et Bajocien	Karstique
HG 508	Socle ardennais du bassin versant de l'Oise	99,4	Roches métamorphiques (schistes) du Cambrien et Dévonien	Fissuré

AG 010 « craie du Cambresis »**AG 013 « craie de la vallée de la Somme Amont »****HG 205 « Craie picarde »****HG 206 « Craie de Thierache-Laonnois-Poarcien »**

Les masses d'eau HG205 (6,4% de la masse d'eau comprise dans le département (Figure 4)), et HG 206 (91,3% de la masse d'eau comprise dans le département (Figure 4)), se situent à l'ouest de l'Aisne, et sont représentées par deux aquifères : les sables de Bracheux du Thanétien, très localisée, et la craie du Sénonien au Cénomanien, aquifère principal de la masse d'eau. Les masses d'eau AG010 et AG013 (respectivement 12,6% et 48,2 % de la masse d'eau comprise dans le département (Figure 4)) se situent au nord-ouest du département, et sont constituées exclusivement de la craie du Sénonien et du Turonien, jusqu'aux marnes imperméables du Turonien moyen et inférieur.

L'aquifère des sables de Bracheux est libre, et bien souvent en continuité hydraulique avec la nappe de la craie. Sa transmissivité est de l'ordre de 1 à 2E-3 m²/s, et l'aquifère possède une faible amplitude piézométrique. Cet aquifère est de type poreux et sa recharge s'effectue principalement directement par son impluvium.

Les nappes de la craie peuvent être libres ou captives sous le recouvrement du Lutétien. Elle possède une circulation par la fissuration et par la porosité de façon moindre. En profondeur, la craie peut même devenir compacte et imperméable. La perméabilité de la porosité interstitielle ne dépasse pas 10⁻⁵ m/s, mais la fracturation permet d'obtenir des perméabilités entre 10⁻³ et 10⁻² m/s. La fracturation est très localisée, proche de la surface ou des zones de failles, et est très peu présente lorsque la craie est sous recouvrement et en profondeur. On constate notamment que la fracturation et donc les écoulements sont plus localisés en fond de vallées, et moindre sur les plateaux. En nappe libre, la piézométrie suit la topographie, et est drainée par les vallées. Les écoulements se font du nord vers le sud, voir du nord-ouest vers le sud-est pour les masses d'eau AG01 et AG013. Le niveau d'eau de la nappe de la craie varie lors des épisodes pluvieux, et suivants les variations saisonnières de plusieurs mètres. L'alimentation de cette ressource s'effectue par son impluvium, et peut être très rapide dans les vallées et de plusieurs semaines sur les plateaux ; elle peut aussi être indirectement rechargée par percolation dans les sables de Bracheux. Pour les masses d'eau AG013 et AG013, le temps de renouvellement est estimé à 3 mois. Le gradient hydraulique est très variable, allant de 40‰ à 2‰. Ces masses d'eaux peuvent être en relation hydraulique avec les masses d'eau de surface (lacs, rivières, étangs...).

HG 002 « alluvions de l'Oise »**HG 003 « alluvions de l'Aisne »****HG 004 « alluvions de la Marne »**

Ces masses d'eau (respectivement 22,1% pour HG002, 56,2% pour HG003 et 0,8% de HG004 dans le département) sont constituées d'alluvions récentes tourbeuses et marneuses, épaisses d'un à 3 m, qui recouvrent des alluvions anciennes, à graviers et sables, d'une dizaine de mètres d'épaisseur. La nappe est donc un aquifère de type poreux libres ou captives selon le recouvrement par les alluvions récentes. Ces nappes suivent le cours de l'Aisne pour la masse d'eau HG003, l'Oise pour la masse d'eau HG 002 et la Marne pour la masse d'eau HG004. La perméabilité des alluvions anciennes est de 5E-3 m/s, la transmissivité de 1,4E-2 m²/s, et le coefficient d'emmagasinement de 4,9E-2 ; mais ces valeurs sont très variables selon la composition des alluvions, qui sont très hétérogènes.

L'alimentation s'effectue par l'impluvium, ainsi que par les roches encaissantes lorsque celles-ci sont aquifères, et les rivières lorsque la nappe est en contact direct avec celles-ci. Il existe des fluctuations saisonnières et annuelles de la piézométrie, d'ordre métrique. Le niveau d'eau est en relation avec les cours d'eau, qui sont le niveau de base de ces aquifères. Les alluvions de l'Aisne et de la Marne sont les plus captées du département en termes de nombre de forage pour la superficie, avec 0,14 et 0,21 captages par km² respectivement. Les alluvions de l'Oise sont moins captées, avec 0,016 captages par km².

HG 103 « Tertiaire – Champigny-en-Braie et Soissonnais »**HG 104 « Eocène du Valois »****HG 105 « Eocène du bassin versant de l'Ourcq »**

Les masses d'eau HG 105, HG 104 et HG103 se situent au sud de l'Aisne. Les formations aquifères vont de l'Oligocène à l'Yprésien inférieur (Eocène). On y retrouve plusieurs aquifères, avec, du haut vers le bas :

- L'Oligocène : formés des sables et grès de Fontainebleau, et des calcaires de Brie, le toit de l'aquifère est composé des argiles et marnes vertes du Sannoisien. Le coefficient d'emmagasinement de cette nappe est compris entre 0,03 et 99%. L'étendue de l'aquifère est très limitée et se présente en lentilles en nappes libres perchées à déversement. L'alimentation s'effectue directement par l'impluvium.
- L'aquifère multicouche du Bartonien et Priabonien : constitué d'alternances de niveaux calcaires (calcaires de Champigny, marnes et calcaires de St-Ouen, Calcaires du Bartonien supérieur), sableux (sables du Marinésie, sables de Beauchamp, sables Auversiens), et marneux (marnes du Priabonien et du Sannoisien inférieur) ; ces niveaux sont discontinus et peuvent mettre au contact des sables et des calcaires, donnant des aquifères bicouches. Dans les calcaires de Champigny de la masse d'eau HG103, on peut retrouver des circulations karstiques ; les aquifères sont de type fissuré pour les calcaires dans les autres masses d'eau. L'alimentation s'effectue par l'impluvium, ainsi que par déversement des nappes sus-

jacentes. Les écoulements suivent la structure des niveaux vers le sud. Les calcaires de Champigny possèdent une transmissivité allant de 10^{-2} à 10^{-3} m²/s, et les calcaires de St-Ouen entre 10^{-3} et 10^{-4} m²/s.

- Aquifère des calcaires du Lutétien : cet aquifère est calcaire et devient sableux à sa base. Les circulations sont essentiellement par fractures, mais les calcaires peuvent présenter des microkarsts localement. Les calcaires du Lutétien possèdent une transmissivité allant de $0,06$ à $90E-3$ m²/s, et un coefficient d'emménagement de $0,006$ à 21% . Le mur de cet aquifère est constitué des marnes et caillasses du Lutétien supérieur, formation semi-perméable mais pouvant occasionner des drainages, et les marnes infra-gypseuses du Bartonien. La recharge est assurée par l'impluvium ainsi qu'indirectement par percolation du Bartonien à travers les marnes et caillasses. Les écoulements sont dirigés par la topographie, et la nappe est drainée par les vallées principales et suit l'écoulement des rivières.
- Aquifère des sables de l'Yprésien supérieur (ou sables de Cuise) : aquifère principal de la masse d'eau, il forme un réservoir important. Cette nappe, constituée de sable, peut être en continuité hydraulique avec la nappe des calcaires du Lutétien, ou séparée par les argiles de Laon. Les sables de l'Yprésien possèdent une transmissivité allant de $0,1$ à $7E-3$ m²/s, et une conductivité hydraulique de $1,6E-5$ m/s. Le mur de la nappe est constitué des argiles du Sparnacien. Les circulations se font par la porosité, et l'aquifère est drainé par les vallées. La nappe peut être libre ou captive sous les calcaires du Lutétien ou les formations alluviales. Pour la masse d'eau HG103, l'aquifère des calcaires du Lutétien et celui des sables de l'Yprésien forment un aquifère multicouche, appelé « aquifère multicouche de l'Eocène moyen et inférieur » : les deux nappes peuvent être en contact hydraulique direct ou être séparés par les argiles de Laon. La nappe est alimentée localement par l'impluvium, ainsi que par déversement des nappes sus-jacentes du Lutétien. Les écoulements vont dans le sens de la topographie, et la nappe est drainée par les vallées.

HG 106 « Lutétien-Yprésien du Soissonnais-Laonnois »

La masse d'eau HG106 est une masse d'eau de plusieurs aquifères dans le centre ouest de l'Aisne (60,3% de la masse d'eau comprise dans le département), allant des sables de l'Yprésien aux calcaires du Lutétien et sables du Cuisien, qui constituent les aquifères principaux de la masse d'eau. Les circulations sont donc de type karstique ou fissurées dans les calcaires, et par porosité dans les sables. Les différents aquifères sont séparés par des formations imperméables. On retrouve du haut vers le bas :

- L'aquifère de l'Oligocène : constituée de sables de Fontainebleau et de calcaires de Brie, leur extension est limitée, et les nappes sont libres et perchées. Les circulations sont régulées par les fissures ou la karstification dans les calcaires et par la porosité dans les sables. L'alimentation s'effectue principalement par l'impluvium. La piézométrie épouse la topographie, et l'écoulement se fait des plateaux vers les vallées.
- L'aquifère multicouche du Ludien : constitué de sables et de calcaires, l'aquifère est relativement limité dans l'espace, avec des successions de faible épaisseur. Les circulations sont régulées par les fissures ou la karstification dans les calcaires et par la porosité dans les sables. L'alimentation s'effectue par l'impluvium et par réinfiltration des sources de l'aquifère de l'Oligocène. La piézométrie épouse la topographie, et l'écoulement peut suivre les cours d'eau.
- L'aquifère des calcaires du Lutétien : cet aquifère est composé de calcaires, ainsi que de sables à sa base. Il est donc poreux et karstique. Des microkarsts sont observés dans le Valois et la forêt de Retz. L'aquifère peut être libre ou captif au sud de l'Aisne. On rencontre souvent des sources de déversement au niveau de l'horizon sableux de l'aquifère. Le mur de l'aquifère est constitué des argiles de Laon. L'alimentation est réalisée par l'impluvium ou indirectement par percolation via le Bartonien sus-jacent. La nappe peut se retrouver à 5 m dans les vallées, et jusqu'à 40 m sous les plateaux ; les amplitudes sont peu marquées. Les paramètres hydrodynamiques de la nappe sont les suivants : la perméabilité varie entre 10^{-4} et $8,5E-5$ m/s ; la transmissivité va de $4E-3$ à 10^{-4} m²/s, et le coefficient d'emménagement est compris entre 1 et 22%.
- L'aquifère des sables de l'Yprésien supérieur : cet aquifère est constitué de sables, drainé par les vallées. Cet aquifère poreux est souvent libre, sauf au sud de la masse d'eau. L'alimentation s'effectue par l'impluvium et indirectement par la nappe du Lutétien lorsque les faciès sont en contact. La nappe peut se trouver jusqu'à 60 m sous les plateaux du Soissonnais, et à moins de 5 m lorsque les sables affleurent. Les amplitudes de variation de la nappe sont peu marquées.

HG 207 « Craie de Champagne Nord »

La masse d'eau HG107 se situe à l'est du département (19% de la masse d'eau comprise dans le département). L'aquifère est constitué des craies du Sénonien, fissurées voir karstiques, et de craies du Turonien supérieur et moyen, plus marneuses, jusqu'aux marnes du Turonien inférieur. La nappe est majoritairement libre, et l'aquifère est de type fissuré voir localement karstique et peut être poreux dans une certaine mesure. La perméabilité de la craie est donc comprise entre 10^{-6} m/s pour les parties compactes, jusqu'à $0,1$ m/s pour les parties fissurées, qui conditionnent l'écoulement de la nappe. L'écoulement se fait vers les vallées, et la piézométrie varie de façon saisonnière. Cette variation est plus marquée sur les plateaux (variation entre 20 et 30 m) que dans les vallées (variations comprises entre 1 et 5 m). Les paramètres hydrodynamiques sont les suivants : la perméabilité est comprise entre 10^{-1} et 10^{-5} m/s ; la vitesse d'écoulement varie entre 3000 et 5000 m/jour (circulations extrêmement rapides dans les fractures) ; la transmissivité va de 10^{-2} à 10^{-5} m²/s et le coefficient d'emménagement varie entre 1,29 et 32,5%.

HG 214 « Albien-Néocomien libre entre Ormain et limite de district »

La masse d'eau HG 214 se trouve au nord-est du département (5,5% de la masse d'eau comprise dans le département). Les formations aquifères sont :

- L'aquifère du Cénomanien inférieur, composé de gaizes (type de roche siliceuse et poreuse) et de sables de l'Albien supérieur. La nappe est libre dans l'est de l'Aisne, et captive sous les marnes du Turonien moyen dans le nord. Les gaizes étant poreuses, l'aquifère est de type poreux ; cependant, des fractures peuvent exister dans les gaizes, avec des circulations d'eau plus rapides.
- L'aquifère des sables verts de l'Albien inférieur. Ces deux aquifères sont séparés par les argiles de Gault de l'Albien moyen. La perméabilité des sables est assez faible, entre $5E-7$ et 10^{-6} , du fait de la présence d'argiles intercalés entre les sables. La nappe est sous les argiles de Gault, et donc captive. Les circulations se font par la porosité des sables.
- Le niveau des nappes est dépendant de la pluviométrie, et des variations saisonnières de 2 à 4 m surviennent. L'écoulement s'effectue du nord-est vers le sud-ouest, et est influencé par les écoulements des cours d'eau.

HG 218 « Albien-Néocomien captif »

La masse d'eau HG 218 occupe la majeure partie du département sauf le nord (9,3% de la masse d'eau comprise dans le département). Il existe deux aquifères distincts dans cette masse d'eau :

- L'aquifère de l'Albien : constitué de sables verts intercalés avec des argiles, l'aquifère de l'Albien est dans l'Aisne en nappe libre ou captive sous les argiles de Gault. L'aquifère est donc de type poreux. La perméabilité de cet aquifère est d'environ 10^{-6} m²/s. La transmissivité est extrapolée à 10^{-3} m²/s.
- L'aquifère du Néocomien peut être retrouvé à l'affleurement dans le nord de l'Aisne, sous forme d'argiles bariolées avec des intercalations gréseuses et sableuses. L'aquifère est donc de type poreux. Les deux aquifères sont séparés par les argiles barrémiennes. La perméabilité de cet aquifère est d'environ 10^{-6} m²/s, et la transmissivité moyenne de l'ensemble de l'aquifère est de $2E-3$ m²/s.

Dans ces deux aquifères, les écoulements se font vers le centre du bassin parisien. Les suivis piézométriques montrent une baisse de niveau depuis 1985.

HG 309 « Calcaire Dogger entre le Thon et limite de district »

La masse d'eau HG 309 se trouve au nord-est du département (46,7% de la masse d'eau comprise dans le département). La lithologie est calcaire, allant du Callovien à l'Aalénien. On distingue deux aquifères superposés, qui peuvent être mis en contact :

- Aquifère des calcaires du Callovien-Bathonien : composé de plusieurs petits aquifères fissurés/karstiques, séparés par des horizons marneux. Les formations du Bathonien moyen sont aussi relativement karstifiées, et montrent de dolines et des pertes. La transmissivité du Bathonien est de l'ordre de $6E-3$ m²/s.
- Aquifère des calcaires du Bajocien-Aalénien : non affleurant dans l'Aisne, le mur est composé des argiles toarciennes, et le toit des calcaires et marnes du Bajocien supérieur, rendant la nappe captive. Les circulations se font par les fractures et la karstification. Les calcaires Bajocien présentent des karsts bien développés, et donc une infiltration et une circulation rapide.

Le sens de l'écoulement va vers le Thon, qui draine les eaux des deux aquifères.

HG 508 « Socle ardennais du bassin versant de l'Oise »

La masse d'eau HG508 se trouve au nord-est du département (50,3% de la masse d'eau comprise dans le département (Figure 4)). Cette masse d'eau est constituée de schistes noirs datant du Cambrien au Dévonien. Les circulations se font dans les fractures du socle, et sont donc localisées. La transmissivité est comprise entre $5E-7$ et $2E-3$ m²/s, mais est plus proche de 10^{-3} .

La nappe est essentiellement libre.

Les aquifères dans l'Aisne jouent un rôle clé dans l'approvisionnement en eau de la région, notamment grâce aux formations calcaires et crayeuses. Ces aquifères sont une ressource vitale, mais peuvent être impactés par différentes sources de pollution ou le changement climatique. Les captages localisés sur les plateaux étant plus fragiles aux changements climatiques, que ceux positionnés dans les vallées ou en bas de coteaux. Les bassins « Eocène du Valois » et « Eocène du bassin versant de l'Ourcq » sont classés vulnérables (fragiles) depuis 2019, une vigilance est portée sur ces deux bassins, des études ont débuté.

2.2.4.3. Historique des prélèvements

Le site de la BNPE (Banque Nationale des Prélèvements quantitatif en Eau) recense le prélèvement en eau suivant les activités économiques.

Dans l'Aisne, le volume total prélevé est compris entre 68 546 332 m³/an en 2020 et 52 654 081 m³/an en 2021, pour une moyenne de 60 367 391 m³/an. L'eau potable est l'entité qui prélève le plus d'eau du milieu souterrain, avec un pourcentage compris entre 66,4 % et 77 % des prélèvements totaux, soit entre 36 440 303 m³/an en 2022 et 46 432 919 m³/an en 2010, pour une moyenne de 40 149 413 m³/an.

Cette production a connu une baisse depuis 2010, mais reste stable depuis (avec une baisse de 16,6 % entre 2008 et 2022). La densité de population étant stable, les consommations n'ont pas évolué. La deuxième entité qui prélève le plus d'eau est l'irrigation, avec une part comprise entre 9,5 % et 32,5 % du total, soit entre 6 509 681 m³/an en 2016 et 20 618 004 m³/an en 2022, pour une moyenne de 10 662 686 m³/an. On constate une augmentation depuis 2017 (augmentation de 19,9 % entre 2008 et 2022), probablement due au changement climatique, qui oblige les producteurs à irriguer davantage en période de sécheresse.

Cependant, cette production est pour l'essentiel comprise lors de la période estivale, entre juin et octobre, lorsque les cultures nécessitent un apport d'eau. Ce prélèvement sur une durée donnée met d'autant plus les milieux aquifères en tension que cette production intervient en période d'étiage, lorsque les nappes sont au plus bas. Géographiquement, la plupart des prélèvements pour l'irrigation sont localisés dans la région crayeuse de la Thiérache, au nord nord-est de Laon, ainsi que dans le centre et le sud du département de façon plus parcellaire.

L'industrie, quant à elle, prélève entre 6,4 % et 15,6 % du total, soit entre 4 098 112 m³/an en 2022 et 8 256 734 m³/an en 2014, pour une moyenne de 6 787 767 m³/an. On observe une diminution de ces prélèvements depuis 2019 (diminution de 5,2 % entre 2008 et 2022), probablement liée à une meilleure gestion des ressources par les industriels.

Les prélèvements en eau de surface pour l'eau potable (Marne et Oise) sont compris entre 2,9 et 6,9 % du total produit, soit entre 1 759 930 m³/an en 2015 et 3 533 778 m³/an en 2022, pour une moyenne de 2 767 525 m³/an. Le prélèvement a légèrement augmenté au cours des dernières années (augmentation de 1,9 % entre 2008 et 2022). Certaines communes, qui exploitaient un captage peu productif et/ou de qualité peu satisfaisante ont été interconnectés avec ces prises d'eau.

De manière générale, le volume prélevé dans les nappes et les rivières de l'Aisne connaît des fluctuations en fonction des années, liées aux variations climatiques, mais tend vers une augmentation globale des prélèvements. Cette augmentation provient surtout des prélèvements pour l'irrigation : même si le volume prélevé reste minoritaire par rapport à l'AEP, le secteur est en tension, du fait des sécheresses plus importantes, induisant une demande plus importante en eau pour l'irrigation. Si cette augmentation continue dans le temps, cela pourrait conduire à une surexploitation et/ou à une raréfaction de la ressource menant à des tensions entre les différents acteurs pour le prélèvement de l'eau.

Il est important de noter que seuls les prélèvements supérieurs à 10 000 m³, ou à 7 000 m³ en Zone de Répartition des Eaux (ZRE), sont déclarés. Il est donc possible que les volumes prélevés soient en réalité plus importants que ceux présentés ici.

Le département se caractérise par un tissu économique diversifié, incluant l'agriculture, l'industrie et les services. Les graphiques ci-dessous illustrent la répartition du prélèvement d'eau en fonction des différentes activités, selon qu'il s'agisse d'eau superficielle ou souterraine.

Les figures suivantes rendent compte des prélèvements dans le département.

Répartition du prélèvement des eaux souterraines sur le département de l'Aisne en 2022

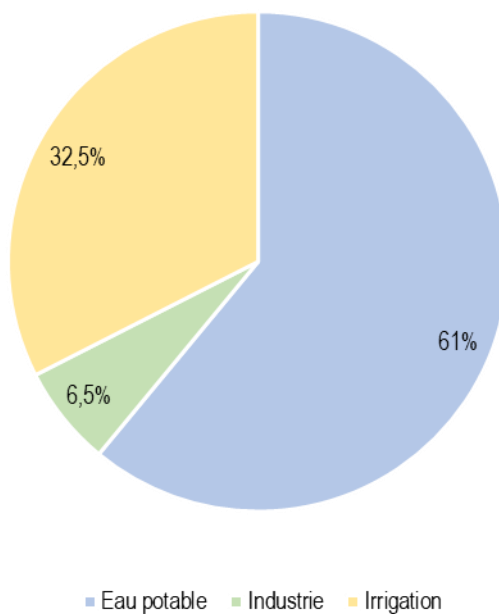


Figure 12 : Prélèvement des eaux souterraines suivant l'activité (source : BNPE)

Répartition du prélèvement des eaux superficielles sur le département de l'Aisne en 2023

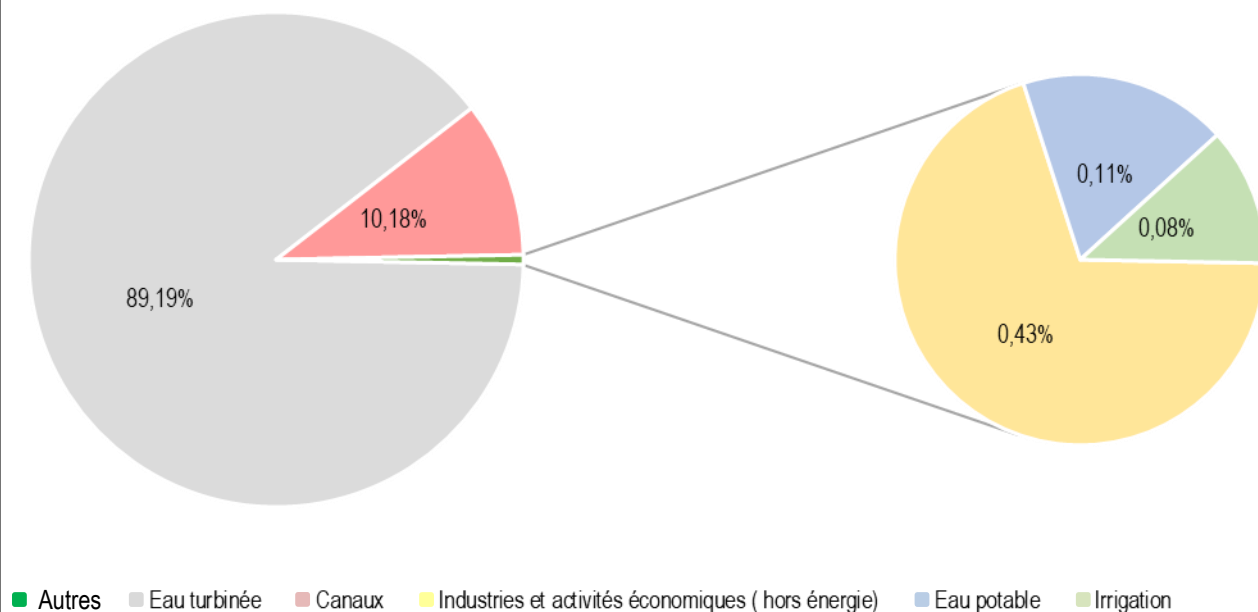


Figure 13 : Prélèvement des eaux superficielles suivant l'activité économique (Source : BNPE)

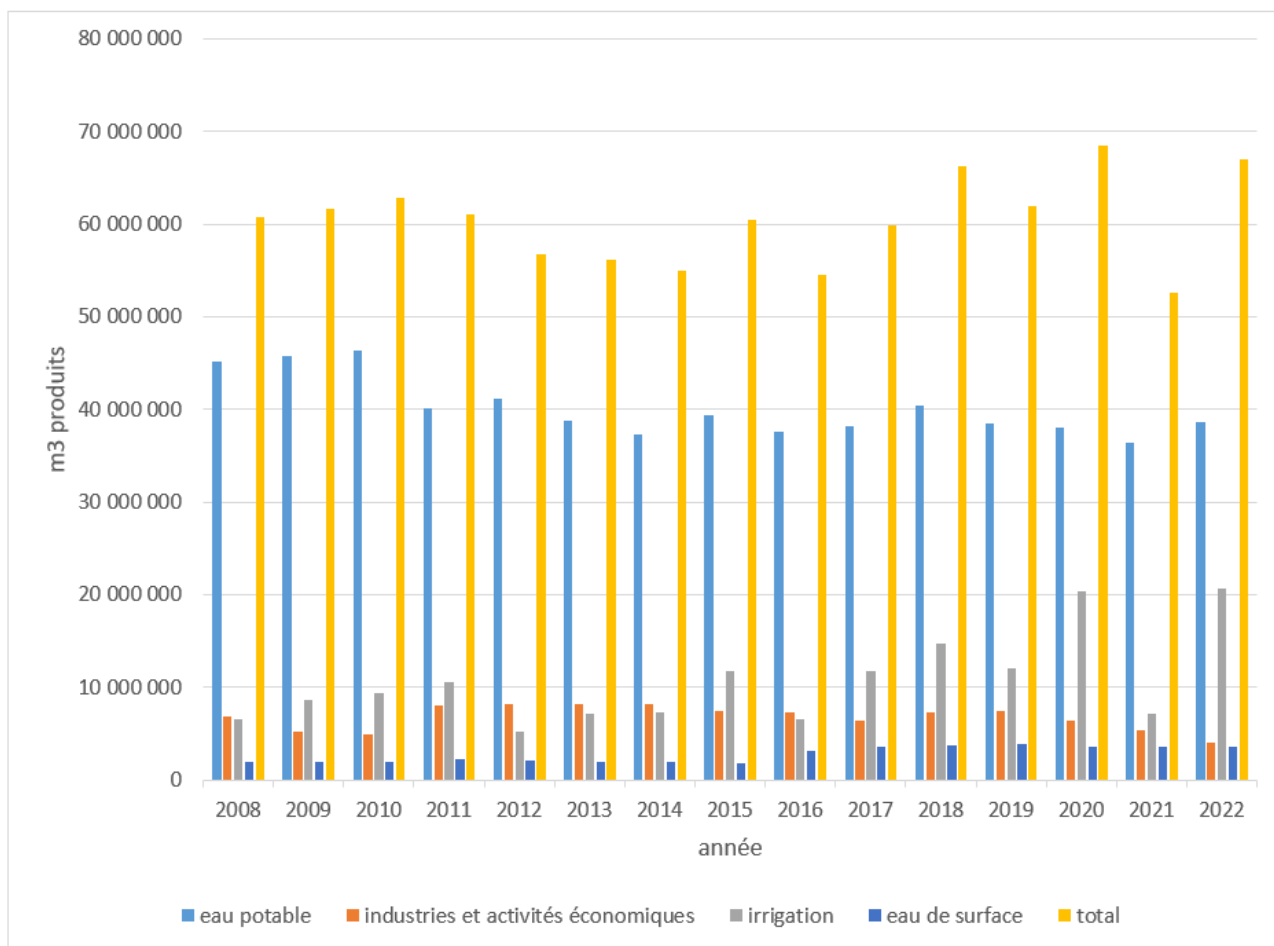


Figure 14 : Productions d'eau issues des ressources souterraines et superficielles dans l'Aisne de 2008 à 2022 (source BNPE)

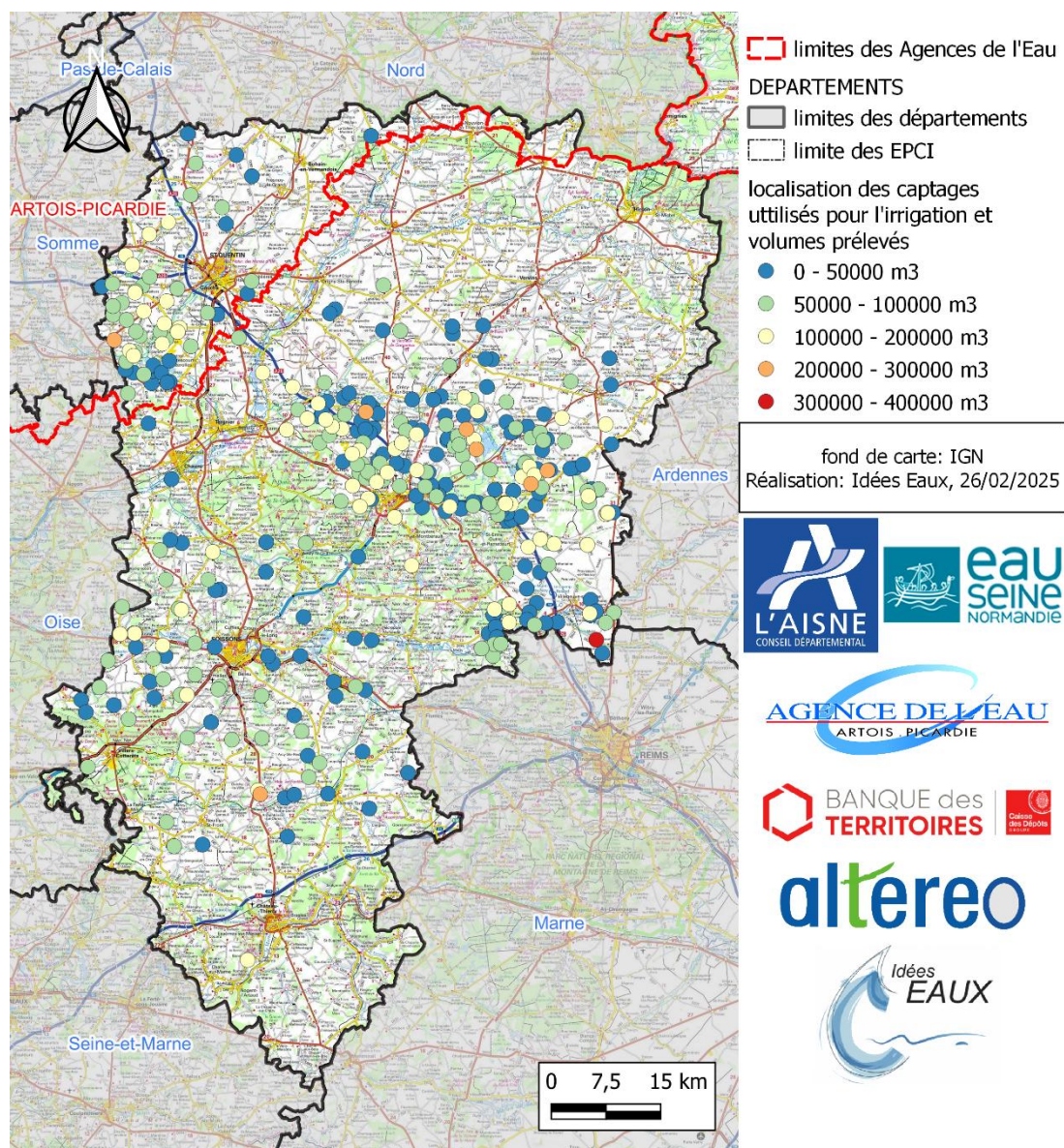


Figure 15 : Répartition géographique des captages utilisés pour l'irrigation, et volumes prélevés sur ces captages en 2022



L'élevage se quantifie à partir d'une unité standard : le nombre d'Unité de Gros Bétail (UGB). Une UGB est l'équivalent pâturage d'une vache laitière produisant 3 000 kg de lait par an, sans complément alimentaire concentré.

Il est important de quantifier l'élevage sur le territoire car celui-ci peut avoir un impact sur la ressource en eau puisque la référence de consommation du bétail est de 100 L par jour pour une vache (suivant Eurostat).

En 2010, le territoire comptait 227 664 UGB et en 2020 il en compte 201 565, soit une diminution de 13%.

Pour l'Aisne, la consommation en eau des troupeaux de bovin serait donc de l'ordre de 20 157 m³/j soit une consommation annuelle de 7 Mm³/an.

L'économie de l'Aisne est diversifiée et repose principalement sur l'activité agricole, agroalimentaire et les services. Cependant, ce tissu industriel et agricole joue un rôle prépondérant sur la consommation d'eau dans le département. Le prélèvement en eau souterraine est principalement dirigé vers l'eau potable. Cependant, l'impact de l'irrigation des cultures est réel car, bien que représentant 2 % de la surface total agricole, elle représente 33 % du prélèvement d'eau. Les besoins d'irrigation se font le plus souvent en période de nappe basse, période où la tension hydrique est la plus importante.

2.2.4.4. Etat quantitatif des masses d'eau du département

L'état quantitatif des masses d'eau de l'Aisne, ainsi que le potentiel d'évolution de cet état, sont présentés dans le tableau ci-dessous. Les données proviennent des fiches MESO de 2021, publiées sur le site du SIGES Seine-Normandie.

Tableau 3 : Etat quantitatif des masses d'eau

Code	Masse d'eau	Etat quantitatif	Potentiel d'évolution de l'état quantitatif
AG 010	Craie du Cambresis	Le volume prélevé n'impacte pas la masse d'eau	Risque de baisse du niveau piézométrique à l'horizon 2100, due au réchauffement climatique et à une possible augmentation des prélèvements
AG 013	Craie de la Vallée de la Somme Amont	Le volume prélevé n'impacte pas la masse d'eau	Risque de baisse du niveau piézométrique à l'horizon 2100, due au réchauffement climatique et à une possible augmentation des prélèvements
HG 002	Alluvion de l'Oise	Le volume prélevé n'impacte pas la masse d'eau, les eaux de surface et les écosystèmes.	Peu de risque d'évolution sauf si une augmentation des prélèvements est effectuée.
HG 003	Alluvions de l'Aisne	Le volume prélevé n'impacte pas la masse d'eau, les eaux de surface et les écosystèmes.	Peu de risque d'évolution sauf si une augmentation des prélèvements est effectuée.
HG 004	Alluvions de la Marne	Le volume prélevé n'impacte pas la masse d'eau ou les eaux de surface. La piézométrie de la masse d'eau est stable.	Peu de risque d'évolution sauf si une augmentation des prélèvements est effectuée.
HG 103	Tertiaire – Champigny-en Brie et Soissonais	Le volume prélevé impacte potentiellement le niveau de la masse d'eau. Le volume prélevé n'a pas d'impact significatif sur les eaux de surface et les écosystèmes. Le niveau d'eau de la masse d'eau diminue légèrement (de 3 à 5 cm/an).	Les capacités de prélèvement au sein de la masse d'eau (notamment sables de Cuise) risquent de diminuer suite à une surexploitation et au réchauffement climatique. Ceci entraînera une baisse des débits des cours d'eau.
HG 104	Eocène du Valois	Le volume prélevé impacte potentiellement le niveau de la masse d'eau localement. Le volume prélevé n'a pas d'impact significatif sur les eaux de surface et les écosystèmes. La piézométrie de la masse d'eau augmente légèrement (de 1 à 3 cm/an).	Peu de risque d'évolution sauf si une augmentation des prélèvements est effectuée.
HG 105	Eocène du bassin versant de l'Ourcq	Le volume prélevé n'impacte pas la masse d'eau, les eaux de surface et les écosystèmes. La masse d'eau ne devrait pas être impactée de façon importante face aux changements climatiques.	Aquifère des sables de Cuise sensible, vigilance accrue au niveau des prélèvements
HG 106	Lutetien-Ypresien du Soissonnais-Laonnois	Le volume prélevé n'impacte pas la masse d'eau, les eaux de surface et les écosystèmes. La masse d'eau ne devrait pas être impactée de façon importante face aux changements climatiques.	Aquifère des sables de Cuise sensible, vigilance accrue au niveau des prélèvements
HG205	Craie Picarde	Le volume prélevé impacte le niveau de la masse d'eau de manière significative, mais locale. Le volume prélevé n'a pas d'impact significatif sur les eaux de surface. La masse d'eau ne devrait pas être impactée de façon importante face aux changements climatiques.	Peu de risque d'évolution sauf si une augmentation des prélèvements est effectuée.
HG 206	Craie de Thiérache-Laonnois-Porcien	Le volume prélevé n'impacte pas la masse d'eau, les eaux de surface et les écosystèmes.	Masse d'eau considérée comme à équilibre quantitatif

Code	Masse d'eau	Etat quantitatif	Potentiel d'évolution de l'état quantitatif
		La piézométrie de la masse d'eau est stable.	fragile au niveau des bassins de la Serre et de l'Ailette (SDAGE Seine Normandie 2022-2027)
HG 207	Craie de Champagne Nord	Le volume prélevé impacte potentiellement le niveau de la masse d'eau.	Masse d'eau considérée comme à équilibre quantitatif fragile au nord de la rivière Aisne (bassin de la Miette) (SDAGE Seine Normandie 2022-2027)
		Le volume prélevé n'a pas d'impact significatif sur les eaux de surface et les écosystèmes.	
		La piézométrie de la masse d'eau est stable.	
HG 214	Albien-néocomien libre entre Ormain et limite de district	Le volume prélevé n'impacte pas la masse d'eau, les eaux de surface et les écosystèmes.	Peu de risque d'évolution sauf si une augmentation des prélèvements est effectuée.
		La piézométrie de la masse d'eau diminue légèrement (de 1 à 3 cm/an).	
HG 218	Albien-Néocomien captif	Le volume prélevé n'impacte pas la masse d'eau.	Peu de risque d'évolution sauf si une augmentation des prélèvements est effectuée. Masse d'eau en ZRE, et donc protégée
		La piézométrie de la masse d'eau est stable.	
HG 309	Calcaire Dogger entre le Thon et limite de district	Le volume prélevé n'impacte pas la masse d'eau, les eaux de surface et les écosystèmes.	Peu de risque d'évolution sauf si une augmentation des prélèvements est effectuée.
		La piézométrie de la masse d'eau est stable.	
HG 508	Socle ardennais du bassin versant de l'Oise	Le volume prélevé n'impacte pas la masse d'eau, les eaux de surface et les écosystèmes.	Peu de risque d'évolution sauf si une augmentation des prélèvements est effectuée.
		La piézométrie de la masse d'eau diminue légèrement (de 10 à 20 cm/an)	
	Eaux superficielles	La piézométrie semble stable	Peu de risques d'évolution

Les volumes prélevés par masse d'eau ont été calculées sur la base des informations disponibles pour chaque captage.

Attention, l'absence de données pour certains captages biaise les résultats, et ceux-ci peuvent être moindres par rapport à la réalité. Toutefois, ces éléments permettant d'avoir une idée de la répartition des volumes prélevés. Les données collectées en phase 2 permettront de mettre à jour ce tableau.

Tableau 4 : Volume prélevé sur chaque masse d'eau dans l'Aisne

Code de la masse d'eau	Nom de la Masse d'eau	Volume prélevé sur la masse d'eau (m³)	Pourcentage du volume prélevé (%)
AG010	Craie du Cambrésis	59 904	0,23
AG013	Craie de la vallée de la Somme amont	1 014 128	3,93
B2G316	Calcaires de l'Avesnois	0	0,00
HG002	Alluvions de l'Oise	572 000	2,22
HG003	Alluvions de l'Aisne	2 208 105	8,56
HG004	Alluvions de la Marne	83 220	0,32
HG103	Tertiaire - Champigny - en Brie et Soissonnais	83 220	0,32
HG104	Éocène du Valois	294 336	1,14
HG105	Éocène du bassin versant de l'Ourcq	1 141 284	4,42
HG106	Lutétien-Yprésien du Soissonnais-Laonnois	3 786 076	14,67
HG205	Craie picarde	1 244 202	4,82
HG207	Craie de Champagne nord	884 248	3,43
HG214	Albien-Néocomien libre entre Ormain et limite de district	940 863	3,65
HG218	Albien-Néocomien captif	12 981 857 (volume faux, normalement égal à 0)	
HG222	Craie de Thiérache-Laonnois-Porcien	8 880 149	34,41
HG309	Calcaires du Dogger entre le Thon et limite de district	962 775	3,73
HG508	Socle ardennais	0	0,00
	Eaux superficielles	3 652 255	14,15

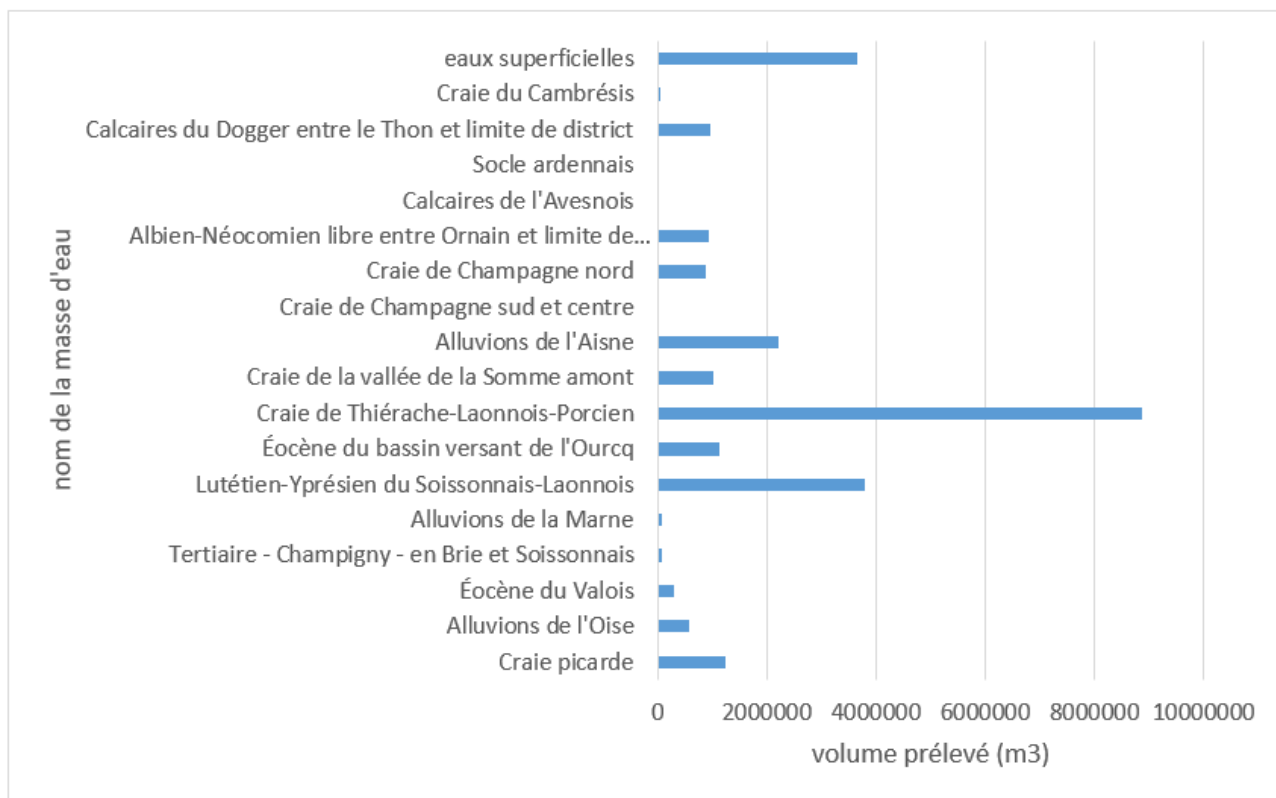


Figure 16 : Volume prélevé sur chaque masse d'eau dans l'Aisne

On constate que la Craie de Thiérache-Laonnois-Porcien est la nappe la plus sollicitée, avec 8 880 149 m³ prélevés par an, soit 34,41 % du total prélevé, du fait de sa grande extension géographique, et la bonne productivité de la nappe de la craie. L'aquifère du Lutétien-Yprésien du Soissonnais-Laonnois est aussi très productif, avec 3 786 076 m³, soit 14,67 % du total prélevé par an. Les autres masses d'eaux possèdent une production similaire, allant de 2 208 105 m³/an pour les alluvions de l'Aisne, à 294 336 m³/an pour l'Eocène du Valois. Certaines masses d'eaux apparaissent peu sollicitées, comme les alluvions de la Marne ou le Tertiaire - Champigny - en Brie et Soissonnais, du fait de leur faible extension géographique.

Les eaux superficielles apportent aussi une grande partie de la production de l'Aisne, avec 3 652 255 m³/an, soit 14,15 % du total prélevé.

D'un point de vue général, les masses d'eau de la craie sont très sollicitées, mais possèdent une extension suffisante pour subvenir à la demande ; les calcaires et les sables sont moins sollicités, comme les nappes alluviales. Les eaux superficielles sont elles aussi très sollicitées, mais peuvent répondre à la demande.

2.2.4.5. Etat qualitatif des masses d'eau du département

Les données de qualité des masses d'eau de l'Aisne, ainsi que les objectifs de qualité et la vulnérabilité de la ressource, sont présentés dans le tableau ci-dessous. Les données proviennent des fiches MESO de 2021, publiées sur le site du SIGES Seine-Normandie. Ces données sont globales, et peuvent donc ne pas refléter le contexte et l'état qualitatif local des aquifères. Cet état qualitatif local est plus développé dans la partie **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**).

Tableau 5 : Récapitulatif des différentes masses d'eau (Source SDAGE Artois-Picardie et Seine-Normandie 2022-2027)

Code	Masse d'eau	Qualité de la ressource	Objectif de qualité	Vulnérabilité
AG 013	Craie de la Vallée de la Somme Amont	Fond géochimique naturel : présence de fer et fluor Présence de nitrates, et de pesticides de façon moindre	Non évalué (manque de données)	Masse d'eau relativement vulnérable : le plus souvent en nappe libre, circulation par fracturation pouvant induire des pollutions rapides, mais peu de pesticides et polluants industriels retrouvés. La craie parfois sous couverture de sables à un fort pouvoir épurateur
AG 010	Craie du Cambresis	Fond géochimique naturel : présence de fer et manganèse Présence de nitrates et de pesticides	Non évalué (manque de données)	Masse d'eau relativement vulnérable : en nappe libre, couverture essentiellement agricole
HG 002	Alluvions de l'Oise	Eau de bonne qualité	Objectif de bon état atteint en 2015	Masse d'eau relativement à fortement vulnérable : aquifère en nappe libre, mais bon pouvoir épurateur ; pression agricole moyenne mais présence de nitrates et sulfates dues à la rivière et à l'alimentation par les nappes voisines
HG003	Alluvions de l'Aisne	Fond géochimique naturel : présence de fer (246-896 µg/L) Hausse des concentrations en nitrates et sulfates au-delà de la norme	Objectif de bon état en 2027	Masse d'eau relativement à fortement vulnérable : aquifère en nappe libre, mais bon pouvoir épurateur ; pression agricole moyenne mais présence de nitrates et sulfates dues à la rivière et à l'alimentation par les nappes voisines
HG004	Alluvions de la Marne	Présence de nitrates et de pesticides au-dessus de la norme (pesticides en baisse)	Objectif de bon état en 2027	Masse d'eau relativement à fortement vulnérable : aquifère en nappe libre, mais bon pouvoir épurateur ; pression agricole moyenne mais présence de nitrates et sulfates dues à la rivière et à l'alimentation par les nappes voisines
HG103	Tertiaire – Champigny-en Brie et Soissonais	Fond géochimique naturel : présence de sélénium (50 µg/L) Présence de nitrates et pesticides au-delà de la norme	Objectif de bon état en 2027	Masse d'eau vulnérable : majoritairement en nappe libre, composée en grande partie de calcaires karstifiés, forte pression agricole
HG104	Eocène du Valois	Fond géochimique naturel : présence de fer (472-1900 µg/L) Présence de nitrates et pesticides (tendance à la baisse)	Objectif de bon état atteint en 2015	Masse d'eau relativement vulnérable : composée de calcaires peu à pas karstifiés et de sables à bonne capacité épuratrice
HG 105	Eocène du bassin versant de l'Ourcq	Fond géochimique naturel : présence de sulfates (1138 mg/L) Présence de pesticides au-delà de la norme	Objectif de bon état en 2027	Masse d'eau relativement vulnérable : bonne protection des argiles quaternaire sur les plateaux, mais entité sub-affleurante dans les vallées ; forte pression agricole
HG 106	Lutétien-Ypresien du Soissonnais-Laonnois	Fond géochimique naturel : présence de fer (246-8530 µg/L), manganèse (110-145 µg/L) et Sélénium (21µg/L) Présence de pesticides au-delà de la norme	Objectif de bon état en 2027	Masse d'eau peu à moyennement vulnérable : forte épaisseur de ZNS et protection des argiles de l'éocène sur les plateaux donc bonne protection, mais entité sub-affleurante dans les vallées, donc plus vulnérable, et forte pression agricole, peu de pouvoir épurateur (calcaires).
HG205	Craie Picarde	Fond géochimique naturel : présence de fer (796-1900 µg/L) et manganèse (120-170 µg/L)	Objectif de bon	Masse d'eau relativement vulnérable : aquifère sous couverture sur presque la moitié de la masse d'eau, mais

Code	Masse d'eau	Qualité de la ressource	Objectif de qualité	Vulnérabilité
		Présence de nitrates et pesticides (paramètres à la hausse)	état atteint en 2015	augmentation des nitrates et pesticides (demi temps de renouvellement entre 10 et 35 ans)
HG 207	Craie de Champagne Nord	Fond géochimique naturel : présence d'ammonium (0,7 µg/L), fluor (2,3 µg/L), sulfates (470 mg/L), fer (1100-1440 µg/L) et sélénium (16 µg/L) Présence de nitrates et pesticides au-delà de la norme	Objectif de bon état en 2027	Masse d'eau vulnérable : majoritairement en nappe libre, aquifère fissuré pouvant faire circuler rapidement les pollutions dans les zones productives tel que les vallées. Fortes pressions agricoles sur tout le secteur
HG 206	Craie de Thiérache-Laonnois-Porcien	Fond géochimique naturel : présence de fer (218-5500 µg/L), fluor (2,3-8 mg/L) et bore (2000 µg/L) Présence de nitrates et pesticides	Objectif de bon état en 2027	Masse d'eau relativement vulnérable : plus de la moitié en nappe libre, mais composée en partie de sables à bonne capacité épuratrice ; cependant, la craie fracturée peut être très vulnérable. Forte pression agricole
HG214	Albien-néocomien libre entre Ormain et limite de district	Fond géochimique naturel : présence de fer (242-500 µg/L) et aluminium (350 µg/L) Présence localisée de nitrates, pesticides à la baisse	Objectif de bon état atteint en 2015	Masse d'eau relativement vulnérable : en nappe libre, mais potentiellement protégé par les formations superficielles, présence de karst, mais peu de pollutions agricoles diffuses.
HG218	Albien-Néocomien captif	Fond géochimique naturel : présence de fer (5500 µg/L), manganèse (1112 µg/L), bore localement (2000 µg/L), fluor (8 mg/L) et ammonium localement (1,7 mg/L) Bon état chimique	Objectif de bon état atteint en 2015	Masse d'eau peu vulnérable, étant en nappe captive
HG 309	Calcaire Dogger entre le Thon et limite de district	Fond géochimique naturel : présence de fer (600 µg/L) et ammonium (1,7 mg/L) Présence de pesticides (tendance à la baisse)	Objectif de bon état en 2027	Masse d'eau relativement vulnérable : karstique, mais en nappe captive dans l'Aisne Pression agricole moyenne
HG508	Socle ardennais du bassin versant de l'Oise	Fond géochimique naturel : présence de fer (4000 µg/L) et manganèse (2200 µg/L)	Objectif de bon état atteint en 2015	Masse d'eau vulnérable : circulations par les fractures en nappe libre, mais aquifères petits et localisés
	Eaux superficielles	Marne classée en bon état chimique, eau de bonne qualité Aisne classée en bon état chimique Possible présence de PBT (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques, Perfluorés)		Eaux vulnérables aux pollutions accidentelles et diffuses provenant notamment des routes

La plupart des masses d'eau de l'Aisne possèdent un fond géochimique naturel avec une présence importante de fer, notamment dans les masses d'eau des nappes de la craie, avec des concentrations jusqu'à 5500 µg/L, pour une norme de qualité de 200 µg/L ; mais aussi dans les calcaires et sables de la masse d'eau « Lutetien-Ypresien du Soissonnais-Laonnois », avec des concentrations jusqu'à 8530 µg/L. Ces concentrations élevées sont dues à la présence de fer dans la craie, et il est donc impossible d'échapper à cette présence de fer. La plupart des captages dans la nappe de la craie sont équipés de systèmes de déferrisation. Plusieurs autres éléments chimiques naturels sont aussi détectés plus ponctuellement : le manganèse, l'ammonium, le fluor et le sélénium.

La plupart des masses d'eau captées, hormis les alluvions de l'Oise, le Socle ardennais et l'Albien-Néocomien captif, montrent la présence, parfois au-dessus des normes, de nitrates et de pesticides. Cette présence montre une pollution diffuse d'origine agricole forte sur le département, que l'on peut corréliser avec la couverture essentiellement agricole du territoire, avec notamment des cultures intensives utilisant des intrants.

2.2.5. Climatologie

2.2.5.1. Stations Météo-France

Le réseau météo France possède de 14 stations météo dans le département. Pour la caractérisation du climat, les stations principales ont été prises en compte car elles bénéficient d'une automatisation avec fourniture et enregistrement de paramètres en temps réel.

Les stations prises en compte sont récapitulées dans le tableau suivant :

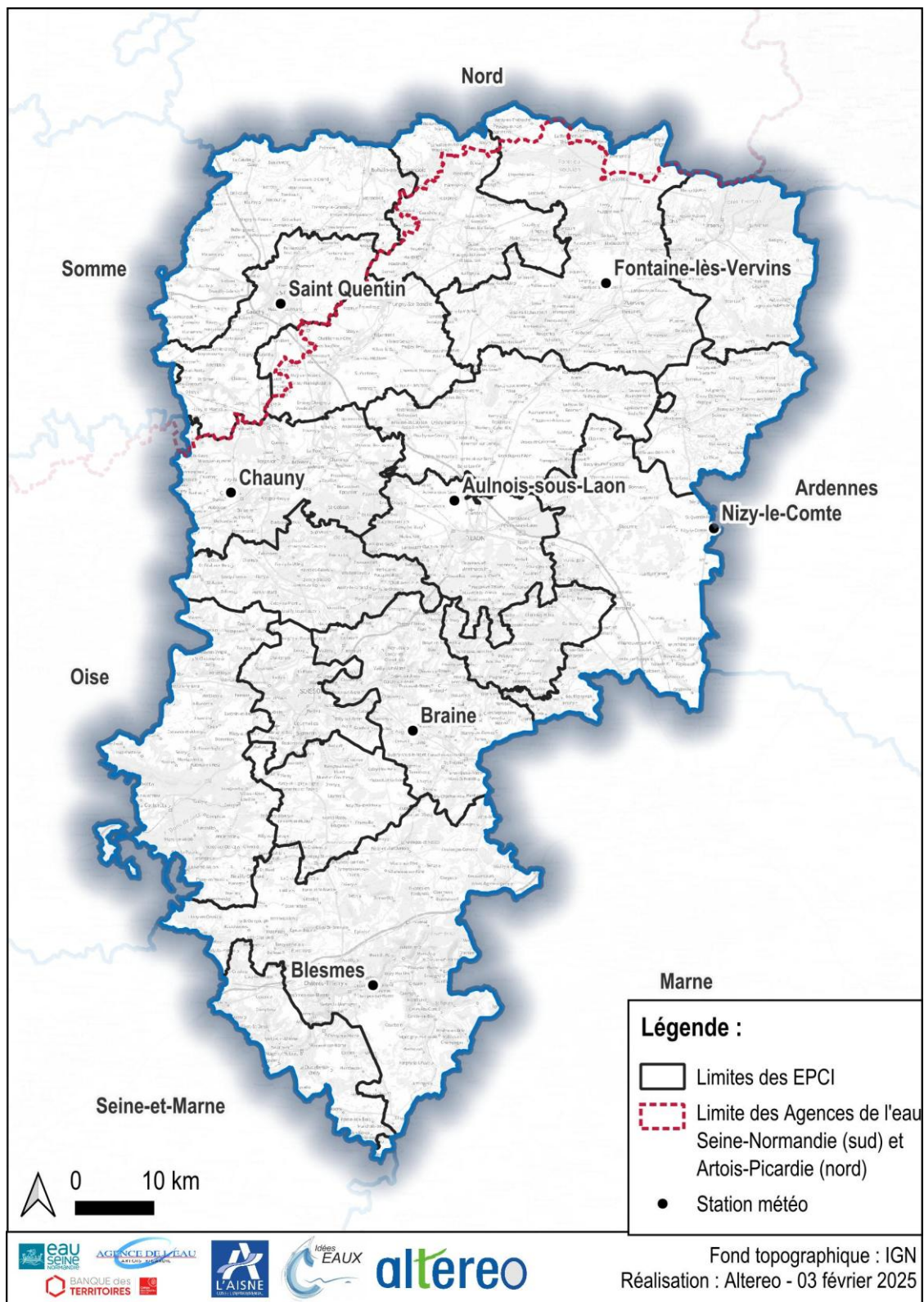


Figure 17 : Répartition des stations météo

Tableau 6 : Stations météo-france

Nom	Type	Date données
Aulnois-sous-Laon	1	1988-2024
Blesmes	1	1987-2024
Braine	1	1988-2024
Chauny	1	1988-2024
Fontaine-les-Vervins	1	1987-2024
Nizy-le-Comte	1	1987-2024 (pluviométrie) et 1987–2023 (température car données manquantes en 2024)
Saint-Quentin	0	1950-2024

2.2.5.2. Vents

Sur l'ensemble du département, le vent majoritaire traverse de l'ouest-sud-ouest vers l'est-nord-est.

Les roses des vents ci-dessous montrent la direction du vent :

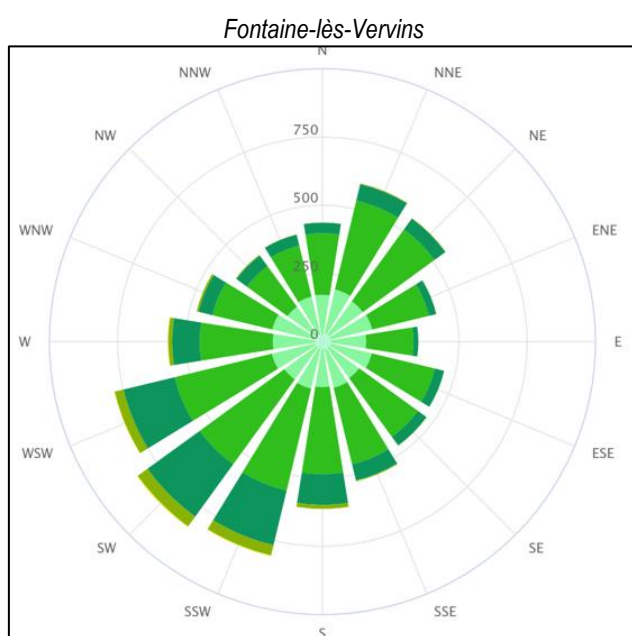


Figure 18 : Rose des vents de Fontaine-lès-Vervins (Source : meteoblue)

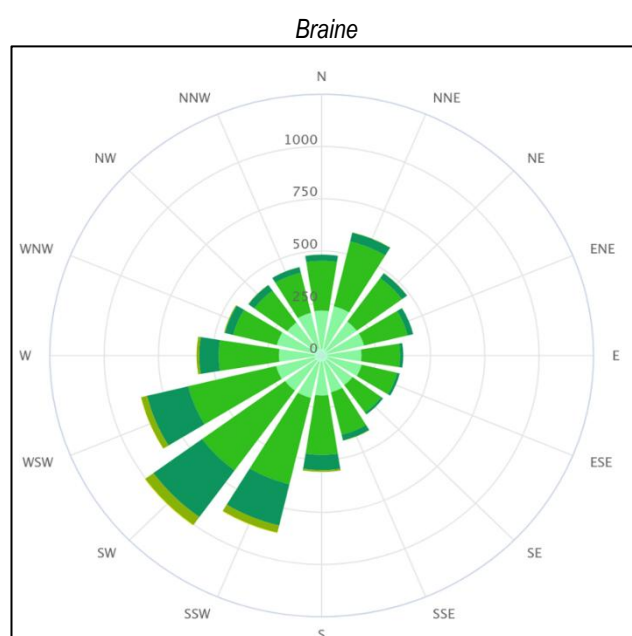


Figure 19 : Rose des vents de Braine (Source : meteoblue)

2.2.5.3. Température

Le climat axonais comprend les caractéristiques d'un climat continental et océanique. Les températures y sont modérées avec une amplitude thermique peu élevée.

Les données météorologiques prises sur les différentes stations indiquent une température moyenne sur le département de 10,8 °C. Cependant, la température varie sur le département avec de légères disparités entre les zones plus hautes en altitude du nord et du sud de l'Aisne, avec le reste du département. Les températures y sont légèrement plus froides.

En moyenne, la température a augmenté de 0,6 °C sur l'ensemble du territoire depuis 2010, avec la plus forte augmentation moyenne sur la station de Saint-Quentin : +1,3 °C en 15 ans.

En comparaison avec le contexte national, l'augmentation est de +0,9 °C.

Selon Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et des travaux de la Commission Européenne, l'augmentation des températures pourrait accentuer l'évaporation de l'eau dans les sols et des eaux de surfaces, ainsi que le besoin en eau des végétaux (ce qui peut augmenter la demande en eau pour l'irrigation). De plus, avec cette augmentation des températures, la végétation serait active plus précocement au printemps et demeurerait active plus longtemps en automne. Ces facteurs combinés pourraient entraîner une perte d'une partie des précipitations pour la recharge. Ce facteur de température pourrait aggraver la sécheresse et se répercuter sur le niveau des nappes. Une partie relative au changement climatique est détaillée plus en aval dans le rapport.

Les graphiques suivants montrent l'évolution des températures sur les différentes stations météo :

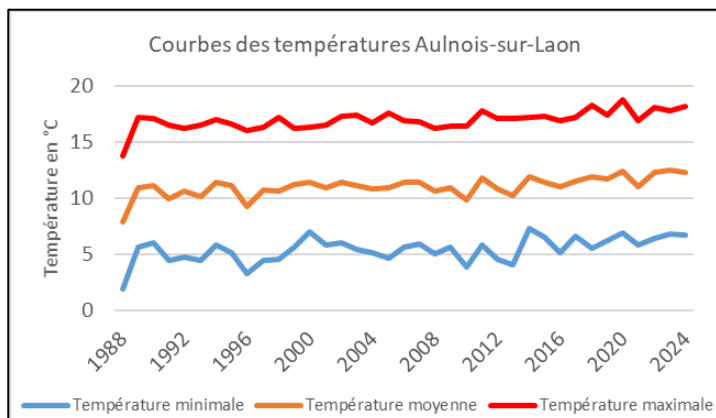


Figure 20 : Courbes des températures sur Aulnois-sur-Laon (données : Météo-France)

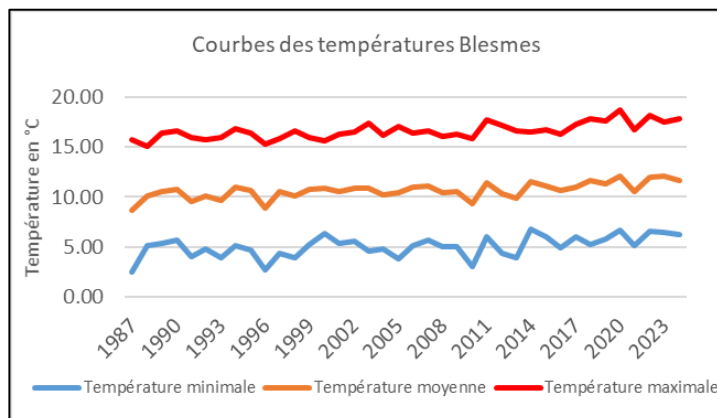


Figure 21 : Courbes des températures sur Blesmes (données : Météo-France)

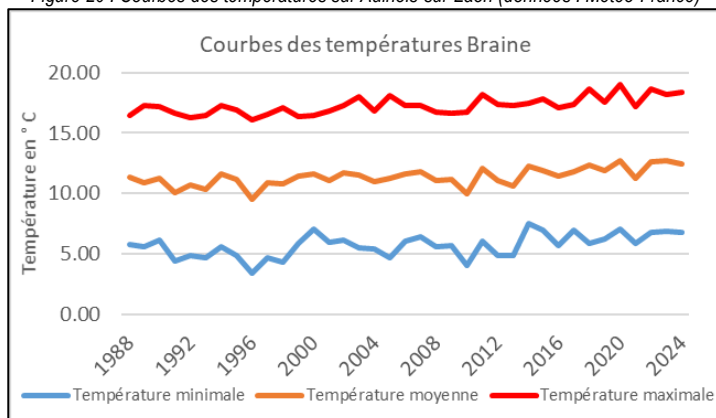


Figure 22 : Courbes des températures sur Braine (données : Météo-France)

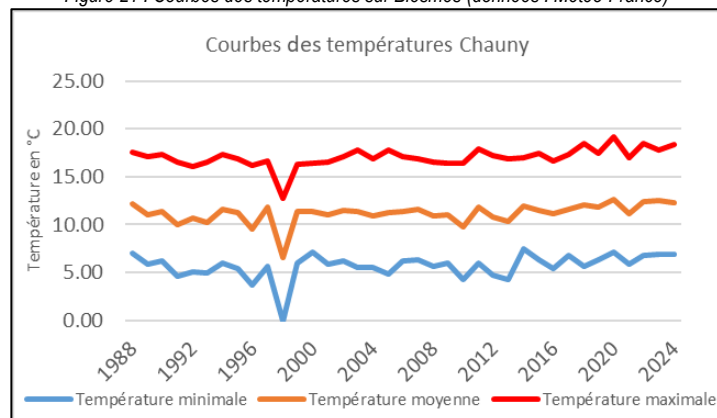


Figure 23 : Courbes des températures sur Chauny (données : Météo-France)

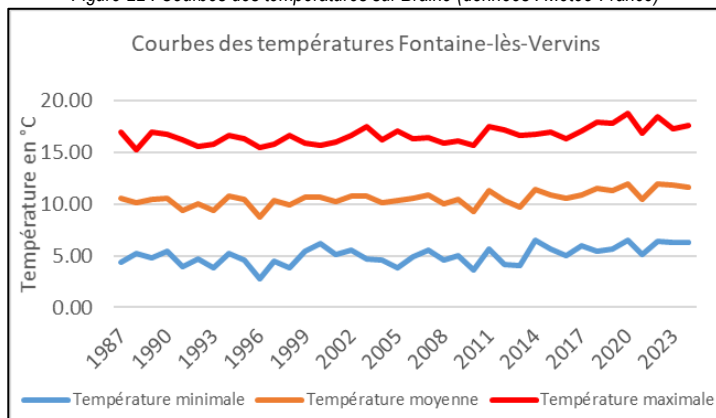


Figure 24 : Courbes des températures sur Fontaine-lès-Vervins (données : Météo-France)

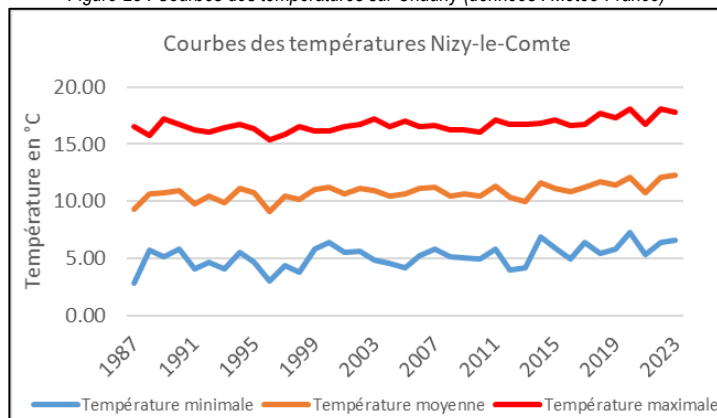


Figure 25 : Courbes des températures sur Nizy-le-Comte (données : Météo-France)

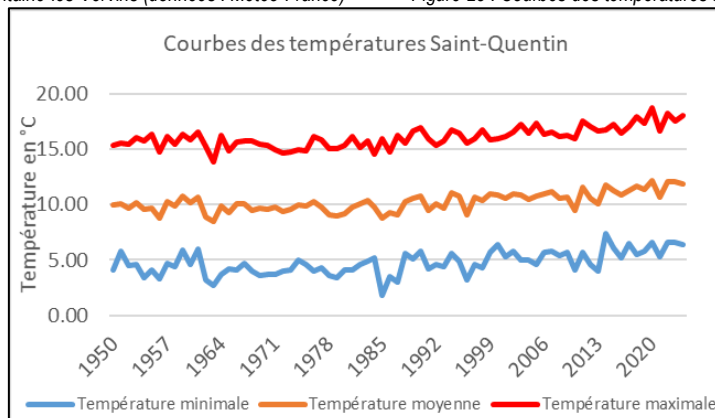


Figure 26 : Courbes des températures sur Saint-Quentin (données : Météo-France)

2.2.5.4. Précipitations

Les précipitations moyennes sont plutôt homogènes sur les différentes stations du territoire axonais. Le cumul moyen varie entre 600 et 700 mm/an. Cependant, le nord-est de l'Aisne subit plus de précipitations avec une moyenne annuelle de 800 mm/an.

Lors des quinze dernières années, la pluviométrie a globalement diminué sur l'ensemble du département. La baisse de pluviométrie est de 23 mm en moyenne et la plus forte diminution est pour le nord-est du département, avec une perte de précipitation de 60 mm/an par rapport à la moyenne de 1987 à 2009.

A noter que les années 2023 et 2024 ont été particulièrement pluvieuses.

Les graphiques suivants montrent l'évolution de la pluviométrie sur les différentes stations météo :

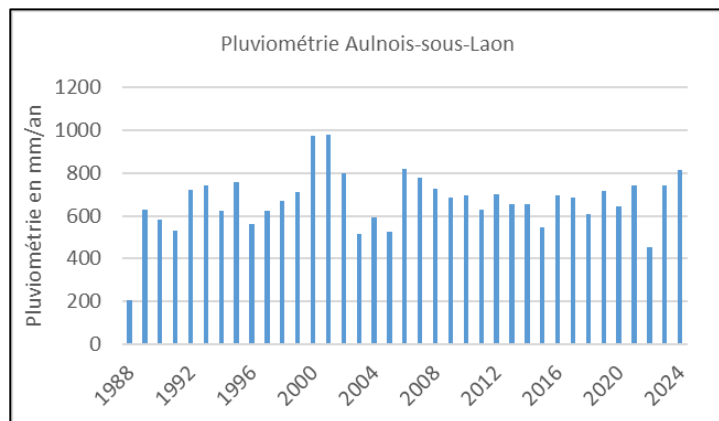


Figure 27 : Pluviométrie à Aulnois-sur-Laon (données : Météo-France)

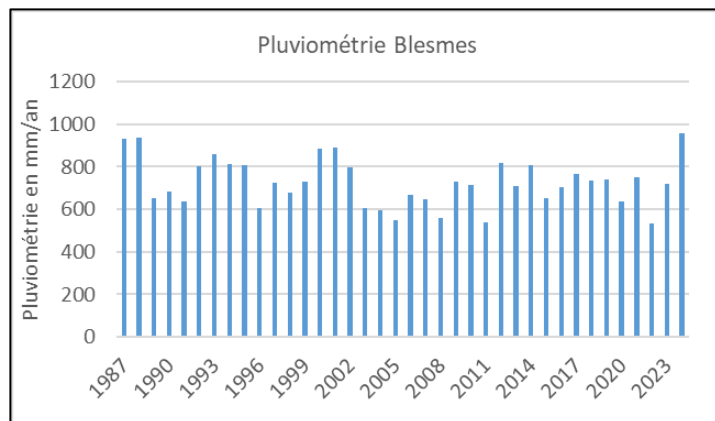


Figure 28 : Pluviométrie à Blesmes (données : Météo-France)

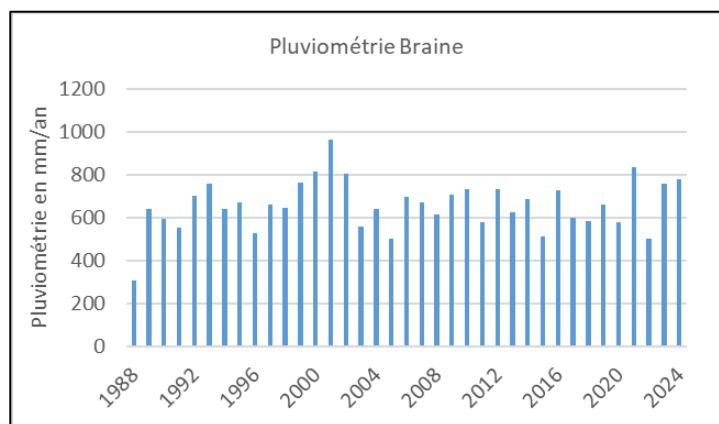


Figure 29 : Pluviométrie à Braine (données : Météo-France)

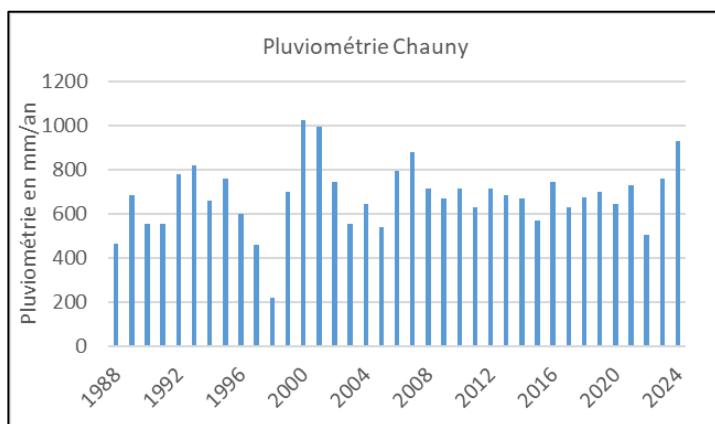


Figure 30 : Pluviométrie à Chauny (données : Météo-France)

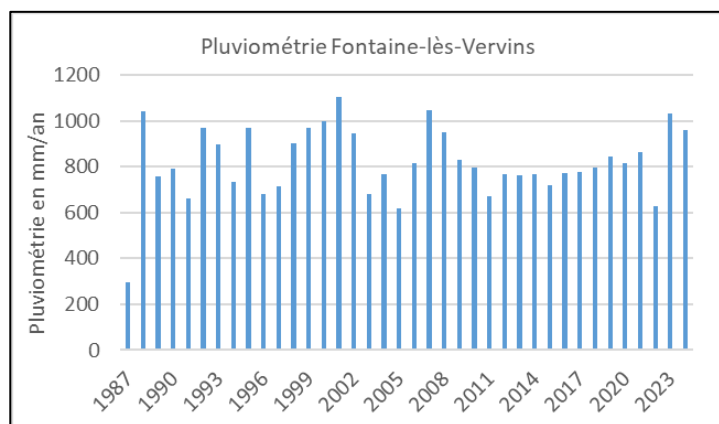


Figure 31 : Pluviométrie à Fontaine-lès-Vervins (données : Météo-France)

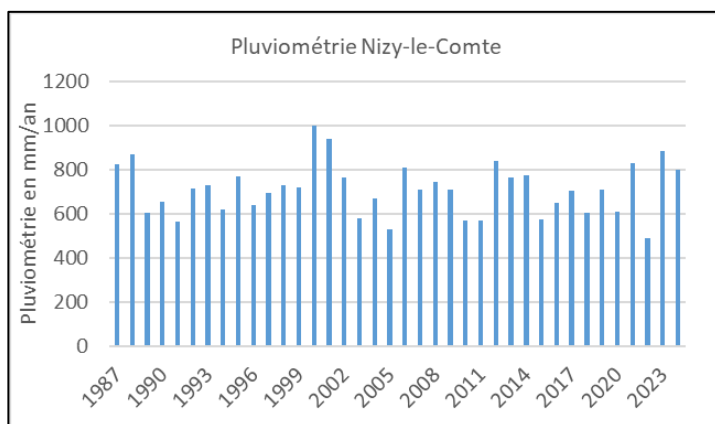


Figure 32 : Pluviométrie à Nizy-le-Comte (données : Météo-France)

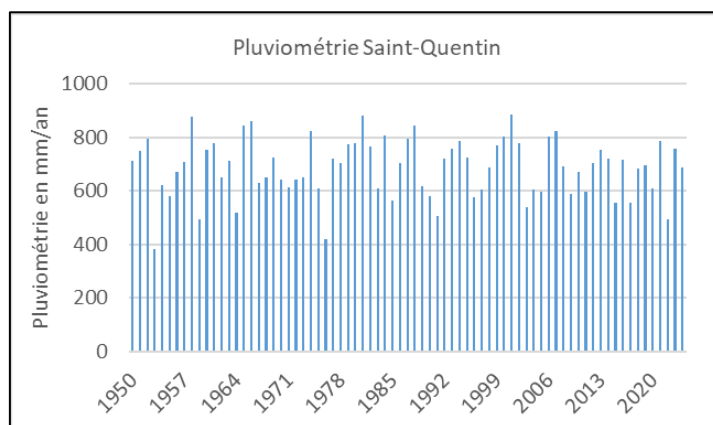


Figure 33 : Pluviométrie à Saint-Quentin (données : Météo-France)

2.2.5.5. Changement climatique

Le département de l'Aisne est concerné par les effets du changement climatique, qui s'apparaitrait à un réchauffement global comme le reste de la France. Les ressources en eaux sont nettement concernées par les effets du climat, celui-ci impact la recharge des aquifères souterrains et des bassins versants superficiels.

L'évolution du climat et ses projections font l'objet de recherches et de modélisations par Météo-France

Climat HD est le site de référence de Météo-France, qui propose « une vision intégrée de l'évolution du climat passé et futur, aux plans national et régional ».

En Hauts-de-France, Climat HD décrit les tendances des évolutions climatiques au 21^{ème} comme il se suit :

Le réchauffement durant le 21^{ème} siècle va se poursuivre. Suivant, toutes les projections la température continuera à augmenter jusqu'en 2025 de 0,5 à 1,5 degrés en plus suivant le scénario. Après 2050, la température se stabiliserait suivant le scénario d'émission basse mais la température pourrait augmenter de 4,2 degrés par rapport à 2023 d'ici 2100 suivant le scénario de fortes émissions. La pluviométrie annuelle connaîtrait peu d'évolution avec de forte variabilité au 21^{ème} siècle. Cependant suivant la saisonnalité, les variations pluviométriques sont plus marquées. En hiver, les projections climatiques indiquent une augmentation des cumuls quel que soit le scénario. Les cumuls estivaux sont plutôt stables avec une forte variabilité et une baisse de ceux-ci sur la fin du siècle. Quel que soit le scénario, le nombre de jour de gel diminuera et le nombre de journées chaudes augmentera. Au cours de ce siècle l'assèchement des sols sera de plus en plus marqué avec l'augmentation globale des températures, le nombre de périodes de sécheresse en fréquence et en intensité est en augmentation.

Au niveau du climat, le département réunit les caractéristiques des climats océanique et continental. Les températures y sont modérées avec une amplitude thermique faible. La pluviométrie moyenne est de l'ordre de 620 mm/an sauf dans le Thiérache où la pluviométrie est de 800 mm/an en moyenne.

Sur les 15 dernières années, la température moyenne sur l'ensemble du territoire a augmenté et la pluviométrie a diminué.

L'augmentation des températures moyennes et la baisse de pluviométrie peuvent avoir des conséquences sur la ressource en eau du département en diminuant la recharge en eau de celle-ci et en asséchant les sols.

Actuellement, seules quelques ressources (les masses d'eau HG103, HG214, HG104 montrent une diminution globale de leur piézométrie de 1 à 5 cm/an) montrent un impact à long terme du changement climatique, avec des baisses du niveau piézométrique ; cependant, ces baisses peuvent également être corrélées à une surexploitation des nappes. Par ailleurs, on constate dans les chroniques annuelles une augmentation des déficits du niveau d'eau et de la recharge.

Les données météorologiques pour la période 1878-2000 montrent une légère augmentation, non significative, de la pluviométrie, mais également une augmentation de la température de +0,77 °C en un siècle, ce qui induit une hausse de l'évapotranspiration potentielle (ETP).

Les projections climatiques globales pour le bassin parisien montrent une diminution marquée des pluies en automne et des sécheresses plus importantes en hiver, ainsi qu'une augmentation des températures de 1,5 à 3 °C d'ici la fin du siècle. Cela entraînerait une hausse de l'ETP de 10 à 25 %, provoquant un manque à gagner conséquent pour les eaux souterraines.

Le projet EXPLORE 2070, réalisé par plusieurs entités scientifiques majeures telles que le BRGM et Météo-France, a permis de modéliser l'évolution des nappes à l'horizon 2070. La modélisation a été réalisée en prenant en compte l'évolution du climat et la demande en production d'eau, à partir d'un modèle de référence de la nappe couvrant la période 1961-1991, offrant un aperçu moyenné basé sur sept modèles différents pour la période 2046-2065. Les modèles utilisés se concentrent dans l'Aisne principalement sur la nappe de la craie.

Ainsi, la nappe de la craie montre une tendance à la baisse, notamment sur les plateaux, où le réseau hydrographique est peu dense. Les variations vont de 0 m près des cours d'eau à 9 m à l'est de Saint-Quentin, et 7 m sur les plateaux, comme au sud-est de Fère-en-Tardenois (Figure 12). Cette évolution concerne les nappes libres, telles que celles de la craie. Les nappes captives, en revanche, devraient être moins affectées par le réchauffement climatique ou seulement sur des périodes plus longues, en raison de leur inertie.

La modélisation des écoulements de surface (ruissellement), essentiels à la recharge des aquifères, indique une diminution moyenne de 19 %, et localement de 20 à 30 %, en raison de l'augmentation de l'évapotranspiration.

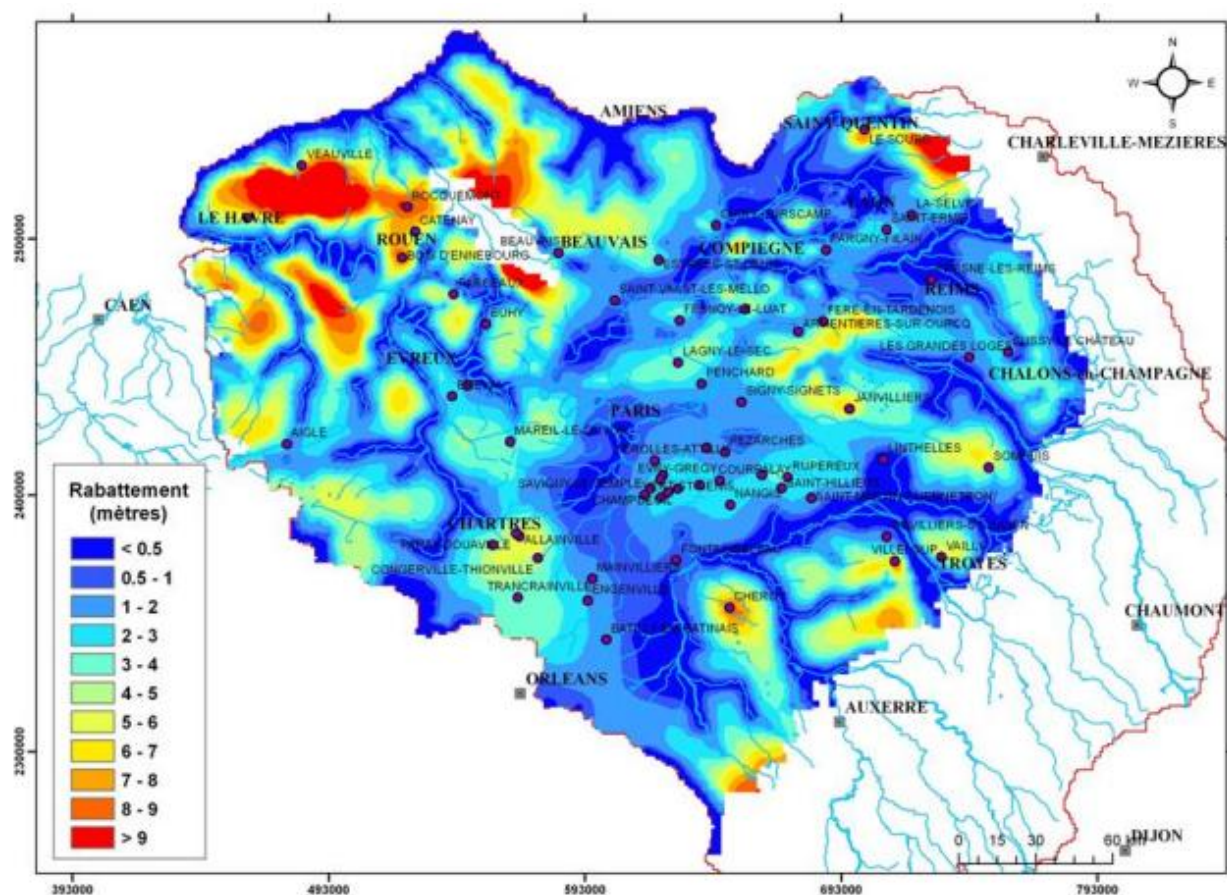


Figure 34 : Modélisation de la diminution du niveau de la nappe de la craie sur la période 2046-2065 (moyenne de 7 modèles de climat) (source : rapport EXPLORE 2070)

Le projet RexHyss (2007-2009), commandé par le ministère de l'Écologie, a permis de modéliser l'impact du changement climatique sur les bassins de la Seine et de la Somme, situés respectivement au sud et au nord du département de l'Aisne, subissant ainsi des contraintes équivalentes. Une modélisation hydrogéologique et agronomique a été réalisée sur le bassin de la Seine.

Cette modélisation montre tout d'abord un déficit de recharge des nappes de 30 % d'ici la fin du siècle, en raison des variations de la pluviométrie et de l'augmentation de la température. Les variations des nappes seraient plus importantes sur les plateaux qu'en plaine. De plus, le modèle agronomique indique une augmentation de la demande en irrigation de 50 à 60 % d'ici la fin du siècle, en raison des sécheresses, ce qui accroîtrait encore la pression sur les nappes.

Le projet EXPLORE 2, réalisé de 2021 à 2024, montre des résultats différents de ceux d'EXPLORE 2070, du fait de modèles différents. Le projet EXPLORE 2070 est plus précis dans sa modélisation des aquifères, avec une modélisation spécifique à la nappe de la craie, tandis qu'EXPLORE 2 est plus global, mais ce dernier possède une modélisation plus avancée et précise des changements climatiques à venir tel que les variations de la température ou de la pluviométrie. Dans les projections d'EXPLORE 2, les températures vont augmenter jusqu'à +4°C d'ici la fin du siècle dans le scénario de fortes émissions de Gaz à Effet de Serre (GES). La modélisation des cumuls de précipitation subit de fortes incertitudes, mais tend vers une augmentation de ce cumul d'ici la fin du siècle dans le nord-est de la France, avec une augmentation plus marquée en hiver et une diminution des cumuls en période estivale. L'évapotranspiration va, elle, augmenter, autour de +25% à l'échelle de la France. Du fait de l'augmentation de la pluviométrie, la recharge potentielle va légèrement augmenter ou rester stable selon les scénarios dans le nord-est de la France.

Les modélisations du niveau des nappes montrent, dans le bassin parisien et globalement dans le nord-est de la France, une augmentation légère des niveaux des nappes d'ici la fin du siècle, de 0 à +3 m dans les scénarios les plus optimistes, du fait de l'augmentation de la pluviométrie et de la recharge, sauf dans le cas d'un scénario de fort réchauffement et fort assèchement, où le niveau des nappes baisserait de 0 à -3 m.

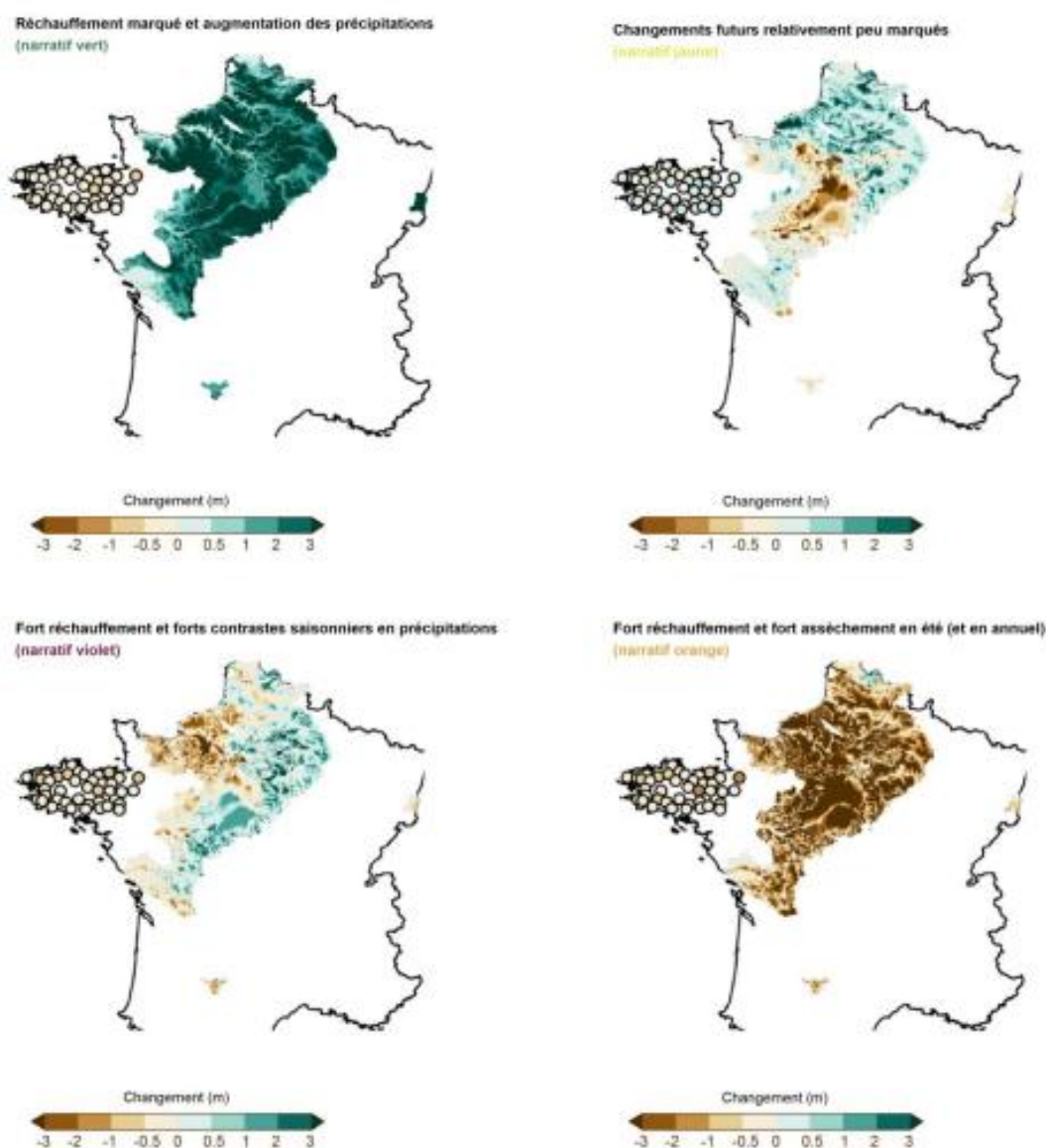


Figure 35 : Projection de l'évolution du niveau moyen annuel des nappes selon 4 futurs pour un scénario de fortes émissions de GES à la fin du siècle, selon le modèle AquIFR (source: EXPLORE 2)

2.2.6. Protection de l'environnement

2.2.6.1. Natura 2000



Le réseau NATURA 2000 a pour objectif de contribuer à la préservation de la biodiversité sur le territoire de l'Union Européenne. Il assurera le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des habitats d'espèces de la flore et de la faune sauvage d'intérêt communautaire. Il est composé de sites désignés spécialement par chacun des Etats membres en application des directives européennes dites "Oiseaux" et "Habitats" de 1979 et 1992.

La carte suivante montre les zones Natura 2000 sur l'ensemble du territoire

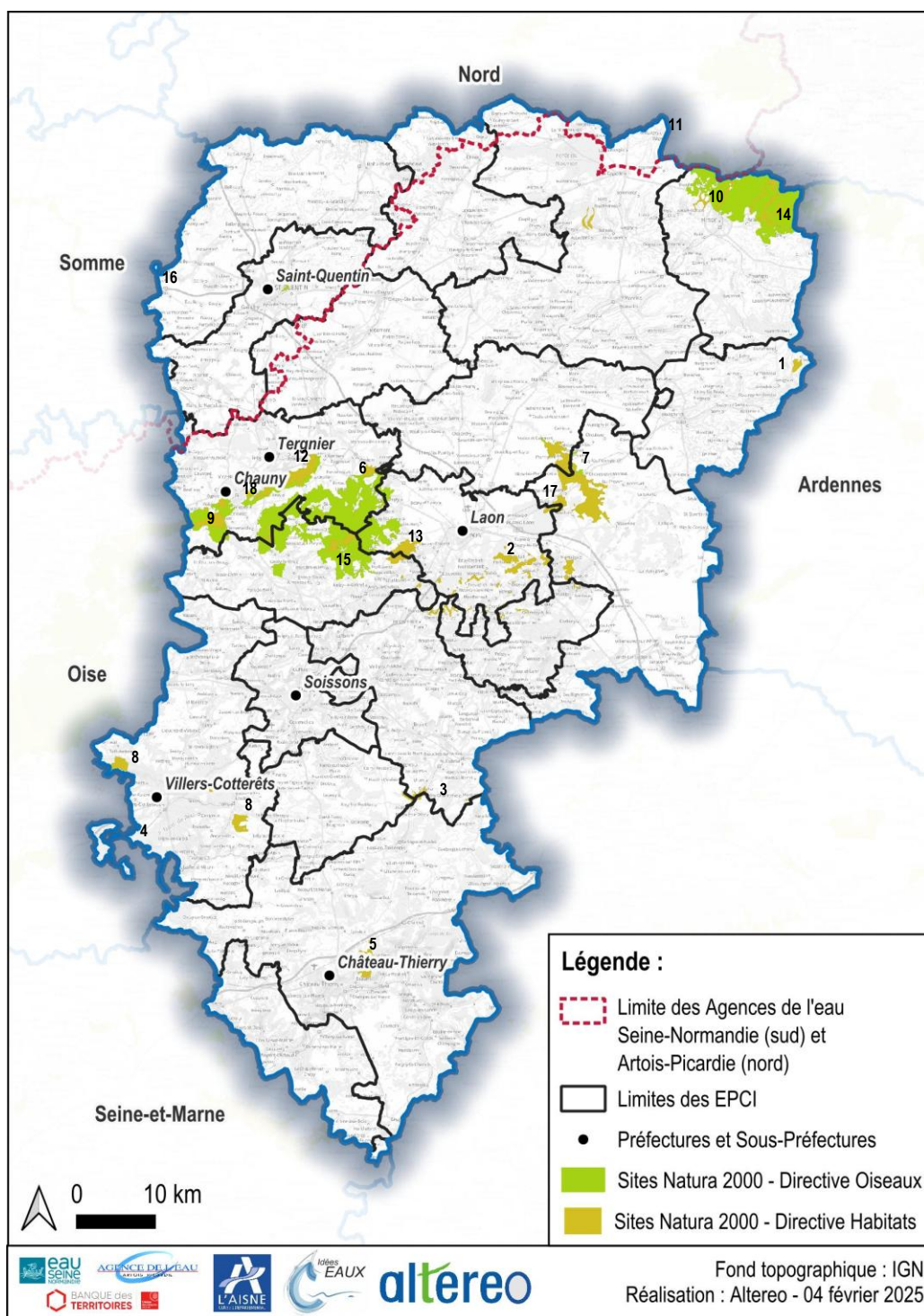


Figure 36 : Carte des zones Natura 2000 (source : IGN)

Le secteur d'étude comprend les zones suivantes :

Tableau 7 : Répartition des zones Natura 2000 dans le département

Numéro	Nom	Superficie (en ha)	Directive
1	Bocage du Franc Bertin	132	Habitats
2	Collines du Laonnois Oriental	1 378	Habitats
3	Coteaux calcaire du Tardenois et du Valois	329	Habitats
4	Coteaux de la vallée de l'Automne	623	Habitats
5	Domaine de Verdilly	594	Habitats
6	Lande de Versigny	233	Habitats
7	Marais de la Souche et forêt de Samoussy	2 750	Habitats
8	Massif forestier de Retz	848	Habitats
9	Massif forestier de Saint-Gobain	434	Habitats
10	Massif forestier d'Hirson	1 017	Habitats
11	Massif forestier du Regnaval	133	Habitats
12	Prairies alluviales de l'Oise de la Fère à Sempigny	3 013	Habitats
13	Tourbière et coteaux de Cessieres Montbavin	683	Habitats
14	Forêts de Thiérache : Hirson et Saint-Michel	7 407	Oiseaux
15	Forêts Picardes : massif de Saint-Gobain	11 771	Oiseaux
16	Marais d'Isle	45	Oiseaux
17	Marais de la Souche	2 410	Oiseaux
18	Moyenne vallée de l'Oise	5 626	Oiseaux

Le territoire axonais relève 18 sites Natura 2000 dont 13 directives habitats et 5 directives oiseaux. La superficie totale de zones Natura 2000 est d'environ 40 000 ha soit 5 % de la surface du territoire.

2.2.6.2. ZNIEFF



Lancé en 1982, l'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de caractériser, sur l'ensemble du territoire national, des secteurs de plus grand intérêt écologique, abritant un patrimoine naturel remarquable. Ce socle de connaissance sert d'outil d'aide à la décision (protection de l'espace, aménagement du territoire). On distingue deux types de ZNIEFF :

- Type I : espaces homogènes écologiquement, définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou d'habitats rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel régional ;
- Type II : espaces qui intègrent des ensembles naturels fonctionnels et paysagers, possédant une cohésion élevée et plus riches que les milieux alentours.

La carte montre ci-dessous la répartition des ZNIEFF type I et II sur l'ensemble du département.

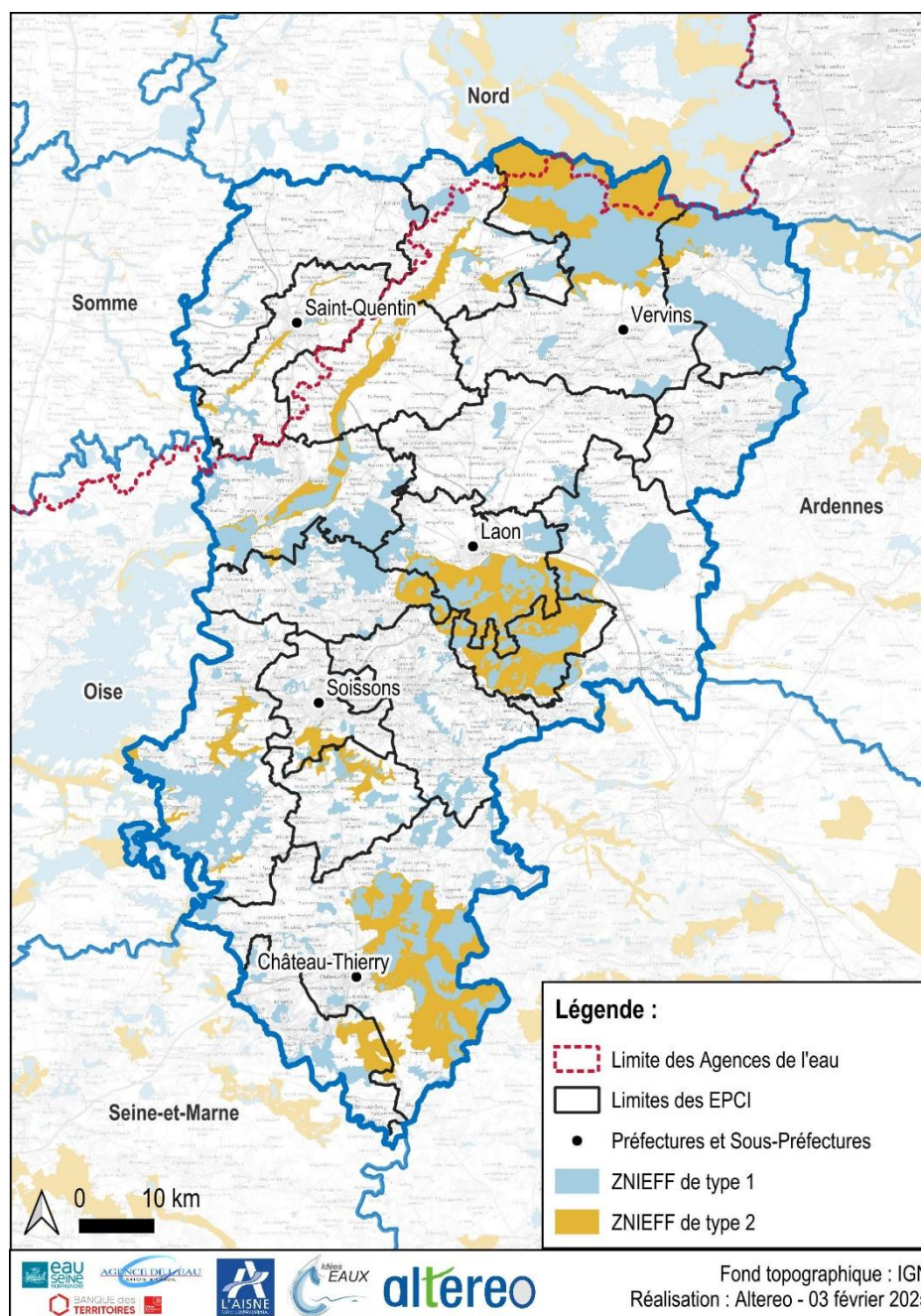


Figure 37 : Carte des ZNIEFF de type I et II (source : IGN)

Le département compte 2 000 km² des ZNIEFF soit de type 1 ou 2 au dernier recensement effectué par la DREAL des Haut-de-France en mars 2024.

2.2.6.3. Espaces naturels sensible (ENS)



Un espace naturel est considéré sensible dès lors qu'il présente un intérêt écologique fort menacé ou rendu vulnérable, soit en raison d'une pression urbaine ou d'un développement d'activités économiques et de loisirs, soit eu égard aux caractéristiques des milieux et des espèces remarquables qui s'y trouvent.

La carte montre ci-dessous la répartition des ENS sur l'ensemble du département.

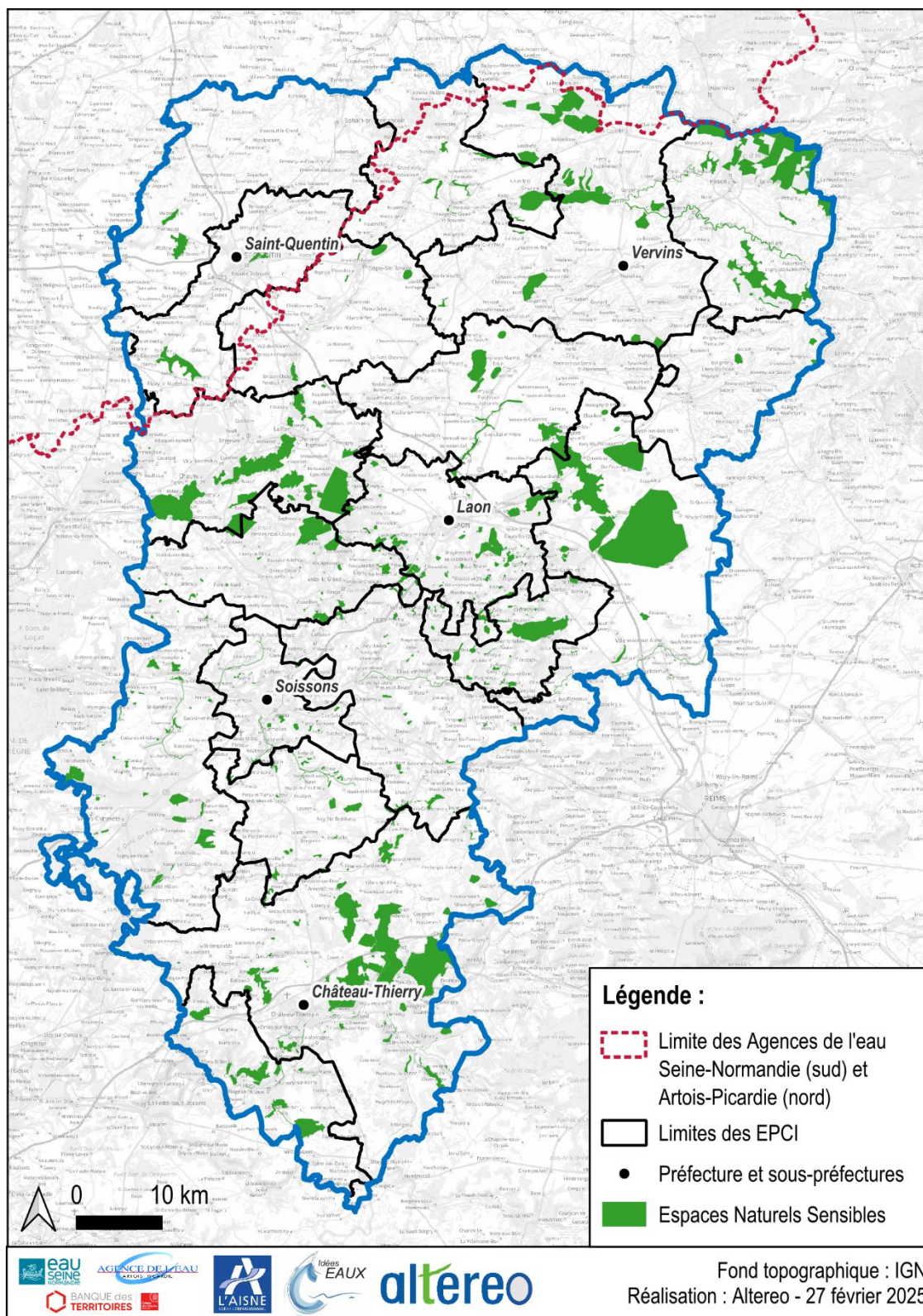


Figure 38 : Répartition des ENS sur le territoire (Source : CD02)

Le département compte plus de 10 000 ha d'ENS réparties sur 117 sites différents.

2.2.7. Risques naturels

2.2.7.1. Risques d'inondations par remontées de nappes

La carte ci-dessous identifie le risque d'inondation par remontée de nappe :

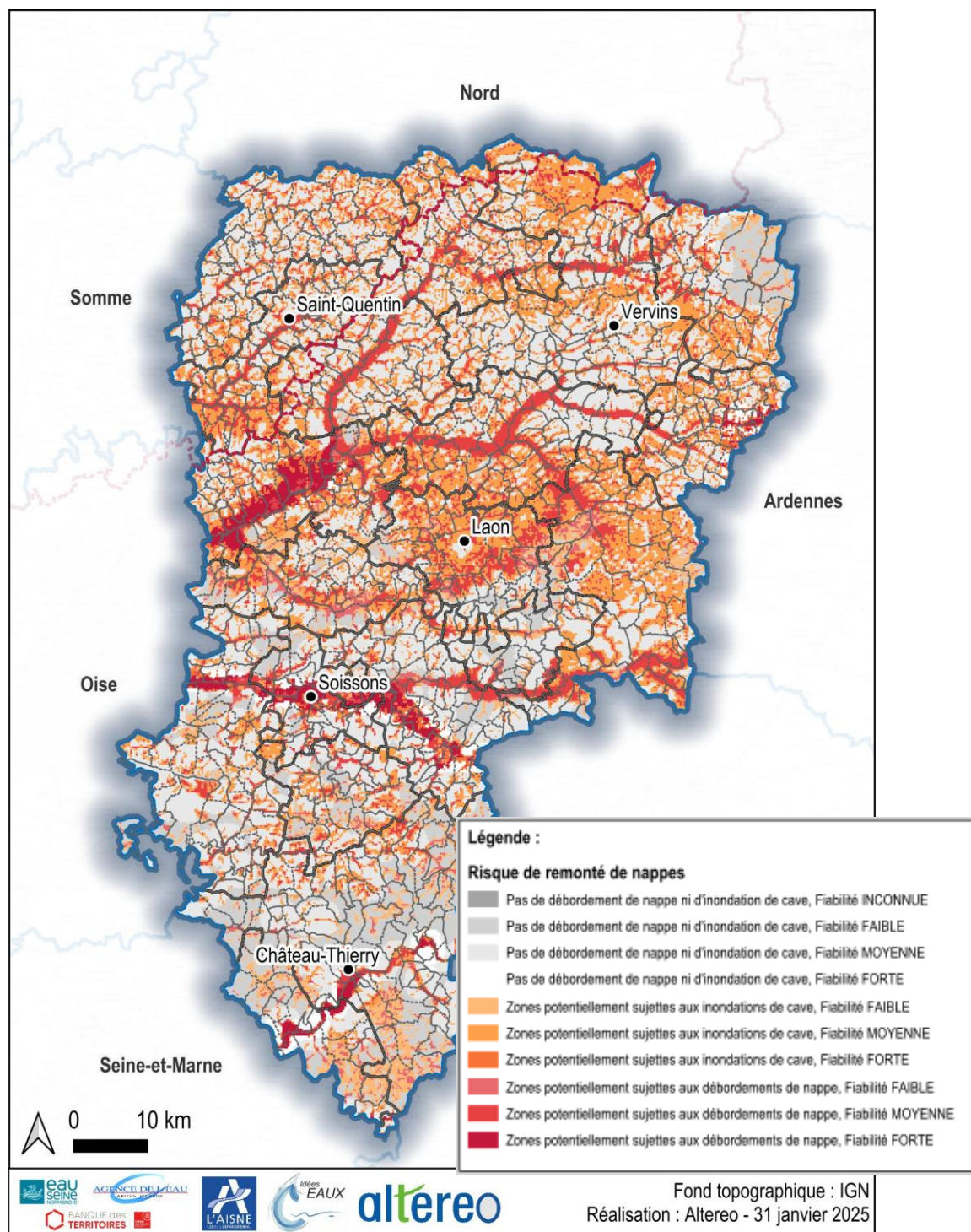


Figure 39 : Carte des risques d'inondations par remontées de nappes (source : BRGM)

Les zones à risque d'inondation par remontée de nappes dans l'Aisne, dépendent de plusieurs facteurs, tels que la géologie, la topographie, la proximité des cours d'eau, et les conditions météorologiques. Certaines zones du département sont plus vulnérables à ce type de risque en raison de leur proximité avec des nappes phréatiques élevées, des cours d'eaux (Aisne, Marne, Oise) ou des milieux humides.

2.2.7.2. Exposition au retrait du gonflement des argiles

La carte ci-dessous identifie le risque d'exposition au gonflement des argiles :

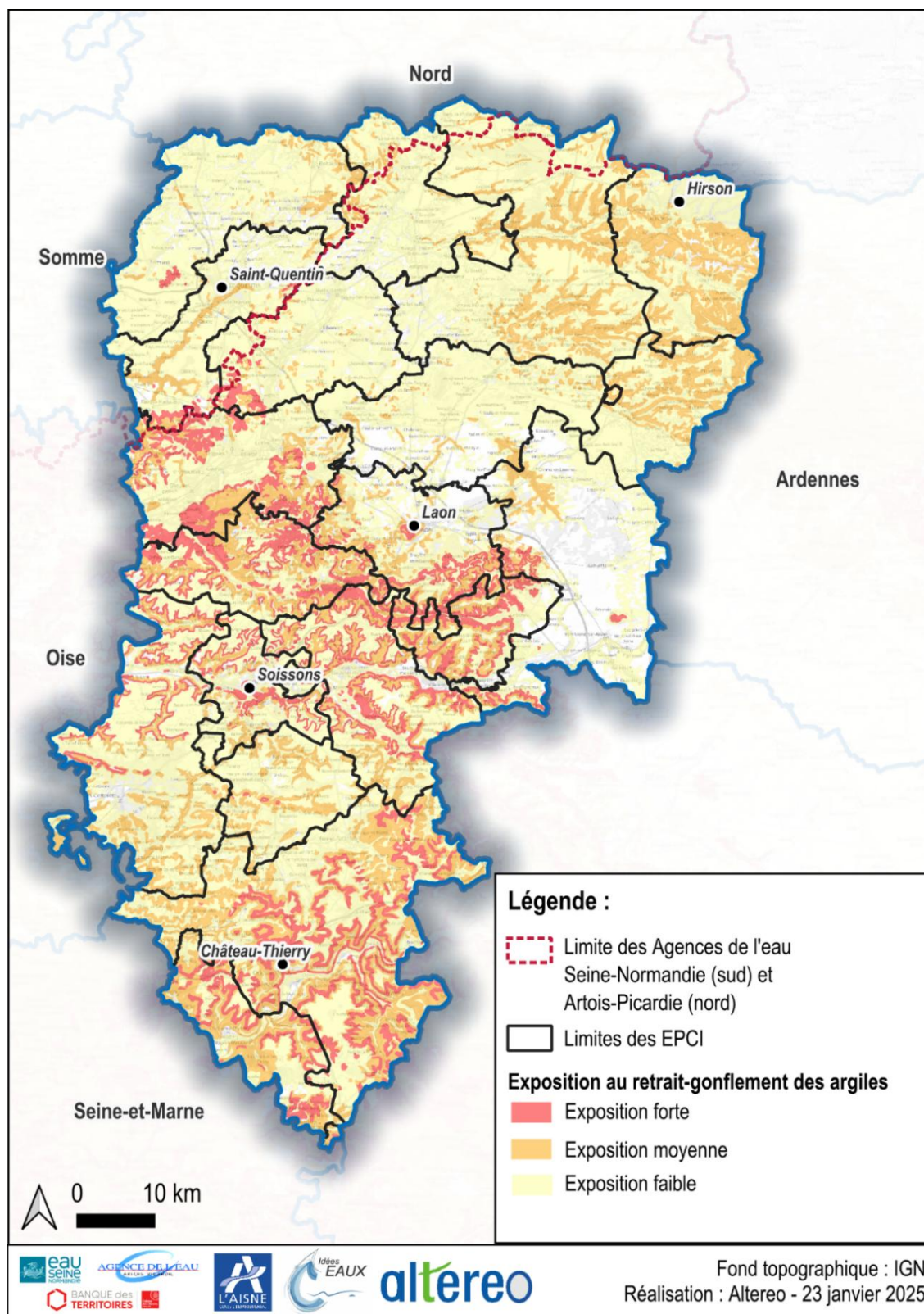


Figure 40 : Carte d'exposition au retrait du gonflement des argiles (source : BRGM)

L'Aisne, avec sa diversité géologique, possède plusieurs zones où le risque de gonflement est marqué. Les secteurs de la vallée de l'Aisne et du sud du département, présentant des formations argiles sont assujettis à ce problème de gonflement. La région de Laon et le sud du département sont aussi marqués par cette problématique.

2.3. Contexte économique

2.3.1. Démographie

2.3.1.1. Analyse à l'échelle du département

Ce paragraphe analyse les données de l'INSEE jusqu'en 2021, année du dernier recensement.

La population du territoire a augmenté entre 1968 et 2011 pour atteindre 543 746 habitants. Depuis, la population diminue pour atteindre 527 468 habitants en 2021. Un pic de population est observé en 2020 sur l'ensemble du territoire du département. Cela peut s'expliquer par la période du Covid-19 où la population a migré vers les secteurs ruraux lors des périodes de confinement.

En 2021, la densité moyenne de population dans l'Aisne est d'environ 72 habitants/km², ce qui en fait l'un des départements les moins densément peuplés de la région. À titre de comparaison, les départements voisins, tels que la Somme, l'Oise et le Pas-de-Calais, présentent des densités bien plus élevées, respectivement de 91,8 habitants/km², 141,4 habitants/km² et 219,1 habitants/km². Cette différence significative illustre clairement la ruralité du département de l'Aisne, qui se caractérise par un faible nombre d'habitants par unité de surface et une prédominance de zones rurales par rapport aux zones urbaines.

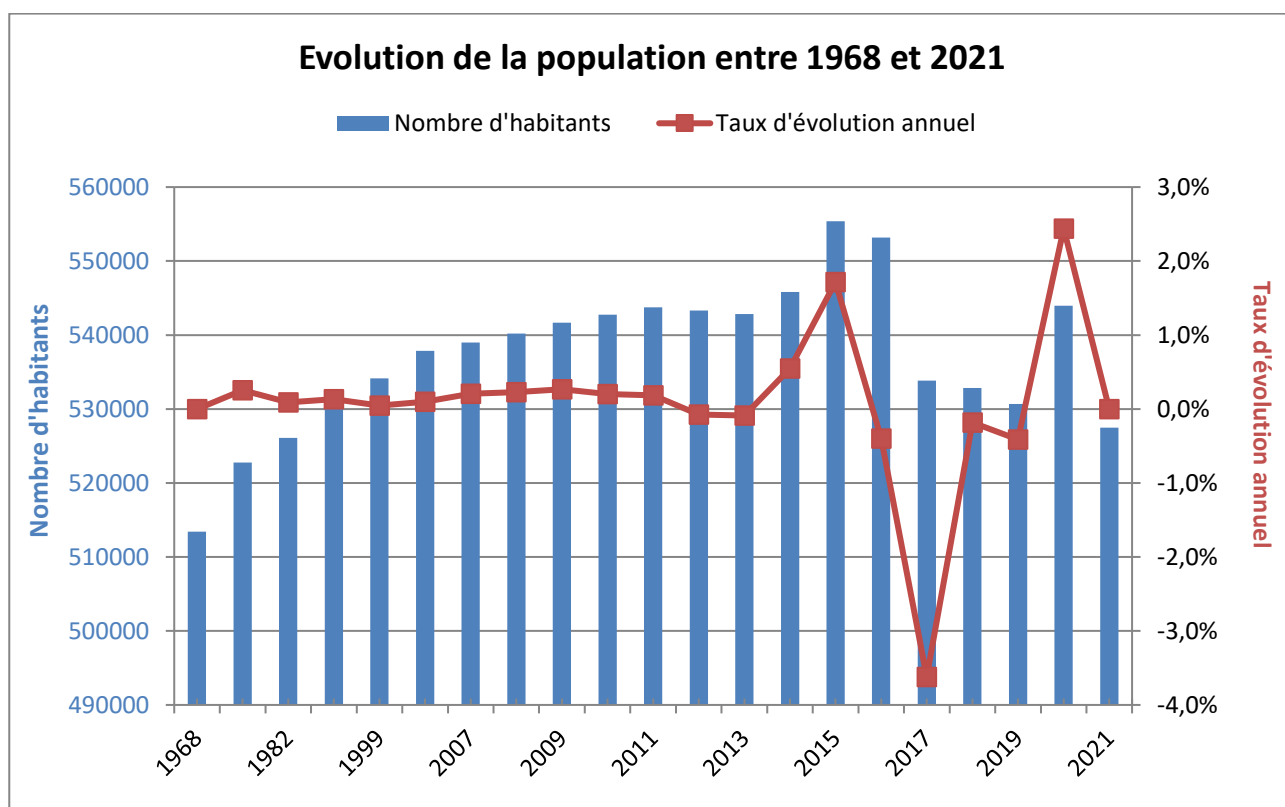


Figure 41 : Evolution de la population du territoire entre 1968 et 2021 (Données : INSEE, Graphique : Altereo)

Le département comporte 7 communes avec une population supérieure à 10 000 habitants. Les communes sont les suivantes :

Tableau 8 : Communes de plus de 10 000 habitants (Source INSEE 2021)

Commune	Nombre d'habitants
Saint-Quentin	52 958
Soissons	28 705
Laon	24 021
Château-Thierry	15 204
Tergnier	13 431
Chauny	11 496
Villers-Cotterêts	10 454

Les sept communes de plus de 10 000 habitants représentent environ 30 % de la population du territoire. En revanche, en 2021, 765 des 797 communes du département compte moins de 2 000 habitants, et regroupent 50 % de la population. Cela met en lumière la concentration démographique dans un nombre restreint de grandes communes, tout en soulignant la prépondérance des petites communes qui accueillent une large part de la population.

La carte ci-dessous montre la répartition de la population en 2021 par commune :

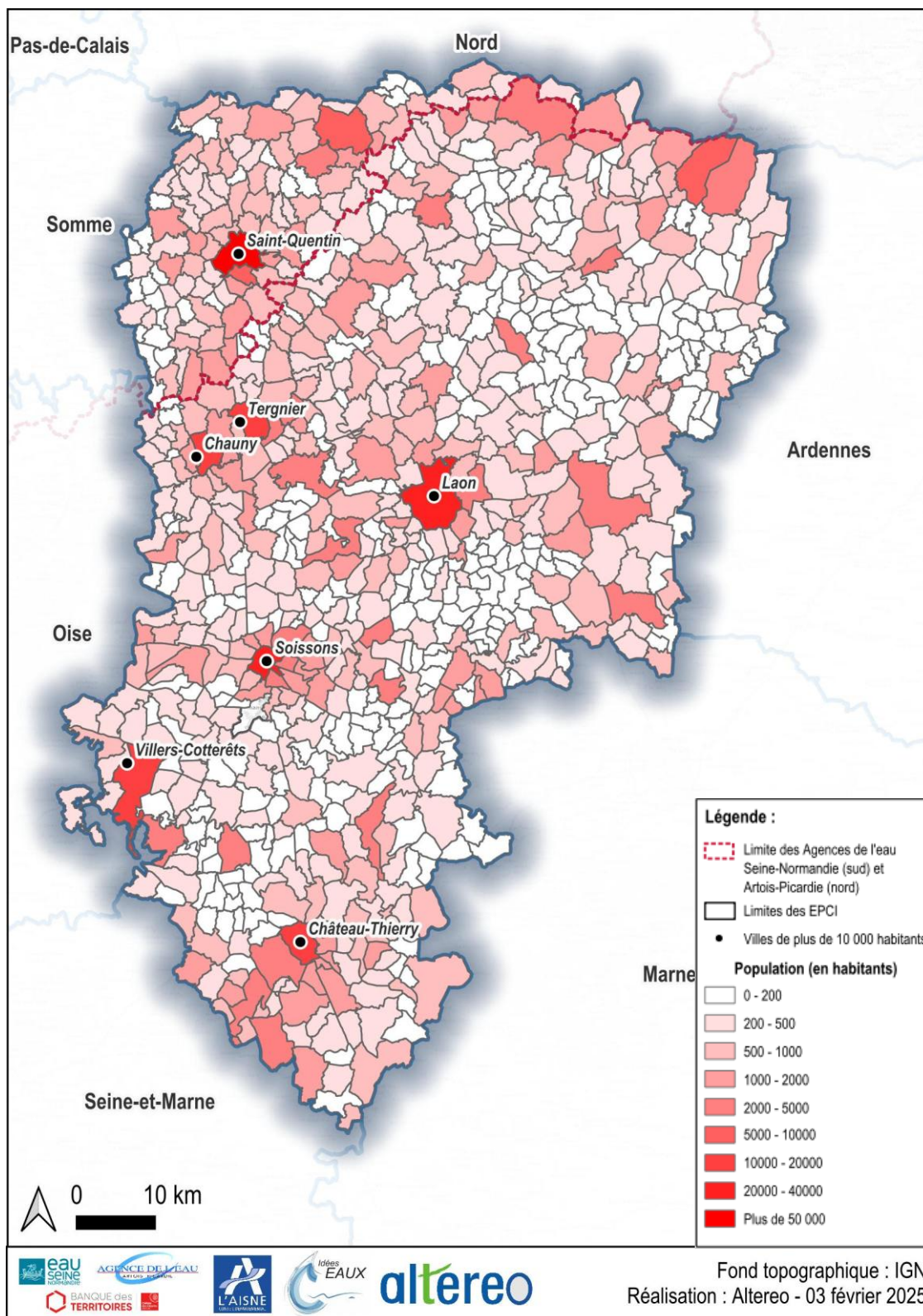


Figure 42 : Répartition de la population dans l'Aisne (Source : INSEE 2021)

Cette disparité de la population est mise en évidence par la carte suivante, qui montre la répartition de la population par PRPDE. Les PRPDE les plus importants correspondent à ceux comprenant les plus grandes communes du département. L'éclatement de la population est visible, avec de nombreux petits syndicats et communes ayant une faible population. Cette répartition illustre bien la concentration de la population dans quelques zones urbaines et l'existence de nombreuses petites entités où la population reste plus dispersée.

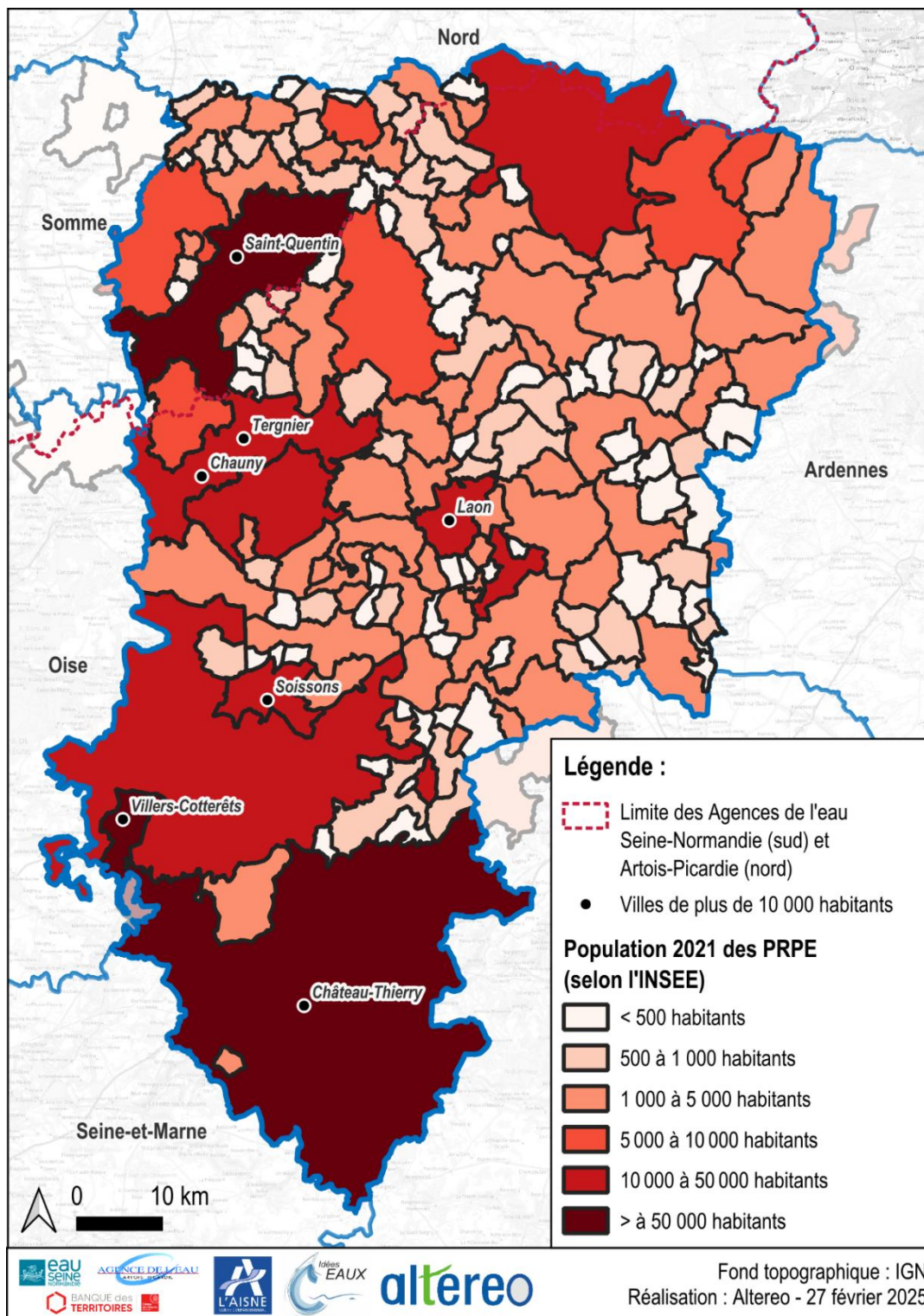


Figure 43 : Répartition de la population du département suivant les PRPDE

La population du département se répartit de manière inégale entre les zones urbaines qui comprennent les agglomérations, et les zones rurales qui constituent une part importante du territoire.

2.3.1.2. Documents d'urbanisme et d'aménagement

Les documents d'urbanisme sont importants pour la compréhension du développement futur des collectivités. Ils permettent de faire une projection sur l'évolution des infrastructures et des habitants sur le territoire. Ils marquent une tendance pour l'évolution de la consommation en eau potable sur l'ensemble du département.

Le département de l'Aisne est concerné par plusieurs types de document d'urbanisme :

- Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;
- Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) ;
- Carte communale ;
- Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) ;
- A défaut de document d'urbanisme, le Règlement d'Urbanisme (RU).

Sur le territoire axonais, 12 EPCI (Etablissements Publics de Coopération Intercommunale) sur les 19 possèdent des documents d'urbanisme.

Dans le cadre de l'étude, seuls les documents d'urbanisme des EPCI ont été pris en compte et les données sont récapitulées dans le tableau suivant :

Tableau 9 : Documents urbanismes dans le département

EPCI	Documents	Date d'approbation	Année de référence	Horizon de projection	Habitants supplémentaires sur la période	Habitants supplémentaires par an
CA de la Région de Château-Thierry	PLUI	2025	2018	2040	+15 800	+722
CC Val de l'Oise	SCOT	2013	2006	2040	+1 308	+38
CA Pays de Laon	SCOT	2017	2019	2040	+ 1 300	+65
CC des Portes de la Thiérache	PLUI	2016	2008	2030	+ 360	+26
CC Pays de la Serre	SCOT	20	2013	2035	+ 1 700	+77
CC Val de l'Aisne	SCOT	2019	2013	2040	+ 2 730	+109
CC du pays du Vermandois	PLUI	2023	2019	2035	Non disponible	Non disponible
CC de la Champagne Picarde	SCOT	2019	2017	2040	+ 2 700	+135
CC Retz-en-Valois	PLUI	2023	2019	2035	+1 351	+90
CA Grand Soissons	PLUI	2013	2007	2030	+3000	+130
CC Trois rivières	PLUI	2022	2018	2030	0	0
CA du Saint-Quentinoise	PLUI	2024	2015	2030	+507	+50
Total	-	-	-	-	30 756	1 442

Le tableau précédent montre l'évolution annuelle du nombre d'habitants à l'échelle des EPCI en fonction des documents d'urbanisme disponibles.

Il est important de noter que ces documents ne prévoient pas d'actions dédiées pour la gestion de la ressource en eau mais dressent majoritairement un état des lieux de la ressource en eaux et des systèmes d'eau potable. Ils prescrivent néanmoins le raccord des futurs zones d'aménagements sur le réseau.

Ces données peuvent être comparées aux projections réalisées par l'INSEE.

Les documents urbanisme sont plus optimistes que les projections de l'INSEE car sur sa projection pour 2050, il est estimé une baisse de la population de 20 000 habitants par rapport à 2013 (Source : INSEE : projection de population dans les Hauts-de-France paru en 2018). La population diminuerait de 0,11% par an, soit une baisse de 560 habitants par an. La majorité des secteurs du territoire axonais serait impactée par cette baisse. Seule la région de Château-Thierry connaîtrait une augmentation de sa population de 0,29 % par an soit une augmentation de 8 000 habitants sur la période 2013 - 2050.

2.3.2. Activités du département

2.3.2.1. Préambule

Le département de l'Aisne possède de nombreuses activités économiques qui peuvent influencer la pression sur la ressource en eau et les consommations d'eau potable.

Le graphique ci-dessous présente sur le département la répartition des établissements actifs employeurs en 2021 en fonction de l'activité économique exercée :

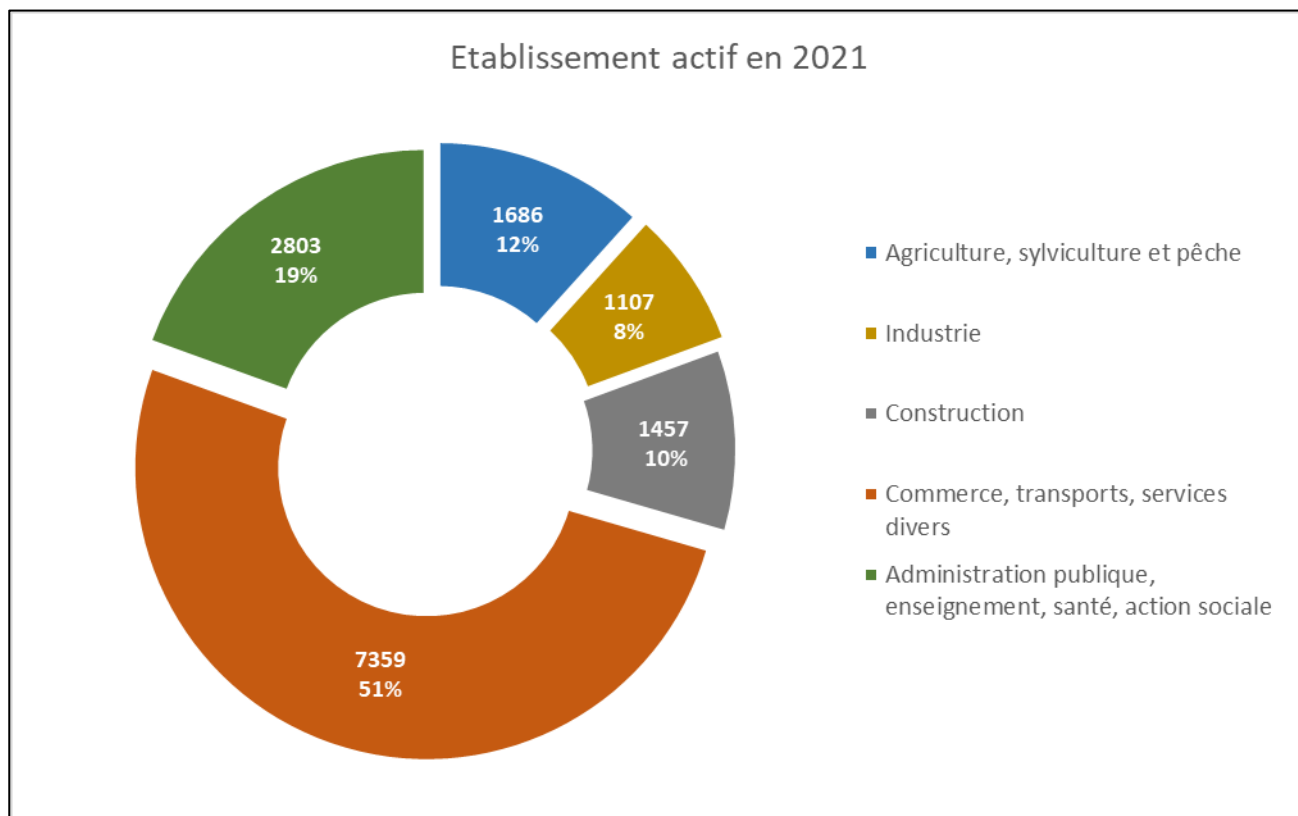


Figure 44 : Graphique représentant les établissements actifs par secteur d'activité (Données : INSEE 2021)

L'Aisne est caractérisé par une économie orientée vers des pôles tertiaires, agricoles et agro-alimentaire.

Quelques établissements industriels sont cependant implantés dans le département notamment dans le secteur agro-alimentaire avec à titre d'exemple TEREOS (coopérative sucrière), SANOFI (industrie pharmaceutique) et LafargeHolcim (industrie du ciment).

2.3.2.2. Activité agricole

L'agreste est un organisme du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation chargé du service statistique ministériel de l'agriculture. Le site fournit des données statistiques dans le domaine agricole.



L'activité agricole est un pôle important sur le territoire axonais. L'activité agricole est majoritairement sur des grandes cultures, sauf sur le sud du département qui est viticole avec la production de Champagne. L'élevage est principalement pratiqué dans le nord-est du département.

Tableau 10 : Synthèse de l'activité agricole du territoire

Paramètres	Valeurs
Nombre d'exploitations en 2020	4 472
Surface Agricole Utilisée (ha)	493 926
Surface du département	736 900
Production Brute Standard (PBS) (milliers d'euros)	1 157 831
Evolution du PBS depuis 2010 (%)	7,5%
Nombre d'exploitations en 2010	5 062
Evolution de la surface agricole utilisée depuis 2010 (%)	0,3
Surface Agricole moyenne Utilisée en 2020 (ha)	110,4
Surface Agricole moyenne Utilisée en 2010 (ha)	97 ,5
Spécialisation de la production agricole	Autres grandes cultures
Nombre moyen d'unités gros bétail par exploitation en 2020 (en UGB)	45,1
Nombre moyen d'unités gros bétail par exploitation en 2010 (en UGB)	103,5

(Source : Recensement agricole 2020 - Indicateurs : cartes, données et graphiques (agriculture.gouv.fr))

L'activité agricole dans l'Aisne a évolué entre 2010 et 2020. Le territoire a connu une perte d'environ 12 % de ses exploitations. Dans le même temps, les surfaces agricoles ont augmenté de 7,5% : cette baisse d'exploitations a fait augmenter la taille des surfaces agricoles utilisées en moyenne par exploitation.



L'exploitation agricole est définie, au sens de la statistique agricole, comme une unité économique et de production répondant simultanément à trois conditions :

- Elle a une activité agricole ;
- Elle atteint ou dépasse une certaine dimension (superficie, nombre d'animaux, production) ;
- Elle est soumise à une gestion courante indépendante.

La carte suivante montre la répartition du type d'agriculture au sein du département :

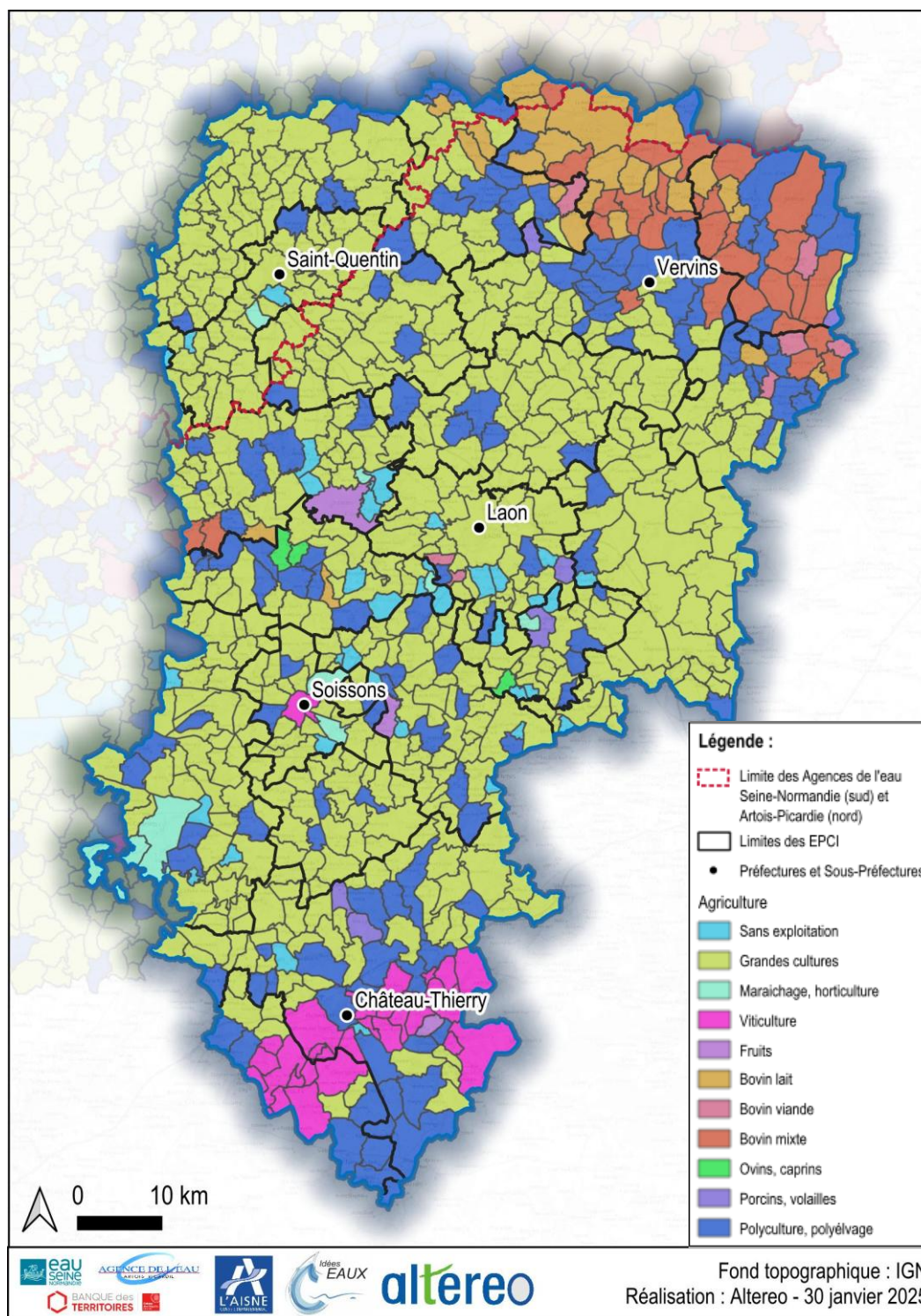


Figure 45 : Répartition des activités agricoles sur le département (Source : AGRESTE)

NB : Une commune indiquée comme "sans exploitation" ne signifie pas nécessairement qu'il n'y a aucune activité agricole sur son territoire. Cela peut simplement indiquer que les exploitations sont enregistrées dans une autre commune où se trouve leur siège administratif. Cette situation peut créer un décalage entre les données des recensements agricoles, qui sont rattachées à la commune du siège de l'exploitation, et la localisation réelle des activités agricoles sur le terrain.

Le département est marqué par trois zones distinctes :

- Dans le nord-est, l'agriculture est principalement orientée vers l'élevage, ce qui peut s'expliquer par la topographie de cette région, qui présente des terrains plus vallonnés et moins propices aux grandes cultures céréalières ;
- La majeure partie du département est caractérisée par une forte présence de cultures agricoles, notamment des céréales ou de betteraves ;
- Le sud est axé sur la viticulture, avec les communes faisant partie de l'appellation Champagne.

Malgré ces disparités, l'ensemble du territoire exerce une pression sur la ressource en eau : l'élevage, qui est très consommateur en eau, ainsi que les surfaces irriguées pour les cultures, contribuent à cette pression hydrique. Par ailleurs, la grande culture céréalière et la viticulture représentent des activités polluantes pour les sols, en raison de l'utilisation de divers traitements chimiques et phytosanitaires sur les cultures.

2.3.2.3. Pressions anthropiques sur les nappes de l'Aisne

OCCUPATION DES SOLS ET PRESSIONS AGRICOLES

Le CORINE Land Cover, édition 2018, permet de visualiser l'occupation des sols dans le département de l'Aisne. On remarque, du nord au sud, quatre grands « tissus urbains continus », entourés de zones industrielles : Saint-Quentin, Laon, Soissons et Château-Thierry. Le reste du territoire est composé de petites communes identifiées comme des « tissus urbains discontinus ».

Au nord du département, l'occupation des sols est quasi exclusivement dédiée à l'agriculture, avec des « terres arables hors périmètres d'irrigation » ainsi que des « prairies et autres surfaces toujours en herbe à usage agricole ». On trouve également quelques parcelles forestières de feuillus à la frontière avec la Belgique.

Cette vocation agricole se retrouve sur tout le territoire. Toutefois, entre Laon et Soissons, sur un axe est-ouest, la présence de forêts de feuillus est plus importante. Les forêts sont également plus présentes près de Villers-Cotterêts et sur les sommets des coteaux de la vallée de la Marne, à proximité de Château-Thierry. Sur les flancs des coteaux de la vallée de la Marne, on retrouve principalement des vignobles (vignobles de Champagne).

Les pressions industrielles sont relativement faibles en raison de la faible importance des zones industrielles. En revanche, la pression de l'activité agricole est forte sur ce territoire et particulièrement impactante, avec des cultures essentiellement céréalières (blé tendre d'hiver, colza) et légumineuses (pomme de terre, betterave, etc.). Ces cultures impliquent l'utilisation d'intrants tels que les pesticides et les nitrates, ce qui représente un risque pour la ressource en eau.

De plus, ces cultures nécessitent un apport conséquent en eau, surtout en période de sécheresse. La pression agricole provient donc aussi de l'irrigation des parcelles. Entre 2008 et 2022, l'irrigation représentait entre 9,5 % et 32,5 % du volume prélevé dans les nappes de l'Aisne. Les modélisations climatiques et agronomiques montrent qu'à la fin du siècle, la consommation d'eau pour l'irrigation pourrait augmenter de 50 %, ce qui accentuerait la pression sur les nappes.

Le Tableau 11 indique les superficies et les pourcentages des différents types de couverture retrouvés dans les périmètres de protection (éloignés et rapprochés confondus). Plus de 99% de la surface des périmètres de protection sont constitués de terres agricoles, et 0,6% de forêts. Seule 0,08 % de la surface est constituée d'espaces urbains ou industriels.

Sur le territoire, certains périmètres de captage, notamment des champs captant, se trouvent en milieu urbain, comme le champ captant de l'hippodrome à Soissons. Ici, les pressions sont plutôt liées aux pollutions diffuses ou accidentelles des industries, aux rejets des stations d'épuration (STEP), ainsi qu'à l'imperméabilisation des sols.

Cependant, la majorité des captages sont situés sur des territoires agricoles, où les pressions peuvent provenir de pollutions diffuses liées à l'agriculture, d'accidents sur les routes proches des captages ou encore de l'exploitation des ressources par l'agriculture.

Tableau 11 : Types de couvertures retrouvés dans les périmètres de protection des captages

Type de couverture	Périmètres de protections actés		Périmètres de protection en projet		Total	
	Superficie dans les périmètres de protection (Ha)	Pourcentage dans les périmètres de protection (%)	Superficie dans les périmètres de protection (Ha)	Pourcentage dans les périmètres de protection (%)	Total de la superficie (Ha)	Total du pourcentage (%)
Parcelles agricoles	984 933,08	99,15	328 999,70	99,74	1 313 932,79	99,29
Forêts	7 576,60	0,76	400,57	0,12	7 977,18	0,60
Espaces urbains et industriels	767,15	0,08	287,85	0,09	1 055,00	0,08
Hydrographie	134,63	0,01	179,83	0,05	314,46	0,03
Total	993411,47	100	329867,96	100	1323279,44	100

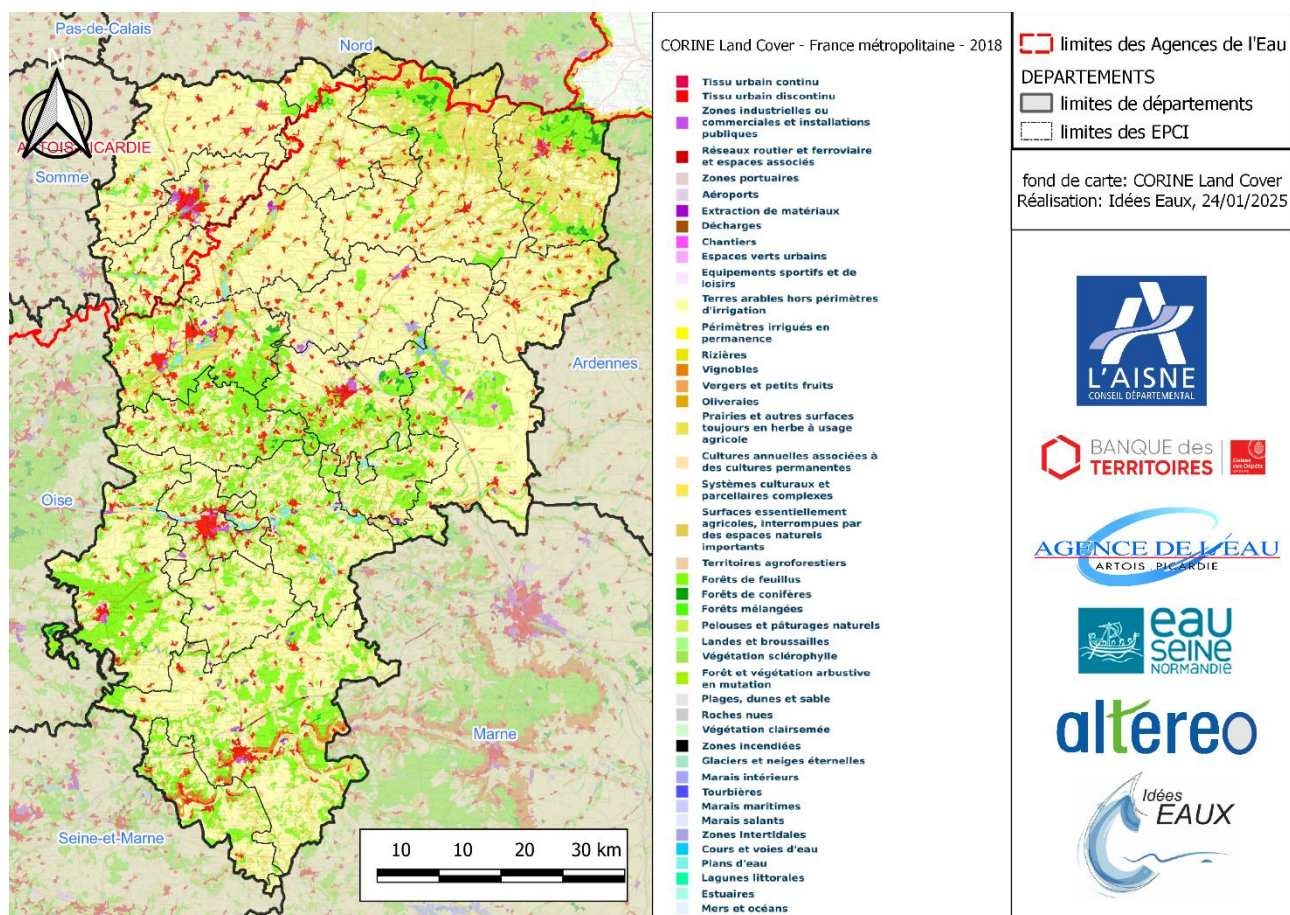


Figure 46 : CORINE Land Cover 2018 de l'Aisne (source : IGN)

SITES CLASSES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dans l'Aisne, on dénombre 507 sites industriels classés pour la protection de l'environnement (en fonctionnement ; il existe aussi 107 sites en cessation d'activité et 43 sites en construction), dont 19 sites classés Seveso. Ces sites présentent un risque en termes de pollution accidentelle des nappes. Les sites classés sont donc particulièrement surveillés afin d'éviter tout incident et d'éviter une pollution si un incident survient malgré tout. Cependant, le nombre de sites Seveso est moindre par rapport au nombre de sites en France (1291 en 2022, soit 1,5% des sites situés dans l'Aisne) ; le risque de pollution industriel reste donc relativement faible. Les sites SEVESO sont classés en seuil bas ou haut selon la quantité de substances dangereuses contenues sur le site (variables selon le type de substances).

Deux sites Seveso sont à proximité de captages : Kuehne+Nagel, société de transport, est située dans le PPE du champ captant de Villeneuve-Saint-Germain et à 1,6 km du premier captage ; et Wepa Greenfield SAS, société de recyclage de papier, est situé dans le PPR du forage P11 du champ captant de Château Thierry, et à 2,6 km du premier captage. Certaines usines classées pour la protection de l'environnement sont dans les périmètres de protection, comme le captage de Condren, le champ captant de l'hippodrome à Soissons, le champ captant de Villeneuve-Saint-Germain, et les captages de Pargny-La-Dhuys.

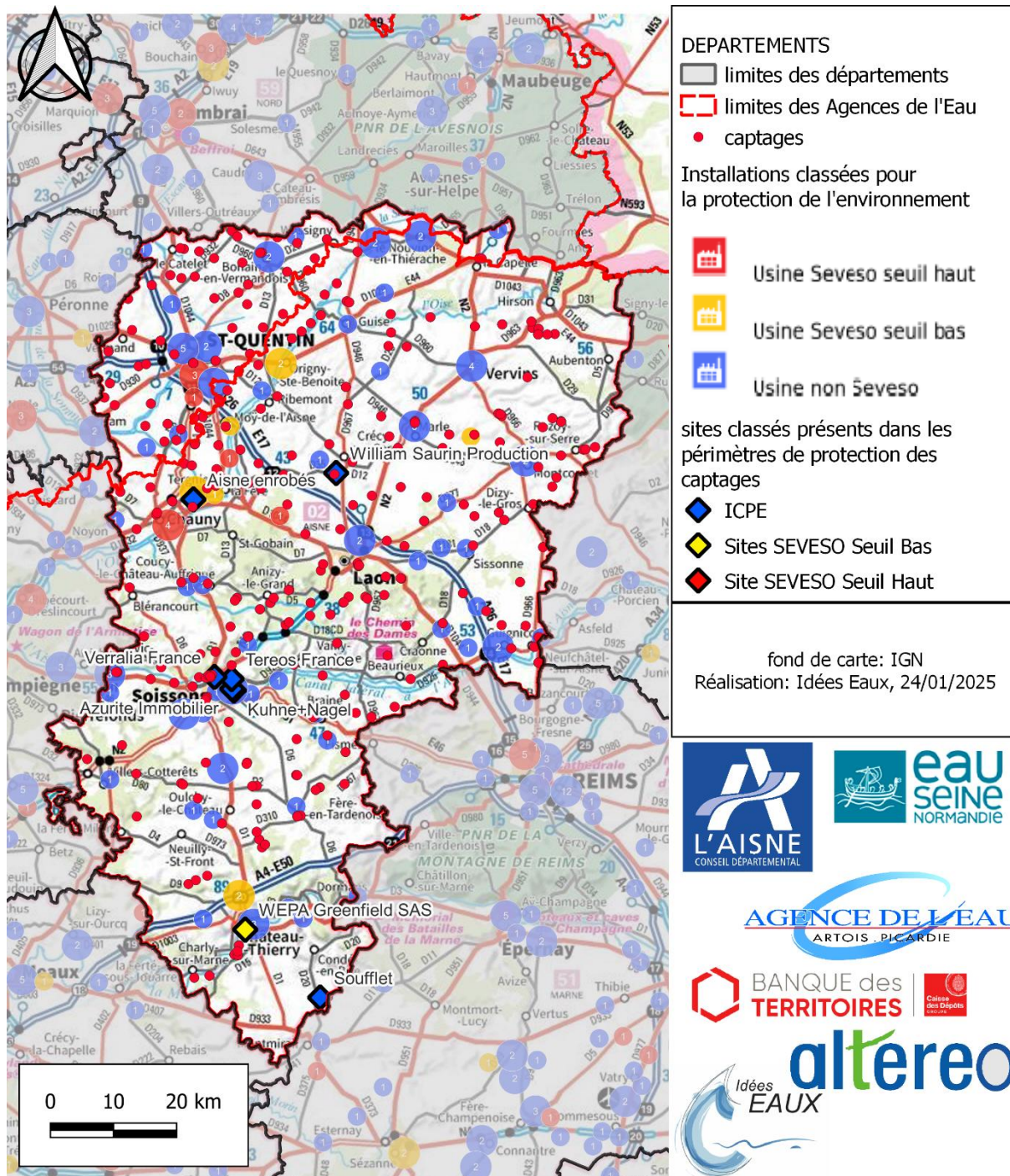


Figure 47 : Sites classés pour la protection de l'environnement dans l'Aisne (source : Géorisques)

Tableau 12 : Sites classés Seveso de l'Aisne (source : Wikipédia et Géorisques)

Nom de l'établissement	Commune	Type d'activité	Seuil Seveso
ARF	Vendeuil (AESN)	Traitement et élimination des déchets dangereux	haut
BAYER SAS	Marle (AESN)	Fabrication de traitements agricoles	haut
CITRA TRANSPORTS	Moÿ-de-l'Aisne (AESN)	Affrètement et organisation des transports	bas
CLOE	Essigny-le-Grand (AEAP)	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	haut
DEM SA	Chauny (AESN)	Traitement et revêtement des métaux	haut
Direction Générale de la Sécurité Civile	Crépy (AESN)		haut
DSP France SAS (ex DOW FRANCE)	Chauny (AESN)	Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.	haut
FM FRANCE S.A.S.	Épaulx-Bézu (AESN)	Transports routiers de fret interurbains	bas
FM Logistic	Château-Thierry (AESN)	Transports routiers de fret interurbains	haut
GIE SICALOG	Neuville-Saint-Amand (AEAP)	Coopérative agricole	haut
GREENFIELD SAS	Château-Thierry (AESN)	Recyclage de papier	bas
KUEHNE+NAGEL	Villeneuve-Saint-Germain (AESN)	Transports routiers de fret de proximité	haut
NRJT	Tergnier (AESN)	Conditionnement	bas
RICHET S.A.	Tavaux-et-Pontséricourt (AESN)	Fabrication de produits d'entretien	bas
SERMIX SAS	Chierry (AESN)	Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	bas
SOCIETE PICARDIE REGENERATION	Chauny (AESN)	Traitement et élimination des déchets dangereux	haut
SOPROCOS	Gauchy (AEAP)	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	haut
SUEZ RR IWS Chemical France	Beaumont (AESN)	Traitement et élimination des déchets dangereux	haut
TEREOS FRANCE	Origny-Sainte-Benoite (AESN)	Sucrerie	bas

La consommation d'eau prélevée entre 2008 et 2022 est comprise entre 6,4 et 15,6 % du volume total prélevé. Cette consommation ne devrait pas tendre vers une augmentation, du fait des efforts de l'industrie pour réduire leur consommation d'eau.

CARRIÈRES

Les carrières de l'Aisne exploitent des matériaux variés, tel que la craie, le calcaire ou les alluvions sableuses. Or, ces matériaux sont issus d'aquifères, et l'exploitation des carrières peut induire des zones d'entrées privilégiées pour les polluants, et/ou des rabattements artificiels des nappes. En effet, les exploitations se font parfois jusqu'à la nappe, la laissant soit à l'air libre, soit en pompant l'eau pour rabattre la nappe. Dans le premier cas, la ressource, n'étant plus sous couverture protectrice ni filtrée par la zone non saturée, est plus vulnérable aux pollutions. Le BRGM recense 56 carrières en activités, exploitant le calcaire, la craie ou les alluvions fluviales, et 2 700 carrières fermées.

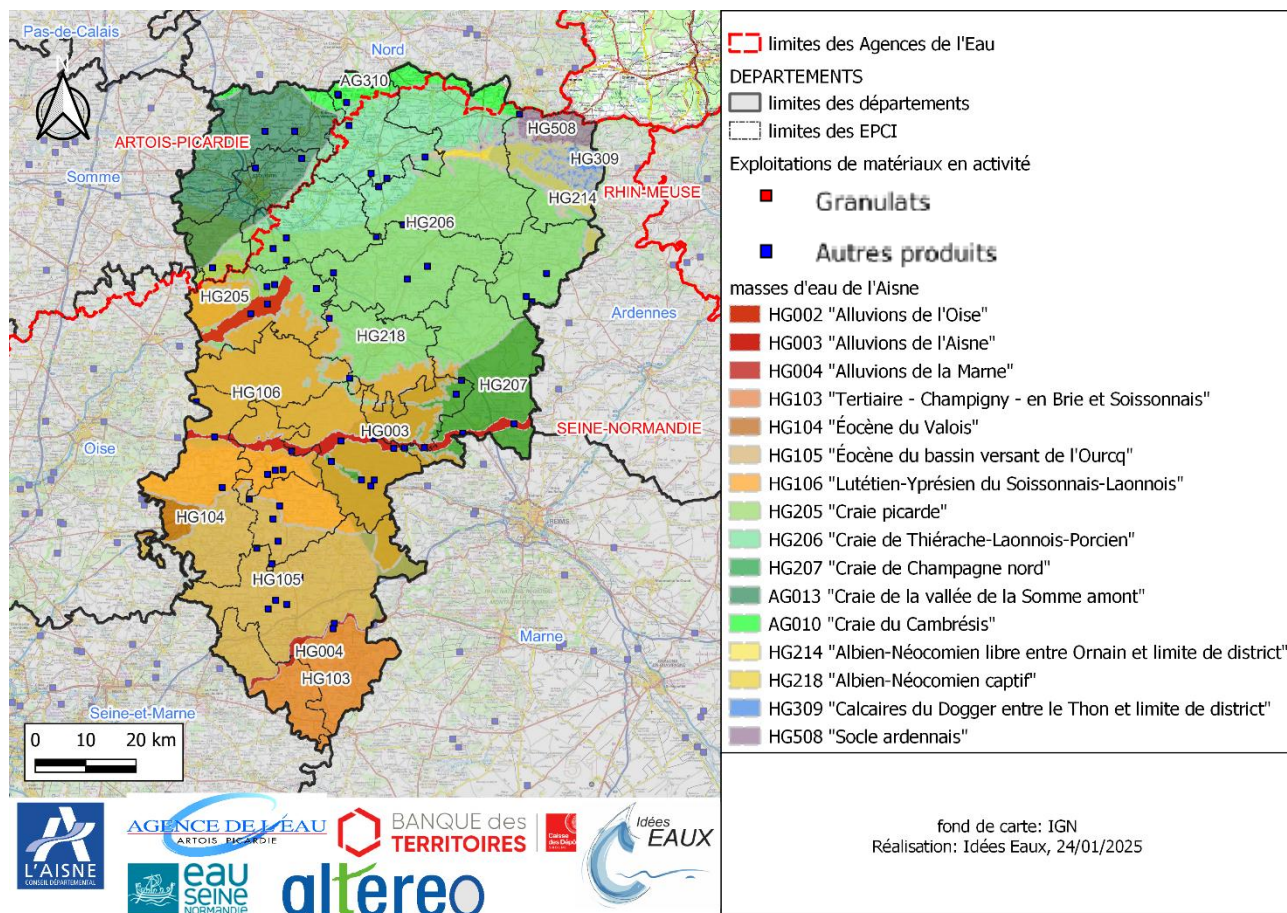


Figure 48 : Carrières exploitées actuellement dans l'Aisne (source : BRGM)

2.4. Cadre réglementaire

Le secteur de l'eau est fortement **réglementé** afin de garantir une gestion durable et équitable de cette ressource essentielle. De nombreux textes législatifs et réglementaires encadrent l'exploitation de l'eau, que ce soit pour la consommation, l'agriculture, l'industrie ou la préservation de l'environnement. Ces lois visent à protéger les ressources en eau, à éviter la surexploitation et à maintenir un équilibre entre les différentes utilisations.

La loi Grenelle 2 et la Directive Cadre Européenne sur l'Eau peuvent être considérées comme des éléments clés du cadre législatif et réglementaire. Ces deux textes sont explicités ci-dessous :

- **La loi dite Grenelle 2 portant engagement national pour l'environnement**

La Loi du 12 juillet 2010 dite Grenelle 2 s'inscrit dans le prolongement de la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, dite « Grenelle I », qui a déterminé les objectifs de l'Etat dans le domaine environnemental. Au travers de ses 104 articles répartis en sept titres, il traduit en obligations, interdictions ou permissions les principes précédemment affirmés dans la loi dite « Grenelle I ».

Préservation de la biodiversité : afin de préserver la biodiversité, la loi comprend des dispositions relatives à l'agriculture, à la protection des espèces et des habitats ainsi qu'à l'assainissement et aux réserves en eau. La préservation de la ressource en eau sur le thème de l'eau potable se traduit par :

- Inciter les collectivités à réduire les fuites dans les réseaux de distribution d'eau potable ;
- Renforcer les moyens de protéger les aires d'alimentation de captages d'eau potable.

- **Directive Cadre Européenne sur l'Eau (DCE)**

La directive 2000/60 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, adoptée le 23 octobre 2000 et transposée par la loi n°2004-338 du 21 avril 2004, elle constitue le cadre de travail dans lequel tous les acteurs de l'eau se retrouvent aujourd'hui.

La DCE classe les milieux aquatiques en grandes catégories (cours d'eau, plans d'eau, eaux côtières, eaux de transition, eaux souterraines) qui ont ensuite été subdivisées en masses d'eau lors de l'état des lieux de 2004 (unités cohérentes pour la gestion de l'eau). Le bon état est défini comme suit :

- Pour les eaux superficielles : un bon état écologique et un bon état chimique ;
- Pour les eaux souterraines : un bon état quantitatif et un bon état chimique ;
- Pour les masses d'eau classées « masse d'eau fortement modifiée » (MEFM) ou « masse d'eau artificielle » (MEA) : un bon potentiel écologique et un bon état chimique.

Pour chaque masse d'eau est fixé un délai d'atteinte des objectifs. En effets, la DCE demande une atteinte des objectifs environnementaux au plus tard en 2027. Des dérogations sont possibles et doivent être justifiées par au moins un des critères suivants :

- Faisabilité technique : des délais supplémentaires sont nécessaires pour les démarches à mettre en œuvre ;
- Coûts disproportionnés : un coût trop important serait généré pour réaliser les objectifs à temps ;
- Conditions naturelles : les conditions naturelles ne permettent pas l'atteinte des objectifs sans délais supplémentaires.

La DCE demande d'élaborer un programme de mesures afin de pouvoir atteindre les objectifs définis. C'est dans le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) que ce programme de mesures est détaillé.

- **Directive 2020/2184 du 16 décembre 2020**

La directive 2020/2184 du 16 décembre 2020 porte sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (EDCH). Elle établit des normes et des exigences visant à protéger la santé des consommateurs en garantissant que l'eau potable soit propre à la consommation. Elle introduit des mesures plus strictes, notamment sur la surveillance de la qualité de l'eau, les substances potentiellement nuisibles et la protection des ressources en eau.

- **Réglementation complémentaire**

En plus de la loi Grenelle et de la Directive Cadre sur l'Eau, un véritable ensemble réglementaire vient renforcer et préciser ces grands principes. Cette réglementation complémentaire comprend des arrêtés, décrets et règlements qui détaillent les modalités d'application des lois et qui sont régulièrement révisés pour répondre aux nouveaux enjeux. Ces textes viennent compléter le cadre législatif et apportent des mesures spécifiques, tant au niveau national qu'international, afin de garantir une gestion optimale des ressources en eau.

Cette réglementation est évolutive et mouvante, car elle s'adapte constamment aux nouveaux enjeux environnementaux, économiques et sociaux. La gestion de l'eau étant un domaine particulièrement sensible, les législations et les normes sont régulièrement révisées pour répondre aux défis liés au changement climatique, à la croissance démographique, à la protection des

écosystèmes et à la gestion des risques de pénurie. Ainsi, de nouvelles lois et régulations peuvent émerger à tout moment pour renforcer la protection des ressources en eau ou pour introduire des mécanismes plus efficaces de gestion durable. Cette flexibilité législative permet de mieux anticiper et de répondre aux évolutions des besoins en eau et des pressions exercées sur cette ressource vitale.

- **Stratégie de la préservation de la ressource en eau**

Dans le cadre du 12^{ème} programme de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, l'étude stratégique de la préservation de la ressource en eau est une condition pour accéder à des catégories d'aides (travaux de sécurisation de l'alimentation en eau potable, l'animation pour la préservation de la ressource). L'objectif de cette étude est d'identifier les priorités d'intervention en termes de protection et de gestion quantitative de la ressource.

Cette stratégie peut être intégrée à un contrat de territoire eau climat (CTEC) et doit être articulée avec le PGSSE « ressource ». Elle devra faire l'objet d'une délibération.

2.5. Actions locales

2.5.1. SDAGE



Créé par la loi sur l'Eau de 1992, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un outil de planification décentralisé, fixant pour une période de 6 ans les grandes orientations d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs à atteindre en termes de qualité et de quantité des eaux.

Il définit les enjeux cruciaux de la stratégie de reconquête de la qualité de l'eau pour les années à venir. Il fixe les objectifs de qualité et de quantité à atteindre pour chaque cours d'eau, plan d'eau, nappe souterraine, estuaire et littoral. Il détermine les axes de travail et les actions nécessaires au moyen d'orientations et de dispositions, complétées par un programme de mesures faisant l'objet d'un document associé, pour restaurer le bon fonctionnement des milieux aquatiques, prévenir les détériorations et respecter l'objectif fixé du bon état de l'eau.

Le SDAGE bénéficie d'une certaine portée juridique ; ainsi doivent être compatibles avec le SDAGE les documents d'urbanisme (SCOT, PLU et cartes communales) et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) notamment.

Les SDAGE de 1996 ont été révisés une première fois en 2009, puis en 2015 pour intégrer les nouveautés du contexte réglementaire, et notamment celles apportées par la Directive Cadre sur l'Eau de 2000. Ils couvrent désormais la période 2022-2027. Sur le département de l'Aisne deux SDAGE couvrent le territoire : le SDAGE du bassin Artois Picardie et le SDAGE du bassin Seine-Normandie. Ces deux SDAGE définissent la limite entre les agences de l'eau (voir carte ci-dessous).

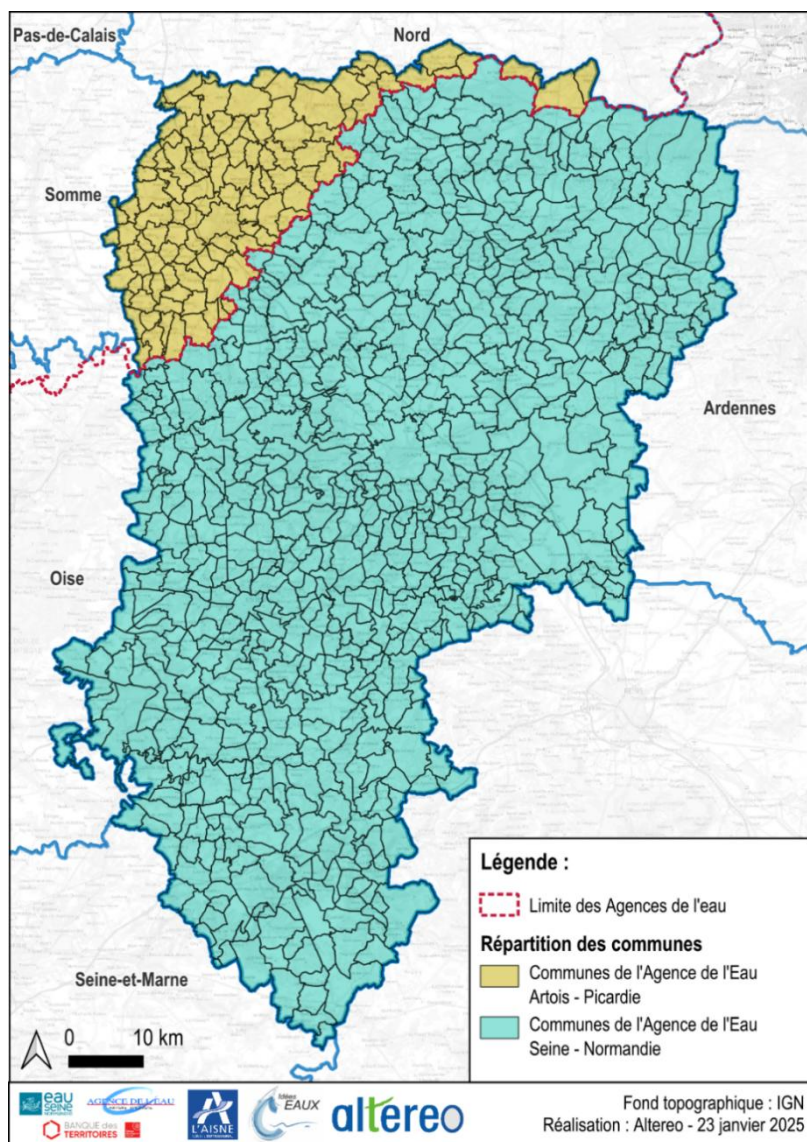


Figure 49 : Répartition des communes suivant les Agences de l'Eau et ainsi des SDAGE

● Le SDAGE Seine-Normandie

Le SDAGE Seine-Normandie 2022-2027 a été adopté le 23 mars 2022.

Pour répondre aux objectifs du SDAGE, il a été défini un programme de mesures qui doit être suivi par le responsable ou gestionnaire d'une collectivité. Les orientations ou mesures applicables dans le domaine de l'eau potable sont :

- RES01 : Etude globale et schéma directeur ;
- RES02 : Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des secteurs de l'agriculture, des industries et artisans ainsi que des particuliers et des collectivités ;
- RES03 : Mettre en place un Organisme Unique de Gestion Collective ainsi que des règles de partage de la ressource ;
- RES04 : Etablir et mettre en place des modalités de gestion en situation de crise liée à la sécheresse ;
- RES05 : Mettre en place un dispositif de la réalimentation de la nappe ;
- RES07 : Mettre en place des ressources de substitution ou complémentaire ;
- RES08 : Développer une gestion stratégique des ouvrages de mobilisation et de transfert d'eau ;
- RES09 : Instaurer des périmètres de protection de captages et mener des actions (par arrêté DUP) ;
- RES10 : Instruire une procédure d'autorisation et/ou de déclaration dans le cadre de la loi sur l'eau sur la ressource ;
- RES11 : Contrôle des ouvrages de prélèvements et les prélèvements
- GOU01 : Réaliser une étude transversale ;
- GOU02 : Mise en place ou renforcement d'un outil de gestion concertée ;
- GOU03 : Mettre en place une opération de formation, conseil, sensibilisation ou animations ;
- GOU06 : Gouvernance – Connaissance – Autres.

● Le SDAGE Artois-Picardie

Pour répondre aux objectifs du SDAGE, il a été défini un programme de mesures qui doit être suivi par le responsable ou gestionnaire d'une collectivité. Les orientations ou mesures applicables dans le domaine de l'eau potable sont :

- RES0202 : Economiser l'eau des particuliers et des collectivités ;
- RES0203 : Economiser l'eau dans le secteur industriel et artisanal ;
- RES0303 : Mettre en place les modalités de partage de la ressource ;
- RES0801 : Développer une gestion stratégique des ouvrages de mobilisation et de transfert d'eau ;
- RES0802 : Améliorer la qualité d'un ouvrage de captage ;
- GOU01 : Réaliser une étude transversale ;
- GOU0301 : Mettre en place une opération de formation, conseil, sensibilisation ou animation.
-

Deux SDAGE couvrent le département : celui du bassin Artois-Picardie et celui de la Seine-Normandie. Similaires dans leurs objectifs, ils visent à garantir la qualité et la disponibilité de l'eau potable sur le territoire, en protégeant les ressources en eau, en améliorant les infrastructures de distribution, et en assurant un suivi rigoureux de la qualité. Ils mettent également l'accent sur la gestion durable des ressources, l'adaptation face au changement climatique et la réduction des pollutions et encouragent la coopération entre les différents acteurs locaux.

2.5.2. SAGE



Un SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) est un outil de planification et de gestion des ressources en eau, mis en place à l'échelle d'un bassin versant ou d'une unité hydrographique, afin de concilier les différents usages de l'eau tout en protégeant les écosystèmes aquatiques.

Il s'agit d'un document réglementaire qui définit des objectifs de gestion pour l'eau et les milieux aquatiques, en prenant en compte les besoins des différents utilisateurs (agriculture, industrie, eau potable, etc.) ainsi que la préservation de l'environnement. Le SAGE est élaboré par un comité de pilotage local, composé des acteurs concernés, tels que les collectivités locales, les services de l'État, les acteurs économiques et les associations environnementales.

La répartition des SAGE sur le département est la suivante :

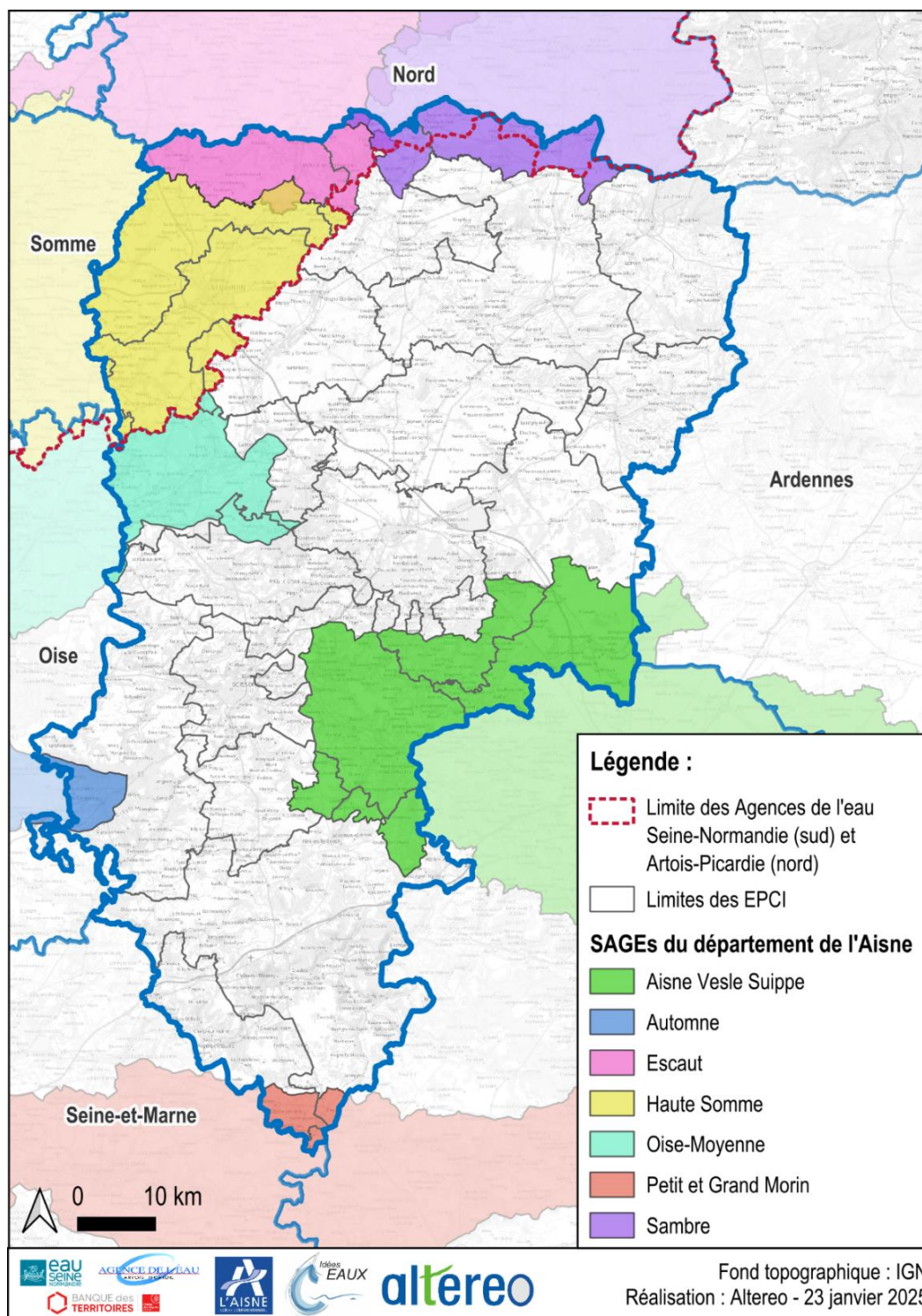


Figure 50 : Répartition des SAGE sur le département (Source : Altereo)

• Le SAGE de l'Aisne Vesle Suippes

Le SAGE de l'Aisne Vesle Suippes couvre 3 096 km² et s'étend sur 3 départements (Marne, Aisne, Ardennes). Le SAGE comprend 340 000 habitants répartis sur 267 communes. Il couvre 94 communes sur l'Aisne.

Le SAGE a été approuvé par arrêté inter-préfectoral le 16 décembre 2013, il fixe des objectifs liés à 7 enjeux concernant l'eau potable :

1. Gestion quantitative de la ressource en période d'étiage ;
2. Amélioration de la qualité des eaux souterraines ;
3. Amélioration de la qualité des eaux superficielles ;
4. Préservation et sécurisation de l'alimentation en eau potable ;
5. Préservation et restauration de la qualité des milieux aquatiques et humides ;
6. Inondations et ruissellement ;
7. Gestion des ouvrages hydrauliques.

• Le SAGE de l'Automne

Le SAGE de l'Automne couvre 287 km² et s'étend majoritairement sur le département de l'Oise mais également dans l'Aisne. Le SAGE comprend 39 communes et 52 000 habitants répartis avec 35 communes dans l'Oise et 4 dans l'Aisne.

Le nouveau SAGE du bassin versant de l'Automne a été approuvé par arrêté inter-préfectoral le 10 mars 2016, suite à une période de révision. Il fixe des objectifs liés à 5 enjeux concernant l'eau potable :

1. Maîtriser les prélèvements pour garantir un bon état quantitatif des ressources souterraines et de surface
 - Produire une connaissance suffisante sur les ressources en eau souterraine et les besoins ;
 - Maîtriser, secteur de consommation par secteur de consommation, l'évolution des prélèvements ;
 - Diminuer la pression sur les têtes de bassins versants.
2. Poursuivre la reconquête de la qualité des eaux de surface et préserver la qualité des eaux souterraines
 - Accompagner l'amélioration des rejets ponctuels et concevoir les rejets futurs ;
 - Améliorer la prise en charge des écoulements par temps de pluie ;
 - Réduire les pollutions diffuses.
3. Développer et préserver le potentiel écologique fort du bassin versant de l'Automne et des milieux associés
 - Améliorer la qualité hydromorphologique des cours d'eau et préserver ceux-ci ;
 - Restaurer la continuité écologique et améliorer la qualité écologique ;
 - Préserver et reconquérir les zones humides ;
 - Sensibiliser les acteurs et les riverains aux bonnes pratiques et bannir les pratiques défavorables.
4. Maîtriser les risques d'inondation et de coulées de boue pour assurer la sécurité des personnes et limiter les transferts de polluants au cours d'eau
 - Acquérir la connaissance et cartographier le risque ;
 - Mettre en œuvre des actions de protection ;
 - Assurer le suivi et limiter l'implantation dans les zones à risque.
5. Mettre en œuvre le SAGE pour atteindre les objectifs des 4 enjeux précédents
 - Pérenniser l'équipe de travail pour le déploiement et le respect du SAGE ;
 - Maintenir un dynamisme et une activité forte auprès des acteurs locaux et des populations ;
 - Archiver l'information, la partager et préparer le SAGE suivant.

• Le SAGE de l'Escaut

Le SAGE de l'Escaut couvre au total 2 000 km² et regroupe 505 000 habitants pour 248 communes réparties sur 11 intercommunalités et 3 départements (Pas-de-Calais, Aisne, Nord). Il couvre 25 communes dans l'Aisne.

Les documents du SAGE ont été validés en CLE du 9 mars 2021. Il fixe des objectifs liés à 5 enjeux concernant l'eau potable :

1. Reconquérir les milieux aquatiques et humides
 - Préserver, restaurer les zones humides ;
 - Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques ;
 - Rétablir la continuité écologique des cours d'eau et des canaux ainsi que la continuité latérale (connexion avec les annexes hydrauliques).
2. Maîtriser les ruissellements et lutter contre les inondations
 - Mettre en place une gestion intégrée des eaux pluviales ;
 - Limiter le ruissellement et l'érosion des sols hors zones urbaines ;
 - Caractériser l'aléa et réduire la vulnérabilité des biens et des personnes face au risque d'inondations.

3. Améliorer la qualité des eaux superficielles
 - Limiter l'impact de l'assainissement collectif ;
 - Améliorer l'assainissement non collectif ;
 - Réduire la pression des autres usages ;
 - Limiter l'utilisation des produits phytosanitaires et le risque de transfert au milieu.
4. Gérer la ressource en eaux souterraines
 - Améliorer la connaissance ;
 - Garantir une eau potable de qualité pour tous ;
 - Réduire les pressions quantitatives sur la ressource.
5. Assurer la mise en place d'une gouvernance et une communication efficaces
 - Améliorer, centraliser et partager les connaissances ;
 - Une gouvernance adaptée pour la mise en œuvre du SAGE.

- **Le SAGE de la Haute-Somme**

Le SAGE de la Haute-Somme couvre 4 500 km² et s'étend majoritairement sur le département de la Somme mais également l'Aisne, le sud du Pas-de-Calais et le nord de l'Oise. Le SAGE comprend 259 communes et 200 000 habitants. Il comprend 82 communes dans l'Aisne.

Le projet du SAGE de la Haute-Somme a été approuvé par délibération le 27 février 2017 par la CLE après avoir été soumis à la consultation des assemblées et à enquête publique. Il a été approuvé par arrêté inter-préfectoral le 15 juin 2017.

Il fixe des objectifs liés à 4 enjeux concernant l'eau potable :

1. Préserver et gérer la ressource en eau
 - Protéger la ressource en eau et les captages d'alimentation en eau potable ;
 - Optimiser l'utilisation de la ressource et stabiliser la consommation ;
 - Lutter contre les pollutions générées par les eaux usées ;
 - Lutter contre les pollutions diffuses d'origine agricole ;
 - Lutter contre les pollutions d'origine industrielle ;
 - Réaliser un suivi des sédiments pollués ;
 - Lutter contre l'utilisation de produits phytosanitaires en zones non agricoles.
2. Préserver et gérer les milieux naturels aquatiques
 - Préserver et reconquérir les milieux humides ;
 - Améliorer l'hydromorphologie des cours d'eau et restaurer les potentialités piscicoles ;
 - Concilier les usages liés aux milieux aquatiques.
3. Gérer les risques majeurs
 - Contrôler et limiter l'aléa inondation/ruissellement/érosion des sols ;
 - Contrôler et réduire la vulnérabilité vis-à-vis des risques majeurs ;
 - Anticiper et se préparer à gérer une crise ;
 - Entretenir la culture de prévention/mémoire du risque.
4. Communication et gouvernance
 - Communiquer et sensibiliser les utilisateurs de la ressource en eau ;
 - Communiquer autour du SAGE ;
 - Garantir la gouvernance autour du SAGE.

- **Le SAGE de l'Oise Moyenne**

Le SAGE de l'Oise Moyenne couvre 1 013 km² et s'étend sur 3 départements (Oise, Aisne, Somme). Le SAGE comprend 130 000 habitants répartis sur 168 communes. Il couvre 43 communes dans l'Aisne.

Le SAGE est en cours d'élaboration.

Le SAGE fixe des objectifs liés à 4 enjeux concernant l'eau potable :

1. Préserver la ressource en eau
2. Gérer les risques
3. Préserver les milieux
4. Gérer la gouvernance

• Le SAGE de Petit et Grand Morin

Le SAGE de Petit et Grand Morin couvre 1 840 km² et s'étend majoritairement sur les départements de la Marne et la Seine-et-Marne mais également sur le département de l'Aisne. Le SAGE comprend 173 communes et 140 000 habitants. 5 communes se situent dans l'Aisne.

Le SAGE a été approuvé par arrêté inter-préfectoral le 21 octobre 2016 et il fixe des objectifs liés à 7 enjeux concernant l'eau potable :

1. Gouvernance – Cohérence et organisation du SAGE ;
2. Améliorer la qualité de l'Eau ;
3. Restaurer les fonctionnalités des cours d'eau et des milieux associés ;
4. Connaître et préserver les zones humides dont les marais de Saint-Gond ;
5. Prévenir et gérer les risques naturels liés à l'eau ;
6. Améliorer la gestion quantitative de la ressource en eau ;
7. Concilier les activités de loisirs liées à l'eau entre elles et avec la préservation du milieu naturel.

• Le SAGE de la Sambre

Le SAGE de la Sambre couvre 1 254 km² et s'étend sur les départements du Nord et de l'Aisne. Le SAGE comprend 122 communes et 205 000 habitants. Il couvre 17 communes dans l'Aisne.

Le SAGE a été approuvé par arrêté inter-préfectoral le 21 septembre 2012, il fixe des objectifs liés à 5 enjeux concernant l'eau potable :

- Reconquérir la qualité de l'eau
 - Diminuer les pollutions d'origine industrielle, domestique et issues des voies de communication et espaces verts ;
 - Diminuer les pollutions d'origine agricole.
- Préserver durablement les milieux aquatiques
 - Atteindre une gestion écologique des milieux aquatiques et concilier la pratique des usages avec la préservation des milieux aquatiques ;
 - Préserver et restaurer les zones humides.
- Maîtriser les risques d'inondation et d'érosion
 - Prévenir et communiquer le risque inondation ;
 - Diminuer le risque pour les secteurs déjà inondés et sensibles à l'érosion ;
 - Maîtriser le ruissellement et l'érosion.
- Préserver la ressource en eau
 - Préserver la qualité de nos eaux souterraines ;
 - Préserver la quantité de nos eaux souterraines ;
 - Améliorer notre connaissance et encourager la solidarité ;
 - Améliorer la communication et la diffusion des informations.
- Développer les connaissances, la sensibilisation et la concertation pour une gestion durable de la ressource
 - Permettre à chacun d'intégrer les enjeux du SAGE ;
 - Développer l'information, la sensibilisation et la formation sur les enjeux liés à l'eau ;
 - Maintenir un processus de dialogue territorial ;
 - Encourager les innovations sur le territoire.

Une consultation relative à la délimitation du périmètre du SAGE de la Serre est en cours depuis 2024.

3. Gestion de l'eau potable dans le département

3.1. Recueil des données

La collecte des données a été effectuée auprès de l'ensemble des EPCI présentes sur le territoire de l'Aisne.

Le Conseil Départemental et les Agences de l'eau ont fourni au début de l'étude l'ensemble des documents pertinents qu'ils possédaient au format numérique (SDAEP, étude patrimoniale, etc.). Les données liées aux ressources et à la qualité de l'eau ont été fournies par l'ARS Haut-de-France.

Les données de fonctionnement des services d'eau ont également été partiellement extraites de la base SISPEA gérée par la DDT.

3.1.1. Méthodologie

3.1.1.1. Suivi de la collecte des données

Suite à l'analyse de ces premières données, un tableau de collecte des données a été construit par Altereo et validé par le Conseil Départemental, dans le but de compléter la collecte et de valider des données spécifiques auprès de tous les maîtres d'ouvrage compétents en matière d'eau potable (PRPDE). La liste des données collectées à ce jour (janvier 2025) est annexée au présent rapport (**Annexe 1**).

Le recueil des données porte sur la période s'étendant de 2019 à 2023.

Ci-dessous un exemple des données collectées :

Documents administratifs

- Les 5 derniers RAD
- Les 5 derniers RPQS
- Les projets d'urbanisation
- Les factures type
- Les conventions
- Prix de l'eau

Volumes (si absence de RAD)

- Volume annuel prélevé/ produit sur les 5 dernières années
- Volume annuel facturé aux abonnés sur les 5 dernières années
- Estimation du volume annuel de service sur les 5 dernières années
- Estimation du volume annuel non comptabilisé sur les 5 dernières années

Qualité / Ouvrage / Technique

- Résultats des inspections télévisées des captages
- SDAEP / Etude patrimoniale
- Etudes AAC/BAC

Travaux futur

- Liste des travaux réalisés depuis le SDAEP (si réalisé)
- Liste des projets prévus à court et moyen terme
- Rapport d'AVP ou des projets en cours ou prévus à court terme

Autres document utile pour l'étude

3.1.1.2. Méthodologie pour la collecte des données

La figure ci-dessous présente la méthodologie réalisée, différente selon le type d'entité :

Entités rencontrées :

- Communautés d'Agglomération
- Syndicats
- Les 3 délégataires principaux (Veolia, Saur, Suez)

Questionnaires envoyés :

- Toutes les communes formant un PRPDE

Echanges téléphoniques ou par mail :

- Les Communautés de Communes n'ayant pas la compétence eau potable

Toutes les communes ayant la compétence eau potable ont reçu un questionnaire (selon les coordonnées transmises).

3.1.1.3. Rencontres

Dans le but d'affiner la collecte des données, ALTEREO a rencontré l'ensemble des syndicats et des Communautés d'Agglomération (CA).

Les CA ou les syndicats pour lesquels Altereo a réalisé un SDAEP (Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable) récemment ou pour lesquels Altereo est en contact pour d'autres études ne sont pas rencontrés (8 syndicats et 1 CA).

Un syndicat ayant été dissout (SIAEP du Val de Croix), il n'a pas été rencontré.

Ont donc été rencontrés : 39 syndicats (dont le SIDEN-SIAN), 4 CA et 3 délégataires principaux (SAUR, SUEZ, VEOLIA). Les visites se sont déroulées de juillet à novembre 2024. Le graphique suivant montre le nombre de PRPDE et le nombre de délégataire rencontrés :

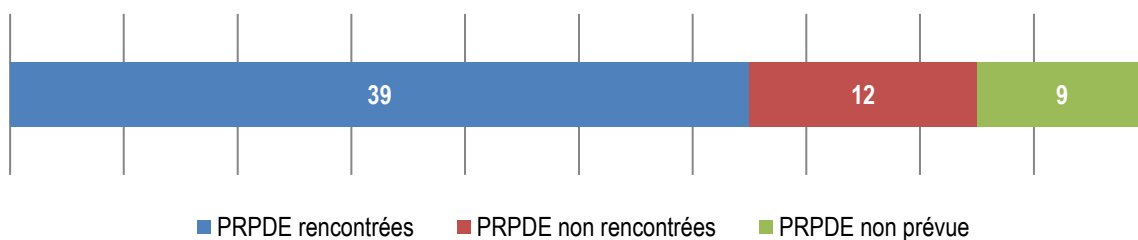


Figure 51 : Infographie du nombre de PRPDE et délégataires rencontrés

80 % des PRPDE ont été rencontrées et les 3 délégataires ont été rencontrés.

3.1.1.4. Questionnaires

En ce qui concerne les 65 communes ayant la compétence eau potable, un questionnaire pré-rempli (avec les données disponibles pour favoriser un renseignement facilité) a été transmis.

Le graphique suivant montre le nombre de réponses aux questionnaires :

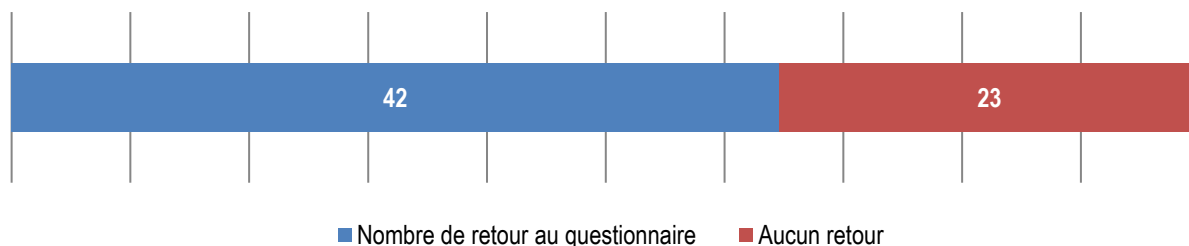


Figure 52 : Infographie du nombre de commune ayant répondu au questionnaire

Les questionnaires ont été envoyés en août 2024 avec une dernière relance fin novembre 2024. Au total jusqu'à 5 relances ont été réalisées.

65 % des communes ont répondu au questionnaire.

3.1.1.5. Résultat

La carte ci-dessous illustre la collecte des données à l'échelle du territoire.

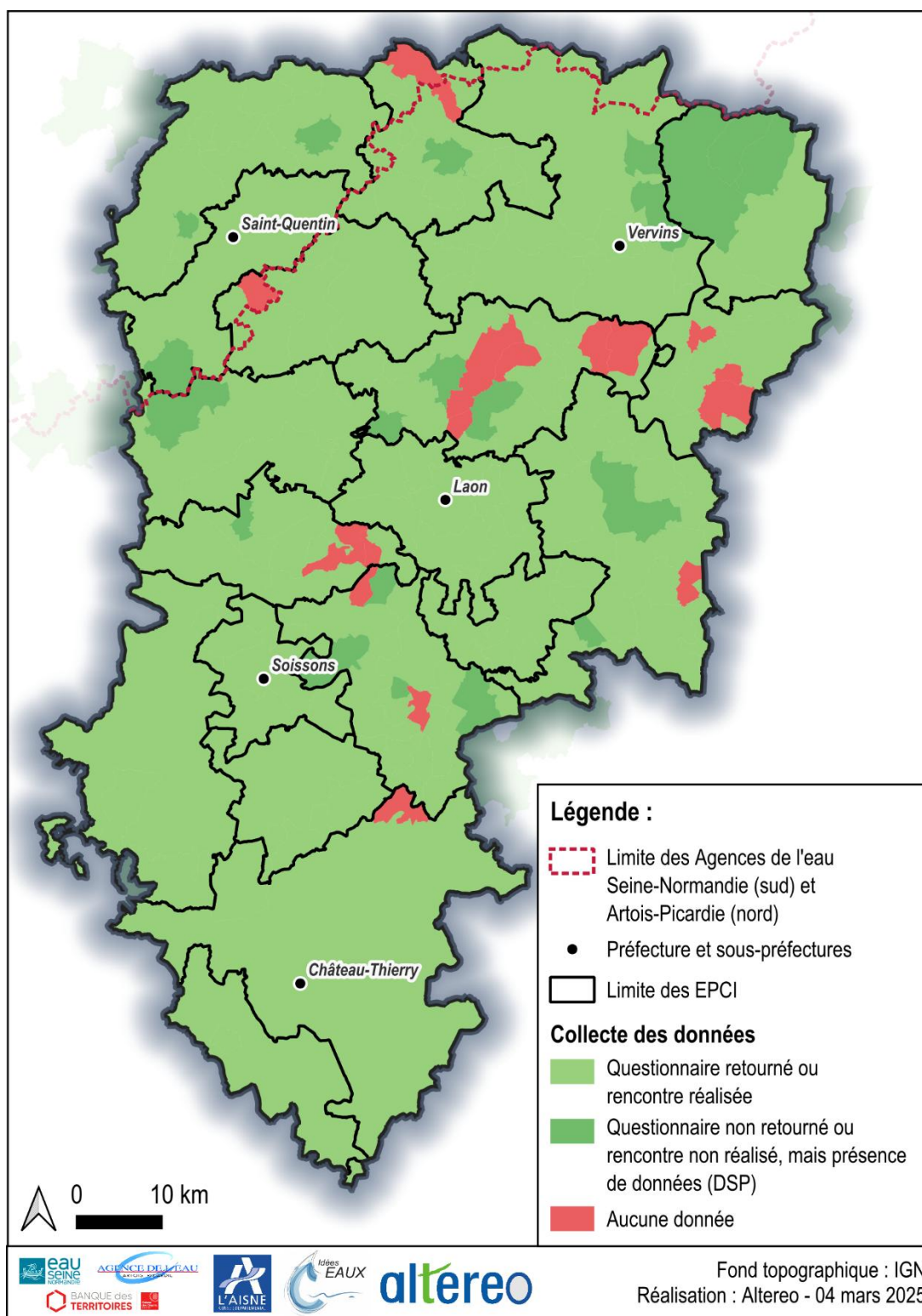


Figure 53 : Collecte des données à l'échelle du département de l'Aisne (Source : Altereo)

Sur l'ensemble du département, les rencontres réalisées et les questionnaires retournés représentent une superficie de 7 050 km² soit 90 % du territoire. En terme de population, cela représente 439 016 habitants soit 83 % de la population du département.

3.1.2. Synthèse des données collectées

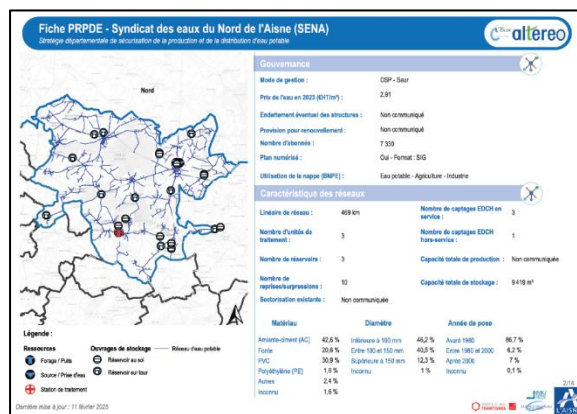
Pour les collectivités n'ayant pas retourné le questionnaire ou l'ayant complété partiellement, des documents (études diagnostiques en cours ou terminées, facture d'eau potable, rôle de l'eau, rapport annuel du fonctionnement du système, liste des travaux réalisés) ont tout de même été transmis ou collectés indirectement ce qui a permis d'établir un état des lieux et un diagnostic.

Au total, les données collectées représentent plus de 10 000 fichiers. En termes de surface, la collecte permet de recouvrir 85 % du territoire.

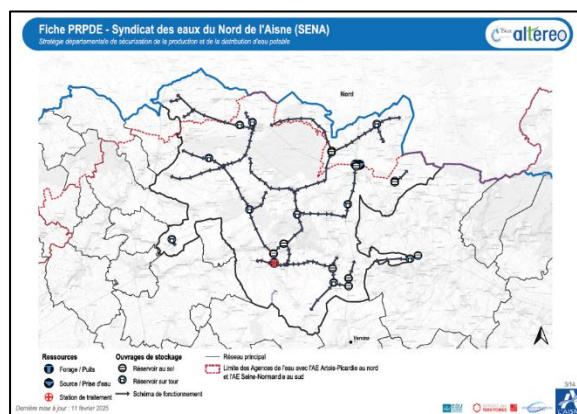
A la suite de cette synthèse, une fiche synthèse sera donnée à chaque PRPDE regroupant les informations suivantes :

Les figures suivantes détaillent les différents points contenus dans la fiche de synthèse. **La fiche synthèse de chaque PRPDE et chaque EPCI est jointe en annexe 2.**

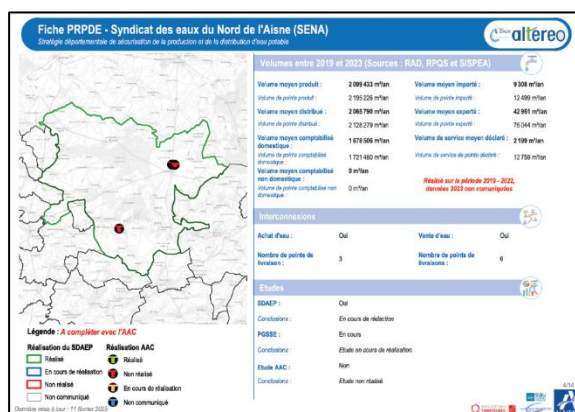
- **Gouvernance :**
 - Mode de gestion ;
 - Prix de l'eau en 2023 (€HT/m³) ;
 - Endettement éventuel
 - Provision pour le renouvellement
 - Nombre d'abonnés
 - Plan numérisé (oui ou non)
 - Utilisation de la nappe
- **Caractéristique du réseau :**
 - Linéaire de réseau et caractéristiques
 - Nombre de captage EDCH en service et hors service
 - Nombre d'unités de traitement
 - Etc.
- **Carte de présentation des ouvrages**



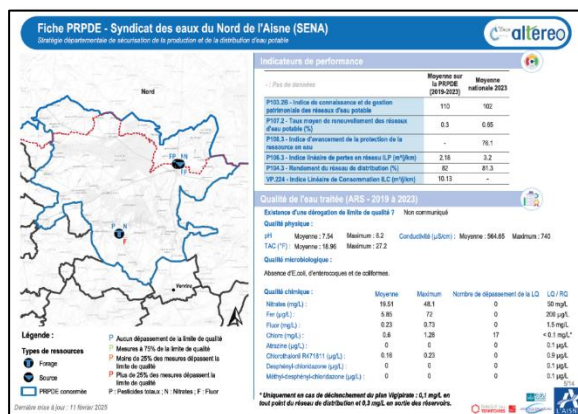
- **Schéma de principe :**



- **Volume entre 2019 et 2023 :**
 - Volume moyen produit et volume de pointe produit ;
 - Volume moyen distribué et volume de pointe distribué ;
 - Etc.
- **Interconnexion :**
 - Achat d'eau ;
 - Vente d'eau ;
 - Nombre de point de livraison.
- **Etudes :**
 - SDAEP (oui ou non) et conclusions ;
 - PGSSE (oui ou non) et conclusions ;
 - Etude AAC (oui ou non) et conclusions.



- **Indicateur de performance :**
 - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale ;
 - Taux moyen de renouvellement ;
 - Indice d'avancement de la protection de la ressource ;
 - Etc.
- **Qualité de l'eau :**
 - Qualité physico-chimique ;
 - Qualité chimique ;
 - Qualité microbiologique.



- **Caractéristiques du captage :**
 - Nom de l'installation ;
 - Commune d'implantation ;
 - Type de ressource ;
 - Code BSS ;
 - Etc.

Fiche PRPDE - Syndicat des eaux du Nord de l'Aisne (SENA)
Stratégie départementale de sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable

Liste du patrimoine

Captages

Nom de l'installation	Commune d'implantation	Type de ressource	Code BSS	Année de mise en service	Classement SDAGE et CUP	Etat de la procédure de DUP	Date entrée DUP
FD de La Capelle	FLAMENKRE (A)	FORAGE	000000002			Procédure en cours de traitement	19/10/2013
Forage de Saint-Aignan	SAINTE-ALGUS	FORAGE	000000006			Procédure terminée	20/12/2005

- **Caractéristiques du captage :**
 - Nom de l'installation ;
 - Débit autorisé dans la DUP ;
 - Volume maximal prélevé ;
 - Etc.

Fiche PRPDE - Syndicat des eaux du Nord de l'Aisne (SENA)
Stratégie départementale de sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable

Liste du patrimoine

Captages

Nom de l'installation	Débit autorisé dans la DUP (m³/s)	Volume maximal prélevé (m³/jour)	Volume prélevé (m³/jour)	Débit critique (m³/s)	Etude AAC	Avancement AAC	ITV réalisée	Essais de pompes	Problème(s) rencontré(s)
FD de La Capelle	102 l/s	3 440 m³			Non	-	-	-	-
Forage de Saint-Aignan	100 l/s				Non	-	Oui	-	-

• **Caractéristique ouvrage de stockage :**

- Nom de l'ouvrage ;
- Commune d'implantation ;
- Type ;
- Année de construction ;
- Etc. ;

• **Caractéristique station de traitement :**

- Nom de l'ouvrage ;
- Origine eau ;
- Capacité de production ;
- Etc.

Fiche PRPDE - Syndicat des eaux du Nord de l'Aisne (SENA)

Stratégie départementale de sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable

Liste des ouvrages

Ouvrages de stockage

Case vide - Absence de données
 (Non concerné)

Nom de l'ouvrage	Commune d'implantation	Type	Année de construction	Valeur de stockage	Nombre de cuves	Etat général	Date du dernier diagnostic	Cote ref (m)	Cote top (m)	Diamètre (m)
Réservoir de Saint-Simon	BOSSAIS	Réservoir sur tour	1987	300	1	Etat moyen	2022	202,8	202,8	1,5
Bâche de la Chapelle	BOSSAIS	Réservoir semi-enterré	1987	150	1	Etat moyen	2022	192,8	192,8	0,5
Réservoir de la Chapelle	BOSSAIS	Réservoir sur tour	1987	300	1	Etat moyen	2022	202,8	202,8	1,5
Réservoir de Châtillon	CLAIRFONTAINE	Réservoir sur tour	1970	300	1	Bon état	2022	207,8	207,8	1,5
Réservoir de la Haine	LA FLAMENGRE	Réservoir sur tour	1970	300	1	Bon état	2022	242	242	1,5
Réservoir de l'Industrie	POISSY-LEZ-BOSSAIS	Réservoir sur tour	1970	300	1	Bon état	2022	202	202	1,5
Réservoir de la Chapelle	BOSSAIS	Réservoir sur tour	1970	300	1	Etat moyen (le gîte est mauvais)	2022	202,8	202,8	1,5
Réservoir de la Chapelle	ENTRAUPONT	Réservoir sur tour	1970	300	1	Bon état	2022	226,5	226,5	1,5
Réservoir de la Chapelle	CHOUVON-EN-THIERACHE	Réservoir sur tour	1970	300	2	Etat moyen	2022	214,06	214,06	1,5
Réservoir de l'Industrie	BOSSAIS	Réservoir sur tour	1970	1200	1	Etat moyen (gîte mauvais)	2022	202	202	1,5
Réservoir de la Chapelle	CHOUVON-EN-THIERACHE	Réservoir sur tour	1970	300	1	Bon état	2022	202	202	1,5
Bâche de la Chapelle	LA CAPELLE	Réservoir semi-enterré	1970	400	1	Etat moyen	2022	226,5	226,5	1,5
Bâche de la Chapelle	VILLERS-LES-CLUSE	Réservoir sur tour	60	1	Bon état	2022	107,44	107,44	1,5	
Bâche de la Chapelle	ETREAUPOINT	Réservoir semi-enterré	10	1	Bon état	2022				
Bâche de la Chapelle	ETREAUPOINT	Réservoir semi-enterré	200	2	Bon état	2022				
Bâche de la Chapelle	CLAIRFONTAINE	Réservoir semi-enterré	1970	150	1	Bon état	2022	226,5	226,5	1,5
Bâche de la Chapelle	LA FLAMENGRE	Réservoir semi-enterré	1970	150	1	Bon état	2022	227,5	227,5	1,5

1/10

Document interne - Version du 19/08/2025

Liste des stations de traitement						
Case vide - Absence de données (Non concerné)						
Nom de l'ouvrage	Origine de l'eau	Capacité de production (m³/j)	Nombre de traitements	Traitement n°1	Traitement n°2	Traitement n°3
Station de production	Ressources	4 380 300*	2	Préfiltration/Phosphatation	Filtration	Chlorination/Chloramination
Station de production	Ressources	1 100	1	Chlorination	-	-
Station de production	Ressources	2	2	Chlorination	-	-

• **Achats d'eau**

- Vendeur ;
- Point de livraison-Départ ;
- Point de livraison – Arrivée ;
- Convention ;
- Etc.

• **Ventes d'eau :**

- Acheteur ;
- Point de livraison-Départ ;
- Point de livraison – Arrivée ;
- Convention ;
- Etc.

Fiche PRPDE - Syndicat des eaux du Nord de l'Aisne (SENA)

Stratégie départementale de sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable

Liste des interconnexions

Case vide - Absence de données
- Non concerné

Achats d'eau

Vendeur	Point de livraison - Départ	Point de livraison - Arrivée	Convention	Date de la convention	Usage	Volume moyen de 2019 à 2023 (m³/j)	Capacité minimale de transit (m³/j)	Volume maximal estime (m³/j)	Longueur (km)	Diamètre (mm)	Présence de vannes d'interconnexion
SE de La Seine	Forage situé sur le carréme de La Seine	S'agit de l'ancien du l'ancien, un an l'ancien de la commune de Milly-Comman Hauts en direction de la commune de Hauts Rue de la Seine	Oui	28/04/2019	Distribution	2807		27			Importation SE et SE
SE de la Seine	SE de la Seine	SE de la Seine									

Document interne à jour : 11 février 2023

10/11

Fiche PRPDE - Syndicat des eaux du Nord de l'Aisne (SENA) Stratégie départementale de sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable

Liste des interconnexions

Case vide - Absence de données

Case vide - Absence de données
-- Non concerné

Tenue d'eau

Liste 4 conventions sont en cours de révision.

Acheteur	Point de livraison - Départ	Point de livraison - Arrivée	Convention	Date de la convention	Usage	Volume moyen de 2019 à 2023 (m³/j)	Capacité minimale de transit (m³/j)	Volume maximal (m³/j)	Longueur (km)	Diamètre (mm)	Présence de vannes d'interconnexion
SAEP des communes de Fontaine-lès-Vervins et Vervins				28/06/1980	Distribution	3735		600			
Milly	Ouvrage de production	Cornière de Milly, Route Cornière de Lafite Simonin à Senly, le long de l'A51	Oui	02/09/2004				100			
SE de Chigny-en-Thierache			Oui	16/04/1987	Distribution			100			
SENA-SENA					Distribution	4215					

Document interne à l'État - 11 Mars 2023

Ministère de l'Énergie et du Climat

SEMA

SEMA

3.1.3. Analyse critique des données collectées



SISPEA (ouvert en 2009 par l'ONEMA), l'observatoire des services de l'eau et de l'assainissement repose sur une base de données publique relative à l'organisation, la gestion et la performance des services publics d'eau et d'assainissement, alimentée chaque année par les autorités organisatrices des services.

En amont de la collecte des données auprès des délégataires et PRPDE, un export de la base de données SISPEA a été réalisé.

Les données extraites du SISPEA ont été comparées à celles collectées auprès des différents acteurs et avons constaté que :

- Le remplissage de la base n'est pas exhaustif ;
- Les données sont à utiliser avec précaution car le renseignement de la base SISPEA se fait à titre déclaratif et bien qu'une vérification soit effectuée par la Direction Départementale des Territoires (DDT), des erreurs peuvent subsister.

Ne pouvant garantir totalement la véracité des données issues de la base SISPEA, la priorité a été donnée aux éléments récupérés auprès des différents acteurs (RAD, RPQS, et schémas directeurs). Ainsi, dans le cas où une information déclarée dans la base SISPEA est différente d'une information issue des données collectées, la valeur issue des données collectées (RAD, RPQS, etc.) sera conservée.

Le manque de fiabilité de la plateforme SISPEA (au niveau national) est aussi épinglé par un rapport de la Cour des Comptes datant de juillet 2023. Le rapport souligne que des incohérences ont été observées entre les rapports des gestionnaires de services de l'eau et les informations transmises au SISPEA. Certains gestionnaires ont reconnu ne pas avoir évalué les données avec suffisamment de rigueur. Il incombe donc aux gestionnaires de faire preuve de vigilance et de garantir la qualité des données transmises. Étant donné que les DDT ne sont pas responsables de la pertinence de ces données (même si une vérification est faite), cela pourrait remettre en question la fiabilité de certains chiffres.

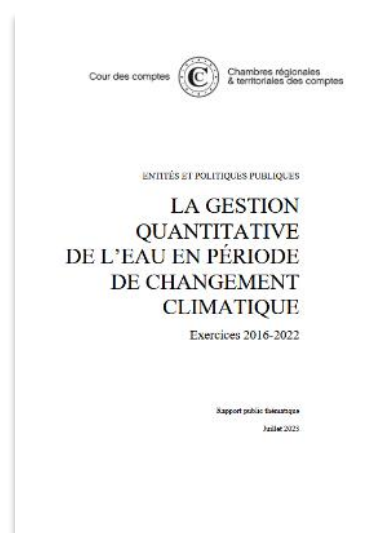


Figure 54 : Premier page Rapport Cour des Comptes La gestion quantitative de l'eau en période de changement climatique de juillet 2023

De plus, les différentes sources d'information (ARS, SDAGE, RAD, etc.) peuvent avoir des informations contradictoires entre elles ou manquantes. Par exemple les données entre les RAD et l'ARS au niveau des ressources peuvent être différentes. Dans ce cas-là, les informations venant de l'ARS sont priorisées.

La collecte des données a révélé une disparité marquée au sein du département, avec des données contradictoires et des incohérences notables.

3.2. Gestion de l'eau

3.2.1. Distribution de la compétence

3.2.1.1. Evolution de la compétence depuis 2008

Grâce aux données collectées dans la base SISPEA, l'évolution du nombre de PRPDE présents sur le territoire de l'Aisne a pu être étudié.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution du nombre de PRPDE sur le territoire de l'Aisne depuis 2008 :

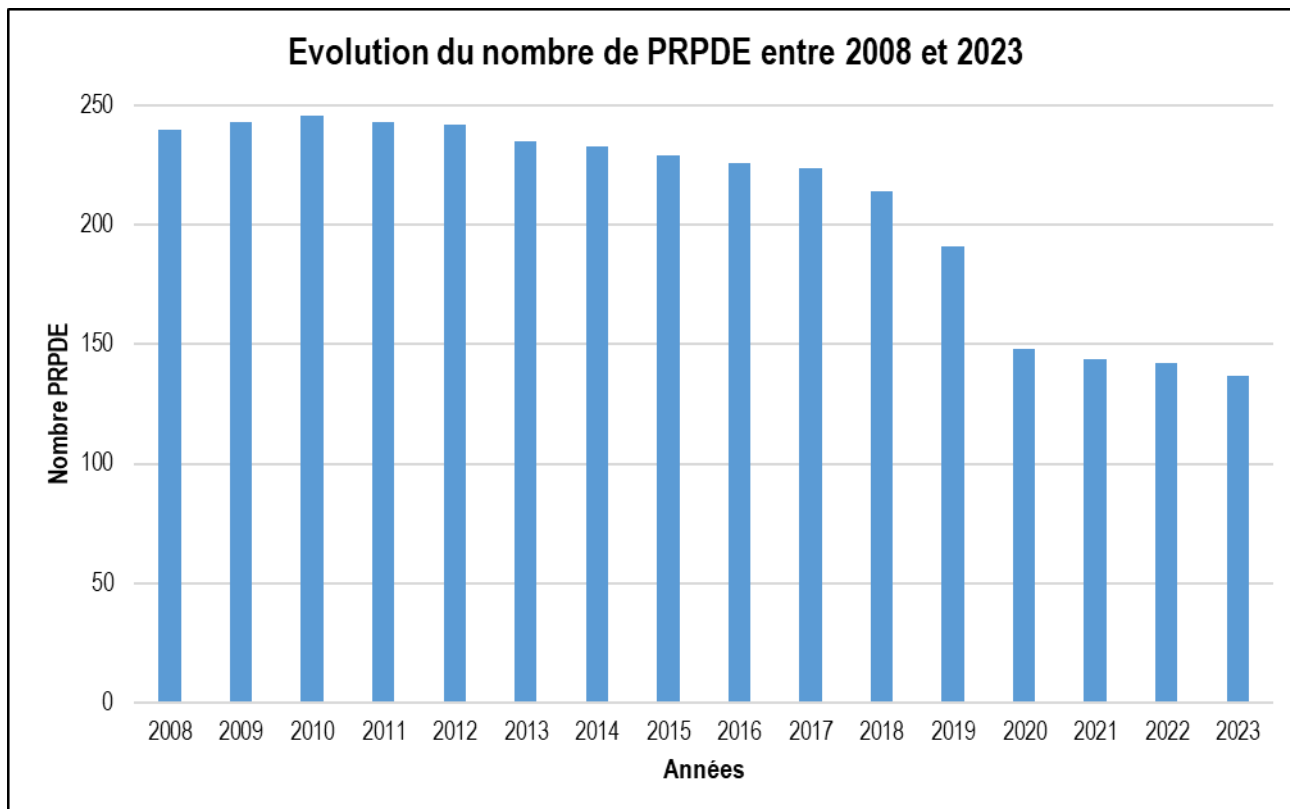


Figure 55 : Evolution du nombre de PRPDE dans le département entre 2008 et 2023

Sur les 15 dernières années, le nombre d'PRPDE a diminué de 43 %, passant de 240 PRPDE en 2008 à 137 en 2023. Cette diminution s'explique d'un point de vue réglementaire avec la loi NOTRe et la prise de compétence en eau potable des Communautés d'Agglomération en 2020. Au fil des années, cette tendance devrait se confirmer avec le regroupement éventuel des PRDPE et la prise de compétence par les Communautés de Communes au 1^{er} janvier 2026 (toujours d'actualité à ce jour).

3.2.1.2. Distribution de la compétence en 2024

Les différentes compétences dans l'eau potable sont les suivantes :



- **La compétence production** inclut la gestion des ressources en eau brutes, leur traitement pour les rendre potables, ainsi que l'exploitation des installations de production comme les stations de traitement de l'eau. Cela implique également la surveillance de la qualité de l'eau pour garantir qu'elle respecte les normes sanitaires.
- **La compétence transfert** consiste à acheminer l'eau traitée vers les zones de consommation via un réseau de canalisations principales. Cette compétence inclut la gestion des infrastructures de transport telles que les réservoirs ou les canalisations principales, ainsi que l'entretien des installations pour garantir un approvisionnement continu et de qualité.
- **La compétence distribution** concerne la gestion du réseau local qui achemine l'eau vers les consommateurs finaux (maisons, entreprises, etc.). Cela inclut la gestion des canalisations secondaires, des compteurs d'eau, la maintenance des installations de distribution et la gestion des fuites ou des pertes d'eau dans le réseau.

N.B : Le nombre de PRPDE indiqué ci-après varie par rapport aux données du SISPEA, cette différence est due :

- A l'année de référence qui n'est pas la même (des communes ont intégrées des syndicats, etc.) ;
- Au fait qu'un même territoire peut avoir plusieurs compétences (production, transfert ou distribution). Par exemple, les 10 communes appartenant au SPENS exerçaient la compétence distribution jusqu'en 2023 (et le SPENS exerçait la compétence production et transfert et prenant la compétence distribution en 2023). Dans l'étude, elles sont comptées comme une seule PRPDE : le SPENS.

Sur l'ensemble du territoire axonais, la compétence eau potable est répartie sur 125 PRPDE de la manière suivante :

- 5 Communauté d'Agglomération ;
- 65 communes seules ;
- 55 syndicats.

Le graphique ci-dessous représente la proportion de la distribution de la compétence :

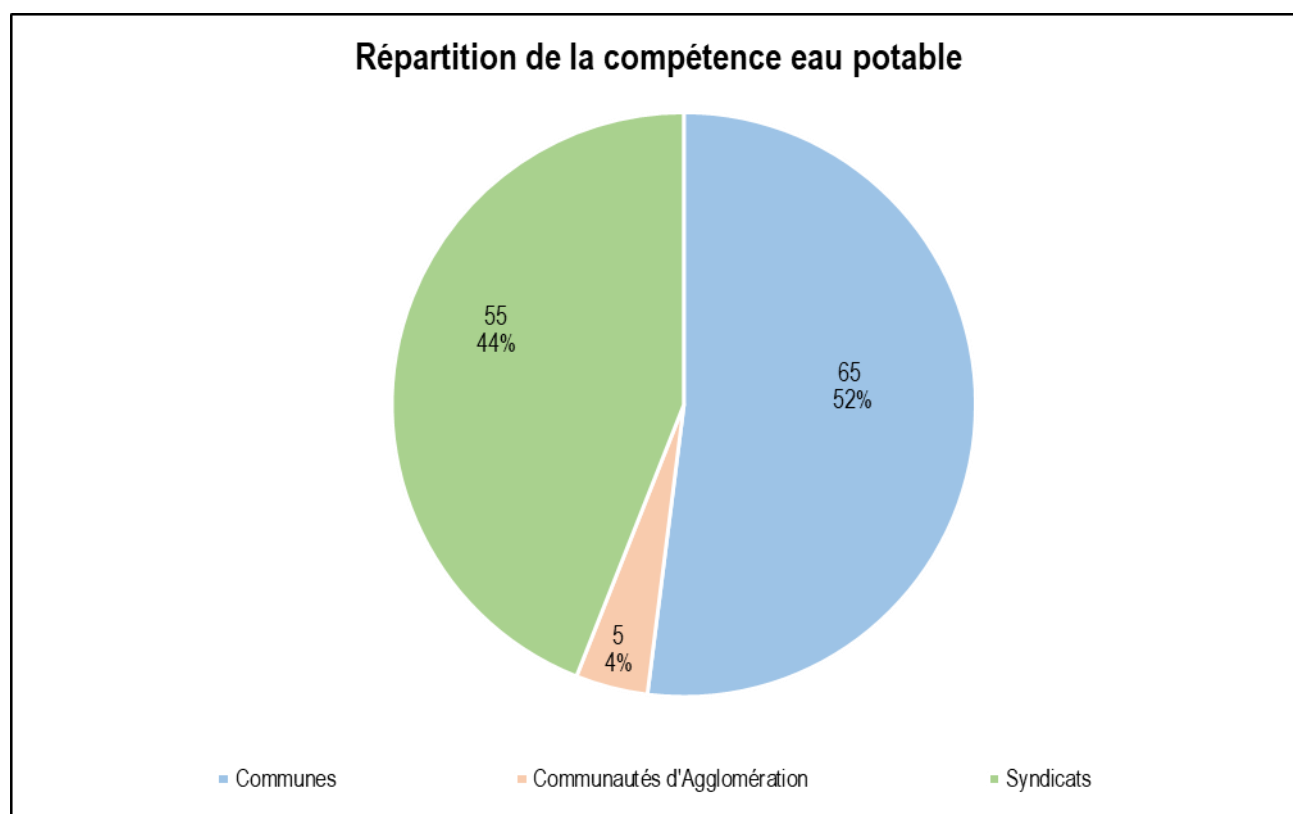


Figure 56 : Répartition de la compétence sur le département

Le département se décompose de la manière suivante :

- Les syndicats couvrent 70 % de la surface du département et représentent 47 % de la population ;
- Le SIDEN-SIAN* couvre 10 % de la surface et représente 7 % de la population ;
- Les communes couvrent 12 % de la surface et représentent 11 % de la population ;
- Les CA couvrent 8 % de la surface et représentent 35 % de la population ;

* Le SIDEN-SIAN est une PRPDE dédié à la distribution d'eau et à l'assainissement et dans la présente étude il est comptabilisé dans la partie « Syndicat ». Dans ce chapitre nous l'avons considéré « à part » afin de montrer sa répartition sur le territoire (des secteurs dispatchés sur tout le territoire de l'Aisne).

La carte suivante montre la répartition des différentes PRPDE :

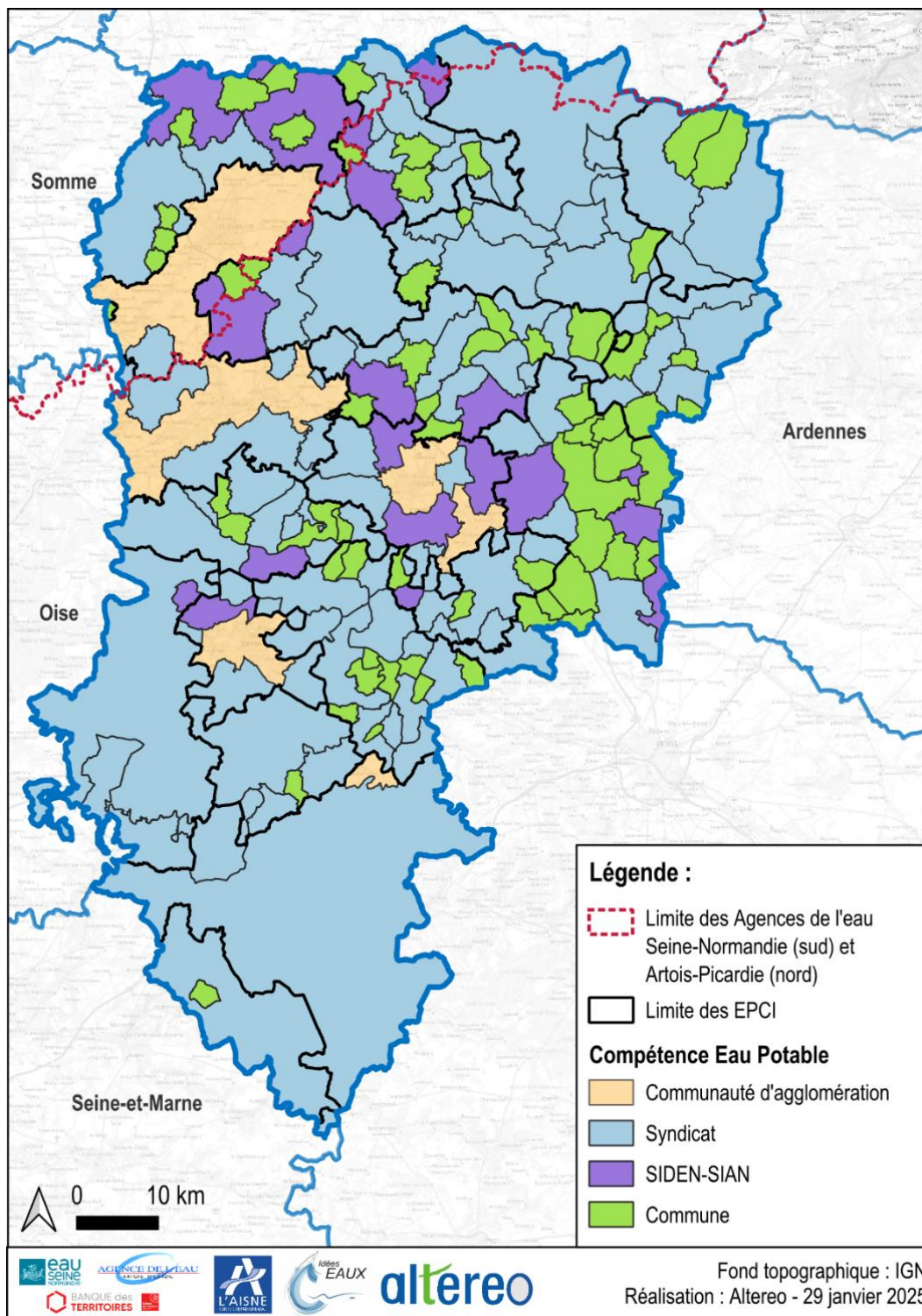


Figure 57 : Répartition de la compétence eau potable dans l'Aisne

Le département, qui possède de nombreuses frontières, compte 8 PRPDE interdépartementales, à savoir (en plus du SIDEN-SIAN) :

- Avec le département des Ardennes (08) :
 - Syndicat des Eaux de la région d'Aubenton dont 9 communes se trouvent dans le département ;
 - Syndicat d'adduction d'eau de la région de Rozoy-sur-Serre dont 10 communes se trouvent dans le département.
- Avec le département de la Marne (51) :
 - SIVU des Eaux de Fismes dont 3 communes se trouvent dans le département.
- Avec le département de l'Oise (60) :
 - USESA avec 107 communes dans l'Aisne.
- Avec le département de l'Oise (60) et la Somme (80) :
 - SIVOM de Guiscard dont 1 commune se trouve dans l'Aisne.
- Avec le département de la Somme (80) :
 - SIAEP de la Haute-Cologne dont 1 commune se trouve dans l'Aisne. Pour ce syndicat, les données qualité eaux brutes et eaux distribuées sont manquantes.
 - SAE de la Vallée de l'Omignon dont 1 commune se trouve dans le département de la Somme.

Les PRPDE du département sont majoritairement des communes (52 %), puis des syndicats (44 %). Le reste est géré par les 5 Communautés d'Agglomération (ce qui représente un total de 79 communes). Bien que majoritaires, les communes ayant la compétence ne représentent que 8 % des communes de l'Aisne représentant environ 11 % de la population.

Le département possède aussi 8 syndicats interdépartementaux sur son territoire en prenant également en compte le SIDEN-SIAN.

3.2.2. Modes de gestion

La gestion de l'eau potable sur l'ensemble du département se décompose de la manière suivante :

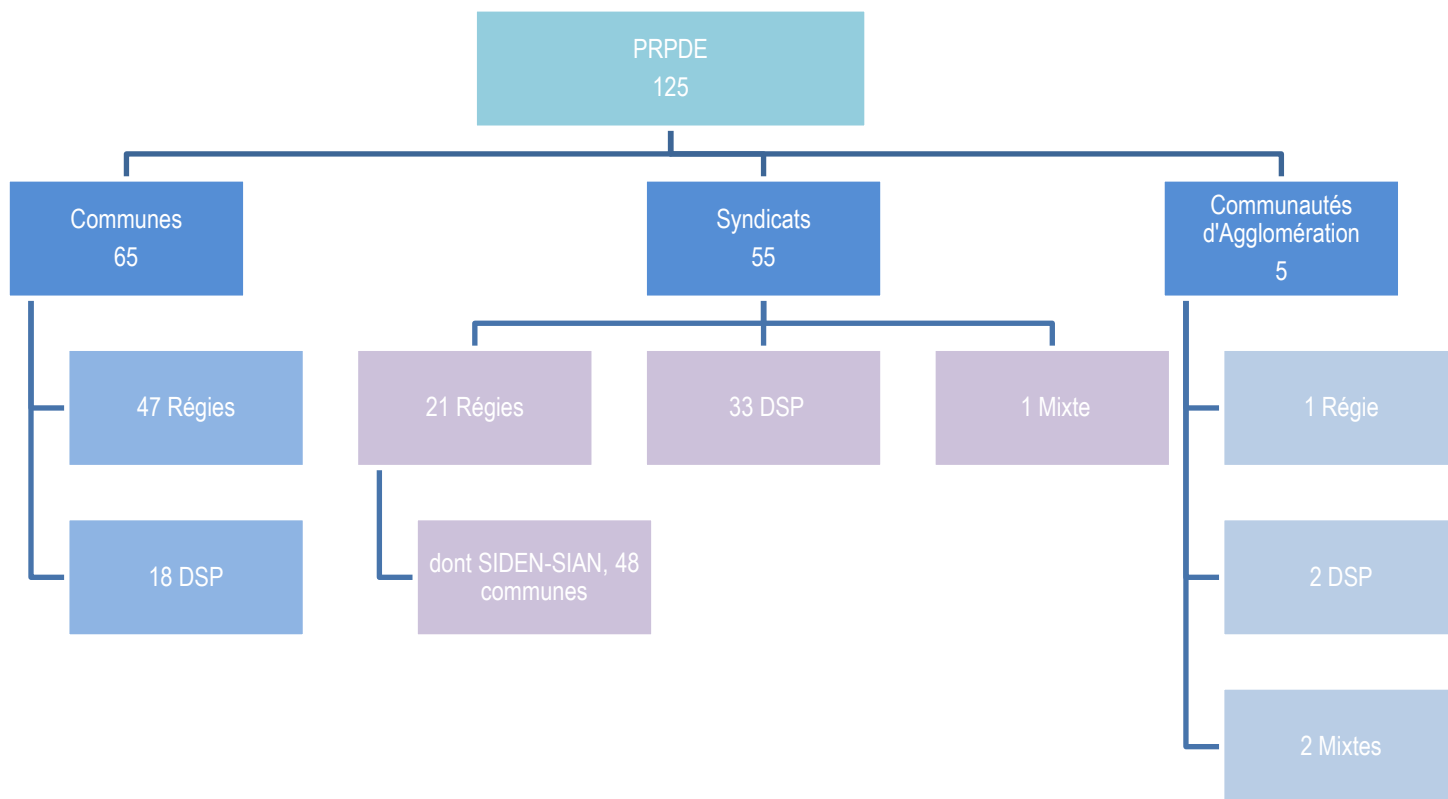


Figure 58 : Répartition du mode de gestion dans l'Aisne

Le territoire est morcelé sur le mode de gestion. Les communes sont principalement en régie (72 %) contrairement aux syndicats qui sont majoritairement en délégation (60%).

Les régies ayant des prestations de services ou autres contrats d'exploitation sont simplement notées en « régie ».

Le mode de gestion des Communautés d'Agglomération est très hétérogène du fait de la prise de compétence de celle-ci en 2020, et les différents modes de gestion associés aux territoires repris.

Le territoire se décompose de la manière suivante :

- Les régies couvrent 41 % de la surface du département et représentent 26 % de la population ;
- Les DSP couvrent 54 % de la surface et représente 54 % de la population ;
- Les modes de gestion mixte couvrent 5 % de la surface et représentent 20 % de la population.

La gestion mixte, bien qu'occupant une surface réduite, se distingue par une représentation significative en termes d'habitants, en raison de sa concentration dans les CA. Les deux autres modes de gestion, que ce soit en DSP (Délégation de Service Public) ou en régie, couvrent le reste du territoire.

La carte suivante montre la répartition des différents modes de gestion sur l'ensemble du territoire :

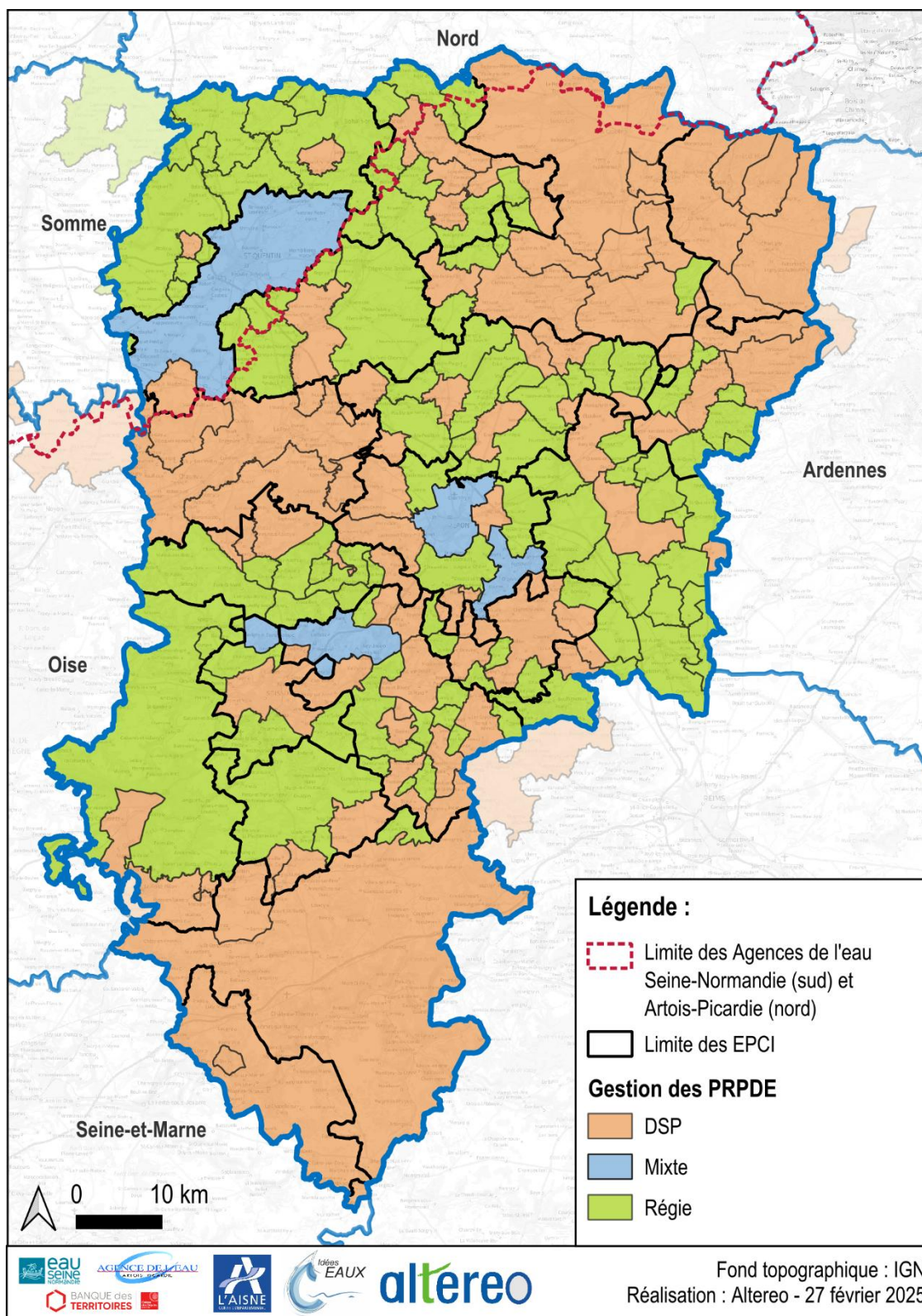


Figure 59 : Différents modes de gestion des PRPDE sur le département de l'Aisne (Source : Altereo)

Le mode de gestion est partagé sur l'ensemble du territoire. Il semble que les territoires les plus importants optent pour un mode de gestion en DSP et des PRPDE plus petites privilégient la régie.

La carte suivante montre la répartition entre les différents délégataires présents sur le territoire en termes de contrat de DSP :

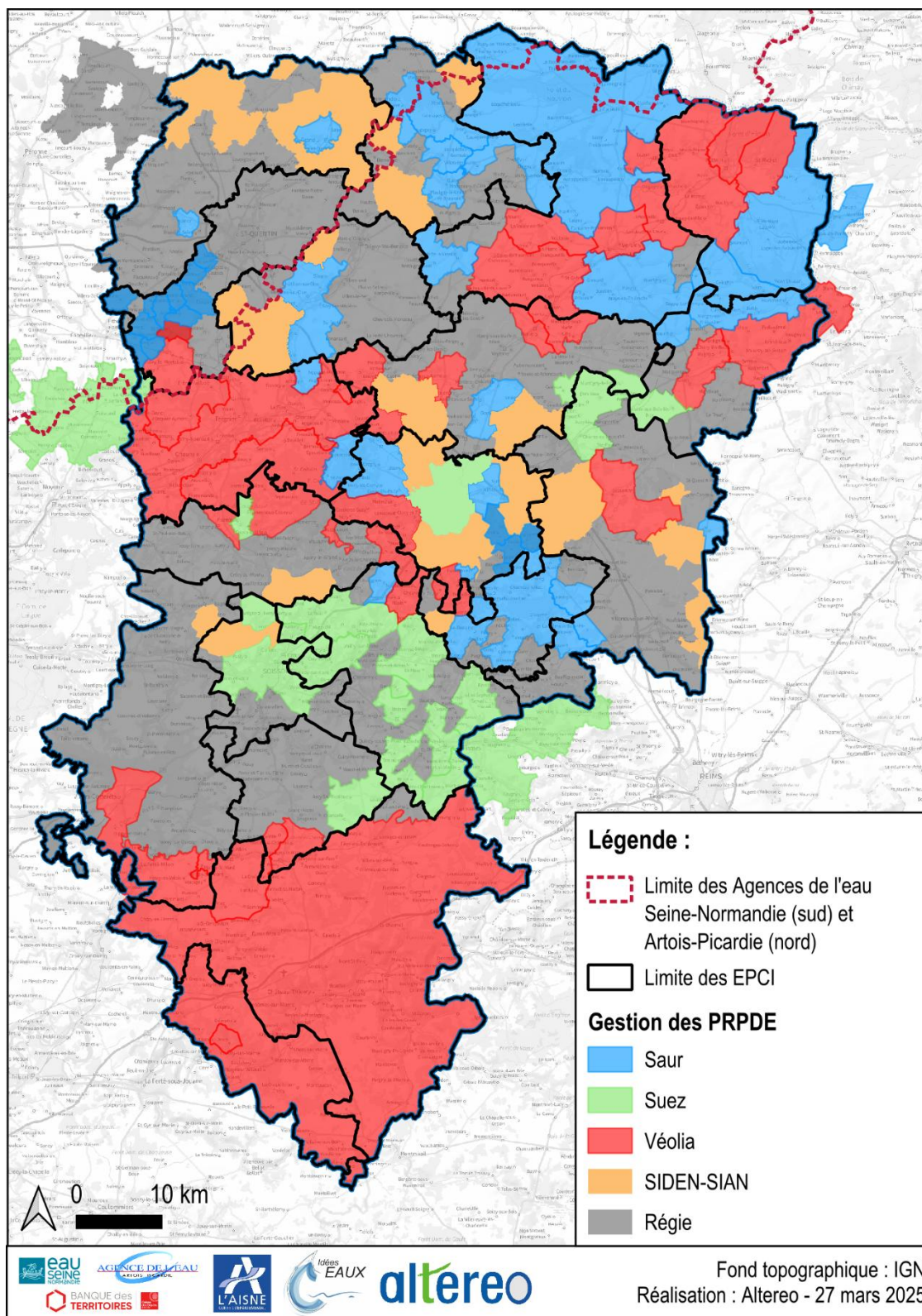


Figure 60 : Répartition des délégataires et du SIDEN-SIAN sur le territoire (Source : Altereo)

Les délégataires présents sur le territoire sont SAUR (16 % de la surface et 11 % de la population), SUEZ (9 % de la surface et 15 % de la population) et VEOLIA (31 % de la surface et 35 % de la population). Ils sont répartis sur le territoire suivant des zones préférentielles pour chaque délégataire. En terme de territoire, les DSP représente 51 % de la surface de l'Aisne. Le SIDEN-SIAN représente 9 % de la surface et 7 % de la population du département de l'Aisne.

3.3. Répartitions des captages dans l'Aisne

L'Aisne dispose d'une répartition des captages en eau sur l'ensemble de son territoire. Plusieurs types de captages sont existants : des forages, des puits et des sources pour capter l'eau souterraine, mais également des captages d'eaux superficielles.

Dans l'Aisne, les captages sont repartis inégalement sur le territoire, et certaines masses d'eaux sont plus sollicitées que d'autres. Les surfaces de chaque masse d'eau sont aussi inégales : certaines, comme la Craie du Thierache-Laonnois-Poarcien, sont très étendus, avec 3387 km², et d'autres sont très restreintes, comme les alluvions de la Marne, avec 28 km². Les masses les plus représentées dans l'Aisne sont celles de la craie. Cependant, l'Albien-Néocomien captif possède une surface très importante sur le territoire ; mais du fait de sa composante captive, elle n'est pas exploitée dans l'Aisne.

Le territoire axonais compte 334 captages dont seulement 2 prises d'eaux superficielles. Les prélèvements d'eau superficielle sont localisés sur les cours d'eau suivants : la Marne à Chézy-sur-Marne et l'Oise à Englancourt.

La carte suivante montre la répartition des captages sur le territoire axonais :

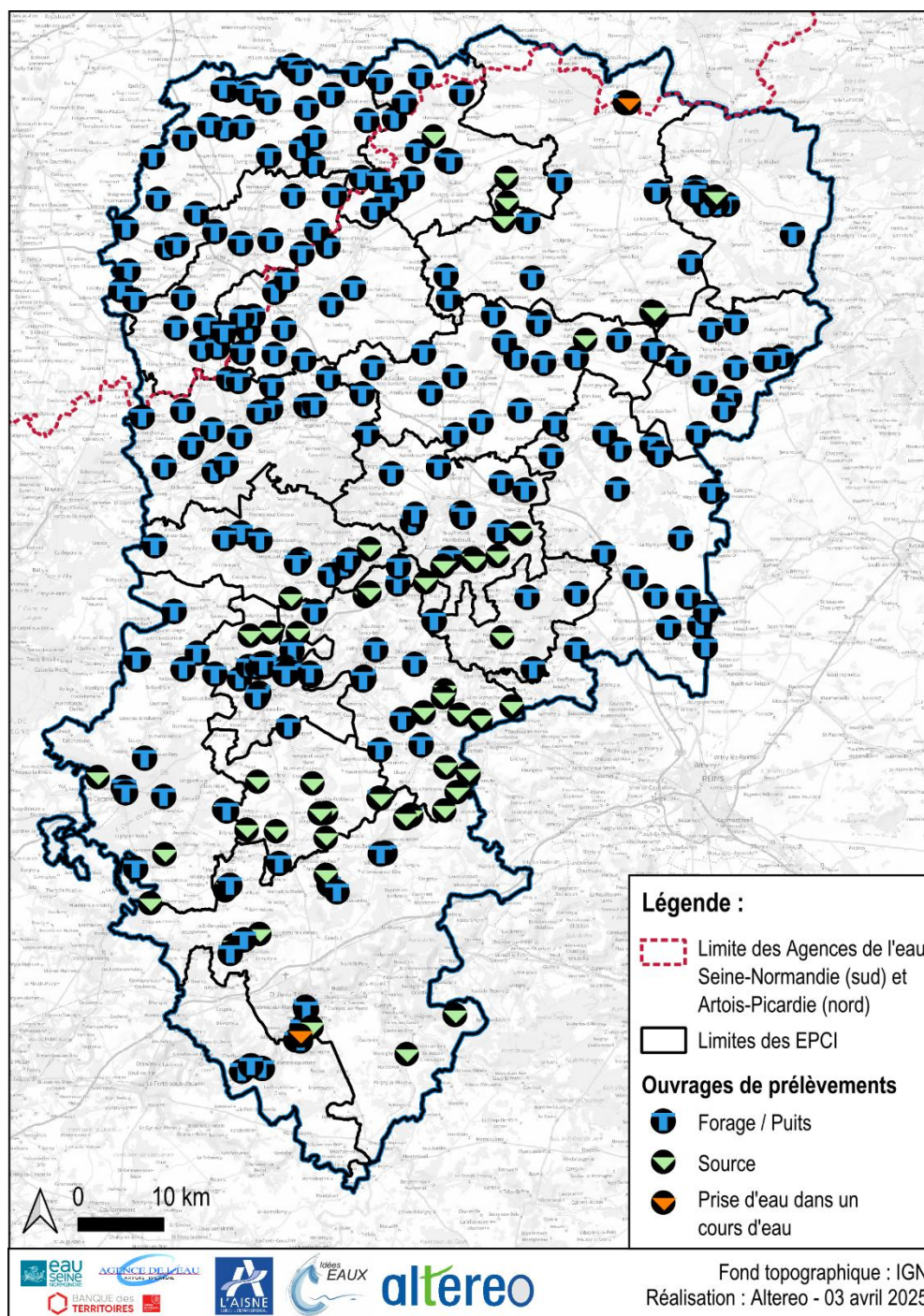


Figure 61 : Répartition des captages sur le département

L'ARS recense 504 captages dans le département de l'Aisne avec différents statuts :

- Actif (68,4 % des captages) ;
- Suspendu avec projet de récupération (2 % des captages) ;
- Abandonné (29 % des captages) ;
- Projet de mise en service (0,6 % des captages).

La carte suivante présente les statuts des captages sur le territoire étudié.

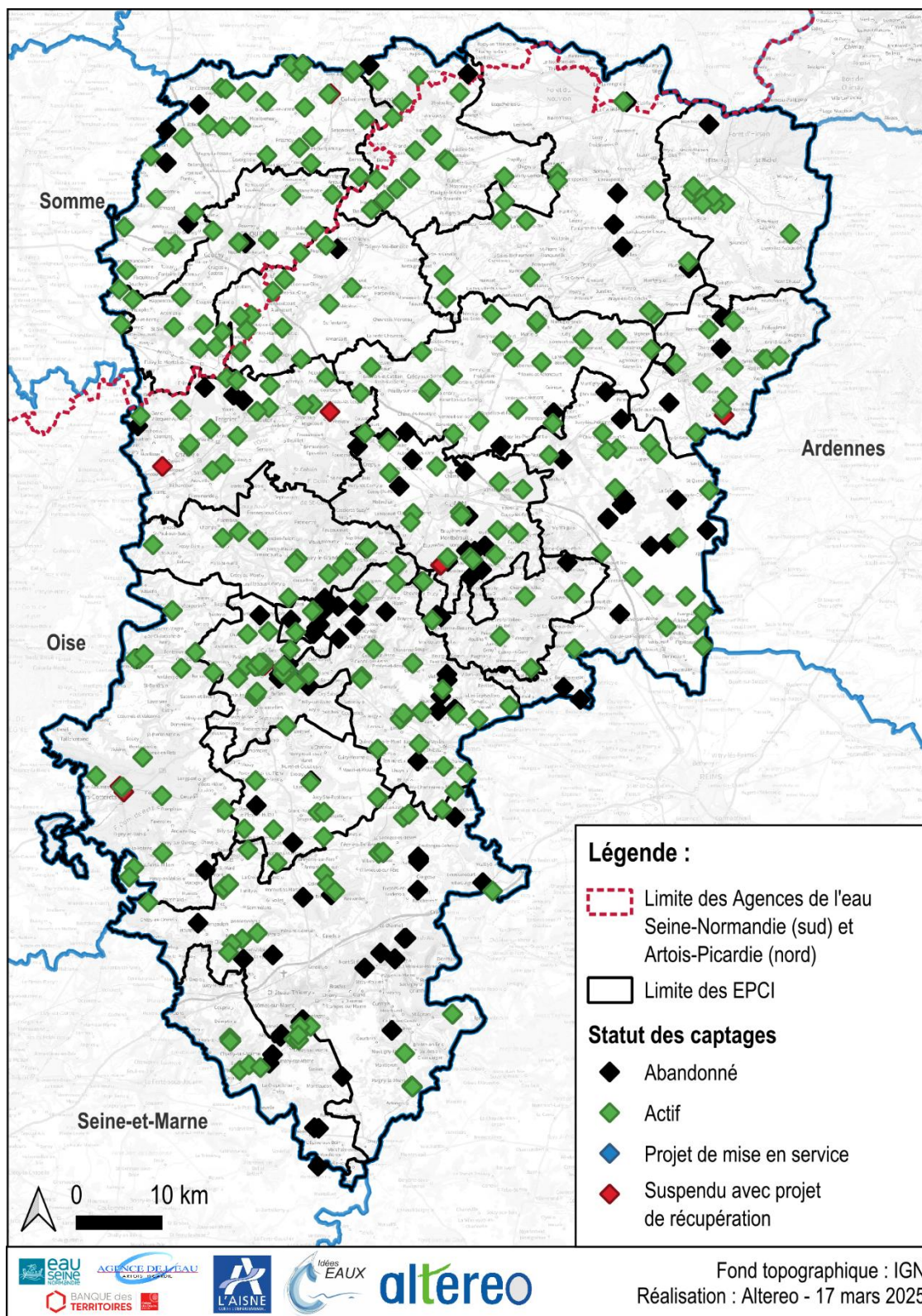


Figure 62 : Statut des captages sur le département de l'Aisne (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

La répartition des captages dans les masses d'eau est la suivante :

A noter que certains captages recoupent plusieurs masses d'eaux, et sont donc comptés en double. Les données récoltées en phase 2 permettront de compléter ce tableau.

Tableau 13 : Répartition des captages dans les masses d'eau de l'Aisne

Code	Masse d'eau	Superficie dans le département (km ²)	Nombres de captages présents dans la masse d'eau	Ratio captages/superficie de la masse d'eau (nombre/km ²)
AG 010	Craie du Cambresis	158,8	3	0,019
AG 013	Craie de la Vallée de la Somme Amont	659,3	33	0,050
HG 002	Alluvions de l'Oise	61,9	1 (en double avec HG205)	0,016
HG 105	Eocène du bassin versant de l'Ourcq	1003,5	44 (4 en double avec HG004 et HG207)	0,044
HG 106	Lutétien-Ypresien du Soissonnais-Laonnois	1720,9	101 (91 en double ou en triple avec HG205, HG206, HG 207, HG003)	0,059
HG 206	Craie de Thiérache-Laonnois-Porcien	3386,6	155 (66 en doubles avec HG106 et HG003)	0,046
HG 207	Craie de Champagne Nord	904,5	48 (27 en double avec HG003, HG106 et HG105)	0,053
HG 309	Calcaire Dogger entre le Thon et limite de district	226,9	15 (8 en doubles avec HG214)	0,066
HG003	Alluvions de l'Aisne	115,9	41 (41 en double avec HG207, HG206 et HG106)	0,354
HG004	Alluvions de la Marne	28,4	17 (17 en double avec HG103 et HG105)	0,599
HG103	Tertiaire – Champigny-en Brie et Soissonnais	382,7	22 (14 en double avec HG004)	0,057
HG104	Eocène du Valois	58,9	5	0,085
HG205	Craie Picarde	189,5	12 (5 en double avec HG106 et HG002)	0,063
HG214	Albien-néocomien libre entre Ormain et limite de district	175,6	8 (8 en double avec HG309)	0,046
HG218	Albien-Néocomien captif	5796,5	0	0,000
HG508	Socle ardennais du bassin versant de l'Oise	99,4	0	0,000
	Eaux superficielles	/	2	/

Statistiquement, les alluvions de la Marne et de l'Aisne sont les plus exploités par rapport à leur superficie : 0,35/km² pour les alluvions de l'Aisne, et 0,59/km² pour les alluvions de la Marne. En effet, l'exploitation des nappes alluviales se fait souvent par le biais de champs captant, regroupant plusieurs forages de faible profondeur, afin d'obtenir un volume suffisant pour les besoins en eau des populations. Ces alluvions présentent les capacités de production les plus importantes.

Les aquifères crayeux sont aussi sollicités, de manière moindre malgré leur plus grande étendue. Ces aquifères pouvant être très productifs localement, un nombre de captages limités mais bien placés peut permettre de produire des volumes conséquents.

Les masses d'eaux de l'Eocène et du tertiaire, calcaires et sableuses, sont moins exploitées dans le département, du fait probablement de leur productivité plus faible et de la plus grande difficulté à capter ces aquifères. Enfin, le Socle Ardennais et l'Albien-Néocomien captif ne sont pas captés dans le département. La nappe de l'Albien-Néocomien, qui constitue une réserve stratégique, ne peut pas être exploitée comme on le souhaite. L'exploitation de celle-ci est restreinte par les pouvoirs publics qui en protègent l'accès. Il s'agit avant tout de préserver la ressource et de s'assurer de la possibilité de la mobiliser en cas d'extrême urgence. La nappe du socle présente, quant à elle, une productivité trop faible.

En complément, 5 PRPDE ne disposent pas de captage sur leur territoire : ils achètent de l'eau en gros à des PRPDE voisins.

Le département compte des captages abandonnés (ceux-ci sont pris en compte dans le cadre de l'étude) sur son territoire, cependant, l'information de savoir si le captage est comblé n'est pas toujours disponible.

Une problématique de données est rencontrée sur le nombre de ressources dans le département puisque les données collectées diffèrent selon les acteurs. Comme expliqué en amont, les données de l'ARS ont été prises en compte en cas de divergence.

La figure suivante présente une synthèse du nombre de captage par masse d'eau.

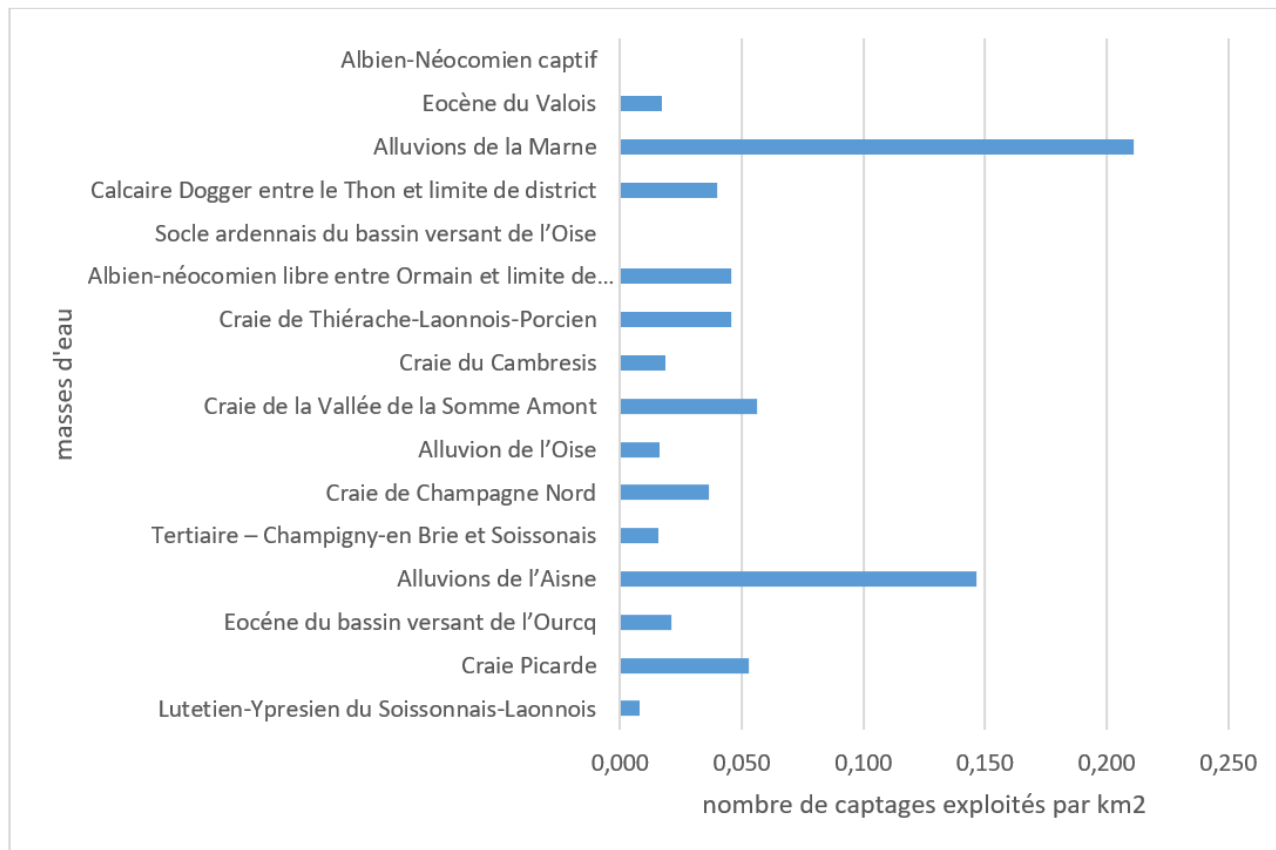


Figure 63 : Ratio du nombre de captages exploités par km² de masse d'eau dans le département de l'Aisne

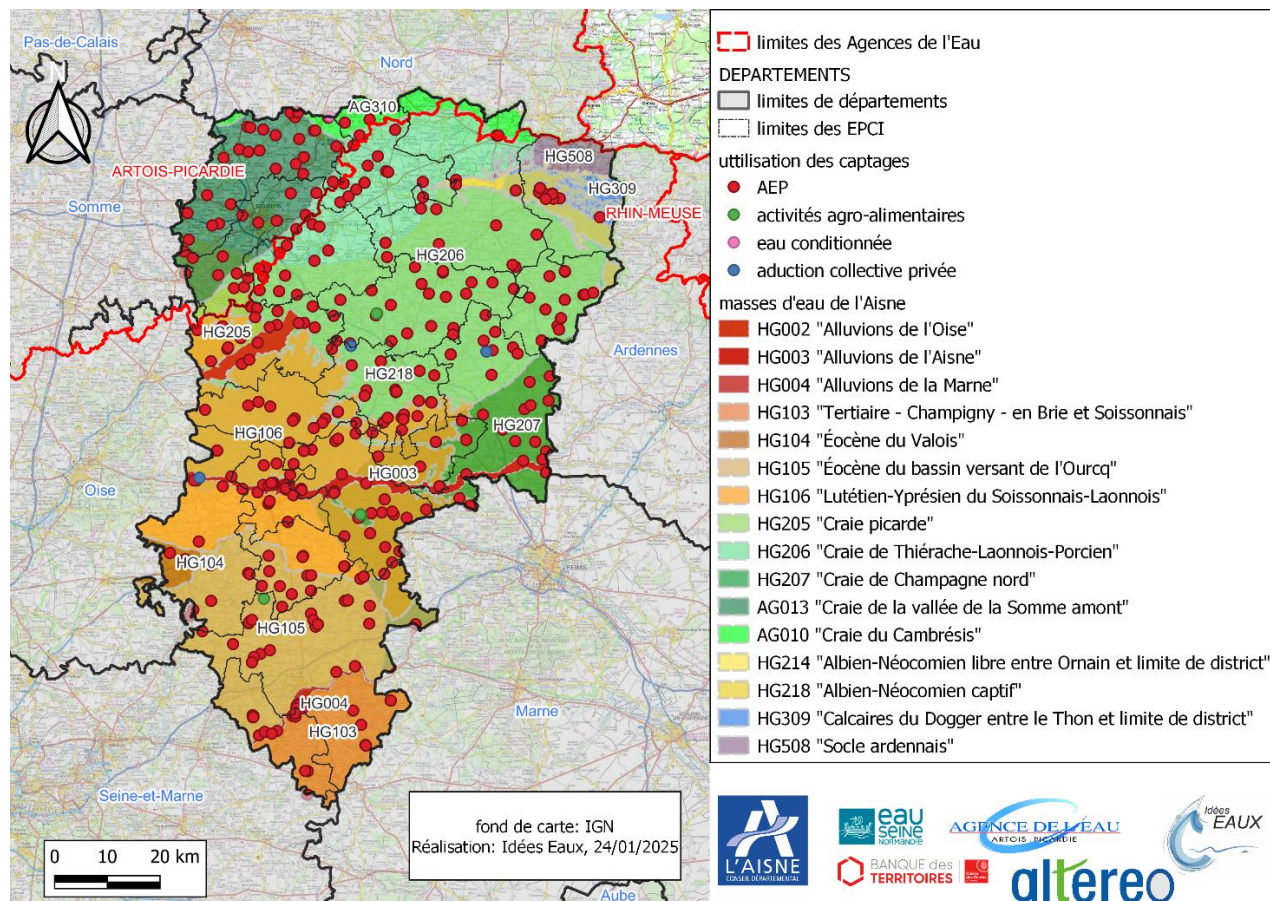


Figure 64 : Utilisation des captages dans l'Aisne

3.4. Qualité des eaux brutes et distribuées

3.4.1. Préambule

La qualité de l'eau est surveillée au regard du Code de la Santé Publique (CSP) relatif aux eaux destinées à la consommation humaine : eau brutes (forages), mis en distribution (après traitement) et au point de consommation (au robinet du consommateur).

Les contrôles sanitaires sont opérés par les pouvoirs publics et par le gestionnaire de service.

L'analyse de la qualité de l'eau s'appuie sur les données de l'ARS de l'Aisne de 2019 à 2023 sur les réseaux et les captages du territoire.

Une analyse de l'eau brute et de l'eau distribuée est présentée ci-après. **Pour l'eau distribuée, l'analyse est réalisée à l'échelle de chaque UDI.**

3.4.2. Définition des différents paramètres

3.4.2.1. Paramètres physico-chimiques

- **pH** : mesure l'acidité ou la basicité de l'eau. Ainsi, une eau est dite :
 - Acide si le $\text{pH} < 7$;
 - Neutre si le $\text{pH} = 7$;
 - Basique si le $\text{pH} > 7$.

Sur le territoire, du fait de la présence de plusieurs formations géologiques, le pH peut varier.

- **Conductivité** : est une mesure de la capacité de l'eau à conduire l'électricité. Une forte conductivité de l'eau indique une salinité élevée, c'est-à-dire une concentration importante de minéraux dissous. Cette eau est également plus agressive, notamment pour les canalisations.
- **Titre Alcalimétrique Complet (TAC)** : représente l'alcalinité de l'eau, soit sa teneur en bicarbonates et carbonates. Le TAC doit être à l'équilibre calco-carbonique ou légèrement incrustante.

3.4.2.2. Paramètres chimiques

- **Nitrates**

Les nitrates sont essentiels pour la croissance des végétaux, et sont présents dans la composition des engrais naturels et chimiques.

Le transport et la transformation des ions nitrates dans le sol s'effectuent de différentes façons : ils peuvent être absorbés par les plantes et micro-organismes, nitrifiés ou réduits en ions ammonium par des micro-organismes, ou bien être transportés vers la nappe phréatique avec les eaux d'infiltration.

Ce lessivage des nitrates est plus ou moins important selon l'abondance et la fréquence des précipitations, et donc selon la période de l'année. Il atteint son maximum en période de faible activité végétative. Plus le taux humique est élevé, plus la dégradation microbienne de l'azote fixé par des substances organiques en nitrates est importante.

Les principales origines anthropiques sont les suivantes (la liste n'est pas exhaustive) :

- L'agriculture, via l'épandage d'engrais azotés ;
- Les eaux usées non traitées (épuration défectueuse).

Dangers (selon l'OMS) : dans le corps humain, le nitrate est réduit en nitrites. Ces derniers se fixent à l'hémoglobine à la place de l'oxygène. Les personnes fragiles sont les plus vulnérables au risque (personnes âgées, enfants, ...). L'ANSES a également confirmé « l'existence d'une association entre le risque de cancer et l'exposition aux nitrates et nitrites quasi quotidienne ».

- **Fer**

Le fer est un des minéraux les plus présents dans la croûte terrestre. C'est pourquoi on peut le retrouver dans le sol, les roches et donc dans les eaux souterraines.

Une concentration en fer trop élevée se caractérise par une teinte rouge et marron de l'eau. Le problème le plus important se manifeste dès lors que les bactéries du fer se sont développées dans les réseaux d'eau, les puits et autres réservoirs. En effet, la présence de fer dans l'eau potable ne présente pas d'effet néfaste sur la santé mais présente certains effets négatifs :

- Corrode les équipements en plomb ;
- Colmate les canalisations et autres systèmes d'alimentation en eau potable ;
- Favorise l'apparition des bactéries du soufre.

● Fluor

Le fluor peut se retrouver dans les eaux souterraines en raison de l'infiltration de minéraux riches en fluor mais il peut être aussi d'origine anthropique.

Le fluor joue un rôle important dans le maintien de la solidité des os. En petites quantités, on retrouve des fluorures dans le sel et le dentifrice afin d'éviter les caries.

Cependant, s'il est consommé en grandes quantités, il peut avoir des effets néfastes sur la santé. En effet, il peut causer des caries, ainsi que de l'ostéoporose. Il peut également endommager les reins, les muscles et les nerfs.

Dans le département, certaines communes présentent des taux en fluor supérieure aux limites de qualité. Ce qui montre l'utilité de l'étude de ce paramètre à l'échelle du département et de comprendre son enjeu.

● Pesticides

Au vu du contexte agricole et industriel du département de l'Aisne, des pesticides en particulier ont été étudiés parmi l'ensemble des pesticides analysés :

- Les pesticides totaux ;
- L'Atrazine et des dérivés ;
- Le chlorothalonil R471811 et R417888 ;
- Les métabolites de chloridazone.

Note sur l'atrazine et ses dérivés

L'atrazine est un herbicide de synthèse de la famille chimique des triazines. L'atrazine a été couramment utilisée en France sur les cultures de maïs entre 1960 et 2001, date de son interdiction en France, avec des dates limites de distribution et d'utilisation fixées respectivement à 2002 et 2003.

Dans les sols, l'atrazine est dégradé par action microbienne aérobie et par hydrolyse, créant des résidus tels que la déséthylatrazine.

L'atrazine et ses métabolites, tous très solubles et mobiles, peuvent être temporairement retenus par adsorption dans les sols et la matière organique. Mais ils finissent tôt ou tard par rejoindre les cours d'eau et les nappes souterraines, par phénomène de lessivage des sols (pluies), pouvant provoquer une augmentation des concentrations pendant encore plusieurs années après l'arrêt des apports en surface. Il n'y a en effet que peu, voire pas du tout, de biodégradation, dans les eaux souterraines, et ce d'autant plus qu'elles sont moins oxygénées et se renouvellent moins vite. Si bien que l'atrazine est capable d'y persister pendant plusieurs décennies.

Note sur les métabolites du chlorothalonil (R471811 et R417888)

Dans un objectif d'amélioration de la qualité de l'eau de consommation, l'Union Européenne et le ministère de la santé ont demandé aux ARS d'augmenter le spectre d'analyse des substances présentes dans l'eau. Parmi ces substances se trouvent les métabolites de pesticides. La région a donc intégré deux nouvelles substances dans ses analyses de contrôle : le chlorothalonil R471811 (en juillet 2023) et le chlorothalonil R417888 (en juillet 2024).

Ces substances sont issues de la dégradation du pesticide chlorothalonil, utilisé principalement dans la culture des céréales (de 1970 à 2020), des pommes de terre et des légumes. Aujourd'hui, ce pesticide n'est plus commercialisé.

Etude de l'ANSES :

En 2022, une première expertise avait conduit l'ANSES à considérer comme « pertinents pour les eaux de consommation humaines » le chlorothalonil R471811 suite au schéma d'évaluation relative à l'examen de la cancérologie. En effet, en l'absence de données disponibles sur ce métabolite, les éventuels effets cancérogènes de la substance active parente, le chlorothalonil ont été pris en compte.

En 2024, les nouvelles connaissances ont permis de considérer que le chlorothalonil R471811 ne partageait très probablement pas le mode d'action néphrotoxique (toxique pour les reins) du chlorothalonil. Ainsi, à l'issue de l'évaluation de l'ensemble des étapes de méthodologie, le classement proposé pour le chlorothalonil R471811 est « non pertinent pour les eaux de consommations humaines ».

Néanmoins, le chlorothalonil R417888 reste classé comment étant pertinent.

Note sur les métabolites de chloridazone

L'ARS Hauts-de-France informe, dans un article daté du 28 juillet 2022, des évolutions de recherches sur les métabolites de la chloridazone. En effet dans un objectif d'amélioration de la qualité de l'eau de consommation, l'Union Européenne et le ministère de la santé ont demandé aux ARS d'augmenter le spectre d'analyse des substances présentes dans l'eau. Parmi ces substances se trouvent les métabolites de pesticides. La région a donc intégré deux nouvelles substances dans ses analyses de contrôle : la chloridazone-desphényl et la chloridazone-méthyl-desphényl depuis janvier 2021.

Ces substances sont issues de la dégradation du pesticide chloridazone, utilisé principalement dans la culture des betteraves (de 1980 à 2020). Aujourd'hui, ce pesticide n'est plus commercialisé. L'avis de l'ANSES du 25 juillet 2024 a établi les valeurs sanitaires maximales pour la desphényl-chloridazone et la méthyl-desphényl-chloridazone.

- **Chlorure de Vinyle Monomère (CVM)**

Le chlorure de vinyle monomère (CVM) est un produit chimique purement synthétique. Il n'existe aucune source naturelle de ce composé.

Au niveau des réseaux de distribution d'eau potable, la présence de CVM peut provenir soit d'une contamination de la ressource en eau, soit d'une migration dans l'eau à partir de certaines canalisations en PVC.

En effet, la fabrication du PVC repose sur la polymérisation du CVM. Une étape de stripping permet de réduire la teneur en CVM résiduel à des concentrations inférieures à 1 ppm dans le PVC fabriqué. Cette étape a été progressivement introduite dans le processus de fabrication.

Les matériaux en PVC antérieurs à 1980 peuvent donc avoir potentiellement une teneur en CVM résiduel beaucoup plus élevée, et sont ainsi les seuls à pouvoir induire une migration de CVM dans l'eau.

3.4.2.3. Paramètres bactériologiques et chlore

- **Note sur les paramètres bactériologiques**

Les E. coli sont des bactéries qui font partie du groupe coliformes. Tout comme les Entérocoques, on les trouve majoritairement dans les matières fécales des humains et des animaux. Leur présence dans l'eau indique non seulement une contamination récente par des matières fécales, mais aussi la présence possible de bactéries, virus et protozoaires potentiellement pathogènes.

- **Note sur le chlore libre et total**

Le chlore est un produit utilisé pour la désinfection de l'eau potable, où il est employé essentiellement sous forme de chlore gazeux ou d'hypochlorite de sodium (eau de Javel). Doté d'un pouvoir oxydant très important, il est de plus rémanent.

Le chlore total est la somme du chlore libre et du combiné. Il correspond à la quantité de chlore injecté dans le réseau par le système de chloration.

Le chlore combiné correspond aux sous-produits de désinfection chlorés, lié à l'action des molécules de chlore sur les pathogènes.

Le chlore libre correspond aux formes de chlore ayant un pouvoir désinfectant, pouvant se combiner avec des pathogènes.

3.4.3. Références et limites de qualité

Les limites et références de qualité des eaux destinées à la consommation humaine sont définies dans l'Arrêté du 11 janvier 2007 (modifié par l'arrêté du 30 décembre 2022), relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine. Les annexes de cet arrêté précisent les limites ou références de qualité concernant la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (eaux brutes et eaux mises en distribution).

L'arrêté du 17 décembre 2008 (modifié par l'arrêté du 9 octobre 2023) établit les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durable de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines.

Pour les eaux souterraines, les seuils indiqués dans l'arrêté du 11 janvier 2007 sont prioritaires par rapport aux seuils inscrits dans l'arrêté de 17 décembre 2008 puisqu'ils concernent spécifiquement l'eau potable.



La limite de qualité correspond à une valeur maximale (ou minimale) à ne pas dépasser pour certains paramètres, principalement ceux qui ont un impact direct sur la santé publique. Si une limite de qualité est dépassée, l'eau est considérée comme non conforme et peut être déclarée impropre à la consommation.



La référence de qualité concerne des paramètres indicatifs, souvent liés aux caractéristiques physico-chimiques ou organoleptiques de l'eau. Un dépassement d'une référence de qualité n'entraîne pas nécessairement une interdiction de consommation mais peut indiquer une altération du goût, de l'odeur ou de l'apparence de l'eau. Elle indique aussi le bon fonctionnement d'une station de traitement.



La limite de bon état correspond à l'objectif à atteindre pour garantir que l'eau reste dans cet état jugé favorable pour l'écosystème et la santé publique. Si la qualité de l'eau est au-dessus de cette limite, elle est considérée comme étant en mauvais état.



La valeur sanitaire maximale (V_{max}) correspond à la valeur qui établit la consommabilité de l'eau. Elle est surtout utilisée pour les produits phytosanitaires.



La valeur sanitaire transitoire (VST) est la valeur sanitaire destinée à gérer les situations transitoires de dépassement des limites de qualité, dans le cas d'une absence de V_{max} définie.

Tableau 14 : Limites et références de qualité des eaux brutes et destinées à la consommation humaine

Paramètres	Eaux brutes			Eaux destinées à la consommation humaine			
	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	V _{max} ou VST
pH	-	-	6 à 9 (inclus)	-	Entre 6,5 et 9	-	-
Conductivité	-	-	< 1 100 µS/cm à 25°C pour les eaux souterraines	-	Entre 180 et 1 000 µS/cm à 20°C OU entre 200 et 1 100 µS/cm à 25°C	-	-
TAC	-	-	-	-	-	-	-
Nitrates	100 mg/L pour les eaux souterraines 50 mg/L pour les eaux superficielles	-	50 mg/L	50 mg/L	-	-	-
Fer	-	-	< 200 µg/L pour les eaux souterraines	-	200 µg/L	-	-
Fluor	1,5 mg/L	-	-	1,5 mg/L	-	-	-
Pesticides totaux	5 µg/L	-	0,5 µg/L	0,5 µg/L	-	-	-
Atrazine et ses dérivés	2 µg/L	-	0,1 µg/L	0,1 µg/L	-	-	-
Chlorothalonil R471811	-	-	0,9 µg/L	0,9 µg/L	-	-	-
Chlorothalonil R417888	2 µg/L	-	0,1 µg/L	0,1 µg/L	-	-	VST = 3 µg/L
Desphényl-chloridazone	2 µg/L	-	0,1 µg/L	0,1 µg/L	-	-	V _{max} = 11 µg/L*
Méthyl-desphényl-chloridazone	2 µg/L	-	0,1 µg/L	0,1 µg/L	-	-	V _{max} = 110 µg/L*
CVM	-	-	-	0,5 µg/L	-	-	-
Entérocoques	10 000 / 100 mL	-	-	0 / 100 mL	-	-	-
E.coli	20 000 / 100 mL	-	-	0 / 100 mL	-	-	-
Coliformes	-	50 000 / 100 mL pour les sources	-	-	0 / 100mL	-	-
Chlore libre	Aucune réglementation n'impose une concentration en chlore minimale et maximale dans un réseau d'eau potable. Toutefois le plan Vigipirate demande, en cas de déclenchement uniquement, que la collectivité soit capable de fournir une eau destinée à la consommation humaine avec une concentration minimale en chlore libre de 0,3 mg/L en sortie des réservoirs et une concentration de 0,1 mg/L en tout point du réseau de distribution .						

*Un avis de l'ANSES paru en 2024 a modifié les V_{max} pour les deux métabolites du chloridazone. Ce changement de V_{max} est calculé à partir de valeurs toxicologiques indicatives, en raison de la faiblesse des données de toxicité disponible. De ce fait, les V_{max} ont été augmentées en passant de 3 µg/l à 11 µg/l pour le desphényl-chloridazone et 110 µg/l pour le méthyl-desphényl-chloridazone. L'ANSES rappelle néanmoins que les V_{max} ont vocation à être utilisées dans un cadre dérogatoire de dépassement de la limite de qualité, pour une durée limitée dans le temps pour que des actions soient mises en place pour remédier à ce problème.

3.4.4. Résultats sur le territoire de l'Aisne

Pour les différents paramètres, des cartographies ont été réalisées afin de localiser les problématiques de qualité sur le territoire. Pour conserver une cohérence entre l'ensemble des paramètres, la légende a été réalisée de la façon suivante :

- Cartographie concernant les limites de qualité :

	Conforme	L'ensemble des mesures sur les 5 dernières années respectent la limite de qualité.
	Conforme, à surveiller	L'ensemble des mesures sur les 5 dernières années respectent la limite de qualité mais certaines valeurs sont à 75% de la limite de qualité.
	Moins de 25% de non-conformité	Moins de 25% des analyses réalisées au cours des 5 dernières années dépassent la limite de qualité.
	25% de non-conformité	25% des analyses réalisées au cours des 5 dernières années dépassent la limite de qualité.
	Absence de données	

- Cartographie concernant les limites de bon état :

	Inférieur à la limite de bon état	Aucun dépassement de la limite de bon état sur les 5 dernières années
	Supérieur à la limite de bon état	Au moins 1 dépassement de la limite ou plus sur les 5 dernières années
	Absence de données	

3.4.4.1. Paramètres physico-chimiques

pH

Rappel des références et limites de qualité :

Paramètres	Eaux brutes			Eaux destinées à la consommation humaines			
	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	V _{max} ou VST
pH	-	-	6 à 9 (inclus)	-	Entre 6,5 et 9	-	-

Eaux brutes

Le pH moyen sur l'ensemble du territoire est de 7,26, l'eau est donc relativement neutre sur le département de l'Aisne. Des disparités existent mais cela peut s'expliquer par différents facteurs géologiques, chimiques, etc.

Les pH maximums sont majoritairement tous en dessous de la limite de bon état (9), cela traduit un bon état général des captages au niveau de ce paramètre.

Seul le forage F6 de Vauxbuin possède un pH au-dessus de 9 : il est de 12, ce qui est considéré comme élevé.

Quel que soit le type d'eaux brutes (superficielles ou souterraines), le pH est bon sur l'ensemble du département puisqu'inférieur à 9. Seul, un forage possède un pH élevé, c'est celui de Vauxbuin F6.

Eaux distribuées

Toutes les UDI du département possèdent des mesures de pH sur leur territoire.

Sur l'ensemble du département, le pH moyen est de 7,42. L'eau distribuée aux abonnés est donc relativement neutre. Des disparités peuvent être observées mais cela peut s'expliquer par différents facteurs comme :

- L'origine de l'eau ;
- La géologie du territoire ;
- Les traitements appliqués ;
- Etc.

Seules les UDI du SE de la Région de Crépy et de Vervins possède un pH maximum supérieur à la référence de qualité (9) qui est respectivement de 9,5 et 9,3. Néanmoins, cette valeur n'a été observée qu'une seule fois au cours des 5 dernières années.

Les mesures de pH réalisées sur l'ensemble du département de l'Aisne permettent de qualifier les eaux distribuées comme étant conformes sur le ce paramètre.

CONDUCTIVITE

Rappel des références et limites de qualité :

Paramètres	Eaux brutes			Eaux destinées à la consommation humaines			
	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	V _{max} ou VST
Conductivité	-	-	< 1 100 µS/cm à 25°C pour les eaux souterraines	-	Entre 180 et 1 000 µS/cm à 20°C OU entre 200 et 1 100 µS/cm à 25°C	-	-

Eaux brutes

La conductivité ne présente pas de limite de qualité sur les eaux brutes, ainsi la limite de bon état a été prise en compte pour l'analyse.

La conductivité moyenne observée sur le territoire du département de l'Aisne est de 743 µS/cm, soit une conductivité conduisant au bon état général des masses d'eau. Cependant, 8 captages dépassent la limite de bon état (1 100 µS/cm). Ces captages sont mis en évidence sur la carte suivante.

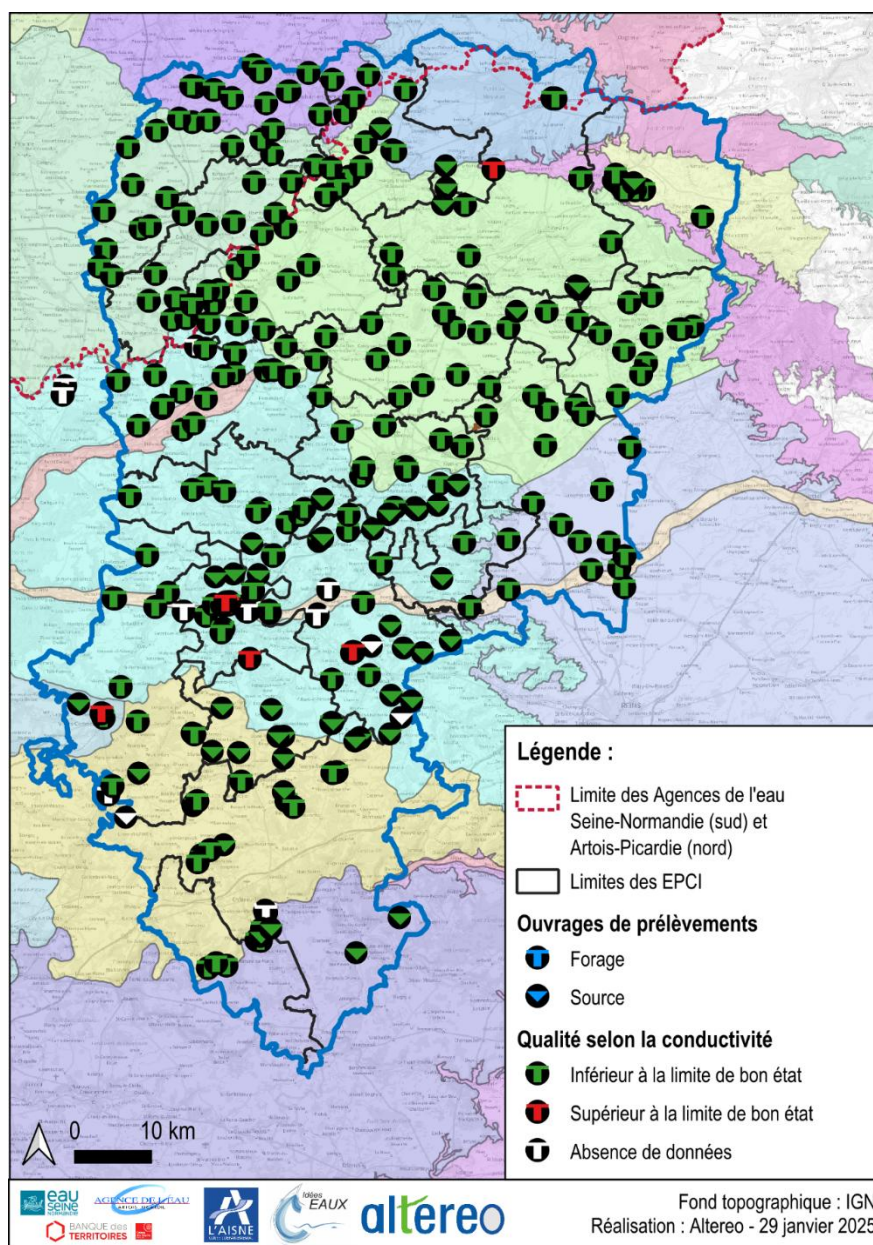


Figure 65 : Cartographie des captages selon la limite de bon état sur le paramètre de la conductivité (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

Ces 8 captages sont détaillés dans le tableau suivant :

Tableau 15 : Captages au-dessus du seuil de qualité pour la conductivité

Code BSS	Nom du captage	Agence de l'eau	PRPDE	Conductivité moyenne (en $\mu\text{S/cm}$)	Conductivité maximale (en $\mu\text{S/cm}$)	Masse d'eau souterraine concernée	Traitement
010680X0351	Braine F4	AESN	Braine	1137	1175	Lutetien-Ypresien du Soissonnais-Laonnois	Déferrisation / Démanganisation
BSS000JCLU	Soissons F9	AESN	Grand Soissons Agglomération - SIPRODES	1133	1145	Alluvions de l'Aisne	Déferrisation
01065X0062	Soissons F2	AESN	Grand Soissons Agglomération - SIPRODES	1124	1145	Alluvions de l'Aisne	Déferrisation
01065X0205	Soissons F6	AESN	Grand Soissons Agglomération - SIPRODES	1171	1185	Alluvions de l'Aisne	Déferrisation
01065X0212	Soissons F7	AESN	Grand Soissons Agglomération - SIPRODES	1238	1260	Alluvions de l'Aisne	Déferrisation
00507X0096	Forage de Saint-Algis	AESN	SENA	1230	1235	Albien-néocomien libre entre Ormain et limite de district	Chloration
01066X0462	Septmonts	AESN	SIAEP du Soissonnais et Valois	1099	1145	Lutetien-Ypresien du Soissonnais-Laonnois	Déferrisation / Démanganisation
BSS003COSS	Villers-Cotterêts F4	AESN	USESA	1350	1365	Eocène du Valois	Déferrisation

La plupart de ces captages se situent dans la même zone géographique, proche de la commune de Soissons (hormis le forage du SENA, dans le Nord du département). Cette forte conductivité pourrait s'expliquer du fait de l'aquifère calcaire présent sur le secteur du Soissonnais et de Villers-Cotterêts.

Cependant, ce n'est pas le seul facteur expliquant cette forte conductivité, des facteurs chimiques ou climatologiques peuvent être aussi une explication.

La conductivité sur l'ensemble du département permet de qualifier les eaux comme étant d'un bon état. Cependant quelques captages se situant dans une même zone géographique (proche de Soissons) ont une conductivité supérieure. Cette conductivité forte peut s'expliquer par l'aquifère calcaire de cette région.

Eaux distribuées

Sur les 279 UDI du département, les valeurs étudiées concernent 275 UDI.

Sur le territoire du département de l'Aisne, la conductivité moyenne est de 716 $\mu\text{S/cm}$. Des disparités sont observées sur le territoire, cela s'explique de par la conductivité de l'eau brute et des différents traitements qui peuvent être appliqués.

Cependant, seules deux UDI (TTP de Parcy et Tigny ; UDI de Septmonts) du SESV dépassent ponctuellement la référence de qualité sur la conductivité (1 100 $\mu\text{S/cm}$).

Les eaux distribuées sur le territoire du département de l'Aisne sont conformes sur le paramètre de la conductivité. Seules deux UDI du SE du Soissonnais et du Valois présentent des dépassements ponctuels.

TITRE ALCALIMETRIQUE COMPLET

Eaux brutes

Le TAC n'étant pas soumis à une limite ou une référence de qualité, une échelle de valeur a été établie en fonction des données observées.

Des disparités sont observées au sein du département avec une majorité des captages ayant un TAC inférieur à 30°F. Néanmoins, 35% des captages (soit 117 captages) présente un TAC moyen supérieur à 30°F.

La carte suivante met en évidence les disparités sur le territoire.

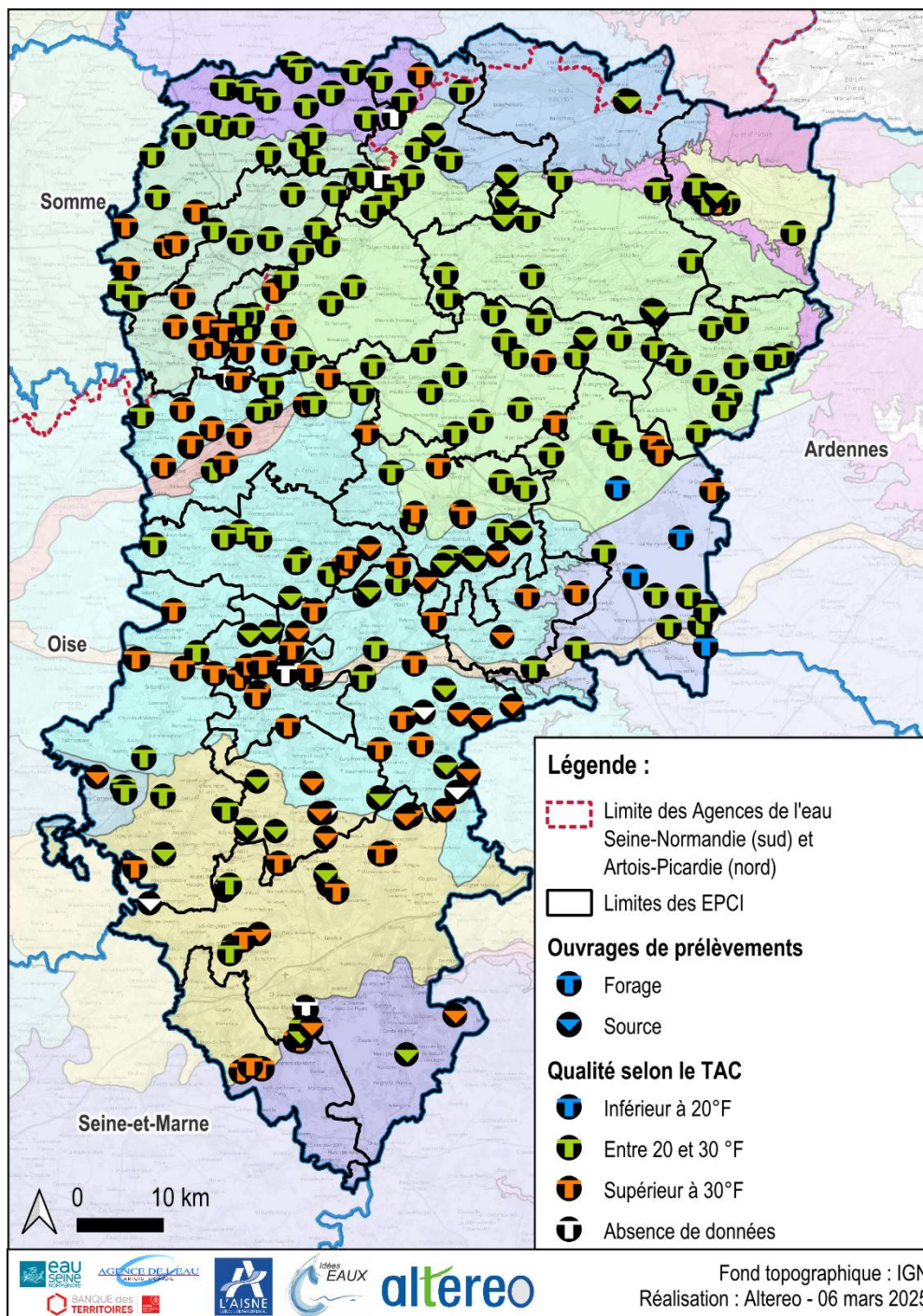


Figure 66 : La qualité de l'eau brute selon le paramètre du TAC (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

Les secteurs du soissonnais et du sud du Saint-Quentinois sont particulièrement impacté par un TAC moyen supérieur à 30°F, qui traduirait d'une eau calcaire et entartrante. Néanmoins, l'analyse du TH (Titre Hydrométrique) permettrait de conclure plus précisément à des eaux entartrantes.

Eaux distribuées

Sur les 279 UDI du département, les valeurs étudiées concernent 242 UDI.

Les disparités observées sur le TAC moyen de l'eau traitée correspondent aux disparités observées précédemment sur l'eau brute.

La carte suivante présente les TAC moyens par UDI mesurés sur l'eau traitée du département.

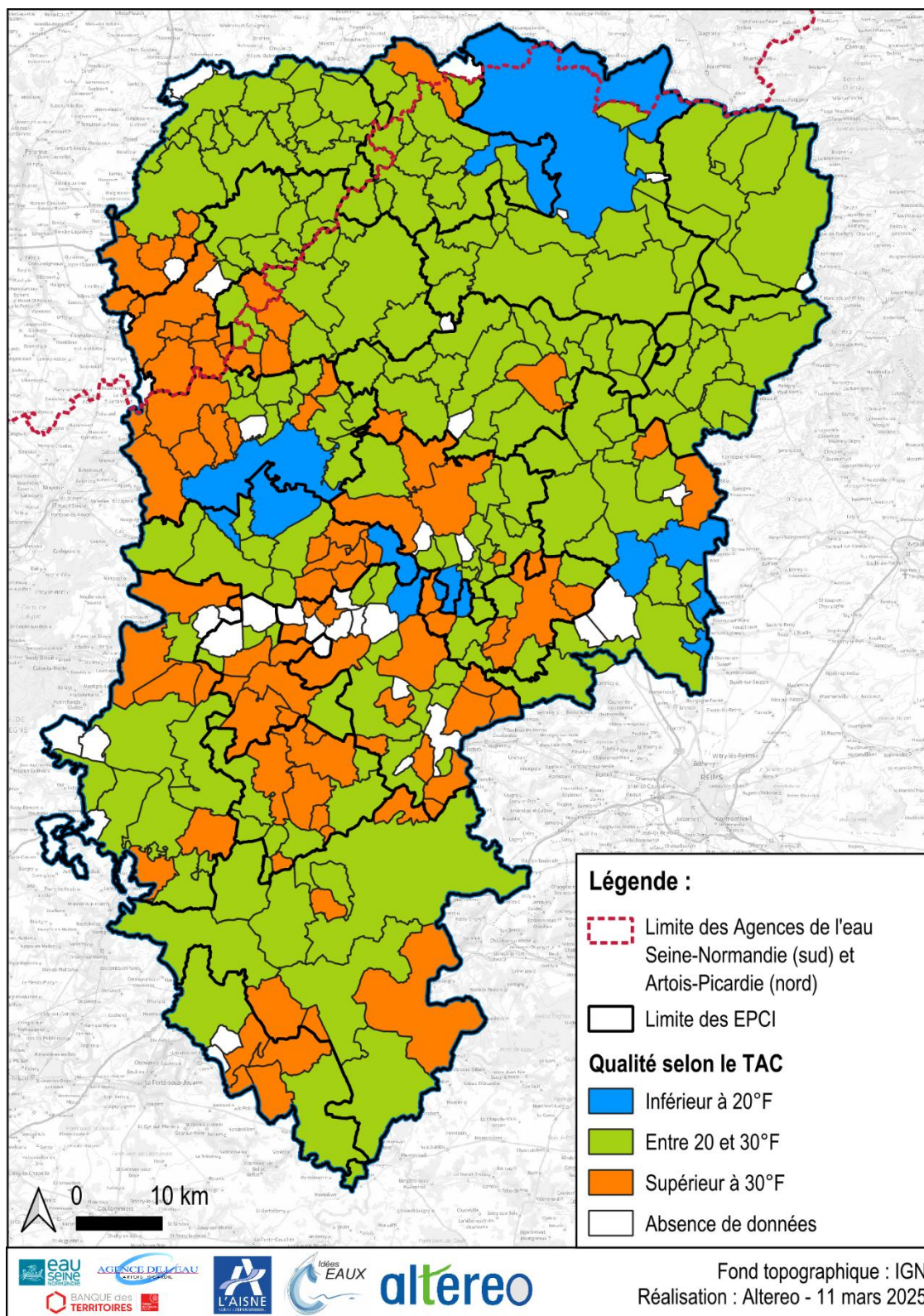


Figure 67 : Qualité de l'eau distribuée selon le paramètre du TAC (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

Sur l'ensemble du département, les valeurs de TAC moyen sont cohérentes entre l'eau brute et l'eau distribuée.

3.4.4.2. Paramètres chimiques

NITRATES

Rappel des références et limites de qualité :

Paramètres	Eaux brutes			Eaux destinées à la consommation humaines			
	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	V _{max} ou VST
Nitrates	100 mg/L pour les eaux souterraines	-	50 mg/L	50 mg/L	-	-	-
	50 mg/L pour les eaux superficielles						

Eaux brutes

L'ensemble des captages du territoire (eaux souterraines et superficielles) présentent des concentrations en nitrates inférieures aux limites de qualité (100 mg/l pour les eaux souterraines et 50 mg/l pour les eaux superficielles).

Cependant, 13 captages ont une concentration moyenne dépassant la limite de bon état (50 mg/l) et 24 captages ont déjà dépassé au moins une fois cette limite.

L'excès de nitrates dans les eaux brutes peut entraîner divers risques :

- L'eutrophisation du milieu ;
- La contamination des sols ;
- La perte de biodiversité ;
- Risques pour la santé humaine.

La carte suivante présente les captages ayant déjà dépassé la limite de bon état (mais pas la limite de qualité).

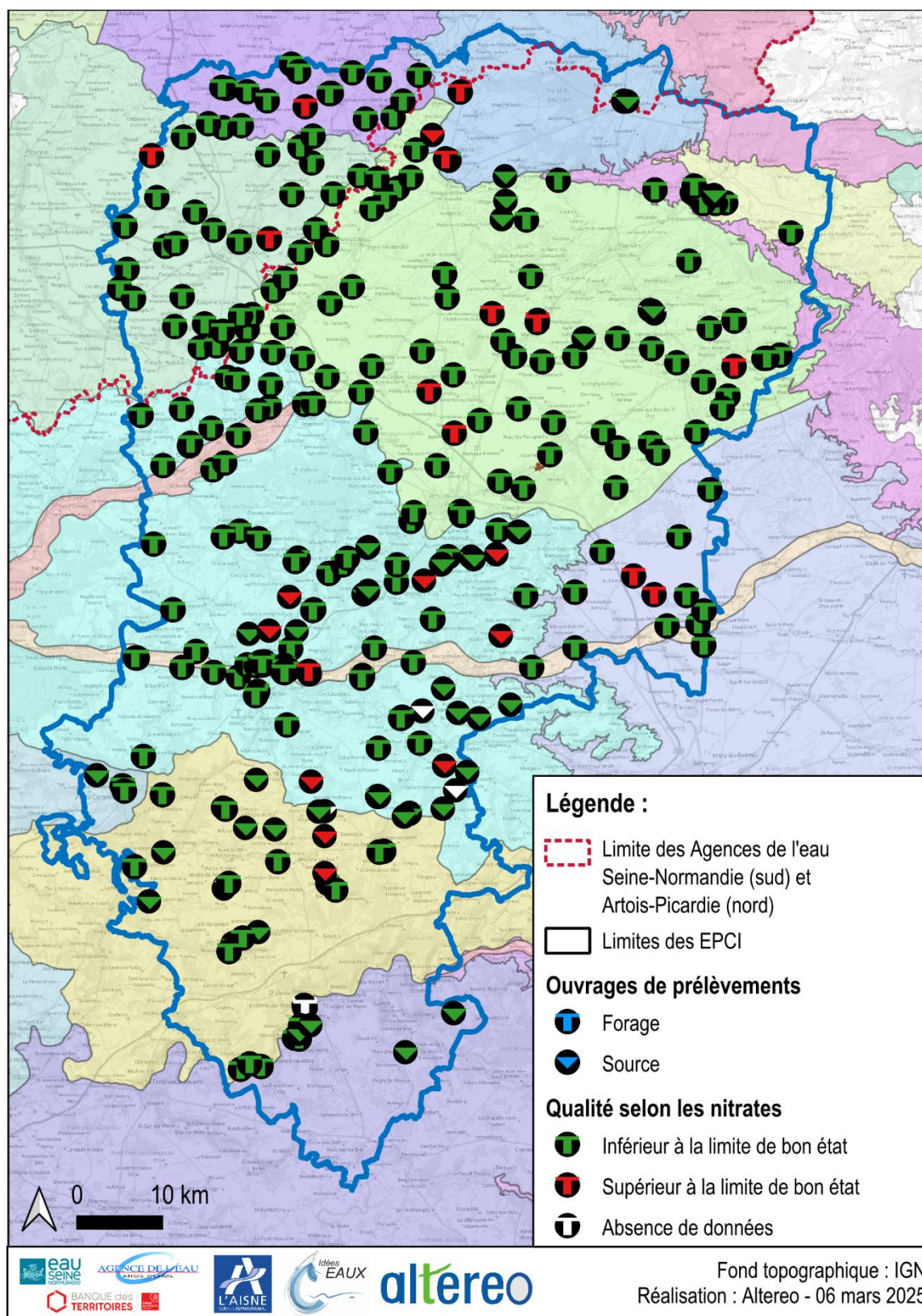


Figure 68 : Qualité des captages selon la limite de bon état du paramètre des nitrates (Source :ARS, Cartographie : Altereo)

Le tableau suivant récapitule les captages dépassant la limite de bon état, selon le Code de l'Environnement (mais pas la limite de référence) :

Tableau 16 : Captages au-dessus de la limite de bon état pour les nitrates

Code BSS	Nom de la ressource	Agence de l'eau	PRPDE	Concentration moyenne (en mg/l)	Concentration maximale (en mg/l)	Traitement
01074X0002	Puits d'Amifontaine	AESN	Amifontaine	50,9	58,7	En cours
00841X0002	Puits de Barenton-Bugny	AESN	Barenton-Bugny	50,3	52,2	Non
01307X0133	Source Wallée Beugneux	AESN	Beugneux	62,47	64	Non
00846X0060	Sources des Gerbets	AESN	CA du pays de Laon	50,47	50,8	Non
00652X0054	Harly F2	AEAP	CA du Saint-Quentinois	47,52	50,9	Non
01064X0028	Source droite gobelet	AESN	Chevregny	49,6	50,7	Non
00505X33	Puits Lesquielles-Saint-Germain	AESN	Lesquielles-Saint-Germain	48,87	51,6	Non
00666X0009	Puits de Marle	AESN	Marle	50,41	61,6	Traitement des pesticides
00666X0072	Forage de Thiernu	AESN	Marle	47,58	50,2	Traitement des pesticides
002000317	Source de Paissy	AESN	Paissy	47,2	60,8	Non
01081X0005	Puits de Prouvais	AESN	Prouvais	48,7	57,8	Non
00501X0045	Source St Antoine	AESN	SIAEP d'Hannapes	48,7	51,4	Non
01302X0031	Source Droizy-Launoy	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	48,7	51,9	Non
00492X85	Puits de Brancourt-le-Grand	AEAP	SIDEN-SIAN	48,9	51,5	Non
00501X0059	Puits d'Etreux	AESN	SIDEN-SIAN	51,75	52,4	Non
01062X0076	Source de Leuilly-sous-Coucy	AESN	SIDEN-SIAN	52,77	54,1	Non
01062X0055	Source de Leury	AESN	SIDEN-SIAN	51,2	51,2	Traitement des nitrates depuis février 2025
00658X0051	Source de Pouilly-sur-Serre	AESN	SIDEN-SIAN	57,47	60,6	Non
00487X006	Puits de Jeancourt	AEAP	SIEAP de la Vallée de l'Omignon	60	63,4	Non
00666X0044	Puits Croix Champcourt	AESN	SIEAP de Sons-et-Ronchères et Chatillon-les-Sons	48,37	50,3	Non
01066X0184	Puits de Chivres-Val P1	AESN	SIVU des Eaux de Bucy-le-Long, etc.	32,63	51,3	Non
01311X0066	Source St Thibaut	AESN	SIVU des Eaux de Fismes	53,6	53,6	Non
00676X0044	Puits Vallée Evrard	AESN	Soize	67,45	77,2	Non
01307X0051	Source la poterie	AESN	USESA	57,57	63,4	Non

En ce qui concerne le reste du département, sur les 314 captages ayant eu des campagnes de mesures, 257 captages présentent des traces de nitrates. Cette problématique est donc présente sur l'ensemble du territoire et doit être prise en considération que ce soit d'un point de vue environnemental ou sanitaire.

Aucun captage ne dispose de traitements spécifiques, étant donné que les eaux brutes sont déjà conformes aux exigences réglementaires. Toutefois, des traitements appropriés pourront être instaurés afin de garantir la conformité aux normes de qualité pour l'eau destinée à la consommation.

L'ensemble des captages du territoire de l'Aisne sont conformes aux limites de qualités fixées par la réglementation sur les eaux brutes.

Toutefois, suivant le Code de l'Environnement, 4 % des captages peuvent être considérés comme pollués par les nitrates et 7 % des captages ont eu des eaux avec au moins un dépassement de la concentration réglementaire (limite de bon état) en nitrate de 50 mg/l.

De plus, l'ensemble du territoire présente des traces de nitrate. Cette molécule est présente dans 257 des 314 captages ayant fait l'objet d'analyses.

Eaux distribuées

L'ensemble des UDI du département présente des mesures de nitrates.

La pollution aux nitrates des eaux est surveillée surtout dans le contexte économique du département. L'ensemble du territoire est touché par cette pollution, sur les 279 UDI du département, 275 possèdent des nitrates dans les eaux avec des concentrations plus ou moins importantes. Il est donc nécessaire de surveiller cette pollution sur l'ensemble du département.

Aussi, seules 46 UDI dépassent la limite de qualité (50 mg/L). Dans ces 46 cas, 6 UDI sont les plus touchées avec plus de 50% de non-conformité. La carte suivante illustre ces non-conformités et montre la grande étendue de cette problématique sur le territoire.

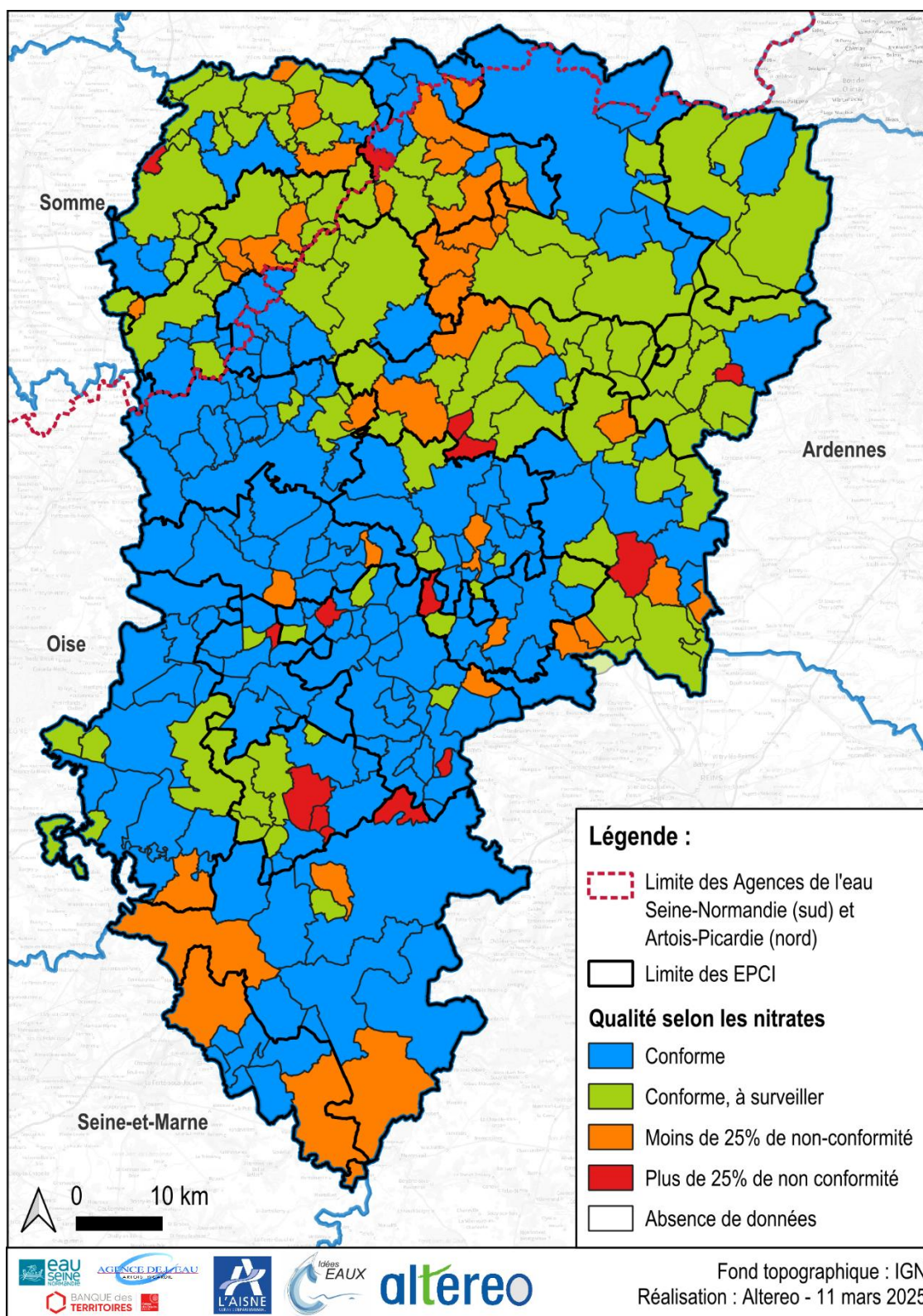


Figure 69 : Qualité de l'eau distribuée sur les UDI selon le paramètre des nitrates (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

Le tableau suivant présente les UDI touchées par la pollution aux nitrates :

Tableau 17 : UDI avec des dépassements de la limite de qualité des nitrates

Code de l'UDI (ARS)	Nom de l'UDI	Nom de la PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (mg/L)	Concentration maximale (mg/L)	Taux de conformité (%)
002000630	Barenton-Bugny	Barenton-Bugny	AESN	48,5	53,1	60 %
002001660	Barenton-Cel	Barenton-Cel	AESN	48,2	53,7	56 %
002000129	Bucy-lès-Pierrepont	Bucy-lès-Pierrepont	AESN	38,8	57,9	98 %
002000143	Chevregny	Chevregny	AESN	50,2	55,7	50 %
002000151	Coincy	USESA	AESN	20,8	60,3	95 %
002000155	Colonfay	Colonfay	AESN	45,9	57,9	92 %
002002107	Hameau De Valecourt	SIE de Ribemont	AESN	46,9	52,9	80 %
002000707	La Ville-au-Bois-lès-Pontavert	La Ville-au-Bois-lès-Pontavert	AESN	39,9	51,8	91 %
002001142	Laffaux	SPENS	AESN	40,4	59,6	46 %
002000716	Marle	Marle	AESN	45,2	56,8	92 %
002000641	Monceau-le-Neuf	Monceau-le-Neuf-et-Faucouzy	AESN	47,2	54,4	87 %
002000706	Pontavert	Pontavert	AESN	40,5	53,9	87 %
002000329	Prouvais	Prouvais	AESN	39,1	68,5	77 %
002000930	SIAEP d'Hannapes	SE de Hannapes-Ron-Tupigny	AESN	46,3	53	86 %
002001410	SIAEP de La Vallée de l'Oise	SE de la Vallée de l'Oise	AESN	47,8	51,3	95 %
002000788	SIAEP de Landifay et Le Hérie	SE de Landifay-Bertaignement et Le-Hérie-la-Viéville	AESN	48,0	53,6	84 %
002000370	Soize	Soize	AESN	57,9	77,2	8 %
002000658	Sortie de station – Lesquielles-Saint-Germain	Lesquielles-Saint-Germain	AESN	48,1	55,8	78 %
002000349	Sortie de station – Saint-Thibault	SIVU des Eaux de Fismes	AESN	46,7	64,1	44 %
002000098	Station de livraison - Beugneux	Beugneux	AESN	50,3	56	39 %
002000801	Station de livraison – Merlieux-et-Fouquerolles	Merlieux-et-Fouquerolles	AESN	31,6	50,6	99 %
002000312	Station de livraison - Paissy	Paissy	AESN	45,9	61	92 %
002001623	Station de livraison – Wallée Beugneux	Beugneux	AESN	58,4	65,8	0 %
002000048	Station de traitement – Aisonville-et-Bernoville	Aisonville-et-Bernoville	AESN	43,8	57,9	66 %
002000060	Station de traitement - Amifontaine	Amifontaine	AESN	48,4	61,2	58 %
002000611	Station De Traitement - Chatillon-Les-Sons	SAE de Sons-et-Ronchères et de Chatillon-lès-Sons	AESN	47,5	51,2	94 %

Code de l'UDI (ARS)	Nom de l'UDI	Nom de la PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (mg/L)	Concentration maximale (mg/L)	Taux de conformité (%)
002000831	Station Jeancourt	SAE de la Vallée de l'Omignon	AESN	50,6	64,9	57 %
002000607	TTP de Pouilly-sur-Serre	SIDEN-SIAN	AESN	46,0	56,4	95 %
002000189	TTP d'Etreux	SIDEN-SIAN	AESN	31,3	51,8	99 %
002000807	TTP de Croix-Fonsomme	SIDEN-SIAN	AEAP	41,7	53,7	98 %
002001241	TTP de Launoy	SESV	AESN	49,1	57,4	61 %
002001132	TTP de Leury	SIDEN-SIAN	AESN	50,8	53	17 %
002000826	TTP de Serain	SIDEN-SIAN	AEAP	43,9	51,2	94 %
002001002	TTP de Torcy-en-Valois-Clignon	USESA	AESN	20,5	55,1	99 %
002001429	TTP Harly	CASQ	AEAP	46,1	52,3	98 %
002000074	UDI Aubigny-aux-Kaisnes	CASQ	AEAP	46,5	56,9	81 %
002000653	UDI Bruyères-et-Montberault	SIDEN-SIAN	AESN	45,3	51,3	94 %
002000110	UDI de Brancourt-le-Grand	SIDEN-SIAN	AEAP	45,8	52	85 %
002001077	UDI de La Brie	USESA	AESN	24,6	55,5	94 %
002001136	UDI de Leuilly-sous-Coucy	SIDEN-SIAN	AESN	25,4	53,9	95 %
002000583	UDI de Maroeuil-en-Dôle	CARCT	AESN	44,6	58,1	74 %
002000193	UDI Evergnicourt	SIDEN-SIAN	AESN	47,3	55,3	80 %
002000210	UDI Hauteville	SIDEN-SIAN	AESN	38,4	58,1	91 %
002000679	UDI de Monceau-lès-Leups	CACTLF	AESN	34,1	52,1	97 %
002001716	UDI de Saint-Quentin Bas Service	CASQ	AEAP	39,5	51,1	99 %
002000401	UDI Vauxcerc	SAE de Blanzylès-Fismes-et-Perles et Les Setvallons	AESN	41,4	62,4	99 %

Lorsqu'un dépassement de la limite de qualité de 50 mg/L est identifié sur un prélèvement, le bulletin sanitaire rédigée par l'ARS indique une restriction partielle (eau déconseillée aux populations sensibles). Les concentrations en nitrates n'étant pas fixes tout au long de l'année, la liste des UDI en restriction partielle évolue au cours de l'année.

En 2019, le Ministère des Solidarités et de la Santé a été sollicité par la Commission Européenne afin de fournir des données relatives à la qualité des eaux distribuées en France, vis-à-vis du paramètre nitrates. En 2020, l'Etat Français a fait l'objet d'une mise en demeure par la Commission Européenne sur le non-respect de la directive 98/83/CE relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Cette mise en demeure concerne 7 régions dont les Hauts de France et 20 départements dont l'Aisne. A l'échelle de l'Aisne, la population desservie par une eau ne respectant pas de façon chronique la limite de qualité pour le paramètre nitrates et nécessitant une restriction partielle s'élève à 1 359 habitants sur 9 UDI.

Les UDI en contentieux européens nitrates dans l'Aisne sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 18 : UDI en contentieux européen nitrates

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	Nom de la PRPDE	Nombre d'habitants	Solution
002000060	Station de traitement - Amifontaine	Amifontaine	422	Station de traitement NO ₃ étudiée.
002000143	Chevregny	Chevregny	194	Source abandonnée. Interconnexion au SE du Pont Oger. La commune a demandé à adhérer au SIDEN-SIAN (en attente de l'arrêté préfectoral).

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	Nom de la PRPDE	Nombre d'habitants	Solution
002000175	Droizy	SESV	77	Source abandonnée. Interconnexion avec l'UDI de Launoy-Grand-Rozoy.
003001132	TTP de Leury	SIDEN-SIAN	104	Création d'une station de traitement NO ₃ (active depuis février 2025). Etude AAC demandée.
002000349	Sortie de station – Saint-Thibault	SIVU des Eaux de Fismes	63	Etude de l'interconnexion à l'UDI de Bazoches (SIVU des Eaux de Fismes).
002000098	Station de livraison - Beugneux	Beugneux	59	Etude d'interconnexion au SESV ou USESA en cours, pas de budget pour les travaux.
002001623	Station de livraison – Wallée Beugneux	Beugneux	14	Etude d'interconnexion au SESV ou USESA en cours, pas de budget pour les travaux.
002000370	Soize	Soize	100	Pas de solution envisagée (aucune action réalisée).
002000329	Prouvais	Prouvais	326	Grande variation de la concentration en nitrates. Etude AAC demandée.

Au regard des données récoltées sur les 5 dernières années, les UDI les plus affectées par cette pollution sont **Beugneux** et **Soize**. Les concentrations moyennes dépassent la limite de qualité, entraînant des taux de conformité inférieurs à 10 %, ce qui met en évidence une pollution quasi-systématique sur ces deux secteurs. Ces deux UDI sont en contentieux nitrates.

L'ensemble du territoire du département de l'Aisne est concerné par la pollution aux nitrates, à différentes échelles. 16 % des UDI présentent des dépassements de la limite de qualité du paramètre des nitrates. La majorité de ces UDI sont situées à proximité d'une agriculture portée sur les cultures céréalières et betteravières. La situation est particulièrement préoccupante pour les 9 UDI en contentieux européen nitrates. Parmi ces 9 UDI, les communes de Soize et de Beugneux sont les plus gravement touchées avec un taux de conformité inférieur à 10 %. Il est donc primordial de résoudre cette problématique dans les UDI les plus critiques afin d'éviter toute restriction de la consommation d'eau. Des restrictions partielles ayant déjà été prononcées.

FER

Rappel des références et limites de qualité :

Paramètres	Eaux brutes			Eaux destinées à la consommation humaines			
	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	V _{max} ou VST
Fer	-	-	< 200 µg/L pour les eaux souterraines	-	200 µg/L	-	-

Eaux brutes

Le paramètre du fer ne présente pas de limite de qualité pour les eaux brutes destinées à la consommation humaine. La limite de bon état est donc prise comme référence.

Sur l'ensemble du département, environ 8% des captages ont une concentration en fer qui dépassent la limite de bon état (200 µS/cm) et environ 11% des captages ont eu au moins un dépassement de cette limite au cours des 5 dernières années.

La carte suivante localise les captages ayant eu au moins un dépassement de la limite de bon état.

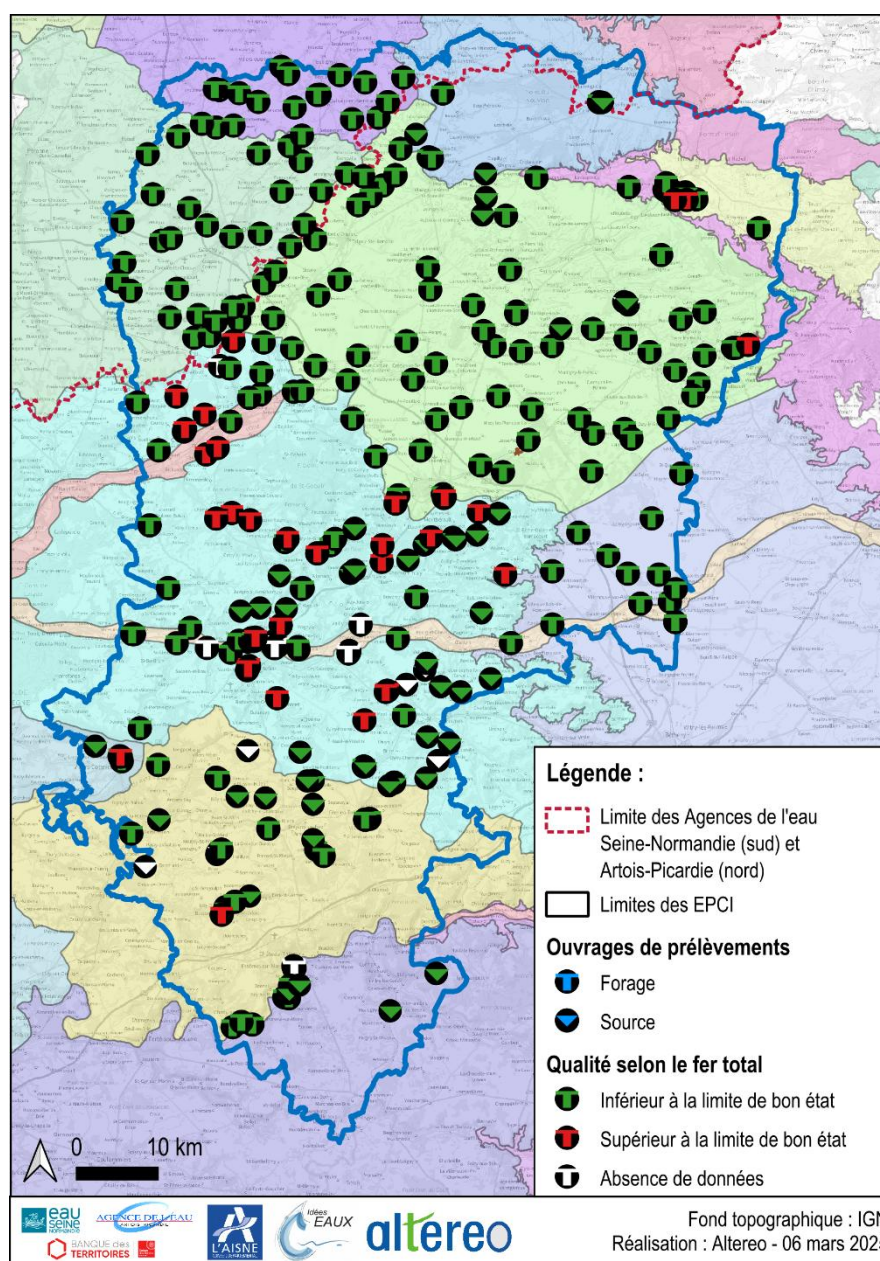


Figure 70 : Qualité de l'eau brute selon le paramètre du fer sur le département de l'Aisne (Source : ARS ; Cartographie : Altereo)

Le tableau suivant récapitule les différents captages dépassant la valeur limite de bon état (200 µg/L) :

Tableau 19 : Captages au-dessus du seuil de bon état pour le fer

Code BSS	Nom du captage	Agence de l'eau	PRPDE	Concentration moyenne (en µg/l)	Concentration maximale (en µg/l)	Traitement
01068X0176	Braine F5	AESN	Braine	493	1176	Déferrisation / démanganisation
01068X0351	Braine F7	AESN	Braine	463,67	641	Déferrisation / démanganisation
01068X0158	Braine F4	AESN	Braine	212,67	217	Déferrisation / démanganisation
00845X0075	Laon F5	AESN	CA du Pays de Laon	874,3	2480	Déferrisation
00846X0078	Parfondru Forage les Pâtures	AESN	CA du Pays de Laon	88,77	218	Déferrisation / En cours dilution pour le fluor
00824X0011	Forage F3 Chauny	AESN	CACTLF	675	751	Déferrisation
00824X0122	Forage F4 Chauny	AESN	CACTLF	476,6	654	Déferrisation
00831X0203	Forage Viry- Noureuil	AESN	CACTLF	1105	1358	Déferrisation
01064X0092	Chavignon	AESN	Chavignon	360,5	539	Déferrisation
00835X095	Coucy-le- Château- Auffrique	AESN	Coucy-le- Château- Auffrique	117	217	Déferrisation
00835X103	Folembray	AESN	Folembray	289	353	Déferrisation
01066X259	Forage des Rochettes	AESN	Grand Soissons Agglomération	179	270	Déferrisation
01065X0162	Soissons F3	AESN	Grand Soissons Agglomération	212	262	Déferrisation
Mélange des puits :						
• 01066X0101 • 01066X0253 • 01066X0103 • 01066X0110	Villeneuve- Saint- Germain	AESN	Grand Soissons Agglomération	166,5	386	Déferrisation
00516X061	Puit Eparcy	AESN	Hirson	151,3	276	Non
001304X011	Lesges	AESN	Lesges	413	413	Non
00835X0101	Forages Basses Terres	AESN	SAEP de la Basse Quincy	287	338	Déferrisation
00838X0098	Forage Clacy	AESN	SE de la Région ouest de Laon (SEROL)	300	456	Déferrisation
00831X0206	Sinceny F2	AESN	SE de Sinceny- Autreville	348	642	Déferrisation / Nanofiltration
00831X0202	Sinceny Les Goulaines	AESN	SE de Sinceny- Autreville	259	488	Déferrisation / Nanofiltration
00824X118	Villequier- Aumont	AESN	SE du Bois- l'Abbé	1652	1783	Déferrisation
01072X0029	Forage Bouconville -Vauclair	AESN	SMEP du chemin des Dames	702	846	Déferrisation
00836X075	Quincy- Basse	AESN	SIAEP de Prémontré	326,5	353	Déferrisation
00677X0087	Rouvroy- sur-Serre	AESN	SIAEP de Rozoy-sur-Serre	315,7	427	Déferrisation

Code BSS	Nom du captage	Agence de l'eau	PRPDE	Concentration moyenne (en µg/l)	Concentration maximale (en µg/l)	Traitement
00516X0139	LA Hérie F1	AESN	SIAEP d'Origny-en-Thiérache	127,37	254	Déferrisation
00516X0140	LA Hérie F2	AESN	SIAEP d'Origny-en-Thiérache	172,7	309	Déferrisation
01064X001	Urcel	AESN	SIAEP du Pont Oger	121	216	Déferrisation / Nanofiltration
01066X0462	Septmonts	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	3493	3583	Déferrisation
01065X171	Soissons	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	140,7	202	Déferrisation
01065X0174	Vauxbuin F6	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	151	329	Déferrisation
F00845X0093	Presles-Thiérny F2	AESN	SIDEN-SIAN	327	327	Non communiqué
00655X0147	Remigny	AESN	SIDEN-SIAN	164,33	363	Déferrisation
00655X0127	Remigny	AESN	SIDEN-SIAN	340,5	355	Déferrisation
01063X0069	Vauxaillon	AESN	SIDEN-SIAN	728	1108	Déferrisation
01063X0102	Vauxaillon F2	AESN	SIDEN-SIAN	996,7	1277	Déferrisation
01561X161	Torcy-en-Valois	AESN	USESA	1268,3	2844	Déferrisation / décarbonatation
01293X0095	Villers-Cotterêts F3	AESN	USESA	959,33	1132	Déferrisation

Ainsi, comme le montre les résultats ci-avant, les aquifères sont sensibles au fer.

Sur l'ensemble du territoire, 8 % des captages dépassent la valeur limite de bon état (200 µg/L) en moyenne et 11 % des captages dépassent ponctuelle cette valeur.

Eaux distribuées

L'ensemble des UDI du département présente des mesures de fer.

Sur l'ensemble du département, 57 UDI sont concernées par des dépassements de la référence de qualité du fer (200 µg/L). Et 4 UDI ont une concentration moyenne supérieure à cette référence.

La carte suivante illustre la qualité de l'eau sur les différentes UDI en fonction du fer.

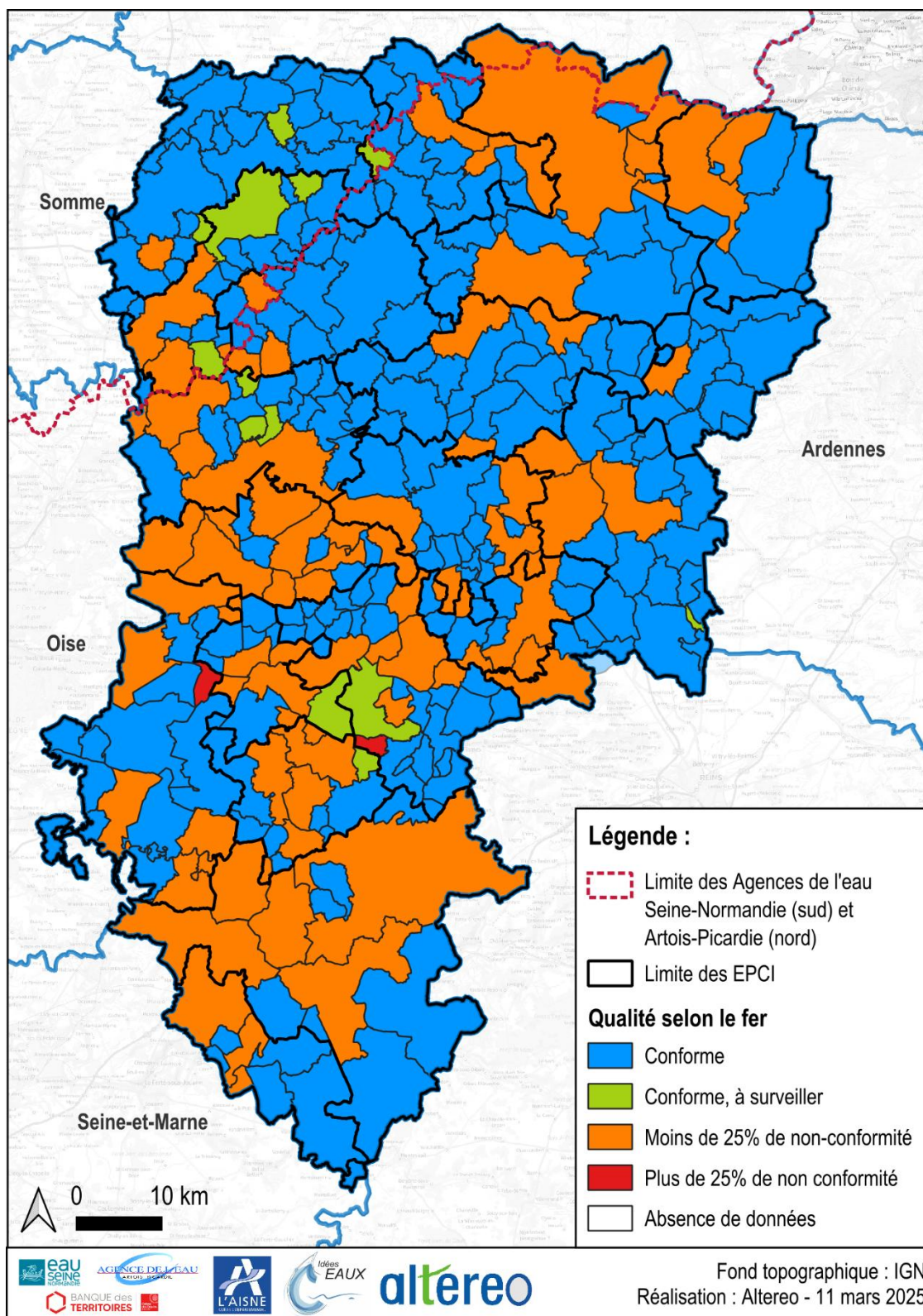


Figure 71 : Qualité de l'eau sur le territoire en fonction du paramètre du fer (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

Le tableau suivant liste les UDI concernées par des dépassements de la référence de qualité :

Tableau 20 : Tableau des PRPDE concernées par un dépassement de la référence qualité du fer

Code de l'UDI (ARS)	Nom de l'UDI	Nom de la PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (mg/L)	Concentration maximale (mg/L)	Taux de conformité
002000054	Anizy-le-Grand	Anizy-le-Grand	AESN	57,31	648	96 %
002000630	Barenton-Bugny	Barenton-Bugny	AESN	56,63	389	93 %
002002053	Bouconville-Vauclair	SMEP du Chemin des Dames	AESN	28,19	265	99 %
002001163	Braine	Braine	AESN	15,45	214	99 %
002000500	Bucy-le-Long	SE de Bucy-le-long, Celles-sur-Aisne, Chivres-Val, Conde-sur-Aisne, Missy-sur-Aisne	AESN	14,34	221	99 %
002000633	Chaourse	Chaourse	AESN	39,18	341	96 %
002001563	Crouy	GSA	AESN	27,8	296	99 %
002001628	Déferrisation de Clacy	SE de la Région ouest de Laon (SEROL)	AESN	22,28	201	99 %
002001201	Englancourt	SENA	Mixte	20,62	251	99 %
002001361	Hirson	Hirson	AESN	60,57	216	96 %
002001147	Mercin-et-Vaux	GSA	AESN	22,48	284	98 %
002000315	Pavant	USESA	AESN	49,99	293	94 %
002001179	Pernant	SESV	AESN	207,96	720	66 %
002001554	Pommiers	SESV	AESN	16,94	323	98 %
002000893	Presles-et-Boves	SE de la Vallée de l'Aisne	AESN	60,96	918	98 %
002000930	SIAEP d'Hannapes	SE de Hannapes Iron Tupigny	AESN	96,53	1644	97 %
002001353	SIAEP d'Origny-en-Thiérache	SE de Origny-en-Thiérache	AESN	32,52	222	99 %
002001338	SIAEP de Blérancourt	SAEP de la Basse Quincy	AESN	34,79	318	97 %
002000557	SIAEP de Guny	SAEP de la Basse Quincy	AESN	24,11	234	97 %
002001551	SIAEP de Pasly-Pommies-Cuffie	GSA	AESN	21,93	332	98 %
002000626	SIAEP de Prémontré	SME de la région de Prémontré	AESN	34,04	441	97 %
002001048	SIAEP de Sains-Richaumont	SE de la Région de Sains-Richaumont	AESN	32,16	271	96 %
002001607	SIAEP de Sinceny	SE de Sinceny-Autreville	AESN	28,06	225	99 %
002001598	SIAEP du Bois l'Abbé	SE du Bois-l'Abbé	Mixte	137,61	2740	93 %

Code de l'UDI (ARS)	Nom de l'UDI	Nom de la PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (mg/L)	Concentration maximale (mg/L)	Taux de conformité
002001615	SIAEP du Pont-Oger	Syndicat du Pont Oger	AESN	37,3	508	98 %
002001104	SIAEP Neuilly-Saint-Front	SE de la Région de Neuilly-Saint-Front	AESN	22,00	770	99 %
002000821	Station d'Etreillers	SAE de la vallée de l'Omignon	AEAP	172,94	1456	94 %
002000226	Station de livraison - Lesges	Lesges	AESN	335,43	5227	48 %
002000611	Station de traitement – Chatillon-lès-Sons	SAE de Sons-et-Ronchères et de Chatillon-lès-Sons	AESN	67,46	389	94 %
002000531	Station de traitement – Cuiry-lès-Chaudardes	SE de la Région de Beaurieux	AESN	27,32	390	98 %
002000365	Station de traitement - Sissonne	Sissonne	AESN	420,73	3921	89 %
002000385	Station de traitement - Urvillers	Urvillers	AEAP	47,57	297	94 %
002000899	TTP de Chouy	SESV	AESN	269,7	2260	94 %
002001590	TTP de Chauny	CACTLF	AESN	29,35	634	100 %
002000683	TTP de Charly	USESA	AESN	38,49	242	96 %
002000514	TTP de Gizy	SIE de Liesse, Notre Dame, Gizy et Missy-lès-Pierrepont	AESN	29,3	604	99 %
002001241	TTP de Launoy	SESV	AESN	78,14	271	88 %
002000601	TTP de Morsain	SESV	AESN	47,57	341	98 %
002001693	TTP de Parcy-et-Tigny	SESV	AESN	25,54	205	99 %
002001524	TTP de Soissons	GSA	AESN	29,97	1897	98 %
002001002	TTP de Torcy-en-Valois Clignon	USESA	AESN	38,85	927	99 %
002001238	TTP de Vauxaillon	SIDEN-SIAN	AESN	72,14	783	94 %
002000764	TTP de Vendeuil	SIDEN-SIAN	AESN	53	358	96 %
002000270	TTP Montescourt-Lizerolles Cité	CASQ	AEAP	62,81	456	96 %
002000852	TTP Parfondru	CAPL	AESN	39,37	554	97 %
002001304	TTP Ressons-le-Long	SESV	AESN	45,93	599	98 %
002000540	TTP Samoussy	SIDEN-SIAN	AESN	60,17	278	97 %
002001327	TTP Vallée de la Somme	CASQ	AEAP	158,33	470	95 %
002001064	UDI de Château-Thierry	USESA	AESN	28,79	480	99 %
002001091	UDI de Epaux-Bezu	USESA	AESN	22,09	207	97 %
002001026	UDI de Fère-en-Tardenois	USESA	AESN	21,66	421	99 %
002000463	UDI de Guivry	CACTLF	AESN	38,84	225	95 %
002001136	UDI de Leuilly-sous-Coucy	SIDEN-SIAN	AESN	42,72	977	99 %
002001577	UDI de Remigny	SIDEN-SIAN	AESN	34,47	401	97 %

Code de l'UDI (ARS)	Nom de l'UDI	Nom de la PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (mg/L)	Concentration maximale (mg/L)	Taux de conformité
002001250	UDI de Septmonts	SESV	AESN	52,36	484	95 %
002001450	UDI Villers-Cotterêts	USESA	AESN	33,99	552	99 %
002001233	Vailly-sur-Aisne	SESV	AESN	97,49	1220	94 %

Les UDI de Pernant et Lesges présentent les plus faibles taux de conformité avec respectivement 66% et 48%. L'UDI de Pernant possède une unité de déferrisation qui semble donc être insuffisante. En revanche, l'UDI de Lesges ne possède pas d'unité de traitement.

Les eaux distribuées du département de l'Aisne respectent en grande majorité la référence de qualité du fer. 59 UDI ont connu des dépassements ponctuels, n'induisant pas une pollution systématique sur ces secteurs.

Les traitements de déferrisation semblent fonctionner correctement hormis quelques dépassements ponctuels qui peuvent être observés. Les UDI de Pernant et de Lesges, sont les plus marquées par la présence de fer dans leurs eaux distribuées, il semble nécessaire d'améliorer ou de créer une unité de traitement adaptée.

FLUOR

Rappel des références et limites de qualité :

Paramètres	Limite de qualité	Eaux brutes			Eaux destinées à la consommation humaines			V _{max} ou VST
		Référence de qualité	Limite de bon état		Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	
Fluor	1,5 mg/L	-	-		1,5 mg/L	-	-	-

Eaux brutes

Sur les 334 captages du département, 298 ont fait l'objet d'analyses de fluor ces 5 dernières années. Sur les captages qui possèdent des analyses, environ 95% des captages respectent la limite de qualité (1,5 mg/L) et sont donc conformes. Seules 18 captages sont non-conformes avec un taux de non-conformité supérieur à 25%. La carte suivante illustre la conformité des captages selon le paramètre du fluor.

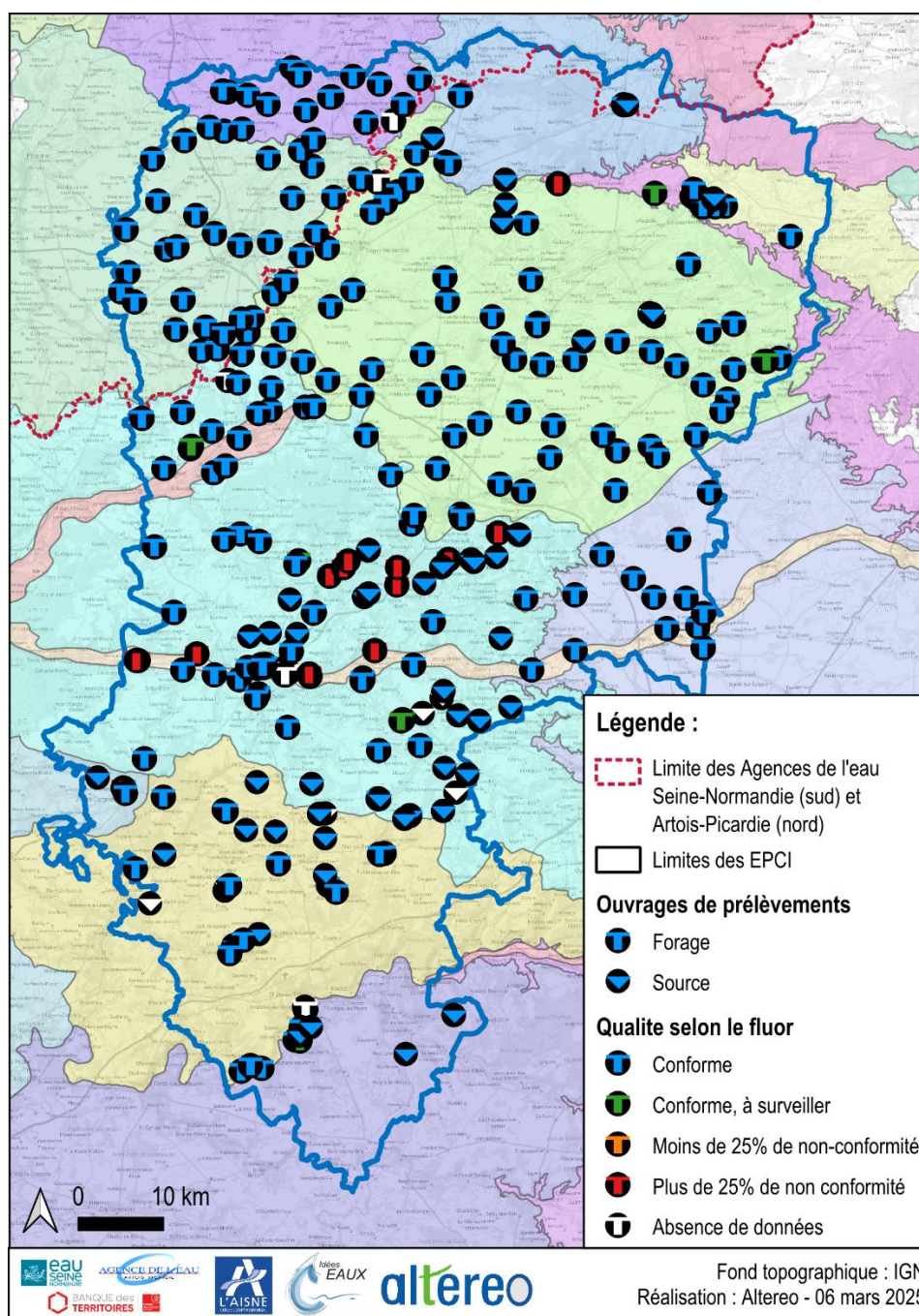


Figure 72 : Qualité des captages selon la limite de qualité du paramètre du fluor (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

Le tableau suivant récapitule les captages concernés :

Tableau 21 : Captages au-dessus du seuil réglementaire pour le fluor

Captages	Commune ou nom du captage	Agence de l'Eau	PRPDE	Concentration moyenne (en mg/l)	Concentration maximale (en mg/l)	Traitement
00837X0051	Forage d'Anizy-le-Grand	AESN	Anizy-le-Grand	1,66	1,686	Interconnexion à venir pour dilution avec le SEROL
01068X0158	Braine F4	AESN	Braine	2,256	2,961	Déferrisation
00846X0078	Forage les Patures Parfondru	AESN	CA du Pays de Laon	1,782	2,08	Déferrisation / En cours dilution pour le fluor
01064X0092	Forage de Chavignon	AESN	Chavignon	2,746	2,996	Déferrisation
01063X0068	Forage de Pinon	AESN	SAEP de Pinon Brancourt	2,295	2,352	Déferrisation / Interconnexion à venir pour dilution avec le SPENS
00507X0096	Forage Saint-Algis	AESN	SE du Nord de l'Aisne	2,51	2,77	Non
01066X0184	Chivres-Val P1	AESN	SIAEP de Chivres-Val	0,67	1,648	Non
01066X0220	Forage de Bucy-le-Long	AESN	SIAEP de Chivres-Val	1,69	1,866	Non
BSS004BDAU	Forage F3	AESN	SIAEP de Chivres-Val	1,664	1,664	Non
01064X0001	Forage d'Urcel	AESN	SIAEP du Pont Oger	2,12	2,16	Déferrisation / Nanofiltration
01058X0098	Forage Fontenoy	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	1,638	1,644	Non
01057X0155	Ressons-le-Long F2	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	1,584	1,712	Déferrisation
01057X0163	Ressons-le-Long F3	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	0,928	1,698	Déferrisation
01067X0027	Forage de Vailly-sur-Aisne	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	2,22	2,486	Traitement à venir pour le fluor
01067X0150	Forage F2 de Ciry-Salsogne	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	2,252	2,429	Déferrisation / Elimination de l'ammonium
00845X0092	Presles-et-Thiérny F1	AESN	SIDEN-SIAN	2,819	2,819	Déferrisation
01063X0069	Forage de Vauxaillon F1	AESN	SIDEN-SIAN	1,98	2,313	Déferrisation
BSS003COSS	Villers-Cotterêts F4	AESN	USESA	2,569	2,768	Déferrisation

Les captages ayant les dépassements les plus élevés sont sur la même formation géologique : l'éocène du bassin parisien. Suivant l'étude du BRGM, il peut contenir des composants fluorés ce qui explique la présence de fluor sur ces captages. La présence de fluor n'est donc pas d'origine anthropique.

Néanmoins, des traitements pour le fluor sont en place pour le Syndicat du Pont Oger et le Syndicat de Sinceny-Autreville ou à prévoir pour le Syndicat de Pinon-Brancourt, la Communauté d'Agglomération du Pays de Laon et la commune d'Anizy-le-Grand.

La majorité des captages du département de l'Aisne ne dépassent pas la limite de qualité du fluor (1,5 mg/L).

Cependant, 4,7 % des captages ont des concentrations moyennes qui dépassent la limite de qualité et 5,4 % des captages dépassent cette limite au moins une fois sur les 5 dernières années.

La majorité de ces captages se situe dans le soissonnais, la couche géologique de l'éocène explique la présence de fluor dans ce secteur. La présence de fluor est donc d'origine géologique et non anthropique.

Les collectivités devront réfléchir à des solutions adaptées.

Eaux distribuées

Sur les 279 UDI du département, les valeurs étudiées concernent 264 UDI. Les données des UDI manquantes ne présentent pas de mesures pour ce paramètre sur la période étudiée.

La majorité des UDI du département respectent la limite de qualité du fluor (1,5 mg/L). Seules 15 UDI présentent au moins une mesure supérieure à la limite de qualité. Les UDI concernées par ces dépassements sont en corrélation avec les captages où l'on retrouve des taux de fluor importants. Toutefois, 6 UDI présentent des taux de conformité inférieurs à 50%.

La carte suivante met en évidence les conformités sur le paramètre du fluor.

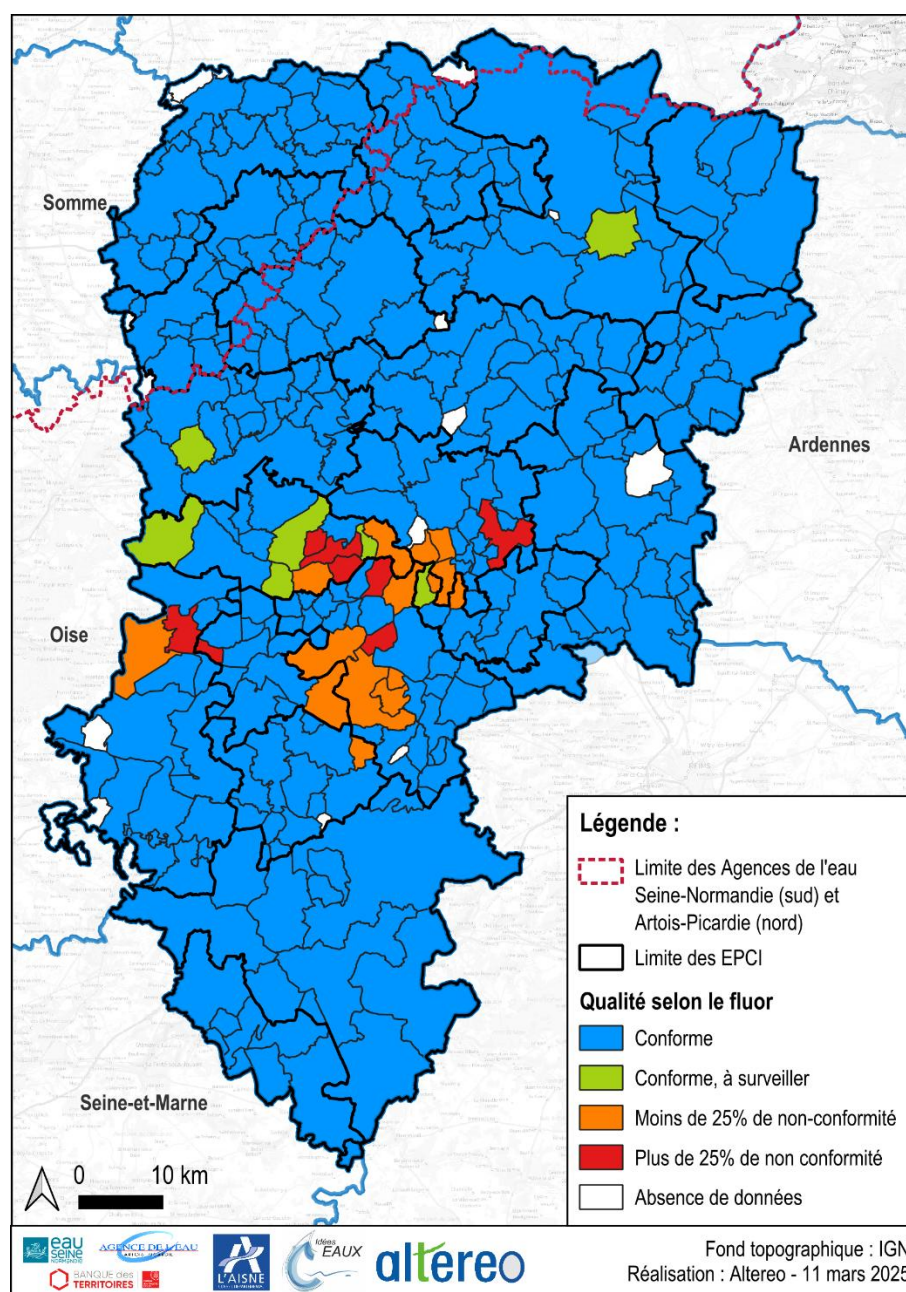


Figure 73 : Qualité de l'eau distribuée selon le paramètre du fluor (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

Le tableau suivant liste les PRPDE concernées par des dépassements de la limite de qualité du fluor :

Tableau 22 : PRPDE avec des concentrations en fluor supérieur à la limite de qualité

Code de l'UDI (ARS)	Nom de l'UDI	Nom de la PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (mg/L)	Concentration maximale (mg/L)	Taux de conformité
002000054	Anizy-le-Grand	Anizy-le-Grand	AESN	1,63	2,073	17 %
002001163	Braine	Braine	AESN	1,28	1,929	84 %
002001166	Brenelle	Brenelle	AESN	1,41	1,773	84 %
002000500	Bucy-le-Long	SE de Bucy-le-long, Celles-sur-Aisne, Chivres-Val, Conde-sur-Aisne, Missy-sur-Aisne	AESN	1,30	1,935	98 %
002000676	Chavignon	Chavignon	AESN	2,39	3,011	0 %
002001261	Ciry-Salsogne	SESV	AESN	0,93	1,837	98 %
002001387	SIAEP de Pinon-Brancourt	SIE de Pinon-Brancourt	AESN	2,3	2,977	0 %
002001615	SIAEP du Pont Oger	Syndicat du Pont Oger	AESN	1,39	2,353	67 %
002001238	TTP de Vauxaillon	SIDEN-SIAN	AESN	1,28	2,144	96 %
002004256	TTP de Vorges	SIDEN-SIAN	AESN	1,05	1,787	88 %
002000578	TTP de Fontenoy	SESV	AESN	1,63	2,03	8 %
002000852	TTP Parfondru	CAPL	AESN	1,63	2,09	15 %
002001304	TTP Ressons-le-Long	SESV	AESN	1,29	1,786	93 %
002000325	TTP UDI Nouvion le Vieux	SIDEN-SIAN	AESN	1,08	1,751	83 %
002001233	Vailly-sur-Aisne	SESV	AESN	2,11	2,801	0 %

Le Syndicat du Pont Oger possède une nanofiltration pour le traitement du fluor. Néanmoins, des dépassements ponctuels de la limite de qualité sont observés avec un taux de conformité de 67% sur les 5 dernières années.

6 UDI sont fortement affectées par la pollution au fluor avec des taux de conformité inférieure à 20% :

- Commune d'Anizy-le-Grand mais création d'une interconnexion avec le SEROL en 2023 ;
- Commune de Chavignon ;
- SIE de Pinon-Brancourt mais création d'une interconnexion avec le SPENS à prévoir.
- TTP de Parfondru (CAPL) mais interconnexion en réflexion pour la réalisation d'une dilution avec le SMEP du Chemin des Dames.
- TTP de Fontenoy (SESV) ;
- Vailly-sur-Aisne (SESV) mais l'ajout d'un traitement pour le fluor est à venir.

A l'échelle du département, la pollution au fluor est très localisée (Soissonais et Laonnois). Seules les UDI disposant déjà de captages soumis à cette pollution dépassent la limite de qualité.

Un excès de fluor pouvant avoir des effets néfastes sur la santé humaine, il est important que des solutions soient mises en place sur les 6 UDI fortement affectées afin de limiter un possible impact sur les populations.

PESTICIDES

Pesticides totaux

Rappel des références et limites de qualité :

Paramètres	Eaux brutes			Eaux destinées à la consommation humaines			
	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	V _{max} ou VST
Pesticides totaux	5 µg/L	-	0,5 µg/L	0,5 µg/L	-	-	-

• Eaux brutes

Environ 12% des captages présentent une non-conformité avec des valeurs dépassant la limite de qualité (5 µg/l) des pesticides totaux. Aucune dérogation n'a été portée à notre connaissance.

La carte suivante présente les captages concernés par cette non-conformité :

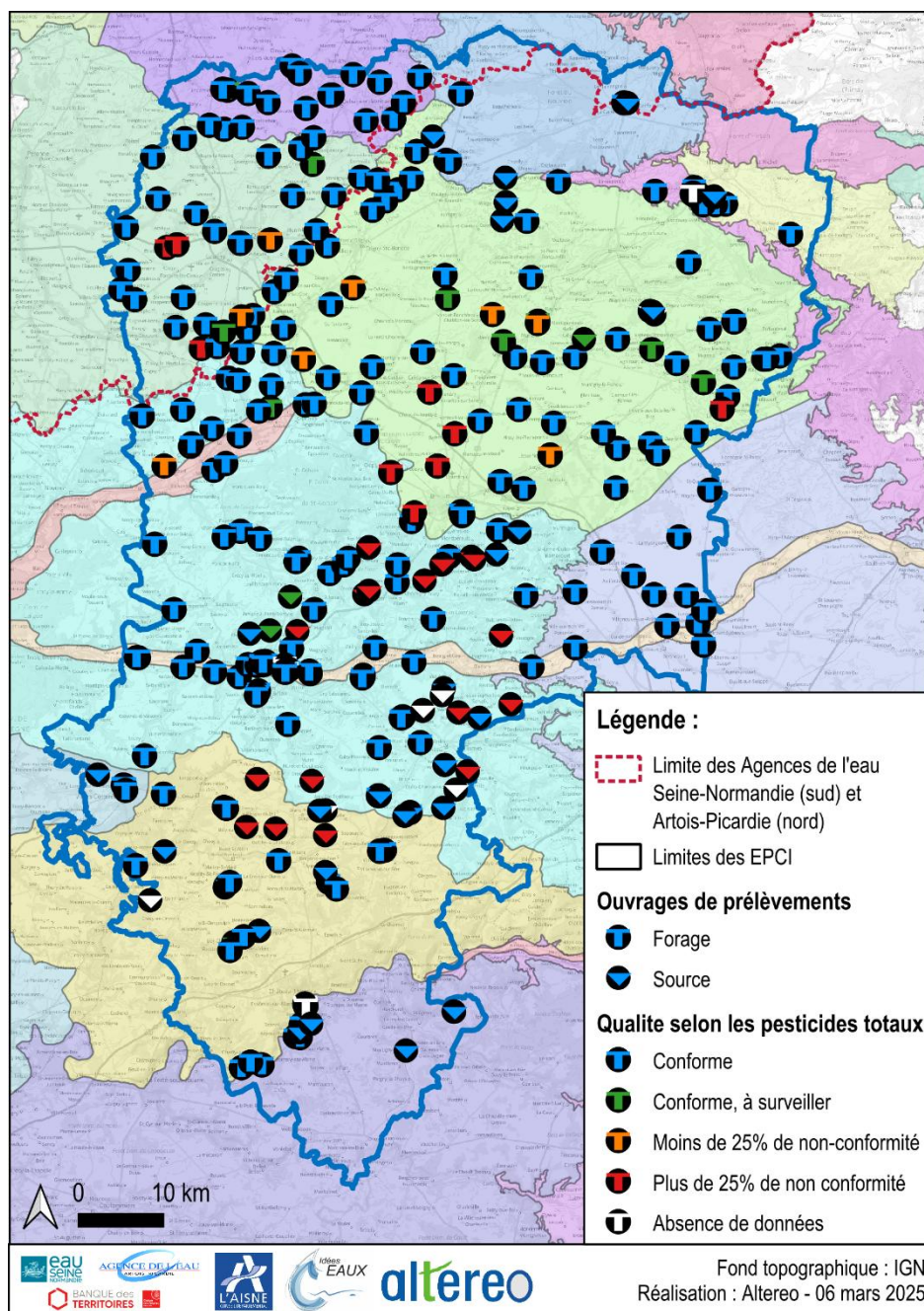


Figure 74 : Qualité des captages selon la limite de qualité du paramètre des pesticides totaux (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

Les captages dépassant la limite de qualité des pesticides totaux sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 23 : Captages dépassants la limite de qualité des pesticides totaux

Code BSS	Nom du captage	Agence de l'eau	PRPDE	Concentration moyenne (en µg/L)	Concentration maximum (en µg/L)	Traitement
00841X0002	Puits de Barenton-Cel	AESN	Barenton-Bugny	6,28	9,301	Non
01307X0133	Source Wallée - Source St Ruffin	AESN	Beugneux	6,5	7,349	Non
00824X0096	Forage la Thombelle	AESN	CACTLF	3,33	6,743	Déferisation
00833X0069	Puits de Versigny	AESN	CACTLF	5,16	7,703	Non
00652X0053	F1 Harly	AEAP	CASQ	2,98	6,345	Non
00652X0054	F2 Harly	AEAP	CASQ	2,77	5,059	Non
0064-8X-07	Forage	AEAP	CASQ	5,23	12,577	Non
01064X0028	Source Droite Gobelet	AESN	Chevregny	11,4	22,653	Non
00852X0043	Forage de Le Thuel	AESN	Le Thuel	10,02	15,036	Non / Interconnexion en cours avec le SIAEP d'Hurtaut
01076X0015	Source de Glennes	AESN	Les Septvallons	4,2	7,487	Non
01075X0046	Source Eglise Vauxcere	AESN	Les Septvallons	10,1	15,499	Non
00666X0009	Puits de Marle	AESN	Marle	2,49	5,73	Traitement des pesticides
00837X0055	Source S2	AESN	Merlieux et Fouquerolles	13,9	21,635	Raccordé au Syndicat du Pont-Oger depuis 2023-2024
00837X0035	Source La Saleuse	AESN	Merlieux et Fouquerolles	21,6	32,427	Raccordé au Syndicat du Pont-Oger depuis 2023-2024
01072X0018	Source de Paissy	AESN	Paissy	5,7	11,744	Non
00834X0024	Forage du Moulin	AESN	SAEP de la Région de Crépy	6,09	8,957	Décarbonatation
00644X0072	Forage de Savy	AEAP	Savy	2,58	5,078	Non
01306X0070	Source Saint Pierre -	AESN	SE de la Région de Neuilly-Saint-Front	5,66	10,284	Déferisation
00838X0027	Forage F1	AESN	SE de la Région ouest de Laon (SEROL)	7,69	19,1	Déferisation
01305X0072	Source de la Bre	AESN	SESV	4,54	7,255	Non
01302X0031	Source Droizy	AESN	SESV	7,54	12,307	Non
01301X0058	Source de la Savières	AESN	SESV	12,32	15,006	Non
01062X0067	Source de Bray	AESN	SIAEP de Bray	6,04	7,772	Non

Code BSS	Nom du captage	Agence de l'eau	PRPDE	Concentration moyenne (en µg/L)	Concentration maximum (en µg/L)	Traitement
01311X0036	Source le Vormy	AESN	SIAEP de Chery-Chartreuve	7,53	10,971	Non
00656X0064	Puits Vallée Corbeau	AESN	SIAEP Sery-lès-Mézières	3,67	6,118	Non
00655X0122	Forage d'Essigny-le-Grand	AESN	SIDEN-SIAN	3,64	8,032	Non
00845X0051	Source ZZIN	AESN	SIDEN-SIAN	4,46	8,465	Non
00841X0010	Forage Aulnois-sous-Laon	AESN	SIDEN-SIAN	5,95	10,353	Non
01071X0030	Source de Chivy-les-Etouvelles	AESN	SIDEN-SIAN	14,5	23,02	Non
01071X0029	Source de Nouvion-le-Vineux	AESN	SIDEN-SIAN	9,97	15,569	Non
00658X0051	Puits de Pouilly-sur-Serre	AESN	SIDEN-SIAN	4,81	10,355	Non
00845X0024	Source Les Colinets	AESN	SIDEN-SIAN	3,09	6,167	Non
00843X0060	Forage F1	AESN	SIE de Liesse, Notre Dame, Gizy et Missy-lès-Pierrepont	6,38	6,384	Filtration
00843X0111	Forage F2	AESN	SIE de Liesse, Notre Dame, Gizy et Missy-lès-Pierrepont	2,53	5,711	Filtration
00644X0077	Forage	AEAP	SIEAP de la Vallée de l'Omignon	4,91	6,564	Non
00666X0044	Puits Croix Champcourt	AESN	SIEAP de Sons-et-Ronchères et Chatillon-les-Sons	4,19	7,995	Non
00653X0102	Puits	AESN	Syndicat d'Interconnexion de Ribemont	3,08	9,004	Non
01063X0030	Source (HS) Almany	AESN	Vaudesson	19	24,367	Non
01063X0034	Source Les Eternes	AESN	Vaudesson	10,3	17,952	Non

• Eaux distribuées

Sur les 279 UDI du département, les valeurs étudiées concernent 272 UDI. Les UDI manquantes ne présentent pas de données sur ce paramètre sur la période étudiée.

La grande majorité du département de l'Aisne est concerné pas des dépassements de la limite de qualité des pesticides totaux (0,5 µg/L). 217 UDI du département présentent des non-conformités, soit environ 77 % des UDI.

De plus, 73 UDI présentent des taux de non-conformité de 100% soit environ 26 % des UDI. **Il est important de noter que des traitements sont mis en place sur différentes UDI :**

- SIAEP de la Vallée de la Brune ;
- SIAEP de la Vallée du Hurtaut ;
- SE de la Région de Montcornet ;
- Marle ;
- Tavaux-et-Pontséricourt ;
- Saint-Simon (CASQ) ;
- UDI d'Englancourt (SENA) ;
- Nogentel (USES) ;
- UDI de la Brie (USES) ;
- TTP de Charly (USES).

La carte suivante illustre les non-conformités au paramètre des pesticides totaux sur le territoire.

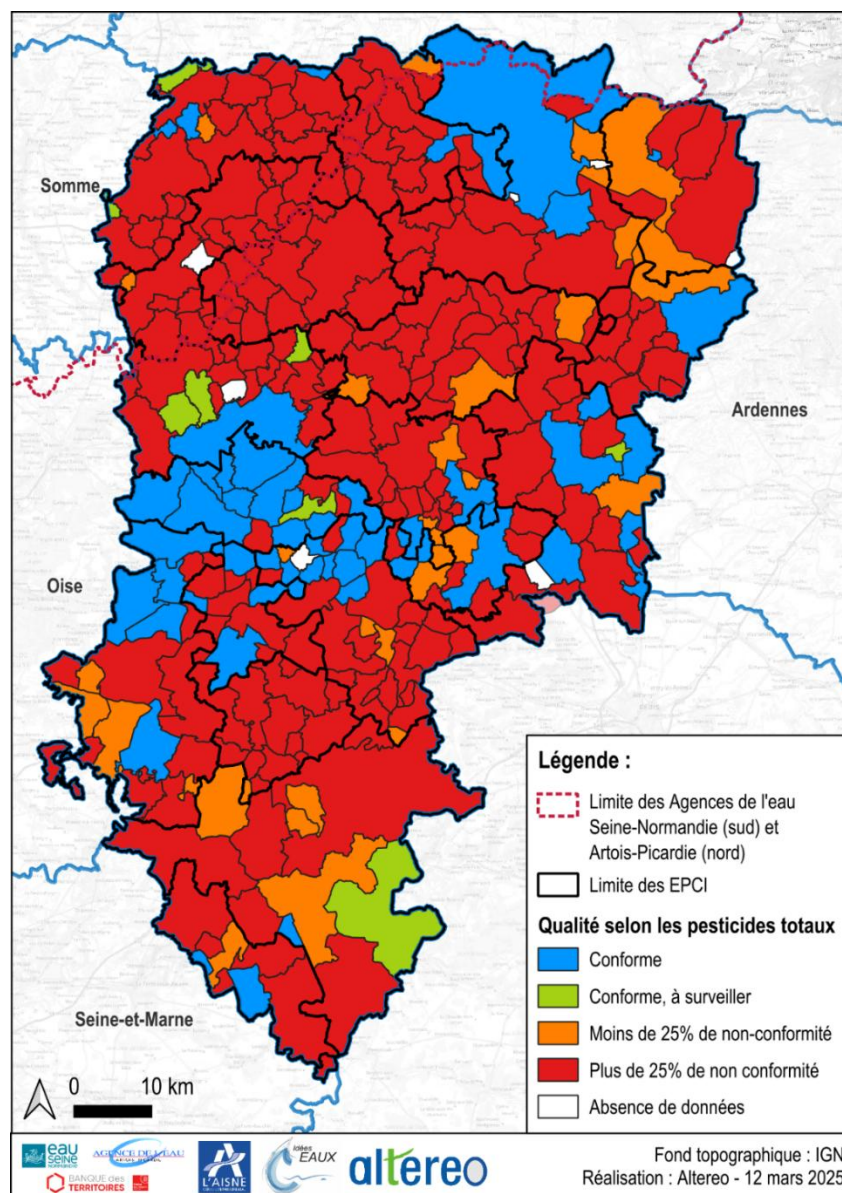


Figure 75 : Qualité de l'eau traitée selon le paramètre des pesticides totaux (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

Le tableau suivant liste les UDI ayant des **taux de conformité de 0%** sur le paramètre des pesticides totaux :

Tableau 24 : UDI étant non-conformes sur l'ensemble des analyses

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)
002001671	Beaumont-en-Beine	SIVOM de Guiscard	AEAP	1,71	6,13
002000126	Breny	UESA	AESN	1,63	2,73
002000129	Bucy-lès-Pierrepont	Bucy-lès-Pierrepont	AESN	1,38	1,71
002000712	Crécy-sur-Serre	Crécy-sur-Serre	AESN	1,97	2,88
002000834	Holnon – Sortie de station	Holnon	AEAP	2,51	5,32
002000290	La Neuville-Bosmont	La Neuville-Bosmont	AESN	1,20	1,98
002000223	Lappion	Lappion	AESN	1,80	3,44
002000377	Le Thuel	Le Thuel	AESN	7,51	21,51
002000307	Orgeval	CAPL	AESN	3,69	6,98
002000309	Oulchy-la-Ville	SE de la Région de Neuilly-Saint-Front	AESN	4,15	6,18
002001179	Pernant	SESV	AESN	2,64	3,76
002001655	Pithon	Pithon	AEAP	1,03	1,34
002000706	Pontavert	Pontavert	AESN	2,00	4,46
002000881	Réseau – Blanzylès-Fismes	SAE de Blanzylès-Fismes et Perles	AESN	3,85	6,62
002001669	Retheuil	SESV	AESN	1,00	1,49
002000824	Roupy	Roupy	AEAP	1,72	2,50
002000869	SIAEP d'Ebouleau	SIAE d'Ebouleau et environs	AESN	1,46	2,05
002000930	SIAEP d'Hannapes	SE de Hannapes Iron Tupigny	AESN	2,49	4,62
002000912	SIAEP de Brayen-Thiérache	SE de la Région de Bray en Thiérache	AESN	1,50	2,45
002001410	SIAEP de la Vallée de l'Oise	SE de la Vallée de l'Oise	AESN	2,33	4,41
002001568	SIAEP de Nouvion-et-Catillon	SE de Nouvion-et-Catillon	AESN	1,54	2,59
002001551	SIAEP de Pasly-Pommiers-Cuffie	GSA	AESN	2,49	3,72
002001048	SIAEP de Sains-Richaumont	SE de la Région de Sains-Richaumont	AESN	2,06	3,40
002001281	SIAEP de Wassigny	SE de la Région de Wassigny	Mixte	1,40	2,48
002001598	SIAEP du Bois-l'Abbé	SE du Bois-l'Abbé	Mixte	0,93	0,93
002000658	Sortie de station – Lesquielles-Saint-Germain	Lesquielles-Saint-Germain	AESN	2,33	5,09
002000196	Station de Francilly	SAE de la Vallée de l'Omignon	AEAP	1,65	2,13
002001291	Station de livraison – Montigny-sur-Crécy	SIE de Ribemont	AESN	1,28	2,51
002000344	Station de livraison-Sainte-Preuve	Sainte-Preuve	AESN	2,36	3,41

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)
002001623	Station de livraison Wallée - Beugneux	Beugneux	AESN	5,56	10,10
002000067	Station de traitement – Agnicourt-et-Séchelles	Agnicourt-et-Séchelles	AESN	2,88	5,92
002000048	Station de traitement – Aisonville-et-Bernoville	Aisonville-et-Bernoville	AEAP	1,93	4,96
002000531	Station de traitement – Cuiry-lès-Chaudardes	SE de la Région de Beaurieux	AESN	1,63	2,45
002000398	Station de traitement – Vaux-Andigny	Vaux-Andigny	AEAP	2,92	4,82
002000831	Station Jeancourt	SAE de la Vallée de l'Omignon	AEAP	1,79	3,33
002000607	TTP de Pouilly-sur-Serre	SIDEN-SIAN	AESN	2,41	3,50
002000081	TTP Beautor	CACTLF	AESN	4,13	11,61
002001043	TTP Bily-sur-Ourcq	SESV	AESN	3,88	7,76
002001310	TTP d'Aulnois-sous-Laon	SIDEN-SIAN	AESN	2,98	8,16
002001365	TTP d'Estrées	SIDEN-SIAN	AEAP	1,92	3,89
002000136	TTP de Chavigny	SIDEN-SIAN	AESN	4,30	11,00
002000807	TTP de Croix-Fonsomme	SIDEN-SIAN	AEAP	1,78	4,39
002000514	TTP de Gizy	SIE de Liesse, Notre Dame, Gizy et Missy-lès-Pierrepont	AESN	2,15	3,88
002000199	TTP de Gouy	SIDEN-SIAN	AEAP	1,23	2,30
002001381	TTP de Moy-de-l'Aisne	SIDEN-SIAN	AESN	1,5242	2,50
002000335	TTP de Regny	SIDEN-SIAN	AESN	2,12	5,22
002000792	TTP de Seboncourt	SIDEN-SIAN	Mixte	2,50	5,34
002001320	TTP Laon-Chambry	CAPL	AESN	1,41	2,71
002001327	TTP Vallée de la Somme	CASQ	AEAP	1,38	2,22
002000818	TTP Villers-Saint-Christophe	CASQ	AEAP	0,97	1,36
002000653	UDI Bruyères-et-Montbérault	SIDEN-SIAN	AESN	3,79	6,48
002001552	UDI Cuisy-Tartiers-Vauxrezis	SIDEN-SIAN	AESN	2,77	3,34
002000179	UDI d'Essigny-le-Grand	SIDEN-SIAN	AEAP	3,56	6,5
002000839	UDI d'Hinacourt	SIDEN-SIAN	Mixte	2,67	5,12
002000101	UDI de Bohain	SIDEN-SIAN	AEAP	1,56	2,95
002001084	UDI de Essomes	USES A	AESN	1,20	1,20
002000563	UDI de Fieulaine – Fontaine-Notre-Dame	CASQ	AEAP	1,25	1,98
002000976	UDI de la Ferte-Milon	USES A	AESN	0,81	1,34

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)
002000975	UDI de la Ferte Milon – Hameau Saint-Quentin	USESA	AESN	0,99	1,95
002000925	UDI de la Vallée de l'Oisel	SAE de la région de Séry lès Mézières et de la vallée de l'Oisel	AESN	3,56	7,13
002000244	UDI de Mesnil-Saint-Laurent	CASQ	AEAP	1,43	2,96
002000273	UDI de Montbrehain	SIDEN-SIAN	AEAP	2,52	3,84
002000922	UDI de Séry-lès-Mézières	SAE de la région de Séry lès Mézières et de la vallée de l'Oisel	AESN	1,34	2,14
002000379	UDI de Travecy	CACTLF	AESN	1,98	3,82
002000596	UDI de Vermand	SAE de la Vallée de l'Omignon	AEAP	2,82	5,13
002000863	UDI du Nadon	SESV	AESN	1,77	3,19
002000182	UDI Essigny-le-Petit	CASQ	AEAP	1,61	3,12
002000679	UDI Monceau-lès-Leups	CACTLF	AESN	2,05	7,20
002001716	UDI Saint-Quentin – Bas service	CASQ	AEAP	2,36	3,87
002001708	UDI Saint-Quentin – Haut Service	CASQ	AEAP	2,03	4,01
002001678	UDI Tergnier-Fargniers-Quessy ville	CACTLF	AESN	2,55	4,60
002000401	UDI Vauxcere	SAE de Blanzylès-Fismes et Perles	AESN	8,10	16,46
002000430	Vorges	SIDEN-SIAN	AESN	3,25	3,81

L'ensemble du département de l'Aisne est touché par des non-conformités sur le paramètre des pesticides totaux avec 26 % des UDI qui présentent des dépassements systématiques de la limite de qualité.

L'enjeu est majeur, des solutions doivent donc être apportées afin de lutter contre cette pollution.

Atrazine

Rappel des références et limites de qualité :

Paramètres	Eaux brutes			Eaux destinées à la consommation humaines			
	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	V _{max} ou VST
Atrazine et ses dérivés	2 µg/L	-	0,1 µg/L	0,1 µg/L	-	-	-

• Eaux brutes

L'ensemble des captages sont conformes à la limite de qualité (2 µg/l). Néanmoins, comme le montre la carte suivante, 5 captages dépassent la limite de bon état (0,1 µg/l).

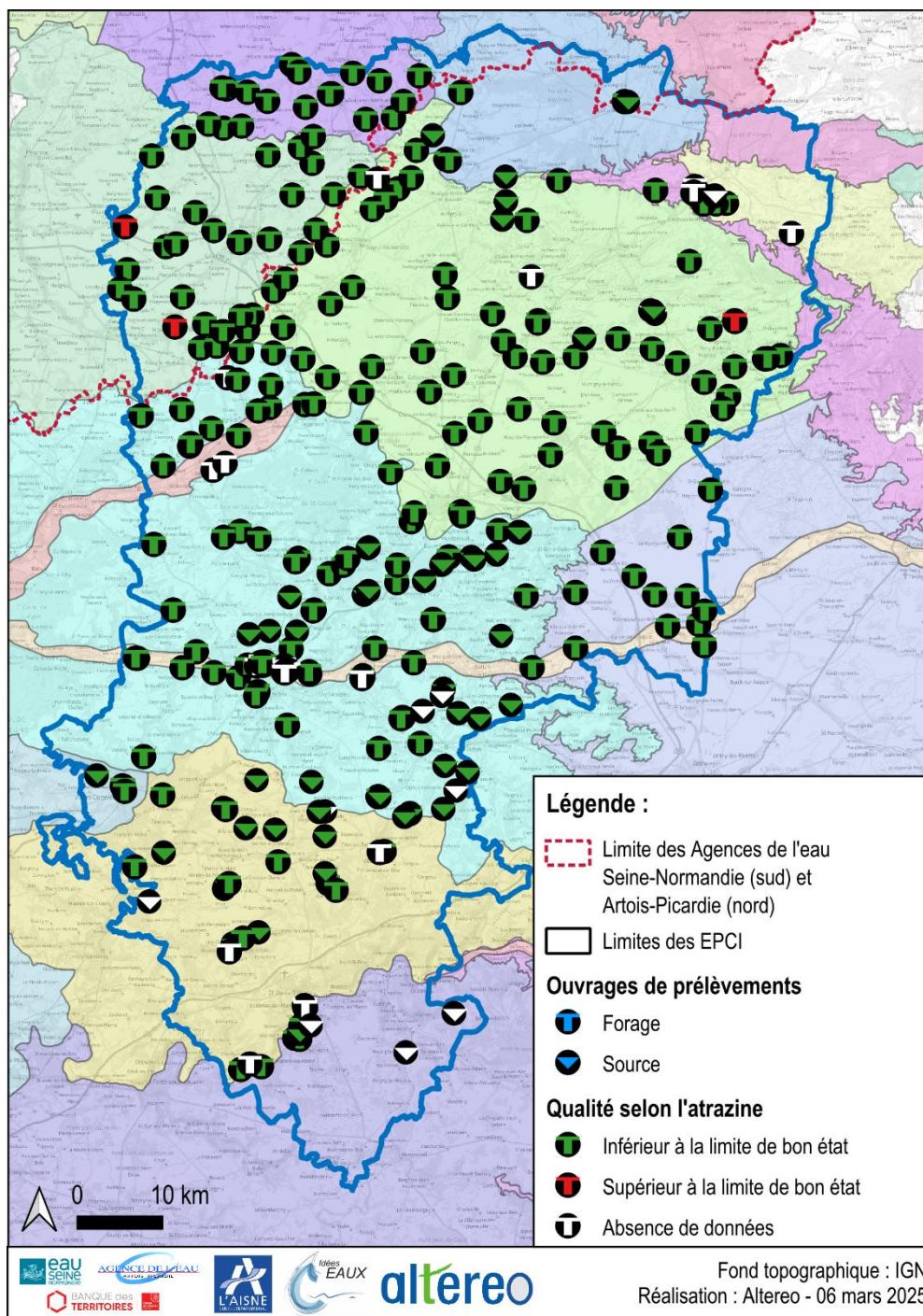


Figure 76 : Qualité des captages selon la limite de bon état du paramètre de l'Atrazine (Source : Altereo)

Le tableau suivant récapitule les captages dépassant le seuil de bon état des eaux souterraines :

Tableau 25 : Captage au-dessus du seuil réglementaire pour l'atrazine

Captages	Nom du captage	Agence de l'eau	PRPDE	Concentration moyenne (en µg/l)	Concentration maximale (en µg/l)	Traitement
00648X0009	Saint-Simon	AEAP	CA du Saint-Quentinois	0,09	0,132	Filtration CAG*
00676X0099	Morigny-en-Thiérache F1	AESN	SIAEP de la Vallée de la Brune	0,091	0,1	Filtration CAG
00676X0100	Morigny-en-Thiérache F2	AESN	SIAEP de la Vallée de la Brune	0,089	0,111	Filtration CAG
00676X0101	Morigny-en-Thiérache F3	AESN	SIAEP de la Vallée de la Brune	0,092	0,127	Filtration CAG
00643X0005	Trefcon	AEAP	SIEAP de la Vallée de l'Omignon	0,112	0,112	Non

*CAG : Charbon Actif en Grain

Malgré son interdiction, l'atrazine est encore présent dans le département. Cette molécule présente des risques pour la biodiversité aquatique.

L'atrazine se décompose en plusieurs métabolites lors de sa dégradation, ses composés sont aussi dangereux pour l'environnement et la santé humaine.

Les captages concernés ont un traitement en aval pour cette pollution. Seul le captage de Trefcon ne possède pas de traitement spécifique à cette pollution.

L'ensemble des captages sont conformes et respectent la limite de qualité (2 µg/l). Cependant, 5 captages dépassent les normes de bon état des eaux souterraines (0,1 µg/l) mais des traitements appropriés sont mis en place en aval de ces captages pour la plupart des cas.

L'atrazine produit des métabolites lors de sa dégradation qui peuvent avoir une concentration supérieure à l'atrazine dans les eaux brutes, comme par exemple le DEA (diéthyl-atrazine). L'analyse des données de qualité sur ces métabolites permettrait de vérifier si les eaux sont conformes à ces paramètres.

• Eaux distribuées

Sur les 279 UDI du département, les valeurs étudiées concernent 270 UDI. Les PRPDE manquantes ne présentent pas de mesures de ce paramètre sur la période étudiée.

Seules 3 UDI sont concernées par des dépassements de la limite de qualité.

La carte suivante illustre ces non-conformités.

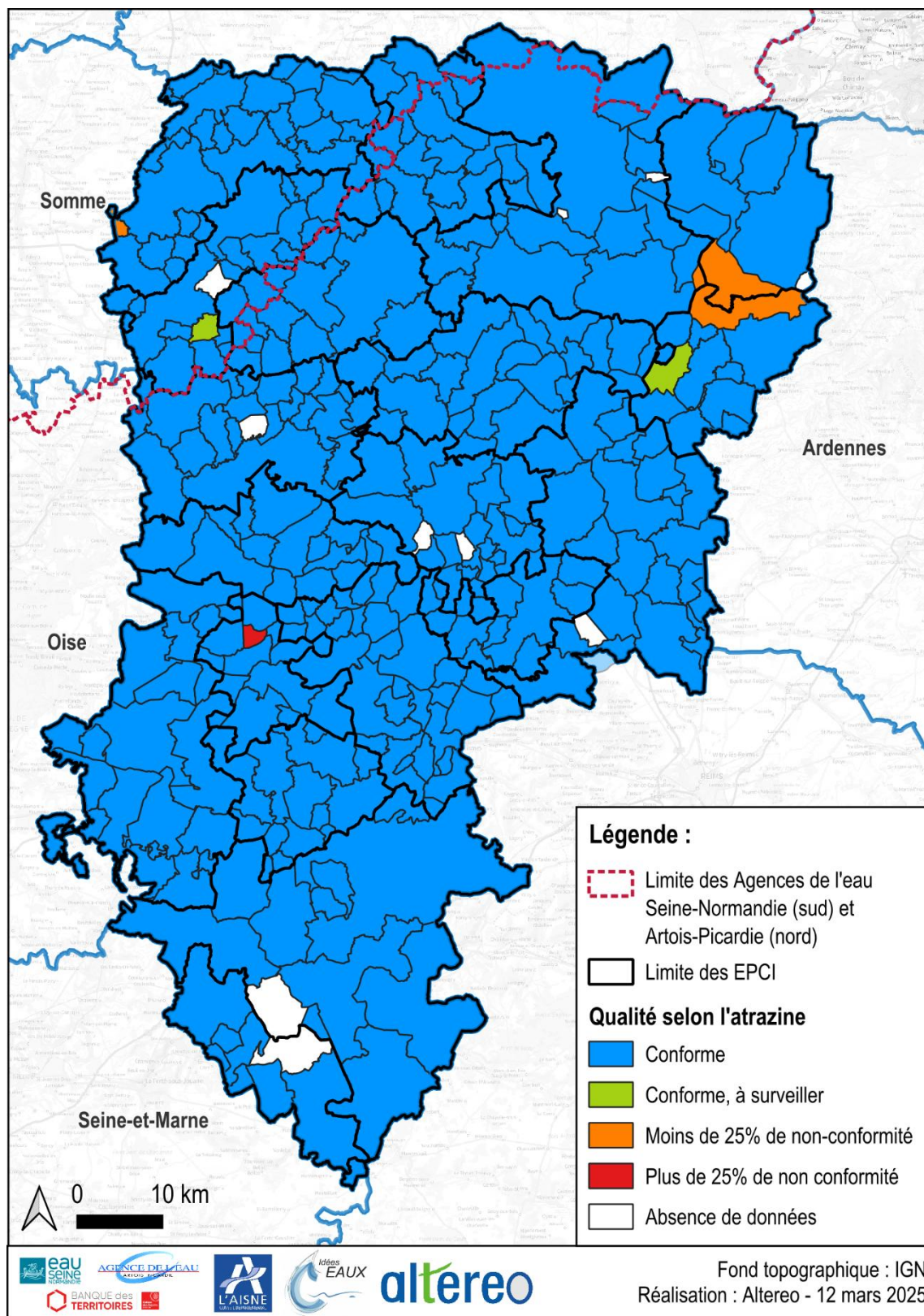


Figure 77 : Qualité de l'eau traitée en fonction de l'atrazine (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

Le tableau suivant présente les UDI ayant des dépassements de la limite de qualité :

Tableau 26 : UDI présentant des dépassements de la limite de qualité de l'atrazine

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)	Taux de conformité (%)
002000906	SIAEP de la Vallée de la Brune	SAEP des communes de la Vallée de la Brune	AESN	0,015	0,103	98 %
002000382	Station Trefcon	SAE de la Vallée de l'Omignon	AEAP	0,059	0,106	78 %
002000136	TTP de Chavigny	SIDEN-SIAN	AESN	0,076	0,14	67 %

L'ensemble du département est conforme à la limite de qualité de l'atrazine, à l'exception de 3 UDI (SIAEP de la Vallée de la Brune, Station de Trefcon, TTP de Chavigny).

Déshétyl-atrazine

Rappel des références et limites de qualité :

Paramètres	Eaux brutes			Eaux destinées à la consommation humaines			
	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	V _{max} ou VST
Atrazine et ses dérivés	2µg/L	-	0,1 µg/L	0,1 µg/L	-	-	-

• Eaux brutes

Sur les 334 captages du département, 287 ont fait l'objet d'analyses du déshétyl-atrazine ces 5 dernières années. Sur les captages qui possèdent des analyses, environ 95 % des captages respectent la limite de qualité (0,1 µg/L) et sont donc conformes. Seules 21 captages sont non-conformes avec un taux de non-conformité supérieur à 10 %.

La carte suivante présente les non-conformités observées sur les captages du département.

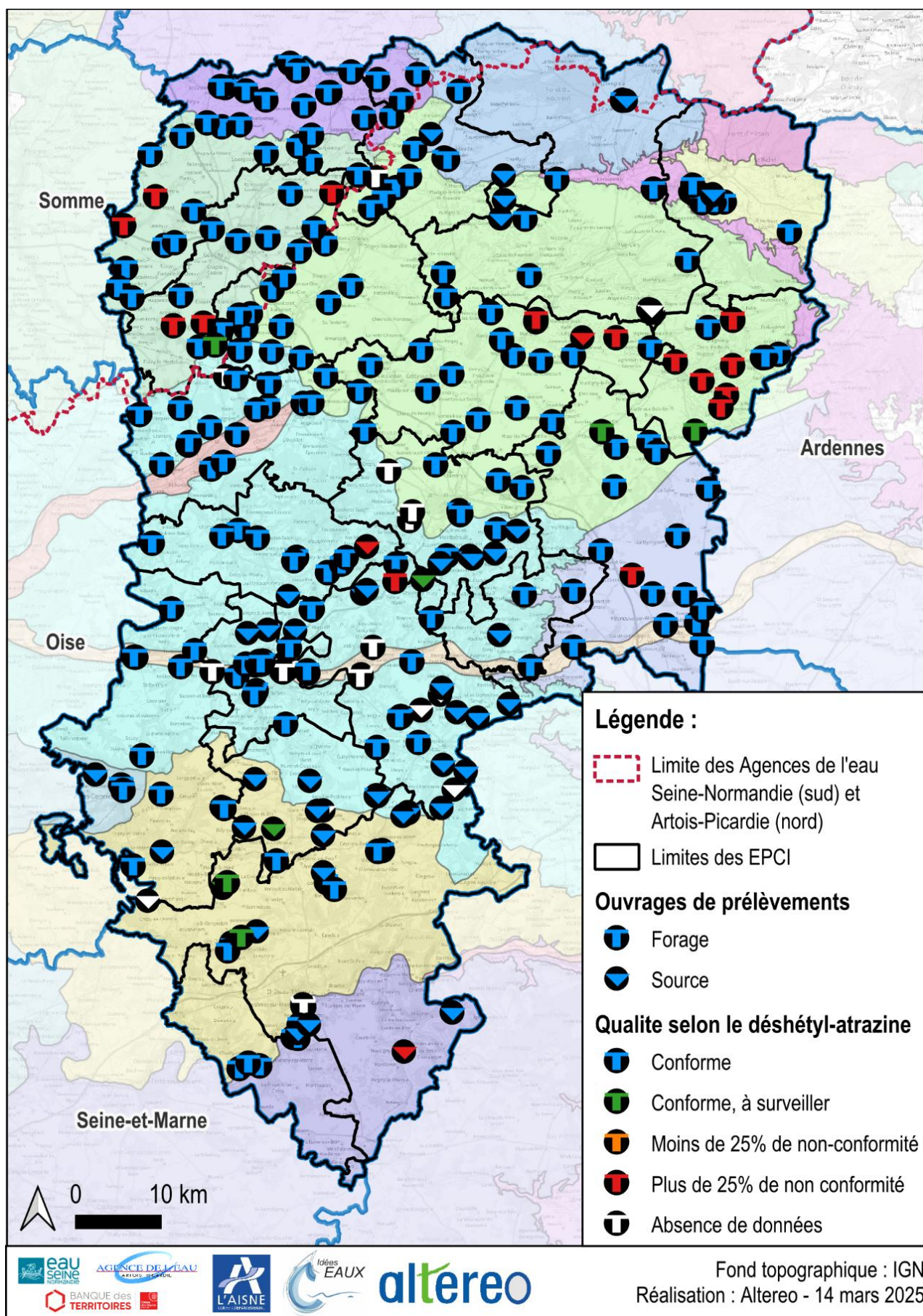


Figure 78 : Qualité de l'eau des captages selon la limite de qualité du déshétyl-atrazine (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

Le tableau suivant présente les captages ayant des non-conformités sur le déshétyl-atrazine :

Tableau 27 : Captages non-conformes au déshétyl-atrazine

Captages	Commune ou nom du captage	Agence de l'Eau	PRPDE	Concentration moyenne (en mg/l)	Concentration maximale (en mg/l)	Traitement
01074X0002	Puits d'Amifontaine	AESN	Amifontaine	0,019	0,02	Non
00648X0008	Forage de Clastres	AEAP	CA du Saint-Quentinois	0,42	0,56	Non
00497X0007	Puits de Fieulaine	AEAP	CA du Saint-Quentinois	0,07	0,12	Non
00648X0009	Forage de Saint-Simon	AEAP	CA du Saint-Quentinois	0,08	0,12	Filtration CAG / Adoucisseur
00675X0003	Puits au-dessus du jardin	AESN	Chaourse	0,11	0,27	Non
01064X0092	Forage de Chavignon	AESN	Chavignon	0,06	0,13	Déferriation
00852X0043	Forage de Montloué	AESN	Le Thuel	0,12	0,15	Non
00666X0072	Forage de Thierny	AESN	Marle	0,11	0,16	Traitement pesticides
00666X0009	Puits de Marle	AESN	Marle	0,09	0,17	Traitement pesticides
00837X0055	Nouvelle source	AESN	Merlieux-et-Fouquerolles	0,09	0,14	Non
00488X0017	Puits de Vermand	AEAP	SAE de la vallée de l'Omignon	0,18	0,21	Non
00643X0005	Puits de Trefcon	AEAP	SAE de la vallée de l'Omignon	0,36	0,36	Non
00676X0101	F3	AESN	SAEP des communes de la Vallée de la Brune	0,36	0,43	Filtration CAG
00676X0099	F1	AESN	SAEP des communes de la Vallée de la Brune	0,38	0,46	Filtration CAG
00676X0100	F2	AESN	SAEP des communes de la Vallée de la Brune	0,42	0,63	Filtration CAG
00675X0141	Forage de Montcornet	AESN	SE de la Région de Montcornet	0,21	0,25	Filtration CAG / Décarbonatation
00852X0001	Forage de Noircourt	AESN	SE de la Vallée du Hurtaut	0,12	0,15	Non
00667X0032	Source du Châtelet	AESN	SE du Châtelet	0,15	0,15	Non
00676X0044	Puits Vallée Evrard	AESN	Soize	0,14	0,14	Non
00668X0034	Puits de Tavaux-et-Pontséricourt	AESN	Tavaux-et-Pontséricourt	0,15	0,21	Non
01568X0083	Source de Coupigny Brie	AESN	Union des Services d'eau du Sud de l'Aisne	0,09	0,11	Traitement des pesticides

La majorité des captages du département de l'Aisne ne dépassent pas la limite de qualité du déshétyl-atrazine (0,1 µg/L).

Cependant, 4,2 % des captages ont des concentrations moyennes qui dépassent la limite de qualité et 6 % des captages dépassent cette limite au moins une fois sur les 5 dernières années.

• Eaux distribuées

Sur les 279 UDI du département, les valeurs étudiées concernent 236 UDI. Les UDI manquantes ne présentent pas de mesures de ce paramètre sur la période étudiée.

Sur l'ensemble du département, 16 UDI sont concernées par des dépassements de la limite de qualité du déshétyl-atrazine (0,1 µg/L). Et 5 UDI ont une concentration moyenne supérieure à cette limite.

La carte ci-dessous illustre ces non-conformités.

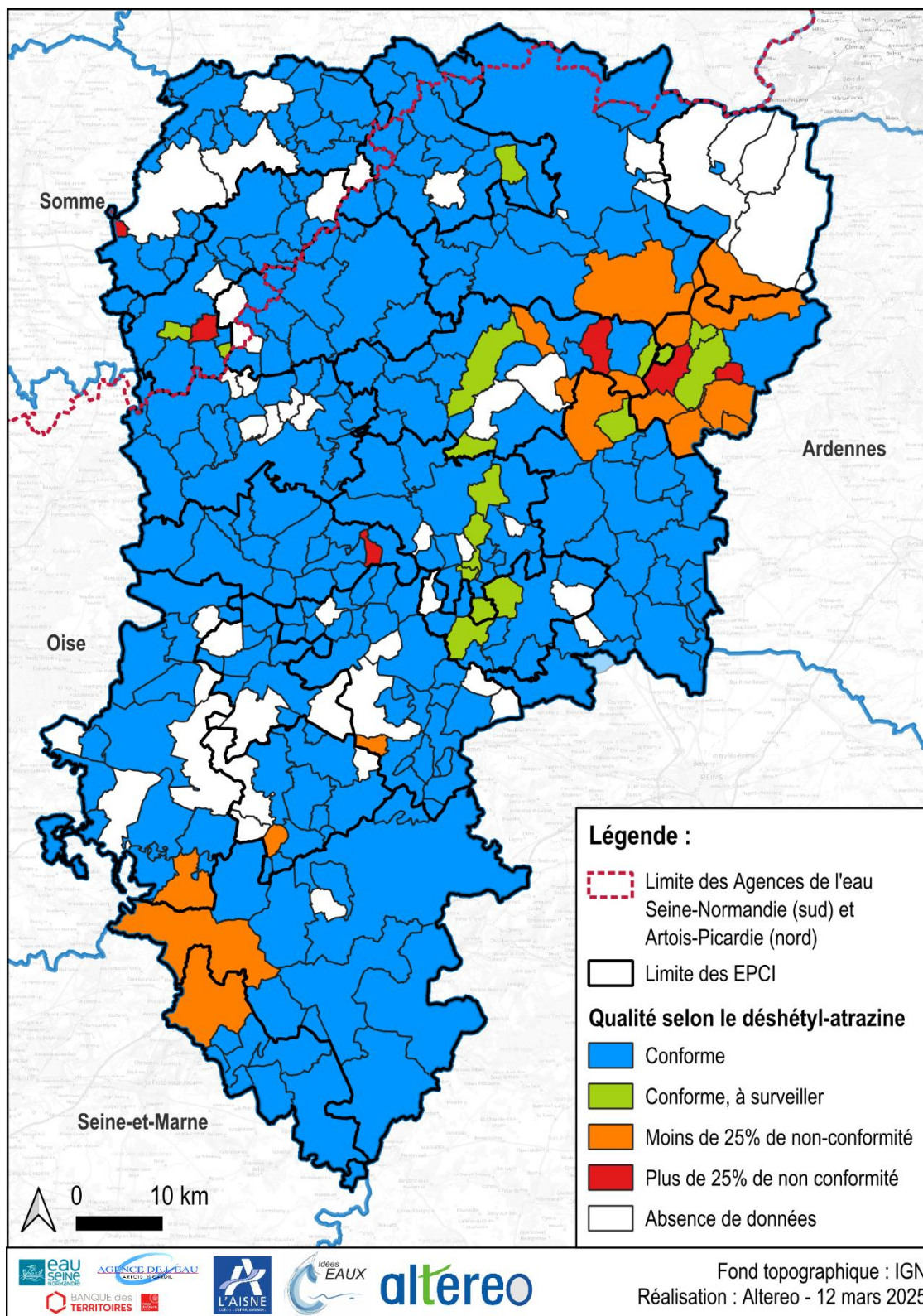


Figure 79 : Qualité de l'eau distribuée selon le déshétyl-atrazine (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

Le tableau suivant présente les UDI ayant des dépassements de la limite de qualité :

Tableau 28 : UDI ayant des dépassements de la limite de qualité du déshétyl-atrazine

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)	Taux de conformité (%)
002000633	Chaourse	Chaourse	AESN	0,132	0,19	40 %
002000377	Le Thuel	Le Thuel	AESN	0,093	0,12	82 %
002000716	Marle	Marle	AESN	0,011	0,15	96 %
002000309	Oulchy-la-Ville	SE de la Région de Neuilly-Saint-Front	AESN	0,089	0,12	75 %
002000869	SIAEP d'Ebouleau	SIAE d'Ebouleau et environs	AESN	0,07	0,11	86 %
002000912	SIAEP de Bray-en-Thiérache	SE de la Région de Bray en Thiérache	AESN	0,067	0,13	94 %
002000906	SIAEP de la Vallée de la Brune	SAEP des communes de la Vallée de la Brune	AESN	0,021	0,12	95 %
002001298	SIAEP de la Vallée du Hurtaut	SE de la Vallée du Hurtaut	AESN	0,035	0,14	94 %
002000370	Soize	Soize	AESN	0,099	0,17	57 %
002000521	Station de livraison – Bosmont-sur-Serre	SE du Châtelet	AESN	0,129	0,16	18 %
002000226	Station de livraison - Lesges	Lesges	AESN	0,010	0,11	92 %
002000801	Station de livraison – Merlieux-et-Fouquerolles	Merlieux-et-Fouquerolles*	AESN	0,129	0,17	6 %
002000172	Station de traitement – Dizy-le-Gros	Dizy-le-Gros	AESN	0,082	0,12	78 %
002000382	Station Trefcon	SAE de la vallée de l'Omignon	AEAP	0,156	0,32	33 %
002001002	TTP de Torcy-en-Valois-Clignon	UESA	AESN	0,045	0,14	88 %
002000147	UDI Clastres	CASQ	AEAP	0,304	0,39	0 %

3 UDI sont fortement affectées par la pollution au déshétyl-atrazine avec des taux de conformité inférieur à 20% :

- UDI de Clastres (CASQ) avec un taux de conformité de 0 %, montre une pollution systématique ;
- *Station de livraison – Merlieux –et-Fouquerolles (Commune de Merlieux-et-Fouquerolles) avec un taux de conformité de 6 % entre 2019 et 2023. L'UDI est maintenant raccordé au Syndicat du Pont Oger.
- Station de livraison de Bosmont-sur-Serre (SE du Châtelet) avec un taux de conformité de 18%.

L'atrazine produit des métabolites lors de sa dégradation qui peuvent avoir une concentration supérieure à l'atrazine, comme le montre le déshétyl-atrazine. En effet, le déshétyl-atrazine met en non-conformité 6 % des UDI du département de l'Aisne, contre 1 % pour l'atrazine.

Chlorothalonil R471811

Rappel des références et limites de qualité :

Paramètres	Eaux brutes			Eaux destinées à la consommation humaines			
	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	V _{max} ou VST
Chlorothalonil R471811	-	-	0,9 µg/L	0,9 µg/L	-	-	-

• Eau brute

Le chlorothalonil R471811, étant un pesticide non pertinent, n'est pas concerné par la limite de qualité des pesticides individuelles sur les eaux brutes. Les mesures étudiées sont donc comparées à la limite de bon état.

Sur le territoire du département de l'Aisne, 60 captages ont une concentration moyenne qui dépasse la limite de bon état (0,9 µg/l), soit environ 18 % des captages.

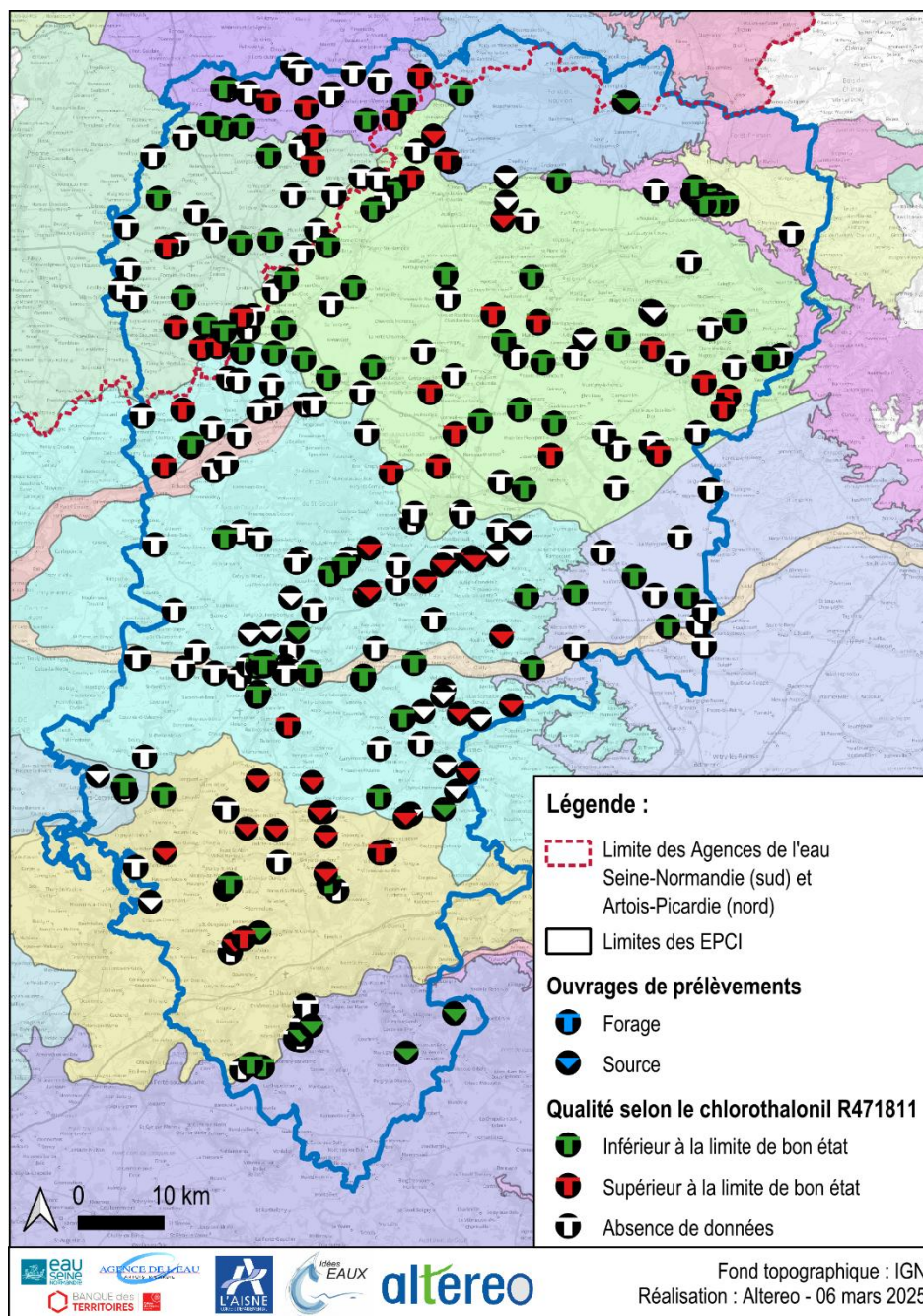


Figure 80 : Qualité des captages selon la limite de bon état du paramètre du Chlorothalonil R471811 (Source : Altereo)

Le tableau suivant récapitule les captages touchés par la pollution au chlorothalonil R471811 (limite de bon état) :

Tableau 29 : Captages au-dessus du seuil réglementaire pour le chlorothalonil R471811

Captages	Nom du captage	Agence de l'eau	PRPDE	Concentration moyenne (en µg/l)	Concentration maximale (en µg/l)	Traitement
00675X0006	Puits de Moranzay	AESN	Agnicourt-et-Séchelles	1,912	2,264	Non
00841X0002	Puits de Barenton-Bugny	AESN	Barenton-Bugny	2,01	2,583	Non
01307X0133	Source Wallée – Source St Ruffin	AESN	Beugneux	3,14	3,14	Non
01302X0032	Source du Sourdon	AESN	Beugneux	2,857	2,857	Non
00824X0096	Forage La Thombelle	AESN	CACTLF	1,77	2,05	Déferriation
01304X0031	Source Les Ouies	AESN	CARCT	1,402	1,402	Non
00652X0053	F1 Harly	AEAP	CA du Saint-Quentinois	1,07	1,425	Non
00648X0007	Forage de Jussy	AEAP	CA du Saint-Quentinois	3,117	3,838	Non
00651X0013	F1 Tour Y Val BS	AEAP	CA du Saint-Quentinois	0,912	0,912	Non
00648X0009	Forage de Saint-Simon	AEAP	CA du Saint-Quentinois	1,208	1,473	Filtration CAG et adoucisseur
00655X0023	Forage Cité	AEAP	CA du Saint-Quentinois	1,123	1,123	Non
01064X0028	Source Droite Gobelet	AESN	Chevregny	3,805	4,123	Non
00506X0001	Puits du Jardin Latour	AESN	Colonfay	2,838	2,838	Décarbonatation
00492X0207	Forage d'alimentation de Bohain	AEAP	Fresnoy-le-Grand	0,94	0,94	Non
Mélange des puits : <ul style="list-style-type: none"> 01066X0101 01066X0253 01066X0103 01066X0110 		AESN	Grand Soissons Agglomération - SIPRODES	0,997	1,261	Déferriation
00498X0066	Forage 2 à Proix	AESN	Guisse	1,819	1,819	Non
00851X0009	Puits Lappion	AESN	Lappion	1,999	1,999	Non
00852X0043	Forage de Montloué	AESN	Le Thuel	1,97	2,848	Non
01076X0015	Source de Glennés	AESN	Les Septvallons	6,245	6,245	Non
01075X0046	Source Eglise Vauxcéré	AESN	Les Septvallons	5,44	8,497	Non
00505X0033	Puits de Lesquelles-Saint-Germain	AESN	Lesquelles-Saint-Germain	2,402	2,402	Non
00666X0009	Puits de Marle	AESN	Marle	1,468	2,478	Traitement des pesticides
00837X0055	Nouvelle Source	AESN	Merlieux et Fouquerolles	1,425	1,661	Non
00837X0035	Source La Saleurs	AESN	Merlieux et Fouquerolles	2,525	2,543	Non
01072X0018	Source de Paissy	AESN	Paissy	4,331	7,468	Non

Captages	Nom du captage	Agence de l'eau	PRPDE	Concentration moyenne (en µg/l)	Concentration maximale (en µg/l)	Traitement
00834X0024	Butte du Moulin	AESN	SAEP de la Région de Crépy	2,798	2,798	Décarbonatation / Traitement CAG à venir
00501X0045	Source Saint-Antoine	AESN	SE de Hannapes Iron Tupigny	1,585	1,585	Non
00675X0141	Forage de Montcornet	AESN	SIAEP de Montcornet	1,357	1,357	Filtration CAG / Décarbonatation
01306X0070	Source Saint-Pierre	AESN	SE de la Région de Neuilly-Saint-Front	2,479	2,953	Déferriération
00494X0084	Puits de Wassigny	Mixte	SE de Wassigny	1,361	1,361	Non
00852X0001	Forage de Noircourt	AESN	SE de la Vallée du Hurtaut	1,087	1,087	Non
00494X0160	Forage de Petit-Verly	AESN	SE de Mennevret et Petit-Verly	2,696	2,696	Non
00824X0118	Forage de Villequier-Aumont	Mixte	SE du Bois-l'Abbé	1,162	1,162	Déferriération / Démanganisation
01301X0058	Source de la Savières	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	2,465	2,93	Non
01305X0072	Source de la Bre	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	3,154	3,865	Non
01302X0031	Source Droizy-Launoy	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	3,491	4,006	Non
01066X0462	Forage de Septmonts	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	1,453	1,453	Déferriération / Démanganisation
01298X0063	Source de Silly-la-Poterie	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	1,008	1,008	Non
01311X0036	Source Le Vormy	AESN	SIAEP de Chery-Chartreuve	3,35	4,475	Non
00676X0101	Forage 3	AESN	SIAEP de la Vallée de la Brune	0,981	0,981	Filtration CAG
00492X0098	Forage de Monbrehain	AESN	SIDEN-SIAN	1,077	1,077	Non
00655X0122	Forage d'Essigny-le-Grand	AEAP	SIDEN-SIAN	2,58	3,697	Non
00492X0085	Puits de Brancourt-le-Grand	AEAP	SIDEN-SIAN	1,744	1,744	Non
00845X0051	Source ZZIN	AESN	SIDEN-SIAN	3,761	3,761	Non
00496X0002	Forage de Croix-Fonsomme	AEAP	SIDEN-SIAN	0,972	0,972	Non

Captages	Nom du captage	Agence de l'eau	PRPDE	Concentration moyenne (en µg/l)	Concentration maximale (en µg/l)	Traitement
00841X0010	Forage d'Aulnois-sous-Laon	AESN	SIDEN-SIAN	3,43	4,445	Non
01071X0030	Source de Chivylès-Etouvelles	AESN	SIDEN-SIAN	2,921	2,986	Non
01071X0029	Source de Novion-le-Vineux	AESN	SIDEN-SIAN	2,58	2,786	Non
00845X0024	Source Les Colinets		SIDEN-SIAN	3,218	3,218	Non
00658X0051	Puits de Pouilly-sur-Serre	AESN	SIDEN-SIAN	1,571	1,571	Non
00843X0060	Forage F1	AESN	SIE de Liesse, Notre Dame, Gizy et Missylès-Pierrepont	2,366	2,366	Filtration
00843X0111	Forage F2	AESN	SIE de Liesse, Notre Dame, Gizy et Missylès-Pierrepont	2,008	2,008	Filtration
00644X0077	Forage d'Etreillers	AEAP	SIEAP de la Vallée de l'Omignon	1,74	2,423	Non
00666X0044	Puits de La Croix Champcourt	AESN	SIEAP de Sons-et-Ronchères et Chatillon-les-Sons	0,958	1,512	Non
01307X0051	Source La Poterie	AESN	USESA	0,924	0,924	Non
01561X0135	Source Les Zièbres	AESN	USESA	1,747	1,747	Non
01561X0126	Puits Billois Le Clignon	AESN	USESA	2,104	2,104	Non
01308X0099	P2 à Fère-en-Tardenois	AESN	USESA	2,44	2,44	Décarbonatation
01063X0030	Source Almany (HS)	AESN	Vaudesson	2,44	2,845	Non
01063X0034	Source Les Eterne	AESN	Vaudesson	1,21	1,321	Non

Malgré son interdiction d'utilisation, depuis 5 ans, ce métabolite issu de la chlorothalonil pollue de nombreux captages du territoire du département de l'Aisne. Ceci montre bien, la présence d'une activité agricole développée sur l'ensemble du département.

A titre indicatif, si le métabolite était resté comme « pertinent », alors 29 captages du territoire dépasseraient le seuil de 2 µg/l, soit 9 % des captages, et 34 dépassent au moins une fois cette valeur, soit 10 % des captages.

Le chlorothalonil R471811 est un métabolite issu de la décomposition du chlorothalonil dans le sol. Cette molécule, bien que classée en métabolite « non pertinent », touche environ 18 % des captages du département, et montre ainsi un mauvais état des masses d'eaux souterraines. Avec ce déclassement, le métabolite n'est plus soumis à la réglementation des eaux brutes.

Néanmoins, le chlorothalonil R417888, métabolite du chlorothalonil a été classé comme pertinent.

• Eaux distribuées

Toutes les UDI du département possèdent des mesures de chlorothalonil R471811.

Le territoire du département de l'Aisne est fortement affecté par la pollution au chlorothalonil R471811, avec 131 UDI possédant des valeurs supérieures à la limite de qualité. Parmi elles, 43 présentent des taux de conformité de 0 %. Cela témoigne de l'omniprésence de la pollution au chlorothalonil R471811 dans le département.

La carte suivante présente les non-conformités observées sur le département.

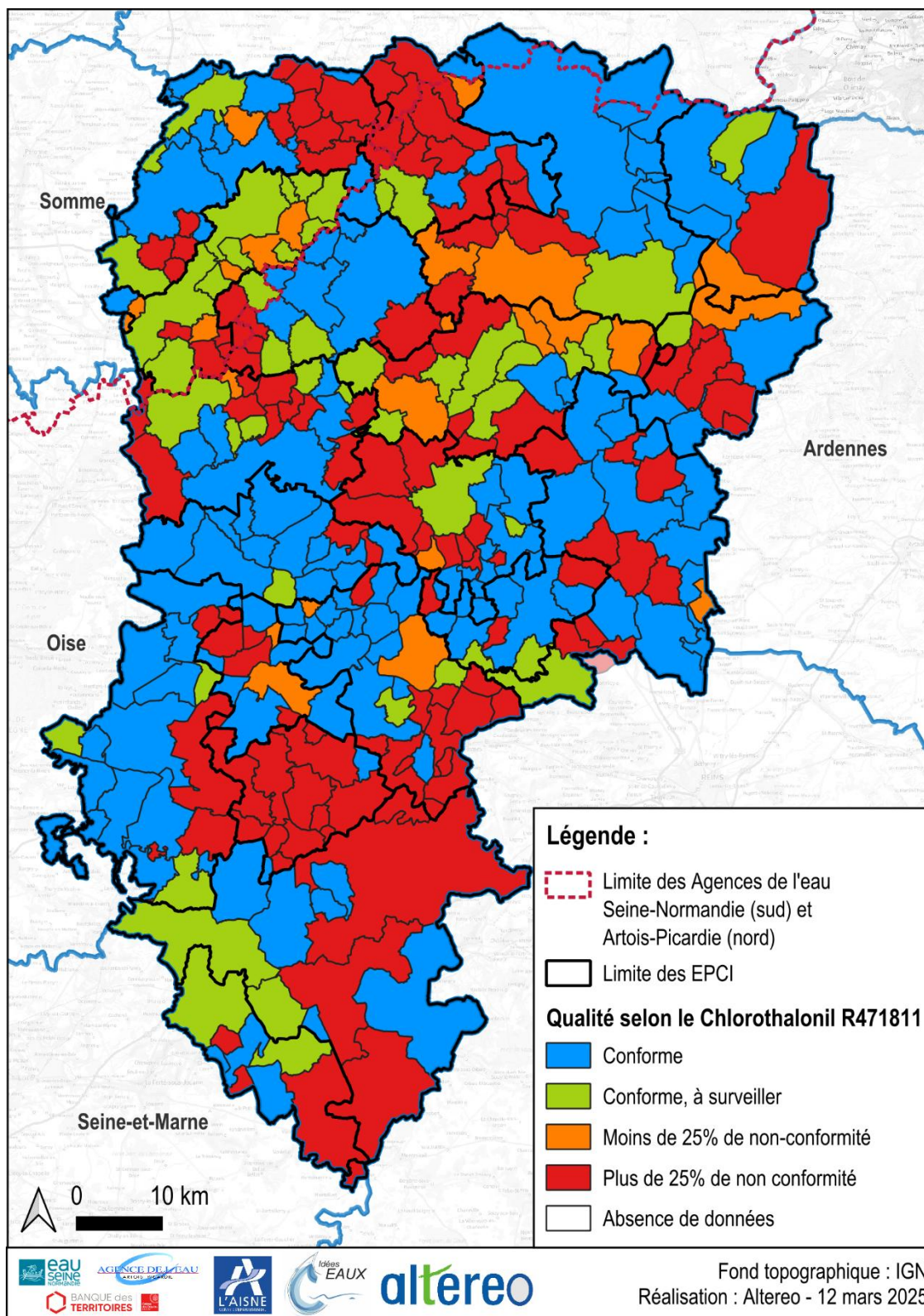


Figure 81 : Qualité de l'eau distribuée selon le chlorothalonil R471811 (Source : Altereo)

Le tableau suivant liste les UDI ayant un **taux de conformité de 0 %** pour le chlorothalonil R471811 :

Tableau 30 : UDI ayant un taux de conformité de 0 % pour le chlorothalonil R471811

Code l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)
002000630	Barenton-Bugny	Barenton-Bugny	AESN	2,084	2,893
002001660	Barenton-Cel	Barenton-Cel	AESN	1,837	2,893
002001671	Beaumont-en-Beine	SIVOM de Guiscard	AEAP	2,809	4,767
002000633	Chaourse	Chaourse	AESN	2,021	2,716
002001496	Chéry-Chartreuve - Mont-Saint-Martin	SIVOM de Chéry-Chartreuve, Mont-Saint-Martin, Villesavoye	AESN	3,580	5,351
002000143	Chevregny	Chevregny	AESN	3,805	4,758
002000155	Colonfay	Colonfay	AESN	2,305	4,472
002000449	Courcelles-sur-Vesles	Courcelles-sur-Vesles	AESN	2,175	2,753
002001370	Glennes-et-Révillon	Les Septvallons	AESN	5,894	8,125
002002069	Hameau de Féronval	SENA	AESN	1,381	1,381
002000707	La Ville-aux-Bois-lès-Pontavert	La Ville-aux-Bois-lès-Pontavert	AESN	2,389	2,389
002000223	Lappion	Lappion	AESN	1,885	2,123
002000641	Monceau-le-Neuf	Monceau-le-Neuf-et-Faucouzy	AESN	1,068	1,212
002000307	Orgeval	CAPL	AESN	3,506	4,596
002000706	Pontavert	Pontavert	AESN	2,104	2,912
002000881	Réseau - Blanzylès-Fismes	SAE de Blanzylès-Fismes et Perles	AESN	2,694	3,357
002000930	SIAEP d'Hannapes	SE de Hannapes Iron Tupigny	AESN	1,386	1,545
002001410	SIAEP de la Vallée de l'Oise	SE de la Vallée de l'Oise	AESN	1,719	1,930
002001551	SIAEP de Pasly-Pommiers-Cuffie	GSA	AESN	1,530	1,617
002000743	SIAEP du Sourd	SE de Le Sourd	AESN	1,196	1,513
002000370	Soize	Soize	AESN	1,860	2,302
002000658	Sortie de station - Lesquiellès-Saint-Germain	Lesquiellès-Saint-Germain	AESN	1,996	2,34
002000098	Station de livraison - Beugneux	Beugneux	AESN	2,238	3,043
002000338	Station de livraison - Renneval	Renneval	AESN	1,851	2,383
002001623	Station de livraison Wallée - Beugneux	Beugneux	AESN	3,126	4,128
002000067	Station de traitement - Agnicourt-et-Séchelles	Agnicourt-et-Séchelles	AESN	1,982	2,551
002000398	Station de traitement - Vaux-Andigny	Vaux-Andigny	AEAP	1,535	2,083
002000081	TTP Beautor	CACTLF	AESN	1,901	2,259
002001043	TTO Billy-sur-Ourcq	SESV	AESN	3,569	4,398
002001241	TTP de Launoy	SESV	AESN	1,777	2,876

Code l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)
002000792	TTP de Seboncourt	SIDEN-SIAN	Mixte	2,147	2,532
002000826	TTP de Serain	SIDEN-SIAN	AEAP	1,785	4,229
002000653	UDI Bruyères-et-Montbérault	SIDEN-SIAN	AESN	2,913	3,109
002000179	UDI d'Essigny-le-Grand	SIDEN-SIAN	AEAP	3,213	4,539
002000839	UDI d'Hinacourt	SIDEN-SIAN	Mixte	1,588	2,365
002000094	UDI de Benay	Urvillers	AESN	1,329	1,475
002000975	UDI de la Ferte-Milon - Hameau Saint-Quentin	USESA	AESN	1,197	1,374
002000583	UDI de Mareuil-en-Dôle	CARCT	AESN	2,051	2,275
002001580	UDI La Fère	CACTLF	AESN	2,009	2,294
002000679	UDI Monceau-les-Leups	CACTLF	AESN	1,916	3,777
002001678	UDI Tergnier-Fargniers-Quessy Ville	CACTLF	AESN	1,188	1,458
002000401	UDI Vauxcerc	SAE de Blanzyl-Fismes et Perles	AESN	6,07	8,645
002000430	Vorges	SIDEN-SIAN	AESN	3,263	3,616

D'un point de vue réglementaire, la situation de nombreux PRPDE est préoccupante. En effet, la pollution est systématique sur 43 UDI (15% des UDI). Malgré son déclassement, cette pollution de l'eau reste largement présente sur l'ensemble du département et peut représenter un risque pour les populations exposées. Il est donc crucial de trouver des solutions pour lutter efficacement contre cette pollution.

La pollution au chlorothalonil R471811 touche la majorité des UDI du territoire, avec 47 % des UDI dépassant le seuil réglementaire. La situation est particulièrement préoccupante pour 131 UDI, dont 43 sont systématiquement au-dessus du seuil réglementaire. Toutefois, le déclassement de la molécule par l'ANSES en métabolite non pertinent a réduit le nombre d'UDI non conformes.

Il est important de suivre l'évolution de la concentration du métabolite R471888 du chlorothalonil, qui est toujours considéré comme pertinent par l'ANSES. Suivre cette évolution sur le territoire axonais permettra de mieux évaluer l'ampleur de la pollution et d'anticiper les risques potentiels pour la santé publique.

Chlorothalonil R417888

Rappel des références et limites de qualité :

Paramètres	Eaux brutes			Eaux destinées à la consommation humaines			
	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	V _{max} ou VST
Chlorothalonil R417888	2 µg/L	-	0,1 µg/L	0,1 µg/L	-	-	VST = 3 µg/L

• Eaux brutes

L'analyse du chlorothalonil R417888 ayant commencé en juillet 2024, l'étude de ce paramètre sur les eaux brutes n'a pas pu être réalisée dans le cadre de cette étude (Pas de données en notre possession pour les captages sur ce paramètre).

• Eaux distribuées

Toutes les UDI du département possèdent des mesures de chlorothalonil R417888.

Le territoire du département de l'Aisne est affecté par la pollution au chlorothalonil R417888, avec 73 UDI possédant des valeurs supérieures à la limite de qualité (0,1 µg/L) soit 26 % des UDI. Les analyses ayant débutées en juillet 2024 pour ce paramètre, l'ensemble des UDI ne possède qu'une seule mesure. Aucune UDI ne dépasse la VST.

La carte suivante présente les non-conformités observées sur le département.

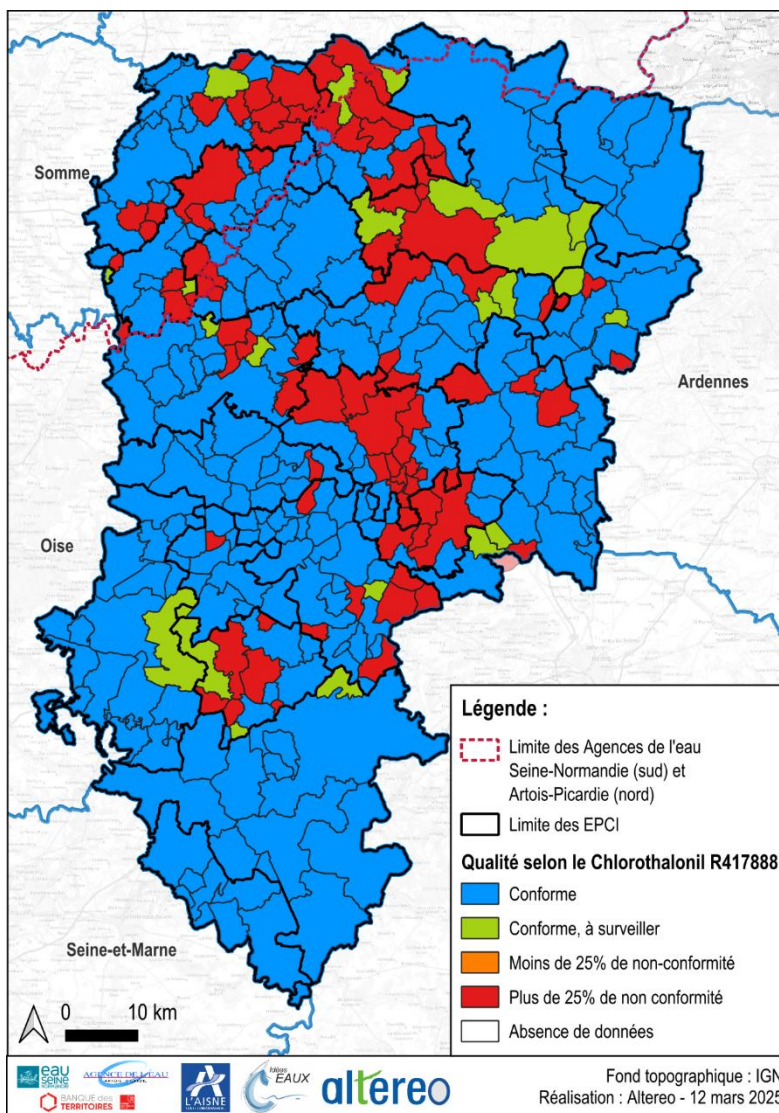


Figure 82 : Qualité de l'eau distribuée selon le chlorothalonil R417888 (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

Le tableau suivant présente les UDI dépassant la limite de qualité (0,1 µg/L).

Tableau 31 : UDI présentant des dépassements de la limite de qualité

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)
002000630	Barenton-Bugny	Barenton-Bugny	AESN	1	1
002001660	Barenton-Cel	Barenton-Cel	AESN	1,475	1,475
002001671	Beaumont-en-Beine	SIVOM de Guiscard	AEAP	0,158	0,158
002002053	Bouconville-Vauclair	SMEP du chemin des Dames	AESN	0,109	0,109
002001407	Chamouille	CAPL	AESN	0,12	0,12
002002045	Chemin des Dames - Alim Athies	SMEP du chemin des Dames	AESN	0,109	0,109
002001496	Chéry-Chartreuve - Mont-Saint-Martin	SIVOM de Chéry-Chartreuve, Mont-Saint-Martin, Villesavoye	AESN	0,224	0,224
002000155	Colonfay	Colonfay	AESN	0,713	0,713
002000449	Courcelles-sur-Vesles	Courcelles-sur-Vesles	AESN	0,162	0,162
002000795	Fresnoy-le-Grand	Fresnoy-le-Grand	AEAP	0,173	0,173
002001370	Glennes-et-Révillon	Les Septvallons	AESN	0,477	0,477
002002107	Hameau de Valecourt	SIE de Ribemont	AESN	0,12	0,12
002000223	Lappion	Lappion	AESN	0,604	0,604
002000377	Le Thuel	Le Thuel	AESN	0,2	0,2
002000237	Martigny-Courpierre	CAPL	AESN	0,122	0,122
002000641	Monceau-le-Neuf	Monceau-le-Neuf-et-Faucouzy	AESN	0,12	0,12
002000307	Orgeval	CAPL	AESN	0,176	0,176
002000309	Oulchy-la-Ville	SE de la Région de Neuilly-Saint-Front	AESN	0,321	0,321
002000881	Réseau - Blanzylès-Fismes	SAE de Blanzylès-Fismes et Perles	AESN	0,143	0,143
002000824	Roupy	Roupy	AEAP	0,308	0,308
002000360	Savy	Savy	AEAP	0,3	0,3
002000930	SIAEP d'Hannapes	SE de Hannapes Iron Tupigny	AESN	0,169	0,169
002000889	SIAEP de Crépy	SAEP de la Région de Crépy	AESN	0,184	0,184
002001410	SIAEP de la Vallée de l'Oise	SE de la Vallée de l'Oise	AESN	0,133	0,133
002001048	SIAEP de Sains-Richaumont	SE de la Région de Sains-Richaumont	AESN	0,12	0,12
002001277	SIAEP de Vadencourt	SE de Vadencourt	AESN	0,12	0,12
002001281	SIAEP de Wassigny	SE de la Région de Wassigny	Mixte	0,149	0,149
002000658	Sortie de station - Lesquielles-Saint-Germain	Lesquielles-Saint-Germain	AESN	0,177	0,177
002000821	Station d'Etreillers	SAE de la vallée de l'Omignon	AEAP	0,161	0,161

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)
002000226	Station de livraison - Lesges	Lesges	AESN	0,115	0,115
002000801	Station de livraison - Merlieux-et-Fouquerolles	*Merlieux-et-Fouquerolles	AESN	0,14	0,28
002000312	Station de livraison - Paissy	Paissy	AESN	0,496	0,496
002000338	Station de livraison - Renneval	Renneval	AESN	0,324	0,324
002000344	Station de livraison - Saint-Preuve	Saint-Preuve	AESN	0,114	0,114
002000389	Station de livraison Eternes - Vaudesson	*Vaudesson	AESN	0,163	0,163
002001623	Station de livraison Wallée - Beugneux	Beugneux	AESN	0,231	0,231
002000067	Station de traitement - Agnicourt-et-Séchelles	Agnicourt-et-Séchelles	AESN	0,317	0,317
002000611	Station de traitement - Châtillon-lès-Sons	SAE de Sons-et-Ronchères et de Châtillon-lès-Sons	AESN	0,291	0,291
002000231	Station de traitement - Malzy	Malzy	AESN	0,133	0,133
002000398	Station de traitement - Vaux-Andigny	Vaux-Andigny	AEAP	0,162	0,162
002001043	TTP Billy-sur-Ourcq	SESV	AESN	0,402	0,402
002000081	TTP Beautor	CACTLF	AESN	0,124	0,124
002001310	TTP d'Aulnois-sous-Laon	SIDEN-SIAN	AESN	1,074	1,074
002001365	TTP d'Estrées	SIDEN-SIAN	AEAP	0,165	0,165
002000136	TTP de Chavigny	SIDEN-SIAN	AESN	0,142	0,142
002000807	TTP de Croix-Fonsomme	SIDEN-SIAN	AEAP	0,13	0,13
002000514	TTP de Gizey	SIE de Liesse, Notre Dame, Gizey et Missy-lès-Pierrepont	AESN	0,107	0,107
002001241	TTP de Launoy	SESV	AESN	0,13	0,13
002001693	TTP de Parcy-et-Tigny	SESV	AESN	0,346	0,346
002000792	TTP de Seboncourt	SIDEN-SIAN	Mixte	0,264	0,264
002000826	TTP de Serain	SIDEN-SIAN	AEAP	0,609	0,609
002004256	TTP de Vorges	SIDEN-SIAN	AESN	0,297	0,297
002000217	TTP Jussy	CASQ	AEAP	0,11	0,11
002001320	TTP Laon - Chambry	CAPL	AESN	0,138	0,138
002000270	TTP Montescourt-Lizerolles cité	CASQ	AEAP	0,11	0,11
002000074	UDI Aubigny-aux-Kaisnes	CASQ	AEAP	0,582	0,582
002000653	UDI Bruyères-et-Montbérault	SIDEN-SIAN	AESN	0,109	0,109
002000147	UDI Clastres	CASQ	AEAP	0,116	0,116

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)
002000179	UDI d'Essigny-le-Grand	SIDEN-SIAN	AEAP	0,388	0,388
002000839	UDI d'Hinacourt	SIDEN-SIAN	Mixte	0,12	0,12
002000094	UDI de Benay	Urvillers	AESN	0,122	0,122
002000537	UDI de Berry-au-Bac	Berry-au-Bac	AESN	0,212	0,212
002000101	UDI de Bohain	SIDEN-SIAN	AEAP	0,157	0,157
002000110	UDI de Brancourt-le-Grand	SIDEN-SIAN	AEAP	0,915	0,915
002000139	UDI de Chérêt	SIDEN-SIAN	AESN	0,109	0,109
002000273	UDI de Montbrehain	SIDEN-SIAN	AESN	0,137	0,137
002000379	UDI de Travecy	CACTLF	AESN	0,109	0,109
002001580	UDI La Fère	CACTLF	AESN	0,156	0,156
002000679	UDI Monceau-les-Leups	CACTLF	AESN	0,101	0,101
002001716	UDI Saint-Quentin - Bas service	CASQ	AEAP	0,139	0,139
002001708	UDI Saint-Quentin - Haut service	CASQ	AEAP	0,154	0,154
002000401	UDI Vauxcerc	SAE de Blanzyl-Fismes et Perles	AESN	0,423	0,423
002000430	Vorges	SIDEN-SIAN	AESN	0,109	0,109

*Les UDI de Merlieux-et-Fouquerolles et de Vaudesson sont maintenant raccordées à d'autres UDI.

La pollution au chlorothalonil R417888 touche le territoire du département de l'Aisne avec 26 % des UDI dépassant le seuil réglementaire. Les analyses ayant débuté en juillet 2024, les UDI possèdent peu d'analyses sur ce paramètre. Il est important de suivre l'évolution de la concentration de ce métabolite qui est toujours considéré comme pertinent par l'ANSES. Suivre cette évolution sur le territoire axonais permettra de mieux évaluer l'ampleur de la pollution et d'anticiper les risques potentiels pour la santé publique.

Desphényl-chloridazone

Rappel des références et limites de qualité :

Paramètres	Eaux brutes			Eaux destinées à la consommation humaines			
	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	V _{max} ou VST
Desphényl-chloridazone	2µg/L	-	0,1 µg/L	0,1 µg/L	-	-	V _{max} = 11 µg/L

- **Eaux brutes**

L'ensemble du territoire est impacté par une pollution au desphényl-chloridazone. En effet, sur les 284 captages ayant une mesure réalisée sur ce paramètre, 214 dépassent la limite de bon état des eaux souterraines (0,1 µg/L). Cela représente une pollution de 76% des captages d'eaux souterraines.

Concernant la limite de qualité de ce paramètre, 73 captages présentent au moins une mesure supérieure à la limite de qualité (2 µg/L), soit 22% des captages du territoire. De plus, 53 captages ont une concentration moyenne qui dépasse cette limite, soit 16% des captages.

Pour rappel, le desphényl-chloridazone peut entraîner des problèmes de reins et de vessie. Il possède également un fort impact environnemental. Cette importante pollution montre un véritable problème et la nécessité de trouver des solutions pour contrer cette pollution.

La carte suivante met en évidence les captages dépassant la limite de qualité.

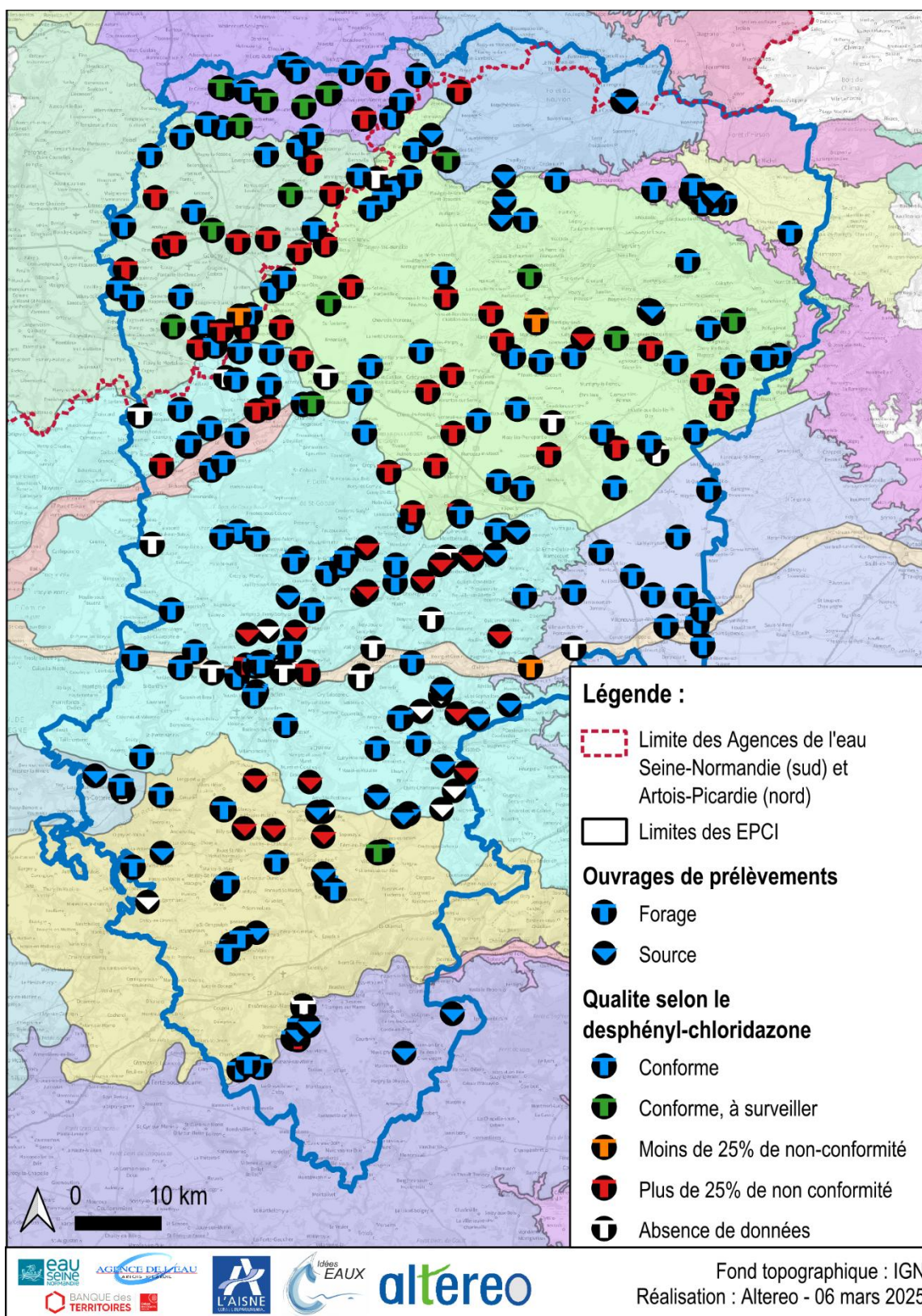


Figure 83 : Qualité des captages selon la limite de qualité du paramètre du desphényl-chloridazone (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

Le tableau suivant récapitule les captages touchés par la pollution au desphényl-chloridazone (limite de qualité de 2 µg/l) :

Tableau 32 : Captages au-dessus du seuil réglementaire pour le desphényl-chloridazone

Captages	Nom du captage	Agence de l'eau	PRPDE	Concentration moyenne (en µg/l)	Concentration maximale (en µg/L)	Traitement
00675X0006	Puits de Moranzay	AESN	Agnicourt-et-Séchelles	1,82	2,34	Non
00841X000	Barenton-Bugny	AESN	Barenton-Bugny	4,43	6,36	Non
01307X0133	Source Wallée - Source St Ruffin	AESN	Beugneux	2,72	2,77	Non
00824X0096	Forage la Thombelle	AESN	CACTLF	2,92	4,33	Déferriation
00832X0006	F2 les Royards Beautor	AESN	CACTLF	2,93	2,93	Déferriation
00831X0060	Tergnier	AESN	CACTLF	2,1	2,66	Déferriation
00833X0069	Puits de Versigny	AESN	CACTLF	4,98	5,71	Non
00845X0076	Forage F4	AESN	CA du Pays de Laon	1,43	2,16	Déferriation
00845X0005	Forage F3	AESN	CA du Pays de Laon	0,85	1,41	Déferriation
00652X0053	Harly F1	AEAP	CA du Saint-Quentinois	2,6	4,92	Non
00652X0054	Harly F2	AEAP	CA du Saint-Quentinois	2,38	4,11	Non
00648X0007	Juissy	AEAP	CA du Saint-Quentinois	3,91	7,88	Non
00655X0009	Montescourt-Lizerolles	AEAP	CA du Saint-Quentinois	1,58	2,52	Non
00651X0013	Saint-Quentin F1	AEAP	CA du Saint-Quentinois	1,64	2,97	Non
00651X0171	Saint-Quentin F2	AEAP	CA du Saint-Quentinois	1,4	2,3	Non
00497X0007	Fieulaine	AEAP	CA du Saint-Quentinois	2,87	2,87	Non
00652X0056	Mesnil-Saint-Laurent	AEAP	CA du Saint-Quentinois	2,04	2,04	Non
01064X0028	Source Droite Gobelet	AESN	Chevregny	11,02	21,64	Non
00665X0045	Forage La Cranière	AESN	Crécy-sur-Serre	2,47	2,47	Non
00492X0001	Fresnoy-le-Grand	AEAP	Fresnoy-le-Grand	2,35	3,6	Non
01065X0150	Pommiers	AESN	Grand Soissons Agglomération	1,92	2,48	Déferriation / Traitement aintitartre
00852X0043	Montloue	AESN	Le Thuel*	7,8	12,17	Non
01075X0046	Source Eglise Vauxcère	AESN	Les Septvallons	3,67	4,74	Non
00505X0033	Lesquilles-Saint-Germain	AESN	Lesquilles-Saint-Germain	1,45	2,05	Non
00666X0009	Marle	AESN	Marle	1,63	2,16	Traitement des pesticides
00666X0009	Thienu	AESN	Marle	2,43	3,01	Traitement des pesticides
00837X0055	Source S2	AESN	Merlieux et Fouquerolles	11,05	17,75	Non
00837X0035	Source La Saleuse	AESN	Merlieux et Fouquerolles	18,11	26,79	Non
00661X0040	Monceau-le-Neuf-et-Faucouzy	AESN	Monceau-le-Neuf-et-Faucouzy	2,45	2,45	Non

Captages	Nom du captage	Agence de l'eau	PRPDE	Concentration moyenne (en µg/l)	Concentration maximale (en µg/L)	Traitement
01072X0018	Paissy	AESN	Paissy	1,92	3,64	Non
00834X0024	Forage du Moulin	AESN	SAEP de la Région de Crépy	4,8	7,16	Décarbonatation
00844X02	Sainte-Preuve	AESN	Sainte-Preuve	2,12	2,12	Non
00644X0072	Savy	AEAP	Savy	4,05	4,05	Non
01076X0097	Forage Petit Bois	AESN	SE de la Région de Beaurieux	1,21	2,12	Non
01306X0070	Source Saint Pierre	AESN	SE de la Région de Neuilly-Saint-Front	3,71	6,44	Déferri-sation
00838X0027	Clacy-et-Thierret	AESN	SE de la Région ouest de Laon (SEROL)	5,22	7,77	Déferri-sation
01305X0072	Source de la Bre	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	2,59	3,46	Non
01302X0031	Source Droizy-Launoy	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	5,45	6,13	Non
01301X0022	Source du Nadon	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	1,63	2,31	Non
01301X0058	Source Parcy et Tigny	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	8,1	11,41	Non
01062X0067	Braye	AESN	SIAEP de Braye	5,34	7,04	Non
01311X0036	Source le Vormy	AESN	SIAEP de Chery-Chartreuve	4,09	6,52	Non
01066X0184	Chivres-Val	AESN	SIVU des Eaux de Bucy-le-Long, etc.	1,2	2,1	Non
00852X0001	Noircourt	AESN	SIAEP de la Vallée du Hurtaut	1,78	2,63	Non
00675X0141	Montcornet F2	AESN	SIAEP de Montcornet	1,87	3,24	Filtration CAG / Décarbonatation
00666X0008	Puits Le Boutonniers	AESN	SIAEP d'Erlon et Marcy-sous-Marle	2,62	4,25	Non
00488X0017	Puits Blanchemont	AEAP	SIAP de la Vallée de l'Omignon	1,99	2,24	Non
00644X0077	Etreillers	AEAP	SIAP de la Vallée de l'Omignon	3,99	5,8	Non
00667X0032	Source du Châtelet	AESN	SIAEP du Châtelet	4,23	4,23	Non
00656X0064	Puits Vallée Corbeau	AESN	SIAEP Sery-lès-Mézières	3,16	3,65	Non
00655X0122	Benay	AESN	SIDEN-SIAN	2,48	6,2	Non
00493X0159	Bohain-en-Vermandois	AEAP	SIDEN-SIAN	2,18	2,84	Non
00845X0051	Bruyères-et-Montberault	AESN	SIDEN-SIAN	3,09	4,55	Non
01061X0047	Chavigny	AESN	SIDEN-SIAN	12,36	12,36	Non
00496X0002	Croix-Fonsomme	AEAP	SIDEN-SIAN	1,69	2,95	Non

Captages	Nom du captage	Agence de l'eau	PRPDE	Concentration moyenne (en µg/l)	Concentration maximale (en µg/L)	Traitement
00501X0059	Etreux	AESN	SIDEN-SIAN	2,34	2,69	Non
00655X0007	Hinacourt	AESN	SIDEN-SIAN	2,68	2,68	Non
00841X0010	Aulnois-sous-Laon	AESN	SIDEN-SIAN	4,17	7,68	Non
01062X0076	Leuilly-sous-Coucy	AESN	SIDEN-SIAN	1,66	3,31	Non
00656X0027	Moy-de-l'Aisne	AESN	SIDEN-SIAN	1,71	2,1	Non
01071X0030	Nouvion-le-Vineux	AESN	SIDEN-SIAN	13,28	17,42	Non
01071X0029	Nouvion-le-Vineux	AESN	SIDEN-SIAN	7,43	12,52	Non
00658X0051	Pouilly-sur-Serre	AESN	SIDEN-SIAN	4,58	6,74	Non
00653X0033	Regny	AESN	SIDEN-SIAN	2,5	2,69	Non
00845X0024	Vorges	AESN	SIDEN-SIAN	1,04	2,07	Non
00843X0060	Gizy	AESN	SIE de Liesse, Notre Dame, Gizy et Missy-lès-Pierrepont	2,92	2,92	Filtration
00843X0111	Gizy	AESN	SIE de Liesse, Notre Dame, Gizy et Missy-lès-Pierrepont	1,97	2,77	Filtration
00666X0044	Puits Croix Champcourt	AESN	SIEAP de Sons-et-Ronchères et Chatillon-les-Sons	3,74	7,14	Non
01566X0229	Puits de Chézy C2	AESN	USESA	2,36	2,4	Déferri-sation / Démanganisation
00653X0102	Ribemont	AESN	Syndicat d'Interconnexion de Ribemont	3	8,65	Non
01063X0030	Source (HS) Almany	AESN	Vaudesson	15,03	21,96	Non
01063X0034	Source Les Eternes	AESN	Vaudesson	8,52	15,37	Non
00494X0164	Vaux-Audigny	AEAP	Vaux-Andigny	2,08	2,16	Non

*Une interconnexion est en cours avec le SIAEP de la Vallée du Hurtaut.

En 2022, l'ARS Hauts-de-France a lancé une campagne de mesure renforcée pour les captages où la concentration en métabolite de chloridazone dépassait régulièrement 3 µg/L. En reprenant ce seuil, l'Aisne compte 29 captages ayant une concentration moyenne en chloridazone supérieure ou égale à 3 µg/L. Ces taux importants peuvent entraîner une contamination très néfaste pour l'environnement et pour la santé humaine, conduisant dans certains cas à une restriction de la consommation en eau.

Le desphényl-chloridazone, métabolite du chloridazone, est présent sur 76 % des captages du département. Cette pollution des eaux souterraines est due à la forte production de betterave sur l'ensemble du département. De plus, 22 % des eaux brutes ont des pics de concentration au-dessus de la limite de qualité (2 µg/l) et 16 % des captages ont une concentration moyenne au-dessus de cette limite. Cela souligne l'ampleur de la pollution dans le département et la nécessité urgente d'agir.

• Eaux distribuées

Toutes les UDI de département possèdent des mesures de desphényl-chloridazone.

Comme pour les captages, la majorité du département est touché par la pollution au desphényl-chloridazone. Parmi l'ensemble des UDI, seules 46 UDI ne présentent pas de desphényl-chloridazone dans leurs eaux distribuées, soit 16 % des UDI.

La situation est particulièrement préoccupante sur le territoire, car plus de 53 % des UDI dépassant le seuil réglementaire et affichent des taux de conformité inférieurs de 0 %. Cela met en évidence l'ampleur de la pollution et la nécessité urgente d'agir pour protéger la qualité de l'eau.

La carte suivante illustre les non-conformités sur le département de l'Aisne.

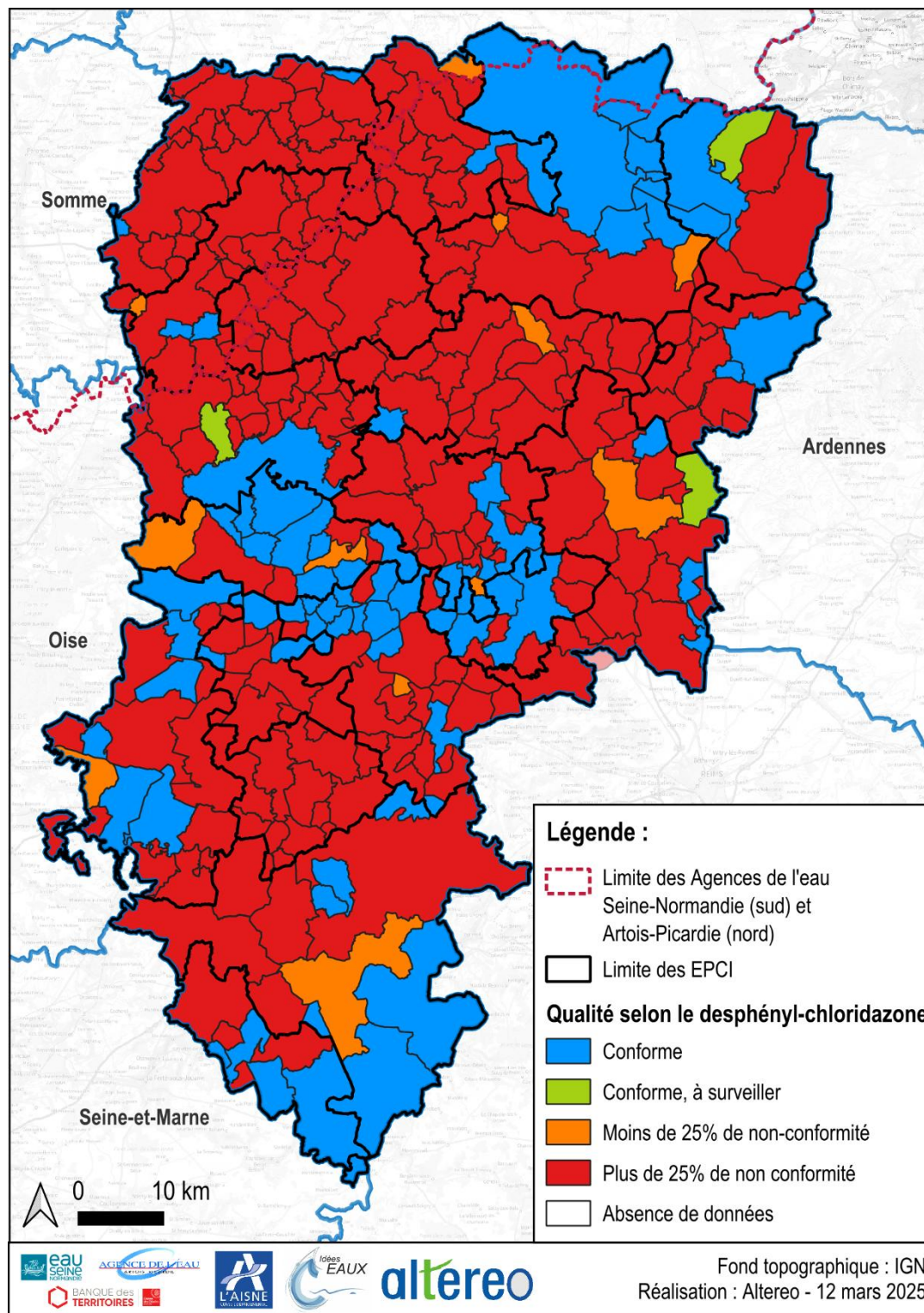


Figure 84 : Qualité de l'eau traitée selon le desphényl-chloridazone (Source : Altereo)

Le tableau suivant liste les UDI dépassant systématiquement la limite de qualité du desphényl-chloridazone (0,1 µg/L) :

Tableau 33 : UDI systématiquement au-dessus de la limite de qualité du desphényl-chloridazone

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)
002000630	Barenton-Bugny	Barenton-Bugny	AESN	1,172	1,924
002001660	Barenton-Cel	Barenton-Cel	AESN	0,851	1,807
002001671	Beaumont-en-Beine	SIVOM de Guiscard	AEAP	0,813	1,081
002001163	Braine	Braine	AESN	0,314	0,714
002000126	Breny	UESA	AESN	0,828	2,045
002000500	Bucy-le-long	SE de Bucy-le-long, Celles-sur-Aisne, Chivres-Val, Conde-sur-Aisne, Missy-sur-Aisne	AESN	0,377	0,788
002000129	Bucy-lès-Pierrepont	Bucy-lès-Pierrepont	AESN	0,970	1,28
002000633	Chaourse	Chaourse	AESN	0,941	0,941
002001261	Ciry-Salsogne	SESV	AESN	0,192	0,192
002001719	Contescourt-Castres	CASQ	AEAP	1,630	1,630
002000693	Corbeny	Corbeny	AESN	0,248	0,248
002000449	Courcelles-sur-Vesles	Courcelles-sur-Vesles	AESN	0,131	0,151
002000712	Crécy-sur-Serre	Crécy-sur-Serre	AESN	1,234	2,000
002001628	Déferrisation de Clacy	SEROL	AESN	1,377	6,690
002000168	Dhuizel	Dhuizel	AESN	0,591	0,947
002001370	Glennes-et-Révillon	Les Septvallons	AESN	0,212	0,234
002000959	Guise	Guise	AESN	0,157	0,157
002002069	Hameau de Féronval	SENA	AESN	0,674	0,674
002002107	Hameau de Valecourt	SIE de Ribemont	AESN	0,764	3,143
002000834	Holnon - Sortie station	Holnon	AEAP	1,372	2,399
002000290	La Neuville-Bosmont	La Neuville-Bosmont	AESN	1,062	1,673
002000707	La Ville-aux-Bois-lès-Pontavert	La Ville-aux-Bois-lès-Pontavert	AESN	1,172	1,172
002000223	Lappion	Lappion	AESN	1,062	1,430
002000377	Le Thuel	Le Thuel	AESN	5,899	13,604
002001658	Lempire	SIAEP de la Haute Cologne	AEAP	0,469	0,715
002000307	Orgeval	CAPL	AESN	1,322	2,325
002000309	Oulchy-la-Ville	SE de la Région de Neuilly-Saint-Front	AESN	2,302	3,640
002001179	Pernant	SESV	AESN	1,629	1,629
002001655	Pithon	Pithon	AEAP	0,481	0,790
002001554	Pommiers	SESV	AESN	0,997	2,265
002000706	Pontavert	Pontavert	AESN	1,014	1,866
002000321	Prémont	Prémont	AEAP	0,648	1,290
002000893	Presles-et-Boves	SE de la Vallée de l'Aisne	AESN	0,447	0,820
002000881	Réseau - Blanzly-lès-Fismes	SAE de Blanzly-les-Fismes et Perles	AESN	1,798	2,662
002001669	Retheuil	SESV	AESN	0,815	0,815
002000824	Roupy	Roupy	AEAP	0,856	1,312
002000752	Saint-Michel	Saint-Michel	AESN	0,350	0,350
002000360	Savy	Savy	AEAP	1,312	1,312
002001439	SIAEP d'Aubenton	SE de la Région d'Aubenton	AESN	0,146	0,146
002000527	SIAEP d'Autremencourt	SIAE de la Région d'Autremencourt	AESN	0,431	0,431
002000869	SIAEP d'Ebouleau	SIAE d'Ebouleau et environs	AESN	1,020	1,570
002000930	SIAEP d'Hannapes	SE de Hannapes Iron Tupigny	AESN	1,852	3,005
002000912	SIAEP de Bray-en-Thiérache	SE de la Région de Bray en Thiérache	AESN	1,028	2,070

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)
002000889	SIAEP de Crépy	SAEP de la Région de Crépy	AESN	3,793	8,015
002001410	SIAEP de la Vallée de l'Oise	SE de la Vallée de l'Oise	AESN	1,549	2,017
002000855	SIAEP de la Vallée de la Serre	SE de la Vallée de la Serre	AESN	0,491	0,491
002001298	SIAEP de la Vallée du Hurtaut	SE de la Vallée du Hurtaut	AESN	0,379	0,838
002001568	SIAEP de Novion-et-Catillon	SE de Novion-et-Catillon	AESN	1,178	1,610
002001551	SIAEP de Pasly-Pommiers-Cuffie	GSA	AESN	1,494	2,441
002000590	SIAEP de Ribemont	SIE de Ribemont	AESN	1,737	4,87
002001048	SIAEP de Sains-Richaumont	SE de la Région de Sains-Richaumont	AESN	1,616	2,299
002001277	SIAEP de Vadencourt	SE de Vadencourt	AESN	1,135	2,492
002000947	SIAEP de Villeneuve-sur-Aisne	SIDEP de la Région de Guignicourt	AESN	0,800	1,639
002001281	SIAEP de Wassigny	SE de la Région de Wassigny	Mixte	0,841	1,846
002001598	SIAEP du Bois-l'Abbé	SE du Bois-l'Abbé	Mixte	0,305	0,391
002000743	SIAEP du Sourd	SE de Le Sourd	AESN	0,434	0,740
002000658	Sortie de station - Lesquielles-Saint-Germain	Lesquielles-Saint-Germain	AESN	1,574	2,768
002000747	Sortie de station - Montcornet	SE de la Région de Montcornet	AESN	0,180	0,180
002000821	Station d'Etreillers	SAE de la vallée de l'Omignon	AEAP	2,236	5,704
002000196	Station de Francilly	SAE de la vallée de l'Omignon	AEAP	1,429	1,560
002000521	Station de livraison - Bosmont-sur-Serre	SE du Châtelet	AESN	1,777	3,536
002001291	Station de livraison - Montigny-sur-Crécy	SIE de Ribemont	AESN	0,837	1,419
002000312	Station de livraison - Paissy	Paissy	AESN	2,082	4,730
002000344	Station de livraison - Saint-Preuve	Saint-Preuve	AESN	1,641	2,442
002000389	Station de livraison Eternes - Vaudesson	Vaudesson*	AESN	7,299	23,276
002000067	Station de traitement - Agnicourt-et-Séchelles	Agnicourt-et-Séchelles	AESN	1,873	4,784
002000048	Station de traitement - Aisonville-et-Bernoville	Aisonville-et-Bernoville	AEAP	1,379	2,662
002000873	Station de traitement - Bernot	SIE de Ribemont	AESN	0,477	0,477
002000531	Station de traitement - Cuiry-lès-Chaudardes	SE de la Région de Beaurieux	AESN	0,986	2,079
002000516	Station de traitement - Erlon	SAE d'Erlon et de Marcy-sous-Marle	AESN	1,848	3,850
002000615	Station de traitement - Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt	SE de Saint-Erme	AESN	0,555	0,998
002000570	Station de traitement - Sequehart	SE du nord du canal de Saint-Quentin	AEAP	0,765	0,765
002000385	Station de traitement - Urvillers	Urvillers	AESN	1,059	3,245

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)
002000398	Station de traitement - Vaux-Andigny	Vaux-Andigny	AEAP	1,947	3,002
002000434	Station de traitement - Voyenne	Voyenne	AESN	0,815	1,517
002000831	Station Jeancourt	SAE de la vallée de l'Omignon	AEAP	1,339	2,046
002001419	Tannières	Tannières	AESN	0,755	0,922
002001043	TTO Billy-sur-Ourcq	SESV	AESN	1,703	1,703
002000077	TTP Beaurevoir	Beaurevoir	AEAP	1,346	1,346
002000081	TTP Beautor	CACTLF	AESN	2,631	2,631
002000811	TTP Croix-Fonsomme - Mericourt	SIDEN-SIAN	AEAP	0,567	0,715
002001310	TTP d'Aulnois-sous-Laon	SIDEN-SIAN	AESN	1,994	3,991
002001365	TTP d'Estrées	SIDEN-SIAN	AEAP	1,457	3,530
002000189	TTP d'Etreux	SIDEN-SIAN	AESN	0,562	0,951
002000136	TTP de Chavigny	SIDEN-SIAN	AESN	3,163	9,290
002000899	TTP de Chouy	SESV	AESN	0,830	1,215
002001547	TTP de Condren	CACTLF	AESN	0,734	0,836
002000807	TTP de Croix-Fonsomme	SIDEN-SIAN	AEAP	1,315	2,814
002000514	TTP de Gizy	SIE de Liesse, Notre Dame, Gizy et Missy-lès-Pierrepont	AESN	1,821	2,96
002000199	TTP de Gouy	SIDEN-SIAN	AEAP	0,844	1,357
002001241	TTP de Launoy	SESV	AESN	3,926	9,024
002001132	TTP de Leury	SIDEN-SIAN	AESN	1,718	6,21
002000234	TTP de Marcy	CASQ	AEAP	0,471	0,696
002001691	TTP de Mont-Notre-Dame	SESV	AESN	0,349	0,580
002000661	TTP de Montigny-en-Arrouaise	SIDEN-SIAN	AEAP	1,314	1,314
002001381	TTP de Moy-de-l'Aisne	SIDEN-SIAN	AESN	1,089	2,040
002000280	TTP de Nauroy	SIDEN-SIAN	AEAP	0,292	0,688
002000607	TTP de Pouilly-sur-Serre	SIDEN-SIAN	AESN	1,337	1,337
002000335	TTP de Regny	SIDEN-SIAN	AESN	1,629	4,682
002000792	TTP de Seboncourt	SIDEN-SIAN	Mixte	1,508	2,462
002000826	TTP de Serain	SIDEN-SIAN	AEAP	0,437	1,472
002000764	TTP de Vendeuil	SIDEN-SIAN	AESN	0,691	1,296
002001429	TTP Harly	CASQ	AEAP	2,738	5,254
002000217	TTP Jussy	CASQ	AEAP	1,868	3,640
002001320	TTP Laon - Chambry	CAPL	AESN	0,974	1,720
002000270	TTP Montescourt-Lizerolles cité	CASQ	AEAP	0,422	0,422
002000271	TTP Montescourt-Lizerolles Villages	CASQ	AEAP	0,811	1,017
002000963	TTP Puisieux-en-Retz	SESV	AESN	0,985	2,44
002000540	TTP Samoussy	SIDEN-SIAN	AESN	0,378	0,717
002001327	TTP Vallée de la Somme	CASQ	AEAP	1,630	1,630
002000818	TTP Villers-Saint-Christophe	CASQ	AEAP	0,804	1,004
002000051	UDI Anguilmont-le-Sart	CACTLF	AESN	0,237	0,350
002000653	UDI Bruyères-et-Montbérault	SIDEN-SIAN	AESN	2,509	2,509
002001552	UDI Cuisy-Tartiers-Vauxrexis	SIDEN-SIAN	AESN	2,265	2,265
002001333	UDI d'Abbécourt	CACTLF	AESN	2,292	4,536

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)
002000839	UDI d'Hinacourt	SIDEN-SIAN	Mixte	4,391	4,391
002000094	UDI de Benay	Urvillers	AESN	0,316	0,820
002000101	UDI de Bohain	SIDEN-SIAN	AEAP	0,985	1,340
002001585	UDI de Danizy-et-Charmes	CACTLF	AESN	1,211	1,211
002001091	UDI de Epau-Bezu	USESA	AESN	0,267	0,429
002001084	UDI de Essomes	USESA	AESN	0,743	0,743
002001026	UDI de Fère-en-Tardenois	USESA	AESN	1,144	2,004
002000563	UDI de Fieulaine - Fontaine-Notre-Dame	CASQ	AEAP	1,459	1,459
002000463	UDI de Guivry	CACTLF	AESN	0,255	0,391
002000976	UDI de la Ferte-Milon	USESA	AESN	0,477	0,560
002000975	UDI de la Ferte-Milon - Hameau Saint-Quentin	USESA	AESN	0,449	0,610
002001136	UDI de Leuilly-sous-Coucy	SIDEN-SIAN	AESN	0,981	3,277
002001315	UDI de Liez	CACTLF	AESN	0,694	0,694
002000244	UDI de Mesnil-Saint-Laurent	CASQ	AEAP	1,139	1,850
002000273	UDI de Montbrehain	SIDEN-SIAN	AESN	1,823	2,370
002001250	UDI de Septmonts	SESV	AESN	0,967	2,194
002000922	UDI de Séry-lès-Mézières	SAE de la région de Séry lès Mézières et de la vallée de l'Oisel	AESN	0,958	1,670
002001464	UDI de Soissons - Sud	SESV	AESN	0,252	0,252
002000379	UDI de Travecy	CACTLF	AESN	1,232	2,370
002000596	UDI de Vermand	SAE de la vallée de l'Omignon	AEAP	3,759	3,759
002000782	UDI de Veslud	SIDEN-SIAN	AESN	0,222	0,222
002000863	UDI du Nadon	SESV	AESN	0,832	0,832
002000182	UDI Essigny-le-Petit	CASQ	AEAP	1,118	2,309
002000210	UDI Hauteville	SIDEN-SIAN	AESN	0,648	1,245
002001580	UDI La Fère	CACTLF	AESN	2,055	2,055
002000241	UDI Mennessis	CACTLF	AESN	0,755	0,755
002000679	UDI Monceau-les-Leups	CACTLF	AESN	1,182	2,469
002001716	UDI Saint-Quentin - Bas service	CASQ	AEAP	1,720	2,676
002001708	UDI Saint-Quentin - Haut service	CASQ	AEAP	1,621	2,935
002001679	UDI Tergnier - Quessy-cité	CACTLF	AESN	0,421	0,421
002001678	UDI Tergnier-Fargniers-Quessy Ville	CACTLF	AESN	1,743	1,743
002000401	UDI Vauxcercé	SAE de Blanzky-les-Fismes et Perles	AESN	3,978	3,978
002001149	Villiers-Saint-Denis	Villiers-Saint-Denis	AESN	0,186	0,248
002000430	Vorges	SIDEN-SIAN	AESN	0,265	0,356

*L'UDI de Vaudesson est maintenant raccordée au SPENS.

La pollution au desphényl-chloridazone est particulièrement marquée dans le département, avec 149 UDI se trouvant dans une situation préoccupante en raison d'une pollution systématique de l'eau et des taux de conformité de 0 %.

En 2022, la Direction Générale de la Santé a établi une valeur sanitaire transitoire (VST) à $3\mu\text{g/L}$ en l'absence d'une valeur maximale sanitaire (Vmax) établie par l'ANSES. Cette année-là, une campagne de surveillance a été mise en place par l'ARS pour 79 communes de l'Aisne. Suite à cette campagne, la préfecture de l'Aisne a pris des mesures de restrictions d'eau sur les communes de Vaudesson, Le Thuel, Merlieux-et-Fouquerolles, Versigny et Rogécourt. L'alimentation a été rétablie sur l'ensemble des communes suites à des travaux d'interconnexion.

Bien que l'Autorité européenne de sécurité des aliments ait écarté tout risque pour la santé humaine lié aux deux métabolites du chloridazone en 2007, l'ANSES les a classés comme métabolites pertinents, car il n'est pas possible de conclure sur leurs effets mutagènes ou génotoxiques. Il reste donc crucial de continuer à surveiller l'évolution de cette pollution et ses impacts sur la santé publique.

L'ARS met en place une politique de priorisation de dérogation pour les UDI où la concentration en desphényl-chloridazone est supérieure à $3\mu\text{g/L}$. La carte ci-dessous illustre les UDI prioritaires.

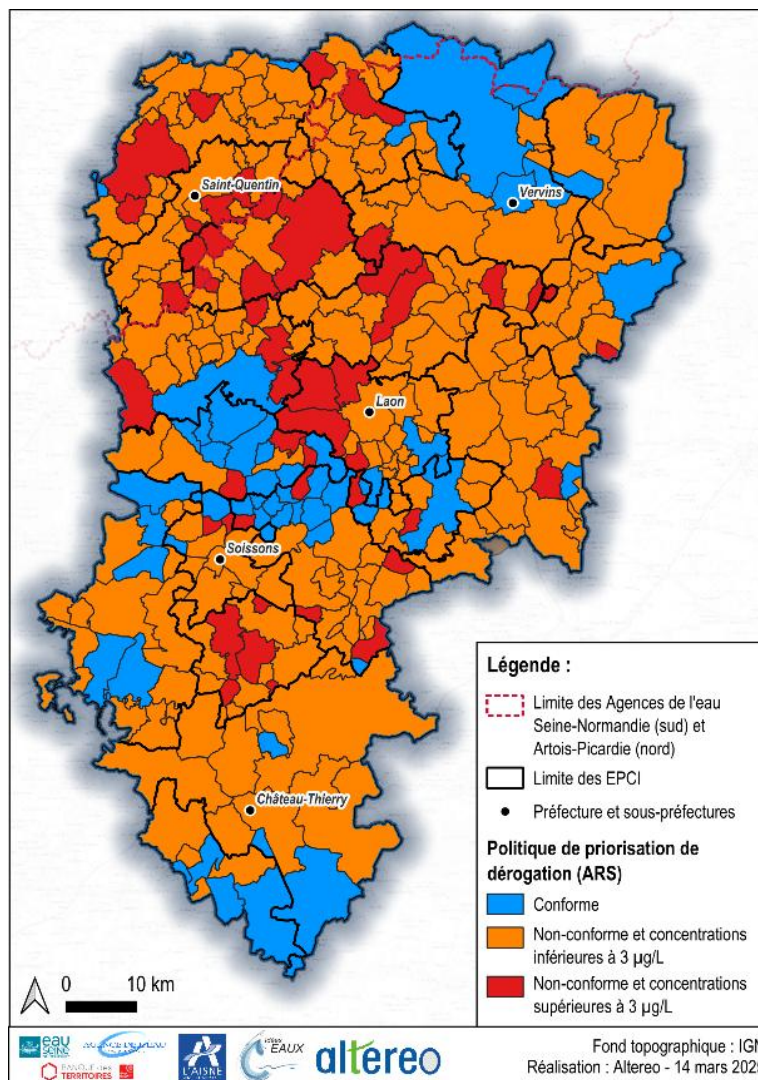


Figure 85 : Politique de priorisation de dérogation de l'ARS

Le desphényl-chloridazone, métabolite du chloridazone, est présent dans les eaux distribuées, en cohérence avec les taux observés dans les eaux brutes. Plus de 53 % des UDI du territoire sont touchées par cette pollution et dépassent le seuil réglementaire. La situation est particulièrement alarmante pour 149 UDI, où la pollution par ce métabolite est systématique.

Il est donc crucial de trouver des solutions efficaces pour lutter contre cette pollution et protéger la qualité de l'eau durablement.

Méthyl-desphényl-chloridazone

Rappel des références et limites de qualité :

Paramètres	Eaux brutes			Eaux destinées à la consommation humaines			
	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	V _{max} ou VST
Desphényl-chloridazone	2 µg/L	-	0,1 µg/L	0,1 µg/L	-	-	V _{max} = 110 µg/L*

• Eaux brutes

Sur l'ensemble du territoire de l'Aisne, 53 % des captages sont concernées par un dépassement de la limite de bon état des eaux souterraines (0,1 µg/L).

Concernant la limite de qualité (2 µg/L), 8 captages ont une concentration moyenne qui dépasse cette limite (soit environ 2,3 % des captages) et 12 captages ont déjà eu au moins un dépassement de cette limite (soit environ 3,5 % des captages du territoire).

La carte suivante met en évidence les captages dépassant la limite de qualité.

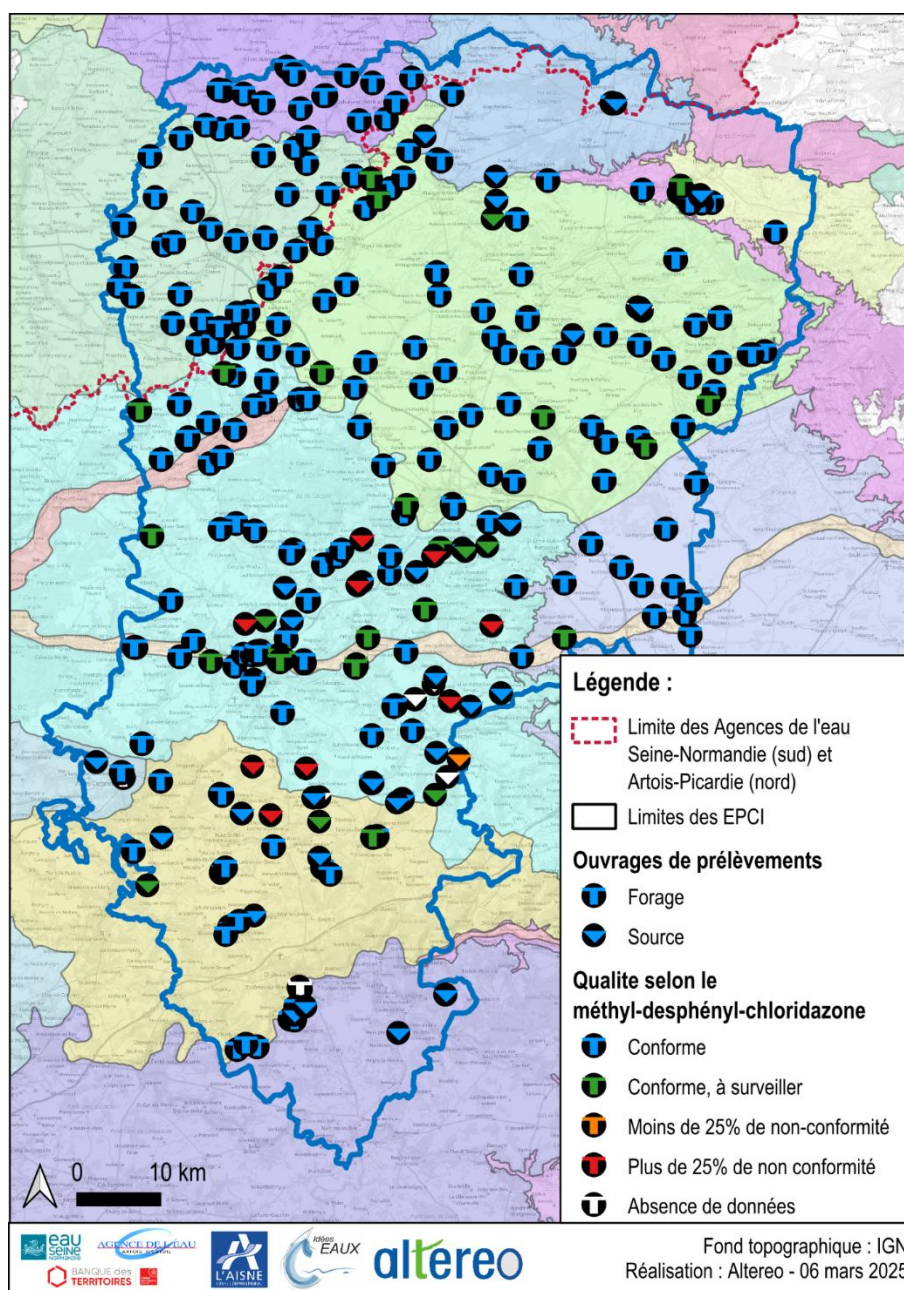


Figure 86 : Qualité des captages selon la limite de qualité du paramètre de Méthyl-desphényl-chloridazone (Source : Altereo)

Le tableau suivant récapitule les captages touchés par la pollution au méthyl-desphényl-chloridazone (limite de qualité à 2 µg/l) :

Tableau 34 : Captages au-dessus de la limite de qualité pour le méthyl-desphényl-chloridazone

Captages	Nom des captages	Agence de l'eau	PRPDE	Concentration moyenne (en µg/l)	Concentration maximale (en µg/l)	Traitement
01075X0046	Source Eglise Vauxcéré	AESN	Les Septvallons	2,39	2,72	Non
00837X0055	Nouvelle Source	AESN	Merlieux et Fouquerolles	2,27	2,68	Non
00837X0035	Source La Saleuse	AESN	Merlieux et Fouquerolles	2,69	3,26	Non
01072X0018	Source de Paissy	AESN	Paissy	1,61	3,35	Non
01306X0070	Source Saint-Pierre	AESN	SE de la Région de Neuilly-Saint-Front	1,59	2,46	Déferriation
01301X0058	Source de la Savières	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	3,10	3,40	Non
01302X0031	Source Droizy-Launoy	AESN	SIAEP du Soissonais et du Valois	2,15	2,33	Non
01311X0036	Source le Vormy	AESN	SIAEP de Chery-Chartreuve	1,57	2,04	Non
01071X0029	Source Nouvion-le-Vineux	AESN	SIDEN-SIAN	1,66	3,01	Non
01071X0030	Source de Chivy-lès-Etouvelles	AESN	SIDEN-SIAN	2,58	2,78	Non
01061X0047	Source de Chavigny	AESN	SIDEN-SIAN	2,62	2,62	Non
01063X0030	Source Almany (HS)	AESN	Vaudesson	2,54	2,98	Non

Les captages les plus touchés sont similaires aux captages ayant les plus fortes concentrations en desphényl-chloridazone.

Au vu de l'interdiction récente du chloridazone, il est trop tôt pour savoir si cette molécule va encore augmenter ou diminuer dans les années à venir.

Le méthyl-desphényl-chloridazone, métabolite du chloridazone, est présent sur 53 % des captages du département. Cette pollution des eaux souterraines résulte principalement de la production intensive de betteraves dans la région. Contrairement au desphényl-chloridazone, le méthyl-desphényl-chloridazone est moins présent sur le territoire, avec moins de variations et des concentrations généralement moins élevées. Seuls 8 captages dépassent en moyenne la valeur limite réglementaire de 2 µg/l, et 12 captages enregistrent au moins une valeur dépassant cette limite.

• Eaux distribuées

Toutes les UDI du département présentent des mesures de méthyl-desphényl-chloridazone.

Comme pour les eaux brutes, les eaux distribuées sont un peu moins touchées par méthyl-desphényl-chloridazone que par le desphényl-chloridazone. Sur les 279 UDI que compte le territoire, 242 montrent une présence de méthyl-desphényl-chloridazone, soit 87% des UDI. Néanmoins, environ 62% des UDI du département présentent des dépassements de la limite de qualité.

La carte suivante illustre les non-conformités du méthyl-desphényl-chloridazone sur le département.

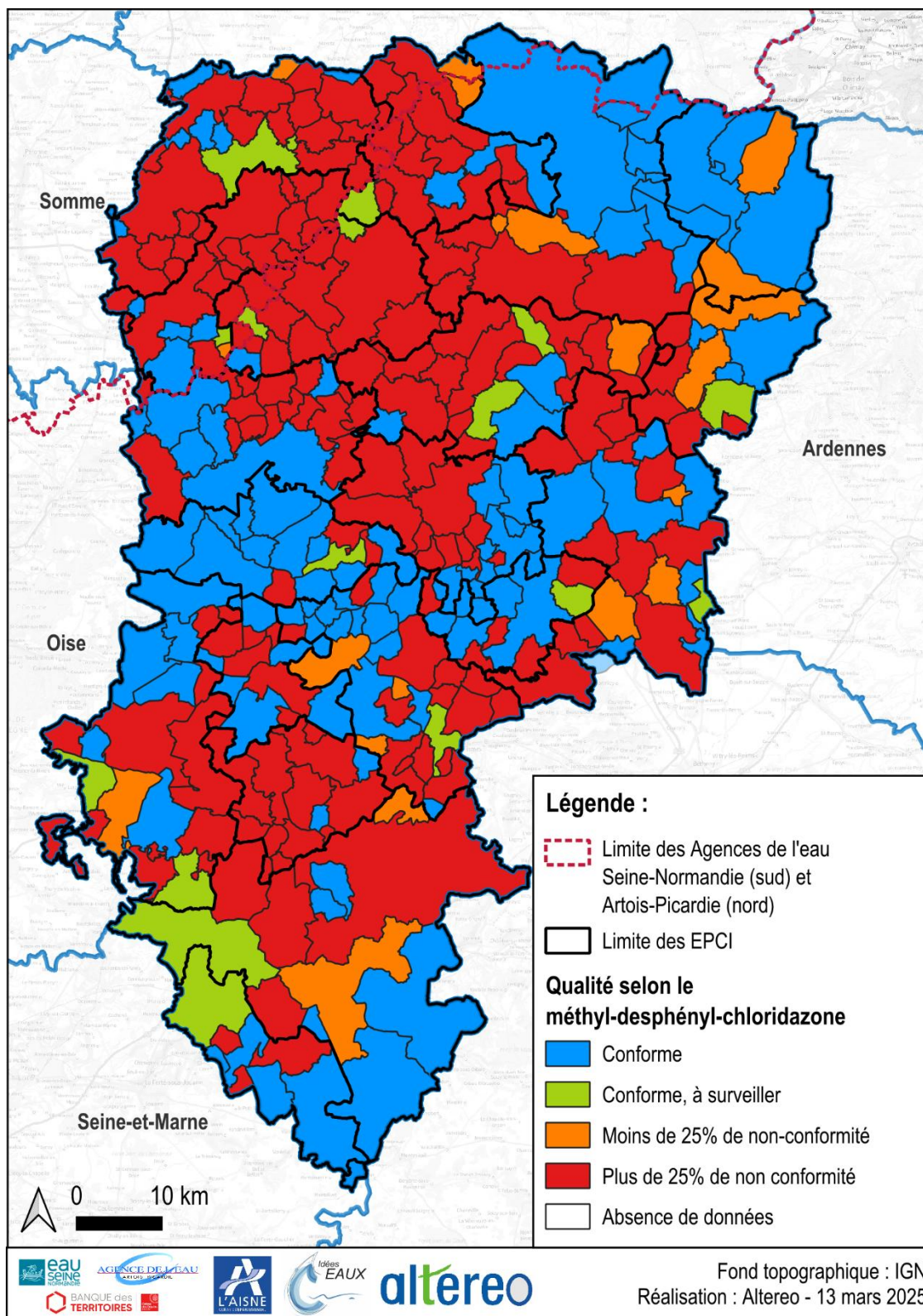


Figure 87 : Qualité de l'eau distribuée selon le méthyl-desphényl-chloridazone (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

Le tableau suivant liste les UDI dépassants systématiquement la limite de qualité du méthyl-desphényl-chloridazone (0,1 µg/L) :

Tableau 35 : UDI dépassant systématiquement la limite de qualité du méthyl-desphényl-chloridazone

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)
002001671	Beaumont-en-Beine	SIVOM de Guiscard	AEAP	0,208	0,282
002000126	Breny	UESA	AESN	0,364	0,452
002000129	Bucy-lès-Pierrepont	Bucy-lès-Pierrepont	AESN	0,240	0,350
002001496	Chéry-Chartreuve - Mont-Saint-Martin	SIVOM de Chéry-Chartreuve, Mont-Saint-Martin, Villesavoye	AESN	0,907	2,128
002001719	Contescourt-Castres	CASQ	AEAP	0,280	0,280
002000712	Crécy-sur-Serre	Crécy-sur-Serre	AESN	0,512	0,810
002001370	Glennes-et-Révillon	Les Septvallons	AESN	0,341	0,432
002002069	Hameau de Féronval	SENA	AESN	0,106	0,106
002002107	Hameau de Valecourt	SIE de Ribemont	AESN	0,279	0,768
002000834	Holnon - Sortie station	Holnon	AEAP	0,433	0,954
002000214	Itancourt	Itancourt	AESN	0,164	0,280
002000707	La Ville-aux-Bois-lès-Pontavert	La Ville-aux-Bois-lès-Pontavert	AESN	0,367	0,367
002000223	Lappion	Lappion	AESN	0,235	0,292
002000377	Le Thuel	Le Thuel	AESN	1,366	2,136
002001658	Lempire	SIAEP de la Haute Cologne	AEAP	0,207	0,330
002000307	Orgeval	CAPL	AESN	1,252	1,560
002000309	Oulchy-la-Ville	SE de la Région de Neuilly-Saint-Front	AESN	1,361	2,328
002001179	Pernant	SESV	AESN	0,993	1,212
002001554	Pommiers	SESV	AESN	0,348	0,773
002000706	Pontavert	Pontavert	AESN	0,360	0,486
002000893	Presles-et-Boves	SE de la Vallée de l'Aisne	AESN	0,298	0,426
002000881	Réseau - Blanzly-lès-Fismes	SAE de Blanzly-les-Fismes et Perles	AESN	1,381	1,802
002000869	SIAEP d'Ebouleau	SIAE d'Ebouleau et environs	AESN	0,240	0,290
002000930	SIAEP d'Hannapes	SE de Hannapes Iron Tupigny	AESN	0,204	0,248
002000912	SIAEP de Bray-en-Thiérache	SE de la Région de Bray en Thiérache	AESN	0,204	0,369
002001410	SIAEP de la Vallée de l'Oise	SE de la Vallée de l'Oise	AESN	0,280	0,408
002001551	SIAEP de Pasly-Pommiers-Cuffie	GSA	AESN	0,633	0,869
002001048	SIAEP de Sains-Richaumont	SE de la Région de Sains-Richaumont	AESN	0,219	0,278
002001277	SIAEP de Vadencourt	SE de Vadencourt	AESN	0,271	0,771
002000658	Sortie de station - Lesquielles-Saint-Germain	Lesquielles-Saint-Germain	AESN	0,208	0,294
002001399	Station de Foreste	SAE de la vallée de l'Omignon	AEAP	0,493	0,730
002000196	Station de Francilly	SAE de la vallée de l'Omignon	AEAP	0,303	0,382
002001291	Station de livraison - Montigny-sur-Crécy	SIE de Ribemont	AESN	0,186	0,254
002000312	Station de livraison - Paissy	Paissy	AESN	1,710	3,588
002000344	Station de livraison - Saint-Preuve	Saint-Preuve	AESN	0,300	0,374

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)
002001623	Station de livraison Wallée - Beugneux	Beugneux	AESN	1,585	2,670
002000067	Station de traitement - Agnicourt-et-Séchelles	Agnicourt-et-Séchelles	AESN	0,474	0,807
002000048	Station de traitement - Aisonville-et-Bernoville	Aisonville-et-Bernoville	AEAP	0,377	0,795
002000531	Station de traitement - Cuiry-lès-Chaudardes	SE de la Région de Beaurieux	AESN	0,318	0,385
002000398	Station de traitement - Vaux-Andigny	Vaux-Andigny	AEAP	0,429	0,560
002000831	Station Jeancourt	SAE de la vallée de l'Omignon	AEAP	0,291	0,592
002001043	TTP Billy-sur-Ourcq	SESV	AESN	0,709	1,247
002000081	TTP Beautor	CACTLF	AESN	0,905	1,395
002001365	TTP d'Estrées	SIDEN-SIAN	AEAP	0,277	0,416
002000136	TTP de Chavigny	SIDEN-SIAN	AESN	0,928	1,587
002000899	TTP de Chouy	SESV	AESN	0,337	0,640
002000514	TTP de Gizy	SIE de Liesse, Notre Dame, Gizy et Missy-lès-Pierrepont	AESN	0,486	0,789
002000199	TTP de Gouy	SIDEN-SIAN	AEAP	0,205	0,367
002001241	TTP de Launoy	SESV	AESN	1,646	2,565
002001381	TTP de Moy-de-l'Aisne	SIDEN-SIAN	AESN	0,340	0,455
002000607	TTP de Pouilly-sur-Serre	SIDEN-SIAN	AESN	0,612	0,956
002000335	TTP de Regny	SIDEN-SIAN	AESN	0,483	1,036
002000792	TTP de Seboncourt	SIDEN-SIAN	Mixte	0,434	0,630
002001320	TTP Laon - Chambry	CAPL	AESN	0,223	0,673
002001327	TTP Vallée de la Somme	CASQ	AEAP	0,213	0,280
002000653	UDI Bruyères-et-Montbérault	SIDEN-SIAN	AESN	1,024	1,572
002001552	UDI Cuisy-Tartiers-Vauxrezis	SIDEN-SIAN	AESN	0,559	0,773
002000839	UDI d'Hinacourt	SIDEN-SIAN	Mixte	0,320	0,612
002000101	UDI de Bohain	SIDEN-SIAN	AEAP	0,268	0,376
002001585	UDI de Danizy-et-Charmes	CACTLF	AESN	0,202	0,304
002001084	UDI de Essomes	USES A	AESN	0,321	0,438
002000925	UDI de la Vallée de l'Oisel	SAE de la région de Séry lès Mézières et de la vallée de l'Oisel	AESN	0,716	1,294
002001136	UDI de Leuilly-sous-Coucy	SIDEN-SIAN	AESN	0,303	0,978
002001315	UDI de Liez	CACTLF	AESN	0,162	0,271
002000244	UDI de Mesnil-Saint-Laurent	CASQ	AEAP	0,206	0,457
002000273	UDI de Montbrehain	SIDEN-SIAN	AESN	0,430	0,717
002000878	UDI de Noyales-Macquigny	SIDEN-SIAN	AESN	0,170	0,207
002000922	UDI de Séry-lès-Mézières	SAE de la région de Séry lès Mézières et de la vallée de l'Oisel	AESN	0,312	0,472
002000379	UDI de Travecy	CACTLF	AESN	0,509	0,689
002000596	UDI de Vermand	SAE de la vallée de l'Omignon	AEAP	0,529	0,632
002000863	UDI du Nadon	SESV	AESN	0,462	0,600
002000182	UDI Essigny-le-Petit	CASQ	AEAP	0,283	0,466
002001580	UDI La Fère	CACTLF	AESN	0,586	0,677
002000679	UDI Monceau-les-Leups	CACTLF	AESN	0,356	0,952

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)
002001716	UDI Saint-Quentin - Bas service	CASQ	AEAP	0,372	0,429
002001679	UDI Tergnier - Quessy-cité	CACTLF	AESN	0,125	0,125
002001678	UDI Tergnier-Fargniers-Quessy Ville	CACTLF	AESN	0,778	1,054
002000401	UDI Vauxcercé	SAE de Blanzay-les-Fismes et Perles	AESN	2,415	3,140
002001149	Villiers-Saint-Denis	Villiers-Saint-Denis	AESN	0,142	0,163
002000430	Vorges	SIDEN-SIAN	AESN	0,277	0,330

Parmi les UDI dépassant le seuil réglementaire, 15 % présentent un état inquiétant vis-à-vis de cette pollution, avec des taux de conformité inférieurs à 25 %.

Les UDI les plus touchées par cette pollution sont similaires à celles affectées par le desphényl-chloridazone, bien que les concentrations soient moins élevées. Cependant, 80 UDI connaissent une pollution systématique aux méthyl-desphényl-chloridazone, ce qui montre l'ampleur de l'impact de ce métabolite sur l'ensemble du territoire. La Vmax de 110 µg/l n'a néanmoins jamais été dépassée sur le territoire.

Tout comme pour le desphényl-chloridazone, les études indiquent que les risques de cette pollution sur la santé humaine sont écartés.

Le méthyl-desphényl-chloridazone, métabolite du chloridazone, est présent sur 87 % des UDI du département. Une pollution systématique de ce métabolite affecte 80 UDI, ce qui met en évidence l'impact significatif de cette molécule sur la qualité de l'eau potable dans l'Aisne. La situation sur l'ensemble du territoire est préoccupante en ce qui concerne les métabolites du chloridazone.

Il est donc crucial de trouver des solutions pour traiter cette pollution et protéger la qualité de l'eau.

CHLORURE DE VINYLE MONOMERE

Sur les 279 UDI du département, les valeurs étudiées concernent 251 UDI. Les UDI manquantes ne possèdent pas de mesures sur ce paramètre sur la période étudiée.

Sur l'ensemble du département, deux UDI dépassent la limite de qualité du CVM (0,5 µg/L) sur les 5 dernières années soit 0,7 % des UDI. Néanmoins, les CVM sont généralement présents sur les canalisations en PVC datant d'avant 1980. Les analyses étant réalisées au hasard sur le réseau des PRPDE, les résultats sont à modérer.

Le tableau ci-dessous présentent les UDI concernées par des dépassements de la limite de qualité des CVM.

Tableau 36: UDI concernées par des dépassements de la limite de qualité des CVM

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	PRPDE	Agence de l'eau	Concentration moyenne (µg/L)	Concentration maximale (µg/L)	Taux de conformité (%)
002000947	SIAEP de Villeneuve-sur-Aisne	SIDEP de la Région de Guignicourt	AESN	0,8	7,5	89 %
002001615	SIAEP du Pont Oger	Syndicat du Pont Oger	AESN	0,05	0,8	93 %

Des mesures de CVM seraient à réaliser plus spécifiquement sur les canalisations datant d'avant 1980 pour chacune des UDI dans le cadre de leur autocontrôle et de leur PGSSE.

3.4.4.3. Paramètres bactériologiques

Rappel des références et limites de qualité :

Paramètres	Eaux brutes			Eaux destinées à la consommation humaines			
	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	Limite de qualité	Référence de qualité	Limite de bon état	V _{max} ou VST
Entérocoques	10 000 / 100 mL	-	-	0 / 100 mL	-	-	-
E.coli	20 000 / 100 mL	-	-	0 / 100 mL	-	-	-
Coliformes	-	50 000 / 100 mL pour les sources	-	-	0 / 100mL	-	-

Eaux brutes

La plupart des captages ne présentent pas de trace de ces molécules sur les différentes campagnes de mesures. Sur certains captages, des composants microbiologiques sont présents mais que ponctuellement et sans dépasser les valeurs limites de qualité.

Entre 2019 et 2023, aucun captage n'a connu de dépassement des valeurs limites de qualité. Donc, les captages sont conformes sur les paramètres microbiologiques.

Eaux distribuées

Sur les 279 UDI du département, les valeurs étudiées concernent 275 UDI.

Sur l'ensemble du territoire, la qualité de l'eau pour les paramètres microbiologiques est globalement satisfaisante, sans dépassement systématique des limites de qualité.

Cependant, 43 % des UDI ont enregistré des dépassements ponctuels de ces paramètres. Pour rappel, la contamination de l'eau par des bactéries peut entraîner diverses maladies infectieuses, principalement digestives et gastro-intestinales, mais aussi d'autres infections.

La carte suivante illustre les non-conformités observées sur les paramètres microbiologiques ces 5 dernières années.

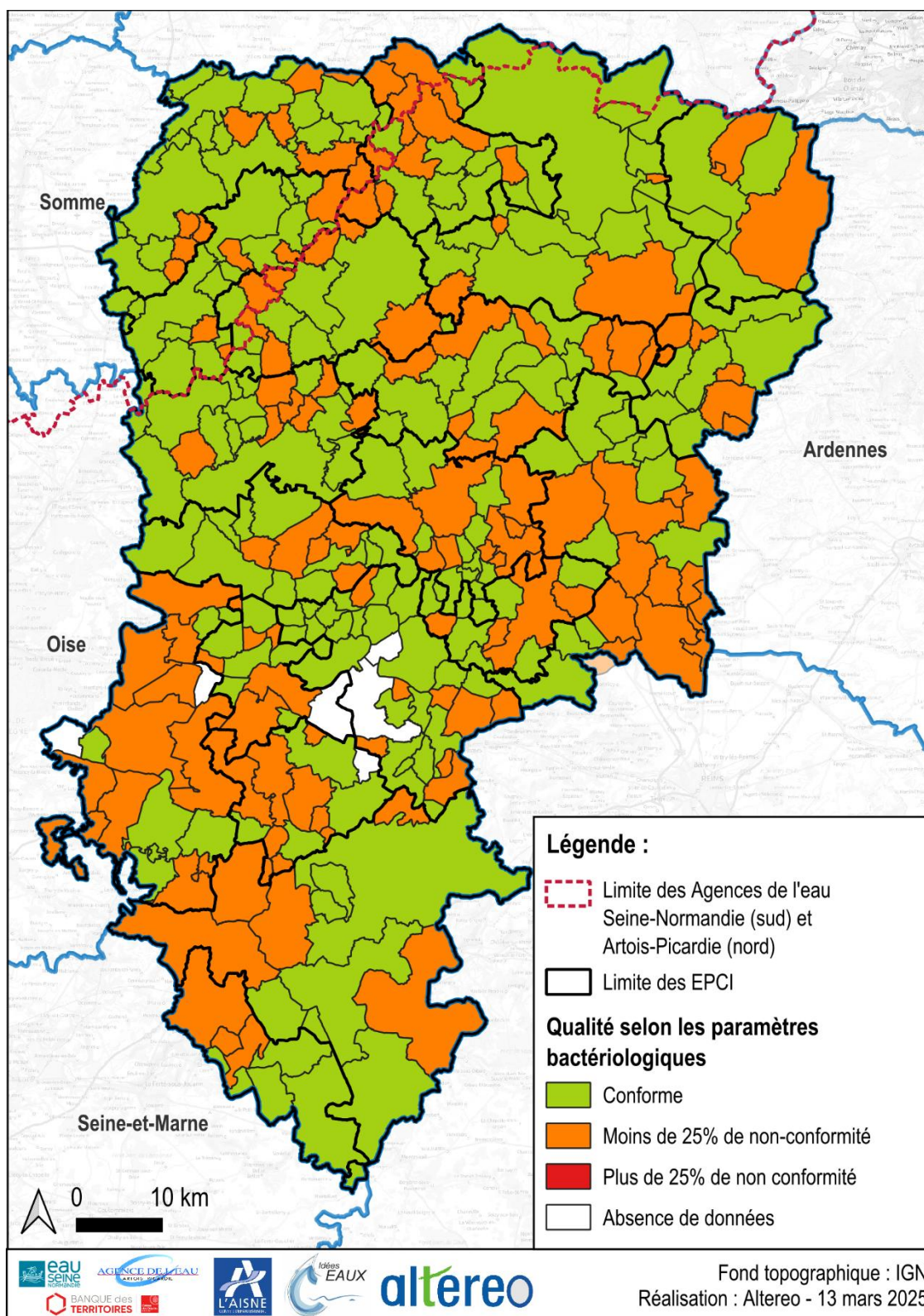


Figure 88 : Qualité de l'eau distribuée en fonction des paramètres microbiologiques (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

Le tableau suivant liste les UDI concernées par ces dépassements :

Tableau 37 : Liste des 119 UDI dépassant les limites de qualité microbiologiques

UDI			
Barenton-Bugny	SIAEP de la Vallée du Hurtaut	TTP Beautor	TTP UDI Nouvion-le-Vineux
Barenton-Cel	SIAEP de Pinon-Brancourt	TTP Buire - Hirson SNCF	UDI Anguilcourt-le-Sart
Bouconville-Vauclair	SIAEP de Prémontré	TTP Chauny	UDI Clastres
Brenelle	SIAEP de Vadencourt	TTP d'Ambleny	UDI de Benay
Breny	SIAEP de Villeneuve-sur-Aisne	TTP d'Estrées	UDI de Berry-au-Bac
Chéry-Chartreuve - Mont-Saint-Martin	SIAEP de Wassigny	TTP de Becquigny	UDI de Braye-en-Laonnois
Colonfay	SIAEP Neuilly-Saint-Front	TTP de Charly	UDI de Chérêt
Corbeny	Soize	TTP de Chavigny	UDI de Coyolles
Coucy-le-Château-Auffrique	Sortie de station - Saint-Thibaut	TTP de Croix-Fonsomme	UDI de Danizy-et-Charmes
Déferrisation de Clacy	Station de Francilly	TTP de Grandlup-et-Fay	UDI de Epaux-Bezu
Dhuizel	Station de livraison - Beugneux	TTP de Launoy	UDI de Fieulaine - Fontaine-Notre-Dame
Glennes-et-Réville	Station de livraison - Bosmont-sur-Serre	TTP de Leury	UDI de la Ferte-Milon - Hameau Saint-Quentin
Hameau de Mont d'Origny	Station de livraison - Lesges	TTP de Montigny-en-Arrouaise	UDI de Mareuil-en-Dôle
Hirson	Station de livraison - Montigny-sur-Crécy	TTP de Morsain	UDI de Mesnil-Saint-Laurent
Holnon - Sortie station	Station de livraison - Paissy	TTP de Parcy-et-Tigny	UDI de Montbrehain
Itancourt	Station de livraison - Renneval	TTP de Pignicourt	UDI de Soissons - Sud
Juvincourt-et-Damary	Station de livraison Eternes - Vaudesson	TTP de Regny	UDI de Travecy
Le Thuel	Station de livraison Wallée - Beugneux	TTP de Soissons	UDI de Vallées-en-Champagne
Marle	Station de traitement - AEP de Tavaux-et-Pontséricourt	TTP de Torcy-en-Valois-Clignon	UDI de Veslud
Monceau-le-Neuf	Station de traitement - Agnicourt-et-Séchelles	TTP de Vendeuil	UDI du Nadon
Orgeval	Station de traitement - Aisonville-et-Bernoville	TTP de Vorges	UDI Evergnicourt
Oulchy-la-Ville	Station de traitement - Amifontaine	TTP Fontenoy	UDI Haramont
Prémont	Station de traitement - Bernot	TTP Laon - Chambry	UDI Hauteville
Prouvais	Station de traitement - Châtillon-lès-Sons	TTP Montescourt-Lizerolles cité	UDI La Fère
Réseau - Blanzly-lès-Fismes	Station de traitement - Malzy	TTP Neufchâtel-sur-Aisne	UDI La Selve - La Malmaison
Roupy	Station de traitement - Nizy-le-Comte	TTP Parfondru	UDI Monceau-les-Leups
Savy	Station de traitement - Proviseux-et-Plesnoy	TTP Petit-Verly	UDI Saint-Quentin - Bas service
SIAEP d'Aubenton	Station de traitement - Sissonne	TTP Puisieux-en-Retz	UDI Villers-Côtterets
SIAEP d'Hannapes	Station de traitement - Urvillers	TTP Ressons-le-long	Villiers-Saint-Denis
SIAEP de Braye-en-Thiérache	Station de traitement - Vaux-Andigny	TTP Samoussy	

La qualité microbiologique de l'eau sur le département est globalement bonne. 43 % des UDI ont observés des dépassements de la limite de qualité des paramètres microbiologiques. Néanmoins, ces dépassements sont ponctuels et représentent pour chacune des UDI moins de 25 % de non-conformités. La surveillance de ces paramètres doit se poursuivre afin de prévenir tout risque pour la santé de la population.

3.4.4.4. Chlore libre

Pour le chlore libre, la réglementation ne précise pas de limite de qualité.

L'ensemble du territoire du département de l'Aisne présente des mesures montrant la présence de chlore. Sur les 279 UDI, 58 d'entre-elles ont des mesures qui montrent systématiquement la présence de chlore. Et environ 18 % des UDI ont plus de 25 % de leurs mesures qui montrent une absence de chlore dans le réseau. Globalement, l'absence de chlore n'est pas systématique.

La carte suivante présente l'absence et la présence de chlore sur le département ces 5 dernières années.

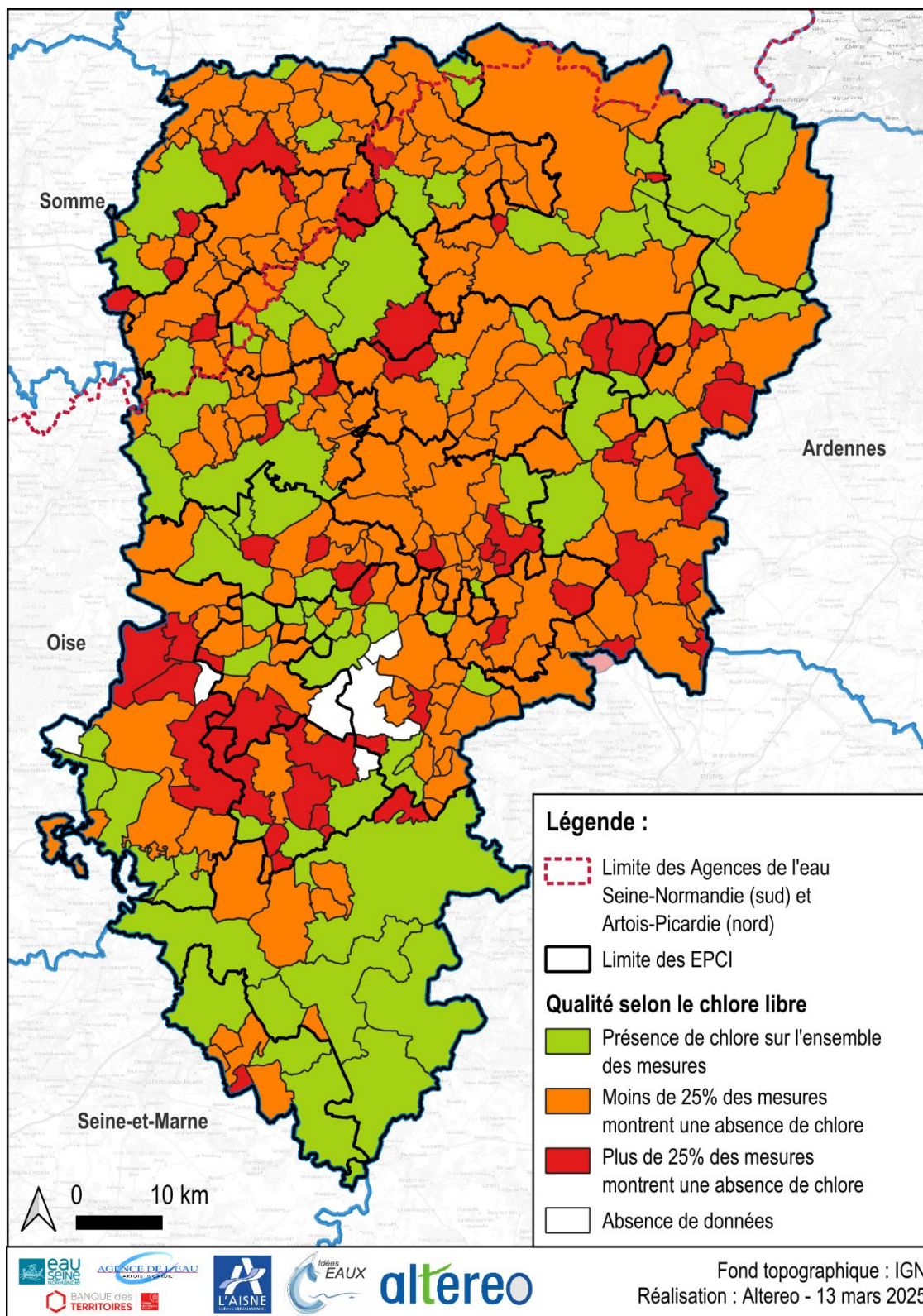


Figure 89 : Cartographie montrant la présence de chlore dans l'eau distribuée sur le département de l'Aisne (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

En revanche, en cas de plan Vigipirate, la concentration en chlore libre doit être de minimum de 0,1 mg/L en tout point du réseau. La carte suivante présente l'analyse de mesures de chlore sur le territoire du département.

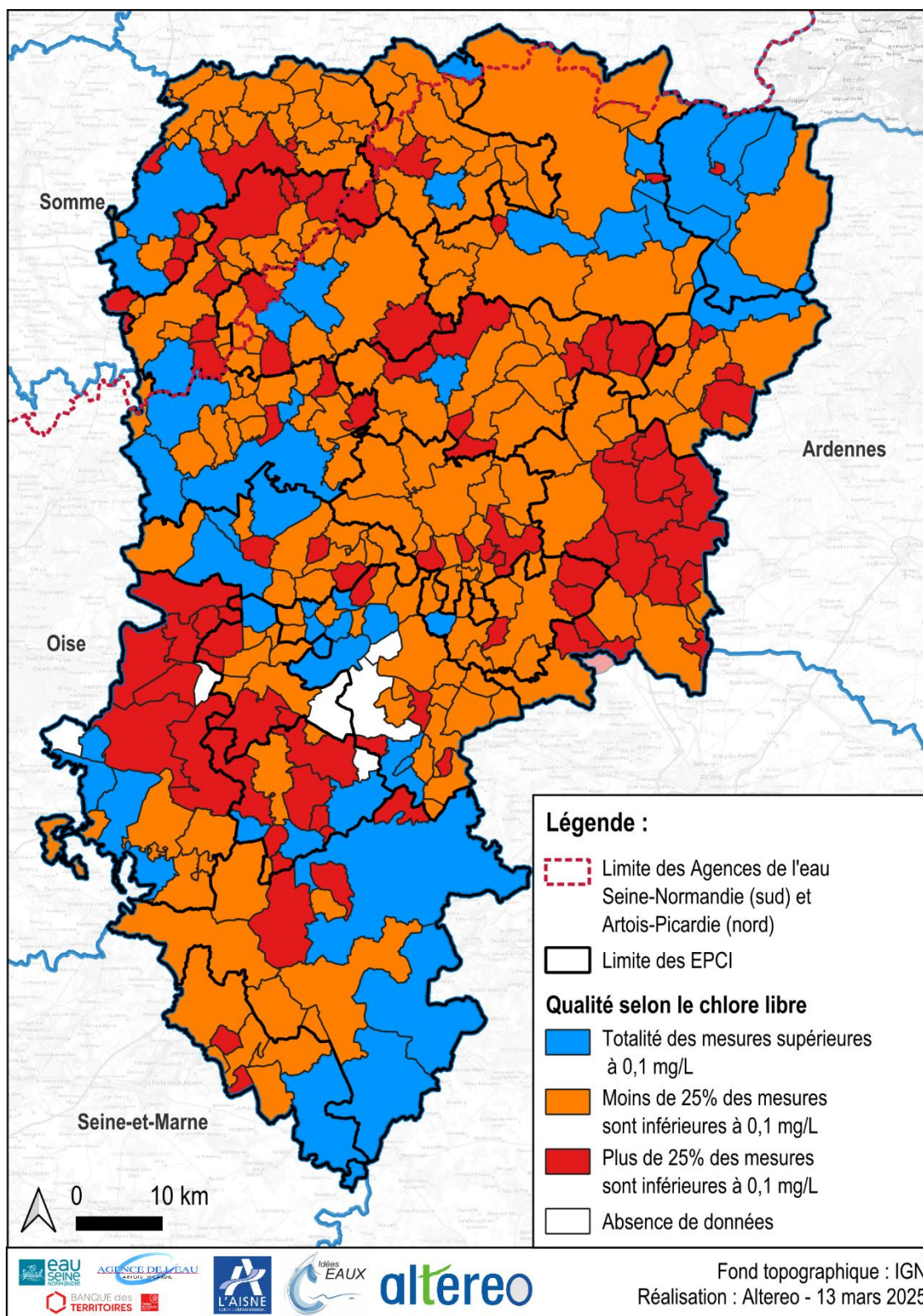


Figure 90 : Qualité de l'eau distribuée en fonction du chlore libre (Source : ARS, Cartographie : Altereo)

A l'échelle du département, du chlore est présent sur l'ensemble des eaux distribuées du territoire. Néanmoins, en cas de plan Vigipirate, la chloration semble insuffisante et nécessiterait d'être augmentée.

3.4.5. Captages prioritaires et restriction d'eau

Dans ce contexte, de nombreux captages du département sont touchés par une ou plusieurs pollutions dégradant leur bon état et pouvant aussi être au-dessus des valeurs réglementaires pour les eaux destinées à la consommation humaine. C'est dans cette optique que les autorités publiques mettent la priorité sur les captages les plus vulnérables.

A noter que les captages prioritaires et sensibles peuvent évoluer. En effet, ils sont établis selon des critères de 2019 pour le SDAGE 2022-2027, ainsi les métabolites de chloridazone ne sont pas pris en compte.

3.4.5.1. Captages prioritaires



Le captage prioritaire désigne une priorité donnée à certains sites de captage d'eau destinée à la consommation, afin de garantir qu'ils soient protégés contre toute contamination ou pollution. Ce sont des points de prélèvements d'eau potable sensibles aux pollutions.

Sur le territoire axonais, les SDAGE de Seine-Normandie et d'Artois-Picardie définissent les captages prioritaires. Ils sont au nombre de 28 dans le département.

Le tableau suivant recense ces captages :

Tableau 38 : Liste des captages prioritaires dans l'Aisne (Source : SDAGE Seine-Normandie et Artois-Picardie 2022-2027)

Code BSS	Communes	PRPDE	SDAGE
01066X0184	Bucy-Le-Long	SIVU des Eaux de Bucy-le-Long, etc.	Seine-Normandie
01307X0051	Coigny	USESA	Seine-Normandie
00496X0004	Croix-Fonsomme	SIDEN - SIAN	Artois-Picardie
00516X0061	Eparcy	Hirson	Seine-Normandie
00516X0062	Eparcy	Hirson	Seine-Normandie
00516X0063	Eparcy	Hirson	Seine-Normandie
01297X0045	Ferte-Milon (La)	USESA	Seine-Normandie
00652X0053	Harly	CA St Quentinnois	Artois-Picardie
00652X0054	Harly	CA St Quentinnois	Artois-Picardie
00661X0041	Landifay-et-Bertaignemont	SIAEP de Landifay et Le Herie	Seine-Normandie
00505X0013	Lesquielles-Saint-Germain	Guisse	Seine-Normandie
00505X0033	Lesquielles-Saint-Germain	Lesquielles Saint Germain	Seine-Normandie
01561X0135	Licy-Clignon	USESA	Seine-Normandie
00661X0040	Monceau-Le-Neuf-Et-Faucouzy	Monceau le Neuf et Faucouzy	Seine-Normandie
00675X0141	Montcornet	SIAEP de Montcornet	Seine-Normandie
00676X0099	Morgny-en-Thierache	SIAEP de la Vallée de la Brune	Seine-Normandie
00676X0100	Morgny-en-Thierache	SIAEP de la Vallée de la Brune	Seine-Normandie
00676X0101	Morgny-en-Thierache	SIAEP de la Vallée de la Brune	Seine-Normandie
01566X0092	Nogentel	USESA	Seine-Normandie
01301X0058	Parcy-et-Tigny	SIAEP du Soissonnais et du Valois	Seine-Normandie
00671X0049	Plomion	Plomion	Seine-Normandie
00666X0072	Thienu	Marle	Seine-Normandie
01575X1048	Vallees en Champagne	USESA	Seine-Normandie
01575X1029	Vallees en Champagne	USESA	Seine-Normandie
00833X0069	Versigny	CA Chauny Tergnier La Fere	Seine-Normandie
01081X0107	Villeneuve-sur-Aisne	SIAEP de Guignicourt	Seine-Normandie
00845X0024	Vorges	SIDEN - SIAN	Seine-Normandie
00506X0032	Wiege-Faty	SIAEP de la Vallée de l'Oise	Seine-Normandie

La carte ci-dessous localise des captages prioritaires sur l'ensemble du département :

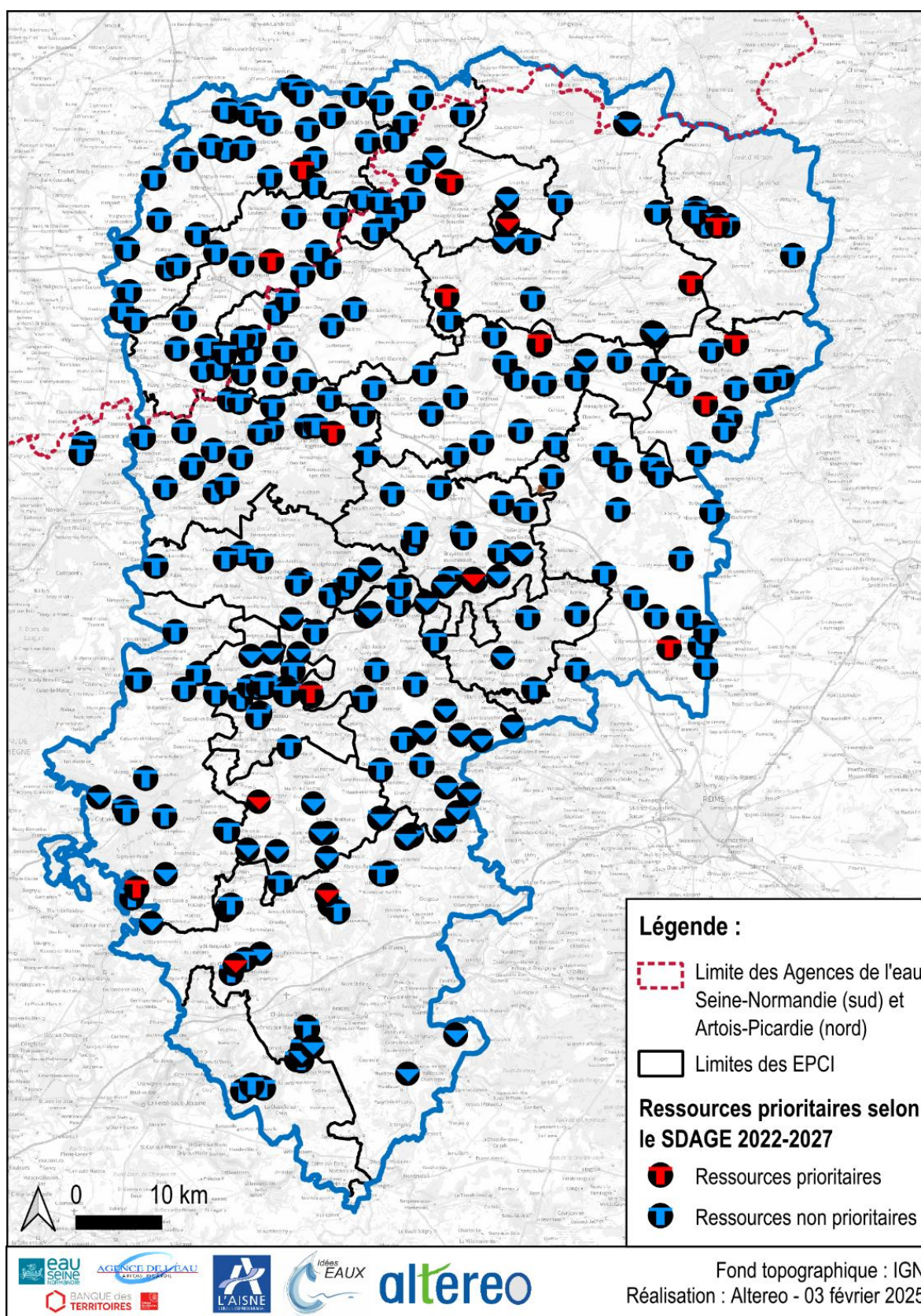


Figure 91 : Répartition des captages prioritaires

3.4.5.2. Points de prélèvements dits « sensibles »

En plus des captages prioritaires, le bassin Seine-Normandie identifie des points de prélèvements dits « sensibles ». Un point de prélèvement sensible est un forage en eau souterraine ou un prélèvement en rivière pour l'alimentation humaine dont l'eau présente des concentrations en nitrates et en pesticides supérieures à certains seuils. Cela montre que la ressource est sensible à la pression de ces molécules.

Les seuils retenus sont les suivants :



- Nitrates (percentile 90) 40 mg/l
- Pesticides (moyenne des moyennes annuelles) : 0,075 µg/l par produit et 0,375 µg/l pour la somme
- Autres polluants (moyenne des moyennes annuelles) : 75 % de la norme eau potable

L'Agence Artois-Picardie ne définit pas de points de prélèvements dits « sensibles ».

Dans le département, le SDAGE de Seine-Normandie définit 69 points sensibles, ils sont récapitulés dans le tableau suivant :

Tableau 39 : Captages dits "sensibles" sur le bassin de l'agence Seine-Normandie (Source : SDAGE Seine-Normandie 2022-2027)

Code BSS	Commune	PRPDE
00675X0006	Agnicourt-et-Sechelles	Agnicourt et Sechelles
01074X0002	Amifontaine	Amifontaine
00841X0002	Barenton-Cel	Barenton Bugny
01307X0133	Beugneux	Beugneux
01302X0032	Beugneux	Beugneux
00655X0081	Mennesis	CA Chauny Tergnier La Fère
00831X0060	Tergnier	CA Chauny Tergnier La Fère
00675X0003	Chaurse	Chaurse
01075X0057	Dhuizel	Dhuizel
00851X0007	Dizy-le-Gros	Dizy le Gros
01075X0046	Septvallons (les)	Les Septvallons
01304X0011	Lesges	Lesges
00506X0017	Malzy	Malzy
00666X0009	Marle	Marle
00837X0055	Merlieux-et-Fouquerolles	Merlieux et Fouquerolles
00837X0035	Merlieux-et-Fouquerolles	Merlieux et Fouquerolles
01072X0018	Paissy	Paissy
00676X0002	Renneval	Renneval
00507X0074	Englancourt	SENA
00501X0045	Tupigny	SIAEP d'Hannapes
00675X0057	Braye-en-Thierache	SIAEP de Braye en Thierache
00852X0001	Noircourt	SIAEP de la Vallée du Hurtaut
00843X0060	Gizy	SIAEP de Liesse
01304X0031	Mareuil-en-dole	SIAEP de Mareuil-en-Dole
01306X0070	Oulchy-la-ville	SIAEP de Neuilly St Front
00666X0044	Chatillon-les-Sons	SIAEP de Sons Et Chatillon
00667X0032	Bosmont-sur-Serre	SIAEP du Chatelet
00846X0084	Athies-sous-Laon	SIAEP du Chemin des Dames
01305X0072	Billy-sur-Ourcq	SIAEP du Soissonnais et du Valois
01302X0031	Droizy	SIAEP du Soissonnais et du Valois
01301X0019	Louatre	SIAEP du Soissonnais et du Valois
01301X0022	Louatre	SIAEP du Soissonnais et du Valois
01057X0155	Ressons-le-Long	SIAEP du Soissonnais et du Valois
01057X0163	Ressons-le-Long	SIAEP du Soissonnais et du Valois
00506X0008	Sourd (le)	SIAEP du Sourd
01061X0047	Chavigny	SIDEN - SIAN

Code BSS	Commune	PRPDE
00501X0059	Etreux	SIDEN - SIAN
01081X0014	Evergnicourt	SIDEN - SIAN
00842X0021	Grandlup-et-Fay	SIDEN - SIAN
01062X0076	Leuilly-sous-Coucy	SIDEN - SIAN
01062X0055	Leury	SIDEN - SIAN
00656X0028	Moy-de-l'Aisne	SIDEN - SIAN
01085X1001	Pignicourt	SIDEN - SIAN
00658X0051	Pouilly-sur-Serre	SIDEN - SIAN
00846X0100	Veslud	SIDEN - SIAN
01062X0067	Braye	SIVU des Eaux de Braye-Vuillery
00676X0044	Soize	Soize
00668X0034	Tavaux-et-Pontsericourt	Tavaux et Pontsericourt
Prise d'eau sur la Marne	Chezy-sur-Marne	USES
01565X0075	Saulchery	USES
01063X0030	Vaudesson	Vaudesson
01063X0034	Vaudesson	Vaudesson
00855X0002	La Malamaison	SIDEN - SIAN
01075X0041	Vauxtuin	SIVU des Eaux de Fismes
01068X0041	Presles-et-Boves	SIAEP de la Vallée de l'Aisne
01566X0188	Romeny-sur-Marne	USES
01064X0028	Chevregny	Chevregny
01308X0036	Courmont	USES
01073X0008	Saint-Thomas	SIAEP de Saint-Erme
01862X0060	Viels-Maison	USES
01862X0061	Viels-Maison	USES
01561X0126	Monthiers	USES
01568X0083	Montlevon	USES
01304X0065	Arcy-Sainte-Restitue	SE de la Région d'Arcy-Sainte-Restitue
00845X0051	Bruyères-et-Montherbault	SIDEN-SIAN
00845X0018	Chéret	SIDEN-SIAN
01307X0032	Brécy	USES
01063X0016	Laffaux	Laffaux
01071X0004	Monthenault	SIAEP Chemin des Dames

La carte ci-dessous montre la localisation des points dits « sensibles » sur l'ensemble du département.

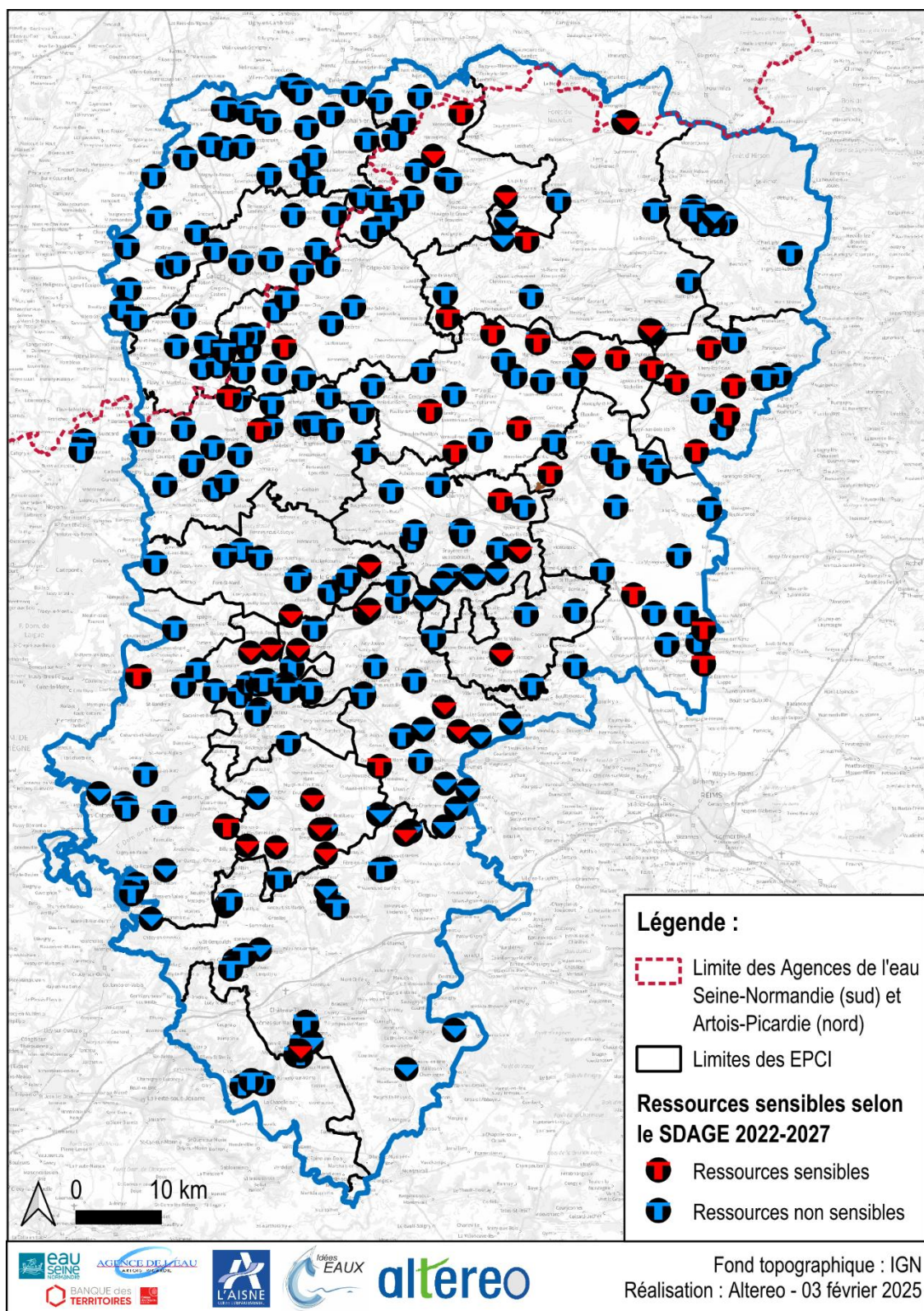


Figure 92 : Répartition des captages sensibles (Source : Altereo)

Sur le bassin Seine-Normandie du département, 25% des captages sont dits « sensibles ». Ceci peut s'expliquer, par le fait de la part importante agricole sur le bassin.

3.4.5.3. Captage Ultra prioritaire



Les captages ultra-prioritaires sont des captages sélectionnés par le préfet de bassin en se basant, en plus des critères Grenelle, sur la mise en demeure de l'Union Européenne sur les nitrates ou la dynamique sur les actions entreprises localement.

Dans la région des Hauts-de-France, il a été décidé de mettre l'accent sur 25 captages (5 par département). L'objectif est de faire de la préservation de la ressource et de la distribution d'une eau de bonne qualité, un enjeu majeur dans le cadre des projets de territoires. Une feuille de route réalisée conjointement entre les services de l'état, et validée par le Préfet de région, s'articule autour de 3 grands axes :

- Responsabiliser et accompagner les collectivités ;
- Renforcer significativement et rapidement la protection autour des captages prioritaires et plus largement des captages fortement dégradés ;
- Impliquer et accompagner les agriculteurs et filières dans la transition.

Le département de l'Aisne compte 5 captages ultra prioritaires, dont une doublette située à Guise et Lesquielles-Saint-Germain, répartis comme suit :

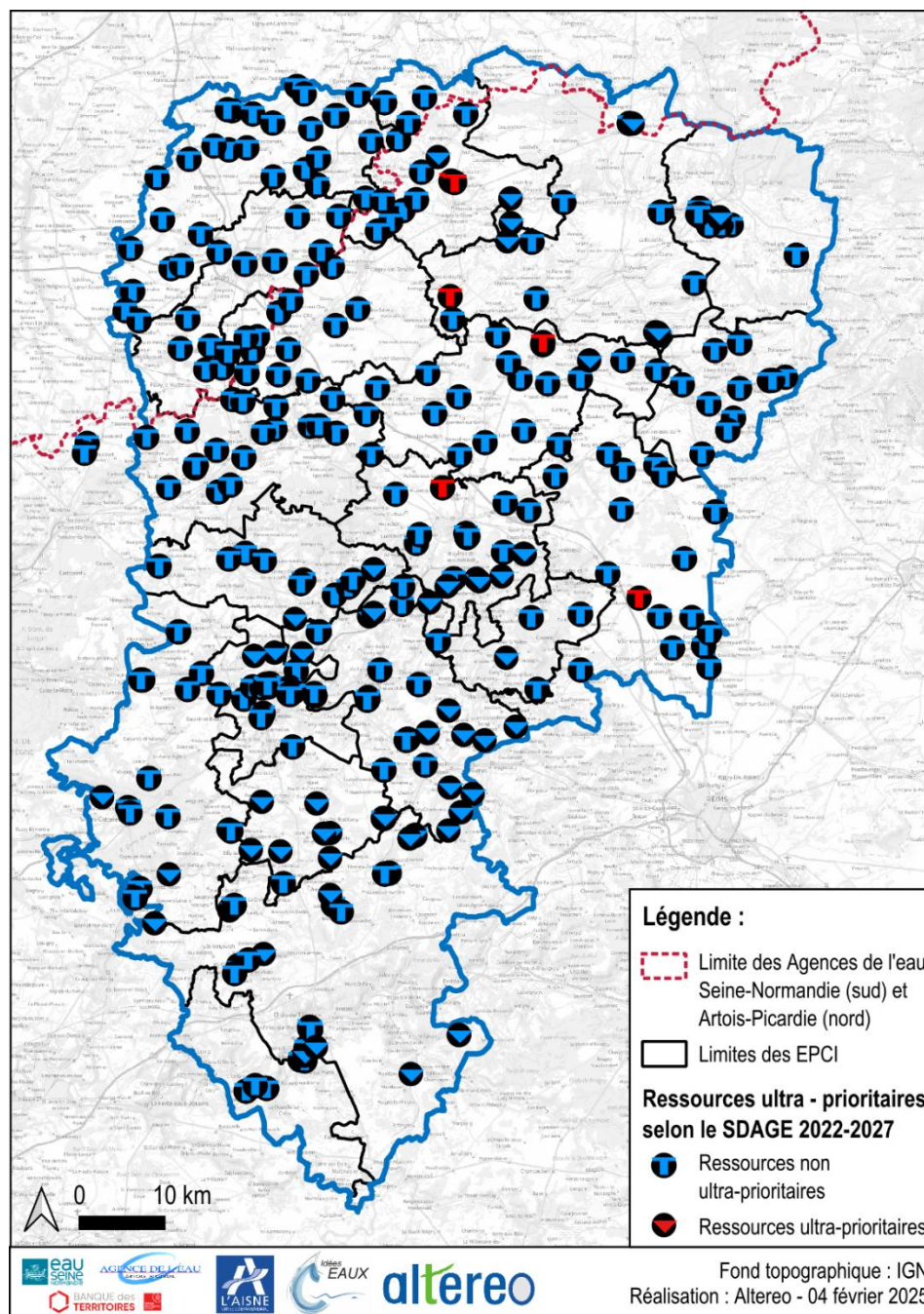


Figure 93 : Carte des captages classés ultra-prioritaire sur le département (Source : Altereo)

Le tableau ci-dessous présente une synthèse de ces captages.

Code BSS	Communes	PRPDE	SDAGE
01074X0002	Amifontaine	Amifontaine	Seine-Normandie
00505X0033	Lesquielles-Saint-Germain	Lesquielles-Saint-Germain	Seine-Normandie
00505X0013	Guise		
00666X0072	Thienu	Marle	Seine-Normandie
00661X0041	Landifay-et-Bertaignemont	SIAEP Landifay et le Hérie	Seine-Normandie
00841XX010	Aulnois-sous-Laon	SIDEN-SIAN	Seine-Normandie

Sur le département, 5 captages ont été classés captage ultra-prioritaire (dont une doublette Guise/Lesquielles-Saint-Germain) et ils sont tous situés sur le bassin Seine-Normandie.

3.4.5.4. Restriction d'eau

En cas de forte pollution des captages d'eau, les pouvoirs publics peuvent décider de restreindre l'utilisation de l'eau dans les communes concernées.

En raison des métabolites de chloridazone, 79 captages sont suivis de près en raison des concentrations élevées de ces molécules. À la suite de ce suivi, 4 captages ont été soumis à des restrictions d'eau, ce qui se traduit par une interdiction de consommer l'eau issue de ces sources. Les communes concernées par ces restrictions sont : Merlieux-et-Fouquerolles, Le Thuel, Versigny, et Vaudesson.

UDI	Date de restriction des usages alimentaires	Solution
Versigny (alimente Fressancourt, Rogécourt et Versigny)	12/2022	Interconnexion au SIAEP de Sinceny-Autreville – effectif depuis mars 2023
Merlieux-et-Fouquerolles	12/2022	Interconnexion au SIAEP du Pont Oger – effectif depuis février 2024
Le Thuel	12/2022	Interconnexion au SIEAP de la Vallée du Hurtaut – travaux en cours
Vaudesson	06/2023	Interconnexion au SPENS – travaux en cours

Cependant, bien que les valeurs sanitaires transitoires de l'ANSES sur les métabolites de chloridazone aient été réévaluées, rendant l'eau à nouveau consommable, elle reste néanmoins sous surveillance.

Les organismes publics ont classé sur le département 28 captages prioritaires et 69 captages dits « sensibles ». En complément, 4 communes ont été interdites à la consommation humaine mais des actions ont été mises en place (interconnexions par exemple) et les restrictions ont été levées. Ces différents faits montrent bien la problématique de la contamination chimique des eaux du département.

3.4.6. Des nouvelles molécules à surveiller : Les PFAS



Les PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) sont un groupe de composés chimiques utilisés dans de nombreux produits industriels et de consommation pour leurs propriétés de résistance à l'eau, aux graisses et aux taches. Cependant, ces substances persistent dans l'environnement et dans le corps humain, d'où le nom de "substances chimiques éternelles".

3.4.6.1. Evolution réglementaire

En 2026, de nouvelles réglementations devraient entrer en vigueur en Europe concernant la présence de PFAS dans l'eau potable, dans le cadre de la révision de la directive européenne sur l'eau potable.

En France, les seuils de qualité pour les PFAS dans l'eau potable sont définis par la réglementation en vigueur, en accord avec les recommandations de l'Union européenne.

- PFOS (perfluorooctane sulfonate) : le seuil est actuellement fixé à 0,1 µg/L.
- PFOA (acide perfluorooctanoïque) : le seuil est également fixé à 0,1 µg/L.

En ce qui concerne les nouveaux seuils pour l'ensemble des PFAS, la révision de la directive européenne sur l'eau potable, qui **devrait entrer en vigueur d'ici 2026**, proposera un seuil global de 0,1 µg/L pour les PFAS totaux. Cela inclurait plusieurs autres PFAS au-delà du PFOS et du PFOA, avec une surveillance renforcée des composés présents dans l'eau potable.

Ces seuils visent à limiter les risques pour la santé publique associés à l'exposition prolongée aux PFAS, qui sont des substances persistantes et potentiellement toxiques.

3.4.6.2. Etude de UFC-QUE-CHOISIR du 23/01/2025

En mai 2024, les associations Générations Futures et UFC-Que Choisir ont analysé l'eau potable dans 30 communes françaises à la recherche de 20 PFAS, conformément à la directive européenne. Bien que tous les échantillons respectent la limite française de 100 ng/L, ces associations critiquent ce seuil, jugé obsolète, car basé sur des technologies analytiques datant des années 1980. Elles pointent des limites plus strictes dans d'autres pays, comme le Danemark (2 ng/L pour la somme de quatre PFAS) et les États-Unis. Si la France adoptait des seuils similaires, de nombreuses communes, comme Bordeaux et Lyon, ne seraient pas conformes. En outre, des concentrations élevées de TFA, un PFAS non surveillé en France, ont été détectées dans des villes comme Paris (75), Buxerolles ou Fleury-les-Aubrais.

Face à ces résultats, les associations demandent l'inclusion du TFA dans le plan de contrôle de l'eau potable et une réévaluation des seuils de qualité afin de mieux protéger la santé publique.

3.4.6.3. PFAS dans les Hauts-de-France

En 2023, le ministère de l'Environnement a lancé un plan d'action pour mieux comprendre et réduire les PFAS dans l'eau et l'environnement, renforcé par un plan interministériel en avril 2024. Dans ce cadre, l'Agence régionale de santé des Hauts-de-France a lancé un programme d'analyse de l'eau en trois vagues.

La première vague, réalisée en 2023, a impliqué 14 prélèvements dans l'Oise et la Somme, sur des sites identifiés lors d'une étude de l'ANSES en 2011. Les résultats ont montré que les concentrations de PFAS étaient inférieures aux limites de qualité, tant pour l'eau brute (2 µg/L) que pour l'eau distribuée (0,1 µg/L).

La deuxième vague a porté sur 174 captages d'eau de surface et souterraine dans la région, avec des prélèvements réalisés près de zones où des PFAS avaient déjà été détectés. Aucun site n'a dépassé les seuils réglementaires.

La troisième vague, lancée en 2024, cible des captages proches de sites industriels, militaires et d'aéroports, où les rejets de PFAS sont plus élevés. Jusqu'à présent, un tiers des prélèvements ont été effectués sans non-conformité. Les analyses continueront jusqu'à la fin de l'année 2024.

3.5. Stockage

D'après les données collectées sur le territoire, il y a 497 ouvrages de stockage dans l'Aisne pour un volume total de stockage de 179 850 m³. En France, le nombre d'ouvrages est estimé à 40 000 (d'après un article issu du « Magazine de l'Eau » de janvier 2025), ceux du département représenteraient donc 1,2 % des ouvrages du territoire français.

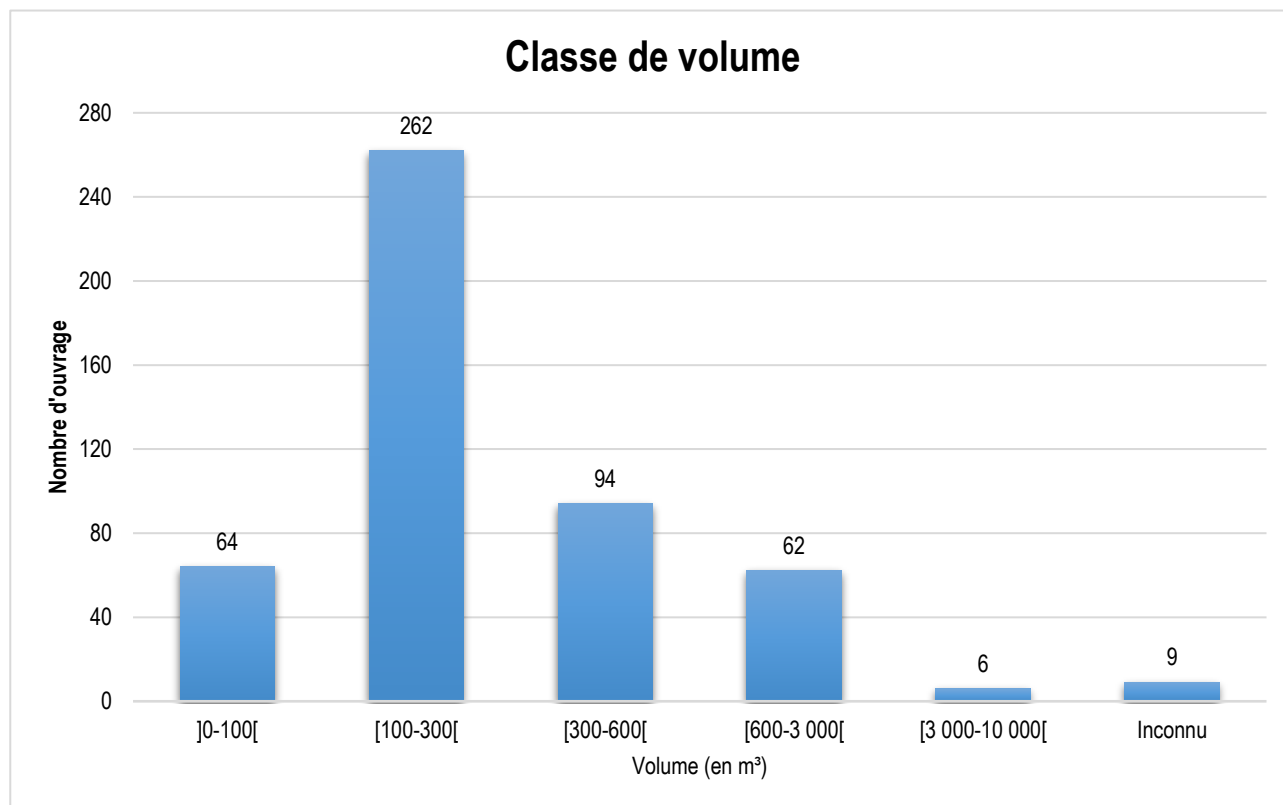


Figure 94 : Répartition des ouvrages de stockage suivant leurs classes de volume

La répartition du nombre d'ouvrages en fonction du volume de stockage est présentée dans le graphique suivant. Ces volumes ne prennent pas en compte les bâches d'eau brute.

D'après les données reçues, il ressort que deux tiers des ouvrages ont une capacité de stockage inférieure à 300 m³ et que 85 % des ouvrages ont une capacité inférieure à 600 m³. Cela démontre qu'en raison de la faible densité de population du département, les ouvrages ont été dimensionnés de manière appropriée pour garantir une gestion de la distribution de l'eau adaptée au contexte local.

Le nombre d'ouvrages de stockage varie en fonction de la taille et de l'interconnexion de la PRPDE : le nombre d'ouvrages moyen par PRPDE est de 4,2.

La multiplicité des ouvrages sur un territoire peut s'expliquer par un nombre de captages conséquent mais également par la topographie locale et le linéaire important de réseau.

La carte ci-dessus montre la localisation des ouvrages dans l'ensemble du département.

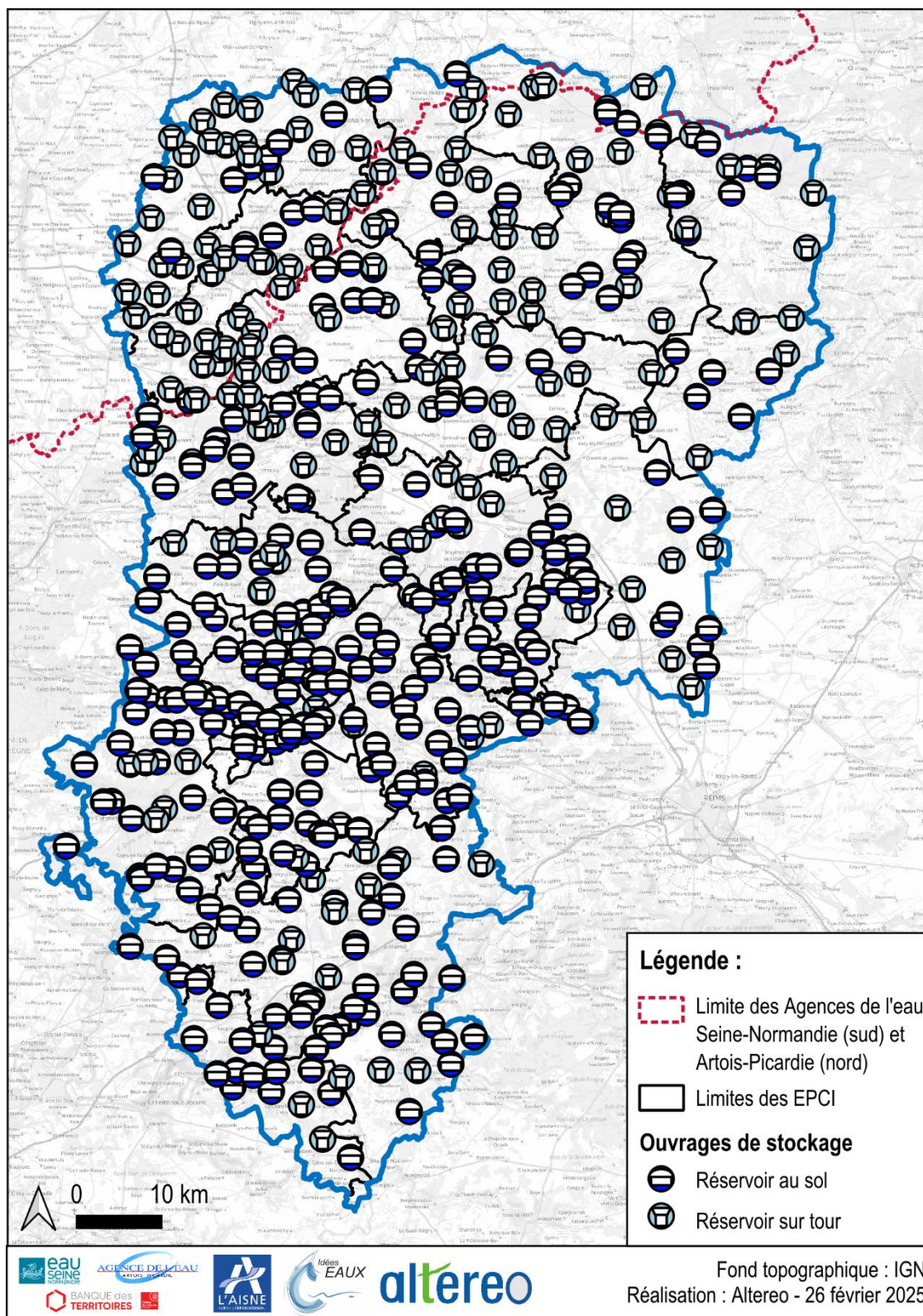


Figure 95 : Localisation des réservoirs sur le département

Pour information, des ouvrages ont été comptabilisés dans l'analyse présentée ci-après bien que situés hors territoire de l'Aisne. En effet, ces ouvrages appartiennent à des PRPDE situés à cheval entre le département de l'Aisne et un département voisin.

En raison de la topographie du département, plusieurs configurations de réservoir sont présentes selon le secteur d'analyse : sur tour et semi-enterré.

La figure ci-dessous présente la répartition des différentes configurations des ouvrages de stockage sur le département.

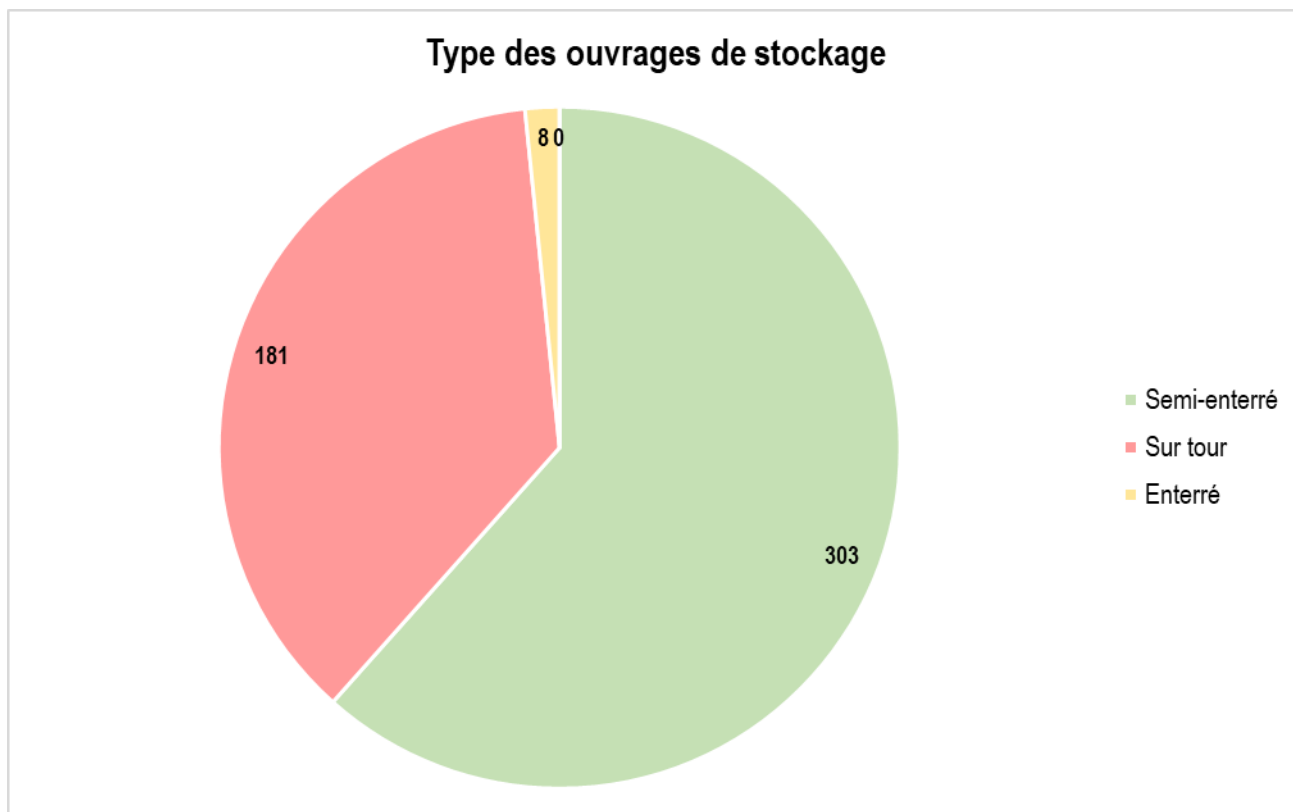


Figure 96 : Répartition du type d'ouvrage sur le département

La date de construction des ouvrages de stockage est en grande partie pas ou peu connue. D'après les données collectées, la connaissance de la date de construction des ouvrages est de 17 % sur le département. L'ouvrage le plus ancien a été mis en service en 1923 et les plus récents datent de 2019.

Un article issu du « Magazine de l'Eau » de janvier 2025 indique que la durée de vie moyenne des revêtements et équipements des réservoirs est de 25 ans. Il précise qu'actuellement, environ 600 ouvrages sont réhabilités chaque année en France.

En ce qui concerne le département de l'Aisne, l'âge médian des réservoirs étant de 55 ans, il serait judicieux de faire un point sur l'état de santé de ces ouvrages dans le but d'anticiper les besoins en matière de maintenance ou de modernisation.

Le département dispose de 521 ouvrages : 60% sont des réservoirs au sol (enterrés, semi-enterrés) et 40 % sont des réservoirs sur tour. La capacité des réservoirs varie en fonction des besoins des PRPDE, mais la plupart sont de taille moyenne, entre 100 et 300 m³. Le nombre de petits ouvrages est lié à la faible densité de population, car ces infrastructures sont conçues pour répondre de manière adaptée à la demande à l'échelle du département.

Un manque d'information concernant l'âge des réservoirs doit être souligné : cette donnée est essentielle pour estimer une réhabilitation éventuelle des ouvrages.

NB : L'âge médian est calculé sur les dates de construction connues.

3.6. Stations de traitement



Une station de traitement est une installation qui a pour but de rendre l'eau provenant du milieu naturel potable, c'est-à-dire conforme aux normes chimiques et sanitaires des eaux destinées à la consommation humaine. Les étapes du traitement de l'eau potable sont variées et dépendent de la qualité des eaux brutes

Sur le département de l'Aisne, 174 sites de traitement concernant 186 captages sont recensés. Pour rappel, 334 captages d'eau potable ont été recensés sur le département, nous supposons donc un manque d'informations concernant les traitements, notamment sur la chloration.

La carte ci-dessous montre la répartition des stations de traitement sur le territoire.

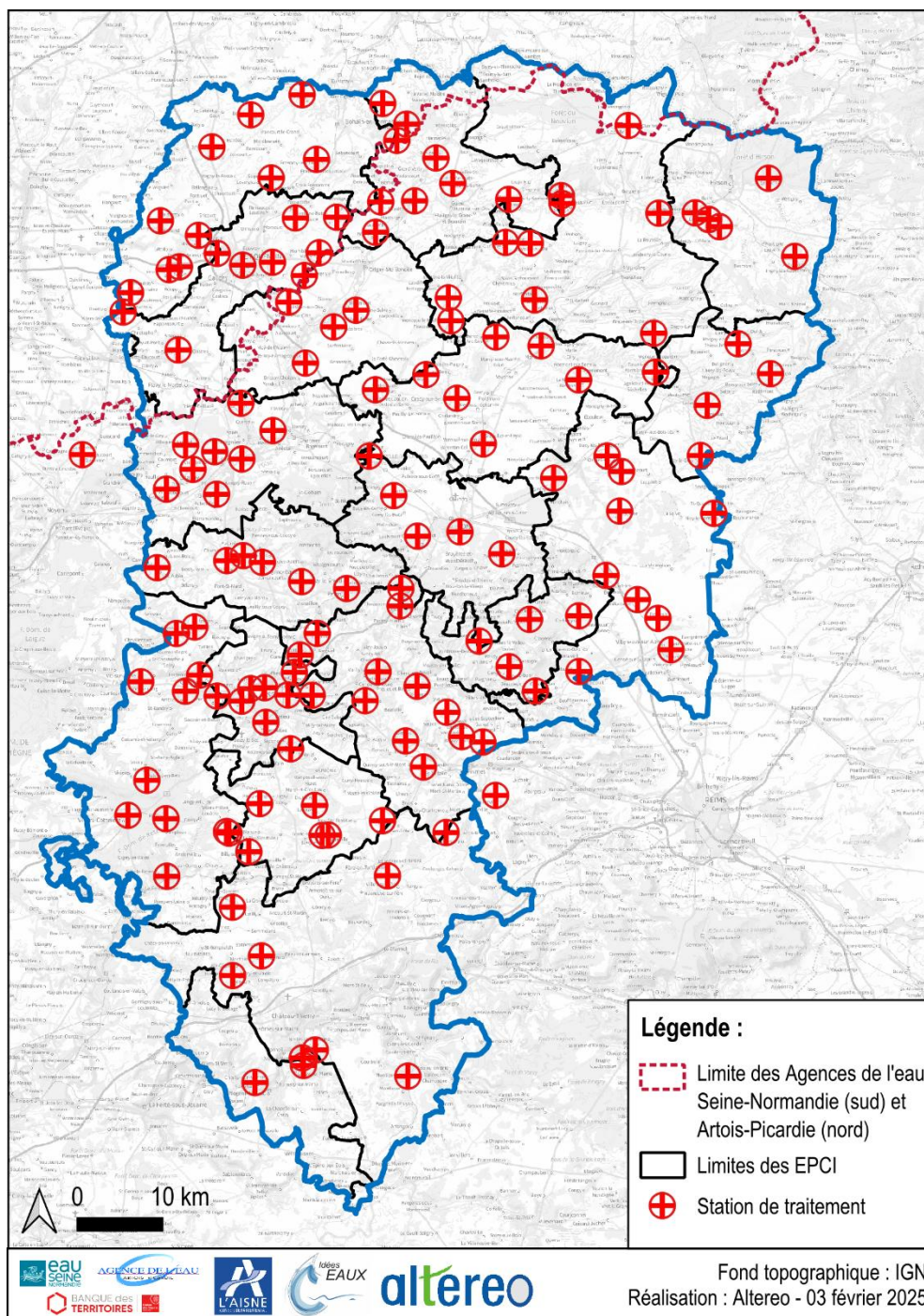


Figure 97 : Répartition des stations traitement sur le département

Les traitements en place diffèrent selon le type de ressource ou la PRPDE. Sur un même site, plusieurs traitements peuvent être mis en place en simultané et inversement, un site de traitement peut traiter l'eau de plusieurs captages. Finalement les traitements observés sont :

- Désinfection : 179
- Traitement des pesticides : 10
- Traitement des nitrates : 1
- Déferrisation : 50
- Décarbonatation : 7
- Traitement complet (ozonation, minéralisation, coagulation/floculation/décantation, filtration, désinfection, neutralisation) sur les prises d'eau superficielle : 2

Les deux plus grosses stations de traitement (traitement complet des eaux superficielles) sont situées sur le USESA et sur le Syndicat du Nord de l'Aisne.

Celle de l'USESA permet de traiter 1 834 935 m³ en 2023 et celle du Syndicat du Nord de l'Aisne permet de traiter 1 843 848 m³ en 2023.

La chloration est mise en place sur 75 PRPDE. D'après les données collectées 51 PRPDE ne disposent pas de système de désinfection par chloration.

D'après les données de l'ARS, 5 UDI ne possèdent pas de chloration automatisée :

- Beugneux ;
- Lesges ;
- Vaudesson ;
- Soize ;
- Paissy.

Sur le département, 147 sites de traitement touchent 186 captages actifs. Parmi ces 147 traitements, 80 correspondent à de la désinfection par chloration.

3.7. Réseau et canalisations

3.7.1. Caractéristiques

Le linéaire de réseau sur le département est estimé à 7 516 km.

Plusieurs bases de données ont permis d'extraire ces chiffres : SISPEA, les RPQS, les études, ainsi que les données cartographiques.

Les informations concernant les matériaux, les diamètres et l'âge des canalisations proviennent principalement des études diagnostiques et des rapports annuels d'exploitation. Le taux de renseignement pour ces données est de 70 % pour les matériaux (soit 5 718 km) et de 67 % pour les diamètres (soit 5 665 km).

Concernant l'âge du réseau, il a été décidé de se baser sur les données des délégataires, où l'information est la plus complète. Cela représente environ 70 % du réseau, soit 5 000 km, ce qui constitue un échantillon significatif du réseau.

En termes de composition, le réseau du département est majoritairement constitué de canalisations en fonte, avec un diamètre inférieur à 100 mm.

Le graphique suivant montre l'âge du réseau des délégataires qui représente le réseau du département :

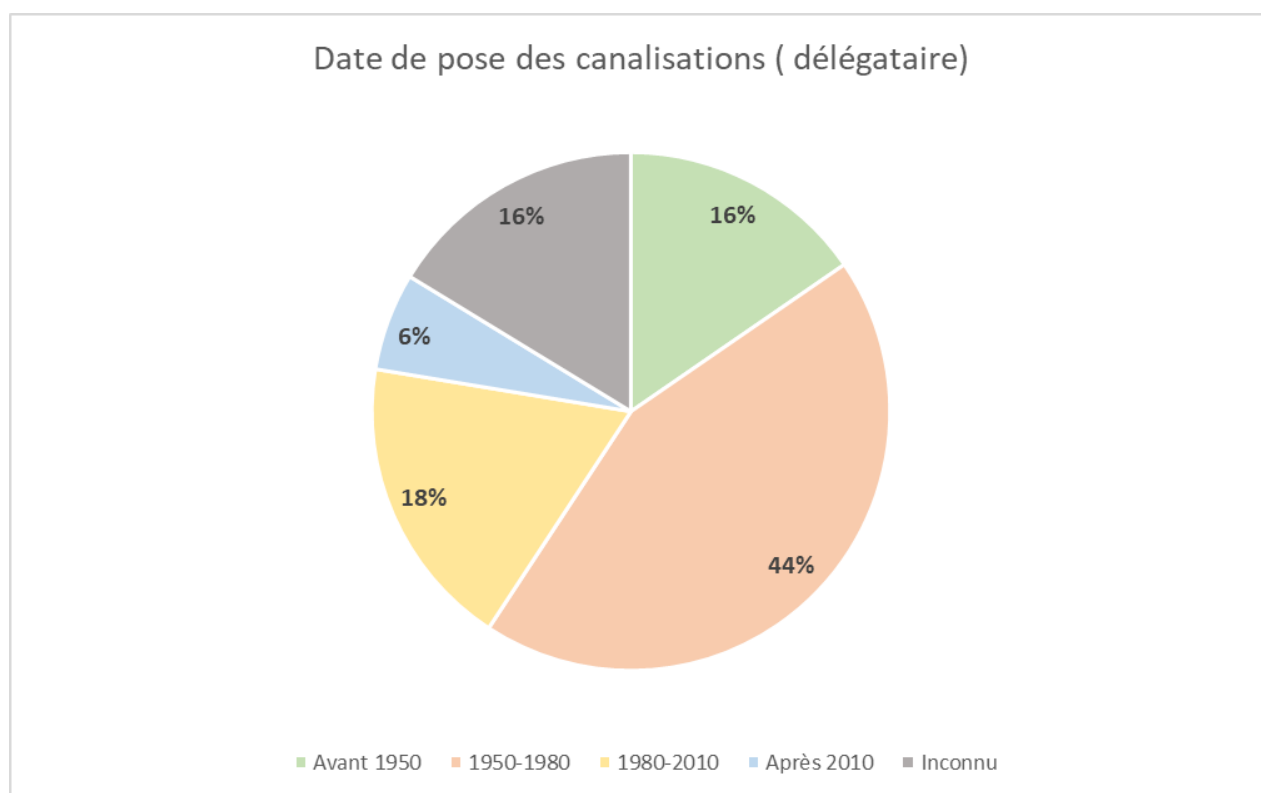


Figure 98 : Répartition de la date de pose des canalisations dans le département (part des délégataires)

Le réseau, qui a été posé entre les années 1950 et 1980, constitue un ensemble plutôt vieillissant, avec une moyenne d'âge supérieure à celle de la moyenne nationale de 50 ans.

Depuis octobre 2012, la Direction générale de la Santé demande un inventaire des canalisations d'eau potable en PVC antérieures à 1980 susceptibles de contaminer l'eau par du chlorure de vinyle monomère, jugé cancérigène. En cas de dépassement de la limite de qualité des eaux, des mesures correctives devront être prises.

La teneur en CVM résiduel est relativement stable tout au long de l'utilisation de la canalisation mais peut être très variable d'un tronçon à l'autre. Le relargage du CVM dans l'eau à partir des canalisations en PVC augmente évidemment avec le linéaire des tronçons de canalisations concernés et leur teneur en CVM résiduel initiale, mais aussi avec la température et le temps de séjour de l'eau dans ces tronçons.

Le CVM peut présenter une toxicité pour des expositions par ingestion et, dans une moindre mesure par inhalation. Les cancers du foie sont les pathologies les plus répandues. Un arrêté du 11 janvier 2007 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine limite à 0,5 µg/l la teneur en CVM résiduel du PVC au robinet du consommateur.

L'étude des réseaux des délégataires a permis d'identifier 600 km de canalisations constituées de PVC antérieures à 1980 et donc présentant un risque CVM. Cela représente 11% du linéaire total du réseau des délégataires sur le département. Ce chiffre est potentiellement sous-évalué, car l'information de la date de pose des canalisations n'est pas toujours bien connue.

L'analyse du réseau est basée sur les données issues des contrats de DSP, ce qui représentent 55% de la surface du territoire. Ainsi, le réseau du département est principalement constitué de canalisations en fonte, bien que tous les matériaux soient représentés. Il est plutôt vieillissant, avec un âge moyen supérieur à la moyenne nationale, et présente des risques de CVM pour les sections en PVC datant d'avant 1980. Des plans de renouvellement du réseau pourraient être mis en place pour contrer ce vieillissement et améliorer la durabilité du système.

3.7.2. Interconnexions



L'interconnexion de l'eau potable est une connexion (ou un lien) entre plusieurs réseaux d'approvisionnement en eau, souvent dans le but de garantir un approvisionnement constant et sécurisé en eau potable pour les populations.

Les interconnexions des réseaux d'eau potable jouent un rôle crucial dans la sécurisation de l'approvisionnement en eau, en particulier en cas d'incidents imprévus, comme la pollution d'une source d'eau. Lorsqu'une source est contaminée, l'interconnexion avec un réseau voisin dont l'eau est de meilleure qualité permet de maintenir une distribution d'eau potable temporaire, assurant ainsi la sécurité sanitaire des populations. Cette solution préventive permet d'éviter des risques immédiats tout en gagnant du temps pour mettre en place des solutions curatives, comme le traitement de la ressource contaminée. Ainsi, l'interconnexion ne se limite pas seulement à garantir un approvisionnement continu, mais elle constitue également un mécanisme de gestion stratégique permettant d'améliorer la qualité de l'eau en attendant la restauration complète de la ressource initiale.

Les données réceptionnées ont permis de recenser 84 interconnexions à l'échelle du département dont 12 se font avec des UGE situées sur les départements voisins : CA du Grand Reims, SIAEP du Noyonnais, CA de Brie et CA du Pays de l'Ourcq.

Sur l'ensemble de ces interconnexions, 71% ont une utilisation occasionnelle et 26% une utilisation permanente. Les 3% restants correspondent à des interconnexions en cours de réalisation.

La carte présentée en page suivante illustre les interconnexions recensées sur le département de l'Aisne.

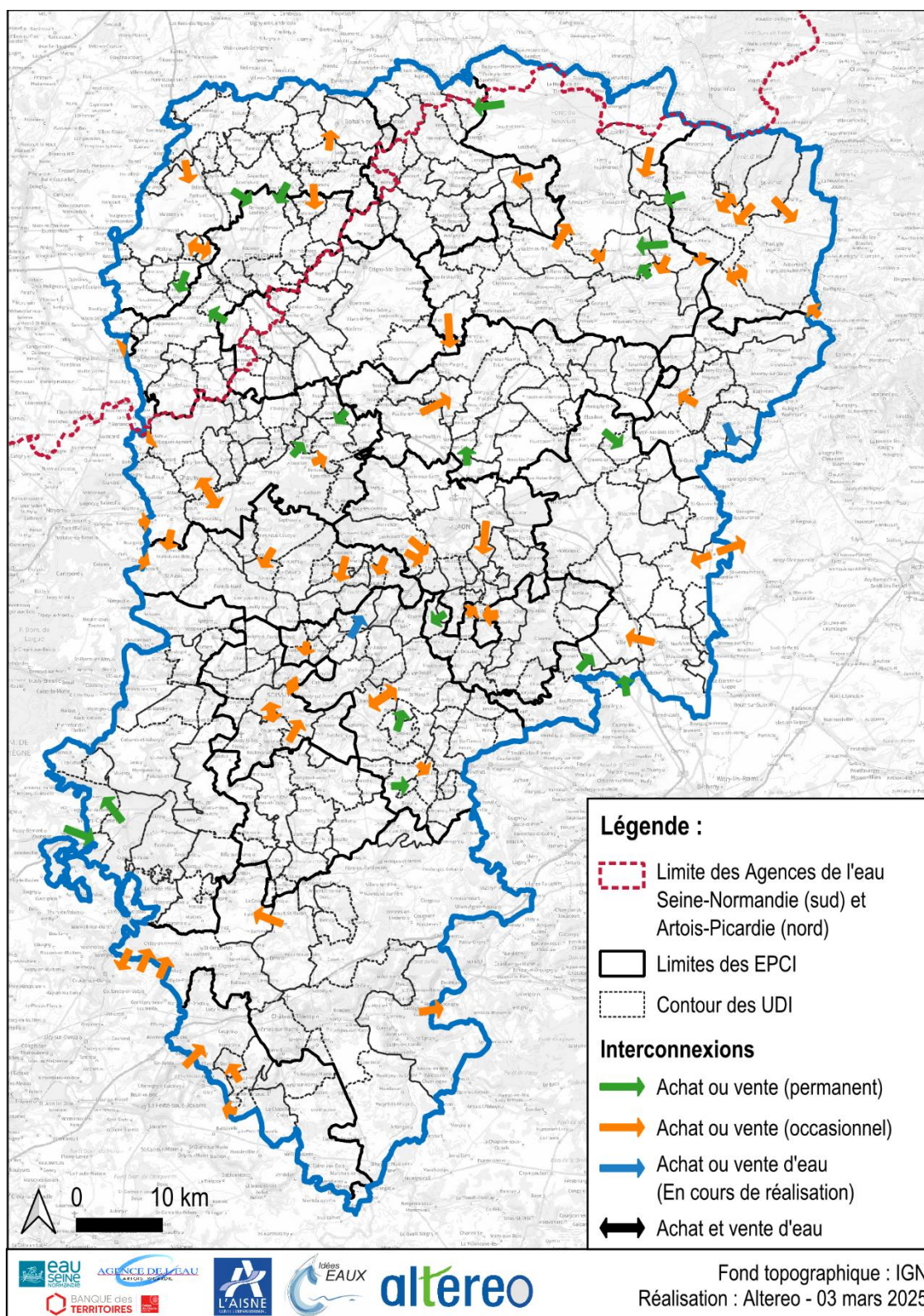


Figure 99 : Interconnexions recensées sur le territoire du département de l'Aisne (Source : Altereo)

3.8. Volumes facturés et mis en distribution

3.8.1. Contexte

Le schéma ci-dessous rappelle les différentes notions de volumes sur un système d'alimentation en eau potable.

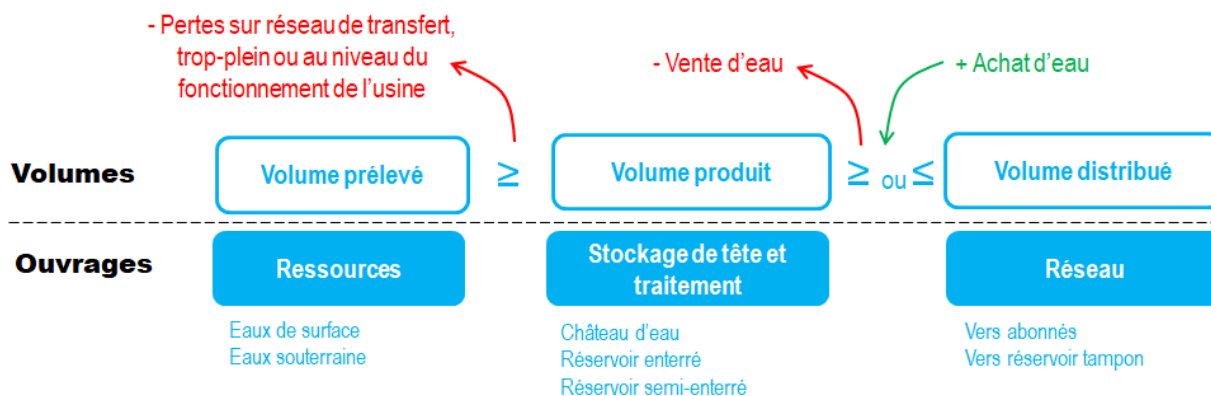


Figure 100 : Schéma représentatif des différentes notions de volumes

La donnée des volumes prélevés ou produits est issue de plusieurs sources d'information : RPQS, RAD, études diagnostiques, base SISPEA ou historique du PRPDE tenu par le gestionnaire. Les pas de temps disponibles sont annuels ou mensuels et les données ont été analysées sur la période 2019-2023.

L'information a été recueillie totalement sur 104 PRPDE, partiellement sur 21 PRPDE et aucune donnée sur 1 PRPDE.

Certaines données sont incohérentes entre les différentes sources. C'est pourquoi, l'année n'a pas été prise en compte pour ces données incohérentes. Pour les PRPDE n'ayant pas fourni de données, celles-ci ont été prises sur SISPEA.

3.8.2. Nombre d'abonnés

Le nombre d'abonnés est fourni par différentes sources, et pour les PRPDE où ces informations manquent, le nombre d'abonnés a été estimé à partir de PRPDE de taille similaire. Les informations manquantes peuvent être dues à des données non transmises ou à des syndicats opérant sur deux départements.

Le nombre d'abonnés sur le département est estimé à 253 470 ce qui revient à 2,08 habitants/abonné.

Selon les données de l'INSEE de 2021, le nombre de logements dans le département est de 268 381, avec une moyenne de 1,96 habitants par logement. Cette information permet de valider les estimations du nombre d'abonnés qui est estimé à 253 470. Le nombre d'abonnés inclut également les activités économiques, ce qui signifie que le nombre d'habitants par abonné est probablement surévalué. Cette donnée reste toutefois cohérente avec le ratio d'habitants par logement

3.8.3. Volumes produits

Le graphique ci-dessous représente l'évolution du volume d'eau potable produit à l'échelle du département :

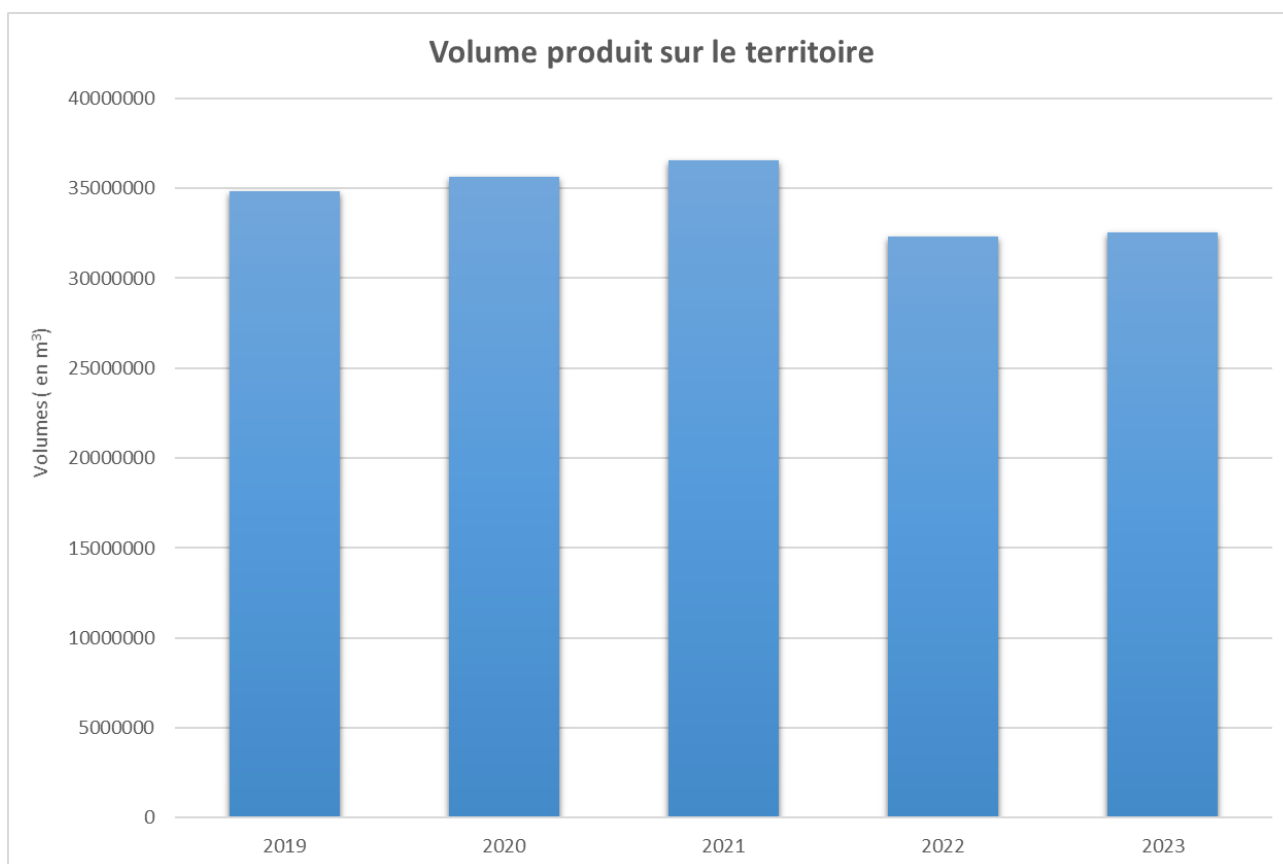


Figure 101 : Graphique représentant les volumes produits sur les 5 dernières années (Source des données : RAD, RPQS, SISPEA)

La volume moyen produit sur l'ensemble du département est de 34 581 830 m³/an.

La carte ci-dessous montre la répartition du volume moyen à l'échelle des PRPDE :

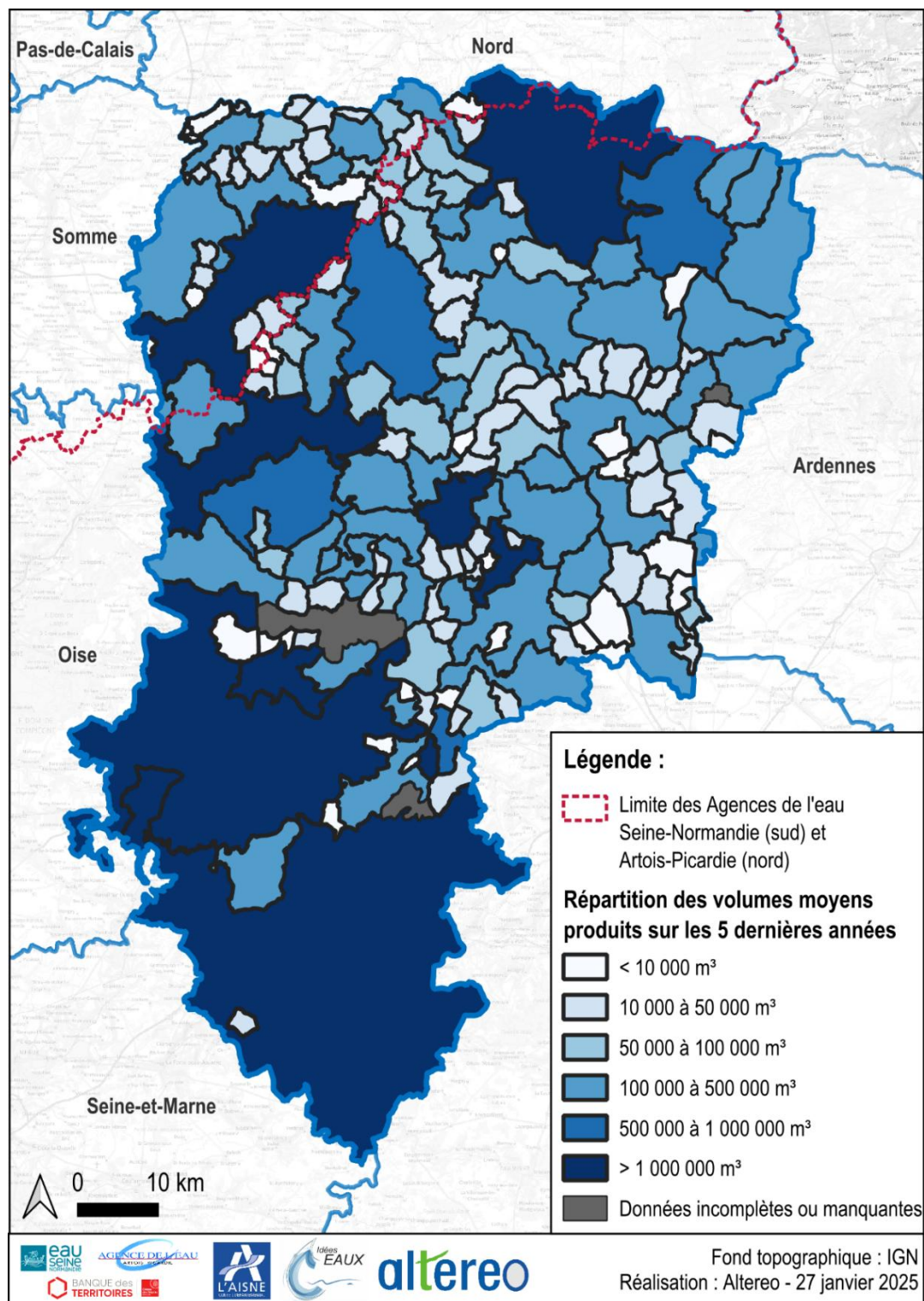


Figure 102 : Moyenne des volumes produits par PRPDE sur les 5 dernières années (Source : Altereo)

La variation du volume peut s'expliquer de plusieurs manières : d'une part, par la baisse de la population dans l'ensemble du département, d'autre part, principalement par des données manquantes concernant des PRPDE avec une forte consommation d'eau. D'autres facteurs peuvent expliquer cette baisse comme la demande saisonnière, les conditions climatiques, les changements démographiques ou encore l'évolution des besoins des secteurs économiques.

3.8.4. Volumes importés/vendus

Dans le cas de l'étude, seul les volumes échangés entre PRPDE sont pris en compte. Les échanges entre les différentes entités au sein d'une même PRPDE ne sont pas pris en compte.

3.8.4.1. Volumes importés

Le graphique ci-dessous représente l'évolution du volume importé entre les PRPDE au sein du département :



Figure 103 : Volume moyen importé sur le département entre 2019 et 2023 (Source des données : RAD, RPQS, SISPEA)

Le volume moyen importé sur les différentes PRPDE est de 1 567 873 m³/an.

La baisse du volume entre 2019 et 2020 est à mettre en corrélation avec la diminution du nombre de PRPDE. En effet, la baisse du nombre de PRPDE entraîne une baisse de l'exportation d'eau entre PRPDE. Par exemple, lorsque des échanges d'eau avaient lieu entre deux entités distinctes et que ces dernières ont fusionné, ces échanges ne sont plus considérés comme des importations, mais plutôt comme des échanges internes au sein de la même PRPDE.

Depuis cette baisse importante, le volume importé reste sensiblement le même.

3.8.4.2. Volumes exportés

Le graphique ci-dessous représente l'évolution du volume exporté entre les PRPDE au sein du département :

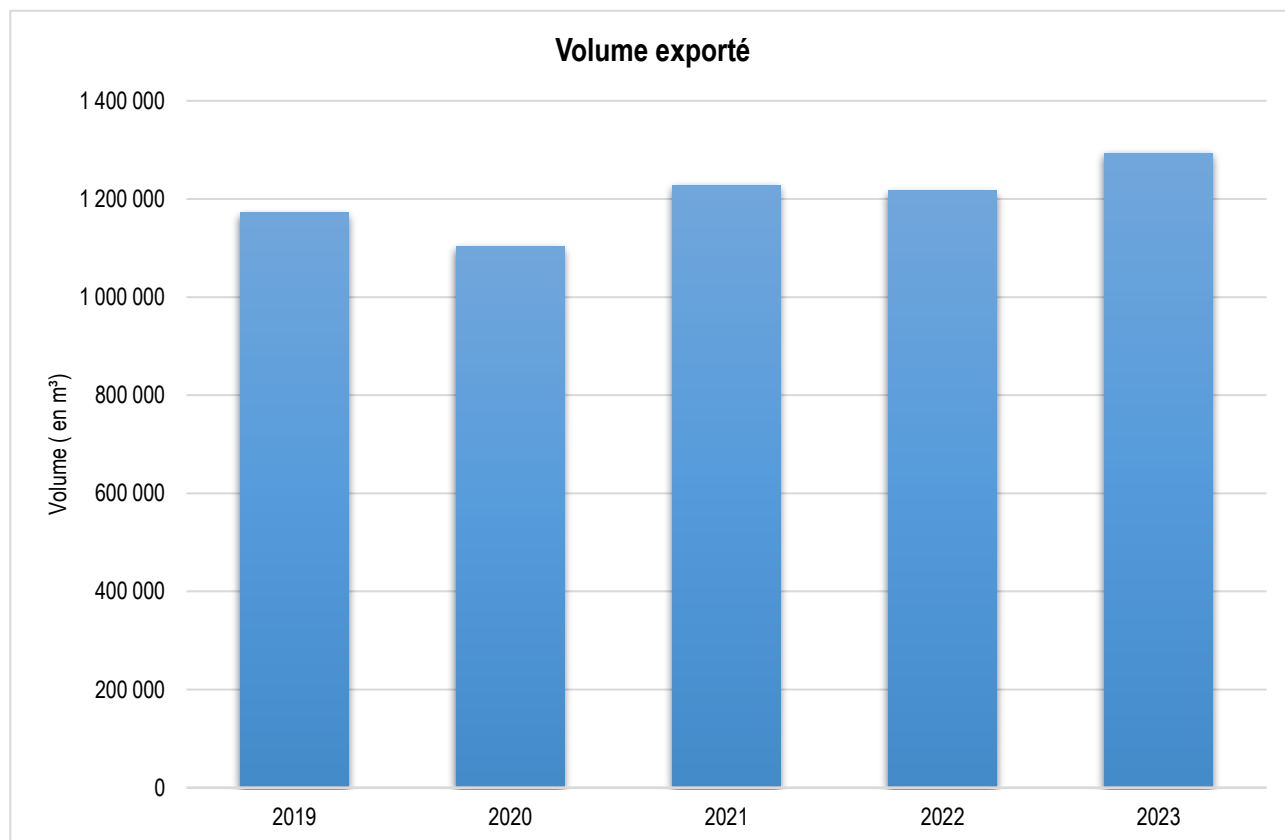


Figure 104 : Volume moyen exporté sur le département entre 2019 et 2023 (Source des données : RAD, RPQS, SISPEA)

Le volume moyen exporté entre les PRPDE est de 1 202 747 m³/an.

L'évolution des volumes exportés est plutôt stagnante.

Contrairement aux volumes importés, les volumes exportés restent stables. Cela peut s'expliquer par le fait que certaines PRPDE ont vu leurs importations augmenter. Toutefois, il est surprenant de constater une baisse des importations tout en maintenant une stagnation des exportations, car on pourrait s'attendre à ce qu'une diminution des importations entraîne également une réduction des exportations.

3.8.5. Volumes mis en distribution



Le volume mis en distribution dans le réseau correspond au volume produit auquel il faut ajouter le volume acheté et enlever le volume vendu.

Le volume mis en distribution s'exprime de la manière suivante :

$$V_{\text{distribué}} = V_{\text{produit}} + V_{\text{importé}} - V_{\text{exporté}}$$

Avec :

- V_{produit} : le volume issu des ouvrages de production, soit en sortie d'usine de traitement, de station de pompage ou d'ouvrage de stockage. Le volume produit peut-être inférieur au volume prélevé (perte d'eau dans le procédé de traitement, sur le réseau de transfert ou au niveau des ouvrages de stockage) ;
- $V_{\text{importé}}$: le volume d'eau acheté à d'autres collectivités ;
- $V_{\text{exporté}}$: le volume d'eau vendu à d'autres collectivités.

Le graphique ci-dessous représente l'évolution du volume mis en distribution à l'échelle du département :

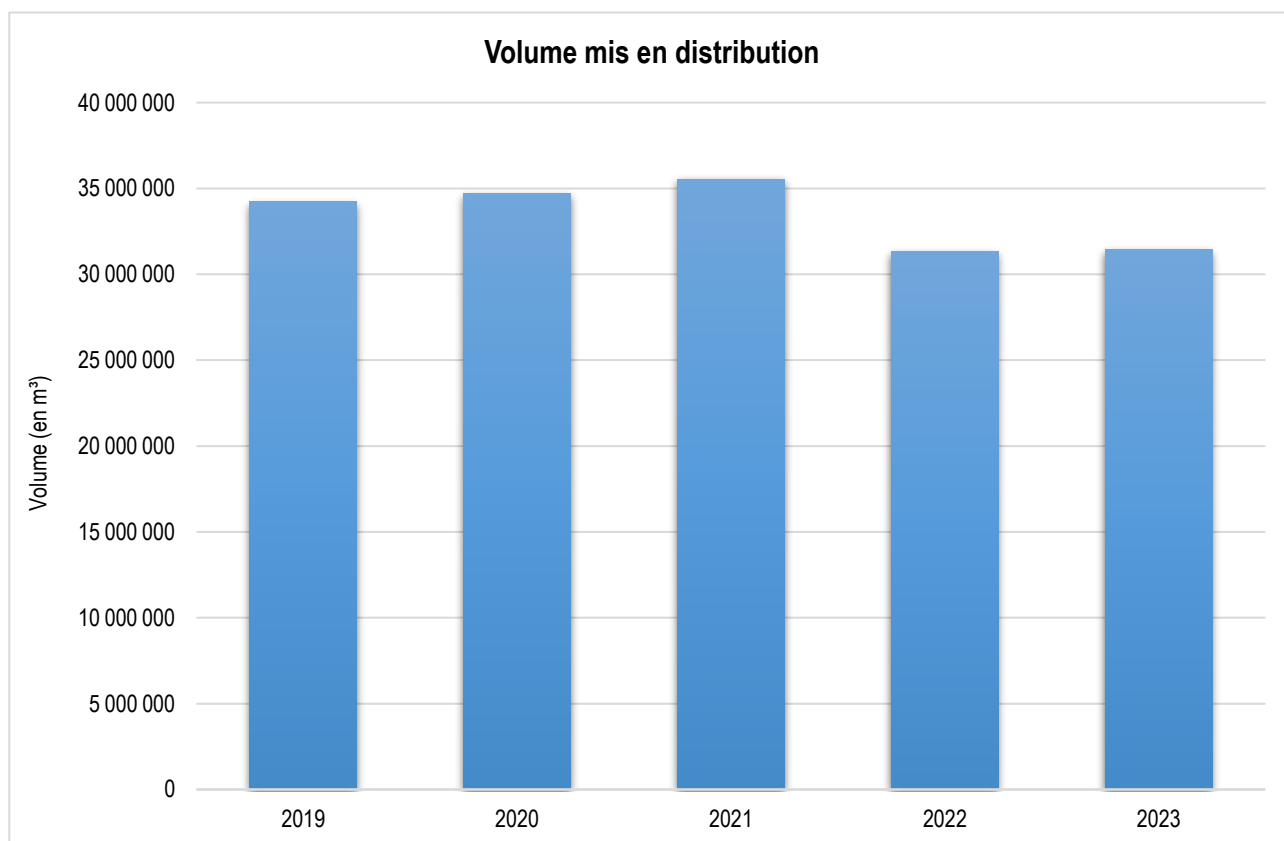


Figure 105 : Volume moyen mis en distribution sur le département entre 2019 et 2023 (Source des données : RAD, RPQS, SISPEA)

Le volume moyen mis en distribution sur l'ensemble du département est de 33 439 245 m³/an.

La carte ci-dessous montre la répartition du volume moyen à l'échelle des PRPDE :

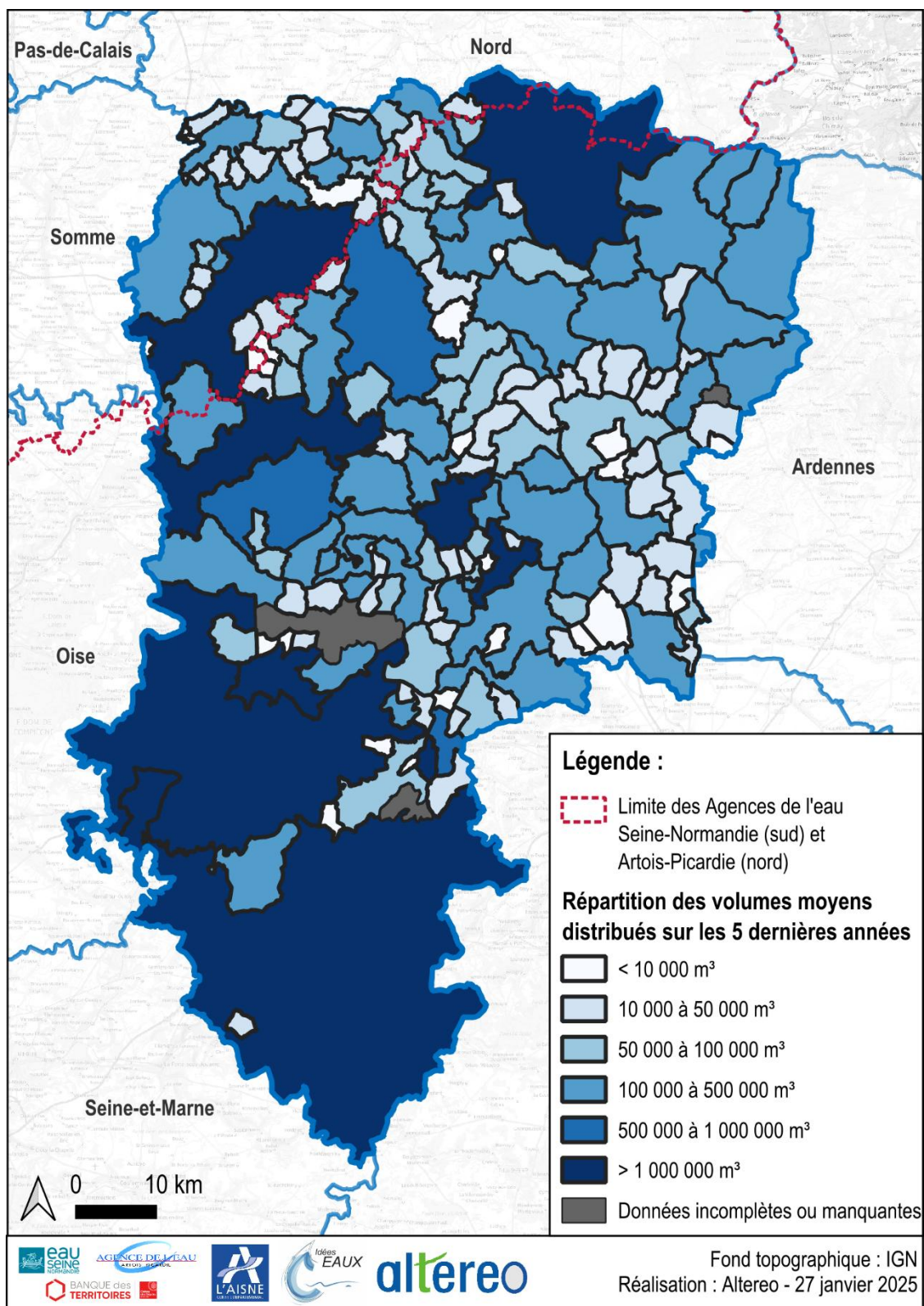


Figure 106 : Volumes moyens distribués par PRPDE sur les 5 dernières années (Source : Altereo)

Un volume mis en distribution inférieur au volume produit peut résulter de plusieurs facteurs, tels que des pertes dans le réseau de distribution, l'utilisation de l'eau par des activités économiques avant qu'elle ne soit intégrée au réseau public, ou encore des divergences entre les instruments de mesure et leur capacité à enregistrer précisément les volumes d'eau produits et distribués.

3.8.6. Volumes comptabilisés



Le volume comptabilisé correspond à la totalité des volumes passés par les compteurs abonnés (y compris les éventuels dégrèvements pour fuite après compteur), et en tenant compte des éventuels dégrèvements liés à des erreurs de relèves.

Le graphique ci-dessous représente l'évolution du volume mis en distribution à l'échelle du département :

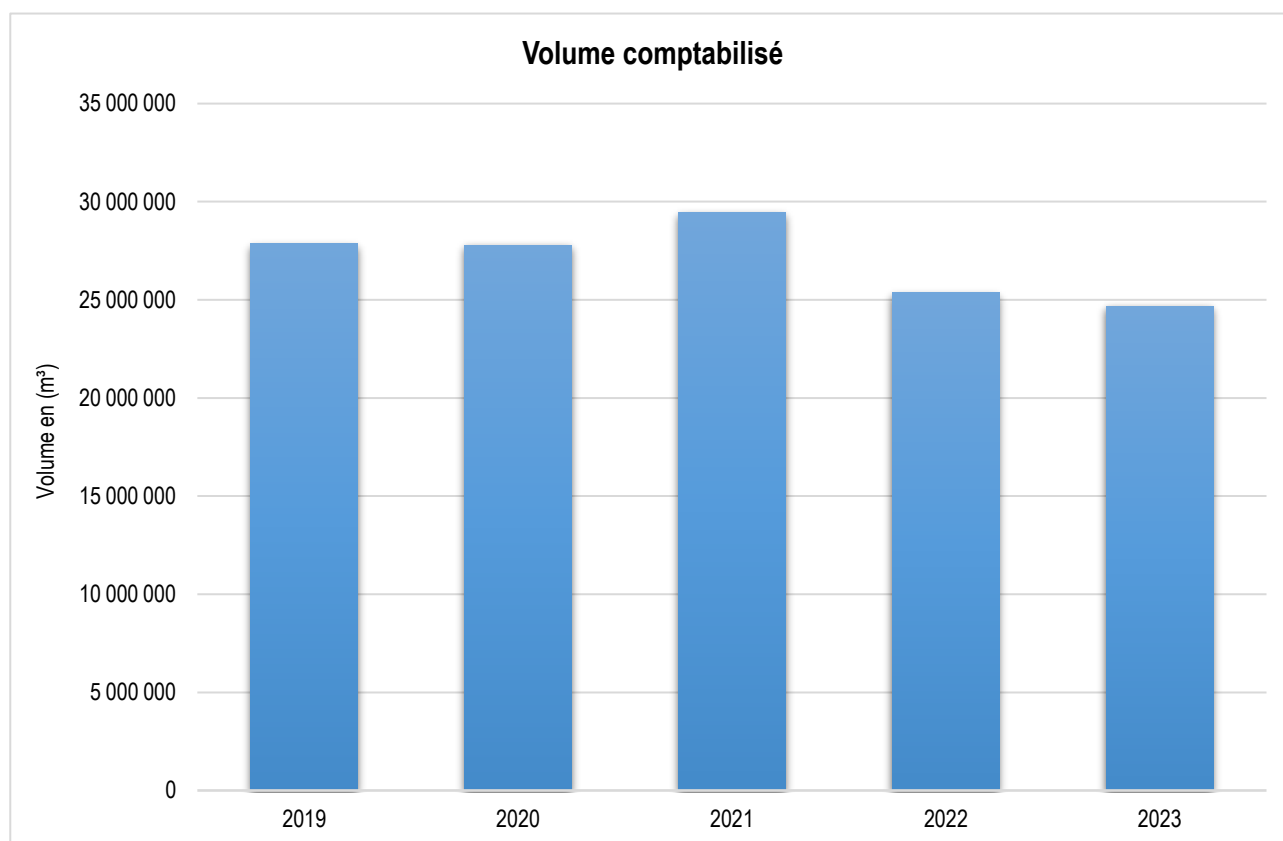


Figure 107 : Graphique représentant les volumes comptabilisés sur les 5 dernières années (Source des données : RAD, RPQS, SISPEA)

Le volume comptabilisé sur l'ensemble du département est de 26 422 032 m³/an.

La carte ci-dessous montre la répartition des volumes comptabilisés par PRPDE. Ces volumes prennent en compte les parties domestiques et non domestiques.

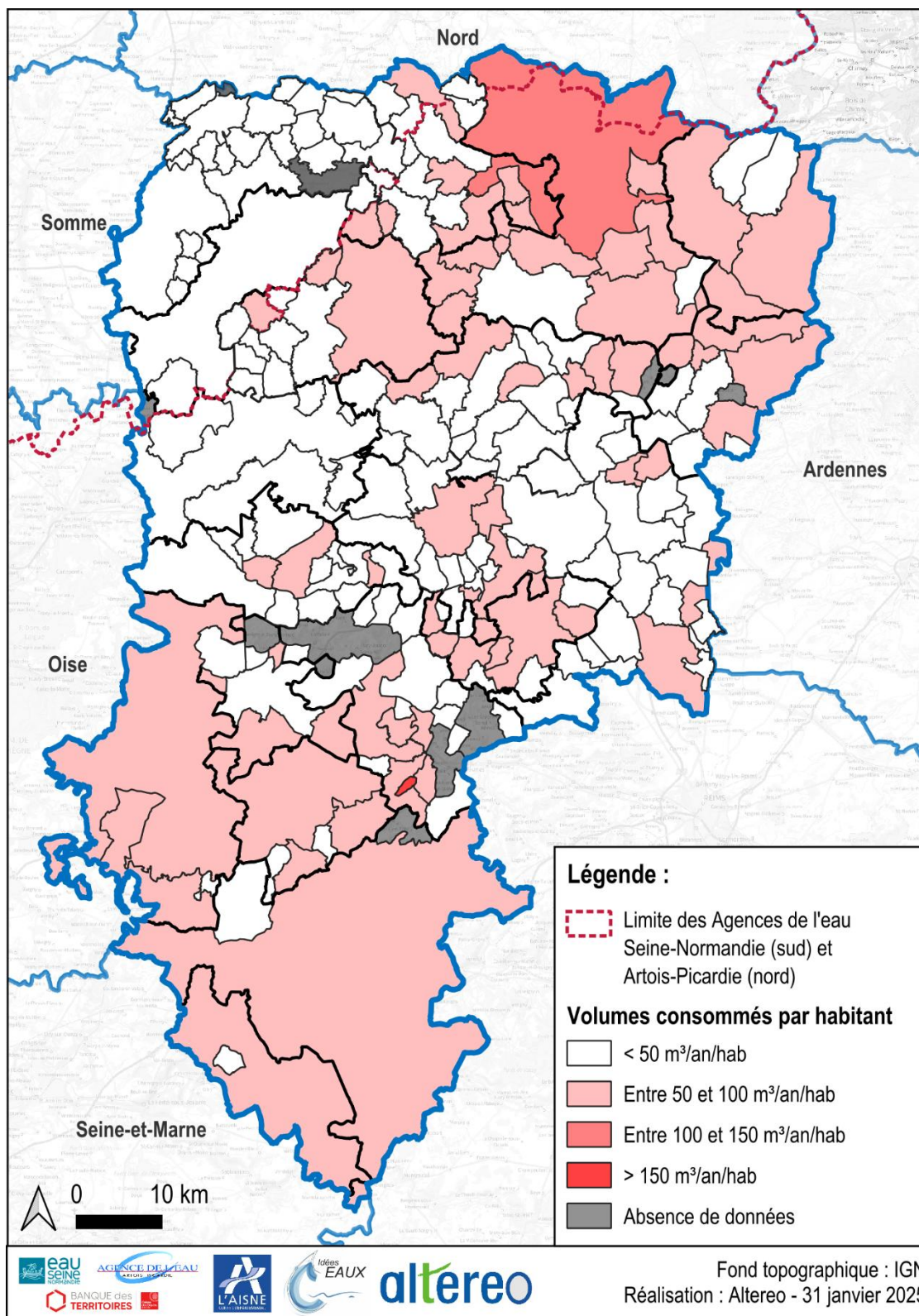


Figure 108 : Volumes moyens consommés sur les 5 dernières années rapportés au nombre d'habitant par PRPDE

La consommation moyenne d'eau dans le département de l'Aisne est de 63 m³/an/hab, ce qui le place légèrement en dessous de la moyenne nationale de 66 m³/an/hab, selon le rapport France Stratégie sur les prélèvements et consommations d'eau d'avril 2024. Cela indique que la consommation d'eau par habitant dans l'Aisne est comparable à celle observée à l'échelle nationale.

3.8.7. Rendement du réseau de distribution



C'est le rapport entre le volume d'eau consommé par les usagers (particuliers, industriels) et le service public (pour la gestion du dispositif d'eau potable) et le volume d'eau potable d'eau introduit dans le réseau de distribution.

Il est déterminé de la manière suivante : $Rendement = (V_{consommé} + V_{exporté}) / (V_{produit} + V_{importé})$

Avec :

- $V_{produit}$: le volume issu des ouvrages de production, soit en sortie d'usine de traitement, de station de pompage ou d'ouvrage de stockage. Le volume produit peut-être inférieur au volume prélevé (perte d'eau dans le procédé de traitement, sur le réseau de transfert ou au niveau des ouvrages de stockage) ;
- $V_{importé}$: le volume d'eau acheté à d'autres collectivités ;
- $V_{exporté}$: le volume d'eau vendu à d'autres collectivités ;
- $V_{consommé}$: la somme du volume comptabilisé majoré des volumes de service et de consommation sans comptage.

Le graphique ci-dessous représente l'évolution du rendement à l'échelle du département :

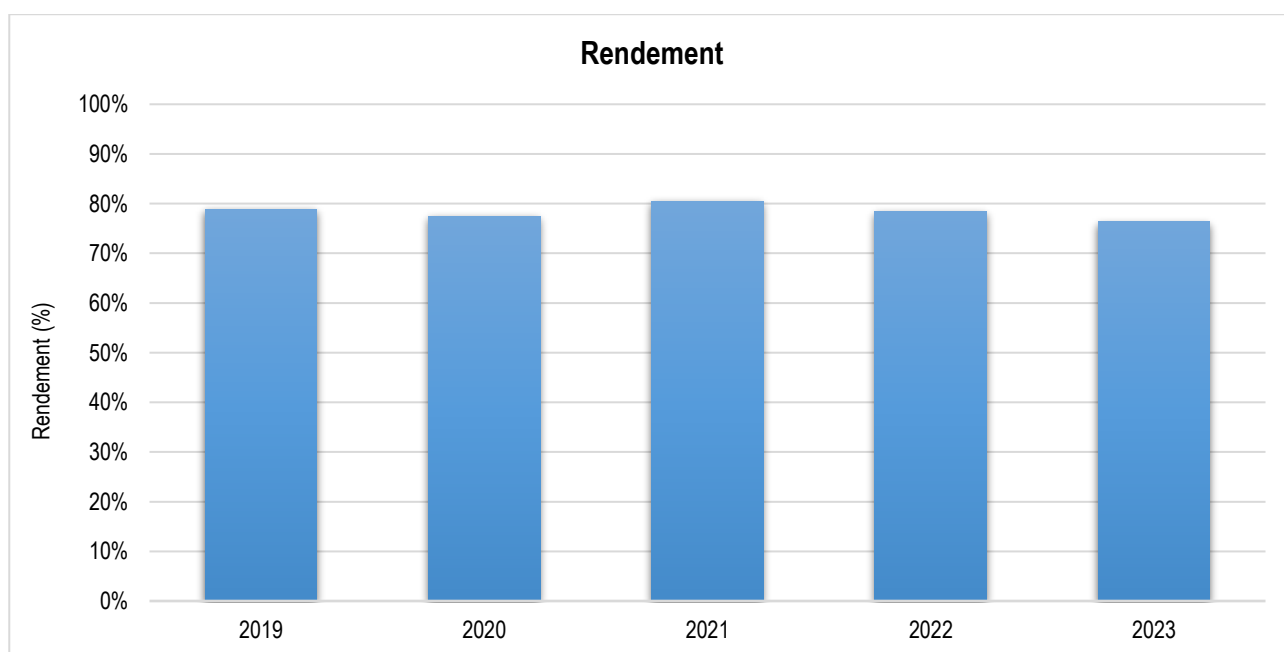


Figure 109 : Rendement moyen sur le département entre 2019 et 2023 (Source de données : RAD, RPQS, SISPEA)

Le rendement moyen est de 78,3 % et reste sensiblement le même sur ces 5 dernières années. Cependant, il est à noter que celui-ci est en dessous de la moyenne nationale qui est de 81,3 % (d'après le rapport annuel 2023 de la base SISEPA).

D'après la base de données collectées, l'indicateur a été établi pour 121 PRPDE du département.

3.8.8. Indice linéaire de consommation



Cet indicateur correspond au volume moyen consommé dans l'année par jour et par kilomètres de canalisation et permet une classification des réseaux.

Il est déterminé de la manière suivante : $ILC = (V_{consommé} + V_{non\ mesuré} + V_{service} + V_{vendu}) / \text{Linéaire réseau} / 365$

Avec :

- $V_{consommé}$: la somme du volume comptabilisé majoré des volumes de service et de consommation sans comptage
- $V_{non\ mesuré}$: la quantité d'eau consommée dont le volume exact n'est pas enregistré ou mesuré directement ;
- $V_{service}$: le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution ;
- V_{vendu} : le volume d'eau facturé aux abonnés ;

L'Agence Seine-Normandie classe le réseau suivant les ILC du tableau ci-dessous :

Tableau 40 : Classification du réseau en fonction de l'ILC

Classement du réseau			
Valeur ILC (m³/km/j)	<10	10 < ILC < 30	>30
Catégorie du réseau	Rural	Semi-rural	Urbain

Le graphique suivant montre l'évolution de l'ILC dans le département :

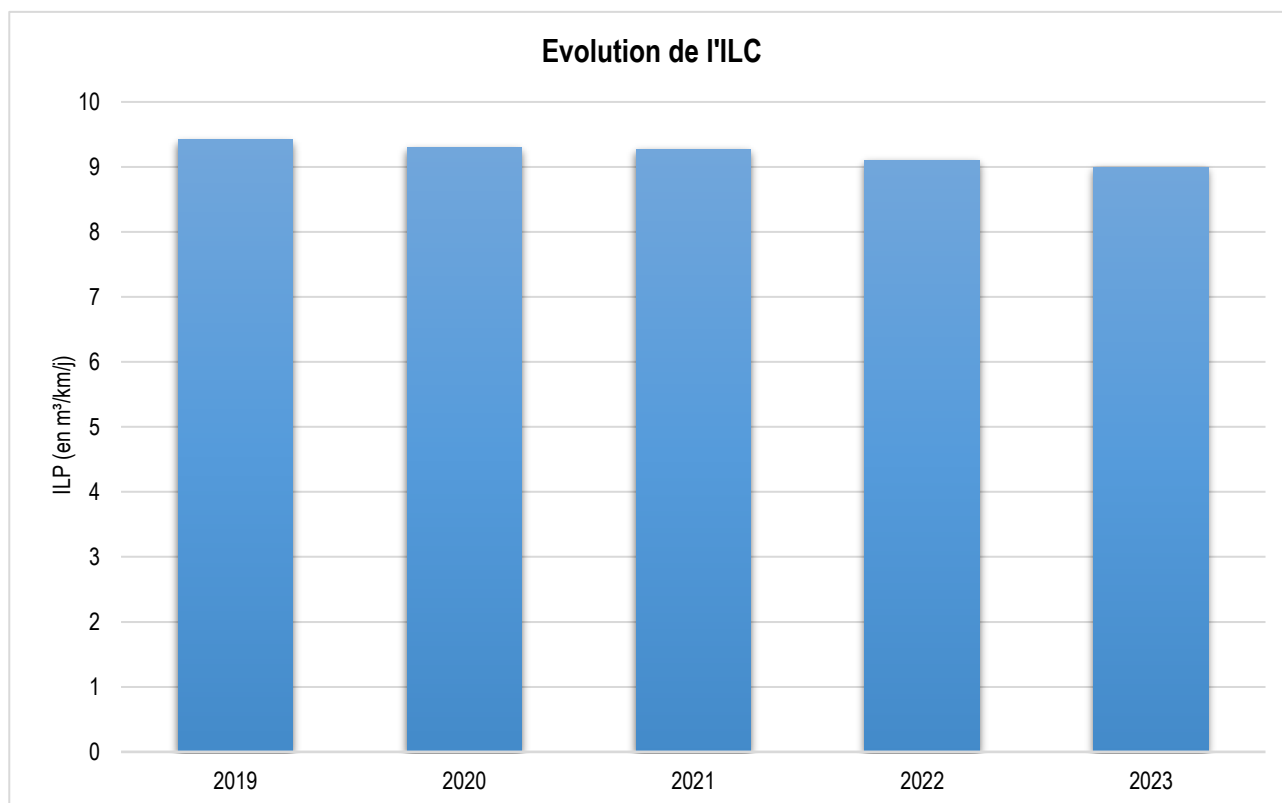


Figure 110 : ILC moyen sur le département entre 2019 et 2023 (Source des données : RAD, RPQS, SISPEA)

L'ILC moyen varie peu dans le département même si une baisse de l'indice s'observe. Il est en moyenne de 9,2 m³/km/j, ce qui permet de classer le réseau de l'Aisne comme un réseau de type rural, à la limite du semi-rural mais qui peut présenter une certaine hétérogénéité.

La carte suivante montre la répartition de l'ILC selon les PRPDE :

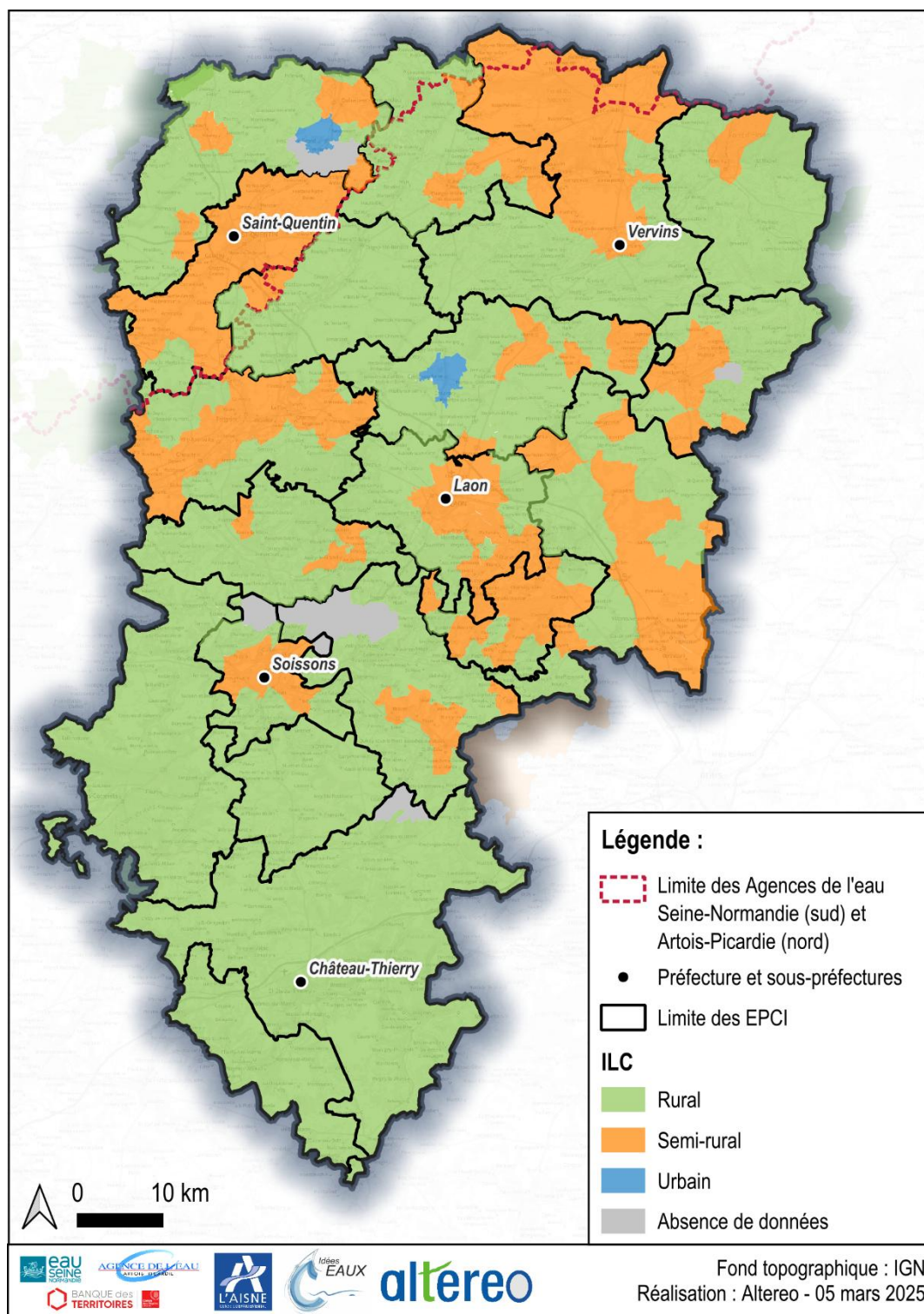


Figure 111: Répartition de l'ILC en fonction des PRPDE

Comme pour la moyenne sur le département, l'ensemble des PRPDE présente majoritairement des réseaux de type rural. Cette tendance met en lumière une cohérence avec la répartition du territoire. En effet, la moyenne de l'ILC départemental révèle également que les zones rurales dominent, ce qui reflète la structure géographique et les spécificités de la gestion des réseaux d'eau dans ces territoires.

Les communes de Fresnoy-le-Grand et de Crécy-sur-Serre ont des réseaux de type urbain. Ce classement du réseau s'explique par des volumes consommés et exportés élevés avec de faible linéaire de réseau.

Le réseau de l'Aisne est de type rural, mettant en lumière la prédominance des zones rurales au sein du département.

3.8.9. Indice linéaire de pertes



Cet indice permet de mettre en évidence le volume qui n'arrive pas jusqu'au compteur de l'abonné pour chaque kilomètre de réseau.

Il est déterminé de la manière suivante :

$$ILP = (V_{distribué} - V_{domestique} - V_{non\ domestique} - V_{sans\ comptage} - V_{service}) / \text{Linéaire réseau} / 365$$

Avec :

- $V_{distribué}$: Le volume distribué désigne la quantité totale d'eau potable fournie par un réseau de distribution à ses utilisateurs.
- $V_{domestique}$: le volume domestique désigne la quantité d'eau utilisée par les ménages pour leurs besoins quotidiens.
- $V_{non\ domestique}$: le volume non -domestique désigne la quantité d'eau utilisée par d'autres utilisateurs que les ménages.
- $V_{sans\ comptage}$: Le volume sans comptage désigne la quantité d'eau qui est consommée ou distribuée sans être mesurée par un dispositif de comptage
- $V_{service}$: Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

Avec le classement du réseau en type rural, le classement de l'indice se fait de la façon suivante :

Tableau 41 : Classification de l'ILP

Classement indice linéaire de perte			
Type de réseau	Rural	Semi-rural	Urbain
ILP bon	ILP < 1,5	ILP < 3	ILP < 7
ILP acceptable	1,5 < ILP < 2,5	3 < ILP < 5	7 < ILP < 10
ILP médiocre	2,5 < ILP < 4	5 < ILP < 8	10 < ILP < 15
ILP mauvais	4 < ILP	8 < ILP	15 < ILP

Le graphique suivant montre l'évolution de l'ILP moyen dans le département :

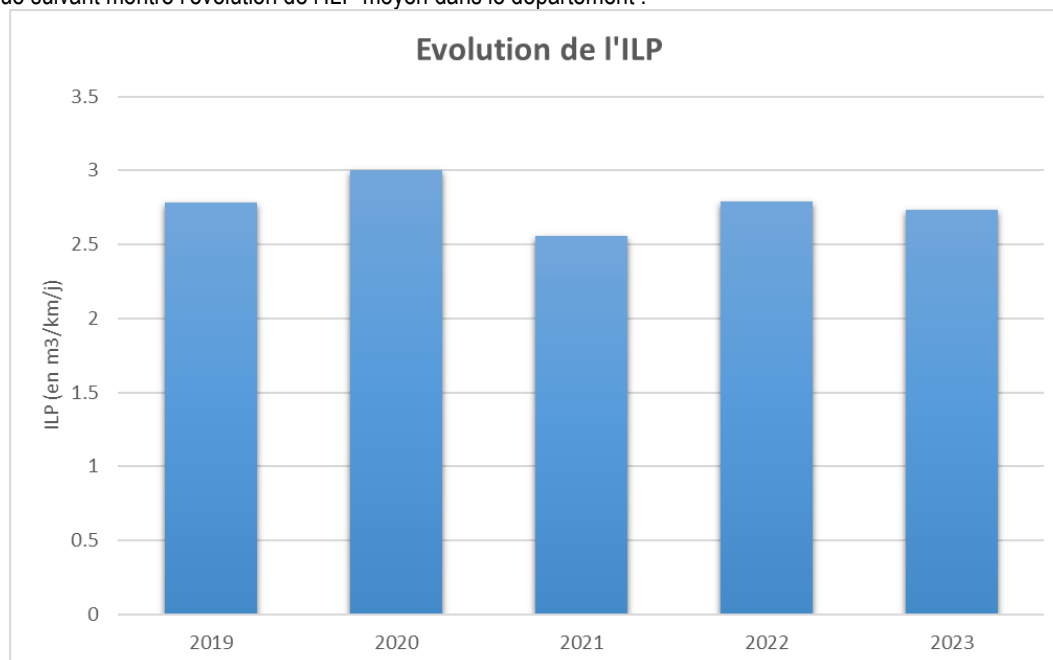


Figure 112 : ILP moyen sur le département entre 2019 et 2023 (Source des données : RAD, RPQS, SISPEA)

L'ILP moyen sur le département est 2,77 m³/km/j, classant le réseau comme **médiocre**. Cela indique que le réseau de distribution d'eau a des pertes relativement élevées par rapport à la quantité d'eau distribuée, ce qui peut être le signe d'un réseau vieillissant, mal entretenu ou mal géré.

De plus une fluctuation existe entre les différentes années, elle peut s'expliquer avec les paramètres suivants (non exhaustive) :

- Évolution des infrastructures (travaux de réparation ou de renouvellement) ;
- Demande d'eau variable ;
- Amélioration des techniques de détection de fuites.

La carte suivante montre la répartition de l'ILP sur le territoire :

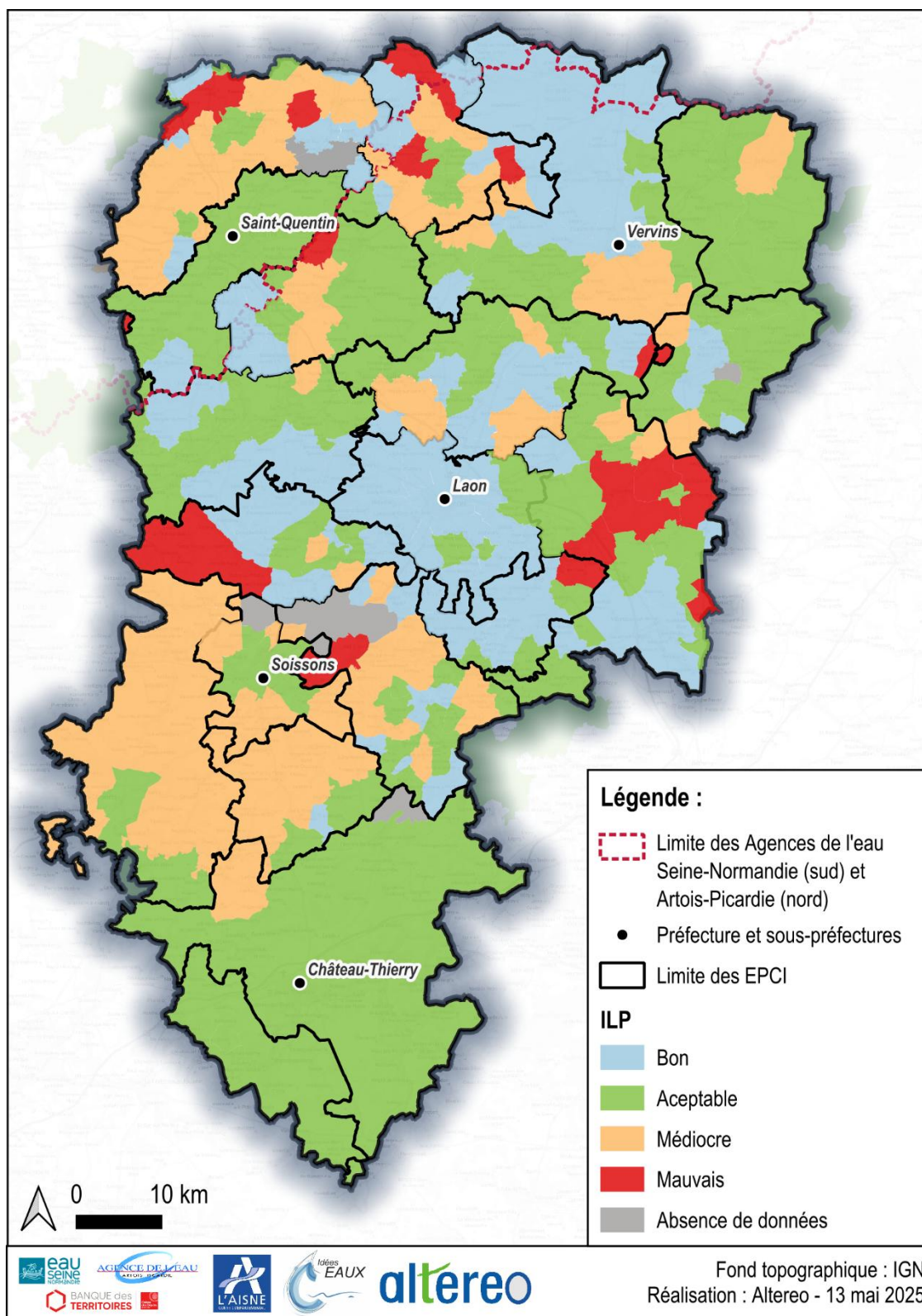


Figure 113 : Répartition des ILP en fonction des PRPDE

L'ILP moyen sur le département est 2,77 m³/km/j classifiant ainsi le réseau de médiocre. Au niveau des PRPDE, une opposition existe entre les zones urbaines et les zones rurales. Une réduction de l'ILP permettrait de limiter les pertes d'eau, contribuant ainsi à la préservation quantitative de cette ressource.

3.9. Gestion du patrimoine

3.9.1. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale



C'est une valeur indicative sur le niveau de connaissance des réseaux et des branchements et sur l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle du service d'eau potable. L'indice varie entre 0 et 120 et est calculé en faisant la somme des points suivants :

- l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (15 points) ;
- l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (30 points) ;
- les autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points).

D'après la base de données SISPEA, les RPQS et les RAD, l'indicateur a été établi pour 123 PRPDE sur les 125 PRPDE du département. **L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale du SIDEN-SIAN n'est pas indiqué car la donnée récupérée sur SISPEA n'est pas unique au département de l'Aisne.**

En supposant les PRPDE avec un indice renseigné, la valeur moyenne de l'indice de connaissance de la gestion patrimoniale sur le département est de 90. Cet indice présente une valeur en dessous de la moyenne nationale évaluée à 102 dans le rapport annuel 2023 tiré de la base SISPEA.

Les PRPDE présentant un indice faible correspondent généralement à des "petites" unités, souvent liées à une commune seule ou de petits syndicats.

La plage de l'indice sur le département varie de 0 à 120.

La carte suivante indique la classification de l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale dans le département.

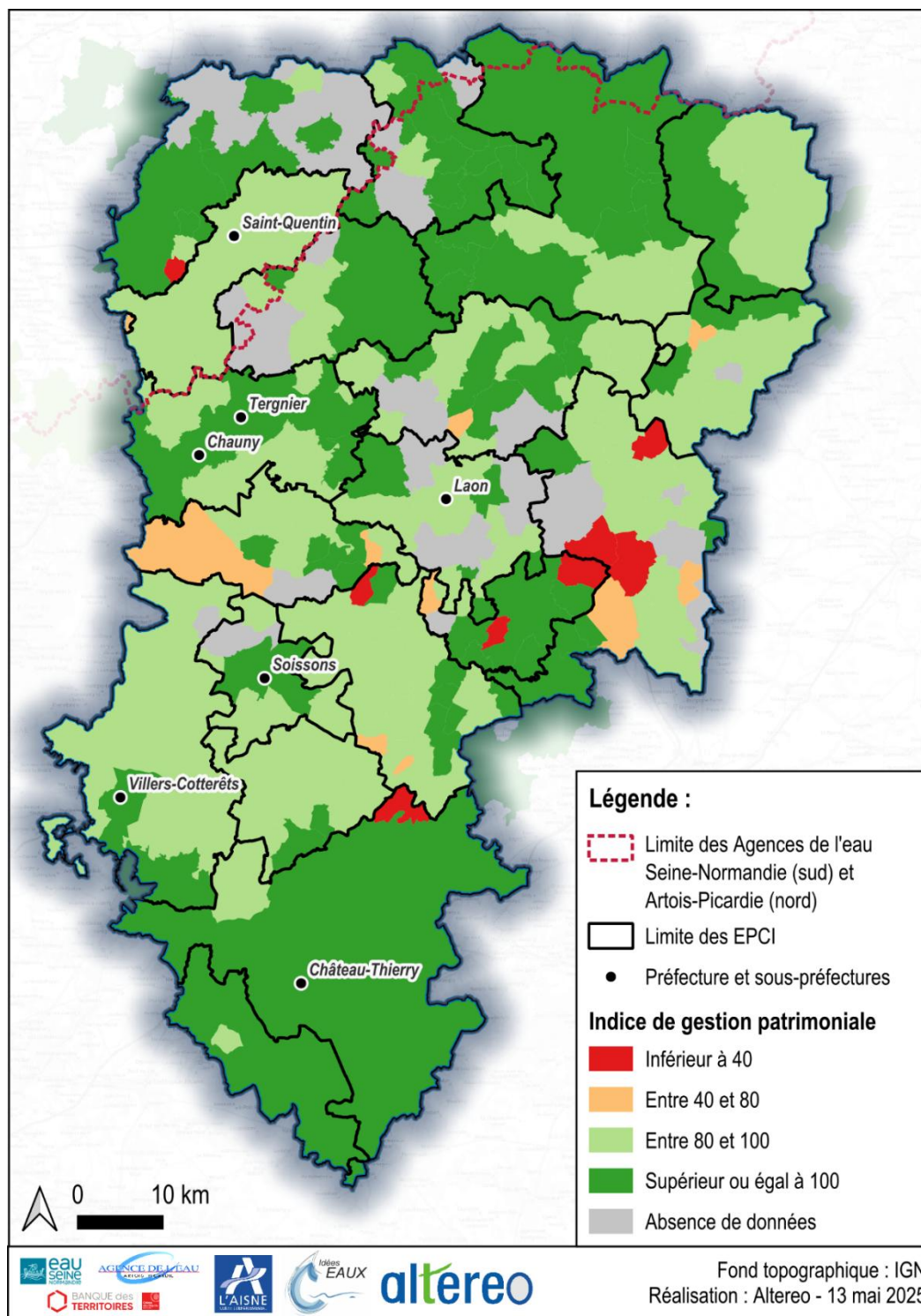


Figure 114 : Répartition des indices de gestion patrimoniale suivant les PRPDE

La majorité des PRPDE possèdent une connaissance satisfaisante de son patrimoine.

Le rapport SISPEA considère que les services ayant plus de 80 points ont une bonne gestion patrimoniale. Sur le département, 105 PRPDE ont un indice supérieur à 80 points, soit 84 % des PRPDE, ce qui est dans la moyenne nationale.

84 %, des PRPDE possèdent un indice supérieur à 80 points, ce qui indique une bonne connaissance du patrimoine sur le territoire.

3.9.2. Taux moyen de renouvellement annuel des réseaux



Cet indicateur est normalement calculé sur les 5 dernières années. Il correspond au rapport entre le linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur) sur le linéaire de réseau hors branchements multiplié par 20.

D'après la base de données SISPEA, les RPQS et les RAD, l'indicateur a été établi pour 124 PRPDE du département.

Le taux moyen de renouvellement annuel des réseaux dans le département est de 0,37 %. Cet indice présente une valeur en dessous de la moyenne nationale évaluée à 0,65 % dans le rapport annuel 2023 tiré de la base SISPEA. Cependant, il existe de fortes disparités entre les PRPDE avec certaines PRPDE à 0 % de renouvellement et d'autres PRPDE dont le renouvellement se fait de façon régulière. Cela montre la disparité au sein du département sur le renouvellement des canalisations.

La carte ci-dessous montre la répartition de l'indice sur le territoire :

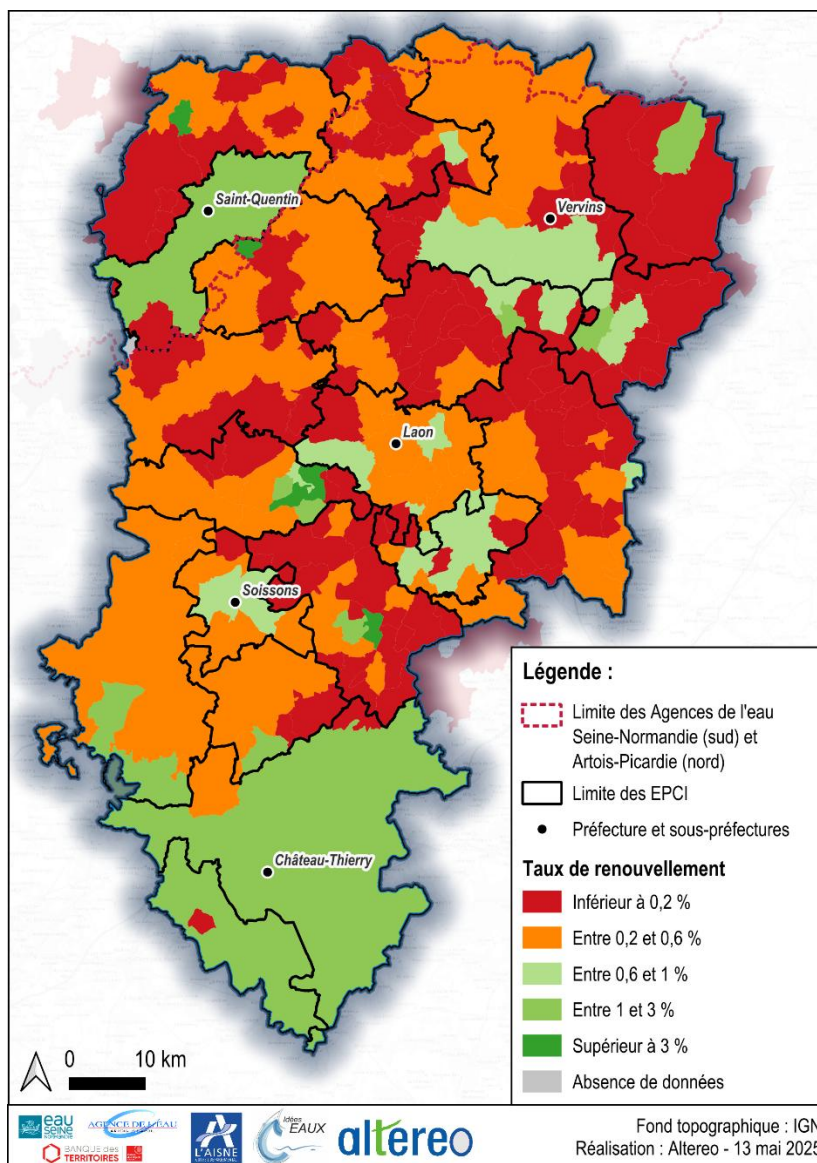


Figure 115 : Répartition du renouvellement moyen du réseau suivant les PRPDE

Le département possède une moyenne d'indice de renouvellement annuel du réseau inférieur à la moyenne nationale. Cependant, de grandes disparités existent sur le département avec certaines PRPDE ne renouvelant pas leurs réseaux.

Il est à noter que 79 PRPDE ont un taux de renouvellement de 0 % et que ce non renouvellement peut être dû à de nombreux paramètres (manque de moyen, réseau récent, volonté car réseau non fuyard, pas de programme de renouvellement).

3.9.3. Indice d'avancement de la protection des ressources

Cet indicateur de performance traduit l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage d'eau potable. Il s'agit de la procédure de DUP. L'indice se détermine selon le barème suivant :



- 0% : Aucune action
- 20% : Études environnementale et hydrogéologique en cours
- 40% : Avis de l'hydrogéologue rendu
- 50% : Dossier déposé en préfecture
- 60% : Arrêté préfectoral
- 80% : Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés)
- 100% : Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

Pour les services d'eau potable ayant plusieurs points de prélèvement ou achetant de l'eau à d'autres services, l'indicateur est calculé pour chaque ressource, puis une valeur globale est obtenue en pondérant chaque indice par les volumes annuels d'eau produits ou achetés. (Source : SISPEA)

L'avancement moyen de la protection des ressources est d'environ 62 % sur le territoire de l'Aisne soit en-dessous de la moyenne française qui est de 76,1 %.

En ce qui concerne le département de l'Aisne, un indice moyen de 62% indique que la protection en ressource en eau est bien avancée, mais qu'il reste des actions concrètes à mener sur le terrain pour assurer une protection effective et complète de l'eau potable.

La carte page suivante montre la répartition de l'indice de protection suivant la PRPDE.

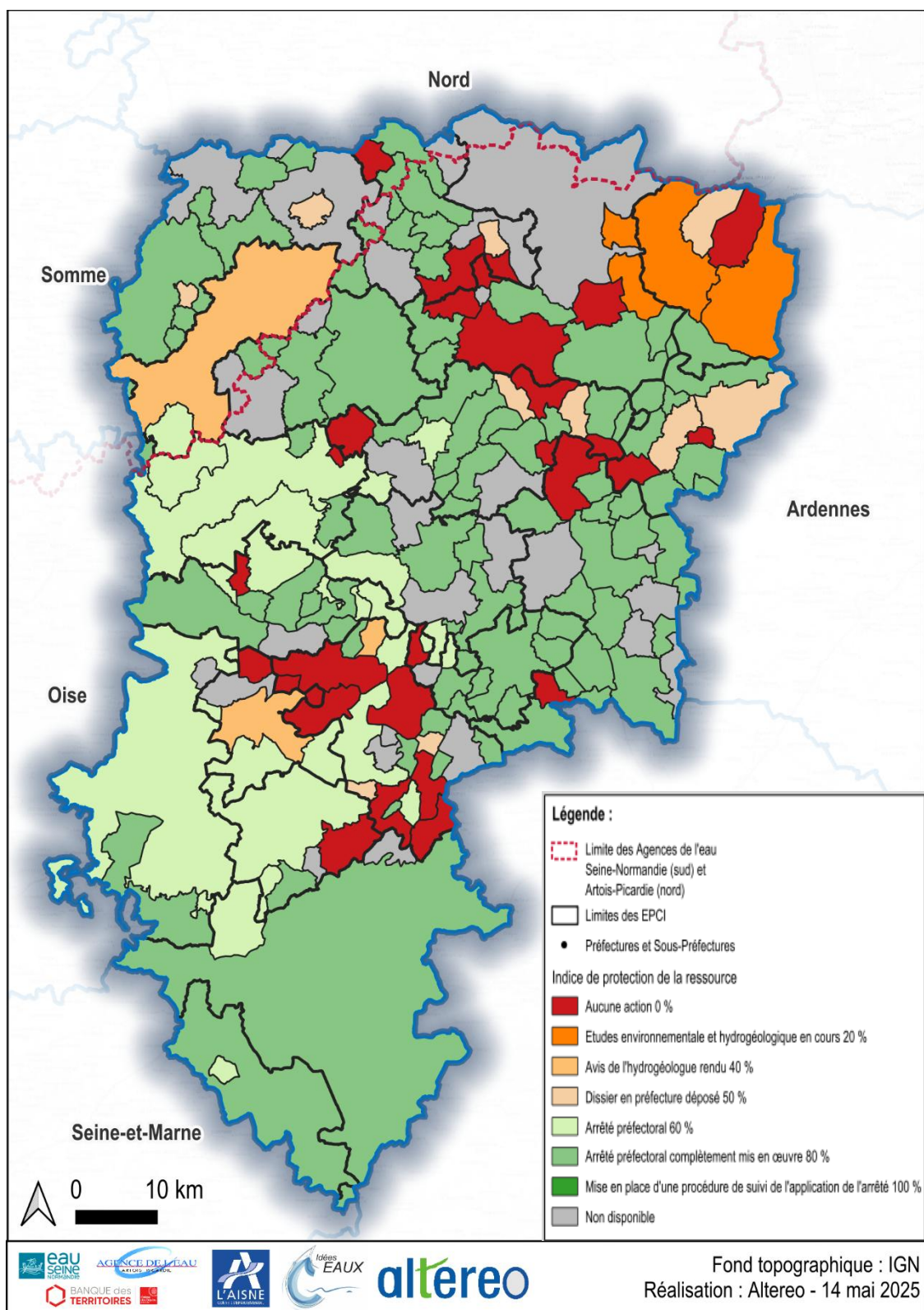


Figure 116 : Avancement de la protection de la ressource

La plupart des PRPDE doivent encore mener des actions pour assurer une protection effective et complète de la ressource. L'indice de protection de la ressource est souvent faible en zone urbaine. La carte doit être pondérée, en rappelant que, sur certaines PRPDE, il ne s'agit que d'une ressource qui n'est pas protégée, ce qui fait donc chuter cet indice

Le département possède une moyenne d'indice de protection de la ressource inférieure à la moyenne nationale. Il reste donc des actions à mener pour augmenter cet indice.

3.9.4. Schémas directeurs eau potable



Un schéma directeur d'alimentation en eau potable est un outil stratégique et opérationnel visant à assurer une gestion durable et efficace de l'approvisionnement en eau potable d'un territoire.

La carte ci-dessous montre les collectivités ayant réalisé un schéma directeur de moins de 10 ans :

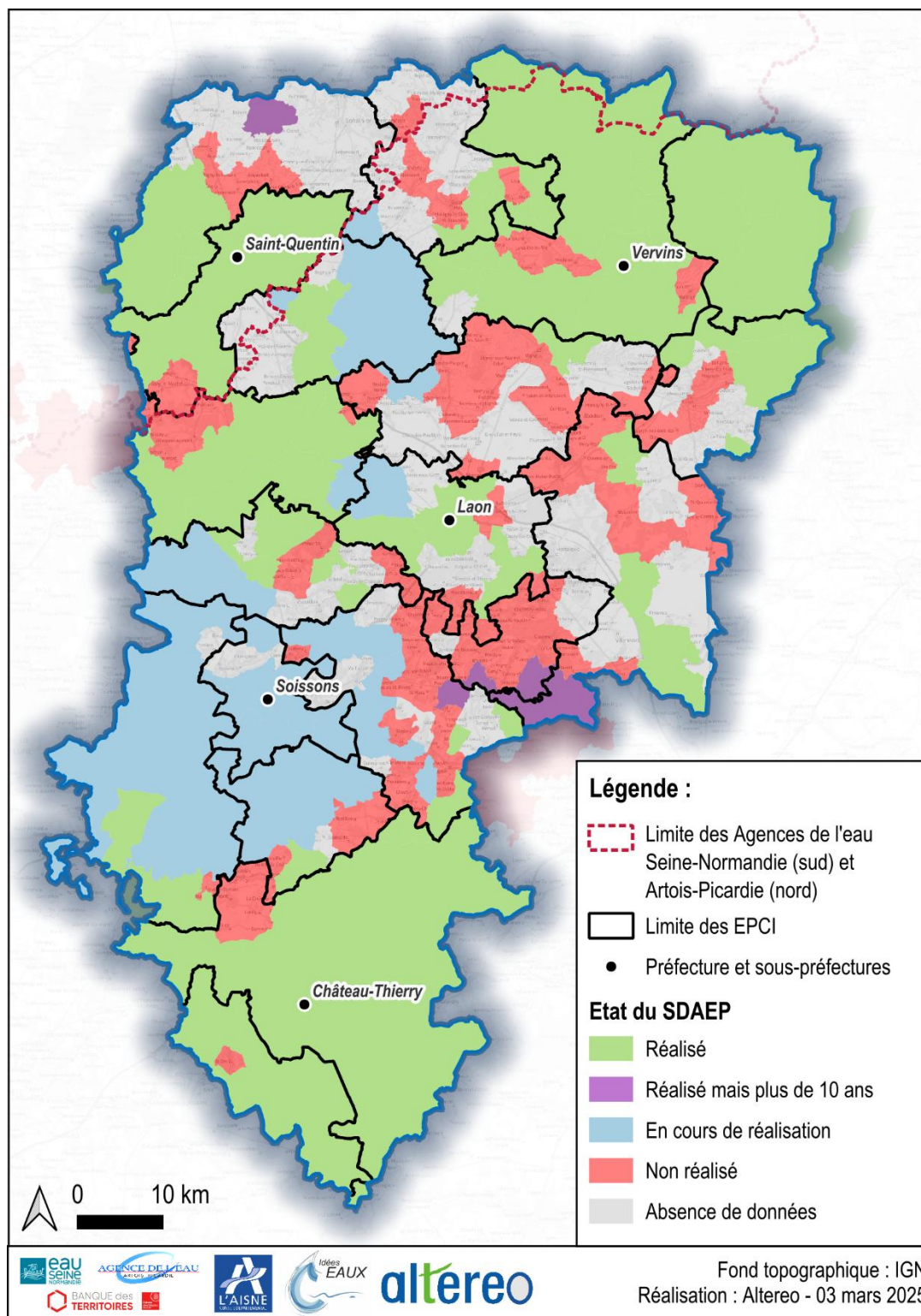


Figure 117 : SDAEP dans le département

Toutes les Communautés d'Agglomérations disposent d'un schéma directeur, et la plupart des grands syndicats ont déjà élaboré leur schéma directeur ou sont en train de le mettre en place.

En termes de superficie, ces schémas directeurs couvrent actuellement 3 740 km² et, à terme, ils s'étendront sur 4 970 km², soit 63 % de la superficie totale du territoire. Quant à la population, les schémas directeurs concernent actuellement 317 209 habitants, et d'ici leur finalisation, ce nombre atteindra 409 641 habitants, soit 78 % de la population axonaise.

Les PRPDE ont l'obligation de réaliser un schéma directeur au moins une fois tous les 10 ans. En France, cette obligation est encadrée par le Code de la Santé Publique (CSP), le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), ainsi que par leurs textes d'application, qui définissent les modalités de réalisation des schémas directeurs en eau potable. Sur les données reçues, le syndicat de Beaurieux possède un Schéma Directeur en eau potable mais celui-ci doit être mis à jour car datant de plus de 10 ans.

La superficie couverte par des schémas directeurs est de 3 740 km² et la population concernée est de 317 209 habitants.

Il est préconisé aux collectivités ne disposant pas de schéma directeur ou disposant d'une étude réalisée il y a plus de 10 ans, d'engager un schéma directeur prochainement.

Cette étude, réalisée à l'échelle départementale ne remplace en rien un schéma directeur à l'échelle de la PRPDE, qui est plus fin et plus personnalisé.

3.9.5. Aire d'alimentation du captage



Une étude de l'aire d'alimentation du captage est une analyse permettant de délimiter et comprendre les zones qui contribuent directement à l'approvisionnement en eau d'un captage (un puits, une source, un forage, etc.).

La carte ci-dessous montre les PRPDE ayant réalisé au moins une étude AAC sur leur territoire ainsi que les captages prioritaires et ultra-prioritaire selon la réalisation de l'étude AAC :

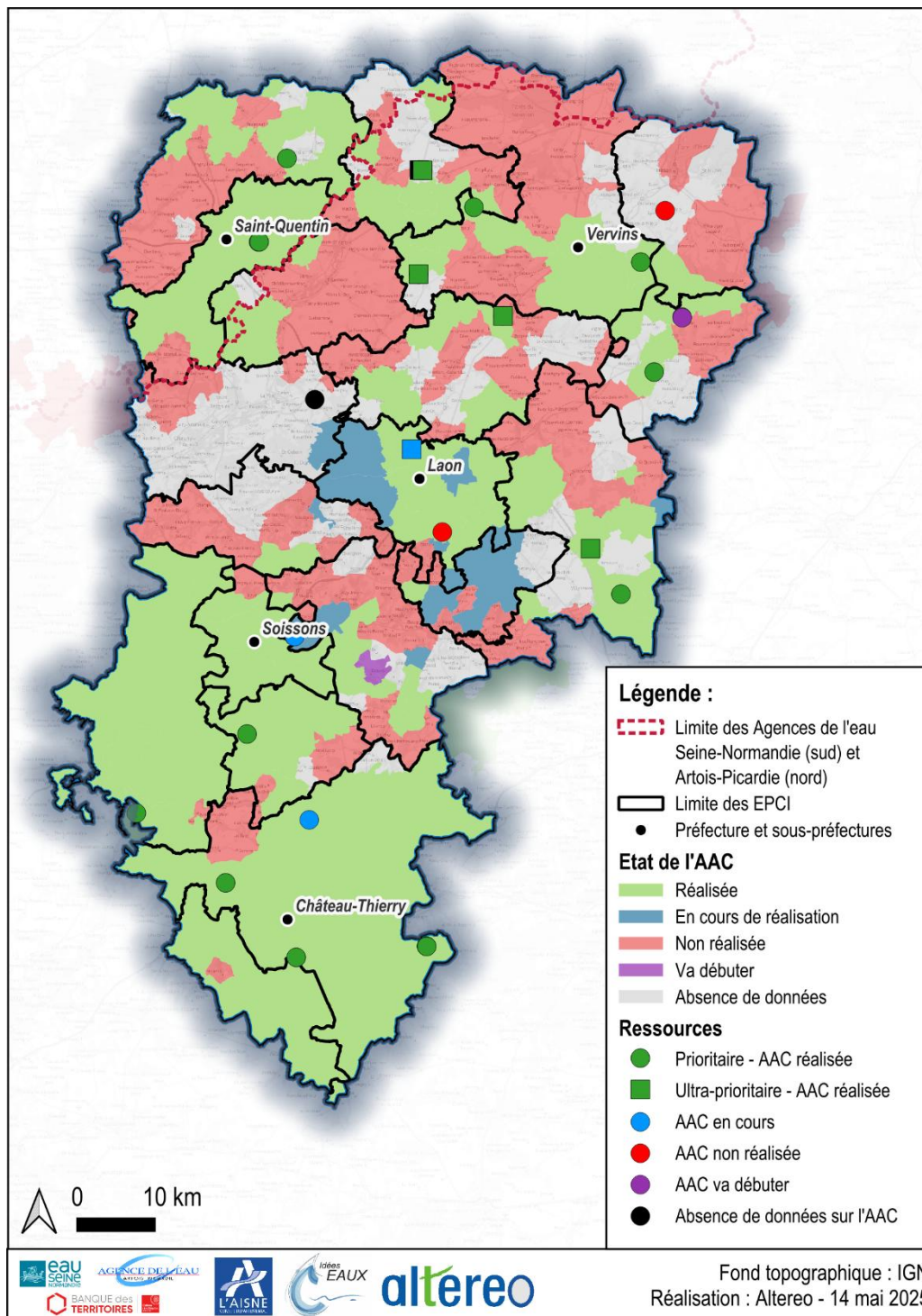


Figure 118 : AAC sur le département

34 captages ont fait l'objet d'une étude AAC sur le département sur 21 PRPDE.

Cette étude est importante car elle permet non seulement de mieux comprendre les mécanismes d'alimentation des captages, mais aussi de prendre des mesures adaptées afin de protéger la ressource en eau.

3.9.6. Plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux



Le Plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) consiste en une approche globale de sécurité sanitaire visant à identifier les dangers liés à l'exploitation des systèmes de production et de distribution d'eau et à mettre en œuvre un plan d'actions afin de prévenir les risques sanitaires. Il se décompose en 2 volets : ressource et production

Réglementairement, le PGSSE doit être réalisée par chaque PRDPE, avec des dates butoirs qui sont les suivantes :

- 2027 pour le volet ressource ;
- 2029 pour le volet distribution.

La carte ci-dessous montre les PRDPE ayant un PGSSE fait ou en cours :

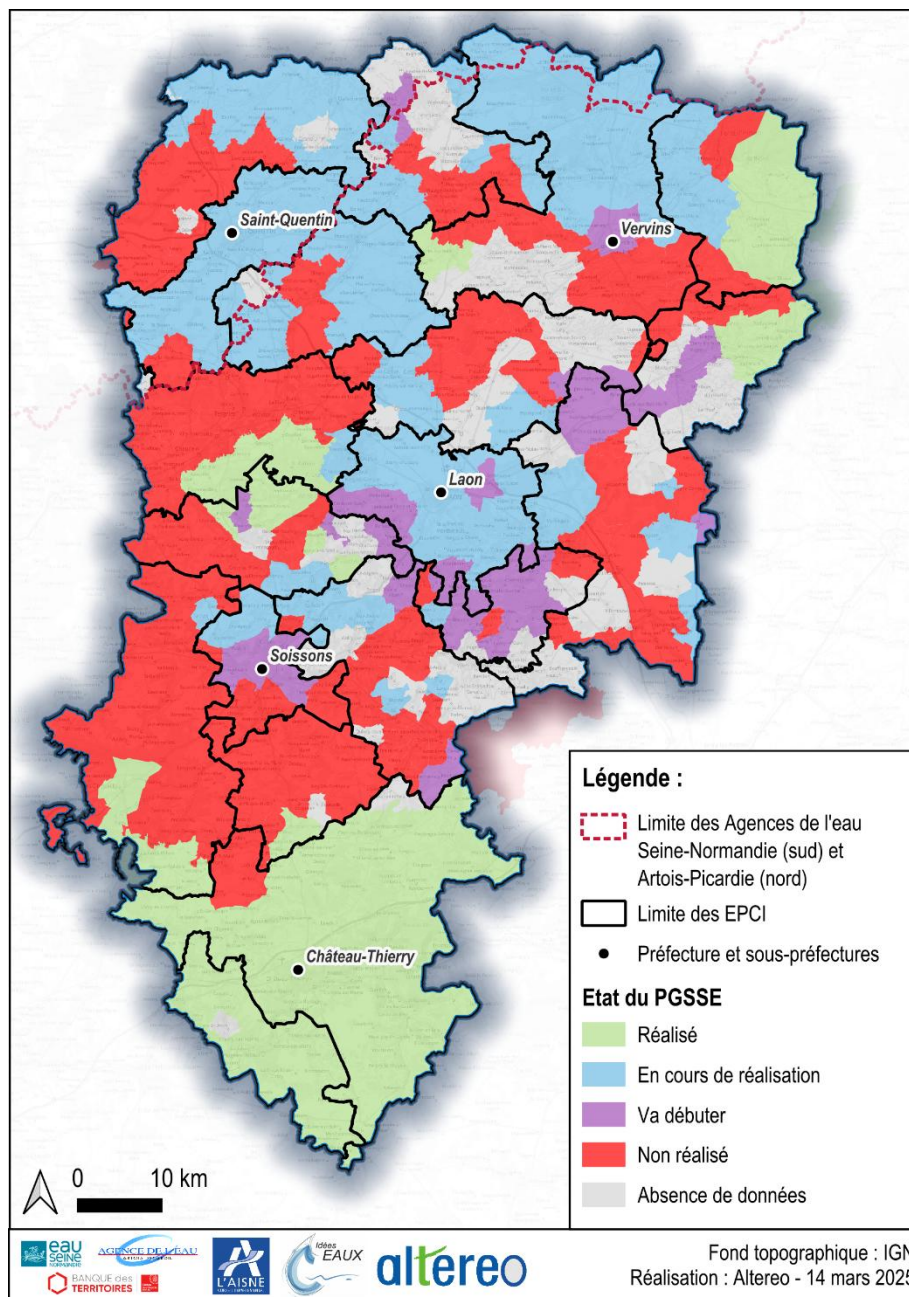


Figure 119 : PGSSE sur le département

En termes de superficie, les PGSSE couvrent actuellement 1 649 km² et, à terme ils s'étendront sur 3 638 km², soit 46 % de la superficie totale du territoire. Quant à la population, les PGSSE concernent actuellement 100 267 habitants, et d'ici leur finalisation, ce nombre atteindra 281 111 habitants, soit 53 % de la population axonaise.

La superficie couverte par des PGSSE est de 1 649 km² et la population concernée est de 100 267 habitants. Il est obligatoire pour les PRDPE ne disposant pas d'un PGSSE d'effectuer au moins le volet ressource d'ici 2027.

3.9.7. Etudes de transfert de compétences



La loi NOTRe de 2015 procède à la simplification et à la clarification des compétences des collectivités locales. Pour cela, les Communautés de Communes doivent prendre la compétence Eau potable au 1^{er} janvier 2026 (le transfert n'est aujourd'hui plus obligatoire).

La carte suivante présente l'état d'avancement des études de transfert de compétences au sein du département de l'Aisne.

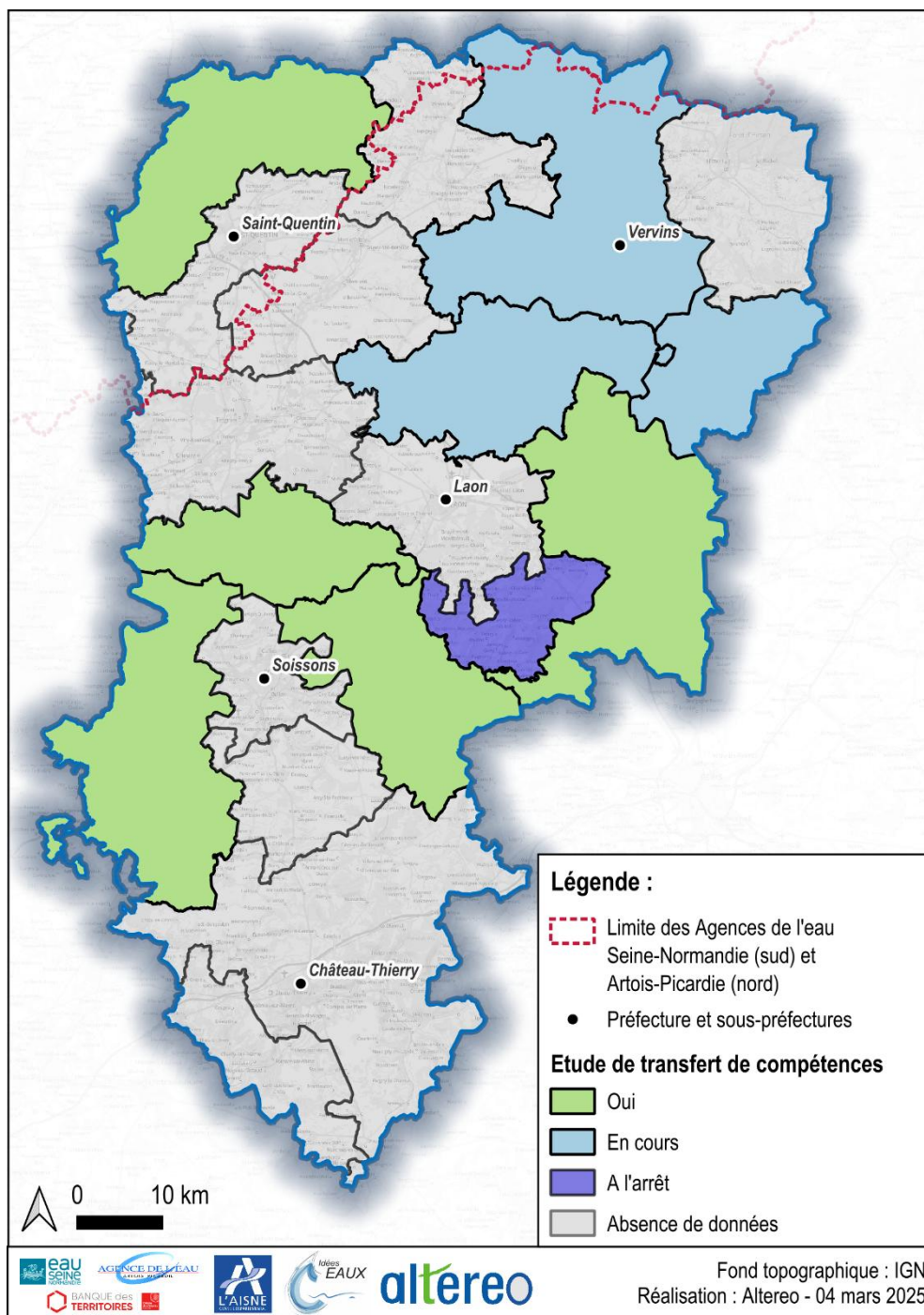


Figure 120 : Etudes de transfert de compétences sur le département de l'Aisne

La superficie couverte par les études de transfert de compétences est de 2 264 km².

A l'approche de la date butoir du transfert de compétences, des Communautés de Communes n'ont pas encore entamé la démarche.

3.10. Tarification



Le prix TTC intègre toutes les composantes du service rendu (production, transfert, distribution) ainsi que les redevances préservation des ressources et pollution de l'agence de l'eau et, le cas échéant, celle des Voies Navigables de France (prélèvement en rivière), ainsi que la TVA.

Le prix de l'eau sur le territoire se répartie de la manière suivante :

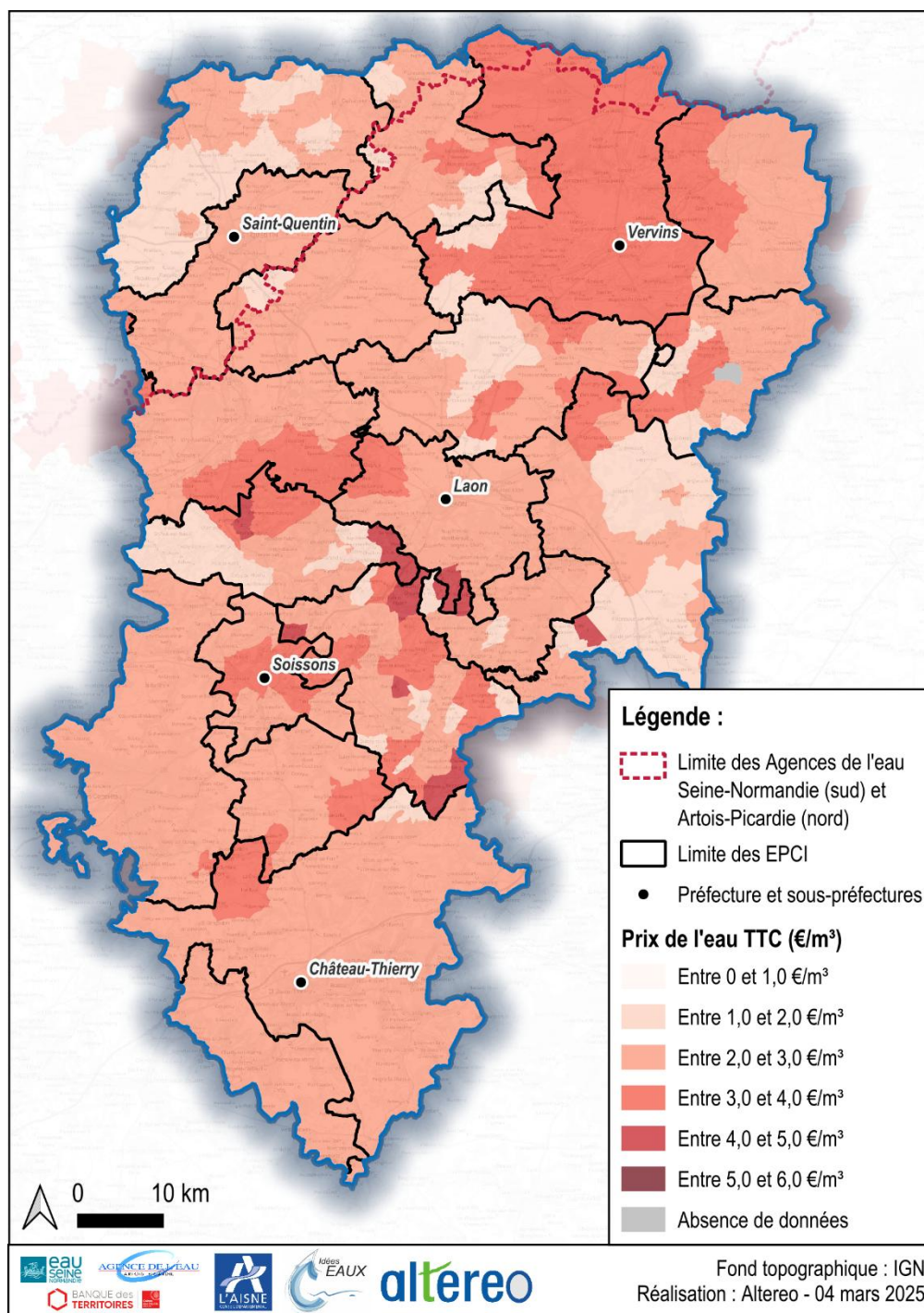


Figure 121 : Prix de l'eau dans le département TTC (Source : RAD, RPQS, SISPEA)

Les données collectées dans le cadre de la présente étude permettent de faire une analyse des prix à l'échelle des PRPDE. Le prix moyen de l'eau pour la part eau potable est en moyenne, de 2,41 €TTC/m³ avec des valeurs variant entre 1,12 €TTC/m³ à 4,97 €TTC/m³ en 2023. La moyenne nationale est de 2,13 €TTC/m³, donc l'Aisne est légèrement au-dessus de la moyenne nationale.

4. Bilan de la situation de l'eau dans le département

Le département de l'Aisne présente une complexité remarquable, tant du point de vue géologique qu'en termes d'organisation institutionnelle et de gestion des infrastructures. Historiquement caractérisé par un morcellement en communes rurales et une gestion fragmentée par de nombreux acteurs locaux, le territoire a progressivement vu ses pratiques évoluer vers une structuration plus cohérente. Aujourd'hui, 125 PRPDE, répartis sur les deux SDAGE – Artois-Picardie et Seine-Normandie – témoignent de cette nouvelle dynamique de gouvernance, adaptée aux besoins variés des acteurs, qu'ils soient domestiques ou économiques.

Diversité des Ressources et Pressions Environnementales

Les ressources en eau du département reposent majoritairement sur les nappes souterraines, qui constituent 99 % des prélèvements. Ces réserves proviennent de différents types d'aquifères :

- Aquifères fissurés (notamment crayeux et calcaires) : Ceux-ci représentent la principale source d'approvisionnement, même si certaines masses d'eau sont déjà identifiées comme surexploitées, telles que la masse d'eau Tertiaire – Champigny-en-Brie et Soissonais, avec des risques de manques d'eau à venir ;
- Aquifères karstiques, partageant des caractéristiques avec les aquifères fissurés ;
- Aquifères poreux : Présents dans les alluvions et les sables, ils complètent le dispositif hydrogéologique du département.

Ces nappes libres, en plus d'être la principale source d'eau, sont exposées à diverses pressions environnementales. Le changement climatique, par le biais de sécheresses prolongées et d'une recharge des nappes réduite (jusqu'à 30 % de baisse de recharge estimée d'ici la fin du siècle), accentue la vulnérabilité des ressources, en particulier celles de la craie du bassin parisien. Des modélisations divergent quant à l'évolution des niveaux des nappes, oscillant entre des baisses significatives et des scénarios de remontée partielle, soulignant l'incertitude qui entoure l'avenir hydrogéologique.

Pressions Anthropiques et Qualité de l'Eau

Parallèlement aux enjeux climatiques, les pressions anthropiques pèsent lourdement sur les ressources.

Le département, dominé par la culture de céréales et de betteraves, subit les conséquences de l'usage d'intrants chimiques. Les prélèvements en eau pour l'irrigation sont en constante augmentation. Les impacts se traduisent non seulement par une pression quantitative sur les nappes, mais également par une dégradation qualitative, avec des niveaux de nitrates et de métabolites de pesticides (comme le chlorothalonil et la chloridazone) dépassant régulièrement les seuils réglementaires dans les zones agricoles intensives.

Infrastructures et Réseaux de Distribution

L'état des réseaux de distribution constitue un autre enjeu majeur. Avec un rendement inférieur à la moyenne nationale, ces infrastructures nécessitent des investissements ciblés pour réduire les pertes et moderniser les équipements. La présence d'unités de traitement, notamment pour traiter la contamination par le fer, le fluor ou certains pesticides, reste insuffisante face aux défis posés par la pollution diffuse et les variations de la qualité de l'eau.

Orientations Stratégiques pour l'Avenir

Face à cette multitude de défis, la stratégie départementale de gestion de l'eau potable devra s'articuler autour de plusieurs axes prioritaires :

- Amélioration de la Qualité de l'Eau :
 - Mettre en œuvre des solutions techniques pour réduire la pollution par les nitrates et les métabolites des pesticides ;
 - Renforcer le suivi et le traitement de la qualité de l'eau, notamment dans les zones à forte pression agricole ;
- Protection et Durabilité des Ressources :
 - Renforcer la protection des aquifères, notamment ceux déjà identifiés comme surexploités, afin de prévenir toute pénurie future ;
 - Développer des stratégies pour optimiser la recharge des nappes et atténuer les effets du changement climatique sur les ressources souterraines ;

- Modernisation et Optimisation des Infrastructures :
 - Investir dans la modernisation des réseaux de distribution pour améliorer le rendement et limiter les pertes ;
 - Cibler les zones présentant un fort taux de défaillance ou des pertes importantes, en prenant en compte les spécificités territoriales ;
- Gestion Intégrée et Partagée : Promouvoir une gestion intégrée de l'eau entre les secteurs domestique, agricole et industriel, en impliquant l'ensemble des acteurs locaux et en favorisant la concertation à travers les instances régionales et départementales ;
- Scénarios et Évaluation Économique : Élaborer plusieurs scénarios de gestion, accompagnés d'évaluations économiques, afin de choisir les solutions les plus adaptées aux défis actuels et futurs.

Le diagnostic de la situation dans l'Aisne révèle une réalité complexe où se conjuguent des défis liés au changement climatique, aux pressions anthropiques et à des infrastructures vieillissantes. La stratégie à venir devra intégrer des mesures de protection de la ressource, des améliorations techniques des réseaux et une gestion concertée entre tous les acteurs. Ce travail préparatoire est indispensable pour garantir une alimentation en eau potable de qualité et durable, répondant aux besoins actuels tout en anticipant les défis futurs.

5. Annexes

5.1. Annexe 1 – Liste des données collectées, février 2025

5.2. Annexe 2 – Fiches de synthèse par EPCI et par PRPDE

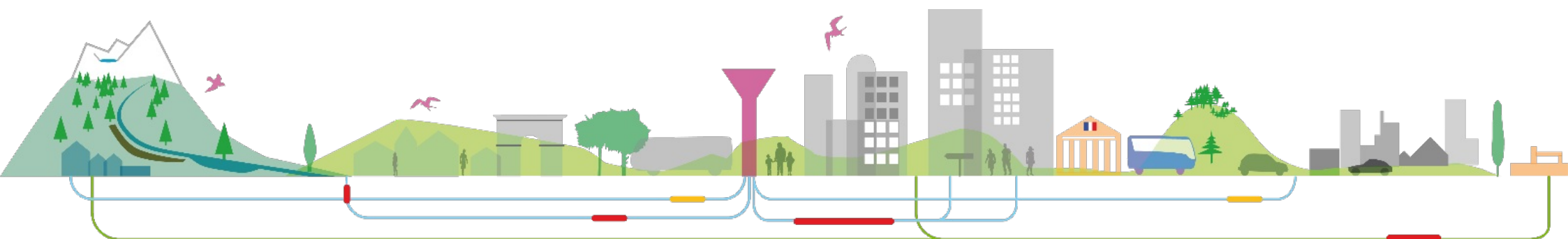


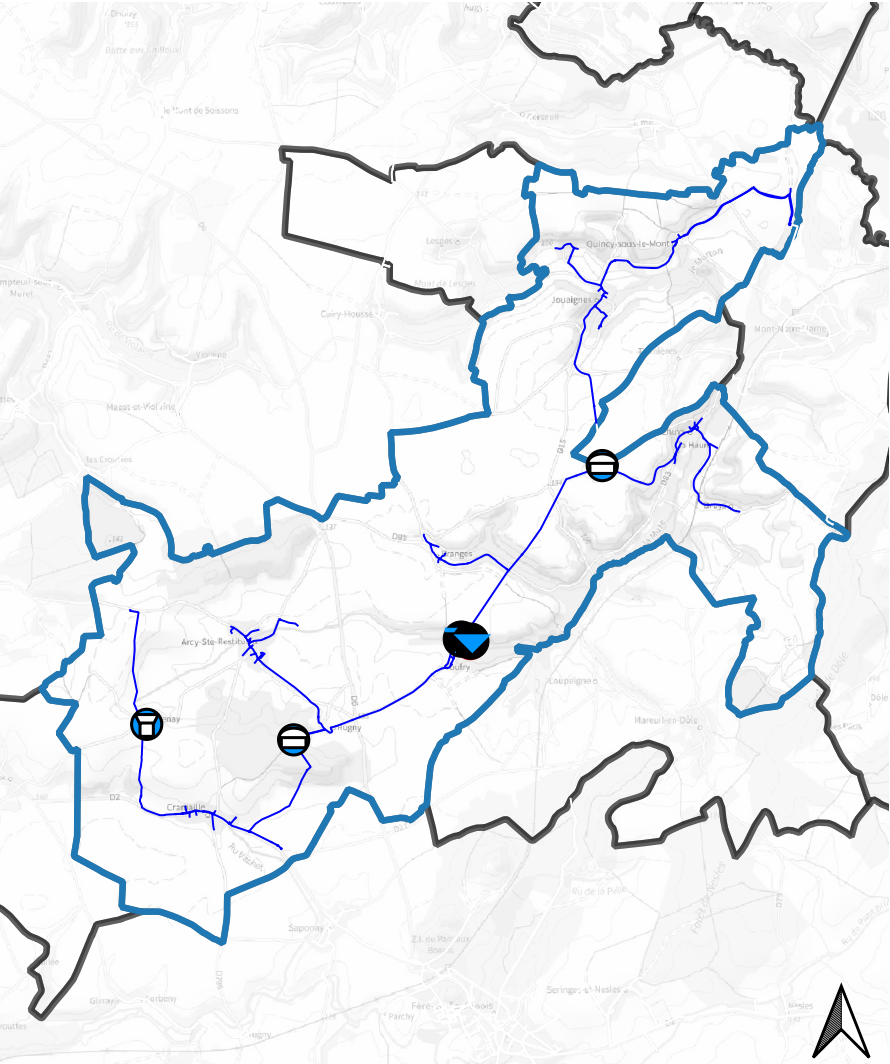
STRATÉGIE DÉPARTEMENTALE DE SÉCURISATION DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION D'EAU POTABLE



Fiche PRPDE - SE de la Région d'Arcy-Sainte-Restitue

Mai 2025





Légende :

- Ressources**

 - Forage / Puits
 - Source / Prise d'eau
 - Traitement
- Ouvrages de stockage**

 - Réservoir au sol
 - Réservoir sur tour
- Réseau d'eau potable

Gouvernance

Mode de gestion :	DSP - Suez
Prix de l'eau en 2023 (€TTC/m³) :	3.28
Endettement éventuel des structures :	Non communiqué
Provision pour renouvellement :	Non communiqué
Nombre d'abonnés :	485
Plan numérisé :	Oui - Format : SIG
Utilisation de la nappe (BNPE) :	Eau potable - Agriculture - Industrie

Caractéristique des réseaux

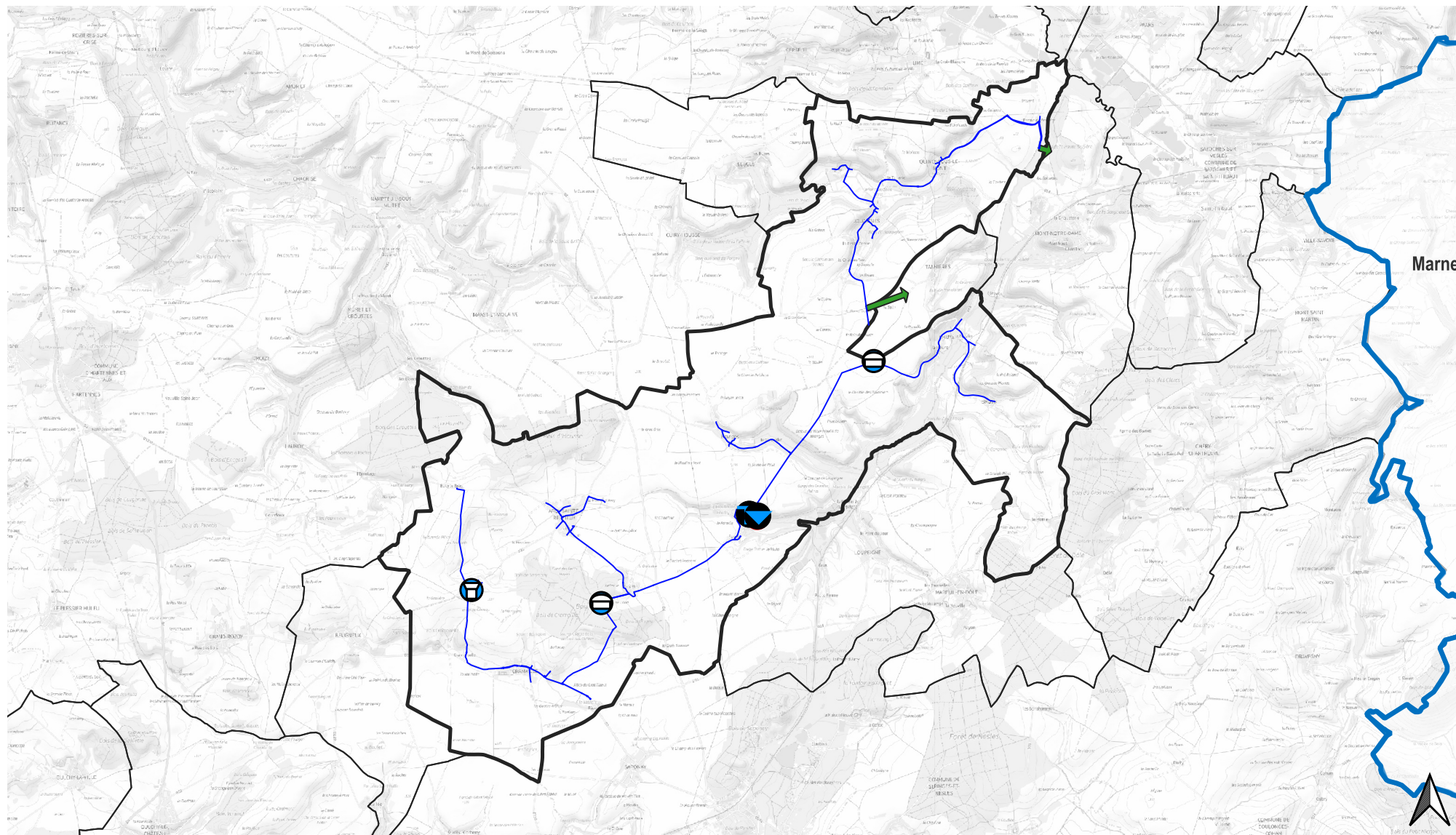
Linéaire de réseau :	37.6 km	Nombre de captages EDCH en service :	2
Nombre d'unités de traitement :	1	Nombre de captages EDCH hors-service :	0
Nombre de réservoirs :	3	Capacité totale de production :	480 m³/j
Nombre de reprises/suppressions :	1	Capacité totale de stockage :	550 m³
Sectorisation existante :	Oui		

Matériau		Diamètre		Année de pose	
Amiante-ciment (AC)	2,6 %	Inférieure à 100 mm	31,4 %	Avant 1980	74,9 %
Fonte	28,1 %	Entre 100 et 150 mm	62 %	Entre 1980 et 2000	0,8 %
PVC	51,5 %	Supérieure à 150 mm	6,2 %	Après 2000	10,8 %
Polyéthylène (PE)	4,3 %	Inconnu	0,2 %	Inconnu	13,5 %
Autres	0 %				
Inconnu	13,5 %				

NC : Non communiqué

Fiche PRPDE - SE de la Région d'Arcy-Sainte-Restitue

Stratégie départementale de sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable



Ressources

-  Forage / Puits
-  Source / Prise d'eau
-  Traitement

Ouvrages de stockage

-  Réservoir au sol
-  Réservoir sur tour

Schéma de fonctionnement

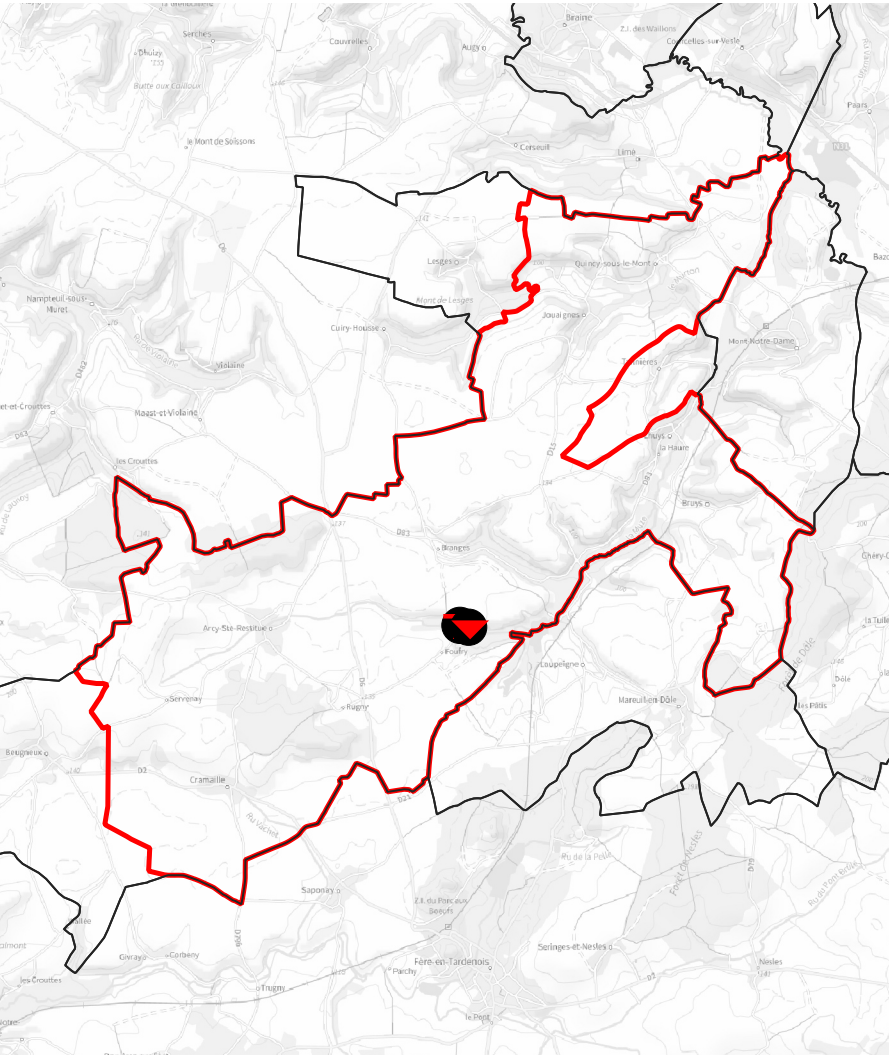
-  Schéma de fonctionnement

-  Vente ou achat d'eau

-  Vente et achat d'eau

-  Réseau principal

-  Limite des Agences de l'eau avec l'AE Artois-Picardie au nord et l'AE Seine-Normandie au sud



Légende :

Réalisation du SDAEP

- Réalisé
- En cours de réalisation
- Non réalisé
- Non communiqué

Réalisation AAC

- Réalisé
- Non réalisé
- En cours de réalisation
- Non communiqué

Volumes entre 2019 et 2023 (Sources : RAD, RPQS et SISPEA)



Volume moyen produit :	111 915 m³/an	Volume moyen importé :	0 m³/an
Volume de pointe produit :	118 398 m³/an	Volume de pointe importé :	0 m³/an
Volume moyen distribué :	81 986 m³/an	Volume moyen exporté :	29 929 m³/an
Volume de pointe distribué :	90 988 m³/an	Volume de pointe exporté :	38 819 m³/an
Volume moyen comptabilisé domestique :	47 913 m³/an	Volume de service moyen déclaré :	624 m³/an
Volume de pointe comptabilisé domestique :	51 700 m³/an	Volume de service de pointe déclaré :	730 m³/an
Volume moyen comptabilisé non domestique :	0 m³/an		
Volume de pointe comptabilisé non domestique :	0 m³/an		

NC : Non communiqué

Interconnexions

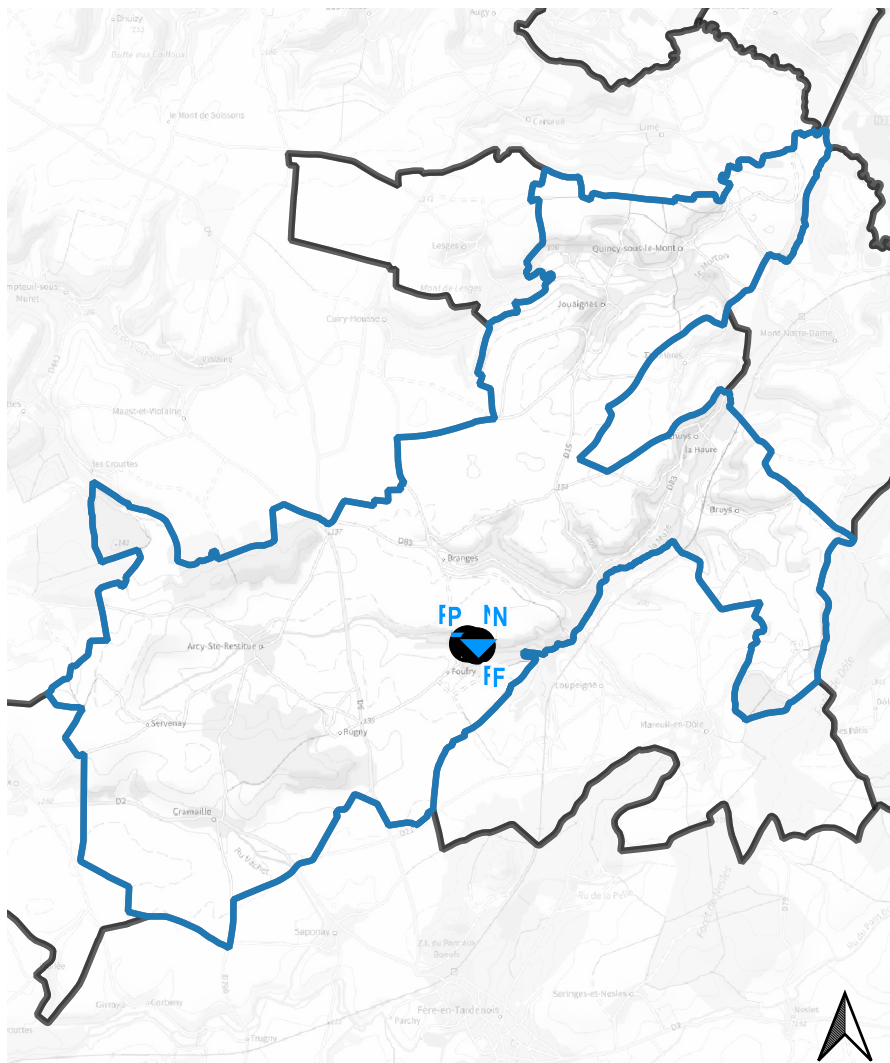


Achat d'eau :	Non	Vente d'eau :	Oui
Nombre de points de livraison :	0	Nombre de points de livraisons :	2

Etudes



SDAEP :	Non
Conclusions :	Etude non réalisée
PGSSE :	Non
Conclusions :	Etude non réalisée
Etude AAC :	Non
Conclusions :	Etude non réalisée



Légende :

Types de ressources



Forage



Source

PRPDE concernée

P Aucun dépassement de la limite de qualité

P Mesures à 75% de la limite de qualité

P Moins de 25% des mesures dépassent la limite de qualité

P Plus de 25% des mesures dépassent la limite de qualité

P : Pesticides totaux ; N : Nitrates ; F : Fluor

Indicateurs de performance



- : Pas de données

	Moyenne sur la PRPDE (2019-2023)	Moyenne nationale 2023
P103.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	91	102
P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)	0	0.65
P108.3 - Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	0	76.1
P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau ILP (m³/lj/km)	2.41	3.2
P104.3 - Rendement du réseau de distribution (%)	70	81.3
VP.224 - Indice Linéaire de Consommation ILC (m³/lj/km)	5.75	-

Qualité de l'eau traitée (ARS - 2019 à 2023)



Existence d'une dérogation de limite de qualité ? Non communiqué

Qualité physique :

pH Moyenne : 7.45 Maximum : 7.6 Conductivité (µS/cm) : Moyenne : 714.71 Maximum : 755

TAC (°F) : Moyenne : 30.23 Maximum : 31.4

Qualité microbiologique :

Absence d'E.coli, d'enterocoques et de coliformes.

Qualité chimique :

	Moyenne	Maximum	Nombre de dépassement de la LQ	LQ / RQ
Nitrates (mg/L) :	23.75	26.7	0	50 mg/L
Fer (µg/L) :	3.53	9.8	0	200 µg/L
Fluor (mg/L) :	0.33	0.39	0	1.5 mg/L
Chlore (mg/L) :	0.48	0.89	0	< 0.1 mg/L *
Pesticides totaux (µg/L)	2.71	4.68	8	0,5 µg/L
Atrazine (µg/L) :	0	0	0	0.1 µg/L
Chlorothalonil R471811 (µg/L) :	1.69	2.06	3	0.9 µg/L
Desphényl-chloridazone (µg/L) :	1.24	2.18	7	0.1 µg/L
Méthyl-desphényl-chloridazone (µg/L) :	0.83	0.94	8	0.1 µg/L

* Uniquement en cas de déclenchement du plan Vigipirate : 0,1 mg/L en tout point du réseau de distribution et 0,3 mg/L en sortie des réservoirs.

Qualité de l'eau brute (ARS - 2019 à 2023)



Qualité physique et microbiologique

Case vide : Absence de données

Nom de la ressource	TAC moyen (°F)	TAC max (°F)	pH moyen	pH max	Conductivité moyenne (µS/cm)	Conductivité max (µS/cm)	Paramètres microbiologiques
Forage de Foufry	28,3	28,4	7,4	7,5	642	645	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
Source Belle Fontaine Foufry	28,8	29	7,36	7,4	645	655	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.

Qualité de l'eau brute (ARS - 2019 à 2023)



Qualité chimique

* Limite de qualité pour les nitrates : 50 mg/L pour les sources et 100 mg/L pour les forages.

NOM	Conc. moyenne en nitrates (mg/L)	Conc. max en nitrates (mg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en fer (µg/L)	Conc. max en fer (µg/L)	Conc. moyenne en fluor (mg/L)	Conc. max en fluor (mg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en chlore (mg/L)	Conc. max en chlore (mg/L)
Forage de Foufry	0	0	0	96	121	0,299	0,315	0	0	0
Source Belle Fontaine Foufry	0	0	0	109,7	138	0,316	0,341	0	0	0

Qualité de l'eau brute (ARS - 2019 à 2023)



Qualité chimique

* DC : Desphényl-chloridazone
**MDC : Méthyl-desphényl-chloridazone

NOM	Conc. moyenne en atrazine (µg/L)	Conc.max en atrazine (µg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en R471811 (µg/L)	Conc. max en R471811 (µg/L)	Conc. moyenne DC (µg/L)	Conc. max en DC (µg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en MDC (µg/L)	Conc. max en MDC (µg/L)	Nombre de dépassement de la LQ
Forage de Foufry	0	0	0	0,021	0,021	0	0	0	0	0	0
Source Belle Fontaine Foufry	0	0	0			0,54	1,62	0	0,276	0,827	0

Liste du patrimoine



Captages



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

Nom de l'installation	Commune d'implantation	Type de ressource	Code BSS	Année de mise en service	Classement SDAGE et CUP	Etat de la procédure de DUP	Date arrêté DUP
Forage de Foufry	ARCY-SAINTE-RESTITUE	FORAGE	01304X0090	2002	-	Procédure terminée	29/12/2008
Source Belle Fontaine Foufry	ARCY-SAINTE-RESTITUE	SOURCE	01304X0065		-	Procédure terminée	29/12/2008

Liste du patrimoine



Captages



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Débit de la DUP rapporté en m³/an sur la base d'un fonctionnement de 20h/j

Nom de l'installation	Débit autorisé dans la DUP (m³/an)	Volume maximal prélevé (m³/an)	Volume prélevé / Volume maximum autorisé	Etude AAC	Avancement AAC	ITV réalisée	Essais de pompages	Problème(s) rencontré(s)
Forage de Foufry	100 000			Non	-			
Source Belle Fontaine Foufry	180 000			Non	-			

Liste du patrimoine



Ouvrages de stockage



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

Nom de l'ouvrage	Commune d'implantation	Type	Année de construction	Volume de stockage (m³)	Nombre de cuve	Etat général	Date du dernier diagnostique	Côte radier (m)	Côte trop plein (m)	Diamètre (m)
Réservoir Nord (Branges)	LHUYS	Réservoir semi-enterré		200				140,69	144,69	
Réservoir Servenay	ARCY-SAINT-RESTITUE	Réservoir sur tour		150				204,8	208,8	
Réservoir Sud (Rugny)	ARCY-SAINT-RESTITUE	Réservoir semi-enterré		200				188,7	192,7	

Liste du patrimoine



Stations de traitement



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Capacité de production rapportée en m³/j sur la base d'un fonctionnement de 20h/j

Nom de l'ouvrage	Origine de l'eau	Capacité de traitement (m³/j)	Nombre de ressource	Traitement n°1	Traitement n°2	Traitement n°3
Station de déferrisation de Foufry	Ressources	480	2	Chloration	Déferrisation	-

Liste des interconnexions



Achats d'eau



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Volume maximal établi rapportée en m³/j sur la base d'un fonctionnement de 20h/j

Vendeur	Point de livraison - Départ	Point de livraison - Arrivée	Convention	Date de la convention	Usage	Volume moyen de 2019 à 2023 (m³/an)	Capacité minimale de transit (m³/h)	Volume maximal établi (m³/j)	Longueur (km)	Diamètre (mm)	Présence de vannes d'interconnexion
---------	-----------------------------	------------------------------	------------	-----------------------	-------	-------------------------------------	-------------------------------------	------------------------------	---------------	---------------	-------------------------------------

Liste des interconnexions



Ventes d'eau



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Volume maximal établi rapportée en m³/j sur la base d'un fonctionnement de 20h/j

Acheteur	Point de livraison - Départ	Point de livraison - Arrivée	Convention	Date de la convention	Usage	Volume moyen de 2019 à 2023 (m³/an)	Capacité minimale de transit (m³/h)	Volume maximal établi (m³/j)	Longueur (km)	Diamètre (mm)	Présence de vannes d'interconnexion
SE du Soissonnais et du Valois	Forage et Station de déferrisation de Foufry	Quincy-sous-Monts	Oui	31/12/2021	Occasionnel	25945		50			
Tannières	Forage et Station de déferrisation de Foufry	Jouaignes	Oui	04/11/2021	En permanence	2731					

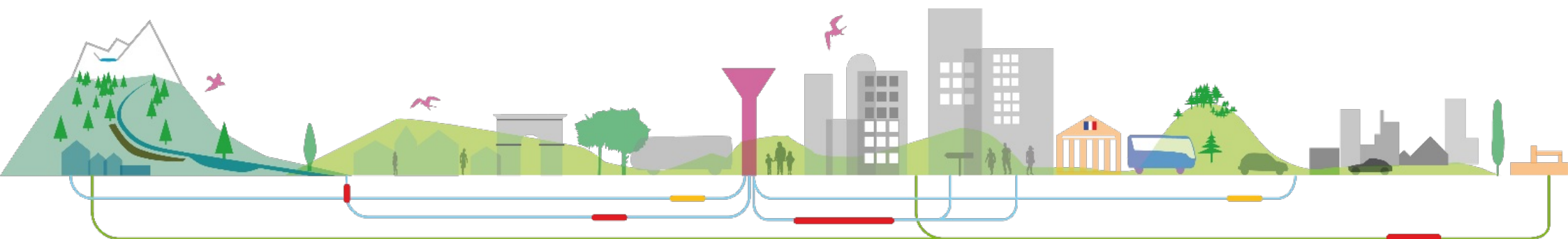


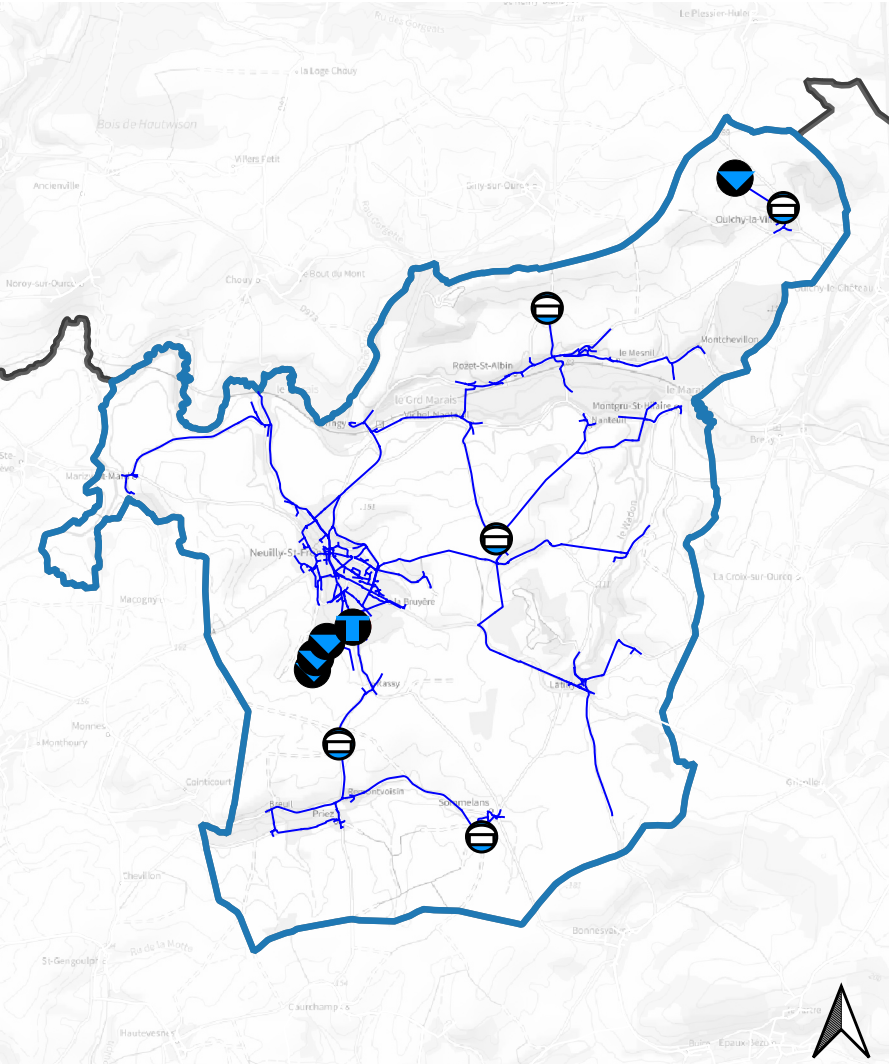
STRATÉGIE DÉPARTEMENTALE DE SÉCURISATION DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION D'EAU POTABLE



Fiche PRPDE - SE de la Région de Neuilly-Saint-Front

Mai 2025





Légende :

- Ressources**

 - Forage / Puits
 - Source / Prise d'eau
 - Traitement
- Ouvrages de stockage**

 - Réservoir au sol
 - Réservoir sur tour
- Réseau d'eau potable

Gouvernance

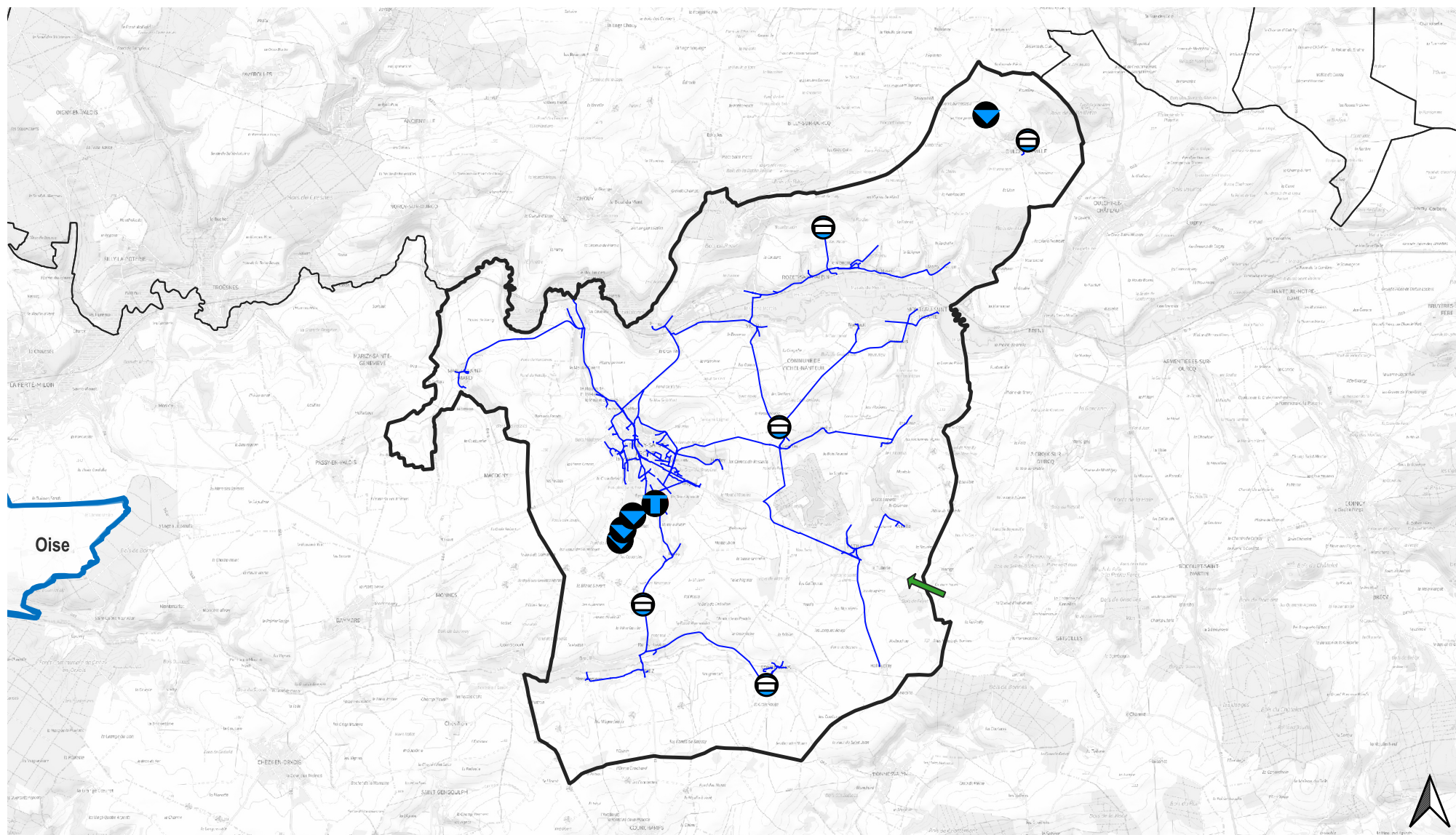
Mode de gestion :	DSP - Véolia
Prix de l'eau en 2023 (€TTC/m³) :	3.03
Endettement éventuel des structures :	Non communiqué
Provision pour renouvellement :	Non communiqué
Nombre d'abonnés :	1 410
Plan numérisé :	Oui - Format : SIG
Utilisation de la nappe (BNPE) :	Eau potable - Agriculture - Industrie

Caractéristique des réseaux

Linéaire de réseau :	72.9 km	Nombre de captages EDCH en service :	5
Nombre d'unités de traitement :	1	Nombre de captages EDCH hors-service :	0
Nombre de réservoirs :	5	Capacité totale de production :	700 m³/j
Nombre de reprises/suppressions :	1	Capacité totale de stockage :	1 050 m³
Sectorisation existante :	Oui		

Matériau		Diamètre		Année de pose	
Amiante-ciment (AC)	20 %	Inférieure à 100 mm	51,2 %	Avant 1980	61,5 %
Fonte	26,5 %	Entre 100 et 150 mm	31,6 %	Entre 1980 et 2000	8,7 %
PVC	44,7 %	Supérieure à 150 mm	12,1 %	Après 2000	15,9 %
Polyéthylène (PE)	1,1 %	Inconnu	5,1 %	Inconnu	13,9 %
Autres	0 %				
Inconnu	7,7 %				

NC : Non communiqué



Ressources

-  Forage / Puits
-  Source / Prise d'eau
-  Traitement

Ouvrages de stockage

-  Réservoir au sol
-  Réservoir sur tour

Schéma de fonctionnement

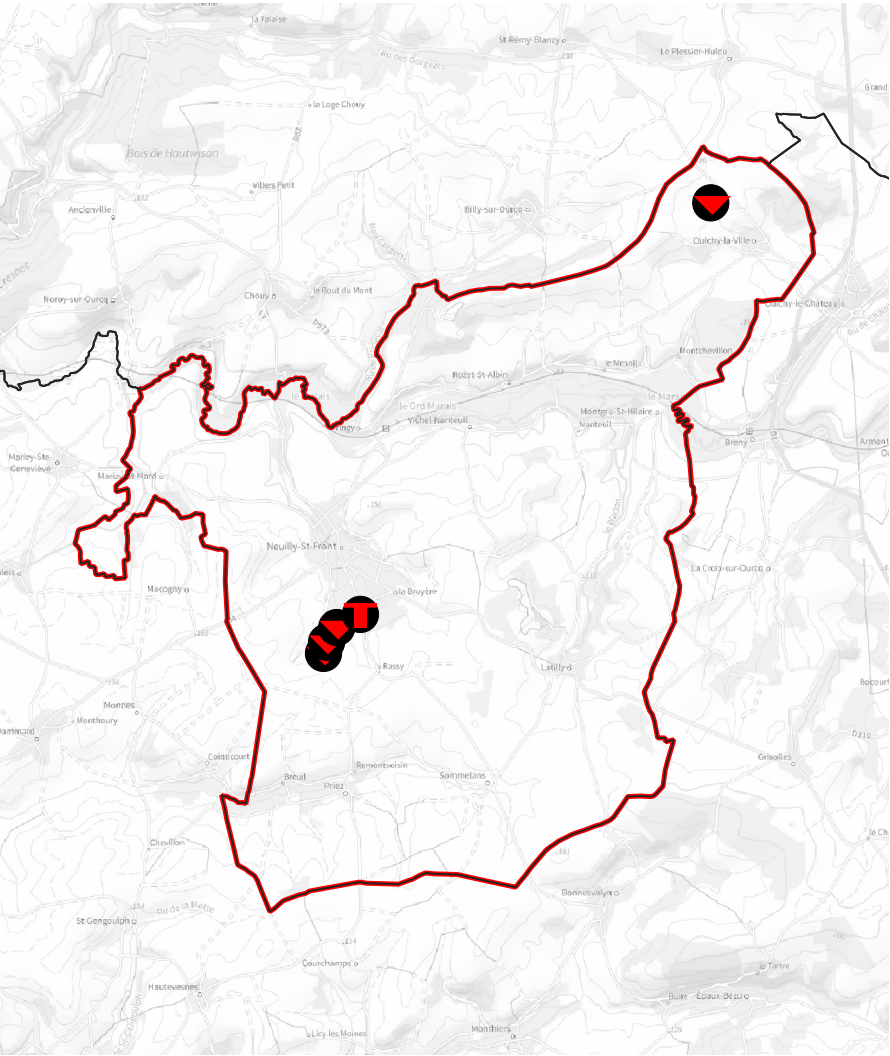
-  Schéma de fonctionnement

-  Vente ou achat d'eau

-  Vente et achat d'eau

-  Réseau principal

-  Limite des Agences de l'eau avec l'AE Artois-Picardie au nord et l'AE Seine-Normandie au sud



Légende :

Réalisation du SDAEP

- Réalisé
- En cours de réalisation
- Non réalisé
- Non communiqué

Réalisation AAC

- Réalisé
- Non réalisé
- En cours de réalisation
- Non communiqué

Volumes entre 2019 et 2023 (Sources : RAD, RPQS et SISPEA)



Volume moyen produit :	209 555 m³/an	Volume moyen importé :	255 m³/an
Volume de pointe produit :	240 355 m³/an	Volume de pointe importé :	375 m³/an
Volume moyen distribué :	205 489 m³/an	Volume moyen exporté :	0 m³/an
Volume de pointe distribué :	238 435 m³/an	Volume de pointe exporté :	0 m³/an
Volume moyen comptabilisé domestique :	135 057 m³/an	Volume de service moyen déclaré :	1 480 m³/an
Volume de pointe comptabilisé domestique :	149 077 m³/an	Volume de service de pointe déclaré :	1 480 m³/an
Volume moyen comptabilisé non domestique :	0 m³/an		
Volume de pointe comptabilisé non domestique :	0 m³/an		

NC : Non communiqué

Interconnexions



Achat d'eau :	Oui	Vente d'eau :	Non
Nombre de points de livraison :	1	Nombre de points de livraisons :	0

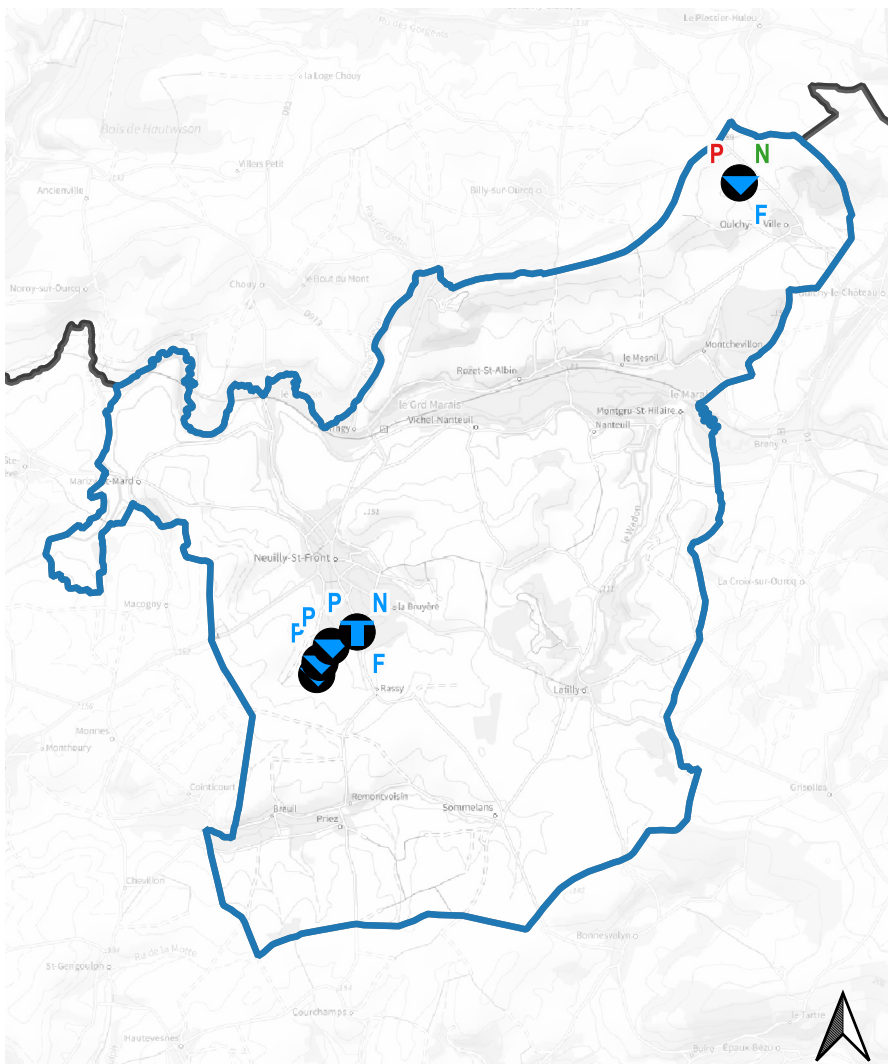
Etudes



SDAEP :	Non
Conclusions :	Etude non réalisée
PGSSE :	Non
Conclusions :	Etude non réalisée
Etude AAC :	Non
Conclusions :	Etude non réalisée

Fiche PRPDE - SE de la Région de Neuilly-Saint-Front

Stratégie départementale de sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable



Légende :

Types de ressources



Forage



Source

PRPDE concernée

P Aucun dépassement de la limite de qualité

P Mesures à 75% de la limite de qualité

P Moins de 25% des mesures dépassent la limite de qualité

P Plus de 25% des mesures dépassent la limite de qualité

P : Pesticides totaux ; N : Nitrates ; F : Fluor

Indicateurs de performance

- : Pas de données

	Moyenne sur la PRPDE (2019-2023)	Moyenne nationale 2023
P103.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	81	102
P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)	0.39	0.65
P108.3 - Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	60	76.1
P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau ILP (m³/lj/km)	2.76	3.2
P104.3 - Rendement du réseau de distribution (%)	67	81.3
VP.224 - Indice Linéaire de Consommation ILC (m³/lj/km)	5.4	-

Qualité de l'eau traitée (ARS - 2019 à 2023)

Existence d'une dérogation de limite de qualité ? Non communiqué

Qualité physique :

pH Moyenne : 7.53 Maximum : 8.1 Conductivité (µS/cm) : Moyenne : 743.33 Maximum : 835
TAC (°F) : Moyenne : 29.32 Maximum : 30.3

Qualité microbiologique :

Absence d'E.coli. Présence de coliformes sur 5 analyses (2 à 100 U/100 ml). Présence d'enterocoques en août et septembre 2020 (1 U/100 ml).

Qualité chimique :	Moyenne	Maximum	Nombre de dépassement de la LQ	LQ / RQ
Nitrates (mg/L) :	27.02	44.6	0	50 mg/L
Fer (µg/L) :	0	0	0	200 µg/L
Fluor (mg/L) :	0.68	0.88	0	1.5 mg/L
Chlore (mg/L) :	0.29	0.87	10	< 0.1 mg/L *
Pesticides totaux (µg/L)	3.08	6.18	26	0,5 µg/L
Atrazine (µg/L) :	0.01	0.03	0	0.1 µg/L
Chlorothalonil R471811 (µg/L) :	1.35	2.97	6	0.9 µg/L
Desphényl-chloridazone (µg/L) :	1.68	3.64	30	0.1 µg/L
Méthyl-desphényl-chloridazone (µg/L) :	1.01	2.33	28	0.1 µg/L

* Uniquement en cas de déclenchement du plan Vigipirate : 0,1 mg/L en tout point du réseau de distribution et 0,3 mg/L en sortie des réservoirs.

Qualité de l'eau brute (ARS - 2019 à 2023)



Qualité physique et microbiologique

Case vide : Absence de données

Nom de la ressource	TAC moyen (°F)	TAC max (°F)	pH moyen	pH max	Conductivité moyenne (µS/cm)	Conductivité max (µS/cm)	Paramètres microbiologiques
Puits de Rassy	29,6	30,3	7,43	7,5	693	765	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
Source Ancien Talus			7,4	7,4	745	745	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
Source de Moncet			7,2	7,2	755	755	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
Source Presles							Absence de données
Source Saint-Pierre	28,3	28,5	7,21	7,5	799	840	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.

Qualité de l'eau brute (ARS - 2019 à 2023)



Qualité chimique

* Limite de qualité pour les nitrates : 50 mg/L pour les sources et 100 mg/L pour les forages.

NOM	Conc. moyenne en nitrates (mg/L)	Conc. max en nitrates (mg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en fer (µg/L)	Conc. max en fer (µg/L)	Conc. moyenne en fluor (mg/L)	Conc. max en fluor (mg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en chlore (mg/L)	Conc. max en chlore (mg/L)
Puits de Rassy	12,5	37,4	0	0	0	0,659	0,831	0	0	0
Source Ancien Talus										0
Source de Moncet										0
Source Presles										
Source Saint-Pierre	42,1	44,2	0	0	0	0,283	0,294	0	2,479	0

Qualité de l'eau brute (ARS - 2019 à 2023)



Qualité chimique

* DC : Desphényl-chloridazone
**MDC : Méthyl-desphényl-chloridazone

NOM	Conc. moyenne en atrazine (µg/L)	Conc.max en atrazine (µg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en R471811 (µg/L)	Conc. max en R471811 (µg/L)	Conc. moyenne DC (µg/L)	Conc. max en DC (µg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en MDC (µg/L)	Conc. max en MDC (µg/L)	Nombre de dépassement de la LQ
Puits de Rassy	0,006	0,006	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Source Ancien Talus	0,009	0,009	0			0,94	0,94	0	0,49	0,49	0
Source de Moncet	0,009	0,009	0			0,6	0,6	0	0,341	0,341	0
Source Presles											
Source Saint-Pierre	0,025	0,028	0	2,479	2,953	3,71	6,437	5	1,59	2,461	2

Liste du patrimoine



Captages



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

Nom de l'installation	Commune d'implantation	Type de ressource	Code BSS	Année de mise en service	Classement SDAGE et CUP	Etat de la procédure de DUP	Date arrêté DUP
Source Presles	NEUILLY-SAINT-FRONT	SOURCE	01305X0079		-	Procédure en cours	
Source Ancien Talus	NEUILLY-SAINT-FRONT	SOURCE	01305X0041		-	Procédure en cours	
Source de Moncet	NEUILLY-SAINT-FRONT	SOURCE	01305X0080		-	Procédure en cours	
Puits de Rassy	NEUILLY-SAINT-FRONT	PUITS	01305X0083		-	Procédure terminée	23/10/1995
Source Saint-Pierre	OULCHY-LA-VILLE	SOURCE	01306X0070		Sensible	Procédure en cours	

Liste du patrimoine



Captages



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Débit de la DUP rapporté en m³/an sur la base d'un
fonctionnement de 20h/j

Nom de l'installation	Débit autorisé dans la DUP (m³/an)	Volume maximal prélevé (m³/an)	Volume prélevé / Volume maximum autorisé	Etude AAC	Avancement AAC	ITV réalisée	Essais de pompages	Problème(s) rencontré(s)
Source Presles	131 400*			Non	-			
Source Ancien Talus	131 400*			Non	-			
Source de Moncet	131 400*	43 796	0,33	Non	-			
Puits de Rassy	525 600*			Non	-			
Source Saint-Pierre	10 300	4 586	0,44	Non	-			

Liste du patrimoine



Ouvrages de stockage



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

Nom de l'ouvrage	Commune d'implantation	Type	Année de construction	Volume de stockage (m³)	Nombre de cuve	Etat général	Date du dernier diagnostique	Côte radier (m)	Côte trop plein (m)	Diamètre (m)
Réservoir d'Oulchy-la-Ville	OULCHY-LA-VILLE	Réservoir semi-enterré		100	2					
Réservoir Rozet-Saint-Albin	ROZET-SAINT-ALBIN	Réservoir semi-enterré		100				128,79	132,49	
Réservoir de Sommelans	SOMMELANS	Réservoir semi-enterré		100						
Réservoir de Remontvoisin	NEUILLY-SAINT-FRONT	Réservoir semi-enterré		150				166,67	170	
Réservoir Ressons	RESSONS	Réservoir semi-enterré		600	2					

Liste du patrimoine



Stations de traitement



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Capacité de production rapportée en m³/j sur la base d'un fonctionnement de 20h/j

Nom de l'ouvrage	Origine de l'eau	Capacité de traitement (m³/j)	Nombre de ressource	Traitement n°1	Traitement n°2	Traitement n°3
Déferrisation Cuisien Neuilly-Saint-Front	Ressource	700	1	Déferrisation	-	-

Liste des interconnexions



Achats d'eau



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Volume maximal établi rapportée en m³/j sur la base d'un fonctionnement de 20h/j

Vendeur	Point de livraison - Départ	Point de livraison - Arrivée	Convention	Date de la convention	Usage	Volume moyen de 2019 à 2023 (m³/an)	Capacité minimale de transit (m³/h)	Volume maximal établi (m³/j)	Longueur (km)	Diamètre (mm)	Présence de vannes d'interconnexion
Union des Services d'eau du Sud de l'Aisne			Oui	01/01/2009	Occasionnel	255	19	20000 m³/an		100	

Liste des interconnexions



Ventes d'eau



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Volume maximal établi rapportée en m³/j sur la base d'un fonctionnement de 20h/j

Acheteur	Point de livraison - Départ	Point de livraison - Arrivée	Convention	Date de la convention	Usage	Volume moyen de 2019 à 2023 (m³/an)	Capacité minimale de transit (m³/h)	Volume maximal établi (m³/j)	Longueur (km)	Diamètre (mm)	Présence de vannes d'interconnexion
----------	-----------------------------	------------------------------	------------	-----------------------	-------	-------------------------------------	-------------------------------------	------------------------------	---------------	---------------	-------------------------------------

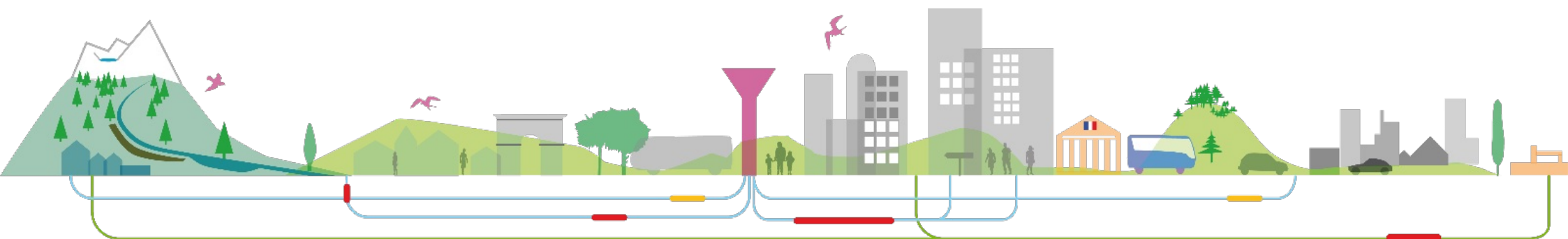


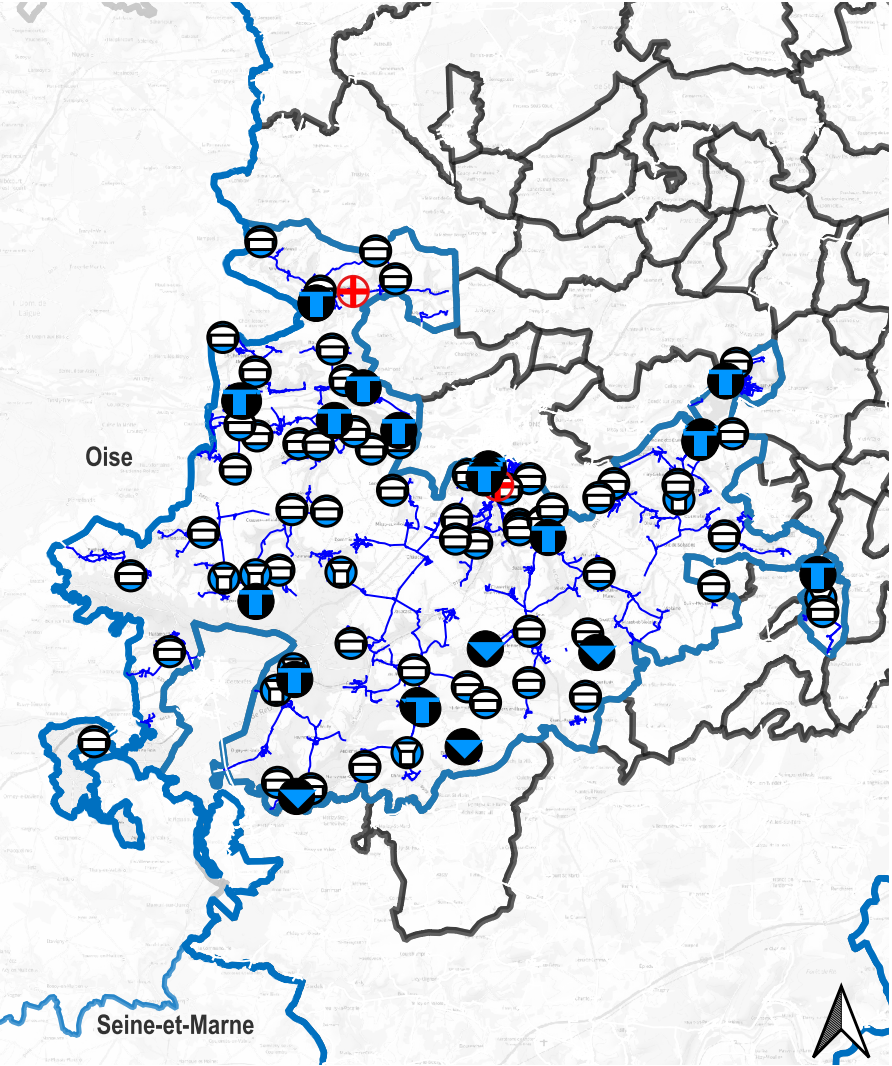
STRATÉGIE DÉPARTEMENTALE DE SÉCURISATION DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION D'EAU POTABLE



Fiche PRPDE - SE du Soissonnais et du Valois

Mai 2025





Légende :

- Ressources**

 - Forage / Puits
 - Source / Prise d'eau
 - Station de traitement
- Ouvrages de stockage**

 - Réservoir au sol
 - Réservoir sur tour
- Réseau d'eau potable

Gouvernance

Mode de gestion :	Régie
Prix de l'eau en 2023 (€HT/m³) :	2.65
Endettement éventuel des structures :	Non communiqué
Provision pour renouvellement :	Non communiqué
Nombre d'abonnés :	16 990
Plan numérisé :	Oui - Format : SIG
Utilisation de la nappe (BNPE) :	Eau potable - Agriculture - Industrie

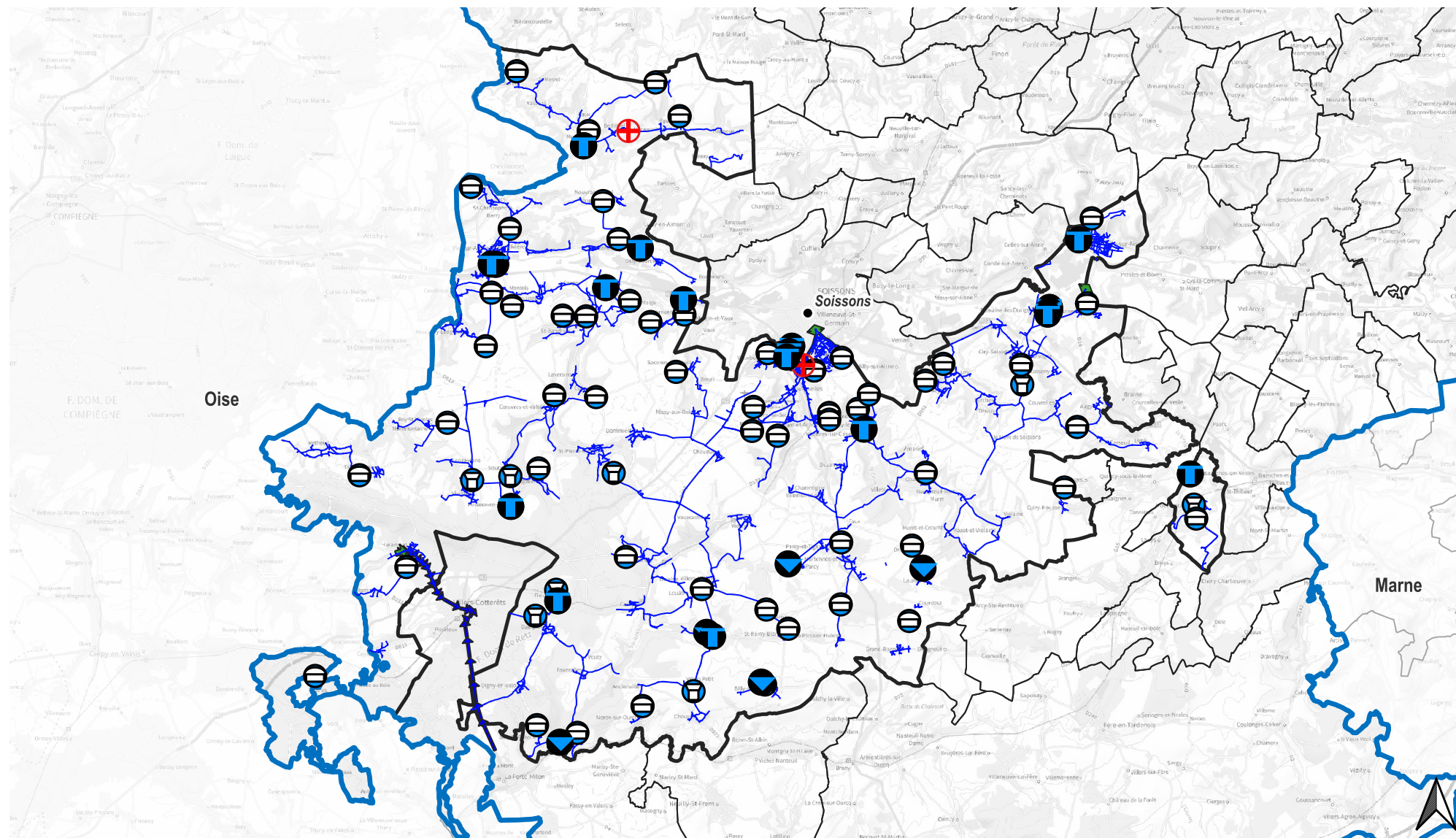
Caractéristique des réseaux

Linéaire de réseau :	726 km	Nombre de captages EDCH en service :	25
Nombre d'unités de traitement :	19	Nombre de captages EDCH hors-service :	0
Nombre de réservoirs :	63	Capacité totale de production :	16 640 m³/j
Nombre de reprises/suppressions :	24	Capacité totale de stockage :	15 325 m³
Sectorisation existante :	Oui		

Matériau		Diamètre		Année de pose	
Amiante-ciment (AC)	6,9 %	Inférieure à 100 mm	39,5 %	Avant 1980	1,2 %
Fonte	33,8 %	Entre 100 et 150 mm	49,2 %	Entre 1980 et 2000	0,4 %
PVC	28,2 %	Supérieure à 150 mm	8,4 %	Après 2000	0,6 %
Polyéthylène (PE)	7,5 %	Inconnu	2,9 %	Inconnu	97,9 %
Autres	10,5 %				
Inconnu	13 %				

Fiche PRPDE - SE du Soissonnais et du Valois

Stratégie départementale de sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable



Ressources

- Forage / Puits
- Source / Prise d'eau
- Station de traitement

Ouvrages de stockage

- Réservoir au sol
- Réservoir sur tour

Schéma de fonctionnement

- Schéma de fonctionnement

- Achat ou vente d'eau

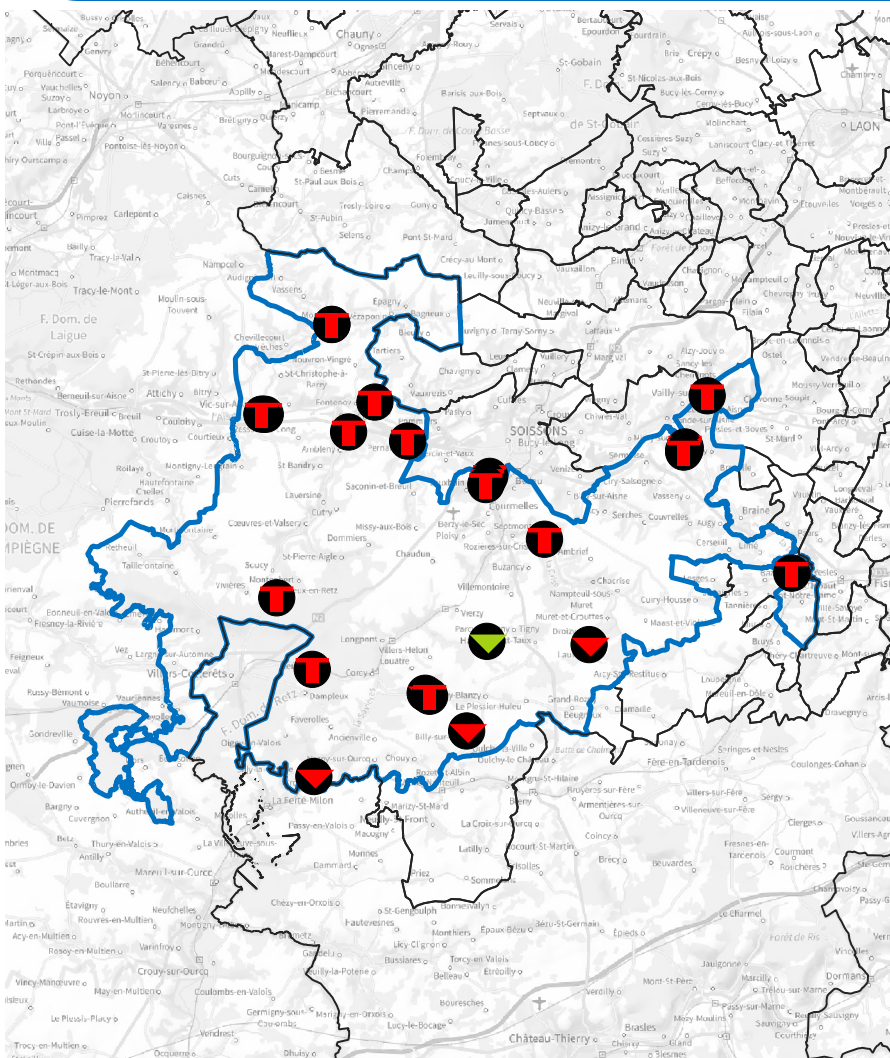
- Achat et vente d'eau

- Réseau principal

- Limite des Agences de l'eau avec l'AE Artois-Picardie au nord et l'AE Seine-Normandie au sud

Fiche PRPDE - SE du Soissonnais et du Valois

Stratégie départementale de sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable



Légende :

Réalisation du SDAEP

- Réalisé
- En cours de réalisation
- Non réalisé
- Non communiqué

Réalisation AAC

- Réalisé
- Non réalisé
- En cours de réalisation
- Non communiqué

Volumes entre 2019 et 2023 (Sources : RAD, RPQS et SISPEA)



Volume moyen produit :	2 542 307 m³/an	Volume moyen importé :	169 099 m³/an
<i>Volume de pointe produit :</i>	<i>2 638 284 m³/an</i>	<i>Volume de pointe importé :</i>	<i>263 405 m³/an</i>
Volume moyen distribué :	2 675 666 m³/an	Volume moyen exporté :	35 741 m³/an
<i>Volume de pointe distribué :</i>	<i>2 825 328 m³/an</i>	<i>Volume de pointe exporté :</i>	<i>110 990 m³/an</i>
Volume moyen comptabilisé domestique :	1 687 575 m³/an	Volume de service moyen déclaré :	14 329 m³/an
<i>Volume de pointe comptabilisé domestique :</i>	<i>1 797 026 m³/an</i>	<i>Volume de service de pointe déclaré :</i>	<i>21 310 m³/an</i>
Volume moyen comptabilisé non domestique :	29 151 m³/an		
<i>Volume de pointe comptabilisé non domestique :</i>	<i>40 450 m³/an</i>		

Interconnexions

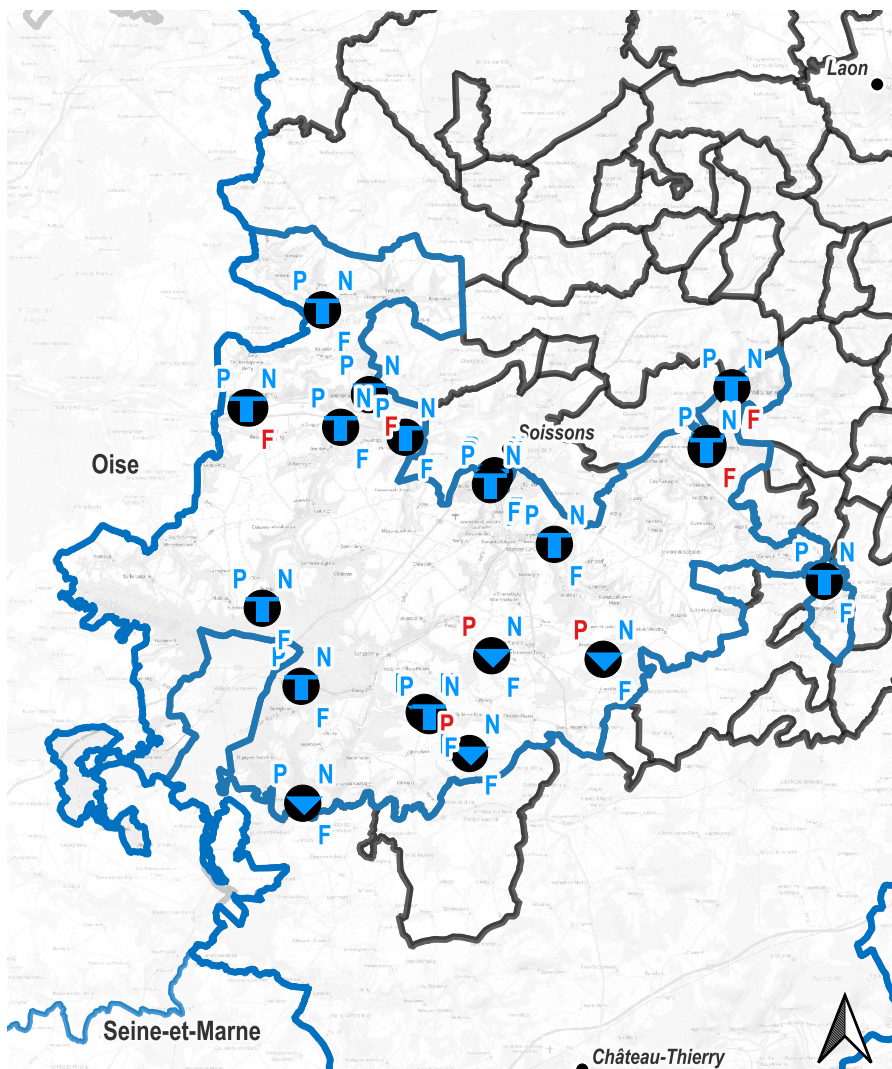


Achat d'eau :	Oui	Vente d'eau :	Oui
Nombre de points de livraison :	7	Nombre de points de livraisons :	3

Etudes



SDAEP :	En cours
<i>Conclusions :</i>	<i>Etude en cours de réalisation</i>
PGSSE :	Non
<i>Conclusions :</i>	<i>Etude non réalisée</i>
Etude AAC :	Oui, pour un captage
<i>Conclusions :</i>	<i>L'AAC réalisée concerne la Source de la Savière. Le plan d'action vise à diminuer la concentration en nitrates et réduire la concentration en produits phytosanitaires au bout de 3 ans, à travers 8 actions agricoles et non-agricoles.</i>



Légende :

Types de ressources



PRPDE concernée

- P Aucun dépassement de la limite de qualité
 P Mesures à 75% de la limite de qualité
 P Moins de 25% des mesures dépassent la limite de qualité
 P Plus de 25% des mesures dépassent la limite de qualité
 P : Pesticides totaux ; N : Nitrates ; F : Fluor

Indicateurs de performance

- : Pas de données

	Moyenne sur la PRPDE (2019-2023)	Moyenne nationale 2023
P103.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	90	102
P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)	0.23	0.65
P108.3 - Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	66	76.1
P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau ILP (m³/l/km)	3.44	3.2
P104.3 - Rendement du réseau de distribution (%)	65	81.3
VP.224 - Indice Linéaire de Consommation ILC (m³/l/km)	6.59	-

Qualité de l'eau traitée (ARS - 2019 à 2023)

Existence d'une dérogation de limite de qualité ? Non communiqué

Qualité physique :

pH Moyenne : 7.43 Maximum : 7.9 Conductivité (µS/cm) : Moyenne : 806.01 Maximum : 1165
 TAC (°F) : Moyenne : 31.41 Maximum : 38.7

Qualité microbiologique :

Présence de coliformes sur 11 analyses (1 à 31 U/100 ml). Présence d'enterocoques sur 3 analyses (1 à 6 U/100 ml). Présence d'E.coli en octobre 2022 (1 U/100 ml).

Qualité chimique :	Moyenne	Maximum	Nombre de dépassement de la LQ	LQ / RQ
Nitrates (mg/L) :	24.07	54.9	27	50 mg/L
Fer (µg/L) :	17.22	323	2	200 µg/L
Fluor (mg/L) :	0.99	1.76	24	1.5 mg/L
Chlore (mg/L) :	0.24	2.55	109	< 0.1 mg/L *
Pesticides totaux (µg/L)	3.63	14.7	148	0,5 µg/L
Atrazine (µg/L) :	0	0.02	0	0.1 µg/L
Chlorothalonil R471811 (µg/L) :	1.43	4.4	31	0.9 µg/L
Desphényl-chloridazone (µg/L) :	2.2	10.46	152	0.1 µg/L
Méthyl-desphényl-chloridazone (µg/L) :	0.98	4.52	150	0.1 µg/L

* Uniquement en cas de déclenchement du plan Vigipirate : 0,1 mg/L en tout point du réseau de distribution et 0,3 mg/L en sortie des réservoirs.

Qualité de l'eau brute (ARS - 2019 à 2023)



Qualité physique et microbiologique

Case vide : Absence de données

Nom de la ressource	TAC moyen (°F)	TAC max (°F)	pH moyen	pH max	Conductivité moyenne (µS/cm)	Conductivité max (µS/cm)	Paramètres microbiologiques
F1	25,6	26,1	7,15	7,3			Absence de données
F2	30	30,4	7,35	7,4	613	625	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
F2	31,1	31,4	7,25	7,5	833	840	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
F2	38,3	39,3	7,04	7,1	927	960	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
F2	29,05	29,1	7,2	7,3			Absence de données
F3	30,7	31,8	7,3	7,3	618	620	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
F3	31,1	31,7	7,15	7,3	833	855	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
F3	29,27	29,5	7,2	7,2			Absence de données
F6	36,4	36,6	8	12	953	985	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
F6	25,7	25,7	7,2	7,3			Absence de données
Forage	27,77	30	7,3	7,4			Absence de données
Forage de Fontenoy	29,2	29,4	7,5	7,6	720	735	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Forage de Pernant	32,37	33,3	7,1	7,2			Absence de données
Forage de Septmonts	38,2	38,7	6,87	6,9	1 099	1 145	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Forage Lycée Vauxbuin	38,1	38,5	7,03	7,1	973	975	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Forage Mont-Notre-Dame	31,5	31,8	7,25	7,3	728	735	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Puits d'Ambleny	35,8	35,8	7,55	7,7	788	790	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Puits de Fleury	29	29,7	7,37	7,4	632	645	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Puits de Puiseux-en-Retz	27,7	27,7	7,3	7,3	635	635	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Puits Fontaine des Biches Chouy	29,7	30,7	7,2	7,3	728	745	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Source de la Bre	27,8	27,8	7,26	7,6	809	840	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Source de la Savières	28,03	35,3	7,2	7,3	762	780	Absence de données.
Source de Silly-La-Poterie	27,7	27,7	7,6	7,6	690	690	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Source Droizy-Launoy	30,4	30,4	7,5	7,7	780	780	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Source du Nadon	29,2	29,5	7,25	7,3	725	730	Absence d'enterocoque et d'E.coli.

Qualité de l'eau brute (ARS - 2019 à 2023)



Qualité chimique

* Limite de qualité pour les nitrates : 50 mg/L pour les sources et 100 mg/L pour les forages.

NOM	Conc. moyenne en nitrates (mg/L)	Conc. max en nitrates (mg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en fer (µg/L)	Conc. max en fer (µg/L)	Conc. moyenne en fluor (mg/L)	Conc. max en fluor (mg/L)	Conc. moyenne en chlore (mg/L)	Conc. max en chlore (mg/L)
F1	1	1,1	0			0,32	0,325	0	0
F2	0	0	0	36,25	37,1	0,572	0,694	0	0
F2	0,45	0,9	0	17,3	27,8	1,584	1,712	0	0
F2	0	0	0	98,44	175	1,03	1,096	0	0
F2	0	0	0			2,252	2,429	0	0
F3	0	0	0	57	63	0,445	0,457	0	0
F3	3,4	6,8	0	54,6	85	0,928	1,698	0	0
F3	0	0	0			0,39	0,424	0	0
F6	0	0	0	151	329	0,751	0,773	0	0
F6	0	0	0			0,386	0,386	0	0
Forage	0	0	0			2,22	2,486	0	0
Forage de Fontenoy	0,87	1,3	0	15,43	46,3	1,638	1,644	0,15	0,29
Forage de Pernant	4,13	6,1	0			0,222	0,239	0	0
Forage de Septmonts	0	0	0	3 493	3 583	0,278	0,299	0	0
Forage Lycée Vauxbuin	0	0	0	140,7	202	0,851	0,867	0	0
Forage Mont-Notre-Dame	0	0	0	27,55	36,9	0,867	0,881	0	0
Puits d'Ambleny	0	0	0	0	0	0,993	0,994	0	0
Puits de Fleury	7,47	7,7	0	0	0	0,335	0,348	0,13	0,27
Puits de Puiseux-en-Retz	14,7	14,7	0	0	0	0,299	0,299	2,1	2,1
Puits Fontaine des Biches Chouy	33,35	40,8	0	0	0	0,297	0,332	0,46	0,91
Source de la Bre	43,5	45,2	0	8,3	8,3	0,277	0,277	0	0
Source de la Savières	44,95	45,4	0			0,198	0,395	0	0
Source de Silly-La-Poterie	21,9	21,9	0	5,6	5,6	0,338	0,338	0,43	0,43
Source Droizy-Launoy	48,7	51,9	0	15,4	15,4	0,378	0,378	0	0
Source du Nadon	40,8	41,3	0	0	0	0,321	0,336	0	0

Qualité de l'eau brute (ARS - 2019 à 2023)



Qualité physique et microbiologique

* DC : Desphényl-chloridazone

**MDC : Méthyl-desphényl-chloridazone

NOM	Conc. moyenne en atrazine (µg/L)	Conc.max en atrazine (µg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en R471811 (µg/L)	Conc. max en R471811 (µg/L)	Conc. moyenne DC (µg/L)	Conc. max en DC (µg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en MDC (µg/L)	Conc. max en MDC (µg/L)	Nombre de dépassement de la LQ
F1	0	0	0						0,054	0,072	0
F2	0	0	0			0	0	0	0	0	0
F2	0	0	0			0	0	0	0	0	0
F2	0	0	0			0,12	0,24	0	0,024	0,048	0
F2	0	0	0						0	0	0
F3	0	0	0			0	0	0	0	0	0
F3	0	0	0			0,151	0,151	0	0	0	0
F3	0	0	0	0,117	0,117				0,042	0,044	0
F6	0	0	0	0,581	0,581	0,209	0,22	0	0,019	0,02	0
F6									0,147	0,169	0
Forage	0	0	0						0	0	0
Forage de Fontenoy	0	0	0			0	0	0	0	0	0
Forage de Pernant	0	0	0						0,476	0,927	0
Forage de Septmonts	0	0	0	1,453	1,453	0,66	0,695	0	0,228	0,261	0
Forage Lycée Vauxbuin	0	0	0			0,175	0,35	0	0,031	0,062	0
Forage Mont-Notre-Dame	0	0	0			0	0	0	0	0	0
Puits d'Ambleny	0	0	0			0	0	0	0	0	0
Puits de Fleury	0	0	0	0,09	0,09	0	0	0	0,013	0,014	0
Puits de Puiseux-en-Retz	0	0	0			0,64	0,64	0	0,259	0,259	0
Puits Fontaine des Biches Chouy	0,009	0,01	0			1,341	1,372	0	0,417	0,55	0
Source de la Bre	0,016	0,016	0	3,154	3,865	2,593	3,459	7	0,909	1,116	0
Source de la Savières	0	0,006	0	2,465	2,93	8,099	11,41	7	3,1	3,4	7
Source de Silly-La-Poterie	0	0	0	1,008	1,008	0,701	0,701	0	0,31	0,31	0
Source Droizy-Launoy	0	0	0	3,491	4,006	5,445	6,133	4	2,148	2,326	3
Source du Nadon	0,01	0,012	0			1,629	2,308	1	0,524	0,622	0

Liste du patrimoine



Captages



Case vide : Absence de données

- : Non concerné

Nom de l'installation	Commune d'implantation	Type de ressource	Code BSS	Année de mise en service	Classement SDAGE et CUP	Etat de la procédure de DUP	Date arrêté DUP
F1	CIRY-SALSOGNE	FORAGE	01067X0003		-	Procédure terminée	06/07/2001
F2	MORSAIN	FORAGE	01054X0077		-	Procédure en cours	
F2	RESSONS-LE-LONG	FORAGE	01057X0155		Sensible	Procédure terminée	20/10/2005
F2	VAUXBUIN	FORAGE	01065X0009		-	Procédure terminée	29/01/1993
F2	CIRY-SALSOGNE	FORAGE	01067X0150		-	Procédure terminée	06/07/2001
F3	MORSAIN	FORAGE	01054X0078		-	Procédure en cours	
F3	RESSONS-LE-LONG	FORAGE	01057X0163		Sensible	Procédure terminée	20/10/2005
F3	CIRY-SALSOGNE	FORAGE	01067X0194		-	Procédure terminée	06/07/2001
F6	VAUXBUIN	FORAGE	01065X0174		-	Procédure terminée	29/01/1993
F6	CIRY-SALSOGNE	FORAGE	01067X0365		-	Procédure terminée	31/12/2015
Forage	VAILLY-SUR-AISNE	FORAGE	01067X0027		-	Procédure en cours	
Forage de Fontenoy	FONTENOY	FORAGE	01058X0098		-	Procédure terminée	30/09/1993
Forage de Pernant	PERNANT	FORAGE	01065X0184		-	Captage à abandonner	
Forage de Septmonts	SEPTMONTS	FORAGE	01066X0462		-	Procédure terminée	24/08/2022
Forage Lycée Vauxbuin	SOISSONS	FORAGE	01065X0171		-	Procédure terminée	29/01/1993
Forage Mont-Notre-Dame	QUINCY-SOUS-LE-MONT	FORAGE	01304X0089		-	Procédure terminée	16/12/2008
Puits d'Ambleny	AMBLENY	PUITS	01058X0099		-	Procédure terminée	24/01/1989
Puits de Fleury	FLEURY	PUITS	01294X0001		-	Procédure terminée	10/08/2011
Puits de Puisseux-en-Retz	PUISEUX-EN-RETZ	PUITS	01293X0052		-	Procédure terminée	18/06/1991
Puits Fontaine des Biches Chouy	LOUATRE	PUITS	01301X0019		Sensible	Procédure en cours	
Source de la Bre	BILLY-SUR-OURCQ	SOURCE	01305X0072		Sensible	Procédure terminée	12/01/2021
Source de la Savières	PARCY-ET-TIGNY	SOURCE	01301X0058		Prioritaire	Procédure terminée	07/12/2022
Source de Silly-La-Poterie	SILLY-LA-POTERIE	SOURCE	01298X0063		-	Procédure terminée	07/05/1990
Source Droizy-Launoy	DROIZY	SOURCE	01302X0031	1931	Sensible	Procédure terminée	18/11/2010
Source du Nadon	LOUATRE	SOURCE	01301X0022		Sensible	Procédure terminée	06/12/2006

Liste du patrimoine



Captages



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Débit de la DUP rapporté en m³/an sur la base d'un
fonctionnement de 20h/j

Nom de l'installation	Débit autorisé dans la DUP (m³/an)	Volume maximal prélevé (m³/an)	Volume prélevé / Volume maximum autorisé	Etude AAC	Avancement AAC	ITV réalisée	Essais de pompages	Problème(s) rencontré(s)
F1	365 000			Non	-			
F2	91 000			Non	-			
F2	450 000	447 853	1	Non	-			
F2	876 000*			Non	-			
F2	365 000			Non	-			
F3	91 000			Non	-			
F3	450 000	447 853	1	Non	-			
F3	365 000			Non	-			
F6	876 000*			Non	-			
F6	301 000			Non	-			
Forage	200 000	130 622	0,65	Non	-			
Forage de Fontenoy	525 600*	94 673	0,18	Non	-			
Forage de Pernant	69 000			Non	-			
Forage de Septmonts	140 000			Non	-			
Forage Lycée Vauxbuin	832 200*			Non	-			
Forage Mont-Notre-Dame	22 000	38 673	1,76	Non	-			
Puits d'Ambleny	262 800*	97 038	0,37	Non	-			
Puits de Fleury	80 000	133 512	1,67	Non	-			
Puits de Puiseux-en-Retz	613 200*			Non	-			
Puits Fontaine des Biches Chouy	135 000			Non	-			
Source de la Bre	22 000	24 676	1,12	Non	-			
Source de la Savières	1850 00			Oui	Terminée			
Source de Silly-La-Poterie	43 800*	16 712	0,38	Non	-			
Source Droizy-Launoy	40 000	16 322	0,41	Non	-			
Source du Nadon	175 000			Non	-			

Liste du patrimoine



Ouvrages de stockage (1)



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

Nom de l'ouvrage	Commune d'implantation	Type	Année de construction	Volume de stockage (m³)	Nombre de cuve	Etat général	Date du dernier diagnostique	Côte radier (m)	Côte trop plein (m)	Diamètre (m)
Reservoir Maubrun bas de Amblemy	AMBLEMY	Réservoir semi-enterré		300						
Reservoir Maubrun haut de Amblemy	AMBLEMY	Réservoir semi-enterré	1 980	200						
Reservoir Montagu de Amblemy	AMBLEMY	Réservoir semi-enterré		200	2					
Réservoir Bas de Noyant	NOYANT-ET-ACONIN	Réservoir semi-enterré	1 960	100	2					
Réservoir Bas à Acy C06	ACY	Réservoir semi-enterré		300						
Réservoir Beaugregard	BELLEU	Réservoir semi-enterré	1 982	700	2		2 023	118,93	124,03	10
Réservoir Beaugregard	BELLEU	Réservoir semi-enterré	1 982	1 000	2		2 023	120,93	126,13	12
Réservoir de Augy Cerseuil C10	AUGY	Réservoir semi-enterré		200						
Réservoir de Berzy-le-Sec	BERZY-LE-SEC	Réservoir semi-enterré	1 960	200						
Réservoir de Blanzay	SAINT-REMY-BLANZY	Réservoir semi-enterré		60	2					
Réservoir de Courmelles	COURMELLES	Réservoir semi-enterré	1 960	100						
Réservoir de Longpont	LONGPONT	Réservoir semi-enterré	1 950	150	1					
Réservoir de Ploisy	PLOISY	Réservoir semi-enterré	2 007	300						
Réservoir de Saint-Pierre-Aigle	SAINT-PIERRE-AIGLE	Réservoir sur tour	1 971	200						
Réservoir de Saint-Rémy	SAINT-REMY-BLANZY	Réservoir semi-enterré		60	2					
Réservoir de Vauxbuin	VAUXBUIN	Réservoir semi-enterré	1 967	100	1					
Réservoir de Villers-Hélou	VILLERS-HELON	Réservoir semi-enterré	1 957	1 500	5		2 023	185,94	190,54	
Réservoir du Château	PERNANT	Réservoir semi-enterré		160	3					
Réservoir du cimetière	PERNANT	Réservoir semi-enterré		60	2					
Réservoir Haut de Noyant	NOYANT-ET-ACONIN	Réservoir semi-enterré	1 960	100	2					
Réservoir Haut à Acy C07	ACY	Réservoir semi-enterré		300						
Réservoir route de Fère	BELLEU	Réservoir semi-enterré	1 960	300	1					
Réservoir à Chassemy Q02	CHASSEMY	Réservoir semi-enterré		150			2 018			
Réservoir à Cuiry Housse C09	CUIRY-HOUSSE	Réservoir semi-enterré		120						
Réservoir à Serches	SERCHES	Réservoir sur tour		200	1					

Liste du patrimoine



Ouvrages de stockage (2)



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

Nom de l'ouvrage	Commune d'implantation	Type	Année de construction	Volume de stockage (m³)	Nombre de cuve	Etat général	Date du dernier diagnostique	Côte radier (m)	Côte trop plein (m)	Diamètre (m)
Réservoir Châtelet	RESSONS-LE-LONG	Réservoir semi-enterré		75	2					
Réservoir Coutremain	HARTENNES-ET-TAUX	Réservoir semi-enterré	1974	50						
Réservoir de Morsain	MORSAIN	Réservoir semi-enterré		200	2					
Réservoir de Audignicourt	AUDIGNICOURT	Réservoir semi-enterré		100	1					
Réservoir de Berny-Rivière	BERNY-RIVIERE	Réservoir semi-enterré		800	3		2023	85	89	
Réservoir de Chacrise/Ambief	CHACRISE	Réservoir semi-enterré	1965	150	1					
Réservoir de Chouy	CHOUY	Réservoir sur tour	1968	200	1		2023	192,64	198,14	
Réservoir de Coeuvres-et-Valsery	COEUVRES-ET-VALSERY	Réservoir semi-enterré		200			2017			
Réservoir de Cutry	CUTRY	Réservoir semi-enterré		150						
Réservoir de Dampleux	DAMPLEUX	Réservoir sur tour		400						
Réservoir de Epagny	EPAGNY	Réservoir semi-enterré		100						
Réservoir de Fleury	FLEURY	Réservoir sur tour	1990	75						
Réservoir de Hartennes-et-Taux	HARTENNES-ET-TAUX	Réservoir semi-enterré	1955	600	4		2023	186,9	189,9	
Réservoir de Montgobert	MONTGOBERT	Réservoir semi-enterré		100						
Réservoir de Mortefontaine	MORTEFONTAINE	Réservoir semi-enterré		100						
Réservoir de Noroy-sur-Ourcq	NOROY-SUR-OURCQ	Réservoir semi-enterré	1968	100	1					
Réservoir de Saconin-en-Breuil	SACONIN-EN-BREUIL	Réservoir semi-enterré	1969	150	1					
Réservoir de Saint-Christophe-à-Berry	SAINT-CHRISTOPHE-A-BERRY	Réservoir semi-enterré		75	1					
Réservoir de Septmonts Bas	SEPTMONTS	Réservoir semi-enterré	1977	100	1					
Réservoir de Septmonts Haut	SEPTMONTS	Réservoir semi-enterré	1963	200	1		2023	157,03	161,73	
Réservoir de Soucy	SOUCY	Réservoir sur tour		150						
Réservoir de Troësnes	TROESNES	Réservoir semi-enterré		100						
Réservoir de Vivieres	VIVERES	Réservoir sur tour		200						
Réservoir de Vézaponin	VEZAPONIN	Réservoir semi-enterré		40						
Réservoir Montagne	RESSONS-LE-LONG	Réservoir semi-enterré		300	1					

12/16

Liste du patrimoine



Ouvrages de stockage (3)



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

Nom de l'ouvrage	Commune d'implantation	Type	Année de construction	Volume de stockage (m³)	Nombre de cuve	Etat général	Date du dernier diagnostique	Côte radier (m)	Côte trop plein (m)	Diamètre (m)
Réservoir Courdoux	GRAND-ROZOY	Réservoir semi-enterré		200	1					
Réservoir Croix-rouge	RESSONS-LE-LONG	Réservoir semi-enterré		300	1					
Réservoir de Billu-sur-Ourcq	BILLY-SUR-OURCQ	Réservoir semi-enterré		100	1					
Réservoir de Ciry-Salsogne	CIRY-SALSOGNE	Réservoir semi-enterré		1 300	4			118	124	
Réservoir de Confrécourt	NOUVRON-VINGRE	Réservoir semi-enterré		200	1					
Réservoir de Coyolles	COYOLLES	Réservoir semi-enterré		200	2					
Réservoir de Droizy	DROIZY	Réservoir semi-enterré		50	1					
Réservoir de Fontenoy	FONTENOY	Réservoir semi-enterré		300	1					
Réservoir de Lagny	LARGNY-SUR-AUTOMNE	Réservoir semi-enterré		150	1					
Réservoir de Silly-la-Poterie	SILLY-LA-POTERIE	Réservoir semi-enterré		50	1					
Réservoir de Taillefontaine	TAILLEFONTAINE	Réservoir semi-enterré		100						
Réservoir Mont-Banny	MONT-NOTRE-DAME	Réservoir semi-enterré		100	1					
Réservoir Mont-Notre-Dame	MONT-NOTRE-DAME	Réservoir sur tour		100	1		2 023	131,29	136,69	

Liste du patrimoine



Stations de traitement



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

Nom de l'ouvrage	Origine de l'eau	Capacité de traitement (m³/j)	Nombre de ressource	Traitement n°1	Traitement n°2	Traitement n°3
Chloration Billy-sur-Ourcq	Ressource		1	Chloration	-	-
Chloration Fleury	Ressource		1	Chloration	-	-
Chloration Fontenoy	Ressource		1	Chloration	-	-
Chloration Launoy	Ressource		1	Chloration	-	-
Chloration Louâtre (Biches)	Ressource		1	Chloration	-	-
Chloration Louâtre (Nadon)	Ressource		1	Chloration	-	-
Chloration Montgobert	Ressource		1	Chloration	Chloration	-
Chloration Morsain (Berlinval)	Ressource		1	Chloration	-	-
Chloration Parcy-et-Tigny	Ressource		1	Chloration	-	-
Chloration Silly-la-Poterie	Ressource		1	Chloration	-	-
Déferrisation Ambleny	Ressource		1	Déferrisation	Chloration	-
Déferrisation Ciry-Salsogne	Ressources	960	4	Déferrisation	Elimination Ammonium	Chloration
Déferrisation de Courmelles	Ressources		3	Déferrisation	Chloration	-
Déferrisation de Pernant	Ressource	288	1	Déferrisation	Chloration	-
Déferrisation Mont-Notre-Dame	Ressource		1	Déferrisation	Chloration	-
Déferrisation Morsain	Ressource		1	Déferrisation	Chloration	-
Déferrisation Septmonts	Ressource		1	Déferrisation	Démanganisation	Chloration
Déferrisation Vic-sur-Aisne	Ressources		2	Déferrisation	Chloration	-
Station de déferrisation à Vailly-sur-Aisne	Ressource	1 030	1	Chloration	Déferrisation	-

Liste des interconnexions



Achats d'eau



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Débit de la DUP rapporté en m³/an sur la base d'un fonctionnement de 20h/j

Vendeur	Point de livraison - Départ	Point de livraison - Arrivée	Convention	Date de la convention	Usage	Volume moyen de 2019 à 2023 (m³/an)	Capacité minimale de transit (m³/h)	Volume maximal établi (m³/j)	Longueur (km)	Diamètre (mm)	Présence de vannes d'interconnexion
SE de la Région d'Arcy-Sainte-Restitue	Forage et Station de déferrisation de Foufry	Quincy-sous-Monts	Oui	31/12/2021	Occasionnel	25945		50			
SE de la Vallée de l'Aisne					Sécurisation	1347					
Vauciennes	Forage de Vauciennes	Compteur Eglise Vaucienne	Oui	01/06/2021	En permanence	25624		35000 m³/an			
Union des Services d'eau du Sud de l'Aisne	Captage d'Haramont	Débitmètre amont Réservoir Haramont	Oui	24/02/2016	En permanence	41246		85			Oui
Union des Services d'eau du Sud de l'Aisne	Captage Haramont		Oui	17/04/2014	Occasionnel	17071		60			
Grand Soissons Agglomération	Champs captant de l'Hippodrome, du Fond d'Ham et de la Porcherai	Avenue de Château-Thierry	Oui	24/01/2017	Occasionnel						
Grand Soissons Agglomération	Champs captant de l'Hippodrome, du Fond d'Ham et de la Porcherai	Hameau de la George-Billy-sur-Ais	Oui	24/01/2017	Occasionnel						

Liste des interconnexions



Ventes d'eau



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Débit de la DUP rapporté en m³/an sur la base d'un fonctionnement de 20h/j

Acheteur	Point de livraison - Départ	Point de livraison - Arrivée	Convention	Date de la convention	Usage	Volume moyen de 2019 à 2023 (m³/an)	Capacité minimale de transit (m³/h)	Volume maximal établi (m³/j)	Longueur (km)	Diamètre (mm)	Présence de vannes d'interconnexion
SE de la Vallée de l'Aisne	Forage Ciry-Salsogne		Oui	01/11/2012	Sécurisation	37		100			
Grand Soissons Agglomération	Forage de Septmont et Champs captant de Vauxbuin	Avenue de Château-Thierry	Oui	24/01/2017	Occasionnel	2259					
Grand Soissons Agglomération	Forage de Septmont et Champs captant de Vauxbuin	Hameau de la george-Billy-sur-Ais	Oui	24/01/2017	Occasionnel	46					

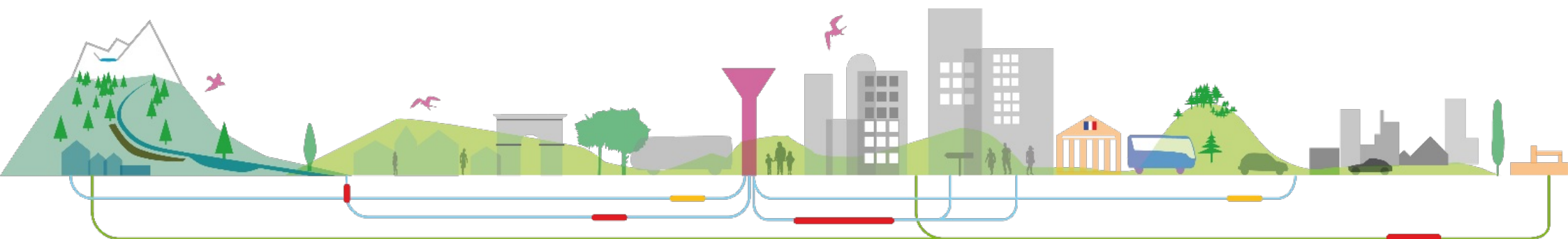


STRATÉGIE DÉPARTEMENTALE DE SÉCURISATION DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION D'EAU POTABLE



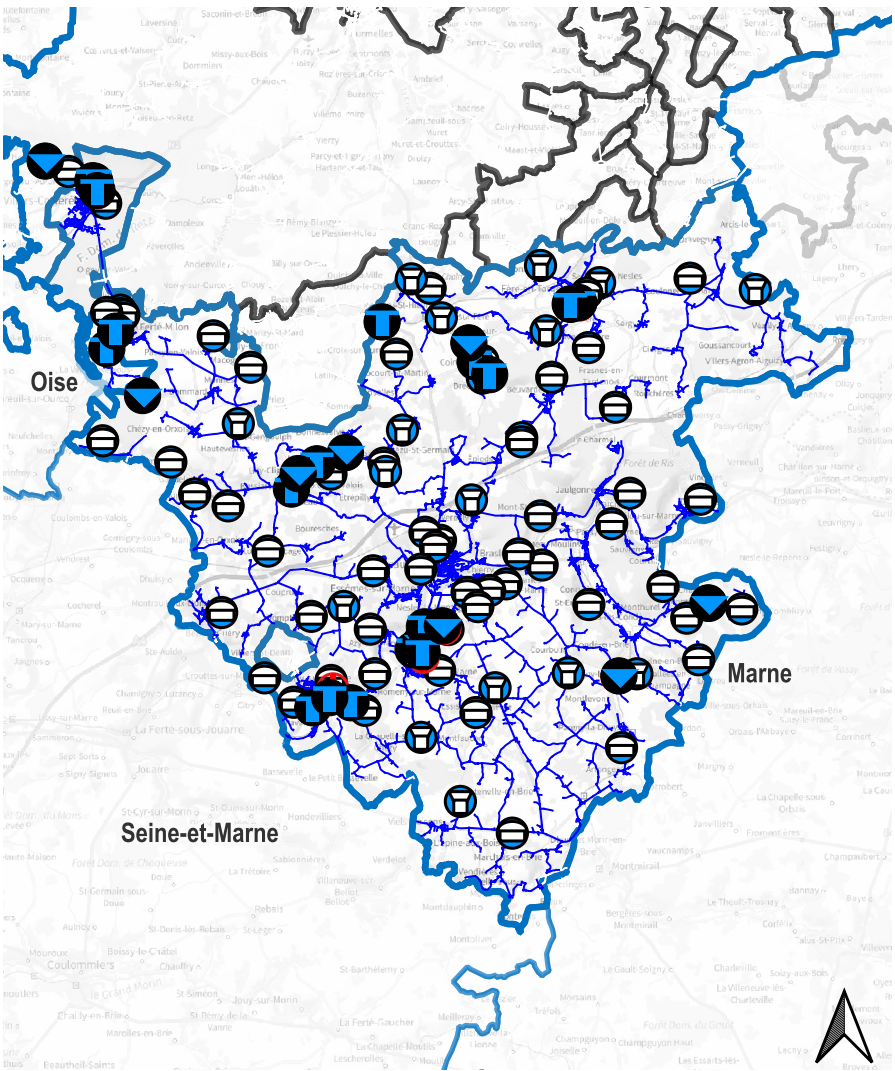
Fiche PRPDE - Union des Services d'eau du Sud de l'Aisne

Mai 2025



Fiche PRPDE - Union des Services d'eau du Sud de l'Aisne

Stratégie départementale de sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable



Légende :

Ressources	Ouvrages de stockage	Réseau d'eau potable
Forage / Puits	Réservoir au sol	Réseau d'eau potable
Source / Prise d'eau	Réservoir sur tour	
Station de traitement		

Gouvernance

Mode de gestion :	DSP - Véolia
Prix de l'eau en 2023 (€TTC/m³) :	2.96
Endettement éventuel des structures :	Non communiqué
Provision pour renouvellement :	Non communiqué
Nombre d'abonnés :	37 308
Plan numérisé :	Oui - Format : SIG
Utilisation de la nappe (BNPE) :	Eau potable - Agriculture - Industrie

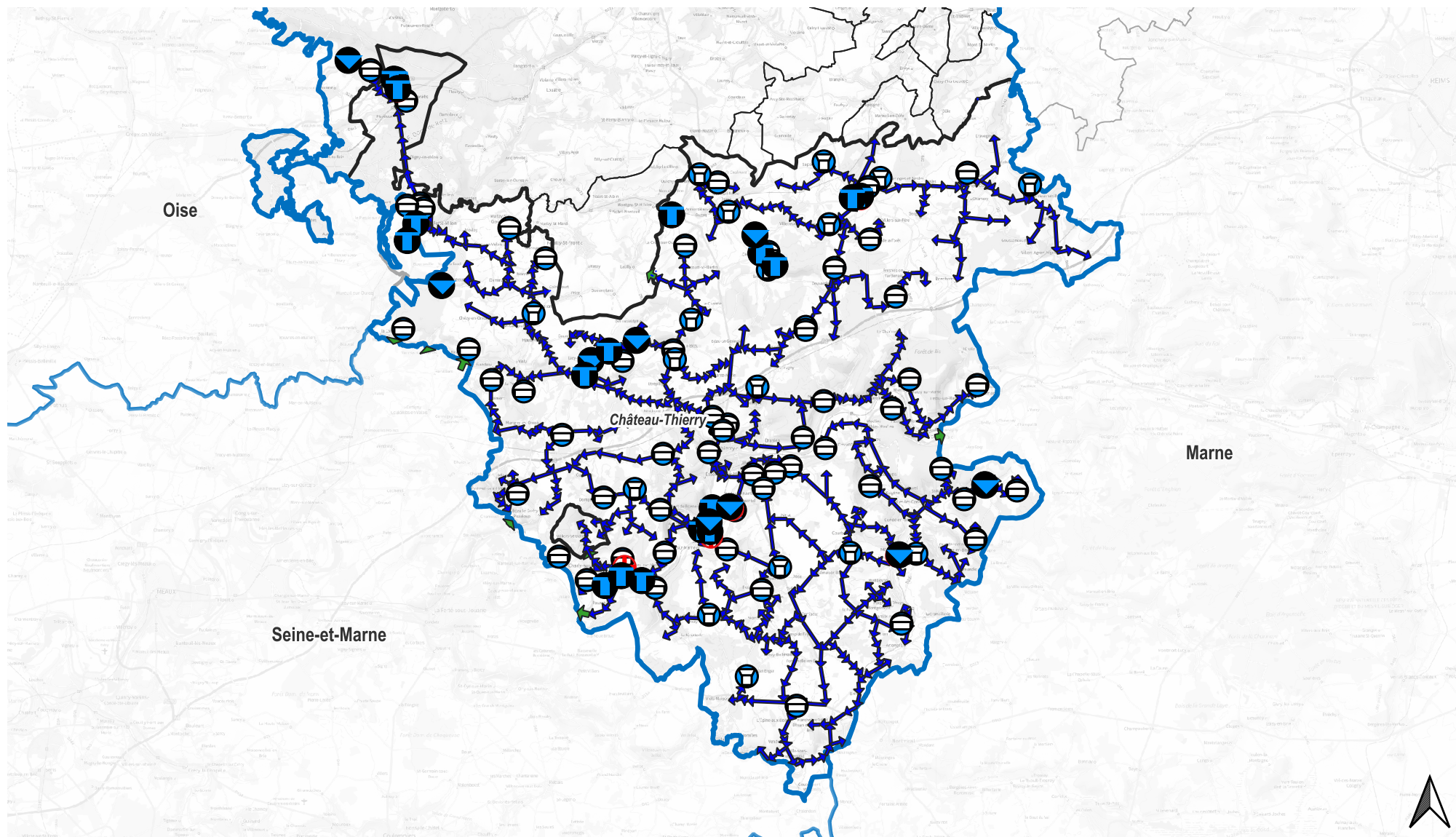
Caractéristique des réseaux

Linéaire de réseau :	1476 km	Nombre de captages EDCH en service :	31
Nombre d'unités de traitement :	9	Nombre de captages EDCH hors-service :	3
Nombre de réservoirs :	73	Capacité totale de production :	43 103 m³/j
Nombre de reprises/suppressions :	20	Capacité totale de stockage :	31 874 m³
Sectorisation existante :	Oui		

Matériau	Diamètre	Année de pose
Amiante-ciment (AC)	8,58 %	Inférieure à 100 mm 33,47 %
Fonte	48,9 %	Entre 100 et 150 mm 44,41 %
PVC	35,98 %	Supérieure à 150 mm 20,33 %
Polyéthylène (PE)	1,78 %	Inconnu 1,79 %
Autres	1,21 %	
Inconnu	3,54 %	

Fiche PRPDE - Union des Services d'eau du Sud de l'Aisne

Stratégie départementale de sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable



Ressources

-  Forage / Puits
-  Source / Prise d'eau
-  Station de traitement

Ouvrages de stockage

-  Réservoir au sol
-  Réservoir sur tour

Schéma de fonctionnement

-  Schéma de fonctionnement

-  Vente ou achat d'eau

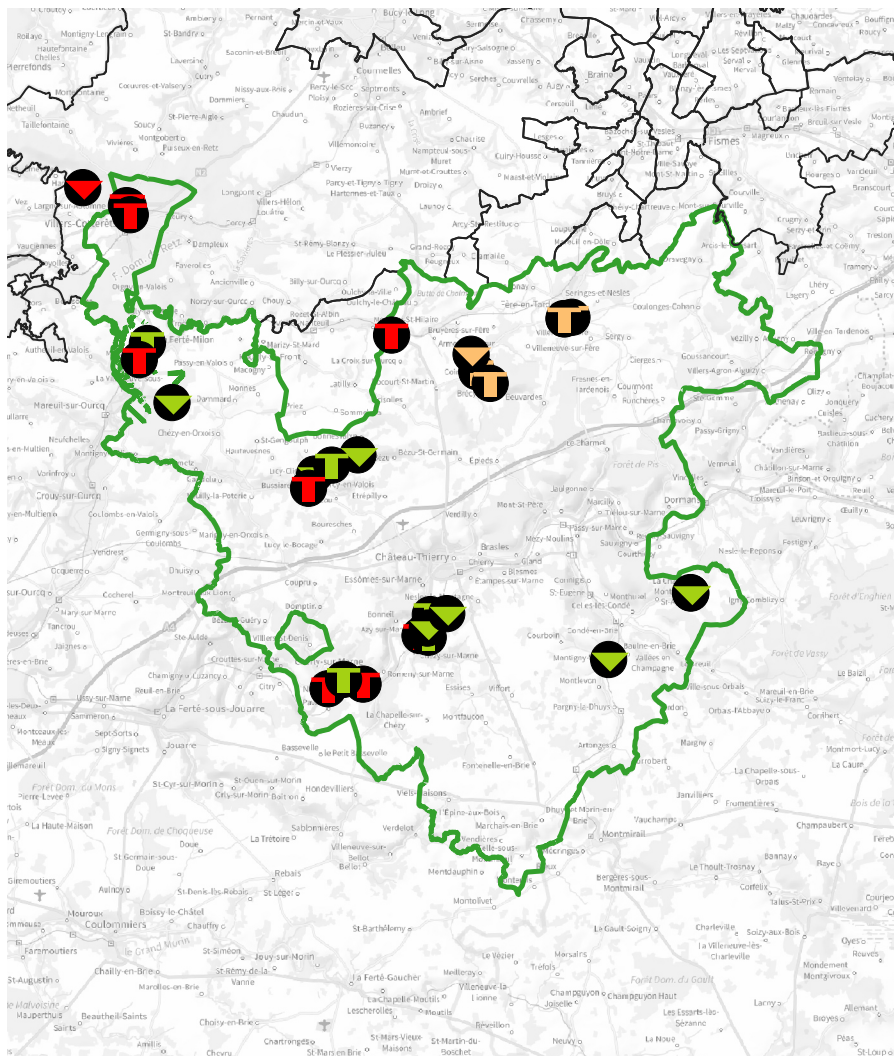
-  Vente et achat d'eau

-  Réseau principal

-  Limite des Agences de l'eau avec l'AE Artois-Picardie au nord et l'AE Seine-Normandie au sud

Fiche PRPDE - Union des Services d'eau du Sud de l'Aisne

Stratégie départementale de sécurisation de la production et de la distribution d'eau potable



Légende :

Réalisation du SDAEP

- Réalisé
- En cours de réalisation
- Non réalisé
- Non communiqué

Réalisation AAC

- Réalisé
- Non réalisé
- En cours de réalisation
- Non communiqué

Volumes entre 2019 et 2023 (Sources : RAD, RPQS et SISPEA)



Volume moyen produit :	5 266 887 m³/an	Volume moyen importé :	56 580 m³/an
<i>Volume de pointe produit :</i>	<i>5 689 532 m³/an</i>	<i>Volume de pointe importé :</i>	<i>114 822 m³/an</i>
Volume moyen distribué :	5 225 614 m³/an	Volume moyen exporté :	97 853 m³/an
<i>Volume de pointe distribué :</i>	<i>5 611 496 m³/an</i>	<i>Volume de pointe exporté :</i>	<i>163 020 m³/an</i>
Volume moyen comptabilisé domestique :	4 274 228 m³/an	Volume de service moyen déclaré :	24 221 m³/an
<i>Volume de pointe comptabilisé domestique :</i>	<i>4 562 799 m³/an</i>	<i>Volume de service de pointe déclaré :</i>	<i>36 214 m³/an</i>
Volume moyen comptabilisé non domestique :	0 m³/an		
<i>Volume de pointe comptabilisé non domestique :</i>	<i>0 m³/an</i>		

Interconnexions



Achat d'eau :	Oui	Vente d'eau :	Oui
Nombre de points de livraison :	3	Nombre de points de livraisons :	7

Etudes



SDAEP :	Oui
<i>Conclusions :</i>	<i>Le programme de travaux est tourné vers la sécurisation des ressources, le remplissage des réservoirs et leur autonomie, les temps de pompages, les pressions dans le réseau et les temps de séjour.</i>
PGSSE :	Oui
<i>Conclusions :</i>	<i>Etude en cours de réalisation</i>
Etude AAC :	Oui
<i>Conclusions :</i>	<i>Les études AAC sont réalisées sur plusieurs captages et sont en cours de réalisation sur les captages de Coincy, Fère-en-Tardenois et Brécy.</i>

Qualité de l'eau brute (ARS - 2019 à 2023)



Qualité physique et microbiologique

Case vide : Absence de données

Nom de la ressource	TAC moyen (°F)	TAC max (°F)	pH moyen	pH max	Conductivité moyenne (µS/cm)	Conductivité max (µS/cm)	Paramètres microbiologiques
F4	35	35,3	7,17	7,2	980	990	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
Forage de Coincy	29,1	29,5	7,27	7,3	722	740	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
Forage de Torcy	28,3	28,4	7,07	7,1	665	680	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
Forage F3	25	25,9	7,23	7,3	603	615	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Forage F4	26,5	26,9	7,33	7,4	1 350	1 365	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Les Marteleys - Alimentation Brecy	31,2	31,2	7,35	7,4	778	835	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
P11 - Château-Thierry	29	29,5	7,2	7,3	658	660	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
P2	34,3	35,6	7,1	7,1	925	950	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
P3			7,2	7,2	890	890	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
Prise d'eau dans la Marne	20,2	24,5	7,77	8,3	476	595	Absence de données.
Puits Billois Le Clignon	31,4	31,4	7,2	7,3	750	765	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
Puits Charly	32,8	33,2	7,1	7,2	866	885	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
Puits de Breny	31,4	31,4	7,2	7,2	863	900	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Puits de Chezy - C2 Château-Thierry	33,2	33,8	7,2	7,3	782	790	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Puits de Chezy C1 Château	33,5	33,8	7,07	7,1	812	830	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Puits de Marolles							Absence de données
Puits de Pavant	33,8	33,8	7,1	7,2	783	790	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Puits des Grevières	33	33,5	7,28	7,3	794	805	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Puits des Sablons	33,8	34,1	7,23	7,5	772	775	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Puits St Quentin/Hal Ferte Milon			7,3	7,3			Absence de données
Route Vivières	29,6	29,6	7,2	7,2	725	730	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Source d'Epoux-Bezu	31,3	31,8	7,3	7,4	821	835	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
Source de Coupigny Brie	29,6	30,1	7,25	7,3	636	660	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
Source de la Dhuys-Haramont	30,4	30,7	7,3	7,4	720	720	Absence d'enterocoque et d'E.coli.
Source des Rouesses	34,8	35,2	7,25	7,4	780	800	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
Source La Pature - Chapelle Monthodon	32	32,6	7,33	7,5	742	770	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
Source La Poterie	28,6	29,3	7,33	7,4	785	790	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
Source La Route - Chapelle Monthodon	34,4	34,7	7,2	7,3	740	745	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.
Source les Zièbres Le Clignon	29,4	29,7	7,43	7,5	755	790	Absence d'enterocoque, de coliforme et d'E.coli.

Qualité de l'eau brute (ARS - 2019 à 2023)



Qualité chimique

* Limite de qualité pour les nitrates : 50 mg/L pour les sources et 100 mg/L pour les forages.

NOM	Conc. moyenne en nitrates (mg/L)	Conc. max en nitrates (mg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en fer (µg/L)	Conc. max en fer (µg/L)	Conc. moyenne en fluor (mg/L)	Conc. max en fluor (mg/L)	Conc. moyenne en chlore (mg/L)	Conc. max en chlore (mg/L)
F4	0	0	0	42,43	61	0,689	0,713	0	0
Forage de Coincy	9,3	10,2	0	0	0	0,4	0,417	0	0
Forage de Torcy	0	0	0	1 268,3	2 844	0,499	0,556		
Forage F3	0	0	0	959,33	1 132	0,364	0,388		0
Forage F4	0	0	0	7,63	13,1	2,569	2,768		0
Les Marteleys - Alimentation Brecy	14,3	14,3	0	0	0	0,321	0,321	0	0
P11 - Château-Thierry	10,5	12,2	0	92	184	0,416	0,432	0	0
P2	11,9	23,8	0	23,05	46,1	0,601	0,699	0	0
P3	0	0	0					0	0
Prise d'eau dans la Marne	17,17	25,5	0	76,13	100	0,186	0,246	0	0
Puits Billois Le Clignon	34,47	38,6	0	0	0	0,499	0,515	0	0
Puits Charly	23,23	23,8	0	0	0	0,511	0,543		
Puits de Breny	17	17	0	0	0	0,351	0,351	0	0
Puits de Chezy - C2 Château-Thierry	2,13	3,5	0	49	98	1,118	1,24	0	0
Puits de Chezy C1 Château	24,8	30,2	0	0	0	0,977	0,996	0	0
Puits de Marolles									
Puits de Pavant	7,1	7,5	0	7,9	15,8	0,606	0,615	0	0
Puits des Grevières	26,48	27,1	0	0	0	0,299	0,322	0,62	0,65
Puits des Sablons	6,3	8,3	0	0	0	0,715	0,776	0,65	0,96
Puits St Quentin/Hal Ferte Milon	34,4	34,4	0						
Route Vivières	5,2	5,2	0	47	47	0,373	0,373		
Source d'Epoux-Bezu	32,1	34,6	0	0	0	0,438	0,461	0	0
Source de Coupigny Brie	24,32	24,8	0	0	0	0,978	0,996		
Source de la Dhuys-Haramont	14,55	15,1	0	0	0	0,277	0,288	0,23	0,46
Source des Rouesses	15,5	16,8	0	0	0	0,453	0,482		
Source La Pature - Chapelle Monthodon	22,47	26,5	0	0	0	0,814	0,874		
Source La Poterie	57,57	63,4	0	0	0	0,275	0,286	0,085	0,17
Source La Route - Chapelle Monthodon	17,2	18,2	0	0	0	1,22	1,233		
Source les Zièbres Le Clignon	41,4	44,3	0	0	0	0,446	0,487	0	0

Qualité de l'eau brute (ARS - 2019 à 2023)



Qualité physique et microbiologique

* DC : Desphényl-chloridazone

**MDC : Méthyl-desphényl-chloridazone

NOM	Conc. moyenne en atrazine (µg/L)	Conc.max en atrazine (µg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en R471811 (µg/L)	Conc. max en R471811 (µg/L)	Conc. moyenne DC (µg/L)	Conc. max en DC (µg/L)	Nombre de dépassement de la LQ	Conc. moyenne en MDC (µg/L)	Conc. max en MDC (µg/L)	Nombre de dépassement de la LQ
F4	0	0	0			0,243	0,327	0	0,059	0,075	0
Forage de Coincy	0	0	0	0,146	0,146	0	0	0	0,011	0,015	0
Forage de Torcy						0	0	0	0	0	0
Forage F3	0	0	0	0,033	0,033	0	0	0	0	0	0
Forage F4	0	0	0			0	0	0	0	0	0
Les Marteleys - Alimentation Brecy	0	0	0			0	0	0	0	0	0
P11 - Château-Thierry	0	0	0			1,33	1,33	0	0,706	0,706	0
P2	0	0	0	2,44	2,44	1,6	1,6	0	0,932	0,932	0
P3									0	0	0
Prise d'eau dans la Marne	0,001	0,009	0	0,19	0,25	0,073	0,22	0	0,03	0,066	0
Puits Billois Le Clignon	0,0092	0,017	0	2,104	2,104	0,134	0,15	0	0,057	0,063	0
Puits Charly				0,343	0,343	0	0	0	0,024	0,028	0
Puits de Breny	0	0	0			0,894	0,894	0	0,446	0,446	0
Puits de Chezy - C2 Château-Thierry	0	0	0			2,359	2,398	2	0,786	0,931	0
Puits de Chezy C1 Château	0,002	0,007	0			0,88	0,99	0	0,222	0,224	0
Puits de Marolles											
Puits de Pavant	0	0	0			0,36	0,36	0	0,19	0,19	0
Puits des Grevières	0,003	0,007	0			0,46	0,751	0	0,08	0,1	0
Puits des Sablons	0	0	0	0,079	0,079	0	0	0	0	0	0
Puits St Quentin/Hal Ferte Milon									0,284	0,284	0
Route Vivrières	0	0	0								
Source d'Epoux-Bezu	0,01	0,015	0	0,364	0,364	0,234	0,32	0	0,116	0,154	0
Source de Coupigny Brie				0,555	0,555	0	0	0	0,0064	0,011	0
Source de la Dhuis-Haramont	0	0	0			0,294	0,458	0	0,08	0,1	0
Source des Rouesses				0,0972	0,116	0	0	0	0	0	0
Source La Pature - Chapelle Monthodon				0,458	0,458	0	0	0	0,0035	0,007	0
Source La Poterie	0,002	0,006	0	0,924	0,924	0,143	0,18	0	0,09	0,114	0
Source La Route - Chapelle Monthodon						0	0	0	0,016	0,017	0
Source les Zièbres Le Clignon	0,0095	0,012	0	1,747	1,747	0,914	1,601	0	0,297	0,386	0

Liste du patrimoine



Captages



Case vide : Absence de données

- : Non concerné

Nom de l'installation	Commune d'implantation	Type de ressource	Code BSS	Année de mise en service	Classement SDAGE et CUP	Etat de la procédure de DUP	Date arrêté DUP
F4	FERE-EN-TARDENOIS	FORAGE	01308X0122		-	Procédure terminée	06/03/2018
Forage de Coincy	COINCY	FORAGE	01307X0159		-	Procédure terminée	31/05/2016
Forage de Torcy	TORCY-EN-VALOIS	FORAGE	01561X0161		-	Procédure terminée	17/06/1996
Forage F3	VILLERS-COTTERETS	FORAGE	01293X0095		-	Procédure terminée	19/05/2021
Forage F4	VILLERS-COTTERETS	FORAGE	BSS003COSS		-	Procédure terminée	19/05/2021
Les Marteleys - Alimentation Brecy	COINCY	FORAGE	01307X0158		-	Procédure terminée	18/11/2020
P11 - Château-Thierry	CHEZY-SUR-MARNE	PUITS	01566X0244		-	Procédure en cours de révision	27/06/1995
P2	FERE-EN-TARDENOIS	FORAGE	01308X0099		-	Procédure terminée	18/05/1993
P3	FERE-EN-TARDENOIS	PUITS	01308X0103		-	Procédure terminée	18/05/1993
Prise d'eau dans la Marne	CHEZY-SUR-MARNE	SOURCE			Sensible	Procédure terminée	05/11/2021
Puits Billois Le Clignon	MONTHIERS	PUITS	01561X0126		Sensible	Procédure terminée	31/12/2016
Puits Charly	SAULCHERY	PUITS	01565X0075		Sensible	Procédure terminée	31/12/1992
Puits de Breny	BRENY	PUITS	01306X0050		-	Procédure terminée	21/11/2016
Puits de Chezy - C2	CHEZY-SUR-MARNE	PUITS	01566X0229		-	Procédure terminée	04/05/2018
Château-Thierry							
Puits de Chezy C1 Château	CHEZY-SUR-MARNE	PUITS	01566X0228		-	Procédure terminée	04/05/2018
Puits de Marolles	MAROLLES	PUITS	01297X0017		-	Procédure terminée	20/09/1988
Puits de Pavant	PAVANT	PUITS	01565X0098		-	Procédure terminée	01/04/1992
Puits des Grevières	FERTE-MILON (LA)	PUITS	01297X0045		Prioritaire	Procédure terminée	21/07/2009
Puits des Sablons	NOGENT-L'ARTAUD	PUITS	01565X0103		-	Procédure terminée	15/11/1993
Puits St Quentin/Hal Ferte Milon	CHEZY-EN-ORXOIS	SOURCE	01297X0039		-	Procédure terminée	27/06/2008
Route Vivières	VILLERS-COTTERETS	PUITS	01293X0089		-	Procédure terminée	24/11/1994
Source d'Epaux-Bezu	EPAUX-BEZU	SOURCE	01561X0129		-	Procédure terminée	08/09/2015
Source de Coupigny Brie	MONTLEVON	SOURCE	01568X0083		Sensible	Procédure terminée	19/02/1993
Source de la Dhuys-Haramont	HARAMONT	SOURCE	01292X0078		-	Procédure terminée	24/11/1994
Source des Rouesses	NOGENTEL	SOURCE	01566X0092		Prioritaire	Procédure terminée	14/11/1986
Source La Pature - Chapelle Monthodon	VALLEES-EN-CHAMPAGNE	SOURCE	01575X1048		Prioritaire	Procédure terminée	05/02/1986
Source La Poterie	COINCY	SOURCE	01307X0051		Prioritaire	Procédure terminée	28/09/2009
Source La Route - Chapelle Monthodon	VALLEES-EN-CHAMPAGNE	SOURCE	01575X1029		Prioritaire	Procédure terminée	05/02/1986
Source les Ziebres Le Clignon	LICY-CLIGNON	SOURCE	01561X0135		Prioritaire	Procédure terminée	01/10/2013

Liste du patrimoine



Captages



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Débit de la DUP rapporté en m³/an sur la base d'un fonctionnement de 20h/jj

Nom de l'installation	Débit autorisé dans la DUP (m³/an)	Volume maximal prélevé (m³/an)	Volume prélevé / Volume maximum autorisé	Etude AAC	Avancement AAC	ITV réalisée	Essais de pompages	Problème(s) rencontré(s)
F4	370 000	312 912	0,85	En cours	En cours			
Forage de Coincy	80 000	55 470	0,69	En cours	En cours			
Forage de Torcy		167 614		Non	Pas d'AAC car nappe captive			
Forage F3	328 000	266 288	0,81	Non	-			
Forage F4	146 000	115 897	0,79	Non	-			
Les Martelets - Alimentation Brecy	19 500	23 461	1,2	En cours	En cours			
P11 - Château-Thierry	876 000			Oui	Terminée			
P2	70 0800*			En cours	En cours			
P3	613 200*			En cours	En cours			
Prise d'eau dans la Marne	-	1 872 117		Oui	Terminée			
Puits Billois Le Clignon	250 000	112 854	0,45	Oui	Terminée			
Puits Charly				Oui	Terminée			
Puits de Breny	25 000			Non	-			
Puits de Chezy - C2 Château-Thierry	416 100			Oui	Terminée			
Puits de Chezy C1 Château	416 100			Non	-			
Puits de Marolles	306 600*	31 512	0,1	Non	-			
Puits de Pavant	1 314 000*	45 196	0,03	Non	-			
Puits des Grevières	190 000	120 792	0,64	Oui	Terminée			
Puits des Sablons	438 000*	84 071	0,19	Non	-			
Puits St Quentin/Hal Ferte Milon	10 000	2 236	0,22	Oui	Terminée			
Route Vivières	700 800*	11 525	0,02	Non	-			
Source d'Epoux-Bezu	350 000	162 065	0,46	Oui	Terminée			
Source de Coupigny Brie				Oui	Terminée			
Source de la Dhuys-Haramont	70 0800*	294 010	0,42	Non	-			
Source des Rouesses				Oui	Terminée			
Source La Pature - Chapelle Monthodon				Oui	Terminée			
Source La Poterie	50 000	33 114	0,66	En cours	En cours			
Source La Route - Chapelle Monthodon				Oui	Terminée			
Source les Zièbres Le Clignon	220 000	144 587	0,66	Oui	Terminée			

Liste du patrimoine



Ouvrages de stockage (1)



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

Nom de l'ouvrage	Commune d'implantation	Type	Année de construction	Volume de stockage (m³)	Nombre de cuve	Etat général	Date du dernier diagnostique	Côte radier (m)	Côte trop plein (m)	Diamètre (m)
Reservoir Justices	CHÂTEAU-THIERRY	Réservoir semi-enterré		1 000	2	Mauvais		180	190	
Réservoir Courteaux 2 cuves	CHÂTEAU-THIERRY	Réservoir semi-enterré		2 500				118,56	121,1	
Réservoir de Armentières-sur-Ourcq	ARMENTIERES-SUR-OURCQ	Réservoir sur tour		100		Moyen		133,26	138,26	
Réservoir de Beauvarden	BEAUVARDES	Réservoir semi-enterré		150		Mauvais		223,3	226,8	
Réservoir de Blesmes 2 cuves	BLESMES	Réservoir semi-enterré		150	2			133	136,34	
Réservoir de Brumetz	BRUMETZ	Réservoir semi-enterré		150		Bon				
Réservoir de Brécý	BRECY	Réservoir sur tour		60						
Réservoir de Chiery	CHIERRY	Réservoir semi-enterré		130	2	Mauvais				
Réservoir de Coincy	COINCY	Réservoir semi-enterré		374	2					
Réservoir de Courtemont-Varennes	COURTEMONT-VARENNES	Réservoir semi-enterré		1 000	2	Moyen		150	154,4	
Réservoir de Mont sur Bonneil	BONNEIL	Réservoir semi-enterré		1 500	2			190,5	193,65	
Réservoir de Villomé	COULONGES-COHAN	Réservoir semi-enterré		200				190,05	194,85	
Réservoir Dhuys et Morin-en-Brie 2 cuves	DHUYS ET MORIN- EN-BRIE	Réservoir semi-enterré		200	2	Moyen		197	200	
Réservoir Domptin	DOMPTIN	Réservoir semi-enterré		100		Moyen		162,89	165,99	
Réservoir La Chapellerie	EPAUX-BEZU	Réservoir semi-enterré		250	2	Bon		160,5	164	
Réservoir la Croix-sur-Ourcq	LA CROIX-SUR-OURCQ	Réservoir semi-enterré		150		Moyen		169	172,5	
Réservoir la Crouettes-sur-Marne	LA CROUTTES-SUR-MARNE	Réservoir semi-enterré		130	2					
Réservoir La Nouette	CHARLY-SUR-MARNE	Réservoir sur tour		100		Mauvais			218,64	
Réservoir la-Chapelle-sur-Chézy	LA-CHAPELLE-SUR-CHEZY	Réservoir sur tour		300		Moyen		235	240	
Réservoir Lauconnois	CHÂTEAU-THIERRY	Réservoir semi-enterré		4 000	4			220	224,12	
Réservoir Le Maupas	EPAUX-BEZU	Réservoir sur tour		150		Mauvais		231,66	235,11	
Réservoir les Chesnaux 3 cuves	CHÂTEAU-THIERRY	Réservoir semi-enterré		3 000	3			136	144,67	
Réservoir les Roches	CHEZY-SUR-MARNE	Réservoir semi-enterré		100		Correct		129,97	134	
Réservoir Porteron	CHARLY-SUR-MARNE	Réservoir semi-enterré		150		Bon		100	103,5	
Réservoir Ruwet	CHARLY-SUR-MARNE	Réservoir semi-enterré		500		Bon		110	114,42	

Liste du patrimoine



Ouvrages de stockage (2)



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

Nom de l'ouvrage	Commune d'implantation	Type	Année de construction	Volume de stockage (m³)	Nombre de cuve	Etat général	Date du dernier diagnostique	Côte radier (m)	Côte trop plein (m)	Diamètre (m)
Réservoir Bourbetin	ESSOMES-SUR-MARNE	Réservoir semi-enterré		150				172,6	176,2	
Réservoir d'Epieds	EPIEDS/COURPOIL	Réservoir sur tour		100		Moyen		216,3	220,3	
Réservoir d'Essises	ESSISES	Réservoir semi-enterré		400	2	Moyen		145,75	149,75	
Réservoir d'Etampes-sur-Marne	ETAMPES-SUR-MARNE	Réservoir semi-enterré		2 000	2			112	117,65	
Réservoir de Corbesson	L'EPINE-AUX-BOIS	Réservoir semi-enterré		200	2	Mauvais		190,75	193,75	
Réservoir de Courpoil	EPIEDS/COURPOIL	Réservoir semi-enterré		150		Bon		234,4	242,3	
Réservoir de Fossoy	FOSSOY	Réservoir semi-enterré		150				125	128,7	
Réservoir de Fresnes-en-Tardenois	FRESNES-EN-TARDENOIS	Réservoir semi-enterré		150		Correct		202	203,14	
Réservoir de Gandelu	GANDELU	Réservoir semi-enterré		200		Mauvais		149,8	153,35	
Réservoir de Gland	GLAND	Réservoir semi-enterré		200		Moyen		125	128,65	
Réservoir de Haramont	HARAMONT	Réservoir semi-enterré		600	2					
Réservoir de Macogny	MACOGNY	Réservoir semi-enterré		100		Moyen		159,65	162,75	
Réservoir de Marizy-Ste-Geneviève	MARIZY-STE-GENEVIEVE	Réservoir semi-enterré		100		Correct		153,95	157,05	
Réservoir de Marolles	MAROLLES	Réservoir semi-enterré		300	2	Mauvais				
Réservoir de Monthiers	MONTHIERS	Réservoir semi-enterré		100		Moyen		149,65	152,55	
Réservoir de Montigny l'Allier	MONTIGNY-L'ALLIERS	Réservoir semi-enterré		150		Bon				
Réservoir de Montigny-lès-Condés	MONTIGNY-LES-CONDES	Réservoir sur tour		200		Bon		236,8	238,4	
Réservoir des Sources	FERE-EN-TARDENOIS	Réservoir semi-enterré		300	2	Mauvais		166,7	171,7	
Réservoir La Fosse Heurlot	FERTE-MILLON	Réservoir semi-enterré		400	2	Moyen		122	124	
Réservoir Le Tartre	EPAUX-BEJU	Réservoir sur tour		250		Mauvais		224	231	
Réservoir les Simons	MONTFAUCON	Réservoir sur tour		600		Mauvais		250,36	256,46	
Réservoir les Villés	MONTLEVON	Réservoir sur tour		400		Moyen		252,56	256,36	
Réservoir Route de Villers-Cotterets	FERTE-MILLON	Réservoir semi-enterré		400		Moyen		138	144	
Réservoir Villemoyenne	FERE-EN-TARDENOIS	Réservoir sur tour		250		Mauvais		233,6	240,6	
Réservoir voie du Chatel	MARIGNY-EN-ORXOIS	Réservoir semi-enterré		1 500	2	Bon				

Liste du patrimoine



Ouvrages de stockage (3)



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

Nom de l'ouvrage	Commune d'implantation	Type	Année de construction	Volume de stockage (m³)	Nombre de cuve	Etat général	Date du dernier diagnostique	Côte radier (m)	Côte trop plein (m)	Diamètre (m)
Réservoir Chassins	TRELOU-SUR-MARNE	Réservoir semi-enterré		150		Correct		140	143,7	
Réservoir Cugny les Croutes	OULCHY-LE-CHÂTEAU	Réservoir semi-enterré		30		Mauvais		171,5	174,2	
Réservoir de Mont-Saint-Père	MONT-SAINT-PERE	Réservoir semi-enterré		260		Bon		121	125,07	
Réservoir de Nesles-la-Montagne	NESLES-LA-MONTAGNE	Réservoir semi-enterré		200	2	Moyen		161,53	163,2	
Réservoir de Nogentel	NOGENTEL	Réservoir semi-enterré		370	3					
Réservoir de Romeny-sur-Marne	ROMENY-SUR-MARNE	Réservoir semi-enterré		200		Correct		121,1	124	
Réservoir de Saint-Eugène	SAINT-EUGENE	Réservoir semi-enterré		150		Moyen		125	128,7	
Réservoir de Saint-Genoulph	SAINT-GENOULPH	Réservoir sur tour		270				179,02	184,17	
Réservoir de Saponay	SAPONAY	Réservoir sur tour		150		Moyen		144	149	
Réservoir de Verdilly	VERDILLY	Réservoir sur tour		200		Mauvais		225,2	231,5	
Réservoir de Veully-La-Poterie	VEUILLY-LA-POTERIE	Réservoir semi-enterré		100		Correct		134	137,1	
Réservoir de Viels Maisons	VIELS MAISONS	Réservoir sur tour		150						
Réservoir de Villers-sur-Fère	VILLERS-SUR-FERE	Réservoir semi-enterré		150		Moyen		187,8	191,3	
Réservoir de Vézilly	VEZILLY	Réservoir sur tour		200				258,61	265,11	
Réservoir Evril	SAINT-AGNAN	Réservoir semi-enterré		600		Moyen		166,5	173,31	
Réservoir Glapiers	BAULNE-EN-BRIE	Réservoir semi-enterré		150		Mauvais		131,55	135,2	
Réservoir La Frênerie	LA CHAPELLE-MOTHODON	Réservoir semi-enterré		200		Bon		237,83	240,73	
Réservoir la Grange aux bois 2 cuves	SAINT-AGNAN	Réservoir semi-enterré		300	2	Moyen		242,5	245,7	
Réservoir les Monts	NOGENT-L'ARTAUD	Réservoir semi-enterré		100		Correct		102,2	103,35	
Réservoir les Roches	VILLERS-COTTERETS	Réservoir semi-enterré		1 500						
Réservoir Montreuil-aux-Lions	MONTREUIL-AUX-LIONS	Réservoir semi-enterré		250	2	Moyen		195,08	198,46	
Réservoir Saint Jacques	OULCHY-LE-CHÂTEAU	Réservoir sur tour		200		Bon		132,58	137,48	
Réservoir Seringes-sur-Nesles	SERINGES-SUR- NESLES	Réservoir sur tour		200				203,3	208,95	

Liste du patrimoine



Stations de traitement



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Débit de la DUP rapporté en m³/an sur la base d'un fonctionnement de 20h/j

Nom de l'ouvrage	Origine de l'eau	Capacité de traitement (m³/j)	Nombre de ressource	Traitement n°1	Traitement n°2	Traitement n°3
Décarbonation Epaux-Bezu	Ressource		1	Décarbonatation	Chloration	-
Décarbonation Fère-en-Tardenois	Ressources		3	Décarbonatation	Chloration	-
Déferrisation et démnanganisation Chézy-sur-Marne	Ressources		3	Déferrisation	Démanganisation	Chloration
Déferrisation Villers-Cotterêts	Ressources	1 440	3	Déferrisation	-	-
Déferrisation/décarbonation de Torcy	Ressources		3	Déferrisation	Décarbonatation	-
Station de production de Chézy-sur-Marne	Ressource	650	1	Traitement eau de surface	Chloration	-
Traitement des pesitcides Montlevon	Ressource		1	Traitement des pesticides	-	-
Traitement des pesitcides Nogentel	Ressource		1	Traitement des pesticides	Chloration	-
Traitement des pesitcides Saulchery	Ressource		1	Traitement des pesticides	-	-

Liste des interconnexions



Achats d'eau



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Débit de la DUP rapporté en m³/an sur la base d'un fonctionnement de 20h/j

Vendeur	Point de livraison - Départ	Point de livraison - Arrivée	Convention	Date de la convention	Usage	Volume moyen de 2019 à 2023 (m³/an)	Capacité minimale de transit (m³/h)	Volume maximal établi (m³/j)	Longueur (km)	Diamètre (mm)	Présence de vannes d'interconnexion
CA Coulommiers Pays de Brie	Captage de Chamigny	Compteur commune de Ste-Aulde	Oui	01/01/2018	Permanent	4281,6		100		160	
CC de Pays de l'Ourcq	Captage de Chamigny	Compteur de Vasset	Oui	01/11/2019	Occasionnel	24688		150		50	Oui
CC de Pays de l'Ourcq	Captage de Chamigny	Compteur de Bremoiselle	Oui	01/11/2019	Occasionnel	11765		10		50	Oui
CA Coulommiers Pays de Brie		Commune de Crouttes-sur-MARN			Permanent	32140					
S2E 77 Viels-Maisons		Viels-Maison			En permanence	15405					

Liste des interconnexions



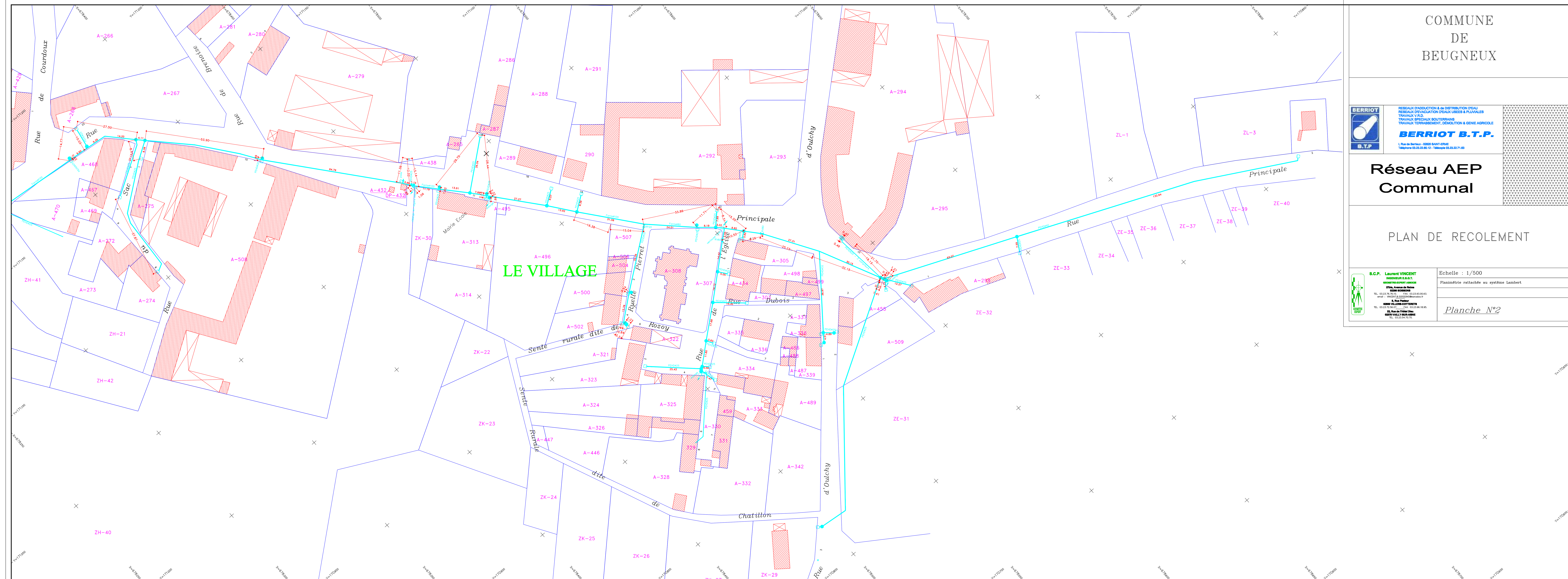
Ventes d'eau



Case vide : Absence de données
- : Non concerné

* : Débit de la DUP rapporté en m³/an sur la base d'un fonctionnement de 20h/j)

Acheteur	Point de livraison - Départ	Point de livraison - Arrivée	Convention	Date de la convention	Usage	Volume moyen de 2019 à 2023 (m³/an)	Capacité minimale de transit (m³/h)	Volume maximal établi (m³/j)	Longueur (km)	Diamètre (mm)	Présence de vannes d'interconnexion
SE de la Région de Neuilly-Saint-Front			Oui	01/01/2009	Occasionnel	255	19	20000 m³/an		100	
SE du Soissonnais et du Valois	Captage d'Haramont	Débitmètre amont Réservoir Haramont	Oui	24/02/2016	En permanence	41246		85			Oui
CC de Pays de l'Ourcq		Compteur de Chaussée	Oui	01/11/2019	Occasionnel	1263				80	Oui
CC des Coteaux de la Marne		Compteur entre Courthiezy et Reuilly Savigny	Oui	01/01/2019	Occasionnel	39258		60000		125	
Villiers-Saint-Denis			Oui	01/01/2009	Occasionnel	279	2,5 m³/j	2000 m³/an			
SE du Soissonnais et du Valois	Captage Haramont		Oui	17/04/2014	Occasionnel	17071		60			
CA Coulommiers Pays de Brie	Production USESA	Pavant	Oui	2021	Occasionnel	1263		10	0,55		
CC de Pays de l'Ourcq	Compteur de Vasset	Captage de Chamigny	Oui	01/11/2019	Occasionnel						
CC de Pays de l'Ourcq	Compteur de Bremoiselle	Captage de Chamigny	Oui	01/11/2019	Occasionnel						



AVANT PROJET

31 mars 2025

Commune de BEUGNEUX

Interconnexion AEP pour alimenter BEUGNEUX
et le Hameau de WALLEE

Notice Technique
Notice Technique

SOMMAIRE

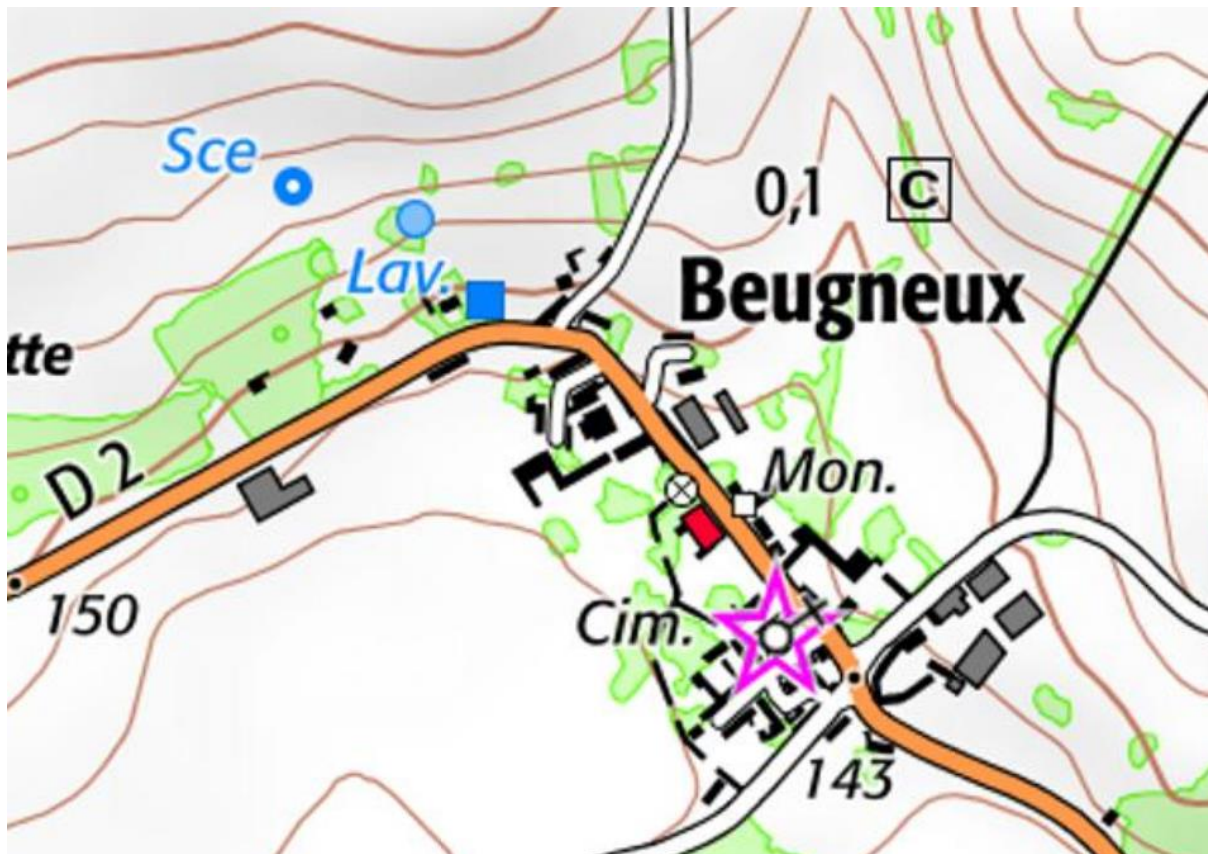
I. ALIMENTATION DE BEUGNEUX	4
1. Plan de situation et objet du projet	4
2. Caractéristiques des travaux	8
3. Détermination du diamètre de la conduite à poser	8
4. Le projet	10
4.1. Caractéristiques générales	10
4.2. Travaux préparatoires	10
4.3. Démolition - Terrassement	10
4.4. Réseau Eau Potable	10
4.5. Voirie	11
4.6. Essais et Dossier des Ouvrages Exécutés	11
5. Estimation des Travaux	12
II. ALIMENTATION DU HAMEAU DE WALLEE	13
1. Plan de situation et objet du projet	13
2. Alimentation depuis les Crouttes	17
2.1. Caractéristiques des travaux	17
2.2. Détermination du diamètre de la conduite à poser	17
2.3. Le projet	17
2.3.1. Caractéristiques générales	17
2.3.2. Travaux préparatoires	18
2.3.3. Démolition - Terrassement	18
2.3.4. Réseau Eau Potable	18
2.3.5. Voirie	19
2.3.6. Essais et Dossier des Ouvrages Exécutés	19
2.4. Estimation des Travaux	20

3. Alimentation gravitaire depuis la conduite passant entre Cugny et les Crouttes.....	21
3.1. Caractéristiques des travaux	21
3.2. Détermination du diamètre de la conduite à poser	21
3.3. Le projet.....	22
3.3.1. Caractéristiques générales	22
3.3.2. Travaux préparatoires	22
3.3.3. Démolition - Terrassement	23
3.3.4. Réseau Eau Potable	23
3.3.5. Voirie.....	23
3.3.6. Essais et Dossier des Ouvrages Exécutés	23
3.4. Estimation des Travaux	24
4. Alimentation gravitaire depuis Beugneux	25
4.1. Caractéristiques des travaux	25
4.2. Détermination du diamètre de la conduite à poser	25
4.3. Le projet.....	26
4.3.1. Caractéristiques générales	26
4.3.2. Travaux préparatoires	26
4.3.3. Démolition - Terrassement	27
4.3.4. Réseau Eau Potable	27
4.3.5. Voirie.....	27
4.3.6. Essais et Dossier des Ouvrages Exécutés	27
4.4. Estimation des Travaux	28
III. RECAPITULATIF	29

I. ALIMENTATION DE BEUGNEUX

1. Plan de situation et objet du projet

La commune de BEUGNEUX est actuellement alimentée par une source située en amont du réservoir. Cette source alimente directement le réservoir.



Plan de situation

La dénivelée des installations permet un fonctionnement gravitaire.

Ce réservoir alimente la commune via une conduite de 100mm.

La consommation moyenne est de l'ordre de 3 500m³/an.

La commune est composée de 117 habitants (2022).

On en déduit les caractéristiques suivantes :

Débit AEP BEUGNEUX

Population :	117 personnes
Dotation	150 l/j/hab
Débit moyen journalier - Qmoy.J	17.6 m3/j
soit	0.2 l/s
Coefficient de variation saisonnière - k1	1.2
Coefficient de perte dans le réseau - k2	1.2 -- > 0
Débit maximal journalier - Qmax.j	21.06 m3/j
Débit horaire - Qh	0.24 l/s
Coefficient de pointe - Cp	7.05
Débit de maximale horaire de pointe - Qpte	1.72 l/s
soit	6.18 m3/h

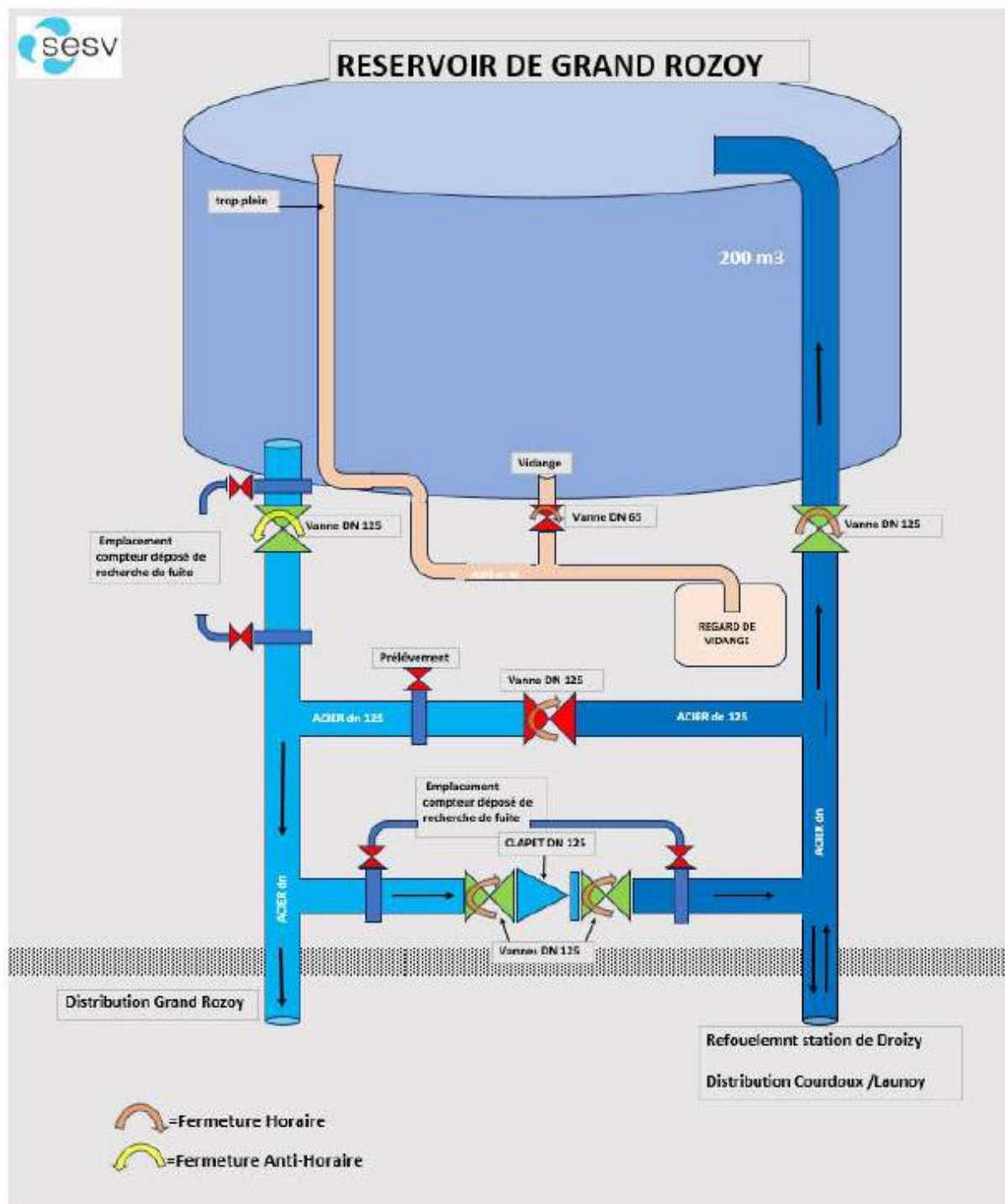
On note que le débit moyen journalier théorique (17.6 m3/j) est supérieur au débit moyen journalier constaté (9.59m3). Nous prendrons le débit moyen journalier théorique (17.6m3/j) comme donnée d'entrée des calculs afin d'assurer une marge de sécurité en cas d'augmentation de la consommation.

La source présente des taux de pesticides et nitrates supérieurs à la réglementation.

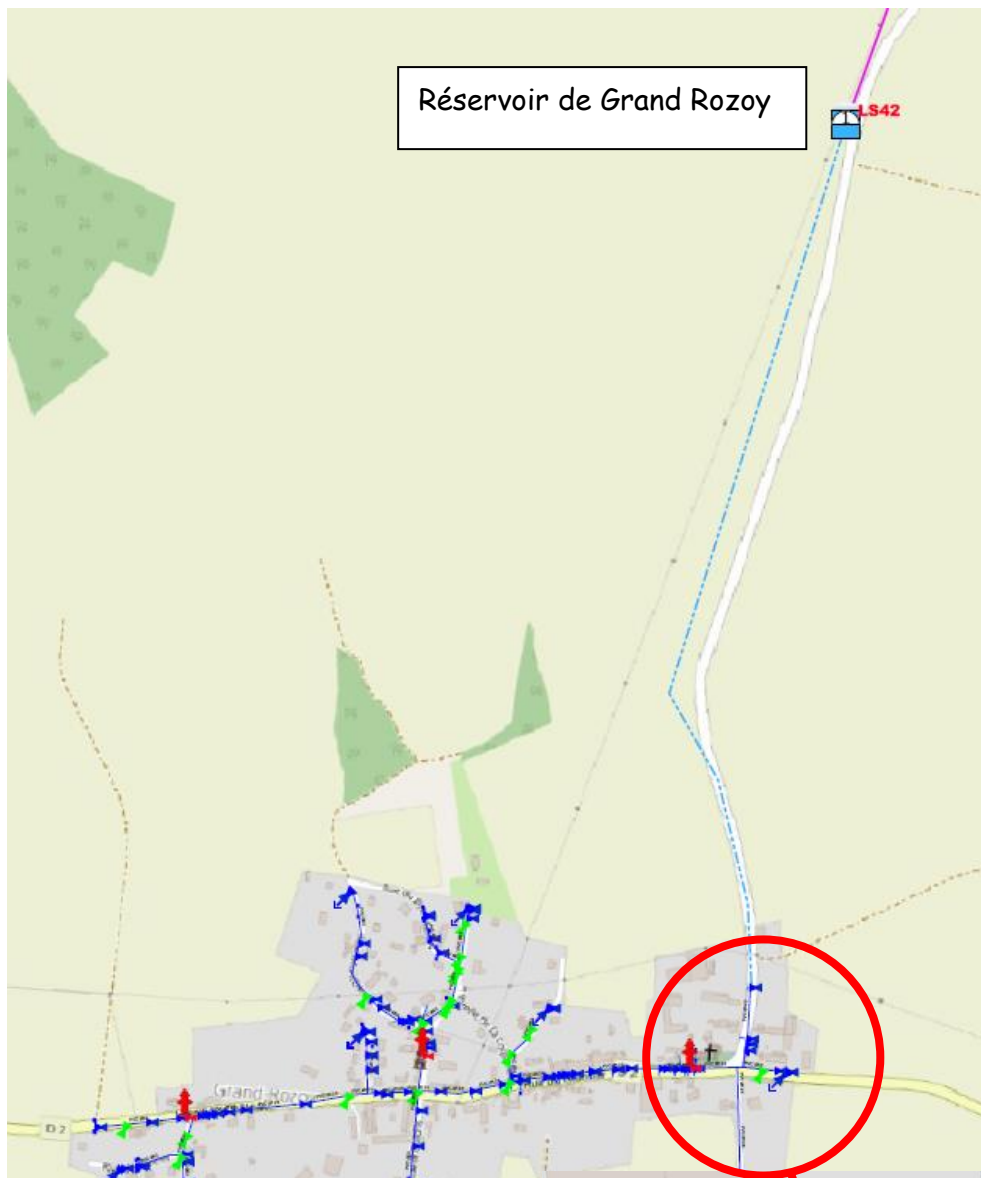
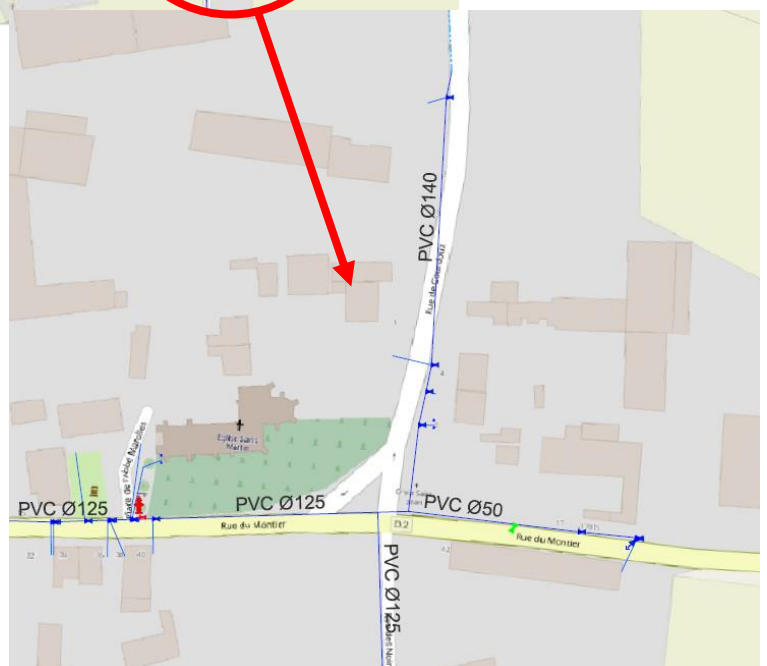
L'ARS et la préfecture demande donc à la commune, qui gère son réseau d'eau potable en régie, d'étudier une alternative pour l'alimentation en eau potable de la Commune.

Le Syndicat des Eaux du Soissonnais et du Valois (SESV) dispose d'une eau de qualité à proximité.

En effet, la commune de Grand Rozoy est alimentée par un réservoir de 200m3 situé rue de Courdoux.


Réservoir de Grand Rozoy

Le réservoir alimente directement la commune de façon gravitaire via une conduite en PVC de diamètre 140mm.



Alimentation de Grand Rozoy

Les travaux envisagés consisteraient donc en l'alimentation de Beugneux via le SESV en se raccordant sur la conduite de 140 PVC au niveau de la rue de Courdoux.

La source et le réservoir de Beugneux seraient déconnectés du réseau d'eau potable et l'alimentation de Beugneux serait assurée par un achat d'eau à 100% au SESV (ou adhésion au SESV).

Le réservoir et la source pourraient être conservé pour assurer la défense incendie du secteur Nord-Ouest de la commune.

Il restera à confirmer si le SESV est en capacité de fournir les 3500 m3/an à la commune de Beugneux.



Alimentation de Beugneux via Grand Rozoy

2. Caractéristiques des travaux

Les travaux envisagés par la commune prévoient :

- La pose d'une conduite entre la rue de Courdoux à Grand Rozoy et la rue Principale à Beugneux
- Les raccordements au niveau des communes
- La reprise des branchements croisés sur la nouvelle conduite en entrée de commune
- Le tamponnement et la déconnexion des anciennes canalisations

3. Détermination du diamètre de la conduite à poser

Les altimétries du projet permettent une alimentation gravitaire :

- Cote radier réservoir : 195 m NGF
- Commune : cote NGF entre 143 et 153 m NGF

Nous aurions donc une pression théorique de 5.2 bars au point bas de la commune et 4.2 bars au point haut de la commune.

A ces pressions théoriques, il faut déduire les pertes de charges.

Nous allons mener le calcul pour différents diamètres de canalisation et natures de canalisation pour le débit de pointe de 6.18m³/h.

Canalisation	Perte de charge	Pression avec 1800m de canalisation
PEHD diamètre extérieur 110mm	0.4 mm/m de canalisation	Entre 5.1 et bars et 4.1 bars
PEHD diamètre extérieur 125mm	0.2mm/m de canalisation	Entre 5.2 et 4.2 bars
PEHD diamètre extérieur 140mm	0.1mm/m de canalisation	Entre 5.2 et 4.2 bars
Fonte diamètre intérieur 100mm	0.7mm/m de canalisation	Entre 5.1 et 4.1 bars
Fonte diamètre intérieur 125mm	0.2mm/m de canalisation	Entre 5.2 et 4.2 bars
Fonte diamètre intérieur 150mm	0.1mm/m de canalisation	Entre 5.2 et 4.2 bars

On note, qu'avec les faibles débits, les pertes de charges sont quasi nulles dans tous les cas.

Il reste à vérifier le temps de séjour dans les conduites pour déterminer la section de la canalisation.

Canalisation	Volume d'eau dans la conduite pour une longueur de 1800m	Temps de séjour pour un débit journalier de 17.6m ³ .
PEHD diamètre extérieur 110mm	11.45 m ³	0.65 jours
PEHD diamètre extérieur 125mm	17.76 m ³	0.84 jours
PEHD diamètre extérieur 140mm	18.57 m ³	1.05 jours
Fonte diamètre intérieur 100mm	14.14 m ³	0.80 jours
Fonte diamètre intérieur 125mm	22.09 m ³	1.26 jours
Fonte diamètre intérieur 150mm	31.81 m ³	1.86 jours

L'Agence Régionale de Santé recommande un temps de séjour dans les conduites de 1 à 3 jours maxi.

Une conduite de diamètre 140mm PEHD ou 125 mm Fonte permettra de compenser une évolution des consommations tout en restant avec un temps de séjour raisonnable. Ainsi, il ne sera pas nécessaire d'ajouter un traitement.

Un limiteur / régulateur de pression devra être installé pour éviter les surpressions chez les abonnés.

4. Le projet

4.1. Caractéristiques générales

Le projet prévoit la pose d'une conduite PEHD 140mm ou Fonte 125 mm sur 1850ml.

Un regard avec compteur sera installé en sortie de Grand Rozoy. Ce compteur permettra la de comptabiliser les m3 d'eau livrés à Beugneux.

Les branchements en sortie de Grand Rozoy et ceux en entrée de Beugneux seront piqués directement sur le conduite d'interconnexion.

4.2. Travaux préparatoires

Ces travaux comprendront :

- Les installations de chantier nécessaires aux bonnes conditions de travail des ouvriers (sanitaires, réfectoire...)
- La signalisation (pour les véhicules et les piétons) et le balisage du chantier (zone vie, stock matériaux...) afin d'éviter tout risque aux riverains et aux ouvriers.
- Les sondages de reconnaissance afin de repérer les réseaux existants et éliminer tout risque de casse. **Aux vues des déclarations de travaux, il existe des réseaux enterrés.**
- Le constat d'huissier pour avoir une image de l'état des avoisinants avant travaux et ainsi solutionner toute réclamation éventuelle en fin de travaux (réclamations de tiers, endommagement du domaine public...)

4.3. Démolition - Terrassement

Les terrassements et démolition : Terrassement des tranchées et démolition des structures de chaussée au droit des tranchées.

4.4. Réseau Eau Potable

La canalisation à poser sera en fonte PEHD 140mm ou Fonte 125mm.

Elle longera l'accotement de la RD2 et passera sous voirie dans les communes.

La conduite sera raccordée sur la conduite de la rue du Montier à Grand Rozoy et sur la rue Principale à Beugneux.

Quelques branchements au droit de cette nouvelle conduite seront à reprendre. Les branchements seront repris jusqu'en limite de propriété avec pose d'une fosse si non existante.

L'ancienne canalisation provenant du réseau sera déconnectée du réseau au niveau de la rue Principale. Cette déconnexion pourra être l'occasion de créer un poteau incendie alimenté par l'ancienne source.

Il n'existera ainsi plus aucune connexion entre le réseau provenant du réservoir et le réseau d'eau potable de la commune.

Un limiteur de pression sera installé en entrée de commune avant le premier branchement afin de limiter la pression à 2.5 bars en entrée de commune (et donc à 3.5 bars en point bas de la commune).

En effet sans limiteur de pression, la pression serait comprise entre 5.2 et 4.2 bars.

4.5. Voirie

La structure

Au droit des tranchées la structure de chaussée sera reprise sur 40 cm d'épaisseur en GNT 0/31.5.

Revêtement

Au droit des tranchées, le revêtement de chaussée sera repris en enrobés noirs 0/10 avec une sur-largeur de 20 cm de part et d'autre de la tranchée.

4.6. Essais et Dossier des Ouvrages Exécutés

Essais

La conduite sera testée par un essai de pression maintenu à 1.5 fois la pression de service pendant 2 heures.

Une désinfection et une analyse bactériologique seront effectués avant raccordement.

Dossier des Ouvrages Exécutés

Le Dossier des Ouvrages Exécutés comprendra :

- Un plan de récolement géoréférencé de l'opération
- Les fiches techniques des fournitures
- Une notice d'entretien des équipements

5. Estimation des Travaux

L'estimation prévisionnelle au stade avant-projet est la suivante :

Conduite Fonte DN 125 mm

RECAPITULATIF		
A - Travaux préparatoires		10 900.00 €
B - Démolition - Terrassements		4 500.00 €
F - AEP		299 130.00 €
G - Voirie		15 960.00 €
L - Essais et Dossier des Ouvrages Executés		3 800.00 €
TOTAL HT		334 290.00 €
TVA 20%		66 858.00 €
TOTAL TTC		401 148.00 €

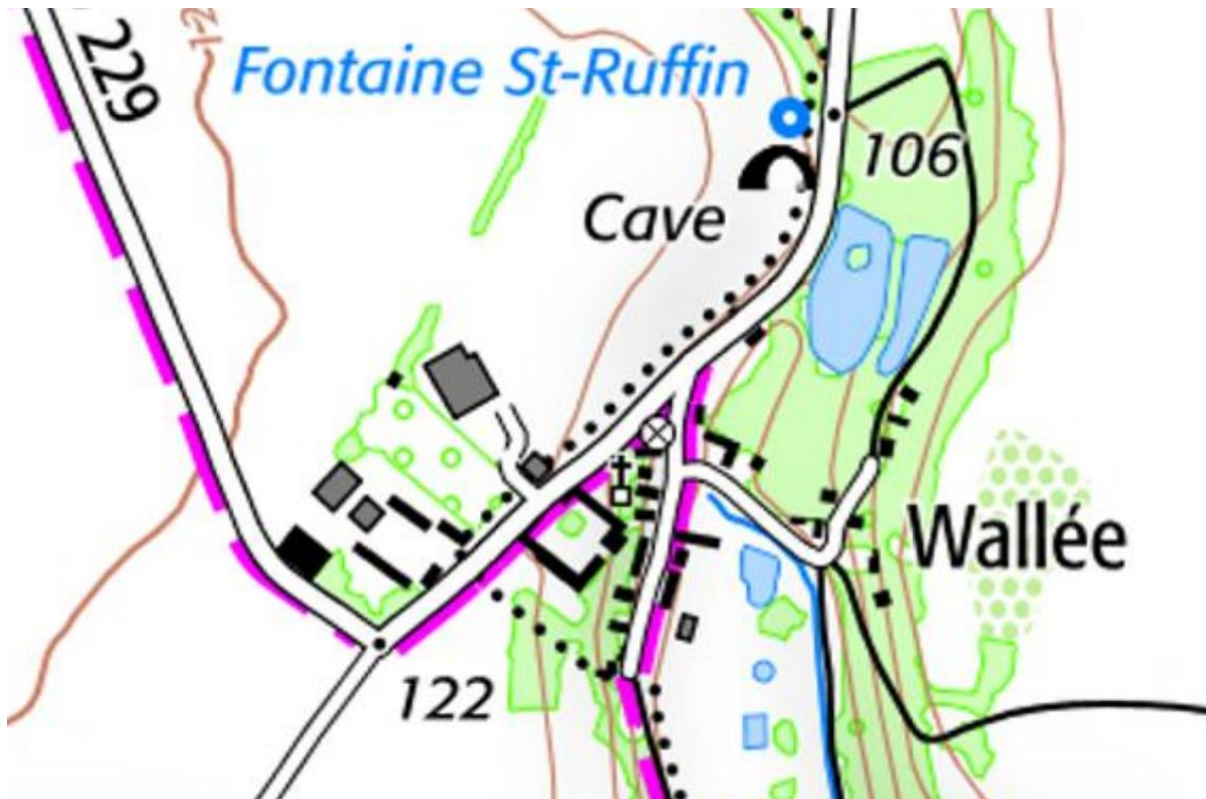
Moins-value pour conduite PEHD DN 140 mm

Moins value Remplacement de la conduite 125 fonte par 140 PEHD					
F201	Fonte PN 16 DN 125	ml	-1 840.00	80.00 €	- 147 200.00 €
F202	PEHD PN 16 140mm	ml	1 840.00	68.00 €	125 120.00 €
TOTAL HT					- 22 080.00 €
TVA 20%					- 4 416.00 €
TOTAL TTC					- 26 496.00 €

II. ALIMENTATION DU HAMEAU DE WALLEE

1. Plan de situation et objet du projet

Le Hameau de WALLEE (commune de Beugneux) est actuellement alimenté par une source.



Plan de situation

Un surpresseur permet de distribuer l'eau potable dans le hameau via des conduites en PVC de 63 et 50mm.

La consommation moyenne est de l'ordre de 3 500m³/an.

La commune est composée de 117 habitants (2022).

On en déduit les caractéristiques suivantes :

Débit AEP BEUGNEUX

Population :	117 personnes
Dotation	150 l/j/hab
Débit moyen journalier - Qmoy.J	17.6 m3/j
soit	0.2 l/s
Coefficient de variation saisonnière - k1	1.2
Coefficient de perte dans le réseau - k2	1.2 -- > 0
Débit maximal journalier - Qmax.j	21.06 m3/j
Débit horaire - Qh	0.24 l/s
Coefficient de pointe - Cp	7.05
Débit de maximale horaire de pointe - Qpte	1.72 l/s
soit	6.18 m3/h

On note que le débit moyen journalier théorique (17.6 m3/j) est supérieur au débit moyen journalier constaté (9.59m3). Nous prendrons le débit moyen journalier théorique (17.6m3/j) comme donnée d'entrée des calculs afin d'assurer une marge de sécurité en cas d'augmentation de la consommation.

La source présente des taux de pesticides et nitrates supérieurs à la réglementation.

L'ARS et la préfecture demande donc à la commune, qui gère son réseau d'eau potable en régie, d'étudier une alternative pour l'alimentation en eau potable de la Commune.

Plusieurs schémas d'alimentation peuvent être étudiier :

1 - Alimentation depuis le réseau d'eau potable des Crouttes avec mise en place d'un surpresseur - Réseau appartenant à l'USESA.



2 - Alimentation depuis la conduite passant niveau entre Cugny et les Crouttes (alimentation gravitaire) - Réseau appartenant à l'USESA.



- 3 - Alimentation depuis Beugneux qui sera alimenté par Grand Rozoy (alimentation gravitaire)
- Réseau appartenant au SESV.



Dans tous les cas de figure, la source serait déconnectée du réseau d'eau potable et l'alimentation de Wallée serait assurée par un achat d'eau à 100% (ou adhésion au SESV / ou USESA).

A voir si le surpresseur et la source pourraient être conservés pour assurer la défense incendie du secteur Nord-Ouest de la commune.

Il restera à confirmer si le SESV ou l'USESA serait en capacité de fournir les 3500 m3/an au hameau de Wallée

2. Alimentation depuis les Crouttes

2.1. Caractéristiques des travaux

Ce tracé est le plus court en terme de canalisation mais implique l'installation d'un surpresseur pour pousser l'eau des Crouttes jusqu'à Wallée

Les travaux envisagés par la commune prévoient :

- La pose d'une conduite entre la fin de réseau au niveau des Crouttes et l'entrée de Wallée
- La pose d'un surpresseur en sortie des Crouttes
- Les raccordements au niveau des communes
- La reprise d'un branchement croisé sur la nouvelle conduite en entrée de Wallée
- Le tamponnement et la déconnexion des anciennes canalisations en provenance de la source

2.2. Détermination du diamètre de la conduite à poser

Les altimétries du projet ne permettent une alimentation gravitaire :

- Cote NGF au niveau des Crouttes : 101 m NGF
- Cote NGF au niveau de Wallée : entre 122 et 106 m NGF

Il convient donc de surpresser le réseau en sortie des Crouttes. Pour obtenir une pression de l'ordre de 2 bars en entrée de Wallée (3.5 bars) au point bas de Wallée, il faudra installer un surpresseur de 4.1 bars. Ce surpresseur serait équipé de pompe à débit variable.

Nota : au vu des faibles débits, les pertes de charges dans les canalisations seraient nulles.

Une conduite de surpression en PEDH de diamètre 63mm serait donc suffisante pour alimenter Wallée.

2.3. Le projet

2.3.1. Caractéristiques générales

Le projet prévoit la pose d'une conduite PEHD 63 mm sur 1350m.

Un regard avec compteur sera installé en sortie des Crouttes. Ce compteur permettra de comptabiliser les m3 d'eau livrés à Wallée

Un surpresseur avec génie enterré sera mis en place suivi schéma ci-dessous :

2.3.2. Travaux préparatoires

Ces travaux comprendront :

- Les installations de chantier nécessaires aux bonnes conditions de travail des ouvriers (sanitaires, réfectoire...)
- La signalisation (pour les véhicules et les piétons) et le balisage du chantier (zone vie, stock matériaux...) afin d'éviter tout risque aux riverains et aux ouvriers.
- Les sondages de reconnaissance afin de repérer les réseaux existants et éliminer tout risque de casse. **Aux vues des déclarations de travaux, il existe des réseaux enterrés.**
- Le constat d'huissier pour avoir une image de l'état des avoisinants avant travaux et ainsi solutionner toute réclamation éventuelle en fin de travaux (réclamations de tiers, endommagement du domaine public...)

2.3.3. Démolition - Terrassement

Les terrassements et démolition : Terrassement des tranchées et démolition des structures de chaussée au droit des tranchées.

2.3.4. Réseau Eau Potable

La canalisation à poser sera en fonte PEHD 63mm.

Elle longera l'accotement de la rue des Crouttes et passera sous voirie dans les communes.

La conduite sera raccordée sur la fin de réseau rue des Crouttes et entrée de Wallée.

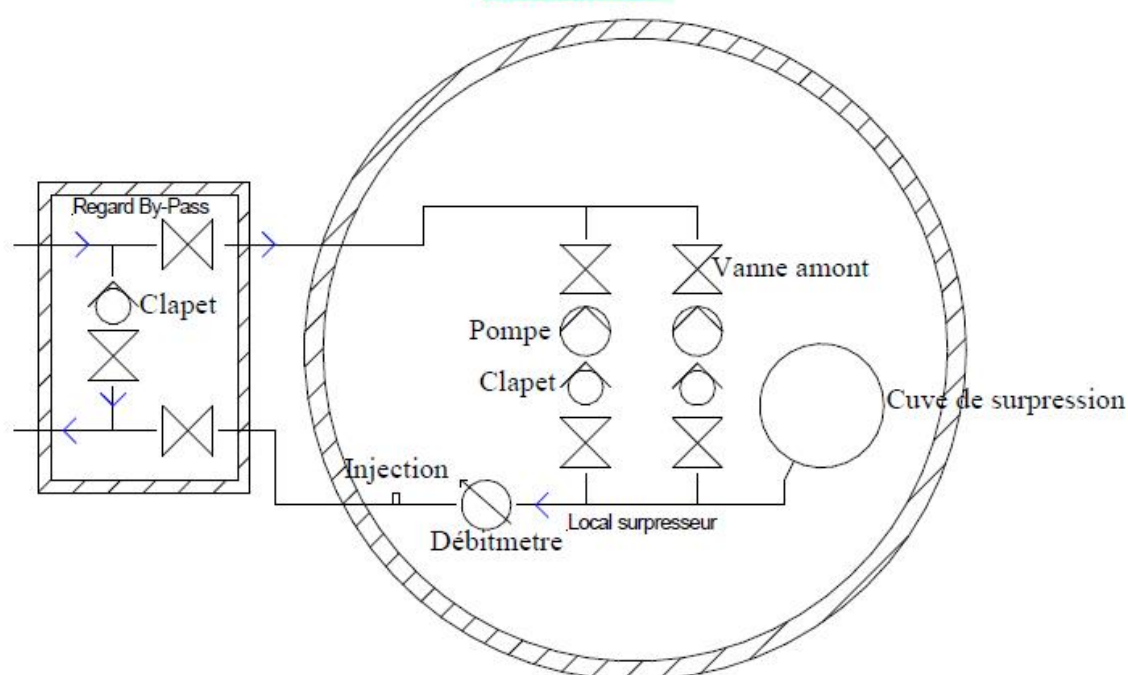
Un branchement sera à reprendre sur cette nouvelle conduite. Le branchement sera repris jusqu'en limite de propriété avec pose d'une fosse si non existante.

L'ancienne canalisation provenant de la source sera déconnectée du réseau au niveau du surpresseur.

Il n'existera ainsi plus aucune connexion entre le réseau provenant des sources et le réseau d'eau potable de la commune.



Plan de principe :



2.3.5. Voirie

La structure

Au droit des tranchées la structure de chaussée sera reprise sur 40 cm d'épaisseur en GNT 0/31.5.

Revêtement

Au droit des tranchées, le revêtement de chaussée sera repris en enrobés noirs 0/10 avec une sur-largeur de 20 cm de part et d'autre de la tranchée.

2.3.6. Essais et Dossier des Ouvrages Exécutés

Essais

La conduite sera testée par un essai de pression maintenu à 1.5 fois la pression de service pendant 2 heures.

Une désinfection et une analyse bactériologique seront effectués avant raccordement.

Dossier des Ouvrages Exécutés

Le Dossier des Ouvrages Exécutés comprendra :

- Un plan de récolement géoréférencé de l'opération
- Les fiches techniques des fournitures
- Une notice d'entretien des équipements

2.4. Estimation des Travaux

L'estimation prévisionnelle au stade avant-projet est la suivante :

RECAPITULATIF	
A - Travaux préparatoires	10 900.00 €
B - Démolition - Terrassements	3 180.00 €
F - AEP	136 560.00 €
G - Voirie	11 200.00 €
L - Essais et Dossier des Ouvrages Exécutés	3 800.00 €
M - Surpresseur	51 520.00 €
Raccordement électrique	15 000.00 €
TOTAL HT	232 160.00 €
TVA 20%	46 432.00 €
TOTAL TTC	278 592.00 €

3. Alimentation gravitaire depuis la conduite passant entre Cugny et les Crouttes

3.1. Caractéristiques des travaux

Les travaux envisagés par la commune prévoient :

- La pose d'une conduite entre le carrefour Rue d'Oulchy / D473 et l'entrée de Wallée
- Les raccordements au niveau des communes
- La reprise d'un branchement croisé sur la nouvelle conduite en entrée de Wallée
- Le tamponnement et la déconnexion des anciennes canalisations en provenance de la source

3.2. Détermination du diamètre de la conduite à poser

Les altimétries du projet permettent une alimentation gravitaire :

- Cote radier réservoir Cugny : 171.5 m NGF
- Cote NGF au niveau de Wallée : entre 122 et 106 m NGF
- Perte de charge du réservoir de Cugny au carrefour rue D'Oulchy / D473 : 1.5 (1000ml de PVC 53/63)

Nous aurions donc une pression théorique de 5 bars au point bas de la commune et 3.4 bars au point haut de la commune.

A ces pressions théoriques, il faut déduire les pertes de charges.

Nous allons mener le calcul pour différents diamètres de canalisation et natures de canalisation pour le débit de pointe de 6.18m³/h.

Canalisation	Perte de charge	Pression avec 1650ml de canalisation
PEHD diamètre extérieur 63mm	16 mm/m de canalisation	Entre 2.4 et bars et 0.8 bars
PEHD diamètre extérieur 75mm	6.8mm/m de canalisation	Entre 4.9 et 2.3 bars
PEHD diamètre extérieur 90mm	2.9mm/m de canalisation	Entre 4.5 et 2.9 bars
Fonte diamètre intérieur 60mm	8.7mm/m de canalisation	Entre 3.6 et 2 bars
Fonte diamètre intérieur 80mm	2.1mm/m de canalisation	Entre 4.7 et 3.1 bars
Fonte diamètre intérieur 100mm	0.7mm/m de canalisation	Entre 4.9 et 3.3 bars

Les conduites en PEHD de 75mm et fonte de 60 mm conviendrait au projet.

Il reste à vérifier le temps de séjour dans les conduites pour déterminer la section de la canalisation.

Canalisation	Volume d'eau dans la conduite pour une longueur de 1650ml	Temps de séjour pour un débit journalier de 17.6m3.
PEHD diamètre extérieur 75mm	4.88 m3	0.27 jours
Fonte diamètre intérieur 60mm	4.66 m3	0.26 jours

L'Agence Régionale de Santé recommande un temps de séjour dans les conduites de 1 à 3 jours maxi.

Les conduites de diamètre PEHD 75mm ou 60mm fonte permettront d'alimenter le Hameau de Wallé. Il ne sera pas nécessaire d'ajouter un traitement.

Un limiteur / régulateur de pression devra être installé pour éviter les surpressions chez les abonnés (les calculs sont menés pour les débits de pointes mais lors des débits moindres, les pertes de charges diminueront et la pression augmentera, d'où la nécessité d'installer un régulateur de pression).

3.3. Le projet

3.3.1. Caractéristiques générales

Le projet prévoit la pose d'une conduite PEHD 75mm ou Fonte 60 mm sur 1650 ml

Un regard avec compteur sera installé au carrefour rue d'Oulchy / D473. Ce compteur permettra la de comptabiliser les m3 d'eau livrés à Wallée

3.3.2. Travaux préparatoires

Ces travaux comprendront :

- Les installations de chantier nécessaires aux bonnes conditions de travail des ouvriers (sanitaires, réfectoire...)
- La signalisation (pour les véhicules et les piétons) et le balisage du chantier (zone vie, stock matériaux...) afin d'éviter tout risque aux riverains et aux ouvriers.

- Les sondages de reconnaissance afin de repérer les réseaux existants et éliminer tout risque de casse. **Aux vues des déclarations de travaux, il existe des réseaux enterrés.**
- Le constat d'huissier pour avoir une image de l'état des avoisinants avant travaux et ainsi solutionner toute réclamation éventuelle en fin de travaux (réclamations de tiers, endommagement du domaine public...)

3.3.3. Démolition - Terrassement

Les terrassements et démolition : Terrassement des tranchées et démolition des structures de chaussée au droit des tranchées.

3.3.4. Réseau Eau Potable

La canalisation à poser sera en PEHD 75mm ou Fonte 60mm.

Elle longera l'accotement de la voie communale entre la D229 et la D473 et passera sous voirie dans les communes.

La conduite sera raccordée au carrefour RD473 / rue d'Oulchy et en entrée de Wallée.

Un branchement au droit de cette nouvelle conduite sera à reprendre. Le branchement sera repris jusqu'en limite de propriété avec pose d'une fosse si non existante.

L'ancienne canalisation provenant des sources sera déconnectée.

Il n'existera ainsi plus aucune connexion entre le réseau provenant des sources et le réseau d'eau potable de la commune.

Un limiteur de pression sera installé en entrée de Wallé avant le premier branchement afin de limiter la pression à 2 bars en entrée de commune (et donc à 3.6 bars en point bas de la commune).

En effet sans limiteur de pression, la pression serait comprise entre 4.9 et 2.3 bars.

3.3.5. Voirie

La structure

Au droit des tranchées la structure de chaussée sera reprise sur 40 cm d'épaisseur en GNT 0/31.5.

Revêtement

Au droit des tranchées, le revêtement de chaussée sera repris en enrobés noirs 0/10 avec une sur-largeur de 20 cm de part et d'autre de la tranchée.

3.3.6. Essais et Dossier des Ouvrages Exécutés

Essais

La conduite sera testée par un essai de pression maintenu à 1.5 fois la pression de service pendant 2 heures.

Une désinfection et une analyse bactériologique seront effectués avant raccordement.

Dossier des Ouvrages Exécutés

Le Dossier des Ouvrages Exécutés comprendra :

- Un plan de récolement géoréférencé de l'opération
- Les fiches techniques des fournitures
- Une notice d'entretien des équipements

3.4. Estimation des Travaux

L'estimation prévisionnelle au stade avant-projet est la suivante :

Conduite Fonte DN 60 mm

RECAPITULATIF		
A - Travaux préparatoires		10 900.00 €
B - Démolition - Terrassements		3 180.00 €
F - AEP		216 045.00 €
G - Voirie		11 200.00 €
L - Essais et Dossier des Ouvrages Exécutés		3 800.00 €
TOTAL HT		245 125.00 €
TVA 20%		49 025.00 €
TOTAL TTC		294 150.00 €

Moins-value pour conduite PEHD DN 75 mm

Moins value Remplacement de la conduite 60 fonte par 75 PEHD					
F201	Fonte PN 16 DN 60	ml	-1 650.00	55.00 €	- 90 750.00 €
F202	PEHD PN 16 140mm	ml	1 650.00	48.00 €	79 200.00 €
TOTAL HT				-	11 550.00 €
TVA 20%				-	2 310.00 €
TOTAL TTC				-	13 860.00 €

4. Alimentation gravitaire depuis Beugneux

4.1. Caractéristiques des travaux

Les travaux envisagés par la commune prévoient :

- La pose d'une conduite entre la rue d'Oulchy à Beugneux et l'entrée de Wallée
- Les raccordements au niveau des communes
- La reprise d'un branchement croisé sur la nouvelle conduite en entrée de Wallée
- Le tamponnement et la déconnexion des anciennes canalisations en provenance de la source

4.2. Détermination du diamètre de la conduite à poser

Les altimétries du projet permettent une alimentation gravitaire :

- Cote commune Beugneux au point de raccordement : 143 m NGF
- Pression au niveau de Beugneux 3.5 bars
- Cote NGF au niveau de Wallée : entre 122 et 106 m NGF

Nous aurons donc une pression théorique de 7.2 bars au point bas de la commune et 5.6 bars au point haut de la commune.

A ces pressions théoriques, il faut déduire les pertes de charges.

Nous allons mener le calcul pour différents diamètres de canalisation et natures de canalisation pour le débit de pointe de 6.18m³/h.

Canalisation	Perte de charge	Pression avec 3400ml de canalisation
PEHD diamètre extérieur 63mm	16 mm/m de canalisation	Entre 1.8 et bars et 0.2 bars
PEHD diamètre extérieur 75mm	6.8mm/m de canalisation	Entre 4.9 et 3.3 bars
PEHD diamètre extérieur 90mm	2.9mm/m de canalisation	Entre 6.3 et 4.7 bars
Fonte diamètre intérieur 60mm	8.7mm/m de canalisation	Entre 4.3 et 2.7 bars
Fonte diamètre intérieur 80mm	2.1mm/m de canalisation	Entre 6.5 et 4.9 bars
Fonte diamètre intérieur 100mm	0.7mm/m de canalisation	Entre 7 et 5.4 bars

Les conduites en PEHD de 75mm et fonte de 60 mm conviendrait au projet.

Il reste à vérifier le temps de séjour dans les conduites pour déterminer la section de la canalisation.

Canalisation	Volume d'eau dans la conduite pour une longueur de 3400ml	Temps de séjour pour un débit journalier de 17.6m3.
PEHD diamètre extérieur 75mm	10.06 m3	0.57 jours
Fonte diamètre intérieur 60mm	9.61 m3	0.54 jours

L'Agence Régionale de Santé recommande un temps de séjour dans les conduites de 1 à 3 jours maxi.

Les conduites de diamètre PEHD 75mm ou 60mm fonte permettront d'alimenter le Hameau de Wallé. Il ne sera pas nécessaire d'ajouter un traitement.

Un limiteur / régulateur de pression devra être installé pour éviter les surpressions chez les abonnés (les calculs sont menés pour les débits de pointes mais lors des débits moindres, les pertes de charges diminueront et la pression augmentera, d'où la nécessité d'installer un régulateur de pression).

4.3. Le projet

4.3.1. Caractéristiques générales

Le projet prévoit la pose d'une conduite PEHD 75mm ou Fonte 60 mm sur 3400 ml

Un regard avec compteur sera installé rue d'Oulchy en sortie de Beugneux. Ce compteur permettra la de comptabiliser les m3 d'eau livrés à Wallée

4.3.2. Travaux préparatoires

Ces travaux comprendront :

- Les installations de chantier nécessaires aux bonnes conditions de travail des ouvriers (sanitaires, réfectoire...)
- La signalisation (pour les véhicules et les piétons) et le balisage du chantier (zone vie, stock matériaux...) afin d'éviter tout risque aux riverains et aux ouvriers.
- Les sondages de reconnaissance afin de repérer les réseaux existants et éliminer tout risque de casse. **Aux vues des déclarations de travaux, il existe des réseaux enterrés.**

- Le constat d'huissier pour avoir une image de l'état des avoisinants avant travaux et ainsi solutionner toute réclamation éventuelle en fin de travaux (réclamations de tiers, endommagement du domaine public...)

4.3.3. Démolition - Terrassement

Les terrassements et démolition : Terrassement des tranchées et démolition des structures de chaussée au droit des tranchées.

4.3.4. Réseau Eau Potable

La canalisation à poser sera en PEHD 75mm ou Fonte 60mm.

Elle longera l'accotement de la RD229 et passera sous voirie dans les communes.

La conduite sera raccordée en sortie de Beugneux rue d'Oulchy et en entrée de Wallée.

5 branchements au droit de cette nouvelle conduite seront à reprendre. Les branchements seront repris jusqu'en limite de propriété avec pose d'une fosse si non existante.

L'ancienne canalisation provenant des sources sera déconnectée.

Il n'existera ainsi plus aucune connexion entre le réseau provenant des sources et le réseau d'eau potable de la commune.

Un limiteur de pression sera installé en entrée de Wallé avant le premier branchement afin de limiter la pression à 2 bars en entrée de commune (et donc à 3.6 bars en point bas de la commune).

En effet sans limiteur de pression, la pression serait comprise entre 4.9 et 3.3 bars.

4.3.5. Voirie

La structure

Au droit des tranchées la structure de chaussée sera reprise sur 40 cm d'épaisseur en GNT 0/31.5.

Revêtement

Au droit des tranchées, le revêtement de chaussée sera repris en enrobés noirs 0/10 avec une sur-largeur de 20 cm de part et d'autre de la tranchée.

4.3.6. Essais et Dossier des Ouvrages Exécutés

Essais

La conduite sera testée par un essai de pression maintenu à 1.5 fois la pression de service pendant 2 heures.

Une désinfection et une analyse bactériologique seront effectués avant raccordement.

Dossier des Ouvrages Exécutés

Le Dossier des Ouvrages Exécutés comprendra :

- Un plan de récolement géoréférencé de l'opération
- Les fiches techniques des fournitures
- Une notice d'entretien des équipements

4.4. Estimation des Travaux

L'estimation prévisionnelle au stade avant-projet est la suivante :

Conduite Fonte DN 60 mm

RECAPITULATIF		
A - Travaux préparatoires		10 900.00 €
B - Démolition - Terrassements		5 640.00 €
F - AEP		387 110.00 €
G - Voirie		19 880.00 €
L - Essais et Dossier des Ouvrages Exécutés		3 800.00 €
TOTAL HT		427 330.00 €
TVA 20%		85 466.00 €
TOTAL TTC		512 796.00 €

Moins-value pour conduite PEHD DN 75 mm

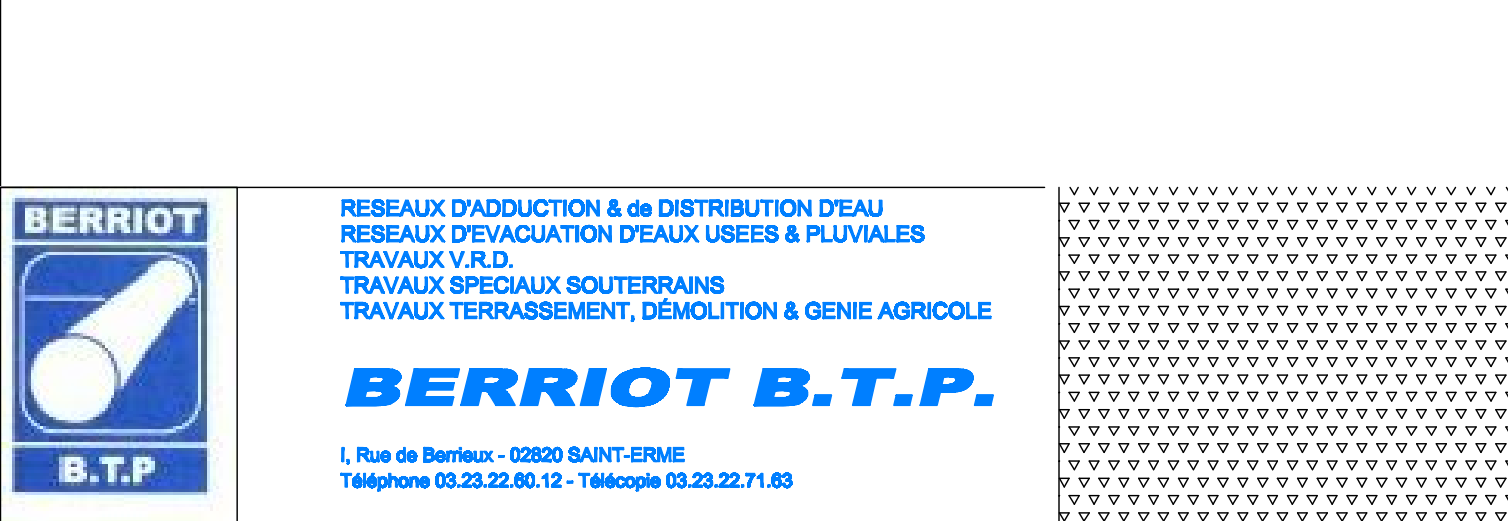
Moins value Remplacement de la conduite 60 fonte par 75 PEHD					
F201	Fonte PN 16 DN 60	ml	-3 400.00	55.00 €	- 187 000.00 €
F202	PEHD PN 16 140mm	ml	3 400.00	48.00 €	163 200.00 €
TOTAL HT				-	23 800.00 €
TVA 20%				-	4 760.00 €
TOTAL TTC				-	28 560.00 €

III. RECAPITULATIF

Les différents scénarios étudiés sont résumés ci-après :

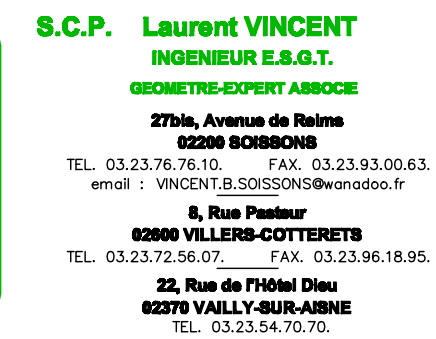
Alimentation de	Depuis	Canalisation	Cout HT	Avantage	Inconvénient
Beugneux	Grand Rozoy (SESV)	1850 ml PEHD 140 ou FONTE 125	334 290.00 € 356 370.00 €	Alimentation gravitaire Alimentation la plus directe	
Wallée	Les Crouttes (UESA)	1350ml PEHD 63 Surpresseur	232 160.00 €	Le plus court en terme de distance	Surpresseur
Wallée	Cugny (UESA)	1650ml PEHD 75 Ou Fonte 60	233 575.00 € 245 125.00 €	Alimentation gravitaire	Linéaire un peu plus long que par les Crouttes
Wallée	Beugneux (SESV)	1650ml PEHD 75 Ou Fonte 60	403 530.00 € 427 330.00 €	Alimentation gravitaire Un seul et même syndicat avec Beugneux (SESV)	Linéaire beaucoup plus long

COMMUNE
DE
BEUGNEUX



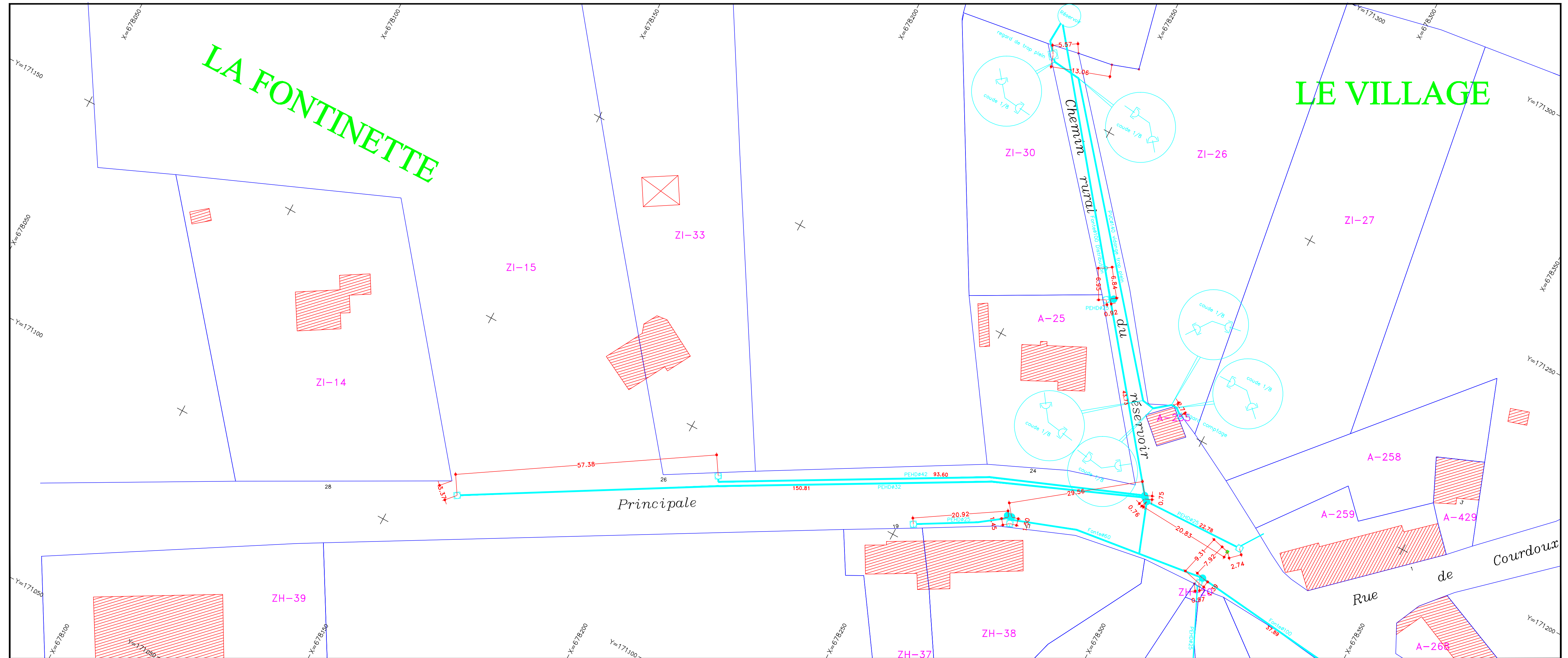
Réseau AEP Communal

PLAN DE RECOLEMENT



Planimétrie rattachée au système Lambert
--

Planche N°1



COMMUNE
DE
BEUGNEUX

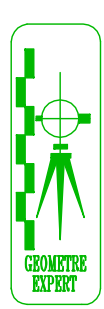


RESEAUX D'ADDUCTION & de DISTRIBUTION D'EAU
RESEAUX D'EVACUATION D'EAUX USEES & PLUVIALES
TRAVAUX V.R.D.
TRAVAUX SPECIAUX SCOUTERRAINS
TRAVAUX TERRASSEMENT, DEMOLITION & GENIE AGRICOLE

BERRIOT B.T.P.
1, Rue de Berrioux - 02820 SAINT-ERME
Téléphone 03.23.22.60.12 - Télécopie 03.23.22.71.63

Réseau AEP
Communal

HAMEAU DE WALLE
PLAN DE RECOLEMENT



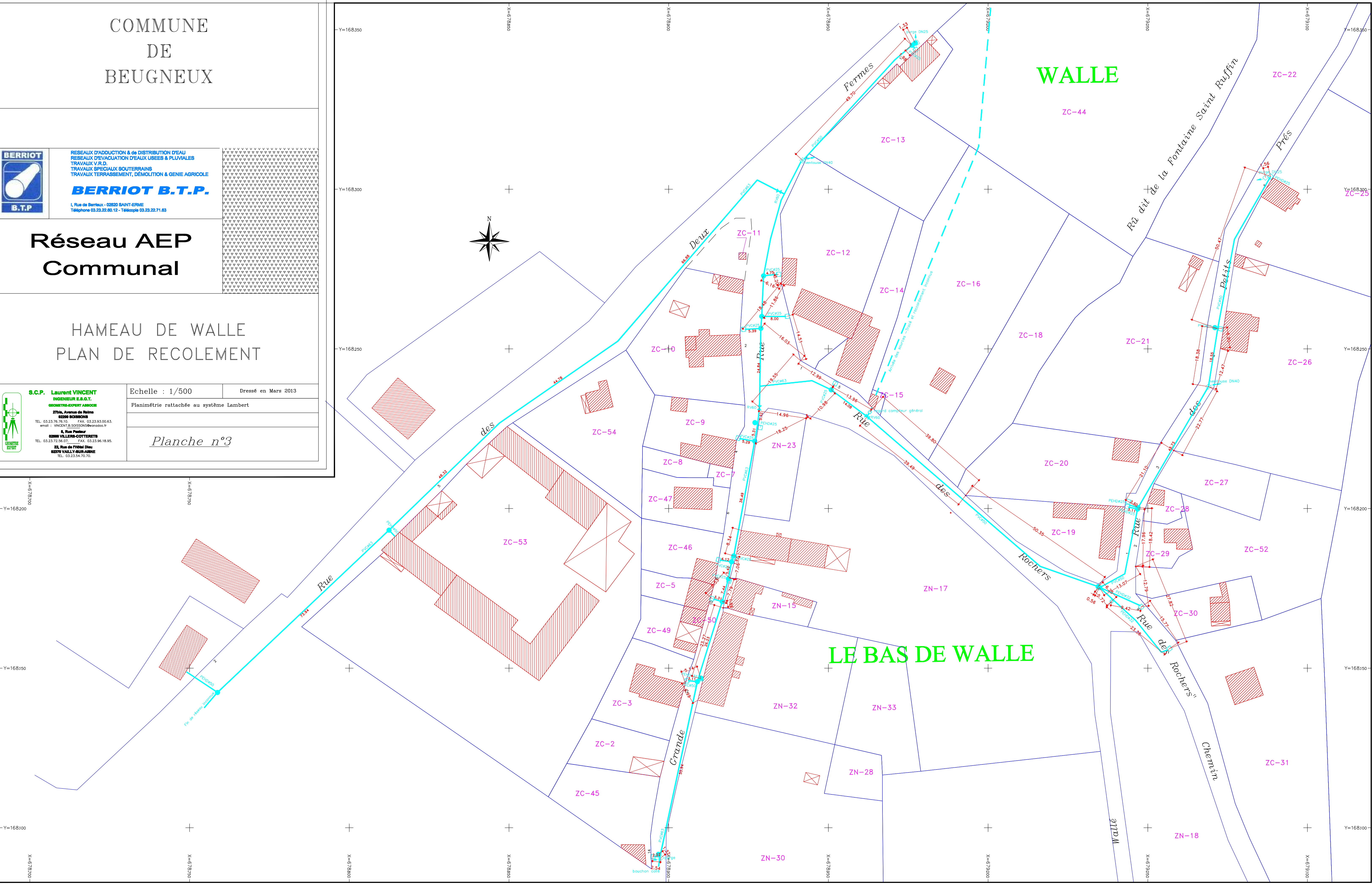
S.C.P. Laurent VINCENT
INGENIEUR E.S.G.T.
GEOMETRE-EXPERT ASSOCIE
27bis, Avenue de Reims
02200 COCHERET
TEL. 03.23.76.76.10 FAX. 03.23.93.06.63
email : VINCENT.L@SCPCOCHERET.fr
4, Rue Pasteur
02890 VILLES-COTTERETS
TEL. 03.23.72.56.02 FAX. 03.23.56.18.95
22, Rue de l'Église Dieu
02270 VALLY-SUR-AUBRE
TEL. 03.23.54.70.70

Echelle : 1/500

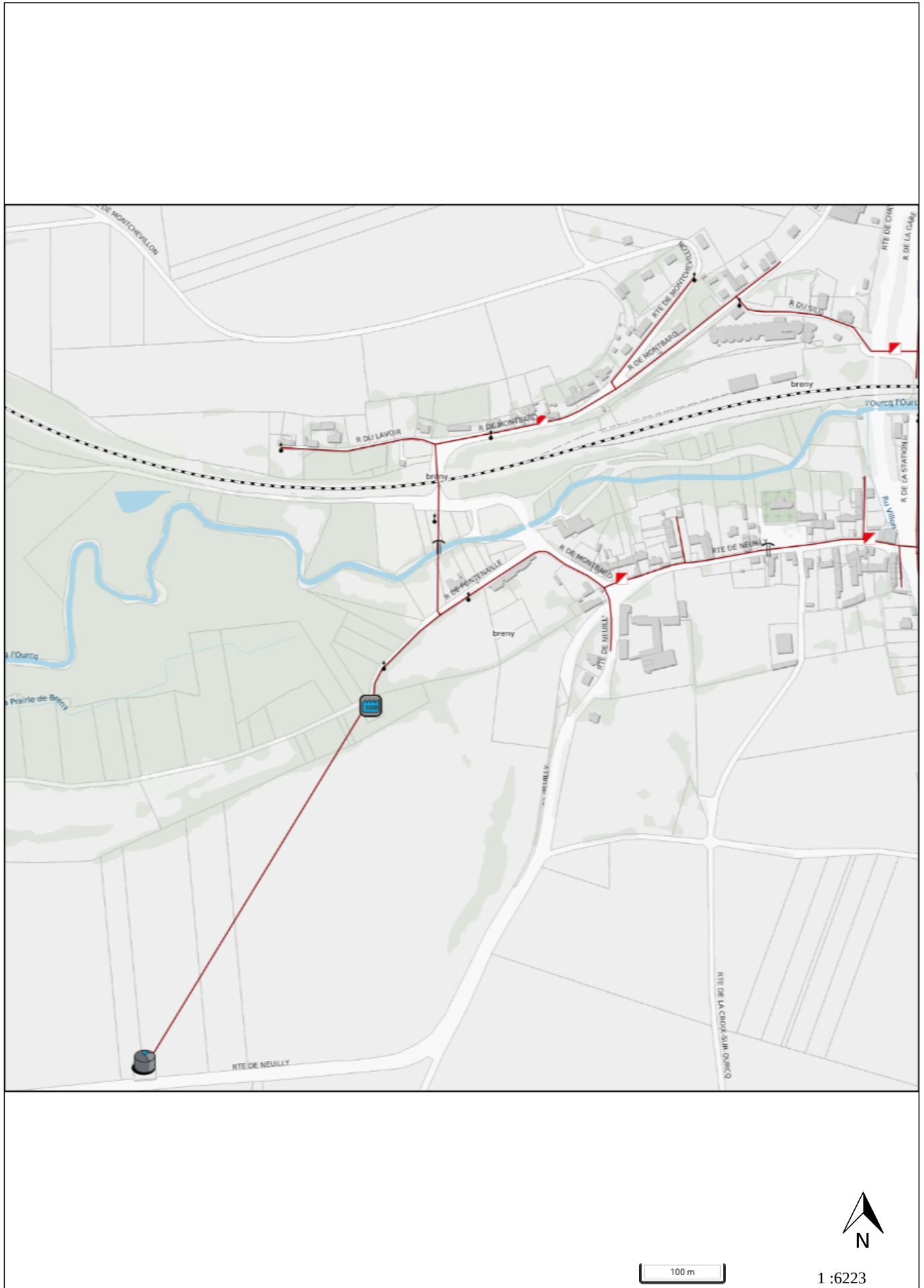
Dressé en Mars 2013

Planimétrie rattachée au système Lambert

Planche n°3



Breny 1-2



Légende

• Station d'alerte 

• Captage 

• Forage 

• Usine de production 

• Réservoir
 Réservoir sur tour 
 Réservoir semi-enterré 
 Réservoir 

• Usine d'élévation ou reprise 

• Surpression 

• Equipements dispersés 

• Branchements
 Incendie 
 Branchement 
 Autre gestionnaire 
 Autre type branchement 

• Vannes
 Autre 
 Fermée 

• Défense incendie
 Poteau Incendie 
 Bouche Incendie 
 Réserve Incendie 
 Autre 
 Poteau Incendie 
 Bouche Incendie 
 Réserve Incendie 
 Autre 

• Régulateurs de pression 

• Accessoires
 Ventouse 
 Soupape 
 Borne fontaine 
 Purge/Vidange 
 Bouche lavage 
 Toilettes 
 Autres 

• Compteurs / Débitmètres 

• Capteurs de pression 

• Prélocalisateurs de fuite 

• Analyseurs de chlore 

• Sondes qualité eau 

Légende

- Canalisations

Acier 

Béton et Ciment 

Fonte 

PVC 

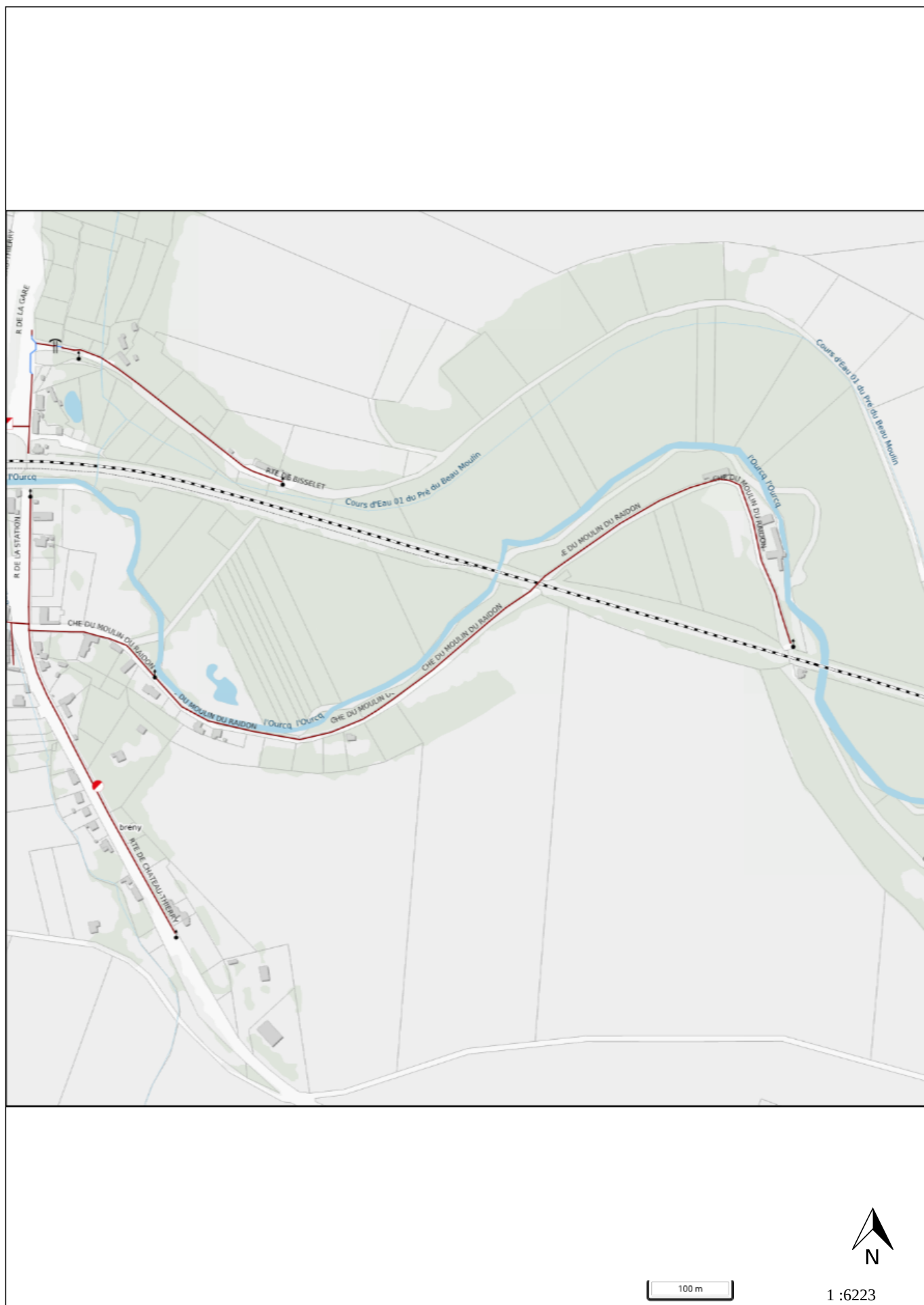
Polyéthylène 

Inconnu 

Autre gestionnaire 

Autres 

Breny 2-2



Légende

• Station d'alerte 

• Captage 

• Forage 

• Usine de production 

• Réservoir
 Réservoir sur tour 
 Réservoir semi-enterré 
 Réservoir 

• Usine d'élévation ou reprise 

• Surpression 

• Equipements dispersés 

• Branchements
 Incendie 
 Branchement 
 Autre gestionnaire 
 Autre type branchement 

• Vannes
 Autre 
 Fermée 

• Défense incendie
 Poteau Incendie 
 Bouche Incendie 
 Réserve Incendie 
 Autre 
 Poteau Incendie 
 Bouche Incendie 
 Réserve Incendie 
 Autre 

• Régulateurs de pression 

• Accessoires
 Ventouse 
 Soupape 
 Borne fontaine 
 Purge/Vidange 
 Bouche lavage 
 Toilettes 
 Autres 

• Compteurs / Débitmètres 

• Capteurs de pression 

• Prélocalisateurs de fuite 

• Analyseurs de chlore 

• Sondes qualité eau 

Légende

- Canalisations

Acier 

Béton et Ciment 

Fonte 

PVC 

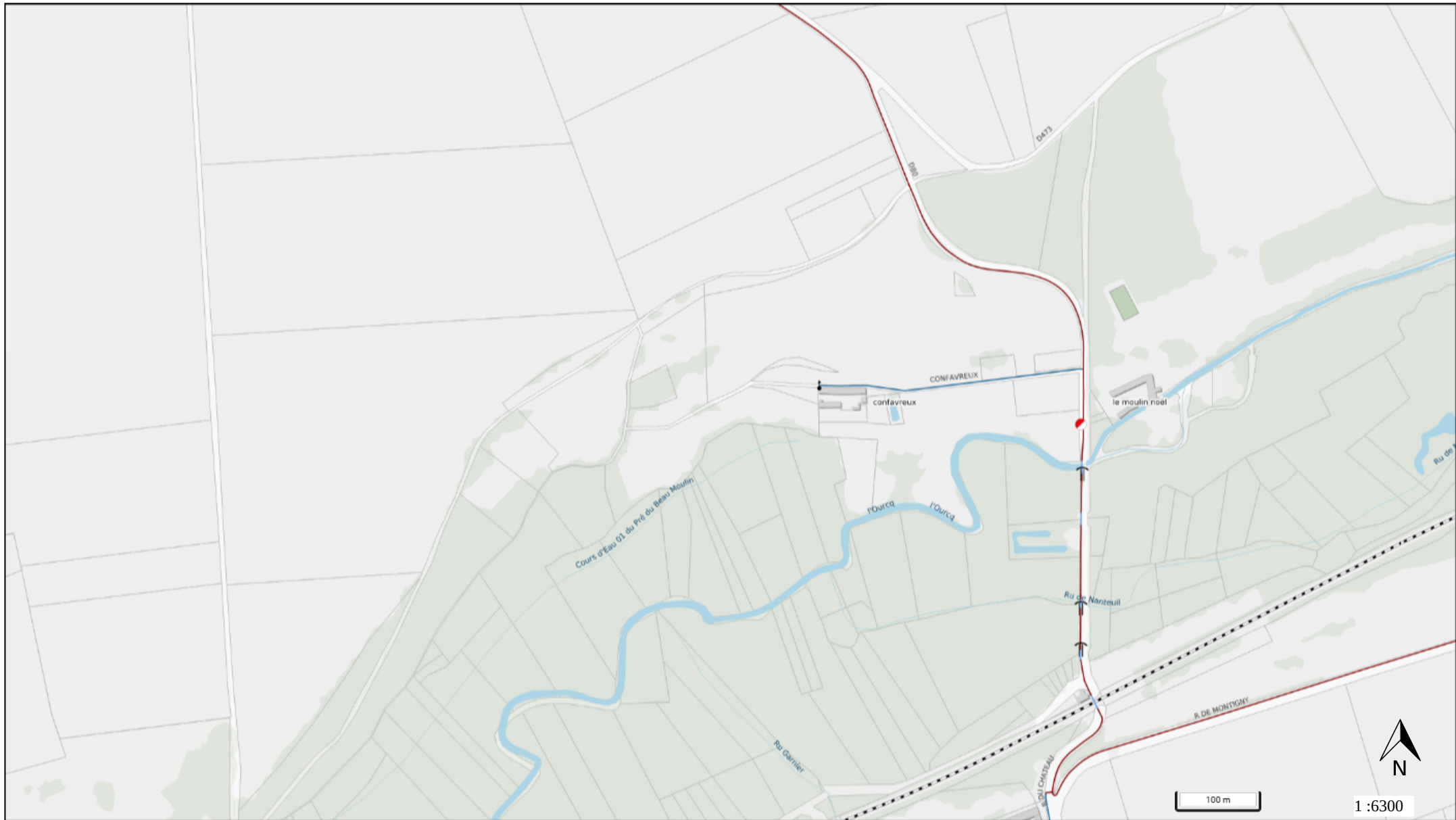
Polyéthylène 

Inconnu 

Autre gestionnaire 

Autres 

Oulchy - Confavreux - le Moulin Noël



Légende

• Station d'alerte 

• Captage 

• Forage 

• Usine de production 

• Réservoir
 Réservoir sur tour 
 Réservoir semi-enterré 
 Réservoir 

• Usine d'élévation ou reprise 

• Surpression 

• Equipements dispersés 

• Branchements
 Incendie 
 Branchement 
 Autre gestionnaire 
 Autre type branchement 

• Vannes
 Autre 
 Fermée 

• Défense incendie
 Poteau Incendie 
 Bouche Incendie 
 Réserve Incendie 
 Autre 
 Poteau Incendie 
 Bouche Incendie 
 Réserve Incendie 
 Autre 

• Régulateurs de pression 

• Accessoires
 Ventouse 
 Soupape 
 Borne fontaine 
 Purge/Vidange 
 Bouche lavage 
 Toilettes 
 Autres 

• Compteurs / Debitmètres 

• Capteurs de pression 

• Prélocalisateurs de fuite 

• Analyseurs de chlore 

• Sondes qualité eau 

Légende

• Canalisations

Acier 

Béton et Ciment 

Fonte 

PVC 

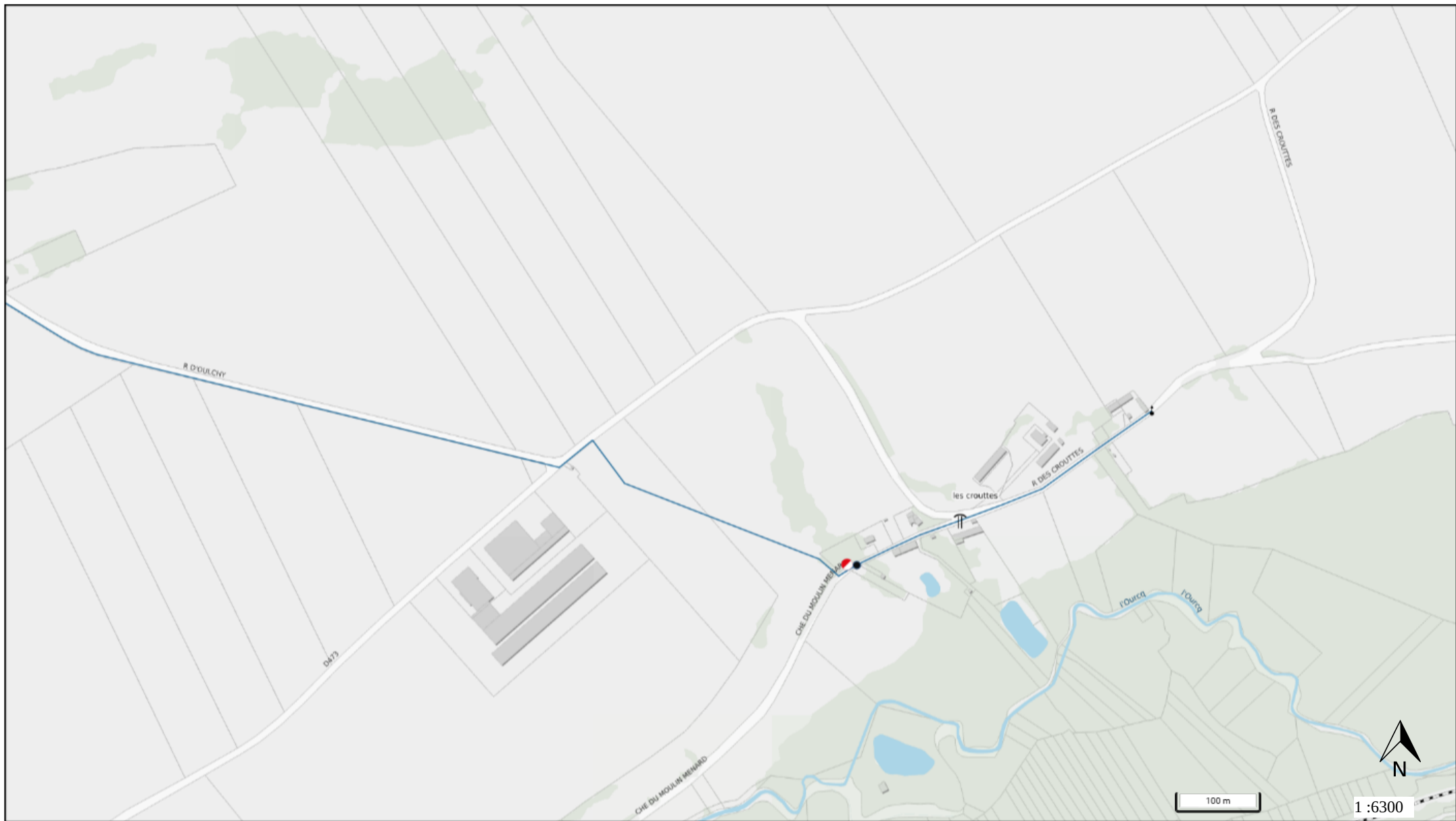
Polyéthylène 

Inconnu 

Autre gestionnaire 

Autres 

Oulchy - Les Crouttes



La légende est en page(s) annexe(s)

Le 19/06/2025

Hubgrade
by VEOLIA

Légende

• Station d'alerte 

• Captage 

• Forage 

• Usine de production 

• Réservoir
 Réservoir sur tour 
 Réservoir semi-enterré 
 Réservoir 

• Usine d'élévation ou reprise 

• Surpression 

• Equipements dispersés 

• Branchements
 Incendie 
 Branchement 
 Autre gestionnaire 
 Autre type branchement 

• Vannes
 Autre 
 Fermée 

• Défense incendie
 Poteau Incendie 
 Bouche Incendie 
 Réserve Incendie 
 Autre 
 Poteau Incendie 
 Bouche Incendie 
 Réserve Incendie 
 Autre 

• Régulateurs de pression 

• Accessoires
 Ventouse 
 Soupape 
 Borne fontaine 
 Purge/Vidange 
 Bouche lavage 
 Toilettes 
 Autres 

• Compteurs / Debitmètres 

• Capteurs de pression 

• Prélocalisateurs de fuite 

• Analyseurs de chlore 

• Sondes qualité eau 

Légende

• Canalisations

Acier 

Béton et Ciment 

Fonte 

PVC 

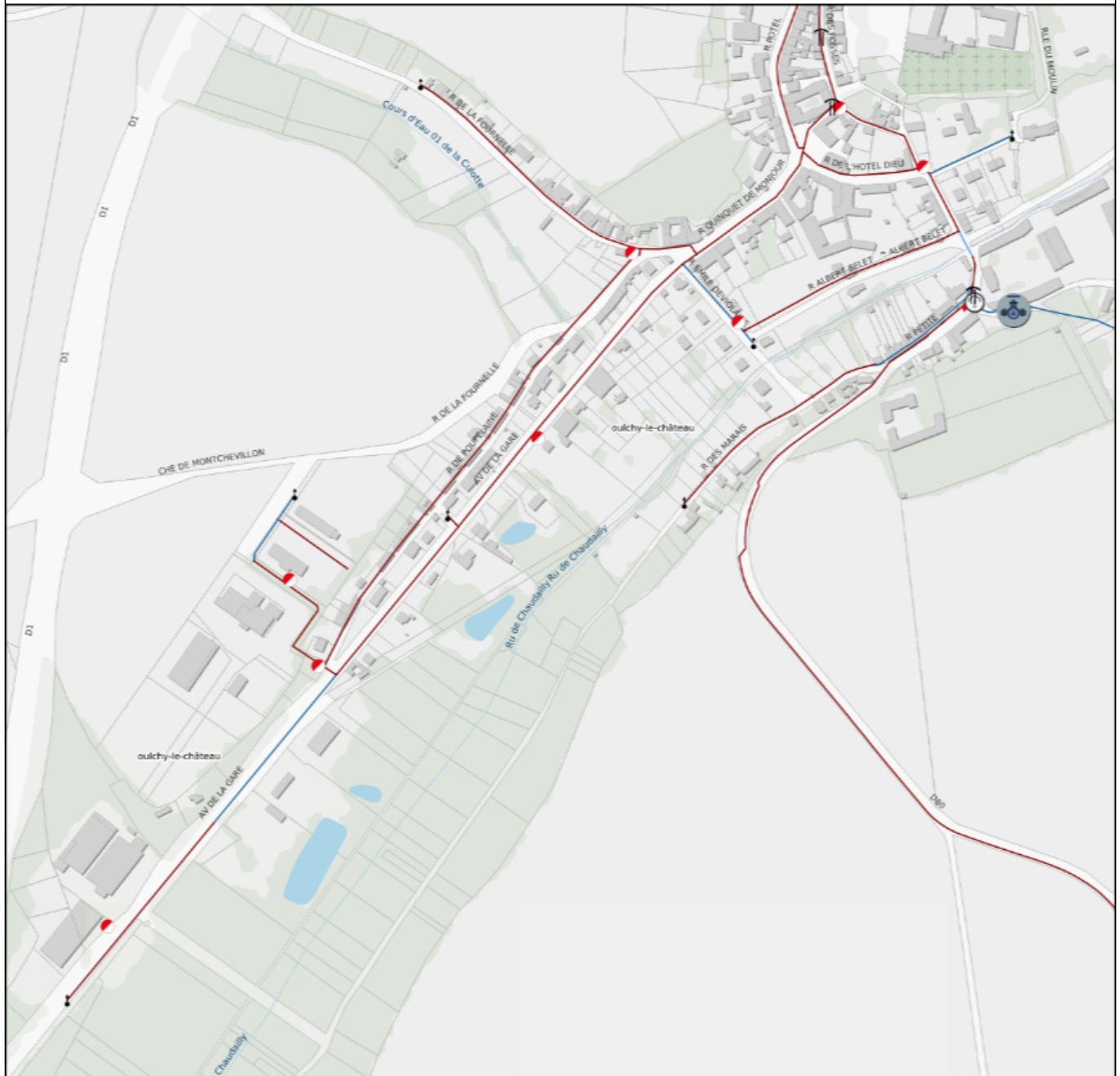
Polyéthylène 

Inconnu 

Autre gestionnaire 

Autres 

Oulchy bourg 1-2



1 :6300

Légende

• Station d'alerte 

• Captage 

• Forage 

• Usine de production 

• Réservoir
 Réservoir sur tour 
 Réservoir semi-enterré 
 Réservoir 

• Usine d'élévation ou reprise 

• Surpression 

• Equipements dispersés 

• Branchements
 Incendie 
 Branchement 
 Autre gestionnaire 
 Autre type branchement 

• Vannes
 Autre 
 Fermée 

• Défense incendie
 Poteau Incendie 
 Bouche Incendie 
 Réserve Incendie 
 Autre 
 Poteau Incendie 
 Bouche Incendie 
 Réserve Incendie 
 Autre 

• Régulateurs de pression 

• Accessoires
 Ventouse 
 Soupape 
 Borne fontaine 
 Purge/Vidange 
 Bouche lavage 
 Toilettes 
 Autres 

• Compteurs / Débitmètres 

• Capteurs de pression 

• Prélocalisateurs de fuite 

• Analyseurs de chlore 

• Sondes qualité eau 

Légende

- Canalisations

Acier 

Béton et Ciment 

Fonte 

PVC 

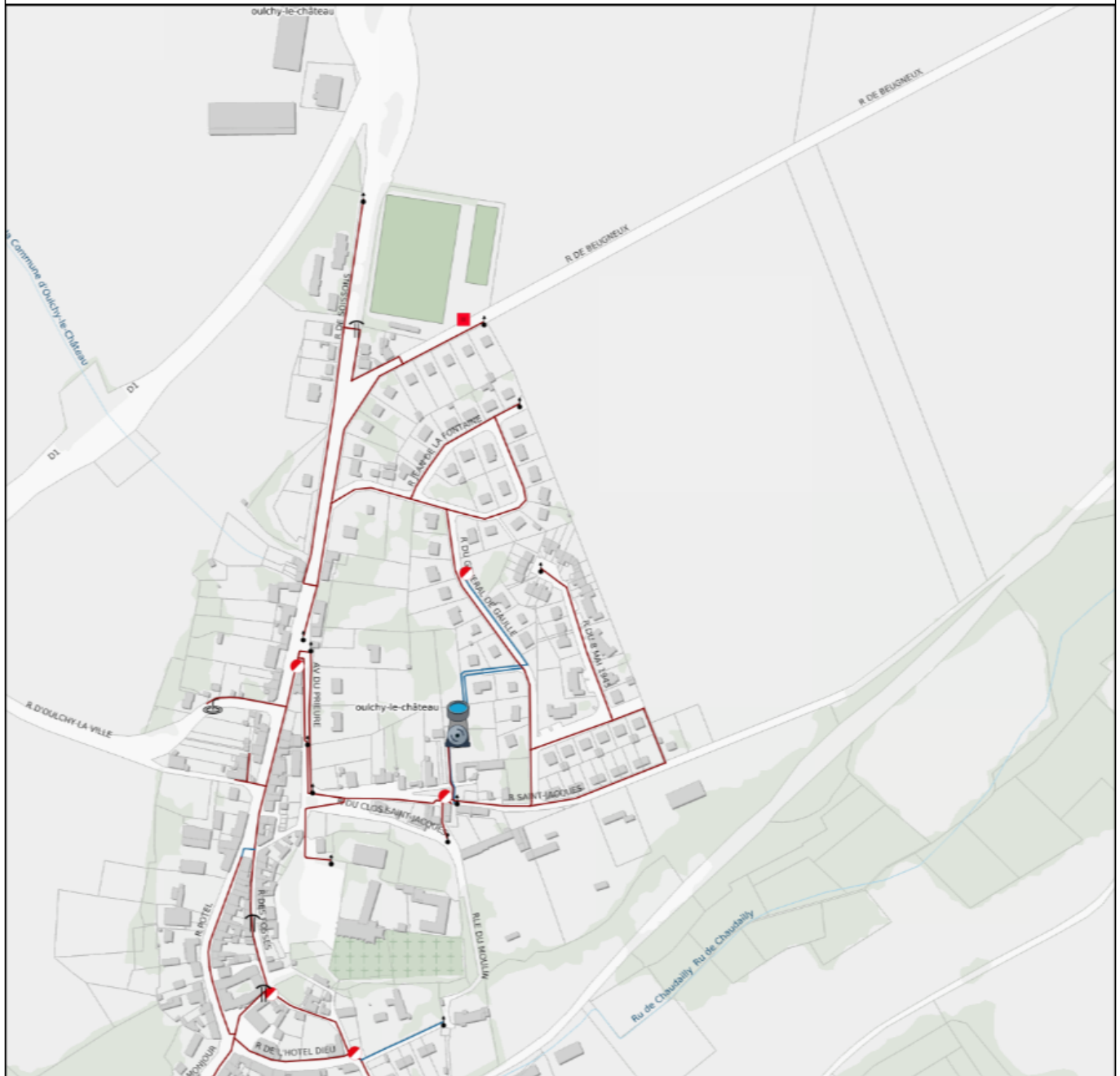
Polyéthylène 

Inconnu 

Autre gestionnaire 

Autres 

Oulchy bourg 2-2



1 :6300

Légende

• Station d'alerte 

• Captage 

• Forage 

• Usine de production 

• Réservoir
 Réservoir sur tour 
 Réservoir semi-enterré 
 Réservoir 

• Usine d'élévation ou reprise 

• Surpression 

• Equipements dispersés 

• Branchements
 Incendie 
 Branchement 
 Autre gestionnaire 
 Autre type branchement 

• Vannes
 Autre 
 Fermée 

• Défense incendie
 Poteau Incendie 
 Bouche Incendie 
 Réserve Incendie 
 Autre 
 Poteau Incendie 
 Bouche Incendie 
 Réserve Incendie 
 Autre 

• Régulateurs de pression 

• Accessoires
 Ventouse 
 Soupape 
 Borne fontaine 
 Purge/Vidange 
 Bouche lavage 
 Toilettes 
 Autres 

• Compteurs / Débitmètres 

• Capteurs de pression 

• Prélocalisateurs de fuite 

• Analyseurs de chlore 

• Sondes qualité eau 

Légende

- Canalisations

Acier 

Béton et Ciment 

Fonte 

PVC 

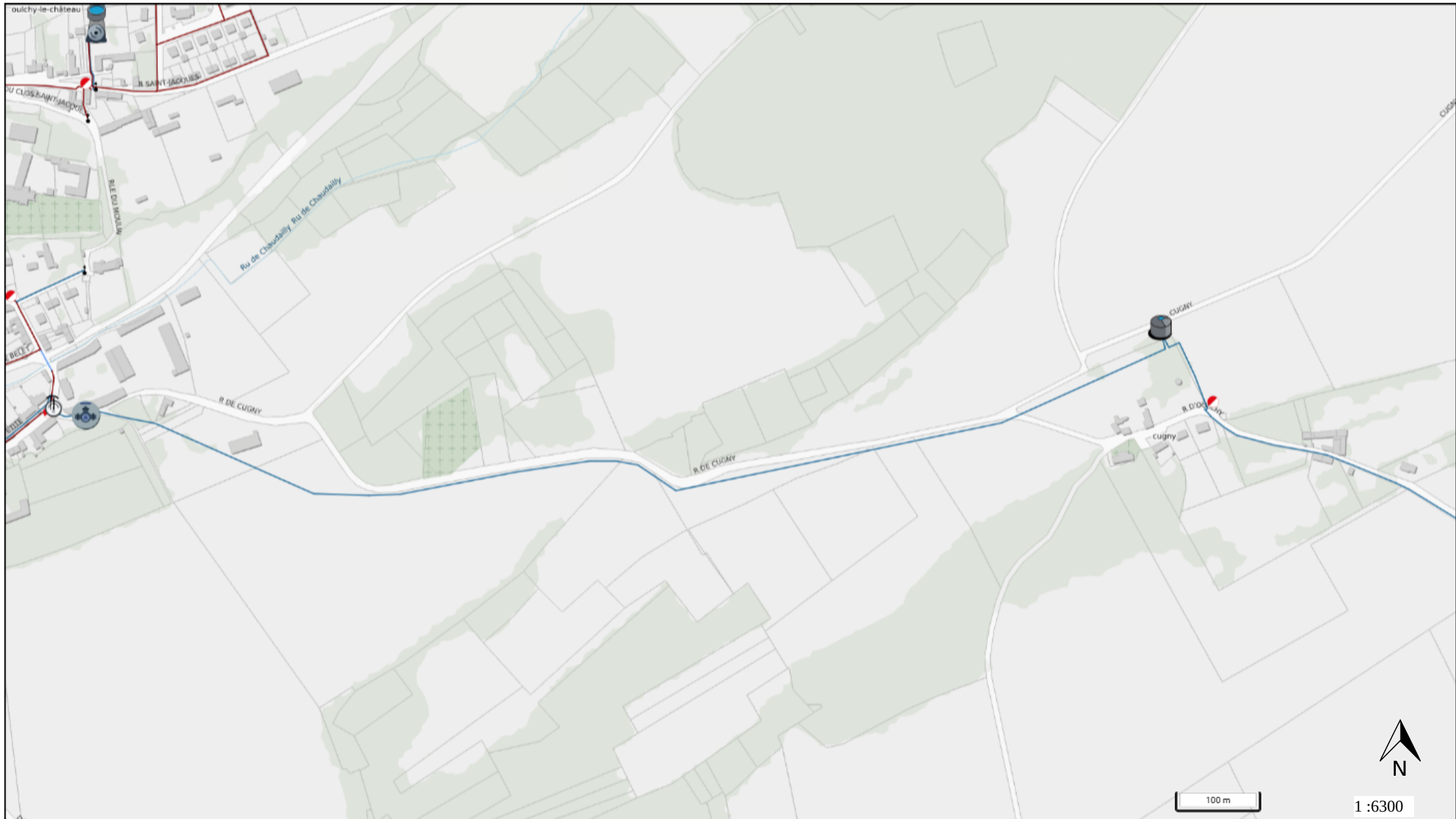
Polyéthylène 

Inconnu 

Autre gestionnaire 

Autres 

Oulchy Cugny



Légende

• Station d'alerte 

• Captage 

• Forage 

• Usine de production 

• Réservoir
 Réservoir sur tour 
 Réservoir semi-enterré 
 Réservoir 

• Usine d'élévation ou reprise 

• Surpression 

• Equipements dispersés 

• Branchements
 Incendie 
 Branchement 
 Autre gestionnaire 
 Autre type branchement 

• Vannes
 Autre 
 Fermée 

• Défense incendie
 Poteau Incendie 
 Bouche Incendie 
 Réserve Incendie 
 Autre 
 Poteau Incendie 
 Bouche Incendie 
 Réserve Incendie 
 Autre 

• Régulateurs de pression 

• Accessoires
 Ventouse 
 Soupape 
 Borne fontaine 
 Purge/Vidange 
 Bouche lavage 
 Toilettes 
 Autres 

• Compteurs / Debitmètres 

• Capteurs de pression 

• Prélocalisateurs de fuite 

• Analyseurs de chlore 

• Sondes qualité eau 

Légende

• Canalisations

Acier 

Béton et Ciment 

Fonte 

PVC 

Polyéthylène 

Inconnu 

Autre gestionnaire 

Autres 

COMMUNE D'HARTENNES ET TAUX

COMMUNE D'HARTENNES ET TAUX

PLAN DES RESEAUX D'EAX USEES

DIAGNOSTIC DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

N° DU PLAN	PLANCHE 1/1
DESSINATEUR FX COLLET	APPROBATEUR X. MISIAK
N° DOSSIER EE A 15 1468	DATE Fevrier 2019
ECHELLE 1/1 500	VERSION 00



PARC SCIENTIFIQUE DE LA HAUTE DORNE
110, avenue de l'Industrie
63650 VILLENEUVE D'ASCO
Tél. 03 20 59 83 77 - Fax: 03 20 59 49 01
www.ixsane.com

LEGENDE

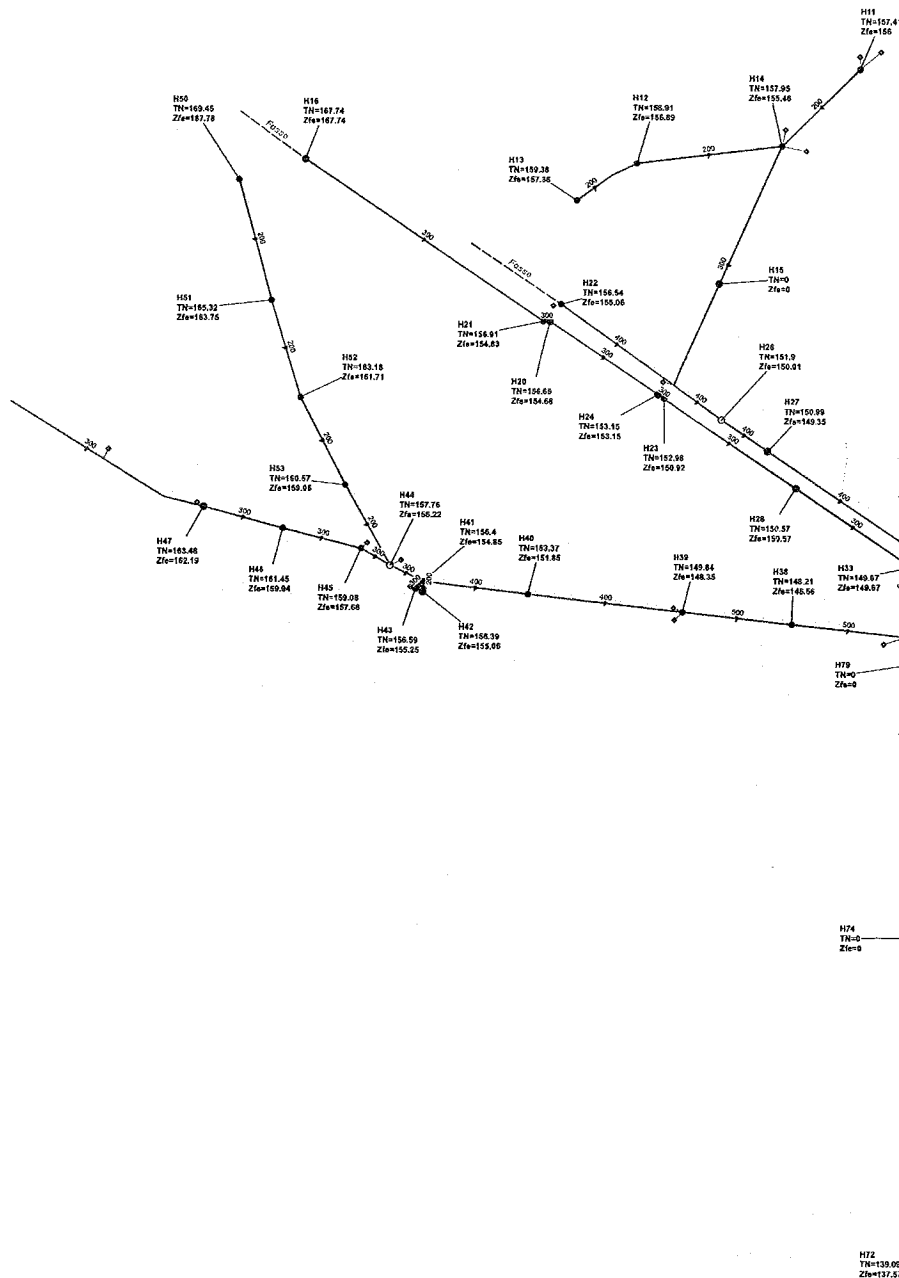
— Réseau existant
— Réseau unitaire
— Réseau pluvial
— Refoulement

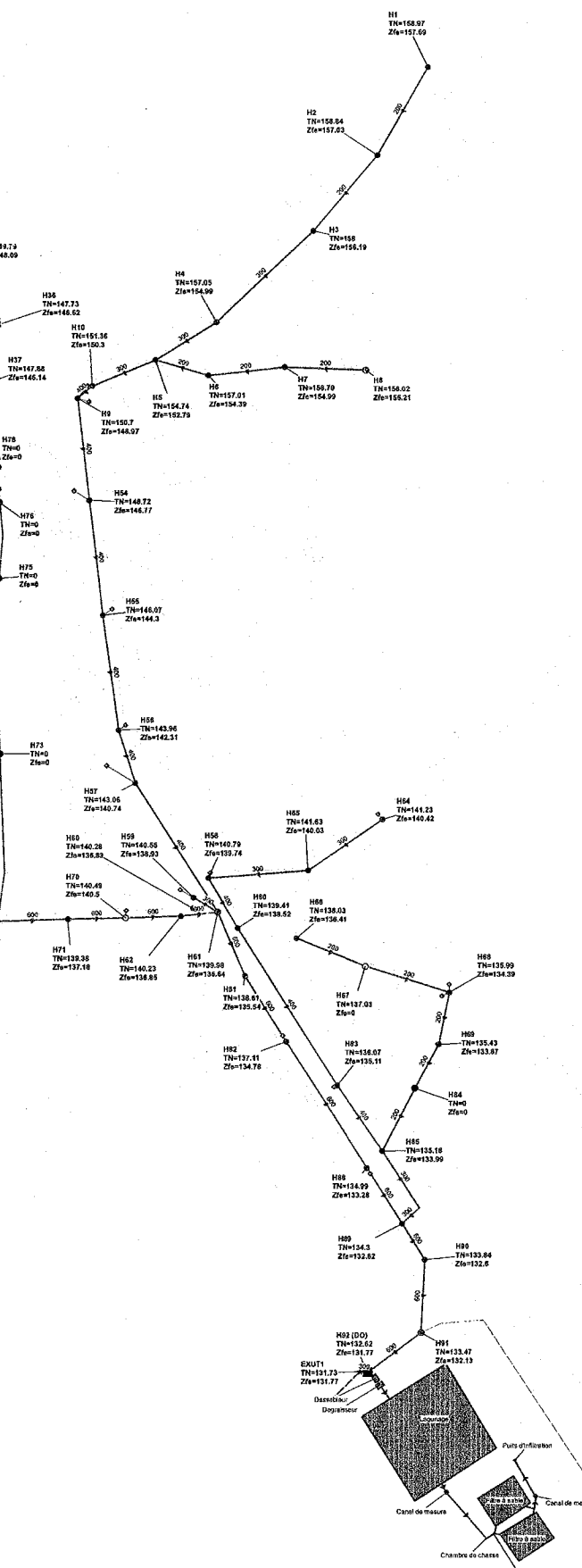
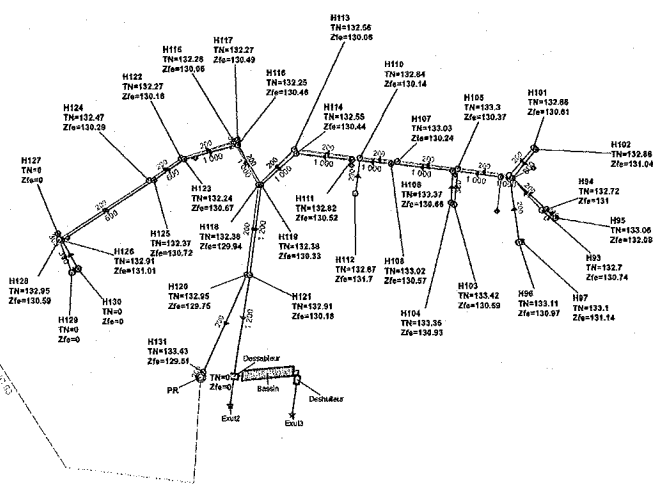
Outrages réseau

- ◆ Avaloir
- DO
- ◆ Grille
- PR
- ★ Rejet

Anomalies réseau

- Déficit de pente
- Débris de feuilles - avaloir
- Echelle cassée
- Légère dégradation de réseau
- Présence de racines
- Roue bloquée
- Traces d'eaux usées dans l'environnement





COMMUNE D'HARTENNES ET TAUX

COMMUNE D'HARTENNES ET TAUX

PLAN DES BASSINS VERSANTS EAUX USEES
ET DES POINTS DE MESURE

DIAGNOSTIC DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

N° DU PLAN	PLANCHE 1/1	 <small>PARC SCIENTIFIQUE DE LA HAUTE NORME 110, avenue de l'Harmonie 93090 VILLENEUVE D'ASCQ Tél : 03 20 59 89 77 - Fax : 03 20 59 49 01 www.ixane.com</small>
DESSINATEUR	APPROBATEUR	
FX COLLET	X. MISIAK	
N° DOSSIER	DATE	
EE A 15 1468	Février 2018	
ECHELLE	VERSION	
1/1 500	00	

LEGENDE

Conduites
—— Réseau unitaire
—— Réseau d'eaux usées
—— Réseau pluvial
—— Conduite de rétroalim.

Ouvrages

- Regard unitaire
- Regard eaux usées
- Regard eaux pluviales

- Déversoir d'orage
- Poste de refoulement
- ◆ Avaloir
- ★ Exutoire

Proposition de points de mesure

- ▲ Point de mesure par seuil d'ouvrage et point de prélèvement
- ◆ Point de mesure par pannes angulaires et point de prélèvement
- Point de suivi de la manœuvre
- Point de prélèvement

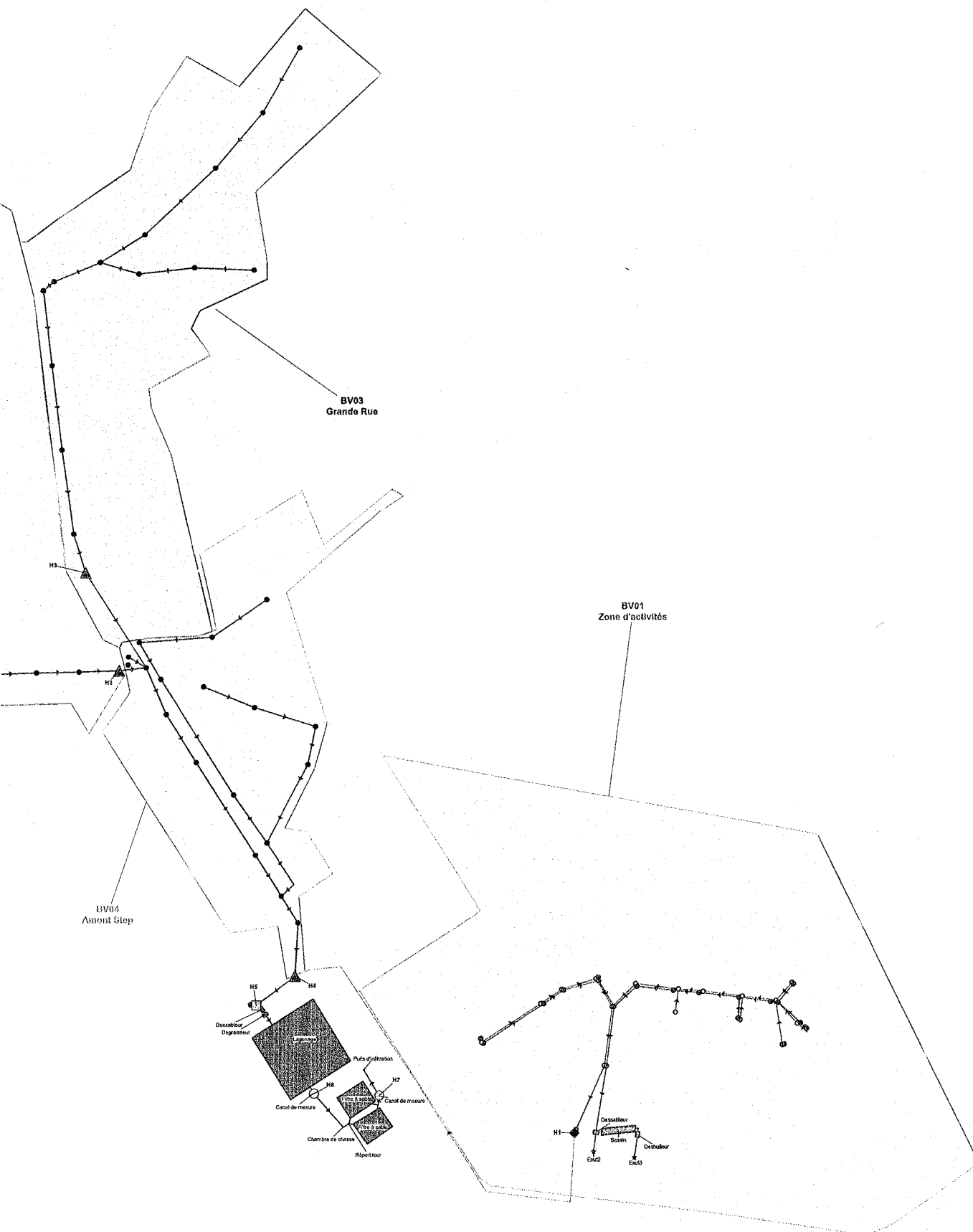


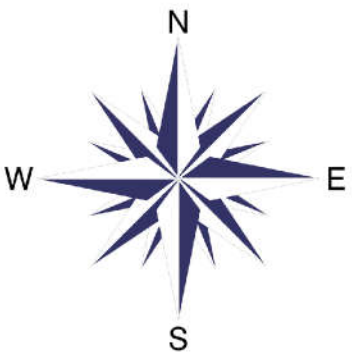
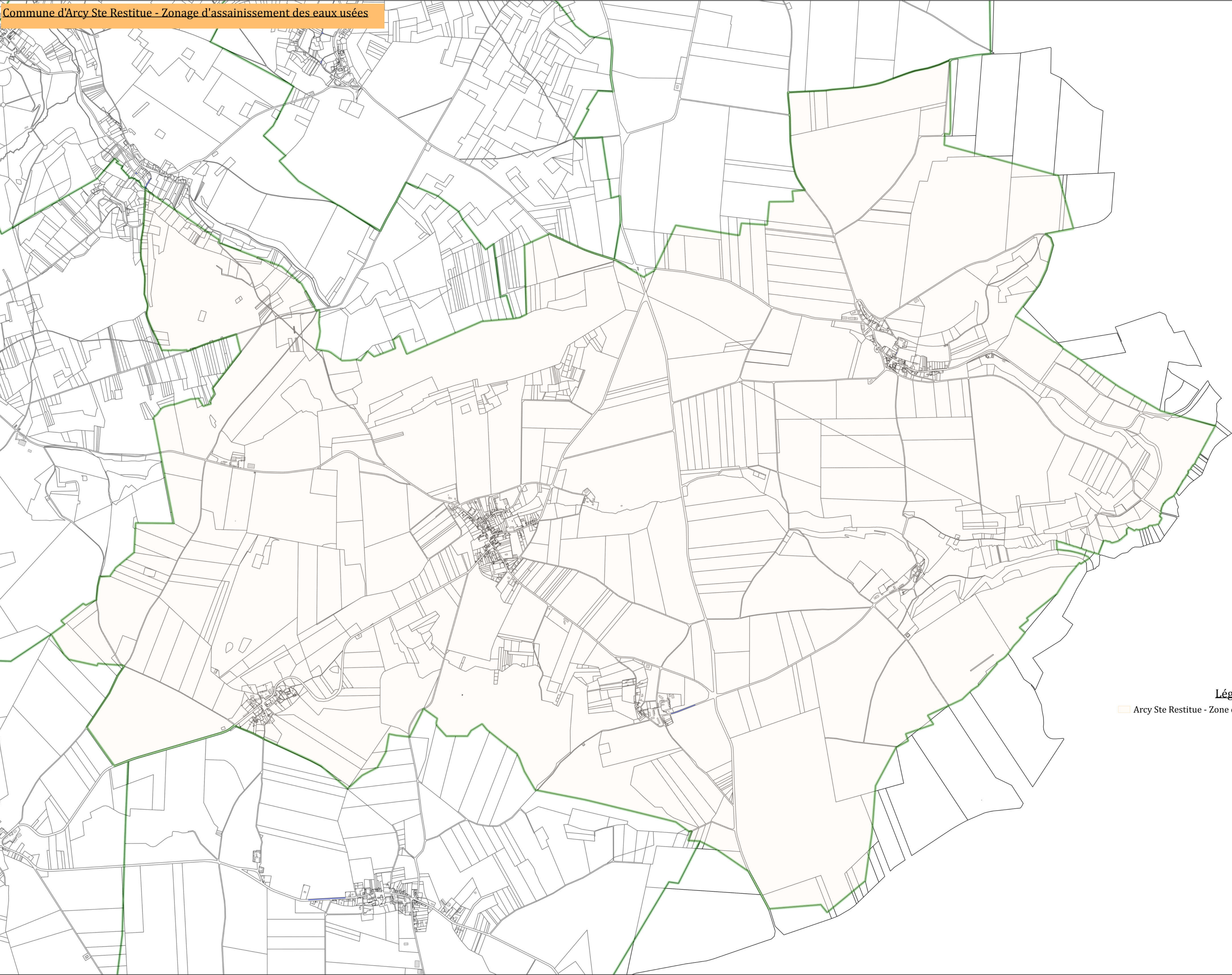
UV02
Chateau Noir-Tigny

0 100,0



metres





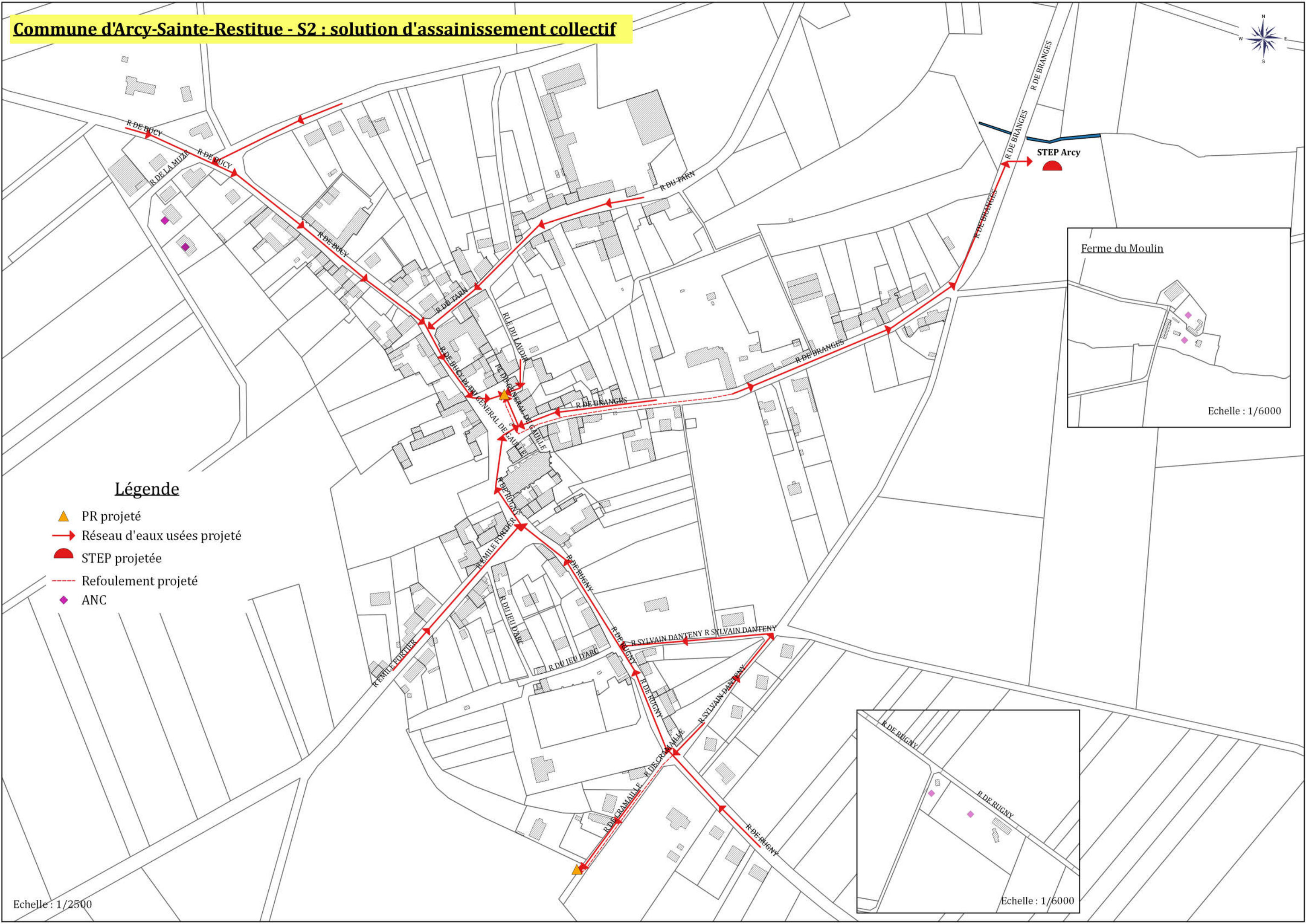
Légende

 Arcy Ste Restitue - Zone en assainissement non collectif

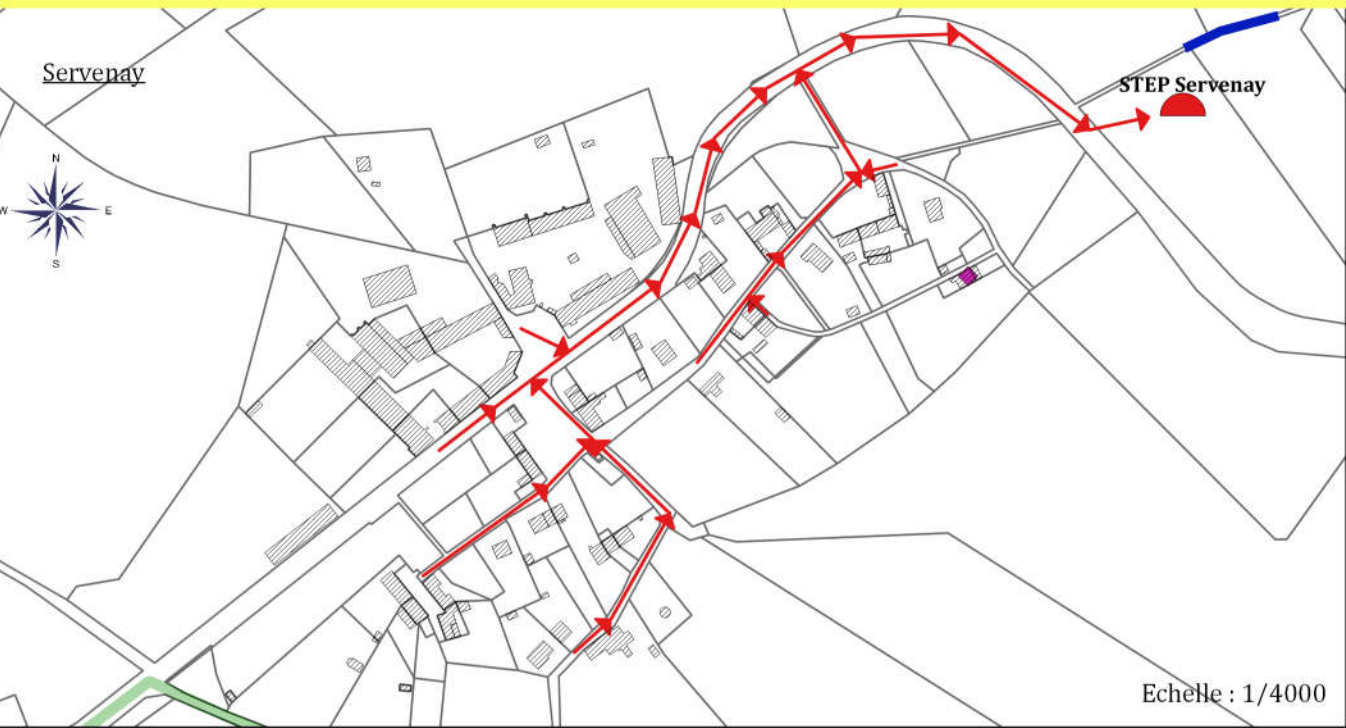
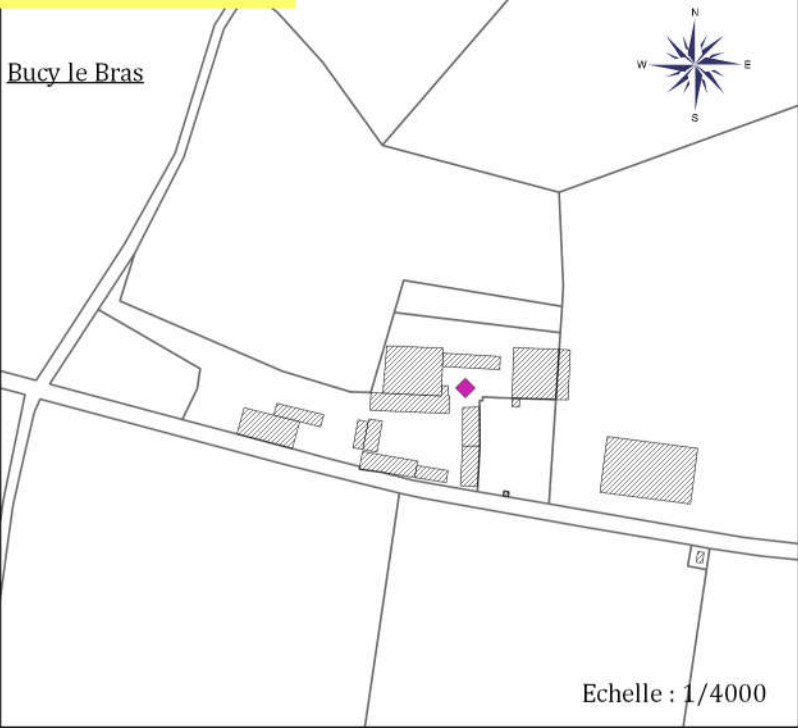
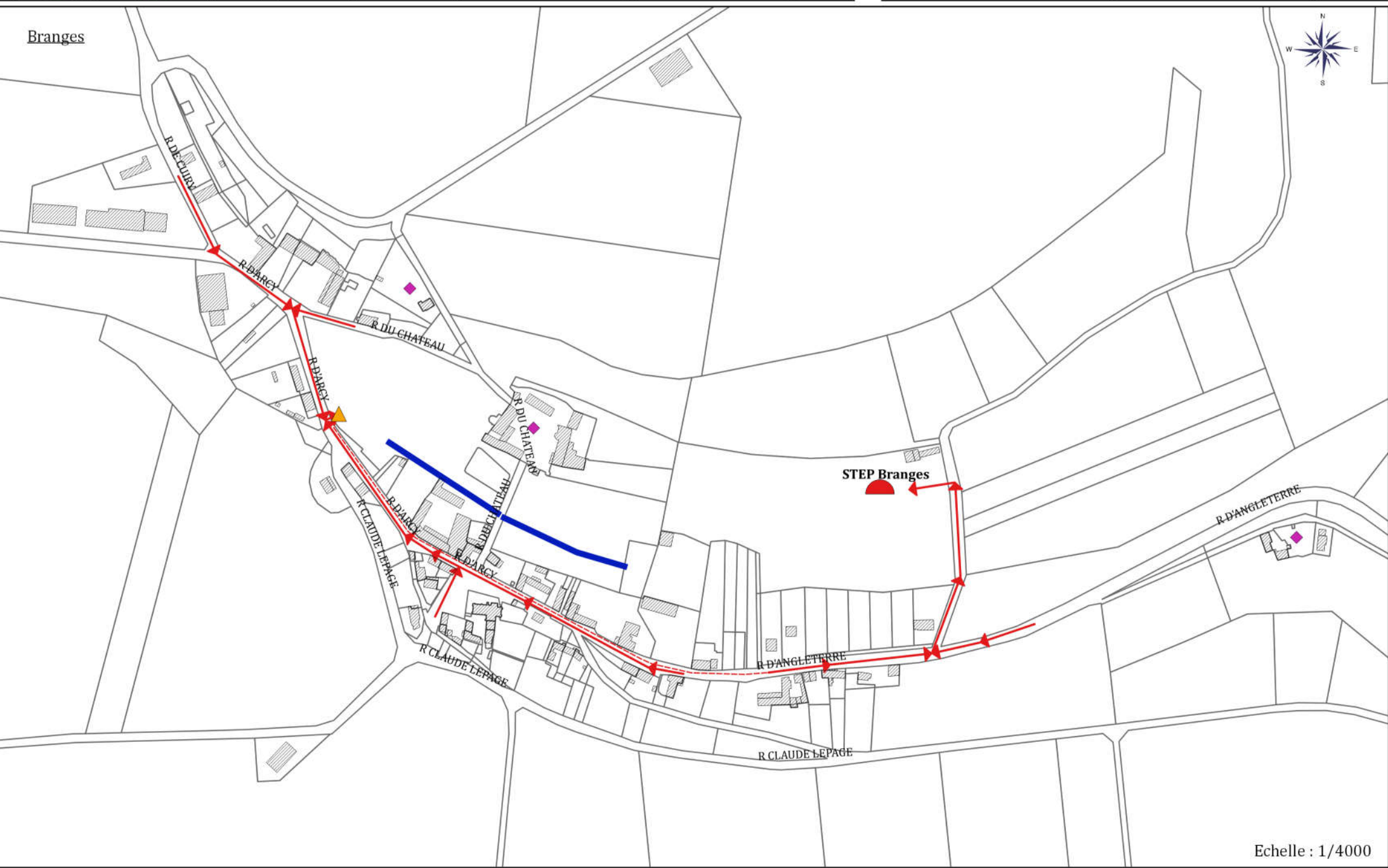
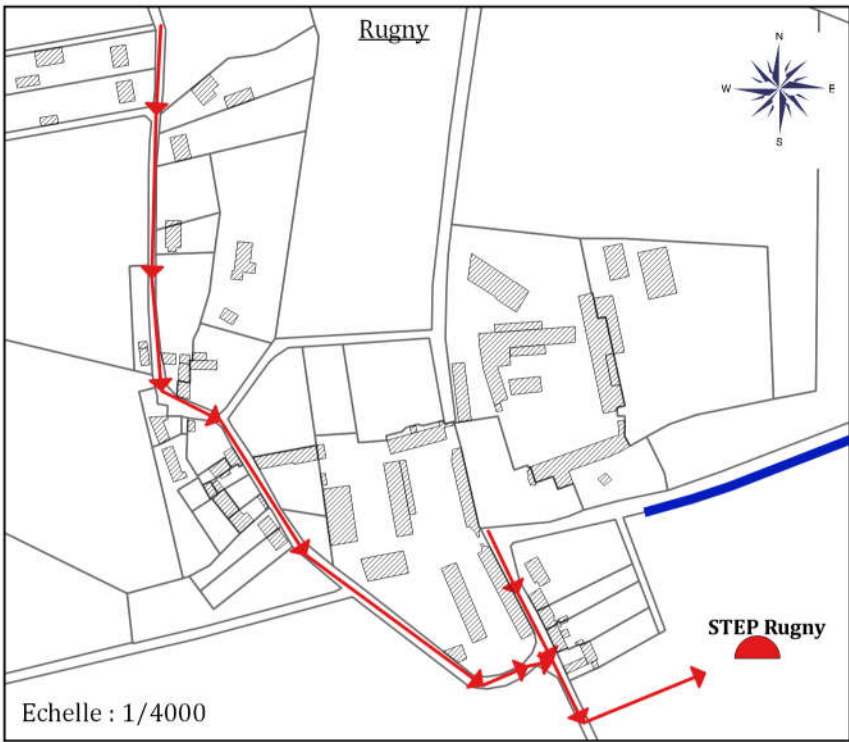
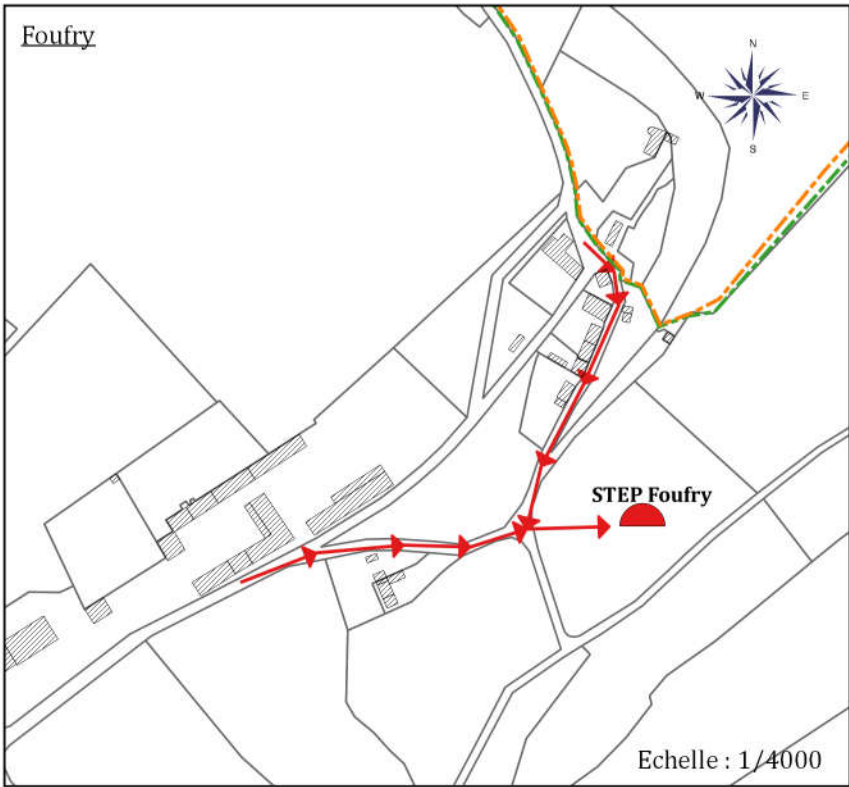
ASSAINISEMENT NON COLLECTIF COMMUNE D'ARCY-SAINTE-RESTITUE				
FICHE DE SYNTHESE DES VISITES D'INSTALLATION				
Nombre d'installations pour cette commune	204			
Nombre de visites de contrôle effectuées	194			
Refus	0			
Non contrôlés	11			
Dates de réalisation de la filière	avant 1983 : 154		1983 à 1996 : 12 apres 1996 : 28	
Type de résidence				
Résidence principale	156	soit	80,41 %	
Résidence secondaire	26	soit	13,40 %	
Inhabité	7	soit	3,61 %	
Autres (mairie, gîte, café,...)	5	soit	2,58 %	
CARACTERISTIQUES DES EQUIPEMENTS				
PRE-TRAITEMENT	211 Dispositifs de prétraitement			
Nombre d'installation avec prétraitement	158	soit	81,44 %	
Dont toutes les eaux sont prétraitées	59	soit	30,41 %	
Dont une partie des eaux sont prétraitées	99	soit	51,03 %	
Nombre d'installation sans pré-traitement	36	soit	18,56 %	
<u>Dispositifs de pré-traitement</u>				
Fosse septique	108	soit	51,18 %	
Fosse toutes eaux	47	soit	22,27 %	
Séparateur à graisse	35	soit	16,59 %	
Microstation	1	soit	0,47 %	
Préfiltre	18	soit	8,53 %	
Fosse étanche	2	soit	0,95 %	
TRAITEMENT	29 Dispositits de traitement			
Nombre d'installation avec traitement	29	soit	14,95 %	
Nombre d'installation sans traitement	165	soit	85,05 %	
<u>Dispositifs de traitement conformes</u>				
Microstation	1	soit	3,45 %	
Lit filtrant drainé à flux vertical	1	soit	3,45 %	
Lit d'épandage	14	soit	48,28 %	
Tranchée d'infiltration	9	soit	31,03 %	
Lit filtrant non drainé à flux vertical	2	soit	6,90 %	
Septodiffuseur	2	soit	6,90 %	
EVACUATION	301 dispositifs de rejet			
Dans un cours d'eau	10	soit	3,32 %	
Dans un puisard	25	soit	8,31 %	
Par infiltration	27	soit	8,97 %	
Sur le terrain	14	soit	4,65 %	
Non localisé	36	soit	11,96 %	
Réseau pluvial	151	soit	50,17 %	
Fosse étanche	3	soit	1,00 %	
Voisin	2	soit	0,66 %	
Dans la rue	1	soit	0,33 %	
Drain		soit	0,00 %	
Fossé	32	soit	10,63 %	
				100,00
<u>Eaux usées séparées des eaux pluviales</u>				
OUI	96	soit	49,48 %	
NON	98	soit	50,52 %	

RESULTAT DU CONTRÔLE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (APPLICATION DE L'ARRETE DU 27 AVRIL 2012)			
NIVEAU 3			
Installation Conforme en bon état de Fonctionnement	26	soit	13,40 %
Le dispositif d'assainissement fonctionne correctement et au moment du contrôle aucun risque sanitaire et environnemental n'a été décelé. Cependant, lors du contrôle certaines recommandations ont peut-être été précisées.			
Installation Conforme	0	soit	0,00 %
"La consommation humaine de l'eau du puits privé est cependant interdite"			
Le dispositif d'assainissement est installé à moins de 35m d'un puits privé déclaré et ne peut être déplacé. L'immeuble est desservi par le réseau de distribution d'eau potable.			
Installation Conforme	0	soit	0,00 %
"La consommation humaine de l'eau du puits privé est cependant proscrite"			
Le dispositif d'assainissement est installé à moins de 35m d'un puits privé NON déclaré . L'immeuble est desservi par le réseau de distribution d'eau potable.			
Installation conforme à surveiller	1	soit	0,52 %
Le dispositif d'assainissement est à surveiller et/ou doit faire l'objet d'aménagement. L'installation présente des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs.			
NIVEAU 2			
Installation non-conforme	131	soit	67,53 %
Le dispositif d'assainissement présente certaines anomalies qui conduisent à suggérer de réaliser des travaux (cas des installations hors zones à enjeux sanitaire et environnementaux).			
<u>L'installation est non-conforme si au moins un des point ci-dessous a été identifié :</u>			
Installation significativement sous-dimensionnée			
Dysfonctionnement majeur			
Installation incomplète			
NIVEAU 1			
Installation non-conforme avec risque environnemental avéré (cas des installations en zones à enjeu environnemental).	0	soit	%
Installation non-conforme avec danger pour la santé des personnes (cas des installations en zones à enjeu sanitaire).	0	soit	%
Installation non-conforme avec danger pour la santé des personnes & risque environnemental avéré. (cas des installations en zones à enjeux sanitaire et environnemental).	0	soit	%
Le dispositif d'assainissement présente certaines anomalies qui conduisent à suggérer de réaliser des travaux afin de supprimer le risque sanitaire et / ou environnemental			
<u>L'installation est non-conforme si au moins un des point ci-dessous a été identifié :</u>			
Installation significativement sous-dimensionnée			
Dysfonctionnement majeur			
Installation incomplète			
Défaut de sécurité sanitaire			
Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages			
Puits privé si l'immeuble n'est pas desservi par le réseau de distribution d'eau potable (le dispositif d'assainissement est situé à moins de 35m du puits)			
Installation inexistante ou non vérifiable	36	soit	18,56 %
Non respect de l'article L.1331-1-1 du code de la santé publique. Les travaux sont à réaliser dans les meilleurs délais.			

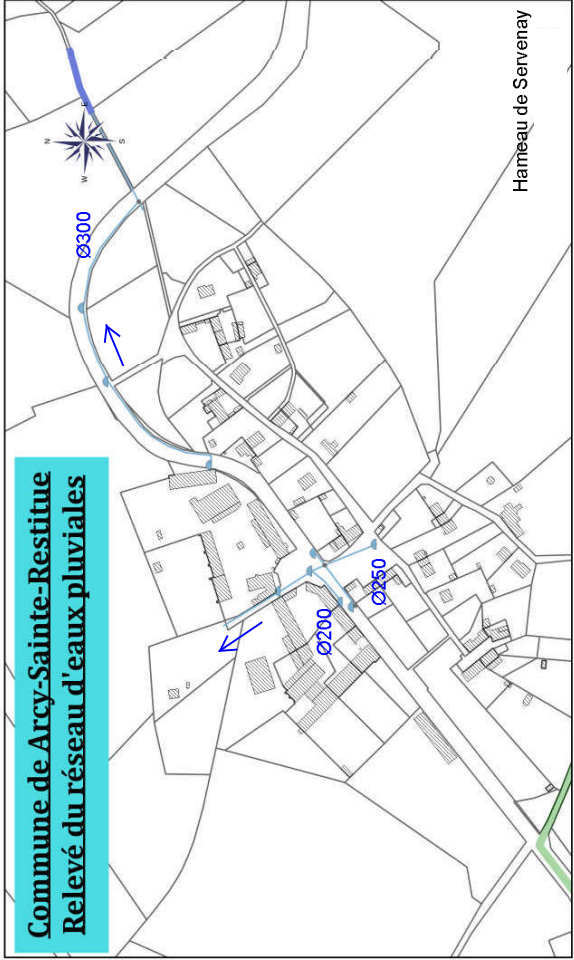
Commune d'Arcy-Sainte-Restitue - S2 : solution d'assainissement collectif



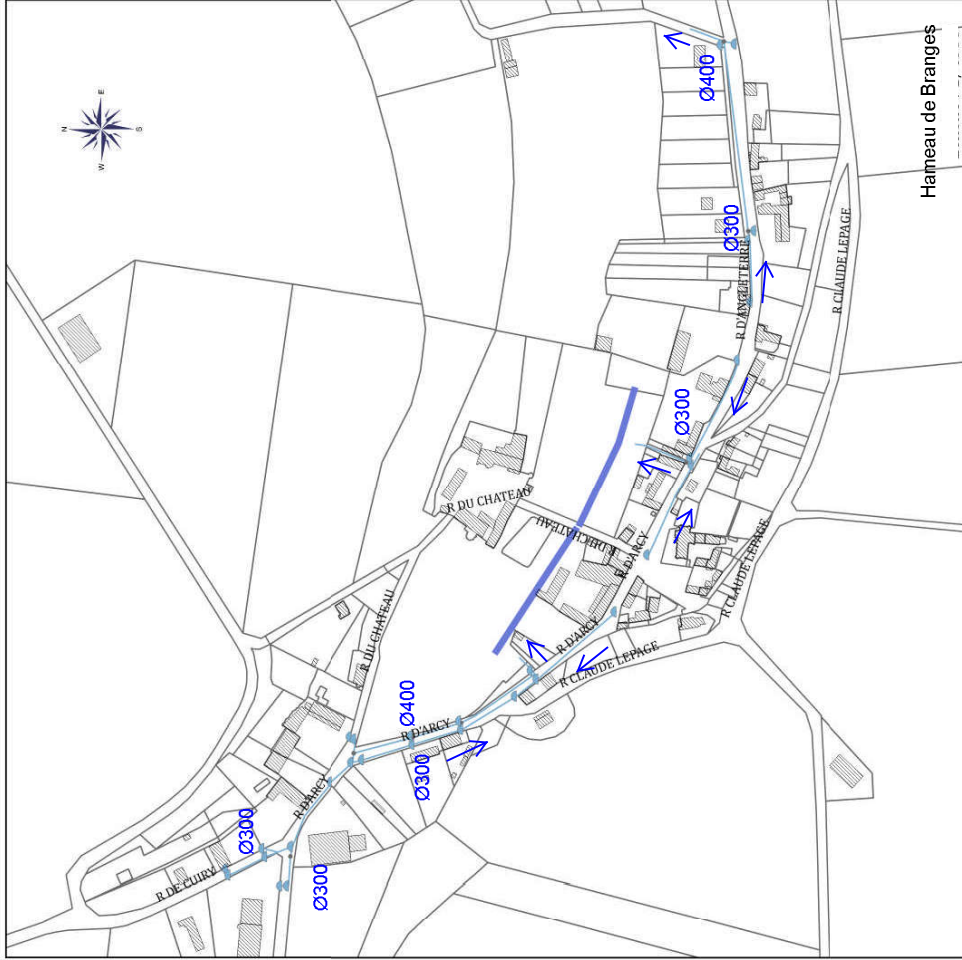
Commune d'Arcy-Sainte-Restitue - Les Ecart - S2 : solution d'assainissement collectif



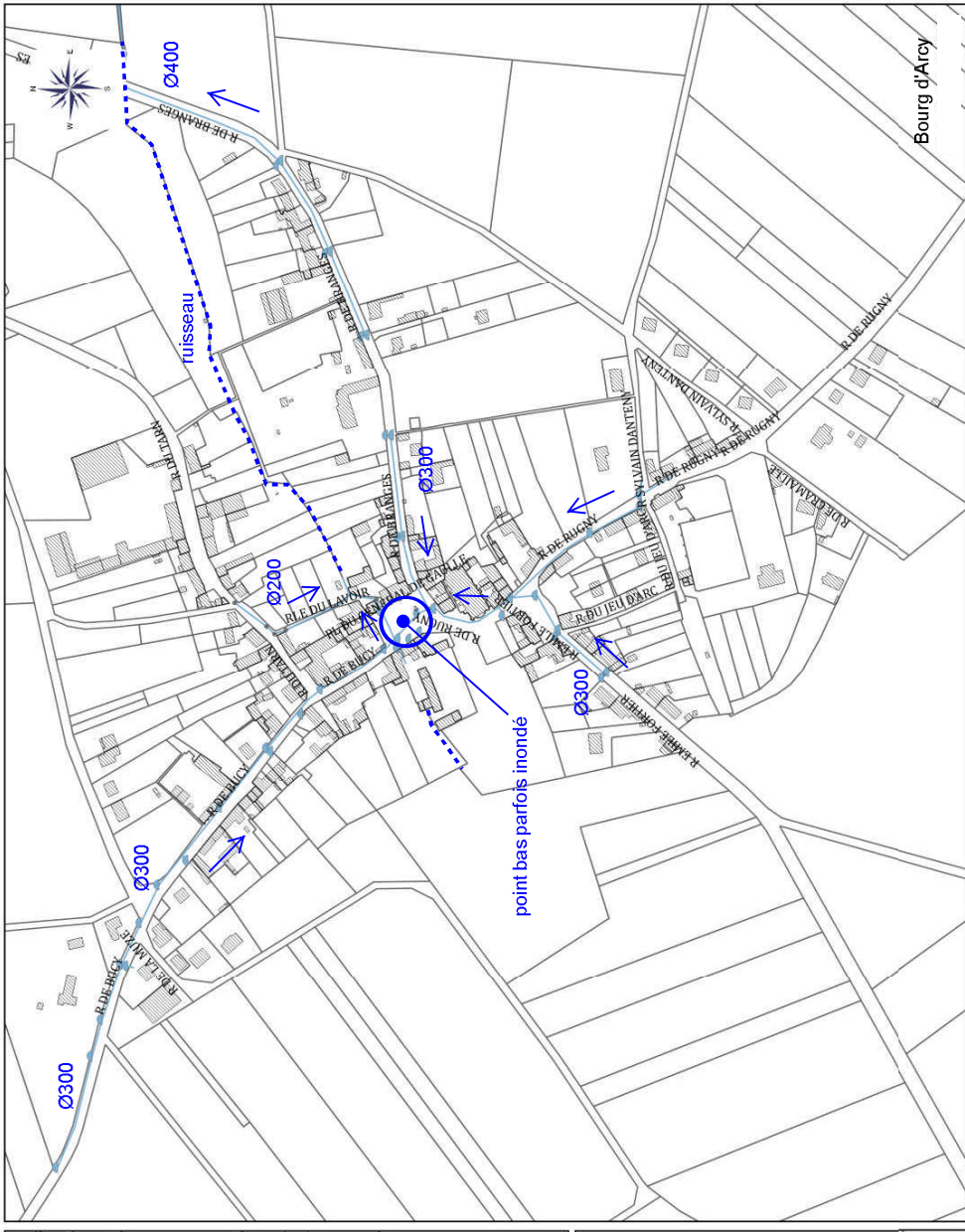
Commune de Arcy-Sainte-Restitue
Relevé du réseau d'eaux pluviales



Hameau de Servenay

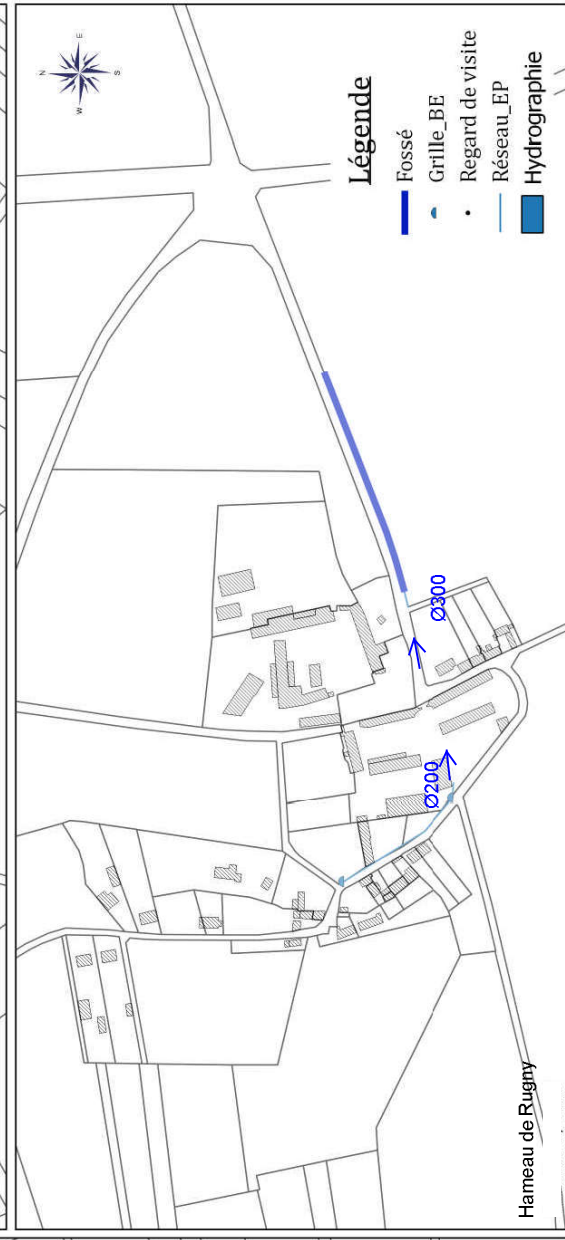


Hameau de Brangès



point bas parfois inondé

Bourg d'Arcy



Hameau de Rugny

Légende

- Fossé
- Grille_BE
- Regard de visite
- Réseau_EP
- Hydrographie

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE D'ARCY STE RESTITUE

Annexe 5 – Compte-rendu de la réunion publique du 10 septembre 2018

Communauté de Communes du Canton d'Oulchy-le-Château

Révision du zonage d'assainissement de 21 communes

-O-O-O-O-O-

Commune d' ARCY STE RESTITUE

Phase 3 – Notice pour la mise à enquête publique

Bordereau des pièces

- Mémoire justificatif
- Annexes
 1. Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale concernant l'évaluation environnementale
 2. Les filières de traitement de l'assainissement non collectif
 3. Détail des coûts des solutions proposées
 4. Délibération du conseil municipal
- Plan de zonage des eaux usées
- Plan de zonage des eaux pluviales

SOMMAIRE

I. PREAMBULE.....	4
1.1. Objet du dossier.....	4
1.2. Examen au cas par cas	5
II. DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT.....	6
2.1. Notice justifiant l'assainissement collectif.....	6
2.1.1. Définition.....	6
2.1.2. Responsabilités et obligations de la collectivité et des particuliers.....	7
2.1.3. Plan de zonage d'assainissement collectif d'Arcy Ste Restitue	7
2.1.4. Incidences financières du projet d'assainissement collectif.....	9
2.2. Notice justifiant l'assainissement non collectif	11
2.2.1. Définition.....	11
2.2.2. Responsabilités de la collectivité et des usagers	11
2.2.3. Organisation du SPANC.....	13
2.2.4. Plan de zonage d'assainissement non collectif d'Arcy Ste Restitue.....	13
2.2.5. Incidences financières du projet d'assainissement non collectif	16
III. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU ZONAGE PROPOSE.....	17
3.1. Coûts des projets	17
3.1.1. Investissement	17
3.1.2. Fonctionnement.....	17
3.1.3. Coûts des différentes solutions envisagées	17
3.2. Choix de la collectivité	19
3.2.1. Détail des coûts de la solution retenue S1	20
IV. ZONAGE PLUVIAL.....	22
4.1. Droits et devoirs de la collectivité et des usagers relatifs à la gestion des eaux pluviales.....	22
4.2. Principes du zonage pluvial	22
4.2.1. Principes généraux.....	22
4.2.2. Zones d'urbanisation existante.....	24
4.2.3. Zones à urbaniser	25
4.2.4. Zones naturelles et agricoles (bassins versants ruraux).....	26
4.3. Etat de l'assainissement pluvial à ARCY-STE-RESTITUE	27
4.4. Zonage pluvial à ARCY-STE-RESTITUE	28

GLOSSAIRE

AC : Assainissement Collectif

Ae : Autorité environnementale

AEP : Adduction d'Eau Potable

ANC : Assainissement Non Collectif

C.C.C.O.C. : Communauté de Communes du Canton d'Oulchy le Château

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

EH : Equivalent-Habitant

EP : Eaux Pluviales

EU : Eaux Usées

HT : Hors Taxe

MRAe : Mission Régionale d'Autorité environnementale

PEHD : Polyéthylène Haute Densité

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PPRI : Plan de Prévention du Risque d'Inondation

PR : Poste de Refoulement/Relèvement

PVC : Polychlorure de Vinyle

SPANC. : Service Public d'Assainissement Non Collectif

STEP : Station d'épuration, station de dépollution

I. PREAMBULE

Le zonage d'assainissement répond au souci de préservation de l'environnement. Il doit permettre également de s'assurer de la mise en place des modes d'assainissement les mieux adaptés à la configuration locale et au milieu naturel. Ce zonage va permettre à la commune de disposer d'un schéma global de gestion des eaux usées et pluviales sur son territoire. Il constituera aussi un outil pour la gestion de l'urbanisme.

D'autre part, le zonage va permettre d'orienter le particulier pour la mise en place d'assainissement conforme à la réglementation, tant dans le cas de constructions nouvelles que dans le cas de restaurations.

1.1. Objet du dossier

L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, modifié par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, a attribué de nouvelles obligations aux communes et à leur groupement. Conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- ✓ les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- ✓ les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- ✓ les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- ✓ les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

L'article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales fait référence aux articles R123-1 à R123-27 du Code de l'Environnement pour la conduite de l'enquête publique à laquelle est soumis le zonage.

Les objectifs du dossier d'enquête publique consistent en l'information du public et au recueil des observations de celui-ci sur les règles techniques et financières qu'il est proposé d'appliquer en matière d'assainissement sur le territoire concerné.

1.2. Examen au cas par cas

Les procédures d'élaboration, de révision et de modification des quatre zones mentionnées précédemment (article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales), doivent faire l'objet d'une procédure d'examen au cas par cas préalable à une évaluation environnementale conformément à l'article R.122-17 du Code de l'Environnement.

Selon les dispositions de l'article R.122-18-I du Code de l'Environnement, la personne publique responsable doit saisir l'Autorité environnementale (Ae) qui se prononce, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour cette personne publique de réaliser une évaluation environnementale.

L'Ae dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande pour notifier sa décision, qui prend la forme d'un arrêté préfectoral. Aux termes des articles R122-17 et R 122-18 susvisés, l'Ae compétente pour les zonages d'assainissement est la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable; la DREAL (dont les agents sont placés, pour ces activités, sous l'autorité fonctionnelle du Président de la MRAe), instruit pour son compte les demandes d'examen au cas par cas.

Pour la région Hauts-de-France, les modalités de fonctionnement de la MRAe ont fait l'objet d'une convention entre le Président de la MRAe et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), et d'une décision portant délégation conformément à l'article 17 du décret n° 20 15-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable.

La décision de la MRAe de ne pas soumettre Arcy Ste Restitue à une évaluation environnementale est jointe en annexe 1 de ce document.

II. DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT

Assainissement non collectif

La totalité des bâtiments rejetant des eaux usées est en assainissement non collectif.

Depuis 2012, la C.C.C.O.C. effectue dans le cadre du SPANC des contrôles sur les dispositifs d'assainissement non collectif existants. Les caractéristiques des installations figurent dans le tableau ci-contre (synthèse de 2017). La majorité d'entre elles est équipée de fosses septiques (51,18 %) en prétraitement, de lits d'épandage (48,28 %) en traitement et de rejets au réseau pluvial (50,17 %).

Assainissement collectif.

Actuellement, le bourg ne dispose pas de réseau de collecte des eaux usées.

Les habitations à desservir sont au nombre de 236.

2.1. Notice justifiant l'assainissement collectif

2.1.1. Définition

L'assainissement collectif a pour objet la collecte, le transport et le traitement des eaux usées vers une station d'épuration. Le réseau de collecte peut être de deux types :

- réseau séparatif : les eaux pluviales (toitures, chaussées...) et usées (domestiques, industrielles...) sont collectées séparément et acheminées par un double réseau au milieu naturel pour les eaux pluviales et à la station d'épuration pour les eaux usées ;
- réseau unitaire : les eaux pluviales et usées sont collectées par un réseau unique et dirigées vers la station d'épuration ; pendant les périodes pluvieuses le trop plein peut être rejeté dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de bassins d'orage.

Le niveau de traitement de la station d'épuration dépend des contraintes environnementales du site, et doit permettre de respecter les objectifs de qualité assignés au milieu naturel récepteur des eaux épurées. L'assainissement collectif convient particulièrement bien pour des zones d'habitats regroupés, de densité moyenne ou forte.

2.1.2. Responsabilités et obligations de la collectivité et des particuliers

Le présent chapitre a pour but de préciser les principales attributions de chacune des parties (collectivités et particuliers) en matière d'assainissement collectif. L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment les stations d'épuration des eaux usées et l'élimination des boues qu'elles produisent. En contrepartie, la présence d'un réseau réalisé en domaine public contraint l'usager à s'y raccorder et à payer la redevance correspondante aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

L'article L1331-1 du Code de la Santé Publique précise :

- qu'à partir du moment où un système d'assainissement collectif est réalisé, les particuliers disposent de 2 ans pour s'y raccorder (un délai jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé par dérogation pour un immeuble antérieur au réseau collectif et équipé d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme) ;
- qu'en attendant la réalisation de l'assainissement collectif, les habitations doivent être dotées d'un assainissement non collectif conforme et en état de fonctionnement.

Peuvent être exonérés de l'obligation de raccordement, par arrêté approuvé par le représentant de l'Etat dans le département :

- les immeubles abandonnés ou les immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés ;
- les immeubles difficilement raccordables, dès lors qu'ils sont équipés d'une installation d'assainissement autonome conforme (arrêté du 19 juillet 1960 modifié relatif au raccordement des immeubles aux égouts).

Un règlement intercommunal d'assainissement collectif peut définir les droits et obligations de la collectivité et de l'usager.

2.1.3. Plan de zonage d'assainissement collectif d'Arcy Ste Restitue

En l'absence de réseau collectif, l'assainissement doit provisoirement être assuré par un système d'assainissement non collectif aux normes conçu pour être raccordé ultérieurement au réseau public.

Dans ce cas, un délai dérogatoire jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé pour le raccordement au réseau posé postérieurement à la construction de l'immeuble. En cas de création d'un assainissement collectif sur la commune, les habitations desservies sont tenues de se raccorder au réseau collectif dès lors qu'il existe, et au plus tard dans les 2 ans suivant sa mise en service.

Certains immeubles peuvent être exonérés de cette obligation de raccordement par la C.C.C.O.C. au vu des contraintes techniques et financières et à condition que les habitations non raccordées soient dotées d'une installation d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement.

La mise en place d'un assainissement collectif sur la commune d'Arcy Ste Restitue est difficilement envisageable pour certaines habitations (en contre-bas de la chaussée, isolées) ou pour des secteurs à faible densité de population et/ou éloignés du centre bourg. Ces habitations sont donc considérées comme non raccordables.

On compte 8 secteurs non raccordables sur le territoire communal d'Arcy Ste Restitue:

▪ S1 – Rue de la Muze à Arcy Ste Restitue	2 habitations
▪ S2 – Rue de Rugny à Arcy Ste Restitue	2 habitations
▪ S3 – Ferme du Moulin	2 habitations
▪ S4 – Hameau de Servenay	1 habitation
▪ S5 – Rue du Château à Branges	1 habitation
▪ S6 – Le Château à Branges	1 habitation
▪ S7 – Rue d'Angleterre à Branges	1 habitation
▪ S8 – Bucy le Bras	1 habitation

Au total, 11 habitations de la commune sont non raccordables.

Ces huit secteurs restent en zone d'assainissement non collectif. Le tableau ci-après précise la filière indicative préconisée à mettre en place (à confirmer par une étude à la parcelle).

A noter que parmi ces 11 habitations restant en assainissement non collectif, 3 ont été contrôlées conformes par le SPANC et ne seront donc pas à réhabiliter.

Secteur	Filière adaptée	Justification
S1 – Rue de la Muze à Arcy Ste Restitue	Lits filtrant drainés avec plus-value	Habitations à l'écart. De plus, une des habitations a été contrôlée conforme par le SPANC

S2 – Rue de Rugny à Arcy Ste Restitue	Lits filtrants drainés avec plus-value	Habitations éloignées du bourg. De plus une des habitations a été contrôlée conforme par le SPANC
S3 – Ferme du Moulin	Lits filtrant drainés avec plus-value	Habitations très éloignées du bourg.
S4 – Hameau de Servenay	Lit filtrant drainé avec plus-value	Habitation à l'écart des autres habitations du hameau
S5 – Rue du Château à Branges	Lit filtrant drainé avec plus-value	Habitation à l'écart des autres habitations du hameau
S6 – Le Château à Branges	Lit filtrant drainé avec plus-value	Habitation à l'écart des autres habitations du hameau
S7 – Rue d'Angleterre à Branges	Lit filtrant drainé avec plus-value	Habitation éloignée du hameau
S8 – Bucy le Bras	Lit filtrant drainé avec plus-value	Habitation très éloignée du bourg

2.1.4. Incidences financières du projet d'assainissement collectif

Arcy Ste Restitue est concernée par des projets d'assainissement collectif mis en œuvre par la C.C.C.O.C. Les usagers de la commune participent aux coûts d'investissement et d'exploitation par le versement de :

- ✓ la redevance d'assainissement collectif: le montant de la redevance d'assainissement tient compte d'une part fixe et d'une part variable dont le montant est voté chaque année;
- ✓ la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées domestiques. Conformément à l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées sont astreints à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif. Celle-ci s'élève au maximum à 80% du coût de fourniture et de pose d'un assainissement non collectif. Les modalités techniques et financières de cette participation seront déterminées par délibération de la C.C.C.O.C. Elle concerne les producteurs d'eaux usées domestiques. Cette participation se substitue à la participation pour le raccordement à l'égout depuis le 1^{er} juillet 2012.

La participation est exigible à compter de la date de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires ;

- ✓ la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées assimilés domestiques. Les usagers concernés sont ceux définis par l'article R213-48-1 du Code de l'Environnement et de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte. Ils ne sont pas soumis à un arrêté d'autorisation de rejet. Les établissements industriels sont assujettis à la même participation financière si une partie de leurs locaux produit des eaux usées assimilables à une utilisation domestique (bureaux, salle de restauration, WC, etc.). Cette participation financière est exigible à la délivrance de l'autorisation de déversement ordinaire.

Bordereau des prix unitaires pour la mise en place d'un assainissement collectif

Vous trouverez ci-dessous le bordereau des prix appliqués pour la solution d'assainissement collectif :

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml
Plus-value pour encorbellement	1 500,00	U
Passage cours d'eau et ouvrage (fonçage ou microtunnelier)	12 000	U
Plus-Value pour surprofondeur du réseau PVC diamètre 200 mm	60,00	ml
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m
PR EU < 7 logements	8 000,00	U
PR EU < 50 logements	20 000,00	U
50 logements < PR EU < 100 logements	30 000,00	U
100 logements < PR EU < 200 logements	42 000,00	U
PR EU > 200 logements	50 000,00	U
Branchement au réseau (Boîte de Branchement+canalisation)	1 500,00	U
STEP	1 000,00	EH
Branchement en domaine privé	2 000,00	U

2.2. Notice justifiant l'assainissement non collectif

2.2.1. Définition

Conformément à l'article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation, ainsi que des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celles des immeubles d'habitation, est obligatoire dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées pour quelque cause que ce soit (absence de réseau public de collecte ou, lorsque le réseau existe, immeuble dispensé de l'obligation de raccordement).

L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel superficiel ou souterrain, ou leur rejet en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit. Le présent article s'applique même en l'absence de zonage d'assainissement. Le non-respect de cette disposition par le propriétaire d'un immeuble peut donner lieu à des mesures administratives et/ou des sanctions pénales.

Les dispositions relatives à l'assainissement non collectif ne s'appliquent pas aux immeubles abandonnés ni aux immeubles qui en application de la réglementation doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la collectivité et le propriétaire.

2.2.2. Responsabilités de la collectivité et des usagers

L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes ou leur groupement doivent obligatoirement prendre en charge le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif, afin de protéger la salubrité publique.

Par contre, le choix ou non d'assurer l'entretien de ces dispositifs reste à l'initiative de la collectivité.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif est financé par une redevance d'assainissement non collectif payée par les usagers qui se compose comme suit :

- la redevance pour le diagnostic initial des installations existantes ;
- la redevance pour le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes (tous les 10 ans au maximum) ;

- la redevance pour le contrôle de fonctionnement à l'occasion de la cession d'un immeuble. Le redevable est le propriétaire vendeur comme l'indique l'article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, ou son mandataire ;
- la redevance pour le contrôle de la conception et la réalisation des installations neuves. Pour toutes les installations neuves, le service d'assainissement non collectif instruit les dossiers de demande d'installation et suit l'exécution des travaux par des interventions sur le terrain.
Le redevable est le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter, qui présente au SPANC le projet. Elle est exigible après l'exécution des prestations ;
- la redevance de contre-visite : il s'agit de l'examen préalable de la conception suivi de la vérification de l'exécution des travaux obligatoires prescrits par le SPANC à la suite d'un contrôle périodique. Le redevable de la redevance de contre-visite est le propriétaire de l'immeuble, ou le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif.

Outre les redevances ci-dessus, le SPANC peut aussi percevoir :

- s'il est mandaté par l'usager pour la réalisation ou la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, le remboursement du coût des travaux, déterminé selon les modalités fixées par une convention conclue entre le propriétaire et le SPANC, en tenant compte des subventions éventuellement perçues pour ces travaux ;
- la part destinée à couvrir un déplacement inutile du fait de l'absence du propriétaire ou de son mandataire alors même qu'un rendez-vous avait été formalisé selon les dispositions réglementaires. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble ;
- le remboursement des frais de prélèvement et d'analyses sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel lorsque l'analyse révèle un rejet non conforme à la réglementation. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble.

2.2.3. Organisation du SPANC

Le SPANC est un service à caractère industriel et commercial organisé en régie. Les usagers sont soumis à une redevance d'assainissement. Celle-ci est un montant forfaitaire dû après service rendu et finance en totalité le service.

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire et vidangées régulièrement par des personnes agréées par le préfet, de manière à maintenir :

- leur bon fonctionnement et leur bon état ;
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux ;
- l'accumulation normale des boues.

Notamment, la périodicité de vidange d'une fosse septique doit être adaptée à la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Concernant les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange.

Le propriétaire, ou le cas échéant le locataire, qui ne connaît pas la réglementation applicable à l'entretien et à la vidange de son installation d'assainissement non collectif, ou qui ne possède plus la notice du fabricant ou le guide d'utilisation obligatoire dans le cas d'une installation agréée par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, doit contacter le SPANC pour bénéficier du maximum d'informations disponibles et commercialement fiables.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, choisit librement l'entreprise ou l'organisme agréé par le préfet qui effectuera la vidange des ouvrages. Il est rappelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires.

2.2.4. Plan de zonage d'assainissement non collectif d'Arcy Ste Restitue

Les dispositions en matière d'assainissement non collectif s'appliquent en l'absence de collecteur public au droit de propriété. Arcy Ste Restitue ne possède aucun réseau de collecte des eaux usées, la totalité de la commune est en assainissement non collectif.

De plus, 40 habitations ne seraient pas à réhabiliter car elles ont été contrôlées conformes par le SPANC.

Les habitations non desservies par un réseau de collecte font l'objet d'une étude prenant en compte les critères suivants :

1 – la structure de l'habitat, à savoir :

- l'isolement ou le regroupement des bâtiments,
- la distance à un exutoire existant,
- la taille de la parcelle, son aménagement et son accessibilité,
- la situation de chaque immeuble sur la parcelle et le dénivelé entre l'immeuble et le terrain recevant l'ANC,
- les projets de développement de l'habitat.

La structure de l'habitat définit la localisation du traitement, à la parcelle privée ou sur le domaine public dans le cas de système de traitement autonome regroupé.

2 - les contraintes du milieu naturel, à savoir :

- la nature et la perméabilité des sols,
- la profondeur de la nappe,
- la géologie,
- la pente du terrain,
- l'existence de contraintes spécifiques (périmètre de protection de captage d'eau potable, zone naturelle à protéger, zone inondable),
- la disponibilité foncière.

Les contraintes du milieu imposent des techniques de traitement.

3 - contraintes relevées sur Arcy Ste Restitue

Le tableau ci-après reprend l'ensemble des contraintes parcellaires à Arcy Ste Restitue ainsi que la solution à apporter pour y remédier.

Contraintes de l'habitat pour la mise en place de l'ANC à Arcy Ste Restitue		
Dénomination	Solution	Nombre
Contraintes de surface (CS)	Filière compacte (zéolithe, micro-station, coco...)	Arcy Ste Restitue : 31 Branges : 7 Servenay : 3 Rugny : 2 <u>Foufry : 1</u> Total : 44
Contraintes topographiques (CT)	Poste de relevage	Arcy Ste Restitue : 11 Branges : 8 Servenay : 3 <u>Rugny : 3</u> Total : 25
Contraintes d'accès (CA)	Filière compacte (zéolithe, micro-station, coco...) et plus-value	Arcy Ste Restitue : 33 Branges : 3 <u>Rugny : 6</u> Total : 42
Contraintes de captage (CC)	Filière drainée ou compacte, rejet si possible en milieu superficiel	Foufry : 1
Contraintes d'Inondation (CI)	Tertre ou filière compacte	Pas de PPRI
Contraintes d'exutoire (CE)	Plus-value pour puits d'infiltration	Arcy Ste Restitue : 25 Branges : 12 Servenay : 24 Rugny : 16 Foufry : 7 <u>Bucy le Bras : 1</u> Total : 85

Il est à noter que 5 habitations ne possèdent aucun terrain pour la mise en place d'un ANC, même compact : rue Fortier, rue de Rugny, place du Général de Gaulle, rue de Branges. Pour ces installations, il est possible de disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif regroupé sur la parcelle d'une des habitations concernées ou sur une parcelle mise à disposition par la commune (*réponse ministérielle à une question parlementaire QE 50558 publiée au JO le 25/02/2014*).

Ces logements ne seront pas pris en compte dans la solution d'assainissement non collectif de la commune.

Les contraintes technico-économiques de raccordement orientent le choix vers l'assainissement collectif ou non collectif.

2.2.5. Incidences financières du projet d'assainissement non collectif

En ce qui concerne le SPANC de la Communauté de Commune du Canton d'Oulchy le Château, les tarifs 2017 pour les redevances d'assainissement non collectif sont les suivants :

1) Installation existante

- ❖ Redevance annuelle : 17,22 € HT/an

2) Cas particuliers

- ❖ Redevance pour le contrôle lors de la conception : 105,30 € HT
- ❖ Redevance pour le contrôle de bonne exécution : 157,94 € HT
- ❖ Coût d'un contrôle dans le cadre d'une vente : 157,94 € HT.

La mise aux normes des installations d'assainissement non collectif est à la charge exclusive du propriétaire. Un prix indicatif par filière pour un équipement standard est indiqué ci-après :

- Epanchage souterrain : 7 000 €HT,
- Lit filtrant vertical drainé : 9 000 €HT,
- Lit filtrant vertical non drainé : 8 000 €HT,
- Filière compacte traditionnelle (type zéolite) : 9 000 €HT,
- Micro-station : 11 000 €HT.

Les fiches des différentes filières d'assainissement non collectif sont consultables en annexe 2 de ce document

III. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU ZONAGE PROPOSE

3.1. Coûts des projets

3.1.1. Investissement

Les coûts d'investissement présentés ci-après prennent en compte la remise en état de la parcelle pour les habitations en assainissement non collectif.

Il s'agit donc d'une estimation maximaliste puisque la réhabilitation des dispositifs existants pourra être dans certains cas inutile ou partielle (réutilisation d'une fosse toutes eaux réglementaire par exemple et mise en place de la filière de traitement uniquement).

3.1.2. Fonctionnement

Pour les réseaux d'assainissement collectif, ces coûts comprennent l'entretien régulier des réseaux gravitaires (curage des canalisations, regards de visite, boîtes de branchement, bouches-avaloirs), ainsi que l'entretien des stations de pompage et de leur consommation électrique.

Pour l'assainissement non collectif, dans le cadre de l'intervention du SPANC en matière de contrôle, les visites seront réalisées tous les dix ans. Les installations dotées d'une pompe de relèvement seront contrôlées sur la même base que les autres installations.

3.1.3. Coûts des différentes solutions envisagées

Les différentes solutions envisagées pour la commune d'Arcy Ste Restitue correspondent à :

- ✓ **Solution S1 : assainissement non collectif pour la totalité de la commune.**

Réhabilitation ou mise en place d'un traitement à la parcelle pour les eaux usées de chaque habitation de la commune qui n'a pas été contrôlée conforme par le SPANC et dont la parcelle peut recevoir un assainissement collectif (5 habitations impossibles).

- ✓ **Solution S2 : assainissement collectif pour Arcy Ste Restitue, Servenay, Branges, Rugny et Foufry et assainissement non collectif pour Bucy le Bras, la ferme du Moulin et les habitations à l'écart**

Mise en place d'un réseau d'eaux usées en PVC Ø 200 mm sur la quasi-totalité des rues d'Arcy Ste Restitue, Servenay, Branges, Rugny et Foufry afin de desservir 225 habitations.

Les eaux usées du bourg seront refoulées depuis la place du Général De Gaulle jusqu'à la station de dépollution, rue de Branges dont l'exutoire sera le ruisseau de Chouy (ou Muze).

La majeure partie des eaux usées de Branges seront refoulées de la rue d'Arcy jusqu'à la rue d'Angleterre afin d'être acheminées gravitairement à la station de dépollution dont l'exutoire sera la Muze, via les marais.

Les eaux usées de Servenay transiteront gravitairement à la station de dépollution au Nord-Est du hameau. L'exutoire sera le ruisseau de Chouy (ou Muze).

Les effluents collectés à Rugny seront acheminés gravitairement à la station de dépollution au Sud du hameau dont l'exutoire sera un fossé.

Les eaux usées de Foufry transiteront gravitairement jusqu'à la station de dépollution à l'Est du hameau dont l'exutoire sera les marais.

L'habitation de Bucy le Bras reste en assainissement autonome.

Hormis la parcelle rue de Branges à Arcy, les parcelles pressenties pour ce projet n'appartiennent pas à la commune. Il s'agira donc de prévoir un coût d'acquisitions foncières pour celles-ci. Ce coût n'est pas pris en compte dans le coût d'investissement de la solution S2 présentée. Des études de faisabilité et d'incidence devront être réalisées si la commune projette de choisir ce scénario.

Les contraintes pouvant exister en domaine privé pour le raccordement à la boîte de branchement en domaine public seront à identifier. Un forfait de 2 000,00 € HT/branchement pour le particulier a donc été pris en compte dans la solution d'assainissement collectif. Il s'agit d'un prix moyen, variable en fonction des contraintes sur la parcelle (distance, accès, pente, aménagement au sol...)

Les 11 habitations non desservies resteront en assainissement autonome. Parmi celles-ci, trois habitations à Arcy Ste Restitue ont été contrôlées conformes par le SPANC et donc ne seront pas comptabilisées dans la solution 2.

Les tableaux ci-dessous synthétisent les différents coûts pour les 2 solutions proposées :

N° Solution	S1	S2**
Nbr d'habitations concernées	191	233
Nbr d'habitations en AC	0	225
Nbr d'habitations en ANC	191	8
Coût d'investissement (€ HT)	1 928 700,00	3 005 065,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	10 098	12 897
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	17 735,00	28 041,00

* Hors coût de réhabilitation des 5 installations jugées impossibles à réhabiliter

** Hors coût d'acquisition foncière pour la mise en place de la STEP

N° Solution	S1		S2	
	Domaine privé	Domaine public	Domaine privé	Domaine public
Nbr d'habitations	191	0	233	225
Coût d'investissement (€ HT)	1 928 700,00	0,00	536 400,00	2 468 665,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	10 098	0,00	2 302	10 972
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	17 735,00	0,00	680,00	27 361,00

Le détail des coûts affectés aux différentes solutions est repris dans les tableaux en annexe 3 de ce document.

3.2. Choix de la collectivité

Après délibération de son conseil municipal le **11 avril 2018** dont l'extrait du registre est joint en annexe 4, la commune d'Arcy Ste Restitue a décidé de retenir le zonage d'assainissement suivant :

Assainissement non collectif pour l'ensemble de la commune (solution S1)

Le choix du zonage d'assainissement a été réalisé sur la base de l'étude technico-économique des solutions proposées dans le cadre de l'étude de schéma directeur d'assainissement. Il a été motivé par l'important écart financier entre les deux solutions tant en coût d'investissement qu'en coût de fonctionnement.

Sur le plan technique, la solution d'assainissement non collectif S1 se justifie par la non réhabilitation des 40 habitations contrôlées conformes par le SPANC.

3.2.1. Détail des coûts de la solution retenue S1

Assainissement non collectif pour la totalité de la commune à l'exception des 5 habitations ne pouvant recevoir un assainissement non collectif et des 40 habitations contrôlées conformes, soit 191 habitations.

Coût d'investissement de la solution S1

L'assainissement non collectif à la parcelle pour la totalité de la commune nécessite l'implantation de :

○ Sept (7) épandages souterrains	49 000,00 € HT
○ Soixante-trois (63) lits filtrant verticaux drainés	567 000,00 € HT
○ Vingt-trois (23) filières compactes traditionnelles	207 000,00 € HT
○ Trente-six (36) filières compactes traditionnelles avec 1 plus-value pour contrainte	372 600,00 € HT
○ Vingt-cinq (25) postes de relèvement	50 000,00 € HT
○ Cinquante-deux (52) lits filtrant verticaux drainés avec 1 plus-value pour contrainte	561 600,00 € HT
○ Dix (10) filières compactes traditionnelles avec 2 plus-values pour contraintes	121 500,00 € HT

Coût total en investissement de la solution S1 : 1 928 700,00 € HT et 10 098 Euros HT/Habitation en moyenne.

Coût de fonctionnement de la solution S1

Après analyse des prestations effectuées entre 2012 et 2016, le coût de fonctionnement d'un assainissement autonome peut donc être estimé à 85,00 € HT par dispositif et par an (redevance annuelle + coût de vidange lissé sur 4 ans).

A ce coût induit par les redevances diverses, nous pouvons ajouter un coût moyen de la consommation électrique nécessaire au fonctionnement des micro-stations et postes de relevage (contrainte topographique).

Nous estimons la consommation électrique de ces équipements à environ 1 kW/jour/station, soit un coût moyen de 60,00 € HT/an pour une micro-station et/ou un poste de relevage.

Le coût de fonctionnement de cette solution S1 est donc de l'ordre de 17 735,00 € HT par an pour l'ensemble des installations non conformes auquel s'ajoutent les redevances lors de la conception et de la bonne exécution la première année. Le coût du contrôle dans le cadre d'une vente n'étant pas inclus.

A noter également, le coût de fonctionnement sera de 3 400 € HT par an pour les 40 habitations contrôlées conformes par le SPANC

IV. ZONAGE PLUVIAL

4.1. Droits et devoirs de la collectivité et des usagers relatifs à la gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales appartiennent en pleine propriété au propriétaire du terrain qui les reçoit (article 641 du Code Civil). Il n'y a donc pas d'obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif dans les secteurs qui en sont équipés (réseau unitaire collectant à la fois les eaux usées et pluviales, ou réseau séparatif collectant les seules eaux pluviales, selon les cas).

Les terrains sont assujettis à recevoir les eaux qui s'écoulent naturellement. Cependant, le propriétaire du terrain supérieur ne peut rien faire qui aggrave cette servitude (article 640 du code Civil).

La commune, ou le cas échéant la collectivité à laquelle elle adhère pour la compétence en matière de gestion des eaux pluviales, a la possibilité de réglementer les rejets sur la voie publique dans le cadre de ses pouvoirs de police en matière de lutte contre les accidents, les inondations et les pollutions (article L2212-2 du code Général des collectivités Territoriales).

Elle peut éventuellement interdire ou limiter les rejets sur la voie publique.

S'il existe un réseau pluvial ou unitaire, les conditions de son utilisation peuvent être fixées par un arrêté municipal ou figurer dans le règlement du service d'assainissement.

4.2. Principes du zonage pluvial

4.2.1. Principes généraux

Le raccordement systématique des eaux pluviales à un réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé d'un projet d'envisager d'abord une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle ou par opération n'est pas satisfaisante, les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans un réseau public.

Ces dispositions s'appliquent aux zones urbanisées ou à urbaniser. Dans le cas où ces dispositions ne peuvent être réalisées, le demandeur est autorisé à rejeter ses eaux pluviales selon les trois (3) niveaux de contraintes ci-après :

- 1 – en zone de non-aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel ;
- 2 – en zone de contrôle du ruissellement : le rejet dans un réseau existant ne peut être autorisé que dans la limite de la capacité de collecte et de transport des ouvrages de la collectivité, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel ;
- 3 – en zone de compensation du ruissellement : le réseau existant n'est pas en capacité d'accueillir de nouveaux rejets. Le demandeur doit envisager une gestion à la parcelle ou par opération de ses eaux pluviales. En cas d'insuffisance d'une gestion à la parcelle ou par opération, le demandeur peut être autorisé à rejeter dans le réseau. Cette autorisation est conditionnée par des travaux pouvant porter sur la collecte et le transport.

En parallèle au zonage, certaines opérations d'aménagement, selon leur importance, peuvent être soumises à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement et notamment de la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du même code :

- rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface de la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (déclaration) ou supérieure ou égale à 20 ha (autorisation).

C'est dans le cadre du dossier réglementaire d'incidence à réaliser que les aménagements spécifiques à prévoir devront être établis. Pour les opérations plus modestes n'entrant pas dans le cadre de ces procédures, c'est à l'aménageur qu'il revient de prendre les mesures nécessaires permettant de satisfaire le règlement du PLU et le présent zonage.

Dans les secteurs ruraux, les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, en particulier par les fossés et cours d'eau existants. Trois niveaux de contraintes sont définis dans ces secteurs:

- 1 – zone sans prescriptions particulières : il s'agit des secteurs où le ruissellement et l'évacuation des eaux pluviales ne présentent pas de problème particulier, compte tenu de la nature du sol, de la topographie et/ou de la présence d'un milieu récepteur à proximité. Les eaux de ruissellement doivent être limitées autant que possible en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables. ;

2 – zone de non-aggravation du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont d'ouvrages hydrauliques, existants ou projetés (bassins de rétention, collecteurs), dont le dimensionnement est suffisant pour permettre la gestion des eaux pluviales sans débordement ni problème d'évacuation, sous réserve de ne pas accroître les flux. Les éléments de paysage existants (fossés, haies, bois, bosquets, vergers, fonds plats...) constituant des freins au ruissellement et/ou favorisant l'infiltration sont à préserver, tandis que les interventions susceptibles d'aggraver le ruissellement doivent donner lieu à des mesures compensatoires, principalement agro-environnementales ;

3 – zone de réduction du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont de zones urbanisées ou à urbaniser équipées de collecteurs déjà saturés ou sensibles à des dysfonctionnements hydrauliques (coulées de boues, inondations), où toute disposition visant à réduire le ruissellement contribue à l'amélioration de la situation et à la réduction des risques. Les dispositions à prendre sont principalement des aménagements d'hydraulique douce (bandes enherbées, haies, fossés...) et des modifications des pratiques agricoles (labours perpendiculaires aux pentes...).

Dans tous les cas (zones urbanisées, à urbaniser, naturelle ou agricole), un prétraitement (débourbeur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

4.2.2. Zones d'urbanisation existante

Les zones agglomérées sont souvent les plus sensibles au ruissellement et aux inondations. En effet, la concentration des eaux de ruissellement par la pose de collecteurs, l'extension de l'urbanisation et l'accroissement de l'imperméabilisation au fil du temps conduisent les réseaux pluviaux et unitaires, souvent anciens, à la limite de leur capacité, voire les rendent insuffisants. Il s'agit de zones où le ruissellement ne doit pas être aggravé.

Les réseaux d'assainissement par temps de pluie sont souvent à l'origine de 2 types majeurs de dysfonctionnement :

- pour des pluies d'occurrence fréquente, dans le cas de réseaux unitaires collectant à la fois les eaux usées et pluviales, rejet d'eaux usées de temps de pluie du fait de l'insuffisance des ouvrages à transiter la totalité des flux vers les ouvrages de traitement (l'occurrence de pluie mensuelle est souvent retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement)
- pour des pluies d'occurrence plus rare (10/20/30/50 ans), débordements et inondations du fait de l'insuffisance hydraulique des ouvrages, avec remontée de l'eau chez les riverains par les branchements sur les réseaux en charge et/ou inondation des voiries lorsque que la ligne d'eau atteint le terrain naturel (l'occurrence de pluie décennale est souvent retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement).

Généralement, pour les constructions et infrastructures existantes, les aménagements possibles pour limiter les débits, le ruissellement et ne pas aggraver les inondations sont :

- la réduction des apports amont par écrêtement (bassins tampons)
- la déconnexion de bassins versants des zones de collecte (mise en séparatif, séparation de réseaux d'eaux pluviales et unitaires...)
- la modification de la répartition des flux d'amont en aval et la dispersion des rejets
- la suppression d'insuffisances locales par remplacement/renforcement d'ouvrages incriminés
- à l'occasion d'opportunités de travaux ou d'aménagements (aménagement des sous-sols, réfection de voirie, secteurs de requalification...), toute possibilité de techniques alternatives, faisant appel soit à l'infiltration, soit au stockage et à l'épandage superficiel :
 - ✓ assainissement à la parcelle : puisards, fossés, noues, tranchées drainantes, citernes, toitures terrasses, lits d'épandage
 - ✓ assainissement par groupe de parcelles : fossés, noues, tranchées pour recueillir et infiltrer les eaux de ruissellement des espaces collectifs, tranchées filtrantes ou drainantes, chaussées poreuses ou sur fondation drainante
 - ✓ assainissement par opération : bassins de retenue, chaussées réservoirs.
- l'installation de clapets anti-retour pour éviter les remontées dans les branchements.

4.2.3. Zones à urbaniser

Pour les mêmes raisons que dans les zones urbanisées (éléments limitants), afin d'éviter des mises en charge des réseaux avec aggravation ou apparition de nouveaux risques de débordement, le rejet des eaux pluviales en infiltration (après tamponnement éventuel en fonction des capacités d'absorption du sol) ou dans un milieu superficiel proche (après tamponnement éventuel en fonction de la capacité d'acceptation du milieu) doit être privilégié chaque fois que possible pour éviter la concentration des flux.

Deux cas de figure se présentent pour la gestion des eaux pluviales :

- zones de compensation du ruissellement : dans les secteurs sensibles où les réseaux déjà saturés ne peuvent pas admettre d'augmentation des débits collectés, afin de ne pas aggraver la situation existante et les risques déjà évoqués, toute possibilité de solutions "alternatives" ou "compensatoires" au ruissellement, déjà énumérées pour les zones urbanisées, doit être envisagée pour collecter et évacuer les eaux pluviales des nouvelles constructions et infrastructures, publiques ou privées, collectives ou individuelles.

Dans ce cas, les solutions locales d'évacuation doivent être privilégiées : recherche d'un exutoire local (ruisseau, fossé, infiltration) sous réserve de vérifier les risques de pollution ou de contamination du milieu récepteur, notamment en fonction des usages de l'eau.

Les techniques alternatives énumérées précédemment doivent être privilégiées pour réduire et/ou différer les rejets d'eaux pluviales (rétention à la parcelle, par opération, avec débit de fuite limité).

- zones de contrôle du ruissellement : quand la capacité des réseaux existants et l'acceptabilité du milieu naturel le permettent, les solutions classiques d'assainissement pluvial par la pose de collecteurs restent envisageables, moyennant le cas échéant des prétraitements et/ou tamponnements. L'aménageur doit néanmoins au préalable vérifier l'acceptabilité des réseaux et avoir reçu l'agrément du gestionnaire des réseaux.

Dans ce cas, l'utilisation des mesures alternatives précédentes ne doit pas être négligée pour éviter une saturation des réseaux à terme.

4.2.4. Zones naturelles et agricoles (bassins versants ruraux)

Sur ces zones, le ruissellement a pour conséquence de concentrer les flux dans le temps (réduction du temps de parcours et augmentation des vitesses d'écoulement) et dans l'espace (convergence en quelques points de rejet à l'aval).

Compte tenu, en outre, du cumul des flux issus de plusieurs bassins versants naturels, des conséquences graves peuvent être à craindre si aucune précaution n'est prise et si la gestion des flux n'est pas concertée :

- * risques d'inondation pour les populations à l'aval des bassins versants, jusqu'au milieu récepteur final
- * risques d'inondation d'ouvrages d'infrastructure importants, et par suite pour la sécurité des usagers
- * risques d'inondation de terrains cultivables
- * érosion des sols et pollution des milieux récepteurs :

Ses effets sont observables le long des lignes d'écoulement principal où le ruissellement emporte les terrains et provoque des affaissements, ainsi qu'à l'aval des bassins versants dans le fond des vallons, où ils se manifestent par l'accumulation de terre, le colmatage d'ouvrages hydrauliques, des apports de boues dans les milieux superficiels. On les observe en particulier aux points d'accumulation des eaux au droit de dépressions naturelles, ou aux ouvrages canalisant les écoulements sous des chemins agricoles ou des chaussées.

L'érosion résulte de la combinaison de plusieurs facteurs :

- pentes importantes de bassins versants agricoles
- composition des terrains superficiels
- pratiques culturelles, et remembrement :
 - ✓ labourages et cultures dans le sens des pentes, concentrant et accélérant les écoulements

- ✓ arrachage de haies forçant l'infiltration et freinant les écoulements
 - ✓ comblement de fossés permettant la rétention et l'infiltration
 - nudité des sols cultivés en période hivernale
 - insuffisance d'obstacles naturels aux écoulements (*bois, talus, haies,...*), en particulier à l'aval des bassins versants
- * mauvaise recharge des aquifères.

Pour ces zones naturelles et agricoles, les aménagements envisageables pour améliorer le fonctionnement du réseau hydraulique superficiel consistent principalement en des mesures agri-environnementales visant à ralentir les écoulements. Il peut s'agir de:

- modification des pratiques culturales
 - labourages et cultures perpendiculairement aux pentes
 - plantation de haies...
- création, recalibrage ou réouverture de fossés comblés
- mise en place de bandes enherbées
- mise à fond plat de terrains favorables à une bonne infiltration
- utilisation de dépressions naturelles et d'obstacles naturels aux écoulements (*bois, talus, haies,...*), par dérivation locale des écoulements
- création de bassins de tamponnement ou d'infiltration...

4.3. Etat de l'assainissement pluvial à ARCY-STE-RESTITUE

Le réseau pluvial du bourg est bien développé dans la plupart des rues, avec un exutoire principal rue du Lavoir et un exutoire secondaire rue de Branges vers la Muze (plans ci-contre).

Le hameau de Servenay comprend 2 branches pluviales avec rejets vers la Muze.

Le hameau de Branges comprend 3 branches pluviales avec rejets vers le ru du Marais.

Le hameau de Rugny comprend une seule branche avec rejet vers un fossé.

La mairie n'a pas signalé de problème particulier, en dehors du point bas de la place du Général de Gaulle parfois inondé.

ARCY-STE-RESTITUE a fait l'objet de plusieurs arrêtés de catastrophe naturelle d'inondation :

Type de catastrophe	Début	Fin	Arrêté	Publication JO
Inondations et coulées de boue	08/05/93	09/05/93	20/08/93	03/09/93
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99

Elle n'est pas soumise à la réglementation relative à l'Information Acquéreur Locataire en application des articles L125-5 et R125-23 à 27 du Code de l'Environnement.

4.4. Zonage pluvial à ARCY-STE-RESTITUE

Les zones urbanisées du bourg et des hameaux de Servenay, Branges et Rugny ont été rangées en zone de non-aggravation du ruissellement, pour éviter les risques de saturation des réseaux à terme.

A défaut de document d'urbanisme fixant des contours précis des zones urbanisées, urbanisables, naturelles et agricoles, la délimitation a été effectuée en fonction de la structure viaire et de celle des réseaux, des pentes, des limites des parcelles bâties ou potentiellement constructibles, et du registre parcellaire graphique agricole de 2016 (RPG).

En amont des zones identifiées comme sensibles aux inondations et coulées de boue, les bassins versants ruraux ont été rangés en zone de réduction du ruissellement. Les secteurs dont le ruissellement est susceptible de parvenir aux réseaux ont aussi été inclus. La délimitation a été effectuée par recoupement des limites parcellaires et des lignes de crête et de talweg définies à partir des courbes de niveau des cartes IGN au 1/25000^{ème}.

Le reste des bassins versants ruraux est rangé en zone sans prescriptions particulières.

Actuellement, compte tenu de rejets dans les réseaux pluviaux de dispositifs d'ANC non conformes, des rejets d'eaux usées sont potentiellement observables aux exutoires de ces réseaux dans le milieu naturel. Cependant, dans le cadre de la solution retenue de réhabilitation des dispositifs d'ANC non conformes, ces rejets potentiels sont amenés à progressivement disparaître.

Par ailleurs, le caractère rural de la commune et l'origine des eaux de ruissellement ne sont pas susceptibles de générer une pollution significative des eaux pluviales.

En conséquence, aucun point sensible quant à la pollution des eaux pluviales n'a été identifié.

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE D'ARCY STE RESTITUE

**Annexe 1 – Décision de la MRAe concernant
l'évaluation environnementale sur la commune**



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale
d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
sur la révision des zonages d'assainissement
des communes de**

**Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy,
Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy,
Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouttes,
Nampteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise,
Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire (02)**

n°MRAe 2018-2415 ; 2018-2416 ; 2018-2417 ; 2018-2418 ; 2018-2419 ; 2018-2420 ; 2018-2421 ;
2018-2422 ; 2018-2423 ; 2018-2424 ; 2018-2425 ; 2018-2426 ; 2018-2427 ; 2018-2428 ; 2018-2429 ; 2018-
2430 ; 2018-2431 ; 2018-2432 ; 2018-2433 ; 2018-2500

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement Européen et du Conseil concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-4, R122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015, relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 5 mai 2017 et du 16 octobre 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les demandes d'examen au cas par cas, déposées complètes par la communauté de communes du canton d'Oulchy-le-Château le 23 avril 2018, concernant la révision des 20 zonages d'assainissement des communes d'Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy, Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouettes, Nampsteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire, dans le département de l'Aisne ;

Vu les avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France des 25 et 29 mai 2018 ;

Considérant que la révision des zonages d'assainissement de ces vingt communes consiste à classer en assainissement non collectif l'ensemble du territoire de chacune de ces communes ;

Considérant la présence sur la commune d'Arcy du site Natura 2000 n°FR2200399 « coteaux calcaires du Tardenois et du Valois » lequel ne sera pas impacté par les projets de zonage d'assainissement ;

Considérant la présence de zones à dominante humide définies par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine Normandie, lesquelles ne seront pas impactées par les projets de zonage d'assainissement ;

Considérant la présence de périmètres de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine sur les communes de Beugneux, Droisy, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy et l'absence d'habitation au sein de ces périmètres de protection rapproché et éloigné ;

Considérant la présence d'une habitation à l'intérieur du périmètre de protection du captage d'eau potable de la commune d'Arcy, habitation dont les effluents épurés seront rejetés en dehors du périmètre de protection ;

Considérant que l'état chimique des nappes souterraines du Lutétien-Yprésiens du Soissonnais-laonnois, de l'Eocène du bassin versant de l'Ourcq, et de la Craie de Champagne nord est médiocre, alors que la nappe de l'Albien-Néocomien captif est en bon état ;

Considérant la réglementation garantissant le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif en application de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 dans l'objectif de maintenir la conformité des installations et d'informer le public sur les conditions de réhabilitation des équipements vieillissants ;

Considérant la présence sur toutes les communes, sauf Ambrief, Arcis, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chaudun et Le Plessier-Huleu, d'âges de remontée de nappe élevés à très élevé et qu'il conviendra de prévoir des dispositifs d'assainissement adéquats pour que l'efficacité de l'assainissement soit assurée ;

Considérant dès lors que la révision du zonage d'assainissement des vingt communes précitées n'est pas susceptible d'entraîner des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

La procédure de révision des zonages d'assainissement des communes d'Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy, Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouettes, Nampsteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire dans le département de l'Aisne n'est pas soumise à évaluation environnementale stratégique.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles un projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à Lille, le 19 juin 2018

La Présidente
de la mission régionale d'autorité
environnementale
Hauts-de-France



Patricia Corrèze-Lénée

<i>Voies et délais de recours</i>

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.
Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Recours gracieux (formé dans le délai de deux mois) auprès de :
Madame la Présidente de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France
DREAL Hauts-de-France – Service IDDEE
44, rue de Tournai
CS 40259
F 59019 LILLE Cedex

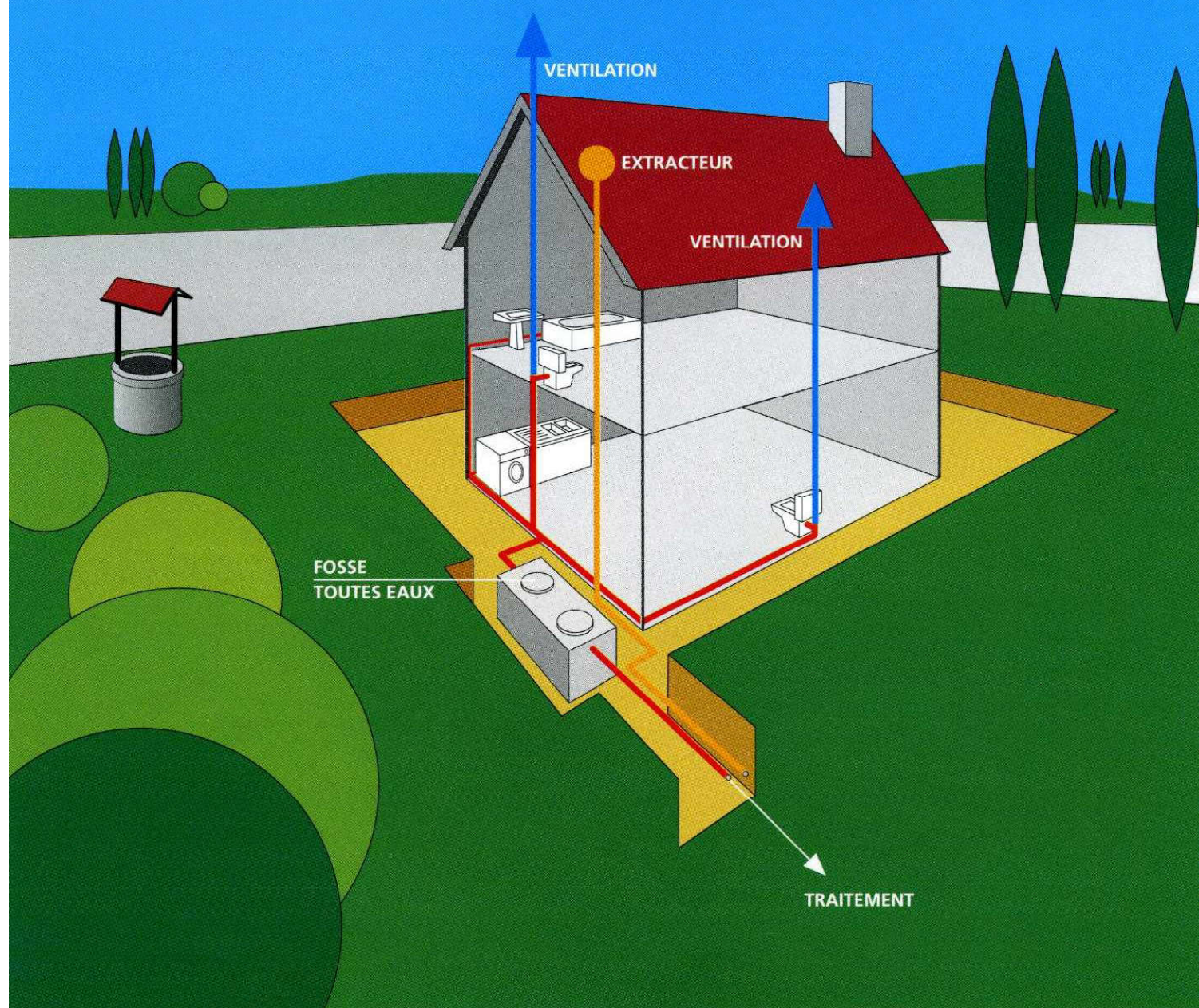
Recours contentieux (formé dans le délai de deux mois) auprès du :
Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
CS 62039
59014 Lille cedex

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE D'ARCY STE RESTITUE

**Annexe 2 – Fiches descriptives des installations
d'assainissement non collectif**

FOSSE TOUTES EAUX



Une fosse toutes eaux est un appareil destiné à la collecte, à la liquéfaction partielle des matières polluantes contenues dans les eaux usées et à la rétention des matières solides et des déchets flottants.

Elle reçoit l'ensemble des eaux usées domestiques.

La fosse toutes eaux doit débarrasser les effluents bruts de leurs matières solides afin de protéger l'épandage contre un risque de colmatage.

Elle doit également liquéfier ces matières retenues par décantation et flottation.

La hauteur d'eau ne doit pas être inférieure à 1 m.

La fosse toutes eaux génère des gaz qui doivent être évacués par une ventilation efficace.

L'évacuation de ces gaz est assurée par un extracteur placé au-dessus des locaux habités.

Le diamètre de la canalisation d'extraction sera d'au moins 10 cm.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

A défaut de justifications fournies par le constructeur de la fosse toutes eaux, la vidange des boues et des matières flottantes doit être assurée au moins tous les 4 ans.

DIMENSIONNEMENT :

Le volume minimum de la fosse toutes eaux sera de 3 000 l pour les logements comprenant jusqu'à 5 pièces principales.

Il sera augmenté de 1 000 l par pièce supplémentaire.

FOSSE TOUTES EAUX

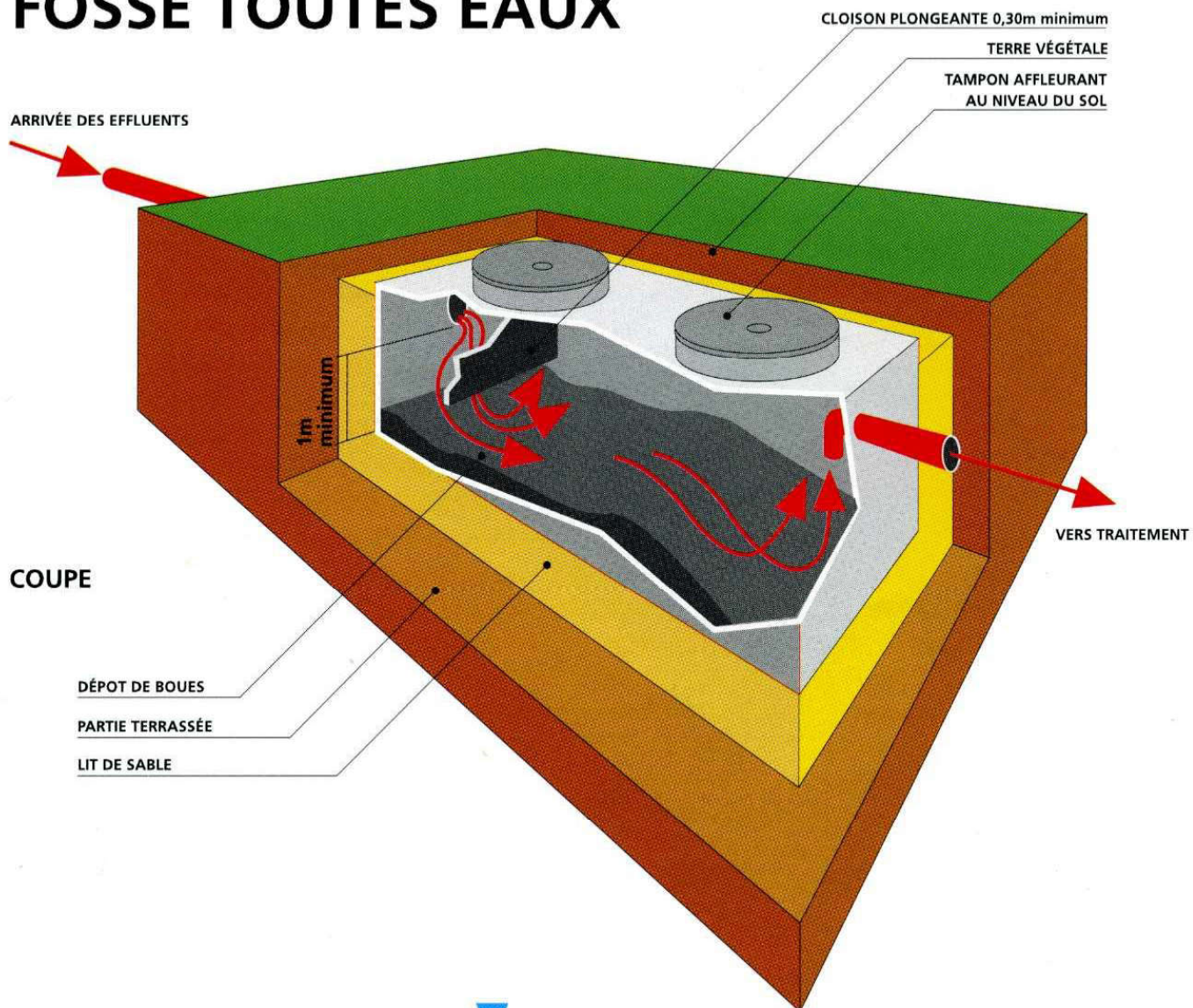
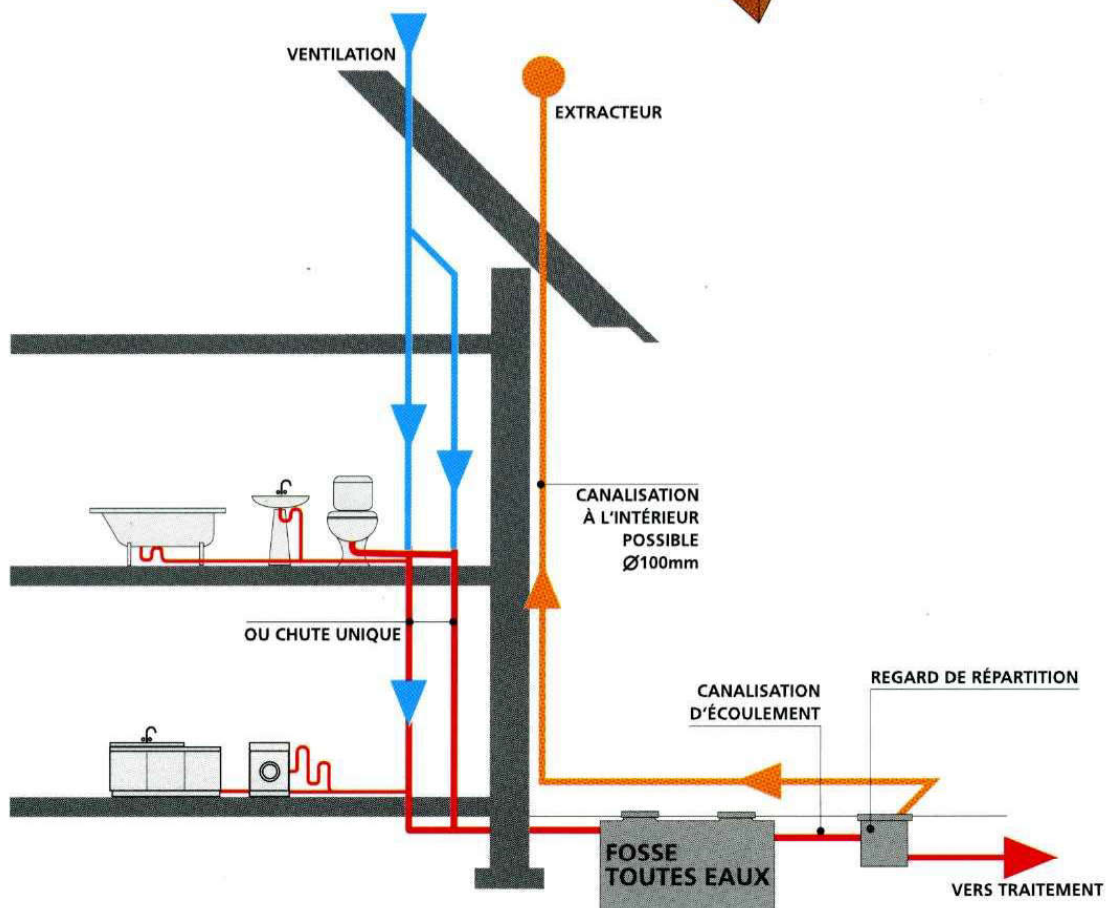
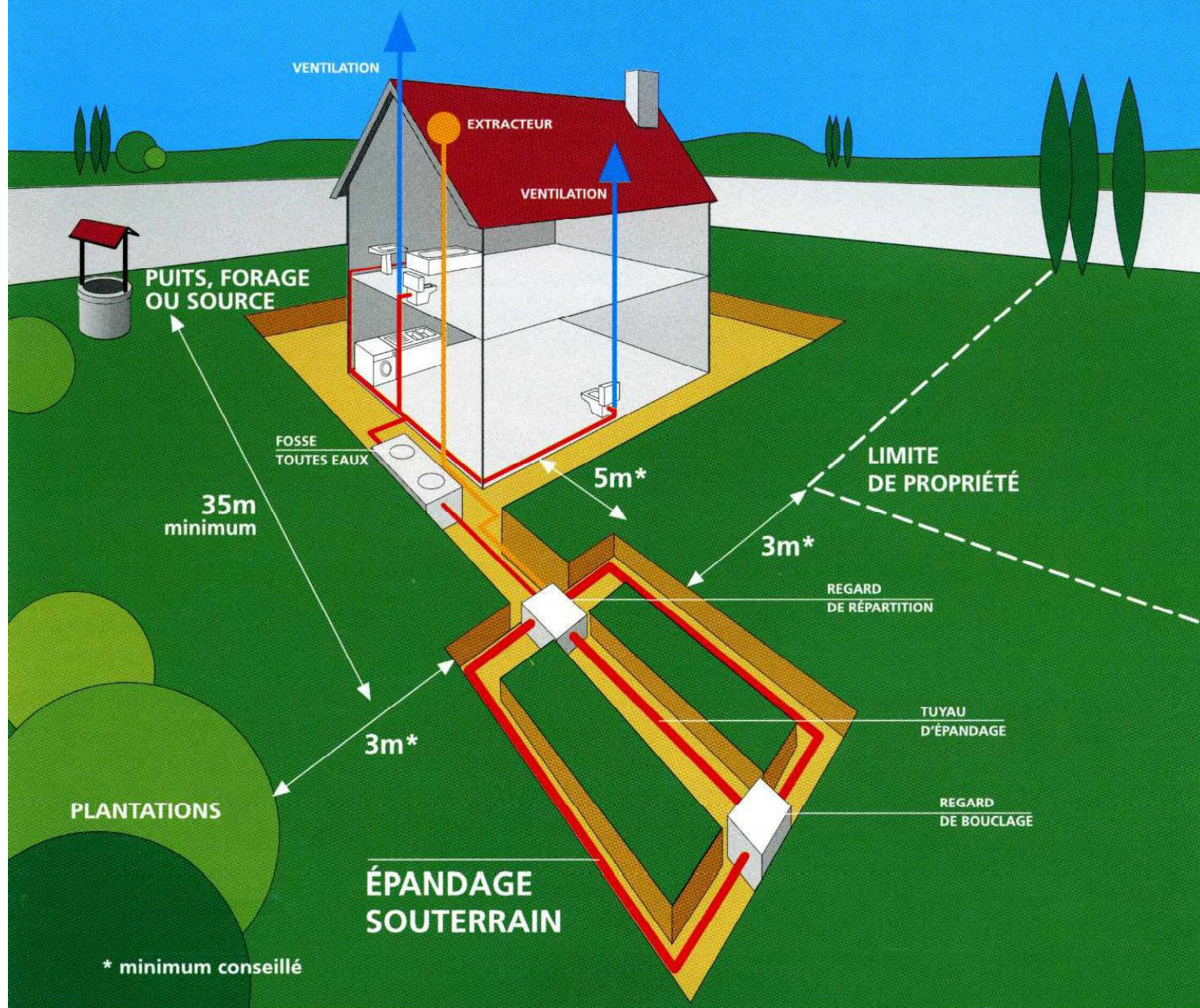


SCHÉMA DE PRINCIPE DE VENTILATION

ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL



Les tranchées d'épandage reçoivent les effluents de la fosse toutes eaux.

Le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme moyen dispersant.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

L'épandage souterrain doit être réalisé par l'intermédiaire de tuyaux placés horizontalement dans un ensemble de tranchées.

Il doit être placé aussi près de la surface du sol que le permet sa protection.

- ◆ **Les tuyaux d'épandage doivent avoir un diamètre au moins égal à 100 mm. Ils doivent être constitués d'éléments rigides en matériaux résistants munis d'orifices dont la plus petite dimension doit être au moins égale à 5 mm.**

- ◆ **La longueur d'une ligne de tuyaux d'épandage ne doit pas excéder 30 m.**

- ◆ **La largeur des tranchées d'épandage dans lesquelles sont établis les tuyaux est de 0,50 m minimum.**

- ◆ **Le fond des tranchées est garni d'une couche de graviers lavés.**

- ◆ **La distance d'axe en axe des tranchées doit être au moins égale à 1,50 m.**

- ◆ **Un feutre imputrescible doit être disposé au-dessus de la couche de graviers.**

- ◆ **Une couche de terre végétale.**

L'épandage souterrain doit être maillé chaque fois que la topographie le permet.

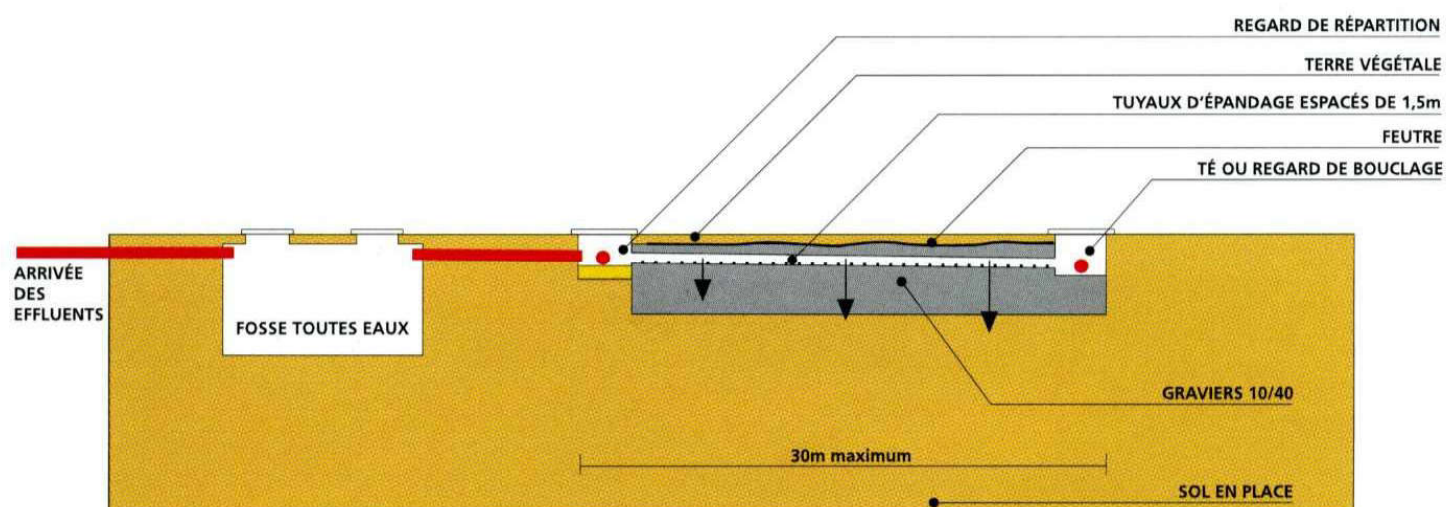
Il doit être alimenté par un dispositif assurant une égale répartition des effluents dans le réseau de distribution.

DIMENSIONNEMENT :

La surface d'épandage (fond des tranchées) est fonction de la taille de l'habitation et de la perméabilité du sol. Elle est définie par l'étude pédologique à la parcelle.

ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL

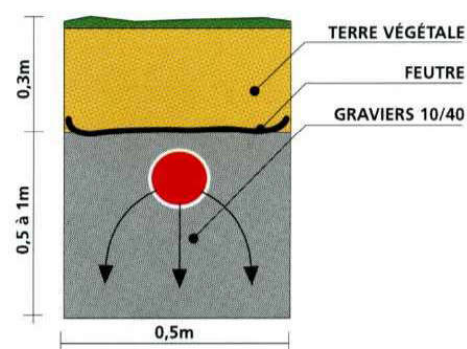


COUPE LONGITUDINALE EN TERRAIN PLAT

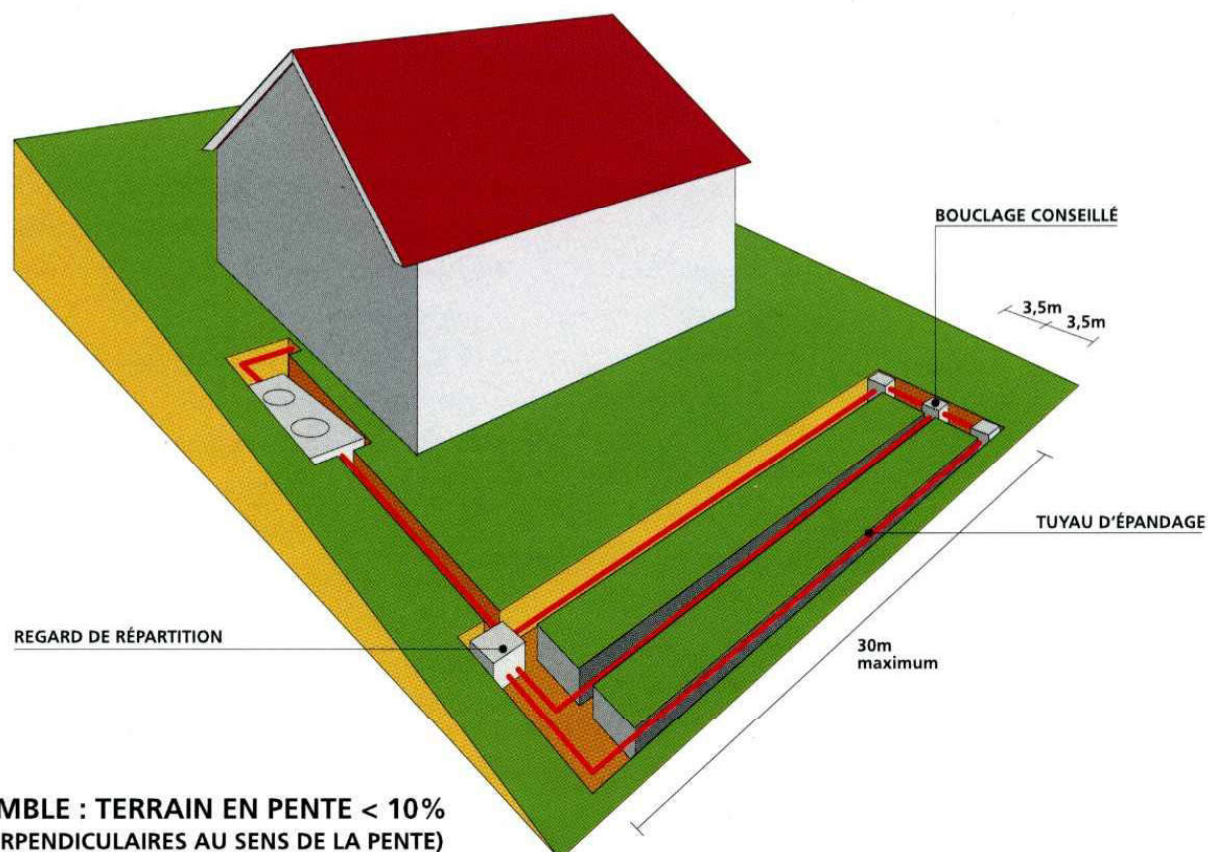


CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm minimum
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



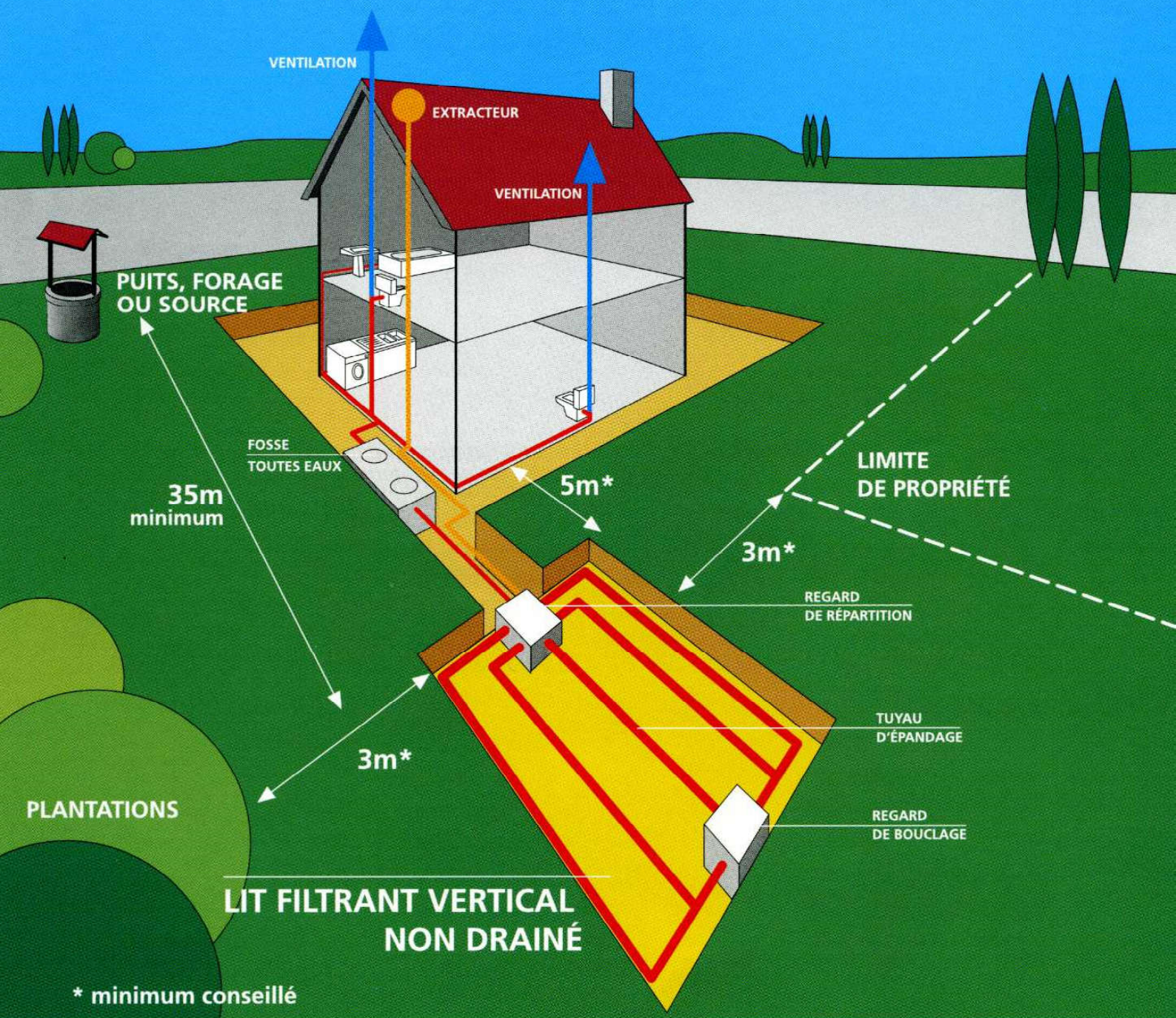
COUPE D'UNE TRANCÉE



VUE D'ENSEMBLE : TERRAIN EN PENTE < 10%
(TRANCÉES PERPENDICULAIRES AU SENS DE LA PENTE)

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ



* minimum conseillé

Dans le cas où le sol présente une perméabilité insuffisante ou à l'inverse, si le sol est trop perméable (craie), un matériau plus adapté (sable siliceux lavé) doit être substitué au sol en place sur une épaisseur minimale de 0,70 m.

La répartition de l'effluent est assurée par des tuyaux munis d'orifices, établis en tranchées dans une couche de graviers.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant vertical non drainé se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1 m minimum sous le niveau

de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

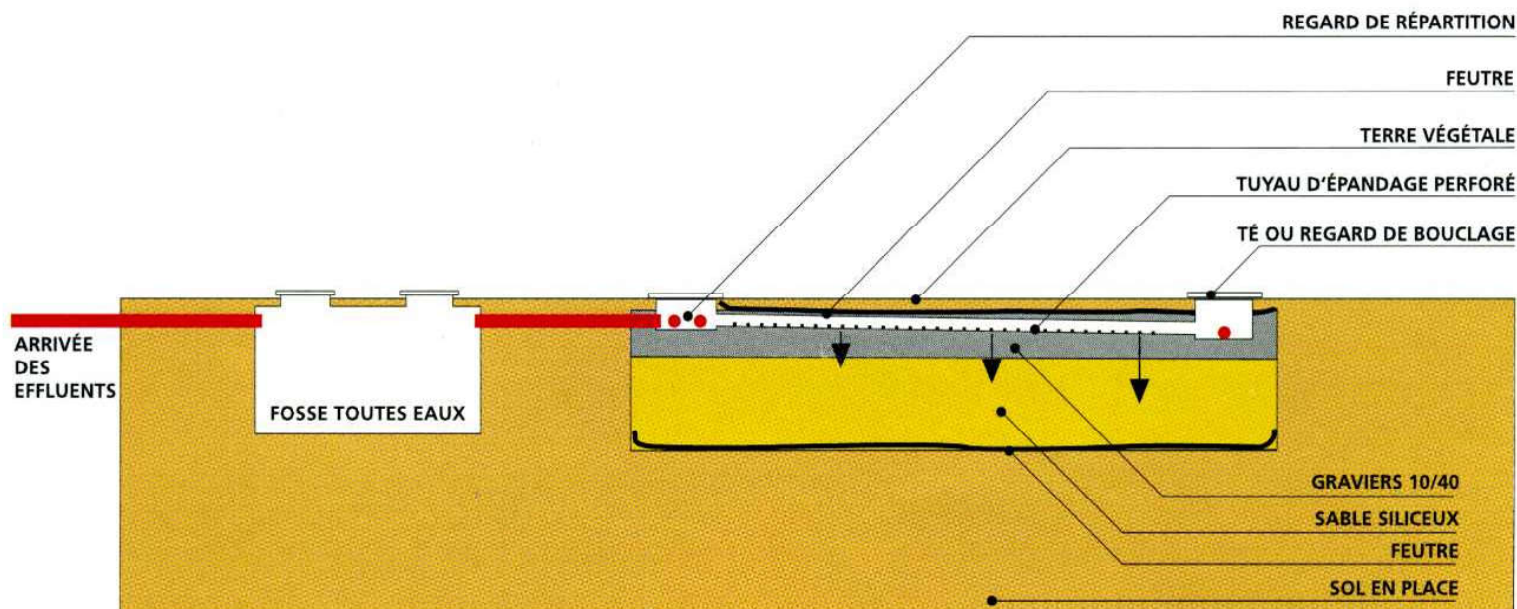
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de sable lavé de 0,70 m minimum d'épaisseur,
- ◆ une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit,
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air qui recouvre l'ensemble,
- ◆ une couche de terre végétale d'une épaisseur de 0,20 m.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant vertical non drainé doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ

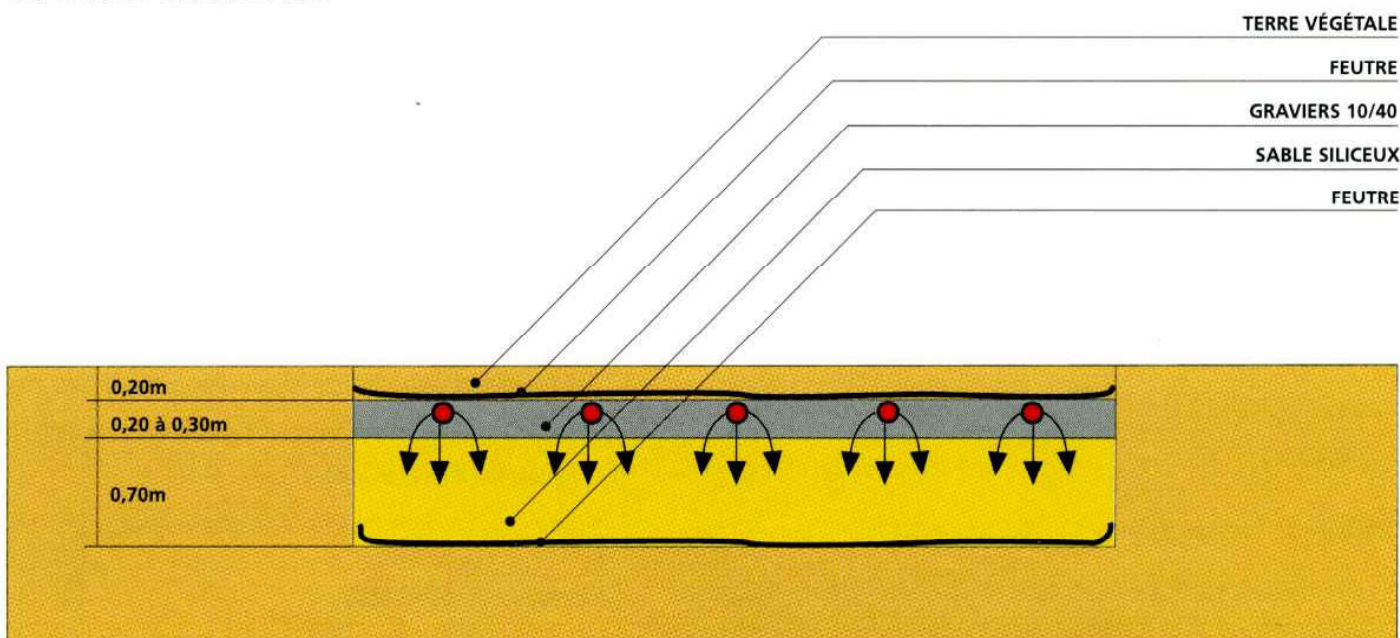


COUPE LONGITUDINALE



CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm minimum
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

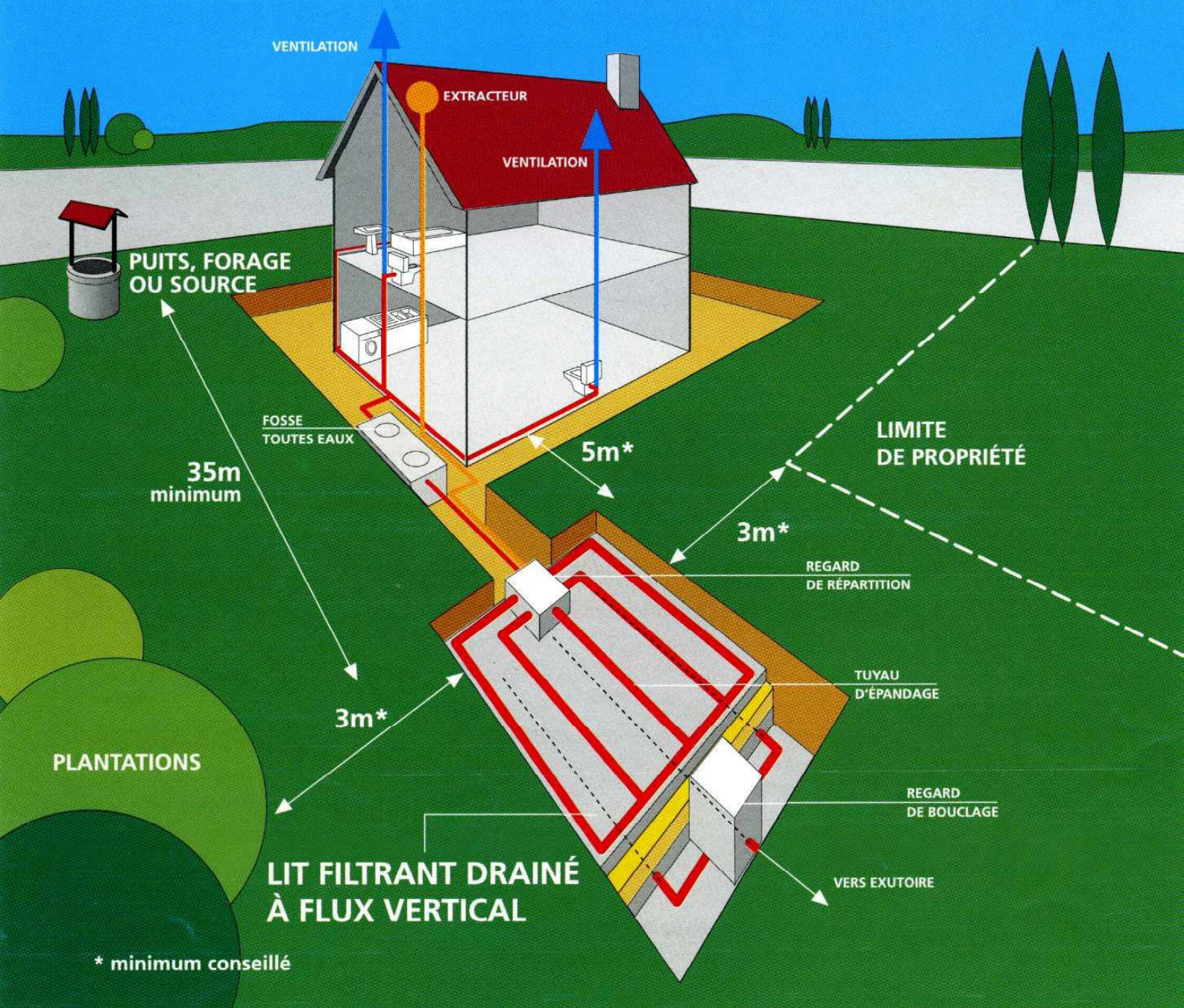
TUYAU D'ÉPANDAGE



COUPE TRANSVERSALE



LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL



Ce dispositif est à prévoir lorsque le sol est inapte à un épandage naturel et lorsqu'il existe un exutoire pouvant recevoir l'effluent traité.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant drainé à flux vertical se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1,00 m sous le niveau de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

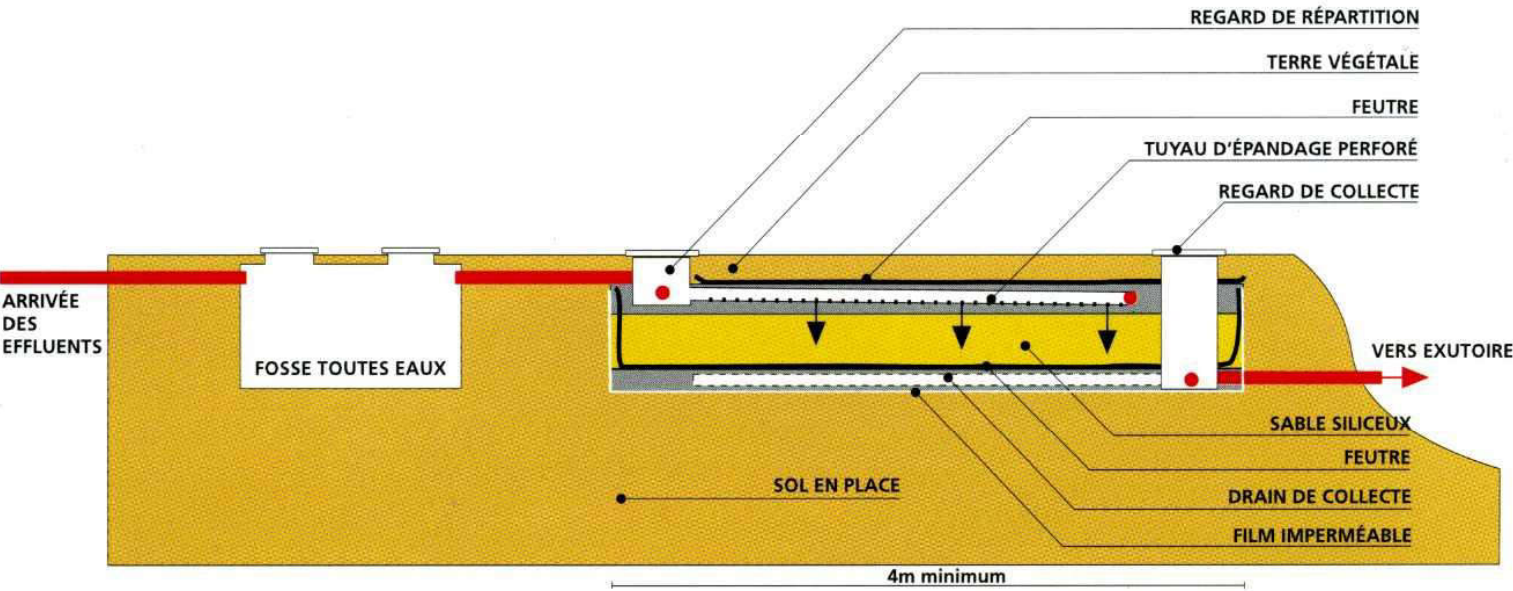
- ◆ *un film imperméable,*
- ◆ *une couche de graviers d'environ 0,10 m d'épaisseur au sein de laquelle des canalisations drainent les effluents traités vers l'exutoire,*

- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de sable siliceux lavé de 0,70 m d'épaisseur,
- ◆ une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit filtrant,
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de terre végétale.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant drainé à flux vertical doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL

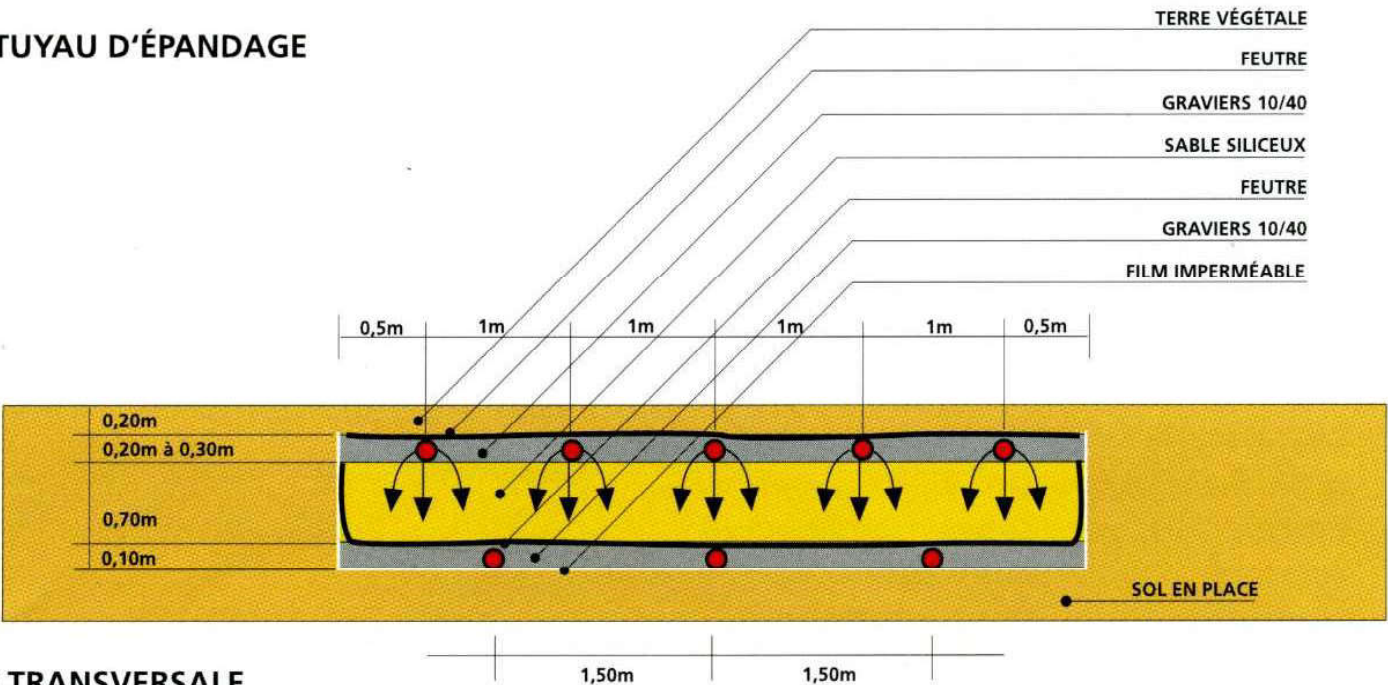


COUPE LONGITUDINALE



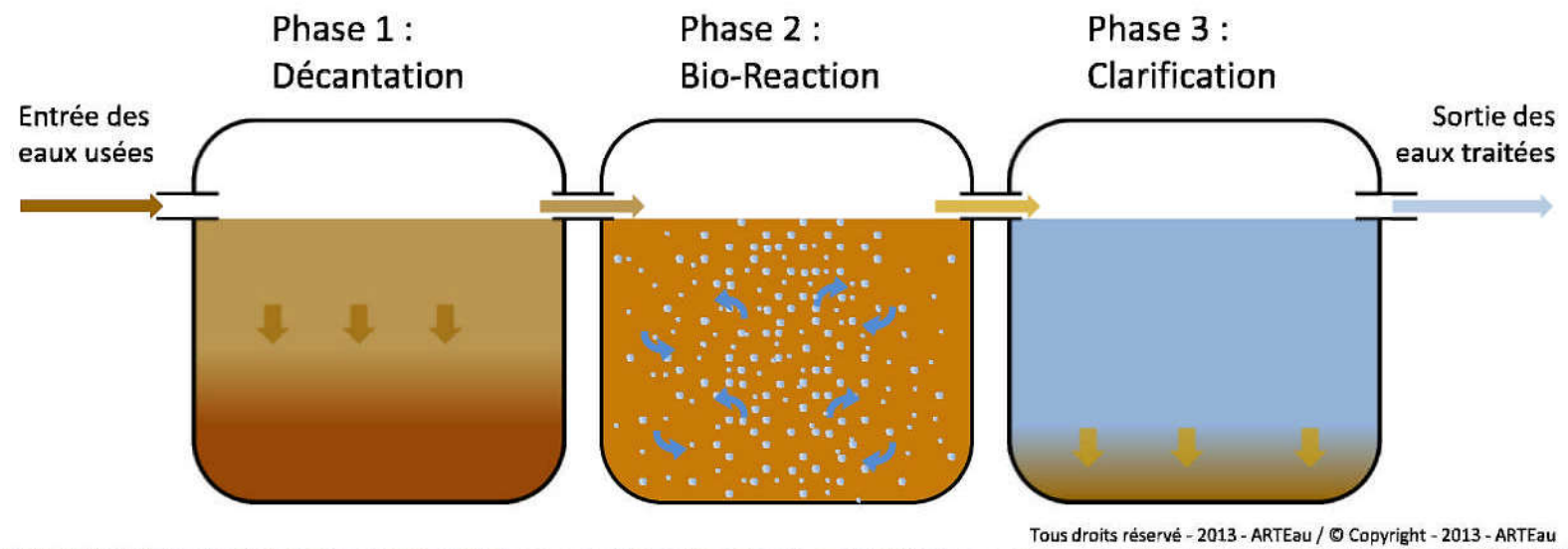
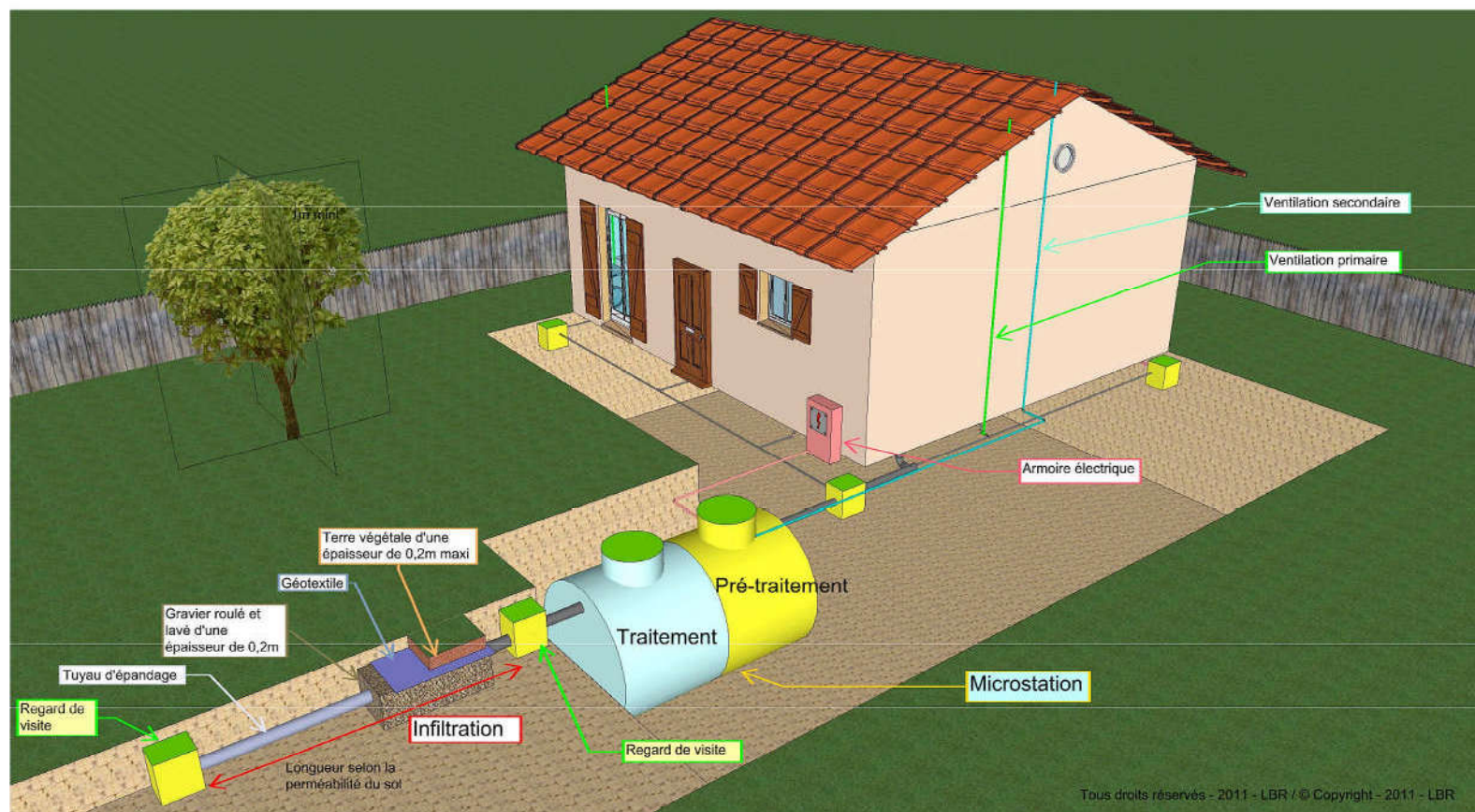
CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm MINIMUM
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



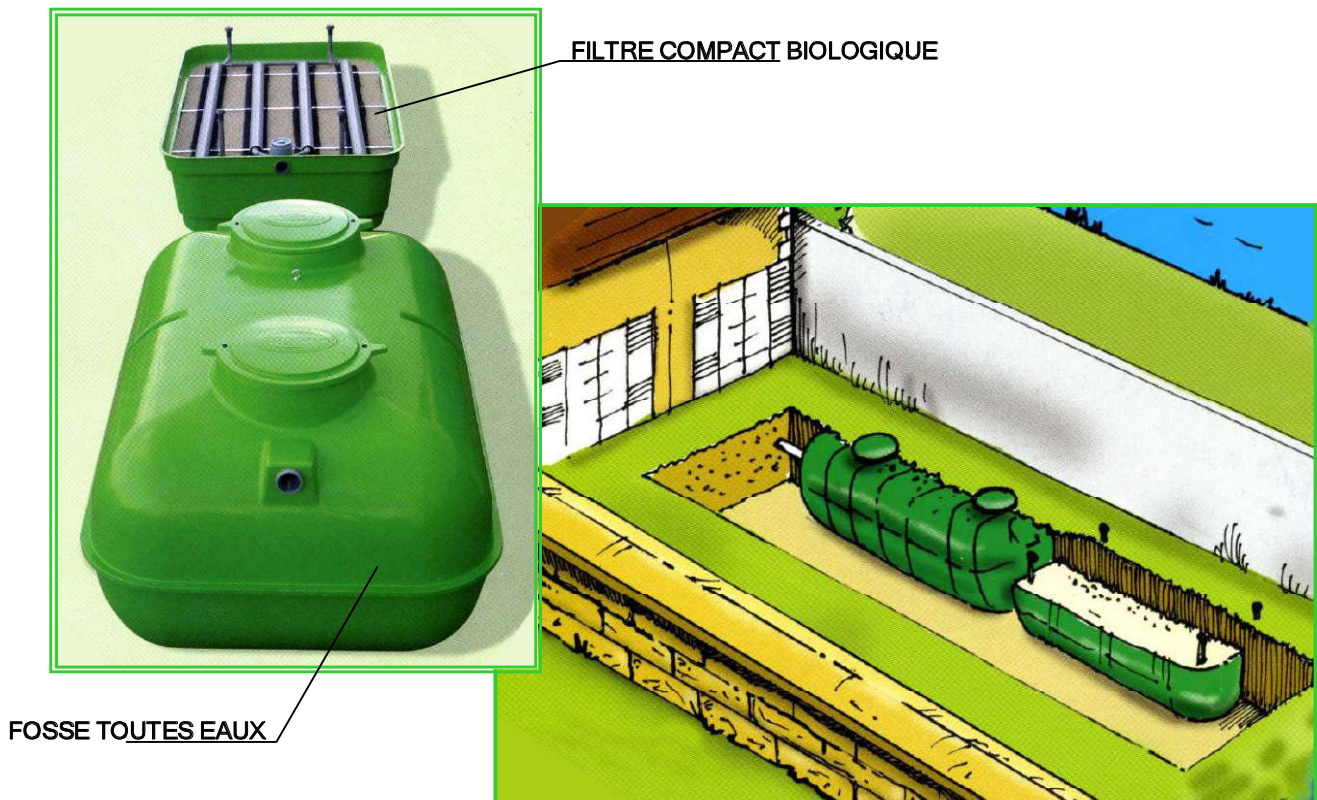
COUPE TRANSVERSALE

La Micro-Station et son fonctionnement



FILTRE A ZEOLITHE (Filtre compact)

La solution aux problèmes de place pour l'assainissement des eaux usées de votre maison



- * Ce système convient aux petits terrains dont le sol est inapte à un épandage naturel.
- * Cette filière d'assainissement compact se compose d'une fosse septique Toutes Eaux et d'un filtre compact biologique. L'emprise au sol ne dépasse pas 15 m²

CARACTERISTIQUES: *Fosse toutes eaux : H = 1.47 m, L = 2.98 m, l = 2 m*
 Filtre Compact : H = 0.86 m, L = 2.98 m, l = 1.87 m

- * Peu d'entretien, les intervalles de vidange pouvant dépasser 10 ans. Pas de bac dégraisseur ou de filtre décolloïdeur à nettoyer. Pas d'électricité ni d'électromécanique à entretenir.
- * Système facile à installer : entièrement préfabriqués, les matériels ne demandent plus sur le site qu'un assemblage, limitant ainsi fortement les travaux dans le jardin de l'habitation et le temps d'installation.
- * *En option* et si la configuration du terrain le permet, cette filière peut être équipée d'un système d'infiltration dans le sol pour l'irrigation d'une pelouse ou de végétaux.

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE D'ARCY STE RESTITUE

Annexe 3 – Détail des coûts des différentes solutions proposées

Coûts assainissement non collectif - Commune d'Arcy Ste Restitue - Solution S1

Coûts d'investissement

Filières	Prix unitaire en € HT	Quantité	TOTAL en € HT
Epandage (E)	7 000,00	7	49 000,00
Lit filtrant vertical non drainé (LFND)	8 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical drainé (LFD)	9 000,00	63	567 000,00
Filière compacte (FC)	9 000,00	23	207 000,00
Filière compacte + plus-value pour contrainte (FCPV)	10 350,00	36	372 600,00
Poste de refoulement individuel pour habitation en contrebas du terrain (PR)	2 000,00	25	50 000,00
Lit filtrant vertical drainé avec plus-value (LFDPV)	10 800,00	52	561 600,00
Filière compacte avec 2 plus-values	12 150,00	10	121 500,00
TOTAUX		191	1 928 700,00

Coûts de fonctionnement annuel

	Nbr	Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)
ANC	191	85,00	16 235,00
PR	25	60,00	1 500,00
			17 735,00

Coûts assainissement collectif - Commune d'Arcy Ste Restitue - Solution S1

Coûts d'investissement

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml		0,00
Conduite suspendue PVC diamètre 200 mm	250,00	ml		0,00
Forage dirigé PEHD 160 ou 200 mm (800 € par chantier + 250 €/ml)	250,00	ml		0,00
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m		0,00
PR EU < 7 logements	8 000,00	U		0,00
PR EU < 50 logements	20 000,00	U		0,00
50 logements <PR EU < 100 logements	30 000,00	U		0,00
100 logements <PR EU < 200 logements	42 000,00	U		0,00
PR EU > 200 logements	50 000,00	U		0,00
Branchement au réseau (BB+canalisation)	1 500,00	U		0,00
STEP	1 000,00	EH		0,00
Total				0,00

Coûts de fonctionnement annuel

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
Entretien réseau gravitaire	1,00	ml	0	0,00
Entretien PR	1 000,00	U	0	0,00
Entretien STEP	45,00	EH	0	0,00
Total				0,00

Commune d'Arcy Ste Restitue - Coûts pour la solution S1

Nbr d'habitations concernées	191
Nbr d'habitations en AC	0
Nbr d'habitations en ANC	191
Coût d'investissement (€ HT)	1 928 700,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	10 098
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	17 735,00

Coûts assainissement non collectif - Commune d'Arcy Ste Restitue - Solution S2

Coûts d'investissement

Filières	Prix unitaire en € HT	Quantité	TOTAL en € HT
Epandage (E)	7 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical non drainé (LFND)	8 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical drainé (LFD)	9 000,00	0	0,00
Filière compacte (FC)	9 000,00	0	0,00
Filière compacte + plus-value pour contrainte (FCPV)	10 350,00	0	0,00
Poste de refoulement individuel pour habitation en contrebas du terrain (PR)	2 000,00	0	0,00
Forfait pour travaux de branchement en domaine privé	2 000,00	225	450 000,00
Lit filtrant vertical drainé avec plus-value (LFDPV)	10 800,00	8	86 400,00
Filière compacte avec 2 plus-values	12 150,00	0	0,00
TOTAUX		8	536 400,00

Coûts de fonctionnement annuel

	Nbr	Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)
ANC	8	85,00	680,00
PR	0	60,00	0,00
			680,00

Coûts assainissement collectif - Commune d'Arcy Ste Restitue - Solution S2

Coûts d'investissement

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml	5 236	1 570 800,00
Conduite suspendue PVC diamètre 200 mm	250,00	ml		0,00
Forage dirigé PEHD 160 ou 200 mm (800 € par chantier + 250 €/ml)	250,00	ml		0,00
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m	769	65 365,00
PR EU < 7 logements	8 000,00	U	1	8 000,00
PR EU < 50 logements	20 000,00	U	1	20 000,00
50 logements <PR EU < 100 logements	30 000,00	U		0,00
100 logements <PR EU < 200 logements	42 000,00	U	1	42 000,00
PR EU > 200 logements	50 000,00	U		0,00
Branchement au réseau (BB+canalisation)	1 500,00	U	225	337 500,00
STEP	1 000,00	EH	425	425 000,00
Total				2 468 665,00

Coûts de fonctionnement annuel

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
Entretien réseau gravitaire	1,00	ml	5 236	5 236,00
Entretien PR	1 000,00	U	3	3 000,00
Entretien STEP	45,00	EH	425	19 125,00
Total				27 361,00

Commune d'Arcy Ste Restitue - Coûts pour la solution n°2

Nbr d'habitations concernées	233
Nbr d'habitations en AC	225
Nbr d'habitations en ANC	8
Coût d'investissement (€ HT)	3 005 065,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	12 897
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	28 041,00

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE D'ARCY STE RESTITUE

Annexe 4 – Délibération du Conseil Municipal

Nombre de conseillers

En exercice : 10
Présents : 10
Votants : 10
Absent : 00

Date de convocation : 05.04.2018

Date d'affichage : 12.04.2018

Objet de la délibération :

N° 15/2018

CHOIX DU MODE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE

Présents : MM. Daniel FONTE - Éric GALEZ - Guy LEROY - Jérôme PASCARD - Frédéric LAJOIE - Jean-François DU-ROIZEL - HOBREAUX Hervé - Patrick BOUREL - Mmes Dominique DRIQUE - Catherine COHAN

Secrétaire : Mme Dominique DRIQUE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
de la Commune
D'ARCY-SAINTE-RESTITUE

SÉANCE DU 11 AVRIL 2018

L'an deux mil dix-huit, le onze avril à 18 H.30,
le Conseil Municipal, régulièrement convoqué,
s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le
lieu habituel de ses séances, sous la présidence de
M. Daniel FONTE, Maire.

Sur l'exposé du Maire, compte tenu des caractéristiques, des moyens financiers de la commune et des règles appliquées habituellement en matière d'assainissement,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- DÉCIDE de retenir sur le territoire de la commune le mode d'assainissement non collectif.

Fait et délibéré, en séance, les jour, mois et an susdits.

Le Maire,
Daniel Fonte



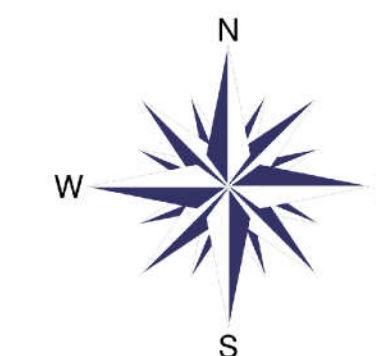
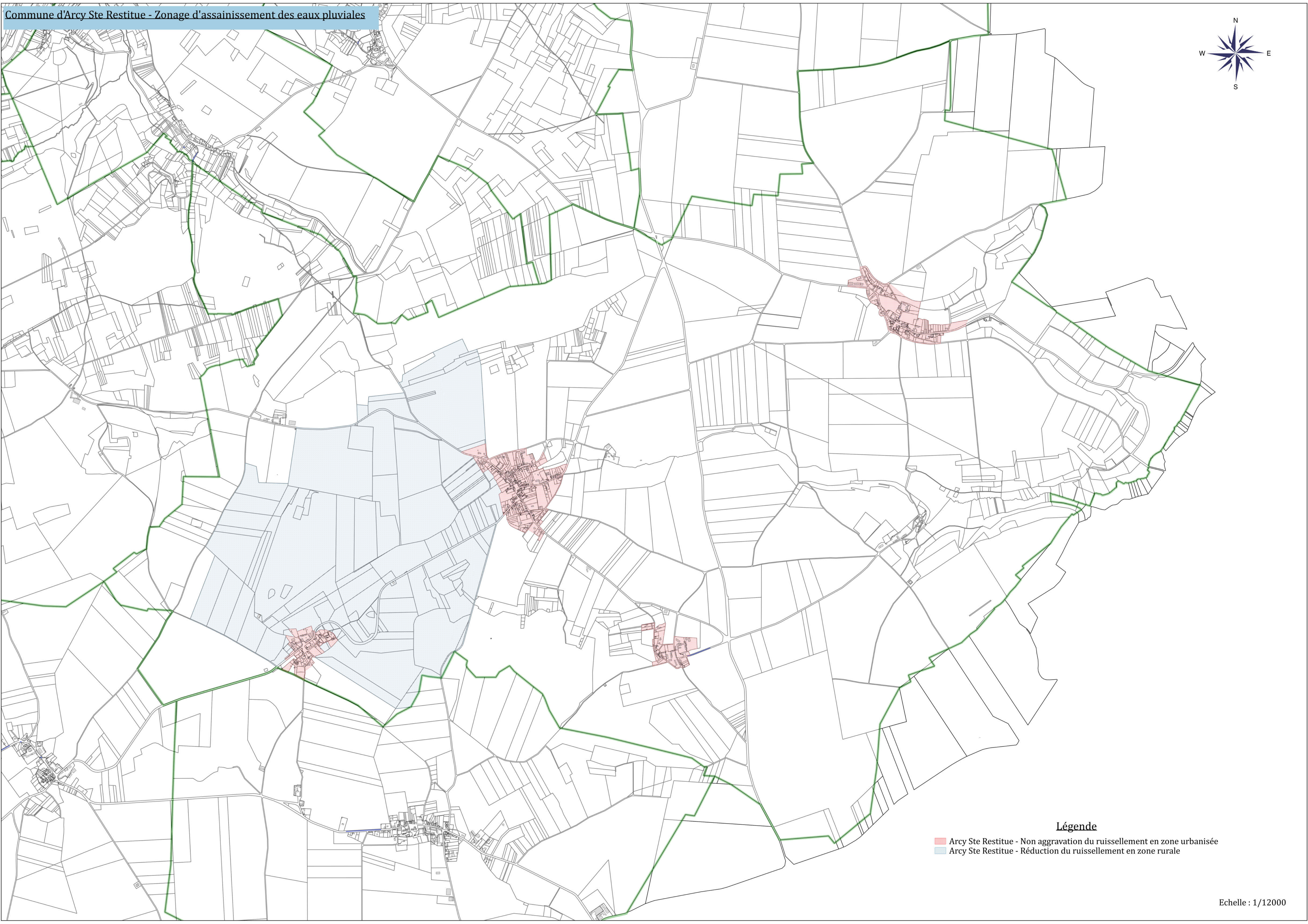
REÇU A LA SOUS-PREFECTURE
DE SOISSONS

17 AVR. 2018

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture de Soissons

le 17.4.2018
Notification et Publication le 23.4.2018
Le Maire,





Légende

-  Arcy Ste Restitue - Non aggravation du ruissellement en zone urbanisée
-  Arcy Ste Restitue - Réduction du ruissellement en zone rurale

Communauté de Communes du Canton d'Oulchy-le-Château

Révision du zonage d'assainissement de 21 communes

-O-O-O-O-O-

Commune de BEUGNEUX

Phase 3 – Notice pour la mise à enquête publique

Bordereau des pièces

- Mémoire justificatif
- Annexes
 1. Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale concernant l'évaluation environnementale
 2. Les filières de traitement de l'assainissement non collectif
 3. Détail des coûts des solutions proposées
 4. Délibération du conseil municipal
- Plan de zonage des eaux usées
- Plan de zonage des eaux pluviales

SOMMAIRE

I.	<i>PREAMBULE.....</i>	<i>4</i>
1.1.	Objet du dossier.....	4
1.2.	Examen au cas par cas	5
II.	<i>DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT.....</i>	<i>6</i>
2.1.	Notice justifiant l'assainissement collectif.....	6
2.1.1.	Définition.....	6
2.1.2.	Responsabilités et obligations de la collectivité et des particuliers.....	7
2.1.3.	Plan de zonage d'assainissement collectif de Beugneux.....	7
2.1.4.	Incidences financières du projet d'assainissement collectif.....	8
2.2.	Notice justifiant l'assainissement non collectif	10
2.2.1.	Définition.....	10
2.2.2.	Responsabilités de la collectivité et des usagers	11
2.2.3.	Organisation du SPANC.....	12
2.2.4.	Plan de zonage d'assainissement non collectif de Beugneux	13
2.2.5.	Incidences financières du projet d'assainissement non collectif	15
III.	<i>PRESENTATION SYNTHETIQUE DU ZONAGE PROPOSE.....</i>	<i>16</i>
3.1.	Coûts des projets	16
3.1.1.	Investissement	16
3.1.2.	Fonctionnement.....	16
3.1.3.	Coûts des différentes solutions envisagées	16
3.2.	Choix de la collectivité	18
3.2.1.	Détail des coûts de la solution retenue S1	18
IV.	<i>ZONAGE PLUVIAL.....</i>	<i>20</i>
4.1.	Droits et devoirs de la collectivité et des usagers relatifs à la gestion des eaux pluviales.....	20
4.2.	Principes du zonage pluvial	20
4.2.1.	Principes généraux.....	20
4.2.2.	Zones d'urbanisation existante.....	22
4.2.3.	Zones à urbaniser	23
4.2.4.	Zones naturelles et agricoles (bassins versants ruraux).....	24
4.3.	Etat de l'assainissement pluvial à BEUGNEUX	25
4.4.	Zonage pluvial à BEUGNEUX.....	26

GLOSSAIRE

AC : Assainissement Collectif

Ae : Autorité environnementale

AEP : Adduction d'Eau Potable

ANC : Assainissement Non Collectif

C.C.C.O.C. : Communauté de Communes du Canton d'Oulchy le Château

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

EH : Equivalent-Habitant

EP : Eaux Pluviales

EU : Eaux Usées

HT : Hors Taxe

MRAe : Mission Régionale d'Autorité environnementale

PEHD : Polyéthylène Haute Densité

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PPRI : Plan de Prévention du Risque d'Inondation

PR : Poste de Refoulement/Relèvement

PVC : Polychlorure de Vinyle

SPANC. : Service Public d'Assainissement Non Collectif

STEP : Station d'épuration, station de dépollution

I. PREAMBULE

Le zonage d'assainissement répond au souci de préservation de l'environnement. Il doit permettre également de s'assurer de la mise en place des modes d'assainissement les mieux adaptés à la configuration locale et au milieu naturel. Ce zonage va permettre à la commune de disposer d'un schéma global de gestion des eaux usées et pluviales sur son territoire. Il constituera aussi un outil pour la gestion de l'urbanisme.

D'autre part, le zonage va permettre d'orienter le particulier pour la mise en place d'assainissement conforme à la réglementation, tant dans le cas de constructions nouvelles que dans le cas de restaurations.

1.1. Objet du dossier

L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, modifié par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, a attribué de nouvelles obligations aux communes et à leur groupement. Conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- ✓ les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- ✓ les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- ✓ les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- ✓ les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

L'article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales fait référence aux articles R123-1 à R123-27 du Code de l'Environnement pour la conduite de l'enquête publique à laquelle est soumis le zonage.

Les objectifs du dossier d'enquête publique consistent en l'information du public et au recueil des observations de celui-ci sur les règles techniques et financières qu'il est proposé d'appliquer en matière d'assainissement sur le territoire concerné.

1.2. Examen au cas par cas

Les procédures d'élaboration, de révision et de modification des quatre zones mentionnées précédemment (article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales), doivent faire l'objet d'une procédure d'examen au cas par cas préalable à une évaluation environnementale conformément à l'article R.122-17 du Code de l'Environnement.

Selon les dispositions de l'article R.122-18-I du Code de l'Environnement, la personne publique responsable doit saisir l'Autorité environnementale (Ae) qui se prononce, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour cette personne publique de réaliser une évaluation environnementale.

L'Ae dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande pour notifier sa décision, qui prend la forme d'un arrêté préfectoral. Aux termes des articles R122-17 et R 122-18 susvisés, l'Ae compétente pour les zonages d'assainissement est la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable; la DREAL (dont les agents sont placés, pour ces activités, sous l'autorité fonctionnelle du Président de la MRAe), instruit pour son compte les demandes d'examen au cas par cas.

Pour la région Hauts-de-France, les modalités de fonctionnement de la MRAe ont fait l'objet d'une convention entre le Président de la MRAe et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), et d'une décision portant délégation conformément à l'article 17 du décret n° 20 15-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable.

La décision de la MRAe de ne pas soumettre Beugneux à une évaluation environnementale est jointe en annexe 1 de ce document.

II. DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT

Assainissement non collectif

La totalité des bâtiments rejetant des eaux usées est en assainissement non collectif.

Depuis 2012, la C.C.C.O.C. effectue dans le cadre du SPANC des contrôles sur les dispositifs d'assainissement non collectif existants. Les caractéristiques des installations figurent dans le tableau ci-contre (synthèse de 2017). La majorité d'entre elles est équipée de fosses septiques (62,86 %) en prétraitement, de lits d'épandage (33,33 %) de tranchées d'infiltration (33,33 %) ou de Septodiffuseurs (33,33 %) en traitement et de rejets au fossé (35,24 %).

Assainissement collectif.

Actuellement, le bourg ne dispose pas de réseau de collecte des eaux usées.

Les habitations à desservir sont au nombre de 65.

2.1. Notice justifiant l'assainissement collectif

2.1.1. Définition

L'assainissement collectif a pour objet la collecte, le transport et le traitement des eaux usées vers une station d'épuration. Le réseau de collecte peut être de deux types :

- réseau séparatif : les eaux pluviales (toitures, chaussées...) et usées (domestiques, industrielles...) sont collectées séparément et acheminées par un double réseau au milieu naturel pour les eaux pluviales et à la station d'épuration pour les eaux usées ;
- réseau unitaire : les eaux pluviales et usées sont collectées par un réseau unique et dirigées vers la station d'épuration ; pendant les périodes pluvieuses le trop plein peut être rejeté dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de bassins d'orage.

Le niveau de traitement de la station d'épuration dépend des contraintes environnementales du site, et doit permettre de respecter les objectifs de qualité assignés au milieu naturel récepteur des eaux épurées. L'assainissement collectif convient particulièrement bien pour des zones d'habitats regroupés, de densité moyenne ou forte.

2.1.2. Responsabilités et obligations de la collectivité et des particuliers

Le présent chapitre a pour but de préciser les principales attributions de chacune des parties (collectivités et particuliers) en matière d'assainissement collectif. L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment les stations d'épuration des eaux usées et l'élimination des boues qu'elles produisent. En contrepartie, la présence d'un réseau réalisé en domaine public contraint l'utilisateur à s'y raccorder et à payer la redevance correspondante aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

L'article L1331-1 du Code de la Santé Publique précise :

- qu'à partir du moment où un système d'assainissement collectif est réalisé, les particuliers disposent de 2 ans pour s'y raccorder (un délai jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé par dérogation pour un immeuble antérieur au réseau collectif et équipé d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme) ;
- qu'en attendant la réalisation de l'assainissement collectif, les habitations doivent être dotées d'un assainissement non collectif conforme et en état de fonctionnement.

Peuvent être exonérés de l'obligation de raccordement, par arrêté approuvé par le représentant de l'Etat dans le département :

- les immeubles abandonnés ou les immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés ;
- les immeubles difficilement raccordables, dès lors qu'ils sont équipés d'une installation d'assainissement autonome conforme (arrêté du 19 juillet 1960 modifié relatif au raccordement des immeubles aux égouts).

Un règlement intercommunal d'assainissement collectif peut définir les droits et obligations de la collectivité et de l'utilisateur.

2.1.3. Plan de zonage d'assainissement collectif de Beugneux

En l'absence de réseau collectif, l'assainissement doit provisoirement être assuré par un système d'assainissement non collectif aux normes conçu pour être raccordé ultérieurement au réseau public.

Dans ce cas, un délai dérogatoire jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé pour le raccordement au réseau posé postérieurement à la construction de l'immeuble. En cas de création d'un assainissement collectif sur la commune, les habitations desservies sont tenues de se raccorder au réseau collectif dès lors qu'il existe, et au plus tard dans les 2 ans suivant sa mise en service.

Certains immeubles peuvent être exonérés de cette obligation de raccordement par la C.C.C.O.C. au vu des contraintes techniques et financières et à condition que les habitations non raccordées soient dotées d'une installation d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement.

La mise en place d'un assainissement collectif sur la commune de Beugneux est difficilement envisageable pour certaines habitations (en contre-bas de la chaussée, isolées) ou pour des secteurs à faible densité de population et/ou éloignés du centre bourg. Ces habitations sont donc considérées comme non raccordables.

On compte 3 habitations non raccordables sur le territoire communal de Beugneux :

- Rue Principale à Beugneux 1 habitation
- Rue des Deux Fermes à Wallé 2 habitations

Ces trois habitations restent en zone d'assainissement non collectif. Le tableau ci-après précise la filière indicative préconisée à mettre en place (à confirmer par une étude à la parcelle).

Secteur	Filière adaptée	Justification
Rue Principale à Beugneux	Lit filtrant drainé avec plus-value et poste de relevage	Habitations à l'écart du bourg
Rue des Deux Fermes à Wallé	Lits filtrants drainés avec et sans plus-value	Habitations isolées

2.1.4. Incidences financières du projet d'assainissement collectif

Beugneux est concernée par des projets d'assainissement collectif mis en œuvre par la C.C.C.O.C. Les usagers de la commune participent aux coûts d'investissement et d'exploitation par le versement de :

- ✓ la redevance d'assainissement collectif: le montant de la redevance d'assainissement tient compte d'une part fixe et d'une part variable dont le montant est voté chaque année;

- ✓ la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées domestiques. Conformément à l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées sont astreints à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif. Celle-ci s'élève au maximum à 80% du coût de fourniture et de pose d'un assainissement non collectif. Les modalités techniques et financières de cette participation seront déterminées par délibération de la C.C.C.O.C. Elle concerne les producteurs d'eaux usées domestiques. Cette participation se substitue à la participation pour le raccordement à l'égout depuis le 1^{er} juillet 2012.

La participation est exigible à compter de la date de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires ;

- ✓ la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées assimilés domestiques. Les usagers concernés sont ceux définis par l'article R213-48-1 du Code de l'Environnement et de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte. Ils ne sont pas soumis à un arrêté d'autorisation de rejet. Les établissements industriels sont assujettis à la même participation financière si une partie de leurs locaux produit des eaux usées assimilables à une utilisation domestique (bureaux, salle de restauration, WC, etc.). Cette participation financière est exigible à la délivrance de l'autorisation de déversement ordinaire.

Bordereau des prix unitaires pour la mise en place d'un assainissement collectif

Vous trouverez ci-dessous le bordereau des prix appliqués pour la solution d'assainissement collectif :

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml
Plus-value pour encorbellement	1 500,00	U
Passage cours d'eau et ouvrage (fonçage ou microtunnelier)	12 000	U

Plus-Value pour surprofondeur du réseau PVC diamètre 200 mm	60,00	ml
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m
PR EU < 7 logements	8 000,00	U
PR EU < 50 logements	20 000,00	U
50 logements < PR EU < 100 logements	30 000,00	U
100 logements < PR EU < 200 logements	42 000,00	U
PR EU > 200 logements	50 000,00	U
Branchement au réseau (Boîte de Branchement+canalisation)	1 500,00	U
STEP	1 000,00	EH
Branchement en domaine privé	2 000,00	U

2.2. Notice justifiant l'assainissement non collectif

2.2.1. Définition

Conformément à l'article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation, ainsi que des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celles des immeubles d'habitation, est obligatoire dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées pour quelque cause que ce soit (absence de réseau public de collecte ou, lorsque le réseau existe, immeuble dispensé de l'obligation de raccordement).

L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel superficiel ou souterrain, ou leur rejet en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit. Le présent article s'applique même en l'absence de zonage d'assainissement. Le non-respect de cette disposition par le propriétaire d'un immeuble peut donner lieu à des mesures administratives et/ou des sanctions pénales.

Les dispositions relatives à l'assainissement non collectif ne s'appliquent pas aux immeubles abandonnés ni aux immeubles qui en application de la réglementation doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la collectivité et le propriétaire.

2.2.2. Responsabilités de la collectivité et des usagers

L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes ou leur groupement doivent obligatoirement prendre en charge le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif, afin de protéger la salubrité publique.

Par contre, le choix ou non d'assurer l'entretien de ces dispositifs reste à l'initiative de la collectivité.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif est financé par une redevance d'assainissement non collectif payée par les usagers qui se compose comme suit :

- la redevance pour le diagnostic initial des installations existantes ;
- la redevance pour le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes (tous les 10 ans au maximum) ;
- la redevance pour le contrôle de fonctionnement à l'occasion de la cession d'un immeuble. Le redevable est le propriétaire vendeur comme l'indique l'article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, ou son mandataire ;
- la redevance pour le contrôle de la conception et la réalisation des installations neuves. Pour toutes les installations neuves, le service d'assainissement non collectif instruit les dossiers de demande d'installation et suit l'exécution des travaux par des interventions sur le terrain.
Le redevable est le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter, qui présente au SPANC le projet. Elle est exigible après l'exécution des prestations ;
- la redevance de contre-visite : il s'agit de l'examen préalable de la conception suivi de la vérification de l'exécution des travaux obligatoires prescrits par le SPANC à la suite d'un contrôle périodique. Le redevable de la redevance de contre-visite est le propriétaire de l'immeuble, ou le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif.

Outre les redevances ci-dessus, le SPANC peut aussi percevoir :

- s'il est mandaté par l'utilisateur pour la réalisation ou la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, le remboursement du coût des travaux, déterminé selon les modalités fixées par une convention conclue entre le propriétaire et le SPANC, en tenant compte des subventions éventuellement perçues pour ces travaux ;

- la part destinée à couvrir un déplacement inutile du fait de l'absence du propriétaire ou de son mandataire alors même qu'un rendez-vous avait été formalisé selon les dispositions réglementaires. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble ;
- le remboursement des frais de prélèvement et d'analyses sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel lorsque l'analyse révèle un rejet non conforme à la réglementation. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble.

2.2.3. Organisation du SPANC

Le SPANC est un service à caractère industriel et commercial organisé en régie. Les usagers sont soumis à une redevance d'assainissement. Celle-ci est un montant forfaitaire dû après service rendu et finance en totalité le service.

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire et vidangées régulièrement par des personnes agréées par le préfet, de manière à maintenir :

- leur bon fonctionnement et leur bon état ;
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux ;
- l'accumulation normale des boues.

Notamment, la périodicité de vidange d'une fosse septique doit être adaptée à la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Concernant les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange.

Le propriétaire, ou le cas échéant le locataire, qui ne connaît pas la réglementation applicable à l'entretien et à la vidange de son installation d'assainissement non collectif, ou qui ne possède plus la notice du fabricant ou le guide d'utilisation obligatoire dans le cas d'une installation agréée par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, doit contacter le SPANC pour bénéficier du maximum d'informations disponibles et commercialement fiables.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, choisit librement l'entreprise ou l'organisme agréé par le préfet qui effectuera la vidange des ouvrages. Il est rappelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires.

2.2.4. Plan de zonage d'assainissement non collectif de Beugneux

Les dispositions en matière d'assainissement non collectif s'appliquent en l'absence de collecteur public au droit de propriété. Beugneux ne possède aucun réseau de collecte des eaux usées, la totalité de la commune est en assainissement non collectif.

De plus, 3 habitations ne seraient pas à réhabiliter car elles ont été contrôlées conformes par le SPANC.

Les habitations non desservies par un réseau de collecte font l'objet d'une étude prenant en compte les critères suivants :

1 – la structure de l'habitat, à savoir :

- l'isolement ou le regroupement des bâtiments,
- la distance à un exutoire existant,
- la taille de la parcelle, son aménagement et son accessibilité,
- la situation de chaque immeuble sur la parcelle et le dénivelé entre l'immeuble et le terrain recevant l'ANC,
- les projets de développement de l'habitat.

La structure de l'habitat définit la localisation du traitement, à la parcelle privée ou sur le domaine public dans le cas de système de traitement autonome regroupé.

2 - les contraintes du milieu naturel, à savoir :

- la nature et la perméabilité des sols,
- la profondeur de la nappe,
- la géologie,
- la pente du terrain,
- l'existence de contraintes spécifiques (périmètre de protection de captage d'eau potable, zone naturelle à protéger, zone inondable),

- la disponibilité foncière.

Les contraintes du milieu imposent des techniques de traitement.

3 - contraintes relevées sur Beugneux

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des contraintes parcellaires à Beugneux ainsi que la solution à apporter pour y remédier.

Contraintes de l'habitat pour la mise en place de l'ANC à Beugneux		
Dénomination	Solution	Nombre
Contraintes de surface (CS)	Filière compacte (zéolithe, micro-station, coco...)	Beugneux : 8 <u>Wallée : 0</u> Total : 8
Contraintes topographiques (CT)	Poste de relevage	Beugneux : 7 <u>Wallée : 0</u> Total : 7
Contraintes d'habitats en bande, contraintes d'accès (CA)	Filière compacte (zéolithe, micro-station, coco...) et plus-value	0
Contraintes de captage (CC)	Projet de PPE de la source du Sourdou à BEUGNEUX Filière drainée ou compacte, rejet si possible en milieu superficiel	Beugneux : 2 <u>Wallée : 0</u> Total : 2
Contraintes du PPRI (CI)	Tertre ou filière compacte	Pas de PPRI
Contraintes d'exutoire (CE)	Plus-value pour puits d'infiltration	Beugneux : 2 <u>Wallée : 12</u> Total : 14

Il est à noter qu'une habitation rue Dubois ne possède aucun terrain pour la mise en place d'un ANC, même compact. Pour cette installation, il est possible de mettre en place un dispositif d'assainissement non collectif sur une parcelle communale (*réponse ministérielle à une question parlementaire QE 50558 publiée au JO le 25/02/2014*).

Ce logement ne sera pas pris en compte dans la solution d'assainissement non collectif de la commune.

Les contraintes technico-économiques de raccordement orientent le choix vers l'assainissement collectif ou non collectif.

2.2.5. Incidences financières du projet d'assainissement non collectif

En ce qui concerne le SPANC de la Communauté de Commune du Canton d'Oulchy le Château, les tarifs 2017 pour les redevances d'assainissement non collectif sont les suivants :

1) Installation existante

- ❖ Redevance annuelle : 17,22 € HT/an

2) Cas particuliers

- ❖ Redevance pour le contrôle lors de la conception : 105,30 € HT
- ❖ Redevance pour le contrôle de bonne exécution : 157,94 € HT
- ❖ Coût d'un contrôle dans le cadre d'une vente : 157,94 € HT.

La mise aux normes des installations d'assainissement non collectif est à la charge exclusive du propriétaire. Un prix indicatif par filière pour un équipement standard est indiqué ci-après :

- Epanchage souterrain : 7 000 €HT,
- Lit filtrant vertical drainé : 9 000 €HT,
- Lit filtrant vertical non drainé : 8 000 €HT,
- Filière compacte traditionnelle (type zéolite) : 9 000 €HT,
- Micro-station : 11 000 €HT.

Les fiches des différentes filières d'assainissement non collectif sont consultables en annexe 2 de ce document

III. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU ZONAGE PROPOSE

3.1. Coûts des projets

3.1.1. Investissement

Les coûts d'investissement présentés ci-après prennent en compte la remise en état de la parcelle pour les habitations en assainissement non collectif.

Il s'agit donc d'une estimation maximaliste puisque la réhabilitation des dispositifs existants pourra être dans certains cas inutile ou partielle (réutilisation d'une fosse toutes eaux réglementaire par exemple et mise en place de la filière de traitement uniquement).

3.1.2. Fonctionnement

Pour les réseaux d'assainissement collectif, ces coûts comprennent l'entretien régulier des réseaux gravitaires (curage des canalisations, regards de visite, boîtes de branchement, bouches-avaloirs), ainsi que l'entretien des stations de pompage et de leur consommation électrique.

Pour l'assainissement non collectif, dans le cadre de l'intervention du SPANC en matière de contrôle, les visites seront réalisées tous les dix ans. Les installations dotées d'une pompe de relèvement seront contrôlées sur la même base que les autres installations.

3.1.3. Coûts des différentes solutions envisagées

Les différentes solutions envisagées pour la commune de Beugneux correspondent à :

- ✓ **Solution S1 : assainissement non collectif pour la quasi-totalité de la commune.**

Réhabilitation ou mise en place d'un traitement à la parcelle pour les eaux usées de chaque habitation de la commune qui n'a pas été contrôlée conforme par le SPANC et dont la parcelle peut recevoir un assainissement collectif (1 habitation impossible).

- ✓ **Solution S2 : assainissement collectif pour Beugneux et Wallé et assainissement non collectif pour les habitations non raccordables**

Mise en place d'un réseau d'eaux usées en PVC Ø 200 mm sur la quasi-totalité des rues de Beugneux et de Wallé afin de desservir 62 habitations. A Beugneux, les eaux usées de la rue de l'Eglise seront refoulées jusqu'au réseau gravitaire de la rue Dubois.

La totalité des effluents collectés seront transités gravitairement sur la station de dépollution rue d'Oulchy. Les eaux usées collectées gravitairement à Wallé seront refoulées de la rue des Roches jusqu'à la station de dépollution Grande Rue.

Les parcelles pressenties pour ce projet n'appartiennent pas à la commune. Il s'agira donc de prévoir un coût d'acquisitions foncières pour celles-ci. Ce coût n'est pas pris en compte dans le coût d'investissement de la solution S2 présentée. Des études de faisabilité et d'incidence devront être réalisées si la commune projette de choisir ce scénario.

Les contraintes pouvant exister en domaine privé pour le raccordement à la boîte de branchement en domaine public seront à identifier. Un forfait de 2 000,00 € HT/branchement pour le particulier a donc été pris en compte dans la solution d'assainissement collectif. Il s'agit d'un prix moyen, variable en fonction des contraintes sur la parcelle (distance, accès, pente, aménagement au sol...)

Les 3 habitations non desservies resteront donc en assainissement autonome. Parmi celles-ci, aucune n'a été contrôlée conforme par le SPANC.

Les tableaux ci-dessous synthétisent les différents coûts pour les 2 solutions proposées :

N° Solution	S1*	S2**
Nbr d'habitations concernées	61	65
Nbr d'habitations en AC	0	62
Nbr d'habitations en ANC	61	3
Coût d'investissement (€ HT)	586 400,00	975 345,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 613	15 005
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	5 605,00	9 100,00

* Hors coût de réhabilitation de l'installation jugée impossible à réhabiliter

** Hors coût d'acquisition foncière pour la mise en place des STEP

N° Solution	S1		S2	
	Domaine privé	Domaine public	Domaine privé	Domaine public
Nbr d'habitations	61	0	65	62
Coût d'investissement (€ HT)	586 400,00	0,00	156 600,00	818 745,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 613	0,00	2 409	13 206
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	5 605,00	0,00	315,00	8 785,00

Le détail des coûts affectés aux différentes solutions est repris dans les tableaux en annexe 3 de ce document.

3.2. Choix de la collectivité

Après délibération de son conseil municipal le **10 avril 2018** dont l'extrait du registre est joint en annexe 4, la commune de Beugneux a décidé de retenir le zonage d'assainissement suivant :

Assainissement non collectif pour l'ensemble de la commune (solution S1)

Le choix du zonage d'assainissement a été réalisé sur la base de l'étude technico-économique des solutions proposées dans le cadre de l'étude de schéma directeur d'assainissement. Il a été motivé par l'important écart financier entre les deux solutions tant en coût d'investissement qu'en coût de fonctionnement.

Sur le plan technique, la solution d'assainissement non collectif S1 se justifie essentiellement par le fait d'éviter de lourds travaux sur la commune (2 STEP, linéaire de réseau important, PR) mais aussi par la non réhabilitation des 3 habitations contrôlées conformes par le SPANC.

3.2.1. Détail des coûts de la solution retenue S1

Assainissement non collectif pour la totalité de la commune à l'exception de l'habitation ne pouvant recevoir un assainissement non collectif et des 3 habitations contrôlées conformes, soit 61 habitations.

Coût d'investissement de la solution S1

L'assainissement non collectif à la parcelle pour la totalité de la commune nécessite l'implantation de :

- Quarante **(40)** filières traditionnelles de type lit filtrant drainé
360 000,00 € HT
- Huit **(8)** filières compactes traditionnelles
72 000,00 € HT
- Sept **(7)** postes de relèvement
14 000,00 € HT
- Treize **(13)** lits filtrant verticaux drainés avec 1 plus-value pour contrainte
140 400,00 € HT

Coût total en investissement de la solution S1 : 586 400,00 € HT et 9 613 Euros HT/Habitation en moyenne.

Coût de fonctionnement de la solution S1

Après analyse des prestations effectuées entre 2012 et 2016, le coût de fonctionnement d'un assainissement autonome peut donc être estimé à 85,00 € HT par dispositif et par an (redevance annuelle + coût de vidange lissé sur 4 ans).

A ce coût induit par les redevances diverses, nous pouvons ajouter un coût moyen de la consommation électrique nécessaire au fonctionnement des micro-stations et postes de relevage (contrainte topographique).

Nous estimons la consommation électrique de ces équipements à environ 1 kW/jour/station, soit un coût moyen de 60,00 € HT/an pour une micro-station et/ou un poste de relevage.

Le coût de fonctionnement de cette solution S1 est donc de l'ordre de 5 605,00 € HT par an pour l'ensemble des installations non conformes auquel s'ajoutent les redevances lors de la conception et de la bonne exécution la première année. Le coût du contrôle dans le cadre d'une vente n'étant pas inclus.

A noter également, le coût de fonctionnement sera de 255 € HT par an pour les 3 habitations contrôlées conformes par le SPANC

IV. ZONAGE PLUVIAL

4.1. Droits et devoirs de la collectivité et des usagers relatifs à la gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales appartiennent en pleine propriété au propriétaire du terrain qui les reçoit (article 641 du Code Civil). Il n'y a donc pas d'obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif dans les secteurs qui en sont équipés (réseau unitaire collectant à la fois les eaux usées et pluviales, ou réseau séparatif collectant les seules eaux pluviales, selon les cas).

Les terrains sont assujettis à recevoir les eaux qui s'écoulent naturellement. Cependant, le propriétaire du terrain supérieur ne peut rien faire qui aggrave cette servitude (article 640 du code Civil).

La commune, ou le cas échéant la collectivité à laquelle elle adhère pour la compétence en matière de gestion des eaux pluviales, a la possibilité de réglementer les rejets sur la voie publique dans le cadre de ses pouvoirs de police en matière de lutte contre les accidents, les inondations et les pollutions (article L2212-2 du code Général des collectivités Territoriales).

Elle peut éventuellement interdire ou limiter les rejets sur la voie publique.

S'il existe un réseau pluvial ou unitaire, les conditions de son utilisation peuvent être fixées par un arrêté municipal ou figurer dans le règlement du service d'assainissement.

4.2. Principes du zonage pluvial

4.2.1. Principes généraux

Le raccordement systématique des eaux pluviales à un réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé d'un projet d'envisager d'abord une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle ou par opération n'est pas satisfaisante, les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans un réseau public.

Ces dispositions s'appliquent aux zones urbanisées ou à urbaniser. Dans le cas où ces dispositions ne peuvent être réalisées, le demandeur est autorisé à rejeter ses eaux pluviales selon les trois (3) niveaux de contraintes ci-après :

- 1 – en zone de non-aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel ;
- 2 – en zone de contrôle du ruissellement : le rejet dans un réseau existant ne peut être autorisé que dans la limite de la capacité de collecte et de transport des ouvrages de la collectivité, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel ;
- 3 – en zone de compensation du ruissellement : le réseau existant n'est pas en capacité d'accueillir de nouveaux rejets. Le demandeur doit envisager une gestion à la parcelle ou par opération de ses eaux pluviales. En cas d'insuffisance d'une gestion à la parcelle ou par opération, le demandeur peut être autorisé à rejeter dans le réseau. Cette autorisation est conditionnée par des travaux pouvant porter sur la collecte et le transport.

En parallèle au zonage, certaines opérations d'aménagement, selon leur importance, peuvent être soumises à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement et notamment de la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du même code :

- rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface de la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (déclaration) ou supérieure ou égale à 20 ha (autorisation).

C'est dans le cadre du dossier réglementaire d'incidence à réaliser que les aménagements spécifiques à prévoir devront être établis. Pour les opérations plus modestes n'entrant pas dans le cadre de ces procédures, c'est à l'aménageur qu'il revient de prendre les mesures nécessaires permettant de satisfaire le règlement du PLU et le présent zonage.

Dans les secteurs ruraux, les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, en particulier par les fossés et cours d'eau existants. Trois niveaux de contraintes sont définis dans ces secteurs:

- 1 – zone sans prescriptions particulières : il s'agit des secteurs où le ruissellement et l'évacuation des eaux pluviales ne présentent pas de problème particulier, compte tenu de la nature du sol, de la topographie et/ou de la présence d'un milieu récepteur à proximité. Les eaux de ruissellement doivent être limitées autant que possible en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables. ;

2 – zone de non-aggravation du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont d'ouvrages hydrauliques, existants ou projetés (bassins de rétention, collecteurs), dont le dimensionnement est suffisant pour permettre la gestion des eaux pluviales sans débordement ni problème d'évacuation, sous réserve de ne pas accroître les flux. Les éléments de paysage existants (fossés, haies, bois, bosquets, vergers, fonds plats...) constituant des freins au ruissellement et/ou favorisant l'infiltration sont à préserver, tandis que les interventions susceptibles d'aggraver le ruissellement doivent donner lieu à des mesures compensatoires, principalement agro-environnementales ;

3 – zone de réduction du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont de zones urbanisées ou à urbaniser équipées de collecteurs déjà saturés ou sensibles à des dysfonctionnements hydrauliques (coulées de boues, inondations), où toute disposition visant à réduire le ruissellement contribue à l'amélioration de la situation et à la réduction des risques. Les dispositions à prendre sont principalement des aménagements d'hydraulique douce (bandes enherbées, haies, fossés...) et des modifications des pratiques agricoles (labours perpendiculaires aux pentes...).

Dans tous les cas (zones urbanisées, à urbaniser, naturelle ou agricole), un prétraitement (débourbeur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

4.2.2. Zones d'urbanisation existante

Les zones agglomérées sont souvent les plus sensibles au ruissellement et aux inondations. En effet, la concentration des eaux de ruissellement par la pose de collecteurs, l'extension de l'urbanisation et l'accroissement de l'imperméabilisation au fil du temps conduisent les réseaux pluviaux et unitaires, souvent anciens, à la limite de leur capacité, voire les rendent insuffisants. Il s'agit de zones où le ruissellement ne doit pas être aggravé.

Les réseaux d'assainissement par temps de pluie sont souvent à l'origine de 2 types majeurs de dysfonctionnement :

- pour des pluies d'occurrence fréquente, dans le cas de réseaux unitaires collectant à la fois les eaux usées et pluviales, rejet d'eaux usées de temps de pluie du fait de l'insuffisance des ouvrages à transiter la totalité des flux vers les ouvrages de traitement (l'occurrence de pluie mensuelle est souvent retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement)
- pour des pluies d'occurrence plus rare (10/20/30/50 ans), débordements et inondations du fait de l'insuffisance hydraulique des ouvrages, avec remontée de l'eau chez les riverains par les branchements sur les réseaux en charge et/ou inondation des voiries lorsque que la ligne d'eau atteint le terrain naturel (l'occurrence de pluie décennale est souvent retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement).

Généralement, pour les constructions et infrastructures existantes, les aménagements possibles pour limiter les débits, le ruissellement et ne pas aggraver les inondations sont :

- la réduction des apports amont par écrêtement (bassins tampons)
- la déconnexion de bassins versants des zones de collecte (mise en séparatif, séparation de réseaux d'eaux pluviales et unitaires...)
- la modification de la répartition des flux d'amont en aval et la dispersion des rejets
- la suppression d'insuffisances locales par remplacement/renforcement d'ouvrages incriminés
- à l'occasion d'opportunités de travaux ou d'aménagements (aménagement des sous-sols, réfection de voirie, secteurs de requalification...), toute possibilité de techniques alternatives, faisant appel soit à l'infiltration, soit au stockage et à l'épandage superficiel :
 - ✓ assainissement à la parcelle : puisards, fossés, noues, tranchées drainantes, citernes, toitures terrasses, lits d'épandage
 - ✓ assainissement par groupe de parcelles : fossés, noues, tranchées pour recueillir et infiltrer les eaux de ruissellement des espaces collectifs, tranchées filtrantes ou drainantes, chaussées poreuses ou sur fondation drainante
 - ✓ assainissement par opération : bassins de retenue, chaussées réservoirs.
- l'installation de clapets anti-retour pour éviter les remontées dans les branchements.

4.2.3. Zones à urbaniser

Pour les mêmes raisons que dans les zones urbanisées (éléments limitants), afin d'éviter des mises en charge des réseaux avec aggravation ou apparition de nouveaux risques de débordement, le rejet des eaux pluviales en infiltration (après tamponnement éventuel en fonction des capacités d'absorption du sol) ou dans un milieu superficiel proche (après tamponnement éventuel en fonction de la capacité d'acceptation du milieu) doit être privilégié chaque fois que possible pour éviter la concentration des flux.

Deux cas de figure se présentent pour la gestion des eaux pluviales :

- zones de compensation du ruissellement : dans les secteurs sensibles où les réseaux déjà saturés ne peuvent pas admettre d'augmentation des débits collectés, afin de ne pas aggraver la situation existante et les risques déjà évoqués, toute possibilité de solutions "alternatives" ou "compensatoires" au ruissellement, déjà énumérées pour les zones urbanisées, doit être envisagée pour collecter et évacuer les eaux pluviales des nouvelles constructions et infrastructures, publiques ou privées, collectives ou individuelles.

Dans ce cas, les solutions locales d'évacuation doivent être privilégiées : recherche d'un exutoire local (ruisseau, fossé, infiltration) sous réserve de vérifier les risques de pollution ou de contamination du milieu récepteur, notamment en fonction des usages de l'eau.

Les techniques alternatives énumérées précédemment doivent être privilégiées pour réduire et/ou différer les rejets d'eaux pluviales (rétention à la parcelle, par opération, avec débit de fuite limité).

- zones de contrôle du ruissellement : quand la capacité des réseaux existants et l'acceptabilité du milieu naturel le permettent, les solutions classiques d'assainissement pluvial par la pose de collecteurs restent envisageables, moyennant le cas échéant des prétraitements et/ou tamponnements. L'aménageur doit néanmoins au préalable vérifier l'acceptabilité des réseaux et avoir reçu l'agrément du gestionnaire des réseaux.

Dans ce cas, l'utilisation des mesures alternatives précédentes ne doit pas être négligée pour éviter une saturation des réseaux à terme.

4.2.4. Zones naturelles et agricoles (bassins versants ruraux)

Sur ces zones, le ruissellement a pour conséquence de concentrer les flux dans le temps (réduction du temps de parcours et augmentation des vitesses d'écoulement) et dans l'espace (convergence en quelques points de rejet à l'aval).

Compte tenu, en outre, du cumul des flux issus de plusieurs bassins versants naturels, des conséquences graves peuvent être à craindre si aucune précaution n'est prise et si la gestion des flux n'est pas concertée :

- * risques d'inondation pour les populations à l'aval des bassins versants, jusqu'au milieu récepteur final
- * risques d'inondation d'ouvrages d'infrastructure importants, et par suite pour la sécurité des usagers
- * risques d'inondation de terrains cultivables
- * érosion des sols et pollution des milieux récepteurs :

Ses effets sont observables le long des lignes d'écoulement principal où le ruissellement emporte les terrains et provoque des affaissements, ainsi qu'à l'aval des bassins versants dans le fond des vallons, où ils se manifestent par l'accumulation de terre, le colmatage d'ouvrages hydrauliques, des apports de boues dans les milieux superficiels. On les observe en particulier aux points d'accumulation des eaux au droit de dépressions naturelles, ou aux ouvrages canalisant les écoulements sous des chemins agricoles ou des chaussées.

L'érosion résulte de la combinaison de plusieurs facteurs :

- pentes importantes de bassins versants agricoles
- composition des terrains superficiels
- pratiques culturelles, et remembrement :
 - ✓ labourages et cultures dans le sens des pentes, concentrant et accélérant les écoulements

- ✓ arrachage de haies forçant l'infiltration et freinant les écoulements
 - ✓ comblement de fossés permettant la rétention et l'infiltration
 - nudité des sols cultivés en période hivernale
 - insuffisance d'obstacles naturels aux écoulements (*bois, talus, haies,...*), en particulier à l'aval des bassins versants
- * mauvaise recharge des aquifères.

Pour ces zones naturelles et agricoles, les aménagements envisageables pour améliorer le fonctionnement du réseau hydraulique superficiel consistent principalement en des mesures agri-environnementales visant à ralentir les écoulements. Il peut s'agir de:

- modification des pratiques culturales
 - labourages et cultures perpendiculairement aux pentes
 - plantation de haies...
- création, recalibrage ou réouverture de fossés comblés
- mise en place de bandes enherbées
- mise à fond plat de terrains favorables à une bonne infiltration
- utilisation de dépressions naturelles et d'obstacles naturels aux écoulements (*bois, talus, haies,...*), par dérivation locale des écoulements
- création de bassins de tamponnement ou d'infiltration...

4.3. Etat de l'assainissement pluvial à BEUGNEUX

Le réseau pluvial du bourg (plan ci-contre) est constitué de grilles/bouches-avaloirs raccordées sur des antennes pluviales prolongées jusqu'à l'amont du fossé Linguet vers le fossé Fourgon. Ce réseau permet notamment de drainer de nombreuses sources.

A Wallée, le réseau (plan ci-contre) se limite à une antenne rue des 2 Fermes et à un avaloir Grande Rue, raccordés sur le ru des Prés de Comporté.

La mairie signale des apports par ruissellement et des coulées de boue par la RD473 au S-O du hameau de Wallée, relativement fréquents par orage.

Des apports par ruissellement, par temps d'orage, mais plus rares, sont également signalés dans le bourg en amont de la rue d'Oulchy (RD 22), qui parviennent jusqu'au carrefour des rues Principale et d'Oulchy.

BEUGNEUX a fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle d'inondation :

Type de catastrophe	Début	Fin	Arrêté	Publication JO
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99

Elle n'est pas soumise à la réglementation relative à l'Information Acquéreur Locataire en application des articles L125-5 et R125-23 à 27 du Code de l'Environnement.

4.4. Zonage pluvial à BEUGNEUX

Les zones urbanisées du bourg et du hameau de Wallée ont été rangées en zone de non-aggravation du ruissellement, pour éviter les risques de saturation des réseaux à terme et d'accroître les flux vers le ru des Prés de Comporté à Wallée.

A défaut de document d'urbanisme fixant des contours précis des zones urbanisées, urbanisables, naturelles et agricoles, la délimitation a été effectuée en fonction de la structure viaire et de celle des réseaux, des pentes, des limites des parcelles bâties ou potentiellement constructibles, et du registre parcellaire graphique agricole de 2016 (RPG).

En amont des zones identifiées comme sensibles aux inondations et coulées de boue, les bassins versants ruraux ont été rangés en zone de réduction du ruissellement. Les secteurs dont le ruissellement est susceptible de parvenir aux réseaux ont aussi été inclus. A noter que pour le point sensible de Wallée, le bassin versant concerné est situé sur le territoire d'OULCHY-LE-CHATEAU.

La délimitation a été effectuée par recoupement des limites parcellaires et des lignes de crête et de talweg définies à partir des courbes de niveau des cartes IGN au 1/25000^{ème}.

Le reste des bassins versants ruraux est rangé en zone sans prescriptions particulières.

Actuellement, compte tenu de rejets dans les réseaux pluviaux de dispositifs d'ANC non conformes, des rejets d'eaux usées sont potentiellement observables aux exutoires de ces réseaux dans le milieu naturel. Cependant, dans le cadre de la solution retenue de réhabilitation des dispositifs d'ANC non conformes, ces rejets potentiels sont amenés à progressivement disparaître.

Par ailleurs, le caractère rural de la commune et l'origine des eaux de ruissellement ne sont pas susceptibles de générer une pollution significative des eaux pluviales.

En conséquence, aucun point sensible quant à la pollution des eaux pluviales n'a été identifié.

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE BEUGNEUX

**Annexe 1 – Décision de la MRAe concernant
l'évaluation environnementale sur la commune**



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale
d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
sur la révision des zonages d'assainissement
des communes de**

**Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy,
Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy,
Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouttes,
Nampteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise,
Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire (02)**

n°MRAe 2018-2415 ; 2018-2416 ; 2018-2417 ; 2018-2418 ; 2018-2419 ; 2018-2420 ; 2018-2421 ;
2018-2422 ; 2018-2423 ; 2018-2424 ; 2018-2425 ; 2018-2426 ; 2018-2427 ; 2018-2428 ; 2018-2429 ; 2018-
2430 ; 2018-2431 ; 2018-2432 ; 2018-2433 ; 2018-2500

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement Européen et du Conseil concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-4, R122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015, relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 5 mai 2017 et du 16 octobre 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les demandes d'examen au cas par cas, déposées complètes par la communauté de communes du canton d'Oulchy-le-Château le 23 avril 2018, concernant la révision des 20 zonages d'assainissement des communes d'Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy, Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouettes, Nampsteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire, dans le département de l'Aisne ;

Vu les avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France des 25 et 29 mai 2018 ;

Considérant que la révision des zonages d'assainissement de ces vingt communes consiste à classer en assainissement non collectif l'ensemble du territoire de chacune de ces communes ;

Considérant la présence sur la commune d'Arcy du site Natura 2000 n°FR2200399 « coteaux calcaires du Tardenois et du Valois » lequel ne sera pas impacté par les projets de zonage d'assainissement ;

Considérant la présence de zones à dominante humide définies par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine Normandie, lesquelles ne seront pas impactées par les projets de zonage d'assainissement ;

Considérant la présence de périmètres de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine sur les communes de Beugneux, Droisy, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy et l'absence d'habitation au sein de ces périmètres de protection rapproché et éloigné ;

Considérant la présence d'une habitation à l'intérieur du périmètre de protection du captage d'eau potable de la commune d'Arcy, habitation dont les effluents épurés seront rejetés en dehors du périmètre de protection ;

Considérant que l'état chimique des nappes souterraines du Lutétien-Yprésiens du Soissonnais-laonnois, de l'Eocène du bassin versant de l'Ourcq, et de la Craie de Champagne nord est médiocre, alors que la nappe de l'Albien-Néocomien captif est en bon état ;

Considérant la réglementation garantissant le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif en application de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 dans l'objectif de maintenir la conformité des installations et d'informer le public sur les conditions de réhabilitation des équipements vieillissants ;

Considérant la présence sur toutes les communes, sauf Ambrief, Arcis, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chaudun et Le Plessier-Huleu, d'als de remontée de nappe élevés à très élevé et qu'il conviendra de prévoir des dispositifs d'assainissement adéquats pour que l'efficacité de l'assainissement soit assurée ;

Considérant dès lors que la révision du zonage d'assainissement des vingt communes précitées n'est pas susceptible d'entraîner des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

La procédure de révision des zonages d'assainissement des communes d'Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy, Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouettes, Nampsteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire dans le département de l'Aisne n'est pas soumise à évaluation environnementale stratégique.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles un projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à Lille, le 19 juin 2018

La Présidente
de la mission régionale d'autorité
environnementale
Hauts-de-France



Patricia Corrèze-Lénée

<i>Voies et délais de recours</i>

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.
Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Recours gracieux (formé dans le délai de deux mois) auprès de :
Madame la Présidente de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France
DREAL Hauts-de-France – Service IDDEE
44, rue de Tournai
CS 40259
F 59019 LILLE Cedex

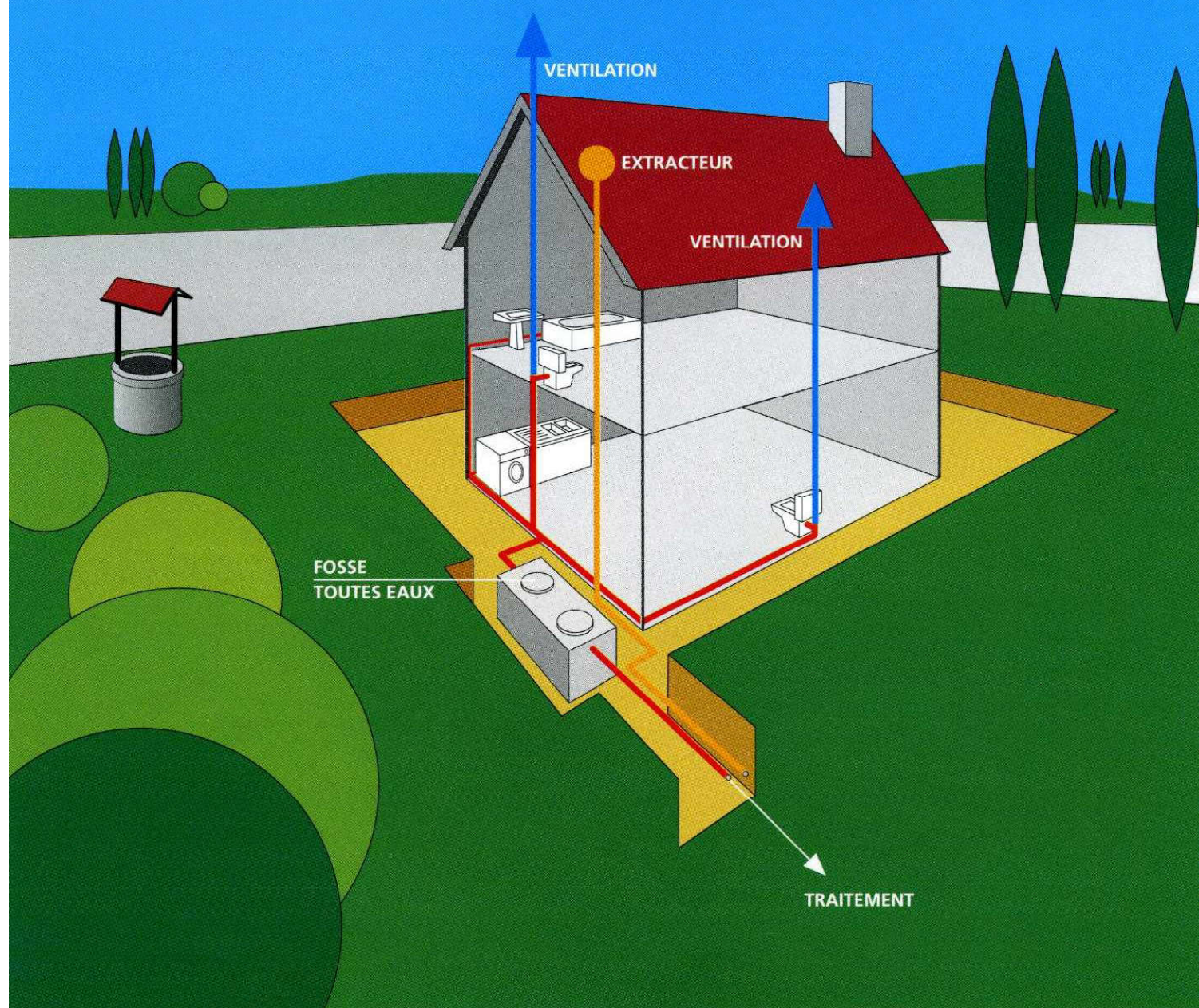
Recours contentieux (formé dans le délai de deux mois) auprès du :
Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
CS 62039
59014 Lille cedex

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE BEUGNEUX

**Annexe 2 – Fiches descriptives des installations
d'assainissement non collectif**

FOSSE TOUTES EAUX



Une fosse toutes eaux est un appareil destiné à la collecte, à la liquéfaction partielle des matières polluantes contenues dans les eaux usées et à la rétention des matières solides et des déchets flottants.

Elle reçoit l'ensemble des eaux usées domestiques.

La fosse toutes eaux doit débarrasser les effluents bruts de leurs matières solides afin de protéger l'épandage contre un risque de colmatage.

Elle doit également liquéfier ces matières retenues par décantation et flottation.

La hauteur d'eau ne doit pas être inférieure à 1 m.

La fosse toutes eaux génère des gaz qui doivent être évacués par une ventilation efficace.

L'évacuation de ces gaz est assurée par un extracteur placé au-dessus des locaux habités.

Le diamètre de la canalisation d'extraction sera d'au moins 10 cm.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

A défaut de justifications fournies par le constructeur de la fosse toutes eaux, la vidange des boues et des matières flottantes doit être assurée au moins tous les 4 ans.

DIMENSIONNEMENT :

Le volume minimum de la fosse toutes eaux sera de 3 000 l pour les logements comprenant jusqu'à 5 pièces principales.

Il sera augmenté de 1 000 l par pièce supplémentaire.

FOSSE TOUTES EAUX

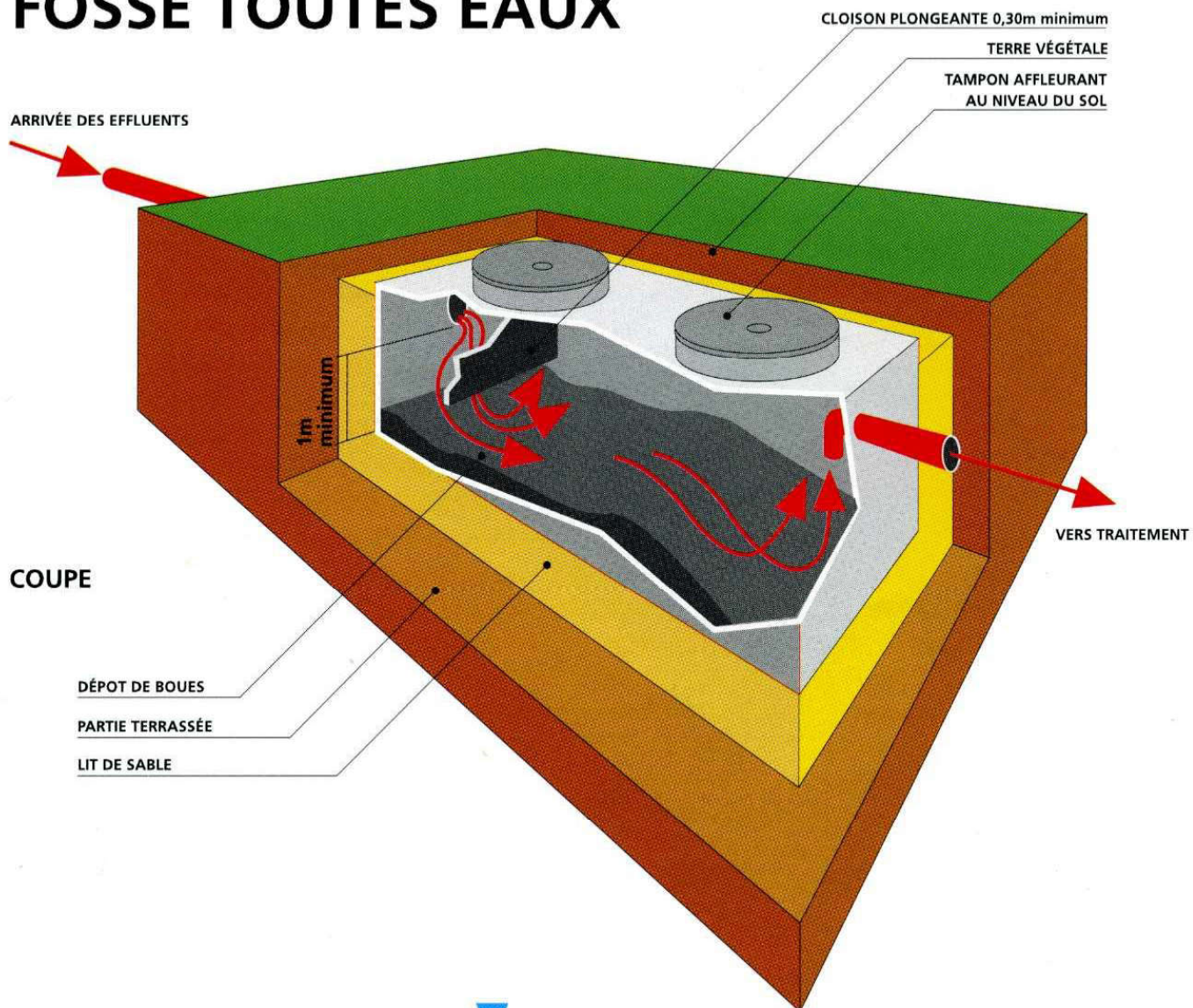
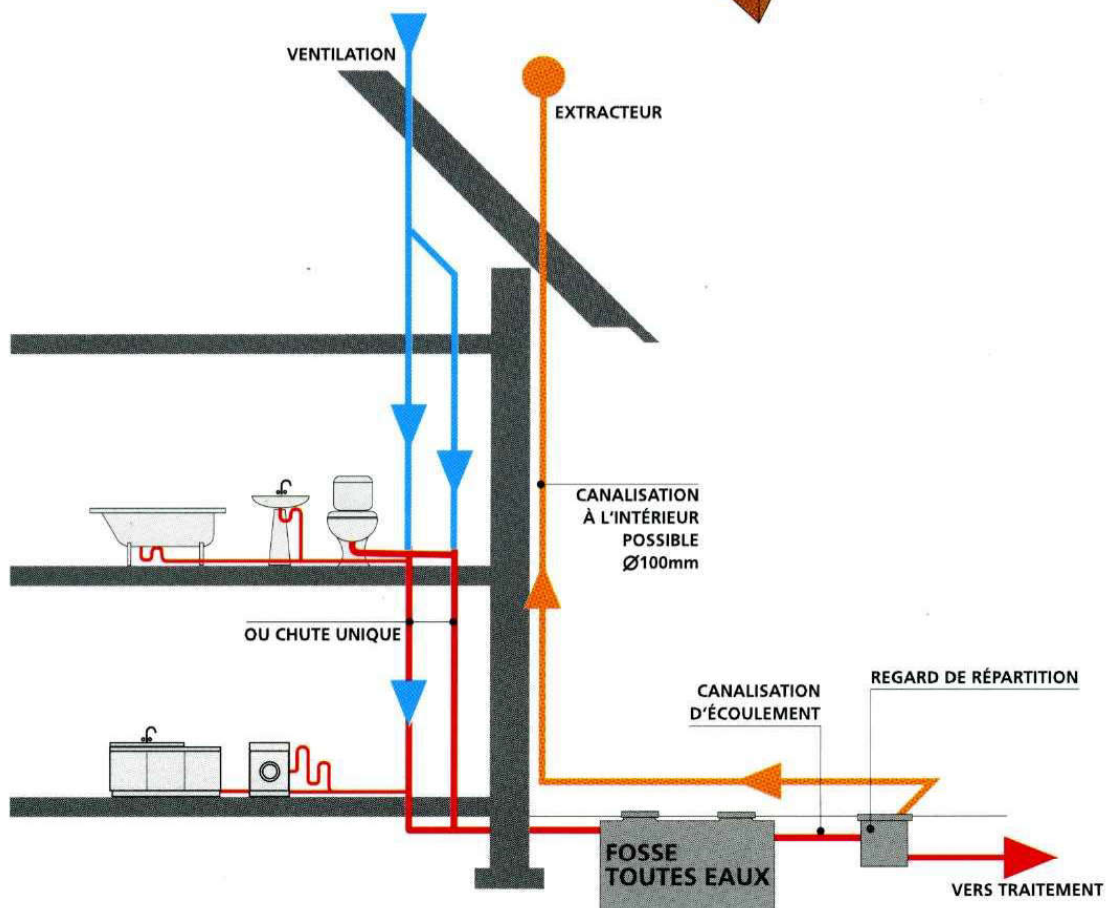
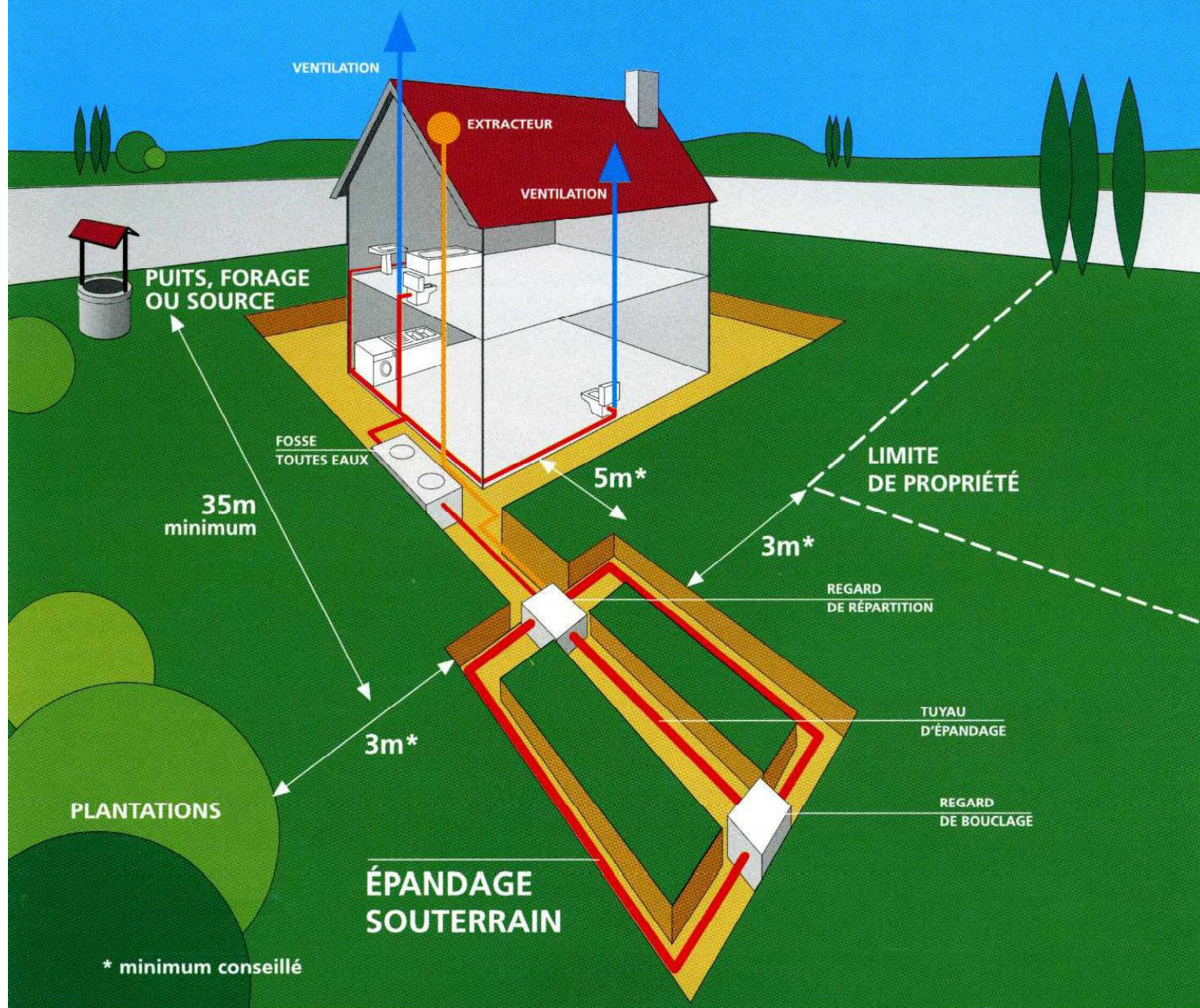


SCHÉMA DE PRINCIPE DE VENTILATION

ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL



Les tranchées d'épandage reçoivent les effluents de la fosse toutes eaux.

Le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme moyen dispersant.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

L'épandage souterrain doit être réalisé par l'intermédiaire de tuyaux placés horizontalement dans un ensemble de tranchées.

Il doit être placé aussi près de la surface du sol que le permet sa protection.

- ◆ **Les tuyaux d'épandage doivent avoir un diamètre au moins égal à 100 mm. Ils doivent être constitués d'éléments rigides en matériaux résistants munis d'orifices dont la plus petite dimension doit être au moins égale à 5 mm.**

- ◆ **La longueur d'une ligne de tuyaux d'épandage ne doit pas excéder 30 m.**

- ◆ **La largeur des tranchées d'épandage dans lesquelles sont établis les tuyaux est de 0,50 m minimum.**

- ◆ **Le fond des tranchées est garni d'une couche de graviers lavés.**

- ◆ **La distance d'axe en axe des tranchées doit être au moins égale à 1,50 m.**

- ◆ **Un feutre imputrescible doit être disposé au-dessus de la couche de graviers.**

- ◆ **Une couche de terre végétale.**

L'épandage souterrain doit être maillé chaque fois que la topographie le permet.

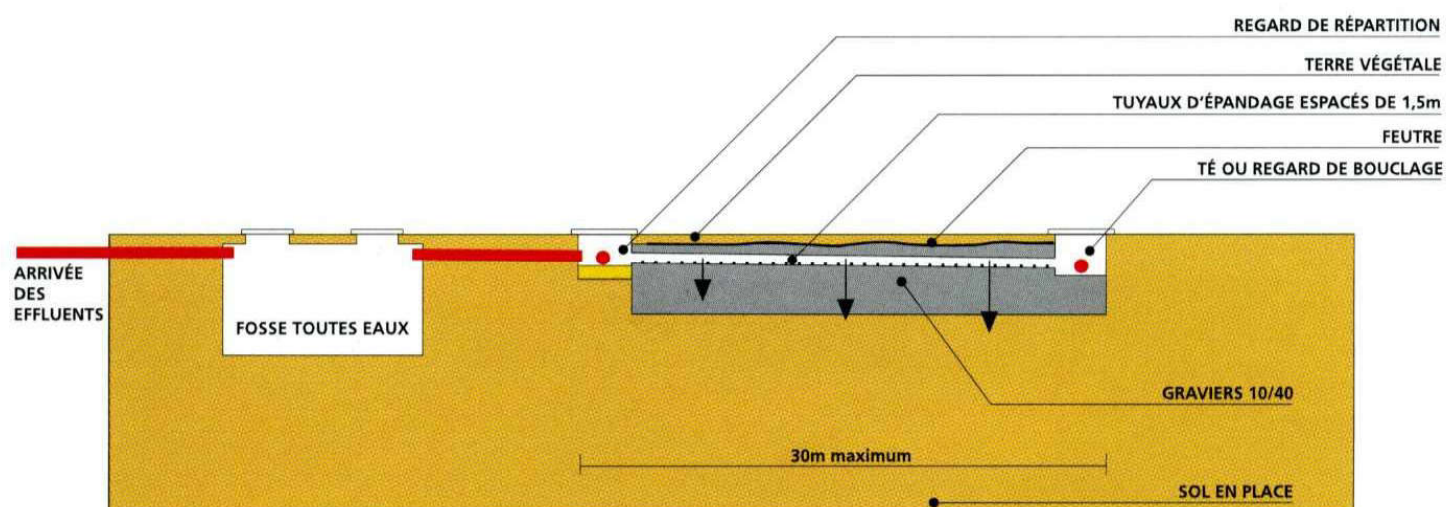
Il doit être alimenté par un dispositif assurant une égale répartition des effluents dans le réseau de distribution.

DIMENSIONNEMENT :

La surface d'épandage (fond des tranchées) est fonction de la taille de l'habitation et de la perméabilité du sol. Elle est définie par l'étude pédologique à la parcelle.

ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL

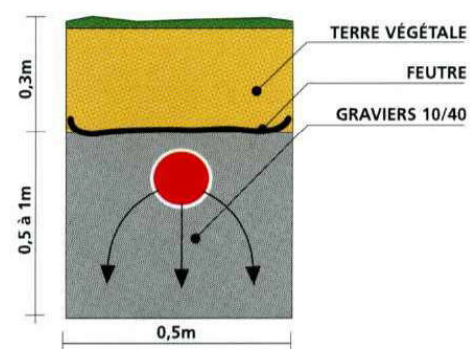


COUPE LONGITUDINALE EN TERRAIN PLAT

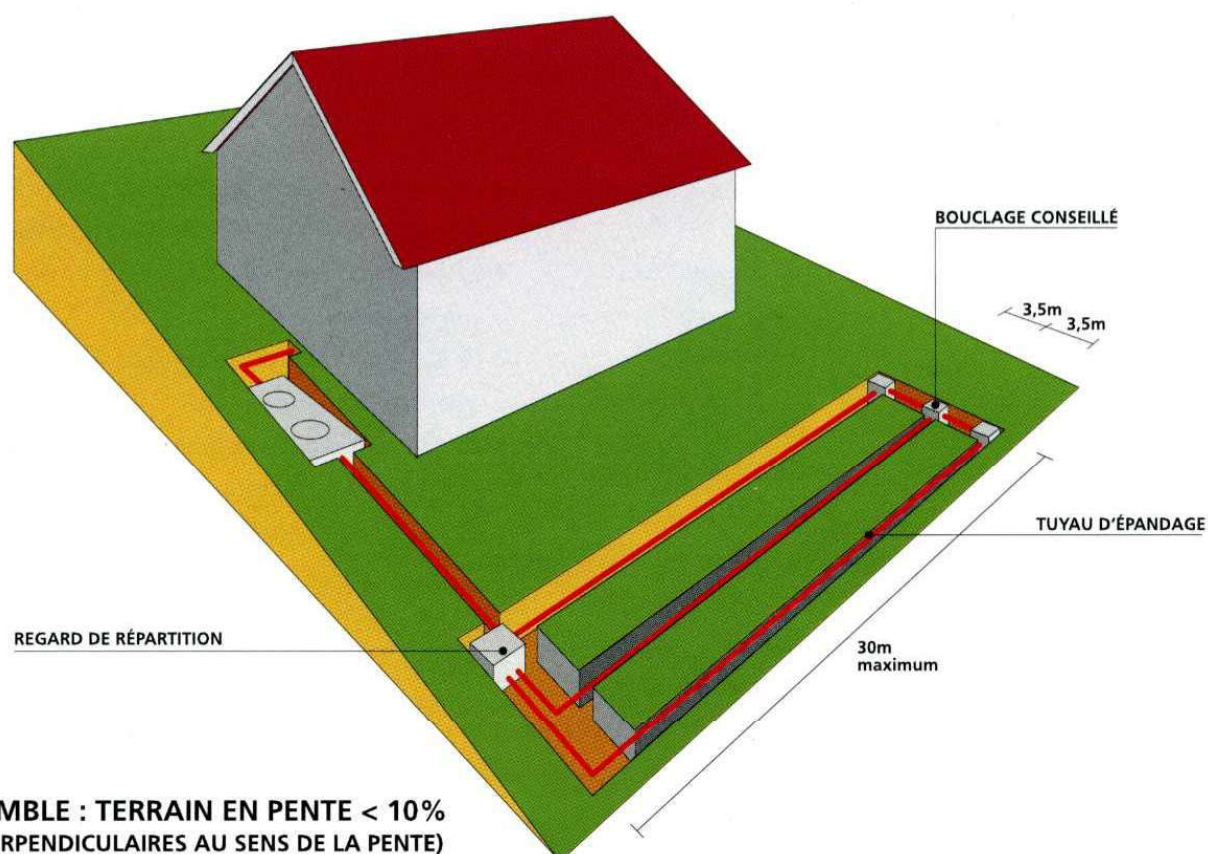


CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm minimum
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



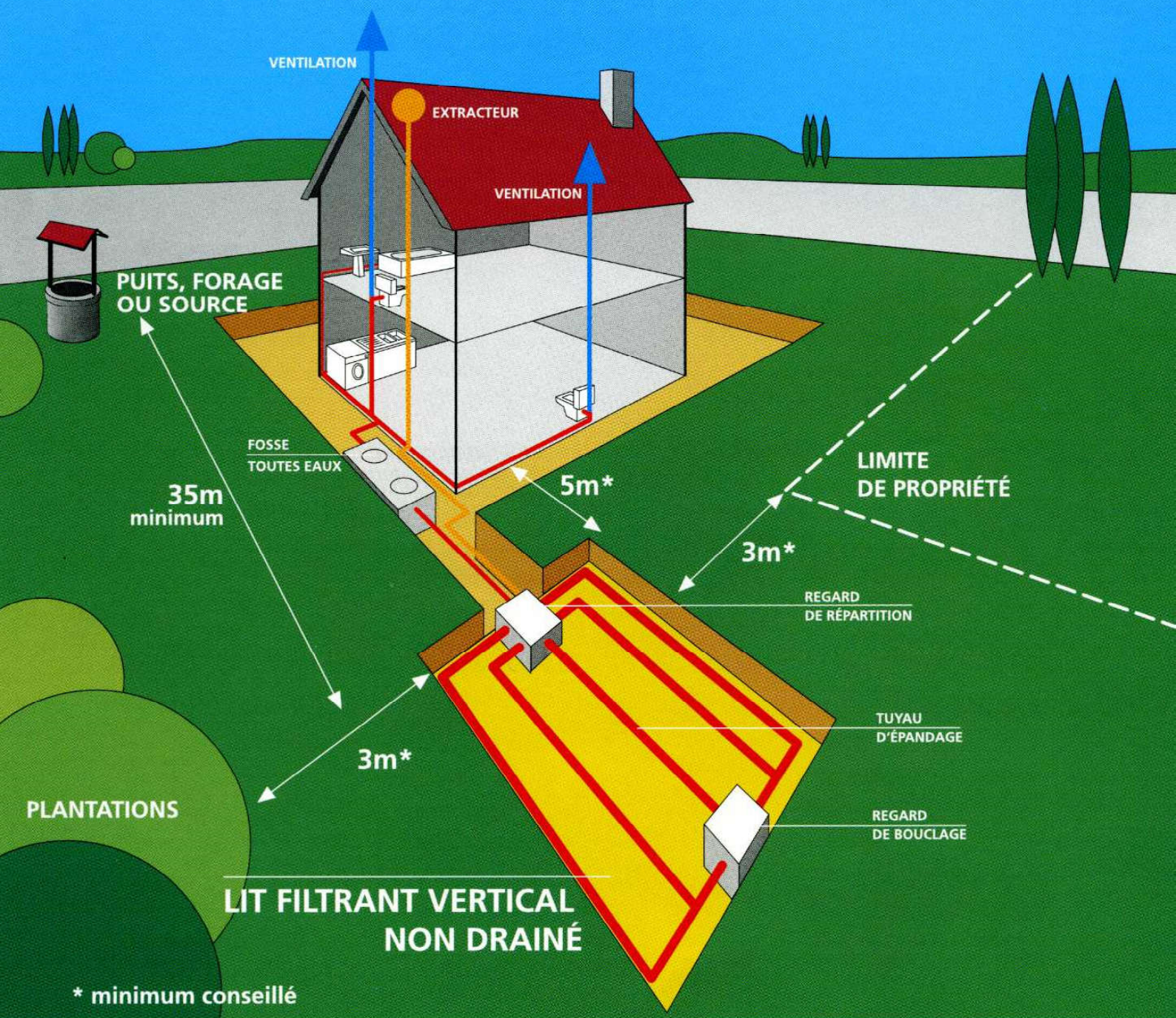
COUPE D'UNE TRANCHÉE



VUE D'ENSEMBLE : TERRAIN EN PENTE < 10%
(TRANCHÉES PERPENDICULAIRES AU SENS DE LA PENTE)

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ



Dans le cas où le sol présente une perméabilité insuffisante ou à l'inverse, si le sol est trop perméable (craie), un matériau plus adapté (sable siliceux lavé) doit être substitué au sol en place sur une épaisseur minimale de 0,70 m.

La répartition de l'effluent est assurée par des tuyaux munis d'orifices, établis en tranchées dans une couche de graviers.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant vertical non drainé se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1 m minimum sous le niveau

de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

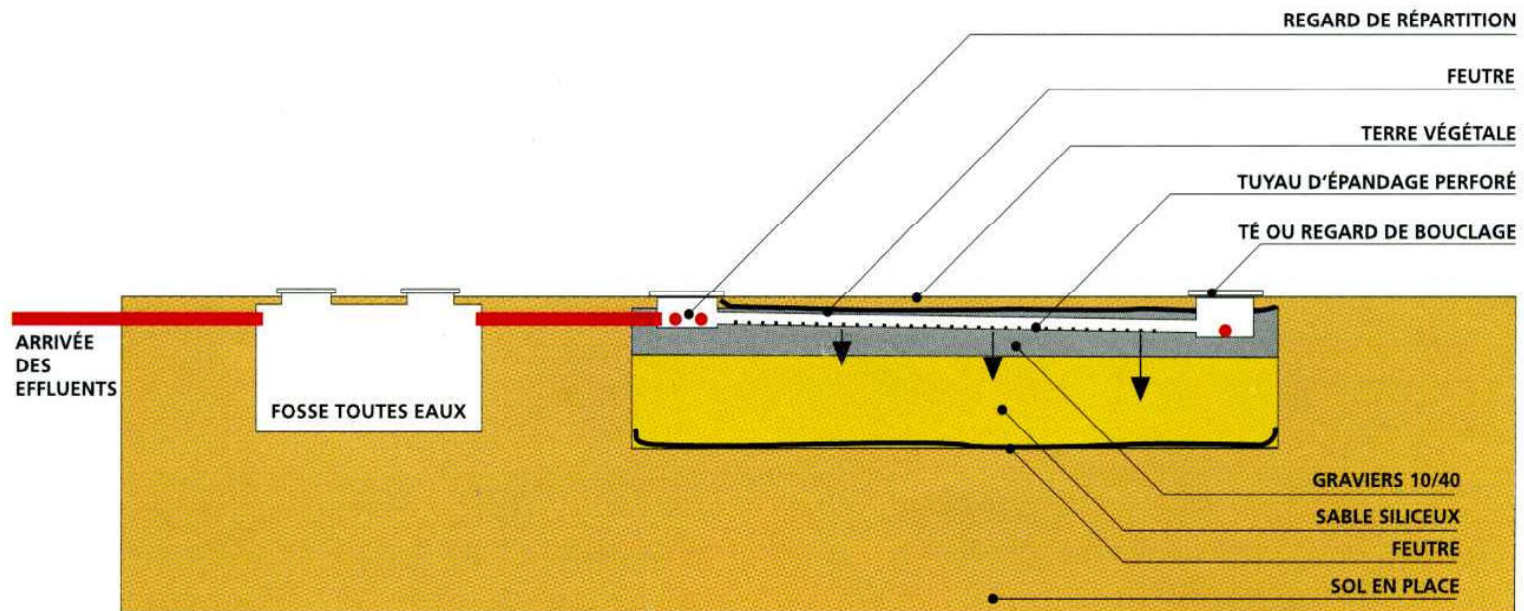
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de sable lavé de 0,70 m minimum d'épaisseur,
- ◆ une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit,
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air qui recouvre l'ensemble,
- ◆ une couche de terre végétale d'une épaisseur de 0,20 m.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant vertical non drainé doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ

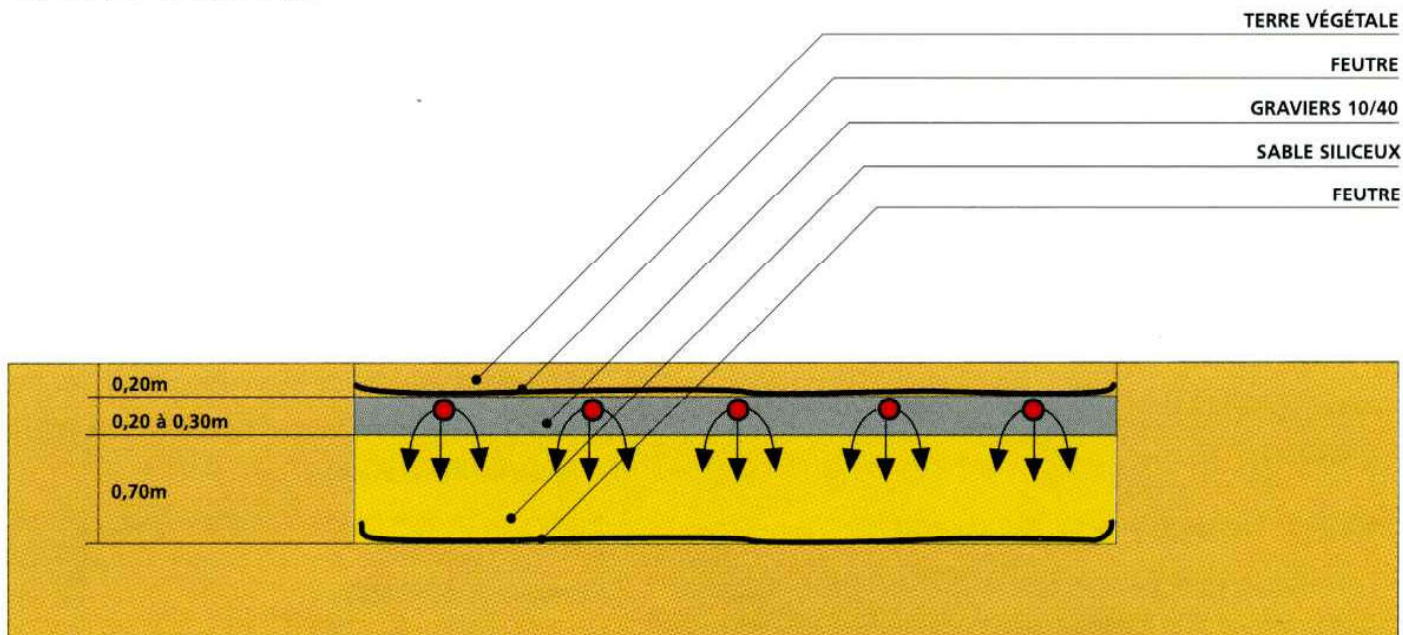


COUPE LONGITUDINALE



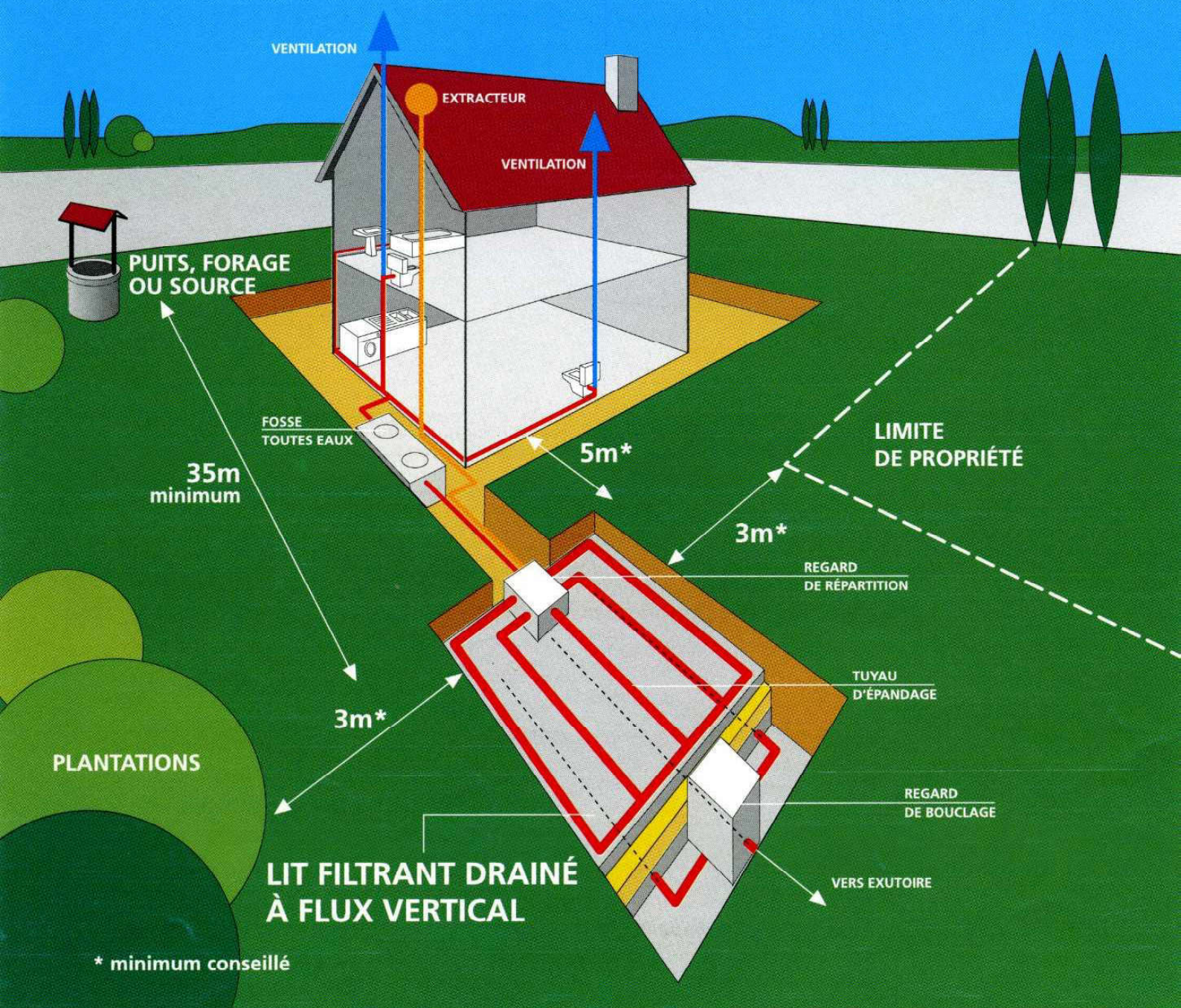
CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm minimum
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



COUPE TRANSVERSALE

LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL



Ce dispositif est à prévoir lorsque le sol est inapte à un épandage naturel et lorsqu'il existe un exutoire pouvant recevoir l'effluent traité.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant drainé à flux vertical se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1,00 m sous le niveau de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

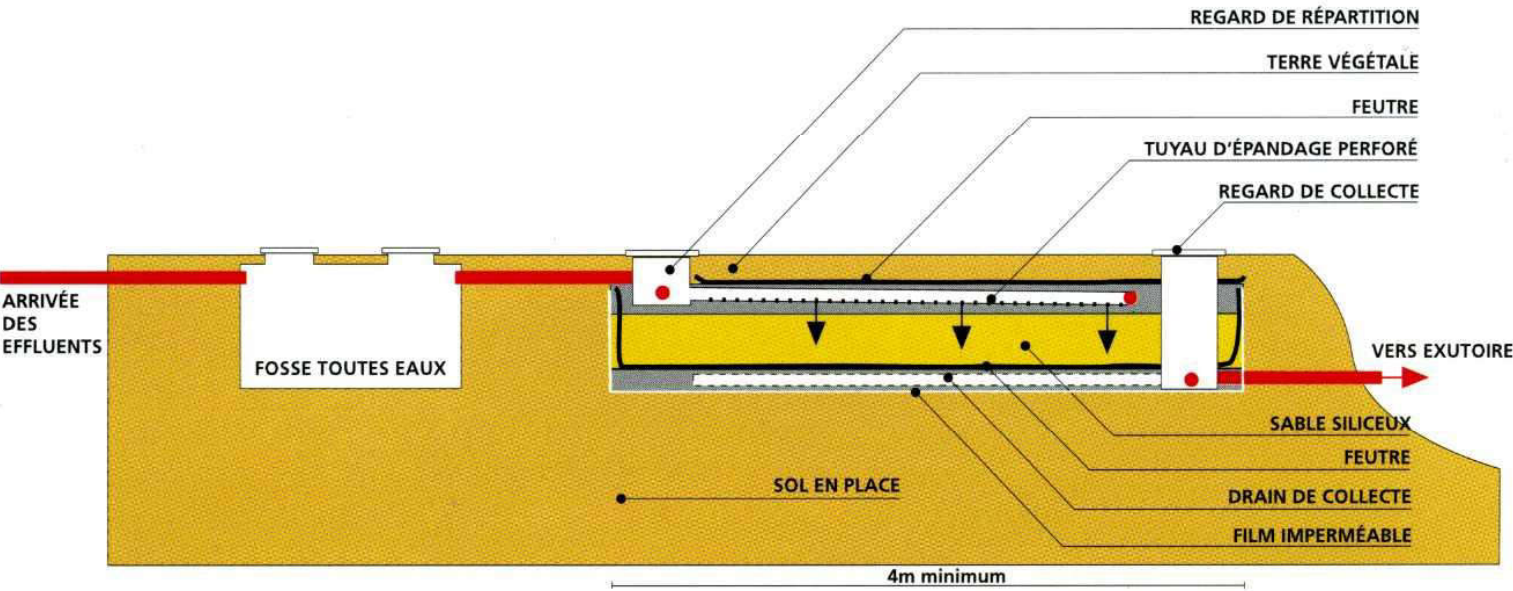
- ◆ un film imperméable,
- ◆ une couche de graviers d'environ 0,10 m d'épaisseur au sein de laquelle des canalisations drainent les effluents traités vers l'exutoire,

- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de sable siliceux lavé de 0,70 m d'épaisseur,
- ◆ une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit filtrant,
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de terre végétale.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant drainé à flux vertical doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL

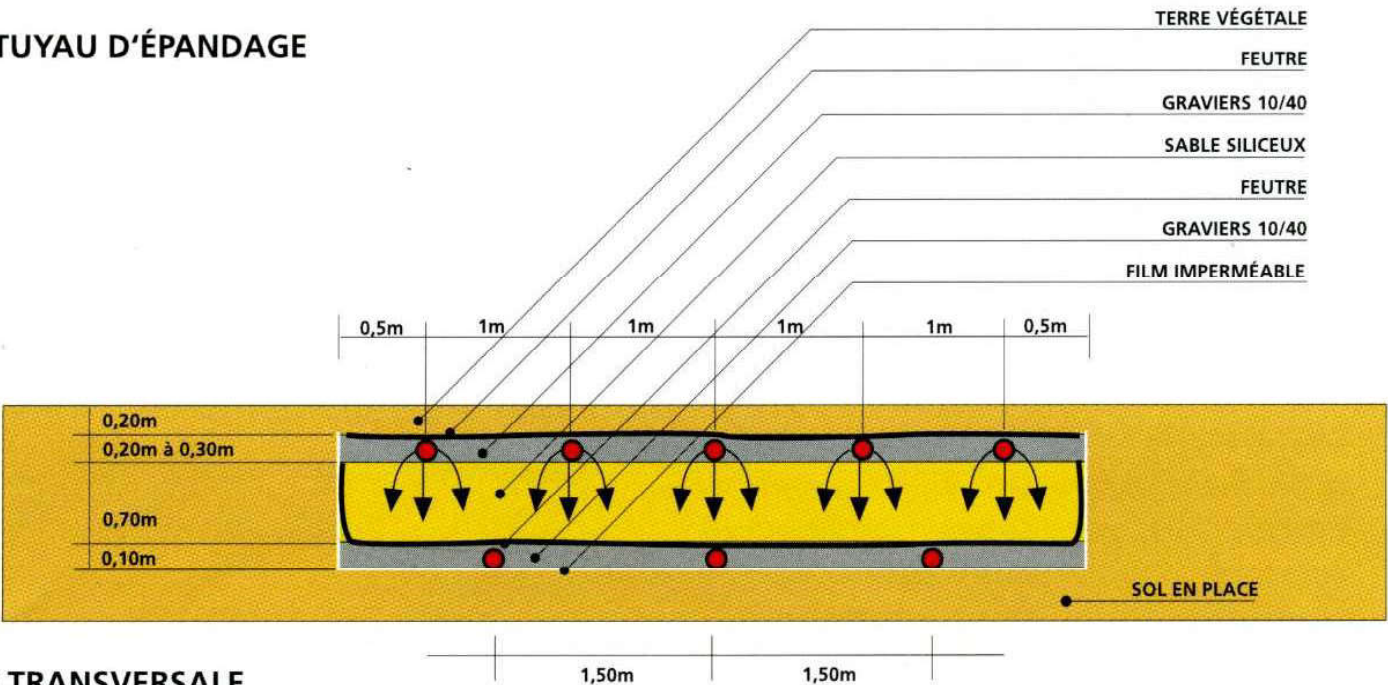


COUPE LONGITUDINALE



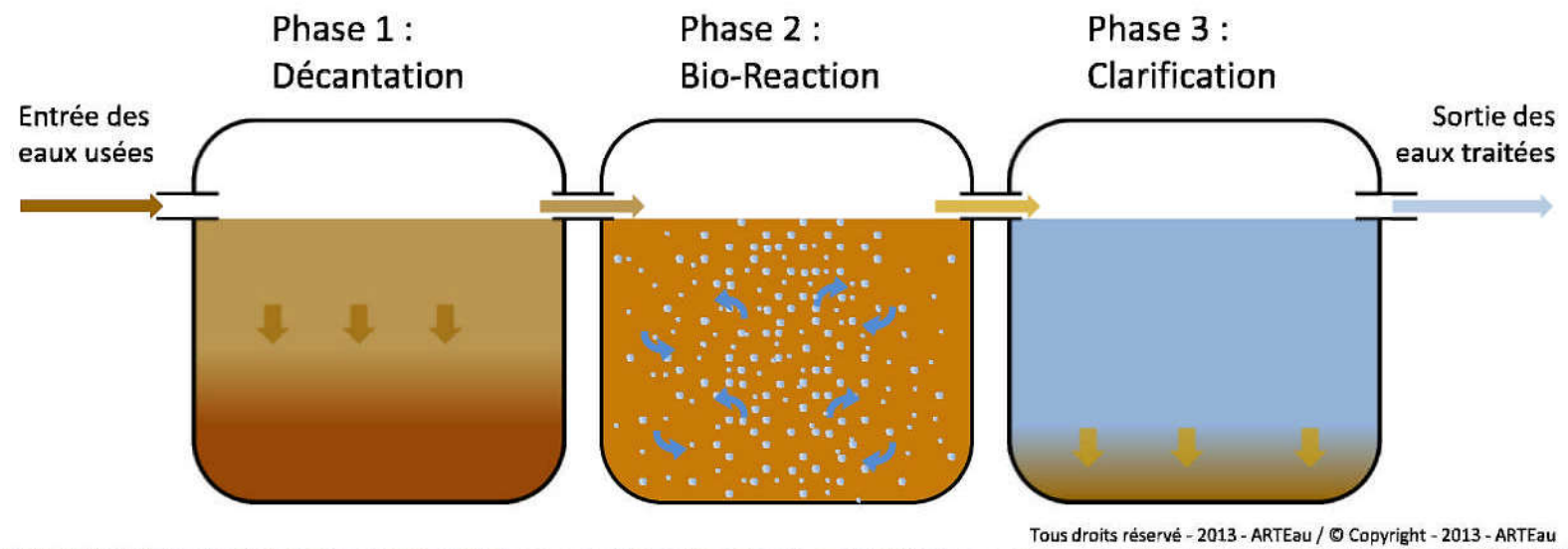
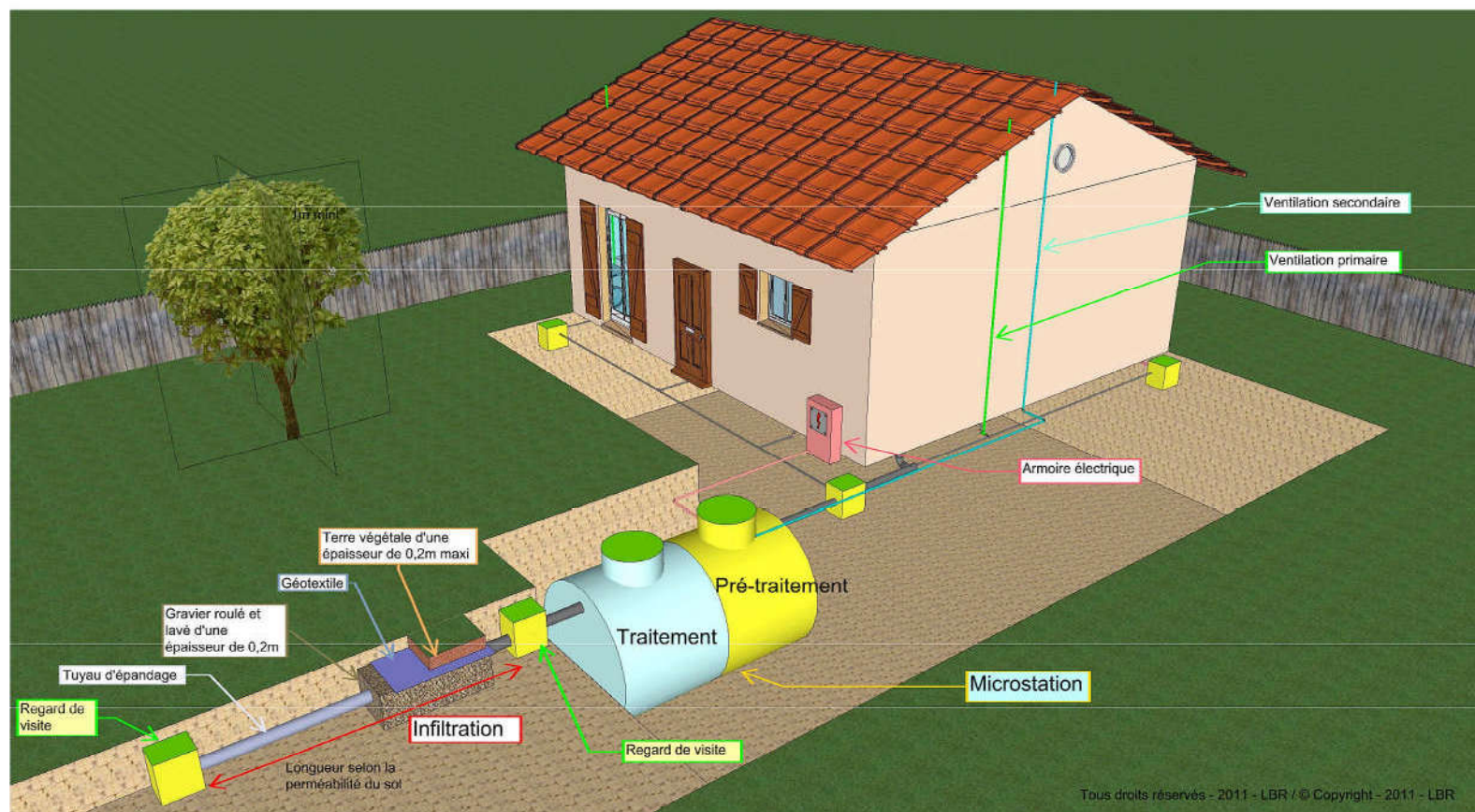
CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm MINIMUM
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



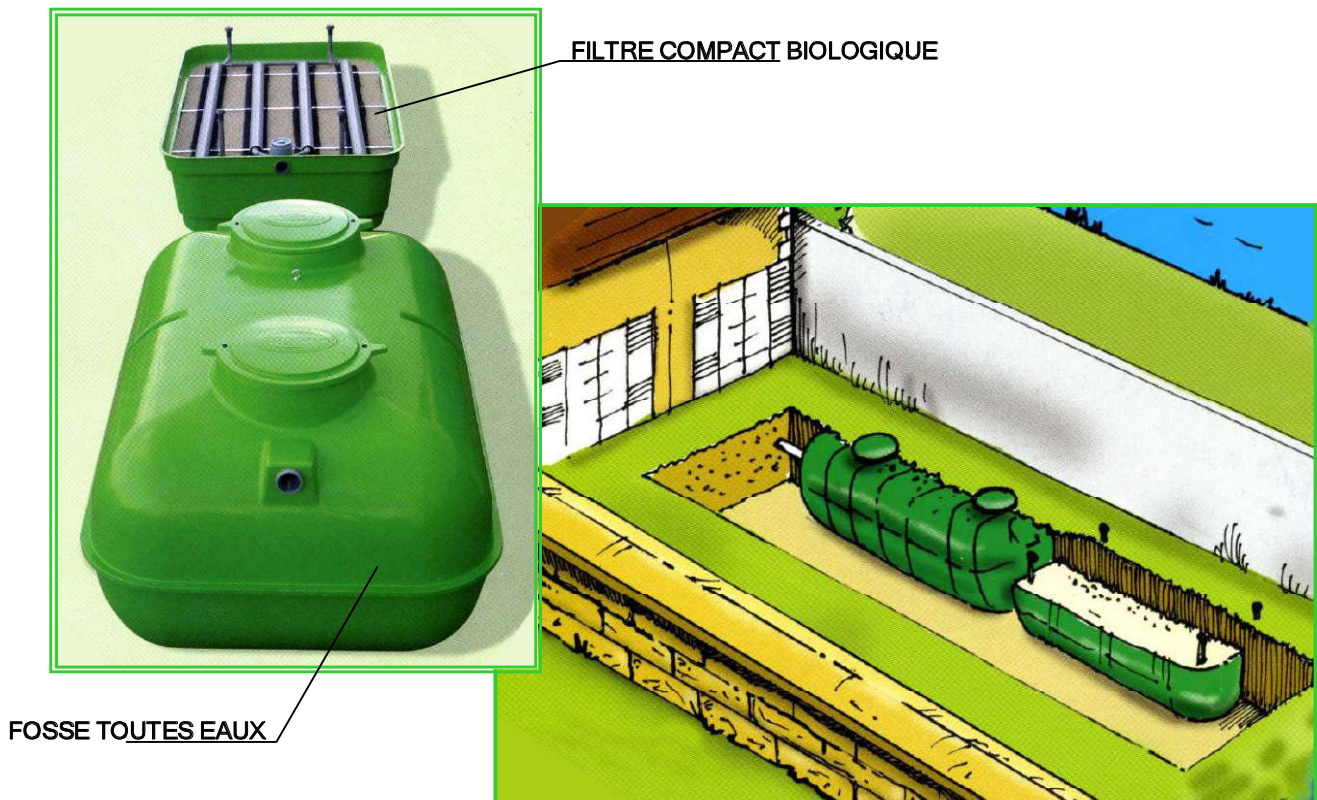
COUPE TRANSVERSALE

La Micro-Station et son fonctionnement



FILTRE A ZEOLITHE (Filtre compact)

La solution aux problèmes de place pour l'assainissement des eaux usées de votre maison



* Ce système convient aux petits terrains dont le sol est inapte à un épandage naturel.

* Cette filière d'assainissement compact se compose d'une fosse septique Toutes Eaux et d'un filtre compact biologique. L'emprise au sol ne dépasse pas 15 m²

CARACTERISTIQUES:

Fosse toutes eaux : H = 1.47 m, L = 2.98 m, l = 2 m

Filtre Compact : H = 0.86 m, L = 2.98 m, l = 1.87 m

* Peu d'entretien, les intervalles de vidange pouvant dépasser 10 ans. Pas de bac dégraisseur ou de filtre décolloïdeur à nettoyer. Pas d'électricité ni d'électromécanique à entretenir.

* Système facile à installer : entièrement préfabriqués, les matériels ne demandent plus sur le site qu'un assemblage, limitant ainsi fortement les travaux dans le jardin de l'habitation et le temps d'installation.

* *En option* et si la configuration du terrain le permet, cette filière peut être équipée d'un système d'infiltration dans le sol pour l'irrigation d'une pelouse ou de végétaux.

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE BEUGNEUX

Annexe 3 – Détail des coûts des différentes solutions proposées

Coûts assainissement non collectif - Commune de Beugneux - Solution S1

Coûts d'investissement

Filières	Prix unitaire en € HT	Quantité	TOTAL en € HT
Epandage (E)	7 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical non drainé (LFND)	8 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical drainé (LFD)	9 000,00	40	360 000,00
Filière compacte (FC)	9 000,00	8	72 000,00
Filière compacte + plus-value pour contrainte (FCPV)	10 350,00	0	0,00
Poste de refoulement individuel pour habitation en contrebas du terrain (PR)	2 000,00	7	14 000,00
Lit filtrant vertical drainé avec plus-value (LFDPV)	10 800,00	13	140 400,00
Filière compacte avec 2 plus-values	12 150,00	0	0,00
TOTAUX		61	586 400,00

Coûts de fonctionnement annuel

	Nbr	Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)
ANC	61	85,00	5 185,00
PR	7	60,00	420,00
			5 605,00

Coûts assainissement collectif - Commune de Beugneux - Solution S1

Coûts d'investissement

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml		0,00
Conduite suspendue PVC diamètre 200 mm	250,00	ml		0,00
Forage dirigé PEHD 160 ou 200 mm (800 € par chantier + 250 €/ml)	250,00	ml		0,00
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m		0,00
PR EU < 7 logements	8 000,00	U		0,00
PR EU < 50 logements	20 000,00	U		0,00
50 logements <PR EU < 100 logements	30 000,00	U		0,00
100 logements <PR EU < 200 logements	42 000,00	U		0,00
PR EU > 200 logements	50 000,00	U		0,00
Branchement au réseau (BB+canalisation)	1 500,00	U		0,00
STEP	1 000,00	EH		0,00
Total				0,00

Coûts de fonctionnement annuel

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
Entretien réseau gravitaire	1,00	ml	0	0,00
Entretien PR	1 000,00	U	0	0,00
Entretien STEP	45,00	EH	0	0,00
Total				0,00

Commune de Beugneux - Coûts pour la solution S1

Nbr d'habitations concernées	61
Nbr d'habitations en AC	0
Nbr d'habitations en ANC	61
Coût d'investissement (€ HT)	586 400,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 613
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	5 605,00

Coûts assainissement non collectif - Commune de Beugneux - Solution S2

Coûts d'investissement

Filières	Prix unitaire en € HT	Quantité	TOTAL en € HT
Epandage (E)	7 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical non drainé (LFND)	8 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical drainé (LFD)	9 000,00	1	9 000,00
Filière compacte (FC)	9 000,00	0	0,00
Filière compacte + plus-value pour contrainte (FCPV)	10 350,00	0	0,00
Poste de refoulement individuel pour habitation en contrebas du terrain (PR)	2 000,00	1	2 000,00
Forfait pour travaux de branchement en domaine privé	2 000,00	62	124 000,00
Lit filtrant vertical drainé avec plus-value (LFDPV)	10 800,00	2	21 600,00
Filière compacte avec 2 plus-values	12 150,00	0	0,00
TOTAUX		3	156 600,00

Coûts de fonctionnement annuel

	Nbr	Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)
ANC	3	85,00	255,00
PR	1	60,00	60,00
			315,00

Coûts assainissement collectif - Commune de Beugneux - Solution S2

Coûts d'investissement

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml	1 835	550 500,00
Conduite suspendue PVC diamètre 200 mm	250,00	ml		0,00
Forage dirigé PEHD 160 ou 200 mm (800 € par chantier + 250 €/ml)	250,00	ml		0,00
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m	297	25 245,00
PR EU < 7 logements	8 000,00	U		0,00
PR EU < 50 logements	20 000,00	U	2	40 000,00
50 logements < PR EU < 100 logements	30 000,00	U		0,00
100 logements < PR EU < 200 logements	42 000,00	U		0,00
PR EU > 200 logements	50 000,00	U		0,00
Branchement au réseau (BB+canalisation)	1 500,00	U	62	93 000,00
STEP	1 000,00	EH	110	110 000,00
Total				818 745,00

Coûts de fonctionnement annuel

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
Entretien réseau gravitaire	1,00	ml	1 835	1 835,00
Entretien PR	1 000,00	U	2	2 000,00
Entretien STEP	45,00	EH	110	4 950,00
Total				8 785,00

Commune de Beugneux - Coûts pour la solution n°2

Nbr d'habitations concernées	65
Nbr d'habitations en AC	62
Nbr d'habitations en ANC	3
Coût d'investissement (€ HT)	975 345,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	15 005
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	9 100,00

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE BEUGNEUX

Annexe 4 – Délibération du Conseil Municipal

Nombre de conseillers

En exercice : 10
Présents : 08
Votants : 09
Absents : 02

Date de convocation : 03.04.2018
Date d'affichage : 11.04.2018

Objet de la délibération :
N° 14/2018

CHOIX DU MODE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE

Présents : MM. Pierre BARRÉ - Etienne CALLAY - Thierry DELAGOUTTE - Eric PIHET - Jean-Gérard POTEAUX - Jean-Claude PISSELOUP - Mmes Corinne CREPIN - Hélène DUPUIS
Absents : M. Denis TOUPET a délégué tout pouvoir à M. POTEAUX - M. Pierrick MEREUZE
Secrétaire : Mme Hélène DUPUIS

SÉANCE DU 10 AVRIL 2018

L'an deux mil dix-huit, le dix avril à 19 h.30,
le Conseil Municipal, régulièrement convoqué,
s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le
lieu habituel de ses séances, sous la présidence de
M. Pierre BARRÉ, Maire

Sur l'exposé du Maire, compte tenu des caractéristiques, des moyens financiers de la commune et des règles appliquées habituellement en matière d'assainissement,

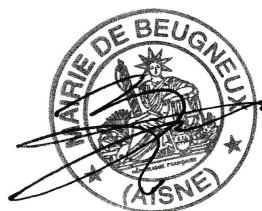
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- DÉCIDE de retenir sur le territoire de la commune le mode d'assainissement non collectif.

Fait et délibéré, en séance, les jour, mois et an susdits.

Le Maire,
Pierre BARRÉ

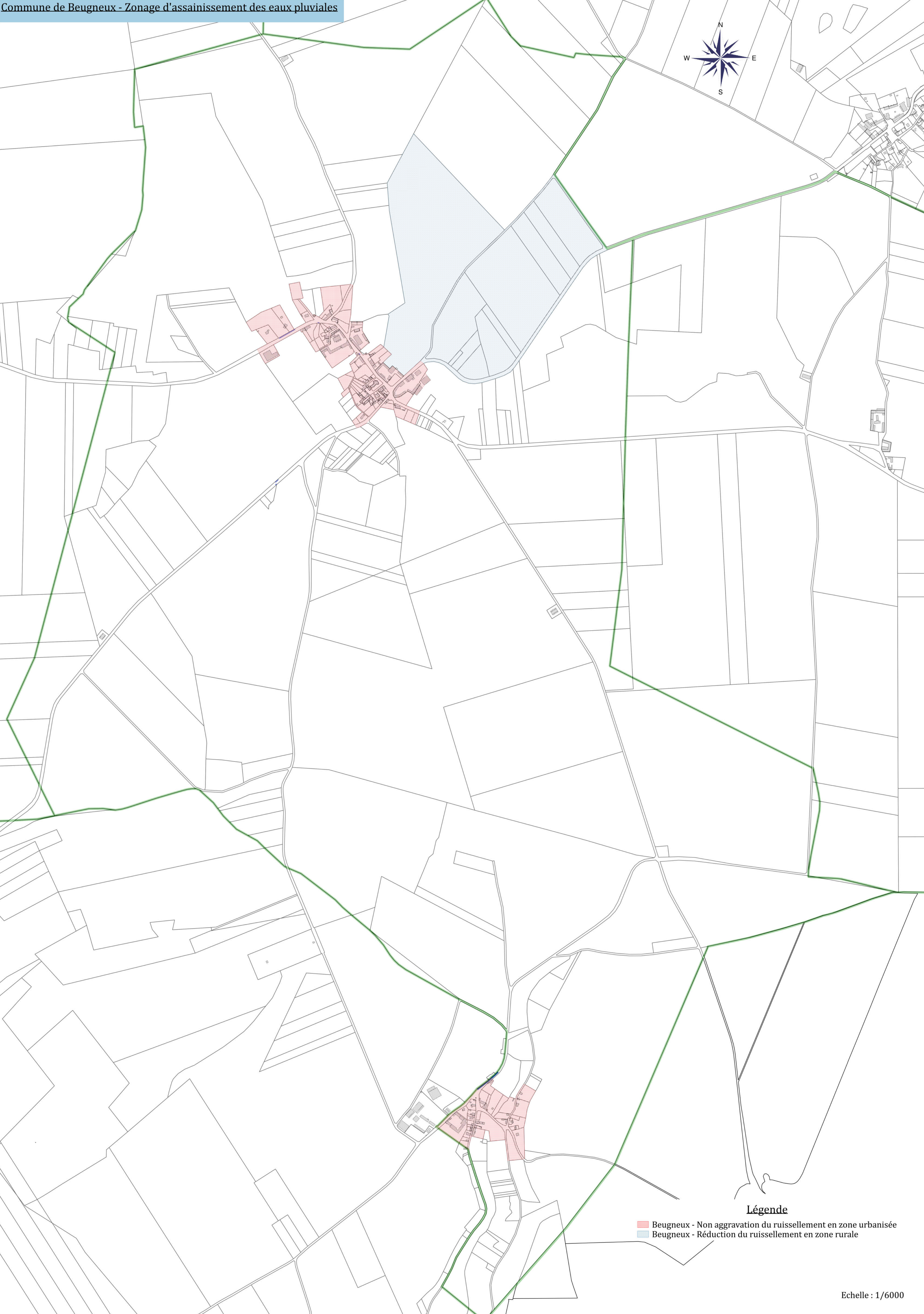
REÇU A LA SOUS-PREFECTURE
DE SOISSONS
18 AVR. 2018



Acte rendu exécutoire
Après publication en Sous-Préfecture
le 18 AVR. 2018
Notification et Publication le
Le Maire,

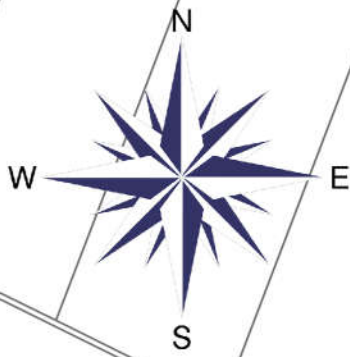
24 AVR. 2018





Légende

- Beugneux - Non aggravation du ruissellement en zone urbanisée
- Beugneux - Réduction du ruissellement en zone rurale

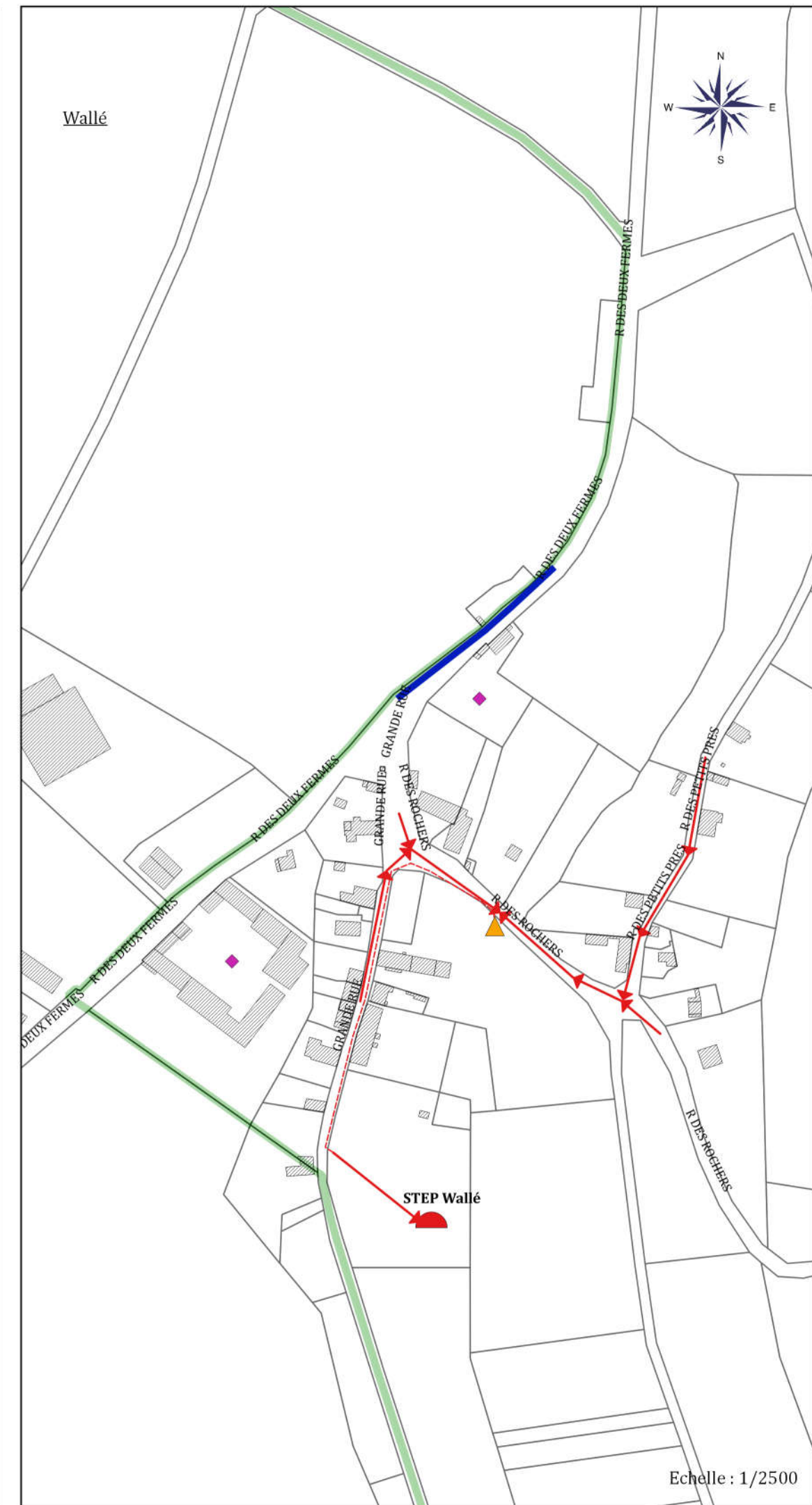


Légende

Beugneux - Zone en assainissement non collectif

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF COMMUNE DE BEUGNEUX				
FICHE DE SYNTHESE DES VISITES D'INSTALLATION				
Nombre d'installations pour cette commune	64			
Nombre de visites de contrôle effectuées	59			
Refus	0			
Non contrôlés	5			
Dates de réalisation de la filière	avant 1983 : 51		1983 à 1996 : 3 apres 1996 : 5	
Type de résidence				
Résidence principale	47	soit	79,66 %	
Résidence secondaire	6	soit	10,17 %	
Inhabité	5	soit	8,47 %	
Autres (mairie, gîte, café,...)	1	soit	1,69 %	
CARACTERISTIQUES DES EQUIPEMENTS				
PRE-TRAITEMENT	70 Dispositifs de prétraitement			
Nombre d'installation avec prétraitement	55	soit	93,22 %	
Dont toutes les eaux sont prétraitées	16	soit	27,12 %	
Dont une partie des eaux sont prétraitées	39	soit	66,10 %	
Nombre d'installation sans pré-traitement	4	soit	6,78 %	
<u>Dispositifs de pré-traitement</u>				
Fosse septique	44	soit	62,86 %	
Fosse toutes eaux	9	soit	12,86 %	
Séparateur à graisse	9	soit	12,86 %	
Microstation	1	soit	1,43 %	
Fosse étanche	1	soit	1,43 %	
Préfiltre	6	soit	8,57 %	
TRAITEMENT	3 Dispositits de traitement			
Nombre d'installation avec traitement	3	soit	5,08 %	
Nombre d'installation sans traitement	56	soit	94,92 %	
<u>Dispositifs de traitement conformes</u>				
Lit d'épandage	1	soit	33,33	
Tranchée d'infiltration	1	soit	33,33 %	
Septodiffuseur	1	soit	33,33 %	
Pattes d'araignées ou pattes d'oies		soit	0,00 %	
EVACUATION	105 dispositifs de rejet			
Dans un cours d'eau	11	soit	10,48 %	
Dans un puisard	16	soit	15,24 %	
Par infiltration	3	soit	2,86 %	
Sur le terrain	2	soit	1,90 %	
Non localisé	7	soit	6,67 %	
Réseau pluvial	27	soit	25,71 %	
fosse étanche	1	soit	0,95 %	
Voisin	0	soit	0,00 %	
Dans la rue	0	soit	0,00 %	
Drain	1	soit	0,95 %	
Fossé	37	soit	35,24 %	
<u>Eaux usées séparées des eaux pluviales</u>				
OUI	22	soit	37,29 %	
NON	37	soit	62,71 %	

RESULTAT DU CONTRÔLE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (APPLICATION DE L'ARRETE DU 27 AVRIL 2012)			
NIVEAU 3			
Installation Conforme en bon état de Fonctionnement	3	soit	5,08 %
Le dispositif d'assainissement fonctionne correctement et au moment du contrôle aucun risque sanitaire et environnemental n'a été décelé. Cependant, lors du contrôle certaines recommandations ont peut-être été précisées.			
Installation Conforme	0	soit	0,00 %
"La consommation humaine de l'eau du puits privé est cependant interdite"			
Le dispositif d'assainissement est installé à moins de 35m d'un puits privé déclaré et ne peut être déplacé. L'immeuble est desservi par le réseau de distribution d'eau potable.			
Installation Conforme	0	soit	0,00 %
"La consommation humaine de l'eau du puits privé est cependant proscrite"			
Le dispositif d'assainissement est installé à moins de 35m d'un puits privé NON déclaré . L'immeuble est desservi par le réseau de distribution d'eau potable.			
Installation conforme à surveiller	0	soit	0,00 %
Le dispositif d'assainissement est à surveiller et/ou doit faire l'objet d'aménagement. L'installation présente des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs.			
NIVEAU 2			
Installation non-conforme	52	soit	88,14 %
Le dispositif d'assainissement présente certaines anomalies qui conduisent à suggérer de réaliser des travaux (cas des installations hors zones à enjeux sanitaire et environnementaux).			
L'installation est non-conforme si au moins un des point ci-dessous a été identifié :			
Installation significativement sous-dimensionnée			
Dysfonctionnement majeur			
Installation incomplète			
NIVEAU 1			
Installation non-conforme avec risque environnemental avéré (cas des installations en zones à enjeu environnemental).	0	soit	%
Installation non-conforme avec danger pour la santé des personnes (cas des installations en zones à enjeu sanitaire).	1	soit	1,69 %
Installation non-conforme avec danger pour la santé des personnes & risque environnemental avéré. (cas des installations en zones à enjeux sanitaire et environnemental).	0	soit	%
Le dispositif d'assainissement présente certaines anomalies qui conduisent à suggérer de réaliser des travaux afin de supprimer le risque sanitaire et / ou environnemental			
L'installation est non-conforme si au moins un des point ci-dessous a été identifié :			
Installation significativement sous-dimensionnée			
Dysfonctionnement majeur			
Installation incomplète			
Défaut de sécurité sanitaire			
Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages			
Puits privé si l'immeuble n'est pas desservi par le réseau de distribution d'eau potable (le dispositif d'assainissement est situé à moins de 35m du puits)			
Installation inexistante ou non vérifiable	3	soit	5,08 %
Non respect de l'article L.1331-1-1 du code de la santé publique. Les travaux sont à réaliser dans les meilleurs délais.			

[illegible]

Commune de Beugneux - Relevé du réseau d'eaux pluviales

Beugneux



Légende

- Fossé
- ▲ Grille_BE
- Regard de visite
- Réseau_EP

apports agricoles par orage

Ø200 } arrivée de ruissellement par orage

Ø200

Ø400

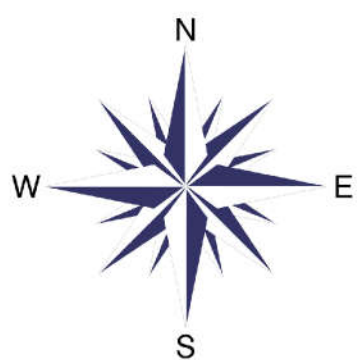
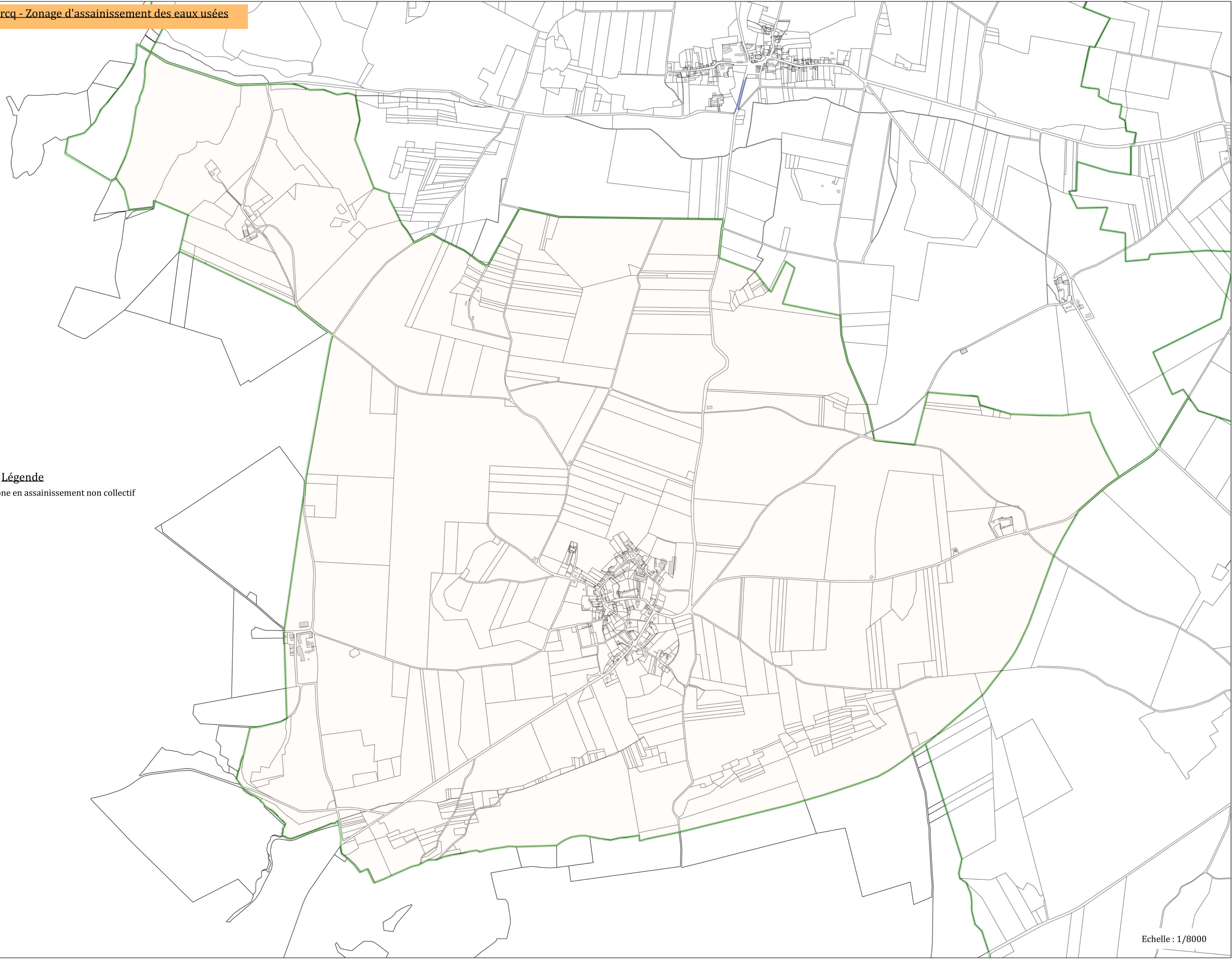
Wallée

apports agricoles
coulées de boue
par orage

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE BEUGNEUX

Annexe 5 – Compte-rendu de la réunion publique du 20 septembre 2018



Légende

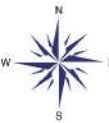
 Billy sur Ourcq - Zone en assainissement non collectif

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF COMMUNE DE BILLY SUR OURCQ				
FICHE DE SYNTHESE DES VISITES D'INSTALLATION				
Nombre d'installations pour cette commune	93			
Nombre de visites de contrôle effectuées	90			
Refus	0			
Non contrôlés	3			
Dates de réalisation de la filière	avant 1983 : 82		1983 à 1996 : 2 apres 1996 : 6	
Type de résidence				
Résidence principale	80	soit	88,89 %	
Résidence secondaire	8	soit	8,89 %	
Inhabité	1	soit	1,11 %	
Autres (mairie, gîte, café,...)	1	soit	1,11 %	
CARACTERISTIQUES DES EQUIPEMENTS				
PRE-TRAITEMENT	113 Dispositifs de prétraitement			
Nombre d'installation avec prétraitement	79	soit	87,78 %	
Dont toutes les eaux sont prétraitées	25	soit	27,78 %	
Dont une partie des eaux sont prétraitées	54	soit	60,00 %	
Nombre d'installation sans pré-traitement	11	soit	12,22 %	
<u>Dispositifs de pré-traitement</u>				
Fosse septique	60	soit	53,10 %	
Fosse toutes eaux	19	soit	16,81 %	
Séparateur à graisse	21	soit	18,58 %	
Préfiltre	11	soit	9,73 %	
Fosse étanche	2	soit	1,77 %	
TRAITEMENT	9 Dispositifs de traitement conforme			
Nombre d'installation avec traitement	9	soit	10,00 %	
Nombre d'installation sans traitement	81	soit	90,00 %	
<u>Dispositifs de traitement non-conformes</u>				
Drains percés	1	soit	11,11 %	
<u>Dispositifs de traitement conformes</u>				
Tranchée d'infiltration	6	soit	66,67 %	
Lit d'épandage	3	soit	33,33 %	
Pattes d'araignées ou pattes d'oies		soit	0,00 %	
EVACUATION	154 dispositifs de rejet			
Dans un cours d'eau	5	soit	3,25 %	
Dans un puisard	29	soit	18,83 %	
Par infiltration	11	soit	7,14 %	
Sur le terrain	4	soit	2,60 %	
Non localisé	13	soit	8,44 %	
Réseau pluvial	68	soit	44,16 %	
Fosse étanche	2	soit	1,30 %	
Voisin		soit	0,00 %	
Dans la rue	1	soit	0,65 %	
Drain		soit	0,00 %	
Fossé	21	soit	13,64 %	
<u>Eaux usées séparées des eaux pluviales</u>				
OUI	56	soit	62,22 %	
NON	34	soit	37,78 %	

RESULTAT DU CONTRÔLE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (APPLICATION DE L'ARRETE DU 27 AVRIL 2012)			
NIVEAU 3			
Installation Conforme en bon état de Fonctionnement	9	soit	10,00 %
Le dispositif d'assainissement fonctionne correctement et au moment du contrôle aucun risque sanitaire et environnemental n'a été décelé. Cependant, lors du contrôle certaines recommandations ont peut-être été précisées.			
Installation Conforme	0	soit	0,00 %
"La consommation humaine de l'eau du puits privé est cependant interdite"			
Le dispositif d'assainissement est installé à moins de 35m d'un puits privé déclaré et ne peut être déplacé. L'immeuble est desservi par le réseau de distribution d'eau potable.			
Installation Conforme	0	soit	0,00 %
"La consommation humaine de l'eau du puits privé est cependant proscrite"			
Le dispositif d'assainissement est installé à moins de 35m d'un puits privé NON déclaré . L'immeuble est desservi par le réseau de distribution d'eau potable.			
Installation conforme à surveiller	0	soit	0,00 %
Le dispositif d'assainissement est à surveiller et/ou doit faire l'objet d'aménagement. L'installation présente des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs.			
NIVEAU 2			
Installation non-conforme	70	soit	77,78 %
Le dispositif d'assainissement présente certaines anomalies qui conduisent à suggérer de réaliser des travaux (cas des installations hors zones à enjeux sanitaire et environnementaux).			
L'installation est non-conforme si au moins un des point ci-dessous a été identifié :			
Installation significativement sous-dimensionnée			
Dysfonctionnement majeur			
Installation incomplète			
NIVEAU 1			
Installation non-conforme avec risque environnemental avéré (cas des installations en zones à enjeu environnemental).	0	soit	%
Installation non-conforme avec danger pour la santé des personnes (cas des installations en zones à enjeu sanitaire).	0	soit	%
Installation non-conforme avec danger pour la santé des personnes & risque environnemental avéré. (cas des installations en zones à enjeux sanitaire et environnemental).	0	soit	%
Le dispositif d'assainissement présente certaines anomalies qui conduisent à suggérer de réaliser des travaux afin de supprimer le risque sanitaire et / ou environnemental			
L'installation est non-conforme si au moins un des point ci-dessous a été identifié :			
Installation significativement sous-dimensionnée			
Dysfonctionnement majeur			
Installation incomplète			
Défaut de sécurité sanitaire			
Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages			
Puits privé si l'immeuble n'est pas desservi par le réseau de distribution d'eau potable (le dispositif d'assainissement est situé à moins de 35m du puits)			
Installation inexistante ou non vérifiable	11	soit	12,22 %
Non respect de l'article L.1331-1-1 du code de la santé publique. Les travaux sont à réaliser dans les meilleurs délais.			

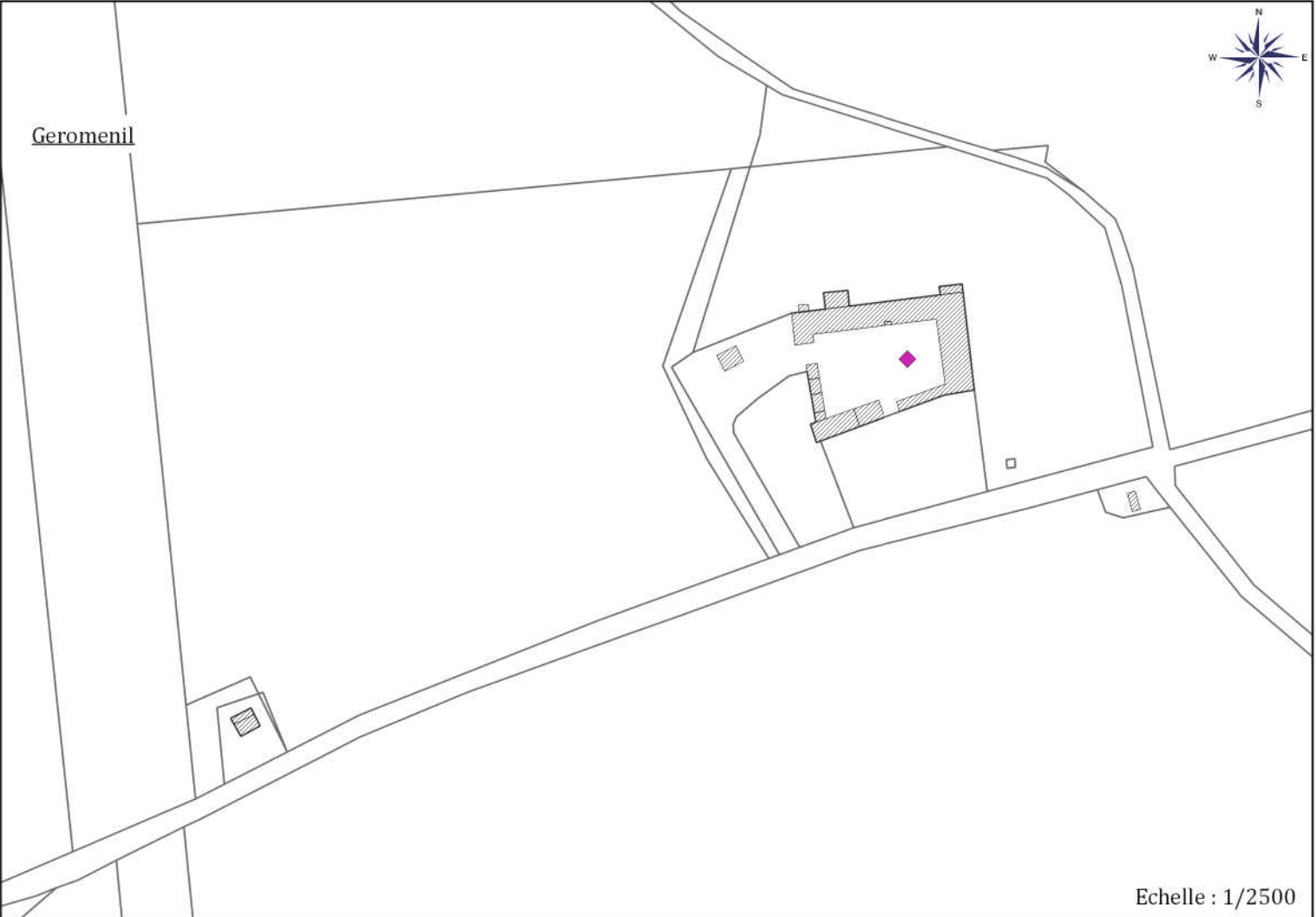
Commune de Billy-sur-Ourcq - S2 : solution d'assainissement collectif

Grumilly



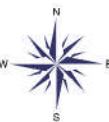
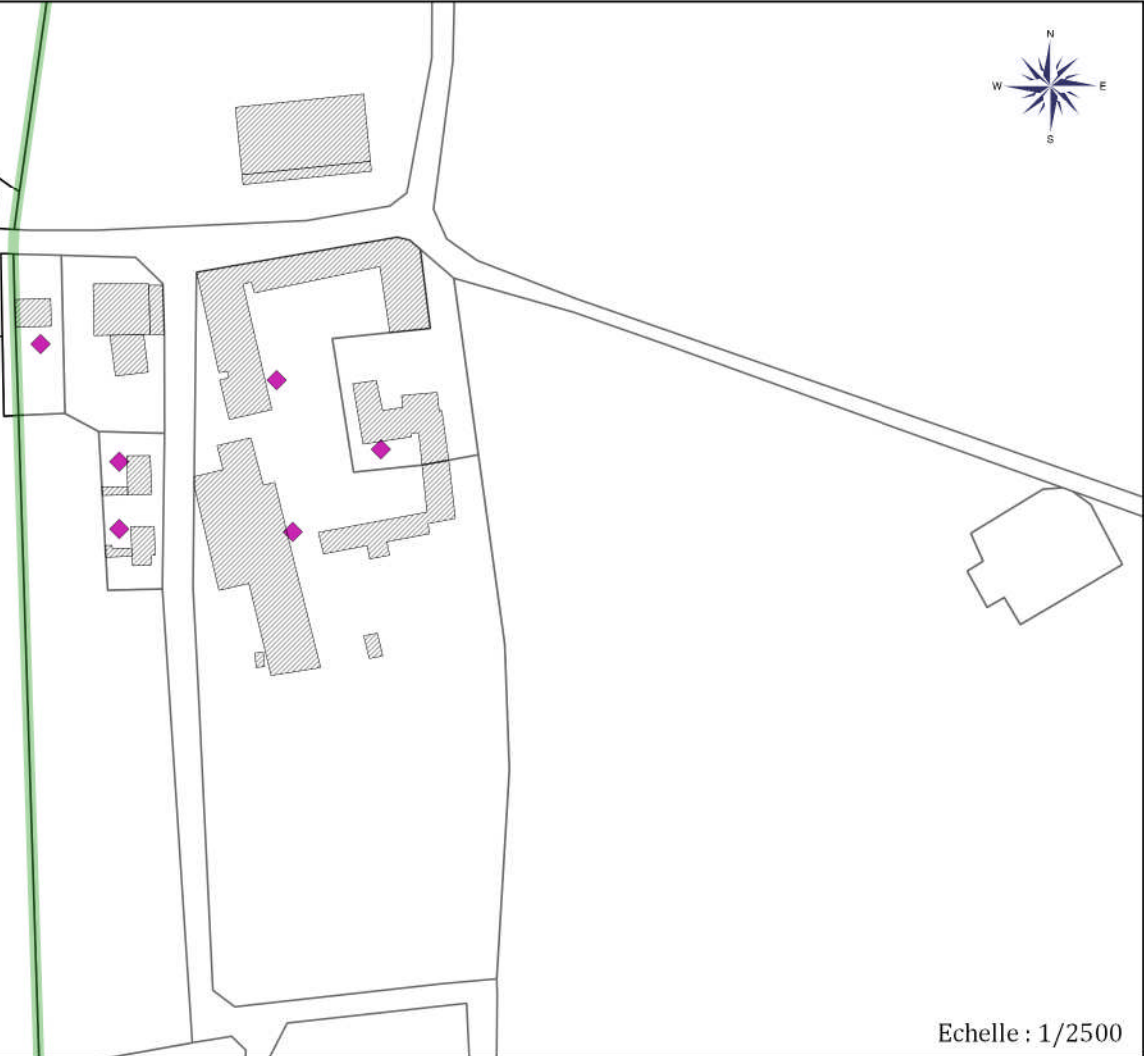
Echelle : 1/2000

Geromenil



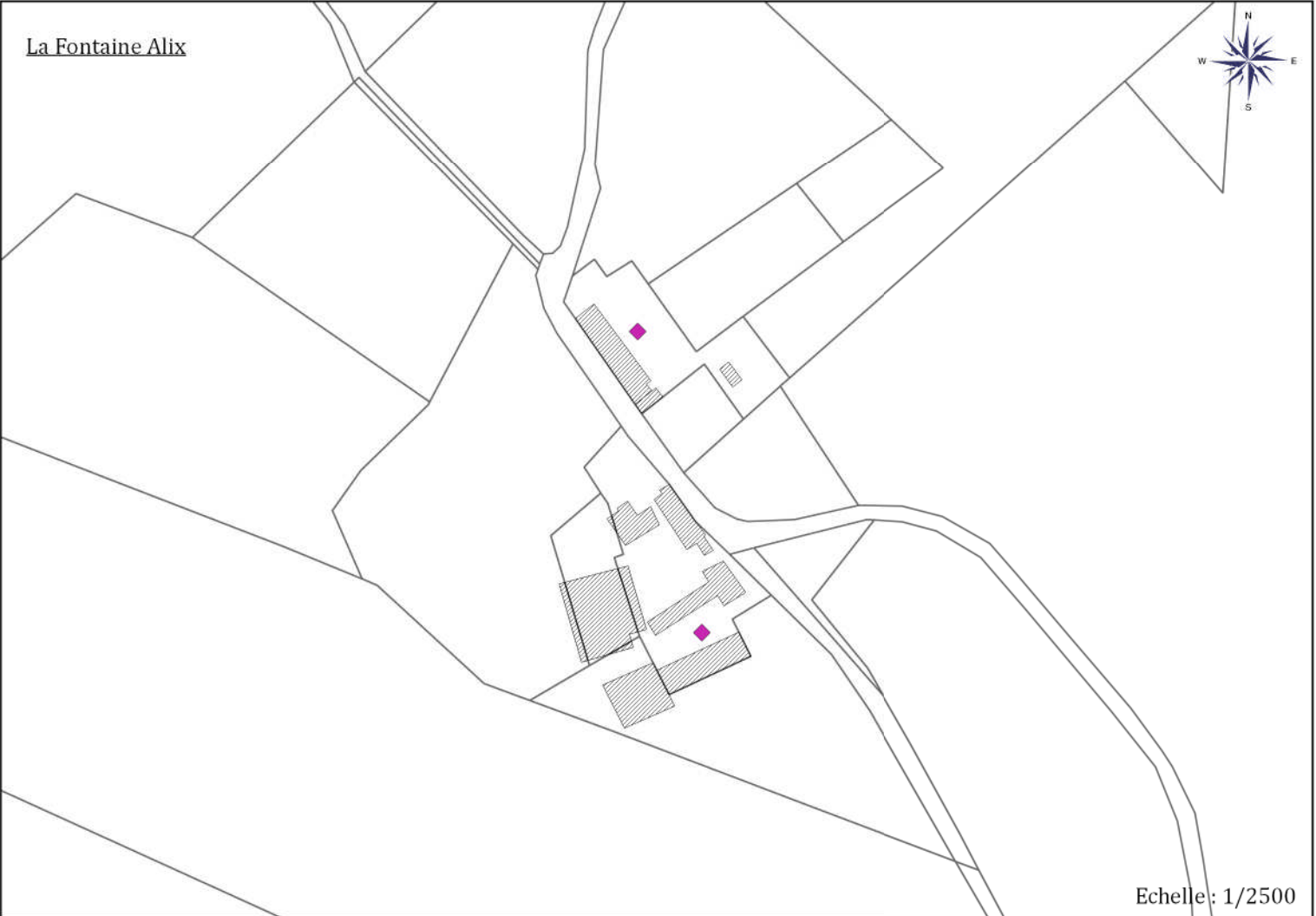
Echelle : 1/2500

Edrolles



Echelle : 1/2500

La Fontaine Alix

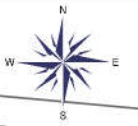
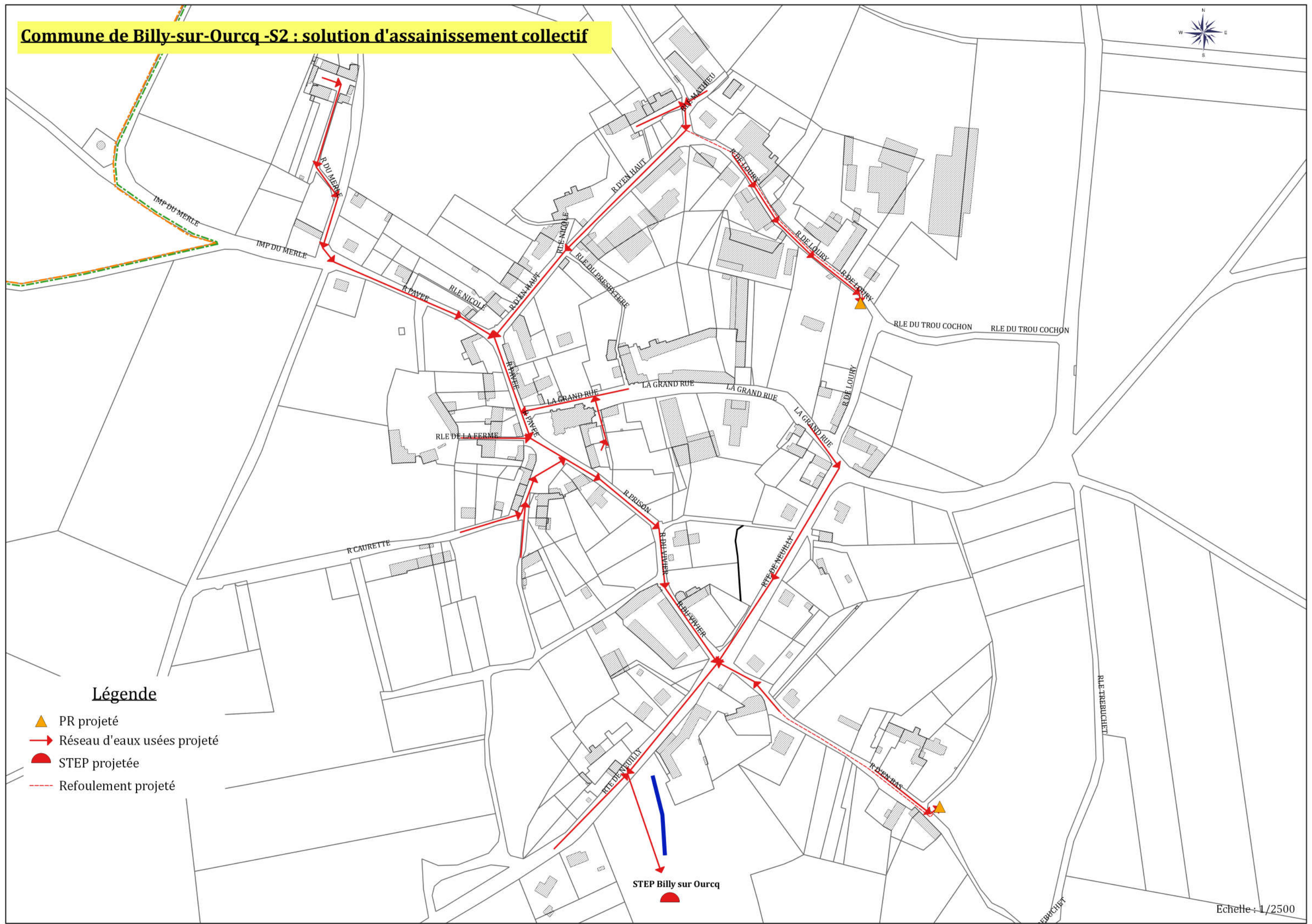


Echelle : 1/2500

Légende

◆ ANC

Commune de Billy-sur-Ourcq -S2 : solution d'assainissement collectif

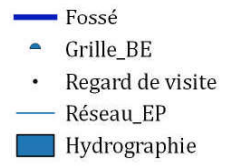


Légende

-  PR projeté
-  Réseau d'eaux usées projeté
-  STEP projetée
-  Refoulement projeté

STEP Billy sur Ourcq

Echelle : 1/2500



REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE BILLY SUR OURCQ

Annexe 5 – Compte-rendu de la réunion publique du 20 septembre 2018

Communauté de Communes du Canton d'Oulchy-le-Château

Révision du zonage d'assainissement de 21 communes

-O-O-O-O-O-

Commune de BILLY SUR OURCQ

Phase 3 – Notice pour la mise à enquête publique

Bordereau des pièces

- Mémoire justificatif
- Annexes
 1. Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale concernant l'évaluation environnementale
 2. Les filières de traitement de l'assainissement non collectif
 3. Détail des coûts des solutions proposées
 4. Délibération du conseil municipal
- Plan de zonage des eaux usées
- Plan de zonage des eaux pluviales

SOMMAIRE

I. PREAMBULE.....	4
1.1. Objet du dossier	4
1.2. Examen au cas par cas	5
II. DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT.....	6
2.1. Notice justifiant l'assainissement collectif.....	6
2.1.1. Définition.....	6
2.1.2. Responsabilités et obligations de la collectivité et des particuliers.....	7
2.1.3. Plan de zonage d'assainissement collectif de Billy sur Ourcq.....	7
2.1.4. Incidences financières du projet d'assainissement collectif.....	9
2.2. Notice justifiant l'assainissement non collectif	10
2.2.1. Définition.....	10
2.2.2. Responsabilités de la collectivité et des usagers	11
2.2.3. Organisation du SPANC.....	12
2.2.4. Plan de zonage d'assainissement non collectif de Billy sur Ourcq	13
2.2.5. Incidences financières du projet d'assainissement non collectif	15
III. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU ZONAGE PROPOSE.....	16
3.1. Coûts des projets	16
3.1.1. Investissement	16
3.1.2. Fonctionnement.....	16
3.1.3. Coûts des différentes solutions envisagées	16
3.2. Choix de la collectivité	18
3.2.1. Détail des coûts de la solution retenue S1	18
IV. ZONAGE PLUVIAL.....	20
4.1. Droits et devoirs de la collectivité et des usagers relatifs à la gestion des eaux pluviales.....	20
4.2. Principes du zonage pluvial	20
4.2.1. Principes généraux.....	20
4.2.2. Zones d'urbanisation existante.....	22
4.2.3. Zones à urbaniser	23
4.2.4. Zones naturelles et agricoles (bassins versants ruraux).....	24
4.3. Etat de l'assainissement pluvial à BILLY-SUR-OURCQ	25
4.4. Zonage pluvial à BILLY-SUR-OURCQ	26

GLOSSAIRE

AC : Assainissement Collectif

Ae : Autorité environnementale

AEP : Adduction d'Eau Potable

ANC : Assainissement Non Collectif

C.C.C.O.C. : Communauté de Communes du Canton d'Oulchy le Château

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

EH : Equivalent-Habitant

EP : Eaux Pluviales

EU : Eaux Usées

HT : Hors Taxe

MRAe : Mission Régionale d'Autorité environnementale

PEHD : Polyéthylène Haute Densité

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PPRI : Plan de Prévention du Risque d'Inondation

PR : Poste de Refoulement/Relèvement

PVC : Polychlorure de Vinyle

SPANC. : Service Public d'Assainissement Non Collectif

STEP : Station d'épuration, station de dépollution

I. PREAMBULE

Le zonage d'assainissement répond au souci de préservation de l'environnement. Il doit permettre également de s'assurer de la mise en place des modes d'assainissement les mieux adaptés à la configuration locale et au milieu naturel. Ce zonage va permettre à la commune de disposer d'un schéma global de gestion des eaux usées et pluviales sur son territoire. Il constituera aussi un outil pour la gestion de l'urbanisme.

D'autre part, le zonage va permettre d'orienter le particulier pour la mise en place d'assainissement conforme à la réglementation, tant dans le cas de constructions nouvelles que dans le cas de restaurations.

1.1. Objet du dossier

L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, modifié par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, a attribué de nouvelles obligations aux communes et à leur groupement. Conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- ✓ les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- ✓ les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- ✓ les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- ✓ les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

L'article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales fait référence aux articles R123-1 à R123-27 du Code de l'Environnement pour la conduite de l'enquête publique à laquelle est soumis le zonage.

Les objectifs du dossier d'enquête publique consistent en l'information du public et au recueil des observations de celui-ci sur les règles techniques et financières qu'il est proposé d'appliquer en matière d'assainissement sur le territoire concerné.

1.2. Examen au cas par cas

Les procédures d'élaboration, de révision et de modification des quatre zones mentionnées précédemment (article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales), doivent faire l'objet d'une procédure d'examen au cas par cas préalable à une évaluation environnementale conformément à l'article R.122-17 du Code de l'Environnement.

Selon les dispositions de l'article R.122-18-I du Code de l'Environnement, la personne publique responsable doit saisir l'Autorité environnementale (Ae) qui se prononce, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour cette personne publique de réaliser une évaluation environnementale.

L'Ae dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande pour notifier sa décision, qui prend la forme d'un arrêté préfectoral. Aux termes des articles R122-17 et R 122-18 susvisés, l'Ae compétente pour les zonages d'assainissement est la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable; la DREAL (dont les agents sont placés, pour ces activités, sous l'autorité fonctionnelle du Président de la MRAe), instruit pour son compte les demandes d'examen au cas par cas.

Pour la région Hauts-de-France, les modalités de fonctionnement de la MRAe ont fait l'objet d'une convention entre le Président de la MRAe et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), et d'une décision portant délégation conformément à l'article 17 du décret n° 20 15-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable.

La décision de la MRAe de ne pas soumettre Billy sur Ourcq à une évaluation environnementale est jointe en annexe 1 de ce document.

II. DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT

Assainissement non collectif

La totalité des bâtiments rejetant des eaux usées est en assainissement non collectif.

Depuis 2012, la C.C.C.O.C. effectue dans le cadre du SPANC des contrôles sur les dispositifs d'assainissement non collectif existants. Les caractéristiques des installations figurent dans le tableau ci-contre (synthèse de 2017). La majorité d'entre elles est équipée de fosses septiques (53,10 %) en prétraitement, de tranchées d'infiltration (66,67 %) en traitement et de rejets au réseau pluvial (44,16 %).

Assainissement collectif.

Actuellement, le bourg ne dispose pas de réseau de collecte des eaux usées.

Les habitations à desservir sont au nombre de 97.

2.1. Notice justifiant l'assainissement collectif

2.1.1. Définition

L'assainissement collectif a pour objet la collecte, le transport et le traitement des eaux usées vers une station d'épuration. Le réseau de collecte peut être de deux types :

- réseau séparatif : les eaux pluviales (toitures, chaussées...) et usées (domestiques, industrielles...) sont collectées séparément et acheminées par un double réseau au milieu naturel pour les eaux pluviales et à la station d'épuration pour les eaux usées ;
- réseau unitaire : les eaux pluviales et usées sont collectées par un réseau unique et dirigées vers la station d'épuration ; pendant les périodes pluvieuses le trop plein peut être rejeté dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de bassins d'orage.

Le niveau de traitement de la station d'épuration dépend des contraintes environnementales du site, et doit permettre de respecter les objectifs de qualité assignés au milieu naturel récepteur des eaux épurées. L'assainissement collectif convient particulièrement bien pour des zones d'habitats regroupés, de densité moyenne ou forte.

2.1.2. Responsabilités et obligations de la collectivité et des particuliers

Le présent chapitre a pour but de préciser les principales attributions de chacune des parties (collectivités et particuliers) en matière d'assainissement collectif. L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment les stations d'épuration des eaux usées et l'élimination des boues qu'elles produisent. En contrepartie, la présence d'un réseau réalisé en domaine public contraint l'usager à s'y raccorder et à payer la redevance correspondante aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

L'article L1331-1 du Code de la Santé Publique précise :

- qu'à partir du moment où un système d'assainissement collectif est réalisé, les particuliers disposent de 2 ans pour s'y raccorder (un délai jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé par dérogation pour un immeuble antérieur au réseau collectif et équipé d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme) ;
- qu'en attendant la réalisation de l'assainissement collectif, les habitations doivent être dotées d'un assainissement non collectif conforme et en état de fonctionnement.

Peuvent être exonérés de l'obligation de raccordement, par arrêté approuvé par le représentant de l'Etat dans le département :

- les immeubles abandonnés ou les immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés ;
- les immeubles difficilement raccordables, dès lors qu'ils sont équipés d'une installation d'assainissement autonome conforme (arrêté du 19 juillet 1960 modifié relatif au raccordement des immeubles aux égouts).

Un règlement intercommunal d'assainissement collectif peut définir les droits et obligations de la collectivité et de l'usager.

2.1.3. Plan de zonage d'assainissement collectif de Billy sur Ourcq

En l'absence de réseau collectif, l'assainissement doit provisoirement être assuré par un système d'assainissement non collectif aux normes conçu pour être raccordé ultérieurement au réseau public.

Dans ce cas, un délai dérogatoire jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé pour le raccordement au réseau posé postérieurement à la construction de l'immeuble. En cas de création d'un assainissement collectif sur la commune, les habitations desservies sont tenues de se raccorder au réseau collectif dès lors qu'il existe, et au plus tard dans les 2 ans suivant sa mise en service.

Certains immeubles peuvent être exonérés de cette obligation de raccordement par la C.C.C.O.C. au vu des contraintes techniques et financières et à condition que les habitations non raccordées soient dotées d'une installation d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement.

La mise en place d'un assainissement collectif sur la commune de Billy sur Ourcq est difficilement envisageable pour certaines habitations (en contre-bas de la chaussée, isolées) ou pour des secteurs à faible densité de population et/ou éloignés du centre bourg. Ces habitations sont donc considérées comme non raccordables.

On compte 4 secteurs non raccordables sur le territoire communal de Billy sur Ourcq :

- | | |
|--------------------------------|---------------|
| ▪ S1 – Hameau de Grumilly | 1 habitation |
| ▪ S2 – Hameau de Geromenil | 1 habitation |
| ▪ S3 – Hameau d'Edrolles | 6 habitations |
| ▪ S4 – Hameau La Fontaine Alix | 2 habitations |

Au total, 10 habitations de la commune sont non raccordables

Ces 4 secteurs restent en zone d'assainissement non collectif. Le tableau ci-après précise la filière indicative préconisée à mettre en place (à confirmer par une étude à la parcelle).

Secteur	Filière adaptée	Justification
S1 - Grumilly	Lit filtrant drainé avec plus-value	Habitations très éloignée du bourg
S2 – Geromenil	Lit filtrant drainé avec plus-value	Habitations très éloignée du bourg
S3 – Edrolles	Lits filtrant drainés avec plus-value et une filière compacte	Habitations très éloignée du bourg
S4 – La Fontaine Alix	Lits filtrant drainés avec plus-value	Habitations très éloignée du bourg

2.1.4. Incidences financières du projet d'assainissement collectif

Billy sur Ourcq est concerné par des projets d'assainissement collectif mis en œuvre par la C.C.C.O.C. Les usagers de la commune participent aux coûts d'investissement et d'exploitation par le versement de :

- ✓ la redevance d'assainissement collectif: le montant de la redevance d'assainissement tient compte d'une part fixe et d'une part variable dont le montant est voté chaque année;
- ✓ la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées domestiques. Conformément à l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées sont astreints à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif. Celle-ci s'élève au maximum à 80% du coût de fourniture et de pose d'un assainissement non collectif. Les modalités techniques et financières de cette participation seront déterminées par délibération de la C.C.C.O.C. Elle concerne les producteurs d'eaux usées domestiques. Cette participation se substitue à la participation pour le raccordement à l'égout depuis le 1^{er} juillet 2012.

La participation est exigible à compter de la date de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires ;

- ✓ la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées assimilés domestiques. Les usagers concernés sont ceux définis par l'article R213-48-1 du Code de l'Environnement et de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte. Ils ne sont pas soumis à un arrêté d'autorisation de rejet. Les établissements industriels sont assujettis à la même participation financière si une partie de leurs locaux produit des eaux usées assimilables à une utilisation domestique (bureaux, salle de restauration, WC, etc.). Cette participation financière est exigible à la délivrance de l'autorisation de déversement ordinaire.

Bordereau des prix unitaires pour la mise en place d'un assainissement collectif

Vous trouverez ci-dessous le bordereau des prix appliqués pour la solution d'assainissement collectif :

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml
Plus-value pour encorbellement	1 500,00	U
Passage cours d'eau et ouvrage (fonçage ou microtunnelier)	12 000	U
Plus-Value pour surprofondeur du réseau PVC diamètre 200 mm	60,00	ml
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m
PR EU < 7 logements	8 000,00	U
PR EU < 50 logements	20 000,00	U
50 logements < PR EU < 100 logements	30 000,00	U
100 logements < PR EU < 200 logements	42 000,00	U
PR EU > 200 logements	50 000,00	U
Branchement au réseau (Boîte de Branchement+canalisation)	1 500,00	U
STEP	1 000,00	EH
Branchement en domaine privé	2 000,00	U

2.2. Notice justifiant l'assainissement non collectif**2.2.1. Définition**

Conformément à l'article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation, ainsi que des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celles des immeubles d'habitation, est obligatoire dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées pour quelque cause que ce soit (absence de réseau public de collecte ou, lorsque le réseau existe, immeuble dispensé de l'obligation de raccordement).

L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel superficiel ou souterrain, ou leur rejet en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit. Le présent article s'applique même en l'absence de zonage d'assainissement. Le non-respect de cette disposition par le propriétaire d'un immeuble peut donner lieu à des mesures administratives et/ou des sanctions pénales.

Les dispositions relatives à l'assainissement non collectif ne s'appliquent pas aux immeubles abandonnés ni aux immeubles qui en application de la réglementation doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la collectivité et le propriétaire.

2.2.2. Responsabilités de la collectivité et des usagers

L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes ou leur groupement doivent obligatoirement prendre en charge le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif, afin de protéger la salubrité publique.

Par contre, le choix ou non d'assurer l'entretien de ces dispositifs reste à l'initiative de la collectivité.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif est financé par une redevance d'assainissement non collectif payée par les usagers qui se compose comme suit :

- la redevance pour le diagnostic initial des installations existantes ;
- la redevance pour le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes (tous les 10 ans au maximum) ;
- la redevance pour le contrôle de fonctionnement à l'occasion de la cession d'un immeuble. Le redevable est le propriétaire vendeur comme l'indique l'article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, ou son mandataire ;
- la redevance pour le contrôle de la conception et la réalisation des installations neuves. Pour toutes les installations neuves, le service d'assainissement non collectif instruit les dossiers de demande d'installation et suit l'exécution des travaux par des interventions sur le terrain.
Le redevable est le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter, qui présente au SPANC le projet. Elle est exigible après l'exécution des prestations ;
- la redevance de contre-visite : il s'agit de l'examen préalable de la conception suivi de la vérification de l'exécution des travaux obligatoires prescrits par le SPANC à la suite d'un contrôle périodique. Le redevable de la redevance de contre-visite est le propriétaire de l'immeuble, ou le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif.

Outre les redevances ci-dessus, le SPANC peut aussi percevoir :

- s'il est mandaté par l'usager pour la réalisation ou la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, le remboursement du coût des travaux, déterminé selon les modalités fixées par une convention conclue entre le propriétaire et le SPANC, en tenant compte des subventions éventuellement perçues pour ces travaux ;
- la part destinée à couvrir un déplacement inutile du fait de l'absence du propriétaire ou de son mandataire alors même qu'un rendez-vous avait été formalisé selon les dispositions réglementaires. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble ;
- le remboursement des frais de prélèvement et d'analyses sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel lorsque l'analyse révèle un rejet non conforme à la réglementation. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble.

2.2.3. Organisation du SPANC

Le SPANC est un service à caractère industriel et commercial organisé en régie. Les usagers sont soumis à une redevance d'assainissement. Celle-ci est un montant forfaitaire dû après service rendu et finance en totalité le service.

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire et vidangées régulièrement par des personnes agréées par le préfet, de manière à maintenir :

- leur bon fonctionnement et leur bon état ;
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux ;
- l'accumulation normale des boues.

Notamment, la périodicité de vidange d'une fosse septique doit être adaptée à la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Concernant les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange.

Le propriétaire, ou le cas échéant le locataire, qui ne connaît pas la réglementation applicable à l'entretien et à la vidange de son installation d'assainissement non collectif, ou qui ne possède plus la notice du fabricant ou le guide d'utilisation obligatoire dans le cas d'une installation agréée par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, doit contacter le SPANC pour bénéficier du maximum d'informations disponibles et commercialement fiables.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, choisit librement l'entreprise ou l'organisme agréé par le préfet qui effectuera la vidange des ouvrages. Il est rappelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires.

2.2.4. Plan de zonage d'assainissement non collectif de Billy sur Ourcq

Les dispositions en matière d'assainissement non collectif s'appliquent en l'absence de collecteur public au droit de propriété. Billy sur Ourcq ne possède aucun réseau de collecte des eaux usées, la totalité de la commune est en assainissement non collectif.

De plus, 10 habitations ne seraient pas à réhabiliter car elles ont été contrôlées conformes par le SPANC.

Les habitations non desservies par un réseau de collecte font l'objet d'une étude prenant en compte les critères suivants :

1 – la structure de l'habitat, à savoir :

- l'isolement ou le regroupement des bâtiments,
- la distance à un exutoire existant,
- la taille de la parcelle, son aménagement et son accessibilité,
- la situation de chaque immeuble sur la parcelle et le dénivelé entre l'immeuble et le terrain recevant l'ANC,
- les projets de développement de l'habitat.

La structure de l'habitat définit la localisation du traitement, à la parcelle privée ou sur le domaine public dans le cas de système de traitement autonome regroupé.

2 - les contraintes du milieu naturel, à savoir :

- la nature et la perméabilité des sols,
- la profondeur de la nappe,
- la géologie,
- la pente du terrain,
- l'existence de contraintes spécifiques (périmètre de protection de captage d'eau potable, zone naturelle à protéger, zone inondable),
- la disponibilité foncière.

Les contraintes du milieu imposent des techniques de traitement.

3 - contraintes relevées sur Billy sur Ourcq

Le tableau ci-après reprend l'ensemble des contraintes parcellaires à Billy sur Ourcq ainsi que la solution à apporter pour y remédier.

Contraintes de l'habitat pour la mise en place de l'ANC à Billy sur Ourcq		
Dénomination	Solution	Nombre
Contraintes de surface (CS)	Filière compacte (zéolithe, micro-station, coco...)	Bourg : 7 <u>Ecarts : 1</u> Total : 8
Contraintes topographiques (CT)	Poste de relevage	Bourg : 2 <u>Ecarts : 0</u> Total : 2
Contraintes d'habitats en bande, contraintes d'accès (CA)	Filière compacte (zéolithe, micro-station, coco...) et plus-value	Bourg : 9 <u>Ecarts : 0</u> Total : 9
Contraintes de captage (CC)	Puits privés pour l'eau potable à Géroménil, Grumilly, la Fontaine Alix Filière drainée ou compacte, rejet si possible en milieu superficiel	Bourg : 0 <u>Ecarts : 4</u> Total : 4
Contraintes du PPRI (CI)	Tertre ou filière compacte	Pas de PPRI
Contraintes d'exutoire (CE)	Plus-value pour puits d'infiltration	Bourg : 18 <u>Ecarts : 10</u> Total : 28

Il est à noter que 2 habitations à Belle Place ne possèdent aucun terrain pour la mise en place d'un ANC, même compact. Pour ces installations, il est possible de disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif regroupé sur la parcelle d'une des habitations concernées ou sur une parcelle mise à disposition par la commune (*réponse ministérielle à une question parlementaire QE 50558 publiée au JO le 25/02/2014*).

Ces logements ne seront pas pris en compte dans la solution d'assainissement non collectif de la commune.

Les contraintes technico-économiques de raccordement orientent le choix vers l'assainissement collectif ou non collectif.

2.2.5. Incidences financières du projet d'assainissement non collectif

En ce qui concerne le SPANC de la Communauté de Commune du Canton d'Oulchy le Château, les tarifs 2017 pour les redevances d'assainissement non collectif sont les suivants :

1) Installation existante

- ❖ Redevance annuelle : 17,22 € HT/an

2) Cas particuliers

- ❖ Redevance pour le contrôle lors de la conception : 105,30 € HT
- ❖ Redevance pour le contrôle de bonne exécution : 157,94 € HT
- ❖ Coût d'un contrôle dans le cadre d'une vente : 157,94 € HT.

La mise aux normes des installations d'assainissement non collectif est à la charge exclusive du propriétaire. Un prix indicatif par filière pour un équipement standard est indiqué ci-après :

- Epanchage souterrain : 7 000 €HT,
- Lit filtrant vertical drainé : 9 000 €HT,
- Lit filtrant vertical non drainé : 8 000 €HT,
- Filière compacte traditionnelle (type zéolite) : 9 000 €HT,
- Micro-station : 11 000 €HT.

Les fiches des différentes filières d'assainissement non collectif sont consultables en annexe 2 de ce document

III. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU ZONAGE PROPOSE

3.1. Coûts des projets

3.1.1. Investissement

Les coûts d'investissement présentés ci-après prennent en compte la remise en état de la parcelle pour les habitations en assainissement non collectif.

Il s'agit donc d'une estimation maximaliste puisque la réhabilitation des dispositifs existants pourra être dans certains cas inutile ou partielle (réutilisation d'une fosse toutes eaux réglementaire par exemple et mise en place de la filière de traitement uniquement).

3.1.2. Fonctionnement

Pour les réseaux d'assainissement collectif, ces coûts comprennent l'entretien régulier des réseaux gravitaires (curage des canalisations, regards de visite, boîtes de branchement, bouches-avaloirs), ainsi que l'entretien des stations de pompage et de leur consommation électrique.

Pour l'assainissement non collectif, dans le cadre de l'intervention du SPANC en matière de contrôle, les visites seront réalisées tous les dix ans. Les installations dotées d'une pompe de relèvement seront contrôlées sur la même base que les autres installations.

3.1.3. Coûts des différentes solutions envisagées

Les différentes solutions envisagées pour la commune de Billy sur Ourcq correspondent à :

- ✓ **Solution S1 : assainissement non collectif pour la totalité de la commune.**

Réhabilitation ou mise en place d'un traitement à la parcelle pour les eaux usées de chaque habitation de la commune qui n'a pas été contrôlée conforme par le SPANC et dont la parcelle peut recevoir un assainissement collectif (2 habitations impossibles).

- ✓ **Solution S2 : assainissement collectif pour le bourg et assainissement non collectif pour les habitations non raccordables**

Mise en place d'un réseau d'eaux usées en PVC Ø 200 mm sur la quasi-totalité des rues de Billy sur Ourcq afin de desservir 87 habitations. Une partie des effluents de la rue d'En Bas sera refoulée au réseau gravitaire de cette même rue.

Les eaux usées seront traitées sur une station de dépollution rue de Neuilly, au lieu-dit « La Commanderie de Maupas ». La parcelle pressentie pour ce projet appartient à la commune. Il n'y aura donc pas de coût d'acquisition foncière à prévoir pour celle-ci.

L'exutoire sera le ru de Pudeval, via le fossé attenant à la parcelle qui accueillera la station de dépollution. Des études de faisabilité et d'incidence devront être réalisées si la commune projetée de choisir ce scénario.

Les contraintes pouvant exister en domaine privé pour le raccordement à la boîte de branchement en domaine public seront à identifier. Un forfait de 2 000,00 € HT/branchement pour le particulier a donc été pris en compte dans la solution d'assainissement collectif. Il s'agit d'un prix moyen, variable en fonction des contraintes sur la parcelle (distance, accès, pente, aménagement au sol...)

Les 4 hameaux de la commune resteront en assainissement autonome. Parmi ces 10 habitations, aucune n'a été contrôlée conforme par le SPANC.

Les tableaux ci-dessous synthétisent les différents coûts pour les 2 solutions proposées :

N° Solution	S1*	S2**
Nbr d'habitations concernées	85	97
Nbr d'habitations en AC	0	87
Nbr d'habitations en ANC	85	10
Coût d'investissement (€ HT)	821 700,00	1 278 770,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 667	13 183
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	7 345,00	14 336,00

* Hors coût de réhabilitation des 2 installations jugées impossibles à réhabiliter

** Hors coût d'acquisition foncière pour la mise en place de la STEP

N° Solution	S1		S2	
	Domaine privé	Domaine public	Domaine privé	Domaine public
Nbr d'habitations	85	0	97	87
Coût d'investissement (€ HT)	821 700,00	0,00	281 550,00	997 220,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 667	0,00	2 903	11 462
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	7 345,00	0,00	850,00	13 486,00

Le détail des coûts affectés aux différentes solutions est repris dans les tableaux en annexe 3 de ce document.

3.2. Choix de la collectivité

Après délibération de son conseil municipal le **5 juillet 2018** dont l'extrait du registre est joint en annexe 4, la commune de Billy sur Ourcq a décidé de retenir le zonage d'assainissement suivant :

Assainissement non collectif pour l'ensemble de la commune (solution S1)

Le choix du zonage d'assainissement a été réalisé sur la base de l'étude technico-économique des solutions proposées dans le cadre de l'étude de schéma directeur d'assainissement. Il a été motivé par l'important écart financier entre les deux solutions tant en coût d'investissement qu'en coût de fonctionnement.

Sur le plan technique, la solution d'assainissement non collectif S1 se justifie essentiellement par le fait d'éviter la mise en place d'un linéaire de réseau gravitaire important sur la quasi-totalité des rues de la commune qui sont parfois étroites ou difficiles d'accès.

3.2.1. Détail des coûts de la solution retenue S1

Assainissement non collectif pour la totalité de la commune à l'exception des deux habitations ne pouvant recevoir un assainissement non collectif et des 10 habitations contrôlées conformes, soit 85 habitations.

Coût d'investissement de la solution S1

L'assainissement non collectif à la parcelle pour la totalité de la commune nécessite l'implantation de :

- | | |
|--|-----------------|
| ○ Quatre (4) lits filtrant verticaux non drainés | 32 000,00 € HT |
| ○ Quarante-sept (47) lits filtrant verticaux drainés | 423 000,00 € HT |
| ○ Quatre (4) filières compactes traditionnelles | 36 000,00 € HT |
| ○ Six (6) filières compactes traditionnelles avec 1 plus-value pour contrainte | 62 100,00 € HT |
| ○ Deux (2) postes de relèvement | 4 000,00 € HT |
| ○ Vingt (20) lits filtrant verticaux drainés avec 1 plus-value pour contrainte | 216 000,00 € HT |
| ○ Quatre (4) filières compactes traditionnelles avec 2 plus-values pour contraintes | 48 600,00 € HT |

Coût total en investissement de la solution S1 : 821 700,00 € HT et 9 667 Euros HT/Habitation en moyenne.

Coût de fonctionnement de la solution S1

Après analyse des prestations effectuées entre 2012 et 2016, le coût de fonctionnement d'un assainissement autonome peut donc être estimé à 85,00 € HT par dispositif et par an (redevance annuelle + coût de vidange lissé sur 4 ans).

A ce coût induit par les redevances diverses, nous pouvons ajouter un coût moyen de la consommation électrique nécessaire au fonctionnement des micro-stations et postes de relevage (contrainte topographique).

Nous estimons la consommation électrique de ces équipements à environ 1 kW/jour/station, soit un coût moyen de 60,00 € HT/an pour une micro-station et/ou un poste de relevage.

Le coût de fonctionnement de cette solution S1 est donc de l'ordre de 7 345,00 € HT par an pour l'ensemble des installations non conformes auquel s'ajoutent les redevances lors de la conception et de la bonne exécution la première année. Le coût du contrôle dans le cadre d'une vente n'étant pas inclus.

A noter également, le coût de fonctionnement sera de 850 € HT par an pour les 10 habitations contrôlées conformes par le SPANC

IV. ZONAGE PLUVIAL

4.1. Droits et devoirs de la collectivité et des usagers relatifs à la gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales appartiennent en pleine propriété au propriétaire du terrain qui les reçoit (article 641 du Code Civil). Il n'y a donc pas d'obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif dans les secteurs qui en sont équipés (réseau unitaire collectant à la fois les eaux usées et pluviales, ou réseau séparatif collectant les seules eaux pluviales, selon les cas).

Les terrains sont assujettis à recevoir les eaux qui s'écoulent naturellement. Cependant, le propriétaire du terrain supérieur ne peut rien faire qui aggrave cette servitude (article 640 du code Civil).

La commune, ou le cas échéant la collectivité à laquelle elle adhère pour la compétence en matière de gestion des eaux pluviales, a la possibilité de réglementer les rejets sur la voie publique dans le cadre de ses pouvoirs de police en matière de lutte contre les accidents, les inondations et les pollutions (article L2212-2 du code Général des collectivités Territoriales).

Elle peut éventuellement interdire ou limiter les rejets sur la voie publique.

S'il existe un réseau pluvial ou unitaire, les conditions de son utilisation peuvent être fixées par un arrêté municipal ou figurer dans le règlement du service d'assainissement.

4.2. Principes du zonage pluvial

4.2.1. Principes généraux

Le raccordement systématique des eaux pluviales à un réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé d'un projet d'envisager d'abord une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle ou par opération n'est pas satisfaisante, les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans un réseau public.

Ces dispositions s'appliquent aux zones urbanisées ou à urbaniser. Dans le cas où ces dispositions ne peuvent être réalisées, le demandeur est autorisé à rejeter ses eaux pluviales selon les trois (3) niveaux de contraintes ci-après :

- 1 – en zone de non-aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel ;
- 2 – en zone de contrôle du ruissellement : le rejet dans un réseau existant ne peut être autorisé que dans la limite de la capacité de collecte et de transport des ouvrages de la collectivité, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel ;
- 3 – en zone de compensation du ruissellement : le réseau existant n'est pas en capacité d'accueillir de nouveaux rejets. Le demandeur doit envisager une gestion à la parcelle ou par opération de ses eaux pluviales. En cas d'insuffisance d'une gestion à la parcelle ou par opération, le demandeur peut être autorisé à rejeter dans le réseau. Cette autorisation est conditionnée par des travaux pouvant porter sur la collecte et le transport.

En parallèle au zonage, certaines opérations d'aménagement, selon leur importance, peuvent être soumises à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement et notamment de la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du même code :

- rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface de la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (déclaration) ou supérieure ou égale à 20 ha (autorisation).

C'est dans le cadre du dossier réglementaire d'incidence à réaliser que les aménagements spécifiques à prévoir devront être établis. Pour les opérations plus modestes n'entrant pas dans le cadre de ces procédures, c'est à l'aménageur qu'il revient de prendre les mesures nécessaires permettant de satisfaire le règlement du PLU et le présent zonage.

Dans les secteurs ruraux, les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, en particulier par les fossés et cours d'eau existants. Trois niveaux de contraintes sont définis dans ces secteurs:

- 1 – zone sans prescriptions particulières : il s'agit des secteurs où le ruissellement et l'évacuation des eaux pluviales ne présentent pas de problème particulier, compte tenu de la nature du sol, de la topographie et/ou de la présence d'un milieu récepteur à proximité. Les eaux de ruissellement doivent être limitées autant que possible en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables. ;

2 – zone de non-aggravation du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont d'ouvrages hydrauliques, existants ou projetés (bassins de rétention, collecteurs), dont le dimensionnement est suffisant pour permettre la gestion des eaux pluviales sans débordement ni problème d'évacuation, sous réserve de ne pas accroître les flux. Les éléments de paysage existants (fossés, haies, bois, bosquets, vergers, fonds plats...) constituant des freins au ruissellement et/ou favorisant l'infiltration sont à préserver, tandis que les interventions susceptibles d'aggraver le ruissellement doivent donner lieu à des mesures compensatoires, principalement agro-environnementales ;

3 – zone de réduction du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont de zones urbanisées ou à urbaniser équipées de collecteurs déjà saturés ou sensibles à des dysfonctionnements hydrauliques (coulées de boues, inondations), où toute disposition visant à réduire le ruissellement contribue à l'amélioration de la situation et à la réduction des risques. Les dispositions à prendre sont principalement des aménagements d'hydraulique douce (bandes enherbées, haies, fossés...) et des modifications des pratiques agricoles (labours perpendiculaires aux pentes...).

Dans tous les cas (zones urbanisées, à urbaniser, naturelle ou agricole), un prétraitement (débourbeur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

4.2.2. Zones d'urbanisation existante

Les zones agglomérées sont souvent les plus sensibles au ruissellement et aux inondations. En effet, la concentration des eaux de ruissellement par la pose de collecteurs, l'extension de l'urbanisation et l'accroissement de l'imperméabilisation au fil du temps conduisent les réseaux pluviaux et unitaires, souvent anciens, à la limite de leur capacité, voire les rendent insuffisants. Il s'agit de zones où le ruissellement ne doit pas être aggravé.

Les réseaux d'assainissement par temps de pluie sont souvent à l'origine de 2 types majeurs de dysfonctionnement :

- pour des pluies d'occurrence fréquente, dans le cas de réseaux unitaires collectant à la fois les eaux usées et pluviales, rejet d'eaux usées de temps de pluie du fait de l'insuffisance des ouvrages à transiter la totalité des flux vers les ouvrages de traitement (l'occurrence de pluie mensuelle est souvent retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement)
- pour des pluies d'occurrence plus rare (10/20/30/50 ans), débordements et inondations du fait de l'insuffisance hydraulique des ouvrages, avec remontée de l'eau chez les riverains par les branchements sur les réseaux en charge et/ou inondation des voiries lorsque que la ligne d'eau atteint le terrain naturel (l'occurrence de pluie décennale est souvent retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement).

Généralement, pour les constructions et infrastructures existantes, les aménagements possibles pour limiter les débits, le ruissellement et ne pas aggraver les inondations sont :

- la réduction des apports amont par écrêtement (bassins tampons)
- la déconnexion de bassins versants des zones de collecte (mise en séparatif, séparation de réseaux d'eaux pluviales et unitaires...)
- la modification de la répartition des flux d'amont en aval et la dispersion des rejets
- la suppression d'insuffisances locales par remplacement/renforcement d'ouvrages incriminés
- à l'occasion d'opportunités de travaux ou d'aménagements (aménagement des sous-sols, réfection de voirie, secteurs de requalification...), toute possibilité de techniques alternatives, faisant appel soit à l'infiltration, soit au stockage et à l'épandage superficiel :
 - ✓ assainissement à la parcelle : puisards, fossés, noues, tranchées drainantes, citernes, toitures terrasses, lits d'épandage
 - ✓ assainissement par groupe de parcelles : fossés, noues, tranchées pour recueillir et infiltrer les eaux de ruissellement des espaces collectifs, tranchées filtrantes ou drainantes, chaussées poreuses ou sur fondation drainante
 - ✓ assainissement par opération : bassins de retenue, chaussées réservoirs.
- l'installation de clapets anti-retour pour éviter les remontées dans les branchements.

4.2.3. Zones à urbaniser

Pour les mêmes raisons que dans les zones urbanisées (éléments limitants), afin d'éviter des mises en charge des réseaux avec aggravation ou apparition de nouveaux risques de débordement, le rejet des eaux pluviales en infiltration (après tamponnement éventuel en fonction des capacités d'absorption du sol) ou dans un milieu superficiel proche (après tamponnement éventuel en fonction de la capacité d'acceptation du milieu) doit être privilégié chaque fois que possible pour éviter la concentration des flux.

Deux cas de figure se présentent pour la gestion des eaux pluviales :

- zones de compensation du ruissellement : dans les secteurs sensibles où les réseaux déjà saturés ne peuvent pas admettre d'augmentation des débits collectés, afin de ne pas aggraver la situation existante et les risques déjà évoqués, toute possibilité de solutions "alternatives" ou "compensatoires" au ruissellement, déjà énumérées pour les zones urbanisées, doit être envisagée pour collecter et évacuer les eaux pluviales des nouvelles constructions et infrastructures, publiques ou privées, collectives ou individuelles.

Dans ce cas, les solutions locales d'évacuation doivent être privilégiées : recherche d'un exutoire local (ruisseau, fossé, infiltration) sous réserve de vérifier les risques de pollution ou de contamination du milieu récepteur, notamment en fonction des usages de l'eau.

Les techniques alternatives énumérées précédemment doivent être privilégiées pour réduire et/ou différer les rejets d'eaux pluviales (rétention à la parcelle, par opération, avec débit de fuite limité).

- zones de contrôle du ruissellement : quand la capacité des réseaux existants et l'acceptabilité du milieu naturel le permettent, les solutions classiques d'assainissement pluvial par la pose de collecteurs restent envisageables, moyennant le cas échéant des prétraitements et/ou tamponnements. L'aménageur doit néanmoins au préalable vérifier l'acceptabilité des réseaux et avoir reçu l'agrément du gestionnaire des réseaux.

Dans ce cas, l'utilisation des mesures alternatives précédentes ne doit pas être négligée pour éviter une saturation des réseaux à terme.

4.2.4. Zones naturelles et agricoles (bassins versants ruraux)

Sur ces zones, le ruissellement a pour conséquence de concentrer les flux dans le temps (réduction du temps de parcours et augmentation des vitesses d'écoulement) et dans l'espace (convergence en quelques points de rejet à l'aval).

Compte tenu, en outre, du cumul des flux issus de plusieurs bassins versants naturels, des conséquences graves peuvent être à craindre si aucune précaution n'est prise et si la gestion des flux n'est pas concertée :

- * risques d'inondation pour les populations à l'aval des bassins versants, jusqu'au milieu récepteur final
- * risques d'inondation d'ouvrages d'infrastructure importants, et par suite pour la sécurité des usagers
- * risques d'inondation de terrains cultivables
- * érosion des sols et pollution des milieux récepteurs :

Ses effets sont observables le long des lignes d'écoulement principal où le ruissellement emporte les terrains et provoque des affaissements, ainsi qu'à l'aval des bassins versants dans le fond des vallons, où ils se manifestent par l'accumulation de terre, le colmatage d'ouvrages hydrauliques, des apports de boues dans les milieux superficiels. On les observe en particulier aux points d'accumulation des eaux au droit de dépressions naturelles, ou aux ouvrages canalisant les écoulements sous des chemins agricoles ou des chaussées.

L'érosion résulte de la combinaison de plusieurs facteurs :

- pentes importantes de bassins versants agricoles
- composition des terrains superficiels
- pratiques culturelles, et remembrement :
 - ✓ labourages et cultures dans le sens des pentes, concentrant et accélérant les écoulements

- ✓ arrachage de haies forçant l'infiltration et freinant les écoulements
 - ✓ comblement de fossés permettant la rétention et l'infiltration
 - nudité des sols cultivés en période hivernale
 - insuffisance d'obstacles naturels aux écoulements (*bois, talus, haies,...*), en particulier à l'aval des bassins versants
- * mauvaise recharge des aquifères.

Pour ces zones naturelles et agricoles, les aménagements envisageables pour améliorer le fonctionnement du réseau hydraulique superficiel consistent principalement en des mesures agri-environnementales visant à ralentir les écoulements. Il peut s'agir de:

- modification des pratiques culturales
 - labourages et cultures perpendiculairement aux pentes
 - plantation de haies...
- création, recalibrage ou réouverture de fossés comblés
- mise en place de bandes enherbées
- mise à fond plat de terrains favorables à une bonne infiltration
- utilisation de dépressions naturelles et d'obstacles naturels aux écoulements (*bois, talus, haies,...*), par dérivation locale des écoulements
- création de bassins de tamponnement ou d'infiltration...

4.3. Etat de l'assainissement pluvial à BILLY-SUR-OURCQ

Le réseau pluvial est très bien développé dans le bourg, avec un rejet unique RD83 route de Neuilly, dans un fossé vers le ru de Pudeval (plan ci-contre).

Le réseau structurant parcourt la rue de Loury, la rue d'En-Haut, la rue de la Prison, la rue du Vivier et la route de Neuilly en partie.

Des antennes rue Pavée, Grand Rue, route de Neuilly et rue d'En-Bas s'y raccordent.

La mairie signale une mise en charge des réseaux par orage au carrefour des rues du Vivier et d'En-Bas et de la route de Neuilly, avec soulèvement des tampons des regards de visite.

Des apports par ruissellement agricole sont aussi signalés en amont de la rue d'En-Haut et de la ruelle Mathieu.

BILLY-SUR-OURCQ a fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle d'inondation :

Type de catastrophe	Début	Fin	Arrêté	Publication JO
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99

Elle n'est pas soumise à la réglementation relative à l'Information Acquéreur Locataire en application des articles L125-5 et R125-23 à 27 du Code de l'Environnement.

4.4. Zonage pluvial à BILLY-SUR-OURCQ

La zone urbanisée du bourg a été rangée en zone de non-aggravation du ruissellement, pour éviter les risques de saturation des réseaux à terme et l'aggravation du risque déjà observé au carrefour des rues du Vivier et d'En-Bas et de la route de Neuilly.

A défaut de document d'urbanisme fixant des contours précis des zones urbanisées, urbanisables, naturelles et agricoles, la délimitation a été effectuée en fonction de la structure viaire et de celle des réseaux, des pentes, des limites des parcelles bâties ou potentiellement constructibles, et du registre parcellaire graphique agricole de 2016 (RPG).

En amont des zones identifiées comme sensibles aux ruissellement, inondations et coulées de boue, les bassins versants ruraux ont été rangés en zone de réduction du ruissellement. Les secteurs dont le ruissellement est susceptible de parvenir aux réseaux ont également été inclus.

La délimitation a été effectuée par recoupement des limites parcellaires et des lignes de crête et de talweg définies à partir des courbes de niveau des cartes IGN au 1/25000^{ème}.

Le reste des bassins versants ruraux est rangé en zone sans prescriptions particulières.

Actuellement, compte tenu de rejets dans les réseaux pluviaux de dispositifs d'ANC non conformes, des rejets d'eaux usées sont potentiellement observables aux exutoires de ces réseaux dans le milieu naturel. Cependant, dans le cadre de la solution retenue de réhabilitation des dispositifs d'ANC non conformes, ces rejets potentiels sont amenés à progressivement disparaître.

Par ailleurs, le caractère rural de la commune et l'origine des eaux de ruissellement ne sont pas susceptibles de générer une pollution significative des eaux pluviales.

En conséquence, aucun point sensible quant à la pollution des eaux pluviales n'a été identifié.

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE BILLY SUR OURCQ

**Annexe 1 – Décision de la MRAe concernant
l'évaluation environnementale sur la commune**



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale
d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
sur la révision des zonages d'assainissement
des communes de**

**Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy,
Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy,
Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouttes,
Nampteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise,
Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire (02)**

n°MRAe 2018-2415 ; 2018-2416 ; 2018-2417 ; 2018-2418 ; 2018-2419 ; 2018-2420 ; 2018-2421 ;
2018-2422 ; 2018-2423 ; 2018-2424 ; 2018-2425 ; 2018-2426 ; 2018-2427 ; 2018-2428 ; 2018-2429 ; 2018-
2430 ; 2018-2431 ; 2018-2432 ; 2018-2433 ; 2018-2500

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement Européen et du Conseil concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-4, R122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015, relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 5 mai 2017 et du 16 octobre 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les demandes d'examen au cas par cas, déposées complètes par la communauté de communes du canton d'Oulchy-le-Château le 23 avril 2018, concernant la révision des 20 zonages d'assainissement des communes d'Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy, Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouettes, Nampsteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire, dans le département de l'Aisne ;

Vu les avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France des 25 et 29 mai 2018 ;

Considérant que la révision des zonages d'assainissement de ces vingt communes consiste à classer en assainissement non collectif l'ensemble du territoire de chacune de ces communes ;

Considérant la présence sur la commune d'Arcy du site Natura 2000 n°FR2200399 « coteaux calcaires du Tardenois et du Valois » lequel ne sera pas impacté par les projets de zonage d'assainissement ;

Considérant la présence de zones à dominante humide définies par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine Normandie, lesquelles ne seront pas impactées par les projets de zonage d'assainissement ;

Considérant la présence de périmètres de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine sur les communes de Beugneux, Droisy, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy et l'absence d'habitation au sein de ces périmètres de protection rapproché et éloigné ;

Considérant la présence d'une habitation à l'intérieur du périmètre de protection du captage d'eau potable de la commune d'Arcy, habitation dont les effluents épurés seront rejetés en dehors du périmètre de protection ;

Considérant que l'état chimique des nappes souterraines du Lutétien-Yprésiens du Soissonnais-laonnois, de l'Eocène du bassin versant de l'Ourcq, et de la Craie de Champagne nord est médiocre, alors que la nappe de l'Albien-Néocomien captif est en bon état ;

Considérant la réglementation garantissant le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif en application de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 dans l'objectif de maintenir la conformité des installations et d'informer le public sur les conditions de réhabilitation des équipements vieillissants ;

Considérant la présence sur toutes les communes, sauf Ambrief, Arcis, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chaudun et Le Plessier-Huleu, d'âges de remontée de nappe élevés à très élevé et qu'il conviendra de prévoir des dispositifs d'assainissement adéquats pour que l'efficacité de l'assainissement soit assurée ;

Considérant dès lors que la révision du zonage d'assainissement des vingt communes précitées n'est pas susceptible d'entraîner des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

La procédure de révision des zonages d'assainissement des communes d'Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy, Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouettes, Nampsteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire dans le département de l'Aisne n'est pas soumise à évaluation environnementale stratégique.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles un projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à Lille, le 19 juin 2018

La Présidente
de la mission régionale d'autorité
environnementale
Hauts-de-France



Patricia Corrèze-Lénée

<i>Voies et délais de recours</i>

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.
Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Recours gracieux (formé dans le délai de deux mois) auprès de :
Madame la Présidente de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France
DREAL Hauts-de-France – Service IDDEE
44, rue de Tournai
CS 40259
F 59019 LILLE Cedex

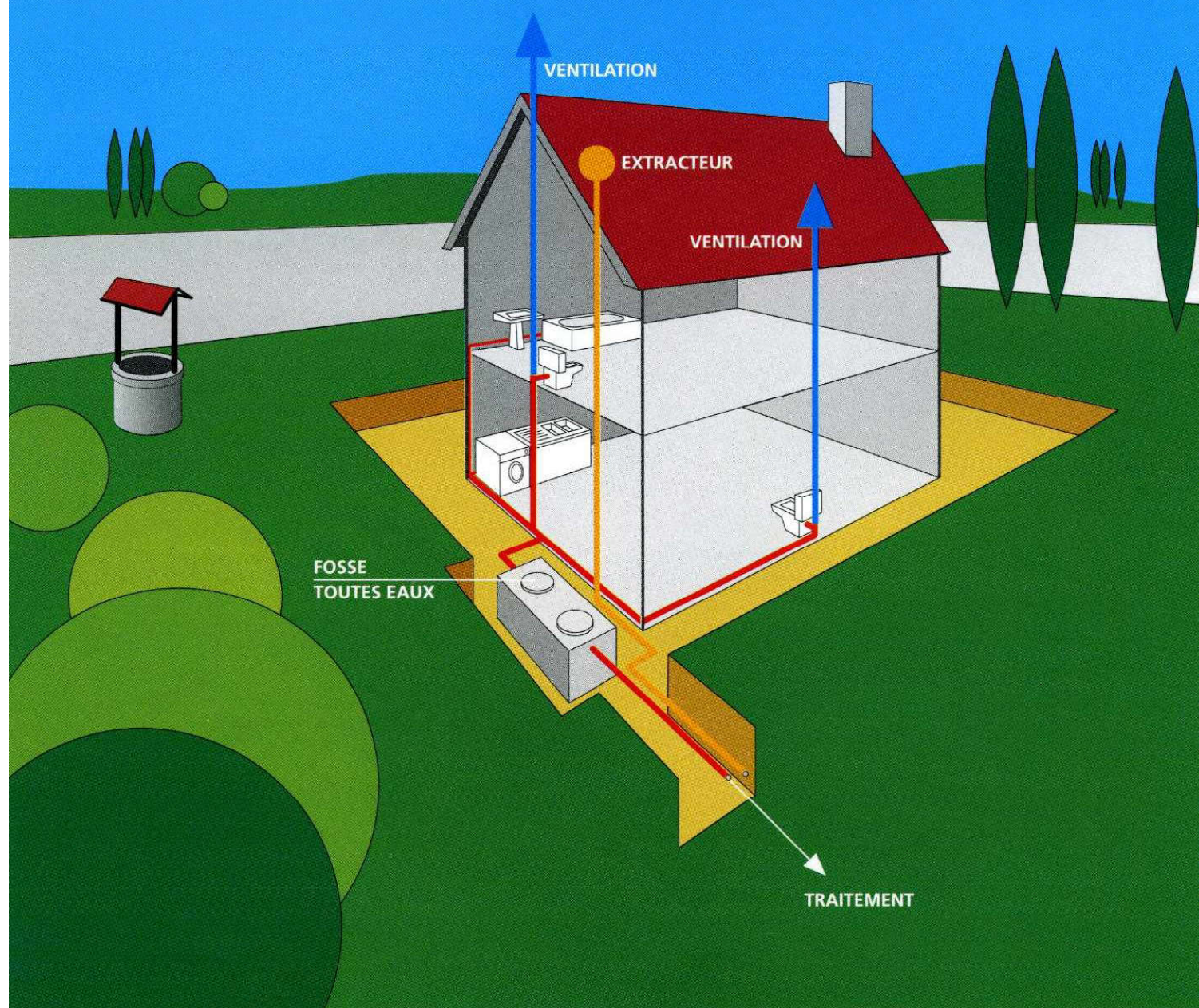
Recours contentieux (formé dans le délai de deux mois) auprès du :
Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
CS 62039
59014 Lille cedex

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE BILLY SUR OURCQ

**Annexe 2 – Fiches descriptives des installations
d'assainissement non collectif**

FOSSE TOUTES EAUX



Une fosse toutes eaux est un appareil destiné à la collecte, à la liquéfaction partielle des matières polluantes contenues dans les eaux usées et à la rétention des matières solides et des déchets flottants.

Elle reçoit l'ensemble des eaux usées domestiques.

La fosse toutes eaux doit débarrasser les effluents bruts de leurs matières solides afin de protéger l'épandage contre un risque de colmatage.

Elle doit également liquéfier ces matières retenues par décantation et flottation.

La hauteur d'eau ne doit pas être inférieure à 1 m.

La fosse toutes eaux génère des gaz qui doivent être évacués par une ventilation efficace.

L'évacuation de ces gaz est assurée par un extracteur placé au-dessus des locaux habités.

Le diamètre de la canalisation d'extraction sera d'au moins 10 cm.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

A défaut de justifications fournies par le constructeur de la fosse toutes eaux, la vidange des boues et des matières flottantes doit être assurée au moins tous les 4 ans.

DIMENSIONNEMENT :

Le volume minimum de la fosse toutes eaux sera de 3 000 l pour les logements comprenant jusqu'à 5 pièces principales.

Il sera augmenté de 1 000 l par pièce supplémentaire.

FOSSE TOUTES EAUX

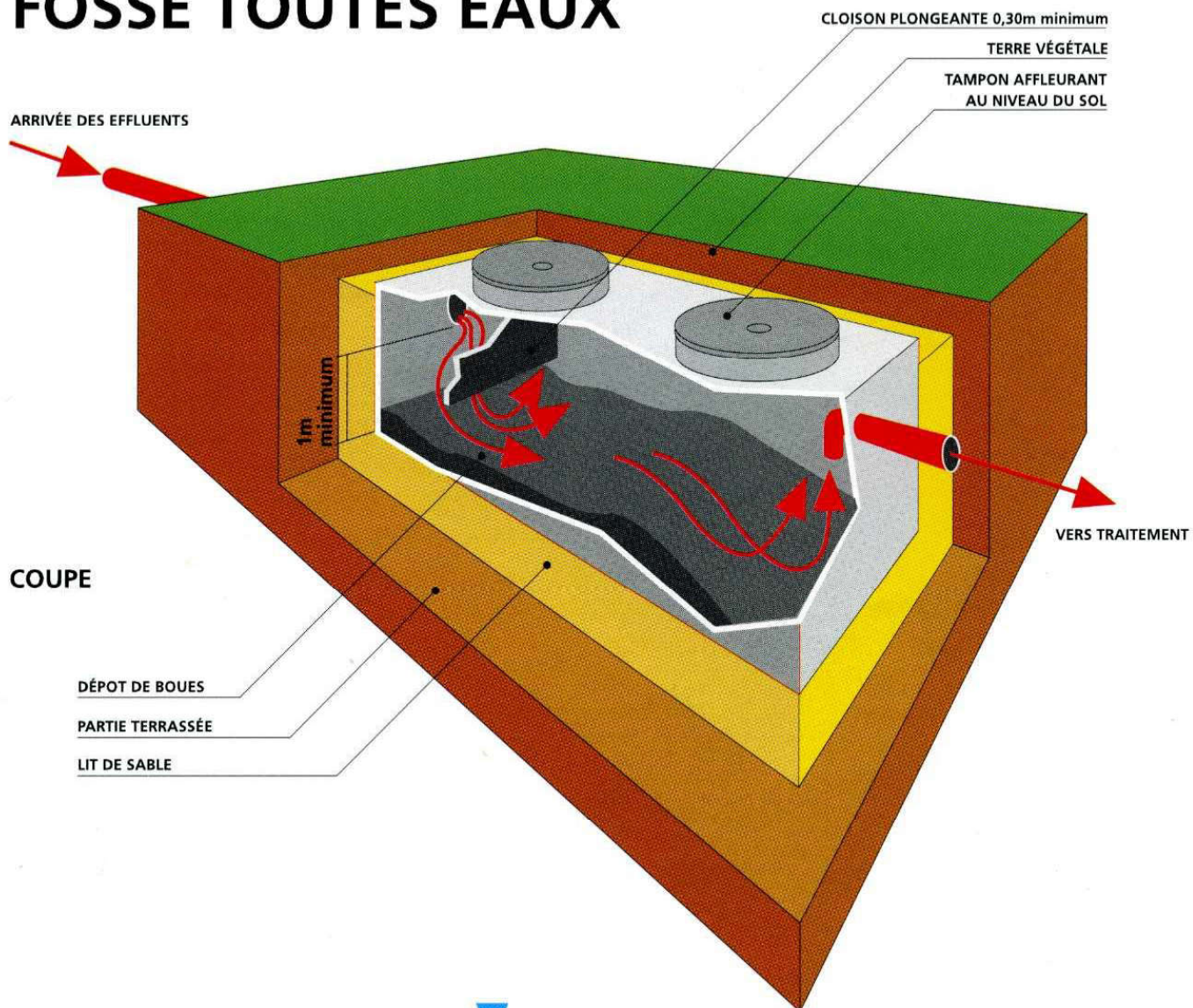
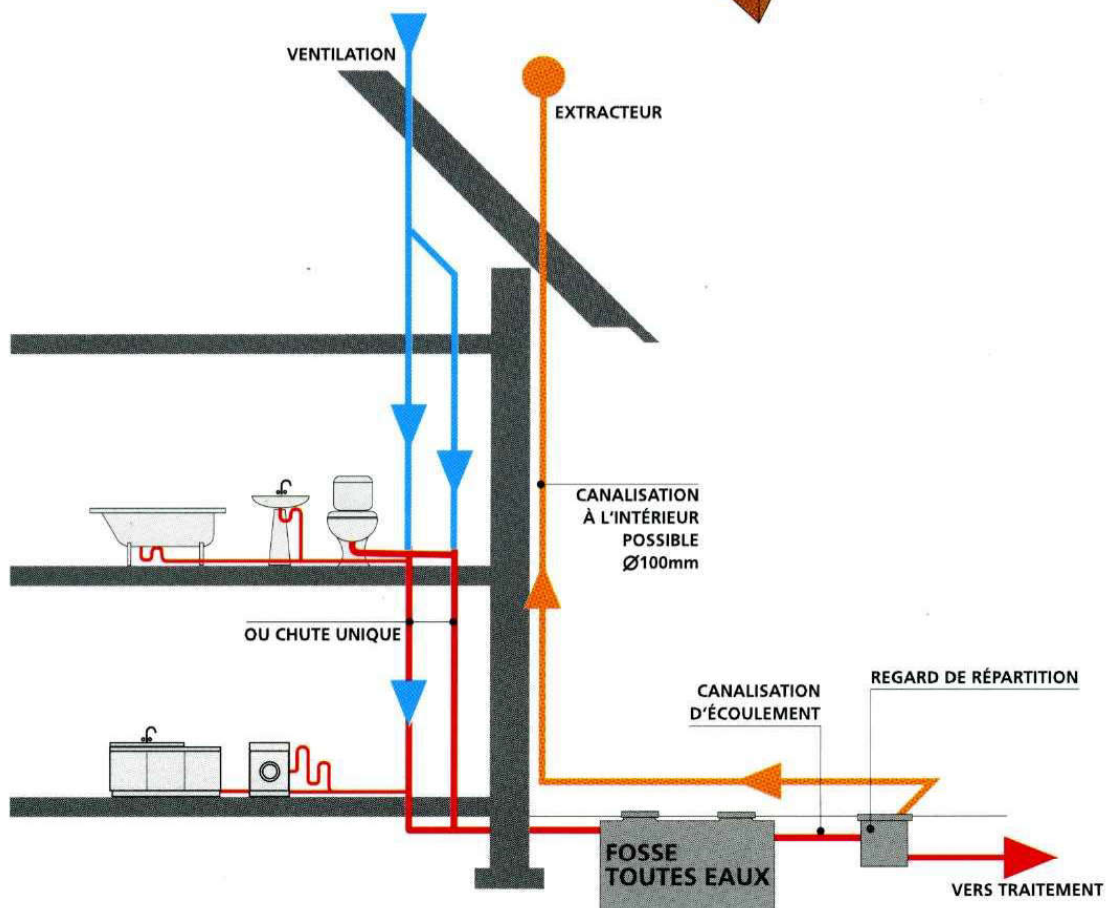
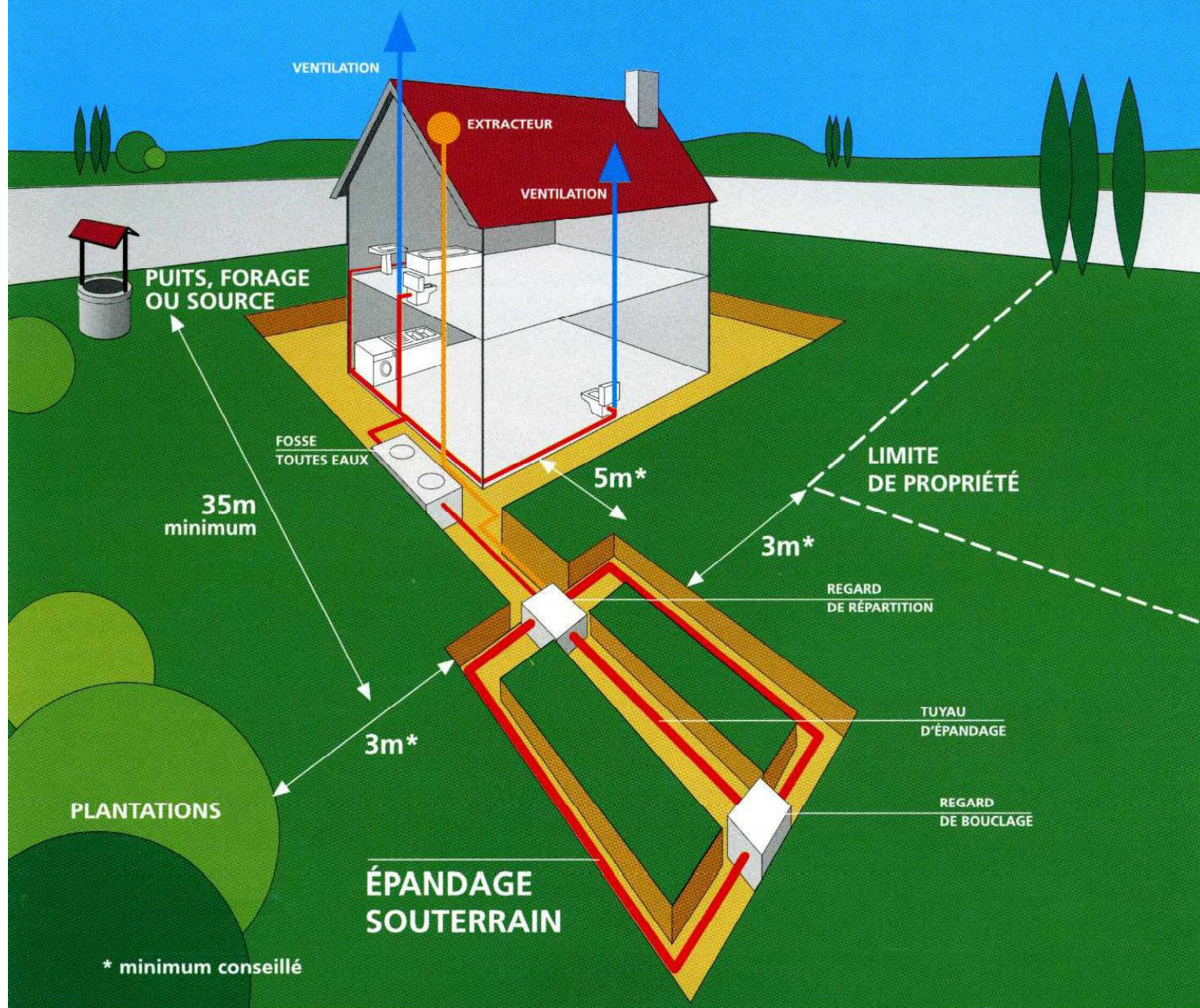


SCHÉMA DE PRINCIPE DE VENTILATION

ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL



Les tranchées d'épandage reçoivent les effluents de la fosse toutes eaux.

Le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme moyen dispersant.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

L'épandage souterrain doit être réalisé par l'intermédiaire de tuyaux placés horizontalement dans un ensemble de tranchées.

Il doit être placé aussi près de la surface du sol que le permet sa protection.

- ◆ **Les tuyaux d'épandage doivent avoir un diamètre au moins égal à 100 mm. Ils doivent être constitués d'éléments rigides en matériaux résistants munis d'orifices dont la plus petite dimension doit être au moins égale à 5 mm.**

- ◆ **La longueur d'une ligne de tuyaux d'épandage ne doit pas excéder 30 m.**

- ◆ **La largeur des tranchées d'épandage dans lesquelles sont établis les tuyaux est de 0,50 m minimum.**

- ◆ **Le fond des tranchées est garni d'une couche de graviers lavés.**

- ◆ **La distance d'axe en axe des tranchées doit être au moins égale à 1,50 m.**

- ◆ **Un feutre imputrescible doit être disposé au-dessus de la couche de graviers.**

- ◆ **Une couche de terre végétale.**

L'épandage souterrain doit être maillé chaque fois que la topographie le permet.

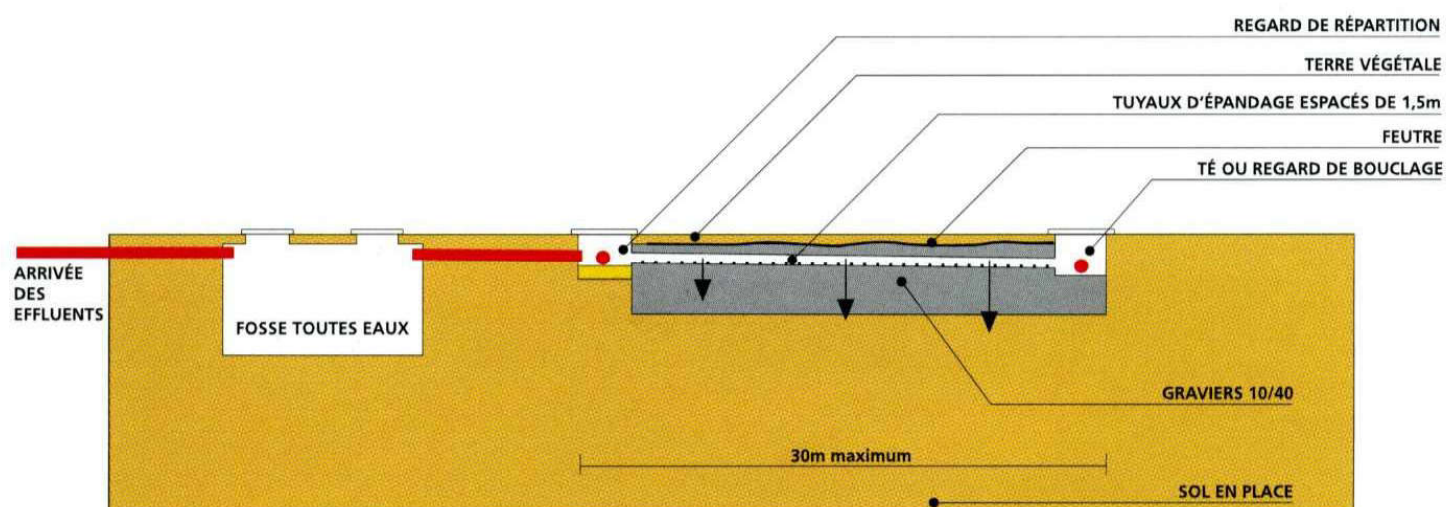
Il doit être alimenté par un dispositif assurant une égale répartition des effluents dans le réseau de distribution.

DIMENSIONNEMENT :

La surface d'épandage (fond des tranchées) est fonction de la taille de l'habitation et de la perméabilité du sol. Elle est définie par l'étude pédologique à la parcelle.

ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL

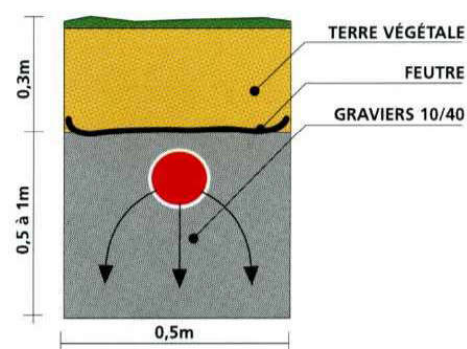


COUPE LONGITUDINALE EN TERRAIN PLAT

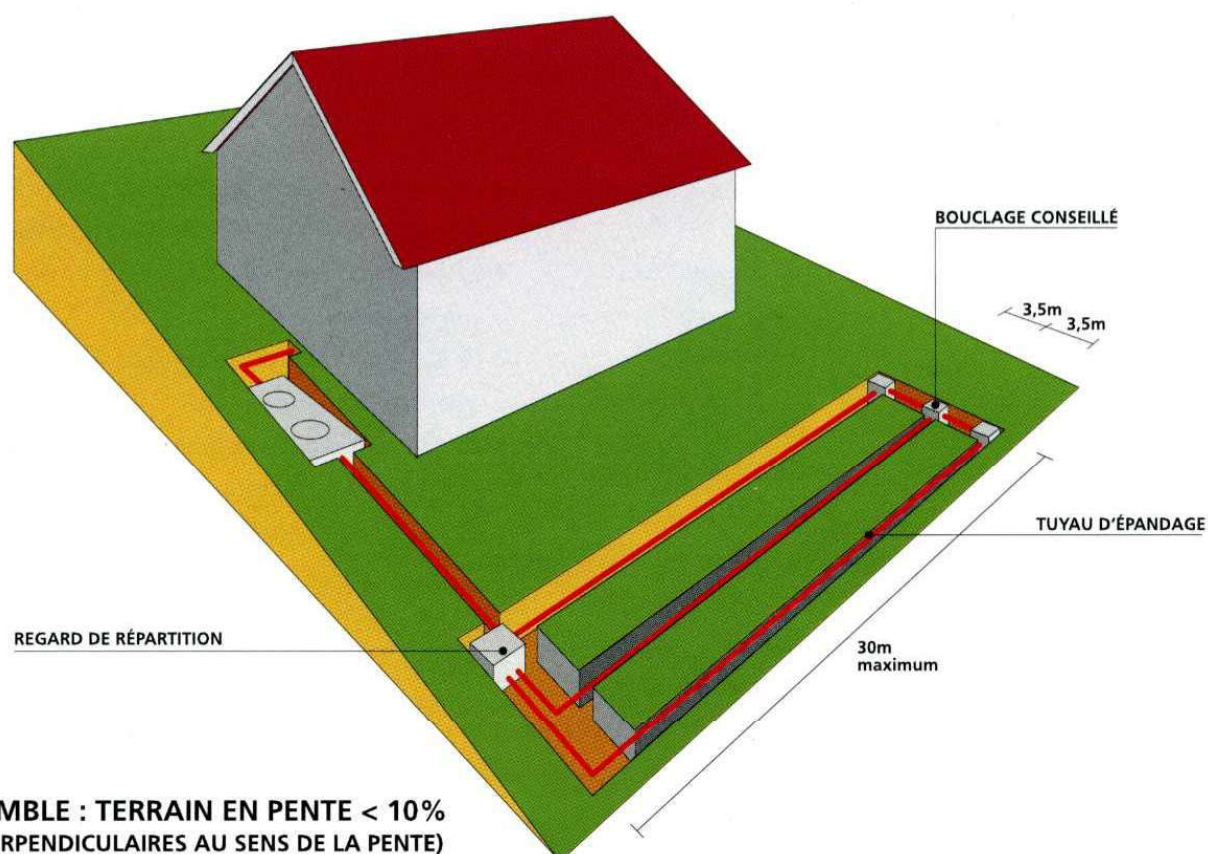


CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm minimum
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



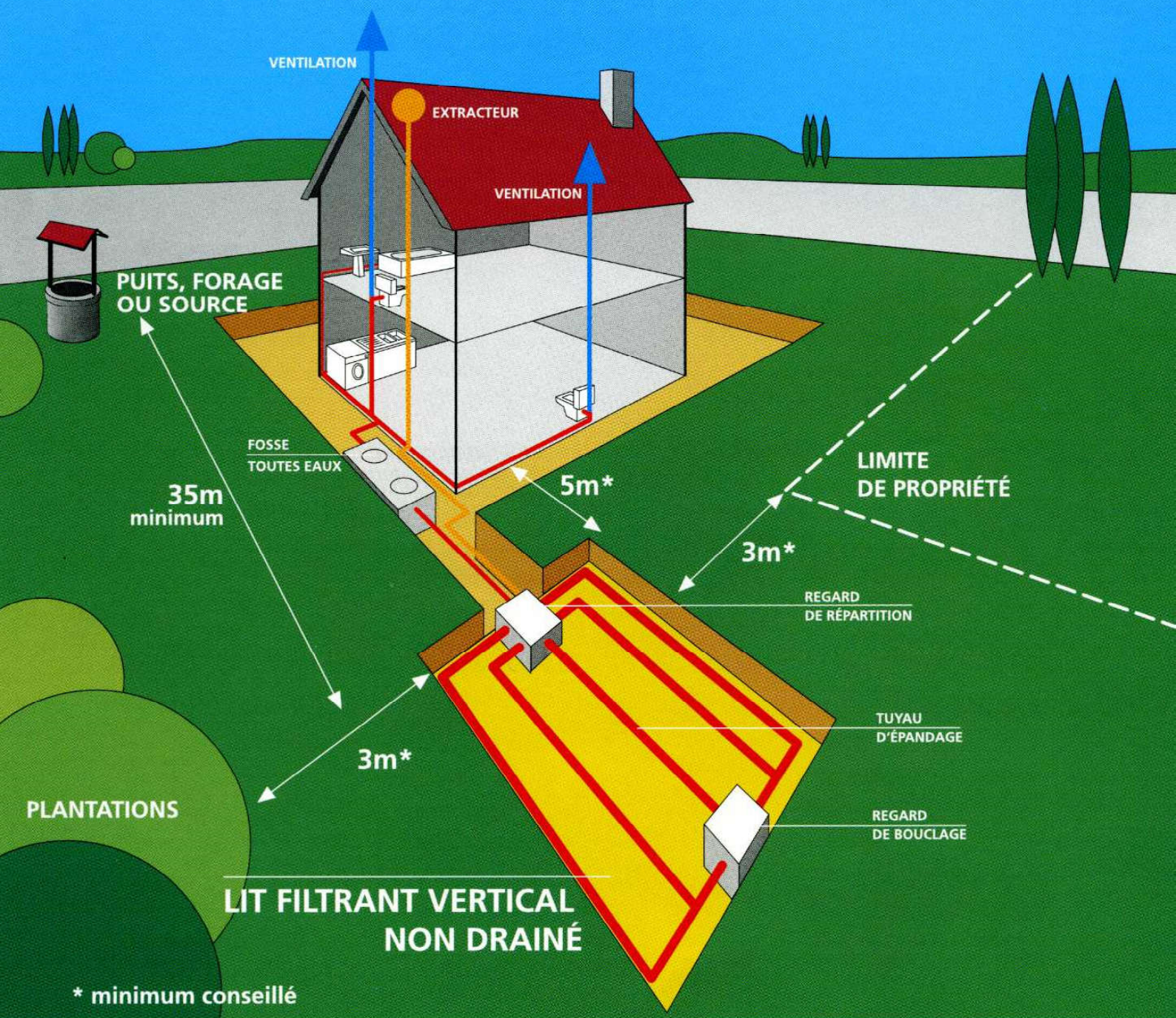
COUPE D'UNE TRANCÉE



VUE D'ENSEMBLE : TERRAIN EN PENTE < 10%
(TRANCÉES PERPENDICULAIRES AU SENS DE LA PENTE)

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ



Dans le cas où le sol présente une perméabilité insuffisante ou à l'inverse, si le sol est trop perméable (craie), un matériau plus adapté (sable siliceux lavé) doit être substitué au sol en place sur une épaisseur minimale de 0,70 m.

La répartition de l'effluent est assurée par des tuyaux munis d'orifices, établis en tranchées dans une couche de graviers.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant vertical non drainé se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1 m minimum sous le niveau

de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

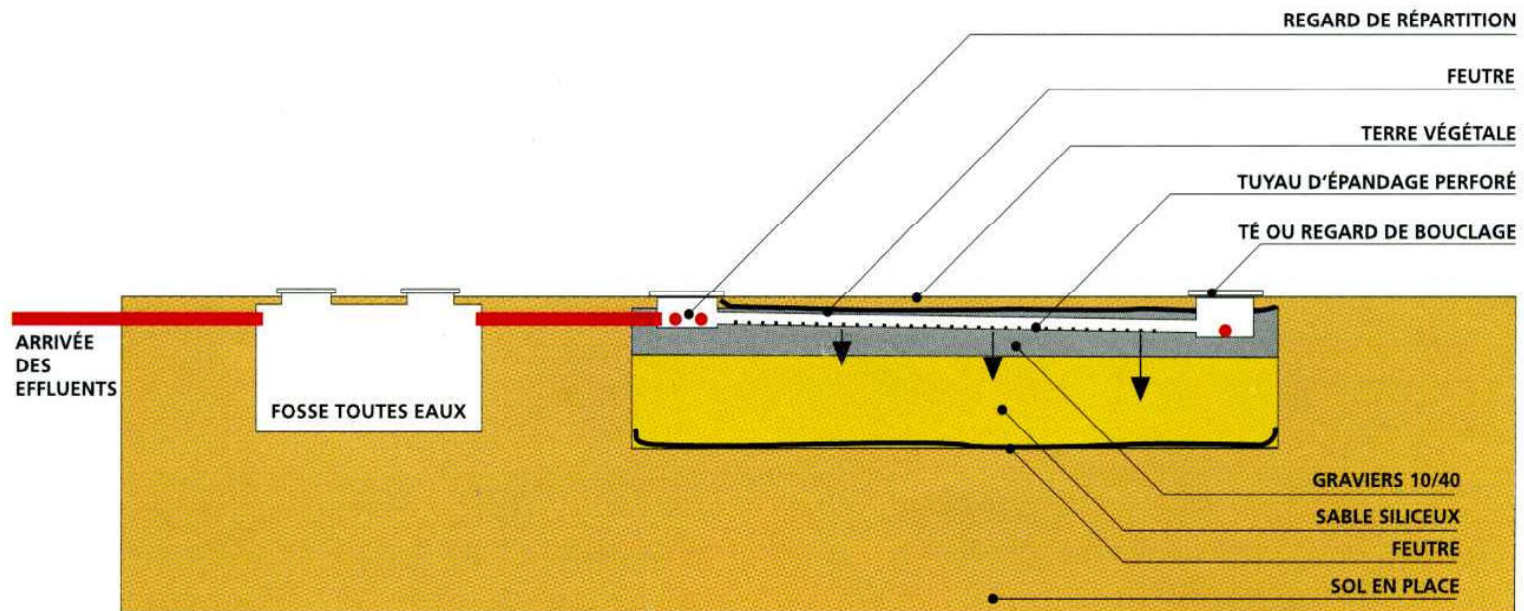
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de sable lavé de 0,70 m minimum d'épaisseur,
- ◆ une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit,
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air qui recouvre l'ensemble,
- ◆ une couche de terre végétale d'une épaisseur de 0,20 m.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant vertical non drainé doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ

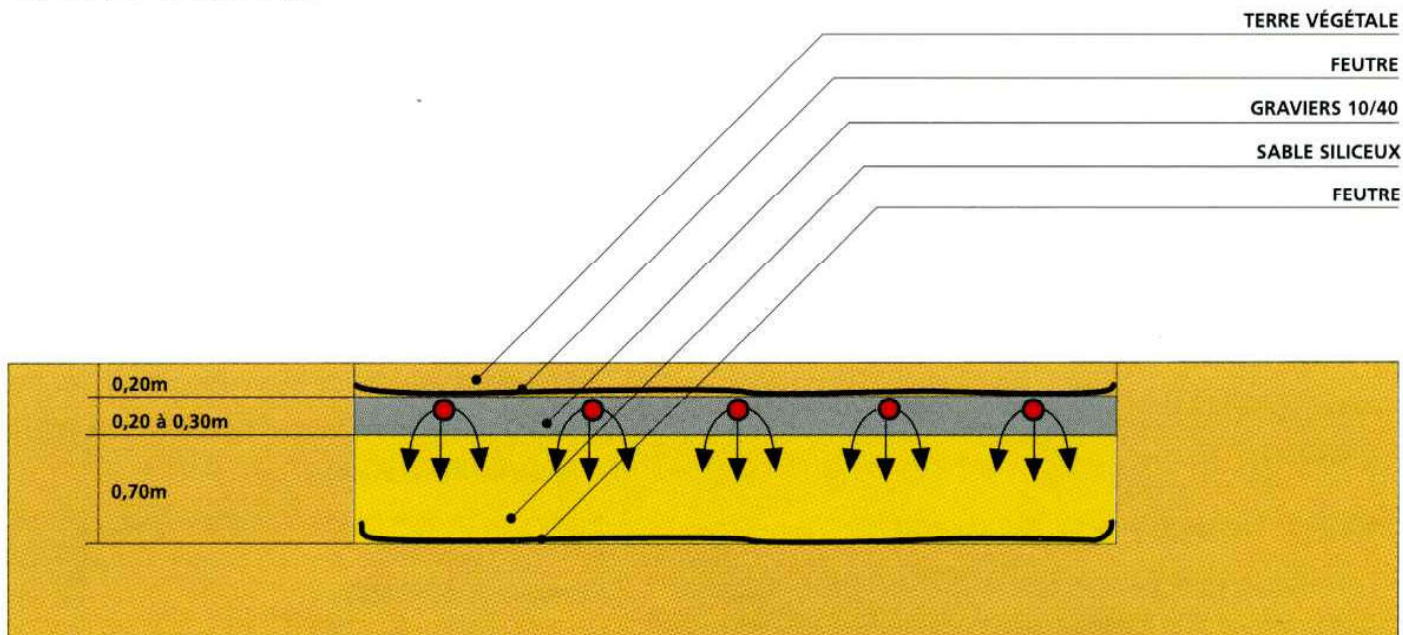


COUPE LONGITUDINALE



CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm minimum
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

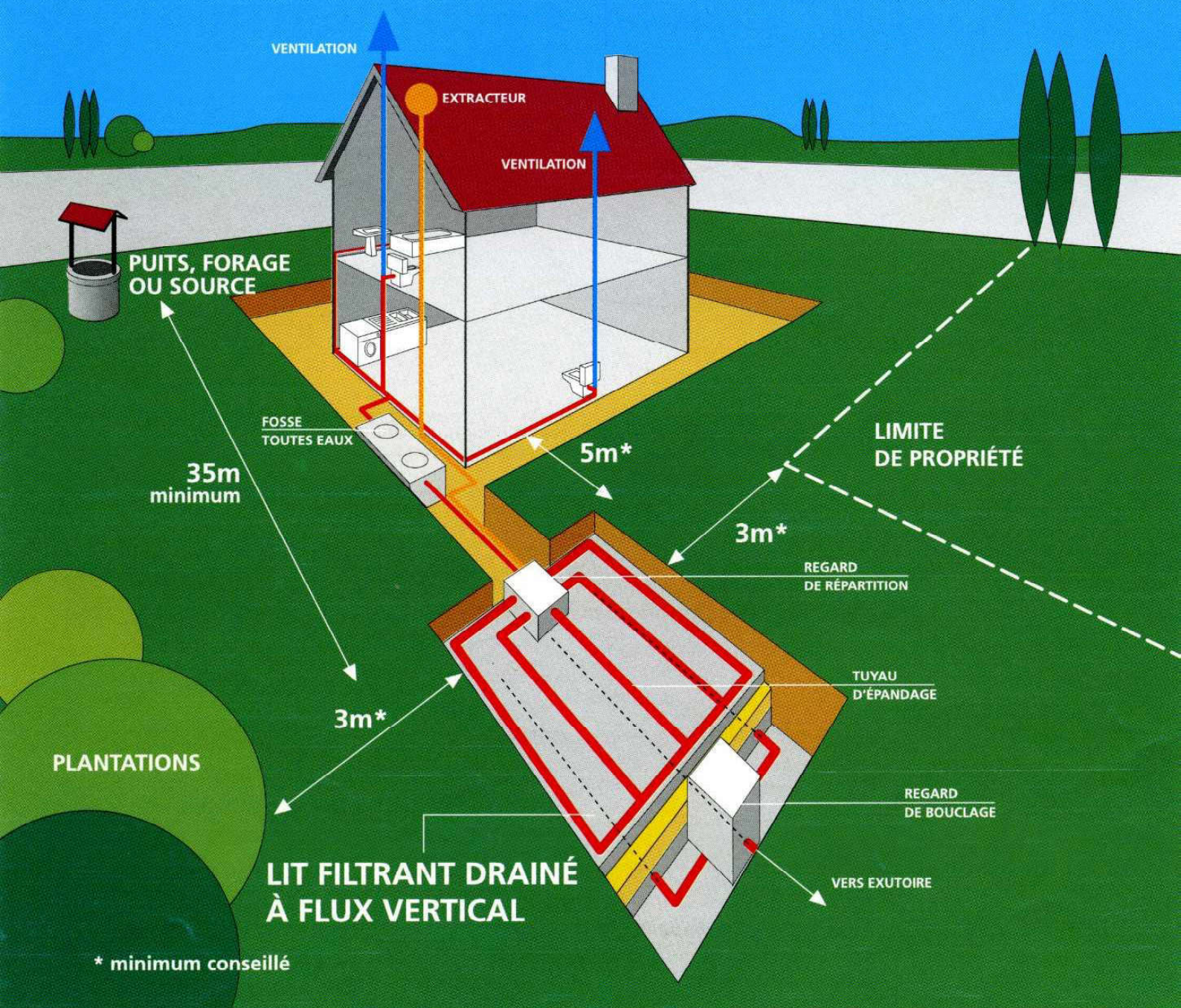
TUYAU D'ÉPANDAGE



COUPE TRANSVERSALE



LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL



Ce dispositif est à prévoir lorsque le sol est inapte à un épandage naturel et lorsqu'il existe un exutoire pouvant recevoir l'effluent traité.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant drainé à flux vertical se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1,00 m sous le niveau de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

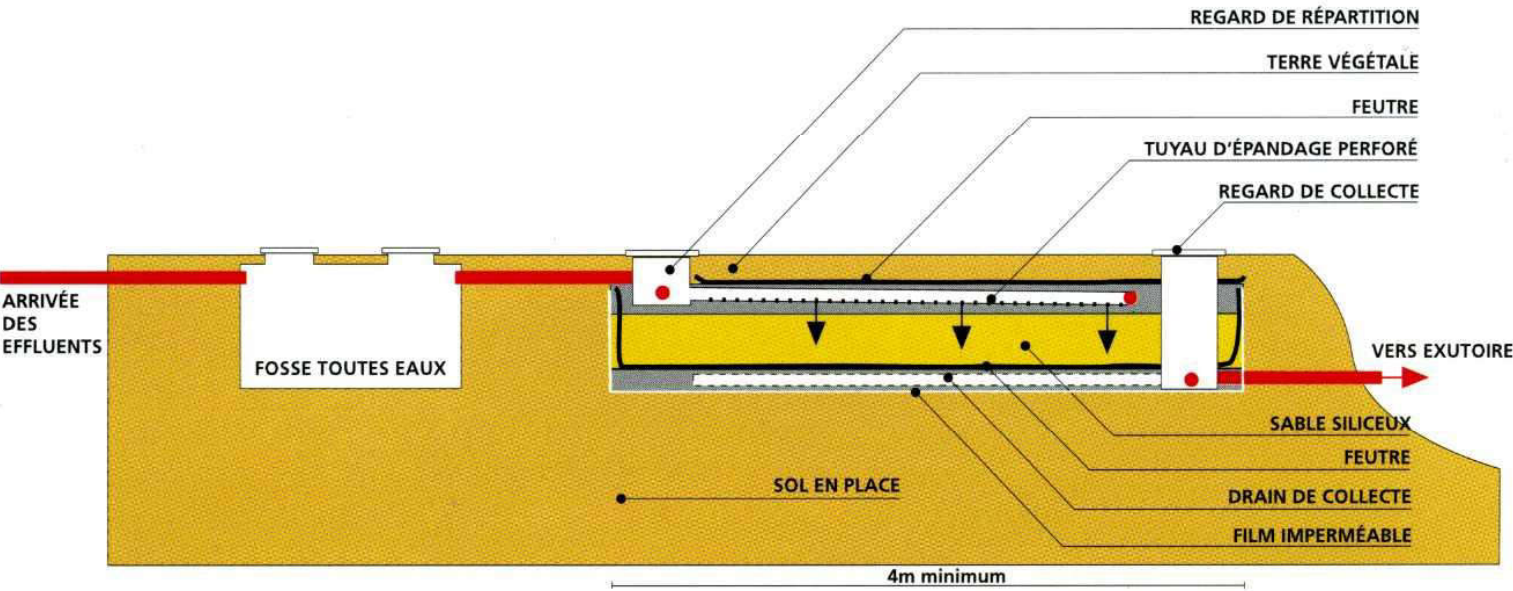
- ◆ un film imperméable,
- ◆ une couche de graviers d'environ 0,10 m d'épaisseur au sein de laquelle des canalisations drainent les effluents traités vers l'exutoire,

- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de sable siliceux lavé de 0,70 m d'épaisseur,
- ◆ une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit filtrant,
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de terre végétale.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant drainé à flux vertical doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL

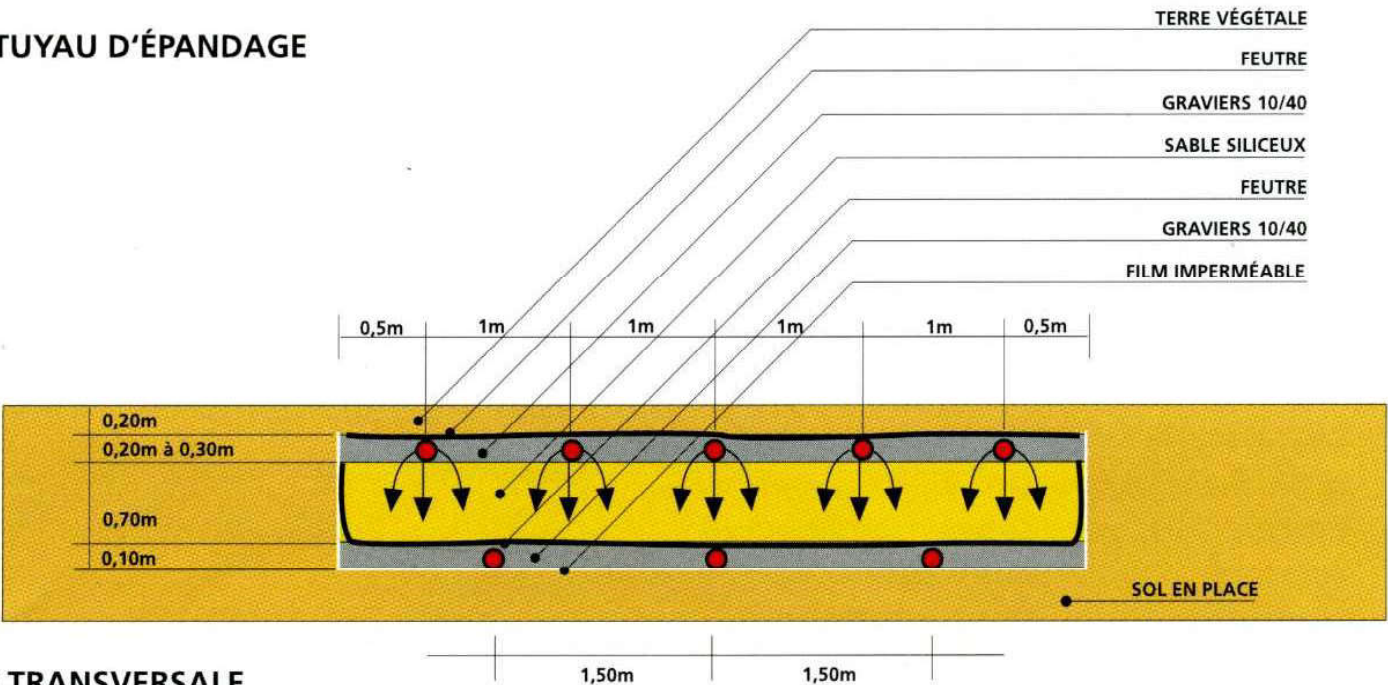


COUPE LONGITUDINALE



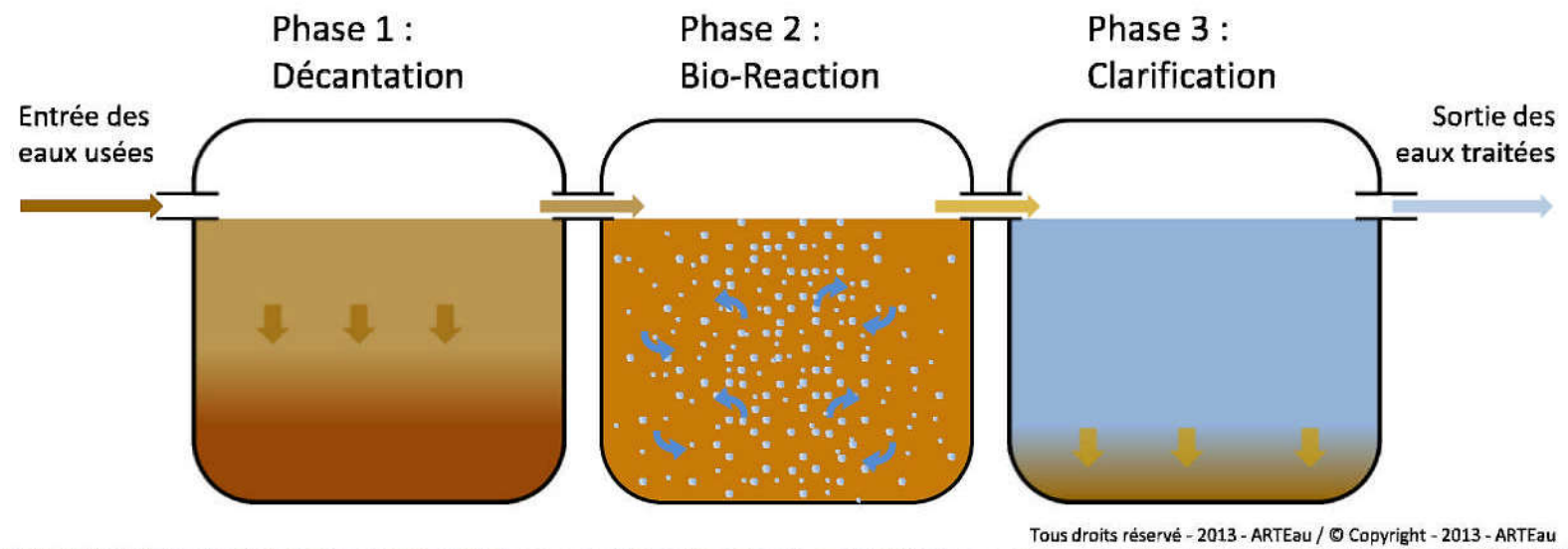
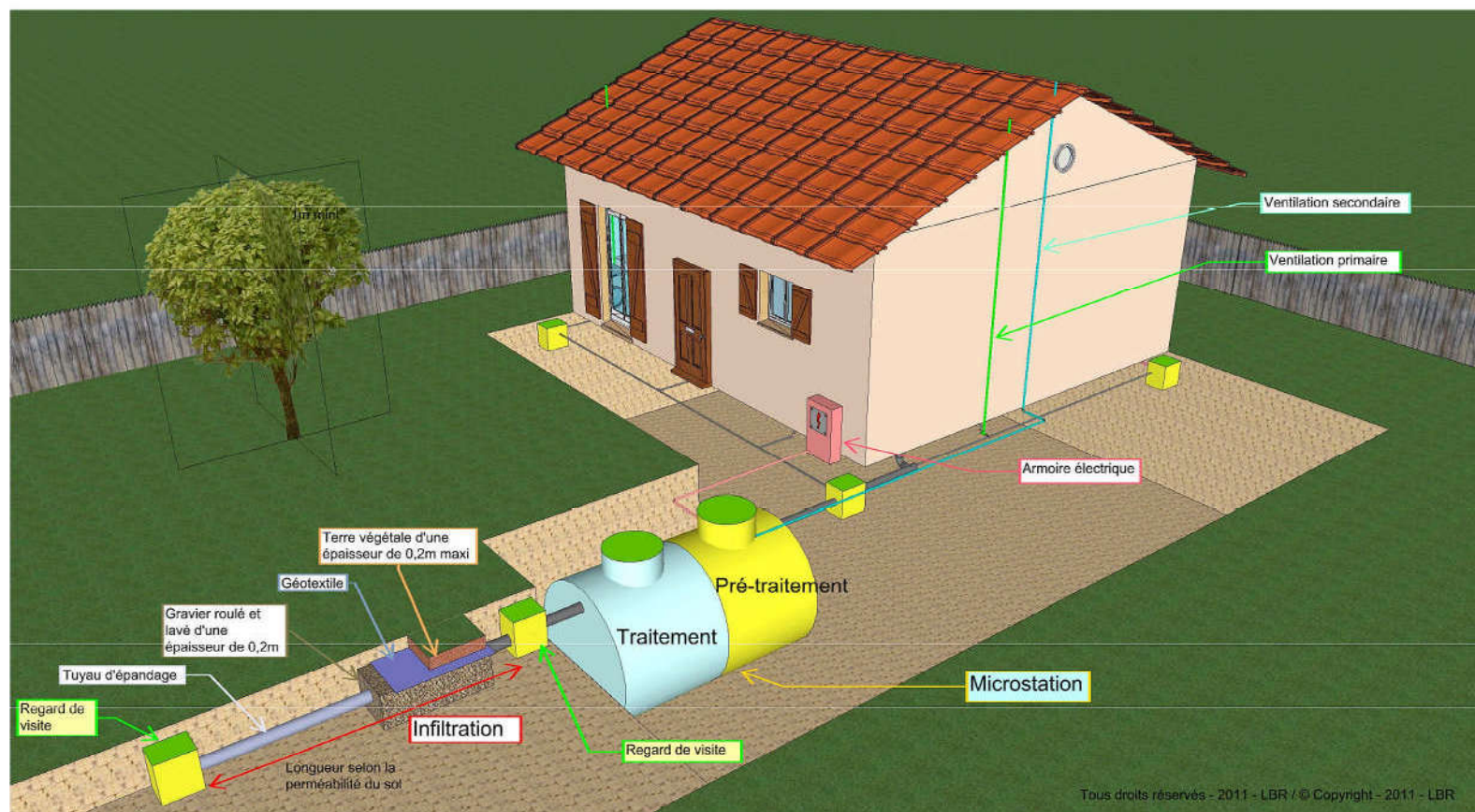
CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm MINIMUM
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



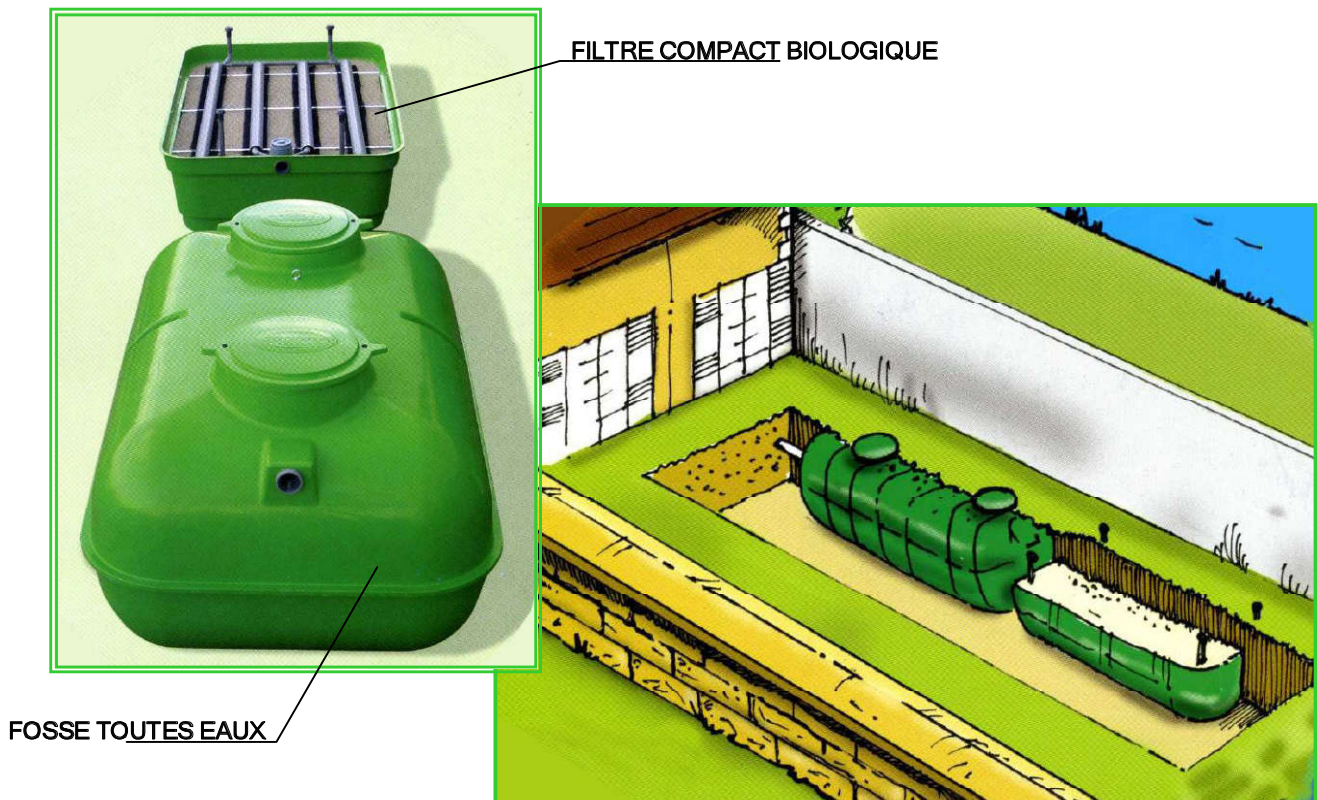
COUPE TRANSVERSALE

La Micro-Station et son fonctionnement



FILTRE A ZEOLITHE (Filtre compact)

La solution aux problèmes de place pour l'assainissement des eaux usées de votre maison



* Ce système convient aux petits terrains dont le sol est inapte à un épandage naturel.

* Cette filière d'assainissement compact se compose d'une fosse septique Toutes Eaux et d'un filtre compact biologique. L'emprise au sol ne dépasse pas 15 m²

CARACTERISTIQUES: *Fosse toutes eaux : H = 1.47 m, L = 2.98 m, l = 2 m*
 Filtre Compact : H = 0.86 m, L = 2.98 m, l = 1.87 m

* Peu d'entretien, les intervalles de vidange pouvant dépasser 10 ans. Pas de bac dégraisseur ou de filtre décolloïdeur à nettoyer. Pas d'électricité ni d'électromécanique à entretenir.

* Système facile à installer : entièrement préfabriqués, les matériels ne demandent plus sur le site qu'un assemblage, limitant ainsi fortement les travaux dans le jardin de l'habitation et le temps d'installation.

* *En option* et si la configuration du terrain le permet, cette filière peut être équipée d'un système d'infiltration dans le sol pour l'irrigation d'une pelouse ou de végétaux.

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE BILLY SUR OURCQ

Annexe 3 – Détail des coûts des différentes solutions proposées

Coûts assainissement non collectif - Commune de Billy sur Ourcq - Solution S1

Coûts d'investissement

Filières	Prix unitaire en € HT	Quantité	TOTAL en € HT
Epandage (E)	7 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical non drainé (LFND)	8 000,00	4	32 000,00
Lit filtrant vertical drainé (LFD)	9 000,00	47	423 000,00
Filière compacte (FC)	9 000,00	4	36 000,00
Filière compacte + plus-value pour contrainte (FCPV)	10 350,00	6	62 100,00
Poste de refoulement individuel pour habitation en contrebas du terrain	2 000,00	2	4 000,00
Lit filtrant vertical drainé avec plus-value (LFDPV)	10 800,00	20	216 000,00
Filière compacte avec 2 plus-values	12 150,00	4	48 600,00
TOTAUX		85	821 700,00

Coûts de fonctionnement annuel

	Nbr	Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)
ANC	85	85,00	7 225,00
PR	2	60,00	120,00
			7 345,00

Coûts assainissement collectif - Commune de Billy sur Ourcq - Solution S1

Coûts d'investissement

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml		0,00
Conduite suspendue PVC diamètre 200 mm	250,00	ml		0,00
Forage dirigé PEHD 160 ou 200 mm (800 € par chantier + 250 €/ml)	250,00	ml		0,00
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m		0,00
PR EU < 7 logements	8 000,00	U		0,00
PR EU < 50 logements	20 000,00	U		0,00
50 logements <PR EU < 100 logements	30 000,00	U		0,00
100 logements <PR EU < 200 logements	42 000,00	U		0,00
PR EU > 200 logements	50 000,00	U		0,00
Branchement au réseau (BB+canalisation)	1 500,00	U		0,00
STEP Cultures fixées	1 000,00	EH		0,00
Total				0,00

Coûts de fonctionnement annuel

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
Entretien réseau gravitaire	1,00	ml	0	0,00
Entretien PR	1 000,00	U	0	0,00
Entretien STEP	45,00	EH	0	0,00
Total				0,00

Commune de Billy sur Ourcq - Coûts pour la solution S1

Nbr d'habitations concernées	85
Nbr d'habitations en AC	0
Nbr d'habitations en ANC	85
Coût d'investissement (€ HT)	821 700,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 667
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	7 345,00

Coûts assainissement non collectif - Commune de Billy sur Ourcq - Solution S2

Coûts d'investissement

Filières	Prix unitaire en € HT	Quantité	TOTAL en € HT
Epandage (E)	7 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical non drainé (LFND)	8 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical drainé (LFD)	9 000,00	0	0,00
Filière compacte (FC)	9 000,00	0	0,00
Filière compacte + plus-value pour contrainte (FCPV)	10 350,00	1	10 350,00
Poste de refoulement individuel pour habitation en contrebas du terrain (PR)	2 000,00	0	0,00
Forfait pour travaux de branchement en domaine privé	2 000,00	87	174 000,00
Lit filtrant vertical drainé avec plus-value (LFDPV)	10 800,00	9	97 200,00
Filière compacte avec 2 plus-values	12 150,00	0	0,00
TOTAUX		10	281 550,00

Coûts de fonctionnement annuel

	Nbr	Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)
ANC	10	85,00	850,00
PR	0	60,00	0,00
			850,00

Coûts assainissement collectif - Commune de Billy sur Ourcq - Solution S2

Coûts d'investissement

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml	2 036	610 800,00
Conduite suspendue PVC diamètre 200 mm	250,00	ml		0,00
Forage dirigé PEHD 160 ou 200 mm (800 € par chantier + 250 €/ml)	250,00	ml		0,00
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m	352	29 920,00
PR EU < 7 logements	8 000,00	U	2	16 000,00
PR EU < 50 logements	20 000,00	U		0,00
50 logements < PR EU < 100 logements	30 000,00	U		0,00
100 logements < PR EU < 200 logements	42 000,00	U		0,00
PR EU > 200 logements	50 000,00	U		0,00
Branchement au réseau (BB+canalisation)	1 500,00	U	87	130 500,00
STEP Cultures fixées	1 000,00	EH	210	210 000,00
Total				997 220,00

Coûts de fonctionnement annuel

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
Entretien réseau gravitaire	1,00	ml	2 036	2 036,00
Entretien PR	1 000,00	U	2	2 000,00
Entretien STEP	45,00	EH	210	9 450,00
Total				13 486,00

Commune de Billy sur Ourcq - Coûts pour la solution n°2

Nbr d'habitations concernées	97
Nbr d'habitations en AC	87
Nbr d'habitations en ANC	10
Coût d'investissement (€ HT)	1 278 770,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	13 183
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	14 336,00

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE BILLY SUR OURCQ

Annexe 4 – Délibération du Conseil Municipal

Délibération 2018-23

Arrondissement de SOISSONS
Canton de VILLERS-COTTERETS
Commune de BILLY-SUR-OURCQ

EXTRAIT DES DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

Convocation : 29 juin 2018

Le cinq juillet de l'an deux mille dix huit à 18 h 45.

Affichage : 29 juin 2018

Le Conseil Municipal de la Commune de BILLY-SUR-OURCQ, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Françoise EMOND, Maire.

Conseillers en exercice : 11
Présents : 10
Absent : 1
Votants : 10

Etaient présents : Mesdames Françoise EMOND, Christine BERTHON, Sonia GOUZON, Eve VAREILLE.

Messieurs : Dominique JOLY, Jérôme JOLY, Christophe LANDRIEUX ; Paul LIEGEOIS, Eric VECTEN, Bernard VIET,

Absent : Christophe CHARPENTIER .

Secrétaire de Séance : Mme Sonia GOUZON ;

2018-23 CCOC ASSAINISSEMENT :

Monsieur le Président de la CCOC qui a la compétence sur ce dossier demande au Conseil Municipal de se prononcer sur le scénario de zonages d'assainissement pour permettre la mise à enquête publique de l'ensemble des communes.

Madame le Maire rappelle que ce dispositif est imposé par la loi – il s'agit de choisir le mode d'assainissement : collectif ou non collectif.

La seconde phase de la procédure est engagée, une étude par foyer est obligatoire. Les habitants seront invités à une réunion pour présentation du sujet avec des explications. Des dispositifs de subventions ne seront pas proposés.

Madame le Maire rappelle que la décision de refuser l'assainissement collectif avait été prise par la Commune en 2014 en raison du coût élevé de l'assainissement collectif.

La Commune garderait la compétence des eaux pluviales et des zonages –

L'étude sur l'assainissement ainsi que l'enquête publique sont sous la responsabilité de la CCOC ;

Aucune date buttoir n'est avancée pour les travaux de mise aux normes. Cependant, l'obligation de mise aux normes s'imposerait lors de la vente d'une maison.

Le débat s'engage et les conseillers sont divisés.

Madame le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur :

1°) L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

L'organisme ACTEA, en charge de l'étude, est venu dans notre village et a communiqué les informations suivantes.

Le coût de l'installation d'un assainissement collectif s'élèverait à plus d'un million d'euros.

Le vote est le suivant :

Pour	Contre	Abstention
0	7	3

Dans un second temps Madame le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur :

2°) l'ASSAINISSEMENT non COLLECTIF et INDIVIDUEL

Le coût de l'installation d'un assainissement, non collectif, individuel varierait de 7000 à 12 000€ par foyer, auquel s'ajouterait la somme de 85€ pour un entretien annuel.

Madame le Maire souligne que le coût d'une telle installation à la charge des foyers est particulièrement lourd pour certains budgets. Néanmoins le Conseil doit se prononcer, le vote est le suivant :

Pour	Contre	Abstention
3	0	7

Le nombre important d'abstentions est l'expression d'un réel malaise face à l'obligation pour le Conseil Municipal à trancher.

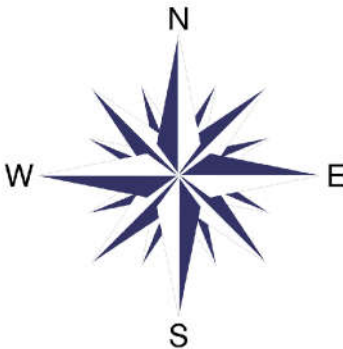
Fait et délibéré
en séance les jours mois et an susdits

Madame Le Maire,
Françoise EMOND

REÇU A LA SOUS-PREFECTURE
DE SOISSONS

11 JUL. 2018





Légende

- Billy sur Ourcq - Non aggravation du ruissellement en zone urbanisée
- Billy sur Ourcq - Réduction du ruissellement en zone rurale

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE BUZANCY

**Annexe 1 – Décision de la MRAe concernant
l'évaluation environnementale sur la commune**



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale
d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
sur la révision des zonages d'assainissement
des communes de**

**Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy,
Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy,
Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouttes,
Nampteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise,
Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire (02)**

n°MRAe 2018-2415 ; 2018-2416 ; 2018-2417 ; 2018-2418 ; 2018-2419 ; 2018-2420 ; 2018-2421 ;
2018-2422 ; 2018-2423 ; 2018-2424 ; 2018-2425 ; 2018-2426 ; 2018-2427 ; 2018-2428 ; 2018-2429 ; 2018-
2430 ; 2018-2431 ; 2018-2432 ; 2018-2433 ; 2018-2500

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement Européen et du Conseil concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-4, R122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015, relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 5 mai 2017 et du 16 octobre 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les demandes d'examen au cas par cas, déposées complètes par la communauté de communes du canton d'Oulchy-le-Château le 23 avril 2018, concernant la révision des 20 zonages d'assainissement des communes d'Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy, Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouettes, Nampsteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire, dans le département de l'Aisne ;

Vu les avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France des 25 et 29 mai 2018 ;

Considérant que la révision des zonages d'assainissement de ces vingt communes consiste à classer en assainissement non collectif l'ensemble du territoire de chacune de ces communes ;

Considérant la présence sur la commune d'Arcy du site Natura 2000 n°FR2200399 « coteaux calcaires du Tardenois et du Valois » lequel ne sera pas impacté par les projets de zonage d'assainissement ;

Considérant la présence de zones à dominante humide définies par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine Normandie, lesquelles ne seront pas impactées par les projets de zonage d'assainissement ;

Considérant la présence de périmètres de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine sur les communes de Beugneux, Droisy, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy et l'absence d'habitation au sein de ces périmètres de protection rapproché et éloigné ;

Considérant la présence d'une habitation à l'intérieur du périmètre de protection du captage d'eau potable de la commune d'Arcy, habitation dont les effluents épurés seront rejetés en dehors du périmètre de protection ;

Considérant que l'état chimique des nappes souterraines du Lutétien-Yprésiens du Soissonnais-laonnois, de l'Eocène du bassin versant de l'Ourcq, et de la Craie de Champagne nord est médiocre, alors que la nappe de l'Albien-Néocomien captif est en bon état ;

Considérant la réglementation garantissant le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif en application de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 dans l'objectif de maintenir la conformité des installations et d'informer le public sur les conditions de réhabilitation des équipements vieillissants ;

Considérant la présence sur toutes les communes, sauf Ambrief, Arcis, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chaudun et Le Plessier-Huleu, d'algues de remontée de nappe élevées à très élevée et qu'il conviendra de prévoir des dispositifs d'assainissement adéquats pour que l'efficacité de l'assainissement soit assurée ;

Considérant dès lors que la révision du zonage d'assainissement des vingt communes précitées n'est pas susceptible d'entraîner des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

La procédure de révision des zonages d'assainissement des communes d'Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy, Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouettes, Nampsteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire dans le département de l'Aisne n'est pas soumise à évaluation environnementale stratégique.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles un projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à Lille, le 19 juin 2018

La Présidente
de la mission régionale d'autorité
environnementale
Hauts-de-France



Patricia Corrèze-Lénée

<i>Voies et délais de recours</i>

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.
Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Recours gracieux (formé dans le délai de deux mois) auprès de :
Madame la Présidente de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France
DREAL Hauts-de-France – Service IDDEE
44, rue de Tournai
CS 40259
F 59019 LILLE Cedex

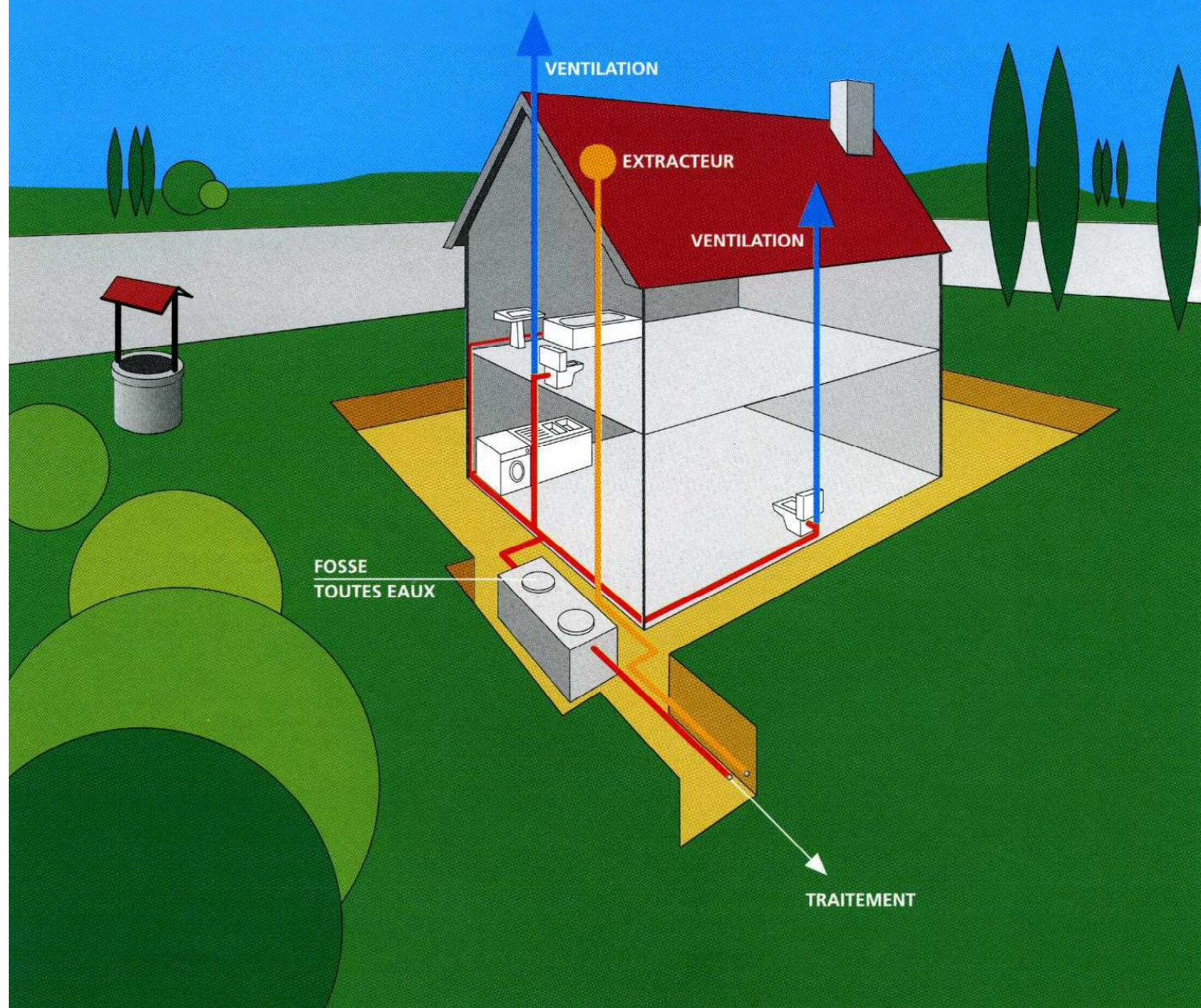
Recours contentieux (formé dans le délai de deux mois) auprès du :
Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
CS 62039
59014 Lille cedex

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE BUZANCY

**Annexe 2 – Fiches descriptives des installations
d'assainissement non collectif**

FOSSE TOUTES EAUX



Une fosse toutes eaux est un appareil destiné à la collecte, à la liquéfaction partielle des matières polluantes contenues dans les eaux usées et à la rétention des matières solides et des déchets flottants.

Elle reçoit l'ensemble des eaux usées domestiques.

La fosse toutes eaux doit débarrasser les effluents bruts de leurs matières solides afin de protéger l'épandage contre un risque de colmatage.

Elle doit également liquéfier ces matières retenues par décantation et flottation.

La hauteur d'eau ne doit pas être inférieure à 1 m.

La fosse toutes eaux génère des gaz qui doivent être évacués par une ventilation efficace.

L'évacuation de ces gaz est assurée par un extracteur placé au-dessus des locaux habités.

Le diamètre de la canalisation d'extraction sera d'au moins 10 cm.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

A défaut de justifications fournies par le constructeur de la fosse toutes eaux, la vidange des boues et des matières flottantes doit être assurée au moins tous les 4 ans.

DIMENSIONNEMENT :

Le volume minimum de la fosse toutes eaux sera de 3 000 l pour les logements comprenant jusqu'à 5 pièces principales.

Il sera augmenté de 1 000 l par pièce supplémentaire.

FOSSE TOUTES EAUX

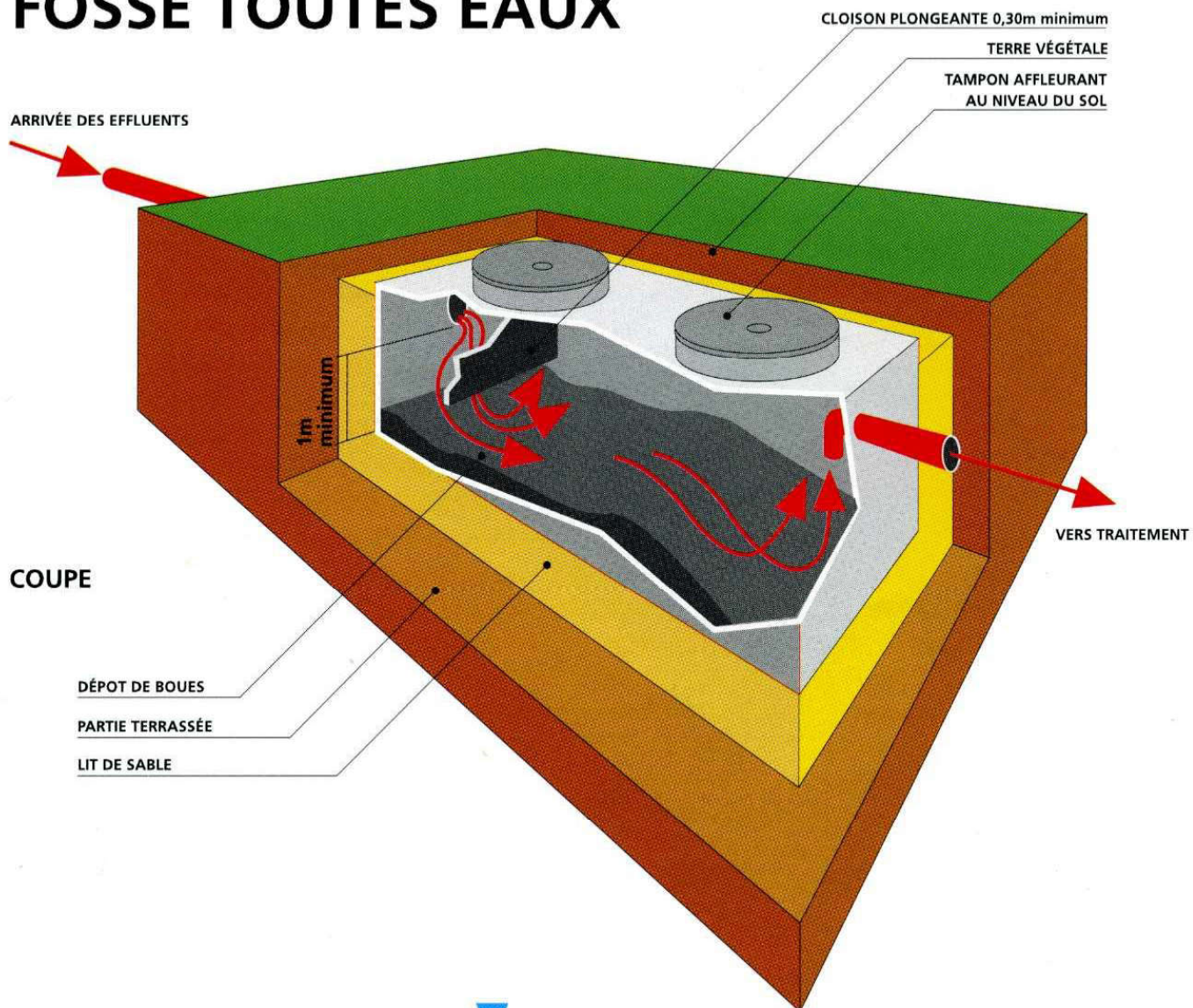
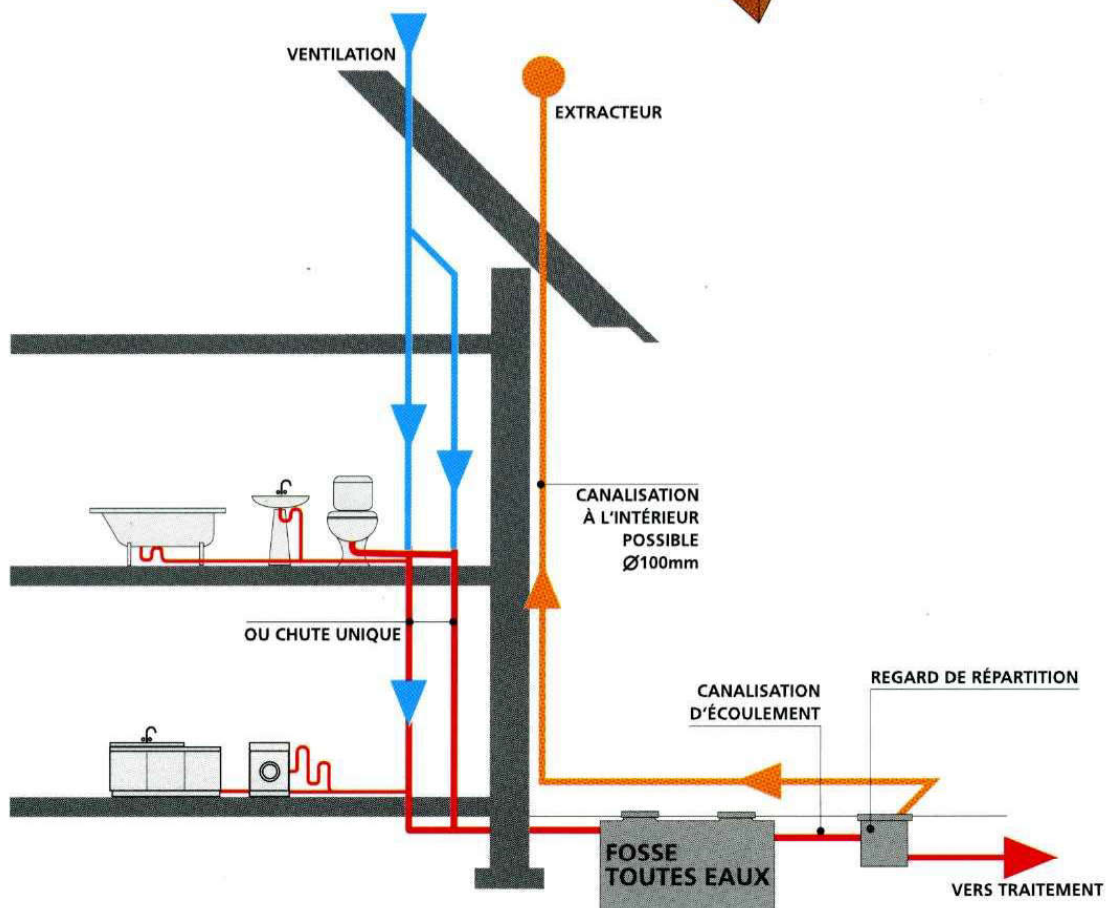
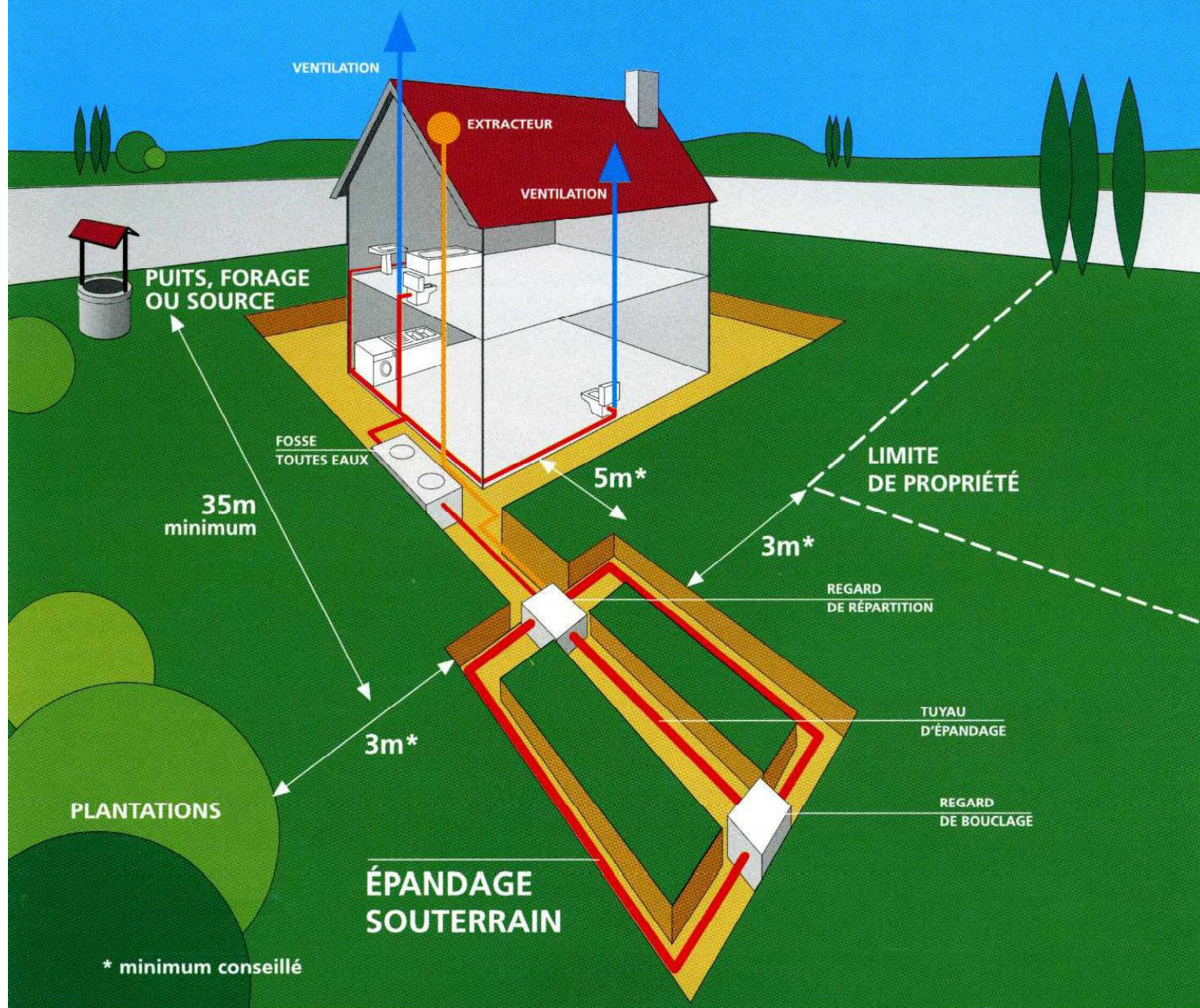


SCHÉMA DE PRINCIPE DE VENTILATION

ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL



Les tranchées d'épandage reçoivent les effluents de la fosse toutes eaux.

Le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme moyen dispersant.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

L'épandage souterrain doit être réalisé par l'intermédiaire de tuyaux placés horizontalement dans un ensemble de tranchées.

Il doit être placé aussi près de la surface du sol que le permet sa protection.

- ◆ **Les tuyaux d'épandage doivent avoir un diamètre au moins égal à 100 mm. Ils doivent être constitués d'éléments rigides en matériaux résistants munis d'orifices dont la plus petite dimension doit être au moins égale à 5 mm.**

- ◆ **La longueur d'une ligne de tuyaux d'épandage ne doit pas excéder 30 m.**

- ◆ **La largeur des tranchées d'épandage dans lesquelles sont établis les tuyaux est de 0,50 m minimum.**

- ◆ **Le fond des tranchées est garni d'une couche de graviers lavés.**

- ◆ **La distance d'axe en axe des tranchées doit être au moins égale à 1,50 m.**

- ◆ **Un feutre imputrescible doit être disposé au-dessus de la couche de graviers.**

- ◆ **Une couche de terre végétale.**

L'épandage souterrain doit être maillé chaque fois que la topographie le permet.

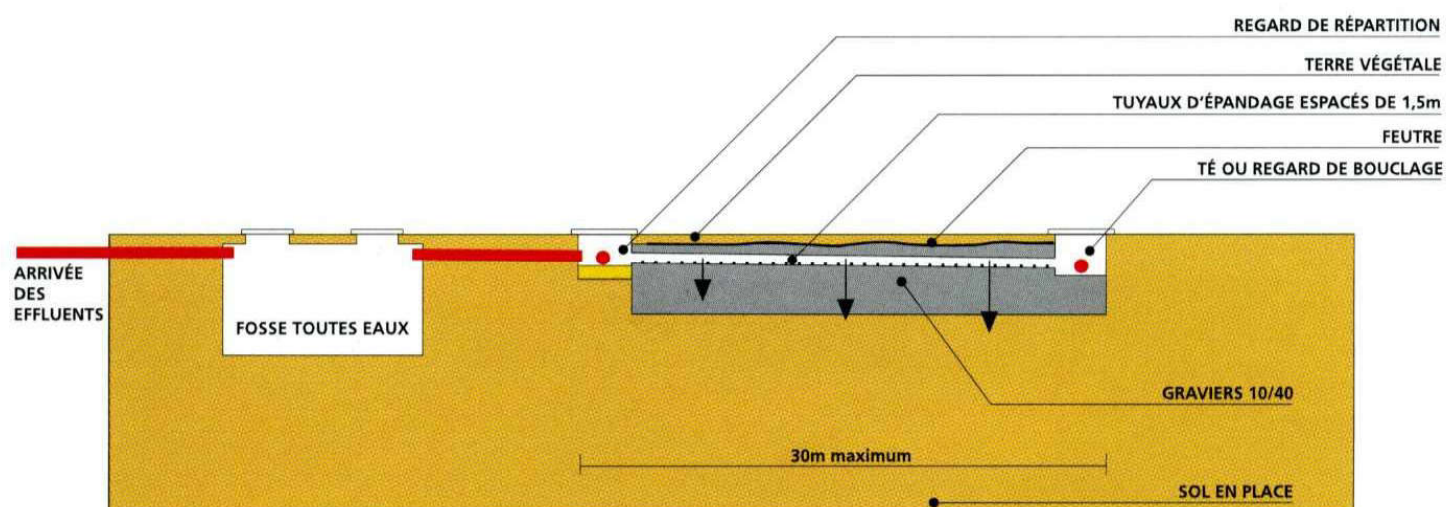
Il doit être alimenté par un dispositif assurant une égale répartition des effluents dans le réseau de distribution.

DIMENSIONNEMENT :

La surface d'épandage (fond des tranchées) est fonction de la taille de l'habitation et de la perméabilité du sol. Elle est définie par l'étude pédologique à la parcelle.

ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL

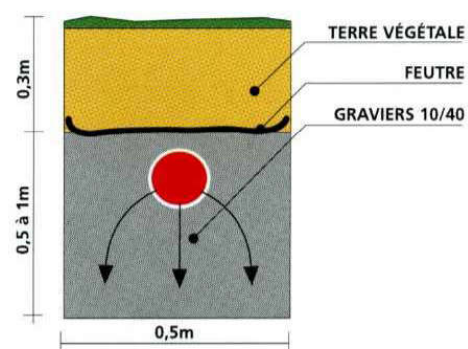


COUPE LONGITUDINALE EN TERRAIN PLAT

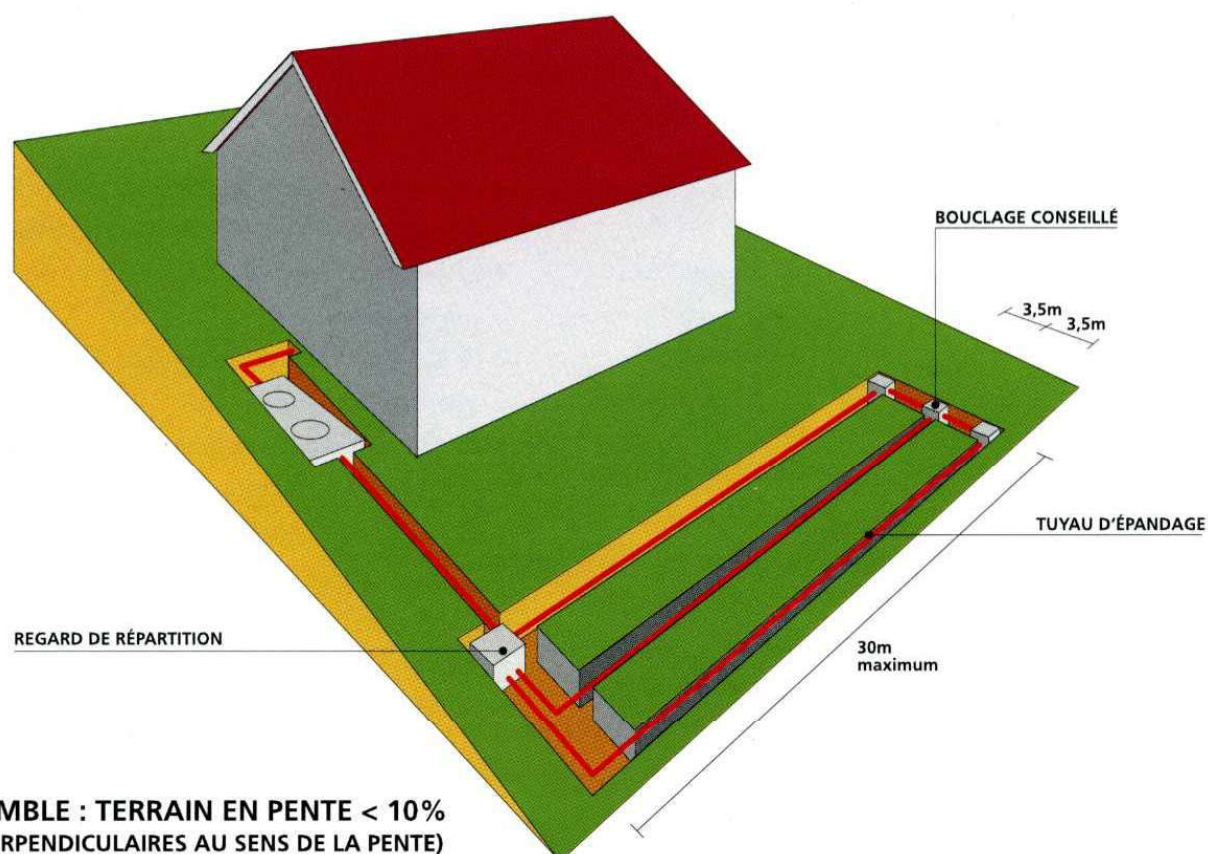


CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm minimum
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



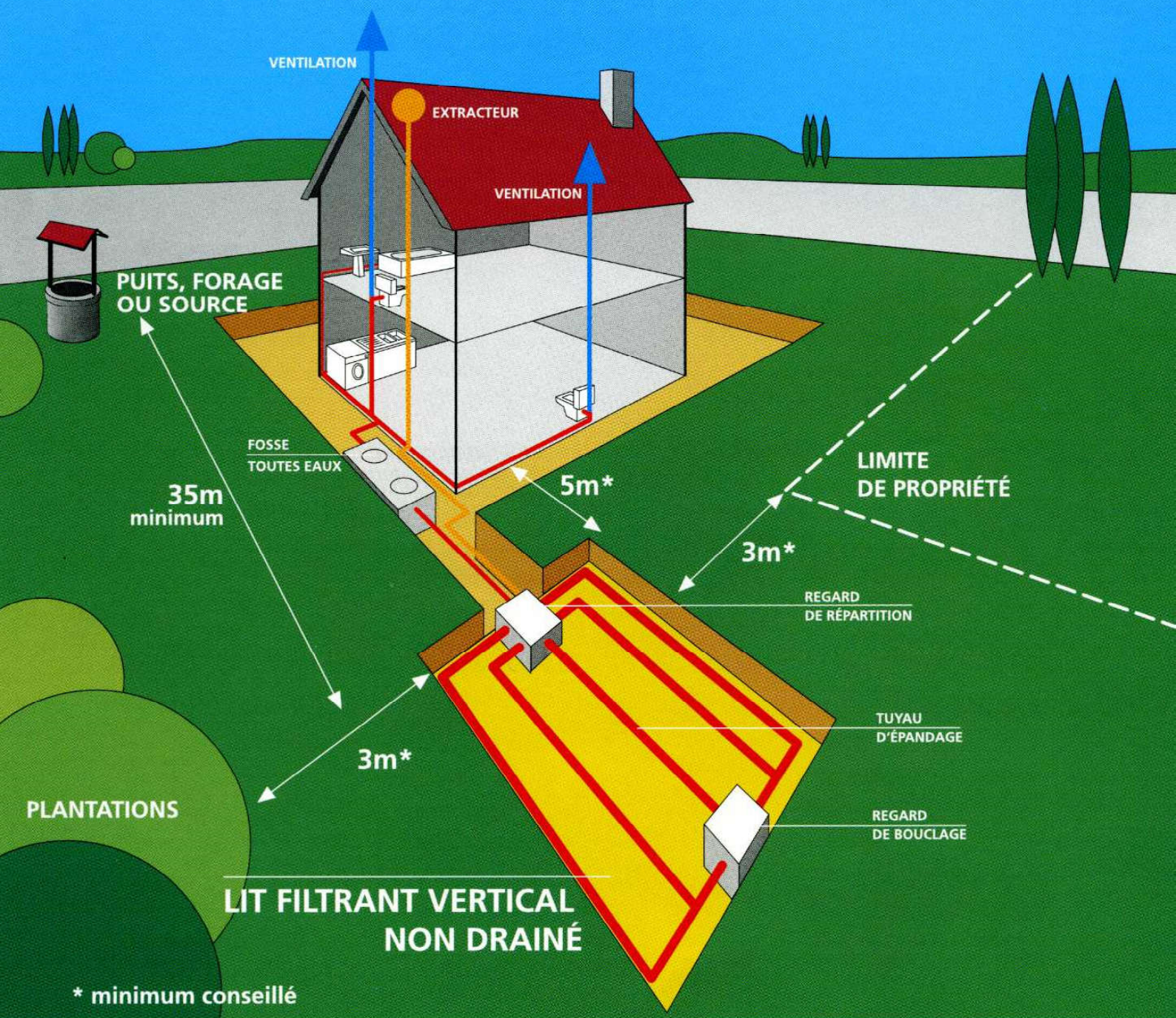
COUPE D'UNE TRANCÉE



VUE D'ENSEMBLE : TERRAIN EN PENTE < 10%
(TRANCÉES PERPENDICULAIRES AU SENS DE LA PENTE)

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ



Dans le cas où le sol présente une perméabilité insuffisante ou à l'inverse, si le sol est trop perméable (craie), un matériau plus adapté (sable siliceux lavé) doit être substitué au sol en place sur une épaisseur minimale de 0,70 m.

La répartition de l'effluent est assurée par des tuyaux munis d'orifices, établis en tranchées dans une couche de graviers.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant vertical non drainé se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1 m minimum sous le niveau

de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

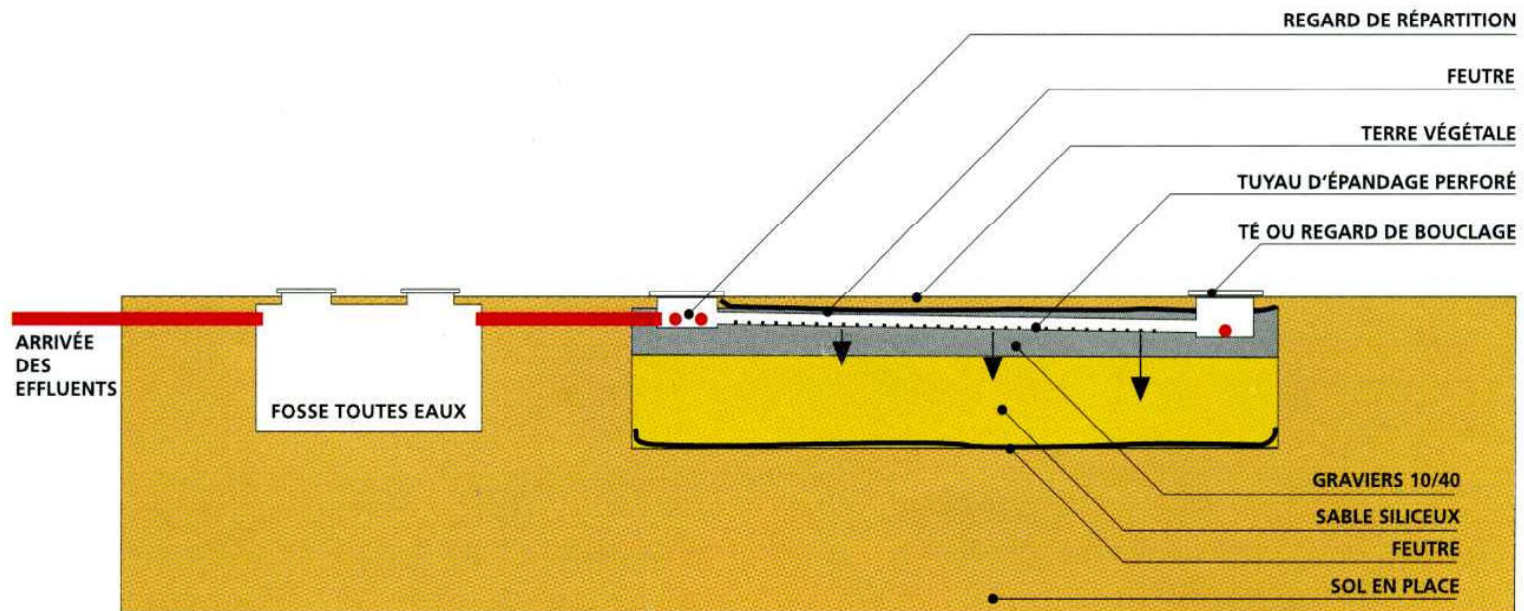
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de sable lavé de 0,70 m minimum d'épaisseur,
- ◆ une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit,
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air qui recouvre l'ensemble,
- ◆ une couche de terre végétale d'une épaisseur de 0,20 m.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant vertical non drainé doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ

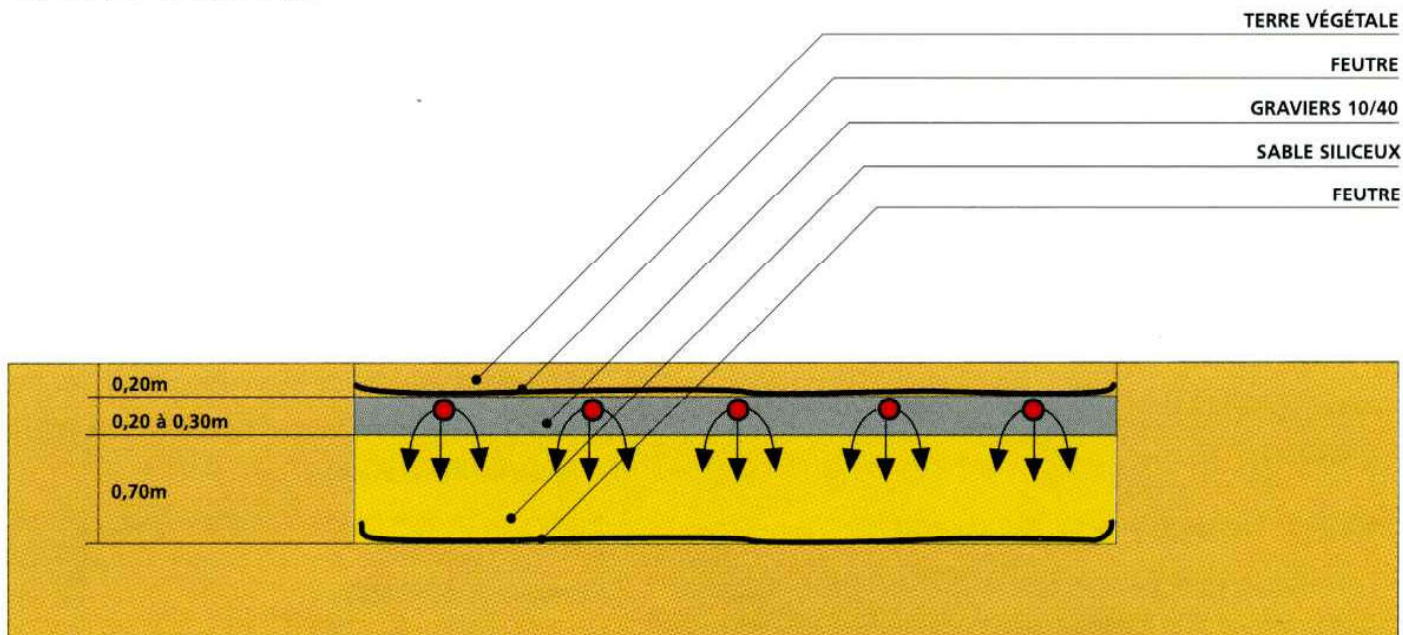


COUPE LONGITUDINALE



CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm minimum
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

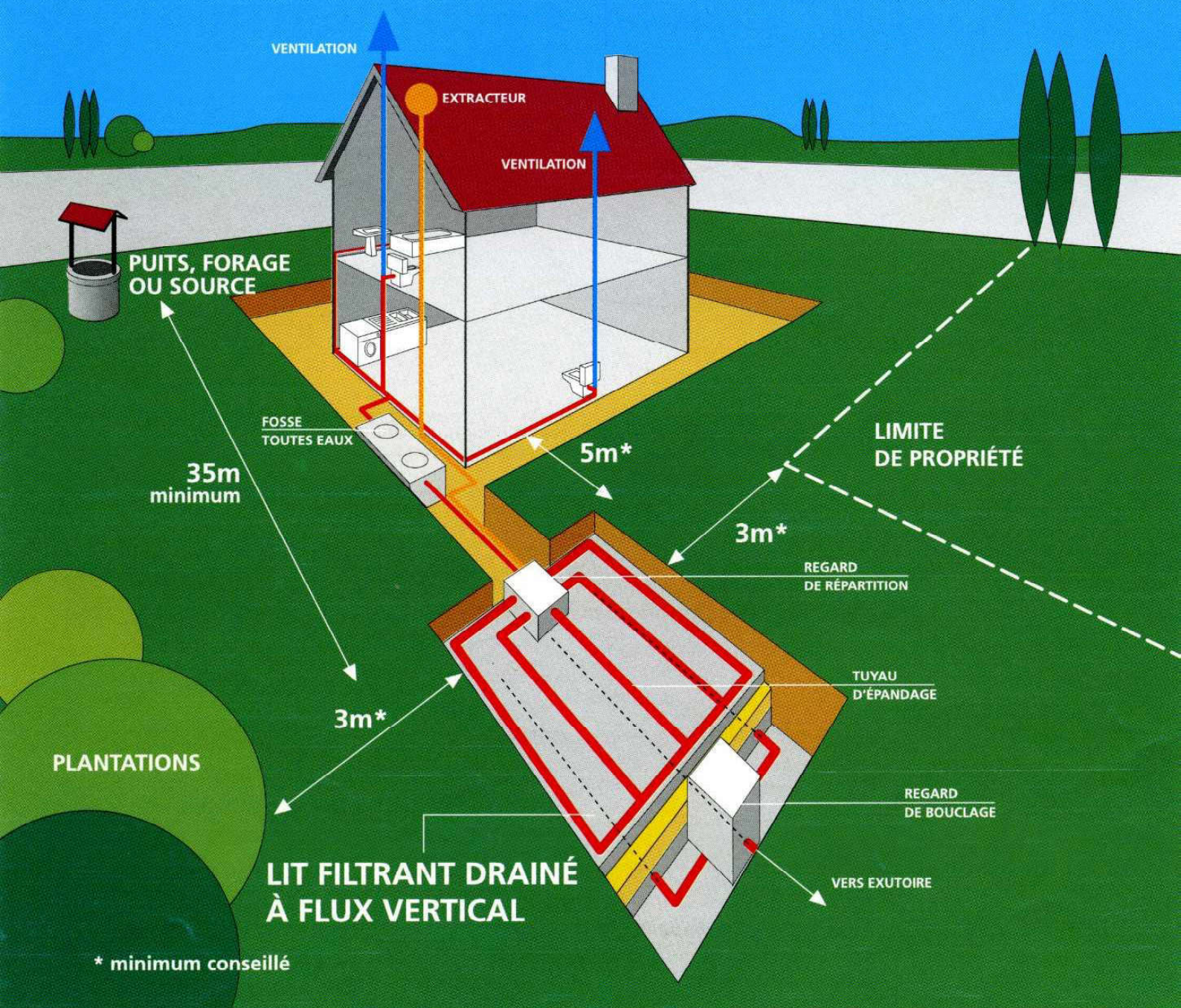
TUYAU D'ÉPANDAGE



COUPE TRANSVERSALE



LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL



Ce dispositif est à prévoir lorsque le sol est inapte à un épandage naturel et lorsqu'il existe un exutoire pouvant recevoir l'effluent traité.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant drainé à flux vertical se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1,00 m sous le niveau de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

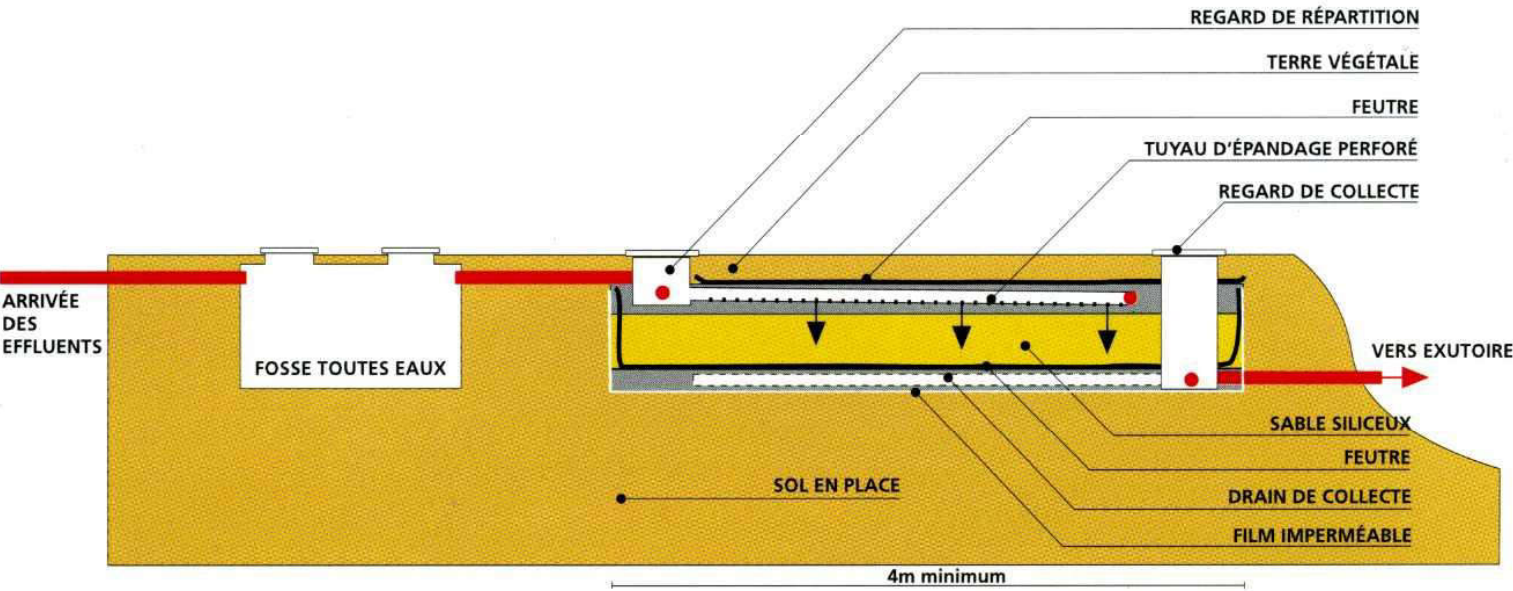
- ◆ un film imperméable,
- ◆ une couche de graviers d'environ 0,10 m d'épaisseur au sein de laquelle des canalisations drainent les effluents traités vers l'exutoire,

- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de sable siliceux lavé de 0,70 m d'épaisseur,
- ◆ une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit filtrant,
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de terre végétale.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant drainé à flux vertical doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL

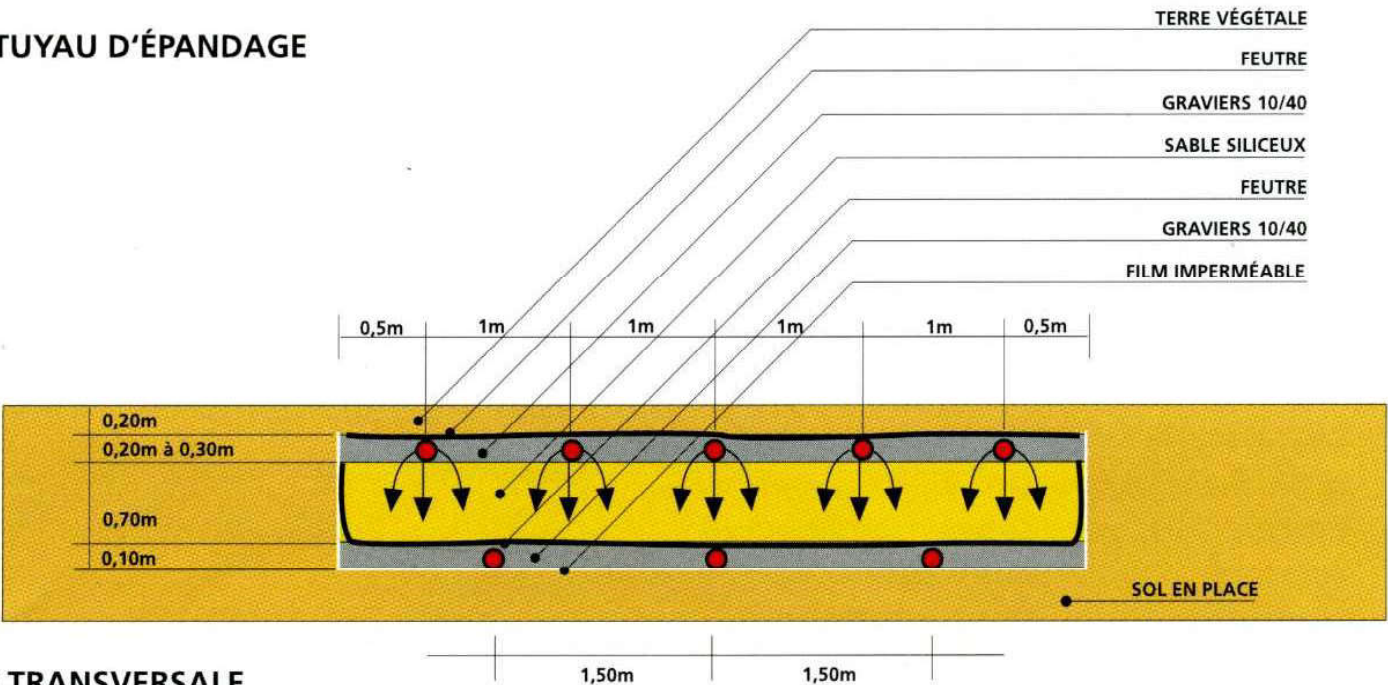


COUPE LONGITUDINALE



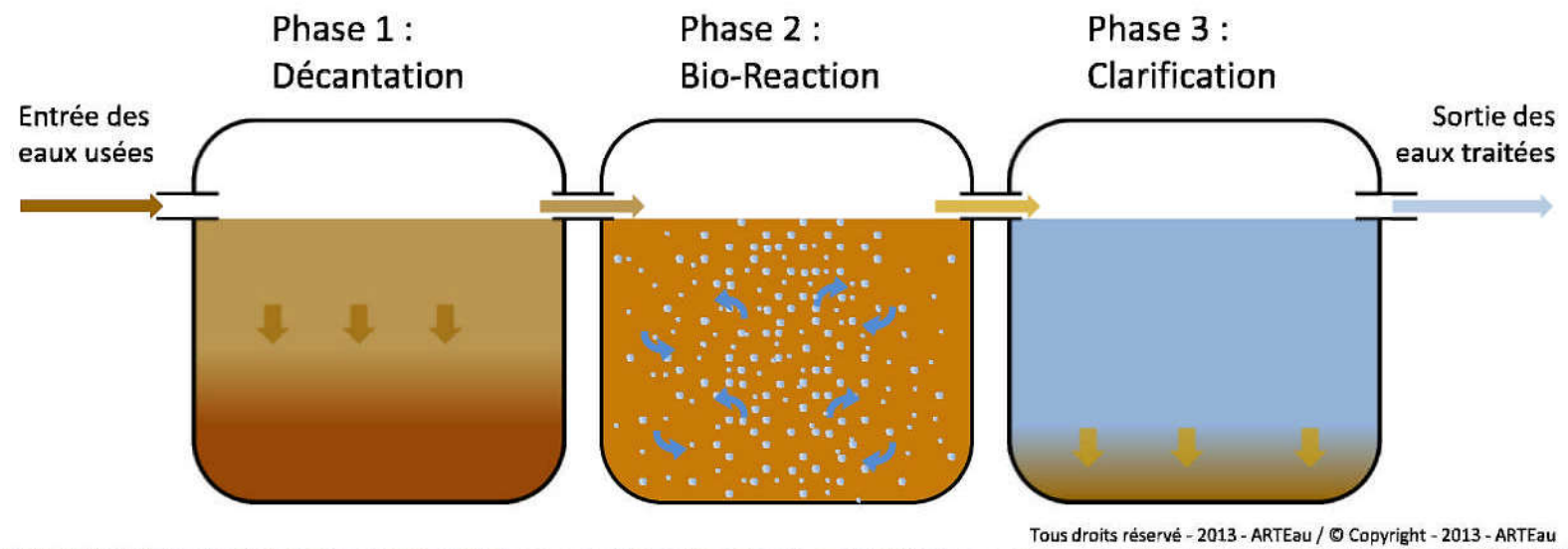
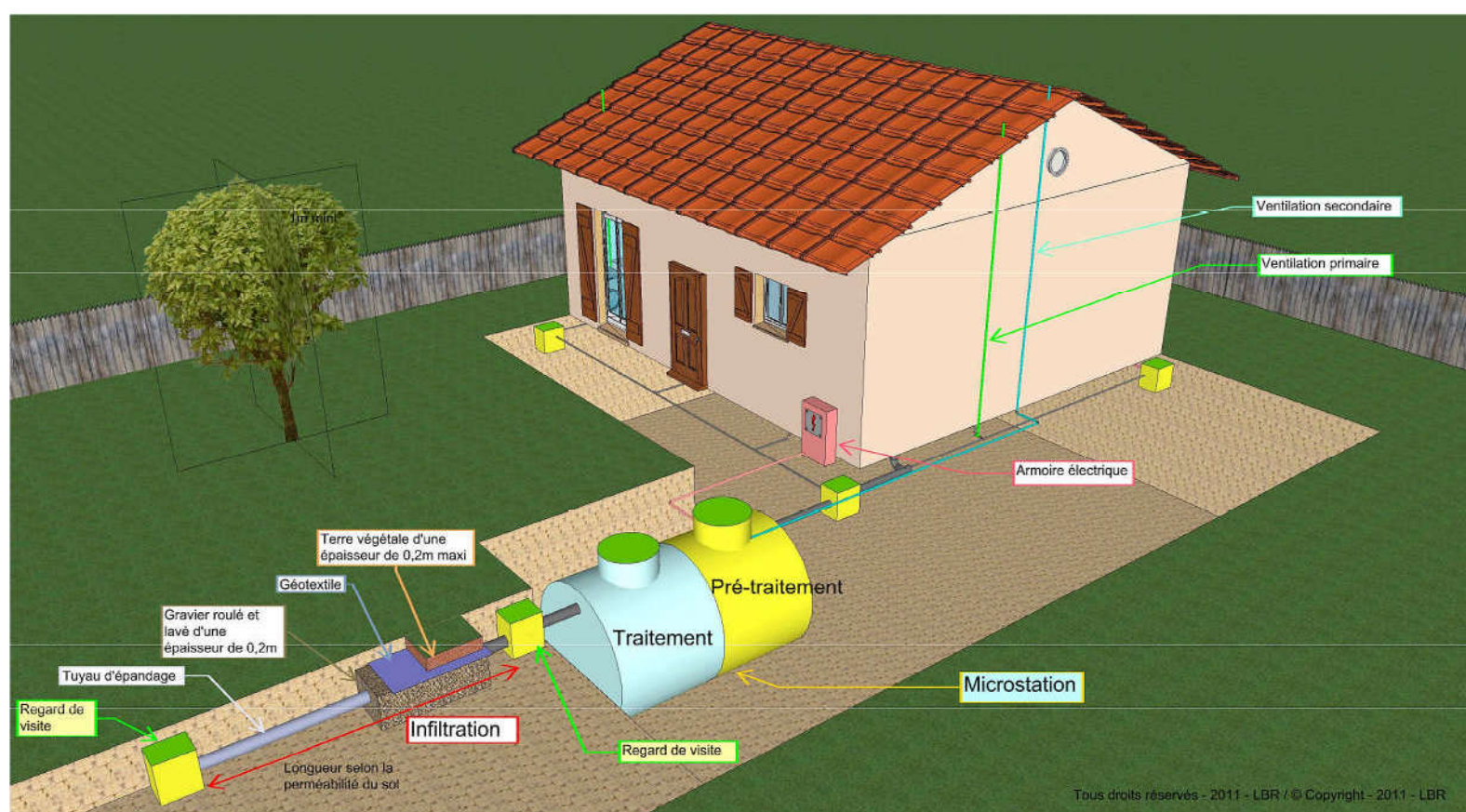
CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm MINIMUM
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



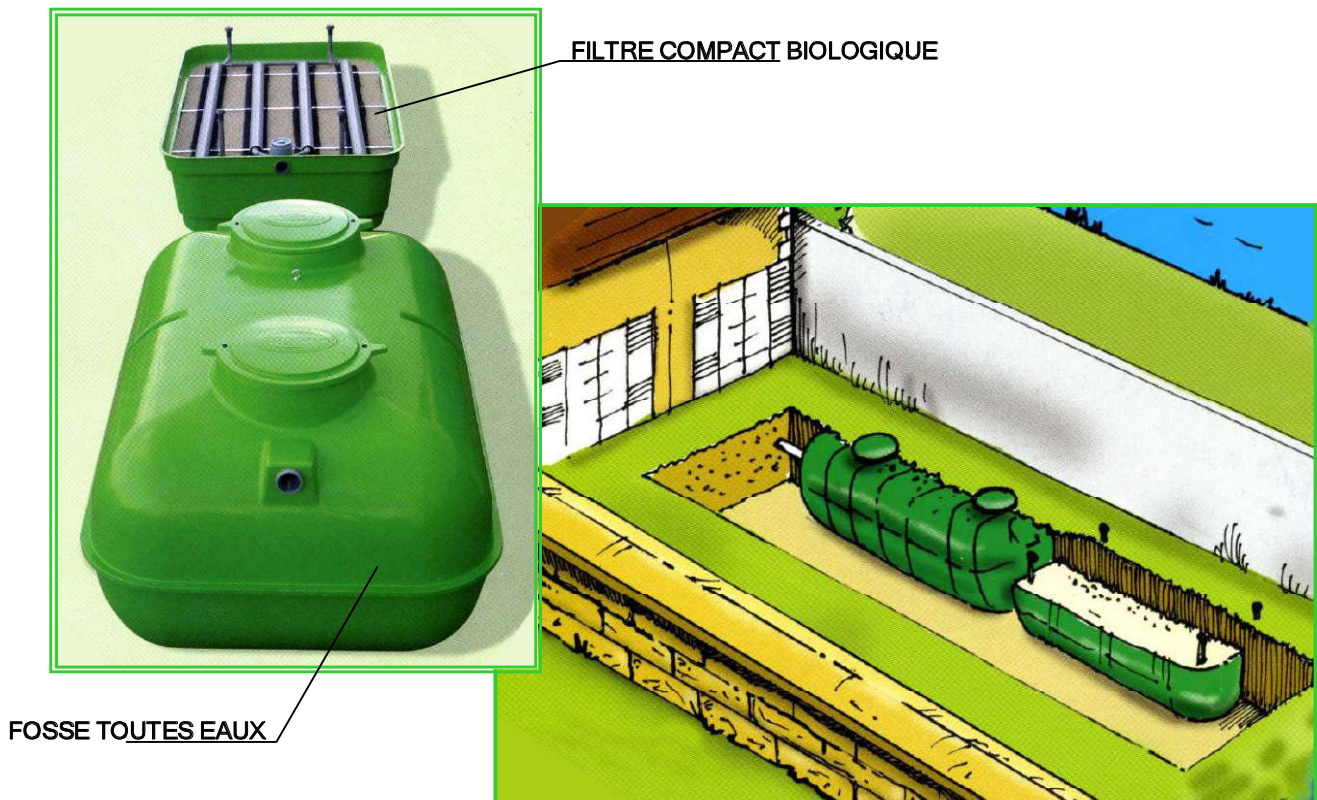
COUPE TRANSVERSALE

La Micro-Station et son fonctionnement



FILTRE A ZEOLITHE (Filtre compact)

La solution aux problèmes de place pour l'assainissement des eaux usées de votre maison



- * Ce système convient aux petits terrains dont le sol est inapte à un épandage naturel.
- * Cette filière d'assainissement compact se compose d'une fosse septique Toutes Eaux et d'un filtre compact biologique. L'emprise au sol ne dépasse pas 15 m²

CARACTERISTIQUES: *Fosse toutes eaux : H = 1.47 m, L = 2.98 m, l = 2 m*
 Filtre Compact : H = 0.86 m, L = 2.98 m, l = 1.87 m

- * Peu d'entretien, les intervalles de vidange pouvant dépasser 10 ans. Pas de bac dégraisseur ou de filtre décolloïdeur à nettoyer. Pas d'électricité ni d'électromécanique à entretenir.
- * Système facile à installer : entièrement préfabriqués, les matériels ne demandent plus sur le site qu'un assemblage, limitant ainsi fortement les travaux dans le jardin de l'habitation et le temps d'installation.
- * *En option* et si la configuration du terrain le permet, cette filière peut être équipée d'un système d'infiltration dans le sol pour l'irrigation d'une pelouse ou de végétaux.

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE BUZANCY

Annexe 3 – Détail des coûts des différentes solutions proposées

Coûts assainissement non collectif - Commune de Buzancy - Solution S1

Coûts d'investissement

Filières	Prix unitaire en € HT	Quantité	TOTAL en € HT
Epandage (E)	7 000,00	13	91 000,00
Lit filtrant vertical non drainé (LFND)	8 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical drainé (LFD)	9 000,00	13	117 000,00
Filière compacte (FC)	9 000,00	5	45 000,00
Filière compacte + plus-value pour contrainte (FCPV)	10 350,00	3	31 050,00
Poste de refoulement individuel pour habitation en contrebas du terrain	2 000,00	12	24 000,00
Lit filtrant vertical drainé avec plus-value (LFDPV)	10 800,00	24	259 200,00
Filière compacte avec 2 plus-values	12 150,00	1	12 150,00
TOTAUX		59	579 400,00

Coûts de fonctionnement annuel

	Nbr	Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)
ANC	59	85,00	5 015,00
PR	12	60,00	720,00
			5 735,00

Coûts assainissement collectif - Commune de Buzancy - Solution S1

Coûts d'investissement

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml		0,00
Conduite suspendue PVC diamètre 200 mm	250,00	ml		0,00
Forage dirigé PEHD 160 ou 200 mm (800 € par chantier + 250 €/ml)	250,00	ml		0,00
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m		0,00
PR EU < 7 logements	8 000,00	U		0,00
PR EU < 50 logements	20 000,00	U		0,00
50 logements <PR EU < 100 logements	30 000,00	U		0,00
100 logements <PR EU < 200 logements	42 000,00	U		0,00
PR EU > 200 logements	50 000,00	U		0,00
Branchement au réseau (BB+canalisation)	1 500,00	U		0,00
STEP Cultures fixées	1 000,00	EH		0,00
			Total	0,00

Coûts de fonctionnement annuel

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
Entretien réseau gravitaire	1,00	ml	0	0,00
Entretien PR	1 000,00	U	0	0,00
Entretien STEP	45,00	EH	0	0,00
			Total	0,00

Commune de Buzancy - Coûts pour la solution S1

Nbr d'habitations concernées	59
Nbr d'habitations en AC	0
Nbr d'habitations en ANC	59
Coût d'investissement (€ HT)	579 400,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 820
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	5 735,00

Coûts assainissement non collectif - Commune de Buzancy - Solution S2

Coûts d'investissement

Filières	Prix unitaire en € HT	Quantité	TOTAL en € HT
Epandage (E)	7 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical non drainé (LFND)	8 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical drainé (LFD)	9 000,00	0	0,00
Filière compacte (FC)	9 000,00	0	0,00
Filière compacte + plus-value pour contrainte (FCPV)	10 350,00	0	0,00
Poste de refoulement individuel pour habitation en contrebas du terrain	2 000,00	0	0,00
Forfait pour travaux de branchement en domaine privé	2 000,00	89	178 000,00
Lit filtrant vertical drainé avec plus-value (LFDPV)	10 800,00	0	0,00
Filière compacte avec 2 plus-values	12 150,00	0	0,00
TOTAUX		0	178 000,00

Coûts de fonctionnement annuel

	Nbr	Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)
ANC	0	85,00	0,00
PR	0	60,00	0,00
			0,00

Coûts assainissement collectif - Commune de Buzancy - Solution S2

Coûts d'investissement

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml	1 800	540 000,00
Conduite suspendue PVC diamètre 200 mm	250,00	ml		0,00
Forage dirigé PEHD 160 ou 200 mm (800 € par chantier + 250 €/ml)	250,00	ml		0,00
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m		0,00
PR EU < 7 logements	8 000,00	U		0,00
PR EU < 50 logements	20 000,00	U		0,00
50 logements < PR EU < 100 logements	30 000,00	U		0,00
100 logements < PR EU < 200 logements	42 000,00	U		0,00
PR EU > 200 logements	50 000,00	U		0,00
Branchement au réseau (BB+canalisation)	1 500,00	U	89	133 500,00
STEP Cultures fixées	1 000,00	EH	190	190 000,00
Total				863 500,00

Coûts de fonctionnement annuel

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
Entretien réseau gravitaire	1,00	ml	1 800	1 800,00
Entretien PR	1 000,00	U	0	0,00
Entretien STEP	45,00	EH	190	8 550,00
Total				10 350,00

Commune de Buzancy - Coûts pour la solution n°2

Nbr d'habitations concernées	89
Nbr d'habitations en AC	89
Nbr d'habitations en ANC	0
Coût d'investissement (€ HT)	1 041 500,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	11 702
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	10 350,00

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE BUZANCY

Annexe 4 – Délibération du Conseil Municipal

Nombre de membres en exercice		
En exercice	Présents	Votants
11	10	11

Date de convocation

06/04/2018

Date d'affichage

06/04/2018

COMMUNE DE BUZANCY

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

L'an deux mille dix-huit, le 9 avril à 19 heures, les membres du conseil municipal se sont réunis dans la salle de la mairie sur la convocation qui leur a été adressée par M. Jean-Claude DOUBLET, Maire,
Présents : DOUBLET Jean- Claude, GUILLEMOT Olivier, BAROCHE Steve, DARCY Valérie, LECOMTE Virginie, LEROY Didier, RICBOURG Claude, SUDOLSKI Marc, WILLAUME Catherine, PONCELET Denis,
Absent représenté : TISON Marc, (pouvoir à WILLAUME Catherine)

M. BAROCHE Steve est élu secrétaire

2018- 09 : Assainissement, choix du mode de zonage

Sur l'exposé du Maire, compte tenu des caractéristiques, des moyens financiers de la commune et des règles appliquées habituellement en matière d'assainissement,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de retenir sur le territoire de la commune le mode d'assainissement non collectif.

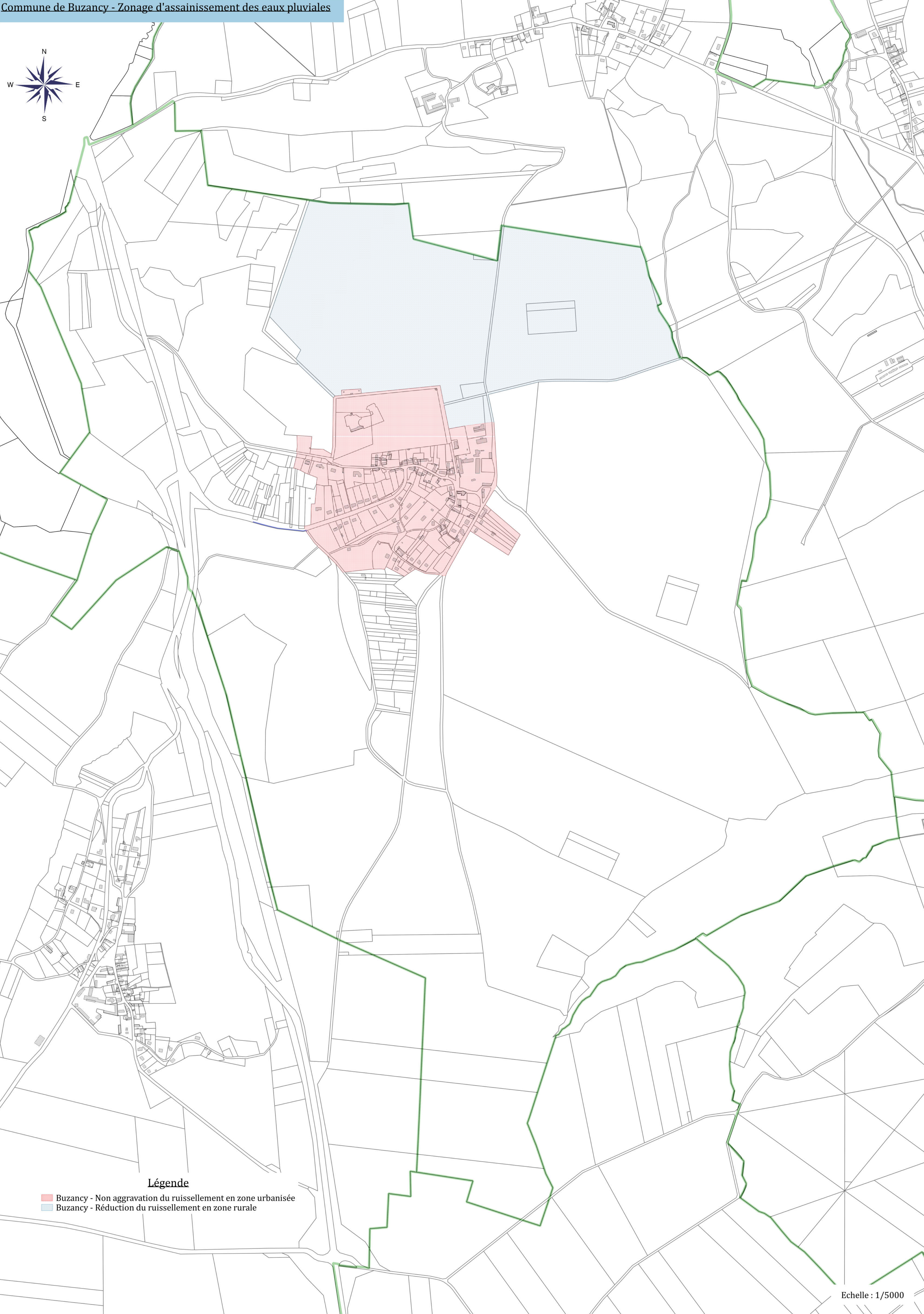
Pour copie certifiée conforme
A BUZANCY, le 25 avril 2018

Le Maire
Jean-Claude DOUBLET



REÇU A LA SOUS-PREFECTURE
DE SOISSONS

25 AVR. 2018



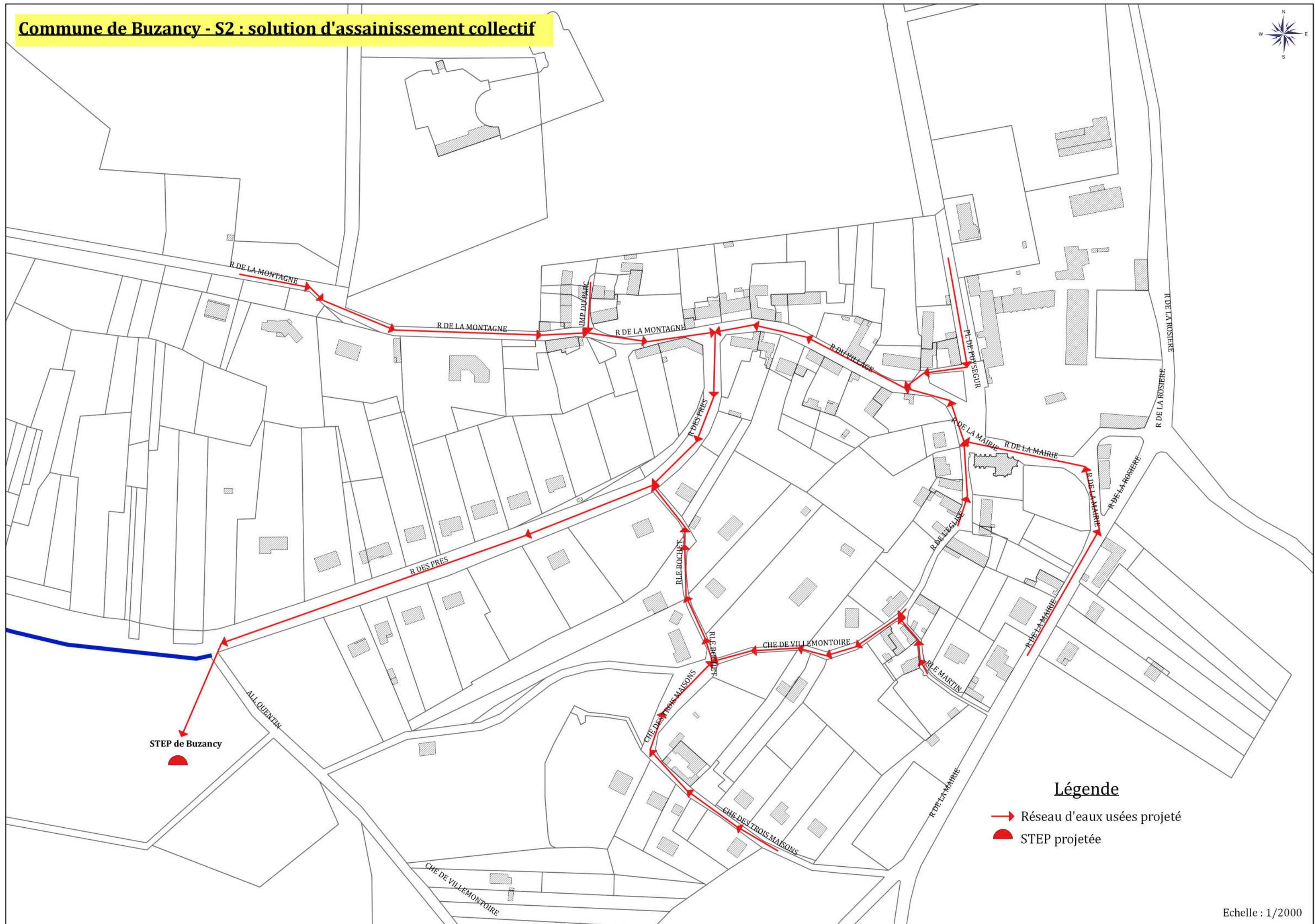
Légende

- Buzancy - Non aggravation du ruissellement en zone urbanisée
- Buzancy - Réduction du ruissellement en zone rurale

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF COMMUNE DE BUZANCY				
FICHE DE SYNTHESE DES VISITES D'INSTALLATION				
Nombre d'installations pour cette commune	79			
Nombre de visites de contrôle effectuées	76			
Refus	0			
Non contrôlés	3			
Dates de réalisation de la filière	avant 1983 : 49		1983 à 1996 : 6 après 1996 : 21	
Type de résidence				
Résidence principale	70	soit	92,11 %	
Résidence secondaire	1	soit	1,32 %	
Inhabité	2	soit	2,63 %	
Autres (mairie, gîte, café,...)	3	soit	3,95 %	
CARACTERISTIQUES DES EQUIPEMENTS				
PRE-TRAITEMENT	106 Dispositifs de prétraitement			
Nombre d'installation avec prétraitement	74	soit	97,37 %	
Dont toutes les eaux sont prétraitées	40	soit	52,63 %	
Dont une partie des eaux sont prétraitées	34	soit	44,74 %	
Nombre d'installation sans pré-traitement	2	soit	2,63 %	
<u>Dispositifs de pré-traitement</u>				
Fosse septique	41	soit	38,68 %	
Fosse toutes eaux	29	soit	27,36 %	
Séparateur à graisse	24	soit	22,64 %	
Microstation	1	soit	0,94 %	
Fosse étanche	3	soit	2,83 %	
Préfiltre	8	soit	7,55 %	
TRAITEMENT	26 Dispositits de traitement			
Nombre d'installation avec traitement	26	soit	34,21 %	
Nombre d'installation sans traitement	50	soit	65,79 %	
<u>Dispositifs de traitement conformes</u>				
Filtre compact	2	soit	7,69 %	
Lit d'épandage	13	soit	50,00 %	
Lit filtrant drainé à flux vertical	1	soit	3,85 %	
Tranchée d'infiltration	8	soit	30,77 %	
Lit filtrant non drainé à flux vertical	1	soit	3,85 %	
Microstation	1	soit	3,85 %	
EVACUATION	118 dispositifs de rejet			
Dans un cours d'eau		soit	0,00 %	
Dans un puisard	52	soit	44,07 %	
Par infiltration	23	soit	19,49 %	
Sur le terrain	4	soit	3,39 %	
Non localisé	12	soit	10,17 %	
Réseau pluvial	17	soit	14,41 %	
Fosse étanche	3	soit	2,54 %	
Voisin	0	soit	0,00 %	
Dans la rue	7	soit	5,93 %	
Drain	0	soit	0,00 %	
Fossé	0	soit	0,00 %	
<u>Eaux usées séparées des eaux pluviales</u>				
OUI	56	soit	73,68 %	
NON	20	soit	26,32 %	

RESULTAT DU CONTRÔLE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (APPLICATION DE L'ARRETE DU 27 AVRIL 2012)			
NIVEAU 3			
Installation Conforme en bon état de Fonctionnement	24	soit	31,58 %
Le dispositif d'assainissement fonctionne correctement et au moment du contrôle aucun risque sanitaire et environnemental n'a été décelé. Cependant, lors du contrôle certaines recommandations ont peut-être été précisées.			
Installation Conforme	0	soit	0,00 %
"La consommation humaine de l'eau du puits privé est cependant interdite"			
Le dispositif d'assainissement est installé à moins de 35m d'un puits privé déclaré et ne peut être déplacé. L'immeuble est desservi par le réseau de distribution d'eau potable.			
Installation Conforme	0	soit	0,00 %
"La consommation humaine de l'eau du puits privé est cependant proscrite"			
Le dispositif d'assainissement est installé à moins de 35m d'un puits privé NON déclaré . L'immeuble est desservi par le réseau de distribution d'eau potable.			
Installation conforme à surveiller	2	soit	2,63 %
Le dispositif d'assainissement est à surveiller et/ou doit faire l'objet d'aménagement. L'installation présente des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs.			
NIVEAU 2			
Installation non-conforme	48	soit	63,16 %
Le dispositif d'assainissement présente certaines anomalies qui conduisent à suggérer de réaliser des travaux (cas des installations hors zones à enjeux sanitaire et environnementaux).			
L'installation est non-conforme si au moins un des point ci-dessous a été identifié :			
Installation significativement sous-dimensionnée			
Dysfonctionnement majeur			
Installation incomplète			
NIVEAU 1			
Installation non-conforme avec risque environnemental avéré (cas des installations en zones à enjeu environnemental).	0	soit	%
Installation non-conforme avec danger pour la santé des personnes (cas des installations en zones à enjeu sanitaire).	0	soit	%
Installation non-conforme avec danger pour la santé des personnes & risque environnemental avéré. (cas des installations en zones à enjeux sanitaire et environnemental).	0	soit	%
Le dispositif d'assainissement présente certaines anomalies qui conduisent à suggérer de réaliser des travaux afin de supprimer le risque sanitaire et / ou environnemental			
L'installation est non-conforme si au moins un des point ci-dessous a été identifié :			
Installation significativement sous-dimensionnée			
Dysfonctionnement majeur			
Installation incomplète			
Défaut de sécurité sanitaire			
Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages			
Puits privé si l'immeuble n'est pas desservi par le réseau de distribution d'eau potable (le dispositif d'assainissement est situé à moins de 35m du puits)			
Installation inexistante ou non vérifiable	2	soit	2,63 %
Non respect de l'article L.1331-1-1 du code de la santé publique. Les travaux sont à réaliser dans les meilleurs délais.			

Commune de Buzancy - S2 : solution d'assainissement collectif



Echelle : 1/2000

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE BUZANCY

Annexe 5 – Compte-rendu de la réunion publique du 6 septembre 2018

Communauté de Communes du Canton d'Oulchy-le-Château

Révision du zonage d'assainissement de 21 communes

-O-O-O-O-O-

Commune de BUZANCY

Phase 3 – Notice pour la mise à enquête publique

Bordereau des pièces

- Mémoire justificatif
- Annexes
 1. Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale concernant l'évaluation environnementale
 2. Les filières de traitement de l'assainissement non collectif
 3. Détail des coûts des solutions proposées
 4. Délibération du conseil municipal
- Plan de zonage des eaux usées
- Plan de zonage des eaux pluviales

SOMMAIRE

I. PREAMBULE.....	4
1.1. Objet du dossier.....	4
1.2. Examen au cas par cas	5
 II. DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT.....	6
2.1. Notice justifiant l'assainissement collectif.....	6
2.1.1. Définition.....	6
2.1.2. Responsabilités et obligations de la collectivité et des particuliers.....	7
2.1.3. Plan de zonage d'assainissement collectif de Buzancy	7
2.1.4. Incidences financières du projet d'assainissement collectif.....	8
2.2. Notice justifiant l'assainissement non collectif	10
2.2.1. Définition.....	10
2.2.2. Responsabilités de la collectivité et des usagers	10
2.2.3. Organisation du SPANC.....	12
2.2.4. Plan de zonage d'assainissement non collectif de Buzancy	13
2.2.5. Incidences financières du projet d'assainissement non collectif	14
 III. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU ZONAGE PROPOSE	15
3.1. Coûts des projets	15
3.1.1. Investissement	15
3.1.2. Fonctionnement.....	15
3.1.3. Coûts des différentes solutions envisagées	15
3.2. Choix de la collectivité	17
3.2.1. Détail des coûts de la solution retenue S1	17
 IV. ZONAGE PLUVIAL	19
4.1. Droits et devoirs de la collectivité et des usagers relatifs à la gestion des eaux pluviales.....	19
4.2. Principes du zonage pluvial	19
4.2.1. Principes généraux.....	19
4.2.2. Zones d'urbanisation existante.....	21
4.2.3. Zones à urbaniser	22
4.2.4. Zones naturelles et agricoles (bassins versants ruraux).....	23
4.3. Etat de l'assainissement pluvial à BUZANCY	24
4.4. Zonage pluvial à BUZANCY	25

GLOSSAIRE

AC : Assainissement Collectif

Ae : Autorité environnementale

AEP : Adduction d'Eau Potable

ANC : Assainissement Non Collectif

C.C.C.O.C. : Communauté de Communes du Canton d'Oulchy le Château

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

EH : Equivalent-Habitant

EP : Eaux Pluviales

EU : Eaux Usées

HT : Hors Taxe

MRAe : Mission Régionale d'Autorité environnementale

PEHD : Polyéthylène Haute Densité

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PPRI : Plan de Prévention du Risque d'Inondation

PR : Poste de Refoulement/Relèvement

PVC : Polychlorure de Vinyle

SPANC. : Service Public d'Assainissement Non Collectif

STEP : Station d'épuration, station de dépollution

I. PREAMBULE

Le zonage d'assainissement répond au souci de préservation de l'environnement. Il doit permettre également de s'assurer de la mise en place des modes d'assainissement les mieux adaptés à la configuration locale et au milieu naturel. Ce zonage va permettre à la commune de disposer d'un schéma global de gestion des eaux usées et pluviales sur son territoire. Il constituera aussi un outil pour la gestion de l'urbanisme.

D'autre part, le zonage va permettre d'orienter le particulier pour la mise en place d'assainissement conforme à la réglementation, tant dans le cas de constructions nouvelles que dans le cas de restaurations.

1.1. Objet du dossier

L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, modifié par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, a attribué de nouvelles obligations aux communes et à leur groupement. Conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- ✓ les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- ✓ les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- ✓ les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- ✓ les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

L'article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales fait référence aux articles R123-1 à R123-27 du Code de l'Environnement pour la conduite de l'enquête publique à laquelle est soumis le zonage.

Les objectifs du dossier d'enquête publique consistent en l'information du public et au recueil des observations de celui-ci sur les règles techniques et financières qu'il est proposé d'appliquer en matière d'assainissement sur le territoire concerné.

1.2. Examen au cas par cas

Les procédures d'élaboration, de révision et de modification des quatre zones mentionnées précédemment (article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales), doivent faire l'objet d'une procédure d'examen au cas par cas préalable à une évaluation environnementale conformément à l'article R.122-17 du Code de l'Environnement.

Selon les dispositions de l'article R.122-18-I du Code de l'Environnement, la personne publique responsable doit saisir l'Autorité environnementale (Ae) qui se prononce, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour cette personne publique de réaliser une évaluation environnementale.

L'Ae dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande pour notifier sa décision, qui prend la forme d'un arrêté préfectoral. Aux termes des articles R122-17 et R 122-18 susvisés, l'Ae compétente pour les zonages d'assainissement est la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable; la DREAL (dont les agents sont placés, pour ces activités, sous l'autorité fonctionnelle du Président de la MRAe), instruit pour son compte les demandes d'examen au cas par cas.

Pour la région Hauts-de-France, les modalités de fonctionnement de la MRAe ont fait l'objet d'une convention entre le Président de la MRAe et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), et d'une décision portant délégation conformément à l'article 17 du décret n° 20 15-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable.

La décision de la MRAe de ne pas soumettre Buzancy à une évaluation environnementale est jointe en annexe 1 de ce document.

II. DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT

Assainissement non collectif

La totalité des bâtiments rejetant des eaux usées est en assainissement non collectif.

Depuis 2012, la C.C.C.O.C. effectue dans le cadre du SPANC des contrôles sur les dispositifs d'assainissement non collectif existants. Les caractéristiques des installations figurent dans le tableau ci-contre (synthèse de 2017). La majorité d'entre elles est équipée de fosses septiques (38,68 %) en prétraitement, de lits d'épandage (50,00 %) en traitement et de rejets au puisard (44,07 %).

Assainissement collectif.

Actuellement, le bourg ne dispose pas de réseau de collecte des eaux usées.

Les habitations à desservir sont au nombre de 89.

2.1. Notice justifiant l'assainissement collectif

2.1.1. Définition

L'assainissement collectif a pour objet la collecte, le transport et le traitement des eaux usées vers une station d'épuration. Le réseau de collecte peut être de deux types :

- réseau séparatif : les eaux pluviales (toitures, chaussées...) et usées (domestiques, industrielles...) sont collectées séparément et acheminées par un double réseau au milieu naturel pour les eaux pluviales et à la station d'épuration pour les eaux usées ;
- réseau unitaire : les eaux pluviales et usées sont collectées par un réseau unique et dirigées vers la station d'épuration ; pendant les périodes pluvieuses le trop plein peut être rejeté dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de bassins d'orage.

Le niveau de traitement de la station d'épuration dépend des contraintes environnementales du site, et doit permettre de respecter les objectifs de qualité assignés au milieu naturel récepteur des eaux épurées. L'assainissement collectif convient particulièrement bien pour des zones d'habitats regroupés, de densité moyenne ou forte.

2.1.2. Responsabilités et obligations de la collectivité et des particuliers

Le présent chapitre a pour but de préciser les principales attributions de chacune des parties (collectivités et particuliers) en matière d'assainissement collectif. L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment les stations d'épuration des eaux usées et l'élimination des boues qu'elles produisent. En contrepartie, la présence d'un réseau réalisé en domaine public contraint l'usager à s'y raccorder et à payer la redevance correspondante aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

L'article L1331-1 du Code de la Santé Publique précise :

- qu'à partir du moment où un système d'assainissement collectif est réalisé, les particuliers disposent de 2 ans pour s'y raccorder (un délai jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé par dérogation pour un immeuble antérieur au réseau collectif et équipé d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme) ;
- qu'en attendant la réalisation de l'assainissement collectif, les habitations doivent être dotées d'un assainissement non collectif conforme et en état de fonctionnement.

Peuvent être exonérés de l'obligation de raccordement, par arrêté approuvé par le représentant de l'Etat dans le département :

- les immeubles abandonnés ou les immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés ;
- les immeubles difficilement raccordables, dès lors qu'ils sont équipés d'une installation d'assainissement autonome conforme (arrêté du 19 juillet 1960 modifié relatif au raccordement des immeubles aux égouts).

Un règlement intercommunal d'assainissement collectif peut définir les droits et obligations de la collectivité et de l'usager.

2.1.3. Plan de zonage d'assainissement collectif de Buzancy

En l'absence de réseau collectif, l'assainissement doit provisoirement être assuré par un système d'assainissement non collectif aux normes conçu pour être raccordé ultérieurement au réseau public.

Dans ce cas, un délai dérogatoire jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé pour le raccordement au réseau posé postérieurement à la construction de l'immeuble. En cas de création d'un assainissement collectif sur la commune, les habitations desservies sont tenues de se raccorder au réseau collectif dès lors qu'il existe, et au plus tard dans les 2 ans suivant sa mise en service.

Certains immeubles peuvent être exonérés de cette obligation de raccordement par la C.C.C.O.C. au vu des contraintes techniques et financières et à condition que les habitations non raccordées soient dotées d'une installation d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement.

La totalité des habitations de la commune peut être desservie par un réseau d'eaux usées. En effet, aucune habitation n'est éloignée du centre bourg ou isolée et Buzancy ne possède pas de hameaux.

2.1.4. Incidences financières du projet d'assainissement collectif

Buzancy est concernée par des projets d'assainissement collectif mis en œuvre par la C.C.C.O.C. Les usagers de la commune participent aux coûts d'investissement et d'exploitation par le versement de :

- ✓ la redevance d'assainissement collectif: le montant de la redevance d'assainissement tient compte d'une part fixe et d'une part variable dont le montant est voté chaque année;
- ✓ la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées domestiques. Conformément à l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées sont astreints à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif. Celle-ci s'élève au maximum à 80% du coût de fourniture et de pose d'un assainissement non collectif. Les modalités techniques et financières de cette participation seront déterminées par délibération de la C.C.C.O.C. Elle concerne les producteurs d'eaux usées domestiques. Cette participation se substitue à la participation pour le raccordement à l'égout depuis le 1^{er} juillet 2012.

La participation est exigible à compter de la date de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires ;

- ✓ la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées assimilés domestiques. Les usagers concernés sont ceux définis par l'article R213-48-1 du Code de l'Environnement et de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte. Ils ne sont pas soumis à un arrêté d'autorisation de rejet. Les établissements industriels sont assujettis à la même participation financière si une partie de leurs locaux produit des eaux usées assimilables à une utilisation domestique (bureaux, salle de restauration, WC, etc.). Cette participation financière est exigible à la délivrance de l'autorisation de déversement ordinaire.

Bordereau des prix unitaires pour la mise en place d'un assainissement collectif

Vous trouverez ci-dessous le bordereau des prix appliqués pour la solution d'assainissement collectif :

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml
Plus-value pour encorbellement	1 500,00	U
Passage cours d'eau et ouvrage (fonçage ou microtunnelier)	12 000	U
Plus-Value pour surprofondeur du réseau PVC diamètre 200 mm	60,00	ml
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m
PR EU < 7 logements	8 000,00	U
PR EU < 50 logements	20 000,00	U
50 logements < PR EU < 100 logements	30 000,00	U
100 logements < PR EU < 200 logements	42 000,00	U
PR EU > 200 logements	50 000,00	U
Branchement au réseau (Boîte de Branchement+canalisation)	1 500,00	U
STEP	1 000,00	EH
Branchement en domaine privé	2 000,00	U

2.2. Notice justifiant l'assainissement non collectif

2.2.1. Définition

Conformément à l'article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation, ainsi que des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celles des immeubles d'habitation, est obligatoire dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées pour quelque cause que ce soit (absence de réseau public de collecte ou, lorsque le réseau existe, immeuble dispensé de l'obligation de raccordement).

L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel superficiel ou souterrain, ou leur rejet en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit. Le présent article s'applique même en l'absence de zonage d'assainissement. Le non-respect de cette disposition par le propriétaire d'un immeuble peut donner lieu à des mesures administratives et/ou des sanctions pénales.

Les dispositions relatives à l'assainissement non collectif ne s'appliquent pas aux immeubles abandonnés ni aux immeubles qui en application de la réglementation doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la collectivité et le propriétaire.

2.2.2. Responsabilités de la collectivité et des usagers

L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes ou leur groupement doivent obligatoirement prendre en charge le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif, afin de protéger la salubrité publique. Par contre, le choix ou non d'assurer l'entretien de ces dispositifs reste à l'initiative de la collectivité.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif est financé par une redevance d'assainissement non collectif payée par les usagers qui se compose comme suit :

- la redevance pour le diagnostic initial des installations existantes ;
- la redevance pour le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes (tous les 10 ans au maximum) ;

- la redevance pour le contrôle de fonctionnement à l'occasion de la cession d'un immeuble. Le redevable est le propriétaire vendeur comme l'indique l'article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, ou son mandataire ;
- la redevance pour le contrôle de la conception et la réalisation des installations neuves. Pour toutes les installations neuves, le service d'assainissement non collectif instruit les dossiers de demande d'installation et suit l'exécution des travaux par des interventions sur le terrain. Le redevable est le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter, qui présente au SPANC le projet. Elle est exigible après l'exécution des prestations ;
- la redevance de contre-visite : il s'agit de l'examen préalable de la conception suivi de la vérification de l'exécution des travaux obligatoires prescrits par le SPANC à la suite d'un contrôle périodique. Le redevable de la redevance de contre-visite est le propriétaire de l'immeuble, ou le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif.

Outre les redevances ci-dessus, le SPANC peut aussi percevoir :

- s'il est mandaté par l'usager pour la réalisation ou la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, le remboursement du coût des travaux, déterminé selon les modalités fixées par une convention conclue entre le propriétaire et le SPANC, en tenant compte des subventions éventuellement perçues pour ces travaux ;
- la part destinée à couvrir un déplacement inutile du fait de l'absence du propriétaire ou de son mandataire alors même qu'un rendez-vous avait été formalisé selon les dispositions réglementaires. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble ;
- le remboursement des frais de prélèvement et d'analyses sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel lorsque l'analyse révèle un rejet non conforme à la réglementation. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble.

2.2.3. Organisation du SPANC

Le SPANC est un service à caractère industriel et commercial organisé en régie. Les usagers sont soumis à une redevance d'assainissement. Celle-ci est un montant forfaitaire dû après service rendu et finance en totalité le service.

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire et vidangées régulièrement par des personnes agréées par le préfet, de manière à maintenir :

- leur bon fonctionnement et leur bon état ;
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux ;
- l'accumulation normale des boues.

Notamment, la périodicité de vidange d'une fosse septique doit être adaptée à la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Concernant les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange.

Le propriétaire, ou le cas échéant le locataire, qui ne connaît pas la réglementation applicable à l'entretien et à la vidange de son installation d'assainissement non collectif, ou qui ne possède plus la notice du fabricant ou le guide d'utilisation obligatoire dans le cas d'une installation agréée par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, doit contacter le SPANC pour bénéficier du maximum d'informations disponibles et commercialement fiables.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, choisit librement l'entreprise ou l'organisme agréé par le préfet qui effectuera la vidange des ouvrages. Il est rappelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires.

2.2.4. Plan de zonage d'assainissement non collectif de Buzancy

Les dispositions en matière d'assainissement non collectif s'appliquent en l'absence de collecteur public au droit de propriété. Buzancy ne possède aucun réseau de collecte des eaux usées, la totalité de la commune est en assainissement non collectif.

De plus, 30 habitations ne seraient pas à réhabiliter car elles ont été contrôlées conformes par le SPANC.

Les habitations non desservies par un réseau de collecte font l'objet d'une étude prenant en compte les critères suivants :

1 – la structure de l'habitat, à savoir :

- l'isolement ou le regroupement des bâtiments,
- la distance à un exutoire existant,
- la taille de la parcelle, son aménagement et son accessibilité,
- la situation de chaque immeuble sur la parcelle et le dénivelé entre l'immeuble et le terrain recevant l'ANC,
- les projets de développement de l'habitat.

La structure de l'habitat définit la localisation du traitement, à la parcelle privée ou sur le domaine public dans le cas de système de traitement autonome regroupé.

2 - les contraintes du milieu naturel, à savoir :

- la nature et la perméabilité des sols,
- la profondeur de la nappe,
- la géologie,
- la pente du terrain,
- l'existence de contraintes spécifiques (périmètre de protection de captage d'eau potable, zone naturelle à protéger, zone inondable),
- la disponibilité foncière.

Les contraintes du milieu imposent des techniques de traitement.

3 - contraintes relevées sur Buzancy

Le tableau ci-après reprend l'ensemble des contraintes parcellaires à Buzancy ainsi que la solution à apporter pour y remédier.

Contraintes de l'habitat pour la mise en place de l'ANC à Buzancy		
Dénomination	Solution	Nombre
Contraintes de surface (CS)	Filière compacte (zéolithe, micro-station, coco...)	9
Contraintes topographiques (CT)	Poste de relevage	18
Contraintes d'habitats en bande, contraintes d'accès (CA)	Filière compacte (zéolithe, micro-station, coco...) et plus-value	5
Contraintes de captage (CC)	Filière drainée ou compacte, rejet si possible en milieu superficiel	Pas de captage
Contraintes du PPRI (CI)	Tertre ou filière compacte	Pas de PPRI
Contraintes d'exutoire (CE)	Plus-value pour puits d'infiltration	40

Les contraintes technico-économiques de raccordement orientent le choix vers l'assainissement collectif ou non collectif.

2.2.5. Incidences financières du projet d'assainissement non collectif

En ce qui concerne le SPANC de la Communauté de Commune du Canton d'Oulchy le Château, les tarifs 2017 pour les redevances d'assainissement non collectif sont les suivants :

1) Installation existante

- ❖ Redevance annuelle : 17,22 € HT/an

2) Cas particuliers

- ❖ Redevance pour le contrôle lors de la conception : 105,30 € HT
- ❖ Redevance pour le contrôle de bonne exécution : 157,94 € HT
- ❖ Coût d'un contrôle dans le cadre d'une vente : 157,94 € HT.

La mise aux normes des installations d'assainissement non collectif est à la charge exclusive du propriétaire. Un prix indicatif par filière pour un équipement standard est indiqué ci-après :

- Epondage souterrain : 7 000 €HT,
- Lit filtrant vertical drainé : 9 000 €HT,
- Lit filtrant vertical non drainé : 8 000 €HT,
- Filière compacte traditionnelle (type zéolite) : 9 000 €HT,
- Micro-station : 11 000 €HT.

Les fiches des différentes filières d'assainissement non collectif sont consultables en annexe 2 de ce document

III. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU ZONAGE PROPOSE

3.1. Coûts des projets

3.1.1. Investissement

Les coûts d'investissement présentés ci-après prennent en compte la remise en état de la parcelle pour les habitations en assainissement non collectif.

Il s'agit donc d'une estimation maximaliste puisque la réhabilitation des dispositifs existants pourra être dans certains cas inutile ou partielle (réutilisation d'une fosse toutes eaux réglementaire par exemple et mise en place de la filière de traitement uniquement).

3.1.2. Fonctionnement

Pour les réseaux d'assainissement collectif, ces coûts comprennent l'entretien régulier des réseaux gravitaires (curage des canalisations, regards de visite, boîtes de branchement, bouches-avaloirs), ainsi que l'entretien des stations de pompage et de leur consommation électrique.

Pour l'assainissement non collectif, dans le cadre de l'intervention du SPANC en matière de contrôle, les visites seront réalisées tous les dix ans. Les installations dotées d'une pompe de relèvement seront contrôlées sur la même base que les autres installations.

3.1.3. Coûts des différentes solutions envisagées

Les différentes solutions envisagées pour la commune de Buzancy correspondent à :

- ✓ **Solution S1 : assainissement non collectif pour la totalité de la commune.**

Réhabilitation ou mise en place d'un traitement à la parcelle pour les eaux usées de chaque habitation de la commune qui n'a pas été contrôlée conforme par le SPANC et dont la parcelle peut recevoir un assainissement collectif.

- ✓ **Solution S2 : assainissement collectif pour la totalité de la commune**

Mise en place d'un réseau d'eaux usées en PVC Ø 200 mm sur la quasi-totalité des rues de Buzancy afin de desservir 89 habitations. Le réseau d'assainissement mis en place sera strictement gravitaire.

Les eaux usées seront traitées sur une station de dépollution au bout de la rue des Prés. La parcelle pressentie pour ce projet n'appartient pas à la commune.

Il s'agira donc de prévoir un coût d'acquisition foncière pour celle-ci. Ce coût n'est pas pris en compte dans le coût d'investissement de la solution S2 présentée. Des études de faisabilité et d'incidence devront être réalisées si la commune projette de choisir ce scénario.

Les contraintes pouvant exister en domaine privé pour le raccordement à la boîte de branchement en domaine public seront à identifier. Un forfait de 2 000,00 € HT/branchement pour le particulier a donc été pris en compte dans la solution d'assainissement collectif. Il s'agit d'un prix moyen, variable en fonction des contraintes sur la parcelle (distance, accès, pente, aménagement au sol...)

Les tableaux ci-dessous synthétisent les différents coûts pour les 2 solutions proposées :

N° Solution	S1	S2**
Nbr d'habitations concernées	59	89
Nbr d'habitations en AC	0	89
Nbr d'habitations en ANC	59	0
Coût d'investissement (€ HT)	579 400,00	1 041 500,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 820	11 702
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	5 735,00	10 350,00

** Hors coût d'acquisition foncière pour la mise en place de la STEP

N° Solution	S1		S2	
	Domaine privé	Domaine public	Domaine privé	Domaine public
Nbr d'habitations	59	0	89	89
Coût d'investissement (€ HT)	579 400,00	0,00	178 000,00	863 500,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 820	0,00	2 000	9 702
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	5 735,00	0,00	0,00	10 350,00

Le détail des coûts affectés aux différentes solutions est repris dans les tableaux en annexe 3 de ce document.

3.2. Choix de la collectivité

Après délibération de son conseil municipal le **9 avril 2018** dont l'extrait du registre est joint en annexe 4, la commune de Buzancy a décidé de retenir le zonage d'assainissement suivant :

Assainissement non collectif pour l'ensemble de la commune (solution S1)

Le choix du zonage d'assainissement a été réalisé sur la base de l'étude technico-économique des solutions proposées dans le cadre de l'étude de schéma directeur d'assainissement. Il a été motivé par l'important écart financier entre les deux solutions tant en coût d'investissement qu'en coût de fonctionnement.

Sur le plan technique, la solution d'assainissement non collectif S1 se justifie par la non réhabilitation des 7 habitations contrôlées conformes par le SPANC.

3.2.1. Détail des coûts de la solution retenue S1

Assainissement non collectif pour la totalité de la commune à l'exception des 30 habitations contrôlées conformes, soit 59 habitations.

Coût d'investissement de la solution S1

L'assainissement non collectif à la parcelle pour la totalité de la commune nécessite l'implantation de :

- Treize **(13)** filière traditionnelle de type épandage souterrain
91 000,00 € HT
- Treize **(13)** filières traditionnelles de type lit filtrant drainé
117 000,00 € HT
- Cinq **(5)** filières compactes traditionnelles
45 000,00 € HT
- Trois **(3)** filières compactes traditionnelles avec 1 plus-value pour contrainte
31 050,00 € HT
- Douze **(12)** postes de relèvement
24 000,00 € HT
- Vingt-quatre **(24)** lits filtrant verticaux drainés avec 1 plus-value pour contrainte
259 200,00 € HT
- Une **(1)** filière compacte traditionnelle avec 2 plus-values pour contraintes
12 150,00 € HT

Coût total en investissement de la solution S1 : 579 400,00 € HT et 9 820 Euros HT/Habitation en moyenne.

Coût de fonctionnement de la solution S1

Après analyse des prestations effectuées entre 2012 et 2016, le coût de fonctionnement d'un assainissement autonome peut donc être estimé à 85,00 € HT par dispositif et par an (redevance annuelle + coût de vidange lissé sur 4 ans).

A ce coût induit par les redevances diverses, nous pouvons ajouter un coût moyen de la consommation électrique nécessaire au fonctionnement des micro-stations et postes de relevage (contrainte topographique). Nous estimons la consommation électrique de ces équipements à environ 1 kW/jour/station, soit un coût moyen de 60,00 € HT/an pour une micro-station et/ou un poste de relevage.

Le coût de fonctionnement de cette solution S1 est donc de l'ordre de 5 735,00 € HT par an pour l'ensemble des installations non conformes auquel s'ajoutent les redevances lors de la conception et de la bonne exécution la première année. Le coût du contrôle dans le cadre d'une vente n'étant pas inclus.

A noter également, le coût de fonctionnement sera de 2 910 € HT par an pour les 30 habitations contrôlées conformes par le SPANC

IV. ZONAGE PLUVIAL

4.1. Droits et devoirs de la collectivité et des usagers relatifs à la gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales appartiennent en pleine propriété au propriétaire du terrain qui les reçoit (article 641 du Code Civil). Il n'y a donc pas d'obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif dans les secteurs qui en sont équipés (réseau unitaire collectant à la fois les eaux usées et pluviales, ou réseau séparatif collectant les seules eaux pluviales, selon les cas).

Les terrains sont assujettis à recevoir les eaux qui s'écoulent naturellement. Cependant, le propriétaire du terrain supérieur ne peut rien faire qui aggrave cette servitude (article 640 du code Civil).

La commune, ou le cas échéant la collectivité à laquelle elle adhère pour la compétence en matière de gestion des eaux pluviales, a la possibilité de réglementer les rejets sur la voie publique dans le cadre de ses pouvoirs de police en matière de lutte contre les accidents, les inondations et les pollutions (article L2212-2 du code Général des collectivités Territoriales).

Elle peut éventuellement interdire ou limiter les rejets sur la voie publique.

S'il existe un réseau pluvial ou unitaire, les conditions de son utilisation peuvent être fixées par un arrêté municipal ou figurer dans le règlement du service d'assainissement.

4.2. Principes du zonage pluvial

4.2.1. Principes généraux

Le raccordement systématique des eaux pluviales à un réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé d'un projet d'envisager d'abord une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle ou par opération n'est pas satisfaisante, les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans une réseau public.

Ces dispositions s'appliquent aux zones urbanisées ou à urbaniser. Dans le cas où ces dispositions ne peuvent être réalisées, le demandeur est autorisé à rejeter ses eaux pluviales selon les trois (3) niveaux de contraintes ci-après :

- 1 – en zone de non-aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel ;
- 2 – en zone de contrôle du ruissellement : le rejet dans un réseau existant ne peut être autorisé que dans la limite de la capacité de collecte et de transport des ouvrages de la collectivité, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel ;
- 3 – en zone de compensation du ruissellement : le réseau existant n'est pas en capacité d'accueillir de nouveaux rejets. Le demandeur doit envisager une gestion à la parcelle ou par opération de ses eaux pluviales. En cas d'insuffisance d'une gestion à la parcelle ou par opération, le demandeur peut être autorisé à rejeter dans le réseau. Cette autorisation est conditionnée par des travaux pouvant porter sur la collecte et le transport.

En parallèle au zonage, certaines opérations d'aménagement, selon leur importance, peuvent être soumises à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement et notamment de la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du même code :

- rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface de la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (déclaration) ou supérieure ou égale à 20 ha (autorisation).

C'est dans le cadre du dossier réglementaire d'incidence à réaliser que les aménagements spécifiques à prévoir devront être établis. Pour les opérations plus modestes n'entrant pas dans le cadre de ces procédures, c'est à l'aménageur qu'il revient de prendre les mesures nécessaires permettant de satisfaire le règlement du PLU et le présent zonage.

Dans les secteurs ruraux, les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, en particulier par les fossés et cours d'eau existants. Trois niveaux de contraintes sont définis dans ces secteurs:

- 1 – zone sans prescriptions particulières : il s'agit des secteurs où le ruissellement et l'évacuation des eaux pluviales ne présentent pas de problème particulier, compte tenu de la nature du sol, de la topographie et/ou de la présence d'un milieu récepteur à proximité. Les eaux de ruissellement doivent être limitées autant que possible en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables. ;

2 – zone de non-aggravation du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont d'ouvrages hydrauliques, existants ou projetés (bassins de rétention, collecteurs), dont le dimensionnement est suffisant pour permettre la gestion des eaux pluviales sans débordement ni problème d'évacuation, sous réserve de ne pas accroître les flux. Les éléments de paysage existants (fossés, haies, bois, bosquets, vergers, fonds plats...) constituant des freins au ruissellement et/ou favorisant l'infiltration sont à préserver, tandis que les interventions susceptibles d'aggraver le ruissellement doivent donner lieu à des mesures compensatoires, principalement agro-environnementales ;

3 – zone de réduction du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont de zones urbanisées ou à urbaniser équipées de collecteurs déjà saturés ou sensibles à des dysfonctionnements hydrauliques (coulées de boues, inondations), où toute disposition visant à réduire le ruissellement contribue à l'amélioration de la situation et à la réduction des risques. Les dispositions à prendre sont principalement des aménagements d'hydraulique douce (bandes enherbées, haies, fossés...) et des modifications des pratiques agricoles (labours perpendiculaires aux pentes...).

Dans tous les cas (zones urbanisées, à urbaniser, naturelle ou agricole), un prétraitement (débourbeur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

4.2.2. Zones d'urbanisation existante

Les zones agglomérées sont souvent les plus sensibles au ruissellement et aux inondations. En effet, la concentration des eaux de ruissellement par la pose de collecteurs, l'extension de l'urbanisation et l'accroissement de l'imperméabilisation au fil du temps conduisent les réseaux pluviaux et unitaires, souvent anciens, à la limite de leur capacité, voire les rendent insuffisants. Il s'agit de zones où le ruissellement ne doit pas être aggravé.

Les réseaux d'assainissement par temps de pluie sont souvent à l'origine de 2 types majeurs de dysfonctionnement :

- pour des pluies d'occurrence fréquente, dans le cas de réseaux unitaires collectant à la fois les eaux usées et pluviales, rejet d'eaux usées de temps de pluie du fait de l'insuffisance des ouvrages à transiter la totalité des flux vers les ouvrages de traitement (l'occurrence de pluie mensuelle est souvent retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement)
- pour des pluies d'occurrence plus rare (10/20/30/50 ans), débordements et inondations du fait de l'insuffisance hydraulique des ouvrages, avec remontée de l'eau chez les riverains par les branchements sur les réseaux en charge et/ou inondation des voiries lorsque que la ligne d'eau atteint le terrain naturel (l'occurrence de pluie décennale est souvent retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement).

Généralement, pour les constructions et infrastructures existantes, les aménagements possibles pour limiter les débits, le ruissellement et ne pas aggraver les inondations sont :

- la réduction des apports amont par écrêtement (bassins tampons)
- la déconnexion de bassins versants des zones de collecte (mise en séparatif, séparation de réseaux d'eaux pluviales et unitaires...)
- la modification de la répartition des flux d'amont en aval et la dispersion des rejets
- la suppression d'insuffisances locales par remplacement/renforcement d'ouvrages incriminés
- à l'occasion d'opportunités de travaux ou d'aménagements (aménagement des sous-sols, réfection de voirie, secteurs de requalification...), toute possibilité de techniques alternatives, faisant appel soit à l'infiltration, soit au stockage et à l'épandage superficiel :
 - ✓ assainissement à la parcelle : puisards, fossés, noues, tranchées drainantes, citernes, toitures terrasses, lits d'épandage
 - ✓ assainissement par groupe de parcelles : fossés, noues, tranchées pour recueillir et infiltrer les eaux de ruissellement des espaces collectifs, tranchées filtrantes ou drainantes, chaussées poreuses ou sur fondation drainante
 - ✓ assainissement par opération : bassins de retenue, chaussées réservoirs.
- l'installation de clapets anti-retour pour éviter les remontées dans les branchements.

4.2.3. Zones à urbaniser

Pour les mêmes raisons que dans les zones urbanisées (éléments limitants), afin d'éviter des mises en charge des réseaux avec aggravation ou apparition de nouveaux risques de débordement, le rejet des eaux pluviales en infiltration (après tamponnement éventuel en fonction des capacités d'absorption du sol) ou dans un milieu superficiel proche (après tamponnement éventuel en fonction de la capacité d'acceptation du milieu) doit être privilégié chaque fois que possible pour éviter la concentration des flux.

Deux cas de figure se présentent pour la gestion des eaux pluviales :

- zones de compensation du ruissellement : dans les secteurs sensibles où les réseaux déjà saturés ne peuvent pas admettre d'augmentation des débits collectés, afin de ne pas aggraver la situation existante et les risques déjà évoqués, toute possibilité de solutions "alternatives" ou "compensatoires" au ruissellement, déjà énumérées pour les zones urbanisées, doit être envisagée pour collecter et évacuer les eaux pluviales des nouvelles constructions et infrastructures, publiques ou privées, collectives ou individuelles.

Dans ce cas, les solutions locales d'évacuation doivent être privilégiées : recherche d'un exutoire local (ruisseau, fossé, infiltration) sous réserve de vérifier les risques de pollution ou de contamination du milieu récepteur, notamment en fonction des usages de l'eau.

Les techniques alternatives énumérées précédemment doivent être privilégiées pour réduire et/ou différer les rejets d'eaux pluviales (rétention à la parcelle, par opération, avec débit de fuite limité).

- zones de contrôle du ruissellement : quand la capacité des réseaux existants et l'acceptabilité du milieu naturel le permettent, les solutions classiques d'assainissement pluvial par la pose de collecteurs restent envisageables, moyennant le cas échéant des prétraitements et/ou tamponnements. L'aménageur doit néanmoins au préalable vérifier l'acceptabilité des réseaux et avoir reçu l'agrément du gestionnaire des réseaux.

Dans ce cas, l'utilisation des mesures alternatives précédentes ne doit pas être négligée pour éviter une saturation des réseaux à terme.

4.2.4. Zones naturelles et agricoles (bassins versants ruraux)

Sur ces zones, le ruissellement a pour conséquence de concentrer les flux dans le temps (réduction du temps de parcours et augmentation des vitesses d'écoulement) et dans l'espace (convergence en quelques points de rejet à l'aval).

Compte tenu, en outre, du cumul des flux issus de plusieurs bassins versants naturels, des conséquences graves peuvent être à craindre si aucune précaution n'est prise et si la gestion des flux n'est pas concertée :

- * risques d'inondation pour les populations à l'aval des bassins versants, jusqu'au milieu récepteur final
- * risques d'inondation d'ouvrages d'infrastructure importants, et par suite pour la sécurité des usagers
- * risques d'inondation de terrains cultivables
- * érosion des sols et pollution des milieux récepteurs :

Ses effets sont observables le long des lignes d'écoulement principal où le ruissellement emporte les terrains et provoque des affaissements, ainsi qu'à l'aval des bassins versants dans le fond des vallons, où ils se manifestent par l'accumulation de terre, le colmatage d'ouvrages hydrauliques, des apports de boues dans les milieux superficiels. On les observe en particulier aux points d'accumulation des eaux au droit de dépressions naturelles, ou aux ouvrages canalisant les écoulements sous des chemins agricoles ou des chaussées.

L'érosion résulte de la combinaison de plusieurs facteurs :

- pentes importantes de bassins versants agricoles
- composition des terrains superficiels
- pratiques culturelles, et remembrement :
 - ✓ labourages et cultures dans le sens des pentes, concentrant et accélérant les écoulements

- ✓ arrachage de haies forçant l'infiltration et freinant les écoulements
 - ✓ comblement de fossés permettant la rétention et l'infiltration
 - nudité des sols cultivés en période hivernale
 - insuffisance d'obstacles naturels aux écoulements (*bois, talus, haies,...*), en particulier à l'aval des bassins versants
- * mauvaise recharge des aquifères.

Pour ces zones naturelles et agricoles, les aménagements envisageables pour améliorer le fonctionnement du réseau hydraulique superficiel consistent principalement en des mesures agri-environnementales visant à ralentir les écoulements. Il peut s'agir de:

- modification des pratiques culturales
 - labourages et cultures perpendiculairement aux pentes
 - plantation de haies...
- création, recalibrage ou réouverture de fossés comblés
- mise en place de bandes enherbées
- mise à fond plat de terrains favorables à une bonne infiltration
- utilisation de dépressions naturelles et d'obstacles naturels aux écoulements (*bois, talus, haies,...*), par dérivation locale des écoulements
- création de bassins de tamponnement ou d'infiltration...

4.3. Etat de l'assainissement pluvial à BUZANCY

Le réseau pluvial est moyennement développé sur la commune (plan ci-contre). On note une antenne principale dans la partie basse de la rue de la Montagne puis rue des Prés, avec rejet vers un fossé rue des Prés (RD1240). De nouvelles canalisations ont été récemment posées au carrefour de la place de Puységur et des rues du Village, de la Mairie et de l'Eglise ainsi que rue du Village (travaux 2017). Une traversée de chaussée entre la rue de la Mairie (face à l'église) et la rue du Village permet de canaliser localement le ruissellement au fil d'eau. En règle générale, les eaux de toiture sont rejetées au fil d'eau. Certaines voiries sont équipées de caniveaux bordurés (bas de la rue de la Mairie, place de Puységur, rue du Village, localement chemin de Villemontoire), ou de cunettes à fond plat (haut de la rue de la Mairie, rue de la Montagne, bas de la rue de l'Eglise, haut du chemin des 3 Maisons), ou des deux (ruelle Bochet, bas du chemin des 3 Maisons) drainant le ruissellement. D'autres en sont dépourvues (haut de la rue de l'Eglise, chemin de Villemontoire sauf localement, ruelle Martin, rue des Prés, rue de la Rosière).

La mairie indique que lors d'orages importants, les 4 habitations légèrement en contre-bas n°11/13/15/17 rue des Prés sont inondées.

Par ailleurs, les habitations n°12 et 14 rue du Village ont été inondées une fois. Des fossés ont été créés à l'arrière des habitations et en amont de la place de Puységur, respectivement en limites sud et est de la parcelle de l'ancien château.

Des parcelles en fond de talweg sont aussi régulièrement gorgées d'eau par temps de pluie.

BUZANCY a fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle d'inondation :

Type de catastrophe	Début	Fin	Arrêté	Publication JO
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99

Elle n'est pas soumise à la réglementation relative à l'Information Acquéreur Locataire en application des articles L125-5 et R125-23 à 27 du Code de l'Environnement.

4.4. Zonage pluvial à BUZANCY

La zone urbanisée du bourg a été rangée en zone de non-aggravation du ruissellement, pour éviter les risques de saturation des réseaux à terme et l'aggravation des risques déjà observés rues des Prés et du Village.

A défaut de document d'urbanisme fixant des contours précis des zones urbanisées, urbanisables, naturelles et agricoles, la délimitation a été effectuée en fonction de la structure viaire et de celle des réseaux, des pentes, des limites des parcelles bâties ou potentiellement constructibles, et du registre parcellaire graphique agricole de 2016 (RPG).

En amont des zones identifiées comme sensibles aux ruissellements, inondations et coulées de boue, les bassins versants ruraux ont été rangés en zone de réduction du ruissellement.

La délimitation a été effectuée par recoupement des limites parcellaires et des lignes de crête et de talweg définies à partir des courbes de niveau des cartes IGN au 1/25000^{ème}.

Le reste des bassins versants ruraux est rangé en zone sans prescriptions particulières.

Actuellement, compte tenu de rejets dans les réseaux pluviaux de dispositifs d'ANC non conformes, des rejets d'eaux usées sont potentiellement observables aux exutoires de ces réseaux dans le milieu naturel. Cependant, dans le cadre de la solution retenue de réhabilitation des dispositifs d'ANC non conformes, ces rejets potentiels sont amenés à progressivement disparaître.

Par ailleurs, le caractère rural de la commune et l'origine des eaux de ruissellement ne sont pas susceptibles de générer une pollution significative des eaux pluviales.

En conséquence, aucun point sensible quant à la pollution des eaux pluviales n'a été identifié.

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE CHACRISE

**Annexe 1 – Décision de la MRAe concernant
l'évaluation environnementale sur la commune**



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale
d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
sur la révision des zonages d'assainissement
des communes de**

**Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy,
Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy,
Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouttes,
Nampteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise,
Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire (02)**

n°MRAe 2018-2415 ; 2018-2416 ; 2018-2417 ; 2018-2418 ; 2018-2419 ; 2018-2420 ; 2018-2421 ;
2018-2422 ; 2018-2423 ; 2018-2424 ; 2018-2425 ; 2018-2426 ; 2018-2427 ; 2018-2428 ; 2018-2429 ; 2018-
2430 ; 2018-2431 ; 2018-2432 ; 2018-2433 ; 2018-2500

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement Européen et du Conseil concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-4, R122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015, relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 5 mai 2017 et du 16 octobre 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les demandes d'examen au cas par cas, déposées complètes par la communauté de communes du canton d'Oulchy-le-Château le 23 avril 2018, concernant la révision des 20 zonages d'assainissement des communes d'Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy, Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouettes, Nampsteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire, dans le département de l'Aisne ;

Vu les avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France des 25 et 29 mai 2018 ;

Considérant que la révision des zonages d'assainissement de ces vingt communes consiste à classer en assainissement non collectif l'ensemble du territoire de chacune de ces communes ;

Considérant la présence sur la commune d'Arcy du site Natura 2000 n°FR2200399 « coteaux calcaires du Tardenois et du Valois » lequel ne sera pas impacté par les projets de zonage d'assainissement ;

Considérant la présence de zones à dominante humide définies par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine Normandie, lesquelles ne seront pas impactées par les projets de zonage d'assainissement ;

Considérant la présence de périmètres de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine sur les communes de Beugneux, Droisy, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy et l'absence d'habitation au sein de ces périmètres de protection rapproché et éloigné ;

Considérant la présence d'une habitation à l'intérieur du périmètre de protection du captage d'eau potable de la commune d'Arcy, habitation dont les effluents épurés seront rejetés en dehors du périmètre de protection ;

Considérant que l'état chimique des nappes souterraines du Lutétien-Yprésiens du Soissonnais-laonnois, de l'Eocène du bassin versant de l'Ourcq, et de la Craie de Champagne nord est médiocre, alors que la nappe de l'Albien-Néocomien captif est en bon état ;

Considérant la réglementation garantissant le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif en application de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 dans l'objectif de maintenir la conformité des installations et d'informer le public sur les conditions de réhabilitation des équipements vieillissants ;

Considérant la présence sur toutes les communes, sauf Ambrief, Arcis, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chaudun et Le Plessier-Huleu, d'algues de remontée de nappe élevées à très élevée et qu'il conviendra de prévoir des dispositifs d'assainissement adéquats pour que l'efficacité de l'assainissement soit assurée ;

Considérant dès lors que la révision du zonage d'assainissement des vingt communes précitées n'est pas susceptible d'entraîner des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

La procédure de révision des zonages d'assainissement des communes d'Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy, Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouettes, Nampsteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire dans le département de l'Aisne n'est pas soumise à évaluation environnementale stratégique.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles un projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à Lille, le 19 juin 2018

La Présidente
de la mission régionale d'autorité
environnementale
Hauts-de-France



Patricia Corrèze-Lénée

<i>Voies et délais de recours</i>

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.
Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Recours gracieux (formé dans le délai de deux mois) auprès de :
Madame la Présidente de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France
DREAL Hauts-de-France – Service IDDEE
44, rue de Tournai
CS 40259
F 59019 LILLE Cedex

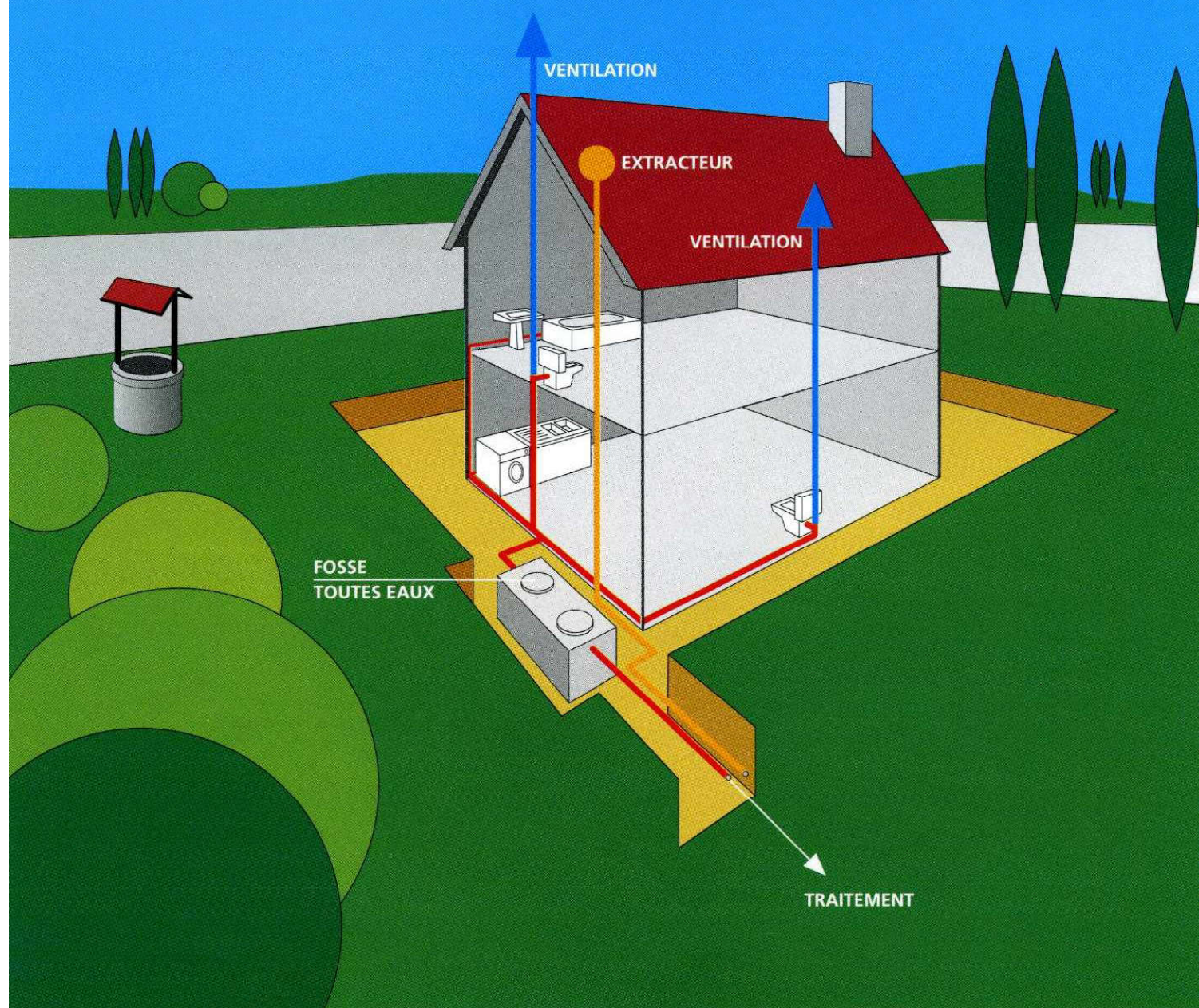
Recours contentieux (formé dans le délai de deux mois) auprès du :
Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
CS 62039
59014 Lille cedex

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE CHACRISE

**Annexe 2 – Fiches descriptives des installations
d'assainissement non collectif**

FOSSE TOUTES EAUX



Une fosse toutes eaux est un appareil destiné à la collecte, à la liquéfaction partielle des matières polluantes contenues dans les eaux usées et à la rétention des matières solides et des déchets flottants.

Elle reçoit l'ensemble des eaux usées domestiques.

La fosse toutes eaux doit débarrasser les effluents bruts de leurs matières solides afin de protéger l'épandage contre un risque de colmatage.

Elle doit également liquéfier ces matières retenues par décantation et flottation.

La hauteur d'eau ne doit pas être inférieure à 1 m.

La fosse toutes eaux génère des gaz qui doivent être évacués par une ventilation efficace.

L'évacuation de ces gaz est assurée par un extracteur placé au-dessus des locaux habités.

Le diamètre de la canalisation d'extraction sera d'au moins 10 cm.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

A défaut de justifications fournies par le constructeur de la fosse toutes eaux, la vidange des boues et des matières flottantes doit être assurée au moins tous les 4 ans.

DIMENSIONNEMENT :

Le volume minimum de la fosse toutes eaux sera de 3 000 l pour les logements comprenant jusqu'à 5 pièces principales.

Il sera augmenté de 1 000 l par pièce supplémentaire.

FOSSE TOUTES EAUX

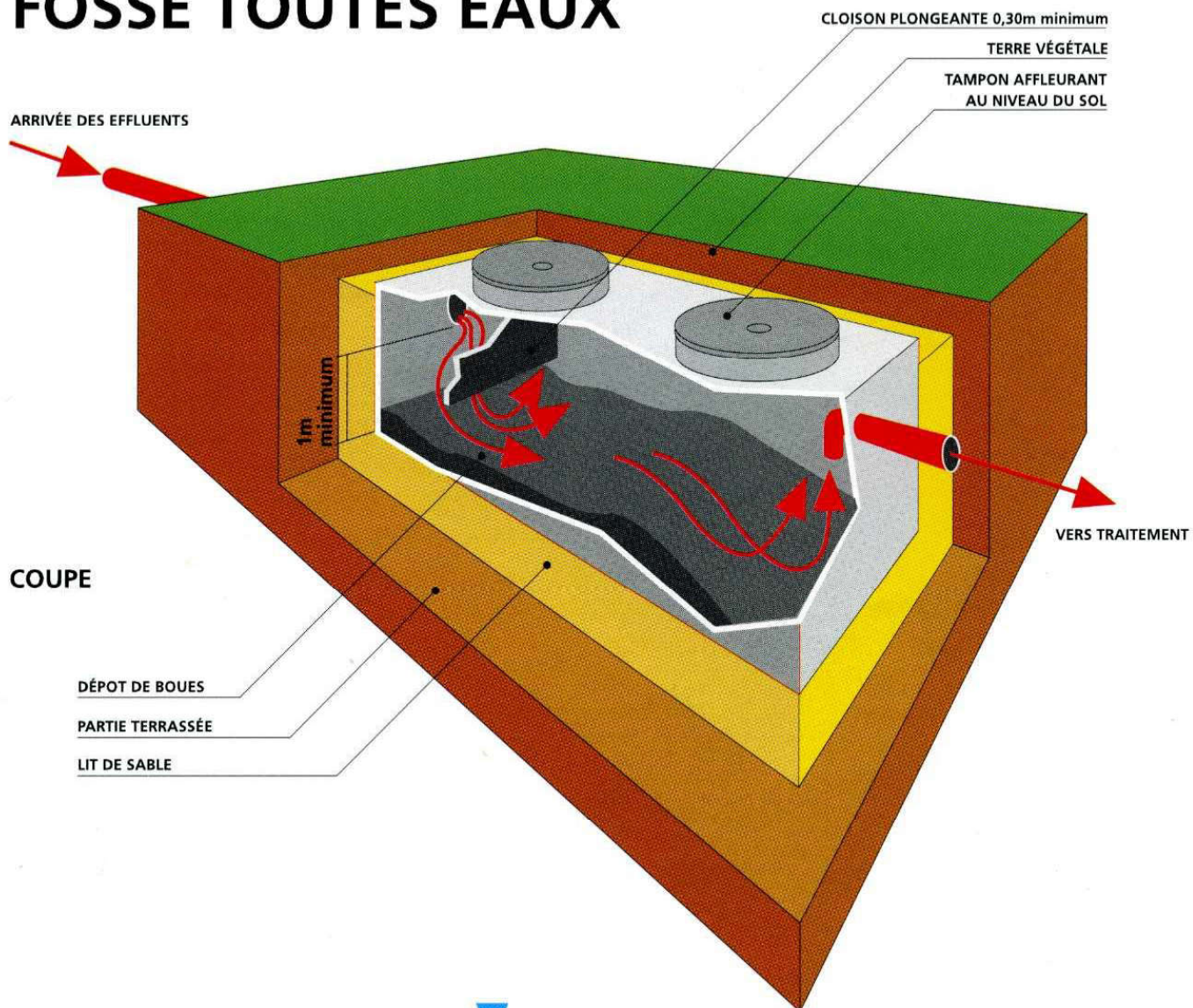
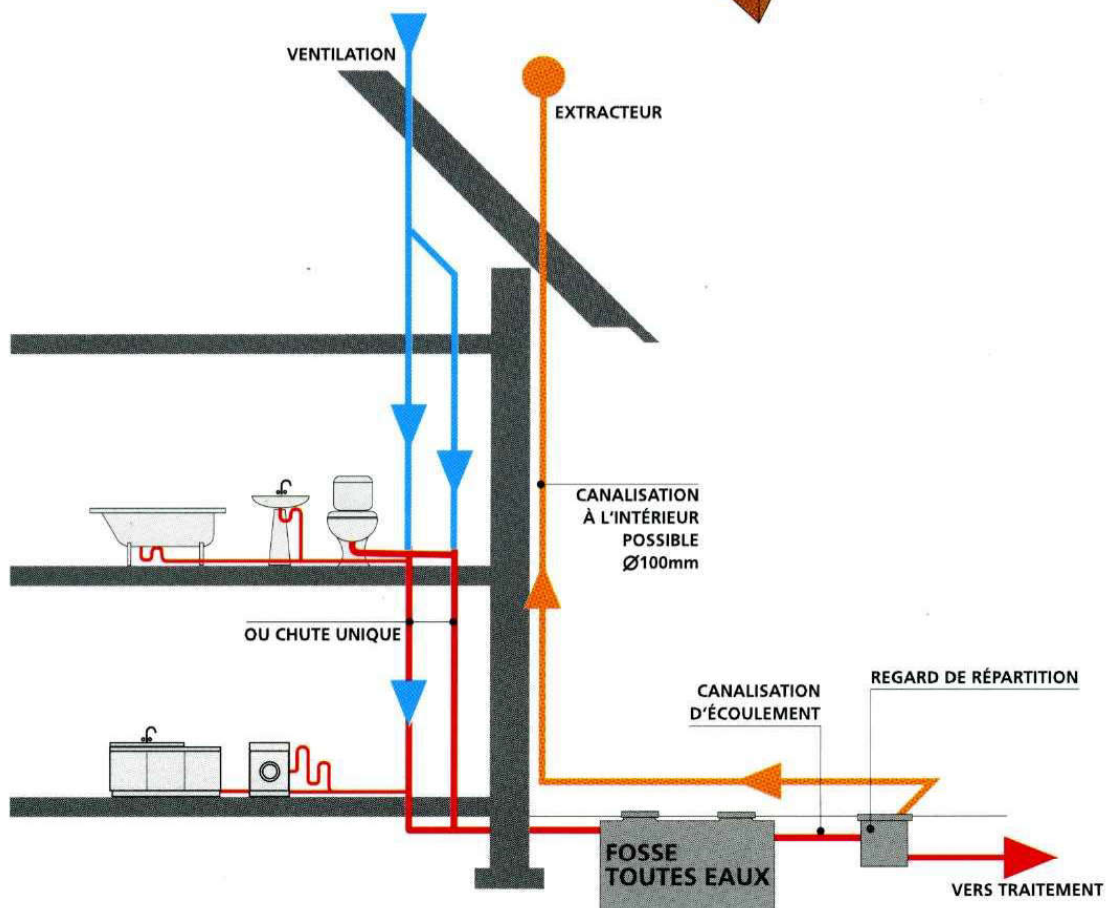
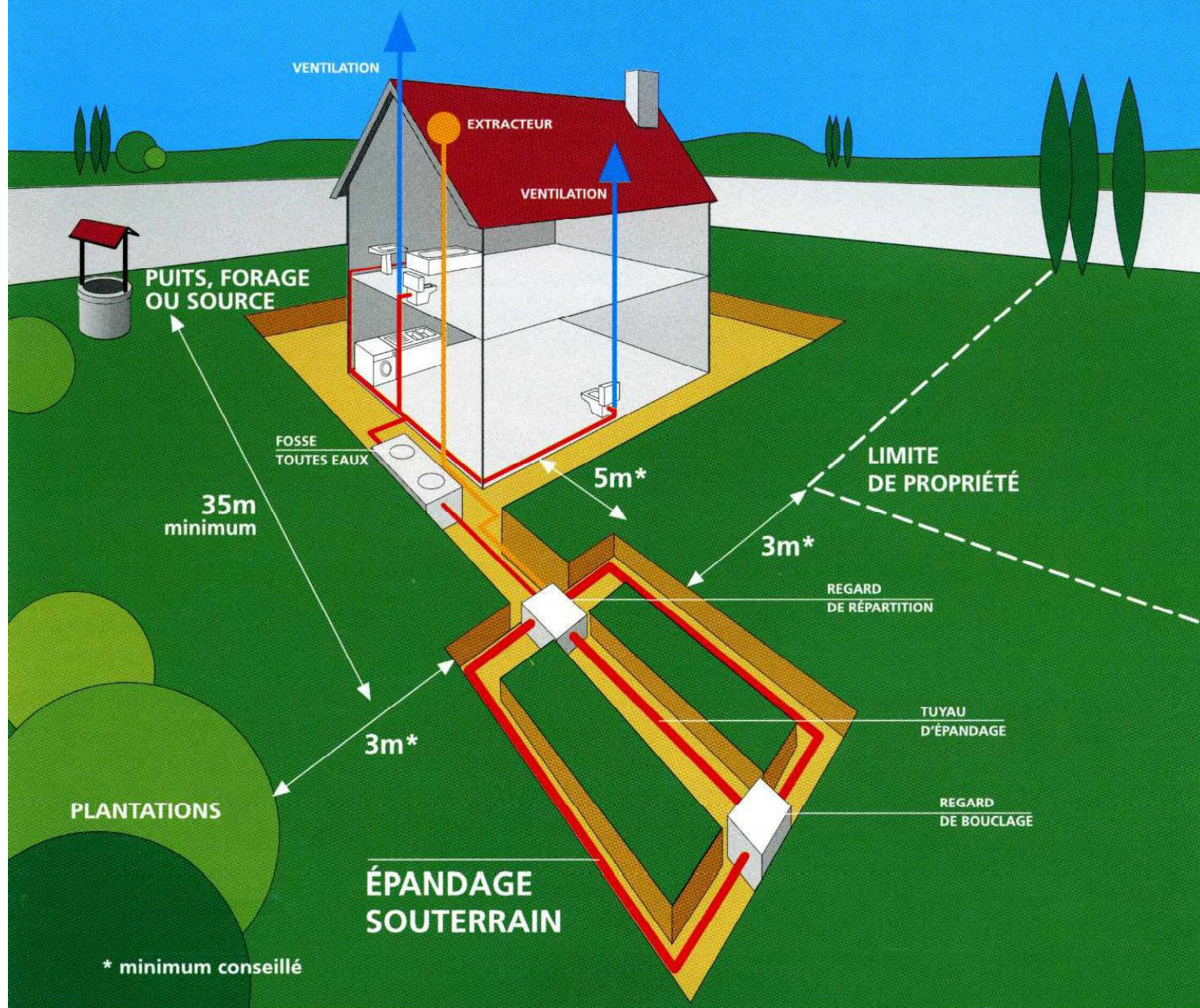


SCHÉMA DE PRINCIPE DE VENTILATION

ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL



Les tranchées d'épandage reçoivent les effluents de la fosse toutes eaux.

Le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme moyen dispersant.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

L'épandage souterrain doit être réalisé par l'intermédiaire de tuyaux placés horizontalement dans un ensemble de tranchées.

Il doit être placé aussi près de la surface du sol que le permet sa protection.

- ◆ Les tuyaux d'épandage doivent avoir un diamètre au moins égal à 100 mm. Ils doivent être constitués d'éléments rigides en matériaux résistants munis d'orifices dont la plus petite dimension doit être au moins égale à 5 mm.

- ◆ La longueur d'une ligne de tuyaux d'épandage ne doit pas excéder 30 m.

- ◆ La largeur des tranchées d'épandage dans lesquelles sont établis les tuyaux est de 0,50 m minimum.

- ◆ Le fond des tranchées est garni d'une couche de graviers lavés.

- ◆ La distance d'axe en axe des tranchées doit être au moins égale à 1,50 m.

- ◆ Un feutre imputrescible doit être disposé au-dessus de la couche de graviers.

- ◆ Une couche de terre végétale.

L'épandage souterrain doit être maillé chaque fois que la topographie le permet.

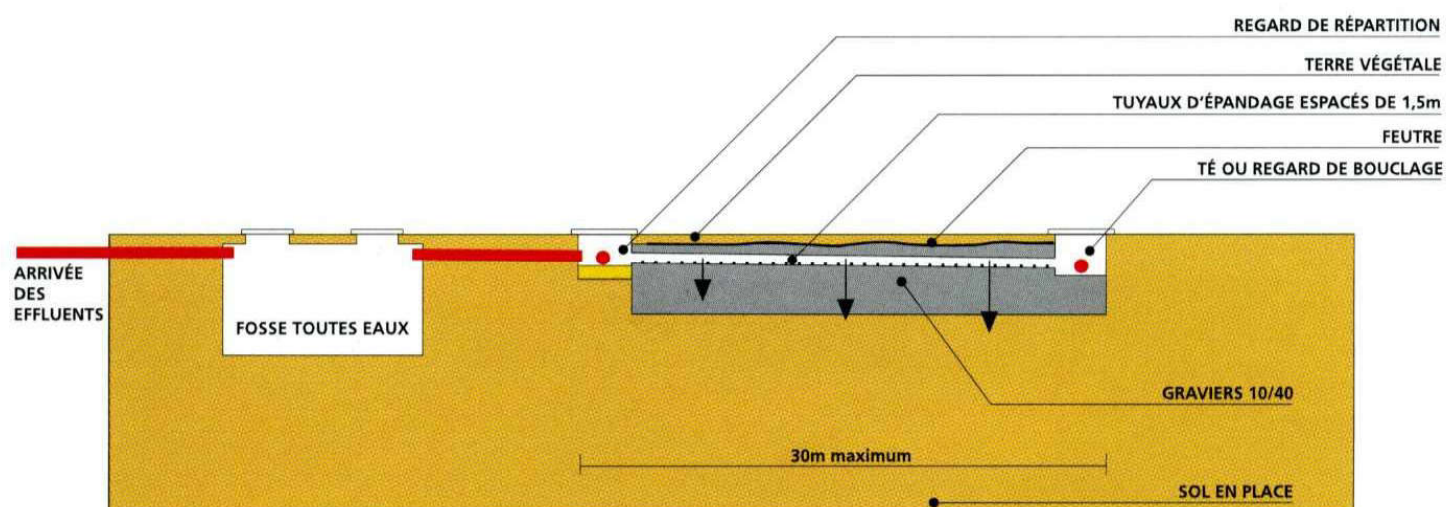
Il doit être alimenté par un dispositif assurant une égale répartition des effluents dans le réseau de distribution.

DIMENSIONNEMENT :

La surface d'épandage (fond des tranchées) est fonction de la taille de l'habitation et de la perméabilité du sol. Elle est définie par l'étude pédologique à la parcelle.

ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL

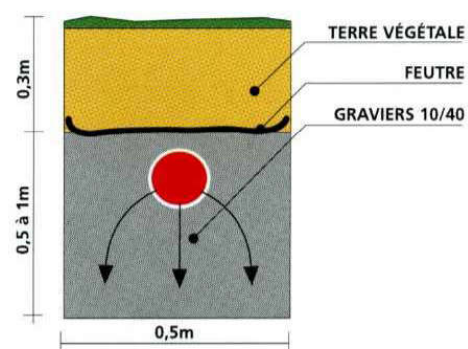


COUPE LONGITUDINALE EN TERRAIN PLAT

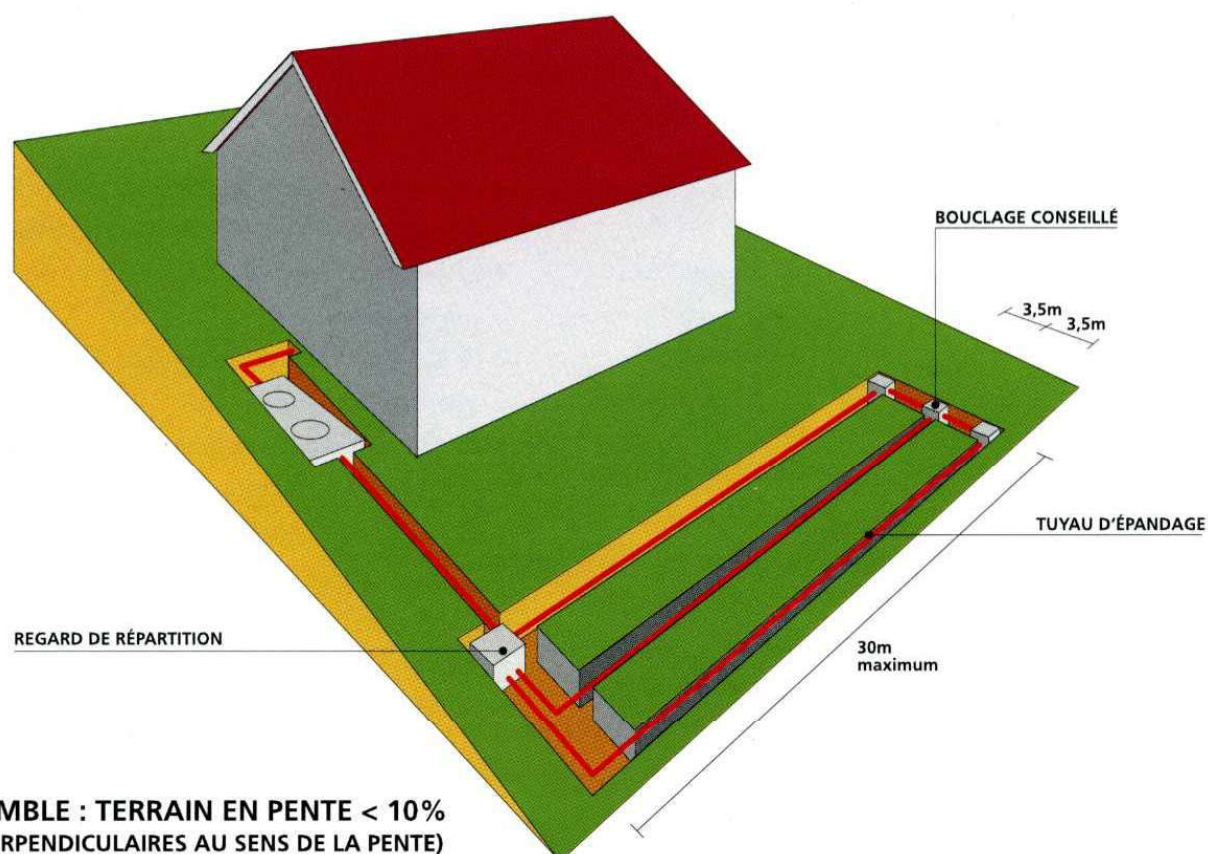


CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm minimum
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



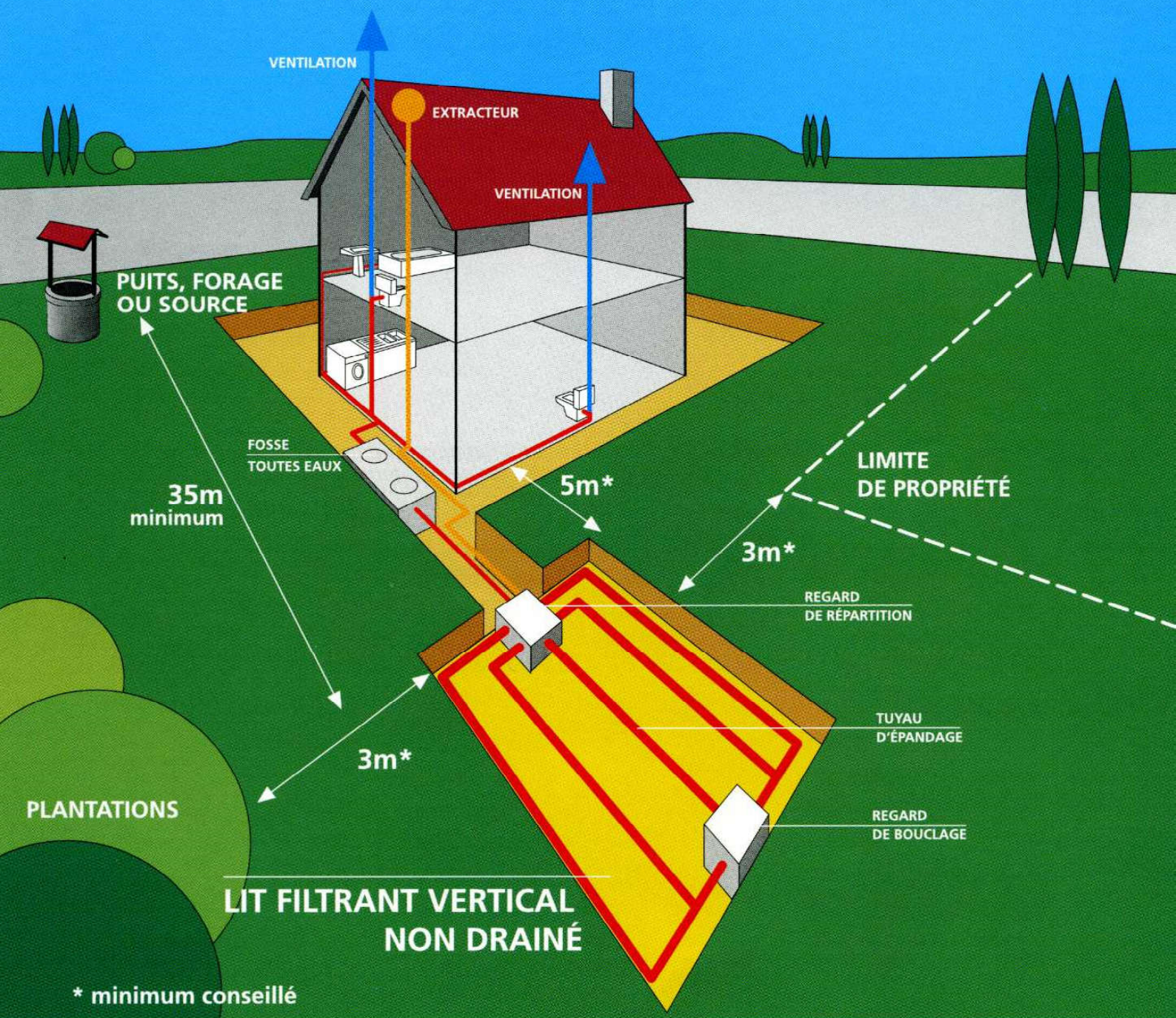
COUPE D'UNE TRANCHÉE



VUE D'ENSEMBLE : TERRAIN EN PENTE < 10%
(TRANCHÉES PERPENDICULAIRES AU SENS DE LA PENTE)

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ



Dans le cas où le sol présente une perméabilité insuffisante ou à l'inverse, si le sol est trop perméable (craie), un matériau plus adapté (sable siliceux lavé) doit être substitué au sol en place sur une épaisseur minimale de 0,70 m.

La répartition de l'effluent est assurée par des tuyaux munis d'orifices, établis en tranchées dans une couche de graviers.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant vertical non drainé se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1 m minimum sous le niveau

de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

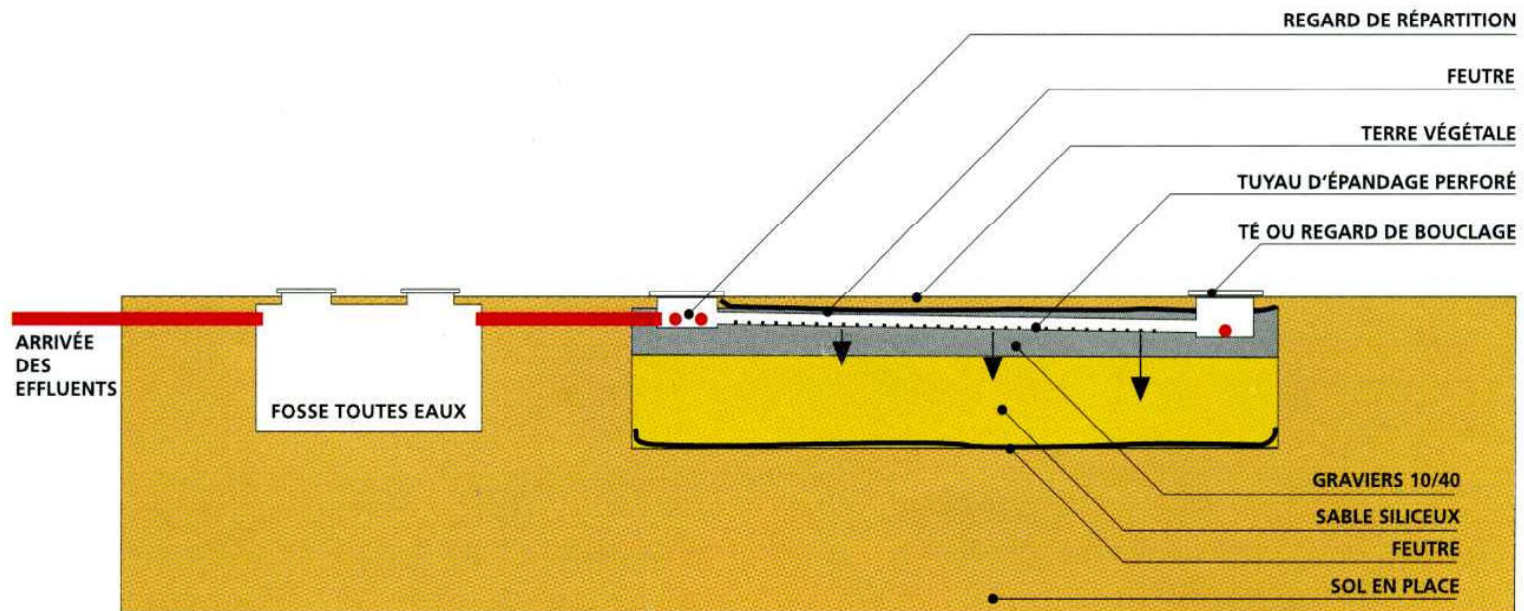
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de sable lavé de 0,70 m minimum d'épaisseur,
- ◆ une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit,
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air qui recouvre l'ensemble,
- ◆ une couche de terre végétale d'une épaisseur de 0,20 m.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant vertical non drainé doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ

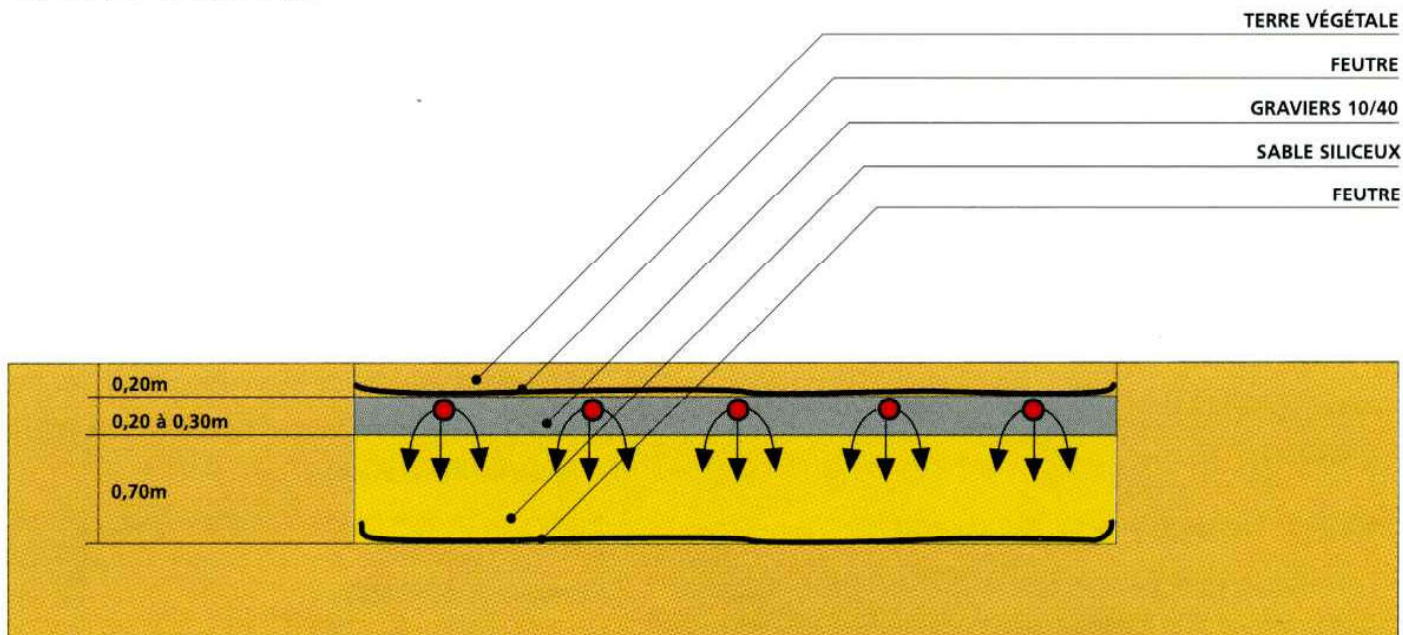


COUPE LONGITUDINALE



CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm minimum
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

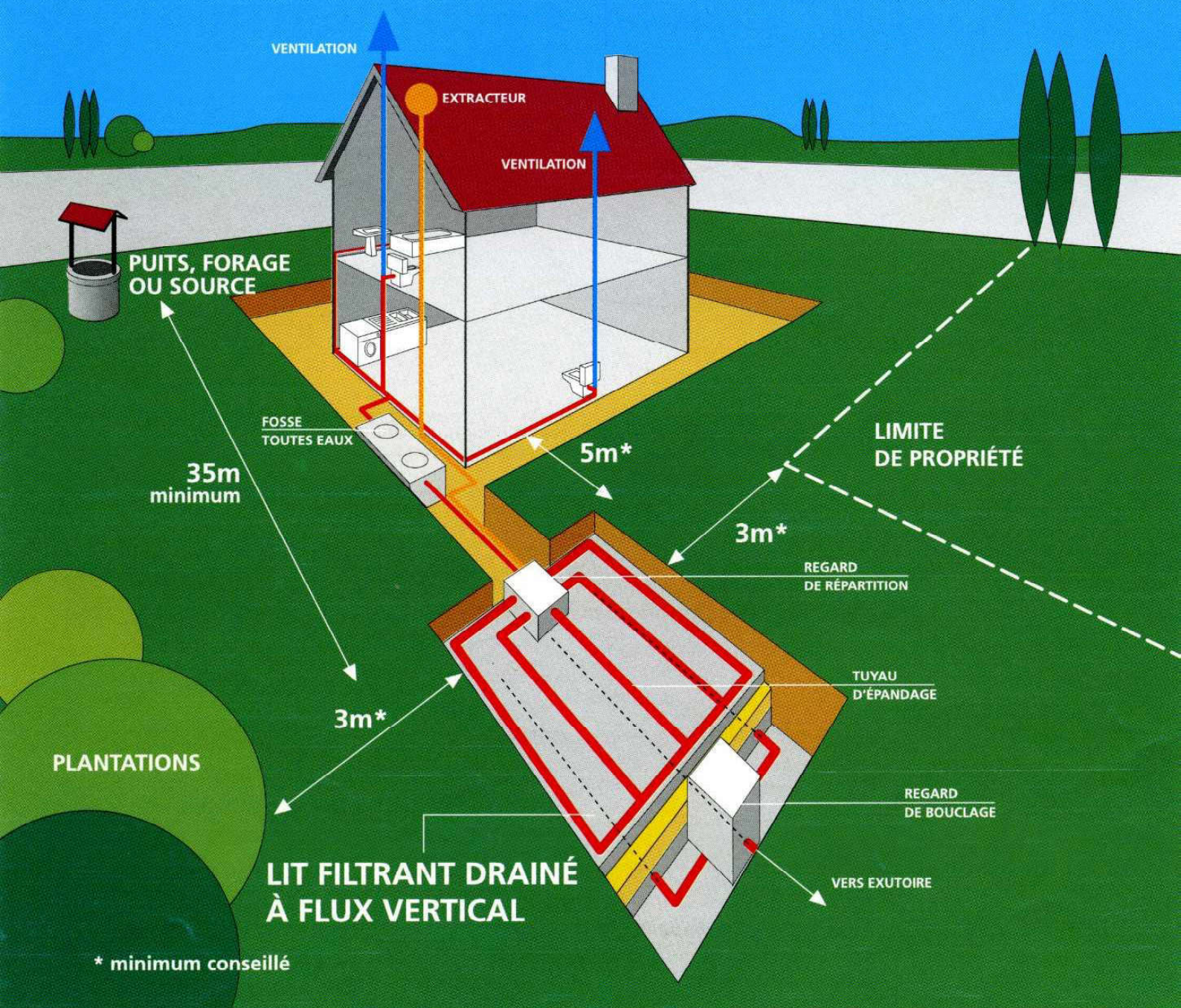
TUYAU D'ÉPANDAGE



COUPE TRANSVERSALE



LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL



Ce dispositif est à prévoir lorsque le sol est inapte à un épandage naturel et lorsqu'il existe un exutoire pouvant recevoir l'effluent traité.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant drainé à flux vertical se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1,00 m sous le niveau de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

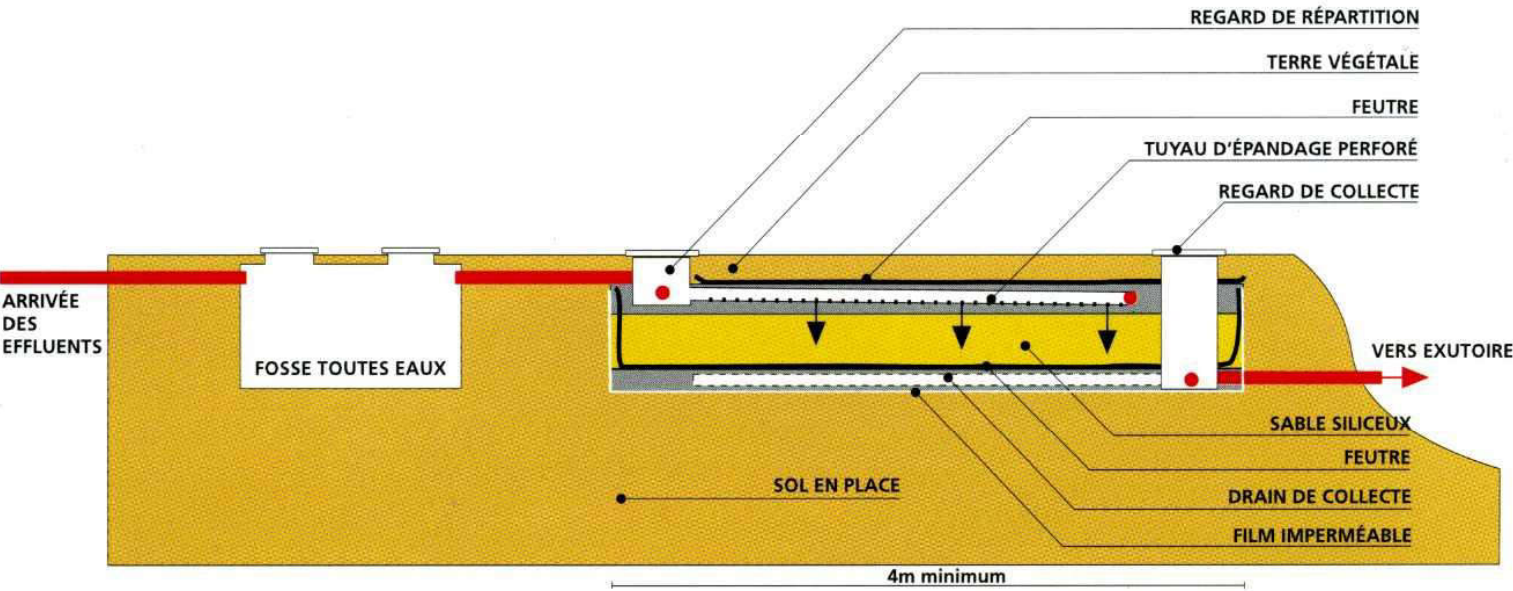
- ◆ un film imperméable,
- ◆ une couche de graviers d'environ 0,10 m d'épaisseur au sein de laquelle des canalisations drainent les effluents traités vers l'exutoire,

- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de sable siliceux lavé de 0,70 m d'épaisseur,
- ◆ une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit filtrant,
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de terre végétale.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant drainé à flux vertical doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL

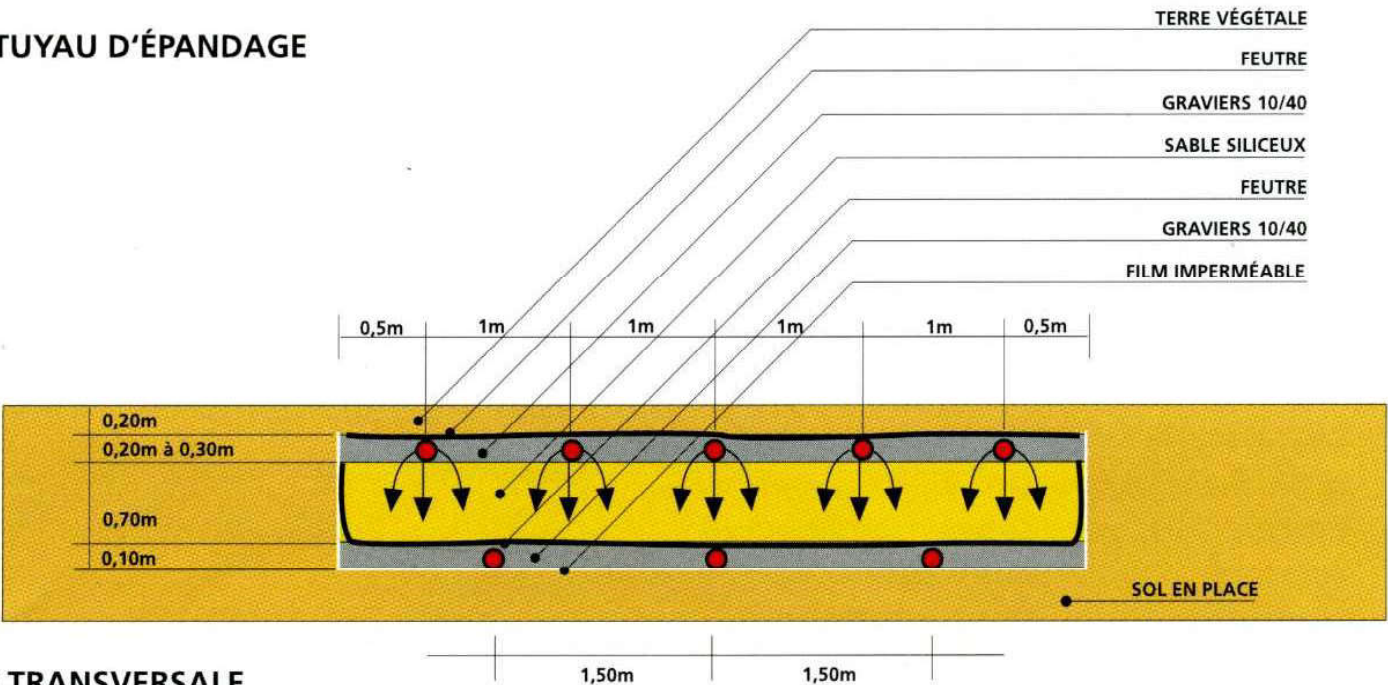


COUPE LONGITUDINALE



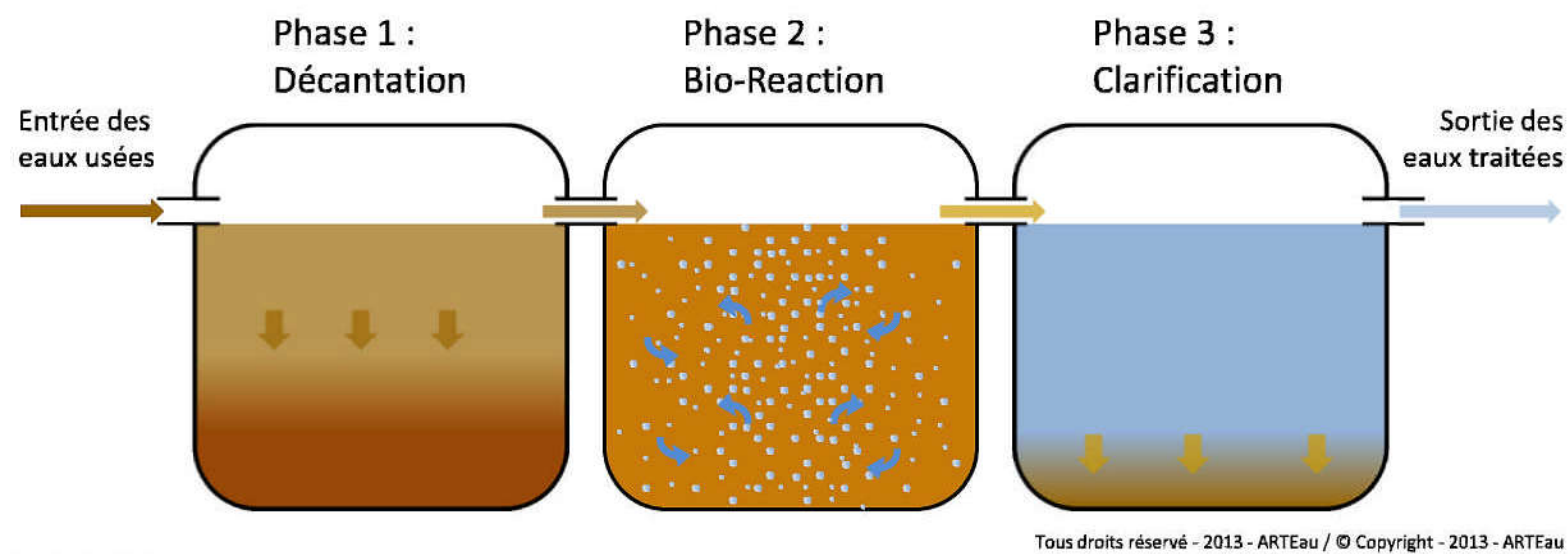
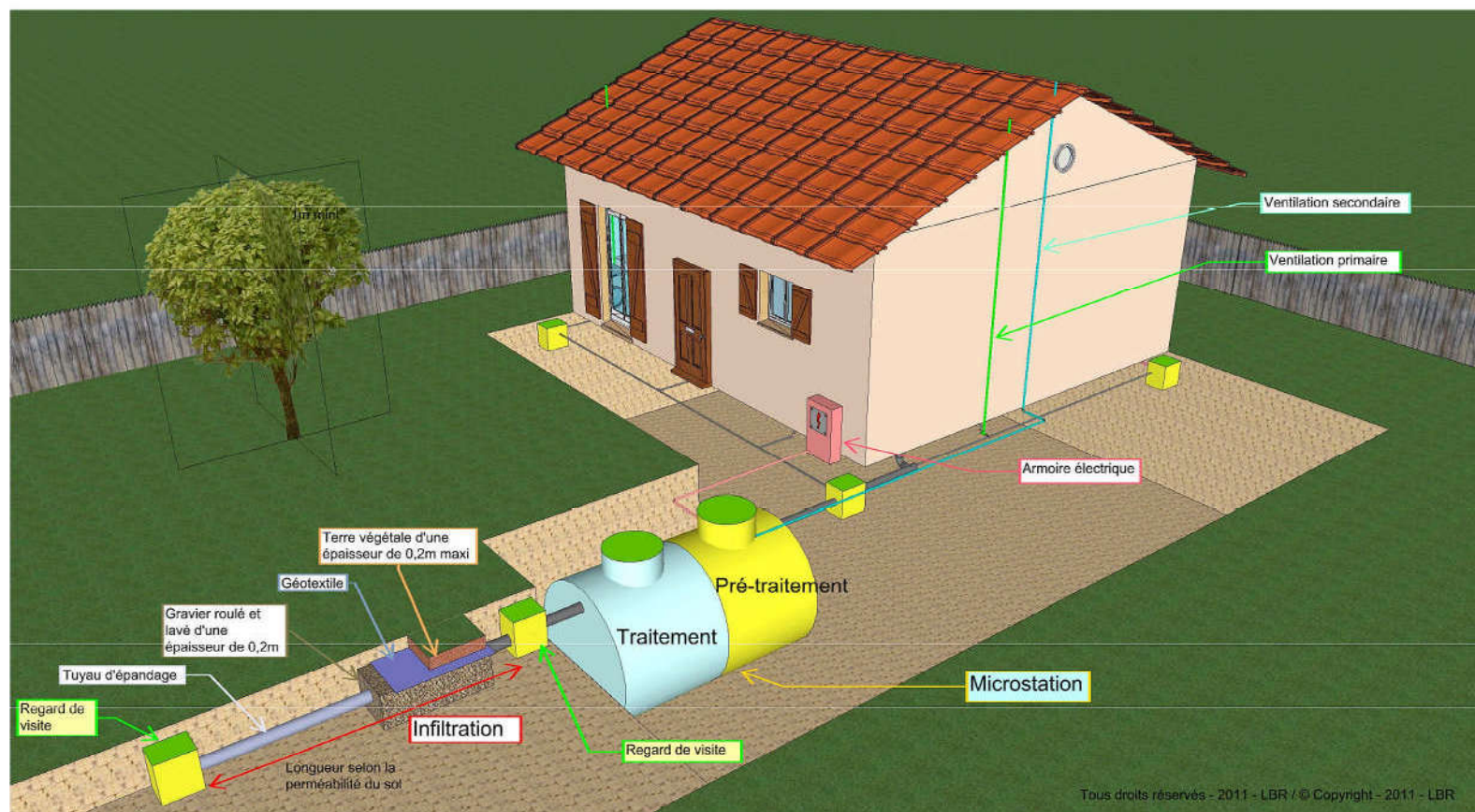
CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm MINIMUM
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



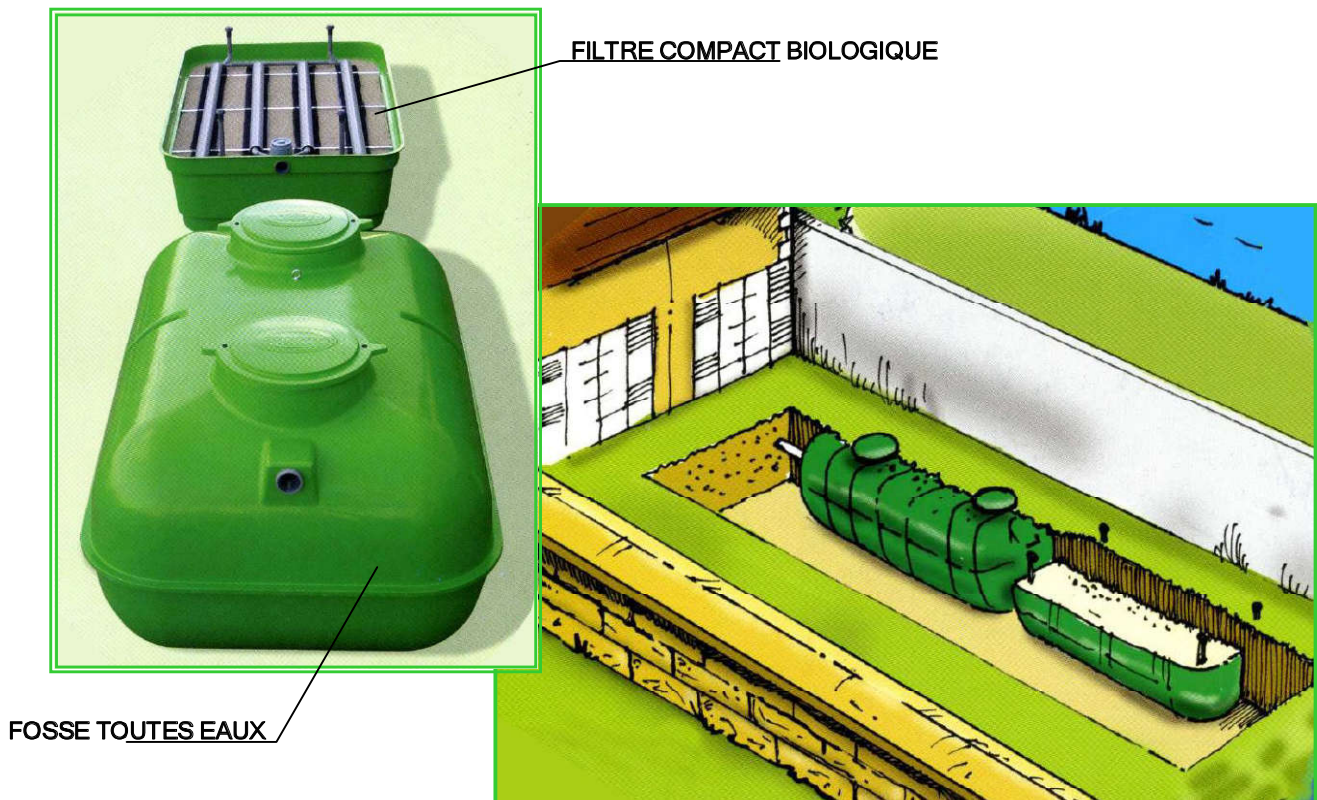
COUPE TRANSVERSALE

La Micro-Station et son fonctionnement



FILTRE A ZEOLITHE (Filtre compact)

La solution aux problèmes de place pour l'assainissement des eaux usées de votre maison



- * Ce système convient aux petits terrains dont le sol est inapte à un épandage naturel.
- * Cette filière d'assainissement compact se compose d'une fosse septique Toutes Eaux et d'un filtre compact biologique. L'emprise au sol ne dépasse pas 15 m²

CARACTERISTIQUES: *Fosse toutes eaux : H = 1.47 m, L = 2.98 m, l = 2 m*
 Filtre Compact : H = 0.86 m, L = 2.98 m, l = 1.87 m

- * Peu d'entretien, les intervalles de vidange pouvant dépasser 10 ans. Pas de bac dégraisseur ou de filtre décolloïdeur à nettoyer. Pas d'électricité ni d'électromécanique à entretenir.
- * Système facile à installer : entièrement préfabriqués, les matériels ne demandent plus sur le site qu'un assemblage, limitant ainsi fortement les travaux dans le jardin de l'habitation et le temps d'installation.
- * *En option* et si la configuration du terrain le permet, cette filière peut être équipée d'un système d'infiltration dans le sol pour l'irrigation d'une pelouse ou de végétaux.

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE CHACRISE

Annexe 3 – Détail des coûts des différentes solutions proposées

Coûts assainissement non collectif - Commune de Chacrise - Solution S1

Coûts d'investissement

Filières	Prix unitaire en € HT	Quantité	TOTAL en € HT
Epandage (E)	7 000,00	33	231 000,00
Lit filtrant vertical non drainé (LFND)	8 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical drainé (LFD)	9 000,00	68	612 000,00
Filière compacte (FC)	9 000,00	15	135 000,00
Filière compacte + plus-value pour contrainte (FCPV)	10 350,00	14	144 900,00
Poste de refoulement individuel pour habitation en contrebas du terrain (PR)	2 000,00	14	28 000,00
Lit filtrant vertical drainé avec plus-value (LFDPV)	10 800,00	5	54 000,00
Filière compacte avec 2 plus-values	12 150,00	0	0,00
TOTALUX		135	1 204 900,00

Coûts de fonctionnement annuel

	Nbr	Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)
ANC	135	85,00	11 475,00
PR	14	60,00	840,00
			12 315,00

Coûts assainissement collectif - Commune de Chacrise - Solution S1

Coûts d'investissement

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml		0,00
Conduite suspendue PVC diamètre 200 mm	250,00	ml		0,00
Forage dirigé PEHD 160 ou 200 mm (800 € par chantier + 250 €/ml)	250,00	ml		0,00
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m		0,00
PR EU < 7 logements	8 000,00	U		0,00
PR EU < 50 logements	20 000,00	U		0,00
50 logements <PR EU < 100 logements	30 000,00	U		0,00
100 logements <PR EU < 200 logements	42 000,00	U		0,00
PR EU > 200 logements	50 000,00	U		0,00
Branchement au réseau (BB+canalisation)	1 500,00	U		0,00
STEP	1 000,00	EH		0,00
Total				0,00

Coûts de fonctionnement annuel

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
Entretien réseau gravitaire	1,00	ml	0	0,00
Entretien PR	1 000,00	U	0	0,00
Entretien STEP	45,00	EH	0	0,00
Total				0,00

Commune de Chacrise - Coûts pour la solution S1

Nbr d'habitations concernées	135
Nbr d'habitations en AC	0
Nbr d'habitations en ANC	135
Coût d'investissement (€ HT)	1 204 900,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	8 925
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	12 315,00

Coûts assainissement non collectif - Commune de Chacrise - Solution S2

Coûts d'investissement

Filières	Prix unitaire en € HT	Quantité	TOTAL en € HT
Epandage (E)	7 000,00	2	14 000,00
Lit filtrant vertical non drainé (LFND)	8 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical drainé (LFD)	9 000,00	4	36 000,00
Filière compacte (FC)	9 000,00	0	0,00
Filière compacte + plus-value pour contrainte (FCPV)	10 350,00	0	0,00
Poste de refoulement individuel pour habitation en contrebas du terrain	2 000,00	0	0,00
Forfait pour travaux de branchement en domaine privé	2 000,00	163	326 000,00
Lit filtrant vertical drainé avec plus-value (LFDPV)	10 800,00	1	10 800,00
Filière compacte avec 2 plus-values	12 150,00	0	0,00
TOTAUX		7	386 800,00

Coûts de fonctionnement annuel

	Nbr	Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)
ANC	7	85,00	595,00
PR	0	60,00	0,00
			595,00

Coûts assainissement collectif - Commune de Chacrise - Solution S2

Coûts d'investissement

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml	2 418	725 400,00
Plus-value pour encorbellement	1 500,00	U	1	1 500,00
Forage dirigé PEHD 160 ou 200 mm (800 € par chantier + 250 €/ml)	250,00	ml		0,00
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m	1 236	105 060,00
PR EU < 7 logements	8 000,00	U		0,00
PR EU < 50 logements	20 000,00	U	5	100 000,00
50 logements < PR EU < 100 logements	30 000,00	U		0,00
100 logements < PR EU < 200 logements	42 000,00	U	2	84 000,00
PR EU > 200 logements	50 000,00	U		0,00
Branchement au réseau (BB+canalisation)	1 500,00	U	163	244 500,00
STEP	1 000,00	EH	355	355 000,00
Total				1 615 460,00

Coûts de fonctionnement annuel

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
Entretien réseau gravitaire	1,00	ml	2 418	2 418,00
Entretien PR	1 000,00	U	7	7 000,00
Entretien STEP	45,00	EH	355	15 975,00
Total				25 393,00

Commune de Chacrise - Coûts pour la solution n°2

Nbr d'habitations concernées	170
Nbr d'habitations en AC	163
Nbr d'habitations en ANC	7
Coût d'investissement (€ HT)	2 002 260,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	11 778
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	25 988,00

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE CHACRISE

Annexe 4 – Délibération du Conseil Municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Convocation du 09/04/2018

Affichage du 19/04/2018

Conseillers en exercice : 11

- Présents : 9
- Absents : 2
- Votants : 9

L'an deux mil dix huit, le dix neuf avril à dix neuf heures.

Le Conseil Municipal de la commune de CHACRISE, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur **GENARD Michel**, Maire,

Etaient présents : MM. **GENARD Michel**, **GENARD Pascal**, **COLOSIO Emmanuel**, **GRAUX Guillaume**, **LEQUEUX Céline**, **NOEL Carole**, **LESUEUR Jean-Pierre**, **OBERLIN Denis** et **REYT Michel**.

Absents : MM. **DEBKOSKI Jean-Jacques** et **DELATTRE Arnaud**.

Secrétaire de séance : **Madame NOEL Carole**.

Objet : **Choix du mode d'assainissement de la Commune de CHACRISE.**

Monsieur le Maire expose au **Conseil Municipal** le choix du mode d'assainissement de la commune en retenant la solution n°1.

En effet l'assainissement non collectif pour l'ensemble de la commune est adapté aux zones peu densément peuplées, dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt sanitaire ou environnemental, soit parce que son coût serait excessif.

Sur Chacrise, la solution d'assainissement non collectif permet aux habitations ayant été contrôlées conformes par le SPANC de garder leur système d'assainissement autonome en place. Cette solution permet également d'éviter de lourds travaux sur la commune (linéaire gravitaire, nombre important de postes de refoulement).

Sur l'exposé du Maire, compte tenu des caractéristiques, des moyens financiers de la commune et des règles appliquées habituellement en matière d'assainissement, **le Conseil Municipal** décide de retenir la solution n°1 sur le territoire de la commune le mode d'assainissement non collectif.

Pour extrait certifié conforme
Chacrise, le 19 Avril 2018

Le Maire certifie que la présente
délibération a été déposée en
Sous-Préfecture de Soissons
au titre du contrôle de la légalité
le **24 AVR. 2018**
et qu'elle a été notifiée aux
intéressés le **24 AVR 2018**

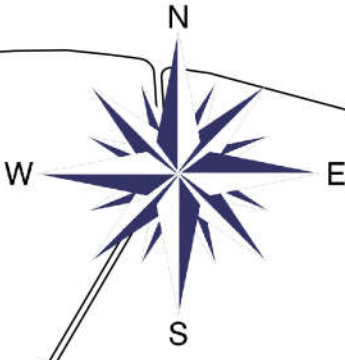
Le Maire,

Le Maire,

Michel GENARD

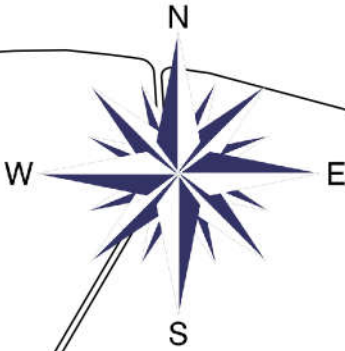
RECU A LA SOUS-PREFECTURE
DE SOISSONS

24 AVR. 2018



Légende

Chacrise - Non aggravation du ruissellement en zone urbanisée



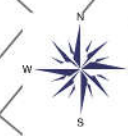
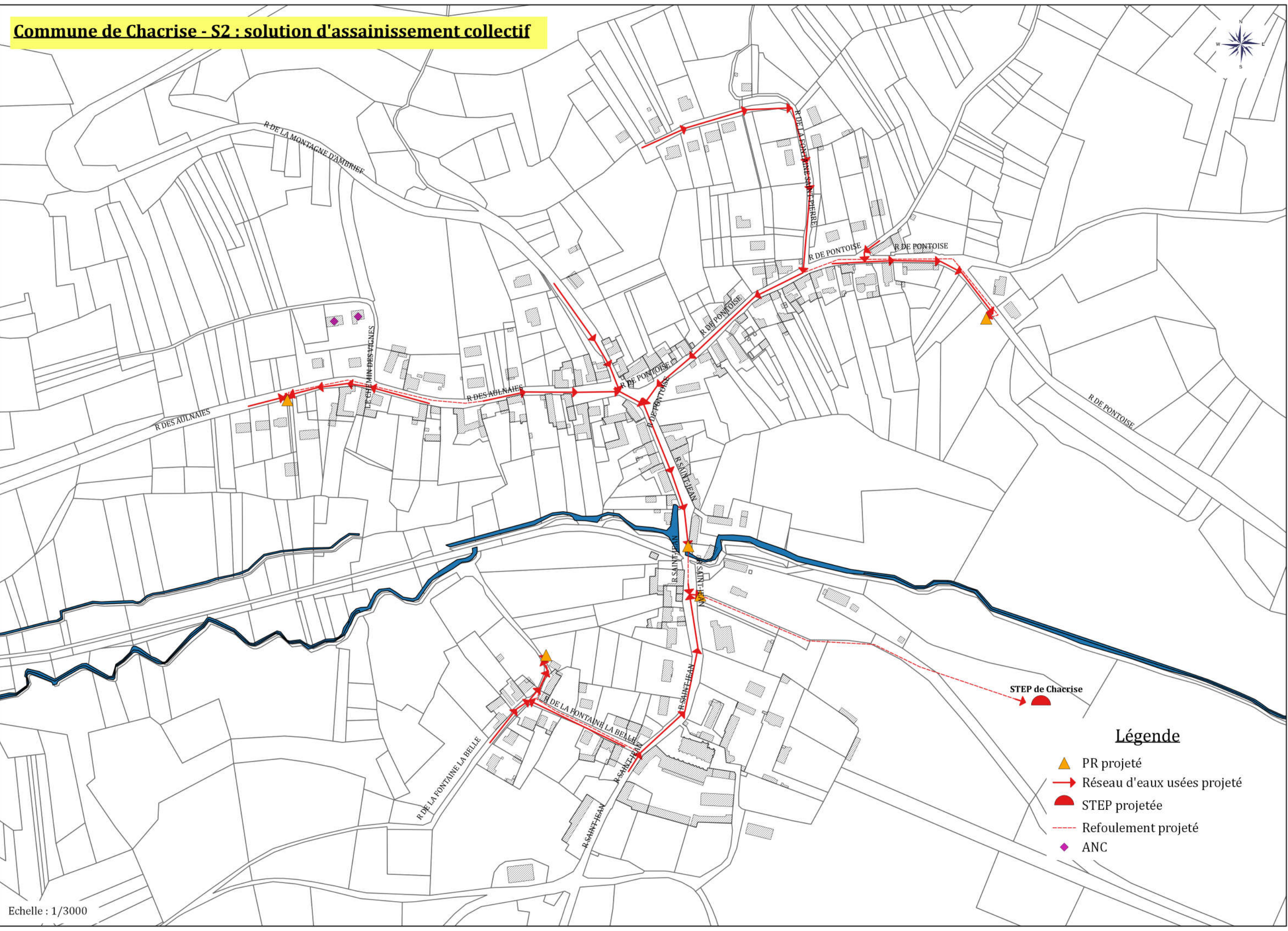
Légende

Chacrise-Zone en assainissement non collectif

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF COMMUNE DE CHACRISE				
FICHE DE SYNTHESE DES VISITES D'INSTALLATION				
Nombre d'installations pour cette commune	154			
Nombre de visites de contrôle effectuées	147			
Refus	0			
Non contrôlés	8			
Dates de réalisation de la filière	avant 1983 : 108	1983 à 1996 : 9	apres 1996 : 30	
Type de résidence				
Résidence principale	128	soit	87,07 %	
Résidence secondaire	11	soit	7,48 %	
Inhabité	6	soit	4,08 %	
Autres (mairie, gîte, café,...)	2	soit	1,36 %	
CARACTERISTIQUES DES EQUIPEMENTS				
PRE-TRAITEMENT	186 Dispositifs de prétraitement			
Nombre d'installation avec prétraitement	135	soit	91,84 %	
Dont toutes les eaux sont prétraitées	72	soit	48,98 %	
Dont une partie des eaux sont prétraitées	63	soit	42,86 %	
Nombre d'installation sans pré-traitement	12	soit	8,16 %	
<u>Dispositifs de pré-traitement</u>				
Fosse septique	81	soit	43,55 %	
Fosse toutes eaux	52	soit	27,96 %	
Séparateur à graisse	39	soit	20,97 %	
Microstation	2	soit	1,08 %	
Fosse étanche	1	soit	0,54 %	
Préfiltre	11	soit	5,91 %	
TRAITEMENT	33 Dispositits de traitement			
Nombre d'installation avec traitement	33	soit	22,45 %	
Nombre d'installation sans traitement	114	soit	77,55 %	
<u>Dispositifs de traitement conformes</u>				
Lit d'épandage	9	soit	27,27 %	
Lit filtrant drainé à flux vertical	2	soit	6,06 %	
Microstation	1	soit	3,03 %	
Tranchée d'infiltration	14	soit	42,42 %	
Lit filtrant non drainé à flux vertical	5	soit	15,15 %	
Pattes d'araignées ou pattes d'oies	2	soit	6,06 %	
EVACUATION	217 dispositifs de rejet			
Dans un cours d'eau	14	soit	6,45 %	
Dans un puisard	20	soit	9,22 %	
Par infiltration	30	soit	13,82 %	
Sur le terrain	13	soit	5,99 %	
Non localisé	23	soit	10,60 %	
Réseau pluvial	115	soit	53,00 %	
Fosse étanche	1	soit	0,46 %	
Voisin	0	soit	0,00 %	
Dans la rue	0	soit	0,00 %	
Drain	0	soit	0,00 %	
Fossé	1	soit	0,46 %	
<u>Eaux usées séparées des eaux pluviales</u>				
OUI	107	soit	72,79 %	
NON	40	soit	27,21 %	

RESULTAT DU CONTRÔLE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (APPLICATION DE L'ARRETE DU 27 AVRIL 2012)			
NIVEAU 3			
Installation Conforme en bon état de Fonctionnement	30	soit	20,41 %
Le dispositif d'assainissement fonctionne correctement et au moment du contrôle aucun risque sanitaire et environnemental n'a été décelé. Cependant, lors du contrôle certaines recommandations ont peut-être été précisées.			
Installation Conforme	0	soit	0,00 %
"La consommation humaine de l'eau du puits privé est cependant interdite"			
Le dispositif d'assainissement est installé à moins de 35m d'un puits privé déclaré et ne peut être déplacé. L'immeuble est desservi par le réseau de distribution d'eau potable.			
Installation Conforme	0	soit	0,00 %
"La consommation humaine de l'eau du puits privé est cependant proscrite"			
Le dispositif d'assainissement est installé à moins de 35m d'un puits privé NON déclaré . L'immeuble est desservi par le réseau de distribution d'eau potable.			
Installation conforme à surveiller	0	soit	0,00 %
Le dispositif d'assainissement est à surveiller et/ou doit faire l'objet d'aménagement. L'installation présente des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs.			
NIVEAU 2			
Installation non-conforme	105	soit	71,43 %
Le dispositif d'assainissement présente certaines anomalies qui conduisent à suggérer de réaliser des travaux (cas des installations hors zones à enjeux sanitaire et environnementaux).			
L'installation est non-conforme si au moins un des point ci-dessous a été identifié :			
Installation significativement sous-dimensionnée			
Dysfonctionnement majeur			
Installation incomplète			
NIVEAU 1			
Installation non-conforme avec risque environnemental avéré (cas des installations en zones à enjeu environnemental).	0	soit	%
Installation non-conforme avec danger pour la santé des personnes (cas des installations en zones à enjeu sanitaire).	0	soit	%
Installation non-conforme avec danger pour la santé des personnes & risque environnemental avéré. (cas des installations en zones à enjeux sanitaire et environnemental).	0	soit	%
Le dispositif d'assainissement présente certaines anomalies qui conduisent à suggérer de réaliser des travaux afin de supprimer le risque sanitaire et / ou environnemental			
L'installation est non-conforme si au moins un des point ci-dessous a été identifié :			
Installation significativement sous-dimensionnée			
Dysfonctionnement majeur			
Installation incomplète			
Défaut de sécurité sanitaire			
Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages			
Puits privé si l'immeuble n'est pas desservi par le réseau de distribution d'eau potable (le dispositif d'assainissement est situé à moins de 35m du puits)			
Installation inexistante ou non vérifiable	12	soit	8,16 %
Non respect de l'article L.1331-1-1 du code de la santé publique. Les travaux sont à réaliser dans les meilleurs délais.			

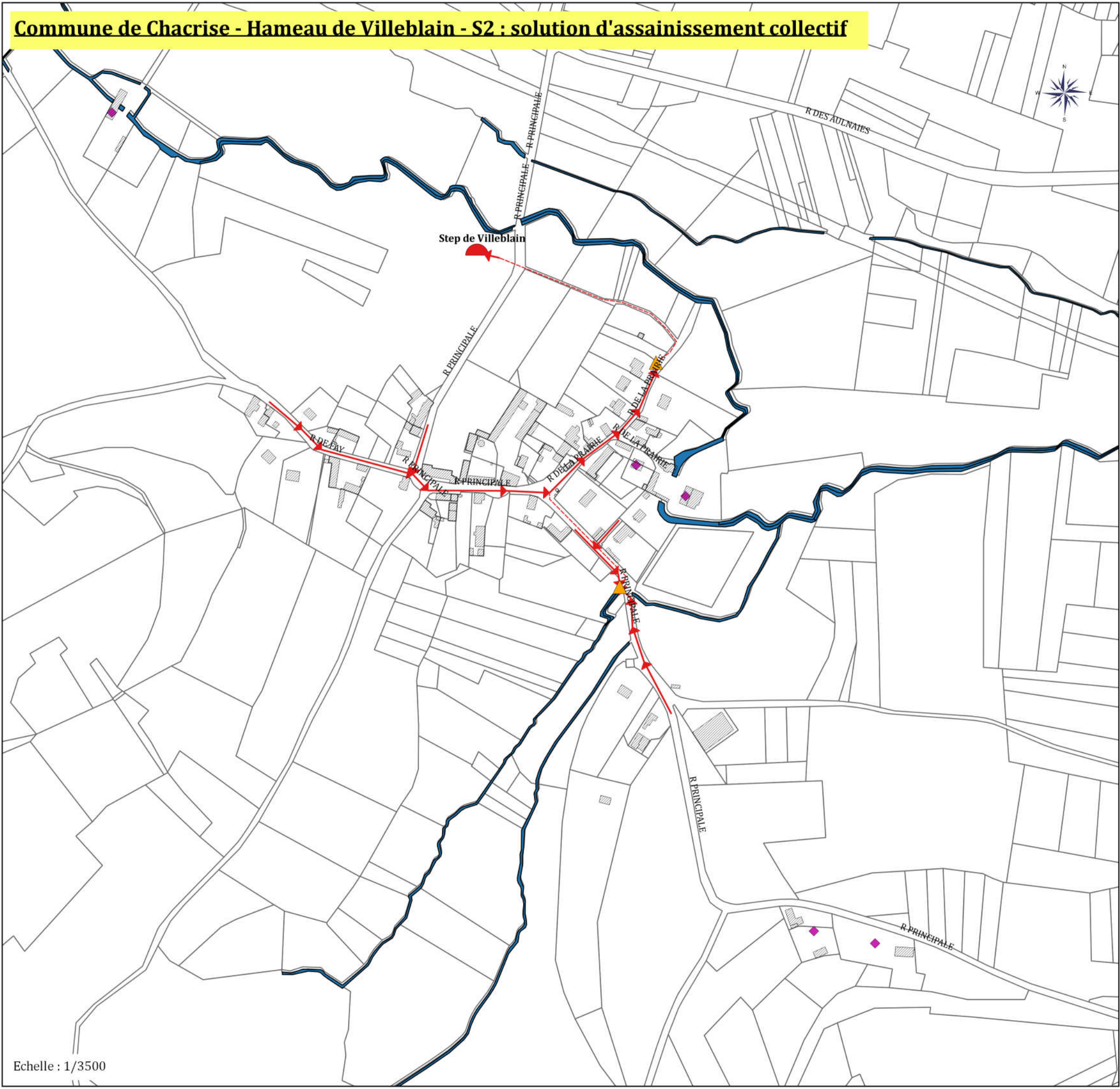
Commune de Chacrise - S2 : solution d'assainissement collectif



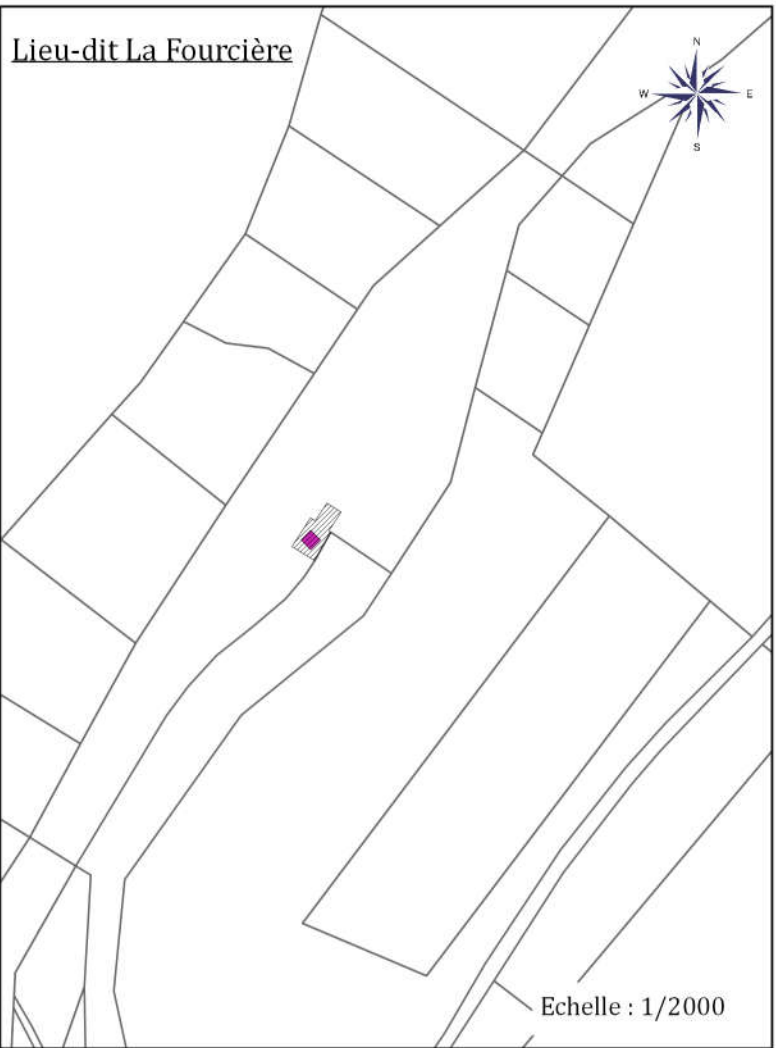
Légende

- PR projeté
- Réseau d'eaux usées projeté
- STEP projetée
- Refoulement projeté
- ANC

Commune de Chacrise - Hameau de Villeblain - S2 : solution d'assainissement collectif

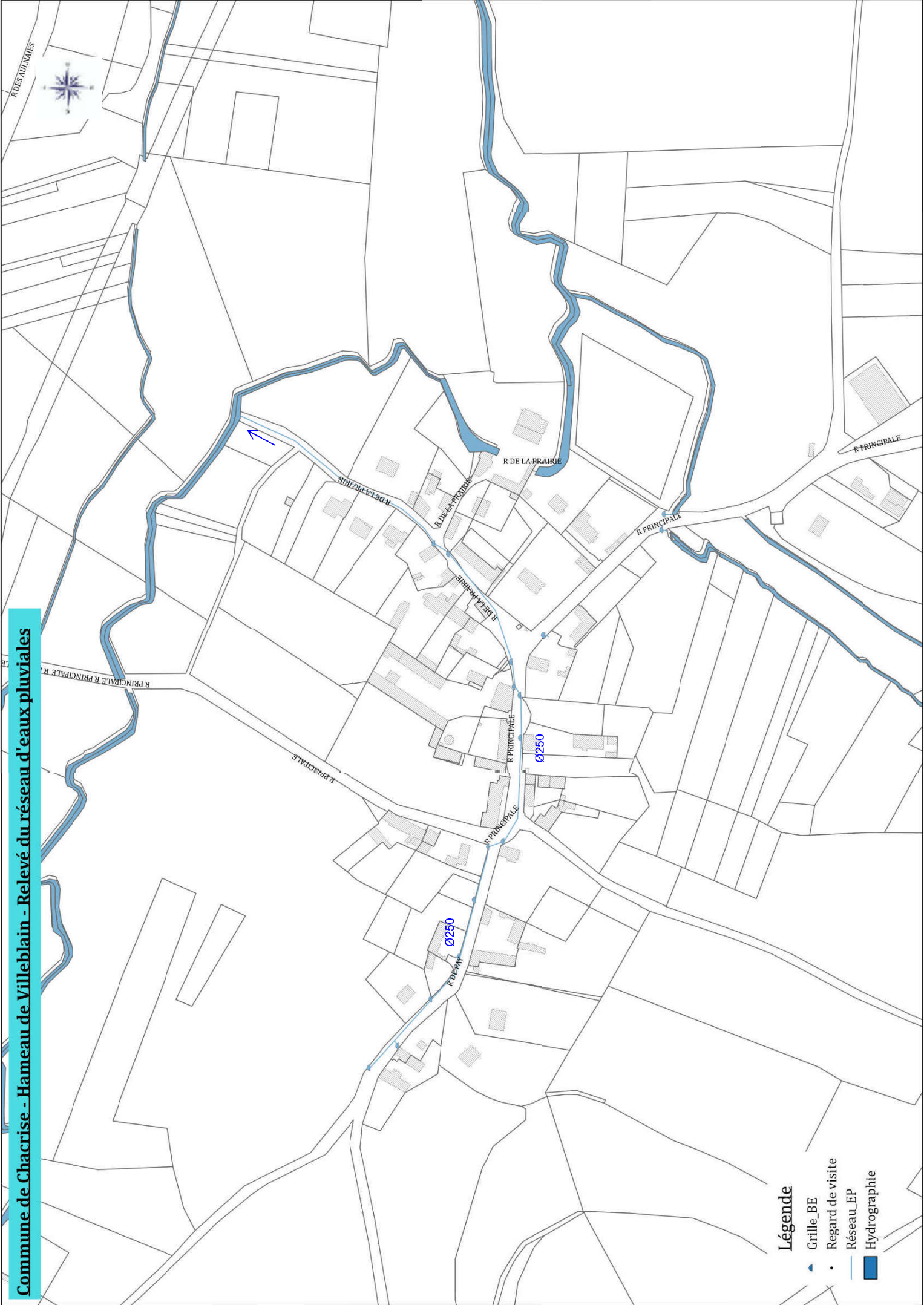


Echelle : 1/3500



Légende

- PR projeté
- Réseau d'eaux usées projeté
- STEP projetée
- Refolement projeté
- ANC



Commune de Chacrise - Hameau de Villeblain - Relevé du réseau d'eaux pluviales

Légende

- Grille_BE
- Regard de visite
- Réseau_EP
- Hydrographie

[illegible][illegible][illegible]

Commune de Chacrise - Hameau de Villeblain - Relevé du réseau d'eaux pluviales

Légende

- Grille_BE
- Regard de visite
- Réseau_EP
- Hydrographie

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE CHACRISE

Annexe 5 – Compte-rendu de la réunion publique du 6 septembre 2018

Communauté de Communes du Canton d'Oulchy-le-Château

Révision du zonage d'assainissement de 21 communes

-O-O-O-O-O-

Commune de CHACRISE

Phase 3 – Notice pour la mise à enquête publique

Bordereau des pièces

- Mémoire justificatif
- Annexes
 1. Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale concernant l'évaluation environnementale
 2. Les filières de traitement de l'assainissement non collectif
 3. Détail des coûts des solutions proposées
 4. Délibération du conseil municipal
- Plan de zonage des eaux usées
- Plan de zonage des eaux pluviales

SOMMAIRE

I. PREAMBULE.....	4
1.1. Objet du dossier.....	4
1.2. Examen au cas par cas	5
 II. DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT.....	6
2.1. Notice justifiant l'assainissement collectif.....	6
2.1.1. Définition.....	6
2.1.2. Responsabilités et obligations de la collectivité et des particuliers.....	7
2.1.3. Plan de zonage d'assainissement collectif de Chacrise.....	7
2.1.4. Incidences financières du projet d'assainissement collectif.....	9
2.2. Notice justifiant l'assainissement non collectif	10
2.2.1. Définition.....	10
2.2.2. Responsabilités de la collectivité et des usagers	11
2.2.3. Organisation du SPANC.....	12
2.2.4. Plan de zonage d'assainissement non collectif de Chacrise	13
2.2.5. Incidences financières du projet d'assainissement non collectif	14
 III. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU ZONAGE PROPOSE.....	16
3.1. Coûts des projets	16
3.1.1. Investissement	16
3.1.2. Fonctionnement.....	16
3.1.3. Coûts des différentes solutions envisagées	16
3.2. Choix de la collectivité	18
3.2.1. Détail des coûts de la solution retenue S1	18
 IV. ZONAGE PLUVIAL.....	20
4.1. Droits et devoirs de la collectivité et des usagers relatifs à la gestion des eaux pluviales.....	20
4.2. Principes du zonage pluvial	20
4.2.1. Principes généraux.....	20
4.2.2. Zones d'urbanisation existante.....	22
4.2.3. Zones à urbaniser	23
4.2.4. Zones naturelles et agricoles (bassins versants ruraux).....	24
4.3. Etat de l'assainissement pluvial à CHACRISE	25
4.4. Zonage pluvial à CHACRISE.....	26

GLOSSAIRE

AC : Assainissement Collectif

Ae : Autorité environnementale

AEP : Adduction d'Eau Potable

ANC : Assainissement Non Collectif

C.C.C.O.C. : Communauté de Communes du Canton d'Oulchy le Château

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

EH : Equivalent-Habitant

EP : Eaux Pluviales

EU : Eaux Usées

HT : Hors Taxe

MRAe : Mission Régionale d'Autorité environnementale

PEHD : Polyéthylène Haute Densité

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PPRI : Plan de Prévention du Risque d'Inondation

PR : Poste de Refoulement/Relèvement

PVC : Polychlorure de Vinyle

SPANC. : Service Public d'Assainissement Non Collectif

STEP : Station d'épuration, station de dépollution

I. PREAMBULE

Le zonage d'assainissement répond au souci de préservation de l'environnement. Il doit permettre également de s'assurer de la mise en place des modes d'assainissement les mieux adaptés à la configuration locale et au milieu naturel. Ce zonage va permettre à la commune de disposer d'un schéma global de gestion des eaux usées et pluviales sur son territoire. Il constituera aussi un outil pour la gestion de l'urbanisme.

D'autre part, le zonage va permettre d'orienter le particulier pour la mise en place d'assainissement conforme à la réglementation, tant dans le cas de constructions nouvelles que dans le cas de restaurations.

1.1. Objet du dossier

L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, modifié par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, a attribué de nouvelles obligations aux communes et à leur groupement. Conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- ✓ les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- ✓ les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- ✓ les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- ✓ les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

L'article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales fait référence aux articles R123-1 à R123-27 du Code de l'Environnement pour la conduite de l'enquête publique à laquelle est soumis le zonage.

Les objectifs du dossier d'enquête publique consistent en l'information du public et au recueil des observations de celui-ci sur les règles techniques et financières qu'il est proposé d'appliquer en matière d'assainissement sur le territoire concerné.

1.2. Examen au cas par cas

Les procédures d'élaboration, de révision et de modification des quatre zones mentionnées précédemment (article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales), doivent faire l'objet d'une procédure d'examen au cas par cas préalable à une évaluation environnementale conformément à l'article R.122-17 du Code de l'Environnement.

Selon les dispositions de l'article R.122-18-I du Code de l'Environnement, la personne publique responsable doit saisir l'Autorité environnementale (Ae) qui se prononce, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour cette personne publique de réaliser une évaluation environnementale.

L'Ae dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande pour notifier sa décision, qui prend la forme d'un arrêté préfectoral. Aux termes des articles R122-17 et R 122-18 susvisés, l'Ae compétente pour les zonages d'assainissement est la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable; la DREAL (dont les agents sont placés, pour ces activités, sous l'autorité fonctionnelle du Président de la MRAe), instruit pour son compte les demandes d'examen au cas par cas.

Pour la région Hauts-de-France, les modalités de fonctionnement de la MRAe ont fait l'objet d'une convention entre le Président de la MRAe et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), et d'une décision portant délégation conformément à l'article 17 du décret n° 20 15-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable.

La décision de la MRAe de ne pas soumettre Chacrise à une évaluation environnementale est jointe en annexe 1 de ce document.

II. DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT

Assainissement non collectif

La totalité des bâtiments rejetant des eaux usées est en assainissement non collectif.

Depuis 2012, la C.C.C.O.C. effectue dans le cadre du SPANC des contrôles sur les dispositifs d'assainissement non collectif existants. Les caractéristiques des installations figurent dans le tableau ci-contre (synthèse de 2017). La majorité d'entre elles est équipée de fosses septiques (43,55 %) en prétraitement, de tranchées d'infiltration (42,42 %) en traitement et de rejets au réseau pluvial (53,00 %).

Assainissement collectif.

Actuellement, le bourg ne dispose pas de réseau de collecte des eaux usées.

Les habitations à desservir sont au nombre de 171.

2.1. Notice justifiant l'assainissement collectif

2.1.1. Définition

L'assainissement collectif a pour objet la collecte, le transport et le traitement des eaux usées vers une station d'épuration. Le réseau de collecte peut être de deux types :

- réseau séparatif : les eaux pluviales (toitures, chaussées...) et usées (domestiques, industrielles...) sont collectées séparément et acheminées par un double réseau au milieu naturel pour les eaux pluviales et à la station d'épuration pour les eaux usées ;
- réseau unitaire : les eaux pluviales et usées sont collectées par un réseau unique et dirigées vers la station d'épuration ; pendant les périodes pluvieuses le trop plein peut être rejeté dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de bassins d'orage.

Le niveau de traitement de la station d'épuration dépend des contraintes environnementales du site, et doit permettre de respecter les objectifs de qualité assignés au milieu naturel récepteur des eaux épurées. L'assainissement collectif convient particulièrement bien pour des zones d'habitats regroupés, de densité moyenne ou forte.

2.1.2. Responsabilités et obligations de la collectivité et des particuliers

Le présent chapitre a pour but de préciser les principales attributions de chacune des parties (collectivités et particuliers) en matière d'assainissement collectif. L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment les stations d'épuration des eaux usées et l'élimination des boues qu'elles produisent. En contrepartie, la présence d'un réseau réalisé en domaine public contraint l'usager à s'y raccorder et à payer la redevance correspondante aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

L'article L1331-1 du Code de la Santé Publique précise :

- qu'à partir du moment où un système d'assainissement collectif est réalisé, les particuliers disposent de 2 ans pour s'y raccorder (un délai jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé par dérogation pour un immeuble antérieur au réseau collectif et équipé d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme) ;
- qu'en attendant la réalisation de l'assainissement collectif, les habitations doivent être dotées d'un assainissement non collectif conforme et en état de fonctionnement.

Peuvent être exonérés de l'obligation de raccordement, par arrêté approuvé par le représentant de l'Etat dans le département :

- les immeubles abandonnés ou les immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés ;
- les immeubles difficilement raccordables, dès lors qu'ils sont équipés d'une installation d'assainissement autonome conforme (arrêté du 19 juillet 1960 modifié relatif au raccordement des immeubles aux égouts).

Un règlement intercommunal d'assainissement collectif peut définir les droits et obligations de la collectivité et de l'usager.

2.1.3. Plan de zonage d'assainissement collectif de Chacrise

En l'absence de réseau collectif, l'assainissement doit provisoirement être assuré par un système d'assainissement non collectif aux normes conçu pour être raccordé ultérieurement au réseau public.

Dans ce cas, un délai dérogatoire jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé pour le raccordement au réseau posé postérieurement à la construction de l'immeuble. En cas de création d'un assainissement collectif sur la commune, les habitations desservies sont tenues de se raccorder au réseau collectif dès lors qu'il existe, et au plus tard dans les 2 ans suivant sa mise en service.

Certains immeubles peuvent être exonérés de cette obligation de raccordement par la C.C.C.O.C. au vu des contraintes techniques et financières et à condition que les habitations non raccordées soient dotées d'une installation d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement.

La mise en place d'un assainissement collectif sur la commune de Chacrise est difficilement envisageable pour certaines habitations (en contre-bas de la chaussée, isolées) ou pour des secteurs à faible densité de population et/ou éloignés du centre bourg. Ces habitations sont donc considérées comme non raccordables.

On compte 5 secteurs non raccordables sur le territoire communal de Chacrise :

▪ S1 – Chemin des Vignes à Chacrise	2 habitations
▪ S2 – Moulin de Fay	1 habitation
▪ S3 – Rue de la Prairie à Villeblain	2 habitations
▪ S4 – Rue Principale à Villeblain	2 habitations
▪ S5 – Lieu-dit « La Fourcière »	1 habitation

Au total, 8 habitations de la commune sont non raccordables

Ces 4 secteurs restent en zone d'assainissement non collectif. Le tableau ci-après précise la filière indicative préconisée à mettre en place (à confirmer par une étude à la parcelle).

Secteur	Filière adaptée	Justification
S1 – Chemin des Vignes à Chacrise	Epandages souterrains	Habitations à l'écart
S2 – Moulin de Fay	Lit filtrant drainé avec plus-value	Habitation très éloignée du bourg et du hameau
S3 – Rue de la Prairie à Villeblain	Lits filtrant drainés	Habitations à l'écart
S4 – Rue Principale à Villeblain	Lits filtrant drainés	Habitations éloignées du bourg
S5 – Lieu-dit « La Fourcière »	Lit filtrant drainé avec plus-value	Habitation très éloignée du bourg et du hameau

2.1.4. Incidences financières du projet d'assainissement collectif

Chacrise est concerné par des projets d'assainissement collectif mis en œuvre par la C.C.C.O.C. Les usagers de la commune participent aux coûts d'investissement et d'exploitation par le versement de :

- ✓ la redevance d'assainissement collectif: le montant de la redevance d'assainissement tient compte d'une part fixe et d'une part variable dont le montant est voté chaque année;
- ✓ la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées domestiques. Conformément à l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées sont astreints à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif. Celle-ci s'élève au maximum à 80% du coût de fourniture et de pose d'un assainissement non collectif. Les modalités techniques et financières de cette participation seront déterminées par délibération de la C.C.C.O.C. Elle concerne les producteurs d'eaux usées domestiques. Cette participation se substitue à la participation pour le raccordement à l'égout depuis le 1^{er} juillet 2012.

La participation est exigible à compter de la date de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires ;

- ✓ la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées assimilés domestiques. Les usagers concernés sont ceux définis par l'article R213-48-1 du Code de l'Environnement et de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte. Ils ne sont pas soumis à un arrêté d'autorisation de rejet. Les établissements industriels sont assujettis à la même participation financière si une partie de leurs locaux produit des eaux usées assimilables à une utilisation domestique (bureaux, salle de restauration, WC, etc.). Cette participation financière est exigible à la délivrance de l'autorisation de déversement ordinaire.

Bordereau des prix unitaires pour la mise en place d'un assainissement collectif

Vous trouverez ci-dessous le bordereau des prix appliqués pour la solution d'assainissement collectif :

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml
Plus-value pour encorbellement	1 500,00	U
Passage cours d'eau et ouvrage (fonçage ou microtunnelier)	12 000	U
Plus-Value pour surprofondeur du réseau PVC diamètre 200 mm	60,00	ml
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m
PR EU < 7 logements	8 000,00	U
PR EU < 50 logements	20 000,00	U
50 logements < PR EU < 100 logements	30 000,00	U
100 logements < PR EU < 200 logements	42 000,00	U
PR EU > 200 logements	50 000,00	U
Branchement au réseau (Boîte de Branchement+canalisation)	1 500,00	U
STEP	1 000,00	EH
Branchement en domaine privé	2 000,00	U

2.2. Notice justifiant l'assainissement non collectif**2.2.1. Définition**

Conformément à l'article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation, ainsi que des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celles des immeubles d'habitation, est obligatoire dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées pour quelque cause que ce soit (absence de réseau public de collecte ou, lorsque le réseau existe, immeuble dispensé de l'obligation de raccordement).

L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel superficiel ou souterrain, ou leur rejet en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit. Le présent article s'applique même en l'absence de zonage d'assainissement. Le non-respect de cette disposition par le propriétaire d'un immeuble peut donner lieu à des mesures administratives et/ou des sanctions pénales.

Les dispositions relatives à l'assainissement non collectif ne s'appliquent pas aux immeubles abandonnés ni aux immeubles qui en application de la réglementation doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la collectivité et le propriétaire.

2.2.2. Responsabilités de la collectivité et des usagers

L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes ou leur groupement doivent obligatoirement prendre en charge le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif, afin de protéger la salubrité publique.

Par contre, le choix ou non d'assurer l'entretien de ces dispositifs reste à l'initiative de la collectivité.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif est financé par une redevance d'assainissement non collectif payée par les usagers qui se compose comme suit :

- la redevance pour le diagnostic initial des installations existantes ;
- la redevance pour le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes (tous les 10 ans au maximum) ;
- la redevance pour le contrôle de fonctionnement à l'occasion de la cession d'un immeuble. Le redevable est le propriétaire vendeur comme l'indique l'article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, ou son mandataire ;
- la redevance pour le contrôle de la conception et la réalisation des installations neuves. Pour toutes les installations neuves, le service d'assainissement non collectif instruit les dossiers de demande d'installation et suit l'exécution des travaux par des interventions sur le terrain.
Le redevable est le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter, qui présente au SPANC le projet. Elle est exigible après l'exécution des prestations ;
- la redevance de contre-visite : il s'agit de l'examen préalable de la conception suivi de la vérification de l'exécution des travaux obligatoires prescrits par le SPANC à la suite d'un contrôle périodique. Le redevable de la redevance de contre-visite est le propriétaire de l'immeuble, ou le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif.

Outre les redevances ci-dessus, le SPANC peut aussi percevoir :

- s'il est mandaté par l'usager pour la réalisation ou la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, le remboursement du coût des travaux, déterminé selon les modalités fixées par une convention conclue entre le propriétaire et le SPANC, en tenant compte des subventions éventuellement perçues pour ces travaux ;
- la part destinée à couvrir un déplacement inutile du fait de l'absence du propriétaire ou de son mandataire alors même qu'un rendez-vous avait été formalisé selon les dispositions réglementaires. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble ;
- le remboursement des frais de prélèvement et d'analyses sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel lorsque l'analyse révèle un rejet non conforme à la réglementation. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble.

2.2.3. Organisation du SPANC

Le SPANC est un service à caractère industriel et commercial organisé en régie. Les usagers sont soumis à une redevance d'assainissement. Celle-ci est un montant forfaitaire dû après service rendu et finance en totalité le service.

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire et vidangées régulièrement par des personnes agréées par le préfet, de manière à maintenir :

- leur bon fonctionnement et leur bon état ;
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux ;
- l'accumulation normale des boues.

Notamment, la périodicité de vidange d'une fosse septique doit être adaptée à la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Concernant les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange.

Le propriétaire, ou le cas échéant le locataire, qui ne connaît pas la réglementation applicable à l'entretien et à la vidange de son installation d'assainissement non collectif, ou qui ne possède plus la notice du fabricant ou le guide d'utilisation obligatoire dans le cas d'une installation agréée par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, doit contacter le SPANC pour bénéficier du maximum d'informations disponibles et commercialement fiables.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, choisit librement l'entreprise ou l'organisme agréé par le préfet qui effectuera la vidange des ouvrages. Il est rappelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires.

2.2.4. Plan de zonage d'assainissement non collectif de Chacrise

Les dispositions en matière d'assainissement non collectif s'appliquent en l'absence de collecteur public au droit de propriété. Chacrise ne possède aucun réseau de collecte des eaux usées, la totalité de la commune est en assainissement non collectif.

De plus, 36 habitations ne seraient pas à réhabiliter car elles ont été contrôlées conformes par le SPANC.

Les habitations non desservies par un réseau de collecte font l'objet d'une étude prenant en compte les critères suivants :

1 – la structure de l'habitat, à savoir :

- l'isolement ou le regroupement des bâtiments,
- la distance à un exutoire existant,
- la taille de la parcelle, son aménagement et son accessibilité,
- la situation de chaque immeuble sur la parcelle et le dénivelé entre l'immeuble et le terrain recevant l'ANC,
- les projets de développement de l'habitat.

La structure de l'habitat définit la localisation du traitement, à la parcelle privée ou sur le domaine public dans le cas de système de traitement autonome regroupé.

2 - les contraintes du milieu naturel, à savoir :

- la nature et la perméabilité des sols,
- la profondeur de la nappe,
- la géologie,
- la pente du terrain,
- l'existence de contraintes spécifiques (périmètre de protection de captage d'eau potable, zone naturelle à protéger, zone inondable),
- la disponibilité foncière.

Les contraintes du milieu imposent des techniques de traitement.

3 - contraintes relevées sur Chacrise

Le tableau ci-après reprend l'ensemble des contraintes parcellaires à Chacrise ainsi que la solution à apporter pour y remédier.

Contraintes de l'habitat pour la mise en place de l'ANC à Chacrise		
Dénomination	Solution	Nombre
Contraintes de surface (CS)	Filière compacte (zéolithe, micro-station, coco...)	Chacrise : 20 <u>Villeblain : 0</u> Total : 20
Contraintes topographiques (CT)	Poste de relevage	Chacrise : 19 <u>Villeblain : 0</u> Total : 19
Contraintes d'habitats en bande, contraintes d'accès (CA)	Filière compacte (zéolithe, micro-station, coco...) et plus-value	Chacrise : 17 <u>Villeblain : 1</u> Total : 18
Contraintes de captage (CC)	Filière drainée ou compacte, rejet si possible en milieu superficiel	Pas de captage
Contraintes du PPRI (CI)	Tertre ou filière compacte	Pas de PPRI
Contraintes d'exutoire (CE)	Plus-value pour puits d'infiltration	Chacrise : 5 <u>Villeblain : 1</u> Total : 6

Les contraintes technico-économiques de raccordement orientent le choix vers l'assainissement collectif ou non collectif.

2.2.5. Incidences financières du projet d'assainissement non collectif

En ce qui concerne le SPANC de la Communauté de Commune du Canton d'Oulchy le Château, les tarifs 2017 pour les redevances d'assainissement non collectif sont les suivants :

1) Installation existante

- ❖ Redevance annuelle : 17,22 € HT/an

2) Cas particuliers

- ❖ Redevance pour le contrôle lors de la conception : 105,30 € HT
- ❖ Redevance pour le contrôle de bonne exécution : 157,94 € HT
- ❖ Coût d'un contrôle dans le cadre d'une vente : 157,94 € HT.
- ❖ Coût d'un contrôle dans le cadre d'une vente : 157,94 € HT

La mise aux normes des installations d'assainissement non collectif est à la charge exclusive du propriétaire. Un prix indicatif par filière pour un équipement standard est indiqué ci-après :

- Epanchage souterrain : 7 000 €HT,
- Lit filtrant vertical drainé : 9 000 €HT,
- Lit filtrant vertical non drainé : 8 000 €HT,
- Filière compacte traditionnelle (type zéolite) : 9 000 €HT,
- Micro-station : 11 000 €HT.

Les fiches des différentes filières d'assainissement non collectif sont consultables en annexe 2 de ce document

III. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU ZONAGE PROPOSE

3.1. Coûts des projets

3.1.1. Investissement

Les coûts d'investissement présentés ci-après prennent en compte la remise en état de la parcelle pour les habitations en assainissement non collectif.

Il s'agit donc d'une estimation maximaliste puisque la réhabilitation des dispositifs existants pourra être dans certains cas inutile ou partielle (réutilisation d'une fosse toutes eaux réglementaire par exemple et mise en place de la filière de traitement uniquement).

3.1.2. Fonctionnement

Pour les réseaux d'assainissement collectif, ces coûts comprennent l'entretien régulier des réseaux gravitaires (curage des canalisations, regards de visite, boîtes de branchement, bouches-avaloirs), ainsi que l'entretien des stations de pompage et de leur consommation électrique.

Pour l'assainissement non collectif, dans le cadre de l'intervention du SPANC en matière de contrôle, les visites seront réalisées tous les dix ans. Les installations dotées d'une pompe de relèvement seront contrôlées sur la même base que les autres installations.

3.1.3. Coûts des différentes solutions envisagées

Les différentes solutions envisagées pour la commune de Chacrise correspondent à :

- ✓ **Solution S1 : assainissement non collectif pour la totalité de la commune.**

Réhabilitation ou mise en place d'un traitement à la parcelle pour les eaux usées de chaque habitation de la commune qui n'a pas été contrôlée conforme par le SPANC et dont la parcelle peut recevoir un assainissement collectif.

- ✓ **Solution S2 : assainissement collectif pour Chacrise et Villeblain et assainissement non collectif pour les habitations non raccordables**

Mise en place d'un réseau d'eaux usées en PVC Ø 200 mm sur la quasi-totalité des rues de Chacrise afin de desservir 130 habitations ainsi que sur Villeblain afin de desservir 33 habitations.

Les eaux usées seront traitées sur une station de dépollution située rue St Jean à Chacrise et rue Principale à Villeblain. L'exutoire pour les 2 stations de dépollution sera La Crise, cours d'eau permanent.

Les parcelles pressenties pour la construction des stations de dépollution n'appartiennent pas à la commune. Il s'agira donc de prévoir un coût d'acquisitions foncières pour celles-ci. Ce coût n'est pas pris en compte dans le coût d'investissement de la solution S2 présentée. Des études de faisabilité et d'incidence devront être réalisées si la commune projette de choisir ce scénario.

Les contraintes pouvant exister en domaine privé pour le raccordement à la boîte de branchement en domaine public seront à identifier. Un forfait de 2 000,00 € HT/branchement pour le particulier a donc été pris en compte dans la solution d'assainissement collectif. Il s'agit d'un prix moyen, variable en fonction des contraintes sur la parcelle (distance, accès, pente, aménagement au sol...).

Les 2 habitations à Chacrise, l'habitation au lieu-dit la Fourcière, la Moulin de Fay ainsi que les 4 habitations à Villeblain non desservies par un réseau d'eaux usées resteront donc en assainissement autonome. Parmi celles-ci, le Moulin de Fay a été contrôlé conforme par le SPANC et donc ne sera pas comptabilisé dans la solution 2.

Les tableaux ci-dessous synthétisent les différents coûts pour les 2 solutions proposées :

N° Solution	S1	S2**
Nbr d'habitations concernées	135	170
Nbr d'habitations en AC	0	163
Nbr d'habitations en ANC	135	7
Coût d'investissement (€ HT)	1 204 900,00	2 002 260,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	8 925	11 778
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	12 315,00	25 988,00

** Hors coût d'acquisition foncière pour la mise en place de la STEP

N° Solution	S1		S2	
	Domaine privé	Domaine public	Domaine privé	Domaine public
Nbr d'habitations	135	0	170	163
Coût d'investissement (€ HT)	1 204 900,00	0,00	386 800,00	1 615 460,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	8 925	0,00	2 275	9 911
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	12 315,00	0,00	595,00	25 393,00

Le détail des coûts affectés aux différentes solutions est repris dans les tableaux en annexe 3 de ce document.

3.2. Choix de la collectivité

Après délibération de son conseil municipal le **19 avril 2018** dont l'extrait du registre est joint en annexe 4, la commune de Chacrise a décidé de retenir le zonage d'assainissement suivant :

Assainissement non collectif pour l'ensemble de la commune (solution S1)

Le choix du zonage d'assainissement a été réalisé sur la base de l'étude technico-économique des solutions proposées dans le cadre de l'étude de schéma directeur d'assainissement. Il a été motivé par l'important écart financier entre les deux solutions tant en coût d'investissement qu'en coût de fonctionnement.

Sur le plan technique, la solution d'assainissement non collectif S1 se justifie par le fait d'éviter de lourds travaux sur la commune (linéaire gravitaire, nombre important de postes de refoulement) et par la non réhabilitation des habitations contrôlées conformes par le SPANC.

3.2.1. Détail des coûts de la solution retenue S1

Assainissement non collectif pour la totalité de la commune à l'exception des 36 habitations contrôlées conformes, soit 135 habitations.

Coût d'investissement de la solution S1

L'assainissement non collectif à la parcelle pour la totalité de la commune nécessite l'implantation de :

○ Trente-trois (33) épandages souterrains	231 000,00 € HT
○ Soixante-huit (68) lits filtrant verticaux drainés	612 000,00 € HT
○ Quinze (15) filières compactes traditionnelle	135 000,00 € HT
○ Quatorze (14) filières compactes traditionnelles avec 1 plus-value pour contrainte	144 900,00 € HT
○ Quatorze (14) postes de relèvement	28 000,00 € HT
○ Cinq (5) lits filtrant verticaux drainés avec 1 plus-value pour contrainte	54 000,00 € HT

Coût total en investissement de la solution S1 : 1 204 900,00 € HT et 8 925 Euros HT/Habitation en moyenne.

Coût de fonctionnement de la solution S1

Après analyse des prestations effectuées entre 2012 et 2016, le coût de fonctionnement d'un assainissement autonome peut donc être estimé à 85,00 € HT par dispositif et par an (redevance annuelle + coût de vidange lissé sur 4 ans).

A ce coût induit par les redevances diverses, nous pouvons ajouter un coût moyen de la consommation électrique nécessaire au fonctionnement des micro-stations et postes de relevage (contrainte topographique).

Nous estimons la consommation électrique de ces équipements à environ 1 kW/jour/station, soit un coût moyen de 60,00 € HT/an pour une micro-station et/ou un poste de relevage.

Le coût de fonctionnement de cette solution S1 est donc de l'ordre de 12 315,00 € HT par an pour l'ensemble des installations non conformes auquel s'ajoutent les redevances lors de la conception et de la bonne exécution la première année. Le coût du contrôle dans le cadre d'une vente n'étant pas inclus.

A noter également, le coût de fonctionnement sera de 3 360 € HT par an pour les 36 habitations contrôlées conformes par le SPANC

IV. ZONAGE PLUVIAL

4.1. Droits et devoirs de la collectivité et des usagers relatifs à la gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales appartiennent en pleine propriété au propriétaire du terrain qui les reçoit (article 641 du Code Civil). Il n'y a donc pas d'obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif dans les secteurs qui en sont équipés (réseau unitaire collectant à la fois les eaux usées et pluviales, ou réseau séparatif collectant les seules eaux pluviales, selon les cas).

Les terrains sont assujettis à recevoir les eaux qui s'écoulent naturellement. Cependant, le propriétaire du terrain supérieur ne peut rien faire qui aggrave cette servitude (article 640 du code Civil).

La commune, ou le cas échéant la collectivité à laquelle elle adhère pour la compétence en matière de gestion des eaux pluviales, a la possibilité de réglementer les rejets sur la voie publique dans le cadre de ses pouvoirs de police en matière de lutte contre les accidents, les inondations et les pollutions (article L2212-2 du code Général des collectivités Territoriales).

Elle peut éventuellement interdire ou limiter les rejets sur la voie publique.

S'il existe un réseau pluvial ou unitaire, les conditions de son utilisation peuvent être fixées par un arrêté municipal ou figurer dans le règlement du service d'assainissement.

4.2. Principes du zonage pluvial

4.2.1. Principes généraux

Le raccordement systématique des eaux pluviales à un réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé d'un projet d'envisager d'abord une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle ou par opération n'est pas satisfaisante, les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans un réseau public.

Ces dispositions s'appliquent aux zones urbanisées ou à urbaniser. Dans le cas où ces dispositions ne peuvent être réalisées, le demandeur est autorisé à rejeter ses eaux pluviales selon les trois (3) niveaux de contraintes ci-après :

- 1 – en zone de non-aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel ;
- 2 – en zone de contrôle du ruissellement : le rejet dans un réseau existant ne peut être autorisé que dans la limite de la capacité de collecte et de transport des ouvrages de la collectivité, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel ;
- 3 – en zone de compensation du ruissellement : le réseau existant n'est pas en capacité d'accueillir de nouveaux rejets. Le demandeur doit envisager une gestion à la parcelle ou par opération de ses eaux pluviales. En cas d'insuffisance d'une gestion à la parcelle ou par opération, le demandeur peut être autorisé à rejeter dans le réseau. Cette autorisation est conditionnée par des travaux pouvant porter sur la collecte et le transport.

En parallèle au zonage, certaines opérations d'aménagement, selon leur importance, peuvent être soumises à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement et notamment de la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du même code :

- rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface de la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (déclaration) ou supérieure ou égale à 20 ha (autorisation).

C'est dans le cadre du dossier réglementaire d'incidence à réaliser que les aménagements spécifiques à prévoir devront être établis. Pour les opérations plus modestes n'entrant pas dans le cadre de ces procédures, c'est à l'aménageur qu'il revient de prendre les mesures nécessaires permettant de satisfaire le règlement du PLU et le présent zonage.

Dans les secteurs ruraux, les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, en particulier par les fossés et cours d'eau existants. Trois niveaux de contraintes sont définis dans ces secteurs:

- 1 – zone sans prescriptions particulières : il s'agit des secteurs où le ruissellement et l'évacuation des eaux pluviales ne présentent pas de problème particulier, compte tenu de la nature du sol, de la topographie et/ou de la présence d'un milieu récepteur à proximité. Les eaux de ruissellement doivent être limitées autant que possible en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables. ;

2 – zone de non-aggravation du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont d'ouvrages hydrauliques, existants ou projetés (bassins de rétention, collecteurs), dont le dimensionnement est suffisant pour permettre la gestion des eaux pluviales sans débordement ni problème d'évacuation, sous réserve de ne pas accroître les flux. Les éléments de paysage existants (fossés, haies, bois, bosquets, vergers, fonds plats...) constituant des freins au ruissellement et/ou favorisant l'infiltration sont à préserver, tandis que les interventions susceptibles d'aggraver le ruissellement doivent donner lieu à des mesures compensatoires, principalement agro-environnementales ;

3 – zone de réduction du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont de zones urbanisées ou à urbaniser équipées de collecteurs déjà saturés ou sensibles à des dysfonctionnements hydrauliques (coulées de boues, inondations), où toute disposition visant à réduire le ruissellement contribue à l'amélioration de la situation et à la réduction des risques. Les dispositions à prendre sont principalement des aménagements d'hydraulique douce (bandes enherbées, haies, fossés...) et des modifications des pratiques agricoles (labours perpendiculaires aux pentes...).

Dans tous les cas (zones urbanisées, à urbaniser, naturelle ou agricole), un prétraitement (débourbeur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

4.2.2. Zones d'urbanisation existante

Les zones agglomérées sont souvent les plus sensibles au ruissellement et aux inondations. En effet, la concentration des eaux de ruissellement par la pose de collecteurs, l'extension de l'urbanisation et l'accroissement de l'imperméabilisation au fil du temps conduisent les réseaux pluviaux et unitaires, souvent anciens, à la limite de leur capacité, voire les rendent insuffisants. Il s'agit de zones où le ruissellement ne doit pas être aggravé.

Les réseaux d'assainissement par temps de pluie sont souvent à l'origine de 2 types majeurs de dysfonctionnement :

- pour des pluies d'occurrence fréquente, dans le cas de réseaux unitaires collectant à la fois les eaux usées et pluviales, rejet d'eaux usées de temps de pluie du fait de l'insuffisance des ouvrages à transiter la totalité des flux vers les ouvrages de traitement (l'occurrence de pluie mensuelle est souvent retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement)
- pour des pluies d'occurrence plus rare (10/20/30/50 ans), débordements et inondations du fait de l'insuffisance hydraulique des ouvrages, avec remontée de l'eau chez les riverains par les branchements sur les réseaux en charge et/ou inondation des voiries lorsque que la ligne d'eau atteint le terrain naturel (l'occurrence de pluie décennale est souvent retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement).

Généralement, pour les constructions et infrastructures existantes, les aménagements possibles pour limiter les débits, le ruissellement et ne pas aggraver les inondations sont :

- la réduction des apports amont par écrêtement (bassins tampons)
- la déconnexion de bassins versants des zones de collecte (mise en séparatif, séparation de réseaux d'eaux pluviales et unitaires...)
- la modification de la répartition des flux d'amont en aval et la dispersion des rejets
- la suppression d'insuffisances locales par remplacement/renforcement d'ouvrages incriminés
- à l'occasion d'opportunités de travaux ou d'aménagements (aménagement des sous-sols, réfection de voirie, secteurs de requalification...), toute possibilité de techniques alternatives, faisant appel soit à l'infiltration, soit au stockage et à l'épandage superficiel :
 - ✓ assainissement à la parcelle : puisards, fossés, noues, tranchées drainantes, citernes, toitures terrasses, lits d'épandage
 - ✓ assainissement par groupe de parcelles : fossés, noues, tranchées pour recueillir et infiltrer les eaux de ruissellement des espaces collectifs, tranchées filtrantes ou drainantes, chaussées poreuses ou sur fondation drainante
 - ✓ assainissement par opération : bassins de retenue, chaussées réservoirs.
- l'installation de clapets anti-retour pour éviter les remontées dans les branchements.

4.2.3. Zones à urbaniser

Pour les mêmes raisons que dans les zones urbanisées (éléments limitants), afin d'éviter des mises en charge des réseaux avec aggravation ou apparition de nouveaux risques de débordement, le rejet des eaux pluviales en infiltration (après tamponnement éventuel en fonction des capacités d'absorption du sol) ou dans un milieu superficiel proche (après tamponnement éventuel en fonction de la capacité d'acceptation du milieu) doit être privilégié chaque fois que possible pour éviter la concentration des flux.

Deux cas de figure se présentent pour la gestion des eaux pluviales :

- zones de compensation du ruissellement : dans les secteurs sensibles où les réseaux déjà saturés ne peuvent pas admettre d'augmentation des débits collectés, afin de ne pas aggraver la situation existante et les risques déjà évoqués, toute possibilité de solutions "alternatives" ou "compensatoires" au ruissellement, déjà énumérées pour les zones urbanisées, doit être envisagée pour collecter et évacuer les eaux pluviales des nouvelles constructions et infrastructures, publiques ou privées, collectives ou individuelles.

Dans ce cas, les solutions locales d'évacuation doivent être privilégiées : recherche d'un exutoire local (ruisseau, fossé, infiltration) sous réserve de vérifier les risques de pollution ou de contamination du milieu récepteur, notamment en fonction des usages de l'eau.

Les techniques alternatives énumérées précédemment doivent être privilégiées pour réduire et/ou différer les rejets d'eaux pluviales (rétention à la parcelle, par opération, avec débit de fuite limité).

- zones de contrôle du ruissellement : quand la capacité des réseaux existants et l'acceptabilité du milieu naturel le permettent, les solutions classiques d'assainissement pluvial par la pose de collecteurs restent envisageables, moyennant le cas échéant des prétraitements et/ou tamponnements. L'aménageur doit néanmoins au préalable vérifier l'acceptabilité des réseaux et avoir reçu l'agrément du gestionnaire des réseaux.

Dans ce cas, l'utilisation des mesures alternatives précédentes ne doit pas être négligée pour éviter une saturation des réseaux à terme.

4.2.4. Zones naturelles et agricoles (bassins versants ruraux)

Sur ces zones, le ruissellement a pour conséquence de concentrer les flux dans le temps (réduction du temps de parcours et augmentation des vitesses d'écoulement) et dans l'espace (convergence en quelques points de rejet à l'aval).

Compte tenu, en outre, du cumul des flux issus de plusieurs bassins versants naturels, des conséquences graves peuvent être à craindre si aucune précaution n'est prise et si la gestion des flux n'est pas concertée :

- * risques d'inondation pour les populations à l'aval des bassins versants, jusqu'au milieu récepteur final
- * risques d'inondation d'ouvrages d'infrastructure importants, et par suite pour la sécurité des usagers
- * risques d'inondation de terrains cultivables
- * érosion des sols et pollution des milieux récepteurs :

Ses effets sont observables le long des lignes d'écoulement principal où le ruissellement emporte les terrains et provoque des affaissements, ainsi qu'à l'aval des bassins versants dans le fond des vallons, où ils se manifestent par l'accumulation de terre, le colmatage d'ouvrages hydrauliques, des apports de boues dans les milieux superficiels. On les observe en particulier aux points d'accumulation des eaux au droit de dépressions naturelles, ou aux ouvrages canalisant les écoulements sous des chemins agricoles ou des chaussées.

L'érosion résulte de la combinaison de plusieurs facteurs :

- pentes importantes de bassins versants agricoles
- composition des terrains superficiels
- pratiques culturelles, et remembrement :
 - ✓ labourages et cultures dans le sens des pentes, concentrant et accélérant les écoulements

- ✓ arrachage de haies forçant l'infiltration et freinant les écoulements
 - ✓ comblement de fossés permettant la rétention et l'infiltration
 - nudité des sols cultivés en période hivernale
 - insuffisance d'obstacles naturels aux écoulements (*bois, talus, haies,...*), en particulier à l'aval des bassins versants
- * mauvaise recharge des aquifères.

Pour ces zones naturelles et agricoles, les aménagements envisageables pour améliorer le fonctionnement du réseau hydraulique superficiel consistent principalement en des mesures agri-environnementales visant à ralentir les écoulements. Il peut s'agir de:

- modification des pratiques culturales
 - labourages et cultures perpendiculairement aux pentes
 - plantation de haies...
- création, recalibrage ou réouverture de fossés comblés
- mise en place de bandes enherbées
- mise à fond plat de terrains favorables à une bonne infiltration
- utilisation de dépressions naturelles et d'obstacles naturels aux écoulements (*bois, talus, haies,...*), par dérivation locale des écoulements
- création de bassins de tamponnement ou d'infiltration...

4.3. Etat de l'assainissement pluvial à CHACRISE

Le réseau pluvial du bourg de Chacrise (plan ci-contre) est assez bien développé, sous forme d'antennes pluviales, avec grilles et bouches-avaloirs, collectant et acheminant les eaux pluviales vers la Crise, ou parfois ponctuellement avec rejet en infiltration.

Le réseau pluvial dans le hameau de Villeblain (plan ci-contre) est constitué d'une antenne principale rue de Fay, rue Principale et rue de la Prairie, avec grilles et bouches-avaloirs, collectant et acheminant les eaux pluviales vers la Crise.

La mairie ne signale pas de problème particulier.

CHACRISE a fait l'objet de plusieurs arrêtés de catastrophe naturelle d'inondation :

Type de catastrophe	Début	Fin	Arrêté	Publication JO
Inondations et coulées de boue	16/05/88	16/05/88	02/08/88	13/08/88
Inondations et coulées de boue	08/05/93	09/05/93	20/08/93	03/09/93
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99

Elle n'est pas soumise à la réglementation relative à l'Information Acquéreur Locataire en application des articles L125-5 et R125-23 à 27 du Code de l'Environnement.

4.4. Zonage pluvial à CHACRISE

Les zones urbanisées du bourg de Chacrise et du hameau de Villeblain ont été rangées en zone de non-aggravation du ruissellement, pour éviter les risques de saturation des réseaux à terme et d'accroître les flux rejetés au milieu naturel.

A défaut de document d'urbanisme fixant des contours précis des zones urbanisées, urbanisables, naturelles et agricoles, la délimitation a été effectuée en fonction de la structure viaire et de celle des réseaux, des pentes, des limites des parcelles bâties ou potentiellement constructibles, et du registre parcellaire graphique agricole de 2016 (RPG).

Le bourg de Chacrise et le hameau de Villeblain sont implantés au bas de versants parallèlement aux courbes de niveau et n'interceptent aucun talweg marqué. En conséquence, ils ne sont pas exposés au ruissellement issu des bassins versants ruraux, qui sont rangés en zone sans prescriptions particulières.

Actuellement, compte tenu de rejets dans les réseaux pluviaux de dispositifs d'ANC non conformes, des rejets d'eaux usées sont potentiellement observables aux exutoires de ces réseaux dans le milieu naturel. Cependant, dans le cadre de la solution retenue de réhabilitation des dispositifs d'ANC non conformes, ces rejets potentiels sont amenés à progressivement disparaître.

Par ailleurs, le caractère rural de la commune et l'origine des eaux de ruissellement ne sont pas susceptibles de générer une pollution significative des eaux pluviales.

En conséquence, aucun point sensible quant à la pollution des eaux pluviales n'a été identifié.

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE CHAUDUN

**Annexe 1 – Décision de la MRAe concernant
l'évaluation environnementale sur la commune**



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale
d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
sur la révision des zonages d'assainissement
des communes de**

**Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy,
Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy,
Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouttes,
Nampteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise,
Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire (02)**

n°MRAe 2018-2415 ; 2018-2416 ; 2018-2417 ; 2018-2418 ; 2018-2419 ; 2018-2420 ; 2018-2421 ;
2018-2422 ; 2018-2423 ; 2018-2424 ; 2018-2425 ; 2018-2426 ; 2018-2427 ; 2018-2428 ; 2018-2429 ; 2018-
2430 ; 2018-2431 ; 2018-2432 ; 2018-2433 ; 2018-2500

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement Européen et du Conseil concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-4, R122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015, relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 5 mai 2017 et du 16 octobre 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les demandes d'examen au cas par cas, déposées complètes par la communauté de communes du canton d'Oulchy-le-Château le 23 avril 2018, concernant la révision des 20 zonages d'assainissement des communes d'Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy, Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouettes, Nampsteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire, dans le département de l'Aisne ;

Vu les avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France des 25 et 29 mai 2018 ;

Considérant que la révision des zonages d'assainissement de ces vingt communes consiste à classer en assainissement non collectif l'ensemble du territoire de chacune de ces communes ;

Considérant la présence sur la commune d'Arcy du site Natura 2000 n°FR2200399 « coteaux calcaires du Tardenois et du Valois » lequel ne sera pas impacté par les projets de zonage d'assainissement ;

Considérant la présence de zones à dominante humide définies par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine Normandie, lesquelles ne seront pas impactées par les projets de zonage d'assainissement ;

Considérant la présence de périmètres de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine sur les communes de Beugneux, Droisy, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy et l'absence d'habitation au sein de ces périmètres de protection rapproché et éloigné ;

Considérant la présence d'une habitation à l'intérieur du périmètre de protection du captage d'eau potable de la commune d'Arcy, habitation dont les effluents épurés seront rejetés en dehors du périmètre de protection ;

Considérant que l'état chimique des nappes souterraines du Lutétien-Yprésiens du Soissonnais-laonnois, de l'Eocène du bassin versant de l'Ourcq, et de la Craie de Champagne nord est médiocre, alors que la nappe de l'Albien-Néocomien captif est en bon état ;

Considérant la réglementation garantissant le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif en application de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 dans l'objectif de maintenir la conformité des installations et d'informer le public sur les conditions de réhabilitation des équipements vieillissants ;

Considérant la présence sur toutes les communes, sauf Ambrief, Arcis, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chaudun et Le Plessier-Huleu, d'algues de remontée de nappe élevées à très élevée et qu'il conviendra de prévoir des dispositifs d'assainissement adéquats pour que l'efficacité de l'assainissement soit assurée ;

Considérant dès lors que la révision du zonage d'assainissement des vingt communes précitées n'est pas susceptible d'entraîner des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

La procédure de révision des zonages d'assainissement des communes d'Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy, Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouettes, Nampsteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire dans le département de l'Aisne n'est pas soumise à évaluation environnementale stratégique.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles un projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à Lille, le 19 juin 2018

La Présidente
de la mission régionale d'autorité
environnementale
Hauts-de-France



Patricia Corrèze-Lénée

<i>Voies et délais de recours</i>

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.
Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Recours gracieux (formé dans le délai de deux mois) auprès de :
Madame la Présidente de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France
DREAL Hauts-de-France – Service IDDEE
44, rue de Tournai
CS 40259
F 59019 LILLE Cedex

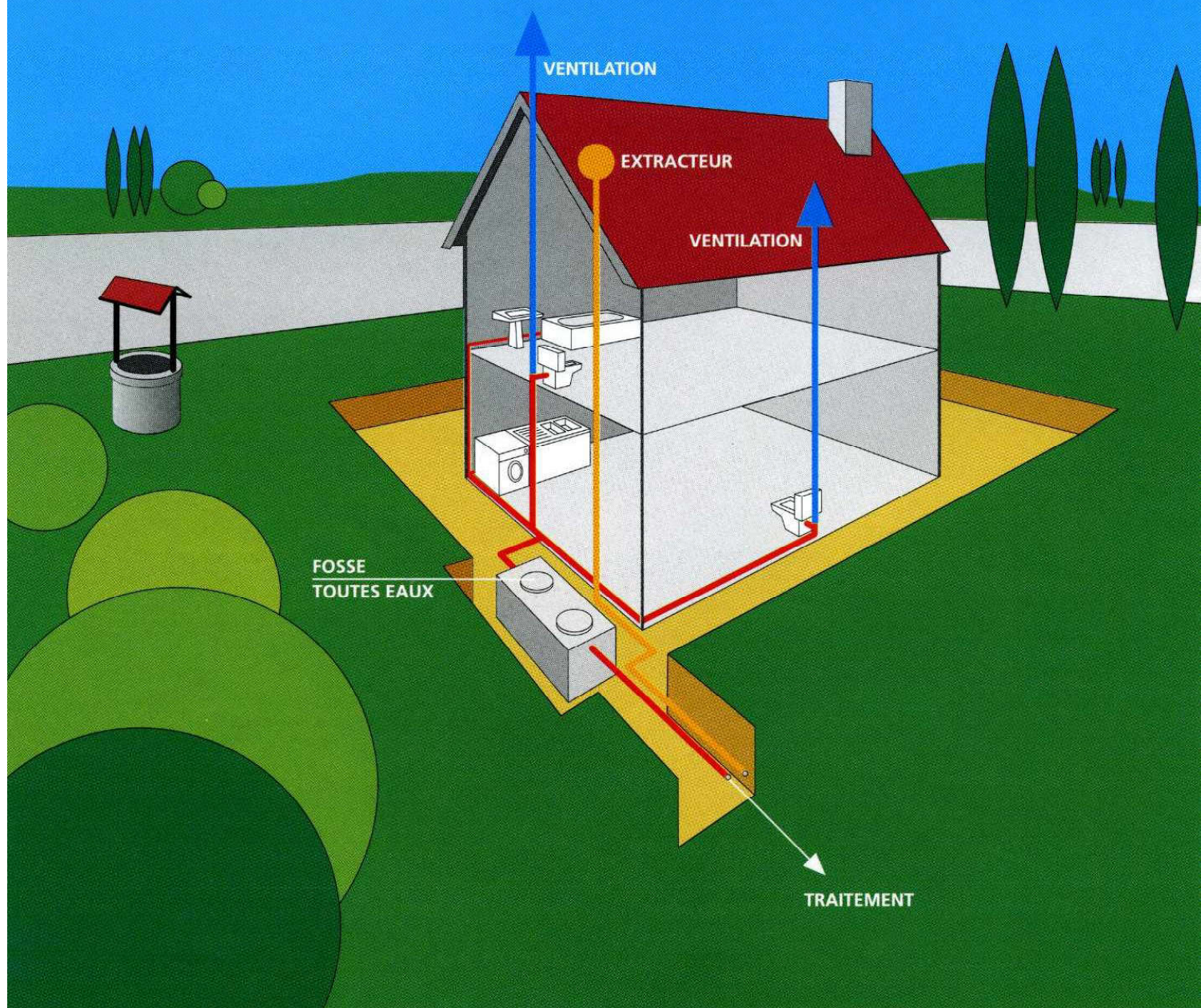
Recours contentieux (formé dans le délai de deux mois) auprès du :
Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
CS 62039
59014 Lille cedex

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE CHAUDUN

**Annexe 2 – Fiches descriptives des installations
d'assainissement non collectif**

FOSSE TOUTES EAUX



Une fosse toutes eaux est un appareil destiné à la collecte, à la liquéfaction partielle des matières polluantes contenues dans les eaux usées et à la rétention des matières solides et des déchets flottants.

Elle reçoit l'ensemble des eaux usées domestiques.

La fosse toutes eaux doit débarrasser les effluents bruts de leurs matières solides afin de protéger l'épandage contre un risque de colmatage.

Elle doit également liquéfier ces matières retenues par décantation et flottation.

La hauteur d'eau ne doit pas être inférieure à 1 m.

La fosse toutes eaux génère des gaz qui doivent être évacués par une ventilation efficace.

L'évacuation de ces gaz est assurée par un extracteur placé au-dessus des locaux habités.

Le diamètre de la canalisation d'extraction sera d'au moins 10 cm.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

A défaut de justifications fournies par le constructeur de la fosse toutes eaux, la vidange des boues et des matières flottantes doit être assurée au moins tous les 4 ans.

DIMENSIONNEMENT :

Le volume minimum de la fosse toutes eaux sera de 3 000 l pour les logements comprenant jusqu'à 5 pièces principales.

Il sera augmenté de 1 000 l par pièce supplémentaire.

FOSSE TOUTES EAUX

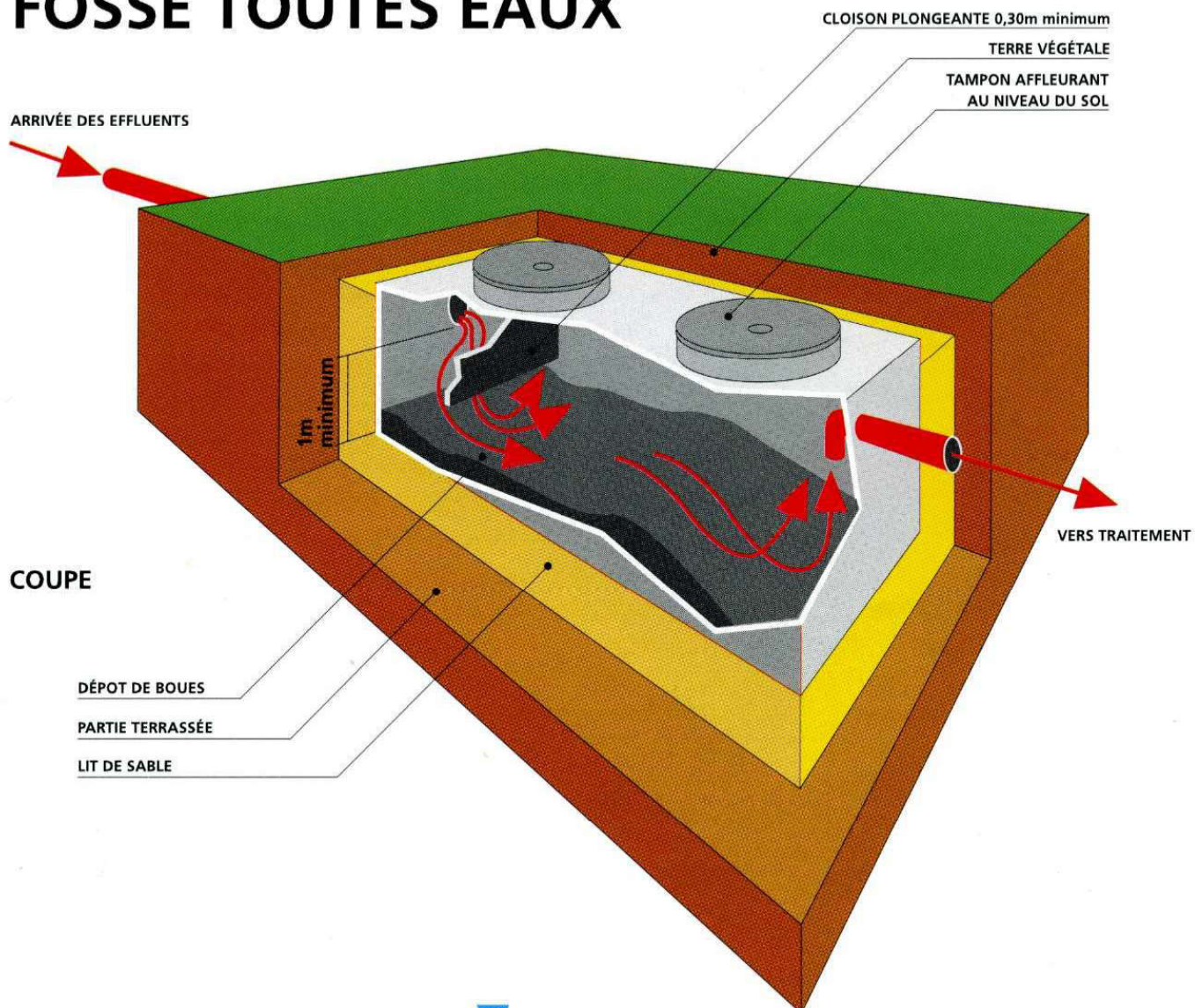
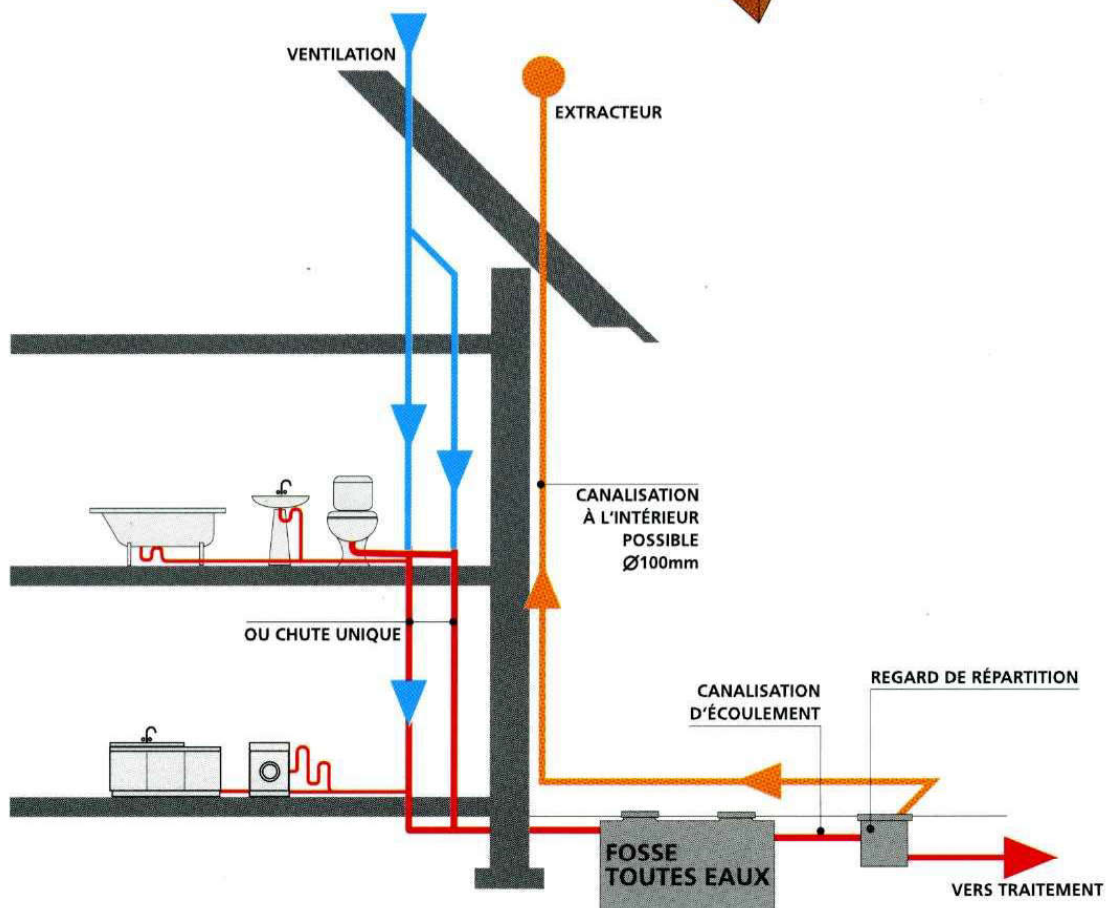
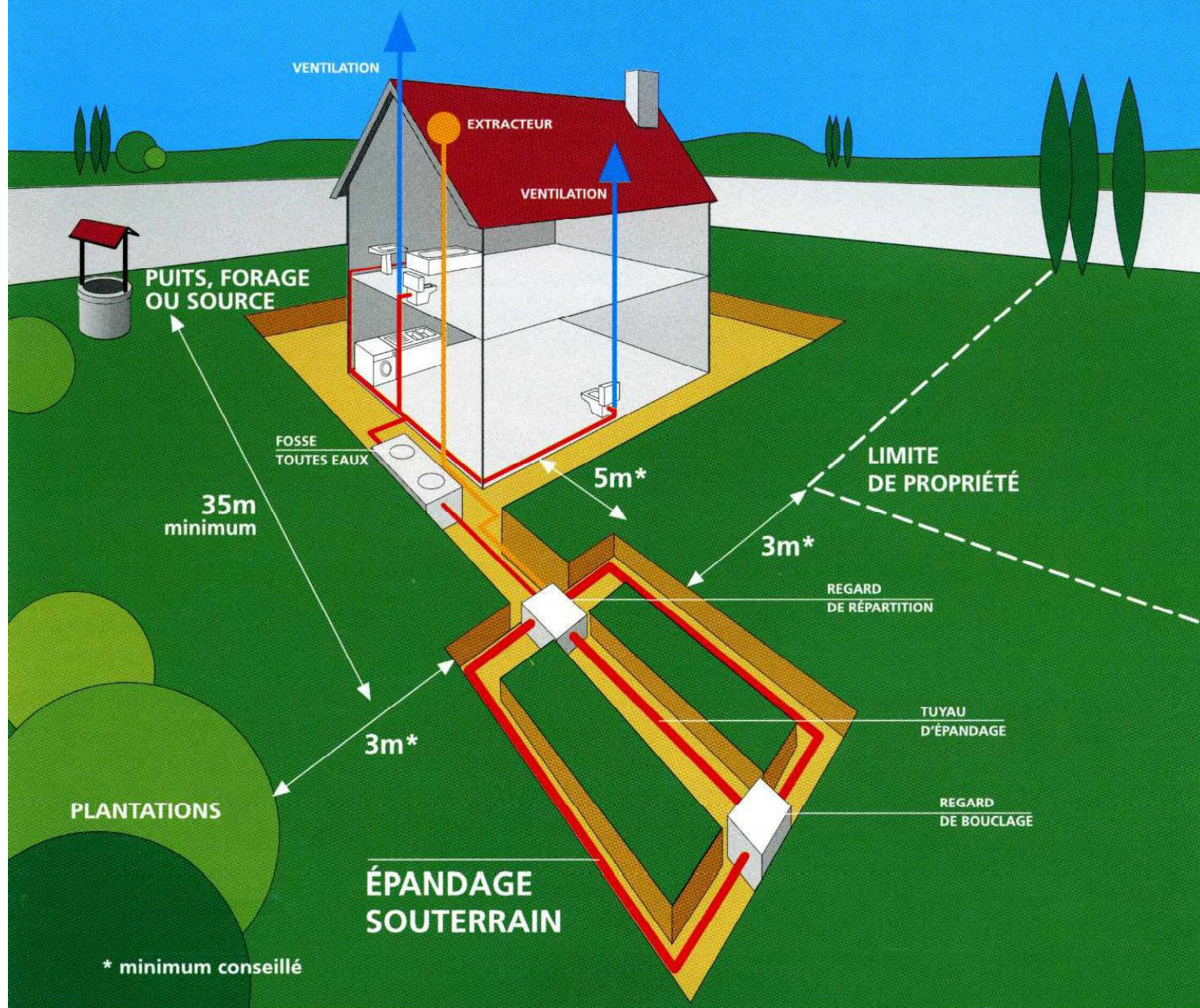


SCHÉMA DE PRINCIPE DE VENTILATION

ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL



Les tranchées d'épandage reçoivent les effluents de la fosse toutes eaux.

Le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme moyen dispersant.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

L'épandage souterrain doit être réalisé par l'intermédiaire de tuyaux placés horizontalement dans un ensemble de tranchées.

Il doit être placé aussi près de la surface du sol que le permet sa protection.

- ◆ **Les tuyaux d'épandage doivent avoir un diamètre au moins égal à 100 mm. Ils doivent être constitués d'éléments rigides en matériaux résistants munis d'orifices dont la plus petite dimension doit être au moins égale à 5 mm.**

- ◆ **La longueur d'une ligne de tuyaux d'épandage ne doit pas excéder 30 m.**

- ◆ **La largeur des tranchées d'épandage dans lesquelles sont établis les tuyaux est de 0,50 m minimum.**

- ◆ **Le fond des tranchées est garni d'une couche de graviers lavés.**

- ◆ **La distance d'axe en axe des tranchées doit être au moins égale à 1,50 m.**

- ◆ **Un feutre imputrescible doit être disposé au-dessus de la couche de graviers.**

- ◆ **Une couche de terre végétale.**

L'épandage souterrain doit être maillé chaque fois que la topographie le permet.

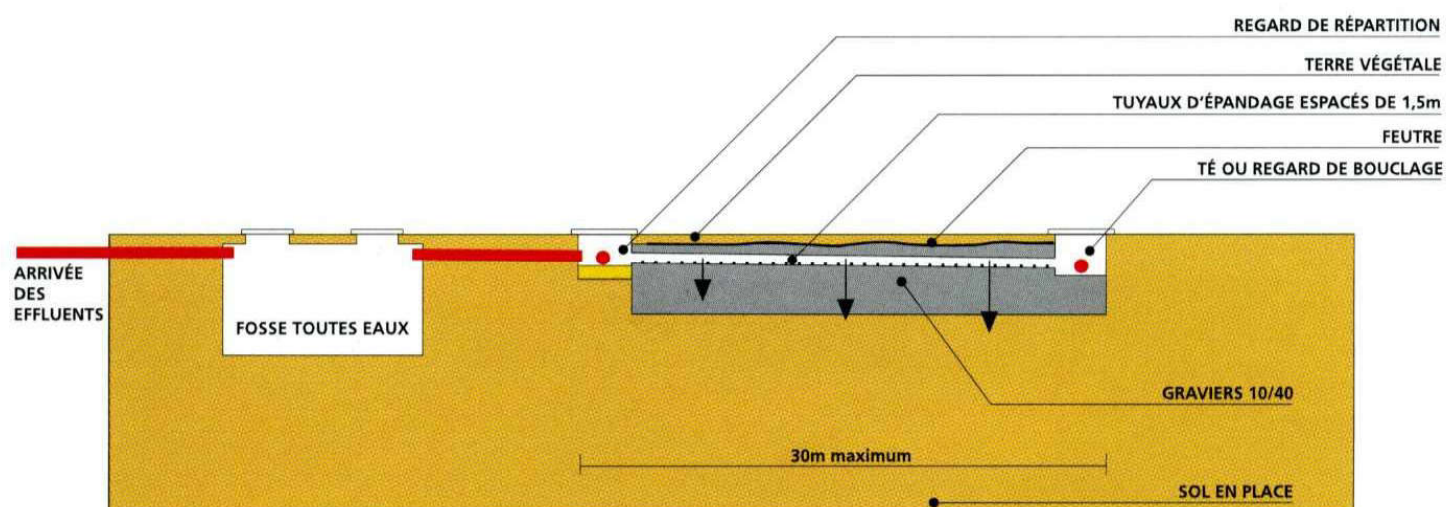
Il doit être alimenté par un dispositif assurant une égale répartition des effluents dans le réseau de distribution.

DIMENSIONNEMENT :

La surface d'épandage (fond des tranchées) est fonction de la taille de l'habitation et de la perméabilité du sol. Elle est définie par l'étude pédologique à la parcelle.

ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL

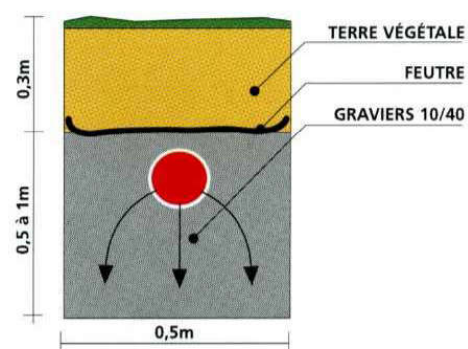


COUPE LONGITUDINALE EN TERRAIN PLAT

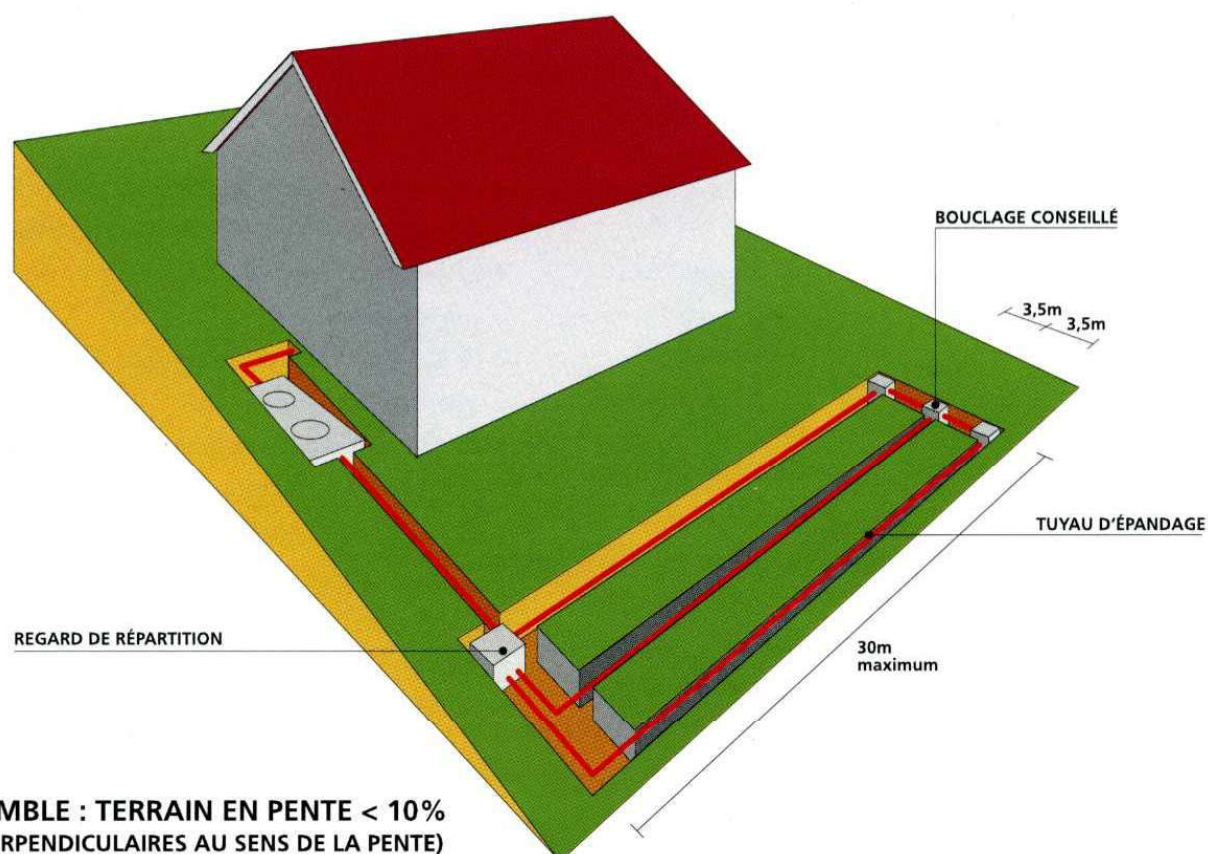


CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm minimum
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



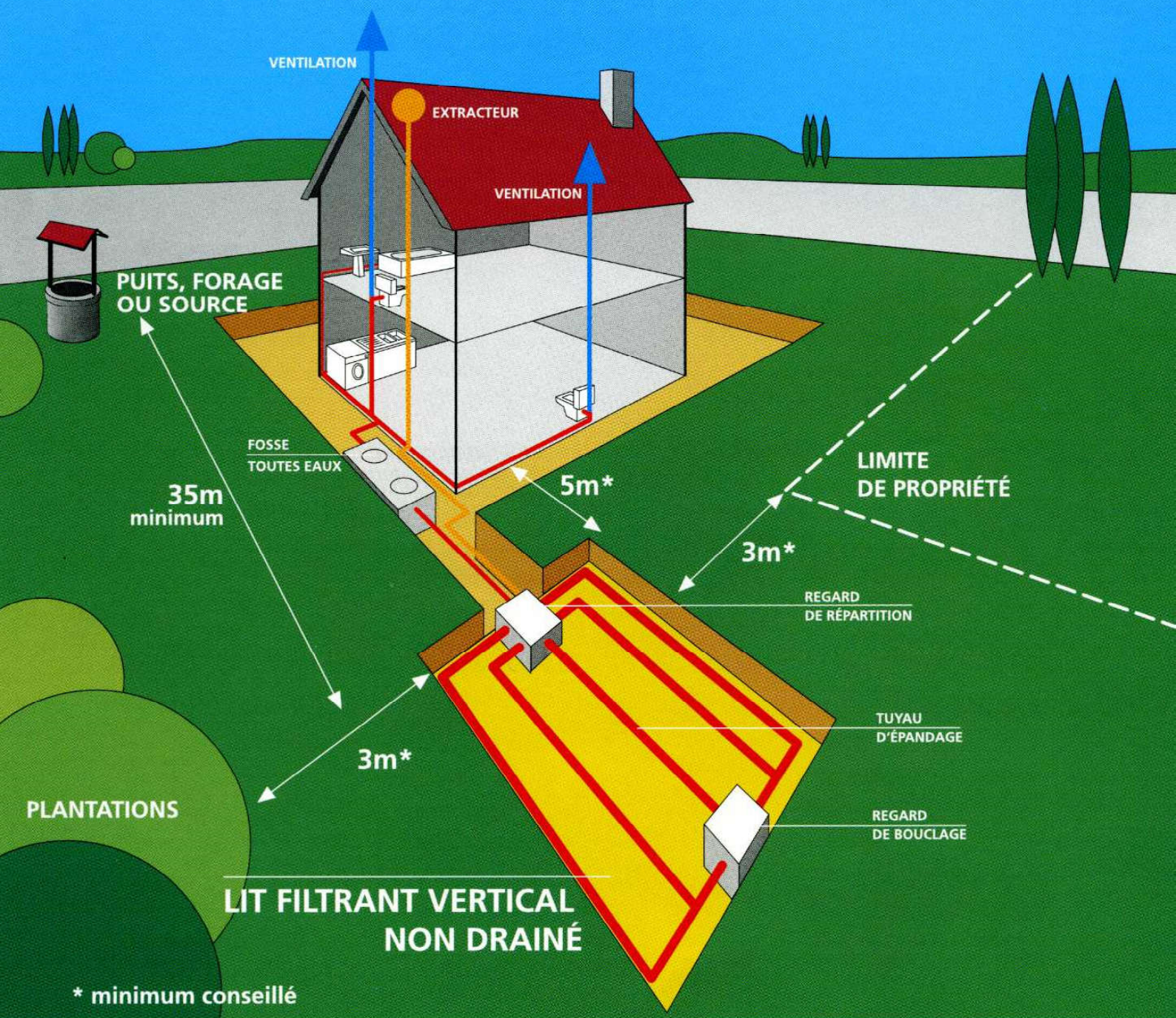
COUPE D'UNE TRANCÉE



VUE D'ENSEMBLE : TERRAIN EN PENTE < 10%
(TRANCÉES PERPENDICULAIRES AU SENS DE LA PENTE)

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ



* minimum conseillé

Dans le cas où le sol présente une perméabilité insuffisante ou à l'inverse, si le sol est trop perméable (craie), un matériau plus adapté (sable siliceux lavé) doit être substitué au sol en place sur une épaisseur minimale de 0,70 m.

La répartition de l'effluent est assurée par des tuyaux munis d'orifices, établis en tranchées dans une couche de graviers.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant vertical non drainé se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1 m minimum sous le niveau

de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

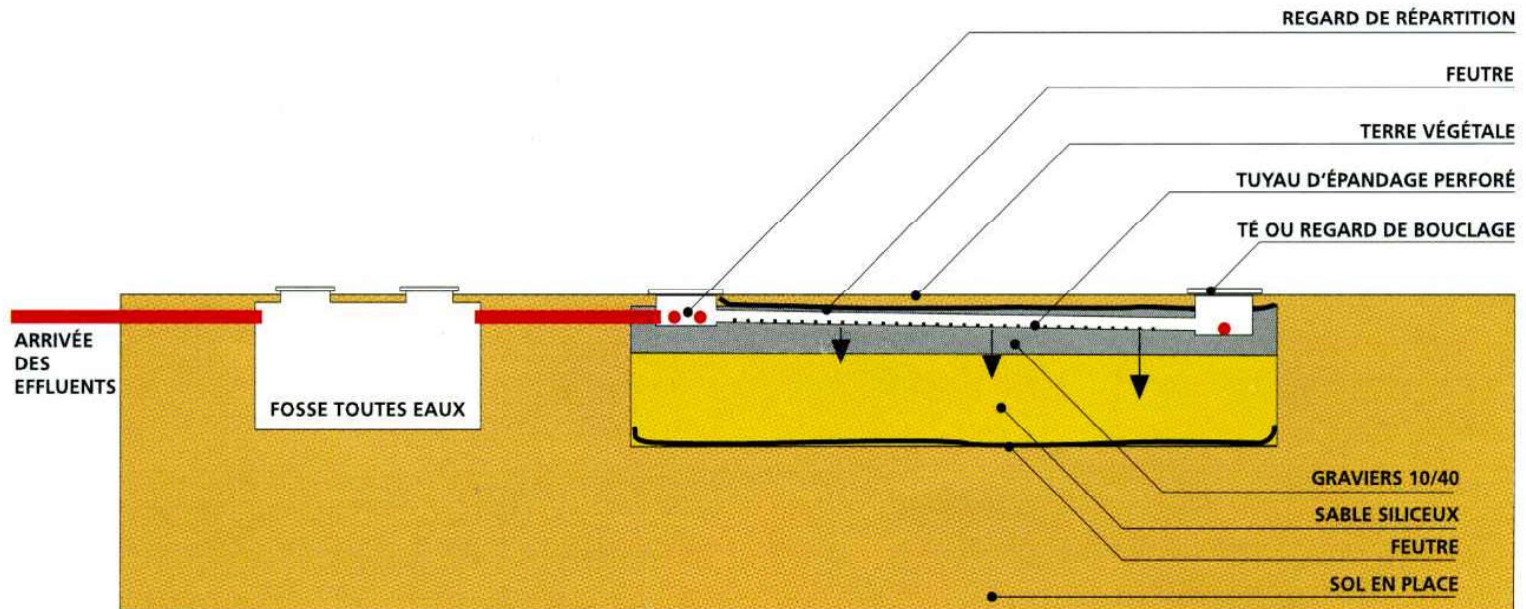
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de sable lavé de 0,70 m minimum d'épaisseur,
- ◆ une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit,
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air qui recouvre l'ensemble,
- ◆ une couche de terre végétale d'une épaisseur de 0,20 m.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant vertical non drainé doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ

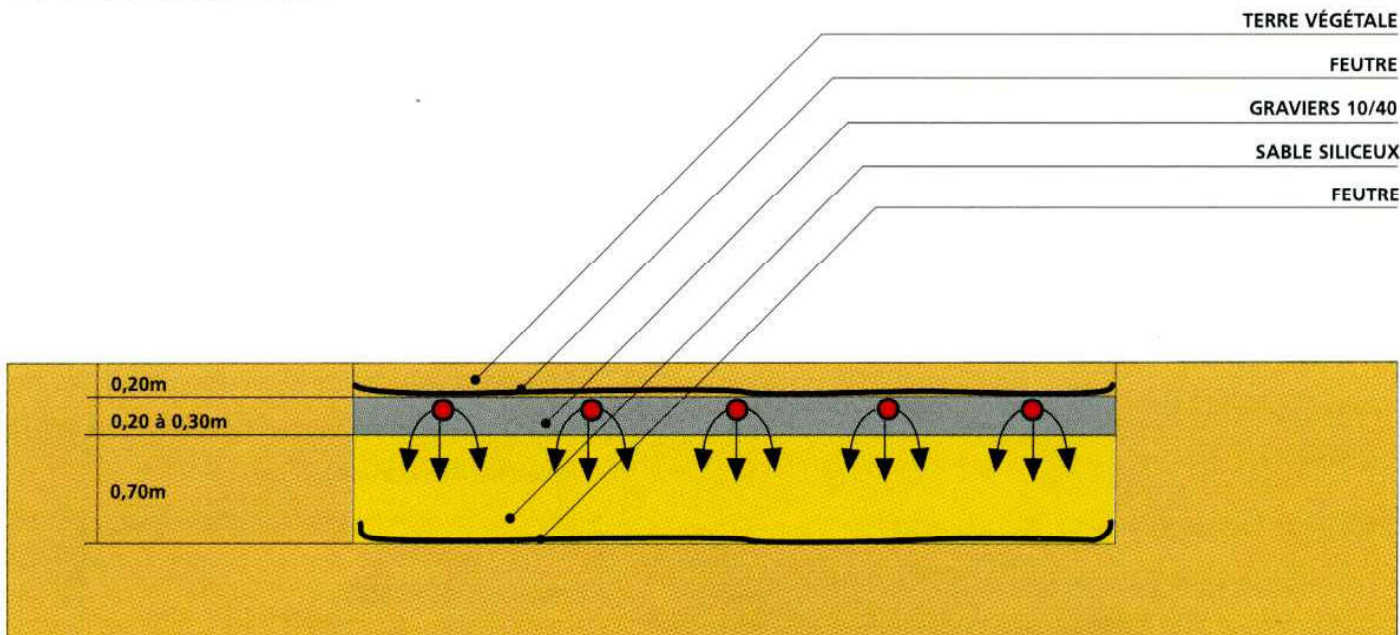


COUPE LONGITUDINALE



CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm minimum
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

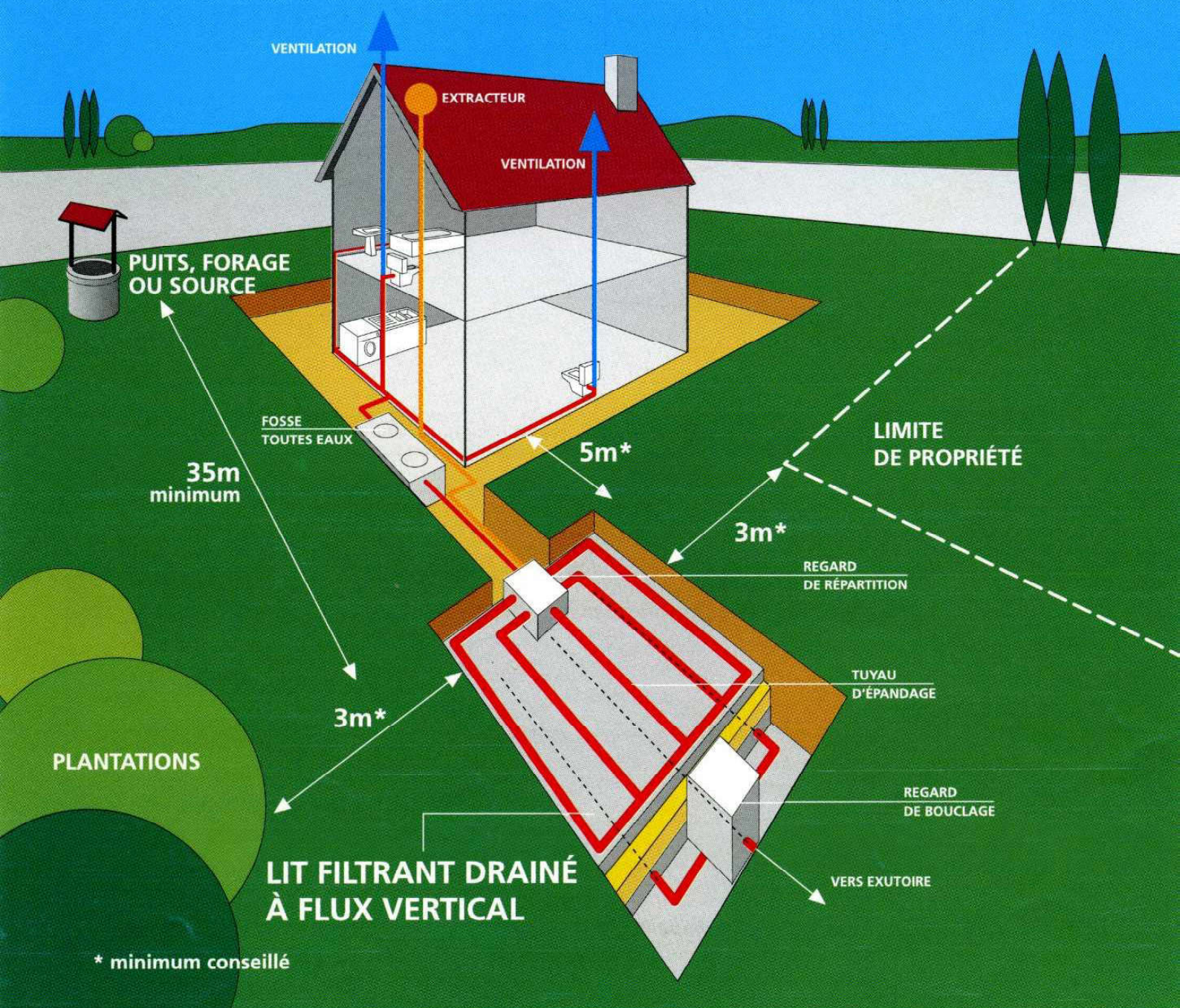
TUYAU D'ÉPANDAGE



COUPE TRANSVERSALE



LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL



Ce dispositif est à prévoir lorsque le sol est inapte à un épandage naturel et lorsqu'il existe un exutoire pouvant recevoir l'effluent traité.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant drainé à flux vertical se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1,00 m sous le niveau de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

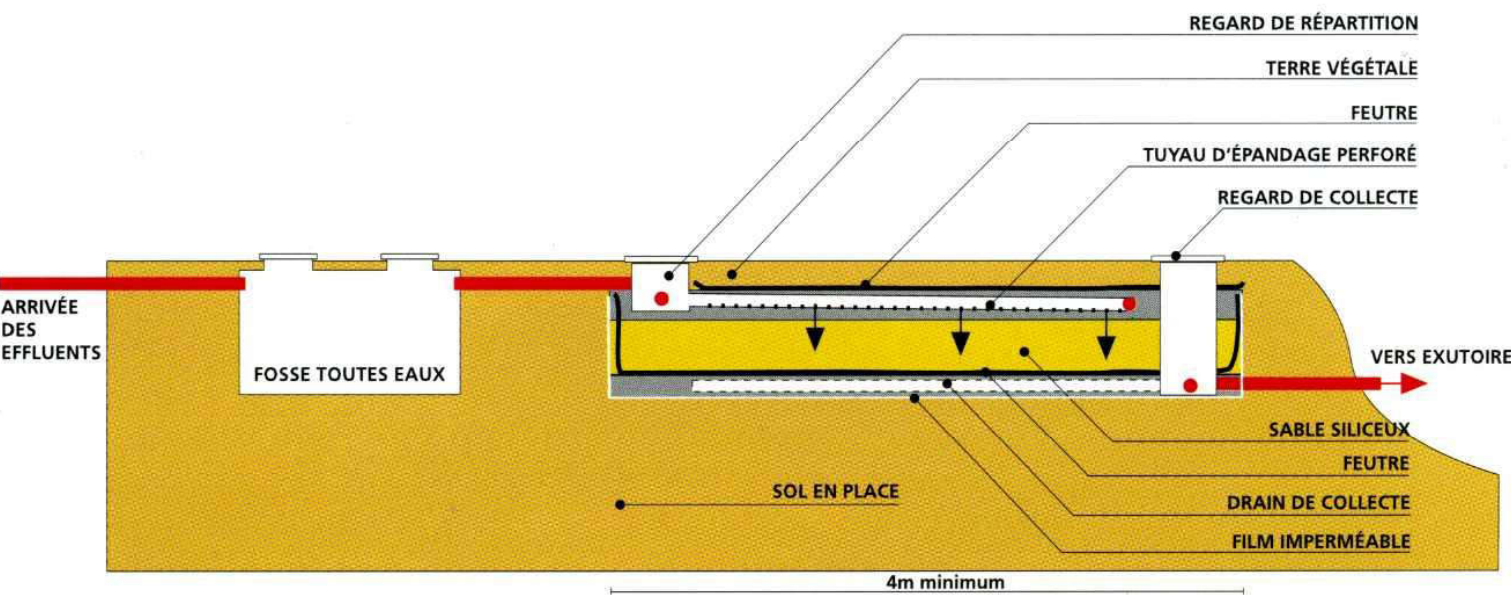
- ◆ un film imperméable,
- ◆ une couche de graviers d'environ 0,10 m d'épaisseur au sein de laquelle des canalisations drainent les effluents traités vers l'exutoire,

- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de sable siliceux lavé de 0,70 m d'épaisseur,
- ◆ une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit filtrant,
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de terre végétale.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant drainé à flux vertical doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL

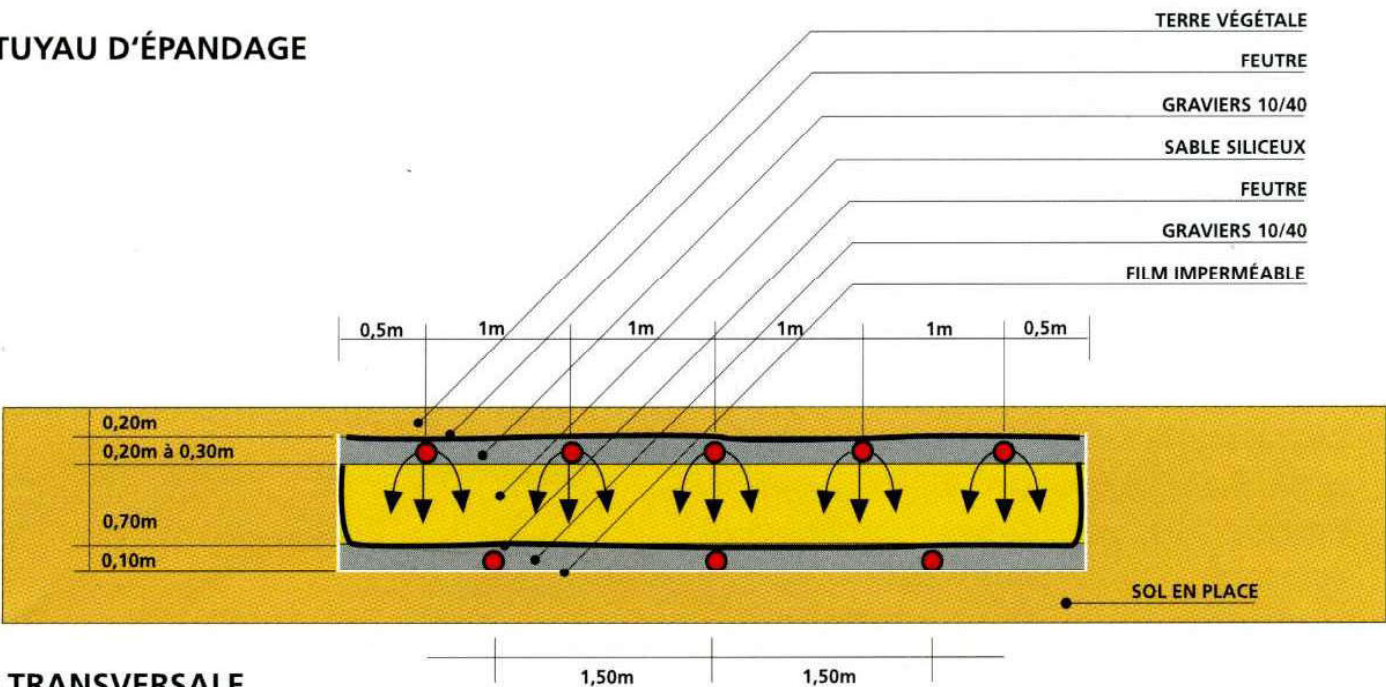


COUPE LONGITUDINALE



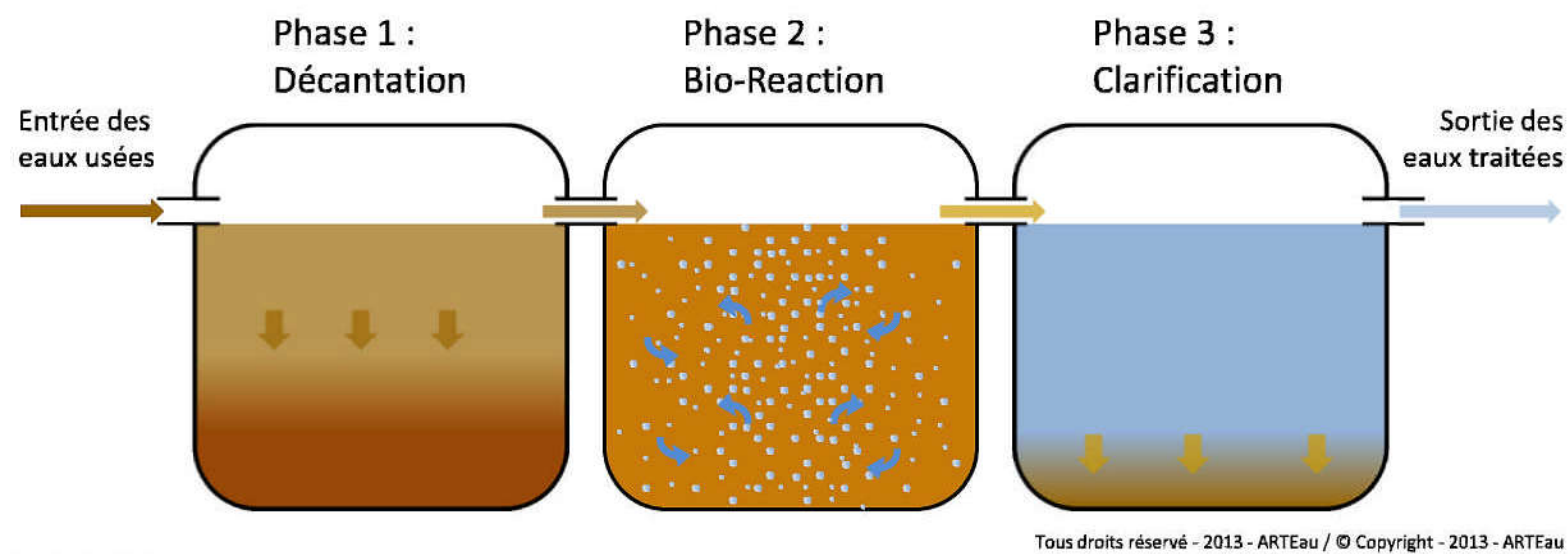
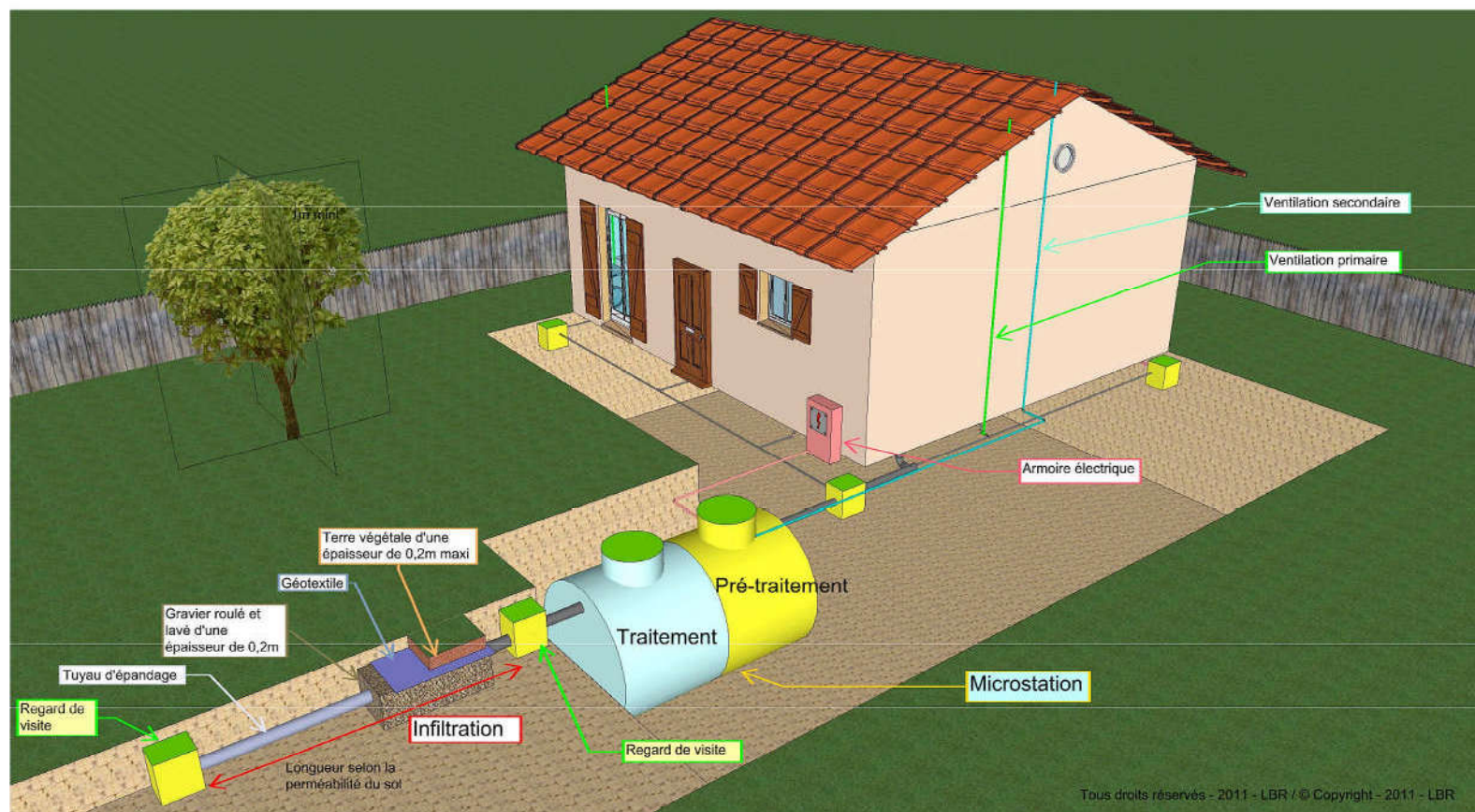
CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm MINIMUM
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



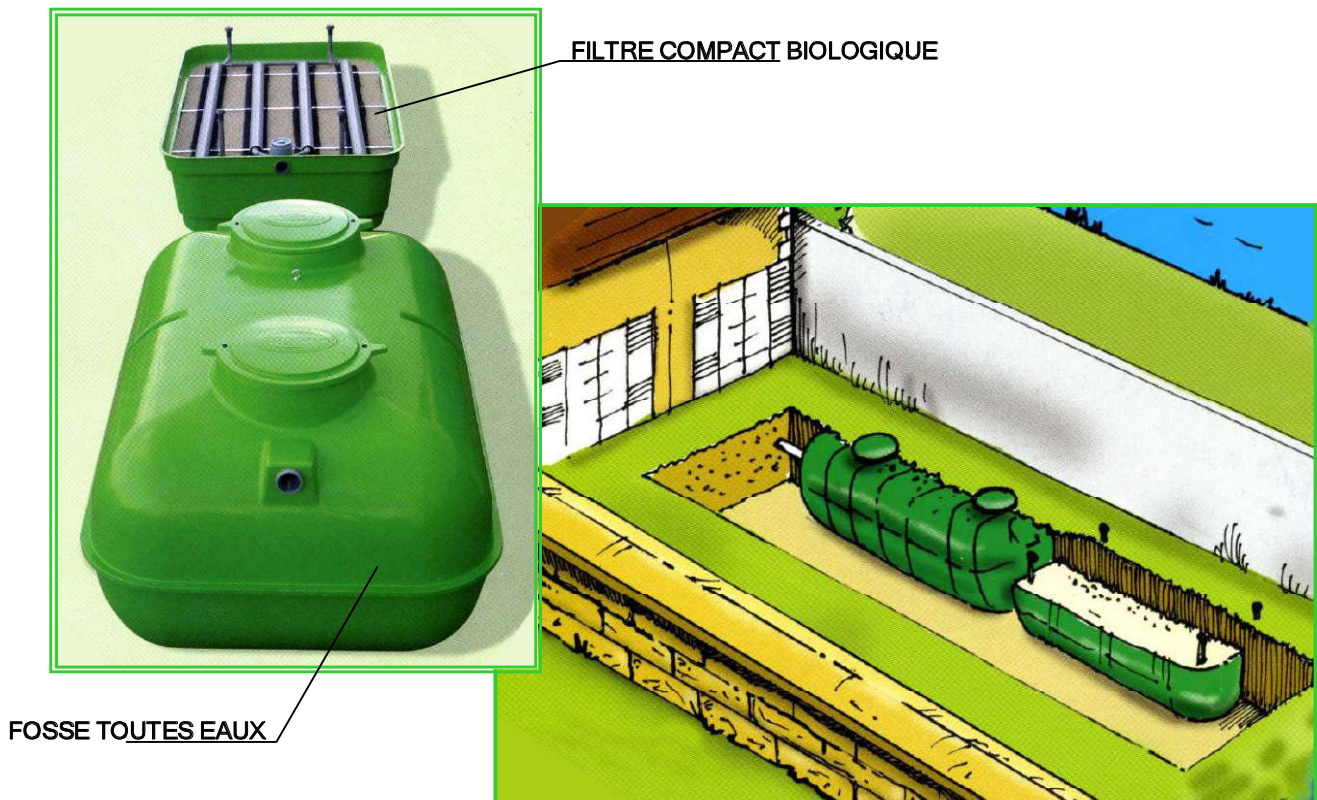
COUPE TRANSVERSALE

La Micro-Station et son fonctionnement



FILTRE A ZEOLITHE (Filtre compact)

La solution aux problèmes de place pour l'assainissement des eaux usées de votre maison



- * Ce système convient aux petits terrains dont le sol est inapte à un épandage naturel.
- * Cette filière d'assainissement compact se compose d'une fosse septique Toutes Eaux et d'un filtre compact biologique. L'emprise au sol ne dépasse pas 15 m²

CARACTERISTIQUES: *Fosse toutes eaux : H = 1.47 m, L = 2.98 m, l = 2 m*
 Filtre Compact : H = 0.86 m, L = 2.98 m, l = 1.87 m

- * Peu d'entretien, les intervalles de vidange pouvant dépasser 10 ans. Pas de bac dégraisseur ou de filtre décolloïdeur à nettoyer. Pas d'électricité ni d'électromécanique à entretenir.
- * Système facile à installer : entièrement préfabriqués, les matériels ne demandent plus sur le site qu'un assemblage, limitant ainsi fortement les travaux dans le jardin de l'habitation et le temps d'installation.
- * *En option* et si la configuration du terrain le permet, cette filière peut être équipée d'un système d'infiltration dans le sol pour l'irrigation d'une pelouse ou de végétaux.

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE CHAUDUN

Annexe 3 – Détail des coûts des différentes solutions proposées

Coûts assainissement non collectif - Commune de Chaudun - Solution S1

Coûts d'investissement

Filières	Prix unitaire en € HT	Quantité	TOTAL en € HT
Epandage (E)	7 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical non drainé (LFND)	8 000,00	1	8 000,00
Lit filtrant vertical drainé (LFD)	9 000,00	77	693 000,00
Filière compacte (FC)	9 000,00	15	135 000,00
Filière compacte + plus-value pour contrainte (FCPV)	10 350,00	3	31 050,00
Poste de refoulement individuel pour habitation en contrebas du terrain (PR)	2 000,00	2	4 000,00
Lit filtrant vertical drainé avec plus-value (LFDPV)	10 800,00	0	0,00
Filière compacte avec 2 plus-values	12 150,00	0	0,00
TOTAUX		96	871 050,00

Coûts de fonctionnement annuel

	Nbr	Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)
ANC	96	85,00	8 160,00
PR	2	60,00	120,00
			8 280,00

Coûts assainissement collectif - Commune de Chaudun - Solution S1

Coûts d'investissement

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml		0,00
Conduite suspendue PVC diamètre 200 mm	250,00	ml		0,00
Forage dirigé PEHD 160 ou 200 mm (800 € par chantier + 250 €/ml)	250,00	ml		0,00
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m		0,00
PR EU < 7 logements	8 000,00	U		0,00
PR EU < 50 logements	20 000,00	U		0,00
50 logements <PR EU < 100 logements	30 000,00	U		0,00
100 logements <PR EU < 200 logements	42 000,00	U		0,00
PR EU > 200 logements	50 000,00	U		0,00
Branchement au réseau (BB+canalisation)	1 500,00	U		0,00
STEP Cultures fixées	1 000,00	EH		0,00
Total				0,00

Coûts de fonctionnement annuel

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
Entretien réseau gravitaire	1,00	ml	0	0,00
Entretien PR	1 000,00	U	0	0,00
Entretien STEP	45,00	EH	0	0,00
Total				0,00

Commune de Chaudun - Coûts pour la solution S1

Nbr d'habitations concernées	96
Nbr d'habitations en AC	0
Nbr d'habitations en ANC	96
Coût d'investissement (€ HT)	871 050,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 073
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	8 280,00

Coûts assainissement non collectif - Commune de Chaudun - Solution S2

Coûts d'investissement

Filières	Prix unitaire en € HT	Quantité	TOTAL en € HT
Epandage (E)	7 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical non drainé (LFND)	8 000,00	1	8 000,00
Lit filtrant vertical drainé (LFD)	9 000,00	3	27 000,00
Filière compacte (FC)	9 000,00	0	0,00
Filière compacte + plus-value pour contrainte (FCPV)	10 350,00	0	0,00
Poste de refoulement individuel pour habitation en contrebas du terrain (PR)	2 000,00	0	0,00
Forfait pour travaux de branchement en domaine privé	2 000,00	102	204 000,00
Lit filtrant vertical drainé avec plus-value (LFDPV)	10 800,00	0	0,00
Filière compacte avec 2 plus-values	12 150,00	0	0,00
TOTAUX		4	239 000,00

Coûts de fonctionnement annuel

	Nbr	Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)
ANC	4	85,00	340,00
PR	0	60,00	0,00
			340,00

Coûts assainissement collectif - Commune de Chaudun - Solution S2

Coûts d'investissement

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml	2 140	642 000,00
Conduite suspendue PVC diamètre 200 mm	250,00	ml		0,00
Forage dirigé PEHD 160 ou 200 mm (800 € par chantier + 250 €/ml)	250,00	ml		0,00
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m		0,00
PR EU < 7 logements	8 000,00	U		0,00
PR EU < 50 logements	20 000,00	U		0,00
50 logements <PR EU < 100 logements	30 000,00	U		0,00
100 logements <PR EU < 200 logements	42 000,00	U		0,00
PR EU > 200 logements	50 000,00	U		0,00
Branchement au réseau (BB+canalisation)	1 500,00	U	102	153 000,00
STEP Cultures fixées	1 000,00	EH	245	245 000,00
Total				1 040 000,00

Coûts de fonctionnement annuel

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
Entretien réseau gravitaire	1,00	ml	2 140	2 140,00
Entretien PR	1 000,00	U	0	0,00
Entretien STEP	45,00	EH	245	11 025,00
Total				13 165,00

Commune de Chaudun - Coûts pour la solution n°2

Nbr d'habitations concernées	106
Nbr d'habitations en AC	102
Nbr d'habitations en ANC	4
Coût d'investissement (€ HT)	1 279 000,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	12 066
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	13 505,00

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE CHAUDUN

Annexe 4 – Délibération du Conseil Municipal

Département de l'Aisne
Arrondissement de Soissons
Canton de Villers Cotterêts
Commune de
CHAUDUN
02200

Extrait du registre des délibérations
Séance du 17 AVRIL 2018

Date de convocation : 10/04/2018
Date d'affichage : 10/04/2018

Nombre de membres en exercice : 10
Présents et représentés : 10
Votants : Pour = 10 Contre = 0 Abst. = 0

L'an deux mille dix huit, le dix sept avril à dix neuf heures, le conseil municipal de Chaudun, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie sous la présidence de M. Philippe du ROIZEL, Maire.

Étaient présents : M. Jérôme AUBERT, M. Fabrice MUTTERER, Mme Valérie MORICEAU, Mme Corinne RECCHIA, Mme Marie ROUSSEAU, M. Frédéric CHOLET, Mme Corinne GARIBIAN, M. Jérôme VALLÉE.

Secrétaire de séance : Mme Marie ROUSSEAU

OBJET : CHOIX DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Le comparatif financier des 2 solutions proposées par le cabinet d'Etude ACTEA Environnement pour la commune de Chaudun montre que la solution d'assainissement non collectif pour la totalité de la commune est préférable à la solution d'assainissement collectif :

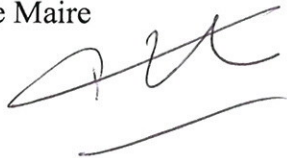
- autant au niveau de l'investissement : 184 450, 00 € HT de différence globale et 1.152, € HT d'écart par habitation
- qu'au niveau du coût de fonctionnement annuel : 5.055,00 € de différence

Après avoir entendu l'exposé du Maire sur le choix de mode d'assainissement, compte tenu des caractéristiques, des moyens financiers de la commune et des règles appliquées habituellement en matière d'assainissement, le conseil municipal décide de retenir sur le territoire de la commune le mode d'assainissement non collectif.

Fait et délibéré, les jours, mois et an susdits
Pour extrait conforme au registre des délibérations

2018 17/04 N°01

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous Préfecture
le 24/04/2018
et publication du 24/04/2018
Le Maire



Le Maire

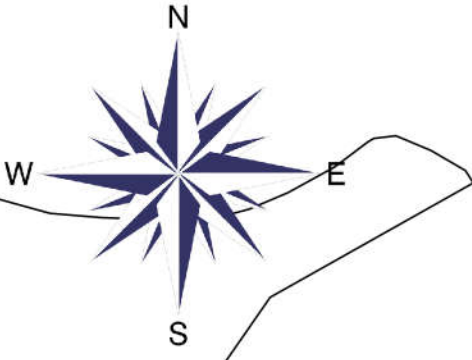
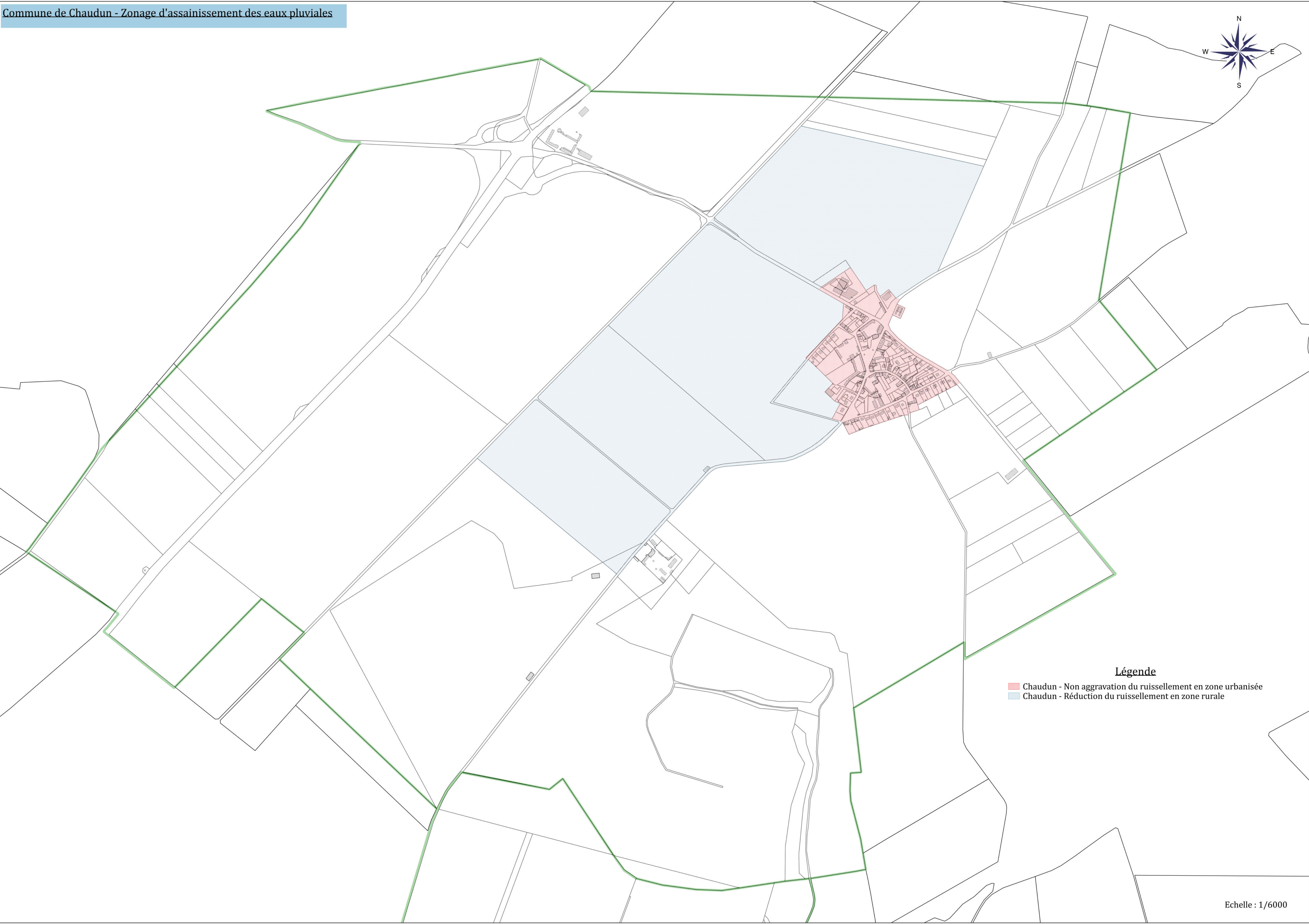


Ph. du ROIZEL



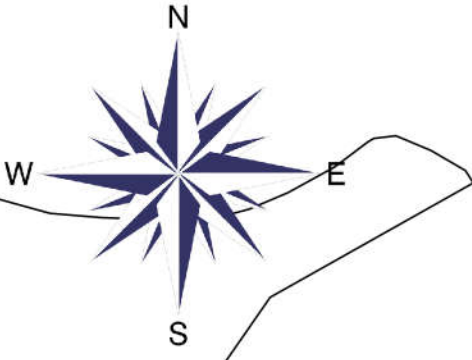
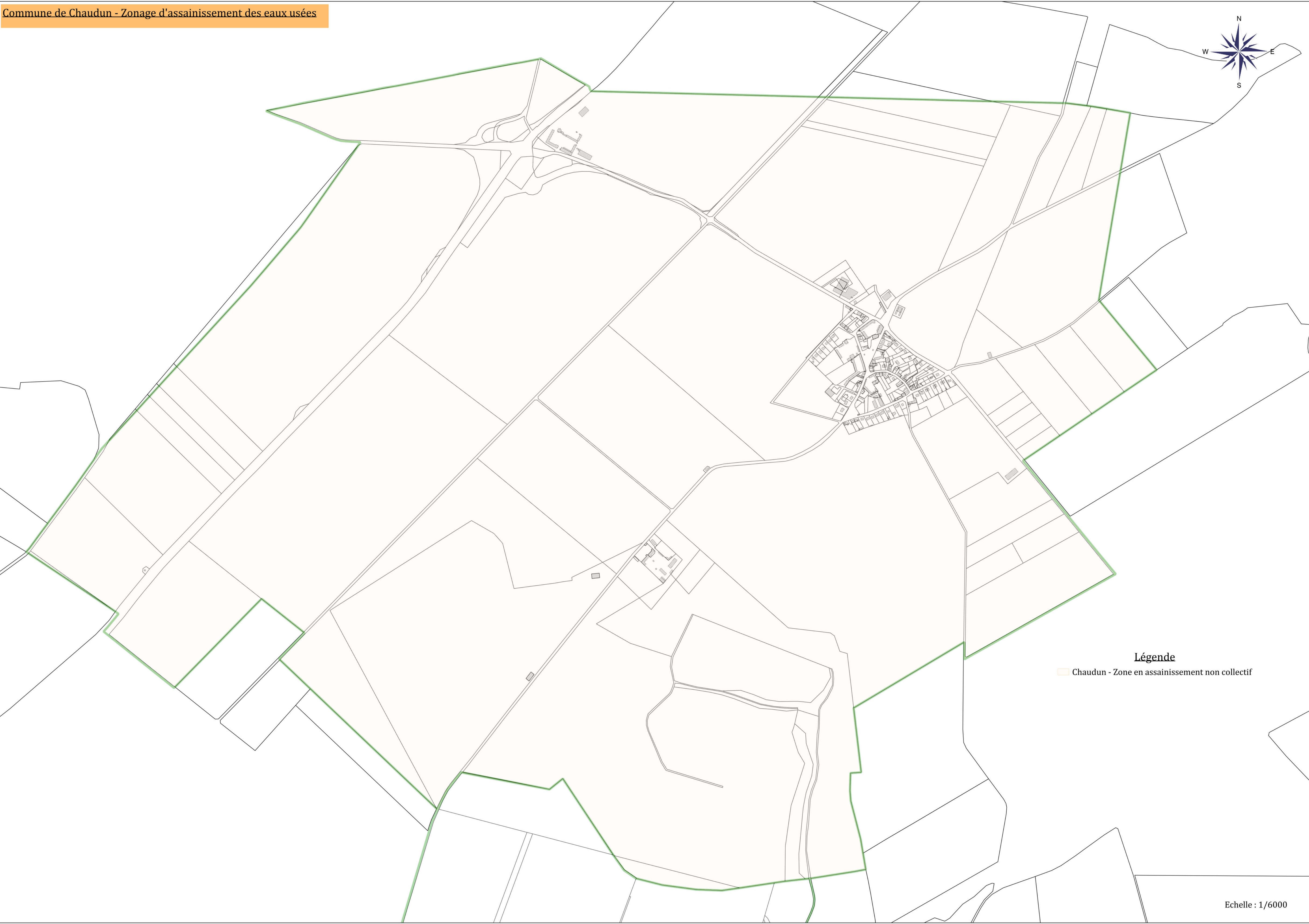
REÇU A LA SOUS-PREFECTURE
DE SOISSONS

24 AVR. 2018



Légende

- Chaudun - Non aggravation du ruissellement en zone urbanisée
- Chaudun - Réduction du ruissellement en zone rurale



Légende

 Chaudun - Zone en assainissement non collectif

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF COMMUNE DE CHAUDUN				
FICHE DE SYNTHESE DES VISITES D'INSTALLATION				
Nombre d'installations pour cette commune	97			
Nombre de visites de contrôle effectuées	95			
Refus	0			
Non contrôlés	2			
Dates de réalisation de la filière	avant 1983 : 85		1983 à 1996 : 5 apres 1996 : 5	
Type de résidence				
Résidence principale	86	soit	90,53 %	
Résidence secondaire	3	soit	3,16 %	
Inhabité	3	soit	3,16 %	
Autres (mairie, gîte, café,...)	3	soit	3,16 %	
CARACTERISTIQUES DES EQUIPEMENTS				
PRE-TRAITEMENT	100 Dispositifs de prétraitement			
Nombre d'installation avec prétraitement	82	soit	86,32 %	
Dont toutes les eaux sont prétraitées	27	soit	28,42 %	
Dont une partie des eaux sont prétraitées	55	soit	57,89 %	
Nombre d'installation sans pré-traitement	13	soit	13,68 %	
<u>Dispositifs de pré-traitement</u>				
Fosse septique	62	soit	62,00 %	
Fosse toutes eaux	20	soit	20,00 %	
Séparateur à graisse	11	soit	11,00 %	
Préfiltre	7	soit	7,00 %	
TRAITEMENT	7 Dispositifs de traitement			
Nombre d'installation avec traitement	7	soit	7,37 %	
Nombre d'installation sans traitement	88	soit	92,63 %	
<u>Dispositifs de traitement conformes</u>				
Tranchée d'infiltration	4	soit	57,14 %	
Lit filtrant non drainé à flux vertical	1	soit	14,29 %	
Lit d'épandage	2	soit	28,57 %	
EVACUATION	156 dispositifs de rejet			
Dans un cours d'eau	2	soit	1,28 %	
Dans un puisard	12	soit	7,69 %	
Par infiltration	9	soit	5,77 %	
Sur le terrain	4	soit	2,56 %	
Non localisé	4	soit	2,56 %	
Réseau pluvial	123	soit	78,85 %	
Par vidange		soit	0,00 %	
Voisin		soit	0,00 %	
Dans la rue	1	soit	0,64 %	
Drain		soit	0,00 %	
Fossé	1	soit	0,64 %	
<u>Eaux usées séparées des eaux pluviales</u>				
OUI	50	soit	52,63 %	
NON	45	soit	47,37 %	

RESULTAT DU CONTRÔLE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (APPLICATION DE L'ARRETE DU 27 AVRIL 2012)			
NIVEAU 3			
Installation Conforme en bon état de Fonctionnement	6	soit	6,32 %
Le dispositif d'assainissement fonctionne correctement et au moment du contrôle aucun risque sanitaire et environnemental n'a été décelé. Cependant, lors du contrôle certaines recommandations ont peut-être été précisées.			
Installation Conforme	0	soit	0,00 %
"La consommation humaine de l'eau du puits privé est cependant interdite"			
Le dispositif d'assainissement est installé à moins de 35m d'un puits privé déclaré et ne peut être déplacé. L'immeuble est desservi par le réseau de distribution d'eau potable.			
Installation Conforme	0	soit	0,00 %
"La consommation humaine de l'eau du puits privé est cependant proscrite"			
Le dispositif d'assainissement est installé à moins de 35m d'un puits privé NON déclaré . L'immeuble est desservi par le réseau de distribution d'eau potable.			
Installation conforme à surveiller	0	soit	0,00 %
Le dispositif d'assainissement est à surveiller et/ou doit faire l'objet d'aménagement. L'installation présente des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs.			
NIVEAU 2			
Installation non-conforme	76	soit	80,00 %
Le dispositif d'assainissement présente certaines anomalies qui conduisent à suggérer de réaliser des travaux (cas des installations hors zones à enjeux sanitaire et environnementaux).			
L'installation est non-conforme si au moins un des point ci-dessous a été identifié :			
Installation significativement sous-dimensionnée			
Dysfonctionnement majeur			
Installation incomplète			
NIVEAU 1			
Installation non-conforme avec risque environnemental avéré (cas des installations en zones à enjeu environnemental).	0	soit	%
Installation non-conforme avec danger pour la santé des personnes (cas des installations en zones à enjeu sanitaire).	0	soit	%
Installation non-conforme avec danger pour la santé des personnes & risque environnemental avéré. (cas des installations en zones à enjeux sanitaire et environnemental).	0	soit	%
Le dispositif d'assainissement présente certaines anomalies qui conduisent à suggérer de réaliser des travaux afin de supprimer le risque sanitaire et / ou environnemental			
L'installation est non-conforme si au moins un des point ci-dessous a été identifié :			
Installation significativement sous-dimensionnée			
Dysfonctionnement majeur			
Installation incomplète			
Défaut de sécurité sanitaire			
Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages			
Puits privé si l'immeuble n'est pas desservi par le réseau de distribution d'eau potable (le dispositif d'assainissement est situé à moins de 35m du puits)			
Installation inexistante ou non vérifiable	13	soit	13,68 %
Non respect de l'article L.1331-1-1 du code de la santé publique. Les travaux sont à réaliser dans les meilleurs délais.			

Commune de Chaudun - S2 : solution d'assainissement collectif

Chaudun

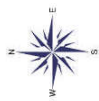
Légende :

- Réseau d'Assainissement Collectif (RAC)
- STEP projetée
- ANC

Echelle : 1/3000



Commune de Chaudun - Relevé du réseau d'eaux pluviales



Ruissellement

fossé

- Légende**
- Grille_BE
 - Regard de visite
 - Réseau_EP

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE CHAUDUN

Annexe 5 – Compte-rendu de la réunion publique du 13 septembre 2018

Communauté de Communes du Canton d'Oulchy-le-Château

Révision du zonage d'assainissement de 21 communes

-O-O-O-O-O-

Commune de CHAUDUN

Phase 3 – Notice pour la mise à enquête publique

Bordereau des pièces

- Mémoire justificatif
- Annexes
 1. Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale concernant l'évaluation environnementale
 2. Les filières de traitement de l'assainissement non collectif
 3. Détail des coûts des solutions proposées
 4. Délibération du conseil municipal
- Plan de zonage des eaux usées
- Plan de zonage des eaux pluviales

SOMMAIRE

I. PREAMBULE.....	4
1.1. Objet du dossier.....	4
1.2. Examen au cas par cas	5
 II. DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT.....	6
2.1. Notice justifiant l'assainissement collectif.....	6
2.1.1. Définition.....	6
2.1.2. Responsabilités et obligations de la collectivité et des particuliers.....	7
2.1.3. Plan de zonage d'assainissement collectif de Chaudun.....	7
2.1.4. Incidences financières du projet d'assainissement collectif.....	8
2.2. Notice justifiant l'assainissement non collectif	10
2.2.1. Définition.....	10
2.2.2. Responsabilités de la collectivité et des usagers	11
2.2.3. Organisation du SPANC.....	12
2.2.4. Plan de zonage d'assainissement non collectif de Chaudun	13
2.2.5. Incidences financières du projet d'assainissement non collectif	14
 III. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU ZONAGE PROPOSE.....	16
3.1. Coûts des projets	16
3.1.1. Investissement	16
3.1.2. Fonctionnement.....	16
3.1.3. Coûts des différentes solutions envisagées	16
3.2. Choix de la collectivité	18
3.2.1. Détail des coûts de la solution retenue S1	18
 IV. ZONAGE PLUVIAL.....	20
4.1. Droits et devoirs de la collectivité et des usagers relatifs à la gestion des eaux pluviales.....	20
4.2. Principes du zonage pluvial	20
4.2.1. Principes généraux.....	20
4.2.2. Zones d'urbanisation existante.....	22
4.2.3. Zones à urbaniser	23
4.2.4. Zones naturelles et agricoles (bassins versants ruraux).....	24
4.3. Etat de l'assainissement pluvial à CHAUDUN	25
4.4. Zonage pluvial à CHAUDUN	26

GLOSSAIRE

AC : Assainissement Collectif

Ae : Autorité environnementale

AEP : Adduction d'Eau Potable

ANC : Assainissement Non Collectif

C.C.C.O.C. : Communauté de Communes du Canton d'Oulchy le Château

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

EH : Equivalent-Habitant

EP : Eaux Pluviales

EU : Eaux Usées

HT : Hors Taxe

MRAe : Mission Régionale d'Autorité environnementale

PEHD : Polyéthylène Haute Densité

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PPRI : Plan de Prévention du Risque d'Inondation

PR : Poste de Refoulement/Relèvement

PVC : Polychlorure de Vinyle

SPANC. : Service Public d'Assainissement Non Collectif

STEP : Station d'épuration, station de dépollution

I. PREAMBULE

Le zonage d'assainissement répond au souci de préservation de l'environnement. Il doit permettre également de s'assurer de la mise en place des modes d'assainissement les mieux adaptés à la configuration locale et au milieu naturel. Ce zonage va permettre à la commune de disposer d'un schéma global de gestion des eaux usées et pluviales sur son territoire. Il constituera aussi un outil pour la gestion de l'urbanisme.

D'autre part, le zonage va permettre d'orienter le particulier pour la mise en place d'assainissement conforme à la réglementation, tant dans le cas de constructions nouvelles que dans le cas de restaurations.

1.1. Objet du dossier

L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, modifié par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, a attribué de nouvelles obligations aux communes et à leur groupement. Conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- ✓ les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- ✓ les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- ✓ les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- ✓ les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

L'article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales fait référence aux articles R123-1 à R123-27 du Code de l'Environnement pour la conduite de l'enquête publique à laquelle est soumis le zonage.

Les objectifs du dossier d'enquête publique consistent en l'information du public et au recueil des observations de celui-ci sur les règles techniques et financières qu'il est proposé d'appliquer en matière d'assainissement sur le territoire concerné.

1.2. Examen au cas par cas

Les procédures d'élaboration, de révision et de modification des quatre zones mentionnées précédemment (article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales), doivent faire l'objet d'une procédure d'examen au cas par cas préalable à une évaluation environnementale conformément à l'article R.122-17 du Code de l'Environnement.

Selon les dispositions de l'article R.122-18-I du Code de l'Environnement, la personne publique responsable doit saisir l'Autorité environnementale (Ae) qui se prononce, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour cette personne publique de réaliser une évaluation environnementale.

L'Ae dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande pour notifier sa décision, qui prend la forme d'un arrêté préfectoral. Aux termes des articles R122-17 et R 122-18 susvisés, l'Ae compétente pour les zonages d'assainissement est la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable; la DREAL (dont les agents sont placés, pour ces activités, sous l'autorité fonctionnelle du Président de la MRAe), instruit pour son compte les demandes d'examen au cas par cas.

Pour la région Hauts-de-France, les modalités de fonctionnement de la MRAe ont fait l'objet d'une convention entre le Président de la MRAe et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), et d'une décision portant délégation conformément à l'article 17 du décret n° 20 15-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable.

La décision de la MRAe de ne pas soumettre Chaudun à une évaluation environnementale est jointe en annexe 1 de ce document.

II. DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT

Assainissement non collectif

La totalité des bâtiments rejetant des eaux usées est en assainissement non collectif.

Depuis 2012, la C.C.C.O.C. effectue dans le cadre du SPANC des contrôles sur les dispositifs d'assainissement non collectif existants. Les caractéristiques des installations figurent dans le tableau ci-contre (synthèse de 2017). La majorité d'entre elles est équipée de fosses septiques (62,00 %) en prétraitement, de tranchées d'infiltration (57,14 %) en traitement et de rejets au réseau pluvial (78,85 %).

Assainissement collectif.

Actuellement, le bourg ne dispose pas de réseau de collecte des eaux usées.

Les habitations à desservir sont au nombre de 106.

2.1. Notice justifiant l'assainissement collectif

2.1.1. Définition

L'assainissement collectif a pour objet la collecte, le transport et le traitement des eaux usées vers une station d'épuration. Le réseau de collecte peut être de deux types :

- réseau séparatif : les eaux pluviales (toitures, chaussées...) et usées (domestiques, industrielles...) sont collectées séparément et acheminées par un double réseau au milieu naturel pour les eaux pluviales et à la station d'épuration pour les eaux usées ;
- réseau unitaire : les eaux pluviales et usées sont collectées par un réseau unique et dirigées vers la station d'épuration ; pendant les périodes pluvieuses le trop plein peut être rejeté dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de bassins d'orage.

Le niveau de traitement de la station d'épuration dépend des contraintes environnementales du site, et doit permettre de respecter les objectifs de qualité assignés au milieu naturel récepteur des eaux épurées. L'assainissement collectif convient particulièrement bien pour des zones d'habitats regroupés, de densité moyenne ou forte.

2.1.2. Responsabilités et obligations de la collectivité et des particuliers

Le présent chapitre a pour but de préciser les principales attributions de chacune des parties (collectivités et particuliers) en matière d'assainissement collectif. L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment les stations d'épuration des eaux usées et l'élimination des boues qu'elles produisent. En contrepartie, la présence d'un réseau réalisé en domaine public contraint l'usager à s'y raccorder et à payer la redevance correspondante aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

L'article L1331-1 du Code de la Santé Publique précise :

- qu'à partir du moment où un système d'assainissement collectif est réalisé, les particuliers disposent de 2 ans pour s'y raccorder (un délai jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé par dérogation pour un immeuble antérieur au réseau collectif et équipé d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme) ;
- qu'en attendant la réalisation de l'assainissement collectif, les habitations doivent être dotées d'un assainissement non collectif conforme et en état de fonctionnement.

Peuvent être exonérés de l'obligation de raccordement, par arrêté approuvé par le représentant de l'Etat dans le département :

- les immeubles abandonnés ou les immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés ;
- les immeubles difficilement raccordables, dès lors qu'ils sont équipés d'une installation d'assainissement autonome conforme (arrêté du 19 juillet 1960 modifié relatif au raccordement des immeubles aux égouts).

Un règlement intercommunal d'assainissement collectif peut définir les droits et obligations de la collectivité et de l'usager.

2.1.3. Plan de zonage d'assainissement collectif de Chaudun

En l'absence de réseau collectif, l'assainissement doit provisoirement être assuré par un système d'assainissement non collectif aux normes conçu pour être raccordé ultérieurement au réseau public.

Dans ce cas, un délai dérogatoire jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé pour le raccordement au réseau posé postérieurement à la construction de l'immeuble. En cas de création d'un assainissement collectif sur la commune, les habitations desservies sont tenues de se raccorder au réseau collectif dès lors qu'il existe, et au plus tard dans les 2 ans suivant sa mise en service.

Certains immeubles peuvent être exonérés de cette obligation de raccordement par la C.C.C.O.C. au vu des contraintes techniques et financières et à condition que les habitations non raccordées soient dotées d'une installation d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement.

La mise en place d'un assainissement collectif sur la commune de Chaudun est difficilement envisageable pour certaines habitations (en contre-bas de la chaussée, isolées) ou pour des secteurs à faible densité de population et/ou éloignés du centre bourg. Ces habitations sont donc considérées comme non raccordables.

On compte 2 secteurs non raccordables sur le territoire communal de Chaudun :

- | | |
|---------------------|---------------|
| ▪ S1 – Cravançon | 2 habitations |
| ▪ S2 – Maison Neuve | 2 habitations |

Au total, 4 habitations de la commune sont non raccordables

Ces 2 secteurs restent en zone d'assainissement non collectif. Le tableau ci-après précise la filière indicative préconisée à mettre en place (à confirmer par une étude à la parcelle).

Secteur	Filière adaptée	Justification
S1 – Cravançon	Lits filtrant drainés	Habitations très éloignées du bourg
S2 – Maison Neuve	Lit filtrant drainé et lit filtrant non drainé	Habitations très éloignées du bourg

2.1.4. Incidences financières du projet d'assainissement collectif

Chaudun est concerné par des projets d'assainissement collectif mis en œuvre par la C.C.C.O.C. Les usagers de la commune participent aux coûts d'investissement et d'exploitation par le versement de :

- ✓ la redevance d'assainissement collectif: le montant de la redevance d'assainissement tient compte d'une part fixe et d'une part variable dont le montant est voté chaque année;

- ✓ la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées domestiques. Conformément à l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées sont astreints à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif. Celle-ci s'élève au maximum à 80% du coût de fourniture et de pose d'un assainissement non collectif. Les modalités techniques et financières de cette participation seront déterminées par délibération de la C.C.C.OC. Elle concerne les producteurs d'eaux usées domestiques. Cette participation se substitue à la participation pour le raccordement à l'égout depuis le 1^{er} juillet 2012.

La participation est exigible à compter de la date de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires ;

- ✓ la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées assimilés domestiques. Les usagers concernés sont ceux définis par l'article R213-48-1 du Code de l'Environnement et de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte. Ils ne sont pas soumis à un arrêté d'autorisation de rejet. Les établissements industriels sont assujettis à la même participation financière si une partie de leurs locaux produit des eaux usées assimilables à une utilisation domestique (bureaux, salle de restauration, WC, etc.). Cette participation financière est exigible à la délivrance de l'autorisation de déversement ordinaire.

Bordereau des prix unitaires pour la mise en place d'un assainissement collectif

Vous trouverez ci-dessous le bordereau des prix appliqués pour la solution d'assainissement collectif :

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml
Plus-value pour encorbellement	1 500,00	U
Passage cours d'eau et ouvrage (fonçage ou microtunnelier)	12 000	U

Plus-Value pour surprofondeur du réseau PVC diamètre 200 mm	60,00	ml
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m
PR EU < 7 logements	8 000,00	U
PR EU < 50 logements	20 000,00	U
50 logements < PR EU < 100 logements	30 000,00	U
100 logements < PR EU < 200 logements	42 000,00	U
PR EU > 200 logements	50 000,00	U
Branchement au réseau (Boîte de Branchement+canalisation)	1 500,00	U
STEP	1 000,00	EH
Branchement en domaine privé	2 000,00	U

2.2. Notice justifiant l'assainissement non collectif

2.2.1. Définition

Conformément à l'article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation, ainsi que des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celles des immeubles d'habitation, est obligatoire dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées pour quelque cause que ce soit (absence de réseau public de collecte ou, lorsque le réseau existe, immeuble dispensé de l'obligation de raccordement).

L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel superficiel ou souterrain, ou leur rejet en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit. Le présent article s'applique même en l'absence de zonage d'assainissement. Le non-respect de cette disposition par le propriétaire d'un immeuble peut donner lieu à des mesures administratives et/ou des sanctions pénales.

Les dispositions relatives à l'assainissement non collectif ne s'appliquent pas aux immeubles abandonnés ni aux immeubles qui en application de la réglementation doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la collectivité et le propriétaire.

2.2.2. Responsabilités de la collectivité et des usagers

L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes ou leur groupement doivent obligatoirement prendre en charge le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif, afin de protéger la salubrité publique.

Par contre, le choix ou non d'assurer l'entretien de ces dispositifs reste à l'initiative de la collectivité.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif est financé par une redevance d'assainissement non collectif payée par les usagers qui se compose comme suit :

- la redevance pour le diagnostic initial des installations existantes ;
- la redevance pour le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes (tous les 10 ans au maximum) ;
- la redevance pour le contrôle de fonctionnement à l'occasion de la cession d'un immeuble. Le redevable est le propriétaire vendeur comme l'indique l'article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, ou son mandataire ;
- la redevance pour le contrôle de la conception et la réalisation des installations neuves. Pour toutes les installations neuves, le service d'assainissement non collectif instruit les dossiers de demande d'installation et suit l'exécution des travaux par des interventions sur le terrain.
Le redevable est le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter, qui présente au SPANC le projet. Elle est exigible après l'exécution des prestations ;
- la redevance de contre-visite : il s'agit de l'examen préalable de la conception suivi de la vérification de l'exécution des travaux obligatoires prescrits par le SPANC à la suite d'un contrôle périodique. Le redevable de la redevance de contre-visite est le propriétaire de l'immeuble, ou le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif.

Outre les redevances ci-dessus, le SPANC peut aussi percevoir :

- s'il est mandaté par l'utilisateur pour la réalisation ou la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, le remboursement du coût des travaux, déterminé selon les modalités fixées par une convention conclue entre le propriétaire et le SPANC, en tenant compte des subventions éventuellement perçues pour ces travaux ;

- la part destinée à couvrir un déplacement inutile du fait de l'absence du propriétaire ou de son mandataire alors même qu'un rendez-vous avait été formalisé selon les dispositions réglementaires. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble ;
- le remboursement des frais de prélèvement et d'analyses sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel lorsque l'analyse révèle un rejet non conforme à la réglementation. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble.

2.2.3. Organisation du SPANC

Le SPANC est un service à caractère industriel et commercial organisé en régie. Les usagers sont soumis à une redevance d'assainissement. Celle-ci est un montant forfaitaire dû après service rendu et finance en totalité le service.

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire et vidangées régulièrement par des personnes agréées par le préfet, de manière à maintenir :

- leur bon fonctionnement et leur bon état ;
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux ;
- l'accumulation normale des boues.

Notamment, la périodicité de vidange d'une fosse septique doit être adaptée à la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Concernant les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange.

Le propriétaire, ou le cas échéant le locataire, qui ne connaît pas la réglementation applicable à l'entretien et à la vidange de son installation d'assainissement non collectif, ou qui ne possède plus la notice du fabricant ou le guide d'utilisation obligatoire dans le cas d'une installation agréée par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, doit contacter le SPANC pour bénéficier du maximum d'informations disponibles et commercialement fiables.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, choisit librement l'entreprise ou l'organisme agréé par le préfet qui effectuera la vidange des ouvrages. Il est rappelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires.

2.2.4. Plan de zonage d'assainissement non collectif de Chaudun

Les dispositions en matière d'assainissement non collectif s'appliquent en l'absence de collecteur public au droit de propriété. Chaudun ne possède aucun réseau de collecte des eaux usées, la totalité de la commune est en assainissement non collectif.

De plus, 9 habitations ne seraient pas à réhabiliter car elles ont été contrôlées conformes par le SPANC.

Les habitations non desservies par un réseau de collecte font l'objet d'une étude prenant en compte les critères suivants :

1 – la structure de l'habitat, à savoir :

- l'isolement ou le regroupement des bâtiments,
- la distance à un exutoire existant,
- la taille de la parcelle, son aménagement et son accessibilité,
- la situation de chaque immeuble sur la parcelle et le dénivelé entre l'immeuble et le terrain recevant l'ANC,
- les projets de développement de l'habitat.

La structure de l'habitat définit la localisation du traitement, à la parcelle privée ou sur le domaine public dans le cas de système de traitement autonome regroupé.

2 - les contraintes du milieu naturel, à savoir :

- la nature et la perméabilité des sols,
- la profondeur de la nappe,
- la géologie,
- la pente du terrain,
- l'existence de contraintes spécifiques (périmètre de protection de captage d'eau potable, zone naturelle à protéger, zone inondable),

- la disponibilité foncière.

Les contraintes du milieu imposent des techniques de traitement.

3 - contraintes relevées sur Chaudun

Le tableau ci-après reprend l'ensemble des contraintes parcellaires à Chaudun ainsi que la solution à apporter pour y remédier.

Contraintes de l'habitat pour la mise en place de l'ANC à Chaudun		
Dénomination	Solution	Nombre
Contraintes de surface (CS)	Filière compacte (zéolithe, micro-station, coco...)	18
Contraintes topographiques (CT)	Poste de relevage	2
Contraintes d'habitats en bande, contraintes d'accès (CA)	Filière compacte (zéolithe, micro-station, coco...) et plus-value	3
Contraintes de captage (CC)	Filière drainée ou compacte, rejet si possible en milieu superficiel	Pas de captage
Contraintes du PPRI (CI)	Tertre ou filière compacte	Pas de PPRI
Contraintes d'exutoire (CE)	Plus-value pour puits d'infiltration	2

Il est à noter qu'une habitation rue Ernest Rivallier ne possède aucun terrain pour la mise en place d'un ANC, même compact. Pour ces installations, il est possible de disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif regroupé sur une parcelle mise à disposition par la commune (*réponse ministérielle à une question parlementaire QE 50558 publiée au JO le 25/02/2014*).

Ce logement ne sera pas pris en compte dans la solution d'assainissement non collectif de la commune.

Les contraintes technico-économiques de raccordement orientent le choix vers l'assainissement collectif ou non collectif.

2.2.5. Incidences financières du projet d'assainissement non collectif

En ce qui concerne le SPANC de la Communauté de Commune du Canton d'Oulchy le Château, les tarifs 2017 pour les redevances d'assainissement non collectif sont les suivants :

1) Installation existante

- ❖ Redevance annuelle : 17,22 € HT/an

2) Cas particuliers

- ❖ Redevance pour le contrôle lors de la conception : 105,30 € HT
- ❖ Redevance pour le contrôle de bonne exécution : 157,94 € HT
- ❖ Coût d'un contrôle dans le cadre d'une vente : 157,94 € HT.

La mise aux normes des installations d'assainissement non collectif est à la charge exclusive du propriétaire. Un prix indicatif par filière pour un équipement standard est indiqué ci-après :

- Epanchage souterrain : 7 000 €HT,
- Lit filtrant vertical drainé : 9 000 €HT,
- Lit filtrant vertical non drainé : 8 000 €HT,
- Filière compacte traditionnelle (type zéolite) : 9 000 €HT,
- Micro-station : 11 000 €HT.

Les fiches des différentes filières d'assainissement non collectif sont consultables en annexe 2 de ce document

III. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU ZONAGE PROPOSE

3.1. Coûts des projets

3.1.1. Investissement

Les coûts d'investissement présentés ci-après prennent en compte la remise en état de la parcelle pour les habitations en assainissement non collectif.

Il s'agit donc d'une estimation maximaliste puisque la réhabilitation des dispositifs existants pourra être dans certains cas inutile ou partielle (réutilisation d'une fosse toutes eaux réglementaire par exemple et mise en place de la filière de traitement uniquement).

3.1.2. Fonctionnement

Pour les réseaux d'assainissement collectif, ces coûts comprennent l'entretien régulier des réseaux gravitaires (curage des canalisations, regards de visite, boîtes de branchement, bouches-avaloirs), ainsi que l'entretien des stations de pompage et de leur consommation électrique.

Pour l'assainissement non collectif, dans le cadre de l'intervention du SPANC en matière de contrôle, les visites seront réalisées tous les dix ans. Les installations dotées d'une pompe de relèvement seront contrôlées sur la même base que les autres installations.

3.1.3. Coûts des différentes solutions envisagées

Les différentes solutions envisagées pour la commune de Chaudun correspondent à :

- ✓ **Solution S1 : assainissement non collectif pour la totalité de la commune.**

Réhabilitation ou mise en place d'un traitement à la parcelle pour les eaux usées de chaque habitation de la commune qui n'a pas été contrôlée conforme par le SPANC et dont la parcelle peut recevoir un assainissement collectif (1 habitation impossible).

- ✓ **Solution S2 : assainissement collectif pour Chaudun et assainissement non collectif pour les hameaux**

Mise en place d'un réseau d'eaux usées en PVC Ø 200 mm sur la quasi-totalité des rues de la commune afin de desservir 102 habitations. Les eaux usées de la commune seront traitées à la station de dépollution rue Fernand Bertonnière.

La parcelle pressentie pour ce projet n'appartient pas à la commune. Il s'agira donc de prévoir un coût d'acquisition foncière pour celle-ci. Ce coût n'est pas pris en compte dans le coût d'investissement de la solution S2 présentée. Le réseau de collecte projeté est exclusivement gravitaire et dessert la totalité du bourg.

Des études de faisabilité et d'incidence devront être réalisées si la commune projette de choisir ce scénario.

Les contraintes pouvant exister en domaine privé pour le raccordement à la boîte de branchement en domaine public seront à identifier. Un forfait de 2 000,00 € HT/branchement pour le particulier a donc été pris en compte dans la solution d'assainissement collectif. Il s'agit d'un prix moyen, variable en fonction des contraintes sur la parcelle (distance, accès, pente, aménagement au sol...)

Les 4 habitations à l'écart, dans les hameaux et non desservies resteront donc en assainissement autonome. Aucune d'entre elles n'a été contrôlée conforme par le SPANC.

Les tableaux ci-dessous synthétisent les différents coûts pour les 2 solutions proposées :

N° Solution	S1*	S2**
Nbr d'habitations concernées	96	106
Nbr d'habitations en AC	0	102
Nbr d'habitations en ANC	96	4
Coût d'investissement (€ HT)	871 050,00	1 279 000,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 073	12 066
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	8 280,00	13 505,00

* Hors coût de réhabilitation de l'installation jugée impossible à réhabiliter

** Hors coût d'acquisition foncière pour la mise en place de la STEP

N° Solution	S1		S2	
	Domaine privé	Domaine public	Domaine privé	Domaine public
Nbr d'habitations	96	0	106	102
Coût d'investissement (€ HT)	871 050,00	0,00	239 000,00	1 040 000,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 073	0,00	2 255	10 196
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	8 280,00	0,00	340,00	13 165,00

Le détail des coûts affectés aux différentes solutions est repris dans les tableaux en annexe 3 de ce document.

3.2. Choix de la collectivité

Après délibération de son conseil municipal le **17 avril 2018** dont l'extrait du registre est joint en annexe 4, la commune de Chaudun a décidé de retenir le zonage d'assainissement suivant :

Assainissement non collectif pour l'ensemble de la commune (solution S1)

Le choix du zonage d'assainissement a été réalisé sur la base de l'étude technico-économique des solutions proposées dans le cadre de l'étude de schéma directeur d'assainissement. Il a été motivé par l'important écart financier entre les deux solutions tant en coût d'investissement qu'en coût de fonctionnement.

Sur le plan technique, la solution d'assainissement non collectif S1 se justifie par le fait d'éviter de lourds travaux sur la commune (linéaire gravitaire, nombre important de postes de refoulement) et par la non réhabilitation des habitations contrôlées conformes par le SPANC.

3.2.1. Détail des coûts de la solution retenue S1

Assainissement non collectif pour la totalité de la commune à l'exception de l'habitation ne pouvant recevoir un assainissement non collectif et des 9 habitations contrôlées conformes, soit 96 habitations.

Coût d'investissement de la solution S1

L'assainissement non collectif à la parcelle pour la totalité de la commune nécessite l'implantation de :

- | | |
|---|-----------------|
| ○ Un (1) lit filtrant vertical non drainé | 8 000,00 € HT |
| ○ Soixante-dix-sept (77) lits filtrant verticaux drainés | 693 000,00 € HT |
| ○ Quinze (15) filières compactes traditionnelles | 135 000,00 € HT |
| ○ Trois (3) filières compactes traditionnelles avec 1 plus-value pour contrainte | 31 050,00 € HT |
| ○ Deux (2) postes de relèvement | 4 000,00 € HT |

Coût total en investissement de la solution S1 : 871 050,00 € HT et 9 073 Euros HT/Habitation en moyenne.

Coût de fonctionnement de la solution S1

Après analyse des prestations effectuées entre 2012 et 2016, le coût de fonctionnement d'un assainissement autonome peut donc être estimé à 85,00 € HT par dispositif et par an (redevance annuelle + coût de vidange lissé sur 4 ans).

A ce coût induit par les redevances diverses, nous pouvons ajouter un coût moyen de la consommation électrique nécessaire au fonctionnement des micro-stations et postes de relevage (contrainte topographique).

Nous estimons la consommation électrique de ces équipements à environ 1 kW/jour/station, soit un coût moyen de 60,00 € HT/an pour une micro-station et/ou un poste de relevage.

Le coût de fonctionnement de cette solution S1 est donc de l'ordre de 8 280,00 € HT par an pour l'ensemble des installations non conformes auquel s'ajoutent les redevances lors de la conception et de la bonne exécution la première année. Le coût du contrôle dans le cadre d'une vente n'étant pas inclus..

A noter également, le coût de fonctionnement sera de 765 € HT par an pour les 9 habitations contrôlées conformes par le SPANC

IV. ZONAGE PLUVIAL

4.1. Droits et devoirs de la collectivité et des usagers relatifs à la gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales appartiennent en pleine propriété au propriétaire du terrain qui les reçoit (article 641 du Code Civil). Il n'y a donc pas d'obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif dans les secteurs qui en sont équipés (réseau unitaire collectant à la fois les eaux usées et pluviales, ou réseau séparatif collectant les seules eaux pluviales, selon les cas).

Les terrains sont assujettis à recevoir les eaux qui s'écoulent naturellement. Cependant, le propriétaire du terrain supérieur ne peut rien faire qui aggrave cette servitude (article 640 du code Civil).

La commune, ou le cas échéant la collectivité à laquelle elle adhère pour la compétence en matière de gestion des eaux pluviales, a la possibilité de réglementer les rejets sur la voie publique dans le cadre de ses pouvoirs de police en matière de lutte contre les accidents, les inondations et les pollutions (article L2212-2 du code Général des collectivités Territoriales).

Elle peut éventuellement interdire ou limiter les rejets sur la voie publique.

S'il existe un réseau pluvial ou unitaire, les conditions de son utilisation peuvent être fixées par un arrêté municipal ou figurer dans le règlement du service d'assainissement.

4.2. Principes du zonage pluvial

4.2.1. Principes généraux

Le raccordement systématique des eaux pluviales à un réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé d'un projet d'envisager d'abord une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle ou par opération n'est pas satisfaisante, les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans un réseau public.

Ces dispositions s'appliquent aux zones urbanisées ou à urbaniser. Dans le cas où ces dispositions ne peuvent être réalisées, le demandeur est autorisé à rejeter ses eaux pluviales selon les trois (3) niveaux de contraintes ci-après :

- 1 – en zone de non-aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel ;
- 2 – en zone de contrôle du ruissellement : le rejet dans un réseau existant ne peut être autorisé que dans la limite de la capacité de collecte et de transport des ouvrages de la collectivité, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel ;
- 3 – en zone de compensation du ruissellement : le réseau existant n'est pas en capacité d'accueillir de nouveaux rejets. Le demandeur doit envisager une gestion à la parcelle ou par opération de ses eaux pluviales. En cas d'insuffisance d'une gestion à la parcelle ou par opération, le demandeur peut être autorisé à rejeter dans le réseau. Cette autorisation est conditionnée par des travaux pouvant porter sur la collecte et le transport.

En parallèle au zonage, certaines opérations d'aménagement, selon leur importance, peuvent être soumises à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement et notamment de la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du même code :

- rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface de la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (déclaration) ou supérieure ou égale à 20 ha (autorisation).

C'est dans le cadre du dossier réglementaire d'incidence à réaliser que les aménagements spécifiques à prévoir devront être établis. Pour les opérations plus modestes n'entrant pas dans le cadre de ces procédures, c'est à l'aménageur qu'il revient de prendre les mesures nécessaires permettant de satisfaire le règlement du PLU et le présent zonage.

Dans les secteurs ruraux, les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, en particulier par les fossés et cours d'eau existants. Trois niveaux de contraintes sont définis dans ces secteurs:

- 1 – zone sans prescriptions particulières : il s'agit des secteurs où le ruissellement et l'évacuation des eaux pluviales ne présentent pas de problème particulier, compte tenu de la nature du sol, de la topographie et/ou de la présence d'un milieu récepteur à proximité. Les eaux de ruissellement doivent être limitées autant que possible en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables. ;

2 – zone de non-aggravation du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont d'ouvrages hydrauliques, existants ou projetés (bassins de rétention, collecteurs), dont le dimensionnement est suffisant pour permettre la gestion des eaux pluviales sans débordement ni problème d'évacuation, sous réserve de ne pas accroître les flux. Les éléments de paysage existants (fossés, haies, bois, bosquets, vergers, fonds plats...) constituant des freins au ruissellement et/ou favorisant l'infiltration sont à préserver, tandis que les interventions susceptibles d'aggraver le ruissellement doivent donner lieu à des mesures compensatoires, principalement agro-environnementales ;

3 – zone de réduction du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont de zones urbanisées ou à urbaniser équipées de collecteurs déjà saturés ou sensibles à des dysfonctionnements hydrauliques (coulées de boues, inondations), où toute disposition visant à réduire le ruissellement contribue à l'amélioration de la situation et à la réduction des risques. Les dispositions à prendre sont principalement des aménagements d'hydraulique douce (bandes enherbées, haies, fossés...) et des modifications des pratiques agricoles (labours perpendiculaires aux pentes...).

Dans tous les cas (zones urbanisées, à urbaniser, naturelle ou agricole), un prétraitement (débourbeur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

4.2.2. Zones d'urbanisation existante

Les zones agglomérées sont souvent les plus sensibles au ruissellement et aux inondations. En effet, la concentration des eaux de ruissellement par la pose de collecteurs, l'extension de l'urbanisation et l'accroissement de l'imperméabilisation au fil du temps conduisent les réseaux pluviaux et unitaires, souvent anciens, à la limite de leur capacité, voire les rendent insuffisants. Il s'agit de zones où le ruissellement ne doit pas être aggravé.

Les réseaux d'assainissement par temps de pluie sont souvent à l'origine de 2 types majeurs de dysfonctionnement :

- pour des pluies d'occurrence fréquente, dans le cas de réseaux unitaires collectant à la fois les eaux usées et pluviales, rejet d'eaux usées de temps de pluie du fait de l'insuffisance des ouvrages à transiter la totalité des flux vers les ouvrages de traitement (l'occurrence de pluie mensuelle est souvent retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement)
- pour des pluies d'occurrence plus rare (10/20/30/50 ans), débordements et inondations du fait de l'insuffisance hydraulique des ouvrages, avec remontée de l'eau chez les riverains par les branchements sur les réseaux en charge et/ou inondation des voiries lorsque que la ligne d'eau atteint le terrain naturel (l'occurrence de pluie décennale est souvent retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement).

Généralement, pour les constructions et infrastructures existantes, les aménagements possibles pour limiter les débits, le ruissellement et ne pas aggraver les inondations sont :

- la réduction des apports amont par écrêtement (bassins tampons)
- la déconnexion de bassins versants des zones de collecte (mise en séparatif, séparation de réseaux d'eaux pluviales et unitaires...)
- la modification de la répartition des flux d'amont en aval et la dispersion des rejets
- la suppression d'insuffisances locales par remplacement/renforcement d'ouvrages incriminés
- à l'occasion d'opportunités de travaux ou d'aménagements (aménagement des sous-sols, réfection de voirie, secteurs de requalification...), toute possibilité de techniques alternatives, faisant appel soit à l'infiltration, soit au stockage et à l'épandage superficiel :
 - ✓ assainissement à la parcelle : puisards, fossés, noues, tranchées drainantes, citernes, toitures terrasses, lits d'épandage
 - ✓ assainissement par groupe de parcelles : fossés, noues, tranchées pour recueillir et infiltrer les eaux de ruissellement des espaces collectifs, tranchées filtrantes ou drainantes, chaussées poreuses ou sur fondation drainante
 - ✓ assainissement par opération : bassins de retenue, chaussées réservoirs.
- l'installation de clapets anti-retour pour éviter les remontées dans les branchements.

4.2.3. Zones à urbaniser

Pour les mêmes raisons que dans les zones urbanisées (éléments limitants), afin d'éviter des mises en charge des réseaux avec aggravation ou apparition de nouveaux risques de débordement, le rejet des eaux pluviales en infiltration (après tamponnement éventuel en fonction des capacités d'absorption du sol) ou dans un milieu superficiel proche (après tamponnement éventuel en fonction de la capacité d'acceptation du milieu) doit être privilégié chaque fois que possible pour éviter la concentration des flux.

Deux cas de figure se présentent pour la gestion des eaux pluviales :

- zones de compensation du ruissellement : dans les secteurs sensibles où les réseaux déjà saturés ne peuvent pas admettre d'augmentation des débits collectés, afin de ne pas aggraver la situation existante et les risques déjà évoqués, toute possibilité de solutions "alternatives" ou "compensatoires" au ruissellement, déjà énumérées pour les zones urbanisées, doit être envisagée pour collecter et évacuer les eaux pluviales des nouvelles constructions et infrastructures, publiques ou privées, collectives ou individuelles.

Dans ce cas, les solutions locales d'évacuation doivent être privilégiées : recherche d'un exutoire local (ruisseau, fossé, infiltration) sous réserve de vérifier les risques de pollution ou de contamination du milieu récepteur, notamment en fonction des usages de l'eau.

Les techniques alternatives énumérées précédemment doivent être privilégiées pour réduire et/ou différer les rejets d'eaux pluviales (rétention à la parcelle, par opération, avec débit de fuite limité).

- zones de contrôle du ruissellement : quand la capacité des réseaux existants et l'acceptabilité du milieu naturel le permettent, les solutions classiques d'assainissement pluvial par la pose de collecteurs restent envisageables, moyennant le cas échéant des prétraitements et/ou tamponnements. L'aménageur doit néanmoins au préalable vérifier l'acceptabilité des réseaux et avoir reçu l'agrément du gestionnaire des réseaux.

Dans ce cas, l'utilisation des mesures alternatives précédentes ne doit pas être négligée pour éviter une saturation des réseaux à terme.

4.2.4. Zones naturelles et agricoles (bassins versants ruraux)

Sur ces zones, le ruissellement a pour conséquence de concentrer les flux dans le temps (réduction du temps de parcours et augmentation des vitesses d'écoulement) et dans l'espace (convergence en quelques points de rejet à l'aval).

Compte tenu, en outre, du cumul des flux issus de plusieurs bassins versants naturels, des conséquences graves peuvent être à craindre si aucune précaution n'est prise et si la gestion des flux n'est pas concertée :

- * risques d'inondation pour les populations à l'aval des bassins versants, jusqu'au milieu récepteur final
- * risques d'inondation d'ouvrages d'infrastructure importants, et par suite pour la sécurité des usagers
- * risques d'inondation de terrains cultivables
- * érosion des sols et pollution des milieux récepteurs :

Ses effets sont observables le long des lignes d'écoulement principal où le ruissellement emporte les terrains et provoque des affaissements, ainsi qu'à l'aval des bassins versants dans le fond des vallons, où ils se manifestent par l'accumulation de terre, le colmatage d'ouvrages hydrauliques, des apports de boues dans les milieux superficiels. On les observe en particulier aux points d'accumulation des eaux au droit de dépressions naturelles, ou aux ouvrages canalisant les écoulements sous des chemins agricoles ou des chaussées.

L'érosion résulte de la combinaison de plusieurs facteurs :

- pentes importantes de bassins versants agricoles
- composition des terrains superficiels
- pratiques culturelles, et remembrement :
 - ✓ labourages et cultures dans le sens des pentes, concentrant et accélérant les écoulements

- ✓ arrachage de haies forçant l'infiltration et freinant les écoulements
- ✓ comblement de fossés permettant la rétention et l'infiltration
- nudité des sols cultivés en période hivernale
- insuffisance d'obstacles naturels aux écoulements (*bois, talus, haies,...*), en particulier à l'aval des bassins versants

* mauvaise recharge des aquifères.

Pour ces zones naturelles et agricoles, les aménagements envisageables pour améliorer le fonctionnement du réseau hydraulique superficiel consistent principalement en des mesures agri-environnementales visant à ralentir les écoulements. Il peut s'agir de:

- modification des pratiques culturales
 - labourages et cultures perpendiculairement aux pentes
 - plantation de haies...
- création, recalibrage ou réouverture de fossés comblés
- mise en place de bandes enherbées
- mise à fond plat de terrains favorables à une bonne infiltration
- utilisation de dépressions naturelles et d'obstacles naturels aux écoulements (*bois, talus, haies,...*), par dérivation locale des écoulements
- création de bassins de tamponnement ou d'infiltration...

4.3. Etat de l'assainissement pluvial à CHAUDUN

Le réseau pluvial est assez bien développé sur le bourg (plan ci-contre).
Il est constitué de grilles/bouches-avaloirs et de canalisations qui collectent et acheminent les eaux pluviales jusqu'à un exutoire unique vers le fossé de la Vallée de Clancy.

La mairie indique des apports agricoles par ruissellement en amont de la rue de l'Abbaye au N-O et en amont de la rue Fernand Bertonière au S-O.

CHAUDUN a fait l'objet de plusieurs arrêtés de catastrophe naturelle d'inondation :

Type de catastrophe	Début	Fin	Arrêté	Publication JO
Inondations et coulées de boue	17/06/86	17/06/86	25/08/86	06/09/86
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99

Elle n'est pas soumise à la réglementation relative à l'Information Acquéreur Locataire en application des articles L125-5 et R125-23 à 27 du Code de l'Environnement.

4.4. Zonage pluvial à CHAUDUN

La zone urbanisée du bourg a été rangée en zone de non-aggravation du ruissellement, pour éviter les risques de saturation des réseaux à terme.

A défaut de document d'urbanisme fixant des contours précis des zones urbanisées, urbanisables, naturelles et agricoles, la délimitation a été effectuée en fonction de la structure viaire et de celle des réseaux, des pentes, des limites des parcelles bâties ou potentiellement constructibles, et du registre parcellaire graphique agricole de 2016 (RPG).

En amont des zones identifiées comme sensibles aux ruissellements, inondations et coulées de boue, les bassins versants ruraux ont été rangés en zone de réduction du ruissellement. Les secteurs dont le ruissellement est susceptible de parvenir aux réseaux ont également été inclus.

La délimitation a été effectuée par recoupement des limites parcellaires et des lignes de crête et de talweg définies à partir des courbes de niveau des cartes IGN au 1/25000^{ème}.

Le reste des bassins versants ruraux est rangé en zone sans prescriptions particulières.

Actuellement, compte tenu de rejets dans les réseaux pluviaux de dispositifs d'ANC non conformes, des rejets d'eaux usées sont potentiellement observables aux exutoires de ces réseaux dans le milieu naturel. Cependant, dans le cadre de la solution retenue de réhabilitation des dispositifs d'ANC non conformes, ces rejets potentiels sont amenés à progressivement disparaître.

Par ailleurs, le caractère rural de la commune et l'origine des eaux de ruissellement ne sont pas susceptibles de générer une pollution significative des eaux pluviales.

En conséquence, aucun point sensible quant à la pollution des eaux pluviales n'a été identifié.

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE CRAMAILLE

**Annexe 1 – Décision de la MRAe concernant
l'évaluation environnementale sur la commune**



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale
d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
sur la révision des zonages d'assainissement
des communes de**

**Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy,
Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy,
Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouttes,
Nampteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise,
Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire (02)**

n°MRAe 2018-2415 ; 2018-2416 ; 2018-2417 ; 2018-2418 ; 2018-2419 ; 2018-2420 ; 2018-2421 ;
2018-2422 ; 2018-2423 ; 2018-2424 ; 2018-2425 ; 2018-2426 ; 2018-2427 ; 2018-2428 ; 2018-2429 ; 2018-
2430 ; 2018-2431 ; 2018-2432 ; 2018-2433 ; 2018-2500

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement Européen et du Conseil concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-4, R122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015, relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 5 mai 2017 et du 16 octobre 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les demandes d'examen au cas par cas, déposées complètes par la communauté de communes du canton d'Oulchy-le-Château le 23 avril 2018, concernant la révision des 20 zonages d'assainissement des communes d'Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy, Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouettes, Nampsteuil-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire, dans le département de l'Aisne ;

Vu les avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France des 25 et 29 mai 2018 ;

Considérant que la révision des zonages d'assainissement de ces vingt communes consiste à classer en assainissement non collectif l'ensemble du territoire de chacune de ces communes ;

Considérant la présence sur la commune d'Arcy du site Natura 2000 n°FR2200399 « coteaux calcaires du Tardenois et du Valois » lequel ne sera pas impacté par les projets de zonage d'assainissement ;

Considérant la présence de zones à dominante humide définies par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine Normandie, lesquelles ne seront pas impactées par les projets de zonage d'assainissement ;

Considérant la présence de périmètres de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine sur les communes de Beugneux, Droisy, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy et l'absence d'habitation au sein de ces périmètres de protection rapproché et éloigné ;

Considérant la présence d'une habitation à l'intérieur du périmètre de protection du captage d'eau potable de la commune d'Arcy, habitation dont les effluents épurés seront rejetés en dehors du périmètre de protection ;

Considérant que l'état chimique des nappes souterraines du Lutétien-Yprésiens du Soissonnais-laonnois, de l'Eocène du bassin versant de l'Ourcq, et de la Craie de Champagne nord est médiocre, alors que la nappe de l'Albien-Néocomien captif est en bon état ;

Considérant la réglementation garantissant le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif en application de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 dans l'objectif de maintenir la conformité des installations et d'informer le public sur les conditions de réhabilitation des équipements vieillissants ;

Considérant la présence sur toutes les communes, sauf Ambrief, Arcis, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chaudun et Le Plessier-Huleu, d'âges de remontée de nappe élevés à très élevé et qu'il conviendra de prévoir des dispositifs d'assainissement adéquats pour que l'efficacité de l'assainissement soit assurée ;

Considérant dès lors que la révision du zonage d'assainissement des vingt communes précitées n'est pas susceptible d'entraîner des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

La procédure de révision des zonages d'assainissement des communes d'Ambrief, Arcy, Beugneux, Billy-sur-Ourcq, Buzancy, Chacrise, Chaudun, Cramaille, Cuiry-Housse, Droisy, Launoy, Le Plessier-Huleu, Maast-et-Violaine, Muret-et-Crouettes, NampTEUIL-sous-Muret, Oulchy-la-ville, Rozières-sur-Crise, Saint-Rémy-Blanzy, Vierzy et Villemontoire dans le département de l'Aisne n'est pas soumise à évaluation environnementale stratégique.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles un projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à Lille, le 19 juin 2018

La Présidente
de la mission régionale d'autorité
environnementale
Hauts-de-France



Patricia Corrèze-Lénée

<i>Voies et délais de recours</i>

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.
Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Recours gracieux (formé dans le délai de deux mois) auprès de :
Madame la Présidente de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France
DREAL Hauts-de-France – Service IDDEE
44, rue de Tournai
CS 40259
F 59019 LILLE Cedex

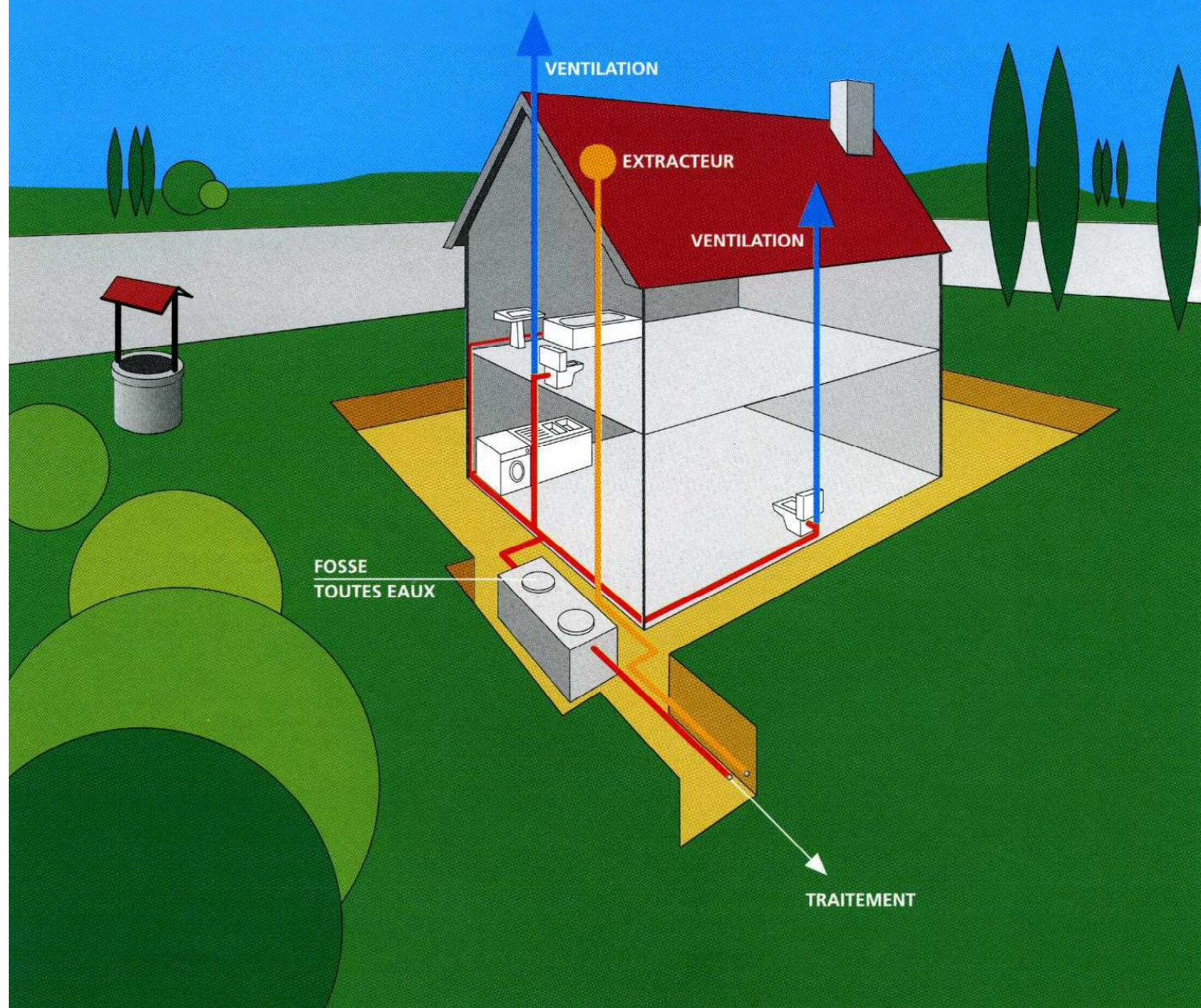
Recours contentieux (formé dans le délai de deux mois) auprès du :
Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
CS 62039
59014 Lille cedex

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE CRAMAILLE

**Annexe 2 – Fiches descriptives des installations
d'assainissement non collectif**

FOSSE TOUTES EAUX



Une fosse toutes eaux est un appareil destiné à la collecte, à la liquéfaction partielle des matières polluantes contenues dans les eaux usées et à la rétention des matières solides et des déchets flottants.

Elle reçoit l'ensemble des eaux usées domestiques.

La fosse toutes eaux doit débarrasser les effluents bruts de leurs matières solides afin de protéger l'épandage contre un risque de colmatage.

Elle doit également liquéfier ces matières retenues par décantation et flottation.

La hauteur d'eau ne doit pas être inférieure à 1 m.

La fosse toutes eaux génère des gaz qui doivent être évacués par une ventilation efficace.

L'évacuation de ces gaz est assurée par un extracteur placé au-dessus des locaux habités.

Le diamètre de la canalisation d'extraction sera d'au moins 10 cm.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

A défaut de justifications fournies par le constructeur de la fosse toutes eaux, la vidange des boues et des matières flottantes doit être assurée au moins tous les 4 ans.

DIMENSIONNEMENT :

Le volume minimum de la fosse toutes eaux sera de 3 000 l pour les logements comprenant jusqu'à 5 pièces principales.

Il sera augmenté de 1 000 l par pièce supplémentaire.

FOSSE TOUTES EAUX

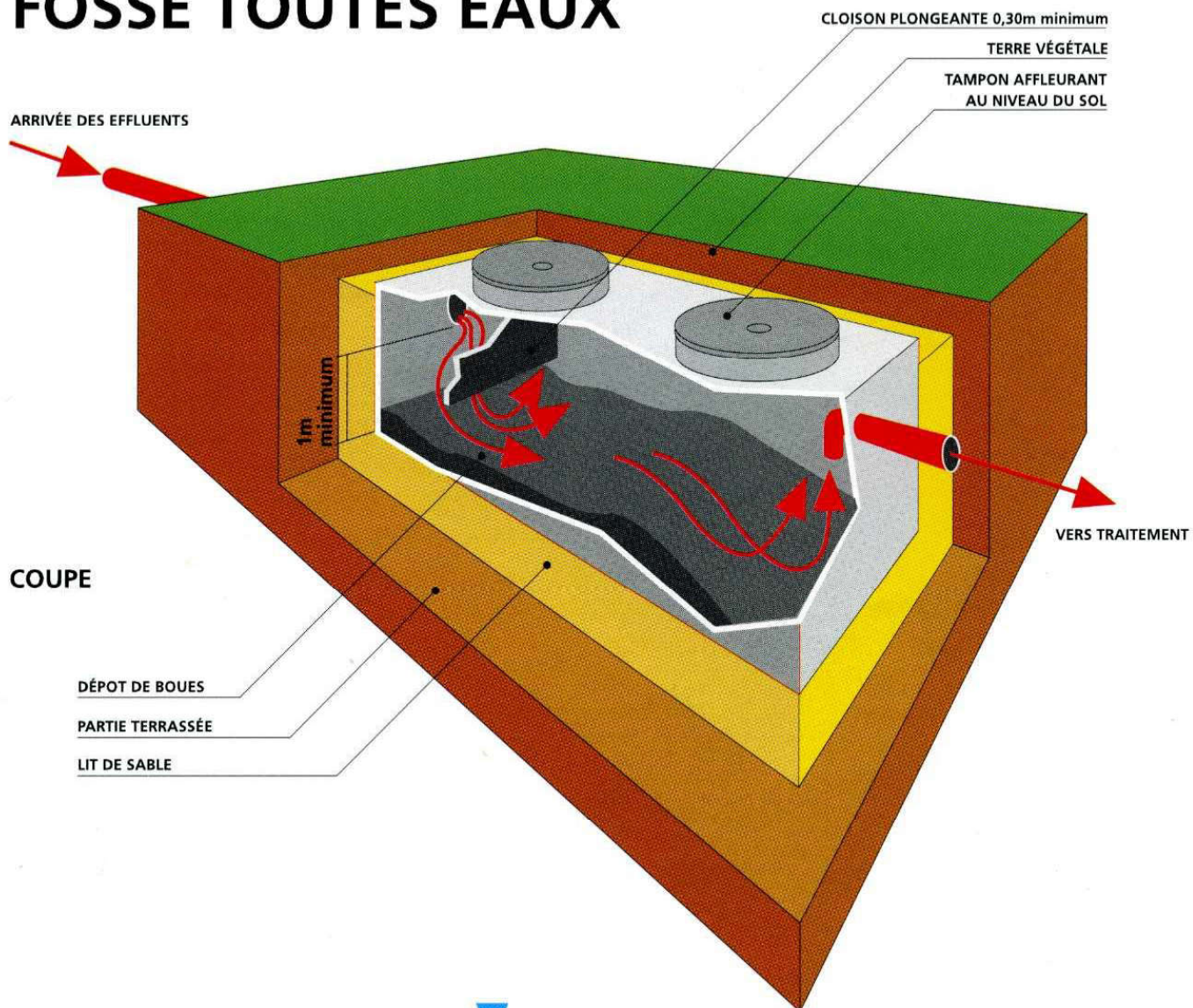
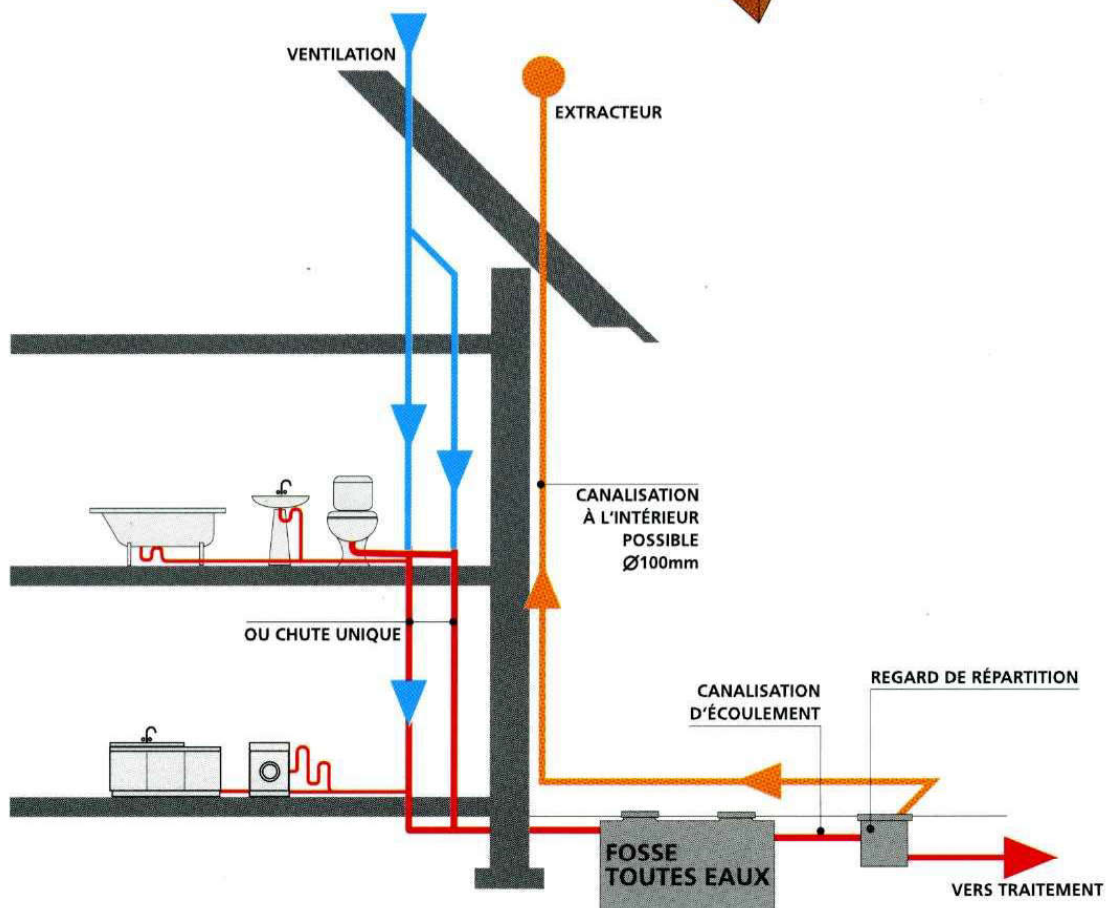
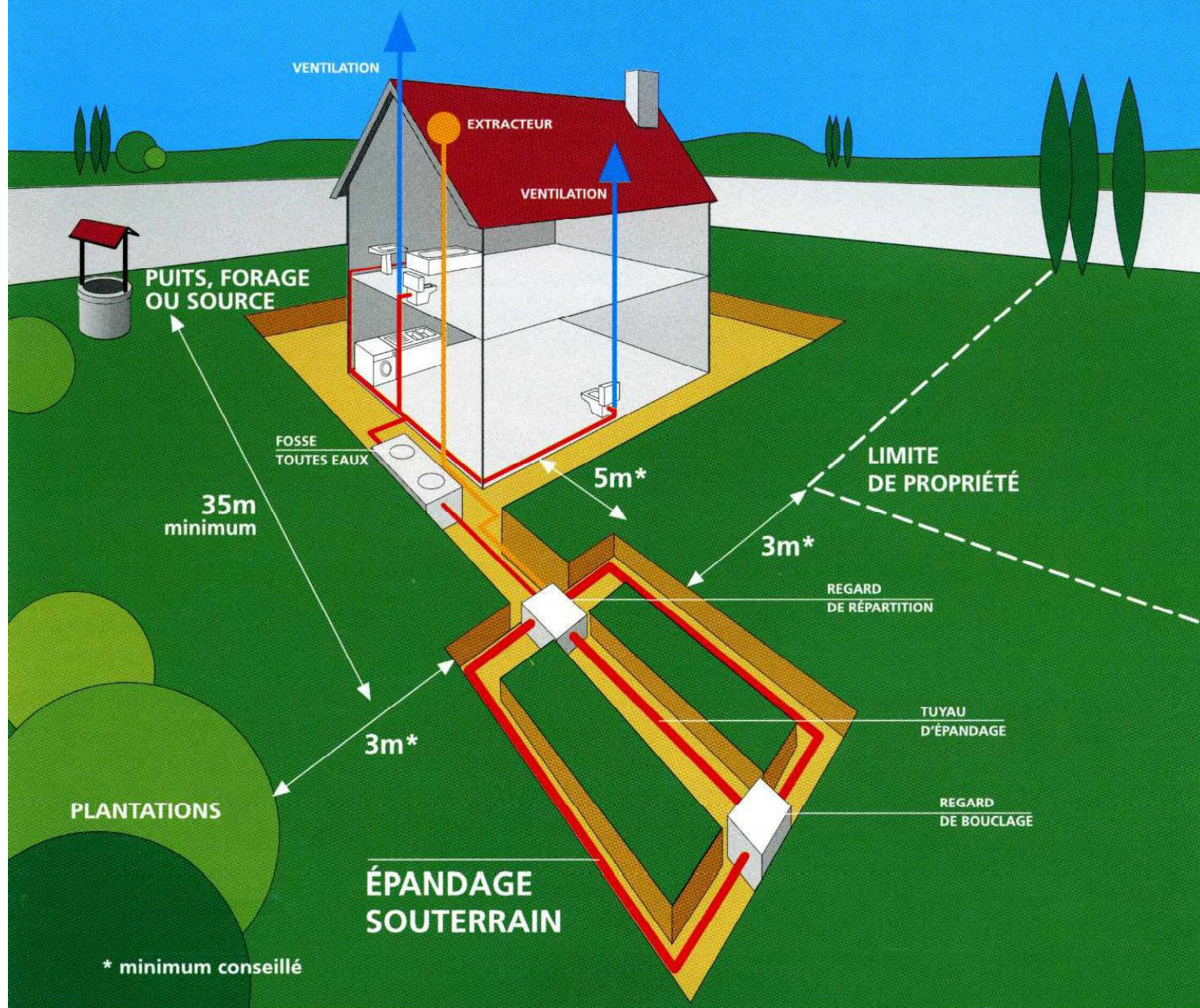


SCHÉMA DE PRINCIPE DE VENTILATION

ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL



* minimum conseillé

Les tranchées d'épandage reçoivent les effluents de la fosse toutes eaux.

Le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme moyen dispersant.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

L'épandage souterrain doit être réalisé par l'intermédiaire de tuyaux placés horizontalement dans un ensemble de tranchées.

Il doit être placé aussi près de la surface du sol que le permet sa protection.

- ◆ Les tuyaux d'épandage doivent avoir un diamètre au moins égal à 100 mm. Ils doivent être constitués d'éléments rigides en matériaux résistants munis d'orifices dont la plus petite dimension doit être au moins égale à 5 mm.

- ◆ La longueur d'une ligne de tuyaux d'épandage ne doit pas excéder 30 m.

- ◆ La largeur des tranchées d'épandage dans lesquelles sont établis les tuyaux est de 0,50 m minimum.

- ◆ Le fond des tranchées est garni d'une couche de graviers lavés.

- ◆ La distance d'axe en axe des tranchées doit être au moins égale à 1,50 m.

- ◆ Un feutre imputrescible doit être disposé au-dessus de la couche de graviers.

- ◆ Une couche de terre végétale.

L'épandage souterrain doit être maillé chaque fois que la topographie le permet.

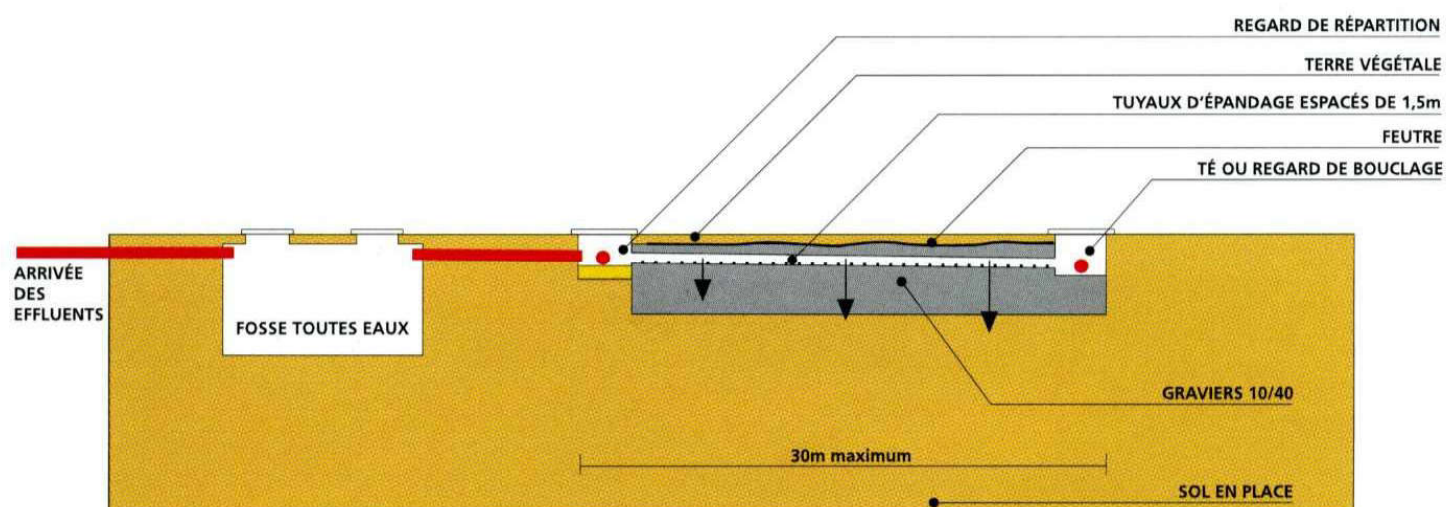
Il doit être alimenté par un dispositif assurant une égale répartition des effluents dans le réseau de distribution.

DIMENSIONNEMENT :

La surface d'épandage (fond des tranchées) est fonction de la taille de l'habitation et de la perméabilité du sol. Elle est définie par l'étude pédologique à la parcelle.

ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL

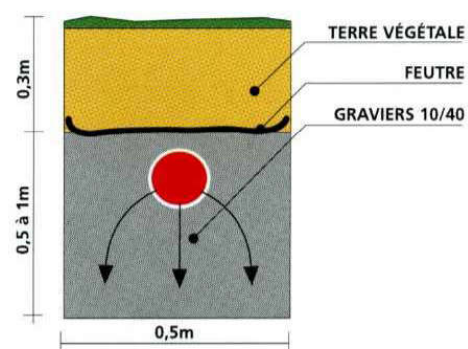


COUPE LONGITUDINALE EN TERRAIN PLAT

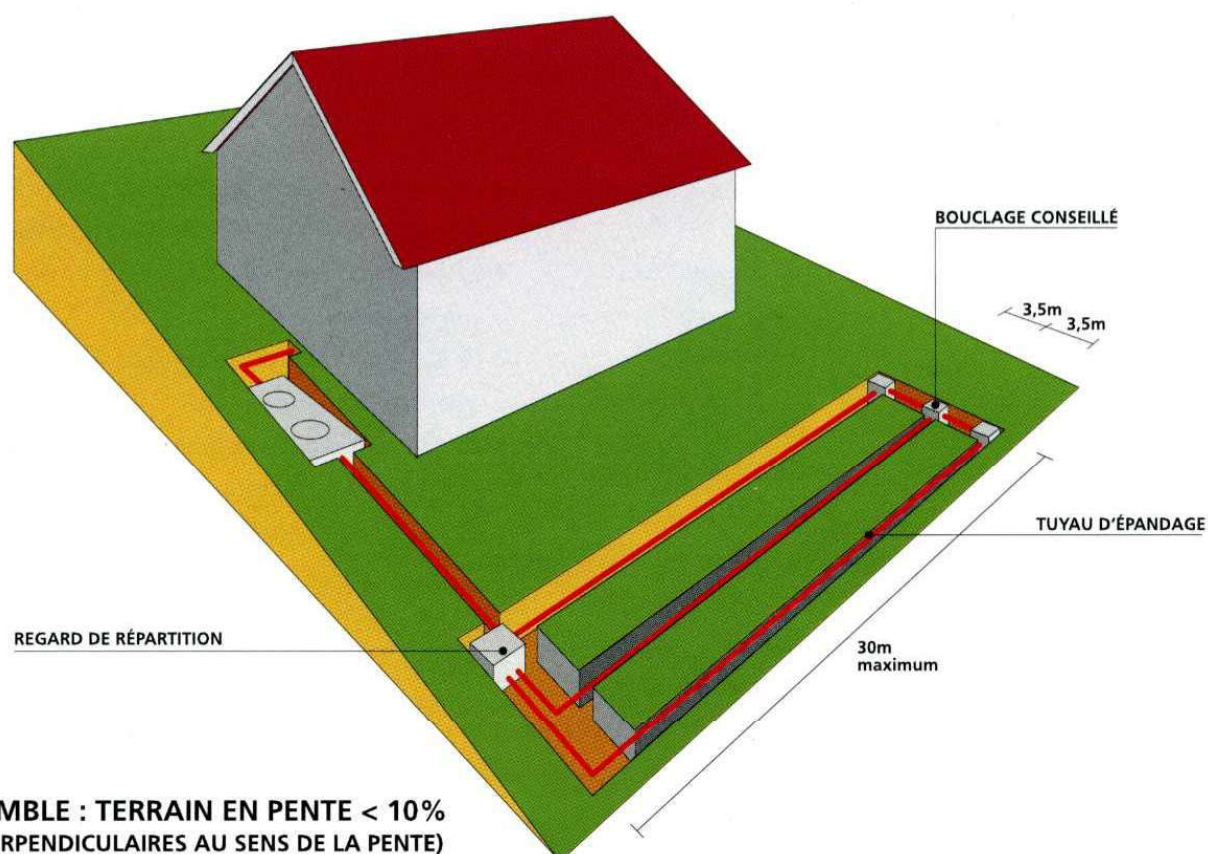


CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm minimum
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



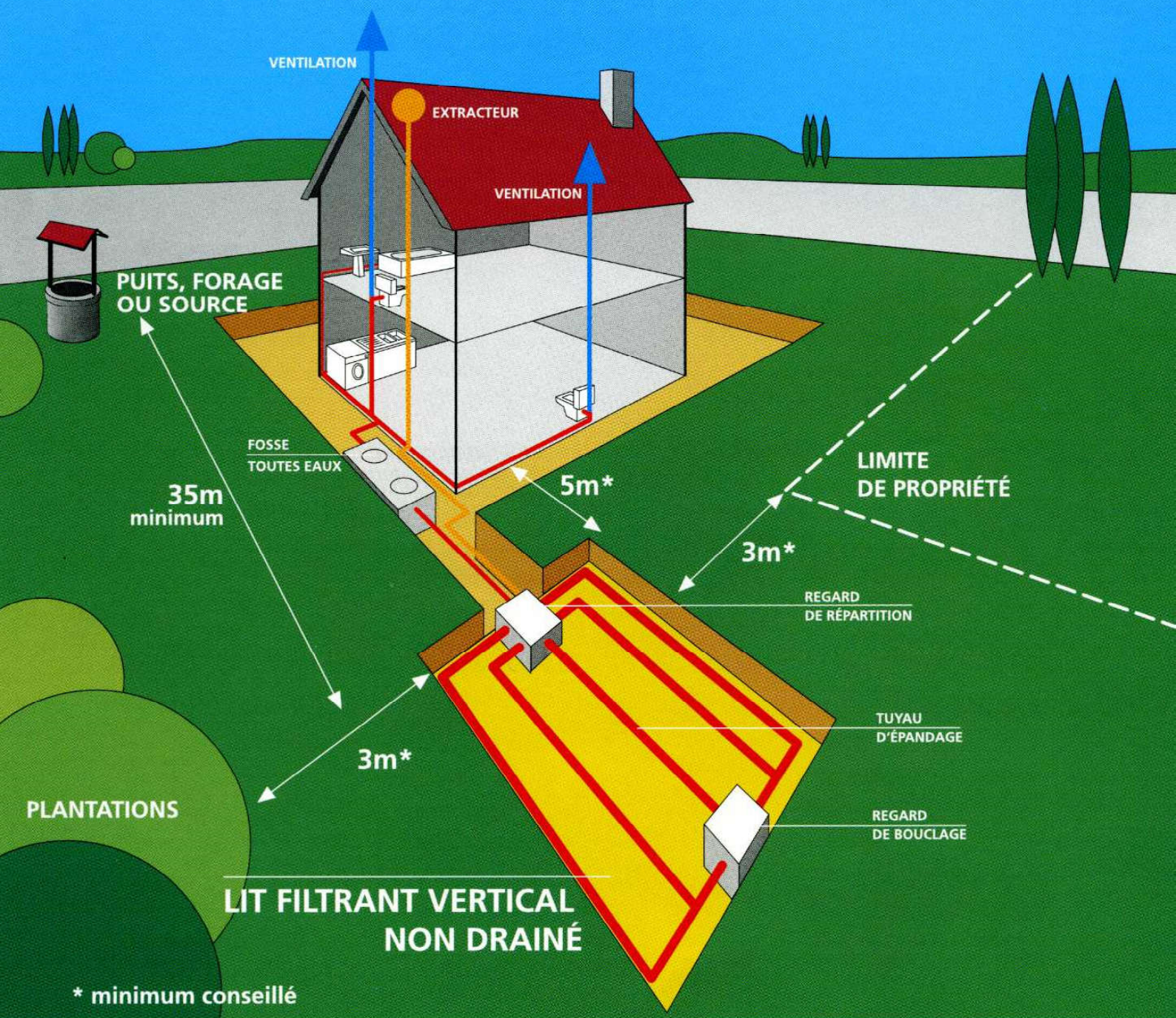
COUPE D'UNE TRANCÉE



VUE D'ENSEMBLE : TERRAIN EN PENTE < 10%
(TRANCÉES PERPENDICULAIRES AU SENS DE LA PENTE)

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ



Dans le cas où le sol présente une perméabilité insuffisante ou à l'inverse, si le sol est trop perméable (craie), un matériau plus adapté (sable siliceux lavé) doit être substitué au sol en place sur une épaisseur minimale de 0,70 m.

La répartition de l'effluent est assurée par des tuyaux munis d'orifices, établis en tranchées dans une couche de graviers.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant vertical non drainé se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1 m minimum sous le niveau

de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

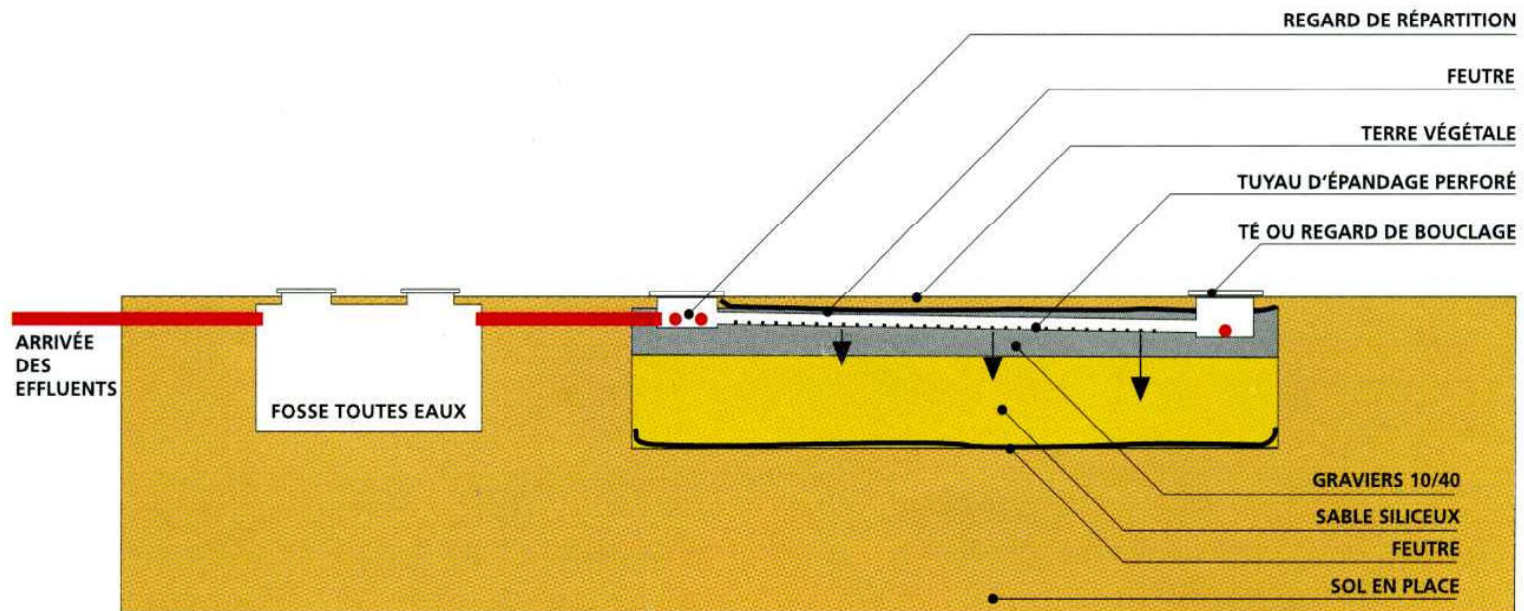
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de sable lavé de 0,70 m minimum d'épaisseur,
- ◆ une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit,
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air qui recouvre l'ensemble,
- ◆ une couche de terre végétale d'une épaisseur de 0,20 m.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant vertical non drainé doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ

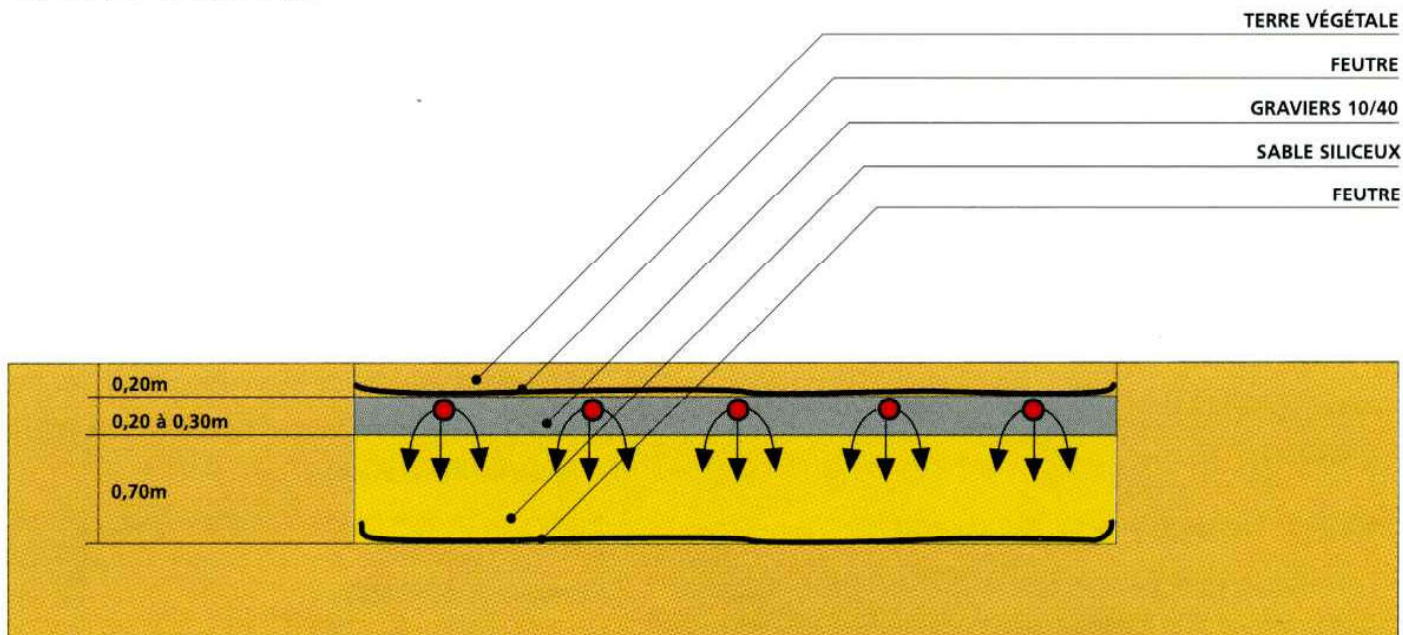


COUPE LONGITUDINALE



CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm minimum
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

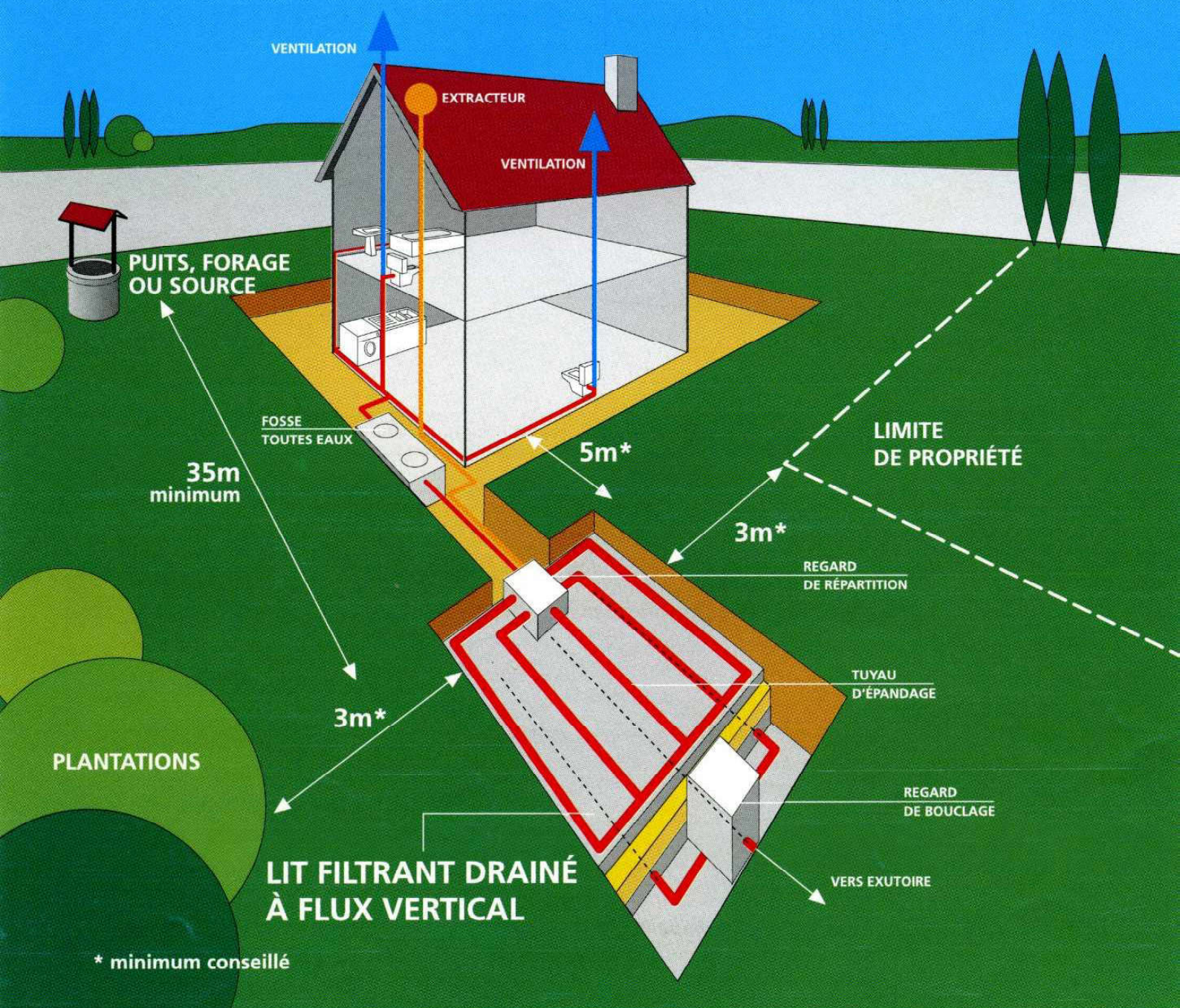
TUYAU D'ÉPANDAGE



COUPE TRANSVERSALE



LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL



Ce dispositif est à prévoir lorsque le sol est inapte à un épandage naturel et lorsqu'il existe un exutoire pouvant recevoir l'effluent traité.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant drainé à flux vertical se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1,00 m sous le niveau de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

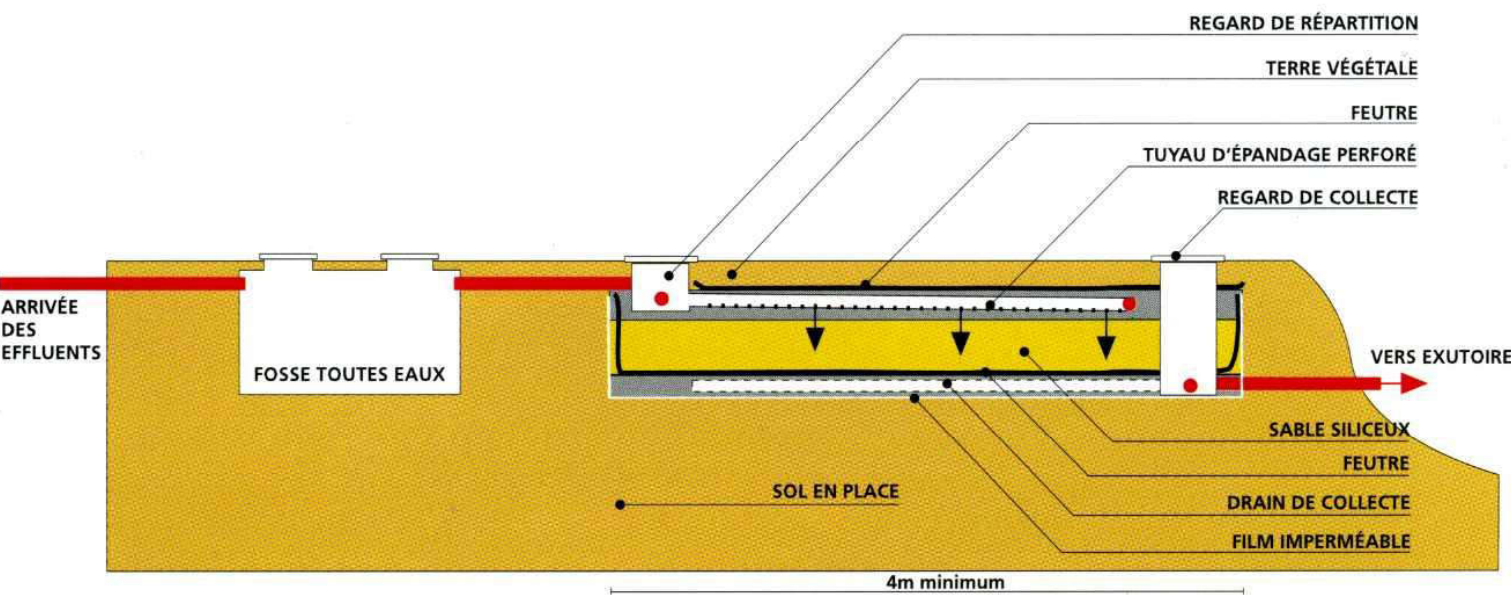
- ◆ un film imperméable,
- ◆ une couche de graviers d'environ 0,10 m d'épaisseur au sein de laquelle des canalisations drainent les effluents traités vers l'exutoire,

- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de sable siliceux lavé de 0,70 m d'épaisseur,
- ◆ une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit filtrant,
- ◆ un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- ◆ une couche de terre végétale.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant drainé à flux vertical doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL

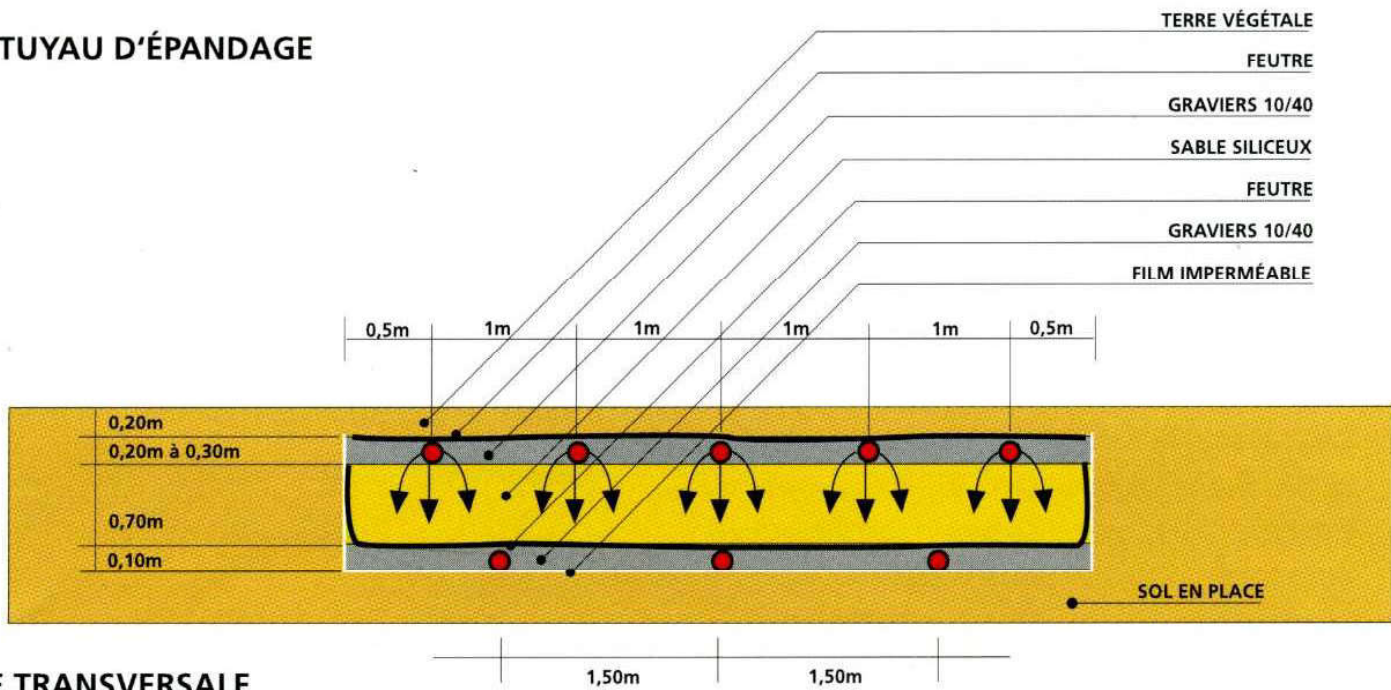


COUPE LONGITUDINALE



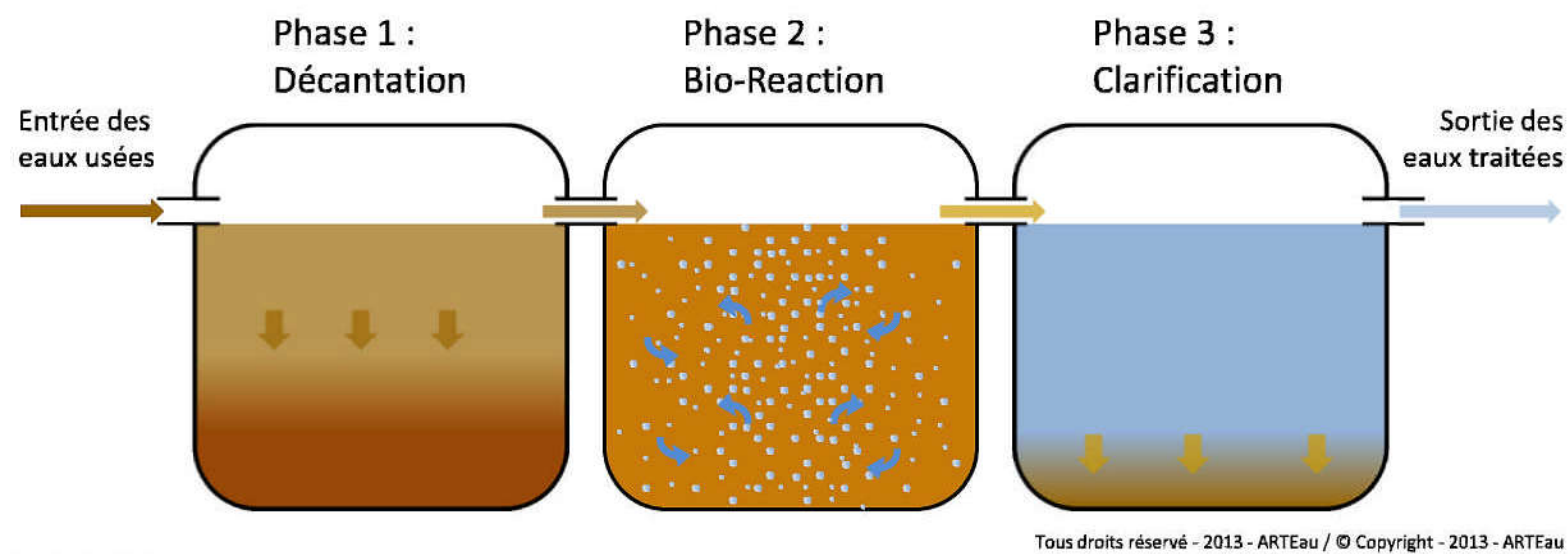
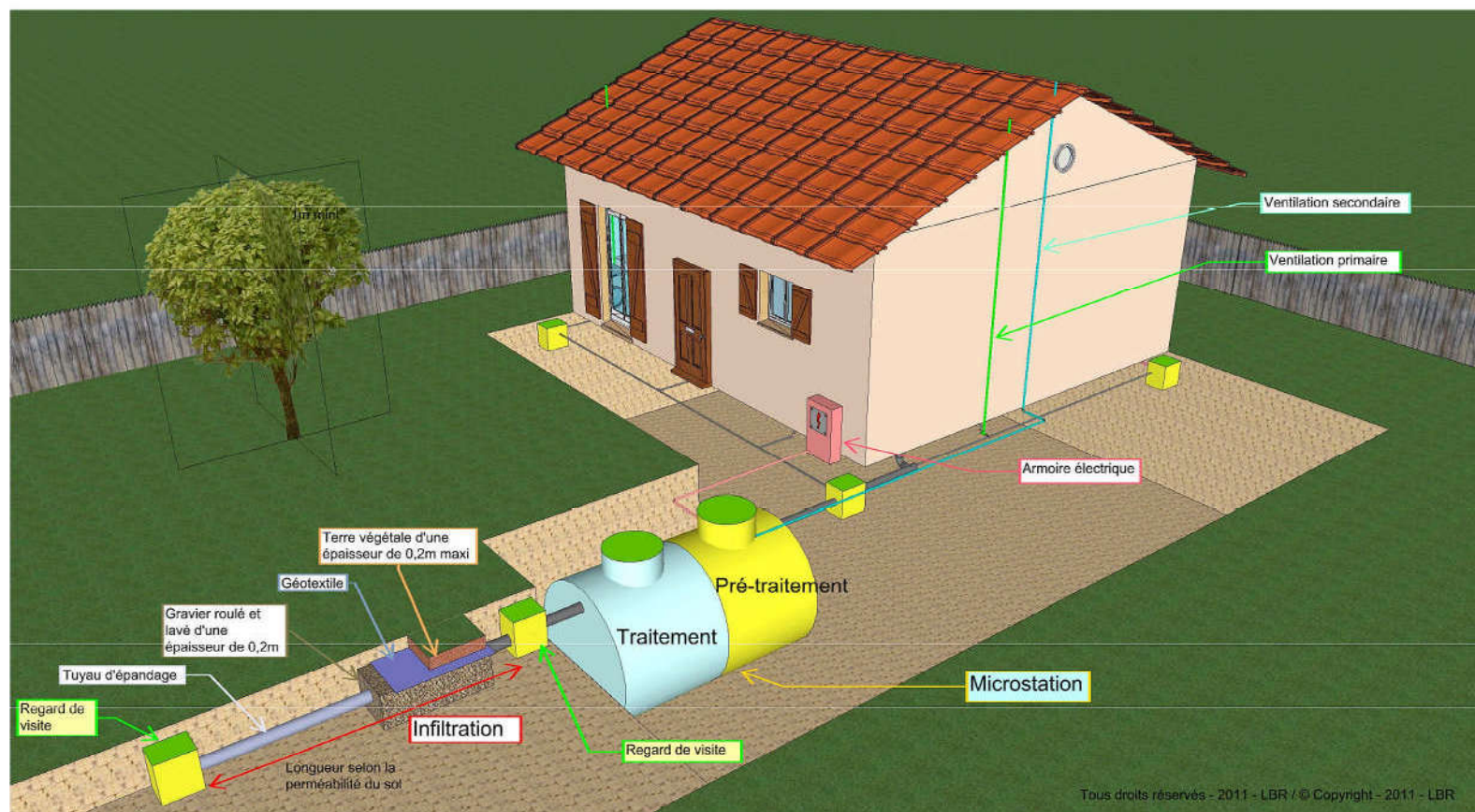
CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm MINIMUM
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



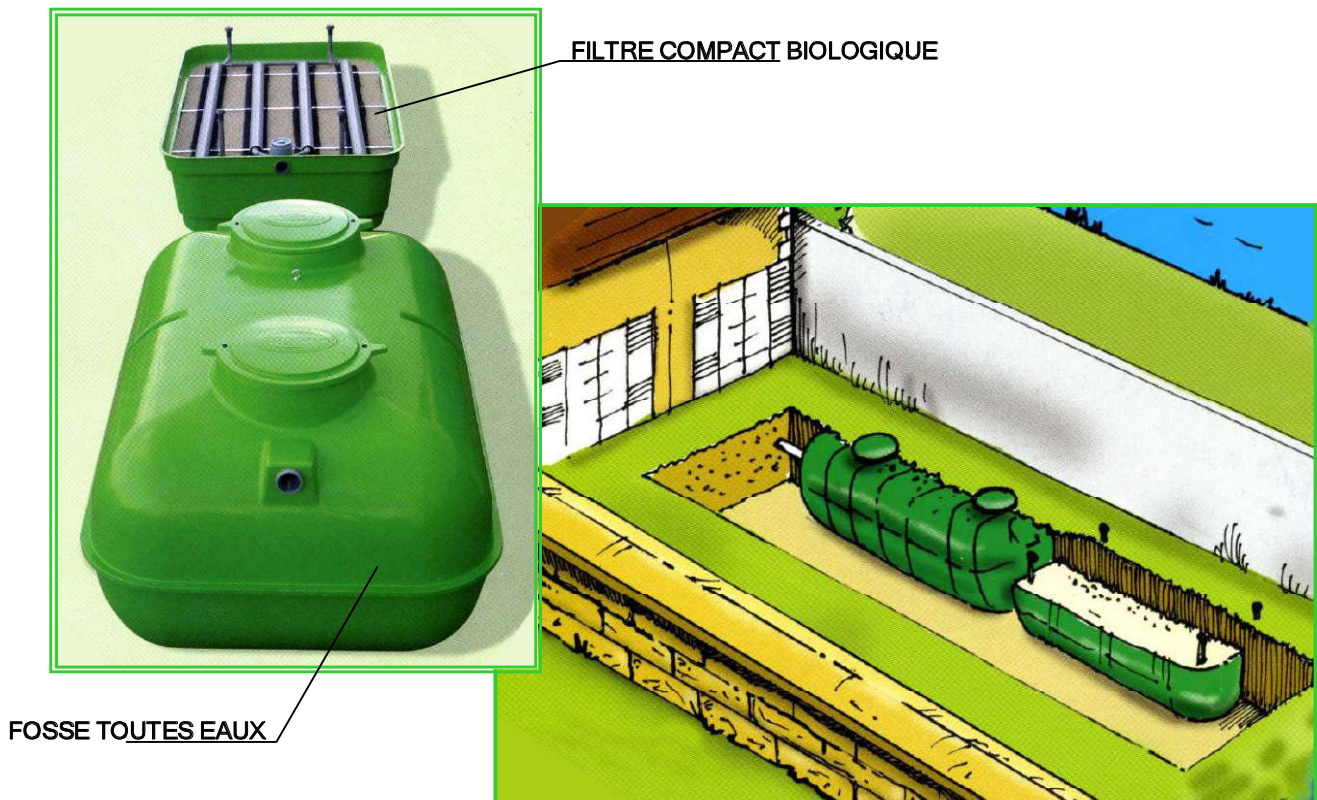
COUPE TRANSVERSALE

La Micro-Station et son fonctionnement



FILTRE A ZEOLITHE (Filtre compact)

La solution aux problèmes de place pour l'assainissement des eaux usées de votre maison



* Ce système convient aux petits terrains dont le sol est inapte à un épandage naturel.

* Cette filière d'assainissement compact se compose d'une fosse septique Toutes Eaux et d'un filtre compact biologique. L'emprise au sol ne dépasse pas 15 m²

CARACTERISTIQUES:

Fosse toutes eaux : H = 1.47 m, L = 2.98 m, l = 2 m

Filtre Compact : H = 0.86 m, L = 2.98 m, l = 1.87 m

* Peu d'entretien, les intervalles de vidange pouvant dépasser 10 ans. Pas de bac dégraisseur ou de filtre décolloïdeur à nettoyer. Pas d'électricité ni d'électromécanique à entretenir.

* Système facile à installer : entièrement préfabriqués, les matériels ne demandent plus sur le site qu'un assemblage, limitant ainsi fortement les travaux dans le jardin de l'habitation et le temps d'installation.

* *En option* et si la configuration du terrain le permet, cette filière peut être équipée d'un système d'infiltration dans le sol pour l'irrigation d'une pelouse ou de végétaux.

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE CRAMAILLE

Annexe 3 – Détail des coûts des différentes solutions proposées

Coûts assainissement non collectif - Commune de Cramaille - Solution S1

Coûts d'investissement

Filières	Prix unitaire en € HT	Quantité	TOTAL en € HT
Epandage (E)	7 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical non drainé (LFND)	8 000,00	3	24 000,00
Lit filtrant vertical drainé (LFD)	9 000,00	34	306 000,00
Filière compacte (FC)	9 000,00	2	18 000,00
Filière compacte + plus-value pour contrainte (FCPV)	10 350,00	14	144 900,00
Poste de refoulement individuel pour habitation en contrebas du terrain (PR)	2 000,00	9	18 000,00
Lit filtrant vertical drainé avec plus-value (LFDPV)	10 800,00	13	140 400,00
Filière compacte avec 2 plus-values	12 150,00	0	0,00
TOTAUX		66	651 300,00

Coûts de fonctionnement annuel

	Nbr	Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)
ANC	66	85,00	5 610,00
PR	9	60,00	540,00
			6 150,00

Coûts assainissement collectif - Commune de Cramaille - Solution S1

Coûts d'investissement

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml		0,00
Conduite suspendue PVC diamètre 200 mm	250,00	ml		0,00
Forage dirigé PEHD 160 ou 200 mm (800 € par chantier + 250 €/ml)	250,00	ml		0,00
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m		0,00
PR EU < 7 logements	8 000,00	U		0,00
PR EU < 50 logements	20 000,00	U		0,00
50 logements < PR EU < 100 logements	30 000,00	U		0,00
100 logements < PR EU < 200 logements	42 000,00	U		0,00
PR EU > 200 logements	50 000,00	U		0,00
Branchement au réseau (BB+canalisation)	1 500,00	U		0,00
STEP Cultures fixées	1 000,00	EH		0,00
Total				0,00

Coûts de fonctionnement annuel

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
Entretien réseau gravitaire	1,00	ml	0	0,00
Entretien PR	1 000,00	U	0	0,00
Entretien STEP	45,00	EH	0	0,00
Total				0,00

Commune de Cramaille - Coûts pour la solution S1

Nbr d'habitations concernées	66
Nbr d'habitations en AC	0
Nbr d'habitations en ANC	66
Coût d'investissement (€ HT)	651 300,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 868
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	6 150,00

Coûts assainissement non collectif - Commune de Cramaille - Solution S2

Coûts d'investissement

Filières	Prix unitaire en € HT	Quantité	TOTAL en € HT
Epandage (E)	7 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical non drainé (LFND)	8 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical drainé (LFD)	9 000,00	0	0,00
Filière compacte (FC)	9 000,00	0	0,00
Filière compacte + plus-value pour contrainte (FCPV)	10 350,00	0	0,00
Poste de refoulement individuel pour habitation en contrebas du terrain (PR)	2 000,00	1	2 000,00
Forfait pour travaux de branchement en domaine privé	2 000,00	72	144 000,00
Lit filtrant vertical drainé avec plus-value (LFDPV)	10 800,00	4	43 200,00
Filière compacte avec 2 plus-values	12 150,00	0	0,00
TOTAUX		4	189 200,00

Coûts de fonctionnement annuel

	Nbr	Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)
ANC	4	85,00	340,00
PR	1	60,00	60,00
			400,00

Coûts assainissement collectif - Commune de Cramaille - Solution S2

Coûts d'investissement

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml	1 544	463 200,00
Conduite suspendue PVC diamètre 200 mm	250,00	ml		0,00
Forage dirigé PEHD 160 ou 200 mm (800 € par chantier + 250 €/ml)	250,00	ml		0,00
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m	848	72 080,00
PR EU < 7 logements	8 000,00	U	1	8 000,00
PR EU < 50 logements	20 000,00	U	2	40 000,00
50 logements < PR EU < 100 logements	30 000,00	U		0,00
100 logements < PR EU < 200 logements	42 000,00	U		0,00
PR EU > 200 logements	50 000,00	U		0,00
Branchement au réseau (BB+canalisation)	1 500,00	U	72	108 000,00
STEP Cultures fixées	1 000,00	EH	135	135 000,00
Total				826 280,00

Coûts de fonctionnement annuel

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité	Nbr	Coût total (€ HT)
Entretien réseau gravitaire	1,00	ml	1 544	1 544,00
Entretien PR	1 000,00	U	3	3 000,00
Entretien STEP	45,00	EH	135	6 075,00
Total				10 619,00

Commune de Cramaille - Coûts pour la solution n°2

Nbr d'habitations concernées	76
Nbr d'habitations en AC	72
Nbr d'habitations en ANC	4
Coût d'investissement (€ HT)	1 015 480,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	13 362
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	11 019,00

Récapitulatif des solutions proposées et de leurs coûts - Commune de Cramaille

N° Solution	S1	S2
Nbr d'habitations concernées	66	76
Nbr d'habitations en AC	0	72
Nbr d'habitations en ANC	66	4
Coût d'investissement (€ HT)	651 300,00	1 015 480,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 868	13 362
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	6 150,00	11 019,00

N° Solution	S1		S2	
	Domaine privé	Domaine public	Domaine privé	Domaine public
Nbr d'habitations	66	0	76	72
Coût d'investissement (€ HT)	651 300,00	0,00	189 200,00	826 280,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 868	#DIV/0!	2 489	11 476
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	6 150,00	0,00	400,00	10 619,00

Coûts d'investissement

Filières	Prix unitaire en € HT	Quantité	TOTAL en € HT
Epandage (E)	7 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical non drainé (LFND)	8 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical drainé (LFD)	9 000,00	6	54 000,00
Filière compacte (FC)	9 000,00	0	0,00
Filière compacte + plus-value pour contrainte (FCPV)	10 350,00	0	0,00
Poste de refoulement individuel pour habitation en contrebas du terrain (PR)	2 000,00	0	0,00
Lit filtrant vertical drainé avec plus-value (LFDPV)	10 800,00	3	32 400,00
Filière compacte avec 2 plus-values	12 150,00	1	12 150,00
TOTAUX		10	98 550,00

Coûts de fonctionnement annuel des équipements contrôlés conformes par le SPANC

Nbr	Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)
10	85,00	850,00
0	60,00	0,00
		850,00

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE CRAMAILLE

Annexe 4 – Délibération du Conseil Municipal

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE L' AISNE

N° 15/2018

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CRAMAILLE
Séance du 1^{er} juin 2018**

Nombres de Membres
Conseil Municipal : 11
En exercice : 9
Votes : 9

Date de la convocation :
24/05/2018
Date d'affichage :
24/05/2018

L'an deux mille dix-huit, le premier du mois de juin
A vingt heures, le conseil municipal de cette commune,
Régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit
par la loi,
Dans le lieu habituel des ses séances, sous la présidence
de Mr GRENOT Didier
Présents : Mrs GRENOT Didier, SARDO Sauveur,
YVERNEAU Marc, GUILLET Laurent, PINTA
Dominique, SERVOISE Arnaud, TORDEUX Franck
Mme MARTIN Nicole
Absent :
Excusés : Mrs TOUPET Bruno donne procuration à Mr
SERVOISE Arnaud
Secrétaire de séance : Mr SERVOISE Arnaud

Objet de la délibération : **CHOIX DU MODE D'ASSAINISSEMENT DE LA
COMMUNE**

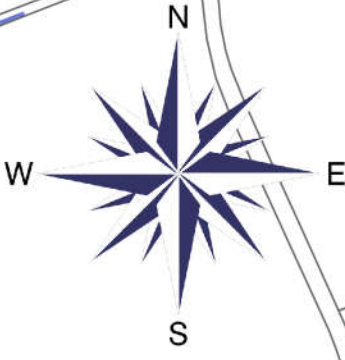
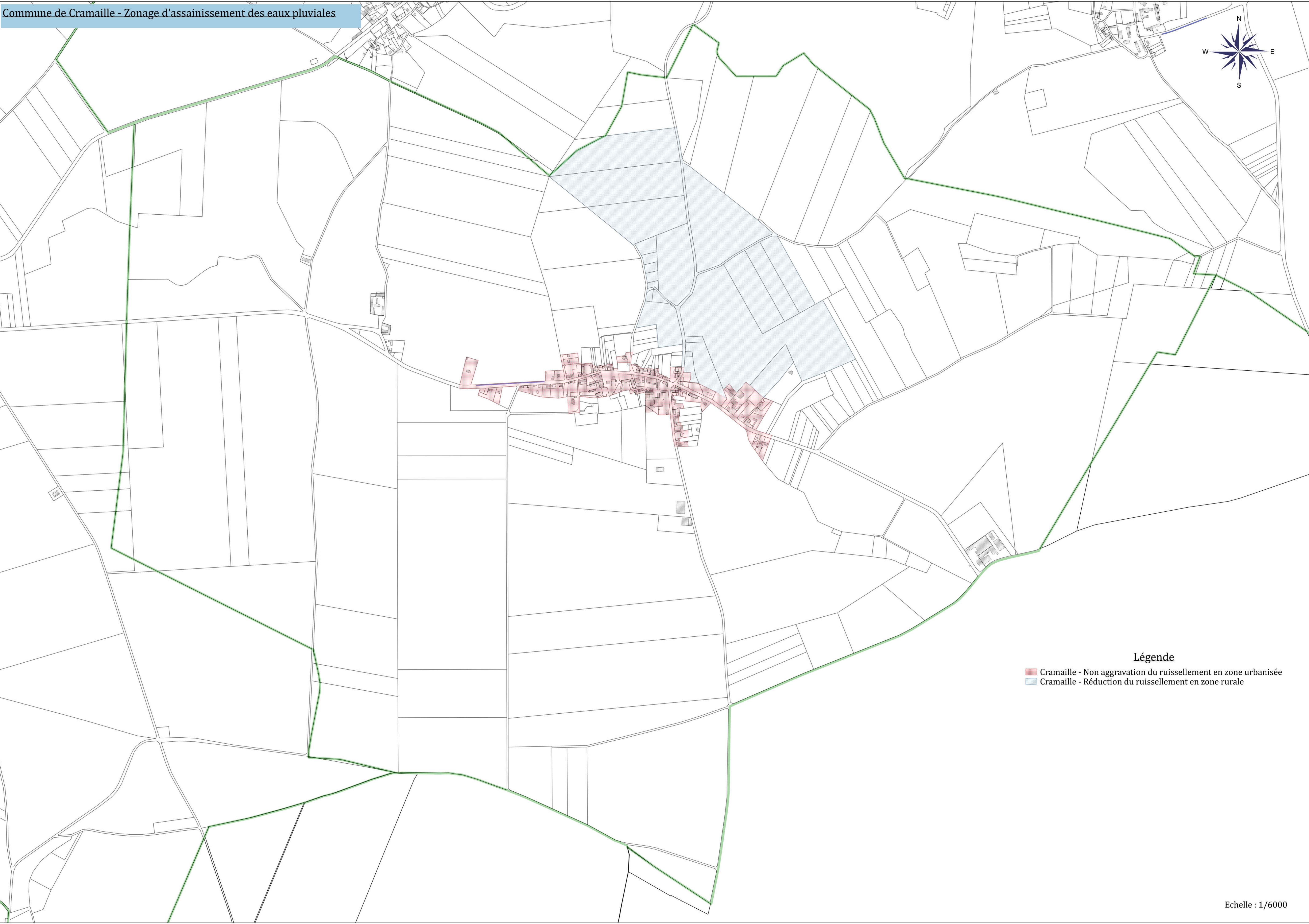
Le Maire présente et fait lecture du récapitulatif des solutions proposées et de leurs couts
suivant les différents scénarios de zonages assainissement.

Sur proposition de Mr le Maire, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents décide de
retenir le scénario 1 soit l'assainissement non collectif pour l'ensemble de la commune

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an ci-dessus. Au registre sont les signatures. Pour
extrait conforme, le Maire.

Le Maire,
M. Didier GRENOT





Légende

-  Cramaille - Non aggravation du ruissellement en zone urbanisée
-  Cramaille - Réduction du ruissellement en zone rurale



Légende

 Cramaille - Zone en assainissement non collectif

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF COMMUNE DE CRAMAILLE				
FICHE DE SYNTHESE DES VISITES D'INSTALLATION				
Nombre d'installations pour cette commune	71			
Nombre de visites de contrôle effectuées	67			
Refus	0			
Non contrôlés	4			
Dates de réalisation de la filière	avant 1983 : 54	1983 à 1996 : 1	apres 1996 : 12	
Type de résidence				
Résidence principale	45	soit	67,16 %	
Résidence secondaire	16	soit	23,88 %	
Inhabité	4	soit	5,97 %	
Autres (mairie, gîte, café,...)	2	soit	2,99 %	
CARACTERISTIQUES DES EQUIPEMENTS				
PRE-TRAITEMENT	68 Dispositifs de prétraitement			
Nombre d'installation avec prétraitement	56	soit	83,58 %	
Dont toutes les eaux sont prétraitées	20	soit	29,85 %	
Dont une partie des eaux sont prétraitées	36	soit	53,73 %	
Nombre d'installation sans pré-traitement	11	soit	16,42 %	
<u>Dispositifs de pré-traitement</u>				
Fosse septique	26	soit	38,24 %	
Fosse toutes eaux	19	soit	27,94 %	
Séparateur à graisse	11	soit	16,18 %	
Microstation	1	soit	1,47 %	
Fosse étanche	7	soit	10,29 %	
Préfiltre	4	soit	5,88 %	
TRAITEMENT	10 Dispositits de traitement			
Nombre d'installation avec traitement	10	soit	14,93 %	
Nombre d'installation sans traitement	57	soit	85,07 %	
<u>Dispositifs de traitement conformes</u>				
Tranchée d'infiltration	5	soit	50,00 %	
Lit filtrant non drainé à flux vertical	3	soit	30,00 %	
Lit d'épandage	2	soit	20,00 %	
EVACUATION	107 dispositifs de rejet			
Dans un cours d'eau		soit	0,00 %	
Dans un puisard	48	soit	44,86 %	
Par infiltration	10	soit	9,35 %	
Sur le terrain	4	soit	3,74 %	
Non localisé	9	soit	8,41 %	
Réseau pluvial	17	soit	15,89 %	
Fosse étanche	7	soit	6,54 %	
Voisin		soit	0,00 %	
Dans la rue		soit	0,00 %	
Drain	3	soit	2,80 %	
Fossé	9	soit	8,41 %	
<u>Eaux usées séparées des eaux pluviales</u>				
OUI	42	soit	62,69 %	
NON	25	soit	37,31 %	

RESULTAT DU CONTRÔLE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (APPLICATION DE L'ARRETE DU 27 AVRIL 2012)			
NIVEAU 3			
Installation Conforme en bon état de Fonctionnement	8	soit	11,94 %
Le dispositif d'assainissement fonctionne correctement et au moment du contrôle aucun risque sanitaire et environnemental n'a été décelé. Cependant, lors du contrôle certaines recommandations ont peut-être été précisées.			
Installation Conforme	0	soit	0,00 %
"La consommation humaine de l'eau du puits privé est cependant interdite"			
Le dispositif d'assainissement est installé à moins de 35m d'un puits privé déclaré et ne peut être déplacé. L'immeuble est desservi par le réseau de distribution d'eau potable.			
Installation Conforme	0	soit	0,00 %
"La consommation humaine de l'eau du puits privé est cependant proscrite"			
Le dispositif d'assainissement est installé à moins de 35m d'un puits privé NON déclaré . L'immeuble est desservi par le réseau de distribution d'eau potable.			
Installation conforme à surveiller	0	soit	0,00 %
Le dispositif d'assainissement est à surveiller et/ou doit faire l'objet d'aménagement. L'installation présente des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs.			
NIVEAU 2			
Installation non-conforme	48	soit	71,64 %
Le dispositif d'assainissement présente certaines anomalies qui conduisent à suggérer de réaliser des travaux (cas des installations hors zones à enjeux sanitaire et environnementaux).			
L'installation est non-conforme si au moins un des point ci-dessous a été identifié :			
Installation significativement sous-dimensionnée			
Dysfonctionnement majeur			
Installation incomplète			
NIVEAU 1			
Installation non-conforme avec risque environnemental avéré (cas des installations en zones à enjeu environnemental).	0	soit	%
Installation non-conforme avec danger pour la santé des personnes (cas des installations en zones à enjeu sanitaire).	0	soit	%
Installation non-conforme avec danger pour la santé des personnes & risque environnemental avéré. (cas des installations en zones à enjeux sanitaire et environnemental).	0	soit	%
Le dispositif d'assainissement présente certaines anomalies qui conduisent à suggérer de réaliser des travaux afin de supprimer le risque sanitaire et / ou environnemental			
L'installation est non-conforme si au moins un des point ci-dessous a été identifié :			
Installation significativement sous-dimensionnée			
Dysfonctionnement majeur			
Installation incomplète			
Défaut de sécurité sanitaire			
Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages			
Puits privé si l'immeuble n'est pas desservi par le réseau de distribution d'eau potable (le dispositif d'assainissement est situé à moins de 35m du puits)			
Installation inexistante ou non vérifiable	11	soit	16,42 %
Non respect de l'article L.1331-1-1 du code de la santé publique. Les travaux sont à réaliser dans les meilleurs délais.			

REVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DE 21 COMMUNES

COMMUNE DE CRAMAILLE

Annexe 5 – Compte-rendu de la réunion publique du 10 septembre

Communauté de Communes du Canton d'Oulchy-le-Château

Révision du zonage d'assainissement de 21 communes

-O-O-O-O-O-

Commune de CRAMAILLE

Phase 3 – Notice pour la mise à enquête publique

Bordereau des pièces

- Mémoire justificatif
- Annexes
 1. Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale concernant l'évaluation environnementale
 2. Les filières de traitement de l'assainissement non collectif
 3. Détail des coûts des solutions proposées
 4. Délibération du conseil municipal
- Plan de zonage des eaux usées
- Plan de zonage des eaux pluviales

SOMMAIRE

I.	PREAMBULE.....	4
1.1.	Objet du dossier.....	4
1.2.	Examen au cas par cas	5
II.	DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT.....	6
2.1.	Notice justifiant l'assainissement collectif.....	6
2.1.1.	Définition.....	6
2.1.2.	Responsabilités et obligations de la collectivité et des particuliers.....	7
2.1.3.	Plan de zonage d'assainissement collectif de Cramaille.....	7
2.1.4.	Incidences financières du projet d'assainissement collectif.....	8
2.2.	Notice justifiant l'assainissement non collectif	10
2.2.1.	Définition.....	10
2.2.2.	Responsabilités de la collectivité et des usagers	11
2.2.3.	Organisation du SPANC.....	12
2.2.4.	Plan de zonage d'assainissement non collectif de Cramaille.....	13
2.2.5.	Incidences financières du projet d'assainissement non collectif.....	14
III.	PRESENTATION SYNTHETIQUE DU ZONAGE PROPOSE.....	16
3.1.	Coûts des projets	16
3.1.1.	Investissement	16
3.1.2.	Fonctionnement.....	16
3.1.3.	Coûts des différentes solutions envisagées	16
3.2.	Choix de la collectivité	18
3.2.1.	Détail des coûts de la solution retenue S1	18
IV.	ZONAGE PLUVIAL.....	20
4.1.	Droits et devoirs de la collectivité et des usagers relatifs à la gestion des eaux pluviales.....	20
4.2.	Principes du zonage pluvial	20
4.2.1.	Principes généraux.....	20
4.2.2.	Zones d'urbanisation existante.....	22
4.2.3.	Zones à urbaniser	23
4.2.4.	Zones naturelles et agricoles (bassins versants ruraux).....	24
4.3.	Etat de l'assainissement pluvial à CRAMAILLE	25
4.4.	Zonage pluvial à CRAMAILLE	26

GLOSSAIRE

AC : Assainissement Collectif

Ae : Autorité environnementale

AEP : Adduction d'Eau Potable

ANC : Assainissement Non Collectif

C.C.C.O.C. : Communauté de Communes du Canton d'Oulchy le Château

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

EH : Equivalent-Habitant

EP : Eaux Pluviales

EU : Eaux Usées

HT : Hors Taxe

MRAe : Mission Régionale d'Autorité environnementale

PEHD : Polyéthylène Haute Densité

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PPRI : Plan de Prévention du Risque d'Inondation

PR : Poste de Refoulement/Relèvement

PVC : Polychlorure de Vinyle

SPANC. : Service Public d'Assainissement Non Collectif

STEP : Station d'épuration, station de dépollution

I. PREAMBULE

Le zonage d'assainissement répond au souci de préservation de l'environnement. Il doit permettre également de s'assurer de la mise en place des modes d'assainissement les mieux adaptés à la configuration locale et au milieu naturel. Ce zonage va permettre à la commune de disposer d'un schéma global de gestion des eaux usées et pluviales sur son territoire. Il constituera aussi un outil pour la gestion de l'urbanisme.

D'autre part, le zonage va permettre d'orienter le particulier pour la mise en place d'assainissement conforme à la réglementation, tant dans le cas de constructions nouvelles que dans le cas de restaurations.

1.1. Objet du dossier

L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, modifié par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, a attribué de nouvelles obligations aux communes et à leur groupement. Conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- ✓ les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- ✓ les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- ✓ les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- ✓ les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

L'article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales fait référence aux articles R123-1 à R123-27 du Code de l'Environnement pour la conduite de l'enquête publique à laquelle est soumis le zonage.

Les objectifs du dossier d'enquête publique consistent en l'information du public et au recueil des observations de celui-ci sur les règles techniques et financières qu'il est proposé d'appliquer en matière d'assainissement sur le territoire concerné.

1.2. Examen au cas par cas

Les procédures d'élaboration, de révision et de modification des quatre zones mentionnées précédemment (article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales), doivent faire l'objet d'une procédure d'examen au cas par cas préalable à une évaluation environnementale conformément à l'article R.122-17 du Code de l'Environnement.

Selon les dispositions de l'article R.122-18-I du Code de l'Environnement, la personne publique responsable doit saisir l'Autorité environnementale (Ae) qui se prononce, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour cette personne publique de réaliser une évaluation environnementale.

L'Ae dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande pour notifier sa décision, qui prend la forme d'un arrêté préfectoral. Aux termes des articles R122-17 et R 122-18 susvisés, l'Ae compétente pour les zonages d'assainissement est la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable; la DREAL (dont les agents sont placés, pour ces activités, sous l'autorité fonctionnelle du Président de la MRAe), instruit pour son compte les demandes d'examen au cas par cas.

Pour la région Hauts-de-France, les modalités de fonctionnement de la MRAe ont fait l'objet d'une convention entre le Président de la MRAe et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), et d'une décision portant délégation conformément à l'article 17 du décret n° 20 15-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable.

La décision de la MRAe de ne pas soumettre Cramaille à une évaluation environnementale est jointe en annexe 1 de ce document.

II. DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT

Assainissement non collectif

La totalité des bâtiments rejetant des eaux usées est en assainissement non collectif.

Depuis 2012, la C.C.C.O.C. effectue dans le cadre du SPANC des contrôles sur les dispositifs d'assainissement non collectif existants. Les caractéristiques des installations figurent dans le tableau ci-contre (synthèse de 2017). La majorité d'entre elles est équipée de fosses septiques (38,24 %) en prétraitement, de tranchées d'infiltration (50,00 %) en traitement et de rejets dans un puisard (44,86 %).

Assainissement collectif.

Actuellement, le bourg ne dispose pas de réseau de collecte des eaux usées.

Les habitations à desservir sont au nombre de 76.

2.1. Notice justifiant l'assainissement collectif

2.1.1. Définition

L'assainissement collectif a pour objet la collecte, le transport et le traitement des eaux usées vers une station d'épuration. Le réseau de collecte peut être de deux types :

- réseau séparatif : les eaux pluviales (toitures, chaussées...) et usées (domestiques, industrielles...) sont collectées séparément et acheminées par un double réseau au milieu naturel pour les eaux pluviales et à la station d'épuration pour les eaux usées ;
- réseau unitaire : les eaux pluviales et usées sont collectées par un réseau unique et dirigées vers la station d'épuration ; pendant les périodes pluvieuses le trop plein peut être rejeté dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de bassins d'orage.

Le niveau de traitement de la station d'épuration dépend des contraintes environnementales du site, et doit permettre de respecter les objectifs de qualité assignés au milieu naturel récepteur des eaux épurées. L'assainissement collectif convient particulièrement bien pour des zones d'habitats regroupés, de densité moyenne ou forte.

2.1.2. Responsabilités et obligations de la collectivité et des particuliers

Le présent chapitre a pour but de préciser les principales attributions de chacune des parties (collectivités et particuliers) en matière d'assainissement collectif. L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment les stations d'épuration des eaux usées et l'élimination des boues qu'elles produisent. En contrepartie, la présence d'un réseau réalisé en domaine public contraint l'usager à s'y raccorder et à payer la redevance correspondante aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

L'article L1331-1 du Code de la Santé Publique précise :

- qu'à partir du moment où un système d'assainissement collectif est réalisé, les particuliers disposent de 2 ans pour s'y raccorder (un délai jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé par dérogation pour un immeuble antérieur au réseau collectif et équipé d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme) ;
- qu'en attendant la réalisation de l'assainissement collectif, les habitations doivent être dotées d'un assainissement non collectif conforme et en état de fonctionnement.

Peuvent être exonérés de l'obligation de raccordement, par arrêté approuvé par le représentant de l'Etat dans le département :

- les immeubles abandonnés ou les immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés ;
- les immeubles difficilement raccordables, dès lors qu'ils sont équipés d'une installation d'assainissement autonome conforme (arrêté du 19 juillet 1960 modifié relatif au raccordement des immeubles aux égouts).

Un règlement intercommunal d'assainissement collectif peut définir les droits et obligations de la collectivité et de l'usager.

2.1.3. Plan de zonage d'assainissement collectif de Cramaille

En l'absence de réseau collectif, l'assainissement doit provisoirement être assuré par un système d'assainissement non collectif aux normes conçu pour être raccordé ultérieurement au réseau public.

Dans ce cas, un délai dérogatoire jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé pour le raccordement au réseau posé postérieurement à la construction de l'immeuble. En cas de création d'un assainissement collectif sur la commune, les habitations desservies sont tenues de se raccorder au réseau collectif dès lors qu'il existe, et au plus tard dans les 2 ans suivant sa mise en service.

Certains immeubles peuvent être exonérés de cette obligation de raccordement par la C.C.C.O.C. au vu des contraintes techniques et financières et à condition que les habitations non raccordées soient dotées d'une installation d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement.

La mise en place d'un assainissement collectif sur la commune de Cramaille est difficilement envisageable pour certaines habitations (en contre-bas de la chaussée, isolées) ou pour des secteurs à faible densité de population et/ou éloignés du centre bourg. Ces habitations sont donc considérées comme non raccordables.

On compte 2 secteurs non raccordables sur le territoire communal de Cramaille :

- | | |
|--------------------|---------------|
| ▪ S1 – Cramoiselle | 3 habitations |
| ▪ S2 – La Râperie | 1 habitation |

Au total, 4 habitations de la commune sont non raccordables

Ces 2 secteurs restent en zone d'assainissement non collectif. Le tableau ci-après précise la filière indicative préconisée à mettre en place (à confirmer par une étude à la parcelle).

Secteur	Filière adaptée	Justification
S1 – Cramoiselle	Lits filtrant drainés avec plus-values dont un avec un poste de relevage	Habitations éloignées du bourg
S2 – La Râperie	Lit filtrant drainé avec plus-value	Habitation éloignée du bourg

2.1.4. Incidences financières du projet d'assainissement collectif

Cramaille est concerné par des projets d'assainissement collectif mis en œuvre par la C.C.C.O.C. Les usagers de la commune participent aux coûts d'investissement et d'exploitation par le versement de :

- ✓ la redevance d'assainissement collectif: le montant de la redevance d'assainissement tient compte d'une part fixe et d'une part variable dont le montant est voté chaque année;

- ✓ la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées domestiques. Conformément à l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées sont astreints à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif. Celle-ci s'élève au maximum à 80% du coût de fourniture et de pose d'un assainissement non collectif. Les modalités techniques et financières de cette participation seront déterminées par délibération de la C.C.C.O.C. Elle concerne les producteurs d'eaux usées domestiques. Cette participation se substitue à la participation pour le raccordement à l'égout depuis le 1^{er} juillet 2012.

La participation est exigible à compter de la date de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires ;

- ✓ la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées assimilés domestiques. Les usagers concernés sont ceux définis par l'article R213-48-1 du Code de l'Environnement et de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte. Ils ne sont pas soumis à un arrêté d'autorisation de rejet. Les établissements industriels sont assujettis à la même participation financière si une partie de leurs locaux produit des eaux usées assimilables à une utilisation domestique (bureaux, salle de restauration, WC, etc.). Cette participation financière est exigible à la délivrance de l'autorisation de déversement ordinaire.

Bordereau des prix unitaires pour la mise en place d'un assainissement collectif

Vous trouverez ci-dessous le bordereau des prix appliqués pour la solution d'assainissement collectif :

Dénomination	Coût unitaire (€ HT)	Unité
PVC diamètre 200 mm	300,00	ml
Plus-value pour encorbellement	1 500,00	U
Passage cours d'eau et ouvrage (fonçage ou microtunnelier)	12 000	U

Plus-Value pour surprofondeur du réseau PVC diamètre 200 mm	60,00	ml
Refoulement PVC/PEHD diam. 90 mm	85,00	m
PR EU < 7 logements	8 000,00	U
PR EU < 50 logements	20 000,00	U
50 logements < PR EU < 100 logements	30 000,00	U
100 logements < PR EU < 200 logements	42 000,00	U
PR EU > 200 logements	50 000,00	U
Branchement au réseau (Boîte de Branchement+canalisation)	1 500,00	U
STEP	1 000,00	EH
Branchement en domaine privé	2 000,00	U

2.2. Notice justifiant l'assainissement non collectif

2.2.1. Définition

Conformément à l'article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation, ainsi que des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celles des immeubles d'habitation, est obligatoire dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées pour quelque cause que ce soit (absence de réseau public de collecte ou, lorsque le réseau existe, immeuble dispensé de l'obligation de raccordement).

L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel superficiel ou souterrain, ou leur rejet en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit. Le présent article s'applique même en l'absence de zonage d'assainissement. Le non-respect de cette disposition par le propriétaire d'un immeuble peut donner lieu à des mesures administratives et/ou des sanctions pénales.

Les dispositions relatives à l'assainissement non collectif ne s'appliquent pas aux immeubles abandonnés ni aux immeubles qui en application de la réglementation doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la collectivité et le propriétaire.

2.2.2. Responsabilités de la collectivité et des usagers

L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes ou leur groupement doivent obligatoirement prendre en charge le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif, afin de protéger la salubrité publique.

Par contre, le choix ou non d'assurer l'entretien de ces dispositifs reste à l'initiative de la collectivité.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif est financé par une redevance d'assainissement non collectif payée par les usagers qui se compose comme suit :

- la redevance pour le diagnostic initial des installations existantes ;
- la redevance pour le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes (tous les 10 ans au maximum) ;
- la redevance pour le contrôle de fonctionnement à l'occasion de la cession d'un immeuble. Le redevable est le propriétaire vendeur comme l'indique l'article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, ou son mandataire ;
- la redevance pour le contrôle de la conception et la réalisation des installations neuves. Pour toutes les installations neuves, le service d'assainissement non collectif instruit les dossiers de demande d'installation et suit l'exécution des travaux par des interventions sur le terrain.
Le redevable est le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter, qui présente au SPANC le projet. Elle est exigible après l'exécution des prestations ;
- la redevance de contre-visite : il s'agit de l'examen préalable de la conception suivi de la vérification de l'exécution des travaux obligatoires prescrits par le SPANC à la suite d'un contrôle périodique. Le redevable de la redevance de contre-visite est le propriétaire de l'immeuble, ou le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif.

Outre les redevances ci-dessus, le SPANC peut aussi percevoir :

- s'il est mandaté par l'utilisateur pour la réalisation ou la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, le remboursement du coût des travaux, déterminé selon les modalités fixées par une convention conclue entre le propriétaire et le SPANC, en tenant compte des subventions éventuellement perçues pour ces travaux ;

- la part destinée à couvrir un déplacement inutile du fait de l'absence du propriétaire ou de son mandataire alors même qu'un rendez-vous avait été formalisé selon les dispositions réglementaires. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble ;
- le remboursement des frais de prélèvement et d'analyses sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel lorsque l'analyse révèle un rejet non conforme à la réglementation. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble.

2.2.3. Organisation du SPANC

Le SPANC est un service à caractère industriel et commercial organisé en régie. Les usagers sont soumis à une redevance d'assainissement. Celle-ci est un montant forfaitaire dû après service rendu et finance en totalité le service.

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire et vidangées régulièrement par des personnes agréées par le préfet, de manière à maintenir :

- leur bon fonctionnement et leur bon état ;
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux ;
- l'accumulation normale des boues.

Notamment, la périodicité de vidange d'une fosse septique doit être adaptée à la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Concernant les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange.

Le propriétaire, ou le cas échéant le locataire, qui ne connaît pas la réglementation applicable à l'entretien et à la vidange de son installation d'assainissement non collectif, ou qui ne possède plus la notice du fabricant ou le guide d'utilisation obligatoire dans le cas d'une installation agréée par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, doit contacter le SPANC pour bénéficier du maximum d'informations disponibles et commercialement fiables.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, choisit librement l'entreprise ou l'organisme agréé par le préfet qui effectuera la vidange des ouvrages. Il est rappelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires.

2.2.4. Plan de zonage d'assainissement non collectif de Cramaille

Les dispositions en matière d'assainissement non collectif s'appliquent en l'absence de collecteur public au droit de propriété. Cramaille ne possède aucun réseau de collecte des eaux usées, la totalité de la commune est en assainissement non collectif.

De plus, 10 habitations ne seraient pas à réhabiliter car elles ont été contrôlées conformes par le SPANC.

Les habitations non desservies par un réseau de collecte font l'objet d'une étude prenant en compte les critères suivants :

1 – la structure de l'habitat, à savoir :

- l'isolement ou le regroupement des bâtiments,
- la distance à un exutoire existant,
- la taille de la parcelle, son aménagement et son accessibilité,
- la situation de chaque immeuble sur la parcelle et le dénivelé entre l'immeuble et le terrain recevant l'ANC,
- les projets de développement de l'habitat.

La structure de l'habitat définit la localisation du traitement, à la parcelle privée ou sur le domaine public dans le cas de système de traitement autonome regroupé.

2 - les contraintes du milieu naturel, à savoir :

- la nature et la perméabilité des sols,
- la profondeur de la nappe,
- la géologie,
- la pente du terrain,
- l'existence de contraintes spécifiques (périmètre de protection de captage d'eau potable, zone naturelle à protéger, zone inondable),

- la disponibilité foncière.

Les contraintes du milieu imposent des techniques de traitement.

3 - contraintes relevées sur Cramaille

Le tableau ci-après reprend l'ensemble des contraintes parcellaires à Cramaille ainsi que la solution à apporter pour y remédier.

Contraintes de l'habitat pour la mise en place de l'ANC à Cramaille		
Dénomination	Solution	Nombre
Contraintes de surface (CS)	Filière compacte (zéolithe, micro-station, coco...)	3
Contraintes topographiques (CT)	Poste de relevage	9
Contraintes d'habitats en bande, contraintes d'accès (CA)	Filière compacte (zéolithe, micro-station, coco...) et plus-value	15
Contraintes de captage (CC)	Filière drainée ou compacte, rejet si possible en milieu superficiel	Pas de captage
Contraintes du PPRI (CI)	Tertre ou filière compacte	Pas de PPRI
Contraintes d'exutoire (CE)	Plus-value pour puits d'infiltration	17

Les contraintes technico-économiques de raccordement orientent le choix vers l'assainissement collectif ou non collectif.

2.2.5. Incidences financières du projet d'assainissement non collectif

En ce qui concerne le SPANC de la Communauté de Commune du Canton d'Oulchy le Château, les tarifs 2017 pour les redevances d'assainissement non collectif sont les suivants :

1) Installation existante

- ❖ Redevance annuelle : 17,22 € HT/an

2) Cas particuliers

- ❖ Redevance pour le contrôle lors de la conception : 105,30 € HT
- ❖ Redevance pour le contrôle de bonne exécution : 157,94 € HT
- ❖ Coût d'un contrôle dans le cadre d'une vente : 157,94 € HT.

La mise aux normes des installations d'assainissement non collectif est à la charge exclusive du propriétaire. Un prix indicatif par filière pour un équipement standard est indiqué ci-après :

- Epanchage souterrain : 7 000 €HT,

- Lit filtrant vertical drainé : 9 000 €HT,
- Lit filtrant vertical non drainé : 8 000 €HT,
- Filière compacte traditionnelle (type zéolite) : 9 000 €HT,
- Micro-station : 11 000 €HT.

Les fiches des différentes filières d'assainissement non collectif sont consultables en annexe 2 de ce document

III. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU ZONAGE PROPOSE

3.1. Coûts des projets

3.1.1. Investissement

Les coûts d'investissement présentés ci-après prennent en compte la remise en état de la parcelle pour les habitations en assainissement non collectif.

Il s'agit donc d'une estimation maximaliste puisque la réhabilitation des dispositifs existants pourra être dans certains cas inutile ou partielle (réutilisation d'une fosse toutes eaux réglementaire par exemple et mise en place de la filière de traitement uniquement).

3.1.2. Fonctionnement

Pour les réseaux d'assainissement collectif, ces coûts comprennent l'entretien régulier des réseaux gravitaires (curage des canalisations, regards de visite, boîtes de branchement, bouches-avaloirs), ainsi que l'entretien des stations de pompage et de leur consommation électrique.

Pour l'assainissement non collectif, dans le cadre de l'intervention du SPANC en matière de contrôle, les visites seront réalisées tous les dix ans. Les installations dotées d'une pompe de relèvement seront contrôlées sur la même base que les autres installations.

3.1.3. Coûts des différentes solutions envisagées

Les différentes solutions envisagées pour la commune de Cramaille correspondent à :

- ✓ **Solution S1 : assainissement non collectif pour la totalité de la commune.**

Réhabilitation ou mise en place d'un traitement à la parcelle pour les eaux usées de chaque habitation de la commune qui n'a pas été contrôlée conforme par le SPANC et dont la parcelle peut recevoir un assainissement collectif.

- ✓ **Solution S2 : assainissement collectif pour Cramaille et assainissement non collectif pour Cramoiselle et La Râperie**

Mise en place d'un réseau d'eaux usées en PVC Ø 200 mm sur la quasi-totalité des rues de Cramaille afin de desservir 72 habitations.

Les eaux usées seront traitées sur une station de dépollution au bout de la rue des Sources, unique parcelle communale disponible. Cette solution nécessite la mise en place de 3 postes de refoulement (rues de Bacchus, de l'Eglise et du Pavillon).

Des études de faisabilité et d'incidence devront être réalisées si la commune projette de choisir ce scénario.

Les contraintes pouvant exister en domaine privé pour le raccordement à la boîte de branchement en domaine public seront à identifier. Un forfait de 2 000,00 € HT/branchement pour le particulier a donc été pris en compte dans la solution d'assainissement collectif. Il s'agit d'un prix moyen, variable en fonction des contraintes sur la parcelle (distance, accès, pente, aménagement au sol...)

Les 3 habitations non desservies au bout de la rue des Sources, à Cramoiselle, ainsi que la casse automobile au lieu-dit La Râperie resteront en assainissement autonome. Ces habitations n'ont pas été contrôlées conformes par le SPANC.

Les tableaux ci-dessous synthétisent les différents coûts pour les 2 solutions proposées :

N° Solution	S1	S2**
Nbr d'habitations concernées	66	76
Nbr d'habitations en AC	0	72
Nbr d'habitations en ANC	66	4
Coût d'investissement (€ HT)	651 300,00	1 015 480,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 868	13 362
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	6 150,00	11 019,00

** Hors coût d'acquisition foncière pour la mise en place de la STEP

N° Solution	S1		S2	
	Domaine privé	Domaine public	Domaine privé	Domaine public
Nbr d'habitations	66	0	76	72
Coût d'investissement (€ HT)	651 300,00	0,00	189 200,00	826 280,00
Coût d'investissement/habitation (€ HT)	9 868	0,00!	2 489	11 476
Coût de fonctionnement annuel (€ HT)	6 150,00	0,00	400,00	10 619,00

Le détail des coûts affectés aux différentes solutions est repris dans les tableaux en annexe 3 de ce document.

3.2. Choix de la collectivité

Après délibération de son conseil municipal le **1^{er} juin 2018** dont l'extrait du registre est joint en annexe 4, la commune de Cramaille a décidé de retenir le zonage d'assainissement suivant :

Assainissement non collectif pour l'ensemble de la commune (solution S1)

Le choix du zonage d'assainissement a été réalisé sur la base de l'étude technico-économique des solutions proposées dans le cadre de l'étude de schéma directeur d'assainissement. Il a été motivé par l'important écart financier entre les deux solutions tant en coût d'investissement qu'en coût de fonctionnement.

Sur le plan technique, la solution d'assainissement non collectif S1 se justifie par le fait d'éviter de lourds travaux sur la commune (linéaire gravitaire et nombre de poste de refoulement important) et par la non réhabilitation des habitations contrôlées conformes par le SPANC.

3.2.1. Détail des coûts de la solution retenue S1

Assainissement non collectif pour la totalité de la commune à l'exception des 10 habitations contrôlées conformes, soit 66 habitations.

Coût d'investissement de la solution S1

○ Trois (3) lits filtrant verticaux non drainés	24 000,00 € HT
○ Trente-quatre (34) lits filtrant verticaux drainés	306 000,00 € HT
○ Deux (2) filières compactes traditionnelles	18 000,00 € HT
○ Quatorze (14) filières compactes traditionnelles avec 1 plus-value pour contrainte	144 900,00 € HT
○ Neuf (9) postes de relèvement	18 000,00 € HT
○ Treize (13) lits filtrant verticaux drainés avec 1 plus-value pour contrainte	140 400,00 € HT

Coût total en investissement de la solution S1 : 651 300,00 € HT et 9 868-Euros HT/Habitation en moyenne.

Coût de fonctionnement de la solution S1

Après analyse des prestations effectuées entre 2012 et 2016, le coût de fonctionnement d'un assainissement autonome peut donc être estimé à 85,00 € HT par dispositif et par an (redevance annuelle + coût de vidange lissé sur 4 ans).

A ce coût induit par les redevances diverses, nous pouvons ajouter un coût moyen de la consommation électrique nécessaire au fonctionnement des micro-stations et postes de relevage (contrainte topographique).

Nous estimons la consommation électrique de ces équipements à environ 1 kW/jour/station, soit un coût moyen de 60,00 € HT/an pour une micro-station et/ou un poste de relevage.

Le coût de fonctionnement de cette solution S1 est donc de l'ordre de 6 150,00 € HT par an pour l'ensemble des installations non conformes auquel s'ajoutent les redevances lors de la conception et de la bonne exécution la première année. Le coût du contrôle dans le cadre d'une vente n'étant pas inclus.

A noter également, le coût de fonctionnement sera de 850 € HT par an pour les 10 habitations contrôlées conformes par le SPANC

IV. ZONAGE PLUVIAL

4.1. Droits et devoirs de la collectivité et des usagers relatifs à la gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales appartiennent en pleine propriété au propriétaire du terrain qui les reçoit (article 641 du Code Civil). Il n'y a donc pas d'obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif dans les secteurs qui en sont équipés (réseau unitaire collectant à la fois les eaux usées et pluviales, ou réseau séparatif collectant les seules eaux pluviales, selon les cas).

Les terrains sont assujettis à recevoir les eaux qui s'écoulent naturellement. Cependant, le propriétaire du terrain supérieur ne peut rien faire qui aggrave cette servitude (article 640 du code Civil).

La commune, ou le cas échéant la collectivité à laquelle elle adhère pour la compétence en matière de gestion des eaux pluviales, a la possibilité de réglementer les rejets sur la voie publique dans le cadre de ses pouvoirs de police en matière de lutte contre les accidents, les inondations et les pollutions (article L2212-2 du code Général des collectivités Territoriales).

Elle peut éventuellement interdire ou limiter les rejets sur la voie publique.

S'il existe un réseau pluvial ou unitaire, les conditions de son utilisation peuvent être fixées par un arrêté municipal ou figurer dans le règlement du service d'assainissement.

4.2. Principes du zonage pluvial

4.2.1. Principes généraux

Le raccordement systématique des eaux pluviales à un réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé d'un projet d'envisager d'abord une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle ou par opération n'est pas satisfaisante, les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans un réseau public.

Ces dispositions s'appliquent aux zones urbanisées ou à urbaniser. Dans le cas où ces dispositions ne peuvent être réalisées, le demandeur est autorisé à rejeter ses eaux pluviales selon les trois (3) niveaux de contraintes ci-après :

- 1 – en zone de non-aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel ;
- 2 – en zone de contrôle du ruissellement : le rejet dans un réseau existant ne peut être autorisé que dans la limite de la capacité de collecte et de transport des ouvrages de la collectivité, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel ;
- 3 – en zone de compensation du ruissellement : le réseau existant n'est pas en capacité d'accueillir de nouveaux rejets. Le demandeur doit envisager une gestion à la parcelle ou par opération de ses eaux pluviales. En cas d'insuffisance d'une gestion à la parcelle ou par opération, le demandeur peut être autorisé à rejeter dans le réseau. Cette autorisation est conditionnée par des travaux pouvant porter sur la collecte et le transport.

En parallèle au zonage, certaines opérations d'aménagement, selon leur importance, peuvent être soumises à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement et notamment de la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du même code :

- rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface de la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (déclaration) ou supérieure ou égale à 20 ha (autorisation).

C'est dans le cadre du dossier réglementaire d'incidence à réaliser que les aménagements spécifiques à prévoir devront être établis. Pour les opérations plus modestes n'entrant pas dans le cadre de ces procédures, c'est à l'aménageur qu'il revient de prendre les mesures nécessaires permettant de satisfaire le règlement du PLU et le présent zonage.

Dans les secteurs ruraux, les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, en particulier par les fossés et cours d'eau existants. Trois niveaux de contraintes sont définis dans ces secteurs:

- 1 – zone sans prescriptions particulières : il s'agit des secteurs où le ruissellement et l'évacuation des eaux pluviales ne présentent pas de problème particulier, compte tenu de la nature du sol, de la topographie et/ou de la présence d'un milieu récepteur à proximité. Les eaux de ruissellement doivent être limitées autant que possible en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables. ;

2 – zone de non-aggravation du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont d'ouvrages hydrauliques, existants ou projetés (bassins de rétention, collecteurs), dont le dimensionnement est suffisant pour permettre la gestion des eaux pluviales sans débordement ni problème d'évacuation, sous réserve de ne pas accroître les flux. Les éléments de paysage existants (fossés, haies, bois, bosquets, vergers, fonds plats...) constituant des freins au ruissellement et/ou favorisant l'infiltration sont à préserver, tandis que les interventions susceptibles d'aggraver le ruissellement doivent donner lieu à des mesures compensatoires, principalement agro-environnementales ;

3 – zone de réduction du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont de zones urbanisées ou à urbaniser équipées de collecteurs déjà saturés ou sensibles à des dysfonctionnements hydrauliques (coulées de boues, inondations), où toute disposition visant à réduire le ruissellement contribue à l'amélioration de la situation et à la réduction des risques. Les dispositions à prendre sont principalement des aménagements d'hydraulique douce (bandes enherbées, haies, fossés...) et des modifications des pratiques agricoles (labours perpendiculaires aux pentes...).

Dans tous les cas (zones urbanisées, à urbaniser, naturelle ou agricole), un prétraitement (débourbeur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

4.2.2. Zones d'urbanisation existante

Les zones agglomérées sont souvent les plus sensibles au ruissellement et aux inondations. En effet, la concentration des eaux de ruissellement par la pose de collecteurs, l'extension de l'urbanisation et l'accroissement de l'imperméabilisation au fil du temps conduisent les réseaux pluviaux et unitaires, souvent anciens, à la limite de leur capacité, voire les rendent insuffisants. Il s'agit de zones où le ruissellement ne doit pas être aggravé.

Les réseaux d'assainissement par temps de pluie sont souvent à l'origine de 2 types majeurs de dysfonctionnement :

- pour des pluies d'occurrence fréquente, dans le cas de réseaux unitaires collectant à la fois les eaux usées et pluviales, rejet d'eaux usées de temps de pluie du fait de l'insuffisance des ouvrages à transiter la totalité des flux vers les ouvrages de traitement (l'occurrence de pluie mensuelle est souvent retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement)
- pour des pluies d'occurrence plus rare (10/20/30/50 ans), débordements et inondations du fait de l'insuffisance hydraulique des ouvrages, avec remontée de l'eau chez les riverains par les branchements sur les réseaux en charge et/ou inondation des voiries lorsque que la ligne d'eau atteint le terrain naturel (l'occurrence de pluie décennale est souvent retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement).

Généralement, pour les constructions et infrastructures existantes, les aménagements possibles pour limiter les débits, le ruissellement et ne pas aggraver les inondations sont :

- la réduction des apports amont par écrêtement (bassins tampons)
- la déconnexion de bassins versants des zones de collecte (mise en séparatif, séparation de réseaux d'eaux pluviales et unitaires...)
- la modification de la répartition des flux d'amont en aval et la dispersion des rejets
- la suppression d'insuffisances locales par remplacement/renforcement d'ouvrages incriminés
- à l'occasion d'opportunités de travaux ou d'aménagements (aménagement des sous-sols, réfection de voirie, secteurs de requalification...), toute possibilité de techniques alternatives, faisant appel soit à l'infiltration, soit au stockage et à l'épandage superficiel :
 - ✓ assainissement à la parcelle : puisards, fossés, noues, tranchées drainantes, citernes, toitures terrasses, lits d'épandage
 - ✓ assainissement par groupe de parcelles : fossés, noues, tranchées pour recueillir et infiltrer les eaux de ruissellement des espaces collectifs, tranchées filtrantes ou drainantes, chaussées poreuses ou sur fondation drainante
 - ✓ assainissement par opération : bassins de retenue, chaussées réservoirs.
- l'installation de clapets anti-retour pour éviter les remontées dans les branchements.

4.2.3. Zones à urbaniser

Pour les mêmes raisons que dans les zones urbanisées (éléments limitants), afin d'éviter des mises en charge des réseaux avec aggravation ou apparition de nouveaux risques de débordement, le rejet des eaux pluviales en infiltration (après tamponnement éventuel en fonction des capacités d'absorption du sol) ou dans un milieu superficiel proche (après tamponnement éventuel en fonction de la capacité d'acceptation du milieu) doit être privilégié chaque fois que possible pour éviter la concentration des flux.

Deux cas de figure se présentent pour la gestion des eaux pluviales :

- zones de compensation du ruissellement : dans les secteurs sensibles où les réseaux déjà saturés ne peuvent pas admettre d'augmentation des débits collectés, afin de ne pas aggraver la situation existante et les risques déjà évoqués, toute possibilité de solutions "alternatives" ou "compensatoires" au ruissellement, déjà énumérées pour les zones urbanisées, doit être envisagée pour collecter et évacuer les eaux pluviales des nouvelles constructions et infrastructures, publiques ou privées, collectives ou individuelles.

Dans ce cas, les solutions locales d'évacuation doivent être privilégiées : recherche d'un exutoire local (ruisseau, fossé, infiltration) sous réserve de vérifier les risques de pollution ou de contamination du milieu récepteur, notamment en fonction des usages de l'eau.

Les techniques alternatives énumérées précédemment doivent être privilégiées pour réduire et/ou différer les rejets d'eaux pluviales (rétention à la parcelle, par opération, avec débit de fuite limité).

- zones de contrôle du ruissellement : quand la capacité des réseaux existants et l'acceptabilité du milieu naturel le permettent, les solutions classiques d'assainissement pluvial par la pose de collecteurs restent envisageables, moyennant le cas échéant des prétraitements et/ou tamponnements. L'aménageur doit néanmoins au préalable vérifier l'acceptabilité des réseaux et avoir reçu l'agrément du gestionnaire des réseaux.

Dans ce cas, l'utilisation des mesures alternatives précédentes ne doit pas être négligée pour éviter une saturation des réseaux à terme.

4.2.4. Zones naturelles et agricoles (bassins versants ruraux)

Sur ces zones, le ruissellement a pour conséquence de concentrer les flux dans le temps (réduction du temps de parcours et augmentation des vitesses d'écoulement) et dans l'espace (convergence en quelques points de rejet à l'aval).

Compte tenu, en outre, du cumul des flux issus de plusieurs bassins versants naturels, des conséquences graves peuvent être à craindre si aucune précaution n'est prise et si la gestion des flux n'est pas concertée :

- * risques d'inondation pour les populations à l'aval des bassins versants, jusqu'au milieu récepteur final
- * risques d'inondation d'ouvrages d'infrastructure importants, et par suite pour la sécurité des usagers
- * risques d'inondation de terrains cultivables
- * érosion des sols et pollution des milieux récepteurs :

Ses effets sont observables le long des lignes d'écoulement principal où le ruissellement emporte les terrains et provoque des affaissements, ainsi qu'à l'aval des bassins versants dans le fond des vallons, où ils se manifestent par l'accumulation de terre, le colmatage d'ouvrages hydrauliques, des apports de boues dans les milieux superficiels. On les observe en particulier aux points d'accumulation des eaux au droit de dépressions naturelles, ou aux ouvrages canalisant les écoulements sous des chemins agricoles ou des chaussées.

L'érosion résulte de la combinaison de plusieurs facteurs :

- pentes importantes de bassins versants agricoles
- composition des terrains superficiels
- pratiques culturelles, et remembrement :
 - ✓ labourages et cultures dans le sens des pentes, concentrant et accélérant les écoulements

- ✓ arrachage de haies forçant l'infiltration et freinant les écoulements
 - ✓ comblement de fossés permettant la rétention et l'infiltration
 - nudité des sols cultivés en période hivernale
 - insuffisance d'obstacles naturels aux écoulements (*bois, talus, haies,...*), en particulier à l'aval des bassins versants
- * mauvaise recharge des aquifères.

Pour ces zones naturelles et agricoles, les aménagements envisageables pour améliorer le fonctionnement du réseau hydraulique superficiel consistent principalement en des mesures agri-environnementales visant à ralentir les écoulements. Il peut s'agir de:

- modification des pratiques culturales
 - labourages et cultures perpendiculairement aux pentes
 - plantation de haies...
- création, recalibrage ou réouverture de fossés comblés
- mise en place de bandes enherbées
- mise à fond plat de terrains favorables à une bonne infiltration
- utilisation de dépressions naturelles et d'obstacles naturels aux écoulements (*bois, talus, haies,...*), par dérivation locale des écoulements
- création de bassins de tamponnement ou d'infiltration...

4.3. Etat de l'assainissement pluvial à CRAMAILLE

Le réseau pluvial du bourg (plan ci-contre) comprend 3 antennes, avec grilles et bouches-avaloirs qui collectent et acheminent les eaux pluviales soit vers le ru Vachet (antenne principale rue de Bacchus) soit vers des fossés (antennes rue des sources et rue du Pavillon).

La mairie signale une coulée de boue survenue il y a quelques années lors d'un gros orage, rue d'Arcy, qui est descendue jusqu'au carrefour avec la rue de Bacchus.

Une légère stagnation d'eau est également observée en sortie est du bourg, rue de Bacchus après la ferme, par orage.

CRAMAILLE a fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle d'inondation :

Type de catastrophe	Début	Fin	Arrêté	Publication JO
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99

Elle n'est pas soumise à la réglementation relative à l'Information Acquéreur Locataire en application des articles L125-5 et R125-23 à 27 du Code de l'Environnement.

4.4. Zonage pluvial à CRAMAILLE

La zone urbanisée du bourg a été rangée en zone de non-aggravation du ruissellement, pour éviter les risques de saturation des réseaux à terme et l'aggravation du risque déjà observé rue de Bacchus.

A défaut de document d'urbanisme fixant des contours précis des zones urbanisées, urbanisables, naturelles et agricoles, la délimitation a été effectuée en fonction de la structure viaire et de celle des réseaux, des pentes, des limites des parcelles bâties ou potentiellement constructibles, et du registre parcellaire graphique agricole de 2016 (RPG).

En amont des zones identifiées comme sensibles aux ruissellements, inondations et coulées de boue, les bassins versants ruraux ont été rangés en zone de réduction du ruissellement.

La délimitation a été effectuée par recoupement des limites parcellaires et des lignes de crête et de talweg définies à partir des courbes de niveau des cartes IGN au 1/25000^{ème}.

Le reste des bassins versants ruraux est rangé en zone sans prescriptions particulières.

Actuellement, compte tenu de rejets dans les réseaux pluviaux de dispositifs d'ANC non conformes, des rejets d'eaux usées sont potentiellement observables aux exutoires de ces réseaux dans le milieu naturel. Cependant, dans le cadre de la solution retenue de réhabilitation des dispositifs d'ANC non conformes, ces rejets potentiels sont amenés à progressivement disparaître.

Par ailleurs, le caractère rural de la commune et l'origine des eaux de ruissellement ne sont pas susceptibles de générer une pollution significative des eaux pluviales.

En conséquence, aucun point sensible quant à la pollution des eaux pluviales n'a été identifié.

COMMUNE DE GRAND-ROZOY

CARTE DE
FAISABILITE

PLAN D'ENSEMBLE		CONT_PL_a	
		N.L	

Date: 15-05-2013	M.H	N. Aff.: NILvr062-DCE	
Echelle : 1/5000	N. Pln.: A3_FAI		02

9, Avenue Marc Lefrançois
ZAC de Valenciennes Fourvignies
59121 PROUVY

AMODIAG

Environnement

Seine Normandie
MAYENNE (63)

Sud Ouest
MAYENNE (63)

Sud Est
MAYENNE (63)

AKEPROUDENCE (19)

SEGE SOCIAL & BUREAU

Tel: 03.27.20.11.80 - Fax: 03.27.20.11.89
amodiag@amodiag.com

AMODIAG

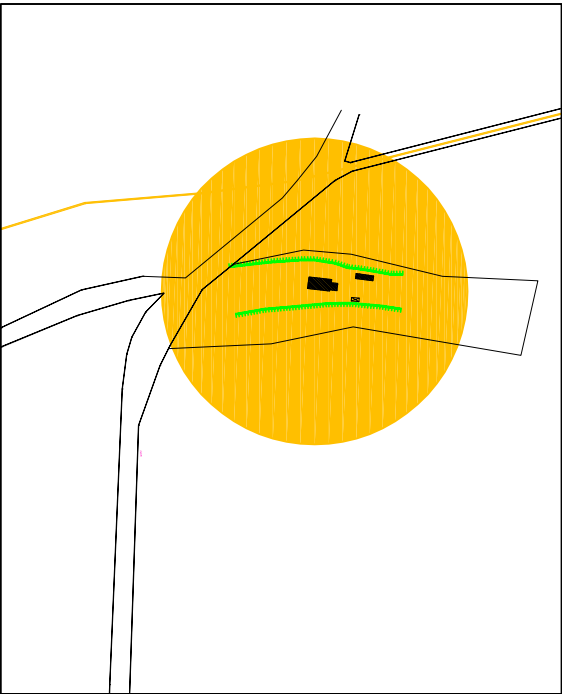
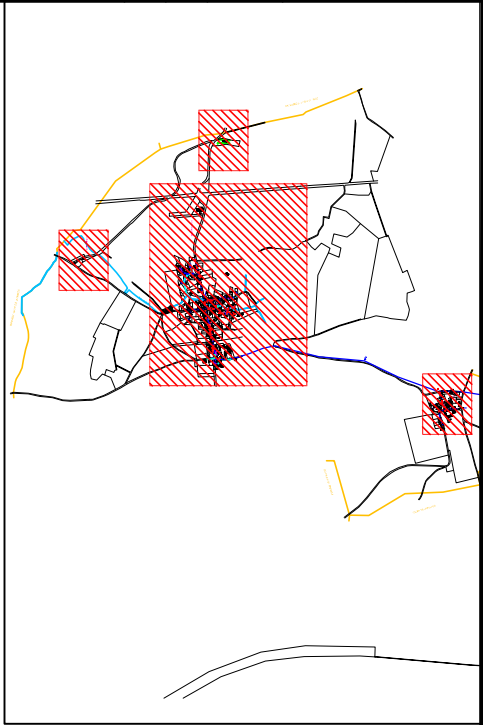
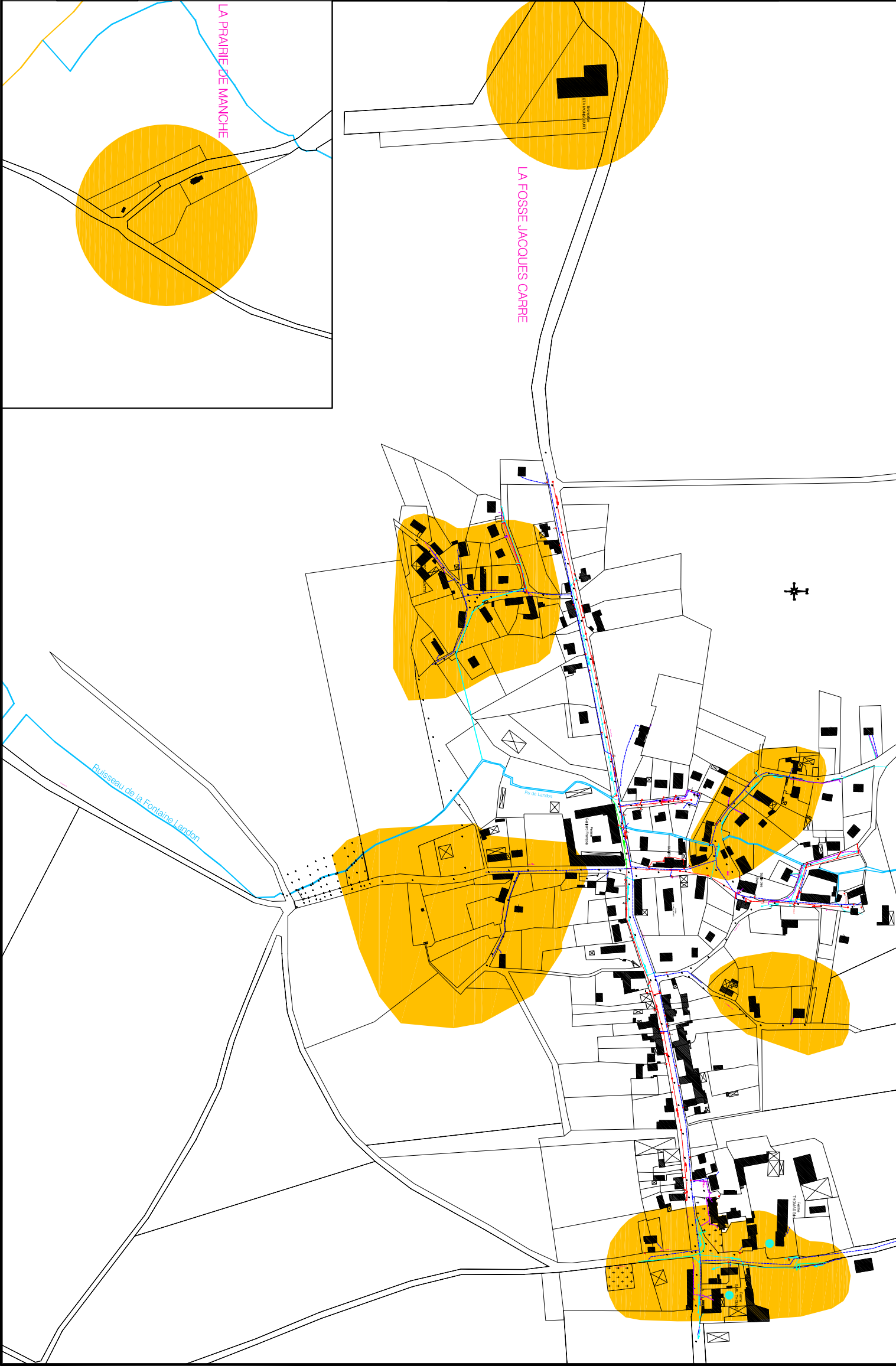
amodiag@amodiag.com

Environnement

http://www.amodiag.com

Edition du: 05-06-2013 2: 09

Plan vérifié le:
Par:



- LEGENDE DES CONTRAINTES
- Contraintes de pente: Pente>10%
 - Contraintes d'accès à la parcelle
 - Contraintes de surface: Surf<200m²
 - Contraintes d'exutoire des eaux usées
 - Contre Bas
 - Zone inondable

LEGENDE DES APTITUDES

Sol inapte à l'épuration-dispersion:
Dispersion dans un exutoire Filtré à Sable Vertical Drainé
de 25m²
Fond de -120cm à -170cm

Département de l'Aisne

Arrondissement de Soissons
Canton d'Oulchy le Château

Commune
de
GRAND ROZOY

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du conseil municipal

Convocation :
du 16/08/02
Affichage :
le 16/08/02

L'an deux mille deux,
le vingt-deux août , à 20 heures 30, le Conseil
municipal de la commune de GRAND ROZOY légalement
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi,
dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence
de M. GAILLARD François, Maire.

Conseillers
en exercice : 11
Présents : 10
Absents : 1
Votants : 10

Etaient présents :
M. GAILLARD François,
M. MANSOURT Patrick,
Melle MOREL Marie-Claude,
Mme MATHIEU Agnès,
Mme BOURE DELEN Maryse,
M. THOMA Olivier,
M. DELVILLE Pascal,
M. BRETON René,
M. CORNU Pascal,
M. MIGNOLET André,

Absents :
Mme BINET Gilberte,

Secrétaire : Mme MATHIEU Agnès

O B J E T : APPROBATION DU PLAN DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

N° 34/02

Vu la délibération du Conseil municipal en date du
12/07/2001 proposant le plan de zonage de
l'assainissement;

Vu l'arrêté municipal du 22/10/2001 soumettant le
projet du zonage de l'assainissement à l'enquête
public;

Vu les conclusions du Commissaire-Enquêteur;

Vu les propositions de modifications du plan de
zonage de l'assainissement résultant des conclusions
du Commissaire-Enquêteur;

Considérant que le plan de zonage de
l'assainissement tel qu'il est présenté au Conseil
municipal est prêt à être approuvé,
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

Décide d'approuver le plan de zonage de
l'assainissement tel qu'il est annexé à la présente,

Dit que la présente délibération fera l'objet,
conformément aux articles R121.1 du Code de
l'Urbanisme, d'un affichage en Mairie durant un mois
et d'une mention dans deux journaux,

Dit que le plan de zonage de l'assainissement
approuvé est tenu à disposition public :

- à la Mairie de Grand-Rozoy aux jours et heures
habituels d'ouverture des bureaux,

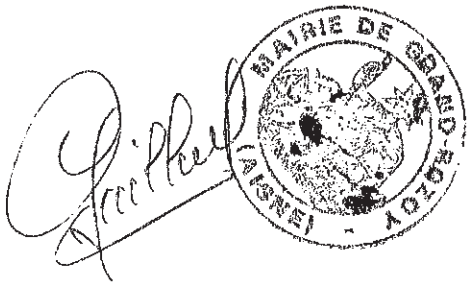
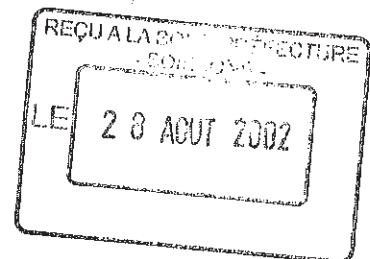
- à la Préfecture de l'Aisne.

Dit que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Pour extrait certifié conforme,
A GRAND ROZOY, le 22/08/2002

Le Maire,
François GAILLARD

Certifié exécutoire par le Maire
compte tenu de la réception en
Sous-Préfecture le 28.08.2002
et de la publication le 28.08.2002
GRAND ROZOY le 28.08.2002





COMMUNE DE GRAND ROZOY

REACTUALISATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

DOSSIER ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

JUILLET 2014

Rédacteur

A. SAILLY

Approbateur

Y. HEUMEL

SOMMAIRE

<u>1</u>	<u>RAPPEL DES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES</u>	<u>3</u>
1.1	TEXTES DE REFERENCE	3
1.2	OBJECTIFS DE L'ENQUETE PUBLIQUE	5
1.3	LES ENJEUX DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	6
1.4	LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE	6
1.4.1	LE DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE	6
1.4.2	L'APPROBATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	7
1.4.3	LE CONTROLE DE LEGALITE	7
<u>2</u>	<u>PRESENTATION DE LA COMMUNE</u>	<u>8</u>
2.1	PRESENTATION GENERALE	8
2.2	ETAT ACTUEL DE L'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE	10
<u>3</u>	<u>PRESENTATION DE LA DELIMITATION DE L'ASSAINISSEMENT</u>	<u>12</u>
3.1	LA SOLUTION RETENUE	12
3.2	JUSTIFICATIONS SUR LE CHOIX RETENU	12
3.2.1	GENERALITES	12
3.2.2	ASSAINISSEMENT COLLECTIF	13
3.2.3	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	13
<u>4</u>	<u>LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES</u>	<u>16</u>
4.1	ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	16
4.1.1	DESCRIPTION GENERALE	16
4.1.2	SECTEURS A DESERVIR	16
4.1.3	ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	16
4.1.4	INCIDENCE FINANCIERE DES TRAVAUX SUR LE PRIX DE L'EAU	19
4.2	ZONES RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	20
4.2.1	DESCRIPTION GENERALE	20
4.2.2	DESCRIPTION DES FILIERES	20
4.2.3	ORGANISATION DU SERVICE	23

4.2.4	COUTS DU PROJET	24
4.2.5	REPERCUSSION FINANCIERE SUR LE PRIX DE L'EAU	25
4.3	LA MISE EN OEUVRE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	26
4.3.1	LES DOCUMENTS D'URBANISME	26
4.3.2	LES ACTES D'URBANISME	26
4.3.3	LA MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS EXISTANTES	27
4.4	CAS PARTICULIER DES NOUVEAUX LOGEMENTS	27
4.4.1	ZONES DELIMITEES	27
4.4.2	ZONES NON DELIMITEES	28
<u>5</u>	<u>ZONAGE DES EAUX PLUVIALES</u>	<u>29</u>
5.1.1	ZONES INONDABLES	29
5.1.2	ZONES DE LIMITATION DE L'IMPERMEABILISATION ET DE MAITRISE DU RUISSELLEMENT	29
5.1.3	ZONES DE TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES	30
	<u>CONCLUSION</u>	<u>31</u>
	<u>TEXTES DE REFERENCE (JUN 2014)</u>	<u>33</u>
	<u>ANNEXE I : CARTE DES RESEAUX EXISTANTS ET DES ACTIVITES</u>	<u>35</u>
	<u>ANNEXE II : CARTE DE FAISABILITE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF</u>	<u>37</u>
	<u>ANNEXE III : DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL</u>	<u>39</u>
	<u>ANNEXE IV : PLAN DE ZONAGE RETENU</u>	<u>41</u>
	<u>ANNEXE V : EXEMPLE DE REGLEMENT DE SERVICE ASSAINISSEMENT COLLECTIF</u>	<u>43</u>
	<u>ANNEXE VI : REGLEMENT DU SERVICE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF</u>	<u>45</u>

1 RAPPEL DES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

La révision du zonage d'assainissement sur le territoire répond au souci de préservation de l'environnement en intégrant les nouveaux enjeux économiques, techniques, réglementaires et urbanistiques. Ainsi, le zonage permet de s'assurer de la mise en place de modes d'assainissement adaptés au contexte local et aux besoins du milieu naturel.

Cette révision du zonage permettra notamment à la commune de GRAND ROZOY de disposer d'un schéma global de gestion des eaux usées sur son territoire et constituera un outil pour la gestion de son développement.

Enfin, le zonage va permettre d'orienter la mise en place d'un système d'assainissement collectif ou non collectif conforme à la réglementation et d'un système de gestion des eaux de pluie, tant dans le cas de constructions nouvelles que dans le cas de réhabilitations d'installations existantes.

1.1 TEXTES DE REFERENCE

➤ **La Loi sur l'eau et les milieux aquatiques** n°2006-1772 du 30 décembre 2006 attribue l'obligation aux communes et à leurs groupements, notamment :

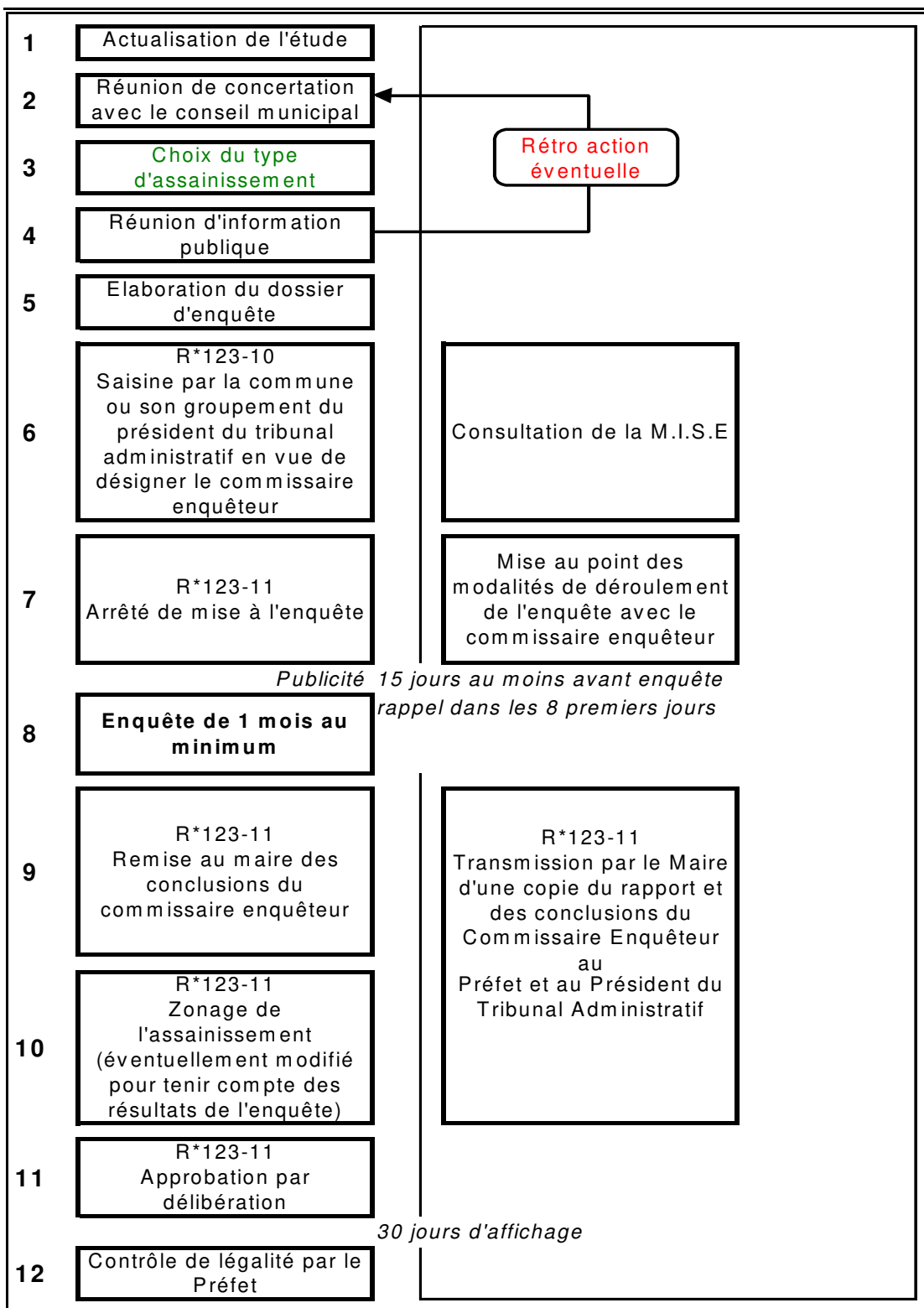
- **La délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif ;**
- **La délimitation des zones affectées par les écoulements en temps de pluie ;**

➤ **Ces obligations** sont inscrites dans le code général des collectivités territoriales à l'article L 2224-10 ainsi rédigé :

" Les communes ou leurs groupements délimitent après enquête publique :

- **Les zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- **Les zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elles le décident, leur entretien ;
- **Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation** des sols et pour assurer la maîtrise du débit de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- **Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement** lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement".

PROCEDURE GENERALE DE ZONAGE ET D'ENQUETE PUBLIQUE



➤ **Pour les communes, une enquête publique est obligatoire avant d'approuver la délimitation des zones d'assainissement.**

L'article R.2224-8 du code général des collectivités territoriales (modifié par décret n°2011-815 du 6 juillet 2011) précise le type d'enquête à mener :

"Article R.2224-8 - l'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées aux 1°, 2°, 3° et 4° de l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-6 à R. 123-23 du code de l'environnement".

La loi S.R.U. n°2000-1208 du 13 décembre 2000 est venue bouleverser les références au code de l'urbanisme, en particulier, concernant le régime de l'enquête publique de zonage d'assainissement.

Le décret n°2001-260 du 27 mars 2001, quant à lui, modifie le code de l'urbanisme et le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme. Plus spécifiquement, ce décret renvoie aux articles 7 à 21 du décret modifié n°85-453 du 23 avril 1985, pris par application de la loi n°83-630 du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement (article R 123-19 du code de l'urbanisme pour le P.L.U. et article R 124-6 pour les cartes communales).

Le dossier d'enquête publique se compose ainsi d'un plan de zonage accompagné d'une note justificative, d'un dossier technique correspondant à l'étude de schéma directeur d'assainissement, des règlements d'assainissement en vigueur et de l'impact financier.

1.2 OBJECTIFS DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Les objectifs de l'enquête publique consistent en l'information du public (propriétaire foncier) et au recueil des observations de celui-ci sur les règles techniques et financières qu'il est proposé d'appliquer en matière d'assainissement sur le territoire. Ce dossier précise donc les modes et les raisons qui ont conduit le maître d'ouvrage au choix du ou des systèmes d'assainissement retenus. Il doit en outre préciser si nécessaire, quelles sont les conséquences techniques et financières pour chaque groupe de bâtiments, hameau ou habitation, activités incluses.

1.3 LES ENJEUX DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

La présente étude de schéma directeur d'assainissement concerne la commune de GRAND ROZOY située dans le département de l'Aisne.

Pour la commune de GRAND ROZOY et pour l'ensemble des immeubles sur son territoire géographique, les enjeux sont multiples :

- Pour la **préservation de l'environnement et de la salubrité publique**, l'assainissement est une **obligation** et il est important de **connaître**, pour chaque secteur, **les techniques d'assainissement à mettre en œuvre**.
- La qualité de l'assainissement dépend de multiples intervenants (les propriétaires, la commune ou la communauté de communes, le Service Public d'Assainissement Non Collectif et Collectif, l'état); un **règlement d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif définissant le rôle, les droits et les obligations de chacun** sont établis.
- L'assainissement doit être mis en œuvre en **tenant compte de l'existant** sur le territoire et les perspectives d'évolution de l'habitat et des activités; il doit être **conforme à la réglementation** en vigueur et être conçu pour mettre en place un investissement durable. Pour cela, une étude de schéma directeur d'assainissement est indispensable et doit aboutir (après enquête publique pour le territoire communal et intercommunal) à une délimitation du zonage.
- Le zonage doit être **en cohérence avec les documents de planification urbaine**, qui intègrent à la fois l'urbanisation actuelle et future.

1.4 LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE

1.4.1 LE DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Préalablement au déroulement de l'enquête publique et après délibération prise par la collectivité compétente, une notice (synthèse du dossier technique) justifiant le zonage proposé ainsi qu'une carte sont élaborées, constituant ainsi la base du dossier d'enquête publique.

Ce dossier est le dossier d'enquête publique (projet de zonage).

1.4.2 L'APPROBATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Le projet de zonage peut éventuellement être modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique.

Il est approuvé par délibération du conseil municipal. Il ne deviendra exécutoire qu'après les mesures de publicité effectuées (affichage pendant un mois et parution dans deux journaux locaux au minimum).

1.4.3 LE CONTROLE DE LEGALITE

Le contrôle de légalité après l'approbation du zonage est exercé par le préfet, en parallèle avec l'avis sur les dossiers par la police de l'eau (composée généralement de l'Onema, la DDTM et l'agence de l'eau).

2 PRESENTATION DE LA COMMUNE

La commune de GRAND ROZOY se situe dans le département de l'Aisne et est située à environ 20 km au Sud de Soissons.

Ce secteur est desservi principalement par l'axe routier de RD n°1 joignant Soissons à Château-Thierry. L'accès à la commune s'effectue de cette Nationale via les routes départementale D 2.

2.1 PRESENTATION GENERALE

La commune de GRAND ROZOY se caractérise par les éléments suivants :

➤ Population

La commune de GRAND ROZOY compte 285 habitants pour 108 résidences principales, selon les renseignements fournis par l'INSEE, ce qui représente un ratio de **2.63** personnes par habitation.

➤ Habitat :

▪ Structure

La commune possède un centre bourg, 3 écarts et 1 hameau :

- Courdoux,

Le village se situe à une altitude comprise entre 114 et 203 m. Son exutoire principal est le rû de la fontaine Landon.

▪ Logements

Selon les données fournies par le recensement de 2009 on retrouvait sur la commune 131 habitations, dont :

- 108 résidences principales,
- 23 résidences secondaires et logements occasionnels, ou vacants,

➤ Urbanisme

La commune ne possède aucun document d'urbanisme.

La commune a quelques projets de développement de l'urbanisme sur son territoire à court et moyen terme.

➤ Milieu récepteur

La commune est drainée principalement par le rû de la fontaine Landon.

➤ Contraintes de l'habitat

Les contraintes que nous avons prises en considération sont les suivantes :

- CONTRAINTE D'ACCES : Disposition relative habitation/parcelle pour déceler des problèmes d'accès aux engins de terrassement,
- CONTRAINTE DE SURFACE : Surface disponible trop faible pour mettre en place un dispositif d'assainissement non collectif classique (200 m² de terrain devant être disponible, en plus des surfaces construites et de loisirs)
- CONTRAINTE D'EXUTOIRE : Nécessité d'évacuer les eaux traitées vers un puits d'infiltration ou nécessité d'amener les effluents de l'autre côté de l'habitation
- CONTRAINTE TOPOGRAPHIQUE : Talus ou terrain en pente (pente > 10 %)
- CONTRE BAS : L'habitation se trouve sous le niveau de la chaussée.

Tableau récapitulatif des contraintes :

Au regard de :	L' ANC				L' AC
Type	Accès	Surface	Exutoire	Topographique	Contre Bas
Nombre	6	1	0	0	0

➤ Nature des sols sur les zones non assainies

Nous avons mis en avant quatre classes d'aptitude de sols sur la commune :

- une zone colorée en vert où il est possible d'utiliser le sol en place pour traiter les eaux usées
- une zone colorée en jaune où il est possible de reconstituer le sol en place pour traiter et infiltrer les eaux usées.
- une zone colorée en orange où il est nécessaire de mettre en place un sol reconstitué drainé pour traiter les eaux usées.
- une zone colorée en rose où il est nécessaire de mettre en place un sol reconstitué drainé hors sol pour traiter les eaux usées.

➤ Eau potable - Captages et périmètres de protection

La commune ne dispose pas de captage d'eau potable.

➤ Consommation en eau potable

D'après les données de la mairie de GRAND ROZOY, la consommation moyenne des particuliers s'élève à environ **80 litres/habitants/jour** (nous ne prenons pas en compte la consommation en eau des activités agricoles).

➤ Activités principales

D'après les renseignements fournis par la mairie, nous avons 1 entreprise (hors activités agricoles) sur la commune, une salle des fêtes.

➤ Exploitations agricoles :

D'après le recensement agricole de 2010, nous avons :

Nombre d'exploitations	6
Nombre total d'actif sur les exploitations (en UTA, équivalent temps plein)	6
Superficie agricole utilisée des exploitations (ha)	1272
Terres labourables (ha)	1246
Superficie toujours en herbe (ha)	26
Nombre total de vaches	104
Rappel : Nombre d'exploitations en 1988	8

2.2 ETAT ACTUEL DE L'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE

La commune de Grand-Rozoy est dotée d'un réseau d'assainissement séparatif doublé par des réseaux d'eaux pluviales.

Le réseaux des eaux usées est étendu à l'ensemble du centre bourg et est décomposé en quatre branches :

- Branche de la Rue du Château (réalisée en 1995),
- Branche de la Rue de Louiseville (réalisé en 1976),
- Branche de la Rue de Montiers (réalisé en 1993),
- Branche de la Rue de la Mairie- Rue du Pré de Marais (réalisé en 1985).

Ces branchements **se déversent actuellement directement dans le ru de la fontaine Landon**. Il faut aussi noter que les branches de la Rue de Montiers et de la Rue de la Mairie se réunissent dans un réseau unitaire de diamètre 400 mm sur 70 mètres linéaires (rue du Château) avant de se jeter dans cet exutoire.

L'étude diagnostique réalisée par SEAF et l'inspection télévisée qui a suivi a mis en évidence quelques points sensibles sur le réseau (problèmes de structure et d'étanchéité, mauvais branchements) ont permis de déterminer les travaux à étudier :

- réhabilitation ponctuelle des défauts de structure et d'étanchéité sur les rues du Château, du Pré de Marais, de la Mairie et de Montiers,
- création d'un réseau neuf rue de Louiseville, avec aménagement du réseau existant en réseau d'eaux pluviales, et réhabilitation ponctuelle et d'étanchéité entre la rue de Louiseville et la rue de la Mairie.
- reprise des branchements problématiques et des mauvais raccordements de gouttière.

L'étude faite par SEAF n'a pas mis en évidence de points sensibles sur le réseau d'eaux pluviales, mis à part un défaut d'entretien au niveau des avaloirs.

3 PRESENTATION DE LA DELIMITATION DE L'ASSAINISSEMENT

3.1 LA SOLUTION RETENUE

Dans le souci de résoudre les problèmes liés à l'évacuation et au traitement des eaux usées domestiques et des eaux pluviales, préserver les ressources souterraines en eau potable, protéger la qualité des eaux de surface, la commune de GRAND ROZOY a fait réaliser une réactualisation du schéma directeur, visant à orienter les choix d'assainissement.

Ce choix d'assainissement a été fait suite à l'étude de l'évolution de la réglementation, des techniques, des financements, des contraintes et de l'état du milieu naturel. Ainsi, plusieurs solutions d'assainissement sont apparues, la mieux adaptée techniquement et économiquement étant la suivante :

Après délibération en date du 28 août 2002, le conseil municipal a retenu la solution n°2 :

Assainissement Mixte – AC2 :

Nous avons étudié en ANC, la mise en œuvre de techniques d'assainissement non collectif sur 28 immeubles, et la mise en œuvre d'assainissement collectif sur 103 immeubles.

3.2 JUSTIFICATIONS SUR LE CHOIX RETENU

3.2.1 GENERALITES

Dans le cadre d'une étude de zonage sur un territoire donné, différents modes d'assainissement peuvent être envisagés. Ainsi, pour les secteurs lotis ou réservés à l'urbanisation future, non desservis par un réseau d'assainissement eaux usées, et situés en périphérie de l'urbanisation actuelle, différentes solutions d'assainissement peuvent être envisagées :

- Soit le raccordement à l'assainissement collectif existant,
- Soit l'assainissement semi-collectif,
- Soit l'assainissement non collectif.

Pour les zones urbanisées de faible densité à caractère résidentiel et éloignées ou non du village, la mise en place d'un assainissement collectif entraîne :

- La création d'un linéaire de réseaux très important,

- Par suite, des dysfonctionnements hydrauliques (*sédimentation, temps de séjour importants des effluents dans les collecteurs, avec risques de formation d'hydrogène sulfuré*), des risques de septicité des effluents, des contraintes particulières d'exploitation, et des coûts prohibitifs.

En conséquence, le choix du type d'assainissement est limité à la seule possibilité de prévoir de l'assainissement non collectif.

Pour les zones, de densité moyenne ou forte, proches du réseau existant, le raccordement à ce dernier est envisageable sous conditions des contraintes techniques (topographie, présence de nappe...). Régulièrement, la densité forte de bâtiment entraîne également un manque de place pour la bonne réalisation de l'assainissement non collectif.

Pour les zones, de densité moyenne ou forte, éloignées du réseau existant, l'assainissement individuel ou semi-collectif peuvent-être envisagés, selon l'ampleur de la dispersion des bâtiments, de la topographie et de la surface disponible. Un assainissement semi-collectif peut se justifier si la densité des bâtiments est importante et si un emplacement est réservé pour accueillir l'unité de traitement.

3.2.2 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Il a été décidé de ne retenir la solution d'assainissement collectif pour 103 bâtiments de la commune. Ce choix a été retenu pour plusieurs raisons :

- Densité de l'habitat importante,
- Contrainte importante pour la mise en œuvre d'un assainissement non collectif.

3.2.3 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Il a été décidé de retenir une solution d'assainissement non collectif pour 28 bâtiments de la commune au vue des arguments suivants :

- La mise en place du réseau séparatif pour raccorder toutes les habitations a un coût excessif.
- La mise en place de filières d'assainissement autonome pour les bâtiments concernés s'avère techniquement et économiquement plus avantageux, pour un gain environnemental équivalent à un traitement collectif :
 - Habitat dispersé

- Des contraintes pour la mise en place de l'assainissement non collectif qui peuvent maintenant être surpassées grâce à l'adoption de nouvelles filières d'assainissement agréées.
- L'entretien et le fonctionnement sont simples : le respect de la réglementation en vigueur et des données des fournisseurs.
- Par conséquent, les coûts de fonctionnement restent bas par rapport aux coûts en collectif, qui nécessitent un curage des réseaux avec un linéaire important.

Tableau récapitulatif des coûts de l'assainissement non collectif -ANC
(D'après les hypothèses prises pour la réalisation de l'étude).

	Solution Assainissement Mixte- AC2
0 - Nombre de bâtiment raccordé <i>non collectif</i>	28
<i>Collectif</i>	103
1 - Raccordement au réseau public de collecte (travaux chez le particulier et à sa charge)	96 000
2 - Réseau de collecte	730 520
3 – Refoulement	107 200
4 – Unité de traitement	368 005
5 - Réhabilitation du réseau	70 000
6 - Assainissement Non Collectif (A la charge du particulier)	257 900
7 - Total en €HT hors Maîtrise d'Oeuvre (1+2+3+4+5+6)	1 629 625
8 - Maîtrise d'œuvre (10% de 7)	162 962
9 - Total en €HT (7+8)	1 792 587
10 – Ratio par bâtiment (9/0)	13 684
11 - Coût de Fonctionnement	21 530

□ Fonctionnement

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

	P.U.	Quantité	
Contrôle	10 €HT/an	28	280 €HT/an
Entretien	60 €HT/an	28	1 680 €HT/an
Energie	30 €HT/an	0	0 €HT/an

<u>SOUS TOTAL ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF</u>	1 960 €HT/an
---	---------------------

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

	P.U.	Quantité	
Gravitaire 1 910 ml	0,80 €HT/an	1910	1 528 €HT/an
Refoulement 340 ml	0,80€HT/an	340	272 €HT/an
Transport	1 525€HT/an	2	3 050 €HT/an

Traitement (% investissement)	4,00%	368 005	14 720 €HT/an
-------------------------------	-------	---------	---------------

<u>SOUS TOTAL ASSAINISSEMENT COLLECTIF</u>	19 570 €HT/an
---	----------------------

4 LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

4.1 ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

4.1.1 DESCRIPTION GENERALE

L'assainissement collectif consiste en la mise en place d'un réseau de collecte en domaine public pour la collecte et le traitement des eaux usées domestiques issues des immeubles conservés par le service rendu.

4.1.2 SECTEURS A DESERVIR

Le centre bourg sera en zone d'assainissement collectif.

4.1.3 ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

4.1.3.1 Préambule

La délimitation en assainissement collectif ne peut avoir pour effet :

- ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement;
- ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
- ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 332-6-1 du code de l'urbanisme.

En conséquence, tant qu'un réseau destiné à recevoir les eaux usées conformes à l'article L 1331-1 du code de la santé publique n'a pas été mis en œuvre par le service, les installations d'assainissement non collectif doivent être conformes, sous la responsabilité du propriétaire. Pour les installations existantes, un contrôle diagnostic doit être effectué avant le 31/12/2012 par le SPANC. Pour les installations neuves, le contrôle est réalisé par ce même service au moment du dépôt du permis de construire et lors de la réalisation des travaux.

4.1.3.2 Obligation de raccordement

Du jour de la mise en service du réseau, le raccordement effectif devra être réalisé sous le délai de deux ans en application du code de la santé publique, article L 1331-1.

Une prolongation de délai est possible pour « les propriétaires d'immeubles ayant fait l'objet d'un permis de construire datant de moins de dix ans, lorsque ces immeubles sont pourvus d'une installation réglementaire d'assainissement autorisée par le permis de construire et en bon état de fonctionnement », article 2 de l'arrêté du 19 juillet 1960.

La perception d'une somme équivalente à la redevance d'assainissement instituée par le décret n° 67-945 du 24 octobre 1967) (J.O du 26.10.1967) peut prendre effet du jour de la mise en service du collecteur et non du branchement ou du raccordement effectif, sous réserve que la collectivité en ait délibéré. Elle est due par le propriétaire de l'immeuble. Au raccordement effectif, l'occupant est substitué au propriétaire pour acquitter la redevance d'assainissement.

Les exonérations et prolongations de délai possibles de l'obligation de se raccorder et donc d'être assujetti à la redevance d'assainissement sont prévues par l'arrêté du 19 juillet 1960 et l'arrêté du 28 février 1986.

(1) immeubles faisant l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, en application des articles 1331-26 et suivants du code de la santé publique ;

(2) les immeubles déclarés insalubres, en application de l'article 1331-17 du dit code, et dont l'acquisition, au besoin par voie d'expropriation, a été déclarée d'utilité publique ;

(3) les immeubles frappés d'un arrêté de péril prescrivant leur démolition, en application des articles 303 et suivants du code de l'urbanisme et de l'habitation ;

(4) les immeubles dont la démolition doit être entreprise en exécution des plans d'urbanisme définissant les modalités d'aménagement des secteurs à rénover, en application du décret n° 58-1465 du 31 décembre 1958 relatif à la rénovation urbaine.

(5) les immeubles difficilement raccordables et dotés d'une installation individuelle conforme.

4.1.3.3 Les conditions de raccordement

La collectivité en charge de l'assainissement a comme projet la mise en place **un système de collecte des eaux du type séparatif**.

Les eaux usées domestiques ou les eaux industrielles (après autorisation de la commune, conformément à l'article L.1331-10 du code de la Santé Publique) sont collectées par une boîte de branchement placée en limite de domaine public et privé.

Les **eaux pluviales** ne sont pas collectées par le réseau d'assainissement des eaux usées, mais par le réseau pluvial, s'il existe au droit des immeubles.

Le particulier effectue par lui-même ou fait effectuer par un professionnel les travaux de collecte des eaux usées entre les appareils sanitaires ou ménagers et la boîte de branchement. Cette boîte est équipée d'une ouverture calibrée. Le raccordement à cette boîte se fait sous contrôle des agents du service d'assainissement, qui indiqueront la bonne manière de procéder au raccordement.

Il fait modifier les installations existantes:

- la fosse septique est court-circuitée, vidangée, comblée ou réutilisée en stockage d'eaux pluviales ;
- les gouttières sont dérivées vers la boîte de branchement pluvial si elle existe ou infiltrées directement à la parcelle ou évacuées vers le milieu naturel ; A cette occasion, il est rappelé que la mise au fil d'eau ou au caniveau doit être autorisée préalablement par la mairie.
- les siphons de cours collectant des eaux usées et des eaux pluviales ne devront plus collecter que des eaux pluviales ; les eaux usées seront donc récupérées par une nouvelle installation.

Dans les réseaux de type séparatif, tout déversement d'eaux usées, autres que domestiques, dans les égouts publics, doit être préalablement autorisé par la commune à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par ces eaux usées avant de rejoindre le milieu naturel (Art. L. 1331-10 du Code de la Santé Publique).

Un pré traitement approprié peut être exigé avant d'accorder une autorisation de rejets d'eaux industrielles (Art. R 111-12 du code de l'Urbanisme) avec l'établissement d'une convention de déversement entre l'industriel et le service compétent.

4.1.4 INCIDENCE FINANCIERE DES TRAVAUX SUR LE PRIX DE L'EAU

4.1.4.1 Préambule

La redevance permet de mettre en place la recette faisant face aux charges définies par l'article R2333-121 du Code Général des Collectivités Territoriales notamment :

- *dépenses de fonctionnement du service, y compris les dépenses de personnel*
- *dépenses d'entretien*
- *charges d'intérêt de la dette contractée pour l'établissement et l'entretien des installations*
- *charges d'amortissement des immobilisations.*

La redevance est assise sur le volume d'eau prélevé par l'usager de service d'assainissement sur le réseau public de distribution ou sur toute autre source.

*** Cas général** (abonné alimenté exclusivement par le réseau d'alimentation en eau potable):

La redevance est constituée par l'application du barème tarifaire au volume d'eau prélevée.

Le tarif comporte :

- **une part fixe** (abonnement sans volume alloué) plafonnée suivant l'arrêté du 6 août 2007
- **une part variable**, éventuellement avec des tranches dégressives ou progressives.

*** Cas particulier (abonné alimenté par une autre source) :**

L'abonné a accès à une autre source. Les eaux usées en provenant sont déversées dans le réseau (article R2333-125 du Code Général des Collectivités Territoriales). Une déclaration doit être effectuée à la mairie et il sera donc fait application de l'article précité. La redevance d'assainissement sera calculée au forfait ou par relevé d'un compteur à placer sur le puits à la charge du particulier.

4.1.4.2 Situation actuelle

L'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution d'eau et de collecte et de traitement des eaux usées, indique que la facture doit individualiser la rubrique "collecte et traitement des eaux usées". Le service de collecte et de traitement des eaux usées est financé par une redevance d'assainissement, établie et indexée sur le volume d'eau consommé.

Le calcul de la redevance d'assainissement est mené suivant une approche globale d'équilibre financier annuel. Le budget est calculé à partir d'une comptabilité type M49.

L'établissement du budget M49 repose sur la notion d'équilibre budgétaire, d'une part au niveau de la section fonctionnement, et d'autre part au niveau de la section investissement. Le principe de base de l'équilibre entre les recettes et les dépenses s'applique pour chaque section.

Pour assurer l'équilibre global du budget, un emprunt est, le cas échéant, mobilisé. La charge financière en résultant doit être couverte par la redevance d'assainissement.

Le prix de l'eau intègre une redevance d'assainissement collectif :

- pour assurer l'exploitation, l'entretien des réseaux, des postes de refoulement et de l'unité de traitement,
- pour le financement de la gestion,
- pour financer les travaux d'assainissement.

4.2 ZONES RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.2.1 DESCRIPTION GENERALE

Le Hameau de Courdoux et les écarts seront en zone d'assainissement non collectif (soit 28 immeubles).

4.2.2 DESCRIPTION DES FILIERES

Les installations sont composées d'un dispositif de pré-traitement et d'une filière de traitement, ou dans certain cas d'une installation composée de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé. L'arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, en décrit les principales composantes :

@ Pré-traitements

Le mode de pré-traitement est identique pour l'ensemble des filières. Il comprend :

- un bac séparateur, destiné à la rétention des matières solides, graisses et huiles contenues dans les eaux ménagères. Ce dispositif est obligatoire pour les activités produisant une quantité importante de matières grasses (restaurant, cantine...) et recommandé si la fosse toutes eaux est éloignée de l'habitation.
- une fosse septique toutes eaux dont le rôle principal est de réaliser la liquéfaction partielle et l'homogénéisation des eaux vannes et des eaux ménagères, ainsi que la rétention des matières solides

et des déchets flottants. Dans le cas de réhabilitation d'installations existantes, il est possible de prétraiter et de traiter séparément les eaux vannes et les eaux ménagères.

En aucun cas les eaux pluviales ne devront être dirigées vers la fosse septique toutes eaux, le terme "toutes eaux" s'appliquant aux eaux vannes et aux eaux usées ménagères.

➤ un pré-filtre dont le rôle est de protéger le dispositif de traitement des départs intempestifs de boues ou de graisses et d'éviter le colmatage du dispositif de traitement (témoin du colmatage). Ce pré-filtre peut éventuellement être intégré dans la fosse.

Remarque : les eaux usées d'origine agricole (jus de lisiers, eaux blanches) ne peuvent être admises dans les filières d'assainissement eaux usées d'habitations.

@ Traitement

D'après la réglementation, les différents traitements possibles sont les suivants :

➤ Tranchées d'infiltration : il s'agit de répartir gravitairement et le plus uniformément possible un effluent en provenance de la fosse septique toutes eaux afin d'épurer et de disperser par infiltration, au moyen de drains dans un sol préparé à cette intention. Cet épandage se fait à une profondeur voisine de 0,60 à 0,80 cm.

Ce système de traitement est utilisé dans le cas d'un sol perméable (permettant l'infiltration), sans nappe trop haute, pente trop forte ou couvert végétal trop important.

➤ Lit Filtrant à Flux Vertical Non-Drainé : il reçoit les effluents septiques. Un matériau d'apport granulaire se substituant au sol naturel est utilisé comme système épurateur. L'effluent est collecté à la base par des drains pour être infiltré dans le sol.

➤ Lit Filtrant à Flux Vertical Drainé ou Lit à Flux Horizontal : il reçoit les effluents septiques. Un matériau d'apport granulaire se substituant au sol naturel est utilisé comme système épurateur. L'effluent est collecté à la base par des drains pour être infiltré soit dans un puits d'infiltration (soumis à dérogation préfectorale), soit directement dans le réseau hydraulique superficiel.

➤ Le Tertre d'infiltration : Il reçoit les effluents septiques issus d'une habitation surélevée, ou d'une pompe de relevage. Il utilise un matériau d'apport granulaire comme système épurateur et le sol comme milieu dispersant. Cette filière introduit un relevage obligatoire des effluents septiques si

l'habitation n'est pas surélevée. Le tertre est utilisé lorsque la nappe ou la roche est trop proche du niveau du sol.

➤ Lit à massif de zéolite : il reçoit les effluents septiques. La surface minimale du filtre doit être de 5 mètres carrés. Il comporte un matériau filtrant à base de zéolite naturelle du type chabasite, placé dans une coque étanche. Il se compose de deux couches : une de granulométrie fine en profondeur et une de granulométrie plus grossière en surface. Le filtre a une épaisseur minimale de 50 cm après tassement.

Ce système de traitement est utilisé dans le cas de sol imperméable ou trop perméable.

Il est nécessaire de préciser que le lit à massif de zéolite est réglementaire uniquement pour les maisons individuelles de 5 pièces principales (3 chambres) au plus.

Les dispositifs d'assainissement non collectif devront respecter les caractéristiques techniques :

- des arrêtés du 7 septembre 2009,
- du DTU 64.1 d'Aout 2013.

➤ Dispositifs de traitement agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé

Ces dispositifs sont soumis à une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement.

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiées au journal officiel de la République française.

@ Exutoire

L'exutoire des filières d'assainissement non collectif doit être le sol (cas le plus favorable : sol perméable), un puits d'infiltration (soumis à dérogation préfectorale), ou dans le réseau hydraulique superficiel (réseau hydrographique, fossé, réseau pluvial...) qui est soumis à l'autorisation du gestionnaire du réseau ou de la police de l'eau.

@ Toilettes sèches

Les toilettes sèches (sans apport d'eau de dilution ou de transport) sont autorisées à la condition qu'elles ne génèrent aucune nuisance pour le voisinage, ni pollution des eaux superficielles ou souterraines.

4.2.3 **ORGANISATION DU SERVICE**

Pour les habitations en assainissement non collectif, des obligations sont à respecter :

➤ **(1) l'obligation** en observance de l'article L 1331-1-1 du code de la santé publique :

"Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire fait régulièrement assurer l'entretien et la vidange par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement ».

Cette obligation s'applique à l'usager. (installation ou réhabilitation).

➤ **(2) l'obligation pour la collectivité** (commune ou EPCI subrogé) d'organiser pour le 31 décembre 2012 au plus tard, **l'ensemble des contrôles techniques**, dont les modalités sont fixées par l'arrêté du 27 avril 2012.

Les contrôles portent :

- Sur le neuf dans la réalisation de deux types de contrôle :
 - Le contrôle de vérification et d'implantation,
 - Le contrôle d'exécution,
- Sur l'ancien dans la réalisation de deux types de contrôle :
 - Le contrôle du fonctionnement et de l'entretien,
 - Contrôle dans le cadre de vente d'immeuble.

La commune doit donc au minimum s'assurer que le dispositif d'assainissement est bien entretenu et en état de marche. Il est prévu un droit d'accès des personnels chargés de ces missions dans l'article L.1331-11 du Code de la santé publique, complété par l'article 46-11 de la loi sur l'eau du 30 décembre 2006 : "Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées (...) pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif".

L'entretien

L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 (modifié par la loi n°2006-1772) précise que la collectivité peut choisir d'assurer l'entretien de l'assainissement non collectif.

Les fréquences de vidange de boues et de matières flottantes conseillées par la réglementation en vigueur sont les suivantes :

Type d'installation	Fréquence minimale de vidange
Fosse toutes eaux ou septiques	4 ans
Bac à graisse	6 mois
Préfiltre	6 mois
Installation d'épuration biologique à boues activées	6 mois
Installation d'épuration biologique à cultures fixes	1 an

La commune a donc la possibilité d'assurer l'entretien, en totalité, ou dans des limites qu'elle fixerait. D'un autre côté, l'adhésion à ce service ne peut pas être rendue obligatoire. Les abonnés qui le souhaitent peuvent entretenir leur installation eux-mêmes, en fournissant les justificatifs de l'entretien (facture de vidange).

4.2.4 COUTS DU PROJET

4.2.4.1 Investissement

Type de filières	Coût Unitaire €HT
Epandage souterrain gravitaire	6 500
Lit filtrant vertical non drainé	7 000
Lit filtrant vertical drainé	8 500
Tertre d'infiltration	9 500
Filière compacte	10 000
Contrainte d'accès	Majoration de 15 % du coût unitaire
Contrainte topographique	Majoration de 2000 €HT sur le coût unitaire
Contrainte d'exutoire	Majoration de 20 % du coût unitaire
Contrainte d'accès + exutoire	Majoration de 35 % du coût unitaire

Les estimations reprises ci-dessus concernent la mise en place d'un assainissement non collectif avec une faisabilité aisée (superficie suffisante pour la mise en œuvre de l'installation, pente favorable et parcelle facilement accessible). C'est une moyenne entre une réhabilitation et une construction neuve. Une majoration du coût de la filière peut être appliquée en fonction des difficultés de mise en œuvre. Ces coûts unitaires des filières ont été actualisés par rapport au schéma directeur d'assainissement en fonction de l'évolution des prix des matériaux et des différentes contraintes relevées sur la commune.

4.2.4.2 Fonctionnement des dispositifs d'assainissement non collectif

Frais de Fonctionnement (€ HT/an)		
Contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif	Entretien des dispositifs d'assainissement non collectif	Energie si poste de relevage nécessaire
10 €/log/an	60 €/log/an	30 €/log/an

4.2.5 REPERCUSSION FINANCIERE SUR LE PRIX DE L'EAU

Le service d'Assainissement non Collectif de la commune sera financé par une redevance d'assainissement spécifique pour assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif.

- La fourniture et la pose des systèmes d'assainissement non collectif sont à la charge des propriétaires des habitations.
- Le service public d'assainissement chargé d'assurer le contrôle, voire l'entretien, de l'assainissement non collectif est un service public à caractère industriel et commercial. A ce titre, son financement est assuré par des redevances d'assainissement perçues pour service rendu, dans le cadre du paiement de l'eau distribuée. Le calcul de la redevance d'assainissement non collectif est mené suivant une approche globale d'équilibre financier annuel. Le budget est calculé à partir d'une comptabilité type M49.

C'est donc l'utilisateur qui finance (propriétaire ou locataire) et non le contribuable.

Le caractère industriel et commercial du service d'assainissement a les conséquences suivantes :

- le budget du service doit s'équilibrer en recettes et dépenses,
- le produit des redevances est affecté exclusivement au financement des charges du service, comprenant notamment des dépenses de fonctionnement du service,
- les redevances ne peuvent être mises à la charge que des usagers,
- la tarification doit respecter le principe d'égalité des usagers devant le service.

Dès que la commune aura étudié les besoins et mis en place le service de contrôle, elle sera en mesure d'établir le montant de la redevance assainissement non collectif.

4.3 LA MISE EN OEUVRE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

4.3.1 LES DOCUMENTS D'URBANISME

Lorsqu'un zonage d'assainissement a été approuvé par délibération du conseil municipal, il pourra être intégré en tant qu'annexe au document d'Urbanisme de la commune (Plan d'Occupation des Sols).

Lors de la mise en œuvre de l'élaboration ou de la révision du document d'Urbanisme, le Préfet, dans le cadre du porter à connaissance (article L 121-2 et R 121-1 et 2 du Code de l'Urbanisme) interpelle le maire concerné en lui demandant de prendre en compte le zonage d'assainissement pour la révision de celui-ci.

4.3.2 LES ACTES D'URBANISME

L'instructeur d'une demande de certificat d'urbanisme ou d'un permis de construire, intégrera l'avis du service chargé de l'assainissement à la délivrance des actes administratifs afin d'être en conformité avec les différents articles du code de l'Urbanisme.

4.3.2.1 Certificat d'urbanisme

Le certificat d'urbanisme doit préciser après avis du service d'assainissement, le mode d'assainissement des eaux usées d'un futur permis de construire (article R 410-13 du code de l'Urbanisme).

4.3.2.2 Permis de construire

Lors du dépôt du permis de construire, l'implantation de la filière d'assainissement non collectif doit être mentionnée sur le plan masse sous peine d'être incomplet (article R 431-9 du code de l'urbanisme). La conception et l'implantation de la filière doivent être vérifiées par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

4.3.3 LA MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS EXISTANTES

La nouvelle loi sur l'eau n°2006-1772 du 30 décembre 2006 parue au journal officiel le 31 décembre 2006, apporte quelques modifications par rapport à loi sur l'eau précédente.

La première modification porte sur la date butoir de réalisation des contrôles des installations d'assainissement non collectif repoussée au 31 décembre 2012 par le SPANC. Cette structure assure, la vérification de la conformité à la réglementation et du bon fonctionnement des installations d'assainissement non collectif existantes ainsi que les contrôles sur les installations neuves. Cette demande peut être émise par le maire ou par tout tiers. Ce contrôle s'applique aussi au récolement des installations nouvelles. Les modalités de ce contrôle technique sont l'objet de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 27 avril 2012,

Les installations d'assainissement non collectif doivent être techniquement conformes à la réglementation en vigueur au moment de leur création et maintenues en bon état de fonctionnement. Celles qui auront été déclarées non conformes ou, qui ne sont pas maintenues en bon état de fonctionnement, ont vocation à être mises en conformité ou à voir leur mode d'entretien amélioré, même si elles sont déclarées « conforme ».

A l'issue d'un contrôle négatif, la loi précise que l'installation devra être mise aux normes. La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police est puni de l'amende prévue pour les contraventions de 1^{ère} classe (article R610-5) du code pénal.

4.4 CAS PARTICULIER DES NOUVEAUX LOGEMENTS

4.4.1 ZONES DELIMITEES

En ce qui concerne les nouveaux logements qui seraient mis en place dans la zone relevant de l'Assainissement Collectif, deux cas sont à prendre en compte :

- Le réseau de collecte est présent : le raccordement à l'égout est obligatoire,
- Le réseau de collecte n'est pas encore posé : une installation de dispositif d'assainissement non collectif est obligatoire. Le raccordement au réseau se fera dans les 2 années suivant sa pose (avec dérogation possible explicité au 4.1.3.2).

4.4.2 ZONES NON DELIMITEES

Pour les logements qui se développeraient sur des secteurs non-délimités, il convient de distinguer :

- cas de logement individuel : une filière d'assainissement non collectif à la parcelle devra être mise en place ; il est souhaitable de réaliser **une étude qualitative du sol** effectuée par un service compétent, agréé par la collectivité,
- cas des logements en habitat groupé (*lotissement, résidence*) : la filière d'assainissement collective ou autonome regroupée à grande échelle (*assimilée à du collectif si le propriétaire des ouvrages est la commune*) peut être privilégiée selon les cas,
- Par défaut, les zones non définies en assainissement collectif (zone rouge) sont traitées en assainissement non collectif (zones blanches).

5 ZONAGE DES EAUX PLUVIALES

5.1.1 ZONES INONDABLES

La commune n'est inscrite dans aucun Plan de Prévention des Risques d'Inondation.

5.1.2 ZONES DE LIMITATION DE L'IMPERMEABILISATION ET DE MAITRISE DU RUISSELLEMENT

Elles correspondent aux zones d'urbanisation future. Les aménagements possibles seront :

@ En zones d'habitat

Pour les constructions et infrastructures nouvelles ou existantes, publiques ou privées, collectives ou individuelles, afin de ne pas aggraver la situation actuelle, toutes les possibilités de solutions "alternatives" ou "compensatoires" au ruissellement doivent être envisagées pour évacuer les eaux pluviales ou de ruissellement.

Elles feront principalement appel à l'infiltration, au stockage, à l'épandage superficiel (Après vérification de la possibilité d'infiltration) :

- assainissement à la parcelle : puisards, fossés, noues, tranchées drainantes, citernes, toitures terrasses, lits d'épandage,
- assainissement par groupe de parcelles : fossés, noues, tranchées pour recueillir et infiltrer les eaux de ruissellement des espaces collectifs, tranchées filtrantes ou drainantes, chaussées poreuses ou sur fondation drainante,
- assainissement par opération : bassins de retenue ou d'infiltration, chaussées réservoirs.

@ En zones naturelles

Pour ces zones, les aménagements envisageables consistent principalement en des mesures agri environnementales visant à forcer l'infiltration et ralentir les écoulements. Il pourra s'agir de:

- modification des pratiques culturales
 - labourages et cultures perpendiculairement aux pentes
 - plantation de haies
- réouverture de fossés comblés
- mise en place de bandes enherbées

- mise à fond plat de terrains favorables à une bonne infiltration
 - utilisation de dépressions naturelles et d'obstacles naturels aux écoulements (*bois, talus, haies,...*), par dérivation locale des écoulements.

5.1.3 ZONES DE TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES

En raison de la faible taille de la commune, l'impact du déversement d'eaux pluviales strictes concentrées sur le milieu naturel est à priori négligeable.

Pour les secteurs actuellement non équipés de collecteurs d'eaux pluviales, il est préconisé la mise en place de techniques alternatives. Il est souhaitable d'un point de vue économique d'éviter de concentrer les eaux de ruissellement. C'est ainsi que, le long des chaussées et à intervalle régulier, l'eau pourra être soit admise sur les espaces verts, soit dans un réseau de noues et de fossés.

A titre informatif, la principale méthode de dépollution des eaux pluviales, pour une pollution chronique, est la décantation des MES (matière en suspension) car la majeure partie des polluants se fixe sur ces particules. Une dépollution plus prononcée peut néanmoins s'effectuer par la mise en place d'un système de filtration (artificiel ou naturel, soit le sol en place). Il existe différents ouvrages pour le traitement des eaux pluviales :

- Le dégrilleur
- Le décanteur
- Le dessableur
- Le débourbeur
- Le séparateur à hydrocarbures
- Le dégraisseur et le déshuileur
- Les regards siphoniques

CONCLUSION

L'assainissement est un élément de lutte contre la pollution en général, qu'il convient de ne pas négliger.

La commune par le biais de ce dossier d'enquête zonage, a déterminé un système d'assainissement adapté techniquement et économiquement à son territoire et qui permettra de maîtriser à terme les divers rejets d'eaux usées.

La réglementation établit des obligations pour la collectivité et les particuliers quelque soit le mode d'assainissement considéré.

ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La commune de GRAND ROZOY a gardé sa compétence dans l'application de la législation de l'assainissement collectif.

Le code général des collectivités territoriales précise que les communes (ou leurs groupements) sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées.

La Commune prend donc en charge les dépenses liées à l'investissement, à l'entretien et au contrôle des ouvrages d'assainissement collectif.

Le prix de l'eau intègre une redevance d'assainissement collectif :

- pour assurer l'exploitation, l'entretien des réseaux et des postes de refoulement,
- pour financer les travaux d'assainissement communaux.

L'obligation faite aux particuliers concerne le raccordement des eaux usées au collecteur public. Ce raccordement doit être effectué dans les 2 ans qui suivent la mise en place du réseau collectif.

Parallèlement aux obligations réglementaires, le zonage de la commune se présente donc comme un outil pour l'évolution de son environnement.

ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La commune de GRAND ROZOY a transféré sa compétence à la communauté de communes du Canton d'Oulchy-le-Château, dans l'application des compétences obligatoires de la législation de l'assainissement non collectif (cf. règlement de service de l'ANC en annexe).

Ce Service Public d'Assainissement non collectif (SPANC) est tenu d'assurer le contrôle des assainissements non collectif depuis le 31 Décembre 2005 avec une échéance portée au 31 décembre 2012. Ce contrôle comprend :

- ⇒ Contrôle de vérification de la conception,
- ⇒ Contrôle d'exécution,
- ⇒ Contrôle du fonctionnement et de l'entretien.

La définition de la filière doit être réalisée par le particulier, le SPANC donne son avis sur la filière proposée. Le particulier doit prendre en charge l'entretien de son assainissement selon les modalités fixées par la réglementation.

ZONAGE PLUVIAL

La commune de GRAND ROZOY a gardé sa compétence en matière de gestion des eaux de pluie.

La commune doit garder la maîtrise de la gestion de ses eaux de pluie afin de limiter l'impact sur le milieu naturel (pollution, érosion, inondation,...).

A l'heure de l'urbanisation et de l'imperméabilisation importante des surfaces, le zonage pluvial permet de mettre en œuvre des outils de prévention et de lutte contre ces problèmes en intégrant des gestions responsables dans les documents d'urbanisme, en intégrant au maximum la gestion des eaux de pluie à la parcelle.

TEXTES DE REFERENCE (JUN 2014)

- Décret N° 58-1465 du 31 Décembre 1958 relatif à la rénovation urbaine.
- Arrêté du 19 Juillet 1960 relatif aux exonérations et prolongations de délai de l'obligation de se raccorder.
- Décret N° 67-945 du 24 Octobre 1967 relatif à la redevance assainissement.
- Arrêté du 28 Février 1986 relatif aux exonérations et prolongations de délai de l'obligation de se raccorder.
- Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.
- Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.(modifié par l'arrêté du 07 mars 2012)
- Arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.
- Arrêté du 10 Juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées.
- Arrêté du 6 août 2007 relatif à la définition des modalités de calcul du plafond de la part de la facture d'eau non proportionnelle au volume d'eau consommé.
- Décret n°2000-237 du 13 mars 2000 pris pour application des articles L.2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes.
- Décret n°2006-503 du 2 mai 2006 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.2224-8 à L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

➤ Code de l'urbanisme:

- article L 123-1 (11° et 12°) relatifs à la délimitation des zones au sens de l'article L 2224-10 du code général des collectivités territoriales et la superficie minimale des terrains en relation avec le dispositif d'assainissement collectif. (Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010)
- articles L 121-2, R121-1 et 2 relatifs à la prise en compte du zonage d'assainissement lors de l'élaboration ou la révision du document d'urbanisme. (Loi n°2004-809 du 13 août 2004 ; Décret n°2012-290 du 29 février 2012)
- article L 332-6 et L 332-6-1 relatifs aux participations, contributions et redevances dues par l'usager bénéficiaire d'autorisation de construire. (Loi n°2012-354 du 14 mars 2012 - art. 30 (V))
- article R 410-13 relatif à l'obligation de préciser le mode d'assainissement des eaux usées d'un futur permis de construire (Décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007).
- article R 431-9 relatif à la conformité du permis de construire au regard des dispositions législatives et réglementaires notamment concernant l'assainissement. (Décret n°2007-817 du 11 mai 2007)
- article R 123-9 concernant le règlement du P.L.U. en relation avec les zones - d'assainissement non collectif (4°) (Décret n°2012-290 du 29 février 2012)
- article R 431-16 concernant les pièces jointes au dossier de demande de permis de construire (Décret n°2012-615 du 2 mai 2012 - art. 9)

➤ Code général des collectivités territoriales :

- articles R. 2333-121 et R. 2333-132 relatifs à la redevance d'assainissement.
- article L. 2224-10 relatif au zonage d'assainissement.

➤ Code de la santé publique :

- articles L 1331-1 et suivants relatifs à l'évacuation des eaux usées.

➤ Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 : Loi sur l'eau et les milieux aquatiques.

➤ Arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5.

<p style="text-align: center;">ANNEXE I : CARTE DES RESEAUX EXISTANTS ET DES ACTIVITES</p>
--

<p style="text-align: center;">ANNEXE II : CARTE DE FAISABILITE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF</p>

<p style="text-align: center;">ANNEXE III : DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL</p>

<p>ANNEXE IV : PLAN DE ZONAGE RETENU</p>
--

<p style="text-align: center;">ANNEXE V : EXEMPLE DE REGLEMENT DE SERVICE ASSAINISSEMENT COLLECTIF</p>
--

<p style="text-align: center;">ANNEXE VI : REGLEMENT DU SERVICE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF</p>
--

la Fontaine Landon

COMMUNE DE GRAND-ROZOY

PLAN DU ZONAGE
D'ASSAINISSEMENT

PLAN D'ENSEMBLE	ZON_PL_a
	N&L

Date: 15-05-2013	M.H	N. Aff.: NILvr062-DCE
Echelle : 1/5000	N. Pln.: A3_ZON	02



9, Avenue Marc Lefranq
ZAC de Valenciennes Fourvignies
59121 PROUVY

SEGE SOCIAL & BUREAU

Tel: 03.27.20.11.80 - Fax: 03.27.20.11.89
amodiag@amodiag.com



AMODIAG



Environnement



Sud Ouest



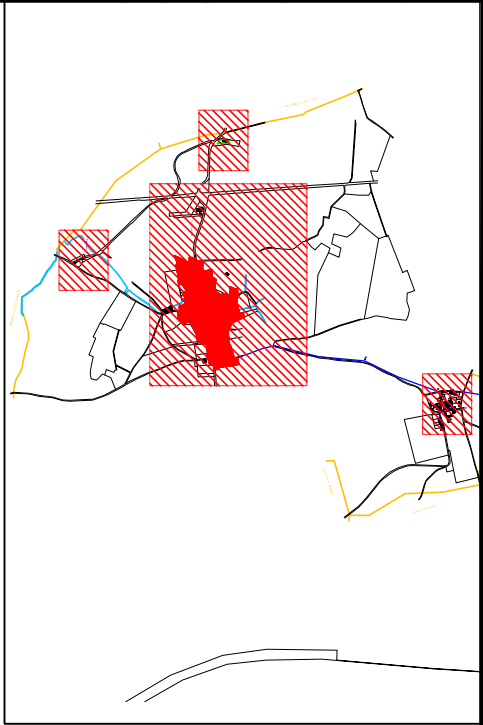
AK&H PROUDENCE (19)

Seine Normandie
MAYENNE (50)
Edition du: 05-06-2013 2:08

LEGENDE DU ZONAGE

 Zone d'assainissement collectif

 Zone d'assainissement non collectif



Plan vérifié le:
Par:

